ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/DS367/R
9 août 2010

(10-3998)

Original: anglais

AUSTRALIE – MESURES AFFECTANT L'IMPORTATION DE POMMES EN PROVENANCE DE NOUVELLE-ZÉLANDE

Rapport du Groupe spécial

TABLE DES MATIÈRES

Page

I. INTRODUCTION 1
A. DEMANDE DE CONSULTATIONS 1
B. ÉTABLISSEMENT ET COMPOSITION DU GROUPE SPÉCIAL 1
C. PROCÉDURES DU GROUPE SPÉCIAL 2
1. Adoption des procédures de travail et du calendrier 2
2. Demande de décision préliminaire présentée par l'Australie 2
3. Révisions du calendrier 3
4. Premières communications écrites des parties et communications des tierces parties 4
5. Deuxième demande de décision préliminaire présentée par l'Australie 4
6. Lettre non demandée d'une entité privée australienne 5
7. Réunion de fond du Groupe spécial avec les parties et les tierces parties 5
8. Accord concernant l'une des mesures indiquées par la Nouvelle-Zélande 6
9. Processus de consultation des experts 7
a) Choix des experts et élaboration des questions 7
b) Préoccupations en matière de régularité de la procédure exprimées par l'Australie 12
c) Révisions additionnelles du calendrier 13
10. Communications écrites présentées par les parties à titre de réfutation 15
11. Deuxième réunion de fond du Groupe spécial avec les parties et réunion du Groupe spécial avec les experts 15
12. Remise du rapport 16
II. ASPECTS FACTUELS 16
A. PARASITES EN CAUSE 16
1. Feu bactérien 16
a) Plantes hôtes 17
b) Cycle biologique 17
c) Dissémination 17
d) Répartition géographique 18
2. Chancre européen 18
a) Plantes hôtes 19
b) Cycle biologique 19
c) Dissémination 20
d) Répartition géographique 20

3. Cécidomyie des feuilles du pommier 21
a) Plantes hôtes 21
b) Cycle biologique 21
c) Dissémination 22
d) Répartition géographique 23
B. RAPPORT IRA FINAL 23
1. Chronologie 24
2. Méthode 25
a) Processus d'évaluation du risque phytosanitaire 25
b) Catégorisation des parasites 26
c) Évaluation de la probabilité de l'entrée, de l'établissement et de la dissémination 27
i) Probabilité de l'entrée 27
ii) Étapes pour l'importation et filières biologiques 27
iii) Probabilité de l'établissement et de la dissémination 29
d) Évaluation des conséquences 30
e) Risque non réduit 32
3. Mesures de gestion des risques et niveau de protection jugé approprié par l'Australie 32
4. Approche semi-quantitative suivie dans l'IRA 33
C. NORMES, DIRECTIVES ET RECOMMANDATIONS INTERNATIONALES PERTINENTES 34
1. La CIPV 35
a) Normes de la CIPV sur l'analyse du risque phytosanitaire: NIMP n° 2 et NIMP n° 11 35
b) Normes de la CIPV sur les zones exemptes et les zones à faible prévalence d'organismes nuisibles: NIMP n° 4, NIMP n° 10 et NIMP n° 22 37
c) Autres NIMP 39
D. MESURES EN CAUSE 40
1. Les mesures en cause se limitent à 17 mesures spécifiques 40
2. Les 17 mesures spécifiques et leur relation avec les trois parasites en cause 40
3. L'accord des parties sur la mesure 12 44
4. Les 16 mesures spécifiques restantes en cause énoncées dans l'IRA 45
5. Désaccords sur certaines des 16 mesures spécifiques en cause 47
a) Mesure 1 47
b) Mesure 4 53
c) Mesure 11 61
d) Mesure 15 65
i) Arguments des parties 65
ii) Analyse par le Groupe spécial 77

6. Applicabilité territoriale des mesures en cause 84
7. Questions juridiques à traiter dans la section du rapport relative aux constatations 85
E. PRODUIT EN CAUSE 85
1. Arguments des parties 85
2. Analyse par le Groupe spécial 87
III. DEMANDES DE CONSTATATIONS ET DE RECOMMANDATIONS FORMULÉES PAR LES PARTIES 89
IV. ARGUMENTS DES PARTIES 90
A. NOUVELLE-ZÉLANDE 90
1. Résumé analytique de la première communication écrite de la Nouvelle-Zélande 90
a) Introduction 90
b) Contexte 90
c) Analyse juridique 92
i) Les mesures de l'Australie sont incompatibles avec l'article 2:2 92
ii) Les mesures de l'Australie sont incompatibles avec l'article 5:1 94
iii) Les mesures de l'Australie sont incompatibles avec l'article 5:2 96
iv) Les mesures de l'Australie sont incompatibles avec l'article 5:5 et l'article 2:3 96
v) Les mesures de l'Australie sont incompatibles avec l'article 5:6 96
vi) Les mesures de l'Australie sont incompatibles avec l'article 8 et l'Annexe C 1) a) 97
d) Conclusion 97
2. Résumé analytique de la déclaration orale liminaire faite par la Nouvelle-Zélande à la première réunion de fond 97
a) Introduction 97
b) Produit en cause 97
c) Mesures en cause 98
d) Droit applicable 98
i) Critère d'examen 98
ii) Ordre de l'analyse 99
iii) Charge de la preuve 99
e) Article 2:2 99
i) Feu bactérien 100
ii) Chancre européen 100
iii) ALCM 101
f) Article 5:1 101
i) L'Australie n'a pas évalué la probabilité de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination 101
Vices fondamentaux de l'IRA 102

La Nouvelle-Zélande ne procède pas à sa propre évaluation des risques et l'Australie quant à elle n'a pas indiqué des "lacunes très importantes" ... 102
Il y a des erreurs importantes dans l'analyse faite dans l'IRA de l'entrée, de l'établissement et de la dissémination en ce qui concerne chaque parasite ... 102
Feu bactérien ... 102
Chancre européen ... 103
ALCM ... 103
ii) L'Australie n'a pas évalué la probabilité "en fonction des mesures SPS qui pourraient être appliquées" ... *104*
g) Article 5:2, 5:5 et 5:6 ... 105
h) Article 8 et Annexe C ... 105
3. Déclaration orale finale faite par la Nouvelle-Zélande à la première réunion de fond ... 106
4. Résumé analytique de la deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande ... 107
a) Introduction ... 107
b) Réfutation détaillée des arguments de l'Australie ... 108
i) Mesures en cause ... *108*
ii) Produit en cause ... *108*
iii) Critère d'examen et charge de la preuve ... *108*
iv) Lien entre les articles 2:2 et 5:1, et ordre de l'analyse ... *109*
v) Les mesures de l'Australie sont incompatibles avec l'article 2:2 ... *109*
vi) Les mesures de l'Australie sont incompatibles avec l'article 5:1 ... *111*
vii) Les mesures de l'Australie sont incompatibles avec l'article 5:2 ... *114*
viii) Les mesures de l'Australie sont incompatibles avec l'article 5:5 ... *115*
ix) Les mesures de l'Australie sont incompatibles avec l'article 5:6 ... *115*
x) Les mesures de l'Australie sont incompatibles avec l'article 8 et l'Annexe C 1) a) ... *115*
c) Conclusion ... 116
5. Résumé analytique de la déclaration orale liminaire faite par la Nouvelle-Zélande à la deuxième réunion de fond ... 116
a) Introduction ... 116
b) Deuxième communication écrite de l'Australie ... 117
c) Tâche du Groupe spécial ... 117
i) Critère d'examen ... *117*
ii) Lien entre les articles 2:2 et 5:1 ... *118*
iii) Poids à accorder à l'affaire Japon – Pommes ... *118*
d) Article 2:2 ... 119
i) Feu bactérien ... *119*
ii) Chancre européen ... *119*
iii) ALCM ... *120*

e) Article 5:1 121
i) Méthode *121*
ii) Feu bactérien *122*
iii) Chancre européen *123*
iv) ALCM *124*
f) Article 8/Annexe C 125
6. Déclaration orale finale faite par la Nouvelle-Zélande à la deuxième réunion de fond 125
B. AUSTRALIE 128
1. Résumé analytique de la première communication écrite de l'Australie 128
a) Introduction 128
b) Cadre juridique 128
c) Réfutation juridique et factuelle 130
i) Les mesures de l'Australie sont compatibles avec l'article 5:1 et, par conséquent, avec l'article 2:2 ..... *130*
La Nouvelle-Zélande comprend mal ce que doit être une évaluation des risques valable 130
Les allégations de la Nouvelle-Zélande concernant le feu bactérien sont non étayées 131
Les allégations de la Nouvelle-Zélande concernant le chancre européen sont non étayées 132
Les allégations de la Nouvelle-Zélande concernant l'ALCM sont non étayées 132
Conclusion sur l'évaluation des risques pour le feu bactérien, le chancre européen et l'ALCM 133
L'équipe chargée de l'IRA a dûment évalué les mesures SPS qui pourraient être appliquées 133
Conclusion 133
ii) L'Australie a agi d'une manière compatible avec l'article 5:2 ..... *134*
iii) À titre subsidiaire, les mesures de l'Australie sont néanmoins compatibles avec l'article 2:2 ..... *134*
iv) Les mesures de l'Australie sont compatibles avec l'article 5:5 et l'article 2:3 ..... *134*
v) Les mesures de l'Australie sont compatibles avec l'article 5:6 ..... *134*
vi) L'allégation formulée par la Nouvelle-Zélande au titre de l'article 8 et de l'Annexe C 1) a) ne relève pas du mandat du Groupe spécial *135*
d) Conclusion 135
2. Résumé analytique de la déclaration orale liminaire faite par l'Australie à la première réunion de fond 135
a) Introduction 135
b) Le niveau de protection jugé approprié par l'Australie dans la pratique 136
c) Le Rapport IRA final constitue le fondement des mesures de l'Australie 137
d) Le présent différend n'est pas une répétition de l'affaire *Japon – Pommes* 137
e) Le produit et les mesures en cause doivent être clairement indiqués 138
f) La Nouvelle-Zélande n'a pas étayé ses allégations par des éléments de preuve et des arguments juridiques 138
g) Le rôle du Groupe spécial dans le présent différend n'est pas illimité 139

h) La Nouvelle-Zélande ne tient pas compte du lien spécial entre les articles 5:1 et 2:2 140
i) Les conséquences font partie intégrante de l'évaluation des risques 141
j) Les mesures de l'Australie répondent à des probabilités réelles 141
k) Les arguments scientifiques et techniques de la Nouvelle-Zélande et des États-Unis sont dénués de fondement 141
l) Les allégations secondaires de la Nouvelle-Zélande sont viciées 141
m) L'allégation de retard injustifié formulée par la Nouvelle-Zélande sort du cadre du présent différend 142
n) Le Groupe spécial peut tenir compte de communications d'*amici curiae* selon qu'il est nécessaire 142
o) L'Australie est disposée à exposer ses vues sur le rôle des experts 143
p) Conclusion 143
3. Déclaration orale finale faite par l'Australie à la première réunion de fond 143
a) Introduction 143
b) Le produit en cause est clair 143
c) Il y a une base solide pour faire la distinction entre mesures principales et mesures auxiliaires 144
d) Critère d'examen approprié en l'espèce 144
e) L'Australie peut s'appuyer sur des opinions scientifiques divergentes 145
f) Le recours constant de la Nouvelle-Zélande à l'affaire *Japon – Pommes* est peu judicieux 145
g) Probabilité combinée avec conséquences égale risque 146
h) Les articles 5:1 et 2:2 existent dans le contexte d'un lien juridique spécial 146
i) L'Australie a complètement réfuté les arguments présentés par la Nouvelle-Zélande au titre de l'article 2:2 146
j) Arguments scientifiques et techniques 147
i) Chancre européen 147
ii) Cécidomyie des feuilles du pommier 147
k) La prescription imposant une vérification par l'AQIS a été mal comprise par la Nouvelle-Zélande 148
l) Les allégations secondaires de la Nouvelle-Zélande continuent d'être dénuées de fondement 148
m) Dates de la deuxième audience 149
n) Conclusion 149
4. Résumé analytique de la deuxième communication écrite de l'Australie 149
a) Introduction 149
b) Arguments juridiques généraux 150
c) Arguments juridiques spécifiques 151

d) Questions scientifiques et techniques en ce qui concerne les mesures de l'Australie 151
i) La Nouvelle-Zélande n'a pas montré que la méthode de l'équipe chargée de l'IRA était viciée 151
ii) L'évaluation des risques pour le feu bactérien est objectivement justifiable 152
iii) L'évaluation des risques pour le chancre européen est objectivement justifiable 153
iv) L'évaluation des risques pour l'ALCM est objectivement justifiable 154
v) Mesures générales 155
vi) L'équipe chargée de l'IRA a évalué la probabilité en fonction des mesures SPS qui pourraient être appliquées 155
vii) Les mesures de l'Australie ne sont pas incompatibles avec les articles 5:1, 5:2, 2:2 et 5:6 155
viii) Les mesures de l'Australie ne sont pas incompatibles avec l'article 5:5 156
ix) L'allégation de retard injustifié formulée par la Nouvelle-Zélande reste hors du champ du présent différend 156
e) Conclusion 157
5. Résumé analytique de la déclaration orale liminaire faite par l'Australie à la deuxième réunion de fond 157
a) Introduction 157
b) Réalités pratiques de la réalisation des évaluations des risques 157
c) Le caractère suffisant des preuves scientifiques n'est pas l'équivalent de la certitude scientifique 157
d) Le critère d'examen et la charge de la preuve restent fondamentalement importants 158
e) Le Rapport IRA final constitue une opinion scientifique 159
f) La Nouvelle-Zélande cherche à relancer son argumentation 159
g) Le rôle des experts est limité 159
h) Méthode 160
i) Feu bactérien 161
i) L'argumentation concernant le feu bactérien porte essentiellement sur le niveau d'incertitude scientifique acceptable dans les évaluations des risques 161
ii) L'argument de la Nouvelle-Zélande concernant la "filière" est au cœur de son argumentation concernant le feu bactérien 162
iii) La filière du feu bactérien est largement confirmée 162
iv) Les preuves présentées par la Nouvelle-Zélande ne sont pas pertinentes pour les circonstances de l'Australie 163
v) La Nouvelle-Zélande n'a pas démontré l'existence de vices graves dans le Rapport IRA final 164
j) Chancre européen 165
k) ALCM 167
l) Mesures en cause 168
m) Conclusion 168

6. Déclaration orale finale faite par l'Australie à la deuxième réunion de fond 169
a) Introduction 169
b) Critère d'examen 169
c) Transparence 169
d) Méthode 169
e) Feu bactérien 170
f) Chancre européen 172
g) ALCM 172
h) Article 5:6 173
i) Évaluation des mesures par le Groupe spécial 173
j) Mesures dans le monde réel 173
k) Conclusion 174
V. ARGUMENTS DES TIERCES PARTIES 174
A. CHILI 174
1. Communication écrite du Chili 174
2. Déclaration orale du Chili 176
B. COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES 177
1. Résumé analytique de la communication écrite des Communautés européennes 177
a) Introduction 177
b) Évaluation juridique 177
i) Articles 2:2 et 5:1 de l'Accord SPS 177
ii) Article 5:2 de l'Accord SPS 178
iii) Articles 5:5 et 2:3 de l'Accord SPS 178
iv) Article 5:6 de l'Accord SPS 179
v) Article 8 et Annexe C 1) a) de l'Accord SPS 179
c) Conclusions 179
2. Résumé analytique de la déclaration orale des Communautés européennes 180
a) Introduction 180
b) Demande de l'Australie concernant une décision sur l'allégation de retard injustifiée formulée par la Nouvelle-Zélande 180
c) Rôle des mémoires d'*amici curiae* 180
d) Recours à des experts dans les procédures de groupe spécial 181
e) Critère d'examen du Groupe spécial au titre de l'Accord SPS 181
f) Conclusions 181
C. JAPON 181
1. Résumé analytique de la communication écrite du Japon 181
a) Introduction 181
b) Arguments 182

i) *Compatibilité des mesures avec l'article 2:2 de l'Accord SPS* *182*
ii) *Compatibilité des mesures avec l'article 5:1 de l'Accord SPS* *182*
iii) *Compatibilité des mesures avec l'article 2:2 de l'Accord SPS* *183*
iv) *Compatibilité des mesures avec l'article 5:5 de l'Accord SPS* *183*
c) Conclusion 184
2. Déclaration orale du Japon 184
a) Détermination du niveau de protection approprié au titre de l'Accord SPS en tant que "prérogative" d'un Membre de l'OMC 184
b) Charge de la preuve 185
D. TAIPEI CHINOIS 185
1. Résumé analytique de la communication écrite du Taipei chinois 185
a) Introduction 185
b) Arguments juridiques 186
i) *Application du critère de la "nécessité" aux mesures SPS de l'Australie* *186*
Prescriptions de fond du critère de la "nécessité" énoncé dans l'Accord SPS 186
Les mesures contestées de l'Australie doivent satisfaire au triple critère pour établir leur nécessité 186
ii) *Question de savoir si les niveaux de protection jugés appropriés par l'Australie sont comparables selon qu'il s'agit de pommes de Nouvelle-Zélande ou de poires japonaises* *186*
Détermination du niveau de protection approprié dans l'Accord SPS 186
La distinction entre des niveaux de protection appropriés ne peut être faite que dans des situations comparables 187
c) Conclusion 188
2. Déclaration orale du Taipei chinois 188
E. ÉTATS-UNIS 189
1. Résumé analytique de la communication écrite des États-Unis 189
a) Introduction 189
b) Le Groupe spécial devrait procéder à une évaluation objective de la question dont il est saisi conformément à l'article 11 du Mémorandum d'accord 189
c) L'article 2:2 de l'Accord SPS exige des preuves scientifiques suffisantes 189
d) L'article 5:1 exige que les mesures SPS soient établies sur la base d'une évaluation des risques 190
e) Distinctions arbitraires ou injustifiables dans le niveau de protection au titre de l'article 5:5 191
f) L'article 5:6 exige que les mesures SPS ne soient pas plus restrictives pour le commerce qu'il n'est nécessaire pour atteindre le niveau de protection jugé approprié par un Membre 191
g) Retard injustifié au titre de l'article 8 et de l'Annexe C 191
2. Résumé analytique de la déclaration orale des États-Unis 191
a) Questions essentielles traitées dans la communication écrite des États-Unis 191

b) Critère d'examen pour une évaluation des risques au titre de l'article 5:1 192
c) Interprétation correcte de l'article 5:2 192
d) "Nécessité" d'une mesure au titre des articles 2:2 et 5:6 193
e) Retard injustifié au titre de l'article 8 et de l'Annexe C 193
f) Conclusion 194
VI. RÉEXAMEN INTÉRIMAIRE 194
A. MODIFICATIONS APPORTÉES À LA PARTIE DESCRIPTIVE DANS LE CADRE DU RÉEXAMEN INTÉRIMAIRE 194
1. Description de la procédure du Groupe spécial 194
2. Parasites en cause 195
3. Évaluation antérieure des risques 196
B. MODIFICATIONS APPORTÉES À LA SECTION DES CONSTATATIONS DANS LE CADRE DU RÉEXAMEN INTÉRIMAIRE 196
1. Choix des experts et processus de consultation 196
2. Question de savoir si les mesures indiquées par la Nouvelle-Zélande peuvent être contestées au titre de l'Accord SPS 198
3. Allégations de la Nouvelle-Zélande au titre des articles 2:2, 5:1 et 5:2 de l'Accord SPS 201
a) Ordre d'analyse 201
b) Critère d'examen 203
c) Résumé des arguments des parties au titre de l'article 5:1 et 5:2 de l'Accord SPS 203
d) Prescriptions concernant le feu bactérien 204
e) Prescriptions concernant le chancre européen 211
f) Prescriptions concernant l'ALCM 215
4. Allégation de la Nouvelle-Zélande au titre de l'article 5:5 de l'Accord SPS 219
5. Allégation de la Nouvelle-Zélande au titre de l'article 5:6 de l'Accord SPS 221
6. Allégations de la Nouvelle-Zélande au titre de l'article 8 et de l'Annexe C 1) a) de l'Accord SPS 224
C. CORRECTIONS MINEURES ET AJOUT DE RÉFÉRENCES 225
VII. CONSTATATIONS 227
A. PRÉOCCUPATIONS DE L'AUSTRALIE CONCERNANT LE PROCESSUS DE SÉLECTION ET DE CONSULTATION DES EXPERTS 227
1. Qualification des préoccupations exprimées par l'Australie 227
2. Choix des experts 229
a) Choix d'un seul expert en matière d'ALCM par le Groupe spécial 229
b) Lien allégué de l'expert en matière d'ALCM avec le plaignant 232
3. Consultation des experts 236
a) Préoccupations exprimées par l'Australie 236

b) Question de savoir si le Groupe spécial a posé de nouvelles questions aux experts ou des questions modifiées par rapport au projet communiqué aux parties et si ces nouvelles questions affectent la régularité de la procédure 238
c) Question de savoir s'il devrait être interdit au Groupe spécial de prendre en compte des points soulevés dans des communications des tierces parties ou des renseignements additionnels fournis par les experts 245
d) Question de savoir si le Groupe spécial devrait ne pas tenir compte des opinions exprimées par les experts scientifiques hors du domaine de compétence pour lequel ils ont été choisis 249
4. Conclusion générale sur les préoccupations de l'Australie concernant le processus de sélection et de consultation des experts 254
B. QUESTION DE SAVOIR SI LES MESURES INDIQUÉES PAR LA NOUVELLE-ZÉLANDE PEUVENT ÊTRE CONTESTÉES AU TITRE DE L'ACCORD SPS 254
1. Résumé des arguments des parties 254
2. Analyse par le Groupe spécial 257
a) But des 16 mesures 260
i) Alinéa a) 261
ii) Alinéa d) 266
b) Forme et nature des 16 mesures 266
c) Mesures principales et mesures auxiliaires 273
C. ALLÉGATIONS DE LA NOUVELLE-ZÉLANDE AU TITRE DES ARTICLES 2:2, 5:1 ET 5:2 DE L'ACCORD SPS 276
1. Ordre de l'analyse 276
a) Résumé des arguments des parties 276
b) Analyse par le Groupe spécial 282
2. Critère d'examen 286
a) Résumé des arguments des parties 286
b) Analyse par le Groupe spécial 288
3. Résumé des arguments des parties au titre de l'article 5:1 et 5:2 de l'Accord SPS 290
4. Prescriptions concernant le feu bactérien 293
a) Surestimation alléguée concernant l'étape 1 pour l'importation 295
i) Résumé des arguments des parties 295
ii) Analyse par le Groupe spécial 297
b) Surestimation alléguée concernant l'étape 2 pour l'importation 299
i) Résumé des arguments des parties 299
ii) Analyse par le Groupe spécial 301
c) Surestimation alléguée concernant l'étape 3 pour l'importation 304
i) Résumé des arguments des parties 304
ii) Analyse par le Groupe spécial 305

d) Surestimation alléguée concernant l'étape 4 pour l'importation 307
i) Résumé des arguments des parties 307
ii) Analyse par le Groupe spécial 308
e) Surestimation alléguée concernant l'étape 5 pour l'importation 311
i) Résumé des arguments des parties 311
ii) Analyse par le Groupe spécial 312
f) Surestimation alléguée concernant l'étape 6 pour l'importation 314
i) Résumé des arguments des parties 314
ii) Analyse par le Groupe spécial 315
g) Surestimation alléguée concernant l'étape 7 pour l'importation 316
i) Résumé des arguments des parties 316
ii) Analyse par le Groupe spécial 317
h) Estimation concernant l'étape 8 pour l'importation 318
i) Résumé des arguments des parties 318
ii) Analyse par le Groupe spécial 319
i) Surestimation alléguée de la probabilité globale de l'importation 319
i) Résumé des arguments des parties 319
ii) Analyse par le Groupe spécial 320
j) Analyse faite dans l'IRA de la probabilité de l'entrée, de l'établissement et de la dissémination du feu bactérien 321
i) Résumé des arguments des parties 322
ii) Analyse par le Groupe spécial 326
Proximité 326
Exposition 327
Viabilité 328
Survie 329
Mécanismes de transfert 330
Dose d'inoculum 332
Réceptivité de l'hôte 334
Facteurs environnementaux 335
Conclusion sur l'exposition 336
Établissement 336
Dissémination 337
Probabilité partielle de l'établissement et de la dissémination 338
Conclusions concernant l'entrée, l'établissement et la dissémination 339
k) Conséquences biologiques et économiques qui pourraient résulter du feu bactérien 346
i) Résumé des arguments des parties 346
ii) Analyse par le Groupe spécial 348

l) Conclusions générales en ce qui concerne les prescriptions concernant le feu bactérien 351
m) Vices de méthode allégués relevés par la Nouvelle-Zélande 351
i) Choix de la valeur maximale pour des événements négligeables 352
Résumé des arguments des parties 352
Analyse par le Groupe spécial 353
ii) Utilisation de la distribution uniforme pour modéliser la probabilité d'événements 355
Résumé des arguments des parties 355
Analyse par le Groupe spécial 357
iii) Surestimation du volume projeté du commerce de pommes de Nouvelle-Zélande 358
Résumé des arguments des parties 358
Analyse par le Groupe spécial 360
iv) Conclusion concernant les vices de méthode relevés par la Nouvelle-Zélande 361
5. Prescriptions concernant le chancre européen 362
a) Estimation concernant l'étape 1 pour l'importation 364
i) Résumé des arguments des parties 364
ii) Analyse par le Groupe spécial 364
b) Surestimation alléguée concernant l'étape 2 pour l'importation 365
i) Résumé des arguments des parties 365
ii) Analyse par le Groupe spécial 366
c) Surestimation alléguée concernant l'étape 3 pour l'importation 373
i) Résumé des arguments des parties 373
ii) Analyse par le Groupe spécial 375
d) Surestimation alléguée concernant l'étape 4 pour l'importation 380
i) Résumé des arguments des parties 380
ii) Analyse par le Groupe spécial 382
e) Surestimation alléguée concernant l'étape 5 pour l'importation 386
i) Résumé des arguments des parties 386
ii) Analyse par le Groupe spécial 387
f) Surestimation alléguée concernant l'étape 6 pour l'importation 389
i) Résumé des arguments des parties 389
ii) Analyse par le Groupe spécial 390
g) Surestimation alléguée concernant l'étape 7 pour l'importation 391
i) Résumé des arguments des parties 391
ii) Analyse par le Groupe spécial 392
h) Estimation concernant l'étape 8 pour l'importation 393
i) Résumé des arguments des parties 393
ii) Analyse par le Groupe spécial 394

i) Surestimation alléguée de la probabilité globale de l'importation 394
i) Résumé des arguments des parties 394
ii) Analyse par le Groupe spécial 395
j) Analyse faite dans l'IRA de la probabilité de l'entrée, de l'établissement et de la dissémination 397
i) Résumé des arguments des parties 397
ii) Analyse par le Groupe spécial 402
Proximité 402
Exposition 403
Élimination des déchets 404
Localisation des champignons 404
Survie et viabilité du champignon dans ou sur le fruit 405
Mécanisme de transfert 408
Présence de points d'entrée 411
Dose d'inoculum 411
Réceptivité de la plante hôte 412
Facteurs environnementaux 413
Caractéristiques spécifiques aux différents groupes d'exposition 414
Conclusion concernant l'exposition 414
Établissement 415
Dissémination 416
Probabilité partielle de l'établissement et de la dissémination 419
Conclusions concernant l'exposition, l'établissement et la dissémination 419
k) Conséquences biologiques et économiques qui pourraient résulter du chancre européen 426
i) Résumé des arguments des parties 426
ii) Analyse par le Groupe spécial 429
l) Conclusions générales en ce qui concerne les prescriptions concernant le chancre européen 434
m) Vices de méthode relevés par la Nouvelle-Zélande 435
6. Prescriptions concernant l'ALCM 435
a) Données disponibles relatives à la viabilité des cocons d'ALCM 437
i) Résumé des arguments des parties 437
ii) Analyse par le Groupe spécial 439
b) Effet du parasitisme sur la viabilité de l'ALCM à l'intérieur des cocons occupés 443
i) Résumé des arguments des parties 443
ii) Analyse par le Groupe spécial 443
c) Rayon de vol de l'ALCM 444
i) Résumé des arguments des parties 444
ii) Analyse par le Groupe spécial 446

d) Période d'émergence 448
i) Résumé des arguments des parties 448
ii) Analyse par le Groupe spécial 450
e) Conditions climatiques pour la dissémination de l'ALCM en Australie 452
i) Résumé des arguments des parties 452
ii) Analyse par le Groupe spécial 453
f) Mode de commercialisation 455
i) Résumé des arguments des parties 455
ii) Analyse par le Groupe spécial 456
g) Conclusions concernant l'estimation faite dans l'IRA de la probabilité de l'entrée, de l'établissement et de la dissémination de l'ALCM 458
h) Conséquences biologiques et économiques qui pourraient résulter de l'ALCM 459
i) Résumé des arguments des parties 459
ii) Analyse par le Groupe spécial 461
i) Conclusions générales sur les prescriptions concernant l'ALCM 462
7. Mesures générales 463
i) Résumé des arguments des parties 463
ii) Analyse par le Groupe spécial 466
8. Conclusion générale en ce qui concerne les allégations de la Nouvelle-Zélande au titre des articles 5:1, 5:2 et 2:2 de l'Accord SPS 467
D. ALLÉGATION DE LA NOUVELLE-ZÉLANDE AU TITRE DE L'ARTICLE 5:5 DE L'ACCORD SPS 468
1. Introduction 468
2. Question liminaire soulevée par l'Australie 470
3. Les trois éléments de l'article 5:5 478
a) Premier élément de l'article 5:5 478
i) Situations différentes mais comparables 478
Comparabilité du feu bactérien (Erwinia amylovora) et d'Erwinia du Japon 480
Comparabilité du chancre européen (Neonectria galligena) et de la pourriture brune (Monilinia fructigena) 483
ii) Niveaux de protection appropriés dans les situations différentes 484
b) Deuxième élément de l'article 5:5 490
i) Comparaison des risques de chancre européen dans les pommes de Nouvelle-Zélande et de pourriture brune dans les poires nashi japonaises 492
Facilité de transmission 493
Conséquences biologiques et économiques potentielles 494
Gamme de plantes hôtes 495
Présence des deux parasites dans les zones d'exportation 495
Présence des deux parasites en Australie 499
Volumes des échanges 500

Mesures de lutte existant en Australie 503
Examen global des divers facteurs de risque 504
ii) Comparaison des risques de feu bactérien touchant les pommes de Nouvelle-Zélande et d'Erwinia du Japon touchant les poires nashi japonaises 506
Présence des deux parasites dans les zones d'exportation 507
Présence des deux parasites en Australie 513
Conséquences biologiques et économiques potentielles (gamme de plantes hôtes) 513
Examen global des divers facteurs de risque 515
4. Conclusion du Groupe spécial sur l'allégation de la Nouvelle-Zélande au titre de l'article 5:5 516
E. ALLÉGATION DE LA NOUVELLE-ZÉLANDE AU TITRE DE L'ARTICLE 2:3 DE L'ACCORD SPS 516
F. ALLÉGATION DE LA NOUVELLE-ZÉLANDE AU TITRE DE L'ARTICLE 5:6 DE L'ACCORD SPS 517
1. Approche suivie par le Groupe spécial pour évaluer l'allégation de la Nouvelle-Zélande 517
a) Les trois conditions cumulatives du critère énoncé à l'article 5:6 517
b) Ordre de l'analyse faite par le Groupe spécial des trois conditions du critère énoncé à l'article 5:6 519
2. Mesures en cause concernant le feu bactérien et le chancre européen 520
a) Mesure de rechange concernant le feu bactérien et le chancre européen indiquée par la Nouvelle-Zélande 520
b) Question de savoir si le fait de restreindre les importations aux pommes mûres asymptomatiques satisfait au triple critère énoncé à l'article 5:6 525
i) Deuxième condition: question de savoir si le fait de restreindre les importations aux pommes mûres asymptomatiques permet d'obtenir le niveau de protection jugé approprié par l'Australie en ce qui concerne le feu bactérien et le chancre européen 525
Résumé des arguments des parties 525
Analyse par le Groupe spécial 528
Approche suivie par le Groupe spécial en ce qui concerne la deuxième condition du critère énoncé à l'article 5:6 528
Analyse de la deuxième condition du critère énoncé à l'article 5:6 pour le feu bactérien 532
Analyse de la deuxième condition du critère énoncé à l'article 5:6 pour le chancre européen 550
ii) Première condition: question de savoir si la mesure consistant à restreindre les importations aux pommes mûres asymptomatiques est raisonnablement applicable compte tenu de la faisabilité technique et économique 568
iii) Troisième condition: question de savoir si la mesure consistant à restreindre les exportations aux pommes mûres asymptomatiques est sensiblement moins restrictive pour le commerce que les mesures actuelles de l'Australie concernant le feu bactérien et le chancre européen 570
c) Conclusion sur l'allégation de la Nouvelle-Zélande au titre de l'article 5:6 en ce qui concerne le feu bactérien et le chancre européen 572

3. Mesure concernant l'ALCM 572
a) Mesure de rechange concernant l'ALCM indiquée par la Nouvelle-Zélande 572
b) Question de savoir si l'inspection d'un échantillon de 600 fruits sur chaque lot d'importation satisfait au triple critère énoncé à l'article 5:6 577
i) Deuxième condition: question de savoir si l'inspection d'un échantillon de 600 fruits sur chaque lot d'importation permet d'obtenir le niveau de protection jugé approprié par l'Australie en ce qui concerne l'ALCM 577
Résumé des arguments des parties 577
Analyse par le Groupe spécial 582
ii) Première condition: question de savoir si l'inspection d'un échantillon de 600 fruits sur chaque lot d'importation est raisonnablement applicable compte tenu de la faisabilité technique et économique 592
c) Troisième condition: question de savoir si l'inspection d'un échantillon de 600 unités sur chaque lot d'importation est sensiblement moins restrictive pour le commerce que les prescriptions actuelles de l'Australie concernant l'ALCM 593
i) Résumé des arguments des parties 593
ii) Analyse par le Groupe spécial 597
d) Conclusion sur l'allégation de la Nouvelle-Zélande au titre de l'article 5:6 en ce qui concerne l'ALCM 599
4. Mesures générales 599
a) Mesure de rechange indiquée par la Nouvelle-Zélande pour les mesures générales 599
b) Question de savoir si une vérification par l'AQIS d'un échantillon: i) des systèmes pertinents visant à faire en sorte que les pommes soient mûres et asymptomatiques et ii) des procédures d'inspection d'un échantillon de 600 unités satisfait au triple critère énoncé à l'article 5:6 602
i) Résumé des arguments des parties 603
ii) Analyse par le Groupe spécial 606
c) Conclusion sur l'allégation de la Nouvelle-Zélande au titre de l'article 5:6 en ce qui concerne les mesures générales 608
5. Conclusions du Groupe spécial sur l'allégation de la Nouvelle-Zélande au titre de l'article 5:6 609
a) Conclusions du Groupe spécial au titre de l'article 5:6 609
b) Arguments de la Nouvelle-Zélande liant son allégation au titre de l'article 5:6 à l'article 2:2 de l'Accord SPS 609
G. ALLÉGATIONS DE LA NOUVELLE-ZÉLANDE AU TITRE DE L'ARTICLE 8 ET DE L'ANNEXE C 1) a) DE L'ACCORD SPS 610
1. Résumé des arguments des parties 610
a) Arguments des parties sur le fond de l'Annexe C 1) a) 610
b) Arguments des parties sur la question de savoir si les allégations de la Nouvelle-Zélande relèvent du mandat du Groupe spécial 612
i) Arguments des parties ayant abouti à la deuxième demande de décision préliminaire formulée par l'Australie 612

ii) Arguments complémentaires des parties *614*
Nouvelle-Zélande 614
Australie 616
2. Analyse par le Groupe spécial 619
VIII. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATION 631
ANNEXES

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE A

TABLE DES MATIÈRES		Page
Annexe A-1	Demande d'établissement d'un groupe spécial (WT/DS367/5)	A-2
Annexe A-2	Communication du Président du Groupe spécial: Décision préliminaire du Groupe spécial (WT/DS367/7)	A-6
Annexe A-3	Procédures de travail du Groupe spécial, adoptées le 26 mars 2008	A-11
Annexe A-4	Procédures pour la première réunion de fond du Groupe spécial, adoptées le 4 août 2008	A-16
Annexe A-5	Procédures pour la réunion du Groupe spécial avec les experts et les parties et la deuxième réunion de fond du Groupe spécial, adoptées le 11 juin 2009	A-20

ANNEXE B*

TABLE DES MATIÈRES		Page
Annexe B-1	Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial	B-2
Annexe B-2	Procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts scientifiques	B-2

* Les *Réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial* (Annexe B-1) et le *Procès-verbal des travaux de la réunion du Groupe spécial avec les experts* (Annexe B-2) font partie du présent rapport. Conformément aux Procédures pour la réunion du Groupe spécial avec les experts et les parties et la deuxième réunion de fond du Groupe spécial, adoptées le 11 juin 2009 (Annexe A-5), les réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial et le Procès-verbal des travaux de la réunion du Groupe spécial avec les experts seront disponibles uniquement sous forme électronique.

AFFAIRES CITÉES DANS LE PRÉSENT RAPPORT

Titre abrégé	Titre complet de l'affaire et référence
Argentine – Chaussures (CE)	Rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Mesures de sauvegarde à l'importation de chaussures*, WT/DS121/AB/R, adopté le 12 janvier 2000
Australie – Saumons	Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Mesures visant les importations de saumons*, WT/DS18/AB/R, adopté le 6 novembre 1998
Australie – Saumons	Rapport du Groupe spécial *Australie – Mesures visant les importations de saumons*, WT/DS18/R, adopté le 6 novembre 1998, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS18/AB/R
Australie – Saumons (article 21:5 – Canada)	Rapport du Groupe spécial *Australie – Mesures visant les importations de saumons – Recours du Canada à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS18/RW, adopté le 20 mars 2000
Brésil – Aéronefs	Rapport de l'Organe d'appel *Brésil – Programme de financement des exportations pour les aéronefs*, WT/DS46/AB/R, adopté le 20 août 1999
Canada – Maintien de la suspension	Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Maintien de la suspension d'obligations dans le différend CE – Hormones*, WT/DS321/AB/R, adopté le 14 novembre 2008
Canada – Maintien de la suspension	Rapport du Groupe spécial *Canada – Maintien de la suspension d'obligations dans le différend CE – Hormones*, WT/DS321/R, adopté le 14 novembre 2008, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS321/AB/R
CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques	Rapport du Groupe spécial *Communautés européennes – Mesures affectant l'approbation et la commercialisation des produits biotechnologiques*, WT/DS291/R, WT/DS292/R, WT/DS293/R, Add.1 à 9 et Corr.1, adopté le 21 novembre 2006
CE – Bananes III	Rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Régime applicable à l'importation, à la vente et à la distribution des bananes*, WT/DS27/AB/R, adopté le 25 septembre 1997
CE – Certaines questions douanières	Rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Certaines questions douanières,* WT/DS315/AB/R, adopté le 11 décembre 2006
CE – Certaines questions douanières	Rapport du Groupe spécial *Communautés européennes – Certaines questions douanières*, WT/DS315/R, adopté le 11 décembre 2006, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS315/AB/R
CE – Hormones	Rapport de l'Organe d'appel *Mesures communautaires concernant les viandes et les produits carnés (hormones)*, WT/DS26/AB/R, WT/DS48/AB/R, adopté le 13 février 1998
CE – Hormones (Canada)	Rapport du Groupe spécial *Mesures communautaires concernant les viandes et les produits carnés (hormones), plainte déposée par le Canada*, WT/DS48/R/CAN, adopté le 13 février 1998, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS26/AB/R, WT/DS48/AB/R
CE – Hormones (États-Unis)	Rapport du Groupe spécial *Mesures communautaires concernant les viandes et les produits carnés (hormones), plainte déposée par les États-Unis*, WT/DS26/R/USA, adopté le 13 février 1998, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS26/AB/R, WT/DS48/AB/R
CE – Morceaux de poulet	Rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Classification douanière des morceaux de poulet désossés et congelés*, WT/DS269/AB/R, WT/DS286/AB/R, adopté le 27 septembre 2005, et Corr.1

Titre abrégé	Titre complet de l'affaire et référence
Chili – Système de fourchettes de prix	Rapport de l'Organe d'appel *Chili – Système de fourchettes de prix et mesures de sauvegarde appliqués à certains produits agricoles*, WT/DS207/AB/R, adopté le 23 octobre 2002
Corée – Produits laitiers	Rapport de l'Organe d'appel *Corée – Mesure de sauvegarde définitive appliquée aux importations de certains produits laitiers*, WT/DS98/AB/R, adopté le 12 janvier 2000
États-Unis – Acier au carbone	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits compensateurs sur certains produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance d'Allemagne*, WT/DS213/AB/R, adopté le 19 décembre 2002
États-Unis – Bois de construction résineux VI (article 21:5 – Canada)	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Enquête de la Commission du commerce international dans l'affaire concernant les bois d'œuvre résineux en provenance du Canada – Recours du Canada à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS277/AB/RW, adopté le 9 mai 2006, et Corr.1
États-Unis – Certains produits en provenance des CE	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures à l'importation de certains produits en provenance des Communautés européennes*, WT/DS165/AB/R, adopté le 10 janvier 2001
États-Unis – Chemises et blouses de laine	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesure affectant les importations de chemises, chemisiers et blouses, de laine, tissés en provenance d'Inde*, WT/DS33/AB/R, adopté le 23 mai 1997, et Corr.1
États-Unis – Coton upland	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Subventions concernant le coton upland*, WT/DS267/AB/R, adopté le 21 mars 2005
États-Unis – Crevettes	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Prohibition à l'importation de certaines crevettes et de certains produits à base de crevettes*, WT/DS58/AB/R, adopté le 6 novembre 1998
États-Unis – Enquête en matière de droits compensateurs sur les DRAM	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Enquête en matière de droits compensateurs sur les semi-conducteurs pour mémoires RAM dynamiques (DRAM) en provenance de Corée*, WT/DS296/AB/R, adopté le 20 juillet 2005
États-Unis – Essence	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Normes concernant l'essence nouvelle et ancienne formules*, WT/DS2/AB/R, adopté le 20 mai 1996
États-Unis – Jeux	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures visant la fourniture transfrontières de services de jeux et paris*, WT/DS285/AB/R, adopté le 20 avril 2005, et Corr.1
États-Unis – Jeux	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Mesures visant la fourniture transfrontières de services de jeux et paris*, WT/DS285/R, adopté le 20 avril 2005, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS285/AB/R
États-Unis – Maintien de la suspension	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Maintien de la suspension d'obligations dans le différend CE – Hormones*, WT/DS320/AB/R, adopté le 14 novembre 2008
États-Unis – Maintien de la suspension	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Maintien de la suspension d'obligations dans le différend CE – Hormones*, WT/DS320/R, adopté le 14 novembre 2008, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS320/AB/R
États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction des droits antidumping appliqués aux produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance du Japon*, WT/DS244/AB/R, adopté le 9 janvier 2004

Titre abrégé	Titre complet de l'affaire et référence
États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamens à l'extinction des mesures antidumping visant les produits tubulaires pour champs pétrolifères en provenance d'Argentine*, WT/DS268/AB/R, adopté le 17 décembre 2004
États-Unis – Restrictions à l'exportation	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Mesures traitant les restrictions à l'exportation comme des subventions*, WT/DS194/R, adopté le 23 août 2001
États-Unis – Viande d'agneau	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures de sauvegarde à l'importation de viande d'agneau fraîche, réfrigérée ou congelée en provenance de Nouvelle-Zélande et d'Australie*, WT/DS177/AB/R, WT/DS178/AB/R, adopté le 16 mai 2001
Guatemala – Ciment I	Rapport de l'Organe d'appel *Guatemala – Enquête antidumping concernant le ciment Portland en provenance du Mexique*, WT/DS60/AB/R, adopté le 25 novembre 1998
Inde – Brevets (États-Unis)	Rapport de l'Organe d'appel *Inde – Protection conférée par un brevet pour les produits pharmaceutiques et les produits chimiques pour l'agriculture,* WT/DS50/AB/R, adopté le 16 janvier 1998
Japon – Boissons alcooliques II	Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Taxes sur les boissons alcooliques*, WT/DS8/AB/R, WT/DS10/AB/R, WT/DS11/AB/R, adopté le 1er novembre 1996
Japon – DRAM (Corée)	Rapport du Groupe spécial *Japon – Droits compensateurs visant les mémoires RAM dynamiques en provenance de Corée*, WT/DS336/R, adopté le 17 décembre 2007, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS336/AB/R
Japon – Pommes	Rapport du Groupe spécial *Mesures visant l'importation de pommes*, WT/DS245/R, adopté le 10 décembre 2003, confirmé par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS245/AB/R
Japon – Pommes (article 21:5 – États-Unis)	Rapport du Groupe spécial *Japon – Mesures visant l'importation de pommes – Recours des États-Unis à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS245/RW, adopté le 20 juillet 2005
Japon – Produits agricoles II	Rapport du Groupe spécial *Japon – Mesures visant les produits agricoles*, WT/DS76/R, adopté le 19 mars 1999, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS76/AB/R
Japon – Produits agricoles II	Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Mesures visant les produits agricoles*, WT/DS76/AB/R, adopté le 19 mars 1999
République dominicaine – Importation et vente de cigarettes	Rapport de l'Organe d'appel *République dominicaine – Mesures affectant l'importation et la vente de cigarettes sur le marché intérieur*, WT/DS302/AB/R, adopté le 19 mai 2005
Thaïlande – Poutres en H	Rapport de l'Organe d'appel *Thaïlande – Droits antidumping sur les profilés en fer ou en aciers non alliés et les poutres en H en provenance de Pologne*, WT/DS122/AB/R, adopté le 5 avril 2001

ABRÉVIATIONS UTILISÉES DANS LE PRÉSENT RAPPORT

ABARE	Australian Bureau of Agricultural and Resource Economics (Australie)
ABS	Australian Bureau of Statistics (Australie)
Accord SPS	Accord de l'OMC sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires
Accord sur l'OMC	Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce
AHL	N-acyl homosérine lactone
ALCM	cécidomyie des feuilles du pommier
APAL	Apple & Pear Industry Ltd (Australie)
AQIS	Service australien de quarantaine et d'inspection (Australie)
ARP	analyse du risque phytosanitaire
BA	Biosecurity Australia (Australie)
BRS	Bureau of Rural Sciences (Australie)
CABI	CAB (Commonwealth Agricultural Bureau) International (Royaume-Uni)
CE	Communautés européennes
CICD	Conseil des congrès internationaux de diptérologie
CIPV	Convention internationale pour la protection des végétaux
CSIRO	Commonwealth Scientific and Industrial Research Organisation (Australie)
D. mali	*Dasineura mali*
DAFF	Département de l'agriculture, de la pêche et des forêts (Australie)
E. amylovora	*Erwinia amylovora*
EA	*Erwinia amylovora*
EPS	exopolysaccharides
Exp.	exposition

FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
GATT	Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce
GATT 1994	Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994
HAL	Horticulture Australia Limited (Australie)
HortResearch	Horticulture and Food Research Institute of New Zealand Limited (Nouvelle-Zélande)
Imp	étape pour l'importation
IRA	*Rapport final d'analyse de risques à l'importation concernant les pommes en provenance de Nouvelle-Zélande*, novembre 2006
MAFNZ	Ministère de l'agriculture et des forêts (Nouvelle-Zélande)
Mémorandum d'accord	Mémorandum d'accord sur le règlement des différends
MON	mode opératoire normalisé
N. galligena	*Neonectria galligena*
NG	*Neonectria galligena*
NIMP	normes internationales pour les mesures phytosanitaires (Convention internationale pour la protection des végétaux)
OIE	Organisation mondiale de la santé animale
OMC	Organisation mondiale du commerce
ONPV	organisation nationale de protection des végétaux
ORD	Organe de règlement des différends
PCR	réaction de polymérisation en chaîne
PEDD	probabilité de l'entrée, de l'établissement et de la dissémination
PFGE	électrophorèse sur gel en champ pulsé
PIF	production intégrée de fruits
PPD	probabilité partielle de la dissémination
PPE	probabilité partielle de l'entrée

PPED	probabilité partielle de l'entrée et de la dissémination
PPEED	probabilité partielle de l'entrée, de l'établissement et de la dissémination
SPS	sanitaire et phytosanitaire
ufc	unité formant une colonie
USDA	Département de l'agriculture des États-Unis
VNC	viable mais non cultivable
ZE	zone exempte de parasites

I. INTRODUCTION

A. DEMANDE DE CONSULTATIONS

1.1 Le 31 août 2007, la Nouvelle-Zélande a demandé la tenue de consultations avec l'Australie conformément à l'article XXII de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 ("GATT de 1994"), à l'article 4 du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends ("Mémorandum d'accord") et à l'article 11 de l'Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires ("Accord SPS"), au sujet des mesures imposées par l'Australie sur l'importation de pommes en provenance de Nouvelle-Zélande.[1] Des consultations ont eu lieu à Genève le 4 octobre 2007 mais n'ont pas abouti à une résolution du différend.[2]

B. ÉTABLISSEMENT ET COMPOSITION DU GROUPE SPÉCIAL

1.2 Le 6 décembre 2007, la Nouvelle-Zélande a demandé à l'Organe de règlement des différends ("ORD") d'établir, conformément à l'article 6 du Mémorandum d'accord, un groupe spécial doté du mandat type énoncé à l'article 7:1 du Mémorandum d'accord.[3] À sa réunion du 21 janvier 2008, l'ORD a établi un groupe spécial, comme la Nouvelle-Zélande l'avait demandé, conformément à l'article 6 du Mémorandum d'accord (WT/DSB/M/245).

1.3 Le mandat du Groupe spécial est le suivant:

> "Examiner, à la lumière des dispositions pertinentes des accords visés cités par la Nouvelle-Zélande dans le document WT/DS367/5, la question portée devant l'ORD par la Nouvelle-Zélande dans ce document; faire des constatations propres à aider l'ORD à formuler des recommandations ou à statuer sur la question, ainsi qu'il est prévu dans lesdits accords."

1.4 Le 3 mars 2008, la Nouvelle-Zélande a demandé au Directeur général, en vertu du paragraphe 7 de l'article 8 du Mémorandum d'accord, de déterminer la composition du Groupe spécial. Le 12 mars 2008, le Directeur général a donné au Groupe spécial la composition suivante:

Président: M. P.J.A. (Attie) Swart

Membres: M. William Ehlers
Mme Kirsten Hillman

1.5 Le Chili, les Communautés européennes[4], le Japon, le Pakistan, le Taipei chinois et les États-Unis ont réservé leur droit de participer aux travaux du Groupe spécial en tant que tierces parties.

---

[1] *Australie – Pommes*, Demande de consultations (WT/DS367/1), 4 septembre 2007.

[2] *Australie – Pommes*, Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande (WT/DS367/5), 7 décembre 2007, jointe en tant qu'annexe A-1 au présent rapport. Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 33.

[3] *Australie – Pommes*, Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande (WT/DS367/5), 7 décembre 2007, jointe en tant qu'annexe A-1 au présent rapport.

[4] Le 1er décembre 2009, le Traité de Lisbonne modifiant le Traité sur l'Union européenne et le Traité instituant la Communauté européenne (fait à Lisbonne le 13 décembre 2007) est entré en vigueur. Le 29 novembre 2009, l'Organisation mondiale du commerce a reçu une note verbale (WT/L/779) du Conseil de l'Union européenne et de la Commission des Communautés européennes indiquant que, en vertu du *Traité de Lisbonne*, à compter du 1er décembre 2009, l'Union européenne se substitue et succède à la Communauté européenne.

C. PROCÉDURES DU GROUPE SPÉCIAL

1. Adoption des procédures de travail et du calendrier

1.6 Le 14 mars 2008, le Groupe spécial a fait distribuer deux ensembles de projets de procédures de travail et de calendriers aux parties.[5] Afin de connaître les vues des parties, une version des documents a été élaborée en supposant que le Groupe spécial consulterait des experts scientifiques, et l'autre version en supposant qu'aucun expert ne serait consulté. Le Groupe spécial a tenu une réunion d'organisation le 19 mars afin de consulter les parties sur les projets de procédures de travail et de calendriers. Les deux parties ont exprimé leurs vues au cours de la réunion; le Groupe spécial les a invitées à présenter par écrit, au plus tard le 20 mars, toutes observations additionnelles, y compris sur la question de savoir si un procès-verbal complet des questions et des réponses devrait être inclus dans le rapport final. En réponse à l'invitation du Groupe spécial, les deux parties ont présenté des observations écrites sur plusieurs questions d'organisation soulevées à la réunion; la Nouvelle-Zélande l'a fait les 19 et 20 mars[6], et l'Australie le 20 mars.[7] Le 26 mars, le Groupe spécial a notifié aux parties les procédures de travail adoptées.[8] Il a envoyé un projet de calendrier révisé aux parties le 4 avril pour qu'elles fassent des observations.[9] Le 8 avril, il a notifié aux parties le calendrier adopté.[10] À la même date, les procédures de travail et le calendrier adoptés par le Groupe spécial ont été notifiés aux tierces parties.[11] Compte tenu des vues exprimées par les parties, les procédures de travail et le calendrier adoptés par le Groupe spécial prévoyaient la consultation d'experts.

2. Demande de décision préliminaire présentée par l'Australie

1.7 Le 13 mars 2008, l'Australie a soulevé une question procédurale préliminaire concernant la compatibilité de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande (WT/DS367/5) avec l'article 6:2 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends.[12] En réponse à une invitation du Groupe spécial[13], les deux parties ont présenté, le 17 mars, leurs réactions préliminaires à la demande de décision procédurale préliminaire de l'Australie, y compris sur la question de savoir si cette demande devrait affecter la date de la réunion d'organisation.[14] Après la réunion d'organisation, la Nouvelle-Zélande et l'Australie ont présenté des communications écrites, les 7 et 14 avril, respectivement, concernant la demande de décision procédurale préliminaire de l'Australie.[15] La Nouvelle-Zélande a présenté, le 16 avril, une lettre additionnelle non demandée sur la question en référence à la communication de l'Australie du 14 avril.[16]

1.8 Le 18 avril 2008, les Communautés européennes ont demandé que le Groupe spécial, au cas où il aurait l'intention d'examiner la demande de décision préliminaire de l'Australie avant la date

---

[5] Communication électronique du Groupe spécial aux parties, 14 mars 2008.
[6] Communications électroniques de la Nouvelle-Zélande au Groupe spécial, 19 et 20 mars 2008.
[7] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 20 mars 2008.
[8] Communication du Groupe spécial aux parties, 26 mars 2008.
[9] Communications électroniques du Groupe spécial aux parties, 3 et 4 avril 2008.
[10] Communication du Groupe spécial aux parties, 8 avril 2008.
[11] Communication électronique du Groupe spécial aux parties et aux tierces parties, 8 avril 2008.
[12] Communication de l'Australie au Groupe spécial: demande de décision procédurale préliminaire concernant la compatibilité de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande avec l'article 6:2 du Mémorandum d'accord, 13 mars 2008.
[13] Communication électronique du Groupe spécial aux parties, 14 mars 2008.
[14] Communications électroniques de la Nouvelle-Zélande et de l'Australie au Groupe spécial, 17 mars 2008.
[15] Communications de la Nouvelle-Zélande et de l'Australie au Groupe spécial, 7 et 14 avril 2008, respectivement.
[16] Communication de la Nouvelle-Zélande au Groupe spécial, 16 avril 2008.

fixée dans le calendrier pour la présentation des communications écrites des tierces parties, donne la possibilité aux tierces parties de faire séparément des observations sur la demande de l'Australie.[17] Le 22 avril, le Groupe spécial a proposé une procédure et un calendrier pour examiner la demande des Communautés européennes, et il a invité les parties à faire des observations.[18] Dans leurs réponses respectives des 23 et 24 avril, la Nouvelle-Zélande et l'Australie n'ont formulé aucune objection à l'encontre de la proposition du Groupe spécial.[19]

1.9 Notant la demande des Communautés européennes et l'absence d'objections de la part des parties, le Groupe spécial a invité les tierces parties à présenter des observations sur la demande de décision procédurale préliminaire de l'Australie.[20] Deux tierces parties ont déposé des communications: les Communautés européennes le 30 avril 2008, puis le Chili le 2 mai.[21] Le 9 mai, la Nouvelle-Zélande et l'Australie ont fait des observations sur les communications des tierces parties.[22]

1.10 Le 6 juin 2008, le Groupe spécial a rendu sa décision préliminaire sur la question procédurale soulevée par l'Australie.[23] Après avoir consulté les parties, le Groupe spécial a communiqué la teneur de sa décision préliminaire à l'Organe de règlement des différends.[24]

3. Révisions du calendrier

1.11 Étant donné le temps alloué aux tierces parties pour faire des observations sur la question préliminaire soulevée par l'Australie et aux parties pour faire des observations sur les observations des tierces parties, le Groupe spécial a proposé, le 7 juin 2008, de proroger les délais accordés aux parties pour déposer leurs premières communications écrites respectives et aux tierces parties pour déposer leurs communications en tant que tierces parties.[25] Après avoir entendu les vues des parties sur la question[26], le Groupe spécial a modifié le calendrier, le 13 juin, en prorogeant de deux jours ouvrables les délais accordés aux parties pour déposer leurs premières communications écrites et aux tierces parties pour déposer leurs propres communications; le reste du calendrier n'a pas été modifié.[27]

1.12 Le 15 juillet 2008, les États-Unis ont demandé une prorogation de deux semaines pour eux-mêmes (et d'autres tierces parties, si elles le souhaitaient), afin de déposer leur communication en tant que tierce partie, en raison de la longueur et de la complexité de la première communication écrite de la Nouvelle-Zélande et du fait que la réunion ministérielle avait lieu à Genève durant la semaine pendant laquelle les communications des tierces parties devaient être remises.[28] En réponse à une invitation du Groupe spécial[29], la Nouvelle-Zélande a dit préférer qu'aucune prorogation ne soit

[17] Communication électronique des Communautés européennes au Groupe spécial, 18 avril 2008.
[18] Communication électronique du Groupe spécial aux parties, 22 avril 2008.
[19] Communications électroniques de la Nouvelle-Zélande et de l'Australie au Groupe spécial, 23 et 24 avril 2008, respectivement.
[20] Communication électronique du Groupe spécial aux parties et aux tierces parties, 24 avril 2008.
[21] Communications des Communautés européennes et du Chili au Groupe spécial, 30 avril et 2 mai 2008, respectivement.
[22] Communications de la Nouvelle-Zélande et de l'Australie au Groupe spécial, 9 mai 2008.
[23] Communication du Groupe spécial aux parties, 7 juin 2008.
[24] *Australie – Pommes*, Communication du Président du Groupe spécial: Décision préliminaire du Groupe spécial (WT/DS367/7), 23 juin 2008.
[25] Communication du Groupe spécial aux parties, 7 juin 2008.
[26] Communications de la Nouvelle-Zélande au Groupe spécial, 11 et 12 juin 2008; communications de l'Australie au Groupe spécial, 11 et 13 juin 2008.
[27] Communication du Groupe spécial aux parties, 13 juin 2008; communication du Groupe spécial aux tierces parties, 16 juin 2008.
[28] Communication des États-Unis au Groupe spécial, 15 juillet 2008.
[29] Communication électronique du Groupe spécial aux parties et aux tierces parties, 15 juillet 2008.

accordée pour les communications des tierces parties ou, à défaut, que toute prorogation ne dépasse pas une semaine.[30] L'Australie a appuyé l'idée de proroger le délai d'une semaine.[31] Le Taipei chinois a soutenu la demande des États-Unis[32]; le Chili, les Communautés européennes, le Japon et le Pakistan n'ont formulé aucune objection à l'encontre de cette demande.[33] Ayant noté les vues exprimées par les parties et les tierces parties, le Groupe spécial a, le 18 juillet, prorogé d'une semaine le délai accordé aux tierces parties pour déposer leurs communications écrites; le reste du calendrier n'a pas été modifié.[34]

1.13 Le 19 septembre 2008, le Groupe spécial a informé l'ORD qu'étant donné la nature et la portée du différend, y compris la décision du Groupe spécial de demander l'avis d'experts scientifiques et techniques conformément à l'article 11 de l'Accord SPS et à l'article 13 du Mémorandum d'accord, il ne pourrait pas remettre son rapport dans les six mois suivant la date à laquelle la composition du Groupe spécial avait été arrêtée. Il a aussi informé l'ORD qu'il comptait remettre son rapport final aux parties en juillet 2009, comme il était envisagé dans le calendrier adopté après les consultations avec les parties.[35]

4. Premières communications écrites des parties et communications des tierces parties

1.14 La Nouvelle-Zélande et l'Australie ont déposé leurs premières communications écrites le 20 juin et le 18 juillet 2008, respectivement. Conformément aux procédures de travail adoptées par le Groupe spécial, les deux parties ont présenté un résumé analytique de leurs premières communications écrites respectives. Les Communautés européennes ont déposé leur communication en tant que tierce partie le 31 juillet. Le Chili, le Japon, le Taipei chinois et les États-Unis ont déposé leurs communications en tant que tierces parties le 1er août. Les Communautés européennes, le Japon, le Taipei chinois et les États-Unis ont présenté un résumé analytique de leurs communications respectives en tant que tierces parties.[36]

5. Deuxième demande de décision préliminaire présentée par l'Australie

1.15 Le 22 août 2008, l'Australie a demandé au Groupe spécial de rendre une décision préliminaire indiquant que l'allégation formulée par la Nouvelle-Zélande au titre de l'article 8 et de l'Annexe C 1) a) de l'Accord SPS dans sa première communication écrite, selon laquelle le "*processus* d'examen de la demande de la Nouvelle-Zélande concernant l'accès de ses pommes au marché australien" avait été retardé de manière injustifiée, ne relevait pas du présent différend. L'Australie a demandé au Groupe spécial de se prononcer sur cette question, de préférence au cours de la première audience des 2 et 3 septembre ou dès que possible par la suite.[37] Le 25 août, le Groupe spécial a invité les deux parties, ainsi que les tierces parties, à exprimer dans leurs déclarations à la première réunion de fond des 2 et 3 septembre leurs vues sur la question soulevée par l'Australie dans sa lettre

[30] Communication de la Nouvelle-Zélande au Groupe spécial, 16 juillet 2008.
[31] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 16 juillet 2008.
[32] Communication électronique du Taipei chinois au Groupe spécial, 16 juillet 2008.
[33] Communication électronique des Communautés européennes au Groupe spécial, 15 juillet 2008; communications électroniques du Chili, du Japon et du Pakistan au Groupe spécial, 16 juillet 2008.
[34] Communication électronique du Groupe spécial aux parties et aux tierces parties, 18 juillet 2008.
[35] Communication du Groupe spécial à l'ORD, 19 septembre 2008. Voir *Australie – Pommes*, Communication du Président du Groupe spécial (WT/DS367/8), 23 septembre 2008.
[36] En vertu du paragraphe 12 des procédures de travail du Groupe spécial, il était demandé aux parties et aux tierces parties de fournir un résumé analytique de leurs communications ou déclarations respectives. Les résumés analytiques ne devaient pas dépasser dix pages pour les parties et trois pages pour les tierces parties. Un résumé analytique n'était pas exigé pour les communications ou déclarations ayant moins de dix pages dans le cas des parties et moins de trois pages dans le cas des tierces parties.
[37] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 22 août 2008.

du 22 août.[38] Le 26 août, la Nouvelle-Zélande a envoyé une lettre au Groupe spécial indiquant qu'il n'y avait aucune raison qu'il rende une décision préliminaire sur la question de l'allégation de retard injustifié qu'elle avait formulée.[39]

1.16 Le 8 septembre 2008, le Groupe spécial a notifié aux parties qu'il examinerait l'allégation de la Nouvelle-Zélande concernant l'article 8 et l'Annexe C 1) a) de l'Accord SPS dans son rapport final, avec ses autres allégations, car il n'avait aucune raison valable de rendre une deuxième décision préliminaire à ce stade.[40]

6. Lettre non demandée d'une entité privée australienne

1.17 Le 26 août 2008, le Groupe spécial a reçu une lettre non demandée d'une entité privée australienne (*Apple and Pear Australia Ltd*, APAL).[41] Le 27 août, il a invité les deux parties, ainsi que les tierces parties, à exprimer leurs vues sur la manière dont il devrait traiter cette communication non demandée dans leurs déclarations au cours de la première réunion de fond qui devait avoir lieu les 2 et 3 septembre 2008.[42] À la réunion de fond, les parties ne se sont pas opposées à ce que le Groupe spécial accepte la lettre non demandée.[43] Le 8 septembre, le Groupe spécial a notifié aux parties qu'il avait décidé d'accepter la communication non demandée envoyée par APAL, et qu'il en informerait cette entité en conséquence. Il a aussi indiqué aux parties qu'il les inviterait dans la liste des questions écrites, après la première réunion de fond, à faire des observations sur le contenu de cette communication non demandée.[44] Le 18 septembre, le Groupe spécial a informé APAL qu'il avait accepté sa communication, tout en notant que cette décision ne préjugeait pas de la teneur de la communication.[45]

7. Réunion de fond du Groupe spécial avec les parties et les tierces parties

1.18 À la réunion d'organisation tenue par le Groupe spécial le 19 mars 2008, les deux parties ont exprimé le souhait que les réunions de fond du Groupe spécial avec les parties et les tierces parties puissent être suivies par le public, de préférence par télédiffusion en circuit fermé dans une salle séparée. Le 9 juillet, la Nouvelle-Zélande et l'Australie ont adressé un message conjoint au Groupe spécial, réitérant qu'elles préféraient que le public puisse suivre les débats de la réunion de fond par télédiffusion en circuit fermé.[46] Ayant noté la préférence des parties, le Groupe spécial leur a envoyé un message, le 10 juillet, pour leur demander leur avis sur la forme que pourraient prendre sa réunion de fond et le processus d'inscription des personnes intéressées.[47] Le 15 juillet, le Groupe spécial a reçu une réponse conjointe de la Nouvelle-Zélande et de l'Australie aux questions qu'il avait posées.[48] Le 23 juillet, il a envoyé aux parties un ensemble de projets de procédures pour la première réunion de

[38] Communication électronique du Groupe spécial aux parties et aux tierces parties, 25 août 2008.
[39] Communication de la Nouvelle-Zélande au Groupe spécial, 26 août 2008.
[40] Communication du Groupe spécial aux parties, 8 septembre 2008.
[41] Communication d'*Apple and Pear Australia Ltd* au Groupe spécial, 26 août 2008.
[42] Communication électronique du Groupe spécial aux parties et aux tierces parties, 27 août 2008.
[43] Ceci a été confirmé ultérieurement dans les réponses respectives des parties à une question posée par le Groupe spécial après la première réunion de fond. Voir la réponse de la Nouvelle-Zélande à la question n° 147 du Groupe spécial après la première réunion de fond, paragraphe 307, et la réponse de l'Australie à la question n° 147 du Groupe spécial après la première réunion de fond.
[44] Communication du Groupe spécial aux parties, 8 septembre 2008.
[45] Communication du Groupe spécial à *Apple and Pear Australia Ltd*, 18 septembre 2008.
[46] Communication électronique de la Nouvelle-Zélande et de l'Australie au Groupe spécial, 9 juillet 2008.
[47] Communication électronique du Groupe spécial aux parties, 10 juillet 2008.
[48] Communication électronique de la Nouvelle-Zélande et de l'Australie au Groupe spécial, 15 juillet 2008.

fond et la réunion avec les tierces parties.[49] Le 28 juillet, la Nouvelle-Zélande a dit qu'elle acceptait les projets de procédures.[50] L'Australie a fait des remarques sur certains aspects de ces projets le 29 juillet.[51] La Nouvelle-Zélande a formulé des observations sur les remarques de l'Australie le 31 juillet[52], et l'Australie a présenté des observations sur les remarques de la Nouvelle-Zélande le 1er août.[53] Le 4 août, les règles de procédure adoptées par le Groupe spécial pour la première réunion de fond ont été notifiées aux parties et aux tierces parties.[54]

1.19 Le Groupe spécial a tenu sa première réunion de fond avec les parties les 2 et 3 septembre 2008. Il s'est réuni avec les tierces parties le 3 septembre 2008. À la demande des parties, ces réunions ont pu être suivies par le public, dans une salle séparée, par télédiffusion en circuit fermé. Le 10 septembre, le Groupe spécial a envoyé des questions écrites aux parties et aux tierces parties. À la même date, l'Australie a envoyé plusieurs questions écrites à la Nouvelle-Zélande et aux États-Unis. Le 23 septembre, le Groupe spécial a reçu des réponses aux questions de la part de la Nouvelle-Zélande, de l'Australie, des Communautés européennes, du Japon, du Taipei chinois et des États-Unis.

8. Accord concernant l'une des mesures indiquées par la Nouvelle-Zélande

1.20 Le 19 décembre 2008, la Nouvelle-Zélande et l'Australie ont adressé une communication conjointe au Groupe spécial indiquant qu'elles étaient parvenues à un accord concernant l'une des mesures indiquées par la Nouvelle-Zélande dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, à savoir la prescription voulant qu'un verger/bloc fasse l'objet d'une suspension pour la saison au motif qu'il y avait des éléments montrant que la taille ou d'autres activités menées avant l'inspection pourraient constituer une tentative d'éliminer ou de cacher des symptômes du chancre européen (douzième point énuméré dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande). Les parties ont informé le Groupe spécial que, sur la base de la confirmation par l'Australie qu'elle n'imposait pas une telle prescription, la Nouvelle-Zélande ne maintiendrait pas son allégation sur ce point. Enfin, les parties ont noté qu'elles avaient l'intention d'adresser un exemplaire de leur communication conjointe aux tierces parties et de la rendre publique.[55] Le 2 février 2009, le Groupe spécial a demandé aux parties de confirmer si les tierces parties avaient déjà reçu un exemplaire de leur accord et si cet accord avait été rendu public. Il a aussi proposé de demander au Secrétariat de faire distribuer la communication conjointe des parties en tant que document de la série WT/DS367, relative au différend.[56] Le 4 février, l'Australie a répondu qu'elle envoyait aux tierces parties, ce même jour, un exemplaire de la communication conjointe du 19 décembre. Elle a ajouté qu'elle n'avait pas encore rendu publique la communication conjointe, mais qu'elle avait l'intention de le faire.[57] Le 6 février, la Nouvelle-Zélande a informé le Groupe spécial que l'Australie, après l'avoir consultée, avait adressé aux tierces parties à titre officieux un exemplaire de la communication conjointe du 19 décembre. La Nouvelle-Zélande a aussi confirmé qu'elle n'avait pas encore rendu publique la communication conjointe, mais qu'elle avait l'intention de la publier sur le site Web du Ministère des affaires étrangères et du commerce.[58]

---

[49] Communication électronique du Groupe spécial aux parties, 23 juillet 2008.
[50] Communication électronique de la Nouvelle-Zélande au Groupe spécial, 28 juillet 2008.
[51] Communication électronique de l'Australie au Groupe spécial, 29 juillet 2008.
[52] Communication électronique de la Nouvelle-Zélande au Groupe spécial, 31 juillet 2008.
[53] Communication électronique de l'Australie au Groupe spécial, 1er août 2008.
[54] Communications du Groupe spécial aux parties et aux tierces parties, 4 août 2008.
[55] Communication de la Nouvelle-Zélande et de l'Australie au Groupe spécial, 19 décembre 2008.
[56] Communication électronique du Groupe spécial aux parties, 2 février 2009.
[57] Communication électronique de l'Australie au Groupe spécial, 4 février 2009.
[58] Communication électronique de la Nouvelle-Zélande au Groupe spécial, 6 février 2009. La lettre a été publiée à l'adresse suivante: http://www.mfat.govt.nz/downloads/treaties-and-international-law/pruning-letter.pdf, consultée le 14 septembre 2009.

9. Processus de consultation des experts

a) Choix des experts et élaboration des questions

1.21 À la réunion d'organisation tenue par le Groupe spécial le 19 mars 2008, la Nouvelle-Zélande a estimé que des avis d'experts pourraient beaucoup aider le Groupe spécial à traiter la question en l'espèce. Les deux parties ont indiqué que si le Groupe spécial décidait de consulter des experts, il devrait les consulter à titre individuel et non en tant que groupe d'experts unique. L'Australie a aussi exprimé l'avis préliminaire selon lequel les experts auxquels avait eu recours le Groupe spécial *Japon – Pommes* ne seraient pas admissibles.

1.22 En réponse à une invitation faite par le Groupe spécial à la première réunion de fond, les deux parties ont présenté des vues additionnelles sur la manière dont le Groupe spécial devrait consulter des experts; l'Australie a présenté ses vues le 4 septembre, et la Nouvelle-Zélande le 11 septembre 2008. Dans sa communication, l'Australie a indiqué qu'en raison des biologies complètement différentes des trois parasites en cause, le Groupe spécial devrait demander des avis d'experts distincts pour le feu bactérien, le chancre européen et la cécidomyie des feuilles du pommier, et que s'il le jugeait nécessaire, il pourrait aussi consulter des experts en analyse des risques. Elle a dit qu'il devrait y avoir au moins deux experts pour chacun des trois parasites en cause afin de veiller à ce que le Groupe spécial dispose d'un éventail de vues suffisamment variées, et que les experts ne devraient donner leur avis que sur les sujets relevant de leur domaine de compétence. Elle a ajouté qu'il conviendrait que le Groupe spécial consulte des organismes internationaux pertinents au sujet d'experts appropriés. Enfin, elle a confirmé son avis préliminaire selon lequel les experts auxquels avait eu recours le Groupe spécial *Japon – Pommes* ne seraient pas admissibles.[59] Pour sa part, la Nouvelle-Zélande a indiqué que, si le Groupe spécial l'estimait utile, elle appuierait le recours à des experts scientifiques dans les domaines spécifiques du feu bactérien, du chancre européen et de la cécidomyie des feuilles du pommier. Elle a dit qu'un expert ou deux au maximum pour chacun des parasites en cause seraient suffisants, et qu'elle pensait comme l'Australie que les experts ne devraient donner leur avis que dans leur domaine de compétence. Elle a ajouté que la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV) était l'organisation internationale qu'il faudrait logiquement contacter pour suggérer des noms d'experts. Enfin, elle a noté qu'elle ne voyait aucune raison de ne pas prendre en considération les experts auxquels avait eu recours le Groupe spécial *Japon – Pommes*.[60]

1.23 Dans une communication datée du 15 septembre 2008, le Groupe spécial a notifié aux parties qu'après avoir considéré les vues qu'elles avaient exprimées, il avait décidé de demander des avis d'experts dans quatre domaines: a) *Erwinia amylovora* (feu bactérien), y compris sa dissémination potentielle par le commerce des pommes et les mesures phytosanitaires à appliquer pour contrôler sa dissémination; b) *Neonectria galligena* (chancre européen), y compris sa dissémination potentielle par le commerce des pommes, les conditions climatiques de son établissement et les mesures phytosanitaires à appliquer pour contrôler sa dissémination; c) *Dasineura mali* (cécidomyie des feuilles du pommier), y compris sa dissémination potentielle par le commerce des pommes et les mesures phytosanitaires à appliquer pour contrôler sa dissémination; et d) l'évaluation du risque phytosanitaire, y compris l'utilisation de méthodes semi-quantitatives.[61]

1.24 Conformément aux procédures de travail adoptées par le Groupe spécial et aux vues exprimées par les parties, le Groupe spécial a demandé au Secrétariat de la CIPV, le 15 septembre 2008, de recommander des noms d'experts pouvant être retenus dans les domaines considérés.[62] Le 23 septembre, le Secrétariat de la CIPV a communiqué une première liste contenant

[59] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 4 septembre 2008.
[60] Communication électronique de la Nouvelle-Zélande au Groupe spécial, 11 septembre 2008.
[61] Communication électronique du Groupe spécial aux parties, 15 septembre 2008.
[62] Communication du Groupe spécial à la CIPV, 15 septembre 2008.

dix noms d'experts.[63] Le Groupe spécial a ensuite contacté ces experts pour connaître leur disponibilité et d'éventuels conflits d'intérêts. Sur les dix experts, quatre seulement ont confirmé qu'ils souhaitaient participer à la procédure et étaient disponibles. Dans sa communication du 23 septembre, le Secrétariat de la CIPV a indiqué que s'il avait davantage de temps pour faire des recherches, il pourrait communiquer d'autres noms d'experts pertinents.[64] Compte tenu du petit nombre d'experts disponibles mentionnés dans la liste initiale, le Groupe spécial a accordé un délai supplémentaire à la CIPV pour qu'elle puisse indiquer d'autres noms. Les 29 et 30 octobre, la CIPV a présenté une deuxième liste contenant 12 noms d'experts.[65] Le Groupe spécial a pris contact avec les nouveaux experts suggérés, et quatre d'entre eux ont confirmé qu'ils souhaitaient participer à la procédure et étaient disponibles, les autres refusant en raison de conflits d'intérêts potentiels, d'un manque de compétence directement pertinente ou d'autres engagements.

1.25 Le 13 novembre 2008, le Groupe spécial a envoyé un ensemble de documents aux parties indiquant de façon détaillée les noms, les nationalités, les curriculum vitae et les déclarations préliminaires de conflits d'intérêts des huit experts disponibles.[66] Cet ensemble de documents contenait aussi la liste complète des 22 experts contactés jusqu'alors par le Groupe spécial. Les parties pouvaient faire des observations sur chaque expert disponible et formuler toute objection majeure à l'encontre du choix d'un expert particulier pour donner des avis au Groupe spécial dans le présent différend. Comme, à ce stade du processus de sélection, aucun des experts suggérés par la CIPV pour l'ALCM n'avait confirmé sa disponibilité, le Groupe spécial a demandé aux parties de fournir des noms d'experts potentiels dans ce domaine.[67]

1.26 Dans une lettre datée du 20 novembre 2008, la Nouvelle-Zélande a présenté des observations sur la liste des huit experts disponibles et formulé des objections à l'encontre de la désignation de deux des experts proposés.[68] Elle a réitéré qu'elle ne voyait aucun fondement à l'objection de l'Australie concernant les experts consultés par le Groupe spécial *Japon – Pommes*. Elle a aussi indiqué le nom d'un expert potentiel pour l'ALCM, et celui d'un autre expert pour le chancre européen.[69] À la même date, l'Australie a noté qu'elle avait des objections majeures à l'encontre de la désignation de trois des experts proposés.[70] Elle a ajouté qu'elle ne pouvait pas, à ce stade, suggérer des experts pour l'ALCM parce qu'elle n'avait pas pu identifier d'experts qui n'étaient pas des ressortissants néo-zélandais ou n'avaient pas, selon elle, des liens étroits avec les pouvoirs publics et l'industrie néo-zélandais. Elle a suggéré que le Groupe spécial prenne contact avec le Conseil des congrès internationaux de diptérologie (CICD), qui pourrait peut-être donner des noms d'experts en matière d'ALCM. L'Australie a dit qu'étant donné le désaccord entre les parties sur la méthode semi-quantitative utilisée dans l'IRA, il était essentiel qu'au moins l'un des experts en matière d'évaluation des risques désignés par le Groupe spécial sache utiliser les méthodes semi-quantitatives, et qu'aucun des experts proposés ne semblait avoir une telle compétence. Enfin, elle a noté que, pour réduire au minimum tout retard supplémentaire dans le processus de règlement du différend, le Groupe spécial pourrait demander aux parties de suggérer les noms d'autres experts possibles.[71]

---

[63] Communication électronique de la CIPV au Groupe spécial, 23 septembre 2008.

[64] *Ibid*.

[65] Communications électroniques de la CIPV au Groupe spécial, 29 et 30 octobre 2008.

[66] Communication du Groupe spécial aux parties, 13 novembre 2008. Ce groupe de huit experts disponibles comprenait quatre des experts qui ont finalement été choisis par le Groupe spécial: M. Tom Deckers, M. Bernardo Latorre, M. Jean-Pierre Paulin et Mme Gritta Schrader.

[67] Communication du Groupe spécial aux parties, 13 novembre 2008.

[68] Communication de la Nouvelle-Zélande au Groupe spécial, 20 novembre 2008. Les objections de la Nouvelle-Zélande ne concernaient aucun des experts qui ont finalement été choisis par le Groupe spécial.

[69] Communication de la Nouvelle-Zélande au Groupe spécial, 20 novembre 2008.

[70] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 20 novembre 2008. Les objections de l'Australie ne concernaient aucun des experts qui ont finalement été choisis par le Groupe spécial.

[71] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 20 novembre 2008.

1.27 Compte tenu des observations et des suggestions des parties ainsi que du petit nombre d'experts disponibles, le Groupe spécial a invité les parties, le 21 novembre 2008, à suggérer des experts dans les quatre domaines indiqués, notamment pour le chancre européen et l'évaluation du risque phytosanitaire. Il a informé les parties qu'il contacterait les deux experts proposés par la Nouvelle-Zélande et, comme l'Australie l'avait suggéré, qu'il prendrait aussi contact avec le CICD pour obtenir des noms d'experts dans le domaine de l'ALCM.[72]

1.28 Faisant suite à la recommandation de l'Australie, le Groupe spécial a envoyé une lettre au Président du CICD, le 25 novembre 2008, pour lui demander de l'aider à identifier les noms et les coordonnées d'experts scientifiques et/ou techniques qui auraient les qualifications requises pour lui donner des avis sur l'ALCM.[73] Le 26 novembre 2008, le Président du CICD a fait connaître au Groupe spécial le nom d'un expert potentiel dans le domaine de l'ALCM. Il a aussi noté que ce spécialiste de l'ALCM pourrait suggérer d'autres experts au nom du CICD.[74] Après avoir été contacté par le Groupe spécial, l'expert en matière d'ALCM suggéré par le CICD a répondu qu'il ne pourrait pas participer à la réunion du Groupe spécial avec les experts, mais il a indiqué deux experts en taxonomie et biologie de la *Dasineura mali*.

1.29 Dans une lettre datée du 27 novembre 2008, et en réponse à l'invitation du Groupe spécial, la Nouvelle-Zélande a rejeté les objections formulées par l'Australie le 20 novembre à l'encontre de l'un des experts proposés par le Groupe spécial; à cet égard, la Nouvelle-Zélande a dit que la participation antérieure en tant qu'expert à un différend dans le cadre de l'OMC ne devrait pas créer en soi un conflit d'intérêts.[75] Elle a aussi suggéré deux experts possibles pour le chancre européen, ainsi qu'un expert pour l'ALCM et un autre pour l'évaluation des risques phytosanitaires.[76] Enfin, elle a dit qu'il n'y avait rien dans les procédures de travail du Groupe spécial, ni dans les indications données par l'Organe d'appel dans des affaires antérieures, qui imposerait au Groupe spécial de désigner plusieurs experts pour chacun des différents domaines.[77] À la même date, l'Australie a suggéré deux experts possibles pour le chancre européen, et deux pour l'évaluation des risques phytosanitaires.[78] Elle a aussi réitéré ses objections à l'encontre de la désignation de l'un des experts proposés.[79]

1.30 Le 5 décembre 2008, le Groupe spécial a envoyé un deuxième ensemble de documents aux parties (en complément de celui adressé le 13 novembre), précisant les noms, les nationalités, les curriculum vitae et les déclarations préliminaires de conflits d'intérêts de quatre autres experts disponibles, ce qui portait à 12 le nombre total d'experts disponibles. Ce deuxième ensemble de documents contenait aussi la liste complète des 34 experts suggérés jusqu'alors par la CIPV, le CICD, l'Australie ou la Nouvelle-Zélande. Le Groupe spécial a invité les parties à faire des observations sur les nouveaux experts disponibles.[80] Le 9 décembre, il a envoyé un troisième ensemble de documents aux parties concernant trois autres experts disponibles qu'elles avaient suggérés le 27 novembre, portant ainsi à 15 le nombre total d'experts disponibles.[81]

1.31 Le 9 décembre 2008, la Nouvelle-Zélande a formulé des objections majeures à l'encontre de deux des experts suggérés pour l'ALCM.[82] Elle a ajouté que, selon elle, compte tenu du nombre

[72] Communication du Groupe spécial aux parties, 21 novembre 2008.
[73] Communication du Groupe spécial au CICD, 25 novembre 2008.
[74] Communications électroniques du CICD au Groupe spécial, 26 novembre 2008.
[75] Cet expert n'a finalement pas été choisi par le Groupe spécial.
[76] Aucun de ces quatre experts n'a finalement été choisi par le Groupe spécial.
[77] Communication de la Nouvelle-Zélande au Groupe spécial, 27 novembre 2008.
[78] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 27 novembre 2008. Deux de ces experts (M. Ricardo Sgrillo et M. Terence Swinburne) ont finalement été choisis par le Groupe spécial.
[79] *Ibid*. Cet expert n'a finalement pas été choisi par le Groupe spécial.
[80] Communication du Groupe spécial aux parties, 5 décembre 2008.
[81] Communication électronique du Groupe spécial aux parties, 9 décembre 2008.
[82] Aucun de ces experts n'a finalement été choisi par le Groupe spécial.

extrêmement limité d'experts en matière d'ALCM, un expert serait suffisant.[83] À la même date, l'Australie a formulé des objections majeures à l'encontre de deux des experts suggérés pour l'ALCM[84], s'est opposée à la désignation d'un troisième expert pour l'ALCM s'il ne pouvait pas participer à une réunion avec le Groupe spécial, et a confirmé ses objections antérieures à l'encontre d'un autre expert en matière de feu bactérien et d'évaluation des risques phytosanitaires.[85] L'Australie a réaffirmé son opinion selon laquelle les experts auxquels avait eu recours le Groupe spécial *Japon – Pommes* ne seraient pas admissibles.[86]

1.32 Le 11 décembre 2008, le Groupe spécial a reçu des observations additionnelles des deux parties sur les experts disponibles. La Nouvelle-Zélande a réitéré son objection à l'encontre de l'un des experts suggérés pour l'ALCM.[87] Elle a aussi répondu à certaines objections de l'Australie. À son avis, l'objection formulée par l'Australie à l'encontre d'un des experts suggérés pour l'ALCM du fait qu'il avait collaboré à des recherches sur l'ALCM avec des experts néo-zélandais était sans fondement.[88] Elle a aussi rejeté l'objection formulée par l'Australie à l'encontre de l'un des experts suggérés pour le feu bactérien parce qu'il avait participé en tant qu'expert au différend *Japon – Pommes*.[89] Pour sa part, l'Australie a fait valoir que deux des experts proposés pour le chancre européen étaient des généralistes en matière de phytopathologie et ne devraient être désignés que si un expert spécialiste du chancre européen l'était aussi.[90] L'Australie a aussi formulé des objections majeures à l'encontre de l'un des experts suggérés pour le feu bactérien.[91] Elle a fait part de certains impératifs concernant les dates auxquelles elle serait disponible pour présenter des observations sur les questions qu'il était proposé de poser aux experts. Enfin, elle a demandé que, comme indiqué initialement dans les procédures de travail, le processus de sélection des experts soit achevé, avant que le Groupe spécial communique aux parties le projet de questions à poser aux experts pour qu'elles fassent des observations.[92]

1.33 Le 15 décembre 2008, le Groupe spécial a informé les parties qu'après avoir examiné leurs observations sur les experts proposés ainsi que les objections qu'elles avaient formulées, il avait choisi les experts suivants:

- M. Jerry Cross, Directeur de recherche en entomologie, East Malling Research, Kent, Royaume-Uni;

- M. Tom Deckers, Chef du Département de pomologie, Station de recherche en arboriculture fruitière, PCFruit (ancienne Station de recherche royale de Gorsem), Saint-Trond, Belgique;

---

[83] Communication de la Nouvelle-Zélande au Groupe spécial, 9 décembre 2008.

[84] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 9 décembre 2008. Les objections de l'Australie concernaient notamment M. Jerry Cross, l'un des experts qui a finalement été choisi par le Groupe spécial. L'Australie a noté que M. Cross avait participé récemment à des projets de recherche et à des publications conjoints avec des chercheurs de HortResearch New Zealand, organisme financé par les pouvoirs publics néo-zélandais.

[85] *Ibid*. Cet expert en matière de feu bactérien et d'évaluation des risques phytosanitaires n'a finalement pas été choisi par le Groupe spécial.

[86] *Ibid*.

[87] Communication de la Nouvelle-Zélande au Groupe spécial, 11 décembre 2008. Cet expert en matière d'ALCM n'a finalement pas été choisi par le Groupe spécial.

[88] Cet expert, M. Jerry Cross, est l'un des experts qui a finalement été choisi par le Groupe spécial.

[89] Communication de la Nouvelle-Zélande au Groupe spécial, 11 décembre 2008. Cet expert en matière de feu bactérien n'a finalement pas été choisi par le Groupe spécial.

[90] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 11 décembre 2008. Aucun de ces experts en matière de chancre européen n'a finalement été choisi par le Groupe spécial.

[91] Cet expert en matière de feu bactérien n'a finalement pas été choisi par le Groupe spécial.

[92] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 11 décembre 2008.

- M. Bernardo Latorre, professeur titulaire, Facultad de Agronomía e Ingeniería Forestal, Pontificia Universidad Católica de Chile, Chili;

- M. Jean-Pierre Paulin, Directeur de recherche, Institut national de la recherche agronomique (INRA), Angers, France;

- Mme Gritta Schrader, collaboratrice scientifique, Julius Kühn-Institut, Centre de recherche fédérale sur les plantes cultivées, Institut pour la préservation nationale et internationale des végétaux, Braunschweig, Allemagne;

- M. Ricardo Sgrillo, chercheur, Centre de recherche sur le cacao (CEPLAC/CEPEC) – Ministère de l'agriculture, Brésil;

- M. Terence Swinburne, professeur et chercheur en phytopathologie, ancien Directeur du Hadlow College, Kent, Royaume-Uni.

1.34 Le Groupe spécial a noté que dans trois des domaines de compétence indiqués, il avait choisi deux experts, et que dans le domaine de la cécidomyie des feuilles du pommier, compte tenu du très petit nombre d'experts pertinents disponibles ainsi que des observations et des objections des parties, il n'avait choisi qu'un expert. À la même date, il a notifié aux parties les questions qu'il proposait de poser aux experts, en les invitant à faire des observations sur ces questions et à en suggérer d'autres. Le Groupe spécial a aussi présenté des observations sur l'argument de l'Australie selon lequel le processus de sélection des experts devrait être achevé avant que les questions qu'il était proposé de poser aux experts soient communiquées aux parties pour qu'elles fassent des observations, et il a noté que les procédures de travail ne contenait aucune disposition qui établirait un quelconque ordre chronologique entre le choix des experts par le Groupe spécial et la présentation d'observations par les parties sur les questions qu'il était proposé de poser aux experts.[93]

1.35 Le Groupe spécial a demandé à tous les experts ayant indiqué leur disponibilité de présenter des déclarations préliminaires sur l'absence de conflits d'intérêts, qui ont été transmises aux parties. Le 16 décembre 2008, il a contacté les experts identifiés pour leur demander de suivre une procédure de déclaration plus détaillée. Les experts ont été priés de signer la formule de déclaration incluse à l'Annexe 3 des Règles de conduite relatives au Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends. En outre, le Groupe spécial a renvoyé les experts à l'article VI des Règles de conduite (*Prescriptions en matière de déclaration volontaire pour les personnes visées)* et leur a demandé, le cas échéant, de préciser les renseignements qu'ils avaient déjà fournis en indiquant tous faits qui, selon eux, seraient susceptibles d'affecter leur indépendance ou leur impartialité en tant qu'experts, ou de susciter des doutes justifiables à cet égard. En particulier, il a noté qu'il était intéressé par tout renseignement pertinent concernant les travaux antérieurs de chacune des parties sur la question en cause dans le présent différend ou, de façon plus générale, concernant l'un quelconque des éléments indiqués dans la liste exemplative de renseignements à communiquer qui figurait à l'Annexe 2 des Règles de conduite.[94] Le 18 décembre 2008, les réponses des experts et leurs formules de déclaration ont été transmises aux parties.[95]

1.36 Dans une lettre datée du 19 décembre 2008, la Nouvelle-Zélande a présenté ses observations sur les questions que le Groupe spécial proposait de poser aux experts, et a suggéré plusieurs autres questions.[96] À la même date, l'Australie a présenté ses observations sur les questions proposées par le Groupe spécial. Elle a aussi réitéré son objection majeure à l'encontre d'un des experts choisis par le

[93] Communication du Groupe spécial aux parties, 15 décembre 2008.
[94] Communications électroniques du Groupe spécial aux experts choisis, 16 décembre 2008.
[95] Communication du Groupe spécial aux parties, 18 décembre 2008.
[96] Communication de la Nouvelle-Zélande au Groupe spécial, 19 décembre 2008.

Groupe spécial (M. Jerry Cross), et elle a réaffirmé qu'elle préférait vivement que deux experts en matière d'ALCM soient désignés pour aider le Groupe spécial.[97]

1.37 Le 18 décembre 2008, le Groupe spécial a informé les parties que, conformément aux procédures de travail, il avait l'intention d'envoyer aux experts choisis, à titre confidentiel, les communications déposées par les parties et les pièces qui les accompagnaient. Il a ajouté que, à moins que la Nouvelle-Zélande ne formule des objections quelconques, il inclurait dans ces documents les pièces présentées par celle-ci portant la mention "affaire confidentielle". N'ayant reçu aucune objection de la part des parties, le Groupe spécial a envoyé aux experts, le 23 décembre, les communications et les pièces qui les accompagnaient.[98]

1.38 Après avoir examiné les observations des parties et révisé le projet de questions, le Groupe spécial a envoyé, le 16 janvier 2009, 142 questions écrites aux experts choisis.[99] À la même date, les parties ont reçu un exemplaire des questions envoyées aux experts.[100] Le Groupe spécial a demandé aux experts de communiquer leurs réponses écrites aux questions pour le 23 février 2009.[101] En raison des modifications du calendrier apportées par le Groupe spécial le 2 février 2009, et compte tenu de la demande de certains experts, le délai accordé aux experts pour communiquer leurs réponses écrites aux questions a été prorogé jusqu'au 9 mars; les parties ont aussi été autorisées à fournir aux experts – par l'intermédiaire du Groupe spécial – des clarifications factuelles qu'ils estimaient nécessaires pour élaborer certaines de leurs réponses.[102] Les 9 et 10 février, le Groupe spécial a transmis aux parties plusieurs demandes de clarifications factuelles qu'il avait reçues des experts.[103] Le 17 février, les parties ont apporté ces clarifications factuelles dans des communications distinctes.[104] Le Groupe spécial a envoyé les clarifications factuelles aux experts le 18 février.[105]

1.39 Les réponses écrites des experts aux questions posées par le Groupe spécial ont été reçues le 9 mars 2009.[106] Le 10 mars, le Groupe spécial a transmis ces réponses aux parties pour qu'elles fassent des observations.[107] Les parties ont présenté leurs observations sur ces réponses le 25 mars.[108] Le 9 avril, les parties ont présenté des observations sur leurs observations mutuelles concernant les réponses des experts.[109]

b) Préoccupations en matière de régularité de la procédure exprimées par l'Australie

1.40 Dans ses observations sur les réponses des experts qu'elle a formulées le 25 mars 2009, l'Australie a exprimé des préoccupations d'ordre procédural au sujet du processus de consultation des experts, dont certaines qu'elle a qualifiées de préoccupations en matière de régularité de la procédure. Certaines de ces préoccupations avaient déjà été exprimées par l'Australie le 19 décembre 2008, quand elle avait présenté ses observations sur les questions que le Groupe spécial proposait de poser aux experts, même si elle n'avait pas alors qualifié ces préoccupations de "préoccupations en matière

[97] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 19 décembre 2008.
[98] Communications du Groupe spécial aux experts choisis, 23 décembre 2008.
[99] Communications électroniques du Groupe spécial aux experts choisis, 16 janvier 2009.
[100] Communication du Groupe spécial aux parties, 16 janvier 2009.
[101] Une compilation des réponses écrites des experts est jointe au présent rapport en tant qu'annexe B-1 et elle est disponible uniquement sous forme électronique.
[102] Communication du Groupe spécial aux parties, 2 février 2009.
[103] Communications du Groupe spécial aux parties, 9 et 10 février 2009.
[104] Communications de la Nouvelle-Zélande et de l'Australie au Groupe spécial, 17 février 2009.
[105] Communication électronique du Groupe spécial aux experts, 18 février 2009.
[106] Une compilation des réponses écrites des experts est jointe au présent rapport en tant qu'annexe B-1 et elle est disponible uniquement sous forme électronique.
[107] Communication du Groupe spécial aux parties, 10 mars 2009.
[108] Communications de la Nouvelle-Zélande et de l'Australie au Groupe spécial, 25 mars 2009.
[109] Communications de la Nouvelle-Zélande et de l'Australie au Groupe spécial, 9 avril 2009.

de régularité de la procédure".[110] De même, dans ses observations du 9 avril relatives aux observations de la Nouvelle-Zélande sur les réponses des experts et dans sa communication à titre de réfutation du 21 avril, l'Australie a réitéré certaines de ces préoccupations et en a exprimé d'autres. À la deuxième réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, le Groupe spécial a posé plusieurs questions à l'Australie sur les préoccupations qu'elle avait exprimées. En particulier, il lui a demandé d'indiquer la nature de ses préoccupations au sujet de la régularité de la procédure et d'expliquer de quelle manière ses droits avaient été, selon elle, compromis. Le Groupe spécial lui a posé des questions écrites similaires après la deuxième réunion de fond.[111] La Nouvelle-Zélande a été invitée par le Groupe spécial à faire des observations sur ces points. La Nouvelle-Zélande et l'Australie ont toutes deux présenté leurs vues en réponse aux questions du Groupe spécial.

c) Révisions additionnelles du calendrier

1.41 Comme il avait fallu beaucoup de temps pour identifier des experts disponibles dans les domaines choisis par le Groupe spécial, celui-ci a informé les parties, le 21 octobre 2008, qu'il ne serait pas possible de leur envoyer le 22 octobre le projet de liste d'experts et de questions, comme prévu initialement dans le calendrier adopté le 8 avril 2008. Le Groupe spécial a ajouté qu'il espérait être en mesure de proposer de nouvelles dates pour les étapes suivantes de la procédure dès que de nouveaux renseignements sur les experts seraient disponibles, et au plus tard au cours de la première semaine de novembre.[112] Dans une communication envoyée le 24 octobre, l'Australie a demandé au Groupe spécial de tenir compte, au cas où la deuxième réunion de fond serait déplacée, des impératifs auxquels était soumis un membre essentiel de sa délégation du 23 mars au 3 avril 2009.[113] Elle a aussi demandé au Groupe spécial de préciser, dans un éventuel calendrier révisé, la date à laquelle les parties recevraient les réponses des experts choisis, et de donner aux parties au moins deux semaines, ou même davantage, pour faire des observations sur ces réponses.

1.42 Le 31 octobre 2008, le Groupe spécial a informé les parties qu'en raison du temps nécessaire pour identifier des experts possibles, les réunions avec les experts et la deuxième réunion de fond avec les parties, qui devaient initialement se tenir du 3 au 5 mars 2009 conformément au calendrier adopté le 8 avril 2008, devraient être reportées.[114] Le Groupe spécial a ajouté qu'il comptait reprendre contact avec les parties au cours de la semaine suivante pour leur proposer un nouveau calendrier, en tenant compte des préférences qu'elles avaient exprimées jusqu'alors.

1.43 Le 11 novembre 2008, le Groupe spécial a envoyé aux parties un projet de calendrier révisé; ce projet prévoyait notamment de reporter les dates initialement prévues et il indiquait la date à laquelle les parties recevraient les réponses des experts choisis, conformément à la demande de l'Australie.[115] Le 12 novembre, les parties ont fait des observations sur le projet de révision du calendrier; la Nouvelle-Zélande n'a formulé aucune objection à l'encontre des nouvelles dates proposées par le Groupe spécial[116], tandis que l'Australie a demandé que les parties disposent d'un délai supplémentaire pour répondre aux questions du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond et présenter des observations sur leurs réponses mutuelles.[117] Après avoir examiné les observations des parties, le Groupe spécial leur a fait connaître, le 14 novembre, le calendrier révisé.[118] Le 9 décembre 2008, le Groupe spécial a informé les parties qu'il avait du retard dans la

[110] Communication de l'Australie au Groupe special, 19 décembre 2008.
[111] Voir, en particulier, les questions n° 20 à 26 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond.
[112] Communication électronique du Groupe spécial aux parties, 21 octobre 2008.
[113] Communication électronique de l'Australie au Groupe spécial, 24 octobre 2008.
[114] Communication électronique du Groupe spécial aux parties, 31 octobre 2008.
[115] Communication du Groupe spécial aux parties, 11 novembre 2008.
[116] Communication électronique de la Nouvelle-Zélande au Groupe spécial, 12 novembre 2008.
[117] Communication électronique de l'Australie au Groupe spécial, 12 novembre 2008.
[118] Communication du Groupe spécial aux parties, 14 novembre 2008.

mise au point définitive de la liste des questions qu'il proposait de poser aux experts.[119] Comme il est indiqué plus haut[120], le Groupe spécial a envoyé cette liste aux parties le 15 décembre 2008; conformément au calendrier révisé adopté le 14 novembre, les parties ont eu quatre jours ouvrables pour faire des observations sur les questions proposées.

1.44 Le 23 décembre 2008, le Groupe spécial a informé les parties que, en raison de la nature et du nombre d'observations qu'elles avaient faites le 19 décembre sur les questions qu'il proposait de poser aux experts, il ne serait pas en mesure d'envoyer les questions aux experts avant la fin de l'année, comme il était prévu. Il a proposé de réviser le calendrier pour les étapes à venir du processus de consultation des experts, en indiquant que les dates des étapes ultérieures resteraient celles qui figuraient dans le calendrier révisé adopté le 14 novembre.[121] Le 6 janvier 2009, l'Australie a fait des observations sur le projet de calendrier révisé du Groupe spécial. Elle a demandé que la date de présentation des réfutations des parties soit prorogée d'une semaine, comme le Groupe spécial l'avait proposé pour d'autres étapes.[122] La Nouvelle-Zélande n'a fait aucune observation sur le projet de calendrier révisé du Groupe spécial.

1.45 Le 8 janvier 2009, le Groupe spécial a informé les parties qu'en raison des observations détaillées qu'elles lui avaient communiquées sur le projet de questions à poser aux experts, il ne pourrait envoyer ces questions aux experts qu'à la fin de la semaine suivante. Compte tenu de ce retard, le Groupe spécial avait l'intention de proposer un nouveau calendrier révisé aux parties.[123] Le 12 janvier, la Nouvelle-Zélande a exprimé l'espoir que tout retard dans la procédure serait réduit au strict minimum pour que le différend puisse être traité en temps voulu.[124] Le 16 janvier, le Groupe spécial a envoyé aux parties un projet de calendrier révisé pour la procédure.[125] Le 21 janvier 2009, la Nouvelle-Zélande a fait des observations sur le projet de calendrier révisé du Groupe spécial. Elle a suggéré d'autres dates pour la deuxième réunion de fond du Groupe spécial et a fait part de certains impératifs concernant les dates auxquelles elle serait disponible pour participer à cette réunion.[126] Le même jour, l'Australie a fait des observations sur le projet de calendrier révisé du Groupe spécial; elle a indiqué certaines contraintes de temps, du fait que certains membres de sa délégation ne seraient pas disponibles pour participer à l'élaboration de sa communication à titre de réfutation, et elle a demandé en conséquence que la date de présentation des réfutations des parties soit reportée de deux semaines et que les dates pour les réponses des parties aux questions et leurs observations sur les réponses soient reportées d'une semaine, afin de tenir compte des temps de trajet importants après la deuxième réunion de fond du Groupe spécial.[127] Après avoir examiné les observations des parties, pris en compte les impératifs mentionnés et confirmé la disponibilité des experts, le Groupe spécial a informé les parties, le 2 février, du calendrier révisé.[128]

1.46 Le 22 juin 2009, le Groupe spécial a informé l'ORD qu'en raison du temps nécessaire pour consulter les experts, y compris pour les identifier et les choisir et pour préparer les questions à leur poser en consultation avec les parties, du temps nécessaire aux experts pour préparer leurs réponses, et du temps ménagé aux parties pour faire des observations sur ces réponses, il ne pourrait pas remettre son rapport en juillet 2009, comme il l'avait indiqué précédemment à l'ORD. Il a aussi informé l'ORD

[119] Communication électronique du Groupe spécial aux parties, 9 décembre 2008.
[120] Voir plus haut le paragraphe 1.34.
[121] Communication du Groupe spécial aux parties, 23 décembre 2008.
[122] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 6 janvier 2009.
[123] Communication électronique du Groupe spécial aux parties, 8 janvier 2009.
[124] Communication électronique de la Nouvelle-Zélande au Groupe spécial, 12 janvier 2009.
[125] Communication du Groupe spécial aux parties, 16 janvier 2009.
[126] Communication électronique de la Nouvelle-Zélande au Groupe spécial, 21 janvier 2009.
[127] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 21 janvier 2009.
[128] Communication du Groupe spécial aux parties, 2 février 2009.

qu'il comptait remettre son rapport final aux parties en janvier 2010, comme il était envisagé dans le calendrier révisé adopté après les consultations avec les parties.[129]

10. Communications écrites présentées par les parties à titre de réfutation

1.47 Suite à leurs observations sur les réponses des experts, la Nouvelle-Zélande et l'Australie ont déposé des communications écrites à titre de réfutation le 21 avril 2009. Conformément aux procédures de travail adoptées par le Groupe spécial, les deux parties ont présenté un résumé analytique de leurs réfutations écrites respectives.

11. Deuxième réunion de fond du Groupe spécial avec les parties et réunion du Groupe spécial avec les experts

1.48 Ayant noté que les parties souhaitaient que ses réunions de fond avec elles puissent être suivies par le public, le Groupe spécial leur a envoyé un message, le 27 avril 2009, pour leur demander leur avis sur la forme que pourraient prendre sa deuxième réunion de fond et sa réunion avec les experts.[130] Le 5 mai, le Groupe spécial a reçu une réponse de la Nouvelle-Zélande.[131] À la même date, l'Australie a communiqué sa réponse, ainsi que plusieurs questions à l'intention du Groupe spécial concernant sa réunion avec les experts et la deuxième réunion de fond.[132]

1.49 Le 3 juin 2009, le Groupe spécial a envoyé aux parties un ensemble de projets de procédures pour la deuxième réunion de fond et pour sa réunion avec les experts. Comme il l'a noté dans sa communication, les projets de procédures avaient été élaborés afin de fournir aux parties des lignes directrices utiles pour les réunions, notamment en ce qui concerne le but de sa réunion avec les experts, le thème central des discussions, les domaines sur lesquels porterait le débat, ainsi que la nature et la forme des questions qui seraient posées aux experts.[133] Le 9 juin, la Nouvelle-Zélande a dit qu'elle acceptait le texte proposé.[134] À la même date, l'Australie a présenté plusieurs observations sur les projets de procédures et demandé des clarifications au Groupe spécial, tout en approuvant le texte proposé de façon générale.[135] Le 11 juin, le Groupe spécial a notifié aux parties les règles de procédure adoptées pour la deuxième réunion de fond et pour sa réunion avec les experts.[136]

1.50 Le Groupe spécial a rencontré les experts désignés le 30 juin 2009, en présence des parties. La réunion a donné l'occasion au Groupe spécial et aux parties de poser des questions aux experts, et aux experts de clarifier des remarques qu'ils avaient faites dans leurs réponses écrites aux questions. Faisant suite à une demande des parties, le Groupe spécial a décidé de rendre publique une compilation des réponses écrites des experts et un procès-verbal de sa réunion avec les experts.[137]

1.51 Le Groupe spécial a tenu sa deuxième réunion de fond avec les parties les 1er et 2 juillet 2009. Aussi bien sa réunion avec les experts que sa deuxième réunion de fond ont pu être suivies par le public dans une salle séparée par télédiffusion en circuit fermé. Au cours de la réunion, la

[129] Communication du Groupe spécial à l'ORD, 22 juin 2009. Voir *Australie – Pommes*, Communication du Président du Groupe spécial (WT/DS367/9), 29 juin 2009.
[130] Communication électronique du Groupe spécial aux parties, 27 avril 2009.
[131] Communication électronique de la Nouvelle-Zélande au Groupe spécial, 5 mai 2009.
[132] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 5 mai 2009.
[133] Communication du Groupe spécial aux parties, 3 juin 2009.
[134] Communication de la Nouvelle-Zélande au Groupe spécial, 9 juin 2009.
[135] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 9 juin 2009.
[136] Communication du Groupe spécial aux parties, 11 juin 2009.
[137] La liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial ainsi que le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts scientifiques font partie du présent rapport. Ces deux documents sont disponibles uniquement sous forme électronique. Voir l'annexe B-1 et l'annexe B-2 du présent rapport.

Nouvelle-Zélande a présenté des éléments de preuve contenus dans trois pièces (NZ-135, NZ-136 et NZ-137); l'Australie a dit qu'elle n'avait aucune objection à ce que ces pièces soient versées au dossier.[138]

1.52 Le 10 juillet 2009, le Groupe spécial a envoyé des questions écrites aux parties. À la même date, la Nouvelle-Zélande et l'Australie ont envoyé chacune plusieurs questions écrites à l'autre partie. Le 24 juillet, le Groupe spécial a reçu des réponses à ses questions de la part de la Nouvelle-Zélande et de l'Australie. Le 31 juillet, la Nouvelle-Zélande et l'Australie ont présenté des observations sur les réponses de l'autre partie aux questions.

12. Remise du rapport

1.53 Les sections descriptives (éléments factuels et arguments) du projet de rapport du Groupe spécial ont été remises aux parties le 2 octobre 2009. À la même date, le Chili, les Communautés européennes, le Japon, le Taipei chinois et les États-Unis ont reçu des extraits des sections descriptives contenant le résumé de leurs arguments respectifs. Le 16 octobre, la Nouvelle-Zélande et l'Australie ont présenté des observations sur les sections descriptives du projet de rapport du Groupe spécial. À la même date, les Communautés européennes, le Japon, le Taipei chinois et les États-Unis ont indiqué qu'ils n'avaient aucune observation à faire sur les extraits pertinents.

1.54 Le Groupe spécial a remis son rapport intérimaire aux parties le 31 mars 2010. Comme il est indiqué dans la section du rapport relative au réexamen intérimaire, le 15 avril, conformément à l'article 15 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends (Mémorandum d'accord) et au paragraphe 14 des Procédures de travail du Groupe spécial, la Nouvelle-Zélande et l'Australie ont présenté des observations écrites et ont demandé au Groupe spécial de revoir des aspects précis du rapport intérimaire. Le 22 avril, la Nouvelle-Zélande et l'Australie ont présenté des observations écrites sur leurs observations et demandes de réexamen intérimaire respectives. Aucune des deux parties n'a demandé de réunion avec le Groupe spécial consacrée au réexamen intérimaire.

II. ASPECTS FACTUELS

A. PARASITES EN CAUSE

1. Feu bactérien

2.1 Le feu bactérien est une maladie des plantes causée par la bactérie *Erwinia amylovora* (ou *E. amylovora*). Chez le pommier, le feu bactérien infecte les fleurs, les jeunes feuilles, les tiges et les fruits. Les symptômes de la maladie chez les plantes hôtes varient en fonction des parties atteintes. La fleur infectée se fane, se dessèche et meurt, prenant une couleur foncée. Les pousses et les rameaux infectés flétrissent, noircissent et meurent, en se recourbant en forme de bâton de berger. Les feuilles infectées se recroquevillent et semblent brûlées par le feu. Le fruit infecté n'arrive pas à maturité; il passe du brun au noir et se ratatine comme s'il était momifié; il reste généralement attaché à la branche.[139] Les branches maîtresses et le tronc peuvent aussi présenter des chancres

[138] L'Australie a précisé ultérieurement que son acceptation du fait que ces trois nouvelles pièces soient versées au dossier constituait une question distincte du traitement qui devrait leur être réservé par le Groupe spécial. De l'avis de l'Australie, conformément au paragraphe 11 des procédures de travail du Groupe spécial, ces nouvelles pièces ne peuvent pas contribuer à l'établissement d'éléments *prima facie* par la Nouvelle-Zélande, car seuls les documents nécessaires aux fins de réfutation peuvent être présentés en tant que pièces à la seconde étape d'une procédure de groupe spécial. Réponse de l'Australie à la question n° 7 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphes 33 à 42.

[139] IRA de l'Australie, partie B, page 52; première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.47.

(zones déprimées entourées d'écorce fissurée), qui peuvent entraîner la mort de l'arbre si la maladie progresse rapidement.[140]

a) Plantes hôtes

2.2 Le feu bactérien touche de nombreuses plantes de la famille des rosacées, cultivées et sauvages. Parmi les arbres fruitiers hôtes figurent le pommier, le poirier, le cognassier et le néflier.[141] Chaque genre comporte des espèces ou des cultivars qui peuvent présenter un degré élevé de résistance en conditions naturelles ou lorsqu'ils sont soumis à une inoculation artificielle.[142] Il existe plusieurs espèces de végétaux de la famille des rosacées en Australie. Selon l'IRA, les principaux hôtes sont: *Amelanchier* spp., *Aronia* spp., *Chaenomeles* spp., *Cotoneaster* spp., *Crataegus* spp., *Cydonia* spp., *Dichotomanthes* spp., *Docynia* spp., *Eriobotrya* sp., *Heteromeles* sp., *Malus* spp., *Mespilus* sp., *Osteomeles* sp., *Peraphyllum* spp., *Pyracantha* spp., *Pyrus* spp., *Rhaphiolepis* spp., *Sorbus* spp. et *Photinia* spp.[143]

b) Cycle biologique

2.3 La bactérie du feu bactérien *(E. amylovora)* hiberne exclusivement dans les plantes hôtes infectées, principalement dans les chancres de la saison précédente.[144] Au printemps, par temps doux et humide, le cycle de la maladie commence: les chancres des troncs et des pousses infectés deviennent actifs et produisent un exsudat bactérien, qui est une source d'inoculum primaire au printemps.[145]

2.4 Les chancres sont inactifs pendant la période de végétation, spécialement aux mois les plus chauds et les plus secs. Ils cessent généralement de produire de l'exsudat pendant l'été et restent inactifs jusqu'au printemps suivant, où ils peuvent redevenir actifs, amorçant de nouveau le cycle de la maladie.[146]

c) Dissémination

2.5 La bactérie peut se propager à l'intérieur des plantes hôtes, infectant les fleurs, les fruits, les lambourdes, les rameaux, les branches ou les feuilles, et former de nouveaux chancres sur les branches et les rameaux infectés.[147] Si les conditions environnementales sont favorables, l'inoculum peut alors être exsudé des pousses infectées, de l'écorce attaquée par le chancre, ainsi que des jeunes fruits et des fleurs infectés. L'infection peut également se produire en cas de floraison sporadique et tardive des plantes hôtes.[148] La pluie, les insectes, le vent et les outils de taille sont les principaux

[140] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.47.
[141] IRA de l'Australie, partie C, page 105; première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.46.
[142] IRA de l'Australie, partie C, pages 105 et 106.
[143] IRA de l'Australie, partie C, page 106.
[144] IRA de l'Australie, partie B, page 51 et partie C, page 110; première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.48.
[145] IRA de l'Australie, partie C, page 111; première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.48.
[146] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.49.
[147] IRA de l'Australie, partie C, pages 109 et 110; première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.50.
[148] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.50.

modes de dissémination de l'inoculum d'*E. amylovora*.[149] Les abeilles constituent le principal vecteur de dissémination secondaire d'inoculum entre les fleurs infestées et les fleurs récemment écloses.[150]

2.6 Selon les conditions du verger, un fruit peut être infesté par de petites quantités d'*E. amylovora*.[151] L'infestation se produit lorsque de faibles populations de bactéries sont présentes sur les organes floraux en cours de développement. Une fleur infestée peut évoluer vers une pomme mûre, mais les bactéries sont alors conservées dans le calice (reste des parties florales) en petit nombre.[152] Dans les vergers présentant des symptômes de feu bactérien, des bactéries peuvent également être présentes en faible nombre à la surface des pommes, par exemple lorsque la pluie les a transférées d'une autre partie du même arbre aux fruits. Ce type de population externe ne se multiplie pas et a tendance à diminuer avec le temps.[153]

d) Répartition géographique

2.7 On pense que le feu bactérien est originaire d'Amérique du Nord. La maladie a été observée et décrite pour la première fois dans l'État de New York, aux États-Unis, en 1793. Au début des années 1900 le feu bactérien a été signalé au Canada, de l'Ontario à la Colombie-Britannique, dans le nord du Mexique, et aux États-Unis, de la côte est à la Californie et à la côte nord-ouest du Pacifique. La maladie a été détectée dans le nord et l'ouest de l'Europe, dans la région méditerranéenne et plusieurs pays d'Europe centrale, bien qu'elle reste localisée en France et en Suisse et qu'elle se limite à quelques foyers en Espagne, en Italie et en Autriche. Le Portugal et la Finlande sont exempts du feu bactérien et un programme d'éradication est en cours en Norvège. Le parasite a été signalé très récemment en Lettonie, au Maroc et en Syrie. L'Amérique latine et une grande partie de l'Afrique et de l'Asie sont apparemment exemptes de la maladie.[154]

2.8 En Nouvelle-Zélande, le feu bactérien a été signalé pour la première fois en 1919. On pense que son établissement et sa dissémination sur le territoire sont associés aux mouvements de porte-greffes et de matériels de multiplication infectés.[155] En 1997, le feu bactérien a été détecté en Australie, dans les jardins botaniques royaux de Melbourne, mais des mesures d'éradication ont été prises et aucune autre flambée n'a été signalée.[156]

2. Chancre européen

2.9 Le chancre européen est une maladie des plantes causée par le champignon *Neonectria galligena* (ou *N. galligena*). Le symptôme principal de la maladie chez les végétaux infectés est l'apparition de chancres sur les branches maîtresses et le tronc. Le champignon peut infecter le fruit et

[149] IRA de l'Australie, partie B, page 51, et partie C, page 110.
[150] IRA de l'Australie, partie B, page 51; première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.48.
[151] Compilation des réponses des experts, paragraphes 44 et 53. Concernant l'infestation des fruits, voir aussi l'IRA de l'Australie, partie B, pages 52 et 55 à 65, partie C, pages 117 à 119; la première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 4.13 à 4.16. Le terme "infestation" désigne la présence d'un organisme (bactérie, champignon, insecte, par exemple) à la surface d'une plante hôte (y compris le fruit), sans que cela implique qu'une infection s'est produite.
[152] IRA de l'Australie, partie B, page 52; première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.51.
[153] Compilation des réponses des experts, paragraphes 44, 53 et 62; procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphes 230 et 395.
[154] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 3.52 et 3.53.
[155] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.54.
[156] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 77; IRA de l'Australie, partie C, page 107; première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.55.

produire des lésions générant des "pourritures du fruit", principalement en conditions de pluviosité élevée durant l'été.[157]

a) Plantes hôtes

2.10 Les hôtes de ce champignon comprennent des espèces d'arbres appartenant aux genres *Acer* (érable), *Aesculus* (marronnier), *Alnus* (aulne), *Betula* (bouleau), *Carya* (caryer), *Cornus* (cornouiller), *Corylus* (noisetier), *Fagus* (hêtre), *Fraxinus* (frêne), *Juglans* (noyer commun et noyer cendré), *Liriodendron tulipifera* (tulipier de Virginie), *Malus* (pommier), *Populus* (peuplier), *Prunus* (cerisier), *Pyrus* (poirier), *Quercus* (chêne), *Salix* (saule), *Sorbus* (sorbier), *Tilia* (tilleul d'Amérique) et *Ulmus* (orme).[158]

b) Cycle biologique

2.11 *N. galligena* produit deux types de spores: des spores asexuées (dénommées "conidies") et des spores sexuées (dénommées "ascospores").[159] Les conidies sont libérées par les chancres en environnement humide, principalement à la fin de l'été, en automne et au printemps.[160] Elles peuvent également provenir de fruits infectés présentant des symptômes visibles de pourriture. Les ascospores sont produites dans des corps fructifères dénommés "périthèces", issus de la reproduction sexuée du champignon. Les périthèces se présentent uniquement dans les régions dont le climat est favorable à leur développement. Ils produisent des ascospores principalement à la fin de l'hiver et au printemps.[161] Des périthèces et des ascospores ont parfois été signalés sur des fruits ayant passé l'hiver dans des conditions particulières.[162]

2.12 L'infection[163] par le chancre européen a lieu lorsque des spores (conidies ou ascospores) qui ont été déposées à la surface d'une plante hôte pénètrent dans la plante par des plaies superficielles. La surface de la plante doit être humide pour que le processus infectieux se produise.[164] Les cicatrices foliaires (produites par la chute des feuilles en automne) constituent le site d'infection principal. Les plaies causées par les pratiques arboricoles ou provenant de fissures naturelles dans les branches d'arbres fournissent également des sites propices à l'infection par les conidies et les ascospores, hors

[157] IRA de l'Australie, partie C, pages 100 et 102; première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 3.56 et 3.57. Voir aussi la compilation des réponses des experts, paragraphes 305, 311, 348, 356, 435, 438.

[158] IRA de l'Australie, partie B, page 117; première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.56.

[159] IRA de l'Australie, partie C, page 100; première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.58.

[160] IRA de l'Australie, partie C, page 100; première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.59.

[161] IRA de l'Australie, partie C, page 100; première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.60.

[162] IRA de l'Australie, partie C, pages 100 et 101; première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.60.

[163] Le terme "infection" désigne le processus par lequel un organisme (par exemple *N. galligena*) pénètre dans une plante hôte et établit avec l'hôte une relation pathogène.

[164] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.62; procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 525; première communication écrite de l'Australie, paragraphe 627; deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphe 535 et annexe 2, pages 247 à 250.

de l'époque de la chute des feuilles.[165] L'infection des fruits peut se produire par la cuvette oculaire ouverte, les lenticelles et les lésions de tavelure, ou les plaies causées par des insectes.[166]

2.13 Après l'infection, le champignon se développe à l'intérieur du végétal et demeure à l'état latent pendant des semaines ou des mois, selon la température.[167] Finalement, les symptômes de la maladie apparaissent sous forme de chancres sur le bois ou de lésions sur les fruits. Dans les régions dont le climat est propice à l'infection des fruits, une partie de l'infection peut demeurer à l'état latent à l'intérieur du fruit lors de la récolte. Cependant, les fruits porteurs d'une infection latente ne présentent pas tous des symptômes de pourriture.[168]

2.14 Après une période de croissance du chancre sur le bois ou de la lésion sur le fruit (plusieurs semaines ou plusieurs mois selon la température), des conidies peuvent être libérées par les chancres ou les lésions. Après une période supplémentaire, qui comprend en général un hiver, des périthèces peuvent apparaître sur les chancres ou sur les fruits momifiés.[169]

c) Dissémination

2.15 Comme cela a été mentionné plus haut, le chancre européen est transmis par des spores. Les conidies sont surtout disséminées par la projection de gouttes de pluie à des distances relativement réduites, tandis que les ascospores se propagent principalement par l'effet du vent.[170] Plusieurs facteurs influent sur la production des spores, leur survie et l'infection, mais le plus important est le climat.[171] Les Parties sont en désaccord en ce qui concerne les conditions climatiques propices à la dissémination du chancre européen.

2.16 Le mécanisme d'infection par le chancre européen varie selon les régions du monde. En Irlande du Nord, région où la pluviosité est élevée en toute saison et l'inoculum présent toute l'année, le printemps et l'été constituent une période d'infection critique et les ascospores jouent un rôle important. En revanche, en Californie, région où les mois d'été se caractérisent par des périodes de grande sécheresse, l'infection se produit durant la saison hivernale pluvieuse et on estime qu'elle est causée principalement par les conidies.[172]

d) Répartition géographique

2.17 Le chancre européen est présent dans de vastes régions d'Europe, d'Amérique du Nord, d'Amérique du Sud, du Moyen-Orient et d'Afrique australe.[173] La répartition du chancre européen dans le monde semble correspondre aux principales régions de culture du pommier et du poirier;

---

[165] IRA de l'Australie, partie C, page 101; première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.61.

[166] Voir Swinburne, "European Canker of Apple (*Nectria galligena*)" (1975), dans la pièce NZ-9; l'IRA de l'Australie, partie C, page 102.

[167] Si l'arbre a été infecté alors qu'il était en pépinière, l'infection peut demeurer asymptomatique pendant trois à quatre ans. Voir IRA de l'Australie, partie C, page 102.

[168] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.62.

[169] IRA de l'Australie, partie C, pages 100 et 101; première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.63.

[170] IRA de l'Australie, partie C, page 101; première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.64; compilation des réponses des experts, paragraphes 365 et 398.

[171] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.66.

[172] IRA de l'Australie, partie C, page 101; deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 2.201 et 2.202; compilation des réponses des experts, paragraphes 396 et 416; procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 525.

[173] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 83.

toutefois, l'apparition de la maladie est limitée aux zones et aux occasions où les conditions climatiques sont favorables.[174]

2.18 Le chancre européen a été signalé pour la première fois en Nouvelle-Zélande en 1905.[175] En raison des facteurs climatiques, la maladie n'est pas présente partout sur le territoire. La production de pommes pour l'exportation a lieu en majorité dans des régions de Nouvelle-Zélande où le chancre européen n'a jamais été détecté ou s'est présenté uniquement de façon sporadique pendant des saisons particulièrement humides.[176] En Australie, la maladie a été décelée en 1954 dans quatre vergers de Spreyton, Tasmanie, mais elle a été éradiquée avant 1991.[177]

3. Cécidomyie des feuilles du pommier

2.19 La cécidomyie des feuilles du pommier (ALCM), ou *Dasineura mali*, est une petite mouche de 1,5 à 2,5 mm de longueur, dont les ailes, de couleur sombre, sont couvertes d'un fin duvet brun.[178] Le cycle de vie de l'ALCM comprend quatre étapes: adulte, œuf, larve (ou asticot) et pupe.[179] Arrivés à l'état adulte, le mâle et la femelle sont dotés d'ailes et peuvent s'envoler.[180] Les larves de l'ALCM s'alimentent sur les jeunes feuilles partiellement déployées des pommiers et dont les bords, de ce fait, se recourbent et s'enroulent, ce qui peut ralentir la croissance des pousses et de l'arbre.[181]

a) Plantes hôtes

2.20 Le pommier (y compris le pommier sauvage) est le seul hôte de l'ALCM.[182]

b) Cycle biologique

2.21 L'ALCM se reproduit sexuellement.[183] Sa durée de vie est courte. Selon l'IRA, les résultats obtenus en laboratoire indiquent que le sujet adulte vit de deux à six jours.[184] La Nouvelle-Zélande indique que les adultes vivent entre trois et quatre jours en conditions de laboratoire, et que les mâles vivent seulement un à deux jours dans la nature.[185] Les œufs sont déposés par les femelles fécondées sur de jeunes feuilles de pommier partiellement déployées, à l'extrémité des pousses et des branches. Ces œufs éclosent pour donner naissance à des larves, qui sont des asticots rouges dépourvus de pattes. Du fait de leur absence de pattes, les larves sont essentiellement immobiles et ne s'éloignent pas du lieu de ponte. Elles se développent en s'alimentant sur la feuille déployée, produisant un

[174] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.67.
[175] *Ibid*.
[176] IRA de l'Australie, partie B, page 121; première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.56 et annexe 3.
[177] IRA de l'Australie, partie B, page 117; première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 3.68 et 4.93, pièce NZ-13.
[178] IRA de l'Australie, partie B, page 157; première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.69.
[179] IRA de l'Australie, partie C, page 121; première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.72.
[180] IRA de l'Australie, partie B, page 177; première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.77.
[181] IRA de l'Australie, partie C, page 122; première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.70.
[182] IRA de l'Australie, partie C, page 121; première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.69.
[183] IRA de l'Australie, partie B, page 157; première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.71.
[184] IRA de l'Australie, partie B, page 157.
[185] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.71.

enroulement des bords de cette feuille, qui fait obstacle au déploiement normal ou entraîne un repliement périphérique de la feuille.[186]

2.22 À l'approche de la pupation, les larves mûres tombent des feuilles sur le sol, ou y parviennent en rampant, pour trouver un lieu de pupation sous la surface. La pupation est favorisée par la pluie. Une faible partie des larves peut également se loger et se métamorphoser sur l'arbre, souvent dans des fissures de l'écorce, ou parfois dans les zones calicinale ou pédonculaire du fruit. Les larves en voie de pupation fabriquent un cocon de couleur blanche à l'aspect soyeux.[187]

2.23 Après l'émergence des adultes, les cocons restent à l'endroit où ils se sont formés, c'est-à-dire dans le sol, sur le tronc, ou dans le calice des fruits. Au printemps et en été, une fois terminée la période nécessaire à la pupation, les ALCM adultes quittent leurs cocons en les laissant vides. Les mâles émergent de leur pupe plus tôt que les femelles. À la fin de l'été et en automne les ALCM qui se trouvent en cours de pupation dans leur cocon entament une période d'"hivernage" dénommée "diapause".[188] Leur développement et leur émergence ne se produisent pas avant le printemps suivant.[189] Le cycle biologique de l'ALCM (fécondation, ponte, croissance larvaire, pupation et émergence des adultes) se reproduit généralement plusieurs fois par an. La Nouvelle-Zélande mentionne quatre, parfois cinq, générations par an[190], tandis que l'Australie indique qu'au nord de la Nouvelle-Zélande il se produit six ou sept générations par an, et que le nombre de générations naissant chaque année diminue du nord au sud de la Nouvelle-Zélande.[191]

c) Dissémination

2.24 Les mouvements de l'ALCM sont le résultat du vol de l'adulte conjugué au transport de pommiers infestés.[192] La dissémination de l'ALCM semble avoir été peu étudiée.[193] Les deux parties se réfèrent aux études de Suckling *et al*. (2007) qui ont découvert que les femelles fécondées parcouraient en vol une distance d'environ 30 mètres[194], mais l'Australie renvoie également à des preuves indiquant que le mâle peut voler sur une distance de 50 mètres en direction d'une source de phéromone.[195] Un des experts, M. Cross, indique ce qui suit: "[a]ucune étude ne signale la distance à laquelle peut voler la cécidomyie. Il n'y a pas de rayon de vol bien défini. De sorte qu'il est plutôt difficile d'établir quel devrait être le rayon de vol. À l'évidence, la cécidomyie vole peu. À mon avis, il est peu probable qu'elle soit en mesure de voler sur de grandes distances."[196] M. Cross a aussi indiqué ce qui suit: "[i]l serait improbable que [la cécidomyie] puisse voler sur plusieurs centaines de

[186] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.72. Voir aussi l'IRA de l'Australie, partie C, page 122.
[187] IRA de l'Australie, partie C, page 122; première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.73.
[188] Période d'interruption du développement chez certains insectes.
[189] IRA de l'Australie, partie C, page 122; première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.74.
[190] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.75.
[191] IRA de l'Australie, partie C, page 123.
[192] IRA de l'Australie, partie C, page 125; première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 3.78 et 3.79.
[193] IRA de l'Australie, partie C, page 125.
[194] IRA de l'Australie, partie B, page 171; première communication écrite de l'Australie, paragraphes 802 à 804; première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.77.
[195] Première communication écrite de l'Australie, paragraphes 802 à 808; pièces AUS-95 et AUS-96; IRA de l'Australie, partie B, pages 171 et 177; compilation des réponses des experts, paragraphe 530; procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphes 582 à 584.
[196] Procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 584.

mètres. Mais il me semblait qu'une distance de 200 mètres n'était pas totalement déraisonnable. Je ne crois pas qu'il soit impossible à cette cécidomyie de voler sur une telle distance."[197]

d) Répartition géographique

2.25 On suppose que l'ALCM est originaire d'Europe, où elle est très répandue. On la trouve dans les pays où existent des régions de production de pommes à climat tempéré, de frais à modéré. L'espèce est également présente en Amérique du Nord et en Nouvelle-Zélande.[198] L'ALCM a été signalée pour la première fois en Nouvelle-Zélande en 1950.[199] On pense que son établissement et sa dissémination sur le territoire sont associés aux mouvements de porte-greffes et de matériels de multiplication infestés.[200] L'Australie déclare qu'elle est exempte d'ALCM.[201]

B. RAPPORT IRA FINAL

2.26 Le Rapport final d'analyse de risques à l'importation concernant les pommes en provenance de Nouvelle-Zélande (IRA) a été publié par Biosecurity Australia en trois parties en novembre 2006. La partie A contient un résumé de l'analyse de risques à l'importation, la partie B expose tous les détails de l'analyse et la partie C fournit les données techniques de l'ensemble des parasites considérés. L'IRA est un document volumineux comptant au total environ 600 pages.

2.27 L'analyse de risques porte sur l'importation de pommes mûres, exemptes de déchets, soit emballées, soit en vrac, triées et classées, en provenance de Nouvelle-Zélande.[202] Outre le feu bactérien, le chancre européen et la cécidomyie des feuilles du pommier, l'IRA comporte des évaluations concernant huit autres parasites.[203]

2.28 À partir d'octobre 2001, l'élaboration de l'IRA a été réalisée par une équipe de sept personnes chargée de l'analyse de risques à l'importation (équipe chargée de l'IRA, initialement dénommée "groupe d'analyse de risques") comprenant deux fonctionnaires de Biosecurity Australia, un fonctionnaire du Département des industries et des ressources primaires d'Australie-Méridionale, un responsable des écosystèmes durables à la CSIRO (Commonwealth Scientific and Industrial Research Organisation)[204], un spécialiste australien de la production fruitière et le propriétaire-exploitant d'une entreprise de production de pommes en Australie.[205]

2.29 À divers stades de l'élaboration de l'IRA, les parties prenantes ont fait des observations sur les projets successifs.[206] Biosecurity Australia tient un registre des parties prenantes afin de faciliter des consultations et communications efficaces. Les parties prenantes comprennent des organismes

[197] Procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 586.
[198] IRA de l'Australie, partie C, page 121; première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.78.
[199] IRA de l'Australie, partie C, page 125; première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.79.
[200] IRA de l'Australie, partie C, page 125; première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.79.
[201] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.80.
[202] IRA de l'Australie, partie B, page 9.
[203] Ces autres parasites sont les suivants: garden featherfoot, grey-brown cutworm, leafrollers, apple scab ou black spot (tavelure de la pomme), codling moth (carpocapse des pommes et des poires), mealybugs, Oriental fruit moth (tordeuse orientale du pêcher) et oystershell scale (cochenille virgule du pommier).
[204] La CSIRO (Commonwealth Scientific and Industrial Research Organisation) est l'organisme national de la recherche scientifique d'Australie.
[205] IRA de l'Australie, partie B, page 10; première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 3.21 et 3.22.
[206] IRA de l'Australie, partie A, pages 3 et 21, et partie B, pages iii et 6 à 10.

publics, des particuliers, des collectivités et des organisations ou groupes industriels, australiens et étrangers, y compris l'auteur ou le demandeur d'une proposition spécifique, ayant un intérêt dans le sujet traité par un IRA.[207]

1. Chronologie

2.30 L'Australie a interdit l'importation de pommes de Nouvelle-Zélande en 1921 à la suite de l'entrée et de l'établissement du feu bactérien à Auckland en 1919.[208] En 1986, 1989 et 1995, la Nouvelle-Zélande a demandé l'accès au marché australien des pommes.[209] Chaque fois, sa demande a été rejetée.[210]

2.31 En 1996, le Service australien de quarantaine et d'inspection (AQIS) a commencé une évaluation des risques qui a été publiée en 1998.[211] À la suite d'une nouvelle demande d'accès au marché australien déposée par la Nouvelle-Zélande en janvier 1999, le Service australien de quarantaine et d'inspection (AQIS) a engagé l'analyse de risques à l'importation concernant les pommes de Nouvelle-Zélande qui fait l'objet du présent différend.[212] Biosecurity Australia (relevant alors de l'AQIS), a publié un premier projet de l'analyse de risques en octobre 2000.[213] En novembre 2000, le Comité du Sénat australien chargé des affaires rurales et régionales et de la législation du transport a lancé une première enquête concernant l'évaluation des importations de pommes en provenance de Nouvelle-Zélande effectuée par les organismes sanitaires australiens.[214] Le rapport intérimaire du Comité, comprenant des recommandations, a été présenté en juillet 2001.[215]

2.32 Un projet révisé de l'évaluation des risques a été publié par Biosecurity Australia en février 2004 et un délai a été réservé à la présentation d'observations.[216] Le Comité du Sénat australien a lancé une deuxième enquête en mars 2004.[217] En août 2004, un groupe de scientifiques éminents a été constitué pour examiner en toute indépendance l'ensemble des versions finales de l'IRA avant leur publication et pour s'assurer que les communications techniques des parties prenantes étaient dûment prises en compte.[218] Biosecurity Australia a été transformé en organisme réglementaire (ne dépendant pas financièrement du Département de l'agriculture, des forêts et de la pêche) en octobre 2004, et le gouvernement australien a décidé que ce service examinerait et publierait de nouveau les projets d'IRA en cours, y compris celui qui concernait les pommes néo-zélandaises.[219] Le rapport du Comité du Sénat australien sur l'importation de pommes en

---

[207] *Import risk analysis handbook* (Canberra, 2003), dans la pièce AUS-10, page 9.

[208] IRA de l'Australie, partie B, page 7. Voir aussi la première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.1.

[209] IRA de l'Australie, partie B, page 7. Voir aussi la première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 3.2 à 3.6.

[210] IRA de l'Australie, partie B, page 7.

[211] IRA de l'Australie, partie B, pages 7 et 8. Voir aussi la première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 3.4 à 3.6 et page 212.

[212] IRA de l'Australie, partie B, pages 8 et 9. Voir aussi la première communication écrite de l'Australie, paragraphe 66; la première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.7.

[213] IRA de l'Australie, partie B, page 8. Voir aussi la première communication écrite de l'Australie, paragraphe 67; la première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.12.

[214] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.15.

[215] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.19.

[216] IRA de l'Australie, partie B, page 8. Voir aussi la première communication écrite de l'Australie, paragraphe 69.

[217] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.27.

[218] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 70 et annexe 1; première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.28.

[219] IRA de l'Australie, partie B, page 8. Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 70 et annexe 1; première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 3.28 et 3.29.

provenance de Nouvelle-Zélande a été publié en mars 2005.[220] Après avoir examiné les observations des parties prenantes, Biosecurity Australia a publié un nouveau projet révisé de l'analyse de risques à l'importation en décembre 2005, en prévoyant là encore un délai pour la présentation d'observations.[221] Le rapport IRA final a été publié en novembre 2006.[222]

2.33 Dans l'IRA, il est demandé à la Nouvelle-Zélande d'élaborer un mode opératoire normalisé (MON) dûment étayé, décrivant les procédures phytosanitaires pour chaque organisme de quarantaine en question et les responsabilités des parties. Le MON doit être approuvé par l'AQIS avant le début des exportations et fait l'objet de vérifications de l'AQIS. Il serait fondé sur un programme de travail mis au point conjointement par l'Australie et la Nouvelle-Zélande.[223] Les deux pays ne sont pas parvenus à s'entendre sur un MON.[224]

2. Méthode

2.34 L'élément technique d'une analyse de risques à l'importation concernant les végétaux ou les produits végétaux est dénommé analyse du risque phytosanitaire (ARP). Cette ARP se fait en trois étapes dans le cadre de l'IRA de l'Australie:

a) engagement de l'ARP;

b) évaluation du risque phytosanitaire; et

c) gestion du risque phytosanitaire.[225]

a) Processus d'évaluation du risque phytosanitaire

2.35 Le processus d'évaluation du risque phytosanitaire décrit par l'IRA est composé de quatre étapes interdépendantes[226]:

a) catégorisation des parasites;

b) évaluation de la probabilité de l'entrée, de la probabilité de l'établissement et de la probabilité de la dissémination;

c) évaluation des conséquences; et

d) combinaison de la probabilité de l'entrée, de l'établissement et de la dissémination avec l'estimation des conséquences pour estimer le risque.[227]

---

[220] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.30.

[221] IRA de l'Australie, partie B, page 8. Voir aussi la première communication écrite de l'Australie, paragraphe 71 et annexe 1; la première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.31.

[222] IRA de l'Australie, partie B, page de couverture. Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 72 et annexe 1; première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.34.

[223] IRA de l'Australie, partie B, pages 313 et 314; première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.35.

[224] Première communication écrite de l'Australie, annexe 1, page 336; réponse de l'Australie aux questions n° 27 à 31 du Groupe spécial après la première réunion de fond; première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 3.36 à 3.38.

[225] IRA de l'Australie, partie B, page 11.

[226] IRA de l'Australie, partie B, page 13.

[227] IRA de l'Australie, partie B, pages 13 et 14.

2.36 L'Australie a indiqué que, pour les trois parasites en cause, l'approche adoptée dans l'IRA combinait une évaluation quantitative de la probabilité de l'entrée, de l'établissement et de la dissémination avec une évaluation qualitative des conséquences. Des précisions sur cette approche semi-quantitative sont données ci-après.

b) Catégorisation des parasites

2.37 Selon l'IRA, la catégorisation a pour but de déterminer si un parasite devrait ou non être considéré comme justiciable de quarantaine, et de réduire, de ce fait, le nombre de parasites qui doivent être examinés dans le cadre d'une évaluation des risques.[228] Conformément à la Norme internationale pour les mesures phytosanitaires (NIMP) n° 11 adoptée par la Convention internationale pour la protection des végétaux, *Analyse du risque phytosanitaire pour les organismes de quarantaine, incluant l'analyse des risques pour l'environnement et des organismes vivants modifiés*, l'IRA établit une catégorisation des parasites en six étapes:

a) établissement de listes d'espèces;

b) présence ou absence sur le territoire australien;

c) possibilité de se trouver sur la filière;

d) possibilité d'établissement ou de dissémination;

e) possibilité de conséquences; et

f) catégorisation finale.[229]

2.38 À la suite de la catégorisation des parasites, l'IRA conclut que les dix espèces suivantes (huit insectes, une bactérie et un champignon) doivent être prises en considération pour l'ensemble du territoire australien: cécidomyie des feuilles du pommier *(D. mali)*; Garden featherfoot (*S. horticola*); Grey-brown cutworm (*G. mutans*); Brownheaded leafroller (*C. herana*); Brownheaded leafroller (*C. obliquana*); Greenheaded leafroller (*P. excessana*); Greenheaded leafroller (*P. octo* Dugdale); Native leafroller (*P. plagiatana*); feu bactérien (*E. amylovora*); et chancre européen (*N. galligena*).[230]

2.39 L'IRA conclut en outre que les six espèces suivantes (cinq insectes et un champignon) doivent être prises en considération uniquement pour l'Australie-Occidentale: carpocapse des pommes et des poires *(C. pomonella)*; Mealybug (*P. mali*); Citrophilus mealybug (*P. calceolariae*); tordeuse orientale du pêcher (*G. molesta*); cochenille virgule du pommier (*D. ostreaeformis*); et tavelure de la pomme (*V. inaequalis*).[231] L'IRA indique à cet égard ce qui suit:

> "La situation de l'Australie-Occidentale en matière de parasites et de maladies est, à certains égards, différente de celle d'autres régions d'Australie. Cette non-contamination de la région par des parasites et des maladies qui pourraient déjà

[228] IRA de l'Australie, partie B, page 14. Voir aussi l'IRA de l'Australie, partie A, page 4.
[229] IRA de l'Australie, partie B, page 14.
[230] IRA de l'Australie, partie B, pages 47 et 48. Voir aussi l'IRA de l'Australie, partie A, pages 11 et 12.
[231] IRA de l'Australie, partie B, pages 47 et 48. Voir aussi l'IRA de l'Australie, partie A, pages 11 et 12.

être présents en d'autres lieux du territoire australien est reconnue dans l'évaluation des risques."[232]

c) Évaluation de la probabilité de l'entrée, de l'établissement et de la dissémination

i) Probabilité de l'entrée

2.40 La probabilité de l'entrée est décrite dans l'IRA comme étant la "probabilité qu'un organisme de quarantaine entre en Australie par suite d'échanges commerciaux d'une marchandise donnée, qu'il soit réparti dans un état viable dans une zone menacée et qu'il soit ensuite transféré à un hôte approprié".[233] La probabilité de l'entrée est "fondée sur des scénarios de filières décrivant les étapes nécessaires à l'acquisition de la marchandise destinée à l'exportation, à la transformation, au transport et à l'entreposage de cette marchandise, à son utilisation en Australie, et à la formation et l'élimination des déchets".[234] Chaque filière est composée de plusieurs des diverses étapes répertoriées par l'Australie pour l'importation.

ii) Étapes pour l'importation et filières biologiques

2.41 Les étapes pour l'importation utilisées dans l'IRA constituent une approximation du commerce des pommes suffisante pour estimer la proportion de fruits qui seront infectés/infestés.[235] Chaque étape représente un point de la filière d'importation empruntée par les pommes entre le verger en Nouvelle-Zélande et l'arrivée en Australie. Une estimation de la proportion de pommes qui seront infectées/infestées est effectuée à chaque point.

- L'étape 1 pour l'importation (Imp1) représente la "proportion de vergers [néo-zélandais] dans lesquels le parasite est présent";
- l'étape 2 pour l'importation (Imp2) représente la "proportion de fruits provenant d'un verger [néo-zélandais] infecté ou infesté qui sont infectés ou infestés" par le parasite;
- l'étape 3a pour l'importation (Imp3a) représente la "proportion de fruits intacts provenant de vergers [néo-zélandais] infectés ou infestés qui sont contaminés [par le parasite] pendant la cueillette et le transport vers la station de conditionnement";
- l'étape 3b pour l'importation (Imp3b) représente la "proportion de fruits intacts provenant de vergers [néo-zélandais] non infectés ni infestés qui sont contaminés [par le parasite] pendant la cueillette et le transport vers la station de conditionnement";
- l'étape 4 pour l'importation (Imp4) représente la "proportion de fruits infectés ou infestés qui demeurent infectés ou infestés [par le parasite] après les procédures de traitement courantes dans la station de conditionnement";
- l'étape 5 pour l'importation (Imp5) représente la "proportion de fruits intacts qui sont contaminés [par le parasite] pendant le traitement dans la station de conditionnement";

[232] IRA de l'Australie, partie A, page 14.
[233] IRA de l'Australie, partie B, page 17.
[234] *Ibid*.
[235] IRA de l'Australie, partie B, page 21.

- l'étape 6 pour l'importation (Imp6) représente la "proportion de fruits infectés ou infestés qui demeurent infectés ou infestés [par le parasite] pendant la palettisation, l'inspection de la qualité, la conteneurisation et le transport vers l'Australie";

- l'étape 7 pour l'importation (Imp7) représente la "proportion de fruits intacts qui sont contaminés [par le parasite] pendant la palettisation, l'inspection de la qualité, la conteneurisation et le transport" vers l'Australie;

- l'étape 8 pour l'importation (Imp8) représente la "proportion de fruits infectés ou infestés qui demeurent infectés ou infestés [par le parasite] après application à l'arrivée des procédures à la frontière minimales pour l'analyse du risque non réduit".[236]

2.42 L'IRA décrit la manière dont différentes combinaisons d'étapes pour l'importation constituent une filière biologique, "c'est-à-dire une suite ordonnée d'étapes comprenant l'acquisition, le traitement et l'exportation d'une marchandise jusqu'au moment où elle sort de quarantaine dans le pays importateur".[237] C'est ce qu'on appelle aussi un "scénario d'importation".[238] Dans chaque scénario d'importation, la première étape est "l'acquisition de pommes dans les vergers de Nouvelle-Zélande, et la dernière l'arrivée en Australie des fruits ou des emballages infectés ou infestés".[239] Étant donné que les filières incluent la possibilité d'une contamination de fruits intacts, le scénario d'importation n'est pas une simple suite d'étapes pour l'importation allant de 1 à 8.[240]

2.43 La figure 1 de la partie B de l'IRA illustre divers scénarios d'importation.[241] Le tableau 4 de la partie B de l'IRA indique, étape par étape, les dix différentes filières envisagées pour chaque parasite.[242] La probabilité qu'une pomme importée soit infectée ou infestée après avoir emprunté une filière donnée a été obtenue en multipliant les probabilités associées à chaque étape pour l'importation de cette filière. La probabilité globale qu'une pomme soit infectée ou infestée à son arrivée en Australie (probabilité d'importation) est la somme des proportions (ou probabilités) associées à chacune des dix filières prise isolément.[243]

2.44 Une fois estimée la probabilité d'importation, l'IRA établit la probabilité que des intermédiaires et des utilisateurs importants de pommes (points d'utilisation) soient situés suffisamment près des hôtes du parasite (groupes d'exposition) pour qu'un transfert du parasite se produise des pommes aux plantes hôtes (proximité). Diverses filières de répartition, d'utilisation, ainsi que de formation et d'élimination de déchets sont définies et quantifiées dans l'IRA, comme l'illustre la figure 2 de la partie B du rapport.[244] Chacune de ces filières de répartition comprend plusieurs points d'utilisation (grossistes des zones de production, grossistes des zones urbaines, détaillants, services de restauration et consommateurs) où les pommes sont réparties et utilisées et où

[236] IRA de l'Australie, partie B, page 21. Voir aussi la première communication écrite de l'Australie, paragraphe 95.
[237] IRA de l'Australie, partie B, page 19.
[238] *Ibid*.
[239] *Ibid*.
[240] *Ibid*.
[241] IRA de l'Australie, partie B, page 20.
[242] IRA de l'Australie, partie B, page 24.
[243] IRA de l'Australie, partie B, page 23.
[244] IRA de l'Australie, partie B, pages 25 et 26; première communication écrite de l'Australie, paragraphe 100.

des déchets seront générés. Les caractéristiques de ces points d'utilisation ont différentes incidences sur la probabilité d'exposition.[245]

2.45 On entend par exposition la probabilité de transfert d'un parasite d'une pomme infectée ou infestée à une plante hôte sensible. Les étapes essentielles qui favorisent l'exposition, y compris la viabilité du parasite, sa survie, le(s) mécanisme(s) de transfert, la réceptivité de l'hôte et les facteurs environnementaux, sont analysées dans l'IRA.[246] Les plantes hôtes australiennes sont ensuite classées en divers groupes d'exposition pour lesquels la probabilité d'exposition et l'incidence des parasites sont différentes. Ces groupes sont les suivants: cultures fruitières commerciales sensibles; végétaux de pépinières sensibles; végétaux d'intérieur et de jardin sensibles, y compris les espèces d'adventices; végétaux sauvages et d'agrément sensibles.[247]

2.46 L'évaluation qui figure dans l'IRA se fonde sur une projection du volume du commerce de pommes de Nouvelle-Zélande pendant un an, tenant compte du fait que les fruits peuvent être importés en emballages en carton pour la consommation de table, mais aussi dans des cellules de stockage en vrac en vue d'un remballage ou d'une transformation en jus de fruit ou autres produits. L'Australie a supposé que le volume des importations de pommes en provenance de Nouvelle-Zélande se situerait entre 50 et 400 millions de pommes par an, la valeur la plus probable étant de 150 millions. Ces valeurs équivalent à environ 5 pour cent, 40 pour cent et 15 pour cent des fruits frais d'origine nationale, ou à 2,5 pour cent, 20 pour cent et 7,5 pour cent de la production totale moyenne de pommes de l'Australie, respectivement.[248]

iii) Probabilité de l'établissement et de la dissémination

2.47 Selon la description donnée dans l'IRA, la probabilité de l'établissement et de la dissémination englobe "les facteurs biologiques associés à la probabilité qu'un parasite parvienne à se propager sur ou dans un hôte [approprié] et se disperse, de là, vers d'autres populations d'hôtes sensibles".[249] Cette probabilité "est obtenue à partir d'un examen de facteurs biologiques associés à la compatibilité de l'hôte et de l'environnement, et de la présence des mécanismes nécessaires à la dispersion".[250] Le calcul "fait intervenir l'examen des facteurs jouant en faveur de la colonisation d'un hôte sensible et de l'établissement et de la dissémination ultérieurs au sein de la population plus étendue des hôtes sensibles".[251]

2.48 Pour analyser la probabilité de l'établissement, l'IRA compare les facteurs suivants dans le pays d'origine et dans la zone ARP pour chaque groupe d'exposition:

- présence d'hôtes, d'hôtes alternes et de vecteurs appropriés dans la zone ARP;

---

[245] IRA de l'Australie, partie B, page 25; première communication écrite de l'Australie, paragraphe 101.

[246] IRA de l'Australie, partie B, page 27.

[247] IRA de l'Australie, partie B, pages 28 et 29.

[248] IRA de l'Australie, partie B, pages 17 à 19. Voir aussi la première communication écrite de l'Australie, paragraphes 98 et 99. La Nouvelle-Zélande a contesté ces estimations. À son avis, la valeur la plus probable, à savoir 150 millions de pommes par an, estimée par l'Australie "n'a aucun lien avec la réalité de la demande australienne probable de pommes néo-zélandaises, ni avec la capacité de la Nouvelle-Zélande de répondre à cette demande". Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.196. Selon la Nouvelle-Zélande, "la valeur la plus faible de la fourchette donnée par l'Australie, soit 50 millions de pommes par an, est, en fait, la valeur "la plus probable"'. Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.360.

[249] IRA de l'Australie, partie B, page 17.

[250] *Ibid*.

[251] IRA de l'Australie, partie B, page 29.

- caractère approprié de l'environnement;
- pratiques culturales et mesures de lutte; et
- autres caractéristiques du parasite influant sur la probabilité de l'établissement.[252]

2.49 Par ailleurs, pour chaque groupe d'exposition, la probabilité de la dissémination est calculée en comparant les facteurs suivants dans le pays d'origine et dans la zone ARP:

- caractère approprié de l'environnement naturel ou aménagé pour la dissémination naturelle du parasite;
- présence d'obstacles naturels;
- possibilités de déplacements liés à des marchandises ou des moyens de transport;
- utilisation prévue de la marchandise;
- vecteurs potentiels du parasite dans la zone ARP; et
- ennemis naturels potentiels du parasite dans la zone ARP.[253]

2.50 Pour les arthropodes nuisibles, y compris la cécidomyie des feuilles du pommier, une méthode légèrement différente est utilisée dans l'IRA afin de tenir compte du fait que la cécidomyie est un insecte volant, ce qui a une incidence sur la dissémination, la répartition et l'établissement.[254]

2.51 Après avoir obtenu les probabilités "partielles" pour chaque groupe d'exposition, l'IRA calcule la probabilité annuelle globale de l'entrée, de l'établissement et de la dissémination de chaque parasite.[255]

d) Évaluation des conséquences

2.52 Pour évaluer les conséquences de l'importation éventuelle de parasites sur les pommes en provenance de Nouvelle-Zélande, l'IRA effectue une évaluation distincte pour chaque parasite. Ces évaluations se font en deux étapes. Premièrement, l'IRA évalue "l'importance de l'incidence du parasite relativement à chacun des critères directs et indirects".[256] Deuxièmement, l'IRA conjugue l'"importance de l'incidence obtenue pour chacun des critères directs et indirects … de manière à obtenir une estimation globale (qualitative) des conséquences de l'établissement ou de la dissémination".[257]

2.53 Faisant référence à la norme NIMP n° 11 l'IRA cite les exemples suivants de critères pour l'évaluation des conséquences directes d'un parasite:

- critères qui pourraient être pris en considération pour l'évaluation des conséquences directes sur la préservation des végétaux: plantes hôtes potentielles ou connues;

[252] IRA de l'Australie, partie B, page 30.
[253] IRA de l'Australie, partie B, page 31.
[254] IRA de l'Australie, partie B, pages 24 et 33 à 35; première communication écrite de l'Australie, paragraphe 105.
[255] IRA de l'Australie, partie B, pages 31 à 33.
[256] IRA de l'Australie, partie B, page 39.
[257] *Ibid*.

types, sévérité et fréquence des dégâts; perte de récoltes, en rendement et qualité; facteurs biotiques (par exemple adaptabilité et virulence du parasite) déterminant les dégâts et les pertes; facteurs abiotiques (par exemple climat) déterminant les dégâts et les pertes; vitesse de dissémination; vitesse de reproduction; mesures de lutte (y compris mesures existantes) leur efficacité et leur coût; effets sur les pratiques de production existantes; effets sur l'environnement;

- la vie et la santé des personnes, considérées comme un facteur non directement pertinent, mais qu'il peut être nécessaire de prendre en compte dans le cadre d'une analyse complète des risques de l'importation envisagée;

- autres aspects des effets sur l'environnement: réduction d'espèces végétales clés; réduction d'espèces végétales qui sont des composantes majeures des écosystèmes et d'espèces végétales indigènes menacées; réduction significative, déplacement ou élimination d'autres espèces végétales.[258]

2.54 Selon la définition figurant dans l'IRA, les "critères indirects" ou "conséquences indirectes" sont "les coûts générés par les processus naturels ou humains associés à l'incursion d'un parasite".[259] Faisant référence à la NIMP n° 11, l'IRA cite les exemples suivants:

- Conséquences indirectes sur l'éradication, les mesures de lutte, etc.: fluctuation des coûts de production ou de la demande d'intrants, y compris les coûts de la lutte; faisabilité et coût de l'éradication ou de l'enrayement; capacité du parasite d'agir comme vecteur pour d'autres parasites; ressources nécessaires pour d'autres recherches et consultations.

- Conséquences indirectes sur le commerce intérieur et extérieur: effets sur les marchés intérieur et d'exportation, notamment sur l'accès au marché d'exportation; fluctuation de la demande de consommation intérieure ou extérieure d'un produit résultant de modifications qualitatives.

- Conséquences indirectes sur l'environnement: effets sur l'environnement et autres effets indésirables des mesures de lutte; effets sociaux et autres; effets significatifs sur les communautés végétales; effets significatifs sur des zones spécifiques à environnement sensible ou des zones protégées; modification significative des processus écologiques et de la structure, de la stabilité ou des processus d'un écosystème; coût de la restauration de l'environnement.

- Conséquences indirectes sur les communautés.[260]

2.55 L'IRA estime l'effet des parasites sur les critères relatifs aux conséquences directes et indirectes à quatre niveaux: au niveau local, au niveau du district, au niveau régional et au niveau national.[261] Les valeurs obtenues ont été traduites en appréciations qualitatives: probablement imperceptible; d'importance secondaire; important; très important.[262] Après avoir obtenu une qualification de l'incidence pour chaque critère direct et indirect, l'équipe chargée de l'IRA a

[258] IRA de l'Australie, partie B, page 36.
[259] *Ibid*.
[260] IRA de l'Australie, partie B, page 37.
[261] IRA de l'Australie, partie B, page 38. Voir aussi la première communication écrite de l'Australie, paragraphe 111.
[262] IRA de l'Australie, partie B, pages 38 et 39. Voir aussi la première communication écrite de l'Australie, paragraphe 112.

déterminé si les conséquences globales de l'incursion d'un parasite étaient considérées comme négligeables, très faibles, faibles, modérées, élevées ou extrêmes.[263]

e) Risque non réduit

2.56 L'IRA présente une estimation du risque non réduit en combinant les probabilités de l'entrée, de l'établissement et de la dissémination avec les évaluations des conséquences de l'entrée de parasites par les pommes. Le risque non réduit est défini dans l'IRA comme étant le "risque annuel non réduit associé à chaque parasite si des pommes étaient importées de Nouvelle-Zélande pendant 12 mois sans mesures phytosanitaires".[264]

2.57 Les probabilités et les conséquences sont combinées au sein de la matrice d'estimation du risque reproduite au tableau 11 de la partie B de l'IRA.[265] L'axe vertical de cette matrice désigne la probabilité[266] de l'entrée, de l'établissement et de la dissémination; l'axe horizontal mesure les conséquences; et les cellules de la matrice décrivent le produit de la probabilité et des conséquences, c'est-à-dire le risque, en termes qualitatifs. Ainsi, une probabilité élevée de l'entrée, de l'établissement et de la dissémination combinée avec des conséquences négligeables aboutit à un risque négligeable; une faible probabilité de l'entrée, de l'établissement et de la dissémination combinée avec des conséquences faibles aboutit à un risque très faible; et une probabilité négligeable de l'entrée, de l'établissement et de la dissémination combinée avec des conséquences extrêmes aboutit également à un risque très faible.

3. Mesures de gestion des risques et niveau de protection jugé approprié par l'Australie

2.58 Après l'évaluation du risque non réduit pour chaque parasite suscitant des préoccupations phytosanitaires, l'IRA traite de la gestion des risques phytosanitaires, c'est-à-dire du "processus consistant à définir et à mettre en œuvre des mesures visant à atténuer les risques de manière à obtenir le niveau de protection jugé approprié par l'Australie, ou tolérance de perte, tout en s'assurant que les éventuels effets négatifs sur le commerce sont réduits au minimum".[267] Pour déterminer si des mesures de gestion des risques sont nécessaires, l'IRA compare le risque non réduit associé à chaque parasite au niveau de protection approprié correspondant. Lorsqu'il est constaté que le risque non réduit associé à un parasite dépasse le niveau de protection approprié, l'IRA conclut que des mesures sont nécessaires. Le processus d'évaluation des risques décrit ci-dessus a également été utilisé dans l'IRA pour évaluer l'effet des mesures potentielles de gestion des risques.[268]

2.59 Le niveau de protection jugé approprié par l'Australie est défini dans l'IRA, comme "assurant un niveau élevé de protection sanitaire ou phytosanitaire visant à ramener le risque à un niveau très faible, mais pas à zéro".[269] Ce niveau de protection approprié n'est pas spécifique aux pommes importées de Nouvelle-Zélande, mais entre dans le cadre de la politique générale de l'Australie en matière de biosécurité.[270] Au moyen de la matrice d'estimation du risque, il a été constaté que toute combinaison de la probabilité de l'entrée, de l'établissement et de la dissémination avec les conséquences qui aboutissait à un risque "négligeable" ou "très faible" assurait le niveau de protection

[263] IRA de l'Australie, partie B, pages 39 et 40. Voir aussi la première communication écrite de l'Australie, paragraphe 113.
[264] IRA de l'Australie, partie B, page 40.
[265] IRA de l'Australie, partie B, pages 4 et 41. Voir aussi la première communication écrite de l'Australie, paragraphe 114.
[266] On utilise indifféremment en anglais les termes "probability" et "likelihood".
[267] IRA de l'Australie, partie B, page 41.
[268] *Ibid*.
[269] IRA de l'Australie, partie B, page 4. Voir aussi l'IRA de l'Australie, partie A, page 3.
[270] *Import risk analysis handbook* (Canberra, 2003) dans la pièce AUS-10, page 5. Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 20.

jugé approprié par l'Australie et était considérée comme acceptable. Dans une telle situation, des mesures de gestion des risques ne seraient pas justifiées. Si par contre, le risque non réduit était "faible", "modéré", "élevé "ou "extrême", il serait constaté qu'il dépasse le niveau de protection jugé approprié par l'Australie et des mesures de gestion des risques seraient nécessaires.[271]

2.60 Les mesures de gestion des risques spécifiques qui sont en cause dans le présent différend seront analysées en détail plus loin.

4. Approche semi-quantitative suivie dans l'IRA

2.61 Comme il est indiqué plus haut, une approche semi-quantitative est utilisée dans l'IRA pour évaluer le risque associé aux trois parasites en cause dans le présent différend. Pour certains des autres parasites évalués dans l'IRA, l'Australie a appliqué une approche qualitative. Selon l'IRA:

> "Comme la plupart des organismes sanitaires, Biosecurity Australia effectue généralement les analyses du risque phytosanitaire en utilisant une approche qualitative dans laquelle les probabilités de divers événements sont prises en compte et évaluées par des termes descriptifs liés à des intervalles de probabilité."[272]

2.62 Toutefois, "en réponse à des questions soulevées par certaines parties prenantes", Biosecurity Australia a utilisé une approche semi-quantitative pour la version préliminaire de 2004 de l'IRA, "afin de renforcer la transparence et l'objectivité de l'analyse chaque fois que cela était possible".[273] La version finale de l'IRA conserve cette approche, avec certains ajustements.

2.63 Selon l'Australie, l'approche semi-quantitative suivie dans l'IRA combine une estimation quantitative de la probabilité de l'entrée, de l'établissement et de la dissémination d'un parasite avec une évaluation qualitative des conséquences.[274] L'IRA attribue un intervalle de probabilité et une distribution mathématique sur la base d'une pomme à chaque étape pour l'importation figurant dans le scénario d'importation et aux différentes filières de répartition, d'utilisation des pommes et de formation et élimination de déchets de pommes en Australie.[275] Pour certaines valeurs d'entrée une valeur ponctuelle (par exemple une probabilité de 1, soit 100 pour cent) a été utilisée.

2.64 Les probabilités ont ensuite été combinées avec le volume projeté des importations de pommes de Nouvelle-Zélande dans un programme informatique dénommé @Risk (Palisade Corporation, 2007) pour obtenir une estimation de la probabilité globale de l'entrée, de l'établissement et de la dissémination pour chaque parasite.[276] Un modèle de simulation stochastique (aléatoire) Monte Carlo a été utilisé avec @Risk, sur la base d'un échantillonnage aléatoire de l'ensemble des valeurs.[277] Le logiciel @Risk a sélectionné un nombre à l'intérieur de chaque intervalle de probabilité, en tenant compte de la forme de l'intervalle, pour représenter la probabilité qu'un événement se produise; le logiciel a répété cette opération des milliers de fois pour générer un résultat sous la forme d'une distribution représentant la probabilité annuelle de l'entrée, de l'établissement et de la

---

[271] IRA de l'Australie, partie B, page 41. Voir aussi l'IRA de l'Australie, partie A, page 7. Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 116.

[272] IRA de l'Australie, partie B, page 11.

[273] *Ibid*.

[274] Première communication écrite de l'Australie, paragraphes 90 et 110.

[275] Première communication écrite de l'Australie, paragraphes 90 à 92; première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.171.

[276] Première communication écrite de l'Australie, paragraphes 90 et 106; première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 4.168 et 4.169.

[277] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 90 et note de bas de page 96.

dissémination. Les valeurs correspondant à 5 pour cent, à la médiane et à 95 pour cent de l'intervalle ont été indiquées dans le rapport IRA final.[278]

2.65 Dans la plupart des cas, l'équipe chargée de l'IRA a choisi un intervalle de probabilité parmi ceux qui étaient proposés dans le projet de *Lignes directrices pour l'analyse de risques à l'importation* 2001 de Biosecurity Australia.[279] Ces intervalles prédéfinis n'étaient toutefois pas contraignants pour l'équipe.[280] Le tableau 12 de la partie B de l'IRA présente la "[n]omenclature utilisée pour les probabilités qualitatives et les intervalles de probabilité semi-quantitative correspondants".[281] Ce tableau montre par exemple qu'une probabilité "négligeable" correspond au descripteur qualitatif suivant: "[l]'événement ne se produirait presque certainement pas," à un intervalle de probabilité de 0 à 10^{-6} (zéro à 1 sur 1 million), à une médiane (si une distribution uniforme est utilisée) de 5 x 10^{-7} (0,5 sur 1 million, ou 1 sur 2 millions). Le tableau 13 de la partie B de l'IRA fournit "[une] matrice des règles utilisées pour combiner les probabilités descriptives".[282]

2.66 L'équipe chargée de l'IRA a utilisé des distributions de probabilités uniformes, triangulaires et Pert.[283] Une distribution uniforme comporte une valeur minimale et une valeur maximale. Toute valeur contenue dans l'intervalle entre les valeurs minimale et maximale a une chance égale de se réaliser. L'IRA indique qu'une distribution uniforme a été utilisée lorsque les renseignements disponibles étaient insuffisants pour déterminer la valeur la plus probable. Une distribution triangulaire comporte une valeur minimale, une valeur maximale et une valeur la plus probable. Elle n'est pas nécessairement symétrique, mais peut être biaisée. Selon l'IRA, cette distribution a été utilisée lorsque des renseignements (documents, opinions d'experts, par exemple) sur la valeur la plus probable étaient disponibles. La distribution Pert comprend également trois paramètres: une valeur minimale, une valeur maximale et une valeur la plus probable, mais sa forme est différente, plus arrondie, que celle de la distribution triangulaire. La distribution Pert a été utilisée dans l'IRA pour estimer le volume de pommes qui sera probablement importé.[284]

2.67 Le rapport indique que l'équipe chargée de l'IRA "a examiné avec soin si elle était certaine que l'intervalle qu'elle avait choisi contiendrait la valeur réelle et que la distribution choisie correspondrait à ses convictions".[285] L'IRA indique en outre que les valeurs ont été choisies "en tenant compte des données scientifiques et des opinions d'experts pertinentes".[286] L'équipe chargée de l'IRA semble avoir travaillé par consensus, bien que l'annexe 1 du rapport concernant l'implication du Bureau of Rural Sciences dans le processus IRA indique que "la question des opinions divergentes a également été examinée et diverses façons d'aborder les divergences d'opinion ont été débattues".[287]

C. NORMES, DIRECTIVES ET RECOMMANDATIONS INTERNATIONALES PERTINENTES

2.68 Un certain nombre de dispositions de l'Accord SPS font référence à des "normes, directives et recommandations internationales". L'Annexe A.3 c) de l'Accord SPS indique que pour la préservation des végétaux, les normes, directives et recommandations internationales pertinentes sont celles qui

[278] IRA de l'Australie, partie C, pages 43 et 44; première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.190; compilation des réponses des experts, paragraphes 787 à 789.

[279] *Guidelines for import risk analysis*, projet de septembre 2001 (Canberra, Australie, Département de l'agriculture, des forêts et de la pêche), dans la pièce AUS-17.

[280] IRA de l'Australie, partie B, page 42.

[281] IRA de l'Australie, partie B, page 43.

[282] *Ibid*. Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 115.

[283] Première communication écrite de l'Australie, paragraphes 93, 94 et 99.

[284] IRA de l'Australie, partie B, page 42.

[285] *Ibid*.

[286] IRA de l'Australie, partie B, page 44.

[287] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.468; IRA de l'Australie, partie B, page 332.

sont élaborées sous les auspices du Secrétariat de la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV) en coopération avec les organisations régionales opérant dans le cadre de la CIPV.

1. La CIPV

2.69 La CIPV est un traité international qui vise à assurer une action contre la dissémination et l'introduction d'organismes nuisibles aux végétaux et aux produits végétaux, et de promouvoir l'adoption de mesures de lutte appropriées. L'organe directeur de la CIPV est la Commission des mesures phytosanitaires (CMP), qui adopte les Normes internationales pour les mesures phytosanitaires (NIMP). La Convention a été déposée auprès du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) dès son adoption initiale par la Conférence de la FAO à sa sixième session en 1951. Le nouveau texte révisé de la CIPV a été approuvé en 1997. Il est entré en vigueur le 2 octobre 2005.[288] L'Australie et la Nouvelle-Zélande ont toutes deux signé et ratifié la Convention internationale pour la protection des végétaux et sont parties contractantes à la CIPV.

a) Normes de la CIPV sur l'analyse du risque phytosanitaire: NIMP n° 2 et NIMP n° 11

2.70 Dans le contexte de leurs arguments sur l'évaluation des risques, les parties font référence à la NIMP n° 2, *Directives pour l'analyse du risque phytosanitaire*, adoptée en 1995 et révisée en 2007, puis rebaptisée *Cadre de l'analyse du risque phytosanitaire*, et à la NIMP n° 11 sur l'analyse du risque phytosanitaire pour les organismes de quarantaine, adoptée en 2001 et révisée en 2003 et en 2004.[289]

2.71 La NIMP n° 2 énonce des directives générales pour l'analyse du risque phytosanitaire (ARP) tandis que la NIMP n° 11 établit des directives concernant l'analyse du risque pour les organismes de *quarantaine*.[290] Les deux normes sont liées et présentent le même cadre général pour la réalisation d'une évaluation du risque phytosanitaire, comportant trois étapes: i) mise en route, ii) évaluation du risque phytosanitaire et iii) gestion du risque phytosanitaire. La NIMP n° 2 énonce des directives détaillées sur la première étape de l'ARP (mise en route), résume la deuxième étape (évaluation du risque) et la troisième (gestion du risque), et traite de questions générales concernant l'ensemble du processus ARP. La NIMP n° 11 traite des deuxième et troisième étapes de manière plus détaillée pour les organismes de quarantaine.

2.72 La première étape (mise en route) vise à identifier l'/les organisme(s) nuisible(s) et les filières qui suscitent des préoccupations et seront pris en compte pour l'analyse du risque dans la zone ARP identifiée. La deuxième étape (évaluation du risque) commence par la catégorisation de chaque organisme nuisible pour déterminer si les critères pour un organisme de quarantaine sont remplis, et se poursuit par l'évaluation de la probabilité d'entrée, d'établissement et de dissémination de l'organisme nuisible, et de leurs conséquences économiques potentielles. La troisième étape (gestion du risque) porte sur l'identification des options de gestion visant à réduire les risques identifiés à la deuxième étape. On évalue leur efficacité, leur faisabilité et leur incidence pour choisir celles qui sont appropriées.

---

[288] Portail phytosanitaire international, https://www.ippc.int/, consulté le 22 juillet 2009.

[289] *Cadre de l'analyse du risque phytosanitaire*, 2007 (NIMP n° 2, FAO, Rome); et *Analyse du risque phytosanitaire pour les organismes de quarantaine, incluant l'analyse des risques pour l'environnement et des organismes vivants modifiés*, 2004 (NIMP n° 11, FAO, Rome, présentée en tant que pièce AUS-6).

[290] La CIPV donne de l'organisme de quarantaine la définition suivante: "[o]rganisme nuisible qui a une importance potentielle pour l'économie de la zone menacée et qui n'est pas encore présent dans cette zone ou bien qui y est présent mais n'y est pas largement disséminé et fait l'objet d'une lutte officielle." *Glossaire des termes phytosanitaires*, 2009 (NIMP n° 5, FAO, Rome).

2.73 Selon la NIMP n° 11, le processus d'évaluation du risque phytosanitaire se subdivise, en gros, en trois étapes interdépendantes: i) catégorisation de l'organisme nuisible, ii) évaluation de la probabilité d'introduction et de dissémination, et iii) évaluation des conséquences économiques potentielles (y compris l'incidence environnementale). L'introduction d'un organisme nuisible comprend son entrée et son établissement. L'évaluation de la probabilité d'introduction nécessite une analyse de chacune des filières auxquelles un organisme nuisible peut être associé depuis son origine jusqu'à son établissement dans la zone ARP. La norme NIMP n° 11 indique que les points généraux qui sont énumérés ci-dessous doivent être pris en considération lors de l'évaluation de la probabilité d'introduction et de dissémination, et donne des indications détaillées sous chaque rubrique:

a) probabilité que l'organisme nuisible soit associé à la filière à l'origine;

b) probabilité de survie au transport ou à l'entreposage;

c) probabilité qu'un organisme nuisible survive aux procédures de lutte en vigueur;

d) probabilité de transfert à un hôte approprié;

e) probabilité d'établissement;

f) présence d'hôtes, d'hôtes alternes et de vecteurs appropriés dans la zone ARP;

g) caractère approprié de l'environnement;

h) pratiques culturales et mesures de lutte;

i) autres caractéristiques de l'organisme nuisible influant sur la probabilité d'établissement;

j) probabilité de dissémination après établissement.

2.74 La NIMP n° 11 reconnaît que l'estimation de la probabilité d'introduction de l'organisme nuisible et de ses conséquences économiques comporte de nombreuses incertitudes puisqu'il s'agit d'une extrapolation de la situation dans laquelle l'organisme nuisible est réellement présent à une situation hypothétique dans la zone ARP. Elle souligne qu'il est important de documenter les domaines et le degré d'incertitude de l'évaluation et d'indiquer si l'on a eu recours au jugement d'experts. Cela est en effet nécessaire pour des raisons de transparence et peut être utile aussi pour identifier les besoins de recherche et les classer par ordre de priorité.

2.75 Les conclusions de l'évaluation du risque phytosanitaire servent à déterminer la nécessité de la gestion du risque et la sévérité des mesures à prendre. La NIMP n° 11 reconnaît que le risque zéro n'est pas une option raisonnable. Le principe directeur de la gestion du risque sera de parvenir au degré de sécurité requis qui peut être justifié et qui est faisable dans les limites des options et des ressources disponibles. Selon cette norme, la gestion du risque phytosanitaire (dans le cadre d'une analyse) est le processus d'identification des moyens de réagir à un risque perçu, d'évaluation de l'efficacité de ces actions et d'identification des options les plus appropriées. Les incertitudes signalées dans les évaluations des conséquences économiques et de la probabilité d'introduction seront également prises en compte et incluses dans la sélection d'une option de gestion des risques. La norme donne des exemples de mesures classées en grandes catégories, en fonction de l'état phytosanitaire de la filière dans le pays d'origine. Il s'agit des mesures:

a) appliquées à l'envoi;

b) appliquées pour prévenir ou réduire l'infestation initiale dans la plante cultivée;

c) visant à garantir que la zone, le lieu de production ou le site de production ou la culture sont exempts de l'organisme nuisible;

d) pour d'autres types de filière (visant par exemple à enrayer la dissémination naturelle);

e) sur le territoire du pays importateur;

f) concernant l'interdiction des marchandises; et

g) les certificats phytosanitaires et les autres mesures de vérification de conformité.

2.76 Selon la NIMP n° 11, l'ensemble du processus ARP allant de la mise en route à la gestion du risque phytosanitaire sera suffisamment documenté pour que, en cas de mise à jour ou de différend, les sources d'information et les raisons justifiant la décision de gestion prise puissent être clairement établies.

b) Normes de la CIPV sur les zones exemptes et les zones à faible prévalence d'organismes nuisibles: NIMP n° 4, NIMP n° 10 et NIMP n° 22

2.77 Dans le contexte des débats concernant les zones exemptes et les zones à faible prévalence d'organismes nuisibles, les parties ont fait référence aux normes suivantes: NIMP n° 4, *Exigences pour l'établissement de zones indemnes*; NIMP n° 10, *Exigences pour l'établissement de lieux et sites de production exempts d'organismes nuisibles*; et NIMP n° 22, *Exigences pour l'établissement de zones à faible prévalence d'organismes nuisibles*.[291]

2.78 La CIPV définit une "zone exempte" (ZE) comme une "zone où l'absence d'un organisme nuisible donné a été prouvée scientifiquement et, au besoin, est maintenue par l'application de mesures officielles".[292] Selon la NIMP n° 4, l'établissement et l'utilisation d'une zone exempte par une organisation nationale de protection des végétaux permet le déplacement de végétaux, produits végétaux ou autres articles réglementés à partir du pays exportateur vers le pays importateur, sans avoir recours à d'autres mesures phytosanitaires, dans la mesure où certaines conditions sont respectées. Le statut d'une zone en tant que zone exempte permet ainsi la certification phytosanitaire, par rapport à/aux (l')organisme(s) nuisible(s) donné(s), des végétaux, produits végétaux et autres articles réglementés. En revanche, le statut de zone exempte peut aussi servir, dans le cadre de l'évaluation du risque phytosanitaire, à la confirmation scientifique de l'absence d'un organisme nuisible donné dans la zone concernée. La ZE est alors un élément de la justification des mesures phytosanitaires mises en place par un pays importateur pour protéger une zone menacée.

2.79 Si l'expression "zone exempte" peut s'appliquer à toute la gamme de types de zones exemptes (d'un pays entier qui est exempt à une relativement petite zone qui est exempte mais située dans un pays où l'organisme nuisible est largement répandu), il convient dans la pratique de se référer à trois

[291] *Exigences pour l'établissement de zones indemnes*, 1996 (NIMP n° 4, FAO, Rome); *Exigences pour l'établissement de lieux et sites de production exempts d'organismes nuisibles*, 1999 (NIMP n° 10, FAO, Rome); *Exigences pour l'établissement de zones à faible prévalence d'organismes nuisibles*, 2005 (NIMP n° 22, FAO, Rome). Dans la présente section, la description de chaque norme suit étroitement le "Résumé de référence" qui figure au début de chaque NIMP.

[292] *Glossaire des termes phytosanitaires*, 2009 (NIMP n° 5, FAO, Rome, version de 2008 de la NIMP n° 5 présentée en tant que pièce AUS-164), page 12.

catégories se caractérisant par des exigences différentes: un pays entier; une partie, exempte, d'un pays dans lequel il existe une zone contaminée restreinte; une zone restreinte, exempte, située à l'intérieur d'une zone généralement contaminée dans un pays. Dans chacun de ces cas, la ZE peut au besoin concerner la totalité ou des parties de plusieurs pays.

2.80 Un lieu de production exempt est défini comme un "[l]ieu de production où l'absence d'un organisme nuisible déterminé a été prouvée scientifiquement et où, au besoin, elle est maintenue pour une durée définie, par l'application de mesures officielles".[293] Un site de production exempt est une "[p]artie bien délimitée d'un lieu de production, où l'absence d'un organisme nuisible déterminé a été prouvée scientifiquement et où, au besoin, elle est maintenue pour une durée définie, par l'application de mesures officielles, et qui est gérée comme une unité distincte mais conduite de la même manière qu'un lieu de production exempt d'organismes nuisibles".[294]

2.81 La NIMP n° 10 fait appel au concept de "lieu de production exempt", pour permettre aux pays exportateurs de garantir aux pays importateurs que les envois de végétaux, produits végétaux et autres articles réglementés, en provenance de ce lieu, sont exempts d'un ou plusieurs organismes nuisibles déterminés et répondent aux exigences phytosanitaires du pays importateur. Lorsqu'une partie bien délimitée d'un lieu de production est conduite séparément et peut être maintenue exempte d'organismes nuisibles, elle peut alors être qualifiée de site de production exempt d'un organisme nuisible déterminé. L'utilisation de lieux ou de sites de production exempts dépend de facteurs tels que la biologie de l'organisme nuisible, les caractéristiques du lieu de production, les capacités opérationnelles du producteur et les exigences et responsabilités de l'organisation nationale de la protection des végétaux.

2.82 De même que les exigences relatives aux ZE énoncées dans la NIMP n° 4, les exigences relatives à l'établissement et au maintien par une organisation nationale de la protection des végétaux d'un lieu ou d'un site de production exempt d'un organisme nuisible déterminé en tant que mesure phytosanitaire énoncées dans la NIMP n° 10 doivent tenir compte des éléments suivants:

- systèmes permettant d'établir l'absence de l'organisme nuisible;
- systèmes permettant de maintenir l'absence de l'organisme nuisible;
- vérification que le statut de lieu ou de site exempt d'organismes nuisibles est atteint ou maintenu; et
- identité des produits, intégrité des envois et sécurité phytosanitaire.

Au besoin, il peut être nécessaire d'établir et de maintenir une zone tampon adéquate autour du lieu ou du site de production exempt d'organismes nuisibles.

2.83 Les activités administratives nécessaires pour justifier d'un lieu ou d'un site de production exempt d'organismes nuisibles comprennent la documentation du système et la conservation de données appropriées concernant les mesures prises. Les procédures de révision et d'audit utilisées par l'organisation nationale de la protection des végétaux sont déterminantes pour garantir l'absence d'organismes nuisibles et pour permettre l'évaluation du système. Des accords ou dispositions bilatéraux peuvent s'avérer également nécessaires.

2.84 Le concept de lieu de production exempt est différent de celui de ZE. La ZE a le même objectif que le lieu de production exempt mais elle est établie différemment. Toute distinction faite

[293] *Ibid.*
[294] *Ibid.*

entre un lieu de production exempt et une ZE s'applique pareillement à un site de production exempt. Une ZE est mise en place à grande échelle, comprend de nombreux lieux de production et peut s'étendre à un pays entier ou des parties de plusieurs pays. Une ZE peut être isolée par des barrières naturelles ou par une zone tampon de taille appropriée. Une ZE garde en principe ce statut pendant plusieurs années sans interruption, alors que le statut de lieu de production exempt peut n'être maintenu que pour une ou quelques périodes de végétation. Une ZE est gérée dans son ensemble, par l'organisation nationale de protection des végétaux (ONPV) du pays exportateur, c'est-à-dire le service officiel créé par les pouvoirs publics pour s'acquitter des fonctions spécifiées par la CIPV. Un lieu de production exempt est géré individuellement par le producteur, sous la supervision et la responsabilité de l'ONPV. Si l'organisme nuisible concerné est détecté dans une ZE, le statut de la zone entière est remis en cause. En revanche, si l'organisme nuisible est détecté dans un lieu de production exempt alors seul ce lieu perdra son statut sans que d'autres lieux de production soumis au même régime, dans la même zone, ne soient affectés. Ces distinctions ne s'appliqueront pas nécessairement dans tous les cas. Un lieu de production situé dans une ZE peut satisfaire, de ce fait, les exigences pour un lieu de production exempt, quoique le pays importateur puisse en demander les preuves.

2.85 Selon la NIMP n° 22, l'établissement d'une zone à faible prévalence d'organismes nuisibles est une option de gestion des organismes nuisibles utilisée pour maintenir ou réduire une population d'organismes nuisibles en dessous d'un niveau spécifié dans une zone. Une zone à faible prévalence d'organismes nuisibles peut être utilisée pour faciliter les exportations ou limiter l'impact des organismes nuisibles dans la zone. Un niveau faible d'organismes nuisibles doit être spécifié, en tenant compte de la faisabilité opérationnelle et économique générale du programme visant à atteindre et maintenir ce niveau, et de l'objectif dans lequel une zone à faible prévalence d'organismes nuisibles est établie.

2.86 Lorsqu'une organisation nationale de la protection des végétaux (ONPV) détermine une zone à faible prévalence d'organismes nuisibles, elle doit décrire la zone concernée. Des zones à faible prévalence d'organismes nuisibles peuvent être établies et maintenues pour des organismes nuisibles réglementés ou pour des organismes nuisibles qui sont réglementés par un pays importateur uniquement.

2.87 La surveillance de l'organisme nuisible concerné doit être menée selon des protocoles appropriés. Des méthodes phytosanitaires supplémentaires peuvent être requises pour établir et maintenir une zone à faible prévalence d'organismes nuisibles. Une fois établie, la zone à faible prévalence d'organismes nuisibles doit être maintenue par la poursuite de l'application des mesures utilisées pour son établissement et par la documentation et les mesures de vérification nécessaires. Dans la plupart des cas, un plan opérationnel officiel qui spécifie les méthodes phytosanitaires exigées est nécessaire. S'il y a une modification du statut d'une zone à faible prévalence d'organismes nuisibles, une action corrective doit être engagée.

c) Autres NIMP

2.88 Les parties font également référence à la NIMP n° 1, Principes phytosanitaires pour la protection des végétaux et l'application de mesures phytosanitaires dans le cadre du commerce international, à la NIMP n° 14, L'utilisation de mesures intégrées dans une approche systémique du risque phytosanitaire, à la NIMP n° 20, Directives pour un système phytosanitaire de réglementation des importations, à la NIMP n° 23, Directives pour l'inspection et à la NIMP n° 31, Méthodes d'échantillonnage des envois. La NIMP n° 5 contient le Glossaire des termes phytosanitaires.[295]

[295] *Principes phytosanitaires pour la protection des végétaux et l'application de mesures phytosanitaires dans le cadre du commerce international*, 2006 (NIMP n° 1, FAO, Rome); *Glossaire des termes phytosanitaires*, 2009 (NIMP n° 5, FAO, Rome, version de 2008 de la NIMP n° 5 présentée en tant que

2.89 De plus, les parties font référence au Manuel du participant à la Formation à l'analyse du risque phytosanitaire.[296] Le manuel a été conçu à l'intention des biologistes, des évaluateurs et des analystes du risque présenté par les organismes nuisibles aux végétaux, et des décideurs politiques qui travaillent dans le domaine des affaires phytosanitaires internationales désireux d'acquérir des bases en matière d'analyse du risque phytosanitaire. Ce manuel explique le contexte international de l'évaluation du risque phytosanitaire et définit les normes internationales pertinentes et les ressources disponibles pour l'évaluation et la gestion du risque phytosanitaire, et la communication sur ce sujet. Toutefois, le manuel n'est pas à proprement parler une norme, une directive ou une recommandation internationale.

D. MESURES EN CAUSE

1. Les mesures en cause se limitent à 17 mesures spécifiques

2.90 Comme il est indiqué plus haut[297], le 6 juin 2008, le Groupe spécial a rendu une décision préliminaire[298] en réponse à une demande de l'Australie concernant la compatibilité de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande avec l'article 6:2 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends. Dans sa décision, le Groupe spécial a examiné, entre autres choses, si la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande avait indiqué les mesures en cause d'une manière compatible avec les prescriptions de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord. Le Groupe spécial a constaté que "son mandat se limit[ait] aux 17 mesures spécifiquement indiquées [sous la forme de points] par la Nouvelle-Zélande dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial et ne couvr[ait] pas d'autres mesures qui figur[aient] peut-être dans le *Rapport* FIRA de l'Australie mais qui n'[avaient] pas été indiquées avec suffisamment de précision dans la demande d'établissement d'un groupe spécial".[299]

2. Les 17 mesures spécifiques et leur relation avec les trois parasites en cause

2.91 Les 17 mesures spécifiques indiquées sous la forme de points dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande se répartissent en quatre catégories selon leur relation avec les trois parasites pertinents pour le présent différend. Pour plus de commodité, le Groupe spécial a choisi de numéroter ces 17 mesures à la suite dans l'ordre où elles apparaissent sous la forme de points sur la liste figurant dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande:

---

pièce AUS-164); *L'utilisation de mesures intégrées dans une approche systémique du risque phytosanitaire*, 2002 (NIMP n° 14, FAO, Rome, présentée en tant que pièce AUS-14); *Directives pour un système phytosanitaire de réglementation des importations*, 2004 (NIMP n° 20, FAO, Rome, présentée en tant que pièce AUS-170); *Directives pour l'inspection*, 2005 (NIMP n° 23, FAO, Rome), *Méthodes d'échantillonnage des envois*, 2008 (NIMP n° 31, FAO, Rome, présentée en tant que pièce AUS-30).

[296] *Formation à l'analyse du risque phytosanitaire, Manuel du participant*, 2007 (FAO, Rome). La page 37 de ce document a été présentée en tant que pièce NZ-95, et les pages 1, 36 et 37 en tant que pièce AUS-16.

[297] Voir plus haut le paragraphe 1.10.

[298] Comme il est indiqué plus haut (voir le paragraphe 1.10), la décision préliminaire a été rendue publique le 23 juin 2008. *Australie – Pommes*, Communication du Président du Groupe spécial: Décision préliminaire du Groupe spécial (WT/DS367/7), 23 juin 2008, jointe en tant qu'annexe A-2 au présent rapport.

[299] *Australie – Pommes*, Communication du Président du Groupe spécial: Décision préliminaire du Groupe spécial (WT/DS367/7), 23 juin 2008, jointe en tant qu'annexe A-2 au présent rapport, paragraphe 9.

a) Les mesures 1 à 8, traitées dans les huit premiers points de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande, concernent le "*feu bactérien*"[300]:

i) "La prescription voulant que les pommes proviennent de zones exemptes de symptômes du feu bactérien."[301]

ii) "La prescription voulant que les vergers/blocs soient inspectés pour détecter la présence de symptômes du feu bactérien, y compris qu'ils soient inspectés avec une intensité permettant, avec un niveau de confiance de 95 pour cent, de détecter les symptômes visuels si 1 pour cent des arbres en sont porteurs, et que ces inspections aient lieu dans les quatre à sept semaines suivant la floraison."[302]

iii) "La prescription voulant que soit élaborée et approuvée une méthode d'inspection des vergers/blocs qui traite de questions comme la visibilité des symptômes dans la partie supérieure des arbres, le temps d'inspection nécessaire et le nombre d'arbres à inspecter pour atteindre le niveau d'efficacité, ainsi que la formation et la certification des inspecteurs."[303]

iv) "La prescription voulant qu'un verger/bloc fasse l'objet d'une suspension pour la saison au motif qu'il y a des éléments indiquant que les arbres ont été taillés ou que d'autres activités ont eu lieu avant l'inspection, qui pourraient constituer une tentative d'éliminer ou de cacher des symptômes du feu bactérien."[304]

v) "La prescription voulant qu'un verger/bloc fasse l'objet d'une suspension pour la saison du fait de la détection de symptômes visuels du feu bactérien."[305]

vi) "La prescription voulant que les pommes soient soumises à un traitement de désinfection dans la station de conditionnement."[306]

vii) "La prescription voulant que tout l'équipement de calibrage et de conditionnement qui entre directement en contact avec les pommes soit nettoyé et désinfecté (à l'aide d'un désinfectant agréé) immédiatement avant chaque opération de conditionnement pour l'Australie."[307]

viii) "La prescription voulant que les stations de conditionnement enregistrées pour exporter des pommes ne traitent que les fruits provenant de vergers enregistrés."[308]

---

[300] *Australie – Pommes*, Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande (WT/DS367/5), 7 décembre 2007, jointe en tant qu'annexe A-1 au présent rapport, page 1.
[301] *Ibid.*
[302] *Ibid.*
[303] *Australie – Pommes*, demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande (WT/DS367/5), 7 décembre 2007, jointe en tant qu'annexe A-1 au présent rapport, page 2.
[304] *Ibid.*
[305] *Ibid.*
[306] *Ibid.*
[307] *Ibid.*
[308] *Ibid.*

b) Les mesures 9 à 13, traitées dans les cinq points suivants de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande, concernent le "*chancre européen*"[309]:

ix) "La prescription voulant que les pommes proviennent de vergers/blocs d'exportation exempts de chancre européen (lieux de production exempts de parasites)."[310]

x) "La prescription voulant que tous les arbres des vergers/blocs d'exportation soient inspectés pour détecter la présence de symptômes du chancre européen, y compris que les vergers/blocs situés dans des zones moins susceptibles de maladie soient inspectés pour déceler la présence de symptômes par arpentage de chaque rang et examen visuel de tous les arbres de part et d'autre du rang, et que les zones plus susceptibles de maladie soient inspectées suivant la même procédure combinée à une inspection des branches supérieures de chaque arbre à l'aide d'échelles (si nécessaire) et que ces inspections aient lieu après la chute des feuilles et avant la taille d'hiver."[311]

xi) "La prescription voulant que tout le nouveau matériel de reproduction soit soigneusement examiné et traité contre le chancre européen."[312]

xii) "La prescription voulant qu'un verger/bloc fasse l'objet d'une suspension pour la saison s'il y a des éléments montrant que la taille ou d'autres activités menées avant l'inspection pourraient constituer une tentative d'éliminer ou de cacher les symptômes de chancre européen."[313]

xiii) "La prescription voulant que les exportations en provenance d'un verger/bloc fassent l'objet d'une suspension pour la saison au motif que la présence de chancre européen a été détectée et que la reprise soit soumise à éradication de la maladie, confirmée par inspection."[314]

c) La mesure 14, traitée dans le point suivant de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande, concerne la "*cécidomyie des feuilles du pommier*"[315]:

xiv) "Les prescriptions applicables à l'inspection et au traitement pour cécidomyie des feuilles du pommier, y compris:

> la possibilité d'inspecter chaque lot en utilisant un échantillon aléatoire de 3 000 unités choisies sur l'ensemble du lot pour détecter la présence de cécidomyie des feuilles du pommier, de symptômes de maladies soumises à quarantaine, de parasites soumis à quarantaine, d'arthropodes, de déchets et de graines de plantes adventices, la détection de tout

[309] *Ibid.*
[310] *Australie – Pommes*, demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande (WT/DS367/5), 7 décembre 2007, jointe en tant qu'annexe A-1 au présent rapport, page 2.
[311] *Ibid.*
[312] *Ibid.*
[313] *Ibid.*
[314] *Ibid.*
[315] *Australie – Pommes*, demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande (WT/DS367/5), 7 décembre 2007, jointe en tant qu'annexe A-1 au présent rapport, page 3.

> arthropode vivant soumis à quarantaine donnant lieu à un traitement approprié ou au refus d'exporter;
>
> la possibilité d'inspecter chaque lot en utilisant un échantillon aléatoire de 600 unités choisies sur l'ensemble du lot pour détecter la présence de symptômes de maladies soumises à quarantaine, de déchets et de graines de plantes adventices, avec traitement approprié obligatoire de tous les lots."[316]

d) Les mesures 15 à 17, traitées dans les trois derniers points de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande, ont été décrites par la Nouvelle-Zélande comme des mesures "*générales*"[317]:

xv) "La prescription voulant que les fonctionnaires du Service australien de quarantaine et d'inspection soient associés aux inspections des vergers pour détecter la présence de chancre européen et de feu bactérien, à la vérification directe des procédures des stations de conditionnement et à l'inspection et au traitement des fruits."[318]

xvi) "La prescription voulant que la Nouvelle-Zélande veille à ce que tous les vergers enregistrés pour l'exportation à destination de l'Australie opèrent suivant des pratiques commerciales standard."[319]

xvii) "La prescription voulant que les stations de conditionnement donnent des détails sur la configuration des installations."[320]

2.92 Dans sa première communication écrite, la Nouvelle-Zélande explique que les mesures 15 à 17, à savoir les mesures "générales", sont "applicables à l'ensemble des trois parasites (feu bactérien, chancre européen et cécidomyie des feuilles du pommier)".[321] L'Australie en convient et note que "ces prescriptions [générales] sont également pertinentes pour les autres parasites examinés dans le Rapport IRA final qui [toutefois] ne sont pas en cause dans le présent différend".[322]

2.93 Dans leurs réponses aux questions du Groupe spécial après la première réunion de fond, les parties confirment qu'elles estiment que chacune des mesures 15, 16 et 17 dans sa globalité concerne l'ensemble des trois parasites en cause.[323] Parallèlement, elles adoptent une approche plus nuancée pour ce qui est de la manière dont les divers éléments de la mesure 15 concernent ces parasites. La Nouvelle-Zélande fait valoir que quelques-uns des éléments de la mesure 15 concernent uniquement certains et non l'ensemble des trois parasites:

> "L'Australie a indiqué que la mesure 15 était auxiliaire des inspections visant à détecter la présence de feu bactérien et de chancre européen, et que l'élément de la mesure relatif aux inspections des vergers concernait uniquement ces deux maladies. La Nouvelle-Zélande croit comprendre que "la vérification directe des procédures des stations de conditionnement" concerne principalement l'immersion dans le chlore et la

[316] *Ibid.*
[317] *Ibid.*
[318] *Ibid.*
[319] *Ibid.*
[320] *Ibid.*
[321] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.82.
[322] Réponse de l'Australie à la question n° 45 du Groupe spécial après la première réunion de fond.
[323] Réponse de la Nouvelle-Zélande à la question n° 44 du Groupe spécial après la première réunion de fond et réponse de l'Australie à la question n° 45 du Groupe spécial après la première réunion de fond.

> désinfection du matériel dans le cadre du système de gestion du feu bactérien, mais étant donné que l'inspection des fruits est également effectuée dans la station de conditionnement, "la vérification directe des procédures des stations de conditionnement" peut donc aussi s'appliquer à l'ensemble des trois parasites. La Nouvelle-Zélande croit comprendre que "l'inspection des fruits" s'applique à l'ensemble des trois parasites et à tout autre organisme de quarantaine qui pourrait être présent (voir la mesure 14). Elle suppose que le "traitement" se rapporte uniquement à toute fumigation contre l'ALCM rendue nécessaire en cas de détection de ce parasite pendant l'inspection de 3 000 fruits, ou effectuée de manière systématique après l'inspection de 600 fruits. Toutefois, l'immersion dans le chlore est également un "traitement" et la Nouvelle-Zélande signale l'ambiguïté de l'utilisation du terme dans ce cas."[324]

2.94 De même, l'Australie indique dans sa réponse au Groupe spécial que les divers éléments de la mesure 15 ne sont pas nécessairement liés à l'ensemble des trois parasites en cause, mais elle établit des liens légèrement différents entre les divers éléments de la mesure 15 et les parasites en cause:

> "[La mesure 15] … vise à vérifier et à opérationnaliser les principales mesures de réduction des risques énoncées dans le Rapport IRA final. En particulier, les vérifications par l'AQIS des inspections des vergers et des procédures des stations de conditionnement servent à vérifier que les principales mesures d'inspection et de désinfection des vergers en rapport avec le feu bactérien et le chancre européen sont appliquées de façon appropriée. La vérification des processus d'inspection des fruits vise à s'assurer que le niveau d'efficacité approprié est atteint en ce qui concerne les principales prescriptions en matière d'inspection des fruits pour détecter la présence d'ALCM, ainsi que les prescriptions plus générales en matière d'inspection des fruits."[325]

2.95 Quand bien même les parties pourraient avoir des avis différents sur la relation exacte de certains des éléments de la mesure 15 avec certains des trois parasites en cause, le Groupe spécial ne juge pas nécessaire de s'étendre sur ce sujet. Les parties conviennent que, par le biais de ses divers éléments, la mesure 15 a un lien avec l'ensemble des trois parasites, et que – tout comme les mesures 16 et 17 – la mesure 15 dans sa globalité concerne l'ensemble des trois parasites en cause.

3. L'accord des parties sur la mesure 12

2.96 Comme il est indiqué plus haut[326], le 19 décembre 2008, les parties ont indiqué au Groupe spécial qu'"elles étaient parvenues à un accord sur la prescription figurant au douzième point de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande"[327], c'est-à-dire la mesure 12. Comme suite à la demande des parties[328], le Groupe spécial prend acte de cet accord dans les termes suivants:

> "Le Groupe spécial a pris note de l'affirmation de l'Australie selon laquelle celle-ci n'imposait pas "[l]a prescription voulant qu'un verger/bloc fasse l'objet d'une

---

[324] Réponse de la Nouvelle-Zélande à la question n° 44 du Groupe spécial après la première réunion de fond.

[325] Réponse de l'Australie à la question n° 45 du Groupe spécial après la première réunion de fond. Voir aussi les réponses de l'Australie aux questions du Groupe spécial après la première réunion de fond, annexe A.

[326] Voir plus haut le paragraphe 1.20.

[327] Communication conjointe de la Nouvelle-Zélande et de l'Australie au Groupe spécial, 19 décembre 2008.

[328] *Ibid.*

> suspension pour la saison s'il y a des éléments montrant que la taille ou d'autres activités menées avant l'inspection pourraient constituer une tentative d'éliminer ou de cacher les symptômes de chancre européen" dont il est question au douzième point de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande. Le Groupe spécial a également pris note de l'avis de la Nouvelle-Zélande selon lequel, compte tenu de la confirmation donnée par l'Australie qu'elle n'imposait pas cette prescription, elle ne maintiendrait pas son allégation relative au douzième point de sa demande d'établissement d'un groupe spécial. Au vu de ce qui précède, le Groupe spécial a conclu qu'il n'était pas nécessaire qu'il se prononce sur cet aspect de l'allégation de la Nouvelle-Zélande."[329]

4. Les 16 mesures spécifiques restantes en cause énoncées dans l'IRA

2.97 Les parties conviennent que les 16 mesures spécifiques restantes en cause, à savoir les mesures 1 à 11 et 13 à 17, sont énoncées dans l'IRA. Dans sa première communication écrite, la Nouvelle-Zélande lie chacune des mesures à une partie spécifique de l'IRA.[330] À son tour, l'Australie fait référence aux "mesures raisonnables recommandées dans le Rapport IRA final"[331] et fait valoir que "[l]e Rapport IRA final constitue le fondement des mesures de l'Australie".[332] De même, la décision préliminaire du Groupe spécial fait référence aux "éléments figurant dans le *Rapport final d'analyse de risques à l'importation concernant les pommes en provenance de Nouvelle-Zélande (Rapport FIRA)* et indiqués sous la forme de points dans la demande ... présentée par la Nouvelle-Zélande".[333]

2.98 Outre l'IRA, la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande mentionne, un autre instrument, la Note de politique de Biosecurity Australia 2007/07 du 27 mars 2007. Cette note établit que "[l]'importation de pommes [de Nouvelle-Zélande] peut être permise sous réserve des dispositions de la *Loi de 1908 sur la quarantaine* (*Quarantine Act 1908*), et de l'application des mesures phytosanitaires indiquées dans le *Rapport final d'analyse de risques à l'importation concernant les pommes en provenance de Nouvelle-Zélande* de novembre 2006".[334]

2.99 En outre, la Nouvelle-Zélande fait valoir que:

> "Selon l'IRA, les mesures [en cause] doivent être mises en œuvre dans la pratique par le biais d'un programme de travail et de "modes opératoires normalisés". D'après l'IRA, ces instruments doivent être mis au point par la Nouvelle-Zélande et approuvés par l'Australie avant que les échanges commerciaux ne puissent avoir lieu."[335]

---

[329] *Ibid.*

[330] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.83.

[331] Déclaration orale liminaire de l'Australie à la première réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, paragraphe 16.

[332] Déclaration orale liminaire de l'Australie à la première réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, page 3.

[333] *Australie – Pommes*, Communication du Président du Groupe spécial: Décision préliminaire du Groupe spécial (WT/DS367/7), 23 juin 2008, jointe en tant qu'annexe A-2 au présent rapport, paragraphe 13 a).

[334] *Australie – Pommes*, Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande (WT/DS367/5), 7 décembre 2007, jointe en tant qu'annexe A-1 au présent rapport, page 1. Voir aussi la première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.81.

[335] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.81 (note de bas de page omise). Voir aussi la réponse de l'Australie à la question n° 1 du Groupe spécial après la première réunion de fond.

2.100 De fait, dans les parties auxquelles la Nouvelle-Zélande fait référence, l'IRA indique que:

> "Il est prescrit au MAFNZ ou à l'organisme homologué d'élaborer un mode opératoire normalisé (MON), ou manuel de conduite, dûment étayé décrivant les procédures phytosanitaires pour chacun des parasites que l'Australie estime justiciables de quarantaine et les diverses responsabilités de toutes les parties intervenant dans la mise en conformité avec la présente prescription. Le mode opératoire doit être approuvé par l'AQIS avant le commencement des exportations et sera soumis à une vérification par l'AQIS.
>
> Un projet de programme de travail sera élaboré conjointement par le DAFF et le MAFNZ une fois achevé le présent Rapport IRA.
>
> Les procédures du programme de travail pourront inclure, mais pas exclusivement, des modalités de fonctionnement concernant:
>
> - la méthode d'inspection et d'échantillonnage,
> - les arrangements de prédédouanement,
> - la conservation et la fourniture de registres,
> - la ségrégation pendant l'entreposage et la désignation de lots,
> - le traitement des lots rejetés,
> - des précisions sur la pratique commerciale standard."[336]

2.101 En réponse à une question posée par le Groupe spécial après la première réunion de fond, en septembre 2008, les deux parties confirment qu'elles ne sont pas parvenues à s'accorder sur le MON et le programme de travail.[337] Le Groupe spécial n'a reçu aucune information indiquant qu'un tel accord aurait été conclu depuis cette date.

2.102 En tout état de cause, les parties conviennent que c'est l'IRA, et non le MON ou le programme de travail, qui énonce les mesures en cause en l'espèce. Dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande, la référence à la Note de politique de Biosecurity Australia 2007/07 du 27 mars 2007 renvoie de manière explicite aux "mesures … indiquées dans le *Rapport final d'analyse de risques à l'importation concernant les pommes en provenance de Nouvelle-Zélande* de novembre 2006".[338] Pour ce qui est du MON et du programme de travail, la Nouvelle-Zélande explique que l'une des raisons de son désaccord concernant le MON et le programme de travail était qu'"au cours de [ses] discussions [avec l'Australie] concernant le MON et le programme de travail, il est ressorti clairement que ce processus n'aboutirait pas à un changement vraiment significatif ni à une amélioration des prescriptions énoncées dans l'IRA".[339] La Nouvelle-Zélande ajoute qu'"[é]tant donné que les mesures en cause dans le présent différend … reproduisent celles qui figurent dans l'IRA, et que le MON et le programme de travail doivent être conformes à l'IRA … l'IRA énonce les conditions exactes des exportations de pommes de Nouvelle-Zélande vers l'Australie".[340] L'Australie note "que

---

[336] IRA de l'Australie, partie B, pages 313 et 314.

[337] Réponse de l'Australie aux questions n° 27 à 31 du Groupe spécial après la première réunion de fond, et réponse de la Nouvelle-Zélande aux questions n° 27 à 32 du Groupe spécial après la première réunion de fond.

[338] *Australie – Pommes*, Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande (WT/DS367/5), 7 décembre 2007, jointe en tant qu'Annexe A-1 au présent rapport, page 1. Voir aussi la première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.81.

[339] Réponse de la Nouvelle-Zélande à la question n° 31 du Groupe spécial après la première réunion de fond.

[340] Réponse de la Nouvelle-Zélande à la question n° 29 du Groupe spécial après la première réunion de fond.

le MON et le programme de travail ne font pas partie de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande et ne relèvent donc pas du mandat du Groupe spécial".[341]

5. Désaccords sur certaines des 16 mesures spécifiques en cause

2.103 S'il est vrai que les parties conviennent que les 16 mesures spécifiques restantes en cause sont énoncées dans l'IRA, elles sont en désaccord sur la véritable nature de certaines d'entre elles. Depuis le début du présent différend, l'Australie fait valoir que "la description des [mesures 1, 4, 11 et 15] par la Nouvelle-Zélande ... est viciée"[342], ce que la Nouvelle-Zélande a contesté tout au long de la procédure. Le Groupe spécial examine ces mesures contestées dans l'ordre de la numérotation qui leur a été attribuée.

a) Mesure 1

2.104 Comme il est indiqué plus haut, la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande indique la mesure 1 comme étant "[l]a prescription voulant que les pommes proviennent de zones exemptes de symptômes du feu bactérien".[343] Dans sa première communication écrite, la Nouvelle-Zélande fait référence à la page 106 de la partie B de l'IRA au sujet de cette mesure.[344] Cette page de l'IRA comprend une partie intitulée "Zones exemptes de symptômes de la maladie" et indique entre autres choses que:

> "Des zones exemptes de symptômes de la maladie, à distinguer des zones exemptes du parasite, pourraient être établies et maintenues selon les directives décrites dans la NIMP n° 4: *Exigences pour l'établissement de zones indemnes* (FAO, 1996b), la NIMP n° 10: *Exigences pour l'établissement de lieux et sites de production exempts d'organismes nuisibles* (FAO, 1999) et la NIMP n° 22: *Exigences pour l'établissement de zones à faible prévalence d'organismes nuisibles* (FAO, 2005). Une zone exempte de symptômes de la maladie pourrait être un lieu de production (un verger géré comme une unité en soi) ou un site de production (un bloc déterminé à l'intérieur d'un verger) pour lequel l'absence de symptômes du feu bactérien est établie, maintenue et vérifiée par le MAFNZ.
>
> La documentation relative à l'infestation et à l'infection des fruits par *E. amylovora* a été longuement examinée plus haut, dans la section relative à l'étape 2 pour l'importation. L'infection endophyte de fruits a été observée dans des fruits non mûrs provenant de vergers infectés (van der Zwet *et al*., 1990), mais elle n'a pas été signalée dans des vergers exempts de symptômes du feu bactérien en Nouvelle-Zélande. Il n'a pas été découvert de populations endophytes d'*E. amylovora* dans les fruits mûrs au moment de la cueillette (Dueck, 1974a; Roberts *et al*., 1989; Roberts, 2002). Sur la base des travaux analysés dans le cadre de l'étape 2 pour l'importation, l'équipe chargée de l'IRA a conclu que l'infection endophyte n'était pas un facteur de risque pour les fruits provenant de vergers exempts de symptômes.
>
> En évaluant le risque d'infestation calicinale et superficielle des fruits, l'équipe chargée de l'IRA s'est intéressée à la documentation relative aux taux d'infestation des pommes issues de vergers ne présentant que peu ou pas de symptômes. Ainsi, dans le

[341] Réponse de l'Australie à la question n° 27 du Groupe spécial après la première réunion de fond.
[342] Première communication écrite de l'Australie, page 67.
[343] *Australie – Pommes*, Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande (WT/DS367/5), 7 décembre 2007, jointe en tant qu'Annexe A-1 au présent rapport, page 1.
[344] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.83, note de bas de page 78. Réponse de la Nouvelle-Zélande à la question n° 35 du Groupe spécial après la première réunion de fond.

> cadre d'études menées en Nouvelle-Zélande par Clark *et al.* (1993), à l'aide d'une méthode d'hybridation spécifique de l'ADN permettant un niveau de détection d'environ 10^2 ufc par calice, 60 000 pommes non mûres issues de vergers exempts de symptômes du feu bactérien ont été testées, sans que la présence d'*E. amylovora* ait été détectée. Ces fruits ne présenteraient pas de bactéries dans le calice à maturité, mais pourraient être porteurs d'*E. amylovora* sur leur surface en cas d'activité de la maladie dans le verger peu avant la cueillette. De nombreuses autres études indiquent que l'infestation des fruits est indétectable ou que le nombre de fruits infestés est très faible lorsque les fruits proviennent de vergers présentant peu de symptômes visibles du feu bactérien, voire aucun (voir plus haut l'étape 2 pour l'importation). L'équipe chargée de l'IRA a conclu que "l'absence de symptômes visibles" fournissait une base solide de réduction des risques en réduisant sensiblement la probabilité que les fruits cueillis soient infectés ou infestés."[345]

2.105 L'IRA aborde, sur la même page, la mesure 2[346]:

> "L'équipe chargée de l'IRA a reconnu qu'il serait extrêmement difficile de confirmer l'absence complète de symptômes par une inspection visuelle des vergers. L'équipe chargée de l'IRA a conclu qu'il conviendrait de définir un régime d'inspection pratique visant à établir l'absence de symptômes visuels avec une intensité d'inspection permettant, avec un niveau de confiance de 95 pour cent, de détecter les symptômes visuels si 1 pour cent des arbres en étaient porteurs. Cette inspection devrait avoir lieu dans les quatre à sept semaines suivant la floraison, moment où les conditions pour le développement du feu bactérien sont susceptibles d'être optimales."[347]

2.106 La page suivante de l'IRA traite de la réduction des risques obtenue, en particulier dans le contexte des étapes 2, 3a et 5 pour l'importation[348], et constate que "la probabilité annuelle réduite de l'entrée, de l'établissement et de la dissémination [obtenue] [resterait] … dans la fourchette "très faible"".[349] L'IRA explique que "[l]orsque ces valeurs sont combinées à l'estimation des conséquences du niveau "élevé" pour le feu bactérien, le risque réduit pour ce parasite [serait] … "faible", ce qui dépasse[rait] encore le niveau de protection jugé approprié par l'Australie".[350] L'IRA conclut que, "[l']utilisation de zones exemptes de symptômes visibles du feu bactérien comme sources d'approvisionnement en pommes d'exportation ne serait pas en soi une mesure suffisante de gestion du risque".[351]

2.107 Dans sa première communication écrite, l'Australie fait valoir que "la Nouvelle-Zélande a décrit de façon erronée" la mesure 1.[352] L'Australie note que la première communication écrite de la Nouvelle-Zélande fait référence à la mesure 1 comme étant une prescription imposant une "zone

---

[345] IRA de l'Australie, partie B, page 106.

[346] Dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, la Nouvelle-Zélande décrit la mesure 2 comme étant "[l]a prescription voulant que les vergers/blocs soient inspectés pour détecter la présence de symptômes du feu bactérien, y compris qu'ils soient inspectés avec une intensité permettant, avec un niveau de confiance de 95 pour cent, de détecter les symptômes visuels si 1 pour cent des arbres en sont porteurs, et que ces inspections aient lieu dans les quatre à sept semaines suivant la floraison". *Australie – Pommes*, demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande (WT/DS367/5), 7 décembre 2007, jointe en tant qu'annexe A-1 au présent rapport, page 1.

[347] IRA de l'Australie, partie B, page 106.

[348] IRA de l'Australie, partie B, page 107.

[349] *Ibid.*

[350] *Ibid.*

[351] IRA de l'Australie, partie B, page 107.

[352] Première communication écrite de l'Australie, page 69.

exempte".[353] Elle fait valoir, toutefois, que le concept de "zone exempte" est analogue au concept de zone indemne dans la NIMP n° 4 – à savoir, "une zone où l'absence d'un organisme nuisible donné a été prouvée scientifiquement et, au besoin, est maintenue par l'application de mesures officielles".[354,355] L'Australie fait observer que "le Rapport IRA final relève[356] [que] le concept de "zone exempte de symptômes d'une maladie" est [également] distinct de celui de "zone exempte" et du concept semblable de "lieu de production exempt" (NIMP n° 10)".[357] Elle ajoute que "la NIMP n° 10 est une sous-catégorie de la NIMP n° 4".[358]

2.108 L'Australie fait valoir en outre que "[sa] prescription exacte est que les pommes néo-zélandaises proviennent de zones ne présentant aucun symptôme visible du feu bactérien pendant la période comprise entre quatre et sept semaines après la floraison".[359] Elle ajoute qu'"[elle] est prête à tolérer l'existence d'*E amylovora* dans les zones d'où proviennent les pommes néo-zélandaises jusqu'à la période à laquelle les symptômes de la maladie sont visibles, quatre à sept semaines après la floraison".[360] Elle soutient que "[c]ette prescription correspond au concept de "faible prévalence d'organismes nuisibles""[361] énoncé dans la NIMP n° 22 comme suit:

> "L'établissement d'une zone à faible prévalence d'organismes nuisibles est une option de gestion des organismes nuisibles utilisée pour maintenir ou réduire une population d'organismes nuisibles en dessous d'un niveau spécifié dans une zone. Une zone à faible prévalence d'organismes nuisibles peut être utilisée pour faciliter les exportations ou limiter l'impact des organismes nuisibles dans la zone.[362]"[363]

L'Australie demande au Groupe spécial de "ne pas perdre de vue la distinction entre un verger qui est "exempt" de la bactérie *E. amylovora* et un verger qui est simplement "exempt" des symptômes du feu bactérien."[364]

2.109 En réponse à une question du Groupe spécial après la première réunion de fond, la Nouvelle-Zélande soutient qu'"[elle] a correctement décrit la mesure pertinente en cause (mesure 1), dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, comme étant la prescription voulant que les pommes proviennent de zones exemptes de symptômes du feu bactérien".[365] Elle confirme également que "[p]ar "zone exempte", [elle] fait aussi référence à la mesure 1"[366], et déclare que la mesure 1, "qui exige que les pommes proviennent de zones exemptes de symptômes du feu bactérien"[367], … "ne signifie pas que les zones doivent être exemptes du pathogène *E. amylovora*".[368] Par ailleurs, la Nouvelle-Zélande souligne qu'"il n'est pas question dans l'IRA de "tolérance" à l'égard de la présence

---

[353] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 157, note de bas de page 140, faisant référence à la première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 4.33 et 4.39.
[354] *(note de bas de page de l'original)* NIMP n° 4, page 37.
[355] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 157.
[356] *(note de bas de page de l'original)* Rapport IRA final, partie B, page 106.
[357] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 157.
[358] Réponse de l'Australie à la question n° 36 du Groupe spécial après la première réunion de fond.
[359] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 158.
[360] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 159.
[361] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 158.
[362] *(note de bas de page de l'original)* NIMP n° 22, page 265.
[363] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 158.
[364] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 159.
[365] Réponse de la Nouvelle-Zélande à la question n° 33 du Groupe spécial après la première réunion de fond.
[366] Réponse de la Nouvelle-Zélande à la question n° 34 du Groupe spécial après la première réunion de fond.
[367] *Ibid.*
[368] *Ibid.*

d'*E. amylovora* et [elle] rejette la tentative *post facto* de l'Australie, dans sa première communication écrite, de lier les mesures 1 et 2 au concept de faible prévalence de parasites".[369]

2.110 Dans sa réponse à une question du Groupe spécial, la Nouvelle-Zélande fait valoir également que la prescription relative aux "zones exemptes de symptômes de la maladie" au titre de la mesure 1 (feu bactérien) est semblable à la prescription concernant les "lieux de production exempts de parasites" au titre de la mesure 9 (chancre européen).[370] La raison avancée par la Nouvelle-Zélande est la suivante:

> "Les deux [mesures 1 et 9] exigent que des inspections visuelles soient effectuées pour détecter les symptômes de la maladie, et aboutissent à l'exclusion du verger en cas de détection de tout symptôme. La prescription relative aux inspections illustre le fait que la détection des symptômes d'une maladie est la façon logique et pratique de détecter la présence de cette maladie."[371]

2.111 La Nouvelle-Zélande ajoute que les mesures 1 et 9 devraient être "différenciées de l'expression "zone exempte" telle qu'elle est définie dans la NIMP n° 4" parce que l'"[a]pplication d'une mesure exigeant que le produit provienne d'une "zone exempte" nécessiterait la mise en place par le MAFNZ de systèmes permettant d'établir, de maintenir et de vérifier l'absence des pathogènes *E. amylovora* ou *N. galligena* dans cette zone".[372]

2.112 Inversement, dans sa réponse à une question du Groupe spécial après la première réunion de fond, l'Australie fait la distinction entre la mesure 1 et la mesure 9, faisant valoir que ses "mesures pour le feu bactérien sont fondées sur la NIMP n° 22 et ses mesures pour le chancre européen sont fondées sur la NIMP n° 10".[373] Elle ajoute qu'"[e]n ce qui concerne le feu bactérien, [elle] exige une "zone à faible prévalence de parasites" … ([et que] la Nouvelle-Zélande utilise parfois l'expression "zone exempte" pour désigner cette prescription)"[374], mais qu'"[e]n ce qui concerne le chancre européen, [elle] exige des "lieux de production exempts"".[375] Elle réaffirme la distinction qu'elle a faite précédemment entre l'absence de parasites et l'absence de symptômes:

> "Les concepts de "zones exemptes" et de "lieux de production exempts" renvoient tous deux à l'absence complète d'un parasite dans un lieu géographique particulier. En revanche, une "zone à faible prévalence de parasites" suppose que le parasite peut être présent à un certain niveau dans la zone géographique – mais qu'il existe à un niveau spécifié. Dans le cas de la mesure de l'Australie concernant le feu bactérien, la

---

[369] Réponse de la Nouvelle-Zélande à la question n° 33 du Groupe spécial après la première réunion de fond.

[370] Réponse de la Nouvelle-Zélande à la question n° 35 du Groupe spécial après la première réunion de fond. Dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, la Nouvelle-Zélande décrit la mesure 9 comme étant "[l]a prescription voulant que les pommes proviennent de vergers/blocs d'exportation exempts de chancre européen (lieux de production exempts de parasites)". *Australie – Pommes*, Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande (WT/DS367/5), jointe en tant qu'annexe A-1 au présent rapport, 7 décembre 2007, page 2.

[371] Réponse de la Nouvelle-Zélande à la question n° 35 du Groupe spécial après la première réunion de fond.

[372] *Ibid*.

[373] Réponse de l'Australie à la question n° 36 du Groupe spécial après la première réunion de fond. (notes de bas de page omises)

[374] *Ibid.* (notes de bas de page omises)

[375] *Ibid.* (notes de bas de page omises)

> zone à faible prévalence est déterminée par le fait qu'aucun symptôme n'est détecté pendant l'inspection visuelle."[376]

2.113 Le Groupe spécial ne juge pas nécessaire de déterminer la NIMP à laquelle la mesure 1 pourrait correspondre ou dont elle devrait se distinguer. Il n'est pas non plus nécessaire qu'il évalue si les parties ont utilisé correctement l'expression "zone exempte" lorsqu'elles ont décrit la mesure 1 dans leurs communications, ou si, comme la Nouvelle-Zélande le fait valoir, les mesures 1 et 9 sont semblables.

2.114 La question dont le Groupe spécial est saisi est de savoir si la mesure 1 est en substance une prescription imposant l'absence d'*E. amylovora* ou l'absence de symptômes du feu bactérien, et si la Nouvelle-Zélande décrit cela correctement dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial.

2.115 S'agissant du premier aspect de cette question, il ne peut y avoir aucun doute que l'IRA exige l'absence de symptômes, non l'absence d'*E. amylovora*. En fait, dans la partie à laquelle la Nouvelle-Zélande fait référence, l'IRA décrit la mesure 1 comme une prescription imposant "des zones/une zone exempte(s) de symptômes de la maladie"[377], et définit cette zone comme "un lieu de production (un verger géré comme une unité en soi) ou un site de production (un bloc déterminé à l'intérieur d'un verger) pour lequel l'absence de symptômes du feu bactérien est établie, maintenue et vérifiée par le MAFNZ".[378] D'autres références à la même prescription figurant dans l'IRA sont également explicites en ce qui concerne l'absence de symptômes.[379] La description faite dans l'IRA de la mesure 2, immédiatement après la description de la mesure 1, indique aussi clairement que la prescription relative à l'inspection liée à la mesure 1 concerne une inspection visant à vérifier l'absence de symptômes, non l'absence de parasite.[380]

2.116 Le Groupe spécial note que l'IRA distingue les symptômes des parasites. Dans le contexte de la définition du terme "asymptomatique", l'IRA assimile les symptômes à "toute indication visible de maladie par réaction de l'hôte, par exemple chancre, tache foliaire, flétrissement".[381] Parallèlement, l'IRA définit le terme "parasite" comme suit:

> "Terme collectif utilisé pour désigner les insectes nuisibles, les maladies des végétaux, les virus, les bactéries et les champignons susceptibles de causer des dommages aux végétaux. La définition formelle utilisée est celle qui est fournie dans la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV): toute espèce, souche ou biotype de végétal, d'animal ou d'agent pathogène nuisible pour les végétaux ou produits végétaux."[382]

2.117 Les parties admettent que l'absence de symptômes et l'absence du parasite sont des concepts distincts dans le contexte du feu bactérien.[383] Les experts confirment également la validité et l'importance de cette distinction. Ils expliquent que l'absence du parasite et l'absence de symptômes sont deux concepts distincts dans le contexte du feu bactérien et des vergers de pommiers parce qu'à

---

[376] *Ibid.* (notes de bas de page omises)
[377] IRA de l'Australie, partie B, page 106.
[378] *Ibid*.
[379] Voir IRA de l'Australie, partie B, pages 110 à 116 et 316.
[380] IRA de l'Australie, partie B, page 106. Voir aussi, *ibid.*, page 316.
[381] IRA de l'Australie, partie B, page 346.
[382] IRA de l'Australie, partie B, page 340.
[383] Voir la réponse de la Nouvelle-Zélande à la question n° 34 du Groupe spécial après la première réunion de fond, la première communication écrite de l'Australie, paragraphe 157 et la réponse de l'Australie à la question n° 36 du Groupe spécial après la première réunion de fond.

des moments spécifiques la bactérie pourrait être présente dans le verger (ou dans des hôtes du voisinage) sans qu'il y ait des symptômes visibles du feu bactérien.[384]

2.118 Comme l'Australie le fait valoir, un corollaire d'une prescription relative à l'absence de symptômes, par opposition à une prescription relative à l'absence du parasite, est que l'absence de symptômes implique une certaine tolérance vis-à-vis du parasite dans le verger en question. M. Paulin explique que, logiquement, l'IRA doit prévoir une telle tolérance à l'égard du feu bactérien:

> "L'IRA indique qu'il n'est pas possible de prouver qu'une zone située dans les régions productrices de pommes de Nouvelle-Zélande est exempte de feu bactérien. Si cela est correct, les prescriptions sont fondées sur l'hypothèse qu'aucun verger produisant des pommes d'exportation n'est exempt de feu bactérien (ou ne l'a été au cours des 50 dernières années): en conséquence, l'IRA prévoit un certain niveau de tolérance."[385]

2.119 De fait, dans le contexte de l'étape 1 pour l'importation, l'IRA indique que:

> "[L]e feu bactérien causé par *E. amylovora* est très répandu en Nouvelle-Zélande et … la bactérie serait présente dans tous les vergers sur l'ensemble des principales zones de production. En conséquence, l'équipe chargée de l'IRA a décidé d'attribuer la valeur 1 à Imp 1 [c'est-à-dire l'étape 1 pour l'importation]."[386]

2.120 L'IRA fait ensuite une claire distinction entre l'absence de symptômes et l'absence de parasite, et explique que l'étape 1 pour l'importation concerne cette dernière:

> "Une partie prenante a indiqué que la valeur susmentionnée ne pouvait pas être justifiée, et a affirmé que les vergers sélectionnés en vue de l'exportation de fruits vers le Japon en 1994-1995 étaient exempts d'*E. amylovora*. Il est certes possible que ces vergers aient été exempts de symptômes, mais cela ne signifie pas qu'*E. amylovora* ait été absente. Imp 1 concerne la présence d'*E. amylovora* et non celle des symptômes de la maladie."[387]

2.121 En outre, avant d'énoncer spécifiquement la mesure 1, l'IRA prévoit explicitement une tolérance à l'égard d'*E. amylovora* dans les vergers néo-zélandais:

> "L'obtention de pommes d'exportation dans des zones où l'absence d'*E. amylovora* a été établie, maintenue et vérifiée ("zones exemptes"), conformément aux directives décrites dans la NIMP n° 4: *Exigences pour l'établissement de zones indemnes* (FAO, 1996b), ramènerait la probabilité de plusieurs de ces étapes à un niveau "négligeable", et atténuerait ainsi les risques. Toutefois, cette option n'a pas été jugée réalisable du fait qu'*E. amylovora* est largement disséminée dans les zones de production de pommes en Nouvelle-Zélande et qu'il n'existe aucun moyen pratique de vérifier si des bactéries sont présentes ou non dans les vergers.

[384] Réponse de M. Deckers à la question n° 8 du Groupe spécial, dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 64; réponse de M. Paulin à la question n° 8 du Groupe spécial, dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphes 65 à 71.

[385] Réponse de M. Paulin à la question n° 8 du Groupe spécial dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 65.

[386] IRA de l'Australie, partie B, pages 53 et 54.

[387] IRA de l'Australie, partie B, page 55.

> Toutefois, l'absence de symptômes du feu bactérien peut être maintenue dans certains des vergers de pommiers néo-zélandais ("zones exemptes de symptômes de la maladie") par le recours à diverses pratiques de gestion. On sait que les quantités de bactéries associées aux fruits sont plus faibles dans ces vergers que dans les vergers présentant des symptômes évidents. De même, il a été signalé que les traitements au chlore et leur l'entreposage frigorifique des pommes réduisaient le nombre de bactéries. En conséquence, les options suivantes ont été évaluées pour atténuer le risque de feu bactérien:
>
> - obtention des pommes d'exportation dans certains vergers, exempts de symptômes du feu bactérien (zones exemptes de symptômes de la maladie);
> - désinsfestation des pommes d'exportation par immersion dans une solution chlorée ayant une concentration de 100 ppm de chlore et un pH de 5 à 6 pendant une minute (traitement au chlore) ou par tout autre traitement désinfectant adéquat;
> - stockage des pommes d'exportation à une température de 0 à 4 °C pendant six semaines (stockage);
> - combinaisons impliquant des zones exemptes de symptômes de la maladie, le traitement au chlore et le stockage (approche systémique)."[388]

2.122 La description de la mesure 1 que donne la Nouvelle-Zélande dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial fait aussi spécifiquement état de "zones exemptes de symptômes du feu bactérien"[389] et non exemptes d'*E. amylovora*.

2.123 À la lumière de ce qui précède, en tant que point de fait, le Groupe spécial partage l'avis de l'Australie selon lequel la mesure 1 est en substance une prescription imposant l'absence de symptômes du feu bactérien et non l'absence d'*E. amylovora*. Le Groupe spécial partage donc également l'avis de la Nouvelle-Zélande selon lequel "la Nouvelle-Zélande a correctement présenté la mesure pertinente en cause (mesure 1) dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial comme étant la prescription voulant que les pommes proviennent de zones exemptes de symptômes du feu bactérien".[390]

b) Mesure 4

2.124 Dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, la Nouvelle-Zélande désigne la mesure 4 comme étant "[t]he requirement that an orchard/block be suspended for the season on the basis that any evidence of pruning or other activities carried out before the inspection could constitute an attempt to remove or hide symptoms of fire blight" ([l]a prescription voulant qu'un verger/bloc fasse l'objet d'une suspension pour la saison au motif qu'il y a des éléments indiquant que les arbres ont été taillés ou que d'autres activités ont eu lieu avant l'inspection, qui pourraient constituer une tentative d'éliminer ou de cacher des symptômes du feu bactérien).[391] Dans sa première

---

[388] IRA de l'Australie, partie B, pages 105 et 106. (non souligné dans l'original)

[389] *Australie – Pommes*, Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande (WT/DS367/5), 7 décembre 2007, jointe en tant qu'annexe A-1 au présent rapport, page 1.

[390] Réponse de la Nouvelle-Zélande à la question n° 33 du Groupe spécial après la première réunion de fond.

[391] *Australie – Pommes*, Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande (WT/DS367/5), 7 décembre 2007, jointe en tant qu'annexe A-1 au présent rapport, page 2.

communication écrite, la Nouvelle-Zélande lie la mesure 4 à la page 316 de la partie B de l'IRA[392] dont la partie pertinente dispose que "[a]ny evidence of pruning or other activities carried out before the inspection *that* could constitute an attempt to remove or hide symptoms of fire blight would result in the suspension of the orchard/block for the season" ([t]ous éléments indiquant des opérations de taille ou d'autres activités ayant eu lieu avant l'inspection, qui pourraient constituer une tentative d'éliminer ou de cacher des symptômes du feu bactérien entraîneraient la suspension du verger ou du bloc pour la saison).[393]

2.125 L'Australie fait valoir que "la Nouvelle-Zélande a mal compris la prescription relative au feu bactérien en ce qui concerne la taille".[394] Elle fait remarquer que, dans la version anglaise, le passage de l'IRA cité ci-dessus contient le mot "that" qui ne figure pas dans la partie pertinente de la description de la mesure 4 par la Nouvelle-Zélande. L'Australie soutient que "l'omission par la Nouvelle-Zélande du mot "that" modifie le caractère de cette prescription"[395]:

> "La prescription imposée par l'Australie ne signifie pas que *tous* éléments indiquant qu'une taille a été effectuée avant l'inspection *seront* considérés par l'Australie comme une tentative d'éliminer des symptômes du feu bactérien, entraînant automatiquement la suspension de ce verger/bloc pour la saison. Un verger/bloc serait suspendu quand il y a des éléments indiquant qu'une taille a été effectuée avant l'inspection uniquement *si* les fonctionnaires de l'AQIS pensent que, dans ce cas, la taille était peut-être une tentative de cacher des symptômes du feu bactérien."[396]

Selon l'Australie, la mesure 4 n'est pas une "prescription imposant de ne pas tailler", comme la Nouvelle-Zélande le fait valoir; "[l]a seule prescription est que la taille ne serve pas à cacher les symptômes du feu bactérien dans les vergers".[397]

2.126 La Nouvelle-Zélande reconnaît que la description de la mesure figurant dans l'IRA, inclut le mot "that", mais ne partage pas l'avis selon lequel l'inclusion de ce mot entraîne une quelconque modification du sens de la mesure.[398] Elle fait valoir que la taille peut aussi des buts légitimes: c'est une bonne pratique agricole nécessaire à l'hygiène du verger, ainsi qu'une méthode importante de lutte contre le feu bactérien.[399] En conséquence, "il n'est pas possible de déterminer le but de la taille par une inspection visuelle d'un pommier"[400]:

> "[L]a prescription énoncée dans l'IRA équivaut à une suspension automatique en cas de découverte d'éléments indiquant qu'une taille a été effectuée. Cela est renforcé par le caractère permissif du reste de la phrase: "*pourraient* constituer une tentative d'éliminer ou de cacher des symptômes du feu bactérien"."[401]

---

[392] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.83, note de bas de page 81.
[393] IRA de l'Australie, partie B, page 316 (pas d'italique dans l'original).
[394] Première communication écrite de l'Australie, page 70.
[395] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 163 (note de bas de page omise).
[396] *Ibid.* (italique dans l'original; note de bas de page omise).
[397] Réponse de l'Australie à la question n° 39 du Groupe spécial après la première réunion de fond.
[398] Réponse de la Nouvelle-Zélande à la question n° 37 du Groupe spécial après la première réunion de fond. Voir aussi la réponse de la Nouvelle-Zélande à la question n° 38 du Groupe spécial après la première réunion de fond.
[399] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.38.
[400] Réponse de la Nouvelle-Zélande à la question n° 39 du Groupe spécial après la première réunion de fond.
[401] Réponse de la Nouvelle-Zélande à la question n° 38 du Groupe spécial après la première réunion de fond.

2.127 L'Australie convient qu'"il n'est pas possible de déterminer par une inspection visuelle, en soi, si la taille … a été effectuée "pour tenter d'éliminer ou de cacher des symptômes du feu bactérien" ou à des fins de conduite du verger".[402] Elle fait valoir cependant qu'"il est possible de se faire une opinion concernant une éventuelle tentative d'éliminer ou de cacher des symptômes du feu bactérien s'il y a eu une taille qui n'est pas compatible avec les bonnes pratiques de l'arboriculture fruitière".[403]

2.128 La Nouvelle-Zélande considère que, par cette déclaration, l'Australie "concède" qu'"il n'est pas possible de déterminer par une inspection visuelle si la taille d'un pommier a été effectuée "pour tenter d'éliminer ou de cacher des symptômes du feu bactérien" ou à des fins de conduite du verger".[404]

2.129 Dans leurs réponses au Groupe spécial, les experts expliquent que la taille est une procédure standard pendant la période de dormance hivernale. M. Paulin indique que "la taille d'hiver est une procédure standard en arboriculture"[405], et M. Deckers fait référence aux "mesures standard de taille qui sont mises en œuvre pendant la saison de repos végétatif".[406]

2.130 Concernant la taille durant la saison de croissance, M. Deckers explique que:

> "La taille visant à éliminer les infections de feu bactérien pendant la saison de croissance est une mesure de lutte adoptée dans de nombreux pays pour maintenir la maladie sous contrôle dans un verger. Cela ne devrait pas être considéré comme un moyen de cacher les infections par le feu bactérien parce que cette taille des organes infectés par le feu bactérien pendant la saison est facile à distinguer de la taille classique effectuée pendant la saison de repos végétatif."[407]

2.131 M. Deckers indique en conclusion que "[l]a suspension des exportations, lorsqu'une taille récente d'organes atteints par le feu bactérien a été observée dans un verger, semble être une mesure logique dans le cadre de l'IRA".[408]

2.132 M. Paulin donne une réponse plus nuancée en ce qui concerne la taille pendant la saison de croissance. Il ne dit pas explicitement s'il est facile ou non de faire visuellement la distinction entre la taille destinée à cacher des symptômes du feu bactérien et d'autres types de taille. En fait, il appelle la mesure 4 une "interdiction de tailler".[409] Néanmoins, il perçoit une certaine logique dans la mesure 4, mais uniquement "si [l'IRA] limite l'interdiction de tailler les arbres des vergers d'exportation aux opérations de taille qui ont lieu *après le début de la période de floraison*".[410] Il ajoute que "la suspension des exportations est judicieusement fondée sur la preuve de cette taille *tardive*"[411], sous-entendant qu'il est possible de faire la distinction entre "la preuve de cette taille *tardive*" et

---

[402] Réponse de l'Australie à la question n° 39 du Groupe spécial après la première réunion de fond.
[403] *Ibid.*
[404] Réponse de la Nouvelle-Zélande à la question n° 68 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond. Voir aussi les observations de la Nouvelle-Zélande sur la réponse de l'Australie à la question n° 68 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond.
[405] Réponse de M. Paulin à la question n° 9 du Groupe spécial dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 75.
[406] Réponse de M. Deckers à la question n° 9 du Groupe spécial dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 72.
[407] *Ibid.*
[408] *Ibid.*
[409] Réponse de M. Paulin à la question n° 9 du Groupe spécial dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 74.
[410] *Ibid.* (italique dans l'original)
[411] Réponse de M. Paulin à la question n° 9 du Groupe spécial dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 75.

d'autres types de taille, plus classiques. M. Paulin explique la logique de cette réponse en se référant au cycle annuel de développement du feu bactérien et aux symptômes de cette maladie dans les vergers de pommiers:

> "[L]es symptômes du feu bactérien apparaissent au printemps et au début de l'été, associés à la présence de fleurs, puis de pousses en phase de croissance vigoureuse. La principale époque d'infection est la période de floraison. Si un verger est infecté au printemps ou au début de l'été, le développement des symptômes s'arrêtera en été et en automne. Si une taille des arbres est effectuée pour supprimer les symptômes, le verger pourrait très bien avoir une apparence asymptomatique alors qu'en fait il a présenté une activité de la maladie (et donc une production d'exsudat contenant des bactéries), ce qui pourrait avoir des conséquences en matière d'infestation des fruits. Il reste en outre possible qu'une reprise de l'activité de la maladie ait lieu après l'inspection, mais avant la cueillette."[412]

2.133 Dans ses observations sur les réponses des experts, la Nouvelle-Zélande fait remarquer que "la réponse de M. Deckers est que la taille des organes infectés est une pratique standard compatible avec une bonne conduite du verger".[413] Concernant les autres points de la réponse pertinente de M. Deckers, la Nouvelle-Zélande fait valoir que "la réponse de M. Deckers … ne traite pas le véritable problème, qui est de savoir s'il est ou non possible d'établir par une inspection visuelle si la taille d'un pommier a été effectuée "pour tenter d'éliminer ou de cacher des symptômes du feu bactérien" ou à des fins de conduite du verger".[414] En fait, la Nouvelle-Zélande estime que "le point de savoir si "cette taille des organes infectés par le feu bactérien pendant la saison [de croissance] est facile à distinguer de la taille classique effectuée pendant la saison de repos végétatif" dépend de la date de l'inspection".[415] Compte tenu de la concession alléguée de l'Australie citée plus haut, la Nouvelle-Zélande ajoute que "l'Australie n'a pas exposé de façon adéquate la manière dont ... la mesure 4 pourrait être mise en œuvre".[416]

2.134 Inversement, l'Australie pense comme M. Deckers "qu'il est possible de faire la distinction entre une taille d'organes infectés par le feu bactérien effectuée pendant la saison, en particulier avant l'inspection, et des opérations de taille standard réalisées par les arboriculteurs pendant la saison "de repos végétatif"".[417] Elle ajoute que "[l']équipe chargée de l'IRA en a tenu compte"[418] et renvoie à la page 114 de l'IRA[419] où il est dit que "le but de l'inspection était de s'assurer que le feu bactérien n'était pas actif dans le verger aux premiers stades du développement des fruits et de réduire par conséquent la probabilité qu'*E. amylovora* soit présente dans les calices des pommes mûres".[420] L'origine de la mesure 4 est également expliquée à la même page de l'IRA:

> "L'élimination du matériel végétal infecté, immédiatement avant l'inspection, était une préoccupation mise en avant par certaines parties prenantes. Elles ont suggéré que tout arboriculteur ayant recours à la pratique consistant à tailler pour éliminer l'inoculum avant l'inspection ne devrait pas être autorisé à prendre part au programme d'exportation. L'équipe chargée de l'IRA admet que des blocs d'où l'on aurait réussi à

---

[412] Réponse de M. Paulin à la question n° 9 du Groupe spécial dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 73.

[413] Réponse de la Nouvelle-Zélande à la question n° 68 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond.

[414] *Ibid.*

[415] *Ibid.*

[416] *Ibid.*

[417] Réponse de l'Australie à la question n° 68 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond.

[418] *Ibid.*

[419] *Ibid.*, note de bas de page 328.

[420] IRA de l'Australie, partie B, page 114.

> éliminer tout matériel végétal présentant des traces visibles d'infection avant l'inspection pourraient satisfaire à cette inspection alors qu'ils auraient dû être rejetés. Étant donné les coûts de main-d'œuvre impliqués, l'équipe chargée de l'IRA doute de la viabilité commerciale d'une telle tâche, mais a toutefois modifié le cadre de la gestion du risque afin de tenir compte de ce problème."[421]

2.135 L'Australie souligne qu'en fait:

> "Le problème essentiel en matière de taille ne concerne pas la saison *de repos végétatif*. La question pertinente est la capacité de *cacher les symptômes* du feu bactérien en taillant le matériel qui présente ces symptômes au début de la phase de *croissance*, juste avant l'inspection du verger."[422]

2.136 Quant au caractère de la mesure qui n'est pas suffisamment spécifique, l'Australie explique que l'objectif de l'IRA n'était pas censé indiquer toutes les modalités de la mise en œuvre de la mesure 4:

> "[L]es modalités de fonctionnement relatives à la manière de distinguer les différents types de taille feraient partie des modes opératoires normalisés et des programmes de travail qui devront être mis au point par la Nouvelle-Zélande et approuvés par l'Australie.
>
> L'Australie estime qu'il existe plusieurs procédures qui permettraient de résoudre cette situation, parmi lesquelles il pourrait y avoir des prescriptions relatives à la date de la taille, ou l'obligation de laisser les branches taillées au pied des arbres pour qu'elles puissent être examinées au moment de l'inspection."[423]

2.137 Faisant des observations sur ces arguments de l'Australie, la Nouvelle-Zélande admet "que le problème essentiel concernant la mesure de l'Australie en matière de taille ne concerne pas la saison *de repos végétatif*".[424]

2.138 Pour déterminer la nature de la mesure 4 et savoir si la Nouvelle-Zélande l'a mal comprise, le Groupe spécial doit examiner le passage pertinent de l'IRA, auquel la Nouvelle-Zélande s'est également référée:

> "Tous éléments indiquant des opérations de taille ou d'autres activités ayant eu lieu avant l'inspection qui pourraient constituer une tentative d'éliminer ou de cacher des symptômes du feu bactérien entraîneraient la suspension du verger/bloc pour la saison."[425]

2.139 La Nouvelle-Zélande a raison de considérer que le simple examen de ce libellé ne permet pas de dire si l'expression "opérations de taille" est qualifiée par le membre de phrase "ayant eu lieu avant l'inspection qui pourraient constituer une tentative d'éliminer ou de cacher des symptômes du feu bactérien entraîneraient la suspension du verger/bloc pour la saison" se rapporte au mot "taille", ou si ce dernier qualifie uniquement l'expression "d'autres activités". Il se peut même, – bien qu'il soit là encore impossible de le dire avec certitude sur la base du simple libellé de ce passage de l'IRA – que le membre de phrase "ayant eu lieu avant l'inspection" se rapporte uniquement à "d'autres activités" et

---

[421] *Ibid.*

[422] Réponse de l'Australie à la question n° 68 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond.

[423] *Ibid*.

[424] Observations de la Nouvelle-Zélande sur la réponse de l'Australie à la question n° 68 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond.

[425] IRA de l'Australie, partie B, page 316. (italique dans l'original)

que le membre de phrase "qui pourraient constituer une tentative d'éliminer ou de cacher des symptômes du feu bactérien" qualifie à la fois "opérations de taille" et "d'autres activités ayant eu lieu avant l'inspection". Le Groupe spécial partage également l'avis de la Nouvelle-Zélande sur le fait que l'utilisation du mot "pourraient" dans le membre de phrase "*pourraient* constituer une tentative d'éliminer ou de cacher des symptômes du feu bactérien" accroît la latitude de l'inspecteur et la portée de la mesure 4.

2.140 Néanmoins, le Groupe spécial note que le passage susmentionné de l'IRA énonçant la mesure 4 suit immédiatement la description de la mesure 1 ("La détection de tout symptôme visuel du feu bactérien entraînerait la suspension du verger/bloc pour la saison."[426]). Cette description suit à son tour immédiatement l'énoncé dans l'IRA de la prescription de en matière d'inspection au titre de la mesure 2:

> "Les vergers seront inspectés avec une intensité permettant, avec un niveau de confiance de 95 pour cent, de détecter les symptômes visuels si 1 pour cent des arbres en sont porteurs. Cette inspection devrait avoir lieu dans les quatre à sept semaines suivant la floraison, moment où les conditions pour le développement du feu bactérien sont susceptibles d'être optimales. Le MAFNZ doit fournir des précisions sur la méthode d'inspection proposée, y compris une analyse montrant que la méthode assurera l'efficacité requise, avant le début des exportations. Cette analyse doit traiter de questions pratiques comme la visibilité des symptômes dans la partie supérieure des arbres, le temps d'inspection nécessaire et le nombre d'arbres à inspecter pour atteindre le niveau d'efficacité, ainsi que la formation et la certification des inspecteurs. Le système proposé devra être approuvé avant le début des échanges commerciaux.
>
> Une partie prenante a allégué que le régime d'inspection proposé signifierait qu'uniquement 300 arbres seraient inspectés. L'équipe chargée de l'IRA fait remarquer que cela pourrait bien être le cas si l'efficacité de l'inspection était de 100 pour cent pour chaque arbre, mais non si l'efficacité était inférieure. Le MAFNZ doit fournir des précisions concernant le régime d'inspection et une analyse de la manière dont ce régime assure l'efficacité globale requise (voir plus haut)."[427]

2.141 Comme l'indique le titre de la partie pertinente de l'IRA ("Symptômes du feu bactérien"[428]), ces passages et, en conséquence, les mesures qui y sont énoncées, sont étroitement liés les uns aux autres car ils concernent tous les symptômes du feu bactérien. La mesure 4 concerne la dissimulation des symptômes du feu bactérien par l'exportateur, puisque que cela pourrait compromettre l'inspection au titre de la mesure 2 ainsi que la suspension des vergers où des symptômes visuels du feu bactérien sont détectés pendant l'inspection (mesure 1). Comme l'indique l'IRA: "des blocs d'où l'on aurait réussi à éliminer tout matériel végétal présentant des traces visibles d'infection avant l'inspection pourraient satisfaire à cette inspection alors qu'ils auraient dû être rejetés."[429]

2.142 En conséquence, le Groupe spécial juge raisonnable de conclure, en tant que point de fait, que l'expression "opérations de taille" dans le passage de l'IRA énonçant la mesure 4 est qualifiée par le membre de phrase "qui pourraient constituer une tentative d'éliminer ou de cacher des symptômes du feu bactérien".[430]

---

[426] *Ibid.* (italique dans l'original)
[427] IRA de l'Australie, partie B, page 316.
[428] *Ibid.*
[429] IRA de l'Australie, partie B, page 114.
[430] IRA de l'Australie, partie B, page 316. (pas de guillemets dans l'original)

2.143 De même, l'expression "opérations de taille" est qualifiée par le membre de phrase "ayant eu lieu avant l'inspection". La mesure 4 est étroitement liée à la mesure 2: il est expliqué dans l'IRA que "[l]'élimination du matériel végétal infecté immédiatement avant l'inspection était une préoccupation" que partageait l'équipe chargée de l'IRA.[431]

2.144 L'IRA rejette explicitement une préoccupation exprimée par une partie prenante lors de l'élaboration de l'évaluation en ce qui concerne les infections par le feu bactérien survenues pendant les saisons de croissance précédentes (infections qui auraient fait l'objet d'une taille pendant l'hiver précédant immédiatement la saison de croissance en cours):

> "[L]e but de l'inspection était de s'assurer que le feu bactérien n'était pas actif dans le verger aux premiers stades du développement des fruits et de réduire par conséquent la probabilité qu'*E. amylovora* soit présente dans les calices des pommes mûres. À cet égard, l'historique du verger en matière de feu bactérien est dénué de pertinence tant que le processus d'inspection montre que le feu bactérien n'est pas actif dans le verger au moment critique où l'infestation du calice par *E. amylovora* se produit."[432]

Ainsi, l'IRA confirme également la non-pertinence de toutes opérations de taille effectuées pendant la saison de repos végétatif pour la mesure 4, question sur laquelle les deux parties sont tombées d'accord.[433]

2.145 Conformément à ce but de l'inspection au titre de la mesure 2, le moment de l'inspection est également plutôt bien défini dans l'IRA. À la même page et dans la même section où est énoncée la mesure 4, l'IRA établit les éléments essentiels de la mesure 2, en particulier le choix spécifique de la date:

> "Les vergers seront inspectés avec une intensité permettant, avec un niveau de confiance de 95 pour cent, de détecter les symptômes visuels si 1 pour cent des arbres en sont porteurs. Cette inspection devrait avoir lieu dans les quatre à sept semaines suivant la floraison, moment où les conditions pour le développement le feu bactérien sont susceptibles d'être optimales."[434]

2.146 Comme l'Australie le fait valoir, l'IRA ne spécifie pas tous les éléments de la mesure 4 et, dans les limites fixées dans le texte, laisse à la Nouvelle-Zélande une certaine marge de manœuvre pour proposer les détails de la mise en œuvre de cette mesure:

> "Le MAFNZ doit fournir des précisions sur la méthode d'inspection proposée, y compris une analyse montrant que la méthode assurera l'efficacité requise, avant le début des exportations. Cette analyse doit traiter de questions pratiques comme la visibilité des symptômes dans la partie supérieure des arbres, le temps d'inspection nécessaire et le nombre d'arbres à inspecter pour atteindre le niveau d'efficacité, ainsi que la formation et la certification des inspecteurs. Le système proposé devra être approuvé avant le début des échanges commerciaux."[435]

---

[431] IRA de l'Australie, partie B, page 114.
[432] *Ibid.*
[433] Voir plus haut les paragraphes 2.135 et 2.137. Réponse de l'Australie à la question n° 68 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond; observations de la Nouvelle-Zélande sur la réponse de l'Australie à la question n° 68 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond.
[434] IRA de l'Australie, partie B, page 316.
[435] *Ibid*.

Comme il est indiqué ci-dessus, la prescription énoncée dans l'IRA et exigeant que la Nouvelle-Zélande élabore un manuel de conduite et un programme de travail englobe les "modalités de fonctionnement concernant … la méthode ... d'inspection".[436]

2.147 Bien que l'IRA ne spécifie pas chaque détail de la mesure 4, il expose effectivement certains éléments clés de cette mesure. Surtout, il indique clairement qu'elle ne vise pas l'ensemble des opérations de taille, ni la taille en tant que telle. L'IRA ne considère pas que la taille effectuée avant la saison de croissance pose un problème ou est pertinente. En fait, l'IRA a tenu compte des pratiques suivantes de "[g]estion du verger"[437] en Nouvelle-Zélande:

> "Selon le Manuel du programme de production fruitière intégrée (MAFNZ, 2005a), la pratique commerciale standard fait appel à une combinaison de mesures recommandées pour la gestion du feu bactérien en Nouvelle-Zélande, y compris:
>
> - la taille des pousses et des chancres infectés pendant l'hiver
>
> ...
>
> Les pratiques de gestion du verger indiquées visent à éliminer l'inoculum ou à en réduire la quantité avant que ne s'installent des conditions favorables à la dissémination du feu bactérien. La non-application d'une combinaison des mesures susmentionnées pourrait entraîner un accroissement de l'incidence et de la gravité de la maladie qui pourrait affecter la qualité des fruits et faire baisser le rendement. Par conséquent, il est probable que les vergers d'exportation appliqueront ces procédures pour des raisons commerciales."[438]

2.148 Par ailleurs, l'IRA explique d'une manière générale dans le contexte de la "lutte"[439] contre le feu bactérien, que "[l]a plupart des arboriculteurs éliminent habituellement autant de branches infectées que possible pendant la saison de repos végétatif afin de réduire la quantité d'inoculum primaire et également de maintenir une proportion élevée de rameaux à fruits et de contrôler la hauteur et la forme des arbres".[440]

2.149 S'agissant de la taille pendant la saison de croissance, une lecture attentive de l'IRA éclaire la préoccupation essentielle à la base de ce rapport, à savoir que "des blocs d'où l'on aurait réussi à éliminer tout matériel végétal présentant des traces visibles d'infection avant l'inspection pourraient satisfaire à cette inspection alors qu'ils auraient dû être rejetés"[441], et l'importance qu'elle attache, de ce fait, à la taille pendant la période spécifique des "premiers stades du développement des fruits"[442] avant l'inspection qui "[ayant] lieu dans les quatre à sept semaines suivant la floraison".[443]

2.150 L'IRA relève l'opération de taille suivante pratiquée en Nouvelle-Zélande pendant la saison de croissance suivant le Manuel du programme de production fruitière intégrée du MAFNZ susmentionné:

> "[I]nspection fréquente du verger, spécialement entre la floraison et le milieu de l'été, visant à détecter les signes d'infection des bourgeons ou des pousses; taille et

[436] IRA de l'Australie, partie B, page 314.
[437] IRA de l'Australie, partie B, page 54.
[438] IRA de l'Australie, partie B, page 54.
[439] IRA de l'Australie, partie C, page 119.
[440] *Ibid*.
[441] IRA de l'Australie, partie B, page 114.
[442] *Ibid*.
[443] IRA de l'Australie, partie B, page 316.

> élimination par le feu de tout matériel infecté au moment de la détection (À noter que l'élimination du matériel infecté avant l'inspection proposée visant à détecter la présence de feu bactérien ne sera pas autorisée dans les vergers d'exportation enregistrés – voir plus loin la section sur la gestion du risque et le cadre opérationnel)."[444]

2.151 S'agissant de l'inspection visuelle, les experts confirment qu'il est possible de distinguer, au moyen d'une inspection visuelle, "des opérations de taille … qui pourraient constituer une tentative d'éliminer ou de cacher des symptômes du feu bactérien" d'opérations de taille classiques effectuées pendant la saison de repos végétatif. Quant à la possibilité de faire une distinction semblable dans le contexte des opérations de taille pendant la saison de croissance au moyen d'une inspection visuelle ayant lieu dans les quatre à sept semaines suivant la floraison, le Groupe spécial estime que ce n'est pas directement une question pour ce qui est d'établir la nature exacte de la mesure à l'examen en l'espèce en tant que mesure 4. Cette question est plus étroitement liée à la mesure 2 dont la description donnée par la Nouvelle-Zélande n'a pas été contestée par l'Australie. Dans le contexte de la mesure 4, la question de la faisabilité de l'inspection visuelle est davantage liée au point de savoir si la mesure 4 elle-même est viable et peut être objectivement justifiée. En conséquence, le Groupe spécial la traitera dans la section du présent rapport relative aux constatations, si besoin est. À ce stade, le Groupe spécial note simplement que la possibilité de distinguer, au moyen d'une inspection visuelle, les opérations de taille qui pourraient constituer une tentative de cacher des symptômes de feu bactérien dépendrait en partie des modalités d'inspection effectives dont les parties devraient convenir dans le cadre du manuel de conduite et du programme de travail.

c) Mesure 11

2.152 Dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, la Nouvelle-Zélande désigne la mesure 11 comme étant: "[L]a prescription voulant que tout le nouveau matériel de reproduction soit soigneusement examiné et traité contre le chancre européen".[445] Dans sa première communication écrite, la Nouvelle-Zélande lie la mesure 11 à la page 154 de la partie B de l'IRA.[446]

2.153 L'Australie fait référence au passage ci-après de la même page de l'IRA, faisant valoir qu'il montre que "la Nouvelle-Zélande a présenté de manière erronée la prescription relative au chancre européen en ce qui concerne le matériel de reproduction"[447]:

> "Tout le nouveau matériel de reproduction doit être soigneusement examiné, et des pratiques culturales et des pulvérisations de fongicides appropriées doivent être utilisées pour réduire au minimum la probabilité d'infections par le chancre."[448]

2.154 Après la première réunion de fond, le Groupe spécial a demandé "à l'Australie [d']explique[r] en quoi "soigneusement examiné et traité contre le chancre européen", selon la description donnée dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande, différait de "soigneusement examiné, et des pratiques culturales et des pulvérisations de fongicides appropriées [doivent être] utilisées pour réduire au minimum la probabilité d'infections par le chancre" selon la

---

[444] IRA de l'Australie, partie B, page 54.

[445] *Australie – Pommes*, Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande (WT/DS367/5), 7 décembre 2007, jointe en tant qu'Annexe A-1 au présent rapport, page 2.

[446] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.83, note de bas de page 88.

[447] Première communication écrite de l'Australie, page 80.

[448] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 165, faisant référence à l'IRA de l'Australie, partie B, page 154.

description apparemment donnée dans l'IRA de l'Australie à la page 154, partie B".[449] En réponse, l'Australie explique que:

> "[I]l peut n'y avoir aucune différence quant au fond entre les interprétations respectives de cette prescription par la Nouvelle-Zélande et l'Australie. Toutefois, l'Australie juge important que le Groupe spécial examine la mesure précise qu'elle impose effectivement, telle qu'elle est énoncée dans la section pertinente du Rapport IRA final, et formule des constatations à ce propos. C'est la raison de la clarification apportée par l'Australie.
>
> Dans sa version de la mesure, la Nouvelle-Zélande fait référence d'une manière générale au "traitement contre le chancre européen" du matériel de reproduction. Plus précisément, ce que l'Australie exige, c'est que "des pratiques culturales et des pulvérisations de fongicides appropriées [soient] utilisées pour réduire au minimum la probabilité d'infections par le chancre". Par exemple, un "traitement approprié" peut désigner une absence complète de traitement, comme c'est le cas lorsque le matériel de pépinière provient de zones dont on peut vérifier qu'elles sont exemptes de chancre européen."[450]

2.155 Le Groupe spécial note que l'Australie reconnaît qu'"il peut n'y avoir aucune différence quant au fond entre les interprétations respectives de cette prescription par la Nouvelle-Zélande et l'Australie"[451], et que l'Australie demande que le Groupe spécial "examine la mesure précise qu'elle impose effectivement, telle qu'elle est énoncée dans la section pertinente du Rapport IRA final, et formule des constatations à ce propos".[452]

2.156 S'il y a une quelconque divergence entre les parties concernant la mesure 11, elle porte sur la question de savoir si tout le nouveau matériel de reproduction devrait être traité contre le chancre européen, ou si une partie du matériel de reproduction, dont il est vérifié qu'elle provient de zones exemptes de chancre européen, n'aurait pas à être traitée du tout.

2.157 La section pertinente du Rapport IRA énonçant la mesure 11 s'applique inconditionnellement à "[t]out le nouveau matériel de reproduction"[453] et ne se limite pas au matériel de reproduction provenant de zones dont il n'est pas vérifié qu'elles sont exemptes de chancre européen. Elle exige "des pratiques culturales et des pulvérisations de fongicides *appropriées*"[454] sans toutefois spécifier que dans certains cas les "pratiques culturales et [les] pulvérisations de fongicides appropriées"[455] pourraient inclure l'absence de toute pratique culturale ou de toute pulvérisation de fongicide. Par ailleurs, la prescription imposant "des pratiques culturales et des pulvérisations de fongicides appropriées"[456] vise à "réduire au minimum la *probabilité* d'infections par le chancre"[457], et non à réduire au minimum les infections par le chancre dûment corroborées. Tout cela démontre le caractère inconditionnel de la mesure 11 pour ce qui est du traitement du nouveau matériel de reproduction.

---

[449] Question n° 41 du Groupe spécial après la première réunion de fond.
[450] Réponse de l'Australie à la question n° 41 du Groupe spécial après la première réunion de fond.
[451] *Ibid*.
[452] *Ibid*.
[453] IRA de l'Australie, partie B, page 154.
[454] *Ibid.* (pas d'italique dans l'original).
[455] *Ibid*.
[456] *Ibid*.
[457] IRA de l'Australie, partie B, page 154 (pas d'italique dans l'original).

2.158 Si l'IRA énonce la mesure 11 en ce qui concerne "[t]out le nouveau matériel de reproduction"[458], la phrase qui vient immédiatement avant dans l'IRA fait référence au "[m]atériel de pépinière infecté qui[, selon l'IRA,] constitue une filière pour l'établissement et la dissémination du chancre européen dans les lieux de production".[459] La différence entre les deux phrases voisines souligne le caractère inconditionnel de la mesure 11.

2.159 En outre, à la même page, l'IRA fait brièvement référence à la mesure 11 de la même manière inconditionnelle que la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande, c'est-à-dire comme étant "la prescription imposant à la Nouvelle-Zélande d'examiner et de traiter les végétaux de pépinière".[460]

2.160 Dans le cadre du processus de consultation des experts, le Groupe spécial leur a posé la question spécifique suivante:

> "Sur la base de l'IRA de l'Australie, en quoi pourraient consister, à votre avis, les "pratiques culturales et [les] pulvérisations de fongicides appropriées ... utilisées pour réduire au minimum la probabilité d'infections par le chancre [européen]"? En pratique, cela pourrait-il comprendre une absence complète de traitement lorsque le matériel de pépinière provenait de zones dont il est vérifié qu'elles sont exemptes de chancre européen?"[461]

2.161 En réponse à la première question, les experts indiquent diverses pratiques culturales appliquées pour lutter contre le chancre européen. Concernant le traitement fongicide, ils expliquent qu'un tel traitement aurait normalement lieu aussi à la fin de la saison de croissance – à titre préventif, selon M. Latorre, c'est-à-dire avant qu'une éventuelle infection ait entraîné l'apparition de symptômes. M. Latorre dit que "les pratiques culturales devraient être combinées avec un traitement chimique utilisant des fongicides spécifiques vaporisés à titre préventif *(préinfection)* fin novembre ou début décembre, afin de réduire la production d'inoculum et l'infection des fruits".[462] M. Swinburne fait référence à "l'application de fongicides pendant les périodes vulnérables telles que la défoliation ou le débourrement".[463] Par ailleurs, M. Deckers explique qu'une "époque importante … pour appliquer des fongicides dans le but de réduire les infections par *NG* … est la période de défoliation, en fin de saison, parce que les cicatrices foliaires constituent une filière privilégiée de l'infection par *NG*".[464]

2.162 S'agissant de la deuxième question du Groupe spécial, les experts donnent des réponses contradictoires. M. Deckers répond que "[l]a suppression complète des traitements lorsque le matériel de pépinière a été obtenu dans des zones dont il est vérifié qu'elles sont exemptes de chancre européen peut présenter des risques".[465] Inversement, M. Swinburne explique que "[d]es méthodes culturales appropriées pour lutter spécifiquement contre le chancre européen sont évidemment nécessaires uniquement lorsque le pathogène est présent".[466] M. Latorre commence par indiquer que "[l]e

---

[458] *Ibid*.
[459] *Ibid*.
[460] *Ibid*.
[461] Question n° 53 du Groupe spécial aux experts scientifiques.
[462] Réponse de M. Latorre à la question n° 53 du Groupe spécial, dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 339 (pas d'italique dans l'original).
[463] Réponse de M. Swinburne à la question n° 53 du Groupe spécial dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 341.
[464] Réponse de M. Deckers à la question n° 53 du Groupe spécial dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 337.
[465] Réponse de M. Deckers à la question n° 53 du Groupe spécial dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 338.
[466] Réponse de M. Swinburne à la question n° 53 du Groupe spécial dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 341.

programme ne comporterait aucun traitement lorsqu'il n'y a pas eu de pluies d'été et lorsque aucun arbre atteint de la maladie (arbres présentant des chancres) n'a été détecté".[467] Il ajoute toutefois que "des traitements devraient être envisagés dans les zones très exposées au développement de la maladie".[468]

2.163 Le Groupe spécial estime que ces réponses des experts expliquent plus directement une situation normale ou théorique, plutôt que ce qui est spécifiquement exigé par l'IRA. En fait aucun des experts n'a spécifiquement fait référence à l'IRA sur ce point. Par ailleurs, peut-être parce que la première question du Groupe spécial ne visait pas spécifiquement le nouveau matériel de reproduction ("Sur la base de l'IRA de l'Australie, en quoi pourraient consister, à votre avis, les "pratiques culturales et [les] pulvérisations de fongicides appropriées ... utilisées pour réduire au minimum la probabilité d'infections par le chancre [européen]"?"[469]), la plupart des réponses concernaient le traitement des pommiers dans les vergers en général. Seule la phrase suivante de M. Deckers se rapporte spécifiquement au traitement du nouveau matériel de reproduction: "[e]xclure complètement les traitements lorsque le matériel de pépinière a été obtenu dans des zones dont il est vérifié qu'elles sont exemptes de chancre européen peut présenter des risques."[470] En conséquence, le Groupe spécial considère que la plupart de ces réponses ont une pertinence limitée pour ce qui est d'interpréter la manière dont l'IRA énonce la prescription en matière de traitement au titre de la mesure 11 dans le contexte du nouveau matériel de reproduction.

2.164 Outre la prescription en matière de traitement, dans la première partie de la mesure 11, l'IRA exige de manière plutôt inconditionnelle que "[t]out le nouveau matériel de reproduction soit soigneusement examiné".[471] Dans le même temps, l'IRA n'indique pas si cet examen soigneux comprendrait la recherche de matériel de pépinière infecté par le chancre européen, ce qui semble être le sujet de préoccupation de l'IRA, ou la recherche de matériel de pépinière provenant de zones dont il est vérifié (ou non) qu'elles sont exemptes de chancre européen. L'IRA ne spécifie pas non plus les conséquences de cet examen, ni le rapport existant entre les deux parties de la mesure 11, à savoir l'examen et le traitement. Concrètement, l'examen sert-il à identifier le matériel de pépinière potentiellement dangereux qui devrait faire l'objet d'un traitement, ou faudrait-il traiter tout le matériel de pépinière, indépendamment du résultat de l'examen?

2.165 À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial constate, en tant que point de fait, dans le contexte de la prescription en matière de traitement au titre de la mesure 11, que l'IRA prévoit la possibilité que la Nouvelle-Zélande ait à traiter tout le matériel de pépinière indépendamment du résultat de l'examen au titre de la mesure 11. Les modalités concrètes du traitement en question devraient être définies d'un commun accord par les parties à un stade ultérieur[472], et le Groupe spécial ne peut exclure qu'elles puissent être liées au résultat de l'examen.

2.166 Le Groupe spécial trouve d'autres éléments étayant cette conclusion dans la possibilité que l'infection décrite dans l'IRA persiste à l'état latent dans le matériel de pépinière:

> "Il n'y a pas de restriction aux mouvements du matériel de reproduction d'un district à l'autre en Nouvelle-Zélande et cela pourrait constituer une filière pour l'introduction de nouvelles quantités d'inoculum. Une étude britannique intitulée "Millennium trial" (McCraken *et al.*, 2003b) a conclu qu'environ 6 pour cent des infections par le

[467] Réponse de M. Latorre à la question n° 53 du Groupe spécial dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 340.
[468] *Ibid*.
[469] Question n° 53 du Groupe spécial aux experts scientifiques.
[470] Réponse de M. Deckers à la question n° 53 du Groupe spécial dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 338.
[471] IRA de l'Australie, partie B, page 154.
[472] IRA de l'Australie, partie B, pages 313 et 314.

> chancre dans les nouveaux vergers pouvaient être associées aux mouvements de végétaux de pépinière infectés, mais ce chiffre augmentait sensiblement dans des conditions climatiques favorables. *N. galligena* peut demeurer à l'état latent pendant des durées atteignant trois à quatre ans dans les végétaux infectés, pour s'exprimer uniquement lorsque les conditions de climat sont propices au développement de la maladie (McCraken *et al*., 2003b)."[473]

2.167 L'IRA souligne également que, dans le même ordre d'idées, "CABI (2003) indique que les arbres peuvent être infectés en pépinière peu de temps après, ou pendant, la multiplication et ne manifester aucun symptôme de la maladie pendant une durée allant jusqu'à trois ou quatre ans (Berrie *et al.*, 2000; Lovelidge, 2003; McCraken *et al.*, 2003a; McCraken *et al.*, 2003b)."[474]

2.168 Une si longue période de latence du chancre européen dans le matériel de pépinière rendrait nécessaire le traitement de tout le matériel de reproduction et non uniquement du matériel présentant des symptômes d'infection par le chancre européen. Cela est mis en relief par la constatation du Millennium Report citée dans l'IRA selon laquelle "il n'existe aucune méthode efficace par rapport aux coûts permettant de détecter le pathogène dans le bois asymptomatique, ce qui ne facilite pas la compréhension de l'échelle du problème".[475]

2.169 En fait, selon l'IRA, même le traitement du matériel de pépinière pourrait ne pas empêcher la dissémination du chancre européen:

> "MAFNZ (2003a) indique que l'une des principales pépinières de la zone de Waikato applique de façon systématique un traitement cuprique bimensuel sur les végétaux de reproduction et les outils servant aux traitements, ainsi que du carbendazime (benzimidazole) et du captane à certaines boutures. Malgré ces mesures, on pense que la maladie est arrivée à Nelson sur des arbres importés de Waikato (Murdoch, 2002). En conséquence, il existe une menace permanente d'introduction, dans les districts exempts de la maladie, de nouvelles quantités d'inoculum du pathogène, qui serait susceptible de demeurer à l'état latent pendant des périodes pouvant atteindre trois ou quatre ans."[476]

d) Mesure 15

i) Arguments des parties

2.170 Dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, la Nouvelle-Zélande indique la mesure 15 comme étant:

> "La prescription voulant que les fonctionnaires du Service australien de quarantaine et d'inspection soient associés aux inspections des vergers pour détecter la présence de chancre européen et de feu bactérien, à la vérification directe des procédures des stations de conditionnement et à l'inspection et au traitement des fruits."[477]

2.171 Dans sa première communication écrite, la Nouvelle-Zélande lie la mesure 15 à la page 314 de l'IRA[478], dans la partie intitulée "Gestion du risque et cadre opérationnel"[479] et plus précisément à

[473] IRA de l'Australie, partie B, page 119. Voir aussi l'IRA, partie B, page 152, et partie C, page 102.
[474] IRA de l'Australie, partie B, page 143.
[475] IRA de l'Australie, partie C, page 102.
[476] IRA de l'Australie, partie B, page 119.
[477] *Australie – Pommes*, Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande (WT/DS367/5), 7 décembre 2007, jointe en tant qu'annexe A-1 au présent rapport, page 3.
[478] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.83, note de bas de page 92.

la section intitulée "Prescription en matière de prédédouanement". Cette section présente un libellé semblable à celui de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande:

> "Il est recommandé, au moins pour les premiers échanges commerciaux, que les mesures de quarantaine soient mises en œuvre dans le cadre d'un arrangement de prédédouanement standard avec la participation directe des fonctionnaires de l'AQIS. La nécessité du prédédouanement serait réexaminée une fois que des échanges commerciaux importants auraient permis d'acquérir de l'expérience.
>
> En vertu de ces arrangements, *les fonctionnaires de l'AQIS participeraient aux inspections des vergers pour détecter la présence de chancre européen et de feu bactérien, à la vérification directe des procédures des stations de conditionnement et à l'inspection des fruits*. La participation des fonctionnaires de l'AQIS au prédédouanement faciliterait aussi la vérification rigoureuse d'autres arrangements y compris les procédures d'enregistrement, la pratique commerciale standard, la traçabilité et la manutention sans risque des fruits d'exportation.
>
> Dans le cadre de l'arrangement de prédédouanement, les procédures à l'arrivée permettraient de vérifier que l'envoi reçu correspondait à l'envoi prédédouané, et que l'intégrité de l'envoi avait été préservée."[480]

2.172 Dans le contexte de son allégation au titre de l'article 5.5 de l'Accord SPS, la Nouvelle-Zélande décrit en outre la mesure 15 comme étant "[l]a prescription voulant que l'AQIS soit associé aux inspections des vergers, aux procédures des stations de conditionnement et aux inspections des fruits".[481] En ce qui concerne les inspections des vergers en particulier, la Nouvelle-Zélande fait valoir qu'"en plus du fait qu'elle applique des prescriptions très contraignantes en matière d'inspection des pommes néo-zélandaises, l'Australie exige aussi que les fonctionnaires de l'AQIS soient associés à *toutes* les inspections de ce type".[482] Dans le contexte du feu bactérien, la Nouvelle-Zélande fait valoir d'une manière plus générale qu'"une multitude de mesures ont été appliquées aux pommes néo-zélandaises, affectant toutes les étapes de l'exportation des fruits, depuis le verger jusqu'à la station de conditionnement, y compris la prescription voulant que l'AQIS soit associé à toutes ces étapes".[483] S'agissant du chancre européen, la Nouvelle-Zélande fait valoir que "encore une fois, de multiples mesures ont été appliquées aux pommes de Nouvelle-Zélande, y compris la prescription voulant que 100 pour cent des vergers enregistrés soient inspectés pour détecter la présence de la maladie avant la taille d'hiver normale, l'AQIS étant associé à ces inspections".[484] La Nouvelle-Zélande affirme que l'IRA "exig[e] la participation des fonctionnaires de l'AQIS à *toutes* les inspections [de ce type]".[485]

2.173 Dans le contexte de l'article 5:6 de l'Accord SPS, la Nouvelle-Zélande désigne la mesure 15 comme étant la "prescription … voulant que les fonctionnaires de l'AQIS soient associés à l'inspection pour détecter la présence de chancre européen et de feu bactérien, à la vérification directe des procédures des stations de conditionnement et à l'inspection et au traitement des fruits".[486] La Nouvelle-Zélande fait valoir qu'"il y a une mesure de rechange raisonnablement applicable qui est

---

[479] IRA de l'Australie, partie B, page 313.
[480] IRA de l'Australie, partie B, page 314 (pas d'italique dans l'original).
[481] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.449.
[482] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.447 (pas d'italique dans l'original).
[483] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.458.
[484] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.459.
[485] *Ibid*.
[486] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.524.

moins restrictive pour le commerce: … une simple vérification par les fonctionnaires de l'AQIS des systèmes de la Nouvelle-Zélande applicables à l'importation de pommes néo-zélandaises en Australie".[487] Selon la Nouvelle-Zélande:

> "La vérification des systèmes de la Nouvelle-Zélande par les fonctionnaires de l'AQIS exigerait simplement des visites occasionnelles dans des circonstances normales, ou des visites ciblées en cas de détection de non-conformité lors de procédures courantes. Les visites de vérification permettent normalement d'évaluer la gamme des processus de certification associés à la marchandise en question – depuis les procédures exigées sur le terrain jusqu'aux inspections à l'exportation et aux procédures de stockage et de manutention. Pendant les premières années d'échanges commerciaux, ces visites sont souvent annuelles, mais leur fréquence a tendance à diminuer et elles deviennent rares ou ponctuelles, à mesure que le pays importateur a plus confiance dans les systèmes du pays exportateur. Dans la pratique antérieure, entre l'Australie et la Nouvelle-Zélande, les visites de vérification ont généralement été limitées à la première année d'échanges commerciaux et sont devenues ensuite ponctuelles. La "participation" de l'AQIS proposée dans le cadre de l'IRA va au-delà de tout autre régime d'inspection actuellement en place pour les exportations de la Nouvelle-Zélande vers l'Australie."[488]

2.174 La Nouvelle-Zélande fait également valoir que la participation de l'AQIS multiplierait par deux le nombre d'inspecteurs, et ferait plus que doubler le coût des inspections des vergers et des stations de conditionnement, dans la mesure où la Nouvelle-Zélande devrait supporter non seulement les coûts horaires des inspecteurs de l'AQIS participant aux opérations, mais également tous les autres frais (tels que leurs frais de déplacements internationaux et nationaux, ainsi que les frais d'hébergement et de subsistance).[489]

2.175 L'Australie met en question l'interprétation de la mesure 15 par la Nouvelle-Zélande, faisant valoir que la "Nouvelle-Zélande a mal compris la nature de la participation de l'AQIS aux inspections des vergers".[490] Elle avance que la mesure 15 "n'exige *pas* la participation des fonctionnaires de l'AQIS à toutes les inspections des vergers et opérations des stations de conditionnement".[491] Tout en "reconnai[ssant] que le degré et la nature précise de la "participation de l'AQIS" n'étaient pas définis dans le Rapport IRA final"[492], l'Australie ajoute que "l'AQIS a clarifié … les prescriptions [associées à la mesure 15] à plusieurs reprises au cours de discussions bilatérales sur les modes opératoires normalisés (MON), en 2007 et au début de l'année 2008".[493]

2.176 L'Australie reconnaît également que le texte décrivant la mesure 15 dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande "provient de la section intitulée "Prescription en matière de prédédouanement" à la page 314 de la partie B de l'IRA …".[494] Dans le même temps, l'Australie lie la mesure 15 à la section ci-après intitulée "Vérification" qui commence à la même page de l'IRA. La section de l'IRA intitulée "Vérification" est ainsi libellée:

---

[487] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.525.
[488] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.527.
[489] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.535.
[490] Première communication écrite de l'Australie, page 67. Voir aussi la déclaration orale finale de l'Australie à la première réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, page 9.
[491] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 151. Voir aussi la réponse de l'Australie à la question n° 49 du Groupe spécial après la première réunion de fond.
[492] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 151.
[493] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 155.
[494] Réponse de l'Australie à la question n° 48 du Groupe spécial après la première réunion de fond.

> "Le système de production et de certification des pommes de la Nouvelle-Zélande est soumis à des vérifications par l'AQIS. Des vérifications peuvent être effectuées à l'initiative de l'AQIS pendant la durée complète du cycle de production et en tant qu'élément constitutif de tout arrangement de prédédouanement. Les vérifications effectuées par l'AQIS sur le terrain mesureront la conformité en matière d'enregistrement des vergers, d'identification des blocs, de gestion/contrôle des parasites/maladies, de tenue des registres et d'application des prescriptions relatives aux zones exemptes et à l'accréditation.
>
> Des vérifications seront effectuées pour mesurer la conformité en matière de responsabilités des stations de conditionnement, de traçabilité, d'étiquetage, de ségrégation et de sécurité des produits et concernant les processus de certification du MAFNZ/organisme.
>
> Les parties à des arrangements de prédédouanement feront l'objet de vérifications effectuées par l'AQIS pendant la saison, pour s'assurer que des prescriptions telles que les suivantes sont toujours respectées:
>
> - il y a un système efficace dûment étayé et approuvé, comprenant l'identification et l'étiquetage des produits dans chaque installation, pour garantir que les produits prédédouanés et les produits non prédédouanés restent séparés;
> - à chaque déplacement du produit prédédouané, les systèmes de transport utilisés permettent de maintenir l'intégrité du produit;
> - des registres appropriés sont tenus à jour pour tous les produits prédédouanés en stock."[495]

2.177 L'Australie étaye la pertinence de la section "Vérification" pour la mesure 15 par les arguments suivants:

> "Le terme "prédédouanement" signifie que les prescriptions normales en matière de vérification *à l'arrivée* sont mises en œuvre hors du territoire australien et peuvent inclure l'inspection des fruits.
>
> En conséquence, la référence faite aux inspections des vergers et à la vérification des procédures des stations de conditionnement dans [la mesure 15] devraient être considérées comme liées aux prescriptions en matière de vérification que les fonctionnaires de l'AQIS peuvent mettre en œuvre *séparément*, lorsqu'ils se trouvent en Nouvelle-Zélande pour procéder au prédédouanement."[496]

2.178 L'Australie estime que "les sections ['"Prescription en matière de prédédouanement" et "Vérification" de l'IRA] sont toutes deux pertinentes pour comprendre la participation des fonctionnaires de l'AQIS aux vérifications des systèmes en rapport avec l'exportation de pommes de la

[495] IRA de l'Australie, partie B, pages 314 et 315.
[496] Réponse de l'Australie à la question n° 48 du Groupe spécial après la première réunion de fond. (italique dans l'original)

Nouvelle-Zélande vers l'Australie".[497] Selon l'Australie, "les vérifications constituent un élément constitutif de l'arrangement de prédédouanement".[498] L'Australie fait valoir notamment que:

> "La section "Vérification" indique clairement que "le système de production et de certification des pommes" de la Nouvelle-Zélande doit faire l'objet de vérifications par l'AQIS. La section prévoit que "[d]es vérifications peuvent être effectuées à l'initiative de l'AQIS pendant la durée complète du cycle de production et en tant qu'élément constitutif de tout arrangement de prédédouanement".[499] La section donne ensuite des détails sur la portée des vérifications. La référence faite aux arrangements de prédédouanement indique qu'il est efficace et rentable de faire appel aux fonctionnaires de l'AQIS s'occupant du prédédouanement en Nouvelle-Zélande pour effectuer aussi les vérifications. Sinon, il faudrait que d'autres fonctionnaires de l'AQIS se rendent en Nouvelle-Zélande pour effectuer les vérifications, ce qui augmenterait les coûts pour les exportateurs néo-zélandais. Chaque fois que cela sera possible, des éléments importants des prescriptions en matière de vérification seront mis en œuvre en profitant de la présence des fonctionnaires de l'AQIS participant déjà au prédédouanement.
>
> ... L'Australie a expliqué que le terme "prédédouanement" signifiait que des activités étaient menées hors du territoire australien pour satisfaire aux prescriptions habituelles en matière de vérification à l'arrivée, qui sont séparées des prescriptions en matière de vérification. Les fonctionnaires de l'AQIS se trouvant en Nouvelle-Zélande pour procéder au prédédouanement effectueront *séparément* les vérifications des systèmes."[500]

2.179 L'Australie ajoute que:

> "Dans le Rapport IRA final, la distinction entre "prédédouanement" et "vérification" est faite pour indiquer que la participation des fonctionnaires de l'AQIS aux inspections des vergers pour détecter la présence de chancre européen et de feu bactérien, à la vérification directe des procédures des stations de conditionnement et à l'inspection des fruits est obligatoire. La vérification d'autres éléments du système de production et de certification des pommes de la Nouvelle-Zélande peut être effectuée à l'initiative de l'AQIS."[501]

2.180 Faisant référence à la section de l'IRA intitulée "Vérification", l'Australie décrit la mesure 15 comme une mesure exigeant des vérifications des systèmes par l'AQIS:

> "En fait, les activités de l'AQIS doivent être menées par le biais de vérifications des systèmes.[502] Pour les inspections des vergers, la vérification porterait sur 100 pour cent des équipes d'enquêteurs sur le terrain, et l'intensité des vérifications serait ajustée au fil du temps, en fonction des résultats. S'agissant des stations de

---

[497] Réponse de l'Australie à la question n° 47 du Groupe spécial après la première réunion de fond.
[498] Réponse de l'Australie à la question n° 101 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond.
[499] *(note de bas de page de l'original)* Rapport IRA final, partie B, page 314.
[500] Réponse de l'Australie à la question n° 47 du Groupe spécial après la première réunion de fond.
[501] Réponse de l'Australie à la question n° 101 du Groupe spécial après la première réunion de fond.
[502] *(note de bas de page de l'original)* Cela est expliqué de la manière suivante dans le Rapport IRA final: "Les vérifications effectuées par l'AQIS sur le terrain mesureront la conformité en matière d'enregistrement des vergers, d'identification des blocs, de gestion/contrôle des parasites/maladies, de tenue des registres et d'application des prescriptions relatives aux zones exemptes et à l'accréditation." (Rapport IRA final, partie B, page 314.)

> conditionnement, toutes les stations de conditionnement pertinentes feraient l'objet d'une vérification pendant la première année d'échanges commerciaux."[503]

2.181 L'Australie fait valoir que:

> ""Une vérification à 100 pour cent des équipes d'enquêteurs" donne à penser que les vérificateurs appliqueront des techniques de vérification – "interrogation, écoute, observation, documentation" – à l'ensemble des membres de chaque équipe d'enquêteurs, sans exception.[504] En revanche, la phrase selon laquelle "la vérification porterait sur 100 pour cent des équipes d'enquêteurs" signale l'intention de l'Australie de vérifier chaque équipe d'enquêteurs en appliquant les techniques de vérification – "interrogation, écoute, observation, documentation" – à un nombre suffisant de membres de chaque équipe pour que les vérificateurs soient convaincus que *l'équipe* satisfait aux prescriptions définies dans le Rapport IRA final.
>
> En ce qui concerne les stations de conditionnement, une "vérification à 100 pour cent des stations de conditionnement" signifie que chaque station de conditionnement fera l'objet d'une vérification par les fonctionnaires de l'AQIS lorsqu'ils sont sur place pour effectuer des inspections de fruits aux fins de prédédouanement. Pendant la visite des fonctionnaires australiens en Nouvelle-Zélande en juin 2007, un fonctionnaire néo-zélandais s'est dit d'avis qu'au moins dans un premier temps, il y aurait probablement une ou peut-être deux stations de conditionnement dans chaque région de production qui se spécialiseraient dans le conditionnement des pommes destinées à l'Australie. Si cette opinion est correcte, un maximum de six et un minimum de trois stations de conditionnement feraient l'objet d'une vérification par l'AQIS."[505]

2.182 S'agissant des inspections des fruits, l'Australie fait remarquer que les modalités exactes de la participation de l'AQIS devront être définies dans les MON et que, en fonction de la manière dont la Nouvelle-Zélande se propose de mettre en œuvre les prescriptions de l'IRA[506], des options pourront permettre de réduire les coûts et d'éviter les chevauchements.[507]

2.183 En réponse à la question du Groupe spécial sur la nature exacte de la mesure 15, l'Australie réaffirme qu'"il est difficile d'être spécifique tant que la Nouvelle-Zélande n'aura pas mis au point des modes opératoires normalisés et un programme de travail décrivant les procédures phytosanitaires pour chacun des parasites jugés préoccupants et les diverses responsabilités de toutes les parties intervenant dans la mise en conformité avec la présente prescription".[508] L'Australie propose néanmoins les explications plus détaillées suivantes:

> "L'AQIS effectuera des audits et des vérifications des systèmes pendant la première année d'échanges commerciaux pour confirmer que le système de la Nouvelle-Zélande décrit dans les modes opératoires normalisés et le programme de travail est en place et fonctionne de manière efficace.

---

[503] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 151. Voir aussi la réponse de l'Australie à la question n° 49 du Groupe spécial après la première réunion de fond.

[504] *(note de bas de page de l'original)* Pièce AUS-118: AQIS (2007), *New Zealand Summerfruits Export to Western Australia: Audit Plan* (novembre 2007).

[505] *(note de bas de page de l'original)* Rapport IRA final, partie B, page 313.

[506] Réponse de l'Australie à la question n° 52 du Groupe spécial après la première réunion de fond.

[507] Réponse de l'Australie à la question n° 102 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond. Voir aussi l'IRA de l'Australie, partie B, page 313.

[508] Réponse de l'Australie à la question n° 105 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond. Voir aussi la réponse de l'Australie à la question n° 106 du Groupe spécial après la première réunion de fond.

Les vérifications seront effectuées pendant trois périodes importantes: mai-juin-juillet (visites d'inspection pour détecter la présence de chancre européen), octobre-novembre (visites d'inspection pour détecter la présence de feu bactérien) et janvier-février (systèmes de gestion des stations de conditionnement et traitements). La vérification initiale de l'AQIS consistera à examiner la conformité avec les prescriptions relatives aux visites d'inspection pour détecter la présence de chancre européen, et également la conformité du MAFNZ avec toutes les procédures administratives, les structures de notification et les responsabilités des différentes parties.

Visites d'inspection des vergers

Les visites ayant pour objet de détecter la présence de chancre européen doivent être réalisées après la chute des feuilles (mai-juin-juillet), pendant que les arbres se trouvent en état de repos végétatif.

Les équipes de vérification seront composées d'inspecteurs/vérificateurs et d'experts techniques expérimentés de l'AQIS possédant une bonne expérience en matière de détection des symptômes du chancre européen. Les équipes participeront à un certain pourcentage de visites d'inspection des vergers dans tous les districts de production. L'AQIS croit savoir que les principales zones seront Hawkes Bay (Napier/Hastings) et Nelson. Les données fournies par le MAFNZ en mai 2007 faisaient état de 200 vergers participants potentiels. Parmi ceux-ci, 75 pour cent seront situés à Hawkes Bay, 20 pour cent à Nelson et 5 pour cent à Otago/autres.

Le pourcentage de visites auxquelles participera l'AQIS dépendra du nombre d'équipes d'enquêteurs/agences de vérification indépendantes/organismes accrédités opérant dans chaque district. Il ne sera pas exigé que l'AQIS participe à toutes les visites d'inspection effectuées par la Nouvelle-Zélande. Sur la base des données de mai 2007, il est probable que les équipes de vérification de l'AQIS participeront à 10 pour cent des visites d'inspection des vergers, soit 15 à Hawkes Bay, cinq à Nelson, deux à Otago/autres.

L'équipe de l'AQIS chargée de la vérification s'assurera que le personnel chargé des visites possède la formation et l'accréditation nécessaires à l'exécution de la tâche d'inspection. L'AQIS observera les activités liées à l'inspection pendant les visites des vergers et posera directement des questions (y compris "montrez-moi") aux enquêteurs concernant leurs activités, y compris le processus de détection et d'identification des symptômes de la maladie sur les arbres. La vérification comprendra les systèmes de notification qui se trouvent à la disposition des équipes d'enquêteurs, y compris les registres de visites et leurs résultats, et les procédures d'identification de matériel atteint suspect. Une vérification simultanée de l'enregistrement des vergers, de l'identification des blocs, de la gestion/du contrôle des organismes nuisibles/maladies sera effectuée.

Les visites d'inspection visant à détecter la présence de feu bactérien doivent être effectuées dans les quatre à sept semaines suivant la floraison. L'AQIS et le MAFNZ étudieront ensemble les programmes de vérification afin de permettre à l'AQIS de participer à un certain pourcentage de visites d'inspection dans chaque district. Les équipes de vérification comprendront des experts techniques possédant une expérience dans la détection des symptômes du feu bactérien. Le pourcentage de visites auxquelles participera l'AQIS dans chaque district de production dépendra du

> nombre d'équipes d'enquêteurs/agences de vérification indépendantes/organismes accrédités opérant dans chaque district.
>
> Vérification des stations de conditionnement
>
> Une vérification des systèmes de gestion des stations de conditionnement et des prescriptions en matière de traitements obligatoires sera effectuée avant la délivrance d'un permis d'importation. Les systèmes de gestion des stations de conditionnement et les traitements feront l'objet de vérifications régulières effectuées par les inspecteurs du prédédouanement de l'AQIS lors de leurs visites d'inspection des fruits."[509]

2.184 En ce qui concerne les équipes d'inspecteurs, l'Australie ajoute que:

> "[S]ur la base des discussions qui ont eu lieu avec des fonctionnaires néo-zélandais à Wellington en juin 2007, l'Australie croit savoir que des équipes d'enquêteurs autonomes opéreront dans chacune des principales zones productrices de pommes. Ces équipes peuvent être gérées, et formées, par divers organismes accrédités. De ce fait, l'Australie estime qu'il serait nécessaire, au moins pendant la première année, de soumettre chaque équipe d'enquêteurs à une vérification, de manière à avoir l'assurance que ces équipes satisfont aux prescriptions de l'Australie.
>
> L'Australie entend par "équipe d'enquêteurs" un groupe (ou équipe) agissant sous la direction d'une entité unique, telle qu'un organisme accrédité situé dans un district producteur de pommes comme Hawkes Bay. Plusieurs groupes de cette sorte, ou un seul, peuvent opérer dans chaque district. Au cas où ces équipes d'enquêteurs se diviseraient en sous-équipes plus réduites, l'AQIS effectuerait une vérification d'un échantillon des équipes relevant de chaque entité, dans chaque district."[510]

2.185 En réponse à une question du Groupe spécial, l'Australie confirme également que "100 pour cent des *équipes* d'enquêteurs peuvent faire l'objet d'une vérification".[511] Elle fait valoir toutefois qu'elle "ne pense pas qu'il soit concevable que 100 pour cent des *membres* d'une équipe d'enquêteurs soient contrôlés".[512]

2.186 Faisant référence à la section de l'IRA intitulée "Examen des conditions d'importation", l'Australie ajoute que "les prescriptions à l'importation qu'elle applique aux pommes en provenance de Nouvelle-Zélande, y compris les prescriptions en matière de vérification par l'AQIS, font l'objet d'un examen après la première année d'échanges commerciaux[513]".[514] La partie pertinente de la section "Examen des conditions d'importation" de l'IRA indique que:

> "Il est recommandé que Biosecurity Australia et l'AQIS, en concertation avec le MAFNZ, examinent les prescriptions à l'importation après la première année

---

[509] Réponse de l'Australie à la question n° 105 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond.
[510] Réponse de l'Australie à la question n° 106 du Groupe spécial après la première réunion de fond.
[511] Réponse de l'Australie à la question n° 110 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphe 488.
[512] *Ibid*.
[513] *(note de bas de page de l'original)* Rapport final de l'IRA, page 325.
[514] Déclaration orale finale de l'Australie à la première réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, paragraphe 34.

> d'échanges commerciaux. D'autres examens auront lieu si les circonstances ou les renseignements le justifient."[515]

2.187 L'Australie affirme que "la description de ces vérifications des systèmes[516] donnée par la Nouvelle-Zélande concorde avec le point de vue de l'Australie sur sa prescription et qu'il n'y a donc pas de profond différend en ce qui concerne cette mesure".[517]

2.188 En réponse, la Nouvelle-Zélande fait observer que: "tout type de participation de l'AQIS aux inspections des verges pour détecter la présence de chancre européen ou de feu bactérien, à la vérification directe des procédures des stations de conditionnement et à l'inspection des fruits et au traitement contre l'ALCM est dénué de fondement scientifique, et il y a donc bel et bien un profond différend entre les parties".[518] La Nouvelle-Zélande ajoute que:

> "La participation de l'AQIS est contraire à l'article 2:2 dans la mesure où cette participation vise à vérifier l'application de prescriptions qui sont elles-mêmes incompatibles avec l'article 2:2 – par exemple, en l'espèce, les inspections des vergers pour détecter la présence de feu bactérien et de chancre européen, et les prescriptions imposées par l'IRA aux stations de conditionnement concernant le feu bactérien. Comme les mesures sous-jacentes sont incompatibles avec l'*Accord SPS*, il s'ensuit que tout type de participation de l'AQIS à ces mesures ou de supervision de ces mesures par l'AQIS serait également incompatible avec l'*Accord SPS*. La redéfinition de la mesure par l'Australie, quelle que soit son ampleur, ne peut pas changer cela. En conséquence, il y a bel et bien un profond différend en ce qui concerne … la mesure 15."[519]

2.189 La Nouvelle-Zélande ajoute également qu'"elle n'approuve pas la présentation par l'Australie de la "participation de l'AQIS" et sa tentative d'assimiler cela à une vérification des systèmes telle que l'entend la Nouvelle-Zélande".[520] En ce qui concerne la vérification des systèmes, la Nouvelle-Zélande indique qu'"une vérification des systèmes comprend une visite officielle en Nouvelle-Zélande de l'organisme de quarantaine du pays importateur pour vérifier les systèmes néo-zélandais, y compris les politiques, les procédures et les visites effectivement réalisées sur site".[521] La Nouvelle-Zélande fait valoir qu'"une vérification à 100 pour cent des équipes d'enquêteurs et des stations de conditionnement effectuée la première année par les fonctionnaires d'un pays importateur ne correspond à aucune notion de vérification des systèmes telle que la Nouvelle-Zélande la comprend."[522]

2.190 Contrairement à l'Australie, la Nouvelle-Zélande considère que la section "Vérification" de l'IRA n'est pas liée à la mesure 15:

---

[515] IRA de l'Australie, partie B, page 325.

[516] *(note de bas de page de l'original)* Voir: première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.527.

[517] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 166. Voir aussi la déclaration orale liminaire de l'Australie à la première réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, paragraphe 22.

[518] Déclaration orale liminaire de la Nouvelle-Zélande à la première réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, paragraphe 27.

[519] Réponse de la Nouvelle-Zélande à la question n° 46 du Groupe spécial après la première réunion de fond. Voir aussi la deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, page 13.

[520] Réponse de la Nouvelle-Zélande à la question n° 46 du Groupe spécial après la première réunion de fond. Voir aussi la deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.22.

[521] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.526, note de bas de page 446.

[522] Déclaration orale liminaire de la Nouvelle-Zélande à la première réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, paragraphe 27.

> "La prescription voulant que les fonctionnaires de l'AQIS soient associés aux inspections des vergers pour détecter la présence de chancre européen et de feu bactérien, à la vérification directe des procédures des stations de conditionnement et à l'inspection des fruits est énoncée sous le titre "Prescription en matière de prédédouanement", séparément de la section de l'IRA intitulée "Vérification". Il s'agit de deux sections différentes et aucune d'elles ne fait mention de "vérifications des systèmes"."[523]

La Nouvelle-Zélande ajoute qu'"il n'était pas du tout fait référence à une "vérification des systèmes" dans l'IRA"[524] et fait valoir que "la mesure relative à la participation de l'AQIS semble fondée sur une hypothèse selon laquelle les systèmes de vérification habituels seront insuffisants pour faire face au risque que représentent les pommes néo-zélandaises".[525]

2.191 La Nouvelle-Zélande conteste également qu'"il y ait eu des clarifications concernant le niveau de participation de l'AQIS [car] ni le projet de programme de travail, ni les MON n'apportent d'autres éclaircissements sur le niveau de participation des fonctionnaires de l'AQIS".[526] La Nouvelle-Zélande souligne que "l'Australie elle-même a reconnu dans sa première présentation écrite que "le niveau et la nature précise de la "participation de l'AQIS" n'étaient pas bien définis dans le Rapport IRA final"[527]".[528]

2.192 En conséquence, la Nouvelle-Zélande confronte les parties pertinentes de l'IRA avec les explications ultérieures données par l'Australie au cours de la procédure:

> "[A]lors que la première présentation écrite de l'Australie fait maintenant référence à une vérification de "100 pour cent des équipes d'enquêteurs sur le terrain"[529], l'IRA faisait référence à "[la participation de l'AQIS] dans les inspections des vergers pour détecter la présence de chancre européen et de feu bactérien".[530] Plutôt qu'une vérification de "toutes les stations de conditionnement pertinentes"[531], l'IRA faisait référence à la "[participation de l'AQIS] à la vérification directe des procédures des stations de conditionnement et à l'inspection des fruits"[532] et à la "supervision" par les fonctionnaires de l'AQIS des procédures dans les stations de conditionnement, y compris les traitements par fumigation.[533] De plus, bien que la première communication écrite de l'Australie semble maintenant indiquer qu'en ce qui

---

[523] Réponse de la Nouvelle-Zélande à la question n° 46 du Groupe spécial après la première réunion de fond. Voir aussi la deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.23.

[524] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.23.

[525] Réponse de la Nouvelle-Zélande à la question n° 109 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond.

[526] Réponse de la Nouvelle-Zélande à la question n° 50 du Groupe spécial après la première réunion de fond.

[527] *(note de bas de page de l'original)* Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 151. Voir aussi les réponses de l'Australie aux questions du Groupe spécial, question n° 47, page 36, où il est indiqué que "des éléments [de la mesure] demandaient à être clarifiés".

[528] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.23.

[529] *(note de bas de page de l'original)* Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 151.

[530] *(note de bas de page de l'original)* IRA, page 314.

[531] *(note de bas de page de l'original)* Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 151.

[532] *(note de bas de page de l'original)* IRA, page 314.

[533] *(note de bas de page de l'original)* Concernant l'ALCM, sous le titre "Option 1: inspection avec traitement", l'IRA indique à la page 320 que "dans le cadre des arrangements de prédédouanement, l'AQIS participerait à la *supervision de ces procédures*" (pas d'italique dans l'original). "Ces procédures" comprennent la prescription voulant qu'"au cas où tout arthropode vivant justiciable de quarantaine serait découvert, le lot devrait être soumis à *un traitement approprié* (par exemple une fumigation) ou refusé à l'exportation." (pas d'italique dans l'original.)

> concerne les vérifications des équipes d'enquêteurs le niveau d'examen pourrait devenir inférieur à 100 pour cent au fil du temps, "en fonction des résultats"[534], l'IRA ne disait absolument rien sur ce point. La Nouvelle-Zélande note également qu'il n'y a pas de clarification explicite dans la première communication écrite de l'Australie concernant les vérifications des stations de conditionnement néo-zélandaises fondées sur les résultats.[535]"[536]

La Nouvelle-Zélande ajoute que "le manque de clarté de l'IRA en ce qui concerne cette prescription se manifeste également dans la diversité des opinions des experts à propos de ce que pourrait impliquer exactement la "participation de l'AQIS"[537]".[538]

2.193 La Nouvelle-Zélande est également en désaccord avec l'Australie en ce qui concerne l'assimilation des arrangements de prédédouanement aux procédures standard appliquées à l'arrivée à la frontière. La Nouvelle-Zélande soutient que, dans le contexte d'autres fruits:

> "Les arrangements de prédédouanement standard en vigueur sont appliqués à titre volontaire par les exportateurs de fruits néo-zélandais, qui invitent, à leurs frais, les fonctionnaires de l'AQIS à se rendre en Nouvelle-Zélande pour effectuer leurs inspections standard à l'arrivée à la frontière sur un produit certifié par la Nouvelle-Zélande.[539] Toutefois, l'idée que les "arrangements de prédédouanement standard" puissent aller au-delà des procédures à l'arrivée à la frontière et comprendre, par exemple, une participation aux inspections sur le terrain pour détecter la présence de chancre européen et de feu bactérien est totalement inédite."[540]

2.194 La Nouvelle-Zélande fait valoir que:

> "Aucune des explications n'indique que l'intensité des inspections de l'AQIS pourrait être inférieure à 100 pour cent. ... De l'avis de la Nouvelle-Zélande, une "vérification des systèmes" n'a jamais comporté une vérification de chaque équipe d'enquêteurs, même au cours de la première année. La Nouvelle-Zélande note également que l'Australie n'est pas disposée à exclure des vérifications de 100 pour cent des équipes d'enquêteurs au cours des années suivantes."[541]

2.195 La Nouvelle-Zélande note également "le peu d'empressement manifesté par l'Australie dans ses observations sur les réponses des experts à exclure la possibilité que les vérificateurs "puissent

---

[534] *(note de bas de page de l'original)* Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 151.
[535] *(note de bas de page de l'original)* Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 151.
[536] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.23.
[537] *(note de bas de page de l'original)* Réponses des experts aux questions du Groupe spécial, questions n° 4 et 5.
[538] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.24.
[539] *(note de bas de page de l'original)* Comme cela est exigé pour toutes les exportations, le produit est inspecté par des inspecteurs agréés du MAF et reçoit, le cas échéant, un certificat phytosanitaire. Après cela, le produit est inspecté par les fonctionnaires de l'AQIS dans le cadre de leurs procédures normales à la frontière (comme s'il était arrivé en Australie).
[540] Réponse de la Nouvelle-Zélande à la question n° 51 du Groupe spécial après la première réunion de fond.
[541] Observations de la Nouvelle-Zélande sur la réponse de l'Australie aux questions n° 105 et 106 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond.

observer et questionner *une équipe complète d'enquêteurs* pour acquérir la conviction qu'il y avait un niveau de compétence approprié"[542]".[543]

2.196 La Nouvelle-Zélande fait valoir que "[d]es vérifications de 100 pour cent des équipes d'enquêteurs et des stations de conditionnement au cours de la première année ne sont pas des vérifications de systèmes selon la définition de cette expression donnée par la Nouvelle-Zélande, ni selon la pratique internationale"[544], et elle fait référence à un document concernant la NIMP n° 20:

> "[Le] document explicatif 1 de la CIPV sur les normes internationales pour les mesures phytosanitaires n° 20 (Directives pour un système phytosanitaire de réglementation des importations) indique à la page 8:
>
> > "L'audit et la vérification de conformité réalisés par l'ONPV du pays importateur devraient ainsi être considérés comme un processus de vérification, confirmant que les procédures sont appropriées, efficaces et qu'elles sont correctement appliquées. Cela ne devrait pas nécessiter une inspection à 100 pour cent des envois individuels ou de tous les envois correspondant à un commerce particulier, mais plutôt la mise en place d'une forme de processus d'échantillonnage. Au fur et à mesure qu'augmente la confiance dans les procédures liées, par exemple, à un commerce particulier, l'intensité de l'inspection devrait être réduite.""[545] La Nouvelle-Zélande ajoute que la "NIMP n° 20 … corrobore … son opinion selon laquelle une vérification exige une "sorte de processus d'échantillonnage" des systèmes pertinents".[546]

2.197 En réponse à la Nouvelle-Zélande, l'Australie fait valoir que son explication de la mesure concernant "la participation de l'AQIS" a été fournie de bonne foi et devrait donc être acceptée.[547] Elle fait également observer qu'elle ne croit pas que l'un quelconque des experts possède les connaissances nécessaires pour aider le Groupe spécial sur cette question.[548]

2.198 Pour ce qui est de la NIMP n° 20, l'Australie fait valoir que "ses explications concernant les vérifications des systèmes qui seront effectuées par les fonctionnaires de l'AQIS ne peuvent pas être interprétées comme correspondant à une inspection à 100 pour cent des envois individuels ou de la totalité des envois, comme l'a donné à entendre la Nouvelle-Zélande".[549] Par ailleurs, l'Australie cite la NIMP n° 20 et fait valoir que "la Nouvelle-Zélande n'admet pas que la NIMP n° 20 elle-même reconnaît que l'"audit des procédures dans le pays exportateur" peut être rendu nécessaire dans le

---

[542] *(note de bas de page de l'original)* Observations de l'Australie sur les réponses des experts, paragraphe 283.

[543] Observations de la Nouvelle-Zélande sur la réponse de l'Australie à la question n° 110 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond.

[544] Réponse de la Nouvelle-Zélande à la question n° 52 du Groupe spécial après la première réunion de fond (note de bas de page omise). Voir aussi la réponse de la Nouvelle-Zélande à la question n° 46 du Groupe spécial après la première réunion de fond.

[545] Réponse de la Nouvelle-Zélande à la question n° 52 du Groupe spécial après la première réunion de fond, note de bas de page 50.

[546] Observations de la Nouvelle-Zélande sur la réponse de l'Australie aux questions n° 105 et 106 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond (note de bas de page omise).

[547] Deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphe 722. Voir aussi la première communication écrite de l'Australie, paragraphes 150, 151, 962 et 1107; la réponse de l'Australie aux questions n° 47, 48, 49, 50, 51 et 52 du Groupe spécial après la première réunion de fond; les observations de l'Australie sur les réponses des experts, paragraphes 281 à 286; la deuxième communication écrite de l'Australie, page 218.

[548] Deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphe 722.

[549] Deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphe 724.

cadre de mesures visant à parer à des risques phytosanitaires[550]".[551] En conséquence, l'Australie estime que sa prescription concernant la participation de l'AQIS entre dans le cadre de ce qui est prévu par la NIMP n° 20.[552]

ii) Analyse par le Groupe spécial

2.199 Pour commencer son analyse, le Groupe spécial note en tant que point de fait qu'il y a toujours un différend entre les parties au sujet de la mesure 15. Cela est illustré par les nombreux échanges d'arguments entre les parties tout au long de la présente procédure sur la nature exacte de la mesure 15. Mais même si les parties avaient pu s'entendre sur la nature de la mesure 15, il subsisterait entre elles un différend concernant la justification de cette mesure. En fait, comme la Nouvelle-Zélande – le plaignant – l'indique, le différend persiste indépendamment de la nature exacte de la mesure 15:

> "Tout type de participation de l'AQIS aux inspections des vergers pour détecter la présence de chancre européen ou de feu bactérien, à la vérification directe des procédures des stations de conditionnement et à l'inspection des fruits et au traitement contre l'ALCM est dénué de fondement scientifique et, il y a donc bel et bien un profond différend entre les parties".[553]

La Nouvelle-Zélande ajoute que les mesures sous-jacentes elles-mêmes sont incompatibles avec l'Accord SPS, de sorte que toute participation de l'AQIS à ces mesures ou supervision de ces mesures par l'AQIS serait également incompatible avec l'Accord SPS et que "[l]a redéfinition de la mesure par l'Australie, quelle que soit son ampleur, ne peut pas changer cela".[554]

2.200 S'agissant de la nature de la mesure 15, le point de départ évident du Groupe spécial est la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande, qui détermine le mandat du Groupe spécial, y compris les mesures à l'examen. La demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande indique la mesure 15 comme étant:

> "La prescription voulant que les fonctionnaires du Service australien de quarantaine et d'inspection soient associés aux inspections des vergers pour détecter la présence de chancre européen et de feu bactérien, à la vérification directe des procédures des stations de conditionnement et à l'inspection et au traitement des fruits."[555]

2.201 La Nouvelle-Zélande conteste cette mesure (et les autres mesures en cause) telle qu'elle est énoncée dans l'IRA.[556] En fait, la Nouvelle-Zélande fait référence à la section de l'IRA intitulée "Prescription en matière de prédédouanement"[557], qui contient un libellé spécifique identique à la description par la Nouvelle-Zélande de la mesure 15, sauf en ce qui concerne la référence au

---

[550] *(note de bas de page de l'original)* Pièce AUS-70: CIPV, *Directives pour un système phytosanitaire de réglementation des importations* (2004), (NIMP n° 20), page 236.

[551] Deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphe 725.

[552] *Ibid*.

[553] Déclaration orale liminaire de la Nouvelle-Zélande à la première réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, paragraphe 27.

[554] Réponse de la Nouvelle-Zélande à la question n° 46 du Groupe spécial après la première réunion de fond. Voir aussi la deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, page 13.

[555] *Australie – Pommes*, Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande (WT/DS367/5), 7 décembre 2007, jointe en tant qu'annexe A-1 au présent rapport, page 3.

[556] *Ibid.*, page 1. Voir aussi la décision préliminaire du Groupe spécial, rendue publique dans *Australie – Pommes*, Communication du Président du Groupe spécial: Décision préliminaire du Groupe spécial (WT/DS367/7), 23 juin 2008, jointe en tant qu'annexe A-2 au présent rapport, paragraphe 13 a).

[557] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.83, note de bas de page 92.

"traitement" faite à la fin par la Nouvelle-Zélande dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial. Dans la section relative au prédédouanement, l'IRA prévoit qu'"en vertu des[ ] arrangements [de prédédouanement], les fonctionnaires de l'AQIS seraient associés aux inspections des vergers pour détecter la présence de chancre européen et de feu bactérien, à la vérification directe des procédures des stations de conditionnement et à l'inspection des fruits".[558]

2.202 L'Australie ne met pas en question la description de la mesure 15, y compris la référence au "traitement", dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande. En fait, l'Australie indique la phrase citée ci-dessus de la section de l'IRA relative au prédédouanement, comme étant l'origine du libellé pertinent dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande.[559] Par ailleurs, la Nouvelle-Zélande fait valoir que l'inspection et le traitement des fruits sont spécifiquement pertinents pour l'ALCM, puisque l'IRA fait référence à la participation de l'AQIS à ces étapes.[560]

2.203 La Nouvelle-Zélande ajoute que:

> "Concernant l'ALCM, sous le titre "Option 1: inspection avec traitement", l'IRA indique à la page 320 que "dans le cadre des arrangements de prédédouanement, l'AQIS participerait à la *supervision de ces procédures*" (pas d'italique dans l'original). "Ces procédures" comprennent la prescription voulant qu'"au cas où tout arthropode vivant justiciable de quarantaine serait découvert, le lot devrait être soumis à *un traitement approprié* (par exemple une fumigation) ou refusé à l'exportation". (pas d'italique dans l'original)"[561]

2.204 À la lumière de ce qui précède et du droit de la Nouvelle-Zélande, en tant que plaignant, d'indiquer la mesure 15 dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, le Groupe spécial ne trouve aucune raison d'exclure la participation de l'AQIS au "traitement" du champ d'application de la mesure 15.

2.205 L'Australie reconnaît qu'il faudrait peut-être clarifier davantage les parties pertinentes de l'IRA.[562] Naturellement, le Groupe spécial doit prendre en considération tous les arguments et éléments de preuve présentés par les parties. Néanmoins, le point de départ de l'analyse du Groupe spécial concernant la mesure 15 demeure l'IRA. C'est l'IRA qui énonce en détail la mesure 15, et c'est l'IRA que le Groupe spécial doit examiner en l'espèce.

2.206 Les principaux points de désaccord entre les parties en ce qui concerne la nature de la mesure 15 sont les points de savoir si elle donne lieu à des vérifications, si elle correspond à des vérifications des systèmes telles que les définissent les parties et si elle implique une participation à 100 pour cent des fonctionnaires de l'AQIS. Le Groupe spécial note que la description fondamentale susmentionnée de la mesure 15 dans la section de l'IRA relative au prédédouanement, à laquelle la Nouvelle-Zélande fait référence, ne mentionne pas explicitement de vérifications ou de vérifications de systèmes. Elle mentionne, sans faire de réserves, la participation d'inspecteurs de l'AQIS à deux types d'activités: i) des inspections, à savoir l'inspection des vergers pour détecter la présence de chancre européen et de feu bactérien, et l'inspection des fruits; et ii) la vérification "directe" des procédures des stations de conditionnement. Concernant cette dernière, l'IRA indique que les

---

[558] IRA de l'Australie, partie B, page 314.

[559] Réponse de l'Australie à la question n° 48 du Groupe spécial après la première réunion de fond.

[560] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.23, faisant référence à l'IRA de l'Australie, page 314. Voir aussi la déclaration orale liminaire de la Nouvelle-Zélande à la première réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, paragraphe 27.

[561] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.23, note de bas de page 28.

[562] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 150.

fonctionnaires de l'AQIS participeront à la vérification directe des procédures des stations de conditionnement, mais l'IRA ne dit pas que cela impliquerait nécessairement des vérifications par l'AQIS.

2.207 La participation directe des fonctionnaires de l'AQIS est mise en relief par le libellé explicite à cet effet figurant dans la première phrase de la section de l'IRA relative au prédédouanement:

> "Au moins pour les premiers échanges commerciaux, les mesures de quarantaine sont mises en œuvre dans le cadre d'un arrangement de prédédouanement standard avec la participation directe des fonctionnaires de l'AQIS".[563]

2.208 Ces phrases fondamentales de l'IRA concernant la mesure 15 n'indiquent pas si cette participation directe de l'AQIS serait de 100 pour cent ou moins. Leur libellé n'étant assorti d'aucune réserve, elles n'excluent nullement une participation à 100 pour cent des fonctionnaires de l'AQIS.

2.209 Dans les autres parties de la section de l'IRA relative au prédédouanement, une seule phrase fait référence à des vérifications:

> "La participation des fonctionnaires de l'AQIS au prédédouanement faciliterait aussi la vérification rigoureuse d'autres arrangements y compris les procédures d'enregistrement, la pratique commerciale standard, la traçabilité et la manutention sans risque des fruits d'exportation."[564]

2.210 Surtout, cette phrase fait référence à la "facilitation"[565] des vérifications, sans dire que le prédédouanement lui-même comporterait des vérifications. Par ailleurs, elle fait référence à une "vérification rigoureuse", ce qui semble indiquer que tout chevauchement potentiel entre le prédédouanement et la vérification n'affaiblirait pas mais renforcerait plutôt la vérification par l'AQIS. En outre, la section de l'IRA relative au prédédouanement fait référence pour la première fois au prédédouanement quand il est question d'"arrangement de prédédouanement"[566], et introduit la phrase précédant immédiatement la phrase relative aux vérifications par les mots: "[E]n vertu de ces arrangements."[567] En conséquence, la référence à d'"autres arrangements"[568] dans la phrase concernant la vérification implique que la vérification porterait sur des mesures différentes du prédédouanement. Ces points semblent établir une distinction entre le prédédouanement et la vérification.

2.211 Passant à la section de l'IRA intitulée "Vérification", invoquée par l'Australie dans le contexte de la mesure 15, le Groupe spécial note que cette section est séparée de la section relative au prédédouanement, même si elle la suit immédiatement.

2.212 Cette section de l'IRA relative à la vérification fait plusieurs fois référence au prédédouanement. Une phrase de cette section indique que "[d]es vérifications peuvent être effectuées à l'initiative de l'AQIS pendant la durée complète du cycle de production et en tant qu'élément constitutif de tout arrangement de prédédouanement".[569] Cela semblerait indiquer que les arrangements de prédédouanement *peuvent* inclure des vérifications en tant qu'élément constitutif, bien que l'IRA ne dise pas que cela sera nécessairement le cas. De plus, selon la section relative à la vérification, la vérification s'étend aux parties à des arrangements de prédédouanement, bien qu'elle

[563] IRA de l'Australie, partie B, page 314.
[564] IRA de l'Australie, partie B, page 314.
[565] *Ibid*.
[566] *Ibid*.
[567] *Ibid*.
[568] *Ibid*.
[569] *Ibid*.

porte sur l'intégrité des arrangements de prédédouanement et sur le respect de ces arrangements par les parties:

> "Les parties à des arrangements de prédédouanement feront l'objet de vérifications effectuées par l'AQIS pendant la saison, pour s'assurer que des prescriptions telles que les suivantes sont toujours respectées:
>
> - il y a un système efficace dûment étayé et approuvé, comprenant l'identification et l'étiquetage des produits dans chaque installation, pour garantir que les produits prédédouanés et les produits non prédédouanés restent séparés;
>
> - à chaque déplacement du produit prédédouané, les systèmes de transport utilisés permettent de maintenir l'intégrité du produit;
>
> - des registres appropriés sont tenus à jour pour tous les produits prédédouanés en stock."[570]

2.213 En ce qui concerne la portée de la vérification, selon la section de l'IRA relative à la vérification, la vérification menée par l'AQIS concerne "le système de production et de certification des pommes"[571], et elle sera "effectuée pour mesurer la conformité en matière de responsabilités des stations de conditionnement, de traçabilité, d'étiquetage, de ségrégation et de sécurité des produits et concernant les processus de certification du MAFNZ/organisme".[572] De plus, "les vérifications effectuées par l'AQIS sur le terrain mesureront la conformité en matière d'enregistrement des vergers, d'identification des blocs, de gestion/contrôle des parasites/maladies, de tenue des registres et d'application des prescriptions relatives aux zones exemptes et à l'accréditation."[573] Comme il est indiqué plus haut, les arrangements de prédédouanement impliquent la participation directe de l'AQIS aux inspections des vergers pour détecter la présence de chancre européen et de feu bactérien, à la vérification directe des procédures des stations de conditionnement et à l'inspection des fruits.

2.214 Le Groupe spécial ne peut pas exclure qu'il puisse y avoir, dans une certaine mesure un chevauchement partiel entre la portée de la vérification définie dans la section "Vérification" de l'IRA et la portée des arrangements de prédédouanement. Toutefois, l'IRA n'explique pas spécifiquement cette relation, ni n'indique que toute relation de ce type impliquerait l'existence d'un lien spécifique entre la vérification et le prédédouanement.

2.215 À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial constate, en tant que point de fait, que la mesure 15 est clairement liée à la section de l'IRA intitulée "Prescription en matière de prédédouanement", comme l'invoque la Nouvelle-Zélande. Le Groupe spécial note également que l'IRA n'exclut pas explicitement qu'au moins certains aspects de la mesure 15 puissent être liés à la section de l'IRA relative à la vérification, ou impliquer dans une certaine mesure une vérification par les fonctionnaires de l'AQIS; toutefois, aucun des liens indiqués dans l'IRA à cet égard n'est suffisamment clair, explicite ou inconditionnel pour établir que la mesure 15 impliquerait nécessairement une vérification par les fonctionnaires de l'AQIS.

2.216 Cela est mis en relief par les arguments de l'Australie qui tentent de lier la section de l'IRA relative à la vérification et la vérification par l'AQIS à la mesure 15. En fait, dans sa réponse à une

---

[570] IRA de l'Australie, partie B, pages 314 et 315.
[571] IRA de l'Australie, partie B, page 314.
[572] *Ibid*.
[573] *Ibid*.

question du Groupe spécial, l'Australie souligne que la vérification par l'AQIS serait effectuée séparément:

> "[L]a référence faite aux inspections des vergers et à la vérification des procédures des stations de conditionnement dans [la mesure 15] devrait être considérée comme liée aux prescriptions en matière de vérification que les fonctionnaires de l'AQIS peuvent mettre en œuvre *séparément* lorsqu'ils se trouvent en Nouvelle-Zélande pour procéder au prédédouanement."[574]

2.217 De même, en réponse à une autre question:

> "L'Australie a expliqué que le terme "prédédouanement" signifiait que des activités étaient menées hors du territoire australien pour satisfaire aux prescriptions concernant les vérifications habituelles à l'arrivée, qui sont distinctes des prescriptions en matière de vérification. Les fonctionnaires de l'AQIS se trouvant en Nouvelle-Zélande pour procéder au prédédouanement effectueront *séparément* les vérifications des systèmes."[575]

2.218 En outre, en essayant de lier les sections de l'IRA relatives au prédédouanement et à la vérification entre elles et à la mesure 15, l'Australie met en lumière certaines différences essentielles concernant la nature des prescriptions relevant de ces deux sections:

> "Dans le Rapport IRA final, la distinction entre "prédédouanement" et "vérification" est faite pour indiquer que la participation des fonctionnaires de l'AQIS aux inspections des vergers pour détecter la présence de chancre européen et de feu bactérien, à la vérification directe des procédures des stations de conditionnement et à l'inspection des fruits est obligatoire. La vérification d'autres éléments du système de production et de certification des pommes de la Nouvelle-Zélande peut être effectuée à l'initiative de l'AQIS."[576]

2.219 Une autre différence entre la section de l'IRA relative au prédédouanement et la section sur la vérification découle du caractère potentiellement provisoire des arrangements de prédédouanement et de l'incertitude concernant le calendrier et les critères de la suppression progressive de ces arrangements selon l'IRA.

2.220 En ce qui concerne la période pendant laquelle les arrangements de prédédouanement s'appliqueraient et le critère exact de leur suppression progressive, la section de l'IRA relative au prédédouanement indique que ces arrangements s'appliqueraient "*au moins* pour les premiers échanges commerciaux"[577], et que "[l]a nécessité du prédédouanement serait réexaminée une fois que des échanges commerciaux importants auraient permis d'acquérir de l'expérience".[578] Aucune des expressions "premiers échanges commerciaux" et "échanges commerciaux importants" n'est définie dans l'IRA.

2.221 La section de l'IRA intitulée "Vérification de documents et inspection à l'arrivée en l'absence de prédédouanement" commence par reprendre le critère des "premiers échanges commerciaux" et fait

---

[574] Réponse de l'Australie à la question n° 48 du Groupe spécial après la première réunion de fond. (italique dans l'original)

[575] Réponse de l'Australie à la question n° 47 du Groupe spécial après la première réunion de fond. (italique dans l'original)

[576] Réponse de l'Australie à la question n° 101 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond.

[577] IRA de l'Australie, partie B, page 314 (pas d'italique dans l'original). Voir aussi l'IRA de l'Australie, partie B, page 325.

[578] IRA de l'Australie, partie B, page 314.

référence, d'une manière plutôt vague, à des modifications éventuelles des arrangements de prédédouanement:

> "Il est recommandé d'utiliser le prédédouanement, au moins pour les premiers échanges commerciaux (voir ci-dessus). Toutefois, il est possible que cette prescription soit modifiée dans l'avenir."[579]

2.222 En outre, la section de l'IRA intitulée "Examen des conditions d'importation" indique que:

> "Il est recommandé que Biosecurity Australia et l'AQIS, en concertation avec le MAFNZ, examinent les prescriptions à l'importation après la première année d'échanges commerciaux. D'autres examens auront lieu si les circonstances ou les renseignements le justifient."[580]

2.223 Comme le fait valoir l'Australie[581], cet examen à la fin de la première année pourrait comporter un examen ou une suppression progressive des arrangements de prédédouanement, mais ce ne sera pas nécessairement le cas. En fait, le Groupe spécial ne peut pas exclure qu'il puisse y avoir une suppression progressive des arrangements de prédédouanement directement et séparément de l'examen des conditions d'importation.

2.224 D'après l'IRA, l'assentiment de l'Australie est indispensable pour supprimer progressivement les arrangements de prédédouanement soit directement, soit dans le cadre d'un examen des conditions d'importation. Vu l'incertitude concernant les critères exacts et le calendrier de la suppression progressive de ces arrangements, l'IRA accorde à l'Australie un large pouvoir discrétionnaire de supprimer progressivement ultérieurement les arrangements de prédédouanement. Il ressort également des sections de l'IRA susmentionnées que les arrangements de prédédouanement seraient – du moins potentiellement – transitoires. Ce caractère potentiellement transitoire des arrangements de prédédouanement et l'incertitude concernant le calendrier et les critères de leur suppression progressive ultérieure selon l'IRA constituent une différence supplémentaire entre les arrangements de prédédouanement et les prescriptions énoncées dans la section de l'IRA relative à la vérification.

2.225 Les incertitudes exposées ci-dessus en ce qui concerne l'IRA dans le contexte de la mesure 15 sont mises en relief par la prescription figurant dans l'IRA selon laquelle les modalités du prédédouanement doivent être traitées par les parties dans le manuel de conduite et le programme de travail, qui n'ont cependant pas encore été adoptés. Selon l'IRA:

> "Il est prescrit au MAFNZ ou à l'organisme homologué d'élaborer un mode opératoire normalisé (MON), ou manuel de conduite dûment étayé décrivant les procédures phytosanitaires à appliquer pour chacun des parasites que l'Australie estime justiciables de quarantaine et les diverses responsabilités de toutes les parties intervenant dans la mise en conformité avec la présente prescription. Le mode opératoire doit être approuvé par l'AQIS avant le commencement des exportations et sera soumis à une vérification par l'AQIS.
>
> Un projet de programme de travail sera élaboré conjointement par le DAFF et le MAFNZ une fois achevé le présent Rapport IRA.

---

[579] IRA de l'Australie, partie B, page 325.
[580] *Ibid*.
[581] Déclaration orale finale de l'Australie à la première réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, paragraphe 34.

> Les procédures du programme de travail pourront inclure, mais pas exclusivement, des modalités de fonctionnement concernant:
>
> - la méthode d'inspection et d'échantillonnage,
> - les arrangements de prédédouanement,
> - la conservation et la fourniture de registres,
> - la ségrégation pendant l'entreposage et la désignation de lots,
> - le traitement des lots rejetés [*sic*],
> - des précisions sur la pratique commerciale standard."[582]

2.226 Bien que le "mode opératoire [doive] être approuvé par l'AQIS"[583], selon l'IRA, il doit, être élaboré par la Nouvelle-Zélande. De même, d'après l'IRA, le programme de travail ne dépend pas uniquement de l'Australie, mais doit être élaboré conjointement par les deux parties, y compris la Nouvelle-Zélande. Le Groupe spécial est sensible au fait que l'Australie a proposé, ultérieurement pendant la procédure, de spécifier ce que la mesure 15 pourrait impliquer en détail, compte tenu des discussions antérieures entre les parties pour élaborer les modes opératoires normalisés.[584] Toutefois, dans la mesure où la Nouvelle-Zélande – le plaignant – n'a pas accepté ces explications pendant la procédure et que les parties ne sont pas parvenues à un accord sur les modes opératoires normalisés et le programme de travail, le Groupe spécial ne peut pas être certain que la version finale de ces documents inclurait les mêmes prescriptions en ce qui concerne la mesure 15 que celles qui étaient proposées dans les explications de l'Australie.[585]

2.227 La section de l'IRA relative au prédédouanement ne spécifie pas la fréquence ni l'intensité de la participation des fonctionnaires de l'AQIS dans le cadre de la mesure 15. Dans le même temps, elle définit dans un libellé assorti d'aucune réserve la participation directe des fonctionnaires de l'AQIS, et ne dit rien sur toute autre modalité de cette participation. Cela n'exclut certainement pas une participation à 100 pour cent, c'est-à-dire que pendant les premiers échanges commerciaux, les fonctionnaires de l'AQIS pourraient participer à toutes les inspections des vergers pour détecter la présence de chancre européen et de feu bactérien, à toutes les vérifications directes des procédures des stations de conditionnement et à toutes les inspections des fruits. L'Australie reconnaît que c'est une possibilité dans le cadre de l'IRA, du moins en ce qui concerne certains éléments de la mesure 15, bien qu'elle fasse valoir également que cela serait exceptionnel.

2.228 Le Groupe spécial note que la partie A de l'IRA résume les conclusions du rapport dans la partie pertinente de la manière suivante:

> "Le présent rapport final recommande que l'importation en Australie de pommes en provenance de Nouvelle-Zélande soit permise, sous réserve des conditions de gestion des risques indiquées ci-après:

---

[582] IRA de l'Australie, partie B, pages 313 et 314.

[583] IRA de l'Australie, partie B, page 313.

[584] Réponse de l'Australie aux questions n° 105 et 106 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond.

[585] Voir, par exemple, les observations de la Nouvelle-Zélande sur les réponses de l'Australie aux questions n° 105 et 106 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphes 250 à 254.

- Arrangements de prédédouanement obligatoires avec la participation des fonctionnaires du Service australien de quarantaine et d'inspection à *toutes* les mesures de gestion des risques en Nouvelle-Zélande et à la vérification des systèmes et des processus utilisés par la Nouvelle-Zélande pour certifier les exportations."[586]

2.229 Comme il est indiqué plus haut, l'Australie fait valoir que le prédédouanement est obligatoire tandis que les prescriptions énoncées dans la section de l'IRA relative à la vérification sont laissées à l'initiative de l'AQIS.[587] En conséquence, seule la première partie du résumé figurant dans la partie A de l'IRA et reproduit dans le point ci-dessus pourrait se rapporter à la section de l'IRA relative au prédédouanement, tandis que la deuxième partie du point résume les prescriptions énoncées dans la section de l'IRA relative à la vérification.

2.230 La première partie du résumé figurant dans la partie A de l'IRA et reproduit dans le point ci-dessus, indique que dans le cadre des arrangements de prédédouanement, les fonctionnaires de l'AQIS participeraient à *toutes* les mesures de gestion des risques liées au prédédouanement en Nouvelle-Zélande. Sur la base de ce libellé figurant dans l'IRA, la mesure 15 semble impliquer la participation des fonctionnaires de l'AQIS à toutes les inspections des vergers pour détecter la présence de chancre européen et de feu bactérien, à toutes les vérifications directes des procédures des stations de conditionnement et à toutes les inspections et tous les traitements des fruits. Dans le même temps, le Groupe spécial est conscient du fait que l'IRA ne donne pas une description complète de la mesure 15. Compte tenu des précisions sur la mesure 15 proposées par l'Australie pendant la présente procédure, le Groupe spécial pourrait imaginer – bien qu'il ne puisse en être certain à ce stade – que dans sa version finale la mesure 15 n'impliquera pas la participation de l'AQIS à toutes les mesures liées aux arrangements de prédédouanement.

2.231 S'agissant des divergences entre les parties sur la question de savoir si la mesure 15 équivaut à des vérifications de systèmes, le Groupe spécial note que ni la section de l'IRA relative au prédédouanement ni la section relative à la vérification ne mentionnent des vérifications des systèmes. La partie A de l'IRA résume les prescriptions énoncées dans la section de l'IRA relative à la vérification comme étant la "vérification des *systèmes* et des processus utilisés par la Nouvelle-Zélande pour certifier les exportations".[588] Néanmoins, ce résumé n'indique pas en détail si les prescriptions énoncées dans la section de l'IRA relative à la vérification correspondraient effectivement à une vérification des systèmes telle que l'entendent les parties. En tout état de cause, comme il a été indiqué précédemment, il est malaisé de déterminer d'après l'IRA si la mesure 15 se rapporte aussi à la section de l'IRA relative à la vérification, et les parties n'ont pas achevé la mise au point du programme de travail et des modes opératoires. En conséquence, il demeure impossible au Groupe spécial d'établir également si la mesure 15 inclut les vérifications des systèmes au sens où l'entendent les parties. Le Groupe spécial note que cette question est plus directement liée à l'allégation de la Nouvelle-Zélande au titre de l'article 5:6 de l'Accord SPS.

6. Applicabilité territoriale des mesures en cause

2.232 L'IRA évalue les trois parasites en cause "pour l'ensemble de l'Australie".[589] En conséquence, les mesures énoncées dans les parties pertinentes de l'IRA en ce qui concerne ces parasites s'appliquent aux exportations de la Nouvelle-Zélande vers la totalité du territoire australien.[590]

---

[586] IRA de l'Australie, partie A, page 1 (pas d'italique dans l'original).

[587] Réponse de l'Australie à la question n° 101 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphe 454.

[588] IRA de l'Australie, partie A, page 1 (pas d'italique dans l'original).

[589] IRA de l'Australie, partie B, page 47. Voir aussi *Ibid*., pages 48 et 49.

7. Questions juridiques à traiter dans la section du rapport relative aux constatations

2.233 Le Groupe spécial note qu'il y a plusieurs autres points de désaccord entre les parties en ce qui concerne les mesures qui sont en cause dans le présent différend, tels que:

a) le point de savoir si les 16 mesures spécifiques sont toutes considérées comme des mesures SPS;

b) le point de savoir si la Nouvelle-Zélande a le droit de contester les 16 mesures spécifiques chacune individuellement ou uniquement conjointement, y compris le point de savoir si certaines mesures devraient être traitées ensemble dans le cadre d'une approche "systémique"; et

c) le point de savoir si, comme le fait valoir l'Australie, certaines de ces mesures sont "auxiliaires" d'autres mesures, dont il est allégué qu'elles sont "principales".

Ces points sont davantage pertinents pour l'examen juridique final des mesures en cause que pour la détermination établissant quelles mesures sont en cause en l'espèce et précisément ce que certaines de ces mesures pourraient impliquer. En conséquence, le Groupe spécial traitera ces questions dans la section du rapport relative aux constatations.

2.234 Une question supplémentaire liée aux mesures en cause est celle de savoir si le "processus IRA" dans son ensemble est une mesure relevant du présent groupe spécial. L'Australie conteste cela dans le contexte spécifique de l'allégation de la Nouvelle-Zélande au titre de l'article 8 et de l'Annexe C 1) a) de l'Accord SPS.[591] C'est dans le cadre de l'examen juridique de cette allégation que le Groupe spécial traitera la question.

E. PRODUIT EN CAUSE

1. Arguments des parties

2.235 Les parties ont longuement débattu du produit en cause tout au long de la présente procédure.

2.236 En principe, les deux parties conviennent que le produit en cause devrait être déterminé par le mandat du Groupe spécial, tel qu'il est énoncé dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande[592] et a été adopté par l'ORD. La demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande fait référence en termes généraux à l'"importation de pommes en provenance de Nouvelle-Zélande"[593] en Australie.

2.237 Malgré leur convergence de vues sur la pertinence de la demande d'établissement d'un groupe spécial pour déterminer le produit en cause, les parties expriment des avis différents sur l'importance à cet égard de la maturité, de l'absence de déchets, du caractère asymptomatique et du mode de commercialisation des pommes.

---

[590] L'IRA traitait d'autres parasites et recommandait certaines mesures uniquement pour l'Australie-Occidentale. Ces mesures et les parasites auxquels elles se rapportent ne sont pas en cause en l'espèce. Voir l'IRA de l'Australie, partie B, pages 239 à 310 et 324.

[591] Voir, par exemple, la première communication écrite de l'Australie, paragraphes 1117 à 1126; la deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphes 184 à 218.

[592] Réponse de la Nouvelle-Zélande à la question n° 1 du Groupe spécial après la première réunion de fond, paragraphe 2; réponse de l'Australie à la question n° 1 du Groupe spécial après la première réunion de fond, page 1.

[593] *Australie – Pommes*, Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande (WT/DS367/5), 7 décembre 2007, jointe en tant qu'annexe A-1 au présent rapport.

2.238 Dans sa première communication écrite, la Nouvelle-Zélande dit que le produit en cause en l'espèce est les pommes importées de Nouvelle-Zélande en Australie, selon la description donnée dans le mandat du Groupe spécial.[594] Mais la Nouvelle-Zélande ajoute que "[d]ans la pratique, [la Nouvelle-Zélande] exporterait des pommes mûres asymptomatiques vers l'Australie"[595] parce que:

> "L'IRA exige, comme condition d'entrée, que toutes les pommes de Nouvelle-Zélande soient conformes à la norme "fruit de qualité à l'exportation de la classe 1" en ce qui concerne la présence de blessures et la maturité[596] et soient exemptes de déchets.[597] Une telle norme serait compatible avec la pratique en matière d'exportation de pommes depuis la Nouvelle-Zélande et en soumettant cette affaire la Nouvelle-Zélande ne conteste pas ce type de prescription."[598]

2.239 La Nouvelle-Zélande dit à maintes reprises que ses arguments sont axés sur le produit effectivement exporté[599], à savoir les pommes mûres asymptomatiques.[600]

2.240 En réponse, l'Australie fait valoir que "la tentative de la Nouvelle-Zélande de présenter le produit en cause comme étant les "pommes mûres asymptomatiques" devrait être rejetée".[601] Elle ajoute que le Groupe spécial commettrait une erreur de droit en définissant le produit en cause comme étant les "pommes mûres asymptomatiques"[602] parce que le "terme "asymptomatiques" pourrait être mal interprété comme laissant entendre que la Nouvelle-Zélande exporterait uniquement des "marchandises sans risque" sans exiger que la Nouvelle-Zélande le prouve".[603] De l'avis de l'Australie, même si les pommes sont "asymptomatiques", cela ne signifie pas nécessairement qu'elles sont exemptes de parasites: les pommes porteuses d'infection latente par le chancre européen ou porteuses de bactéries du feu bactérien sont par définition "asymptomatiques".[604]

2.241 L'Australie fait valoir que "[l]e produit en cause en l'espèce devrait être déterminé par référence à la portée du Rapport IRA final".[605] Elle fait observer que la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande cite la politique arrêtée par le Directeur du Service de quarantaine zoosanitaire et phytosanitaire de l'Australie concernant l'importation de pommes en provenance de Nouvelle-Zélande, soumettant l'importation de pommes en Australie aux prescriptions énoncées dans l'IRA.[606] De l'avis de l'Australie, cette référence dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande définit le produit en cause en le liant au produit

---

[594] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.44; déclaration orale liminaire de la Nouvelle-Zélande à la première réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, paragraphe 23; réponse de la Nouvelle-Zélande à la question n° 1 du Groupe spécial après la première réunion de fond, paragraphe 2 et à la question n° 2 du Groupe spécial après la première réunion de fond, paragraphe 5.

[595] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.44.

[596] (*note de bas de page de l'original*) IRA, page 315.

[597] (*note de bas de page de l'original*) IRA, page 318.

[598] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.45.

[599] Réponse de la Nouvelle-Zélande à la question n° 2 du Groupe spécial après la première réunion de fond, paragraphe 5.

[600] Réponse de la Nouvelle-Zélande à la question n° 10 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphe 20.

[601] Réponse de l'Australie à la question n° 1, page 3.

[602] Réponse de l'Australie à la question n° 15 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphes 50 et 51.

[603] Réponse de l'Australie à la question n° 3 du Groupe spécial après la première réunion de fond, page 4.

[604] *Ibid.*

[605] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 123.

[606] *Australie – Pommes*, Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande (WT/DS367/5), 7 décembre 2007, jointe en tant qu'annexe A-1 au présent rapport.

considéré dans l'IRA.[607] Étant donné que l'IRA vise les "pommes mûres exemptes de déchets, soit emballées soit en vrac, triées et classées, en provenance de Nouvelle-Zélande"[608], l'Australie fait valoir que le produit en cause devrait être défini dans les termes utilisés dans l'IRA et non comme étant les "pommes mûres asymptomatiques".[609]

2.242 En réponse, la Nouvelle-Zélande soutient qu'il n'y a pas de différence pratique entre les pommes effectivement exportées vers l'Australie et celles qui relèvent de l'IRA.[610] Néanmoins, elle dit qu'il n'est pas approprié de déterminer le produit en cause par référence à la portée de l'IRA, mais qu'il faudrait plutôt le définir selon le mandat du Groupe spécial[611] comme étant les "pommes importées de Nouvelle-Zélande en Australie".[612] De l'avis de la Nouvelle-Zélande, limiter le produit en cause par référence à la portée de l'IRA "permettrait en fait à un Membre procédant à un IRA d'exclure certains éléments de l'examen par un groupe spécial chargé du règlement des différends simplement en définissant la portée de ses enquêtes d'une manière particulière".[613] Par ailleurs, comme il a été noté, la Nouvelle-Zélande fait observer que ses arguments sont axés sur le produit effectivement exporté, à savoir les pommes mûres asymptomatiques.[614]

2.243 Les parties examinent également la pertinence du mode de commercialisation des pommes afin de définir le produit en cause. La Nouvelle-Zélande affirme que "[l]e mode de commercialisation n'a pas d'implication pour la désignation du "produit en cause", qui est déterminé par le mandat du Groupe spécial".[615] L'Australie, par contre, fait valoir que le produit en cause est défini par l'IRA et que "[l]e mode de commercialisation, à savoir fruits emballés ou fruits en vrac, est un aspect important de cette définition et détermine donc le produit en cause".[616]

2. Analyse par le Groupe spécial

2.244 La tâche du Groupe spécial est de définir la portée du différend pour ce qui est du produit en cause. Selon la jurisprudence établie, c'est le mandat du groupe spécial qui "définit la portée [d'un] différend".[617] Le mandat d'un groupe spécial est quant à lui déterminé par la demande d'établissement d'un groupe spécial.[618] La demande d'établissement d'un groupe spécial constitue la "question portée devant l'ORD" qui constitue elle-même le fondement du mandat d'un groupe spécial au titre de l'article 7:1 du Mémorandum d'accord. Pour définir le produit en cause, le Groupe spécial doit donc se référer à son mandat.

---

[607] Réponse de l'Australie à la question n° 1 du Groupe spécial après la première réunion de fond, pages 1 à 3.

[608] IRA de l'Australie, partie B, page 9. Voir la réponse de l'Australie à la question n° 1 du Groupe spécial après la première réunion de fond, pages 1 à 3.

[609] Réponse de l'Australie à la question n° 1 du Groupe spécial après la première réunion de fond, pages 1 à 3; deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphes 81 à 83.

[610] Réponse de la Nouvelle-Zélande à la question n° 10 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphe 20; première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.33.

[611] Réponse de la Nouvelle-Zélande à la question n° 1 du Groupe spécial après la première réunion de fond, paragraphe 2.

[612] *Ibid.*, citant à l'appui *Australie – Pommes*, Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande (WT/DS367/5), 7 décembre 2007, jointe en tant qu'annexe A-1 au présent rapport.

[613] Réponse de la Nouvelle-Zélande à la question n° 1 du Groupe spécial après la première réunion de fond, paragraphe 1.

[614] Réponse de la Nouvelle-Zélande à la question n° 10 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphe 20.

[615] Réponse de la Nouvelle-Zélande à la question n° 8 du Groupe spécial après la première réunion de fond, paragraphe 12.

[616] Réponse de l'Australie à la question n° 8 du Groupe spécial après la première réunion de fond, page 7.

[617] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier au carbone*, paragraphe 126.

[618] Rapport du Groupe spécial *Japon – Pommes*, paragraphe 8.32.

2.245 La demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande fait référence à "l'importation de pommes en provenance de Nouvelle-Zélande"[619] en Australie. Ainsi, la demande d'établissement d'un groupe spécial détermine le produit en cause en termes généraux, sans aucune précision. En particulier, elle ne fait référence ni aux "pommes mûres asymptomatiques" ni aux "pommes mûres exemptes de déchets, soit emballées soit en vrac, triées et classées".

2.246 Le Groupe spécial rappelle l'argument de l'Australie selon lequel le produit en cause devrait être défini par l'IRA, et selon lequel le mode de commercialisation, à savoir fruits emballés ou fruits en vrac, est un aspect important de cette définition et détermine donc le produit en cause.

2.247 Les mesures en cause indiquées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial sont énoncées dans l'IRA, à laquelle il est également fait référence dans la demande d'établissement d'un groupe spécial.[620] Comme l'Australie l'a noté, l'IRA indique que "[l']analyse vise l'importation de pommes mûres exemptes de déchets, soit emballées soit en vrac, triées et classées, en provenance de Nouvelle-Zélande".[621] Par ailleurs, l'IRA s'applique aux pommes produites en Nouvelle-Zélande et devant être exportées vers l'Australie. En effet, l'IRA s'intitule "Rapport final d'analyse de risques à l'importation concernant les pommes en provenance de Nouvelle-Zélande", sans aucune précision. La partie A de l'IRA résume les conclusions générales de l'analyse en faisant référence aux pommes de Nouvelle-Zélande dans des termes aussi généraux: "Le présent rapport final recommande que l'importation en Australie de pommes en provenance de Nouvelle-Zélande soit permise, sous réserve des conditions de gestion des risques indiquées ci-après".[622] L'applicabilité de l'IRA aux pommes en provenance de Nouvelle-Zélande destinées à l'Australie est reconnue par les deux parties. L'Australie dit que "[t]outes pommes proposées à l'exportation depuis la Nouvelle-Zélande vers l'Australie seraient soumises aux prescriptions énoncées dans le Rapport IRA final".[623] Ainsi, alors que la portée de l'IRA pourrait se limiter à certaines pommes, les mesures indiquées dans l'IRA s'appliquent à toutes pommes exportées depuis la Nouvelle-Zélande vers l'Australie. Cela est souligné par la Note de politique de Biosecurity Australia 2007/07 datée du 27 mars 2007, dont la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande cite le passage suivant: "L'importation de pommes [en provenance de Nouvelle-Zélande] peut être permise sous réserve des dispositions de la *Loi de 1908 sur la quarantaine* (*Quarantine Act 1908*), et de l'application des mesures phytosanitaires indiquées dans le *Rapport final d'analyse de risques à l'importation concernant les pommes en provenance de Nouvelle-Zélande* de novembre 2006".[624]

2.248 Si le Groupe spécial centrait son attention uniquement sur les pommes mûres exemptes de déchets, soit emballées soit en vrac, triées et classées, en provenance de Nouvelle-Zélande, comme l'Australie le fait valoir, il commettrait une erreur de droit. Les arguments de l'Australie restreignent le produit en cause pour ce qui est de la façon dont il est indiqué dans la demande d'établissement d'un groupe spécial. Même si le Groupe spécial acceptait les arguments de l'Australie, il arriverait toujours à la conclusion que les effets de l'IRA s'étendent à toutes les pommes de Nouvelle-Zélande importées en Australie. En fait, seule l'importation des pommes relevant de l'IRA est autorisée en Australie. En d'autres termes, l'IRA est également applicable à tout autre type de pommes en provenance de Nouvelle-Zélande, en ce sens qu'elle limite l'importation de ces pommes en Australie.

---

[619] *Australie – Pommes*, Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande (WT/DS367/5), 7 décembre 2007, jointe en tant qu'annexe A-1 au présent rapport.

[620] *Australie – Pommes*, Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande (WT/DS367/5), 7 décembre 2007, jointe en tant qu'annexe A-1 au présent rapport.

[621] IRA de l'Australie, partie B, page 9.

[622] IRA de l'Australie, partie A, page 1.

[623] Réponse de l'Australie à la question n° 5 du Groupe spécial après la première réunion de fond, page 5.

[624] *Australie – Pommes*, Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande (WT/DS367/5), 7 décembre 2007, jointe en tant qu'annexe A-1 au présent rapport.

2.249 Le Groupe spécial passe maintenant à l'accent mis par la Nouvelle-Zélande sur les pommes "mûres asymptomatiques". La Nouvelle-Zélande dit qu'elle met l'accent sur les pommes "mûres asymptomatiques" dans le contexte des arguments qu'elle a présentés en l'espèce "[qui] sont, sur le plan pratique, fondés sur le produit effectivement exporté depuis la Nouvelle-Zélande".[625] Cet accent, mis aux fins des arguments de la Nouvelle-Zélande, est lié à des questions concernant le fond de l'affaire, questions qui ne seront pas traitées dans la présente section. Il ne faudrait pas confondre cela avec la définition du produit en cause.

2.250 À nouveau, afin de définir le produit en cause, c'est le mandat du Groupe spécial qui définit la portée du différend. Les allégations de la Nouvelle-Zélande visent des mesures énoncées dans l'IRA qui s'appliquent à l'importation de pommes en provenance de Nouvelle-Zélande. Le Groupe spécial ne peut pas élargir ou restreindre son mandat, il doit se borner à examiner les mesures et les produits qui y sont indiqués.[626] En conséquence, le produit en cause indiqué est les pommes importées de Nouvelle-Zélande en Australie. Cela constitue la portée du présent différend. Les arguments de la Nouvelle-Zélande faisant référence aux "pommes mûres asymptomatiques" sont pertinents, non pas pour déterminer le produit en cause, mais plutôt afin d'examiner les mesures contestées de l'Australie à la lumière des dispositions de l'Accord SPS indiquées dans la demande d'établissement du groupe spécial. En somme, le mandat du Groupe spécial, et non les arguments juridiques de la Nouvelle-Zélande, définit le produit en cause et la portée du différend.

2.251 En conclusion, le mandat du Groupe spécial fait référence à "l'importation de pommes". Le Groupe spécial ne peut pas se borner à analyser uniquement les "pommes mûres exemptes de déchets, soit emballées soit en vrac, triées et classées, en provenance de Nouvelle-Zélande", ou au contraire uniquement les "pommes mûres asymptomatiques". En faisant cela, et en n'incorporant pas dans son analyse les produits définis dans le mandat du Groupe spécial, à savoir les pommes en provenance de Nouvelle-Zélande importées en Australie, le Groupe spécial restreindrait à tort son mandat.

2.252 À la lumière de ces considérations, le Groupe spécial conclut en tant que point factuel que le produit en cause indiqué dans le mandat du Groupe spécial est les pommes en provenance de Nouvelle-Zélande importées en Australie.

III. DEMANDES DE CONSTATATIONS ET DE RECOMMANDATIONS FORMULÉES PAR LES PARTIES

3.1 La Nouvelle-Zélande demande au Groupe spécial de constater que les mesures contestées sont, prises aussi bien individuellement que conjointement, incompatibles avec les obligations de l'Australie au titre des dispositions suivantes de l'Accord SPS: article 2:2 et 2:3 (les deux phrases); article 5:1, 5:2, 5:5 (première phrase) et 5:6; article 8; et Annexe C 1) a).

3.2 En réponse, l'Australie fait valoir ce qui suit:

a) les mesures de l'Australie ne sont pas incompatibles avec l'article 5:1 et, en conséquence, avec l'article 2:2 de l'Accord SPS, et elles ne sont pas non plus incompatibles avec l'article 5:2 de l'Accord SPS; ou, à titre subsidiaire, les mesures de l'Australie ne sont pas incompatibles avec l'article 2:2 de l'Accord SPS;

b) les mesures de l'Australie ne sont pas incompatibles avec l'article 5:6 de l'Accord SPS;

---

[625] Réponse de la Nouvelle-Zélande à la question n° 2 du Groupe spécial après la première réunion de fond, paragraphe 5.

[626] Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Boissons alcooliques II*, page 29.

c) les mesures de l'Australie ne sont pas incompatibles avec l'article 5:5 de l'Accord SPS et, par conséquent, avec l'article 2:3; et

d) l'allégation formulée de la Nouvelle-Zélande au titre de l'article 8 et de l'Annexe C 1) a) de l'Accord SPS sort du cadre du présent différend et devrait être rejetée par le Groupe spécial.

IV. ARGUMENTS DES PARTIES[627]

A. NOUVELLE-ZÉLANDE

1. Résumé analytique de la première communication écrite de la Nouvelle-Zélande

a) Introduction

4.1 L'importation de pommes de Nouvelle-Zélande en Australie est soumise à des mesures très restrictives concernant le feu bactérien, le chancre européen et la cécidomyie des feuilles du pommier (ALCM) indiquées dans le Rapport final d'analyse de risques à l'importation concernant les pommes en provenance de Nouvelle-Zélande (IRA) de l'Australie. Ces mesures ferment de fait le marché de l'Australie aux pommes de Nouvelle-Zélande.

4.2 Tandis que la Nouvelle-Zélande ne conteste pas le droit d'un Membre de l'OMC de prendre les mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS) nécessaires à la protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux ou à la préservation des végétaux, les mesures SPS de l'Australie, en tant que Membre de l'OMC et partie à l'Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires (Accord SPS), doivent également être conformes à ses obligations au titre de cet accord.

4.3 L'Accord SPS exige que les mesures SPS appliquées à l'importation d'un produit – en l'espèce les pommes importées en Australie depuis la Nouvelle-Zélande – soient établies sur la base d'une évaluation des risques appropriée et étayées par des preuves scientifiques suffisantes. Toutefois, il n'y a aucune preuve scientifique indiquant que les pommes mûres asymptomatiques sont une filière de transmission du feu bactérien ou du chancre européen – en fait il y a des preuves indiquant le contraire. Dans le cas de l'ALCM, l'Australie conjecture une confluence d'événements qui est loin d'être une probabilité du monde réel.

4.4 En conséquence, pour les raisons indiquées ci-après et exposées intégralement dans la communication de la Nouvelle-Zélande, les mesures en cause adoptées par l'Australie sont incompatibles avec les articles 2:2, 2:3, 5:1, 5:2, 5:5, 5:6, 8 et l'Annexe C 1) a) de l'Accord SPS.

b) Contexte

4.5 Le marché australien est de fait fermé aux pommes de Nouvelle-Zélande depuis 1921. En 1986, et à nouveau en 1989 et 1995, la Nouvelle-Zélande a demandé l'accès à ce marché – et chaque fois il lui a été refusé.

4.6 En 1999, la Nouvelle-Zélande a présenté une quatrième demande d'admission de ses pommes en Australie. Près de huit ans plus tard, en novembre 2006, l'IRA a été publié. Il indique les mesures devant être appliquées à l'importation de pommes de Nouvelle-Zélande pour lutter contre des parasites et maladies dont l'Australie se dit elle-même exempte, en particulier: le feu bactérien – maladie des plantes causée par la bactérie *Erwinia amylovora*; le chancre européen – maladie des plantes causée

[627] La présente section relative aux arguments des parties est fondée sur les résumés analytiques présentés par les parties au Groupe spécial.

par le champignon *Neonectria galligena*; et l'ALCM – petit insecte ailé qui se nourrit sur les feuilles partiellement déployées des pommiers. Ces mesures continuent de fait à exclure les pommes de Nouvelle-Zélande du marché australien.

4.7 Pendant les nombreuses années de préparation de l'IRA, la demande de la Nouvelle-Zélande visant à obtenir un accès au marché des pommes a pris une importance politique en Australie. La question de l'accès des pommes de Nouvelle-Zélande a été débattue pendant la période précédant les élections fédérales, il y a eu des auditions au Comité du Sénat sur la question et l'industrie australienne de la pomme a été étroitement associée au processus d'analyse des risques à l'importation.

4.8 Dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, la Nouvelle-Zélande a indiqué 17 mesures spécifiques imposées en ce qui concerne trois parasites: le feu bactérien, le chancre européen et l'ALCM. Les mesures entrent dans deux catégories; celles qui sont d'application générale et celles qui sont spécifiques à chacun des trois parasites. La Nouvelle-Zélande considère que ces mesures sont incompatibles avec les obligations de l'Australie au titre de l'Accord SPS.

4.9 Les mesures en cause applicables au feu bactérien sont les prescriptions voulant que: les pommes proviennent de zones exemptes de symptômes du feu bactérien; les vergers/blocs soient inspectés pour détecter la présence de symptômes du feu bactérien; une méthode d'inspection des vergers/blocs soit élaborée et approuvée; les vergers/blocs fassent l'objet d'une suspension pour la saison au motif qu'il y a des éléments montrant que la taille ou d'autres activités menées avant l'inspection pourraient constituer une tentative d'éliminer ou de cacher des symptômes du feu bactérien; les vergers/blocs fassent l'objet d'une suspension pour la saison du fait de la détection de symptômes visuels du feu bactérien; les pommes soient soumises à un traitement de désinfection dans la station de conditionnement; tout l'équipement de calibrage et de conditionnement qui entre directement en contact avec les pommes soit nettoyé et désinfecté immédiatement avant chaque opération de conditionnement pour l'Australie; les stations de conditionnement enregistrées pour exporter des pommes ne traitent que les fruits provenant de vergers enregistrés.

4.10 En ce qui concerne le chancre européen, les mesures en cause sont les prescriptions voulant que: les pommes proviennent de vergers/blocs d'exportation exempts de chancre européen; tous les arbres des vergers/blocs d'exportation soient inspectés pour détecter la présence de symptômes du chancre européen; tout le nouveau matériel de reproduction soit soigneusement examiné et traité contre le chancre européen; les vergers/blocs fassent l'objet d'une suspension pour la saison au motif qu'il y a des éléments montrant que la taille ou d'autres activités menées avant l'inspection pourraient constituer une tentative d'éliminer ou de cacher des symptômes du chancre européen; les exportations en provenance de vergers/blocs fassent l'objet d'une suspension pour la saison au motif que la présence de chancre européen a été détectée, la reprise étant soumise à éradication de la maladie, confirmée par inspection.

4.11 Les mesures en cause applicables à l'ALCM sont les prescriptions concernant l'inspection et le traitement, y compris: la possibilité d'inspecter chaque lot en utilisant un échantillon aléatoire de 3 000 unités choisies sur l'ensemble du lot, la détection de tout arthropode vivant soumis à quarantaine donnant lieu à un traitement approprié ou au refus d'exporter; ou l'autre possibilité consistant à inspecter chaque lot en utilisant un échantillon aléatoire de 600 unités choisies sur l'ensemble du lot, avec traitement approprié obligatoire de tous les lots.

4.12 Les mesures générales sont: la prescription voulant que les fonctionnaires du Service australien de quarantaine et d'inspection soient associés aux inspections des vergers pour détecter la présence de chancre européen et de feu bactérien, à la vérification directe des procédures des stations de conditionnement et à l'inspection et au traitement des fruits; la prescription voulant que la Nouvelle-Zélande veille à ce que tous les vergers enregistrés pour l'exportation à destination de

l'Australie opèrent suivant des pratiques commerciales standard; et la prescription voulant que les stations de conditionnement donnent des détails sur la configuration des installations.

c) Analyse juridique

i) Les mesures de l'Australie sont incompatibles avec l'article 2:2

4.13 Les mesures de l'Australie sont "maintenues sans preuves scientifiques suffisantes". Il n'y a pas de lien "rationnel ou objectif" entre ces mesures et les preuves scientifiques, et elles sont donc incompatibles avec l'article 2:2 de l'Accord SPS.

4.14 Toutes les mesures de l'Australie concernant le feu bactérien reposent sur l'affirmation selon laquelle les pommes mûres constituent une filière de transmission de la maladie. Toutefois, il n'y a aucune preuve indiquant que les fruits devant être exportés depuis la Nouvelle-Zélande – c'est-à-dire des pommes mûres asymptomatiques – constituent une telle filière. En fait, les preuves scientifiques montrent que les pommes mûres asymptomatiques ne transmettent pas la maladie et ne l'ont jamais fait.

4.15 Dans l'affaire *Japon – Pommes*, les preuves scientifiques pertinentes ont été examinées par le Groupe spécial et par ses experts scientifiques. Le Groupe spécial a constaté que le risque que les pommes mûres asymptomatiques transmettent le feu bactérien était négligeable. Les conclusions du Groupe spécial ont été confirmées par l'Organe d'appel. Rien ne donne à penser que le Groupe spécial et les experts scientifiques dans l'affaire *Japon – Pommes* avaient tort. En réalité, les recherches scientifiques effectuées sur le feu bactérien depuis l'affaire *Japon – Pommes* ne font que renforcer les conclusions du Groupe spécial.

4.16 La bactérie du feu bactérien ne se trouve pas à l'intérieur des pommes mûres. La bactérie ne se trouve que rarement à l'extérieur des pommes et alors uniquement sur le calice, environnement qui n'est pas propice au développement, à la survie ou au transfert d'*E. amylovora*. Même lorsqu'elle est présente sur le calice, *E. amylovora* n'y est pas en quantité suffisante pour être transmise à un hôte sensible et déclencher une infection, en particulier après la diminution du nombre de bactéries qui se produit pendant la manutention, l'entreposage et le transport des pommes après la récolte. Des études ont conclu que le risque d'importer *E. amylovora* sur des pommes commerciales et le risque concomitant d'une flambée de feu bactérien étaient tellement faibles qu'ils étaient insignifiants.

4.17 Les preuves scientifiques sont renforcées par la réalité du commerce international des pommes. Au cours des dernières décennies, des milliards de pommes ont été exportées vers des pays exempts du feu bactérien sans qu'il en résulte une dissémination du feu bactérien.

4.18 Puisque l'affirmation selon laquelle les pommes mûres asymptomatiques constituent une filière de transmission du feu bactérien n'est pas étayée par des preuves scientifiques, aucune des mesures concernant le feu bactérien imposées par l'Australie n'a un lien rationnel ou objectif avec les preuves scientifiques. De fait, bon nombre des mesures australiennes, par exemple le trempage au chlore, correspondent aux mesures en cause dans l'affaire *Japon – Pommes* dont il a été constaté qu'elles constituaient une violation de l'Accord SPS.

4.19 De même, les mesures imposées en ce qui concerne le chancre européen sont fondées sur l'affirmation selon laquelle les pommes mûres asymptomatiques constituent une filière de transmission de la maladie. Toutefois, là encore, cela n'est pas étayé par des preuves scientifiques. L'existence d'une telle filière n'a jamais été démontrée. En particulier, il n'y a aucune preuve scientifique indiquant que les pommes mûres de Nouvelle-Zélande sont porteuses d'une infection latente par *N. galligena*. Les affirmations de l'Australie au sujet de l'infection latente sont fondées sur

des études effectuées dans des pays où le climat, caractérisé par de fortes pluies d'été, est très différent de celui de la Nouvelle-Zélande.

4.20 Il n'y a également aucun élément scientifique étayant l'idée que les pommes mûres pourraient être infestées (contaminées en surface) par des spores de *N. galligena* au moment de la récolte, constituant une source future d'infection ou de contamination croisée de pommes saines. En outre, même si *N. galligena* était présente dans ou sur des pommes de Nouvelle-Zélande mûres et survivait à la manutention, au traitement et au transport en Australie, il n'y a aucune preuve scientifique indiquant que des spores seraient produites à partir de fruits porteurs d'infections ou d'infestations latentes ou que ces spores pourraient se propager depuis des fruits infectés à un hôte sensible.

4.21 Enfin, il n'y a aucune preuve scientifique indiquant que le chancre européen pourrait s'établir et se disséminer dans le climat australien, étant donné que les conditions favorables au chancre européen, à savoir la pluviosité et des températures modérées, n'existent pas dans les régions australiennes de culture des pommes. Il ne peut pas y avoir de meilleure preuve de l'absence de filière et du caractère inhospitalier du climat australien à l'égard de la maladie que le fait que le chancre européen ne s'est pas disséminé pendant la flambée survenue en Tasmanie au siècle dernier, malgré le mouvement sans restriction des pommes à l'intérieur et à partir de la Tasmanie pendant cette période.

4.22 Puisqu'il n'y a pas de preuves scientifiques indiquant que les pommes mûres asymptomatiques constituent une filière de transmission du chancre européen, aucune des mesures concernant le chancre européen imposées par l'Australie n'a un lien rationnel ou objectif avec les preuves scientifiques.

4.23 Les mesures australiennes relatives à l'ALCM sont également maintenues sans preuves scientifiques suffisantes. Lorsqu'elle a formulé ses mesures concernant l'ALCM, l'Australie n'a pas tenu compte des preuves scientifiques qui indiquent qu'environ 85 pour cent des cocons d'ALCM sur les pommes de Nouvelle-Zélande ne sont pas viables parce qu'ils ne contiennent pas de pupes vivantes. Ce fait, combiné à la durée de vie et au rayon de vol limités de la cécidomyie, et d'autres facteurs biologiques, rendent hautement improbable la suite d'événements sur laquelle l'Australie s'appuie pour étayer ses mesures.

4.24 L'affirmation de l'Australie exigerait qu'au moins 4 000 pommes soient déposées, non couvertes, au même endroit dans un rayon de 30 mètres autour de pommiers ayant de jeunes pousses. Il n'y a aucune preuve scientifique démontrant qu'une telle suite d'événements s'est produite ou se produirait dans le monde réel.

4.25 L'invraisemblance d'une telle suite d'événements est confirmée par l'historique du commerce des pommes. La Nouvelle-Zélande a exporté des millions de pommes vers des pays exempts d'ALCM sans que des mesures spéciales soient prises concernant l'ALCM et sans qu'il en résulte une dissémination de l'ALCM.

4.26 Compte tenu de cela, un régime ordinaire d'inspection de 600 pommes par l'AQIS serait plus que suffisant pour prévenir le risque. Le régime d'inspection d'un échantillon de 3 000 fruits exigé par l'Australie ou le traitement obligatoire en plus de l'inspection de 600 fruits sont disproportionnés par rapport au risque.

4.27 De même, les mesures générales imposées par l'Australie pour l'importation de pommes de Nouvelle-Zélande sont maintenues sans preuves scientifiques suffisantes. En fait, l'Australie n'essaye même pas de donner une justification scientifique de ces mesures.

ii) Les mesures de l'Australie sont incompatibles avec l'article 5:1

4.28 Les mesures de l'Australie ne sont pas établies sur la base d'une "évaluation des risques" au sens de l'article 5:1 et de l'annexe A et sont donc incompatibles avec l'article 5:1 de l'Accord SPS.

4.29 L'IRA aborde l'évaluation des risques d'une manière qui attribue des valeurs de probabilité quantitatives à des étapes qui ne sont souvent rien de plus que des possibilités – dans certains cas les possibilités les plus lointaines. Une telle approche est incompatible avec celle qui a été adoptée par l'Organe d'appel dans les affaires *Australie – Saumons* et *CE – Hormones*, qui souligne qu'une évaluation des risques doit porter sur des probabilités et pas simplement des possibilités.

4.30 L'Australie ajoute à ce problème plusieurs vices de méthode fondamentaux qui font que les niveaux de risque attribués dans l'IRA n'ont aucune crédibilité. Ces vices comportent le choix d'une valeur maximale artificiellement gonflée pour la probabilité d'événements ayant une probabilité "négligeable" de se produire, l'utilisation inappropriée de la distribution uniforme pour modéliser la probabilité de divers événements et la surestimation du volume projeté du commerce de pommes de Nouvelle-Zélande. L'effet global de ces trois vices de méthode fondamentaux a été une surestimation importante de la probabilité d'événements dont la probabilité qu'ils se produisent est négligeable.

4.31 En outre, comme le Japon dans l'affaire *Japon – Pommes*, l'Australie n'a pas "évalué la probabilité" de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination des parasites pertinents et n'a pas non plus évalué la probabilité de leur entrée, de leur établissement ou de leur dissémination "en fonction des mesures SPS qui pourraient être appliquées".

4.32 En ce qui concerne le feu bactérien, l'IRA établit une probabilité très artificiellement gonflée d'entrée de la bactérie en Australie par le biais des pommes importées. Les "étapes pour l'importation" indiquées par l'Australie pour le feu bactérien se fondent sur l'hypothèse d'une filière de transmission continue sans tenir compte du fait qu'à des points critiques il n'y a aucune preuve de l'existence d'une filière. En attribuant des valeurs de probabilité à ce qui est fréquemment les possibilités les plus lointaines, l'Australie n'a pas pris en considération ou a dans une large mesure mal compris les preuves scientifiques qui de bout en bout n'étayent en rien l'idée qu'une filière existe.

4.33 Les pommes mûres asymptomatiques ne constituent pas un vecteur de transmission d'*E. amylovora*. Cela est confirmé par les preuves scientifiques, telles qu'elles ont été avalisées par le Groupe spécial et les experts scientifiques dans l'affaire *Japon – Pommes*. Par conséquent, le feu bactérien ne serait pas transmis à des plantes hôtes en Australie du fait de l'importation de pommes mûres asymptomatiques. L'IRA de l'Australie n'est pas une évaluation de la "probabilité de l'entrée"; c'est une spéculation sur la possibilité d'entrée qui n'est pas en conformité avec l'article 5:1 de l'Accord SPS.

4.34 L'IRA n'évalue pas non plus la probabilité de l'établissement ou de la dissémination du feu bactérien en Australie. L'Australie soutient qu'une fois que des pommes infestées ou infectées par *E. amylovora* arrivent sur son territoire, la maladie se transmettrait probablement à des plantes hôtes. Cette affirmation repose sur l'hypothèse qu'il y a un mécanisme de dispersion permettant à la bactérie de passer à un hôte sensible. Toutefois, il n'y a aucune preuve scientifique indiquant une quelconque probabilité que cela pourrait se produire. Dans ce domaine, également, l'analyse faite dans l'IRA repose sur des possibilités lointaines et non sur des probabilités fondées sur des preuves scientifiques indiquant des événements se produisant naturellement. L'IRA n'a présenté que des spéculations au sujet d'événements hypothétiques dont il n'a jamais été démontré qu'ils se produisaient.

4.35 L'analyse faite par l'Australie des conséquences du feu bactérien ne constitue pas non plus une évaluation des "conséquences biologiques et économiques qui pourraient … résulter" de la maladie au sens de l'Accord SPS. L'IRA surestime la gravité de l'incidence du feu bactérien sur la production de

fruits à pépins ainsi que d'autres conséquences de l'introduction et de la dissémination de la maladie, sur la base de preuves choisies de manière sélective et d'hypothèses qui ne trouvent aucun fondement dans des preuves scientifiques ou des faits. Une évaluation appropriée, s'appuyant sur l'expérience réelle de pays où le feu bactérien est présent, aurait abouti à ce que les conséquences globales de l'introduction et de la dissémination de la maladie soient reconnues comme mineures.

4.36 De même, l'analyse faite dans l'IRA de la probabilité de l'importation du chancre européen repose sur l'affirmation viciée selon laquelle les pommes mûres asymptomatiques sont une filière de transmission du chancre européen, affirmation qui n'est pas étayée par des preuves scientifiques.

4.37 En particulier, il n'y a aucune preuve scientifique indiquant que les pommes mûres de Nouvelle-Zélande sont porteuses d'infections, ou d'infestations, latentes par *N. galligena*. En outre, même si *N. galligena* était présente dans ou sur les pommes mûres de Nouvelle-Zélande, il n'y a aucune preuve scientifique étayant la probabilité que des spores seraient produites à partir de fruits porteurs d'infections ou d'infestations latentes, ou que ces spores pourraient être transférées depuis des fruits infectés à un hôte sensible dans des conditions adéquates pour déclencher l'infection à l'arrivée en Australie. En attribuant des valeurs de probabilité à des étapes qui ne sont rien de plus que des possibilités lointaines, l'IRA ne prend pas en considération ou applique mal les données scientifiques ou formule des spéculations au sujet d'événements qui ne se seraient presque certainement pas produits.

4.38 L'IRA n'évalue pas non plus la probabilité de l'établissement ou de la dissémination du chancre européen en Australie. Là encore, l'analyse australienne est fondée sur des hypothèses concernant la similitude climatique et les hôtes alternes dans d'autres pays où le chancre européen se produit notoirement – dont aucune n'est étayée par des éléments scientifiques. De même, l'Australie surestime beaucoup la gravité des conséquences du chancre européen, sur la base d'hypothèses qui ne sont pas étayées par des preuves scientifiques.

4.39 En ce qui concerne l'ALCM, l'Australie surestime la probabilité de l'entrée à plusieurs étapes pour l'importation et fonde ensuite la probabilité de l'établissement et de la dissémination sur un scénario qui ne se produirait presque certainement pas. En particulier, l'évaluation faite dans l'IRA de la probabilité de l'entrée de l'ALCM en Australie assimile de manière erronée le nombre de cocons au nombre d'ALCM viables présentes sur les pommes. Toutefois, les cocons eux-mêmes ne sont pas un facteur de risque pour l'ALCM. Seuls les cocons qui contiennent des pupes d'ALCM viables présentent un quelconque risque potentiel.

4.40 De même que l'Australie n'a pas évalué la probabilité de l'entrée de l'ALCM, elle n'a pas évalué la probabilité "de l'établissement ou de la dissémination" du parasite. L'évaluation faite dans l'IRA du transfert de l'ALCM à un hôte sensible repose sur des hypothèses non fondées concernant les circonstances et les conditions dans lesquelles les adultes émergeront et la probabilité qu'ils s'accouplent avec succès. L'affirmation de l'Australie selon laquelle il est probable que l'ALCM s'établirait et se disséminerait en Australie n'est pas étayée par des preuves scientifiques ou par l'expérience. Elle ne prend pas en considération la question de la viabilité des cocons, la biologie effective de l'ALCM et la réalité de la pratique commerciale en ce qui concerne la vente, l'utilisation et l'écoulement des pommes. La prétendue analyse faite par l'Australie des "conséquences biologiques et économiques qui pourraient … résulter" de l'ALCM est également viciée, ne constituant rien de plus qu'une énumération d'hypothèses non fondées.

4.41 Enfin, l'Australie n'a pas évalué la probabilité de l'entrée, de l'établissement et de la dissémination de chaque parasite "en fonction des mesures SPS qui pourraient être appliquées". L'IRA a déterminé, sans analyse, que certaines mesures devraient être appliquées et n'a pas évalué des mesures de rechange qui auraient pu être appliquées à la place, y compris une mesure particulière

proposée par la Nouvelle-Zélande demandant que les pommes soient importées "prêtes pour la vente au détail".

4.42 Étant donné que l'Australie ne s'est pas acquittée de ses obligations au titre de l'article 5:1 de l'Accord SPS, elle contrevient également aux prescriptions de l'article 2:2 voulant que les mesures soient "fondée[s] sur des principes scientifiques" et ne soient pas maintenues "sans preuves scientifiques suffisantes".

iii) Les mesures de l'Australie sont incompatibles avec l'article 5:2

4.43 L'Australie ne s'est pas non plus acquittée de ses obligations au titre de l'article 5:2. L'IRA ne prend pas en considération les preuves scientifiques disponibles sur la base desquelles le Groupe spécial *Japon – Pommes* a conclu qu'il n'y avait pas de filière de transmission du feu bactérien par les pommes mûres asymptomatiques; elle ne prend pas en considération les procédés de production des pommes pertinents en Nouvelle-Zélande; elle ne prend pas en considération les propres procédés d'inspection à la frontière de l'Australie; elle ne prend pas en considération la prévalence effective des maladies ou parasites pertinents en Nouvelle-Zélande; et elle ne prend pas en considération les conditions climatiques pertinentes aussi bien en Nouvelle-Zélande qu'en Australie.

iv) Les mesures de l'Australie sont incompatibles avec l'article 5:5 et l'article 2:3

4.44 Les mesures de l'Australie concernant l'importation de pommes de Nouvelle-Zélande sont incompatibles avec ses obligations au titre des articles 5:5 et 2:3. L'Australie a établi son propre niveau de protection contre les risques pour la préservation des végétaux en ce qui concerne deux maladies touchant les poires japonaises – la pourriture brune et Erwinia du Japon. Dans ces cas, les fruits importés avec un degré de risque équivalent ou supérieur à celui des pommes de Nouvelle-Zélande sont soumis à des mesures sensiblement moins restrictives que celles qui sont imposées aux pommes de Nouvelle-Zélande, ce qui constitue des distinctions arbitraires et injustifiables dans le traitement de situations différentes entraînant une discrimination ou une restriction déguisée au commerce international.

4.45 Plusieurs des "signaux d'alarme" et autres facteurs additionnels, relevés par l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Hormones* et le Groupe spécial *Australie – Saumons*, sont présents en l'espèce. Ils comprennent: l'incompatibilité des mesures avec l'article 5:1; le niveau de politisation du processus IRA; le retard injustifié inhérent au processus et l'absence de certaines prescriptions nationales comparables. La présence de ces signaux d'alarme et facteurs additionnels indique que les distinctions dans les niveaux de protection adoptés par l'Australie dans des situations différentes sont arbitraires et injustifiables et constituent une discrimination ou une restriction déguisée au commerce international.

v) Les mesures de l'Australie sont incompatibles avec l'article 5:6

4.46 Les mesures de l'Australie concernant l'importation de pommes de Nouvelle-Zélande sont incompatibles avec ses obligations au titre de l'article 5:6.

4.47 Il y a des mesures de rechange applicables qui auraient permis d'atteindre le niveau de protection jugé approprié par l'Australie. Dans le cas du feu bactérien et du chancre européen, limiter le commerce aux pommes mûres asymptomatiques serait compatible avec la décision rendue dans l'affaire *Japon – Pommes* et permettrait d'atteindre le niveau de protection jugé approprié par l'Australie. Dans le cas de l'ALCM, l'inspection d'un échantillon de 600 unités aurait aussi été une solution de rechange moins restrictive pour le commerce. Ces mesures de rechange permettraient d'obtenir le niveau de protection phytosanitaire jugé approprié par l'Australie, compte tenu de la faisabilité technique et économique. Elles sont également raisonnablement applicables et sont

sensiblement moins restrictives pour le commerce que celles que l'Australie a imposées en ce qui concerne les pommes de Nouvelle-Zélande.

4.48 En outre, du fait que les mesures en cause sont plus restrictives qu'il n'est requis, elles contreviennent également à la prescription de l'article 2:2 voulant que les mesures ne soient "appliquée[s] que dans la mesure nécessaire pour protéger la santé et la vie des personnes et des animaux ou préserver les végétaux".

vi) Les mesures de l'Australie sont incompatibles avec l'article 8 et l'Annexe C 1) a)

4.49 Les mesures de l'Australie concernant l'importation de pommes de Nouvelle-Zélande sont incompatibles avec ses obligations au titre de l'article 8 et de l'Annexe C 1) a). Le retard de presque huit ans pris par l'Australie pour achever ses procédures d'homologation en vue de l'accès des pommes de Nouvelle-Zélande est manifestement "injustifié". Dans le cas du feu bactérien, il n'y avait aucune nouvelle preuve scientifique contraire aux conclusions formulées dans l'affaire *Japon – Pommes* nécessitant un examen, et dans le cas du chancre européen et de l'ALCM les données scientifiques étaient accessibles et non controversées. En fait, l'Australie a adopté une procédure d'homologation qui était étroitement liée à un processus politique, de sorte que le marché australien est resté effectivement fermé aux pommes de Nouvelle-Zélande. Les mesures résultant d'une telle procédure retardée n'ont pas été imposées conformément à l'Accord SPS.

d) Conclusion

4.50 Pour ces raisons, exposées plus en détail dans le corps de sa communication, la Nouvelle-Zélande demande au Groupe spécial de constater que les mesures de l'Australie sont incompatibles avec ses obligations au titre de l'Accord SPS et de recommander que l'Australie rende ses mesures conformes audit accord.

2. Résumé analytique de la déclaration orale liminaire faite par la Nouvelle-Zélande à la première réunion de fond

a) Introduction

4.51 Le présent différend concerne l'accès des pommes de Nouvelle-Zélande au marché australien. Pendant plus de 80 ans, le marché australien a été fermé aux pommes de Nouvelle-Zélande. Finalement en 2007, près de huit ans après la présentation par la Nouvelle-Zélande d'une quatrième demande d'accès, les pommes de Nouvelle-Zélande ont été autorisées à entrer en Australie mais sous réserve de mesures qui signifiaient qu'en fait le marché était toujours fermé. La Nouvelle-Zélande a contesté 17 de ces mesures concernant spécifiquement le feu bactérien, le chancre européen et la cécidomyie des feuilles du pommier ainsi que certaines mesures générales applicables à l'ensemble des trois parasites. Comme la Nouvelle-Zélande l'a fait observer dans sa première communication écrite, ces mesures ne sont pas conformes aux obligations de l'Australie au titre de l'Accord SPS.

4.52 L'essence de l'argumentation de la Nouvelle-Zélande est très simple. Parmi les prescriptions fondamentales de l'Accord SPS il y a les obligations voulant que des mesures sanitaires et phytosanitaires ne soient pas maintenues sans preuves scientifiques suffisantes (article 2:2) et que ces mesures soient établies sur la base d'une évaluation des risques (article 5:1). Sur ces deux points fondamentaux, l'Australie ne s'est pas acquittée de ses obligations au titre de l'Accord SPS.

b) Produit en cause

4.53 Le produit en cause en l'espèce est les pommes importées de Nouvelle-Zélande en Australie. Dans la pratique, la Nouvelle-Zélande exporterait des pommes mûres asymptomatiques

conformément à la norme de qualité à l'exportation de la classe 1. L'Australie a tort de laisser entendre que le produit en cause en l'espèce devrait être déterminé par référence à la portée de l'IRA. Le produit en cause est déterminé par le mandat du Groupe spécial.

c) Mesures en cause

4.54 Dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, la Nouvelle-Zélande a indiqué 17 mesures spécifiques qu'elle juge incompatibles avec les obligations de l'Australie au titre de l'Accord SPS. Ces mesures entrent dans deux catégories: celles d'application générale qui visent les trois parasites et celles qui sont spécifiques à chacun des parasites.

4.55 Dans sa première communication écrite, l'Australie fait valoir qu'il y a seulement 15 mesures en cause. Premièrement, à la lumière de la déclaration faite par l'Australie dans sa première communication écrite selon laquelle il n'y a pas de prescription en matière de taille en ce qui concerne le chancre européen, la Nouvelle-Zélande ne maintiendra pas son allégation selon laquelle il s'agit d'une mesure. Toutefois, elle demande au Groupe spécial de consigner dans son rapport la position de l'Australie et la réponse de la Nouvelle-Zélande.

4.56 Deuxièmement, l'Australie fait valoir que la Nouvelle-Zélande présente de manière erronée la mesure concernant la participation de l'AQIS. La Nouvelle-Zélande considère que tout type de participation de l'AQIS aux inspections des vergers pour détecter la présence du chancre européen et du feu bactérien, à la vérification directe des procédures des stations de conditionnement, et à l'inspection et au traitement des fruits est sans fondement scientifique, et en conséquence il y a un profond désaccord entre les parties. En outre, un contrôle à 100 pour cent des équipes d'enquêteurs et des stations de conditionnement effectué la première année par les fonctionnaires d'un pays importateur ne correspond à aucune notion de vérification des systèmes telle que la Nouvelle-Zélande la comprend.

4.57 Enfin, la distinction faite par l'Australie entre mesures principales et mesures auxiliaires (mesures qui "étayent, vérifient ou opérationnalisent" la mesure principale de réduction des risques) est fallacieuse. Elle n'a aucun fondement textuel dans l'Accord SPS. Ni l'Annexe A ni l'une quelconque des obligations de fond n'établit une quelconque distinction entre les types de mesures. L'Australie utilise ainsi la distinction principale/auxiliaire comme moyen d'éviter un examen approfondi au titre des articles 2:2 et 5:1 de cette catégorie de mesures "auxiliaires". La Nouvelle-Zélande estime qu'une telle approche devrait être repoussée.

d) Droit applicable

i) Critère d'examen

4.58 De l'avis de la Nouvelle-Zélande, le critère d'examen approprié en l'espèce est énoncé à l'article 11 du Mémorandum d'accord. Le Groupe spécial est ainsi tenu de "procéder à une évaluation objective de la question dont il est saisi, y compris une évaluation objective des faits de la cause, de l'applicabilité des dispositions des accords visés pertinents et de la conformité des faits avec ces dispositions …". Ce critère d'examen a jusqu'ici été appliqué dans chaque affaire SPS portée devant l'OMC.

4.59 L'allégation de l'Australie selon laquelle il faudrait appliquer un autre critère d'examen, fondé sur une "déférence considérable" à l'égard des évaluations des risques, est dénuée de fondement. L'Organe d'appel a à deux reprises rejeté des arguments analogues dans des affaires SPS antérieures, *CE – Hormones* et *Japon – Pommes*.

4.60 La suggestion de l'Australie en matière de déférence "considérable" devrait également être rejetée. Toute autre approche modifierait fondamentalement l'"équilibre soigneusement établi" des compétences juridictionnelles qui ressort de l'Accord SPS.

ii) Ordre de l'analyse

4.61 L'Australie a tort de laisser entendre que la question de savoir si l'Australie a maintenu des mesures "sans preuves scientifiques" au sens de l'article 2:2 *peut uniquement être traitée* en examinant si les mesures de l'Australie sont établies sur la base d'une évaluation des risques valable au sens de l'article 5:1".

4.62 L'article 5:1 est une application spécifique de l'article 2:2. Rien dans le texte de l'Accord SPS ne laisse entendre qu'une analyse de l'article 5:1 devrait logiquement précéder une analyse de l'article 2:2. Au contraire, l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Hormones* a considéré qu'une approche qui commençait par les "Droits et obligations fondamentaux" énoncés à l'article 2 était "d'un point de vue logique … attrayante". La Nouvelle-Zélande partage cet avis. L'Australie tente de limiter la portée de l'article 2:2 "en faveur" de l'article 5:1, contrairement à ce qui a été dit dans l'affaire *Japon – Produits agricoles*.

4.63 Le point de vue de l'Australie sur le lien entre l'article 2:2 et l'article 5:1 *incorpore* la troisième prescription de l'article 2:2 dans l'article 5:1 puis au moyen du critère d'examen qu'elle applique le *prive de toute teneur fondamentale*. Il en résulterait que le Groupe spécial n'aurait aucun mandat pour évaluer s'il y a un lien "rationnel ou objectif" entre les données scientifiques et les mesures SPS.

iii) Charge de la preuve

4.64 La question de la charge de la preuve ne devrait pas être litigieuse dans la présente procédure. Toutefois, à plusieurs reprises dans sa première communication écrite, l'Australie applique mal la charge de la preuve. Par exemple, dans le contexte de l'article 2:2, l'Australie utilise la notion de "charge de la preuve" pour transformer l'obligation de ne pas maintenir des mesures sans preuves scientifiques énoncée à l'article 2:2 en une version édulcorée qu'elle-même donne de l'article 5:1. Cela devrait être rejeté.

e) Article 2:2

4.65 Dans sa première communication écrite, la Nouvelle-Zélande a fait valoir que les mesures de l'Australie constituaient une violation de l'article 2:2, en particulier la troisième prescription de cet article. L'essentiel de l'argument de la Nouvelle-Zélande est qu'il n'y a pas de preuves scientifiques étayant le point de vue selon lequel les pommes mûres asymptomatiques constituent une filière pour le feu bactérien et le chancre européen et que la probabilité de l'existence d'une filière pour l'ALCM est négligeable.

4.66 En ce qui concerne les arguments de la Nouvelle-Zélande relatifs à l'article 2:2, l'Australie s'appuie principalement sur son affirmation selon laquelle la compatibilité avec l'article 5:1 constitue une compatibilité avec l'article 2:2. Ainsi, l'Australie ne fait pas de tentative sérieuse de réfuter les arguments de la Nouvelle-Zélande concernant l'article 2:2.

4.67 Bien que l'Australie ne réfute pas directement l'allégation de la Nouvelle-Zélande au titre de l'article 2:2, elle ne cesse de répéter qu'elle est en droit de s'appuyer sur des "opinions scientifiques divergentes". Mais il n'y a pas d'opinions scientifiques divergentes laissant entrevoir l'existence de filières pour chacun des parasites en question, sur lesquelles l'Australie allègue s'être appuyée. On ne peut tout simplement pas en trouver. Cela n'est guère surprenant puisqu'il n'y a aucune opinion

scientifique divergente. Aucune filière de ce type n'existe pour les deux maladies et la probabilité d'une filière pour l'ALCM est négligeable.

4.68 Même en ce qui concerne les prétendues opinions scientifiques divergentes concernant des étapes spécifiques de la filière alléguée, une analyse plus poussée montre qu'il n'y a pas de véritable opinion divergente. Et même s'il y avait eu des opinions scientifiques divergentes, cela ne signifierait pas que l'Australie pourrait automatiquement s'appuyer sur elles. Les données scientifiques divergentes doivent être d'une nature telle qu'il y ait un lien rationnel et objectif entre les opinions scientifiques et les mesures en question. Aucune des opinions divergentes alléguées ne satisfait à cette prescription.

i) Feu bactérien

4.69 L'Australie ne réfute pas l'allégation de la Nouvelle-Zélande selon laquelle il n'y a pas d'éléments scientifiques étayant le point de vue selon lequel les pommes mûres asymptomatiques constituent une filière. En fait, elle semble faire valoir qu'"il *n'y a aucune preuve directe* indiquant que les pommes ne disséminent pas le feu bactérien" et qu'il incombe à la Nouvelle-Zélande de présenter de telles preuves directes, reformulant ainsi la charge de la preuve et imposant à la Nouvelle-Zélande de prouver une proposition négative. L'article 2:2 ne permet pas à un Membre de maintenir des mesures en relation avec une filière hypothétique tant qu'il n'y a pas de preuves scientifiques démentant l'hypothèse. En fait, un Membre ne peut pas maintenir des mesures sans preuves scientifiques suffisantes. L'Australie cherche à renverser l'article 2:2.

4.70 L'allégation de l'Australie selon laquelle l'étude Roberts et Sawyer 2008 n'est pas pertinente en l'espèce et selon laquelle ses constatations sont "peu fiables et inappropriées" est dénuée de fondement. La communication des États-Unis en tant que tierce partie l'a montré en détail et la Nouvelle-Zélande souscrit pleinement à son analyse.

4.71 La conclusion générale de Roberts et Sawyer était que le risque d'importer *E. amylovora* sur des pommes commerciales et de créer de nouvelles flambées de feu bactérien est tellement faible qu'il est insignifiant – conclusion qui est à l'opposé de celle à laquelle l'IRA est arrivé.

4.72 En bref, les arguments de la Nouvelle-Zélande relatifs au feu bactérien n'ont pas été réfutés. Les mesures de l'Australie concernant le feu bactérien ne sont pas étayées par des preuves scientifiques suffisantes et l'Australie manque donc à ses obligations au titre de l'article 2:2.

ii) Chancre européen

4.73 La tentative de l'Australie de réfuter les arguments de la Nouvelle-Zélande concernant le chancre européen est axée sur l'incidence de la pourriture du fruit due au chancre européen en Nouvelle-Zélande. Toutefois, bien que les pourritures des fruits causées par *N. galligena* ne soient pas inconnues, elles sont très rares en Nouvelle-Zélande, où les conditions estivales ne sont généralement pas propices à l'infection des fruits.

4.74 L'Australie continue de s'appuyer sur le document Braithwaite en tant que preuve de l'infection latente des fruits en Nouvelle-Zélande. Toutefois, il n'est pas fait référence dans cet ouvrage à la recherche scientifique. En outre, l'hypothèse qui y est formulée quant à l'existence d'une filière était une pure spéculation. Le document Braithwaite n'a pas non plus été "avalisé" par le Chef du Service phytosanitaire de la Nouvelle-Zélande, comme l'Australie l'allègue à plusieurs reprises.

4.75 Comme la Nouvelle-Zélande l'a fait observer dans sa première communication écrite, les hypothèses formulées dans l'IRA au sujet de la similitude climatique entre les régions australiennes

productrices de pommes et d'autres régions du monde où le chancre européen est présent, ne sont pas fondées sur des preuves scientifiques.

4.76 L'Australie cherche maintenant à présenter sa propre analyse des données climatiques, analyse qui était complètement absente de l'IRA. Toutefois, le document australien ne donne pas les renseignements méthodologiques nécessaires pour permettre une évaluation de la procédure d'équivalence climatique utilisée. Les vices de l'analyse australienne apparaissent dans ses cartes des risques de la Nouvelle-Zélande qui indiquent un risque élevé de chancre européen dans des zones de Nouvelle-Zélande où le chancre européen est pratiquement inexistant. Cela montre clairement le peu de fiabilité de l'analyse australienne.

4.77 Le fait que le chancre européen ne s'est pas établi ni disséminé pendant la flambée survenue en Tasmanie était également une conséquence probable des conditions climatiques. L'Australie essaie maintenant de faire valoir que la souche tasmanienne de *N. galligena* était une souche "unique". Mais il n'y a aucune preuve scientifique pour étayer la nouvelle spéculation de l'Australie selon laquelle la *N. galligena* trouvée en Tasmanie était une souche hétérothallique ou selon laquelle une "souche" néo-zélandaise de *N. galligena* produirait des ascospores si elle était introduite en Australie. Le fait que la maladie ne s'est pas propagée à l'intérieur de la Tasmanie, et à plus forte raison au continent, malgré le mouvement incontrôlé de milliers de tonnes (et de millions) de pommes est une preuve convaincante de l'absence de filière de dissémination du chancre européen en Australie.

iii) ALCM

4.78 Le principal vice entachant l'hypothèse faite dans l'IRA selon laquelle les pommes de Nouvelle-Zélande pourraient être une filière de transmission de l'ALCM à l'Australie est qu'il n'y a pas d'éléments scientifiques à l'appui de l'idée que la probabilité de l'établissement de l'ALCM en Australie du fait du commerce des pommes est en quoi que ce soit autre que négligeable.

4.79 Un problème important posé par l'analyse australienne de l'ALCM est que la grande majorité des cocons présents sur les pommes de Nouvelle-Zélande ne sont pas viables, soit parce que la larve à l'intérieur s'est déjà transformée en adulte et a quitté le cocon soit parce qu'elle est morte à l'intérieur du cocon. Les arguments présentés par l'Australie dans sa première communication écrite pour contester les estimations de la Nouvelle-Zélande sur la proportion de cocons d'ALCM contenant des pupes viables sont fondés sur une lecture erronée par l'Australie des travaux de recherche sur le taux de viabilité des cocons figurant dans Rogers *et al.* 2006.

4.80 Si le faible niveau de cocons viables présents sur les pommes de Nouvelle-Zélande, la biologie de l'ALCM et les pratiques commerciales normales sont tous pris en compte, la conclusion inévitable est que la probabilité de l'établissement de l'ALCM en Australie à partir de l'importation de pommes de Nouvelle-Zélande est négligeable. Le scénario sur lequel l'Australie s'appuie dans sa première communication écrite pour réfuter cela est tout simplement invraisemblable. En somme, l'allégation de la Nouvelle-Zélande selon laquelle l'Australie manque à ses obligations au titre de l'article 2:2 n'a pas été réfutée.

f) Article 5:1

i) L'Australie n'a pas évalué la probabilité de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination

4.81 En l'espèce, l'Australie a, pour la deuxième fois seulement, appliqué une méthode semi-quantitative pour son évaluation des risques concernant les produits végétaux, apparemment en réponse à une proposition faisant suite à une enquête du Sénat sur le processus IRA pour les pommes. Il y a toutefois des risques et des limitations inhérents à une méthode semi-quantitative. L'IRA donne

une "impression trompeuse d'objectivité et de précision". Il a envisagé ce qui était souvent les possibilités les plus lointaines et leur a attribué des valeurs numériques artificiellement gonflées.

Vices fondamentaux de l'IRA

4.82 Premièrement, l'Australie a adopté une valeur maximale artificiellement gonflée pour la probabilité d'événements ayant une probabilité "négligeable" de se produire. Notamment, ce chiffre est appliqué sur la base d'une pomme. Est négligeable, selon la propre définition qualitative de l'Australie, un événement qui ne se produirait presque certainement pas, mais en exprimant cela en termes quantitatifs, l'Australie choisit une valeur maximale de 1 sur 1 million (de pommes). Cela n'a aucun rapport avec les événements du monde réel.

4.83 Ce vice est aggravé par l'utilisation inappropriée de la distribution uniforme pour modéliser la probabilité de divers événements. L'effet du choix par l'Australie d'une valeur maximale de 1 sur 1 million (de pommes) conjugué à son choix d'une distribution uniforme pour modéliser des événements ayant une probabilité négligeable de se produire, est que les résultats sont biaisés vers des valeurs plus élevées et que des "probabilités négligeables" se produisent en moyenne une fois pour 2 millions de pommes.

4.84 Le troisième vice fondamental de l'évaluation des risques faite par l'Australie est que son estimation du volume probable des échanges gonfle artificiellement le niveau de risque évalué par un facteur d'au moins trois. Ce vice a une incidence importante sur l'évaluation des risques par l'Australie parce que plus le volume estimé des échanges est élevé, plus le risque global évalué est élevé.

4.85 L'effet global de ces trois vices de méthode fondamentaux a été de surestimer considérablement la probabilité d'événements dont la probabilité de se produire est négligeable, de sorte que les niveaux de risque attribués dans l'IRA n'ont aucune crédibilité.

La Nouvelle-Zélande ne procède pas à sa propre évaluation des risques et l'Australie quant à elle n'a pas indiqué des "lacunes très importantes"

4.86 Selon l'Australie, chaque fois que la Nouvelle-Zélande met en évidence l'absence de preuves scientifiques, elle procède à sa propre évaluation des risques. En fait, la Nouvelle-Zélande ne fait rien de plus que de s'acquitter de la charge de la preuve qui lui incombe conformément au critère d'examen correct.

4.87 En ce qui concerne l'expression "approprié en fonction des circonstances", le Groupe spécial *Australie – Saumons* a noté qu'elle ne pouvait pas "annuler ou remplacer" l'obligation fondamentale énoncée à l'article 5:1. La Nouvelle-Zélande partage cet avis.

4.88 En ce qui concerne la pertinence de l'affaire *Japon – Pommes*, la question scientifique centrale qui a été réglée était de savoir si les pommes servaient de vecteur de transmission du feu bactérien. Il ne fait aucun doute que les rapports concernant cette affaire sont extrêmement pertinents en l'espèce.

Il y a des erreurs importantes dans l'analyse faite dans l'IRA de l'entrée, de l'établissement et de la dissémination en ce qui concerne chaque parasite

Feu bactérien

4.89 Dans sa première communication écrite, la Nouvelle-Zélande a établi que l'analyse faite dans l'IRA des étapes pour l'importation en ce qui concerne le feu bactérien ne prenait pas en considération

ou appliquait mal les données scientifiques pertinentes et attribuait des valeurs de probabilité artificiellement gonflées à des événements qui ne se produiraient certainement pas. La tentative de contre-argumentation faite par l'Australie pour réfuter cela s'appuie sur une critique de l'étude Roberts et Sawyer 2008, qui est complètement hors de propos, compte tenu de la conclusion des auteurs selon laquelle la probabilité d'une filière de transmission du feu bactérien par les pommes est "tellement faible qu'elle est insignifiante".

4.90 L'Australie s'appuie sur la théorie selon laquelle seul un petit nombre de bactéries présentes sur une pomme importée suffirait pour déclencher une infection par le feu bactérien. Mais il n'y a aucune preuve scientifique indiquant que dans un environnement réel constitué par un verger de faibles nombres de bactéries peuvent déclencher des infections.

4.91 L'Australie s'appuie également beaucoup sur une évaluation des conséquences de l'établissement et de la dissémination de la maladie. Mais les conséquences d'une flambée de feu bactérien, quelle qu'en soit la gravité, n'augmentent pas les possibilités que la filière soit suivie jusqu'au bout. Il ne peut pas y avoir de conséquences réelles d'un "événement" qui est purement hypothétique. Ainsi, l'évaluation des risques faite dans l'IRA en ce qui concerne le feu bactérien n'est pas conforme aux obligations de l'Australie au titre de l'article 5:1 de l'Accord SPS.

Chancre européen

4.92 Dans sa première communication écrite, la Nouvelle-Zélande a fait observer que l'analyse faite dans l'IRA des étapes pour l'importation en ce qui concerne le chancre européen avait attribué des valeurs de probabilité à des étapes qui n'étaient souvent rien de plus que des possibilités lointaines, aboutissant à la conclusion de l'existence d'une filière de transmission du chancre européen pour laquelle il n'y avait pas de preuves scientifiques à l'appui et dont il n'avait jamais été démontré qu'elle existait en fait. Comme l'IRA lui-même l'indique "il n'y a dans la littérature aucune preuve qui indique que la dissémination à grande distance de la maladie est due au mouvement des fruits".

4.93 En outre, la Nouvelle-Zélande a établi que les conditions climatiques en Australie n'étaient pas adéquates pour l'établissement et la dissémination du chancre européen. L'Australie a essayé de réfuter cela en faisant elle-même une nouvelle analyse des implications du climat pour le chancre européen. Toutefois, l'analyse du climat faite par l'Australie est gravement viciée et peu fiable. En tout état de cause, l'Australie ne peut pas remédier, dans la présente procédure, au fait que l'IRA ne prend pas en considération le climat dans son évaluation des risques.

4.94 De même, les arguments présentés dans l'IRA au sujet des hôtes alternes pour l'analyse de la probabilité de l'établissement et de la dissémination ne sont pas fondés sur des preuves scientifiques. Toutefois, malgré la présence du pathogène en Nouvelle-Zélande depuis plus de 80 ans et le mouvement sans restriction des pommes dans tout le pays, il n'y a aucune preuve indiquant que *N. galligena* provoque la maladie sur ces hôtes. Les tentatives de l'Australie visant à minimiser le fait que le chancre européen ne s'est pas disséminé pendant la flambée survenue en Tasmanie ne résistent pas à l'analyse.

ALCM

4.95 Dans sa première communication écrite, la Nouvelle-Zélande a fait observer qu'il n'y avait pas de preuves scientifiques étayant les conclusions de l'IRA concernant la probabilité de l'entrée, de l'établissement et de la dissémination de l'ALCM.

4.96 Comme la Nouvelle-Zélande l'a fait observer, l'IRA a évalué uniquement la probabilité que les pommes soient infestées par des cocons, non le point de savoir si les cocons étaient viables. Toutefois, seuls les cocons viables sont un facteur de risque pour l'ALCM.

4.97 Le fait que l'IRA n'a pas pris en considération les données relatives à la viabilité ressort du texte du rapport. L'Australie essaie de justifier le fait qu'elle n'a pas tenu compte de la viabilité en essayant de discréditer Rogers *et al.* 2006. Toutefois, l'analyse que l'Australie fait de cette étude est tout simplement fausse.

4.98 Dans son évaluation de la probabilité que l'ALCM survive et subsiste avec le fruit après l'application à l'arrivée des procédures à la frontière minimales, l'Australie n'a pas non plus tenu compte de l'effet de l'inspection de l'AQIS à la frontière.

4.99 L'allégation formulée par l'Australie dans sa première communication écrite selon laquelle l'émergence d'adultes pourrait se produire à tout moment en Australie, y compris pendant le transport et le reconditionnement, est tout simplement erronée. Le scénario sur lequel l'Australie s'appuie pour l'établissement de l'ALCM sur son territoire ne s'est jamais produit dans le monde réel et est tout simplement invraisemblable.

4.100 Il n'y avait donc aucun élément scientifique étayant l'hypothèse formulée dans l'IRA au sujet de l'établissement de l'ALCM en Australie et la première communication écrite de l'Australie ne réfute pas les arguments de la Nouvelle-Zélande sur ce point.

4.101 En ce qui concerne l'ensemble des trois parasites, l'Australie essaie de déplacer le centre d'une évaluation des risques en passant de la probabilité de l'entrée, de l'établissement et de la dissémination aux conséquences de l'établissement. L'Australie fait valoir avec véhémence que l'évaluation des risques fait intervenir plus que des données scientifiques; elle fait intervenir des facteurs économiques et techniques. Mais en présentant cet argument, l'Australie, une fois de plus, passe à côté du point essentiel. Rien dans l'Accord SPS ne permet d'appliquer des mesures SPS pour faire face aux conséquences d'un événement si, sur la base des preuves scientifiques pertinentes, il n'y a aucune probabilité que l'événement lui-même se produise. Les arguments de l'Australie sur les conséquences sont donc tout simplement malvenus.

ii) L'Australie n'a pas évalué la probabilité "en fonction des mesures SPS qui pourraient être appliquées"

4.102 Enfin, l'article 5:1 exige qu'il y ait une évaluation de la probabilité de l'entrée, de l'établissement et de la dissémination des trois parasites "en fonction des mesures SPS qui pourraient être appliquées".

4.103 En ce qui concerne sept des mesures en cause, il n'y a dans l'IRA absolument aucune évaluation de leur effet sur les facteurs de risque indiqués dans le rapport; c'est-à-dire aucune évaluation de l'incidence qu'elles auraient, soit en elles-mêmes soit dans le cadre d'une approche systémique, sur le niveau de risque évalué. L'Australie reconnaît ce manque mais allègue que la prescription imposant d'évaluer les mesures se limite aux seules mesures "principales", et que les sept mesures qu'elle n'a pas évaluées sont des mesures "auxiliaires". Toutefois, rien ne justifie la distinction faite par l'Australie entre mesures "principales" et mesures "auxiliaires". Cette distinction est fallacieuse.

4.104 L'IRA n'évalue pas non plus une mesure exigeant que les pommes soient importées prêtes pour la vente au détail même si la Nouvelle-Zélande a expressément demandé une telle évaluation. À tout le moins, les pays importateurs devraient examiner les mesures de rechange raisonnables proposées par les pays exportateurs. L'Australie ne l'a pas fait.

4.105 Le résultat cumulé de toutes les questions soulevées par la Nouvelle-Zélande en ce qui concerne l'évaluation des risques effectuée dans l'IRA est que l'Australie ne s'est pas acquittée de ses obligations au titre de l'article 5:1 de l'Accord SPS.

g) Article 5:2, 5:5 et 5:6

4.106 Comme la Nouvelle-Zélande l'a fait observer dans sa première communication écrite, l'Australie a enfreint l'article 5:2. L'obligation de "tenir compte" est une obligation de fond qui exige d'accorder une véritable attention aux preuves scientifiques disponibles et aux autres facteurs indiqués dans l'article 5:2. Lorsque, comme en l'espèce, les mesures adoptées font fi des preuves scientifiques disponibles, le Groupe spécial a besoin de certains éléments de preuve pour montrer qu'il a été tenu compte des preuves scientifiques disponibles et des autres facteurs pertinents. Mais l'Australie ne présente aucun élément de preuve pour établir qu'elle a en fait agi d'une manière compatible avec ses obligations au titre de l'article 5:2.

4.107 Les mesures de l'Australie concernant l'importation de pommes de Nouvelle-Zélande sont également incompatibles avec ses obligations au titre de l'article 5:5. L'Australie a adopté des distinctions arbitraires ou injustifiables dans les niveaux de protection qu'elle juge appropriés dans des situations différentes et ces distinctions entraînent une discrimination ou une restriction déguisée au commerce international. La tentative que fait l'Australie de contredire les arguments de la Nouvelle-Zélande sur la base de mesures alléguées qui n'existent pas ou de volumes d'échanges n'est pas convaincante et les objections qu'elle formule à l'encontre des signaux d'alarme et des facteurs additionnels indiqués par la Nouvelle-Zélande sont malvenues.

4.108 L'article 5:6 prescrit qu'un Membre n'établisse ou ne maintienne pas des mesures qui sont plus restrictives pour le commerce qu'il n'est requis pour obtenir le niveau de protection qu'il juge approprié. Or, c'est exactement ce que l'Australie a fait. En ce qui concerne aussi bien le feu bactérien que le chancre européen, une solution de rechange moins restrictive pour le commerce serait une mesure prescrivant que les pommes de Nouvelle-Zélande importées en Australie soient des fruits mûrs asymptomatiques. En ce qui concerne l'ALCM, il y a également une solution de rechange applicable moins restrictive pour le commerce – l'inspection d'un échantillon de 600 unités.

h) Article 8 et Annexe C

4.109 L'Australie a agi en violation de ses obligations au titre de l'Annexe C 1) a), et par conséquent, au titre de l'article 8, de l'Accord SPS. L'achèvement du processus IRA a été retardé bien au-delà de tout délai raisonnable pour examiner la demande d'accès pour les pommes formulée par la Nouvelle-Zélande. Comme la Nouvelle-Zélande l'a noté dans sa première communication écrite, "[l]es mesures résultant d'un tel processus retardé n'ont pas été imposées conformément à l'Accord SPS".

4.110 La Nouvelle-Zélande rejette l'allégation de l'Australie et ne voit pas la nécessité d'une décision préliminaire sur cette question. Les arguments de l'Australie sont fondés sur l'hypothèse fausse selon laquelle la mesure en cause dans le cadre de l'allégation formulée par la Nouvelle-Zélande au titre de l'Annexe C 1) a) est le "processus IRA". La Nouvelle-Zélande n'a jamais allégué que le processus IRA était une mesure en cause dans le présent différend. Les mesures en cause dans le cadre de l'allégation formulée par la Nouvelle-Zélande au titre de l'Annexe C 1) a) et de l'article 8 sont les 17 mesures indiquées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande. Il apparaît que l'Australie pense que la "mesure en cause" au titre de l'Annexe C 1) doit être les "procédures visant à vérifier et à assurer le respect des mesures SPS" mentionnées dans le texte introductif de l'Annexe C 1). Là encore, comme cela a été précisé dans l'affaire *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, l'Australie se trompe.

4.111 De l'avis de la Nouvelle-Zélande, la procédure visant à vérifier et à assurer le respect des mesures SPS en l'espèce est le processus IRA concernant les pommes en provenance de Nouvelle-Zélande. Ainsi, bien que le processus IRA soit certainement pertinent pour l'allégation de la

Nouvelle-Zélande, ce n'est pas la mesure en cause. De l'avis de la Nouvelle-Zélande, les mesures résultant d'un tel processus retardé n'ont pas été imposées conformément à l'Accord SPS.

4.112 Dans les cas où des mesures SPS de fond ont été adoptées à la suite d'un processus d'homologation, le processus d'homologation lui-même aura cessé d'exister. Dans l'affaire *États-Unis – Certains produits en provenance des CE*, l'Organe d'appel a dit qu'un groupe spécial ferait erreur en formulant des recommandations au titre de l'article 19:1 du Mémorandum d'accord dans les cas où une mesure a cessé d'exister. Une interprétation de l'Annexe C 1) a) qui exige qu'une partie plaignante conteste des mesures qui ont cessé d'exister ne concorde pas avec le but du Mémorandum d'accord qui est d'arriver à une solution positive du différend. Pour ces raisons, l'exception de procédure soulevée par l'Australie concernant les allégations de la Nouvelle-Zélande au titre de l'Annexe C 1) a) et de l'article 8 devrait être rejetée.

4.113 Enfin, la Nouvelle-Zélande réaffirme toutes les questions traitées dans sa première communication écrite qui n'ont pas été examinées dans la présente déclaration orale et demande au Groupe spécial de rendre les décisions indiquées dans la demande de réparation qu'elle a formulée dans sa première communication écrite.

3. Déclaration orale finale faite par la Nouvelle-Zélande à la première réunion de fond

4.114 À la lumière des premières communications écrites et déclarations orales, la Nouvelle-Zélande a pensé qu'il serait utile pour le Groupe spécial qu'elle indique brièvement dans la présente déclaration finale les questions faisant l'objet du différend entre les parties.

4.115 Premièrement, ce n'est pas une affaire concernant le droit de l'Australie de fixer le niveau de protection qu'elle juge approprié. Dans sa déclaration orale liminaire à la première réunion de fond, l'Australie a accordé beaucoup d'importance au fait qu'elle est en droit de fixer le niveau de protection qu'elle juge approprié. La Nouvelle-Zélande n'a pas contesté ce point et ne le conteste pas. La Nouvelle-Zélande ne met pas en cause en l'espèce le niveau de protection jugé approprié par l'Australie ni le droit de cette dernière de fixer le niveau de protection qu'elle juge approprié.

4.116 Deuxièmement, ce n'est pas une affaire concernant la charge de la preuve. Là encore, l'Australie allègue fréquemment que la Nouvelle-Zélande ne s'est pas acquittée de la charge de la preuve qui lui incombait; c'est souvent davantage un artifice rhétorique qu'un véritable argument. Mais la question qui oppose les parties n'est pas de savoir si des éléments de preuve suffisants ont été présentés pour établir *prima facie* que des filières de transmission du feu bactérien, du chancre européen et de l'ALCM n'existent pas ou si la Nouvelle-Zélande doit prouver une telle proposition négative.

4.117 Troisièmement, ce n'est pas véritablement une affaire relative au droit applicable. Les obligations fondamentales concernant les mesures SPS ont été précisées dans le cadre de plusieurs procédures de règlement des différends de sorte qu'il n'y a guère de contestation à leur sujet. L'Australie a essayé d'introduire un critère d'examen de la "déférence considérable", apparemment comme une sorte de *lex specialis* pour les affaires SPS ou peut-être comme la Nouvelle-Zélande l'a entendu le premier jour de la réunion en réponse à des questions pour le seul article 5:1. Mais des tentatives de ce genre dans d'autres affaires SPS ont été rejetées par le passé et il ne faudrait leur accorder aucun crédit en l'espèce.

4.118 De même, la tentative faite par l'Australie de donner la primauté à l'article 5:1 de sorte que la compatibilité avec l'article 5:1 constitue une compatibilité avec l'article 2:2 donne une interprétation favorable du droit qui, combinée à un critère d'examen fondé sur la déférence, est en fait une tentative de mettre ses mesures à l'abri d'un examen approfondi à la lumière des critères de l'Accord SPS. Cela

revient à revendiquer une exemption de l'Accord. Sous prétexte de maintenir un équilibre des droits et obligations énoncés dans l'Accord SPS, l'Australie cherche à réorganiser ces droits et obligations.

4.119 Quatrièmement, la question fondamentale en l'espèce et la question fondamentale qui divise les parties est de savoir si les mesures imposées par l'Australie sont maintenues avec des preuves scientifiques suffisantes. Cela peut s'exprimer selon les termes de l'article 2:2 comme la question de savoir s'il y a un "lien rationnel ou objectif" entre les mesures et les preuves scientifiques et selon les termes de l'article 5:1 comme la question de savoir s'il y a eu une évaluation appropriée de la "probabilité de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination" des trois parasites.

4.120 C'est en fait le cœur de la présente affaire.

4.121 L'allégation de l'Australie selon laquelle l'importation de pommes mûres asymptomatiques constitue une filière de transmission des maladies du feu bactérien, du chancre européen et du parasite ALCM est fondée sur des conjectures et des suppositions, non sur des preuves scientifiques. À des points critiques le long de ces filières alléguées, comme la Nouvelle-Zélande l'a fait observer, des preuves scientifiques à l'appui de la position australienne n'existent tout simplement pas. Le règlement de cette divergence entre les parties est finalement la question que le Groupe spécial doit trancher.

4.122 Les mesures dont il peut être démontré qu'elles ont un lien rationnel ou objectif avec les preuves scientifiques satisfont aux prescriptions de l'article 2:2. Une évaluation des risques qui évalue la probabilité de l'entrée, de l'établissement et de la dissémination d'une maladie sur la base de preuves scientifiques concernant ce risque, non sur la base de suppositions ou de spéculations concernant le risque, est conforme à l'article 5:1. Mais une évaluation des risques ne peut pas prendre un risque négligeable et le multiplier pour en faire un risque plus élevé par l'utilisation de valeurs de probabilité numériques qui n'ont aucun lien avec l'expérience du monde réel. Et s'il est vrai que des opinions scientifiques minoritaires peuvent être prises en compte, ces données scientifiques minoritaires doivent exister; on ne peut pas simplement alléguer qu'elles existent.

4.123 En bref, la tâche du Groupe spécial en l'espèce est finalement de déterminer si les mesures australiennes reposent sur des preuves scientifiques suffisantes, c'est-à-dire s'il y a un lien rationnel ou objectif entre les mesures et les preuves scientifiques, et si ce risque a été dûment évalué dans l'IRA sur la base de preuves scientifiques. La Nouvelle-Zélande est sûre que, ce faisant, le Groupe spécial constatera que l'Australie pèche sur ces deux points.

4.124 Le fait que l'Australie ne trouve pas de fondement scientifique pour ses mesures a certaines autres conséquences pour ce qui est de ses obligations au titre des articles 5:2, 5:5, 2:3 et 5:6. Dans ces cas également l'Australie manque à ses obligations au titre de l'Accord SPS. En outre, derrière tout cela il y a, entremêlés, le processus politique de l'Australie et son long retard injustifié qui entraîne une infraction à l'Annexe C et à l'article 8, et constitue également un arrière-plan et un contexte importants pour examiner les mesures de l'Australie en l'espèce.

4.125 Ainsi s'achève la déclaration finale de la Nouvelle-Zélande. La Nouvelle-Zélande remercie le Groupe spécial de l'attention qu'il lui a accordée à cette première audition et entend répondre en temps voulu aux questions écrites du Groupe spécial.

4. Résumé analytique de la deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande

a) Introduction

4.126 Dans sa première communication écrite, la Nouvelle-Zélande a établi que les mesures de l'Australie concernant l'importation de pommes en provenance de Nouvelle-Zélande n'étaient pas en

conformité avec les obligations de l'Australie au titre de l'Accord SPS. La prétendue réfutation de l'Australie vise à mettre le Rapport final d'analyse de risques à l'importation concernant les pommes en provenance de Nouvelle-Zélande (IRA) à l'abri d'un véritable examen et à détourner le Groupe spécial de la question fondamentale en l'espèce, à savoir l'absence de preuves scientifiques suffisantes à l'appui des mesures de l'Australie. Les réponses des experts aux questions du Groupe spécial ont confirmé les vices entachant l'IRA et le caractère insuffisant des preuves scientifiques sur lesquelles l'Australie s'est appuyée.

b) Réfutation détaillée des arguments de l'Australie

i) Mesures en cause

4.127 L'Australie fait valoir à tort que la définition des mesures SPS figurant dans l'Accord SPS englobe uniquement les mesures qui réduisent "activement" les risques SPS ("mesures principales"), et non les mesures qui réduisent le risque en étayant ou en mettant en œuvre les "mesures principales" ("mesures auxiliaires"). Il est clair que la définition des mesures SPS figurant dans l'Accord SPS englobe toutes mesures appliquées pour protéger des risques SPS. Le raisonnement fait dans l'affaire *États-Unis – Restrictions à l'exportation* ne modifie pas cette définition et est entièrement compatible avec le fait de traiter en l'espèce les mesures aussi bien "principales" qu'"auxiliaires" comme des mesures SPS.

4.128 À l'exception de la mesure 12, la Nouvelle-Zélande maintient sa position selon laquelle les mesures indiquées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial qu'elle a présentée restent en cause et sont correctement présentées.

ii) Produit en cause

4.129 Quel que soit le désaccord qui subsiste quant au "produit en cause" précis en l'espèce, il apparaît que les parties conviennent que le présent différend devrait être axé sur le produit qui fait effectivement l'objet d'échanges commerciaux. Pour la Nouvelle-Zélande cela s'entend des "pommes mûres asymptomatiques". Il n'y a pas de différence pratique entre cela et le produit évalué dans l'IRA.

iii) Critère d'examen et charge de la preuve

4.130 Le critère d'examen approprié en l'espèce est énoncé à l'article 11 du Mémorandum d'accord, qui exige que le Groupe spécial procède à une "évaluation objective" de la question. L'Organe d'appel a dit que cela "énon[çait] d'une manière très succincte mais suffisamment claire le critère d'examen approprié", et ce critère a jusqu'ici été appliqué dans chaque affaire SPS. L'Australie propose un critère de "déférence considérable" qui a déjà été rejeté deux fois par l'Organe d'appel. Aucune des affaires citées par l'Australie n'étaye un critère de "déférence considérable" et l'"équilibre des compétences juridictionnelles" serait compromis, et non favorisé, par le critère d'examen proposé par l'Australie.

4.131 La Nouvelle-Zélande n'a pas présenté un autre point de vue scientifique comme l'Australie le laisse entendre. En fait, la Nouvelle-Zélande a établi que les mesures de l'Australie, et les conclusions formulées dans son évaluation des risques, n'étaient pas suffisamment étayées par des données scientifiques, ce qui consiste tout simplement pour la Nouvelle-Zélande à s'acquitter de la charge de la preuve qui lui incombe.

4.132 Le droit de s'appuyer sur des opinions scientifiques divergentes ne facilite pas la défense de l'Australie. Les études ou renseignements sur lesquels s'appuie l'Australie soit ne répondent pas à la définition de "preuve scientifique divergente", soit n'étayent pas suffisamment les conclusions de l'Australie. En outre, il n'y a aucune preuve, divergente ou autre, concernant l'aboutissement des

diverses filières dans leur ensemble. De plus, lorsque l'Australie laisse entendre que l'IRA est lui-même une source d'opinions scientifiques divergentes il s'agit tout simplement d'une autre variation de la "déférence considérable", visant à empêcher un véritable examen de l'IRA par l'OMC.

iv) Lien entre les articles 2:2 et 5:1, et ordre de l'analyse

4.133 Les articles 2:2 et 5:1 établissent des obligations juridiques séparées. Le point de vue de l'Australie selon lequel la question de la conformité avec l'article 2:2 "peut uniquement être traitée" en examinant la conformité avec l'article 5:1 est incorrect et ne tient pas compte de la jurisprudence des groupes spéciaux et de l'Organe d'appel. L'Australie cherche à amalgamer deux dispositions distinctes pour en faire une obligation unique avec un critère unique. Si l'on ajoute à cela le critère d'examen de la "déférence considérable" de l'Australie, il s'ensuit que les groupes spéciaux seraient privés du mandat d'évaluer objectivement le caractère suffisant des données scientifiques. La Nouvelle-Zélande ne partage pas l'avis selon lequel l'article 2:2 a été rédigé de façon trop étroite ou selon lequel la complexité de l'analyse des risques, le soupesage des facteurs, l'utilisation de jugements émis par les responsables de l'évaluation des risques ou l'application de méthodes particulières sont des raisons de donner une lecture qui amoindrit l'article 2:2 au profit de l'article 5:1.

4.134 De l'avis de la Nouvelle-Zélande, il serait approprié dans les circonstances de la présente affaire que le Groupe spécial commence son examen par l'article 2:2. Cette approche est compatible avec celle qui a été suivie dans l'affaire *Japon – Pommes* et avec les avis formulés par l'Organe d'appel dans les affaires *CE – Hormones* et *Australie – Saumons*.

v) Les mesures de l'Australie sont incompatibles avec l'article 2:2

4.135 Les mesures de l'Australie concernant le feu bactérien reposent sur l'hypothèse selon laquelle il y a un risque que les pommes mûres asymptomatiques interviennent dans la dissémination de la maladie. Pourtant, l'Australie n'a pas été en mesure d'indiquer une quelconque preuve scientifique à l'appui de l'existence d'une filière qui permettrait ou pourrait permettre l'introduction du feu bactérien en Australie par le biais de pommes mûres asymptomatiques importées depuis la Nouvelle-Zélande. Les réponses des experts aux questions du Groupe spécial étayent également la position de la Nouvelle-Zélande selon laquelle il n'y a aucune preuve scientifique de ce genre. Il n'y a donc aucun lien rationnel ou objectif entre l'une quelconque des mesures de l'Australie concernant le feu bactérien et les preuves scientifiques, en violation de l'article 2:2 de l'Accord SPS.

4.136 Il n'y a pas non plus de preuves scientifiques à l'appui de chacune des différentes étapes que l'Australie distingue dans sa filière hypothétique pour le feu bactérien. Par exemple, la Nouvelle-Zélande et les experts ont noté l'absence d'éléments scientifiques à l'appui de l'hypothèse de l'Australie selon laquelle une seule bactérie *E. amylovora* ou un très petit nombre de ces bactéries sur une pomme mûre asymptomatique serait suffisant pour introduire le feu bactérien dans des conditions naturelles. En conséquence, la Nouvelle-Zélande maintient son affirmation selon laquelle les niveaux de population d'*E. amylovora* se trouvant occasionnellement sur les pommes infestées au moment de la récolte sont, dans des conditions naturelles, insuffisants pour être transférés à un hôte sensible et entraîner la dissémination de la maladie. Bien qu'il soit possible que dans de rares circonstances *E. amylovora* puisse survivre sur des pommes récoltées, toute bactérie de ce genre ne survivra qu'en nombre limité et décroissant, et ne pourra pas se multiplier.

4.137 N'ayant pas été en mesure de présenter de quelconques preuves scientifiques pour étayer ses mesures concernant le feu bactérien, l'Australie affirme ensuite que la Nouvelle-Zélande est tenue de présenter les preuves établissant que les pommes mûres asymptomatiques *ne pourraient pas* introduire le feu bactérien. Mais c'est essayer d'inverser les obligations énoncées dans l'Accord SPS. En fait, au titre de l'article 2:2, l'Australie ne peut pas maintenir une mesure sans des preuves scientifiques suffisantes. L'Australie n'a pas réfuté l'argumentation de la Nouvelle-Zélande selon

laquelle les mesures de l'Australie concernant le feu bactérien sont maintenues sans preuves scientifiques suffisantes.

4.138 Les mesures de l'Australie concernant le chancre européen sont fondées sur l'affirmation selon laquelle les pommes mûres asymptomatiques en provenance de Nouvelle-Zélande constituent une filière d'établissement du chancre européen en Australie. Les réponses des experts confirment que l'existence d'une telle filière n'a jamais été démontrée.

4.139 En Nouvelle-Zélande, les pourritures des fruits avant la récolte causées par *N. galligena* sont extrêmement rares et les pourritures des fruits latentes (seul type pertinent pour la filière alléguée) sont pratiquement inexistantes, ce qui, comme les experts l'ont confirmé, reflète les conditions climatiques estivales généralement défavorables à l'infection des fruits en Nouvelle-Zélande. La Nouvelle-Zélande a démontré, et les experts ont confirmé, que la seule "preuve" d'infections latentes en Nouvelle-Zélande présentée par l'Australie, le rapport Braithwaite, ne constituait pas une preuve scientifique suffisante pour étayer les hypothèses de l'Australie.

4.140 En outre, les conditions climatiques en Australie ne sont pas propices à l'établissement et à la dissémination du chancre européen, évaluation appuyée par les experts. Les tentatives de l'Australie de discréditer les arguments de la Nouvelle-Zélande concernant le climat sont mal inspirées. L'Australie en est venue à défendre l'IRA en présentant une autre analyse sur le climat, mais cela manque de transparence, est vicié sur le plan méthodologique et donne des résultats incorrects au regard de l'incidence connue du chancre européen.

4.141 Le fait que la maladie ne s'est pas disséminée à partir des quatre vergers touchés pendant la flambée de chancre européen en Tasmanie étaye les arguments de la Nouvelle-Zélande concernant l'inadéquation climatique. Pour essayer de réfuter cela, l'Australie offre de nouvelles explications, qui n'ont pas été précédemment prises en considération dans l'IRA, quant à l'existence d'une souche hétérothallique de *N. galligena* et l'absence d'un partenaire adéquat pour l'accouplement. Toutefois, la théorie de l'Australie s'appuie sur une constatation isolée établie en Allemagne qui n'a aucun fondement dans les faits entourant la flambée en Tasmanie. En outre, l'Australie n'a pas réfuté les preuves de l'absence de filière étant donné que la maladie ne s'est pas disséminée au-delà des quatre vergers de Spreyton touchés malgré le mouvement sans restriction des pommes pendant la durée de la flambée en Tasmanie.

4.142 L'Australie n'a présenté aucun élément scientifique à l'appui de sa thèse de l'existence d'une filière de transmission du chancre européen par le biais des pommes de Nouvelle-Zélande. En conséquence, aucune des mesures imposées par l'Australie en ce qui concerne le chancre européen n'est établie sur la base de preuves scientifiques suffisantes et elles sont donc contraires à l'article 2:2.

4.143 Les mesures de l'Australie concernant la cécidomyie des feuilles du pommier (ALCM) sont également maintenues sans preuves scientifiques suffisantes. Elles reposent sur l'hypothèse incorrecte selon laquelle tous les cocons d'ALCM sont des facteurs de risque. Mais les preuves scientifiques montrent clairement que seuls les cocons viables présenteraient un risque quelconque et que seule une très faible proportion des cocons présents sur les pommes de Nouvelle-Zélande contiennent des ALCM viables.

4.144 L'Australie fait valoir qu'elle a effectivement tenu compte de la viabilité des cocons mais, comme les experts l'ont confirmé, il ressort du texte de l'IRA qu'elle ne l'a pas fait. La tentative de l'Australie de critiquer la méthode utilisée dans les études scientifiques sur la viabilité est viciée et ne change rien au fait que l'Australie n'a pas pris en considération les preuves scientifiques pertinentes.

4.145 Les mesures de l'Australie sont également établies sur la base de l'hypothèse incorrecte selon laquelle les ALCM femelles ont un rayon de vol pouvant aller jusqu'à 200 mètres. Comme les experts

l'ont confirmé, cette conclusion n'est pas suffisamment étayée par les preuves scientifiques. Les experts ont également confirmé la position de la Nouvelle-Zélande selon laquelle l'émergence de l'ALCM se produira pendant une période prolongée, ce qui n'a pas été intégré dans les conclusions de l'IRA. Enfin, les mesures de l'Australie sont établies sur la base d'hypothèses incorrectes concernant les pratiques normales en matière de chaîne d'approvisionnement au détail qui excluraient en fait toute possibilité d'établissement de l'ALCM.

4.146 Il n'y a donc aucune base rationnelle permettant à l'Australie de conclure que la suite d'événements nécessaire à l'établissement de l'ALCM en Australie – à savoir que des milliers et des milliers de pommes sont laissées en dehors d'un entrepôt frigorifique, non couvertes, au même endroit, en même temps, à une distance de 30 à 50 mètres de feuilles de pommiers en train de se déployer – se produirait. La comparaison faite par l'Australie avec l'établissement du charançon du blé aux Pays-Bas (qui n'a pas été lié au commerce des pommes) est dénuée de pertinence pour le présent différend.

4.147 Du fait qu'aucune des mesures spécifiques à un parasite n'est étayée par des preuves scientifiques suffisantes, les mesures générales ne le sont pas non plus. L'Australie n'a pas indiqué, par référence à des preuves scientifiques, les risques particuliers que les mesures générales sont censées prévenir, ni leur efficacité pour ce qui est de combattre ces risques. La distinction principale/auxiliaire viciée établie par l'Australie ne peut pas remédier à ce manque.

vi) Les mesures de l'Australie sont incompatibles avec l'article 5:1

4.148 La Nouvelle-Zélande a démontré que l'IRA n'était pas objectivement justifiable; il ne contient pas de raisonnement qui soit objectif et cohérent ou de conclusions qui soient suffisamment étayées par les preuves scientifiques utilisées à cette fin. Les tentatives de l'Australie de donner une lecture qui amoindrit l'obligation énoncée à l'article 5:1 – en proposant un nouveau critère "objectif et crédible", en présentant de manière erronée l'expression "en fonction des circonstances", en invoquant le "jugement d'experts" et l'"incertitude scientifique", et en alléguant que la Nouvelle-Zélande a procédé à sa propre évaluation des risques – sont sans fondement et devraient être rejetées.

4.149 Les réponses de l'Australie concernant les trois vices fondamentaux de la méthode utilisée dans l'IRA relevés par la Nouvelle-Zélande sont également dénuées de fondement. L'Australie admet en fait qu'il n'y a aucune corrélation entre la valeur maximale d'une pomme sur 1 million et la description qualitative d'une probabilité "négligeable" comme étant un événement qui ne se produirait presque certainement pas. Les arguments de l'Australie concernant le deuxième vice soulignent simplement le fait que l'utilisation d'une distribution uniforme entraîne une surreprésentation de valeurs qui surestiment beaucoup le risque. Lorsque cela est appliqué à quelque chose dont le commerce se fait par millions d'unités (la méthode "pour une pomme"), il s'ensuit que des événements "négligeables" sont considérés comme se produisant à de nombreuses reprises pendant chaque campagne d'exportation. S'agissant du troisième vice, l'Australie n'a pas réfuté les arguments de la Nouvelle-Zélande selon lesquels le volume des échanges sera sensiblement inférieur à la valeur la plus probable indiquée dans l'IRA et que cela est un autre facteur contribuant à gonfler artificiellement le niveau de risque évalué dans l'IRA.

4.150 L'Australie n'a pas évalué la probabilité de l'importation, de l'établissement et de la dissémination du feu bactérien ou des conséquences biologiques et économiques qui pourraient en résulter, en relation avec les importations de pommes mûres asymptomatiques en provenance de Nouvelle-Zélande. Aucune preuve de l'existence d'une filière ne figure dans l'IRA, ou dans la première communication écrite de l'Australie, de sorte que l'Australie n'a pas évalué le risque conformément à l'article 5:1. En outre, aucun des experts n'a indiqué une quelconque preuve scientifique étayant l'affirmation de l'Australie selon laquelle il existe une filière d'introduction du feu bactérien par le biais des pommes mûres asymptomatiques.

4.151 Contrairement à ce que l'Australie affirme dans sa première communication écrite, la Nouvelle-Zélande invoque les quatre éléments ci-après à l'appui de son argumentation selon laquelle l'IRA est incompatible avec l'article 5:1:

a) L'affaire *Japon – Pommes* dans laquelle le Groupe spécial a constaté que, en ce qui concerne les pommes mûres asymptomatiques, le risque que la filière de transmission puisse être suivie jusqu'au bout était négligeable; et que les filières devaient avoir un fondement scientifique avant de pouvoir légitimement faire partie d'une évaluation des risques. Sans suggérer le moins du monde que le Groupe spécial en l'espèce est "tenu" de suivre les constatations formulées dans l'affaire *Japon – Pommes*, ou que l'Australie n'avait pas besoin de procéder à sa propre évaluation des risques, la Nouvelle-Zélande persiste à penser que les constatations formulées dans l'affaire *Japon – Pommes* sont directement pertinentes pour le présent différend.

b) La propagation du feu bactérien à d'autres pays par le biais du commerce des pommes n'a jamais été signalée.

c) Dans les conditions naturelles que représente un verger, les bactéries *E. amylovora* qui peuvent, très rarement, être présentes sur les fruits seront peu nombreuses, dormantes et en régression, et en tant que telles seront insuffisantes pour être transférées à des hôtes sensibles et déclencher de nouvelles infections.

d) Roberts et Sawyer 2008 et Roberts *et al.* 1998 qui ont conclu que le risque d'introduction du feu bactérien par le biais de pommes importées était tellement faible qu'il était insignifiant. Aucune des critiques de ces études formulées par l'Australie n'a un fondement quelconque. En tout état de cause, l'Australie ne comprend pas dans quel but la Nouvelle-Zélande fait référence à ces études. La Nouvelle-Zélande ne soutient pas qu'elles se substituent à l'évaluation des risques par l'Australie ou au rôle du Groupe spécial pour ce qui est de procéder à une évaluation objective de la question dont il est actuellement saisi. Néanmoins, le Groupe spécial peut prendre en considération les conclusions formulées dans ces ouvrages (comme il peut le faire pour toute autre étude scientifique pertinente) lorsqu'il examinera si les conclusions de l'IRA sont étayées par les preuves scientifiques.

4.152 La Nouvelle-Zélande a également établi que plusieurs des conclusions tirées dans le cadre de l'IRA en relation avec son "scénario d'importation" ne sont pas suffisamment étayées par les preuves scientifiques utilisées à cette fin. L'Australie n'a pas réfuté ces critiques. Par exemple, l'Australie n'a pas réfuté l'argument de la Nouvelle-Zélande selon lequel la conclusion de l'IRA sur la probabilité de l'entrée d'*E. amylovora* en Australie est très exagérée et n'est pas étayée par les preuves scientifiques. L'Australie n'a pas non plus réfuté l'argumentation de la Nouvelle-Zélande selon laquelle il n'y a pas de preuves étayant la théorie cruciale de la transmission ("exposition") élaborée par l'Australie. L'Australie émet l'hypothèse qu'*E. amylovora* serait transférée depuis des pommes mûres asymptomatiques, soit par des insectes soit par des moyens mécaniques, à des hôtes sensibles, dans des conditions naturelles, et que cela déclencherait une infection. La Nouvelle-Zélande maintient son allégation selon laquelle il n'y a aucune preuve scientifique indiquant que, dans des conditions naturelles, un nombre faible (ou quelconque) de bactéries *E. amylovora* présentes sur des pommes mûres puissent être transférées à un hôte sensible et entraîner une infection. Au contraire, les preuves scientifiques montrent que la probabilité que cela se produise est tellement faible qu'elle est insignifiante.

4.153 En outre, les réponses des experts jettent un doute supplémentaire sur les conclusions que l'Australie tire en rapport avec ses étapes pour l'importation en ce qui concerne *E. amylovora*; la

probabilité de l'importation d'*E. amylovora*; et la probabilité que *E. amylovora* soit transférée à un hôte sensible et l'infecte.

4.154 Les conclusions de l'IRA sur l'entrée, l'établissement et la dissémination du chancre européen, ainsi que son évaluation des conséquences ne sont pas étayées par des preuves scientifiques suffisantes. Dans sa première communication écrite, la Nouvelle-Zélande, outre qu'elle a noté l'absence d'éléments scientifiques à l'appui de la filière dans son ensemble, a souligné l'absence d'éléments scientifiques à l'appui des différentes étapes de la filière. En particulier, il n'y a pas de lien objectif ou rationnel entre les preuves scientifiques et la valeur de probabilité qui est choisie à chaque étape de la filière du chancre européen établie par l'Australie. En d'autres termes, les conclusions tirées dans l'IRA ne sont pas suffisamment étayées par les preuves utilisées à cette fin. Les réponses des experts confirment l'absence de preuves scientifiques pour presque chaque étape de la filière.

4.155 La valeur attribuée à la probabilité que des fruits infectés puissent être cueillis (étape 2 pour l'importation) est exagérée compte tenu de l'absence de cas déclarés confirmés d'infections latentes des fruits en Nouvelle-Zélande en raison des conditions climatiques estivales défavorables dans les régions du pays productrices de pommes. L'Australie s'appuie principalement sur la communication personnelle non vérifiée à laquelle il est fait référence dans le rapport Braithwaite et des données provenant de pays de l'hémisphère nord où les conditions climatiques sont plus favorables à l'infection des fruits, pour justifier sa conclusion en rapport avec cette étape, mais elles ne constituent pas les éléments scientifiques à l'appui nécessaires.

4.156 En outre, les experts confirment l'absence d'éléments scientifiques à l'appui des conclusions de l'IRA en ce qui concerne la probabilité que les fruits puissent être contaminés en surface (infestés) par *N. galligena* (étapes 3, 5 et 7 pour l'importation). L'Australie essaye de minimiser l'importance de ces étapes pour l'évaluation faite dans le cadre de l'IRA, les décrivant comme ayant uniquement un intérêt "mineur", mais en fait elles représentent plus de 80 pour cent de la probabilité totale d'entrée. Les experts appuient également les arguments de la Nouvelle-Zélande selon lesquels les conclusions de l'IRA concernant la survie de *N. galligena* pendant les opérations à la station de conditionnement et le transport vers l'Australie (étapes 4 et 6 pour l'importation) ne sont pas suffisamment étayées par les preuves scientifiques utilisées à cette fin.

4.157 En conséquence, l'IRA arrive à une estimation artificiellement gonflée de la probabilité globale d'entrée, qui indique qu'environ une sur 15 000 pommes de Nouvelle-Zélande arrivant en Australie serait porteuse d'infections ou d'infestations latentes. Une telle conclusion n'est pas étayée par les preuves scientifiques.

4.158 L'Australie n'a pas non plus réfuté l'argument de la Nouvelle-Zélande selon lequel la conclusion de l'IRA concernant l'exposition n'est pas étayée par des preuves scientifiques suffisantes. En particulier, la Nouvelle-Zélande a mis en avant l'absence d'éléments scientifiques à l'appui des conclusions de l'IRA concernant la production de spores et la dispersion des spores depuis des fruits pourris vers un hôte sensible dans les conditions prévalant en Australie. Bien que l'Australie cherche maintenant à prendre ses distances avec les hypothèses faites dans l'IRA au sujet des fruits momifiés produisant des ascospores en tant que source de nouvelles infections en Australie – hypothèses qui ont également été écartées par les experts – la position révisée de l'Australie est incompatible avec l'IRA. En outre, même si l'Australie assure maintenant que l'IRA prenait en compte le fait que le rayon de dispersion ne dépasse pas quelques mètres, cela ne ressort pas de l'IRA. Enfin, en mettant l'accent sur une "suite d'événements", l'Australie continue de négliger le fait que l'IRA ne tenait pas compte de l'interaction simultanée de l'ensemble des trois facteurs – pathogène, hôte et climat – qui était nécessaire pour qu'une infection se produise.

4.159 Pour essayer de réfuter les arguments de la Nouvelle-Zélande concernant l'établissement et la dissémination, l'Australie s'emploie à attaquer l'analyse du climat faite par la Nouvelle-Zélande. La

première communication écrite de l'Australie s'appuie sur sa propre analyse du climat profondément viciée, qui ne remédie pas aux vices entachant l'examen initial de ce facteur capital dans le cadre de l'IRA. La réfutation par l'Australie des arguments de la Nouvelle-Zélande concernant les hôtes alternes continue de s'appuyer sur des hypothèses relatives à la similitude climatique de l'Australie avec des régions où *N. galligena* est présente sur ces hôtes. Ces arguments ne peuvent pas être retenus.

4.160 Enfin, comme les experts le confirment, l'évaluation des conséquences faite par l'Australie est une surestimation importante car là encore l'Australie n'a pas pris en considération ses propres circonstances, en particulier les conditions climatiques défavorables.

4.161 L'évaluation des risques faite dans l'IRA en ce qui concerne l'ALCM n'est pas non plus suffisamment étayée par des preuves scientifiques. En fait, les réponses des experts confirment que l'évaluation des risques faite dans l'IRA est tellement viciée qu'elle doit être "recalculée".

4.162 L'évaluation faite dans l'IRA de la probabilité que les fruits cueillis soient infestés par l'ALCM (étape 2 pour l'importation) n'a aucun fondement scientifique car elle ne tenait pas compte des preuves scientifiques sur la viabilité. Les conclusions de l'IRA concernant la probabilité de contamination des pommes de Nouvelle-Zélande pendant le conditionnement et le transport (étape 3 pour l'importation) n'ont pas non plus de fondement scientifique.

4.163 La seule réponse de l'Australie en ce qui concerne les nombreux vices entachant l'estimation de la probabilité de l'entrée de l'ALCM figurant dans l'IRA consiste à reconnaître que l'analyse en huit étapes de la probabilité de l'entrée de l'ALCM faite dans le cadre de l'IRA est dénuée de pertinence parce qu'elle utilisait aussi les données d'août 2005 communiquées par la Nouvelle-Zélande. Il est frappant de voir que l'Australie est disposée à abandonner une partie importante de son évaluation des risques et cela remet en cause le bien-fondé du reste de cette évaluation.

4.164 L'évaluation faite dans l'IRA de la probabilité de l'établissement et de la dissémination de l'ALCM, et des conséquences connexes, n'a également aucun fondement scientifique. Il n'y a pas d'éléments scientifiques à l'appui des hypothèses essentielles formulées dans l'IRA concernant la biologie de l'ALCM et l'effet des pratiques commerciales normales sur le risque associé à l'importation de pommes en provenance de Nouvelle-Zélande.

4.165 Enfin, l'Australie n'a pas évalué la probabilité de l'entrée, de l'établissement et de la dissémination de chaque parasite "en fonction des mesures SPS qui pourraient être appliquées". L'Australie ne conteste pas l'absence dans l'IRA d'une évaluation de ce qu'elle dénomme les mesures "auxiliaires", mais s'appuie plutôt sur la distinction principale/auxiliaire qu'elle établit pour faire valoir, à tort, qu'elle n'est pas dans l'obligation de faire cette évaluation. En tout état de cause, la jurisprudence indique clairement que même ce que l'Australie appelle les mesures "auxiliaires" doit être évalué. En outre, l'Australie répond à l'argument selon lequel elle n'a pas examiné la mesure exigeant des fruits prêts pour la vente au détail proposée par la Nouvelle-Zélande en interprétant mal la jurisprudence pertinente.

vii) Les mesures de l'Australie sont incompatibles avec l'article 5:2

4.166 L'Australie allègue à tort qu'elle n'était pas tenue, au titre de l'article 5:2 de prendre véritablement en considération les facteurs indiqués par la Nouvelle-Zélande. L'Australie n'a pas réfuté l'argumentation de la Nouvelle-Zélande selon laquelle ces facteurs n'ont pas été pris en compte dans l'IRA.

viii) Les mesures de l'Australie sont incompatibles avec l'article 5:5

4.167 La Nouvelle-Zélande a montré dans sa première communication écrite que la façon dont l'Australie traite les risques semblables associés aux poires nashi japonaises et aux pommes de Nouvelle-Zélande constituait une infraction à l'article 5:5. En réponse, l'Australie reconnaît de fait que les maladies sont comparables (Erwinia du Japon et feu bactérien; et pourriture brune et chancre européen respectivement) et s'emploie presque exclusivement à montrer les différences en matière de risques entre les deux situations. L'Australie s'appuie sur, entre autres choses: des "hypothèses" concernant une zone exempte dans les zones d'exportation; une interprétation viciée selon laquelle les situations doivent être actuelles pour pouvoir être comparées; des arguments concernant la pertinence des volumes d'échanges qui ne sont pas corroborés par les mesures appliquées aux poires nashi japonaises; et des différences supposées dans les conséquences qui ne sont même pas étayées par les propres évaluations faites par l'Australie dans le contexte de son projet d'IRA concernant les pommes de Chine. Malgré les risques semblables, l'Australie n'applique aucune mesure à Erwinia du Japon, et les mesures appliquées aux poires nashi japonaises en ce qui concerne la pourriture brune sont beaucoup moins contraignantes que celles qui sont appliquées aux pommes de Nouvelle-Zélande en ce qui concerne le chancre européen. L'Australie échoue dans ses tentatives de minimiser ou discréditer les signaux d'alarme et les facteurs additionnels indiqués par la Nouvelle-Zélande, et pris en compte dans des affaires antérieures, au motif qu'ils démontraient l'existence d'une discrimination et d'une restriction déguisée au commerce international.

ix) Les mesures de l'Australie sont incompatibles avec l'article 5:6

4.168 La principale objection de l'Australie à l'égard des mesures de rechange indiquées par la Nouvelle-Zélande est qu'elles ne permettraient pas d'atteindre le niveau de protection jugé approprié par l'Australie, sur la base des évaluations des risques figurant dans l'IRA. Toutefois, la Nouvelle-Zélande conteste ces évaluations des risques. Il n'y a aucune preuve scientifique indiquant que les pommes mûres asymptomatiques peuvent constituer une filière d'introduction du feu bactérien ou du chancre européen en Australie, ou que leur importation entraînerait l'établissement et la dissémination de l'ALCM. Les mesures de rechange de la Nouvelle-Zélande permettent donc d'atteindre le niveau de protection jugé approprié par l'Australie.

4.169 Les mesures générales proposées par l'Australie ne sont requises pour aucune autre exportation de la Nouvelle-Zélande. L'Australie n'a donné aucune explication indiquant pourquoi ces mesures étaient nécessaires pour atteindre le niveau de protection qu'elle juge approprié et ses efforts visant à minimiser leur caractère restrictif sont malvenus. La solution de rechange proposée par la Nouvelle-Zélande (vérifications des mesures conformes aux règles de l'OMC) est compatible avec les arrangements existants entre l'Australie et la Nouvelle-Zélande et permet d'atteindre le niveau de protection jugé approprié par l'Australie.

x) Les mesures de l'Australie sont incompatibles avec l'article 8 et l'Annexe C 1) a)

4.170 L'Australie n'a pas répondu aux arguments de fond de la Nouvelle-Zélande concernant le "retard injustifié", faisant valoir uniquement que le "processus IRA" n'était pas une mesure en cause. Toutefois, ce que la Nouvelle-Zélande allègue c'est que les mesures résultant du processus IRA sont les mesures en cause dans le cadre de cette allégation.

4.171 Les huit années (94 mois) qu'il a fallu pour achever l'IRA dépassent manifestement ce qui était raisonnablement nécessaire étant donné que: les fonctionnaires australiens s'attendaient initialement à ce que le processus prenne 12 mois; les IRA australiens doivent maintenant être achevés dans un délai de 24 à 30 mois; des IRA semblables avaient été faits précédemment; il n'y avait aucune difficulté pour avoir accès aux renseignements scientifiques; il n'y a pas eu d'évolution significative des données scientifiques pendant cette période; et il n'y a pas d'explication raisonnable

qui justifierait le temps pris pour achever l'IRA. L'Australie n'a pas réfuté les preuves présentées par la Nouvelle-Zélande de l'existence d'un processus politique parallèle et étroitement lié qui contribue à expliquer, mais ne justifie pas, ce retard.

c) Conclusion

4.172 Pour ces raisons, précisées dans le corps de sa deuxième communication écrite, la Nouvelle-Zélande réitère la demande qu'elle a formulée dans sa première communication écrite visant à ce que le Groupe spécial constate que les mesures de l'Australie sont incompatibles avec l'Accord SPS.

5. Résumé analytique de la déclaration orale liminaire faite par la Nouvelle-Zélande à la deuxième réunion de fond

a) Introduction

4.173 L'Australie n'a pas réfuté l'argumentation de la Nouvelle-Zélande selon laquelle les mesures de l'Australie ne sont pas étayées par des preuves scientifiques et l'IRA ne constitue pas une évaluation des risques dont les conclusions sont objectivement justifiables. Les experts ont répété ce qu'ils avaient dit dans leurs rapports et ils ont également démontré que les conclusions de l'IRA n'étaient pas étayées par des preuves scientifiques.

4.174 Les experts ont confirmé qu'il n'y avait aucune preuve scientifique étayant les conclusions de l'Australie selon lesquelles les pommes mûres présentent un risque d'introduction du feu bactérien. La probabilité globale d'importation indiquée dans l'IRA n'est pas étayée par des preuves scientifiques, de même que ses conclusions concernant la plupart des étapes pour l'importation. M. Paulin a conclu que le risque de feu bactérien lié au commerce des pommes était à peu près aussi probable que le risque d'une telle transmission par des insectes transportés par des courants aériens venant de Nouvelle-Zélande, c'est-à-dire qu'il n'y avait pas de risque plus grand que celui qui est lié à la dispersion naturelle. L'imposition de mesures sur les pommes ne crée pas une protection plus grande que l'absence de mesures.

4.175 En ce qui concerne le chancre européen, les experts ont confirmé qu'il n'y avait aucune preuve indiquant que les pommes étaient responsables de la propagation de la maladie à de nouvelles zones. Rien ne permet de conclure qu'une prescription imposant l'importation de pommes mûres asymptomatiques ne permettrait pas d'atteindre le niveau de protection jugé approprié par l'Australie. M. Swinburne a décrit le risque de transfert par les pommes comme étant "exceptionnellement faible". Le risque réel de transfert est lié au mouvement du matériel de plantation. En outre, les experts ont confirmé le caractère insuffisant des preuves scientifiques étayant les conclusions de l'IRA en ce qui concerne les différentes étapes pour l'importation et la probabilité de l'entrée, de l'exposition, de l'établissement et de la dissémination. Les experts ont également considéré que l'évaluation des conséquences faite dans l'IRA était viciée.

4.176 En ce qui concerne l'ALCM, l'avis des experts était sans équivoque. En ne tenant pas compte de la viabilité, du parasitisme, de la longue période d'émergence des ALCM adultes et des questions relatives au mode de commercialisation, et en formulant des hypothèses qui n'étaient pas fondées sur des preuves scientifiques, l'IRA a surestimé la probabilité de l'entrée et de l'établissement de l'ALCM. En fait, l'expert spécialiste de l'ALCM, M. Cross, a conclu que l'évaluation des risques était tellement viciée qu'elle devait être "recalculée".

b) Deuxième communication écrite de l'Australie

4.177 L'argument de l'Australie concernant les mesures principales et auxiliaires n'a aucun fondement dans l'Accord SPS. Si les mesures principales et auxiliaires sont susceptibles de donner lieu à des violations "collectivement", elles doivent alors être assujetties aux obligations "collectivement" et doivent être évaluées "collectivement" avec les mesures principales pour déterminer leur incidence sur le risque. Cela n'a pas été fait dans l'IRA.

4.178 Depuis l'affaire *Canada – Maintien de la suspension*, le droit régissant le critère d'examen n'a pas changé. L'Organe d'appel a simplement appliqué des principes bien établis prohibant un examen *de novo* et a affirmé le droit des Membres de s'appuyer sur des preuves scientifiques divergentes. Même si l'Australie allègue maintenant qu'elle a renoncé à utiliser les termes "déférence" et "déférence considérable", elle traite la décision rendue dans l'affaire *Maintien de la suspension* comme si elle incorporait un critère de la "déférence considérable". Ce n'est manifestement pas le cas.

4.179 L'Australie a allégué que l'IRA était étayé par des preuves scientifiques divergentes non spécifiées ou que l'IRA constituait lui-même des preuves scientifiques divergentes. Dans l'impossibilité de trouver des éléments scientifiques suffisants à l'appui de ses mesures, l'Australie allègue maintenant qu'il y a une "incertitude scientifique", de sorte qu'une déférence doit être observée à l'égard du jugement d'experts des responsables de l'évaluation des risques. Bien que l'expression "incertitude scientifique" n'apparaisse pas dans l'Accord SPS, ce dernier offre un cadre pour gérer l'incertitude scientifique par le biais de l'article 5:7 et du droit de s'appuyer sur des opinions scientifiques divergentes. Par ailleurs, les notions d'"incertitude scientifique" et de "jugement d'experts" n'établissent aucune base permettant de se soustraire aux obligations fondées sur des principes scientifiques énoncées dans l'Accord SPS ou de suggérer qu'une déférence soit observée à l'égard des vues des responsables de l'évaluation des risques. Le fait que l'Australie ne peut pas trouver des données ou des études scientifiques pour étayer ses conclusions fait ressortir le caractère spéculatif et hypothétique des filières envisagées. Ce n'est pas une situation d'incertitude scientifique; c'est un exemple montrant que les preuves scientifiques n'étayent pas les mesures de l'Australie.

4.180 L'Australie accorde également du poids aux conclusions auxquelles elle affirme que l'équipe chargée de l'IRA est parvenue, mais qui n'apparaissent pas dans l'IRA lui-même, par exemple les étapes 3, 5 et 7 pour l'importation en ce qui concerne le chancre européen. La transparence fait partie intégrante du caractère justifiable objectif. Les délibérations en coulisse alléguées de l'équipe chargée de l'IRA sont dénuées de pertinence.

c) Tâche du Groupe spécial

i) Critère d'examen

4.181 Conformément à l'article 11 du Mémorandum d'accord, la tâche du Groupe spécial est d'"évaluer objectivement" les allégations, les éléments de preuve et les arguments qui lui sont soumis, et de déterminer si les mesures en cause sont compatibles avec les dispositions pertinentes de l'Accord SPS. Le Groupe spécial ne devrait pas procéder à un examen *de novo* ou effectuer sa propre évaluation des risques. L'accent doit être mis sur l'examen du caractère suffisant des preuves scientifiques sous-tendant les mesures de l'Australie. Le Groupe spécial dispose d'un pouvoir discrétionnaire quant aux éléments de preuve à utiliser pour formuler ses constatations, et à la valeur et au poids à accorder à ces éléments de preuve. Ce mandat s'applique au titre aussi bien de l'article 2:2 que de l'article 5:1.

4.182 L'Organe d'appel a dit dans l'affaire *Maintien de la suspension* que le rôle d'un groupe spécial au titre de l'article 5:1 était de "déterminer si [une] évaluation des risques [était] étayée par un

raisonnement cohérent et des preuves scientifiques respectables et [était], en ce sens, objectivement justifiable". Il faut pour cela déterminer si la mesure est établie sur la base de données scientifiques provenant d'une source respectée et compétente, c'est-à-dire qui ont "la rigueur scientifique et méthodologique nécessaire pour être considéré[es] comme des données scientifiques dignes de foi", et si "le raisonnement énoncé sur la base des preuves scientifiques est objectif et cohérent". L'Organe d'appel a dit que cela imposait à un groupe spécial d'"examiner si les conclusions particulières tirées par le Membre qui évalu[ait] le risque [étaient] suffisamment étayées par les preuves scientifiques utilisées à cette fin".

4.183 L'affaire *Maintien de la suspension* n'étaye pas l'allégation de l'Australie selon laquelle la Nouvelle-Zélande doit démontrer l'existence de "vices graves" en ce qui concerne chaque conclusion de l'IRA. L'accent doit être mis sur la question de savoir si l'IRA est "objectivement justifiable", ce qui nécessite une évaluation de l'effet cumulé des nombreux vices de l'IRA. L'Organe d'appel a réaffirmé la "vaste faculté discrétionnaire" dont disposent les groupes spéciaux pour exercer le "large pouvoir d'investigation" leur permettant de consulter des experts. En procédant à son "évaluation objective", le Groupe spécial examinera la pertinence et le poids à accorder aux observations des experts pour ce qui est de décider si l'IRA est étayé par des preuves scientifiques suffisantes. Cette "évaluation objective" devrait être effectuée à la lumière des règles bien établies concernant la charge de la preuve. La suggestion de l'Australie selon laquelle il incombe en l'espèce à la Nouvelle-Zélande une charge de la preuve plus lourde devrait être rejetée comme étant une tentative de plus de mettre son évaluation des risques à l'abri d'un examen approprié.

ii) Lien entre les articles 2:2 et 5:1

4.184 L'argument initial de l'Australie était que l'article 5:1 devait être examiné en premier parce que la question de la conformité avec l'article 2:2 "ne pouvait être traitée" que par référence à l'article 5:1. La Nouvelle-Zélande a démontré que cet argument était incorrect. L'Australie dit maintenant que "le critère établi par l'article 2:2 est pleinement respecté si l'évaluation des risques satisfait aux conditions énoncées à l'article 5:1". Cela ne dit rien de l'ordre dans lequel ces dispositions devraient être évaluées, et cela est également incorrect. Une détermination établissant qu'il y a eu une évaluation des risques au sens de l'article 5:1 ne résout pas la question de savoir si chacune des mesures contestées a un lien rationnel et objectif avec les preuves scientifiques au titre de l'article 2:2.

iii) Poids à accorder à l'affaire Japon – Pommes

4.185 Dans l'affaire *Japon – Pommes*, le Groupe spécial a conclu que les preuves scientifiques n'établissaient pas que les pommes mûres asymptomatiques seraient infectées par le feu bactérien, ou abriteraient des populations endophytes d'*E. amylovora*, ou abriteraient des populations épiphytes de bactéries susceptibles de transmettre le feu bactérien. Et le Groupe spécial *Japon – Pommes* a conclu que les preuves scientifiques n'établissaient pas que les pommes – qu'elles soient mûres ou pas mûres – serviraient de moyen ou de filière d'introduction du feu bactérien dans une zone exempte de feu bactérien. Le Groupe spécial *Japon – Pommes* est parvenu à ses conclusions sur la base de preuves scientifiques qui étaient sensiblement les mêmes que celles qui sont examinées dans le contexte du présent différend. Si le présent Groupe spécial devait parvenir aux mêmes conclusions en ce qui concerne les preuves scientifiques que celles qui ont été formulées dans l'affaire *Japon – Pommes*, il s'ensuivrait inévitablement que les mesures de l'Australie concernant le feu bactérien sont maintenues sans preuves scientifiques suffisantes, en violation de l'article 2:2. Cela ne reviendrait pas à "s'en remettre" aux constatations formulées dans l'affaire *Japon – Pommes* comme l'Australie l'affirme; ce serait le résultat d'une évaluation objective requise au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord.

4.186 Les arguments avancés par l'Australie pour ne pas tenir compte de l'affaire *Japon – Pommes* ne peuvent pas être retenus, parce que les conclusions formulées dans l'affaire *Japon – Pommes*

portent sur les mêmes questions que celles qui sont en cause en l'espèce. Contrairement à ce que l'Australie fait valoir, les conclusions formulées dans l'affaire *Japon – Pommes* portent également sur l'infestation épiphytique et l'infection endophytique. Les conséquences de l'introduction du feu bactérien ont été prises en compte, tout comme le volume du commerce international des pommes. L'Australie n'indique aucune preuve scientifique, examinée par l'équipe chargée de l'IRA mais pas examinée dans l'affaire *Japon – Pommes*, qui aurait modifié la conclusion du Groupe spécial dans cette affaire.

d) Article 2:2

i) Feu bactérien

4.187 Le principal argument de la Nouvelle-Zélande en ce qui concerne le feu bactérien est qu'il n'y a pas de preuves scientifiques indiquant que les pommes mûres asymptomatiques constituent une filière d'introduction de la maladie. Premièrement, les pommes mûres ne sont pas un environnement propice à *E. amylovora*. Deuxièmement, la probabilité que des pommes entrent en Australie porteuses d'*E. amylovora* est très faible et il n'y a aucune preuve justifiant le chiffre élevé que l'Australie a utilisé dans l'IRA. Troisièmement, comme les experts l'ont confirmé, il n'y a aucune preuve scientifique d'un transfert de bactéries d'une pomme mûre à un hôte sensible et d'une infection qui en résulterait. Les seules preuves scientifiques vont dans le sens inverse.

4.188 L'Australie ne met en avant aucune "interprétation" des preuves scientifiques étayant son hypothèse relative aux filières à part les prétendues "preuves scientifiques divergentes" de l'IRA lui-même, ou l'exercice du "jugement d'experts" par l'équipe chargée de l'IRA en rapport avec les questions d"incertitude scientifique". Ainsi, selon l'Australie, l'IRA lui-même devient des preuves scientifiques suffisantes pour satisfaire à l'article 2:2. Mais l'Australie ne peut pas par ce moyen se soustraire à l'obligation fondamentale énoncée à l'article 2:2 – ne pas maintenir des mesures sans preuves scientifiques suffisantes.

4.189 De même, la Nouvelle-Zélande n'a aucune obligation de prouver que les pommes ne sont *pas* une filière d'introduction du feu bactérien. La Nouvelle-Zélande a établi *prima facie* qu'il n'y avait pas de preuves de l'existence d'une filière et il appartient à l'Australie d'indiquer les preuves scientifiques qui étayent son affirmation selon laquelle une filière existe. Elle ne l'a pas fait et ne peut pas le faire. En conséquence, l'Australie maintient des mesures concernant le feu bactérien sans preuves scientifiques suffisantes, en violation de l'article 2:2.

ii) Chancre européen

4.190 Les mesures instaurées par l'IRA ne sont pas établies sur la base de preuves scientifiques suffisantes, ce qui est contraire à l'article 2:2. Les experts ont confirmé qu'il n'y avait aucune preuve scientifique du transfert du chancre européen par le biais du commerce de pommes mûres. L'Australie fait valoir que l'infection latente des fruits est un phénomène largement admis et que du fait que l'infection latente des fruits se produit dans certains pays de l'hémisphère nord, elle se produit également en Nouvelle-Zélande. Cela ne tient pas compte de l'effet des différences climatiques. La seule preuve que l'Australie apporte concernant l'infection latente en Nouvelle-Zélande est le rapport Braithwaite, dont les experts confirment qu'il n'est ni pertinent ni fiable.

4.191 En outre, il n'y a aucune preuve scientifique étayant l'affirmation selon laquelle le chancre européen pourrait s'établir par le biais de fruits jetés, et à plus forte raison se disséminer dans les conditions prévalant en Australie. En particulier, les experts confirment qu'il n'y a dans la littérature aucune preuve indiquant que les pourritures des fruits causées par *N. galligena* sont une source de nouvelles infections dans des zones nouvelles. En outre, les hypothèses formulées dans l'IRA au sujet du climat des régions australiennes productrices de pommes ne sont pas établies sur la base de

preuves scientifiques. La nouvelle "analyse du climat" effectuée par l'Australie est simplement une compilation de données météorologiques sans valeur prédictive et elle ne contredit pas la position de la Nouvelle-Zélande.

4.192 L'argument de l'Australie selon lequel la Tasmanie se prête moins à l'établissement et à la dissémination du chancre européen que d'autres parties de l'Australie n'est pas étayé par le premier rapport du BRS sur lequel l'Australie s'appuie. Et l'Australie contredit les conclusions de l'IRA en laissant entendre que la flambée de la maladie en Tasmanie n'a peut-être pas du tout été causée par *N. galligena*.

iii) ALCM

4.193 Il n'y a aucune preuve scientifique indiquant que la suite d'événements nécessaire à l'établissement de l'ALCM en Australie – à savoir que des milliers et des milliers de pommes sont laissées en dehors d'un entrepôt frigorifique, non couvertes, au même endroit, pendant une période considérable, dans le rayon de vol limité des ALCM femelles par rapport à des feuilles de pommiers en train de se déployer – se produirait. En fait, il n'y a aucune preuve scientifique indiquant que le commerce des pommes ait jamais servi de vecteur à l'ALCM. Comme les réponses des experts l'ont confirmé, la littérature scientifique existante lie plutôt le mouvement des ALCM au matériel de plantation.

4.194 L'Australie allègue que suffisamment de pommes de Nouvelle-Zélande pourraient être envoyées à des grossistes des zones de production pour que l'accouplement se produise. Mais il est extrêmement peu probable que des pommes de Nouvelle-Zélande conditionnées pour être prêtes à la vente au détail soient envoyées à des grossistes des zones de production, seul point d'utilisation à proximité suffisante de pommiers, ce qui ne laisse, selon les termes de M. Cross, "pratiquement aucune possibilité que les ALCM émergent, s'accouplent, sortent de la station de conditionnement et atteignent un pommier sensible".

4.195 Ce n'est qu'une fois que les pommes de Nouvelle-Zélande seront arrivées à leur destination finale pour la vente au détail et se trouveront en dehors d'un entrepôt frigorifique que l'émergence pourrait se produire. Mais, à ce moment-là, il n'y aurait jamais les quantités de pommes de Nouvelle-Zélande nécessaires à l'accouplement des ALCM. En raison du très faible niveau de cocons viables sur les pommes de Nouvelle-Zélande, de la longue période d'émergence des ALCM adultes et de leur très court cycle de vie, il faudrait que des milliers et des milliers de pommes se trouvent en dehors d'un entrepôt frigorifique, au même endroit, pendant une période prolongée pour qu'il y ait une possibilité quelconque que l'accouplement se produise. L'Australie n'a pas tenu compte de ces questions. Au contraire, les mesures de l'Australie sont établies sur la base de l'hypothèse incorrecte selon laquelle l'émergence d'ALCM se produirait immédiatement à partir de tous les cocons présents sur les pommes de Nouvelle-Zélande, hypothèse qui n'a aucun fondement scientifique. L'allégation de l'Australie selon laquelle l'émergence et l'accouplement pourraient se produire alors que les pommes sont sur les étalages aux points de vente de détail, sur des marchés de plein air ou lorsqu'elles sont jetées aux ordures, est donc invraisemblable.

4.196 Comme l'Australie l'a elle-même admis, il est très peu probable que les détaillants urbains soient assez proches des pommiers pour que la ponte se produise. Ainsi, même si des quantités suffisantes de pommes étaient sur les étalages aux points de vente au détail ou sur les marchés en plein air, elles ne se trouveraient pas dans le rayon de vol des ALCM femelles par rapport aux pommiers. De plus, même si les déchets de pommes étaient jetés dans les quantités requises pour l'accouplement, il est extrêmement peu probable qu'ils seraient laissés près de pommiers commerciaux. L'argument de l'Australie selon lequel "de grandes quantités de déchets de fruits peuvent être laissées non couvertes dans les zones de production" et peuvent être "déposées sous des plantes hôtes" est avancé sans aucune preuve à l'appui. De telles pratiques seraient directement

contraires aux directives australiennes relatives aux meilleures pratiques en matière de biosécurité des vergers qui exigent que les déchets agricoles soient détruits ou jetés très loin des vergers. Les mesures de l'Australie sont donc maintenues sans preuves scientifiques suffisantes, en violation de l'article 2:2.

4.197 En outre, il n'y a pas d'éléments scientifiques à l'appui des mesures générales qui s'appliquent à l'ensemble des trois parasites, en violation de l'article 2:2.

e) Article 5:1

i) Méthode

4.198 La Nouvelle-Zélande a démontré que l'intervalle "négligeable" (entre 0 et 10^{-6}) utilisé dans l'IRA pour représenter des événements qui "ne se produiront presque certainement pas" inclut des valeurs qui surestiment beaucoup le risque. L'utilisation d'une distribution uniforme déséquilibre le résultat en faveur de ces valeurs. Il en résulte qu'il ne s'agit plus d'événements qui ne se produiraient "presque certainement pas".

4.199 Cette approche n'est, en aucune manière, objectivement justifiable. L'IRA a simplement appliqué des intervalles de probabilité prédéterminés repris d'un projet de "directives" génériques élaborées dans un contexte complètement différent. L'IRA ne contient aucune explication ou analyse quant aux raisons pour lesquelles ces intervalles de probabilité prédéterminés étaient appropriés dans le contexte d'une évaluation des risques concernant les pommes. L'IRA ne tenait aucun compte des incidences de l'application de ces intervalles de probabilité prédéterminés lorsque l'unité considérée (une seule pomme) est commercialisée par dizaines de millions (le modèle de l'IRA était fondé sur un "volume d'échanges très probable" de 150 millions de pommes). Dans ce contexte, la valeur maximale de l'intervalle "négligeable" représente une pomme sur 1 million et l'application d'une distribution uniforme aboutit à des résultats qui tendent vers une moyenne de une pomme sur 2 millions. L'intervalle "négligeable" est l'intervalle de probabilité le plus faible utilisé dans l'IRA. Bien que l'Australie allègue que l'équipe chargée de l'IRA était libre d'utiliser d'autres intervalles, pas une seule fois un intervalle de probabilité plus faible n'a été appliqué.

4.200 Il n'y a pas de base objective pour les paramètres et la répartition de l'intervalle "négligeable". L'Australie fait valoir que l'intervalle a été utilisé pour "faciliter la cohérence dans l'évaluation des risques" et que "tout choix d'intervalles est arbitraire". Mais les paramètres et la distribution de l'intervalle ont une influence directe et importante sur l'estimation globale du risque, d'autant que l'intervalle "négligeable" représente plus d'un tiers de toutes les valeurs de probabilité utilisées dans l'évaluation des risques. Les valeurs choisies doivent être objectivement justifiables.

4.201 L'Australie laisse entendre également que les intervalles sont justifiés parce que l'intervalle "contenait" la valeur réelle. Mais l'intervalle "négligeable" va de zéro à une pomme sur 1 million. Il représente donc des événements qui "ne se produiront presque certainement pas", ainsi que des événements qui manifestement se produiraient. Combiner systématiquement cet intervalle avec une distribution uniforme signifie que les probabilités plus élevées sont nettement surreprésentées.

4.202 L'Australie allègue que "[l']équipe chargée de l'IRA a appliqué le jugement d'experts pour arriver à des distributions appropriées tenant compte des données disponibles et de l'incertitude résultant de l'absence de données". Toutefois, alléguer simplement que le "jugement d'experts" a été appliqué n'établit pas que le résultat est "objectivement justifiable". L'Australie cherche à faire en sorte que son évaluation des risques s'autojustifie. En outre, il est difficile de voir dans quel sens l'équipe chargée de l'IRA a appliqué le "jugement d'experts" dans le contexte de l'intervalle "négligeable". Les intervalles de probabilité prédéterminés ont simplement été repris d'un autre contexte sans analyse. Le même intervalle a été utilisé chaque fois qu'un intervalle "négligeable" était

appliqué. Et une distribution uniforme a été appliquée presque chaque fois. Hormis la conclusion selon laquelle cet intervalle large et de portée excessive "contenait" la valeur réelle, on ne voit pas bien quel est le rôle du jugement d'experts.

4.203 En outre, la quantité et la qualité des données sont des facteurs qui devraient être pris en considération au moment de décider quelle méthode appliquer. Les réponses des experts ont clairement montré que l'incorporation d'éléments quantitatifs dans une méthode vise à ajouter de la précision dans les cas où les données et les preuves scientifiques disponibles le permettent. Elle n'est *pas* censée créer de l'*im*précision par l'application systématique de distributions uniformes, justifiée sur la base d'"incertitudes importantes". C'est particulièrement vrai lorsque l'intervalle en question recoupe plusieurs ordres de grandeur.

4.204 La description faite par l'Australie de la méthode utilisée pour arriver à une opinion d'experts semble avoir été un processus non structuré, ne suivant aucune méthode reconnue pour obtenir et combiner des opinions d'experts afin d'établir une série particulière de valeurs et de distributions, ce qui remet en cause l'idée qu'un processus cohérent et objectif a été utilisé.

4.205 L'estimation de l'Australie indiquant un volume d'importation extrêmement probable de 150 millions de pommes de Nouvelle-Zélande par an (15 pour cent du marché intérieur australien des pommes fraîches) est elle aussi dépourvue de toute justification objective et elle est fondée sur une série d'hypothèses et de suppositions non étayées. Mais malgré les nombreuses incertitudes inhérentes à la conclusion de l'Australie concernant le volume d'échanges probable, et les doutes exprimés par la Nouvelle-Zélande, l'Australie s'accroche fermement à son estimation. Cela s'explique sans doute par l'importance du volume d'échanges pour la méthode d'analyse des risques de l'Australie. Comme l'IRA lui-même le reconnaît "de très faibles valeurs d'exposition exprimées sur la base d'une pomme pourraient être extrêmement importantes lorsque le volume d'échanges potentiel est pris en compte". Cela témoigne d'une motivation non déclarée sous-tendant l'application par l'Australie de la méthode semi-quantitative; utiliser le volume d'échanges pour faire monter le risque estimé associé aux pommes de Nouvelle-Zélande à un niveau dont l'Australie allègue qu'il justifie des mesures phytosanitaires.

ii) Feu bactérien

4.206 Les experts ont confirmé que bon nombre des conclusions de l'IRA concernant le feu bactérien n'étaient pas étayées par des éléments scientifiques suffisants. Cela était vrai des étapes 1, 2, 3, 4, 5 et 7 pour l'importation et des conclusions de l'IRA en ce qui concerne la probabilité globale d'importation d'*E. amylovora*, et en ce qui concerne la probabilité d'exposition d'un hôte sensible à *E. amylovora*. En fait, les experts ont confirmé que les conclusions de l'IRA étaient fondamentalement viciées et n'étaient pas objectivement justifiables. Leurs réponses confirment que "les preuves scientifiques *effectivement utilisées à cette fin* n'étayaient pas les conclusions tirées", et que la théorie de l'Australie selon laquelle les pommes mûres constituent une filière d'introduction du feu bactérien n'était pas étayée par des éléments scientifiques.

4.207 Dans l'incapacité de contester le fond des réponses des experts, l'Australie a plutôt: contesté leurs compétences; affirmé que les vices relevés par les experts n'étaient pas assez graves pour que le Groupe spécial ait à faire quoi que ce soit; et fait valoir que le Groupe spécial ou la Nouvelle-Zélande devait examiner s'il était possible de dégager des preuves d'autres probabilités. Cela revient, en fait, à demander au Groupe spécial et à la Nouvelle-Zélande de refaire l'évaluation des risques. Aucun de ces arguments ne résiste à l'analyse.

4.208 Au titre de l'article 5:1, la tâche du Groupe spécial est d'examiner l'évaluation des risques faite par l'Australie, non de procéder à un examen *de novo* ou de refaire l'évaluation des risques australienne. L'allégation de la Nouvelle-Zélande selon laquelle l'IRA ne constitue pas une évaluation

des risques en ce qui concerne le feu bactérien a été confirmée par les experts et n'est pas réfutée par l'Australie.

iii) Chancre européen

4.209 La Nouvelle-Zélande a démontré, et les experts ont confirmé, que les conclusions de l'IRA en ce qui concerne la probabilité de l'entrée, de l'établissement et de la dissémination de *N. galligena*, et ses conclusions sur les conséquences, n'étaient pas suffisamment étayées par les preuves scientifiques utilisées à cette fin.

4.210 La Nouvelle-Zélande conteste l'évaluation figurant dans l'IRA de la probabilité que des fruits porteurs d'infections latentes soient récoltés dans les vergers de Nouvelle-Zélande. Comme les experts le confirment, l'Australie n'a pas fourni de preuves scientifiques suffisantes pour étayer les valeurs attribuées à cette étape. En outre, en attribuant une probabilité effective de 1 à la persistance d'infections latentes au cours du traitement dans la station de conditionnement, l'IRA ne tient pas compte du fait que les fruits seraient entreposés en Nouvelle-Zélande jusqu'au classement et au conditionnement en vue d'une livraison juste à temps sur le marché australien. Ainsi, toutes pourritures qui se développeraient pendant l'entreposage seraient éliminées avant l'exportation, ce qui réduirait la possibilité de l'entrée de fruits infectés en Australie.

4.211 L'Australie affirme également que l'"infestation superficielle des pommes mûres se produit en Nouvelle-Zélande, aussi bien sur le terrain qu'au cours du traitement". Toutefois, il n'y a aucune preuve de contamination superficielle. Les experts concluent que la contamination "ne jouerait aucun rôle dans une filière d'entrée" et que "cette possibilité ne devrait pas être prise en compte dans l'analyse des risques". Étant donné que les filières de contamination superficielle envisagées dans l'IRA représentent plus de 80 pour cent de la probabilité totale d'entrée, il est impossible d'avoir la moindre confiance dans les conclusions de l'IRA.

4.212 L'Australie fait maintenant valoir que la Nouvelle-Zélande (et par implication les experts) a mal compris la méthode de l'IRA et que l'infestation superficielle est simplement un signe avant-coureur d'une infection latente de sorte que les étapes 3, 5 et 7 pour l'importation visent également l'infection latente. Toutefois, l'IRA n'examine pas de quelle manière ou à quel moment les infestations des fruits se transformeraient en infections des fruits ni n'évalue la probabilité que cet événement se produise. En tout état de cause, il n'y a pas de preuves scientifiques étayant l'affirmation selon laquelle les infestations superficielles entraîneront des infections à chacune de ces étapes et cela a été confirmé par les experts.

4.213 L'Australie allègue également que les experts soutiennent son scénario d'exposition, mais elle ne peut le faire qu'en citant de manière sélective les réponses des experts. En fait, M. Latorre conteste les valeurs de *probabilité* attribuées par l'équipe chargée de l'IRA. Et aussi bien M. Swinburne que M. Latorre ont indiqué de nombreuses raisons expliquant pourquoi les preuves scientifiques n'étayaient pas la conclusion de l'IRA sur l'exposition.

4.214 Dans sa première communication écrite, la Nouvelle-Zélande a établi que l'analyse du climat faite dans l'IRA était viciée et que les conditions climatiques en Australie n'étaient pas adéquates pour l'établissement et la dissémination du chancre européen. Les experts confirment qu'il n'y a pas de preuves étayant l'utilisation dans l'IRA d'une pluviosité de 1 000 millimètres en tant qu'indicateur climatique pertinent pour l'établissement du chancre européen. Dans ses rapports ultérieurs sur le climat, l'Australie emploie des données météorologiques sélectives, ne tient pas compte de la production d'inoculum et utilise de manière inappropriée des événements météorologiques "ponctuels" pour prévoir le risque d'établissement. L'utilisation par l'Australie de modèles prédictifs différents pour soutenir les conclusions de l'IRA quant à l'adéquation du climat de l'Australie est

profondément viciée et confirme qu'il est nécessaire de surévaluer dans les prévisions le risque de chancre européen pour étayer les conclusions de l'IRA.

4.215 Comme la Nouvelle-Zélande l'a établi et comme les experts le confirment, l'évaluation des conséquences faite par l'Australie est largement surestimée. Les arguments de l'Australie reposent sur la prémisse viciée de l'adéquation de son climat et des affirmations concernant la capacité de la maladie de s'établir sur des hôtes alternes en Australie, qui ne sont pas étayées par des preuves scientifiques.

iv) ALCM

4.216 La Nouvelle-Zélande a démontré que les conclusions tirées dans l'IRA en ce qui concerne la probabilité de l'entrée, de l'établissement et de la dissémination de l'ALCM, et l'évaluation des conséquences faite dans l'IRA, n'étaient pas suffisamment étayées par les preuves scientifiques utilisées à cette fin. Cela a été confirmé par les experts, qui décrivent l'analyse faite dans l'IRA de la probabilité d'importation comme étant "peu claire", reposant sur "des données publiées anciennes et inadéquates", "soumise à de grandes incertitudes" et, surtout, sans "preuves scientifiques suffisantes".

4.217 La seule réponse de l'Australie est son allégation selon laquelle l'évaluation faite dans l'IRA de la probabilité d'importation de l'ALCM est "dénuée de pertinence" parce que l'IRA s'appuyait aussi sur les données d'août 2005. Toutefois, le fait que l'IRA ne tient pas compte des preuves scientifiques concernant la viabilité est pertinent non seulement pour les conclusions de l'IRA sur l'importation, mais aussi pour l'ensemble de l'évaluation des risques, *y compris* les conclusions subsidiaires de l'IRA sur la probabilité de l'entrée, de l'établissement et de la dissémination, fondées sur les données d'août 2005, qui concernaient des cocons occupés et non, comme l'Australie l'a supposé à tort, des cocons viables.

4.218 Admettant apparemment les lacunes de l'IRA en ce qui concerne la viabilité, l'Australie a avancé diverses justifications, y compris celle selon laquelle elle était en droit de ne pas tenir compte de Rogers *et al.* 2006 parce que la méthode utilisée dans cette étude était viciée et que ses résultats n'étaient pas clairs. L'Australie allègue également que la variabilité saisonnière et variétale et l'incertitude scientifique atténuent les erreurs de l'IRA. Mais aucun de ces facteurs ne peut remédier à l'absence totale de prise en compte de la viabilité dans l'IRA. Certes l'incertitude peut faire partie intégrante d'une analyse de risques, mais elle ne saurait autoriser à ignorer des preuves embarrassantes.

4.219 Comme la Nouvelle-Zélande l'a expliqué, le taux élevé de cocons non viables sur les pommes de Nouvelle-Zélande a une incidence importante sur le risque d'établissement de l'ALCM en Australie. Comme M. Cross l'a dit, la question de la viabilité revêt "une importance cruciale … pour calculer les risques et déterminer la taille appropriée des échantillons …".

4.220 En outre, comme M. Cross l'a signalé, bon nombre des conclusions biologiques essentielles de l'IRA en ce qui concerne la probabilité de l'établissement de l'ALCM en Australie ne sont pas étayées par des preuves scientifiques. Même s'il peut y avoir une certaine incertitude pour ce qui est de savoir précisément à quel moment les adultes émergeront et combien de temps cela prendra, il ne fait aucun doute que l'hypothèse australienne d'une émergence simultanée dès que les pommes sont sorties des entrepôts frigorifiques n'est pas étayée par des éléments scientifiques. Comme M. Cross l'a souligné, la longue période d'émergence restreint sensiblement la possibilité que des mâles et des femelles émergent pendant le temps nécessaire à l'accouplement. Pour citer M. Cross, "le risque d'établissement est donc sensiblement réduit et ce facteur important n'a pas été pris en compte dans l'IRA de l'Australie …".

4.221 L'IRA ne tenait pas non plus compte du fait que les pratiques commerciales normales en Australie en ce qui concerne l'entreposage frigorifique des fruits et l'élimination des déchets agricoles excluent toute probabilité que le scénario requis pour l'établissement de l'ALCM se produise en Australie. L'Australie allègue que l'IRA à juste titre ne prenait pas en considération les pratiques d'élimination des déchets de l'Australie parce qu'il était peu probable que la branche de production australienne s'y conforme. C'est une thèse assez surprenante et c'est un point de vue que ne partage pas M. Latorre qui avait une conception beaucoup plus généreuse de l'"attitude culturelle du peuple australien" à l'égard de l'élimination des déchets. En outre, les pratiques en matière d'élimination des déchets en cause sont prescrites dans le manuel contenant les directives australiennes relatives aux meilleures pratiques en matière de biosécurité des vergers.

4.222 L'IRA ne tenait pas non plus compte de la question cruciale du mode de commercialisation, point qui a été relevé par l'expert spécialiste de l'ALCM. Si les pommes de Nouvelle-Zélande étaient exportées vers l'Australie prêtes pour la vente au détail, la filière principale indiquée dans l'IRA pour l'établissement de l'ALCM – les grossistes des zones de production – disparaîtrait.

4.223 Enfin, l'évaluation faite dans l'IRA de la probabilité de la dissémination de l'ALCM et des conséquences ne tenait pas compte des facteurs climatiques nécessaires à l'établissement et la dissémination et surestimait donc les conséquences. Cela aussi a été confirmé par les experts et semble être admis par l'Australie.

4.224 En ce qui concerne les articles 5:2, 5:5, 2:3 et 5:6, la Nouvelle-Zélande confirme sa position sur ces dispositions telle qu'elle l'a exposée précédemment dans son argumentation.

f) Article 8/Annexe C

4.225 Il a fallu huit ans pour achever le processus IRA. L'Australie n'a donné aucune justification de ce retard. Plutôt que de contrer l'allégation de fond de la Nouvelle-Zélande, l'Australie continue de remettre en question la décision préliminaire du Groupe spécial. L'Australie assimile à tort le processus IRA aux mesures en cause, gommant "la distinction entre *mesures* et *allégations*". Le processus IRA est l'objet de l'obligation, non la mesure en cause. En outre, l'Australie n'a pas expliqué en quoi le processus IRA, qui a cessé d'exister, pouvait être une mesure susceptible d'être contestée au titre du Mémorandum d'accord. Il est bien établi que "les mesures incluses dans le mandat d'un groupe spécial doivent être des mesures qui existent au moment de l'établissement du groupe spécial". Enfin, il est difficile de comprendre comment l'Australie aurait pu ne pas savoir à quelle argumentation elle devait répondre. Il n'était pas nécessaire que l'Australie sache précisément quels arguments la Nouvelle-Zélande présenterait pour être suffisamment informée afin de commencer à préparer une défense en ce qui concerne son retard de huit ans.

6. Déclaration orale finale faite par la Nouvelle-Zélande à la deuxième réunion de fond

4.226 La déclaration finale de la Nouvelle-Zélande sera brève. Ce que la Nouvelle-Zélande souhaiterait faire c'est revenir aux fondamentaux – le nœud de la présente affaire – parce que beaucoup de choses ont été dites tout au long de la procédure par l'Australie pour détourner l'attention de ce nœud central.

4.227 Le Groupe spécial a entendu au cours de ses travaux de nombreux arguments de l'Australie au sujet de ce qui devrait être pris en compte dans l'évaluation des éléments de preuve en l'espèce. Il s'agissait entre autres des notions de déférence considérable, d'incertitude scientifique et de jugement d'experts. Dans sa déclaration liminaire, l'Australie a essayé de présenter la position de la Nouvelle-Zélande comme une position exigeant une certitude scientifique. Sous prétexte d'examiner les "réalités pratiques de la réalisation d'évaluations des risques", l'Australie semblait vous demander

de revenir sur les disciplines définies dans l'Accord SPS. Mais la tâche du Groupe spécial ne doit pas être entravée par ces efforts visant à brouiller la question.

4.228 La question centrale est celle des preuves scientifiques suffisantes. La Nouvelle-Zélande a présenté des arguments et fourni des éléments de preuve pour montrer qu'elles font défaut. Le Groupe spécial doit maintenant examiner tous les éléments de preuve et arguments présentés, examiner les rapports des experts et ce que les experts ont dit à la réunion qu'il a tenue avec eux, et examiner si les mesures australiennes sont établies sur la base de preuves scientifiques suffisantes, si le fondement scientifique allégué des mesures est objectif et crédible, et si l'évaluation des risques est "objectivement justifiable".

4.229 L'élément crucial de la présente affaire est que l'Australie a imposé à l'importation de pommes en provenance de Nouvelle-Zélande des mesures qui ne sont pas établies sur la base de preuves scientifiques suffisantes, en fait, dans la plupart des cas, pas du tout établies sur la base de preuves scientifiques. Le Groupe spécial a pris connaissance des arguments de la Nouvelle-Zélande dans lesquels ce point a été exposé. Le Groupe spécial a pris connaissance des rapports des experts qui ont confirmé ce point et il a entendu les experts le confirmer à nouveau au début de la semaine.

4.230 Il n'est pas surprenant qu'il en soit ainsi. En ce qui concerne le feu bactérien, la question a fait l'objet d'un examen complet dans l'affaire *Japon – Pommes*. Le Groupe spécial a examiné les preuves scientifiques et a constaté qu'il n'y avait rien pour étayer le point de vue selon lequel les pommes constituaient une filière d'introduction du feu bactérien. Il s'agissait en substance des mêmes preuves scientifiques que celles qui ont été passées en revue dans l'IRA et ont été examinées tout au long de la présente procédure. Il n'y avait pas d'élément nouveau à prendre en considération. Il n'y avait à ce moment-là pas de preuves scientifiques de l'existence d'une filière de transmission du feu bactérien par les pommes mûres asymptomatiques, et il n'y en a pas aujourd'hui. Naturellement, comme les experts l'ont dit, elle ne peut pas être complètement exclue, mais sa probabilité n'est pas plus grande que celle du mouvement du feu bactérien par la dispersion naturelle. Cela signifie que les mesures concernant les pommes n'assurent aucune protection additionnelle contre le feu bactérien.

4.231 En ce qui concerne le chancre européen et l'ALCM, les données scientifiques ont été moins abondantes, mais celles qui existent n'étayent pas la théorie australienne. Surtout, en faisant valoir que le chancre européen et l'ALCM pourraient entrer, s'établir et se disséminer par le biais du commerce des pommes, l'Australie postule quelque chose dont la survenue n'a jamais été démontrée ni par l'expérimentation ni dans le monde réel. Cela a été réaffirmé avec beaucoup de force par les experts à la réunion avec le Groupe spécial. Le Groupe spécial a entendu M. Swinburne et M. Latorre dire cela au sujet du chancre européen et M. Cross en parler à propos de l'ALCM. Et en ce qui concerne l'ensemble des parasites, la Nouvelle-Zélande a entendu les experts faire la même déclaration; la transmission ne se fait pas par les fruits mûrs, elle se fait par le matériel de plantation.

4.232 En raison de cette absence des preuves scientifiques nécessaires pour étayer les mesures concernant chacun des parasites, l'Australie manque manifestement à ses obligations au titre de l'article 2:2 de l'Accord SPS.

4.233 L'absence d'éléments scientifiques à l'appui est également au cœur de l'insuffisance de l'IRA en tant qu'évaluation des risques. Le seul moyen de constater dans l'IRA que le niveau de protection jugé approprié par l'Australie n'était pas atteint était d'appliquer une méthode d'une manière qui n'est pas objectivement justifiable. Cela supposait d'appliquer des intervalles de probabilité à la notion de risque "négligeable" qui transformaient des événements qui ne se seraient presque certainement pas produits en des événements qui se produiraient avec une certaine fréquence. Un événement qui ne se produirait presque certainement pas devenait dès lors un événement qui se produirait pour une pomme sur 2 millions dans des échanges qui se chiffreraient à des millions de pommes par an. Et rien de ce

que la Nouvelle-Zélande a entendu à la deuxième réunion de fond ne lui donne une raison quelconque de modifier sa position à cet égard.

4.234 S'il y avait eu des preuves scientifiques à l'appui, l'équipe chargée de l'IRA aurait pu adopter une méthode qui était objective et crédible, et le résultat aurait fort bien pu être objectivement justifiable. Mais en l'absence d'éléments scientifiques à l'appui, le seul moyen de justifier des mesures était d'appliquer une méthode viciée qui amplifie arbitrairement le risque et multiplie ensuite ce risque amplifié par une hypothèse artificiellement gonflée concernant le volume des échanges.

4.235 Ainsi, l'Australie est contrainte de surestimer de manière importante la probabilité d'événements qui ne se sont jamais produits et pour lesquels il n'y a pas d'éléments scientifiques à l'appui. En raison des probabilités attribuées dans le cadre d'étapes particulières pour l'importation, des événements extrêmement hypothétiques deviennent des événements dont il est prévu qu'ils feront entrer chaque années en Australie des milliers, parfois des dizaines de milliers, de pommes infestées ou infectées, chiffres qui sont ensuite multipliés par des valeurs de proximité et d'exposition qui elles-mêmes n'ont aucun lien avec les preuves scientifiques.

4.236 Cela ne donne pas une évaluation des risques qui satisfait aux prescriptions des disciplines de l'OMC et cela met l'Australie en situation de violation de ses obligations au titre de l'article 5:1 de l'Accord SPS. En outre, le fait que l'Australie n'a pas accordé l'attention appropriée aux prescriptions de l'Accord SPS l'a mise également en situation de violation de l'article 5:2 de l'Accord SPS. Ces manquements ont été confirmés par les experts consultés par le Groupe spécial. Le seul "appui" que l'Australie peut alléguer pour ses mesures exige de prendre pour hypothèse une approche du risque zéro en ce qui concerne l'*importation* de pommes "à risque". Mais naturellement cela n'est pas compatible avec le niveau de protection jugé approprié par l'Australie ni avec l'Accord SPS qui traite du risque de l'entrée, de l'établissement, de la dissémination et des conséquences qui en résultent.

4.237 Le processus IRA s'est déroulé, comme la Nouvelle-Zélande l'a indiqué, dans un environnement politique très chargé et de ce fait il a fallu plus de huit ans pour l'achever. Même si le contexte politique peut expliquer le retard, il ne libère pas l'Australie de ses obligations au titre de l'article 8 et de l'Annexe C de l'Accord SPS.

4.238 Le fait que l'Australie a imposé en ce qui concerne les pommes en provenance de Nouvelle-Zélande des mesures qu'elle n'impose pas dans des circonstances où le risque est comparable, est démontré par la façon dont l'Australie a traité l'importation de poires nashi en provenance du Japon en violation de ses obligations au titre de l'article 5:5 de l'Accord SPS.

4.239 Rien de tout cela n'était nécessaire. Il y a des mesures, indiquées dans les communications de la Nouvelle-Zélande, qui sont raisonnablement applicables et moins restrictives pour le commerce et qui permettraient d'atteindre le niveau de protection jugé approprié par l'Australie en ce qui concerne chacun des parasites en cause. Le fait de ne pas appliquer de telles mesures met l'Australie en situation de violation de ses obligations au titre de l'article 5:6 de l'Accord SPS.

4.240 Ainsi, la Nouvelle-Zélande a établi qu'en appliquant aux pommes en provenance de Nouvelle-Zélande les 17 mesures indiquées dans la première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, l'Australie manquait à ses obligations au titre de l'Accord SPS.

4.241 La Nouvelle-Zélande aimerait saisir cette occasion pour réaffirmer toutes les questions traitées dans ses communications écrites qui n'ont pas été examinées dans les déclarations orales qu'elle a faites à la deuxième réunion de fond et demander au Groupe spécial de prendre les décisions en matière de réparation qu'elle a indiquées dans sa première communication écrite.

4.242 Enfin, la Nouvelle-Zélande aimerait saisir cette occasion pour remercier le Groupe spécial et le Secrétariat de tout le temps et toute l'attention qu'ils ont consacrés à la présente affaire et qu'ils continueront sans doute à lui consacrer au cours des prochains mois. Elle aimerait aussi remercier les experts de leur contribution importante au processus de règlement des différends.

4.243 Ainsi se termine la déclaration finale de la Nouvelle-Zélande. La Nouvelle-Zélande attend avec intérêt de répondre à toutes questions écrites que le Groupe spécial voudra peut-être poser.

B. AUSTRALIE

1. Résumé analytique de la première communication écrite de l'Australie

a) Introduction

4.244 L'Australie a ouvert son marché aux pommes de Nouvelle-Zélande en 2007. Cela faisait suite à une vaste analyse des risques à l'importation qui recommandait qu'un certain nombre de mesures soient prises pour atténuer le risque que les agents causals du feu bactérien et du chancre européen, et la cécidomyie des feuilles de pommiers (ALCM), entre autres, puissent entrer en Australie avec des conséquences graves et irréversibles. En exigeant de telles mesures, l'Australie exerce le droit fondamental qu'elle a au titre de l'Accord SPS de préserver ses végétaux des risques découlant de l'introduction de parasites qui ne sont pas présents sur son territoire mais sont endémiques en Nouvelle-Zélande, selon le niveau de protection approprié qu'elle a déterminé.

4.245 La contestation formulée par la Nouvelle-Zélande à l'égard des mesures de libéralisation des échanges fondées sur des principes scientifiques ne démontre aucun manquement de l'Australie à ses obligations dans le cadre de l'OMC. L'Australie rejette par ailleurs complètement les allégations non fondées de la Nouvelle-Zélande selon lesquelles l'établissement du Rapport final d'analyse de risques à l'importation concernant les pommes en provenance de Nouvelle-Zélande de novembre 2006 (le Rapport IRA final) a été entaché d'ingérence politique. L'Australie demande au Groupe spécial de faire entièrement abstraction de ces allégations.

b) Cadre juridique

4.246 En tant que plaignant dans le présent différend, la Nouvelle-Zélande doit établir des éléments *prima facie* fondés à la fois sur des éléments de preuve et des arguments juridiques en ce qui concerne chacune de ses allégations et chacune des mesures contestées, avant que la charge de la preuve passe à l'Australie. Toutefois, dans sa communication la Nouvelle-Zélande présente des arguments juridiques viciés et de simples affirmations, parfois trompeuses, sans fournir de preuves pour étayer la plupart de ses allégations. Ces manquements signifient que la Nouvelle-Zélande ne s'est pas acquittée de la charge de la preuve qui lui incombe et, par conséquent, la présomption que les mesures de l'Australie sont compatibles avec les règles de l'OMC n'a pas été réfutée. L'Australie démontre néanmoins, au moyen de preuves scientifiques et d'arguments juridiques solides, que ses mesures sont pleinement compatibles avec les dispositions pertinentes de l'Accord SPS. Si la Nouvelle-Zélande est en droit de réfuter les arguments de l'Australie, elle n'est pas en droit de remédier au fait qu'elle n'a pas fourni d'éléments de preuve factuels suffisants à l'appui de ses allégations dans sa première communication écrite, en présentant de nouveaux éléments de preuve au stade de la réfutation dans la présente procédure.

4.247 Le produit et les mesures en cause limitent la portée du présent différend. Premièrement, le produit en cause, tel qu'il est indiqué dans le Rapport IRA final est "pommes mûres exemptes de déchets, soit emballées soit en vrac, triées et classées, en provenance de Nouvelle-Zélande". Les tentatives faites par la Nouvelle-Zélande pour donner une présentation erronée du produit en cause devraient être rejetées par le Groupe spécial.

4.248 La Nouvelle-Zélande prétend contester les 17 "mesures" spécifiquement indiquées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial qu'elle a présentée, mais plusieurs de ces mesures n'existent pas telles que la Nouvelle-Zélande les a décrites. L'Australie n'applique pas la prescription imposant la suspension d'un verger après la taille pour le chancre européen comme l'allègue la Nouvelle-Zélande. L'Australie considère également qu'il n'y a pas de profond désaccord en ce qui concerne la prescription imposant la participation aux inspections de fonctionnaires du Service australien de quarantaine et d'inspection, parce que la contestation de la Nouvelle-Zélande résulte d'une mauvaise compréhension de la prescription effective. En conséquence, il n'y a que 15 mesures en cause en l'espèce. En outre, un grand nombre des "mesures" indiquées ne peuvent pas être contestées à titre individuel et devraient uniquement être évaluées par le Groupe spécial lorsqu'elles sont "prises conjointement" avec les principales mesures de réduction des risques appliquées par l'Australie.

4.249 L'Australie appelle également l'attention du Groupe spécial sur la question liminaire essentielle du critère d'examen. Le Groupe spécial devrait garder à l'esprit le(s) critère(s) d'examen approprié(s) lorsqu'il évaluera le fondement des mesures de l'Australie. La nature de ce qui est exigé d'un groupe spécial pour procéder à une "évaluation objective des faits" conformément à l'article 11 du Mémorandum d'accord varie en fonction de la disposition particulière en cause. Au titre de l'Accord SPS, l'Australie estime que la compétence juridictionnelle d'un groupe spécial est extrêmement limitée en ce qui concerne son examen des évaluations des risques, parce que l'obligation d'établir des mesures SPS sur la base d'une évaluation des risques signifie qu'une évaluation approfondie par des experts des questions techniques pertinentes précède obligatoirement l'analyse des questions par un groupe spécial.

4.250 De l'avis de l'Australie, l'article 5:1 exige qu'un groupe spécial examine si l'évaluation des risques sur lesquels un Membre s'est appuyé est objective et crédible. Selon les indications données par des affaires antérieures, un groupe spécial ne peut pas procéder à sa propre évaluation des risques, tenter de trancher un débat scientifique ou substituer son propre jugement à celui qui figure dans une évaluation des risques, sans motif valable. L'Australie estime que c'est uniquement si le plaignant établit qu'une évaluation des risques comporte des vices tellement graves qu'ils empêcheraient un groupe spécial d'avoir une confiance raisonnable dans cette évaluation que les fonctions du groupe spécial s'étendront à un examen approfondi des preuves scientifiques pertinentes et à une intervention dans les constatations ou conclusions d'une évaluation des risques.

4.251 En outre, la nature du lien entre l'article 2:2 et l'article 5:1 de l'Accord SPS mérite un examen attentif de la part du Groupe spécial. L'Organe d'appel a expliqué que ces deux dispositions devraient constamment être lues conjointement et que les éléments de chacune éclairaient l'autre et lui donnaient un sens. La Nouvelle-Zélande ne tient en fait pas compte de cette indication en divisant de manière artificielle les questions de fond à traiter au titre des deux dispositions.

4.252 De l'avis de l'Australie, l'obligation imposant que des mesures SPS ne soient pas maintenues sans preuves scientifiques suffisantes (article 2:2) et l'obligation d'établir les mesures sur la base d'une évaluation des risques valable (article 5:1) ne peuvent pas véritablement être séparées. L'article 5:1 est une application spécifique de l'article 2:2. Cela signifie que l'article 5:1 et ses dispositions connexes précisent des conditions spécifiques qui, si elles sont remplies, établiront la compatibilité des mesures pertinentes avec l'article 2:2.

4.253 Le point de vue de l'Australie est étayé par le texte de l'Accord SPS. Tant l'article 2:2 que l'article 5:1 traitent de la question de savoir si les preuves disponibles étayent l'établissement d'un *risque*, qui constitue une justification sous-tendant l'adoption de mesures SPS. Les évaluations des risques au titre de l'article 5:1 impliquent l'évaluation par des experts de preuves scientifiques, ainsi que de facteurs techniques et économiques, selon une méthode appropriée. Elles doivent également être appropriées en fonction des circonstances. En conséquence, si les mesures sont établies sur la

base d'une évaluation des risques valable au sens de l'article 5:1, il est satisfait à la prescription de l'article 2:2 voulant que les mesures ne soient pas maintenues sans preuves scientifiques suffisantes. L'Australie a donc traité ensemble les allégations techniques et scientifiques formulées par la Nouvelle-Zélande au titre de l'article 5:1 et encourage le Groupe spécial à commencer de la même manière son analyse des mesures de l'Australie au regard de l'article 5:1.

c) Réfutation juridique et factuelle

i) Les mesures de l'Australie sont compatibles avec l'article 5:1 et, par conséquent, avec l'article 2:2

La Nouvelle-Zélande comprend mal ce que doit être une évaluation des risques valable

4.254 Les mesures de l'Australie sont compatibles avec l'article 5:1 et, par conséquent, avec l'article 2:2 de l'Accord SPS. Elles sont établies sur la base d'une évaluation complète des risques, qui est appropriée en fonction des circonstances et compatible avec les critères énoncés à l'article 5:1, 5:2, 5:3 et à l'Annexe A 4) de l'Accord SPS. Le Rapport IRA final expose les conclusions de scientifiques et experts techniques compétents et respectés (l'équipe chargée de l'IRA). L'équipe chargée de l'IRA a conclu sur la base des preuves disponibles que, pour atteindre le niveau de protection jugé approprié par l'Australie, des mesures seraient nécessaires pour préserver les végétaux du feu bactérien, du chancre européen et de l'ALCM, de même qu'une série de mesures pour d'autres parasites qui ne font pas l'objet de contestation de la part de la Nouvelle-Zélande.

4.255 La Nouvelle-Zélande comprend mal la nature de l'évaluation des risques exigée par l'article 5:1.

4.256 Par exemple, la Nouvelle-Zélande fait valoir que, au lieu d'obtenir une évaluation des risques adéquate, appropriée en fonction des circonstances, l'Australie aurait dû établir ses mesures sur la base des constatations formulées dans le différend *Japon – Pommes*. Toutefois, ces constatations ne constituent manifestement pas une évaluation des risques au sens de l'Accord SPS. Elles ne tiennent pas compte des conditions prévalant en Australie y compris le niveau de protection qu'elle juge approprié, des structures de consommation et de distribution, des conditions environnementales, des répartitions des hôtes ou de la quantité commerciale potentielle de pommes de Nouvelle-Zélande qui peut être exportée vers l'Australie. L'Australie n'admet pas que les Groupes spéciaux chargés d'examiner l'affaire *Japon – Pommes* aient envisagé que leurs conclusions *juridiques* devraient être considérées comme une évaluation des risques "globale" qui pourrait se substituer à une évaluation des risques adéquate s'appliquant à un ensemble de circonstances entièrement différent. En tout état de cause, l'affaire *Japon – Pommes* porte sur les risques associés à un seul des trois parasites en cause en l'espèce – le feu bactérien.

4.257 Les critiques formulées par la Nouvelle-Zélande à l'égard de l'analyse faite par l'équipe chargée de l'IRA des données scientifiques disponibles reposent souvent sur le recours sélectif à des éléments de preuve particuliers et reposent aussi sur de multiples calculs et hypothèses erronés. La Nouvelle-Zélande s'appuie sur la notion superficiellement séduisante de "certitude" scientifique entourant le transfert et la dissémination des parasites en question. Cela fait commodément abstraction des divers avis scientifiques crédibles sur ces questions. L'équipe chargée de l'IRA, pour exercer son jugement d'experts, était en droit de s'appuyer sur l'éventail complet des preuves scientifiques provenant de sources compétentes et respectées. Les Membres prennent régulièrement des mesures pour atténuer les conséquences potentiellement importantes d'événements à faible probabilité. Cela constitue une bonne pratique de gestion des risques et ne signifie pas que l'Australie a surestimé ou exagéré les risques. Il appartient à l'Australie de fixer elle-même le niveau de protection qu'elle juge approprié.

4.258 Les vices entachant la critique formulée par la Nouvelle-Zélande sont aggravés par des erreurs de droit. Conformément aux dispositions pertinentes de l'Accord SPS, une évaluation valable du risque phytosanitaire doit viser à évaluer la *probabilité* de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination d'un parasite *ainsi que* les *conséquences* biologiques et économiques qui pourraient en résulter. La Nouvelle-Zélande laisse entendre à tort que la notion de "risque" devrait se limiter à la probabilité de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination. La Nouvelle-Zélande amalgame également de façon inappropriée la notion de simple "possibilité" et des événements qui peuvent uniquement avoir une probabilité très faible ou "négligeable" de se produire. Cela revient en fait à affirmer que les évaluations des risques doivent indiquer un ordre de grandeur minimal du risque – idée qui a été expressément rejetée par l'Organe d'appel.

4.259 La Nouvelle-Zélande allègue également à tort qu'il y a des vices dans la méthode semi-quantitative utilisée par l'équipe chargée de l'IRA. L'équipe chargée de l'IRA a appliqué rigoureusement une méthode rationnelle, telle qu'elle est scrupuleusement exposée dans le Rapport IRA final. Son approche était à la hauteur des évaluations des risques correspondant aux meilleures pratiques au niveau mondial, y compris les normes de la Convention internationale pour la protection des végétaux (NIMP). En outre, l'Accord SPS ne prescrit rien quant à la méthode et l'Australie ne peut pas être tenue d'utiliser la propre méthode de la Nouvelle-Zélande.

4.260 L'utilisation de distributions par l'équipe chargée de l'IRA pour estimer la probabilité témoigne de la diversité et de la variabilité des preuves scientifiques disponibles, tenant compte de probabilités faibles mais significatives ainsi que d'incertitudes, compatibles avec la NIMP n° 11. Les allégations de la Nouvelle-Zélande selon lesquelles le volume des échanges est surestimé dans le Rapport IRA final sont fondées sur des suppositions inexactes concernant les préférences des consommateurs, les circuits de distribution, les réactions des prix et le comportement des exportateurs en Australie.

Les allégations de la Nouvelle-Zélande concernant le feu bactérien sont non étayées

4.261 Le Rapport IRA final décrit de manière très détaillée l'analyse faite par l'équipe chargée de l'IRA, qui est arrivée à la conclusion qu'il y avait un risque identifiable que l'agent causal du feu bactérien, *Erwinia amylovora*, puisse entrer en Australie par la filière des pommes mûres de Nouvelle-Zélande et entraîner de graves conséquences. Les constatations formulées dans l'affaire *Japon – Pommes* ne correspondent pas à des preuves scientifiques, ni à une évaluation des risques valable, affaiblissant ainsi les allégations formulées par la Nouvelle-Zélande dans le présent différend. La Nouvelle-Zélande essaye aussi de substituer au Rapport IRA final l'étude scientifique de Roberts et Sawyer (2008), qui est fondée sur des données dépassées concernant dans une large mesure le commerce entre les États-Unis et le Japon dans des conditions qui ne sont plus pertinentes.

4.262 La Nouvelle-Zélande s'appuie sur de prétendues preuves concernant la "longue histoire des échanges" entre des pays exportateurs touchés par le feu bactérien et des pays exempts de la maladie, ainsi que sur des études scientifiques qui échafaudent des hypothèses au sujet des causes de la dissémination du feu bactérien, pour étayer son allégation selon laquelle les pommes mûres ne disséminent pas le feu bactérien. L'Australie montre au contraire qu'il n'y a pas de preuves directes qui établissent ce "fait". De nombreuses incursions du feu bactérien dans le monde entier restent inexpliquées. Des Membres autres que l'Australie partagent également la crainte que les pommes puissent transmettre *E. amylovora*, comme le prouvent les mesures de gestion des risques qu'ils imposent aux pommes importées. Certains des autres partenaires commerciaux de la Nouvelle-Zélande imposent des mesures très semblables à celles que l'Australie a adoptées pour les pommes de Nouvelle-Zélande. La Nouvelle-Zélande fait valoir également que la filière du feu bactérien ne pourrait jamais être suivie jusqu'au bout parce qu'il y aurait des quantités insuffisantes de bactérie *E. amylovora* pour déclencher une infection en Australie. De l'avis de l'Australie, ces arguments sont fondés sur une conception déséquilibrée et sélective des preuves.

4.263 Enfin, l'affirmation de la Nouvelle-Zélande selon laquelle les conséquences d'une incursion du feu bactérien en Australie seraient les mêmes qu'en Nouvelle-Zélande est sans fondement. Le Rapport IRA final démontre que le feu bactérien est une maladie très variable et qu'elle ne sera probablement pas vécue de la même façon dans des lieux différents. En tout état de cause, il y a de nombreuses preuves venant de Nouvelle-Zélande et des États-Unis montrant que le feu bactérien a de très graves conséquences.

Les allégations de la Nouvelle-Zélande concernant le chancre européen sont non étayées

4.264 En ce qui concerne le chancre européen, le Rapport IRA final décrit de manière aussi détaillée l'analyse faite par l'équipe chargée de l'IRA pour arriver à la conclusion qu'il y a un risque identifiable que les fruits mûrs puissent constituer une filière d'entrée, d'établissement et de dissémination de la maladie, avec des conséquences graves qui pourraient en résulter. La Nouvelle-Zélande essaye d'infirmer l'approche méticuleuse de l'équipe chargée de l'IRA au moyen d'une série d'arguments dénués de fondement. Toutefois, elle ne peut pas éluder le fait que le responsable des services phytosanitaires au Ministère de l'agriculture de la Nouvelle-Zélande a explicitement reconnu que "les pommes [étaient] une filière potentielle d'introduction du chancre européen car le fruit [pouvait] développer des pourritures latentes ou des pourritures d'entrepôt".

4.265 L'Australie montre que l'analyse du climat faite par la Nouvelle-Zélande est trop étroite car elle vise uniquement quelques critères environnementaux pertinents pour la production de poires et de pommes commerciales et ne tient pas compte de la biologie du pathogène et de la grande diversité de ses plantes hôtes réparties dans de vastes zones du territoire australien. Cela aboutit à des prévisions incorrectes concernant la distribution potentielle du chancre européen. La modélisation faite par l'Australie montre que la distribution potentielle du chancre européen en Australie couvre une zone beaucoup plus grande que celle qui a été indiquée par la Nouvelle-Zélande.

4.266 Contrairement à ce que la Nouvelle-Zélande laisse entendre, l'équipe chargée de l'IRA a indiqué quatre études pertinentes en ce qui concerne la pourriture des fruits causée par *Neonectria galligena* en Nouvelle-Zélande, ainsi que des preuves scientifiques relatives à la dispersion et à la survie des spores. En outre, l'Australie a clairement exposé les raisons pour lesquelles il y avait eu une dissémination limitée pendant la flambée de chancre européen en Tasmanie. Ces raisons comprennent un programme d'éradication rigoureux et une souche unique de *N. galligena* qui exigeait un autre type de croisement pour la reproduction.

4.267 Enfin, l'allégation de la Nouvelle-Zélande concernant l'évaluation des conséquences qui pourraient résulter du chancre européen est superficielle et confuse.

Les allégations de la Nouvelle-Zélande concernant l'ALCM sont non étayées

4.268 Le Rapport IRA final constitue également une analyse objective et crédible des risques associés à l'entrée, l'établissement ou la dissémination de l'ALCM en Australie par le biais des pommes de Nouvelle-Zélande. La Nouvelle-Zélande reconnaît que des ALCM viables sur des pommes néo-zélandaises importées présentent un risque pour l'Australie. Mais la Nouvelle-Zélande ne se rend pas compte que la mobilité des insectes a obligé l'équipe chargée de l'IRA à adapter sa méthode et à envisager une filière beaucoup plus complexe que pour le feu bactérien et le chancre européen. La Nouvelle-Zélande démontre qu'elle comprend mal l'approche suivie par l'équipe chargée de l'IRA pour évaluer le risque *non réduit* en faisant valoir que l'équipe chargée de l'IRA aurait dû tenir compte de l'effet des mesures de gestion des risques dans son analyse des importations. Par ailleurs, le recours par la Nouvelle-Zélande à des éléments de preuve scientifiques est extrêmement sélectif et ne tient pas compte de l'éventail des données scientifiques disponibles.

4.269 Ce qui nuit tout particulièrement aux arguments de la Nouvelle-Zélande concernant l'ALCM c'est son interprétation manifestement erronée des résultats de l'ouvrage de Rogers *et al.* (2006), sur lesquels elle s'appuie largement en ce qui concerne la proportion de fruits susceptibles d'être infestés par des ALCM viables. Cette interprétation erronée entache irrémédiablement les allégations de la Nouvelle-Zélande concernant la probabilité de l'entrée, de l'établissement et de la dissémination de l'ALCM. La Nouvelle-Zélande affirme également que la plupart de ses pommes seront exportées "prêtes pour la vente au détail", laissant entendre que seul un nombre relativement limité de pommes auraient besoin d'être reconditionnées aux stations de conditionnement des vergers et que par conséquent des quantités insuffisantes de pommes infestées se trouveraient en même temps à proximité de plantes hôtes sensibles. Toutefois, cette affirmation selon laquelle les pommes seraient "prêtes pour la vente au détail" n'est étayée par aucune preuve pertinente pour les conditions du marché australien. En tout état de cause, l'analyse faite par l'équipe chargée de l'IRA montre clairement que, même si une proportion relativement faible des pommes de Nouvelle-Zélande était envoyée aux stations de conditionnement des vergers, il y aurait toujours des quantités suffisantes de pommes infestées pour que l'ALCM s'établisse compte tenu du volume estimé de pommes importées.

4.270 L'allégation de la Nouvelle-Zélande selon laquelle la suite d'événements nécessaires pour permettre à l'ALCM d'entrer, de s'établir et de se disséminer en Australie ne pourrait jamais se produire dans le "monde réel" est affaiblie par le fait que l'ALCM et d'autres insectes ravageurs ont manifestement réussi à se disséminer dans le monde entier.

4.271 Les allégations de la Nouvelle-Zélande concernant l'évaluation faite par l'équipe chargée de l'IRA des conséquences qui pourraient résulter d'une incursion de l'ALCM sont imprécises et non étayées.

Conclusion sur l'évaluation des risques pour le feu bactérien, le chancre européen et l'ALCM

4.272 La Nouvelle-Zélande ne démontre pas que le Rapport IRA final comporte des vices quelconques et à plus forte raison des vices qui sont "tellement graves" qu'ils devraient empêcher le Groupe spécial d'avoir une confiance raisonnable dans l'évaluation des risques. En tout état de cause, l'Australie a démontré que l'équipe chargée de l'IRA avait dûment évalué les risques et appliqué son jugement d'experts de manière rigoureuse pour arriver à une évaluation objective en ce qui concerne le feu bactérien, le chancre européen et l'ALCM.

L'équipe chargée de l'IRA a dûment évalué les mesures SPS qui pourraient être appliquées

4.273 L'Australie rejette l'affirmation de la Nouvelle-Zélande selon laquelle l'équipe chargée de l'IRA n'a pas évalué les mesures SPS qui pourraient être appliquées. Il ressort clairement du Rapport IRA final que chacune des mesures principales de réduction des risques et mesures de rechange a été évaluée pour chacun des parasites en cause. L'Australie estime qu'il n'y a dans l'Accord SPS aucune obligation d'évaluer chaque mesure potentielle sans exception qui pourrait être appliquée pour traiter un risque particulier; une telle obligation serait impossible à honorer pour n'importe quel Membre.

Conclusion

4.274 Pour les raisons exposées ci-dessus, l'Australie estime que le Rapport IRA final est une évaluation des risques valable au sens de l'article 5:1 et des dispositions connexes de l'Accord SPS. Comme la Nouvelle-Zélande n'a pas formulé de contestation sur le point de savoir si les mesures sont "établies sur la base" de l'évaluation des risques en question, l'Australie estime que ses mesures sont compatibles avec l'article 5:1 de l'Accord SPS et, par conséquent, avec la prescription voulant que les mesures ne soient pas maintenues sans preuves scientifiques suffisantes conformément à l'article 2:2.

ii) L'Australie a agi d'une manière compatible avec l'article 5:2

4.275 L'équipe chargée de l'IRA a tenu compte de tous les facteurs énumérés à l'article 5:2, y compris ceux qui ont été indiqués par la Nouvelle-Zélande: preuves scientifiques disponibles; procédés et méthodes de production pertinents; méthodes d'inspection, d'échantillonnage et d'essai pertinentes; prévalence de maladies ou de parasites spécifiques; et conditions écologiques et environnementales pertinentes. La Nouvelle-Zélande n'a pas démontré le contraire. En outre, la tentative de la Nouvelle-Zélande de transformer l'article 5:2 en une obligation d'accorder "une véritable attention" à ces facteurs n'est pas fondée sur le texte de la disposition, et il s'agit plutôt simplement de se plaindre de ce que l'équipe chargée de l'IRA a eu au sujet de ces facteurs un point de vue différent de celui de la Nouvelle-Zélande.

iii) À titre subsidiaire, les mesures de l'Australie sont néanmoins compatibles avec l'article 2:2

4.276 L'Australie considère que la Nouvelle-Zélande a en fait abandonné toutes allégations en ce qui concerne la prescription de l'article 2:2 voulant que les mesures soient "fondées sur des principes scientifiques".

4.277 Si le Groupe spécial n'accepte pas l'affirmation essentielle de l'Australie selon laquelle la compatibilité avec l'article 5:1 établit la compatibilité au titre de l'article 2:2, l'Australie estime que la Nouvelle-Zélande n'a néanmoins pas établi que les mesures de l'Australie étaient "maintenue[s] sans preuves scientifiques suffisantes" en violation de l'article 2:2. En tout état de cause, l'Australie a démontré que, sur la base de l'analyse complète des preuves figurant dans le Rapport IRA final, il y a un lien rationnel et objectif entre les mesures de l'Australie et les preuves scientifiques.

iv) Les mesures de l'Australie sont compatibles avec l'article 5:5 et l'article 2:3

4.278 L'Australie applique le niveau de protection approprié qu'elle a explicitement indiqué de manière cohérente, y compris en ce qui concerne les pommes de la Nouvelle-Zélande et les poires nashi japonaises. La Nouvelle-Zélande n'a pas établi que l'Australie appliquait des niveaux de protection différents au titre de l'article 5:5. La comparaison simpliste faite par la Nouvelle-Zélande des *mesures* appliquées respectivement aux pommes de Nouvelle-Zélande et aux poires nashi japonaises ne tient pas compte du fait que les *risques* associés aux deux produits sont sensiblement différents. Les mesures requises pour atteindre le niveau de protection jugé approprié par l'Australie sont donc différentes. En conséquence, l'application du niveau de protection jugé approprié par l'Australie ne fait pas apparaître de distinctions arbitraires ou injustifiables dans le traitement de situations différentes qui entraînent une discrimination ou une restriction déguisée au commerce international. La Nouvelle-Zélande n'a justifié aucun des prétendus "signaux d'alarme" et "facteurs additionnels" en rapport avec le troisième élément de l'article 5:5.

4.279 Comme la Nouvelle-Zélande n'établit pas une violation de l'article 5:5, ses allégations corollaires au titre de l'article 2:3 doivent elles aussi ne pas être retenues.

v) Les mesures de l'Australie sont compatibles avec l'article 5:6

4.280 Les mesures de l'Australie ne sont pas plus restrictives qu'il n'est requis pour obtenir le niveau de protection qu'elle juge approprié au sens de l'article 5:6. Les allégations formulées par la Nouvelle-Zélande au titre de l'article 5:6 reposent entièrement sur son affirmation selon laquelle les risques non réduits associés à l'importation de pommes de Nouvelle-Zélande sont plus faibles que les niveaux établis dans le Rapport IRA final, allégation que la Nouvelle-Zélande n'a pas étayée. La Nouvelle-Zélande ne s'est pas acquittée de la charge qui lui incombe au titre de l'article 5:6 de montrer que l'une quelconque des mesures "de rechange" indiquées permettrait d'obtenir le niveau de protection jugé approprié par l'Australie. Elle n'a pas non plus, dans le cas de l'ALCM, montré que la

mesure "de rechange" serait *sensiblement* moins restrictive pour le commerce. Elle n'a par ailleurs pas indiqué de quelconques mesures de rechange pour les mesures générales.

4.281 L'Australie considère que la Nouvelle-Zélande a abandonné toute allégation selon laquelle les mesures de l'Australie ne sont pas "appliquée[s] que dans la mesure nécessaire pour protéger la santé et la vie des personnes et des animaux ou préserver les végétaux" au sens de l'article 2:2.

vi) L'allégation formulée par la Nouvelle-Zélande au titre de l'article 8 et de l'Annexe C 1) a) ne relève pas du mandat du Groupe spécial

4.282 L'allégation formulée par la Nouvelle-Zélande au titre de l'article 8 et de l'Annexe C 1) a) dépend du point de savoir si le "processus IRA" est une mesure en cause en l'espèce. Dans sa décision préliminaire, le Groupe spécial a conclu que la portée du présent différend se limitait aux 17 mesures spécifiquement indiquées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande, qui n'incluent pas le processus IRA. L'allégation de la Nouvelle-Zélande selon laquelle l'Australie enfreint l'article 8 et l'Annexe C 1) a) sort donc du cadre du présent différend.

d) Conclusion

4.283 Pour les raisons exposées ci-dessus, l'Australie demande au Groupe spécial de constater que la Nouvelle-Zélande n'a pas établi *prima facie* que l'une quelconque des mesures de l'Australie était incompatible avec ses obligations au titre de l'Accord SPS. À titre subsidiaire, si le Groupe spécial considère que la Nouvelle-Zélande a établi des éléments *prima facie* en ce qui concerne une mesure ou davantage, alors l'Australie demande au Groupe spécial de constater qu'elle les a réfutés sur la base des éléments de preuve et des arguments juridiques qu'elle a présentés.

2. Résumé analytique de la déclaration orale liminaire faite par l'Australie à la première réunion de fond

a) Introduction

4.284 La présente affaire concerne le droit fondamental de tous les Membres de l'OMC de préserver les végétaux sur leur territoire. Elle concerne le niveau de risque que l'Australie est prête à tolérer et les circonstances particulières de l'Australie en matière de quarantaine. Elle concerne des parasites des plantes très nuisibles qui ne sont pas présents en Australie mais sont endémiques en Nouvelle-Zélande – le feu bactérien, le chancre européen et la cécidomyie des feuilles du pommier. Elle concerne l'évaluation des risques fondée sur des principes scientifiques complète et transparente effectuée par l'équipe chargée de l'IRA et présentée dans le Rapport final d'analyse de risques à l'importation concernant les pommes en provenance de Nouvelle-Zélande. Elle concerne les mesures quarantenaires raisonnables de l'Australie nécessaires pour atténuer le risque que des parasites des plantes très nuisibles entrent en Australie. Elle concerne l'application du jugement scientifique et technique des experts compétents et respectés qui éclaire les décisions réglementaires de l'Australie en matière de quarantaine. Elle concerne la mesure dans laquelle un groupe spécial de l'OMC est autorisé à intervenir dans de telles décisions. Elle concerne la réalité de la libéralisation des échanges de l'Australie qui a ouvert son marché aux pommes de Nouvelle-Zélande en mars 2007.

4.285 L'Australie est exempte de bon nombre des principaux parasites des plantes qui existent dans le monde. La biodiversité unique et la flore et la faune indigènes caractéristiques de l'Australie sont renommées dans le monde entier. En outre, la situation favorable de l'Australie en matière de préservation des végétaux est capitale pour le secteur agricole national qui représente plusieurs milliards de dollars. Afin de préserver ces atouts importants, l'Australie investit beaucoup dans les

mesures de quarantaine. En conséquence, elle a un des régimes de quarantaine les plus complets et les plus efficaces au monde.

4.286 Comme il est reconnu dans l'Accord SPS, l'Australie a le droit de maintenir sa situation phytosanitaire favorable. À cet égard, l'Australie ne demande pas à être traitée différemment des autres Membres de l'OMC lorsqu'elle prie instamment le Groupe spécial d'examiner attentivement les circonstances australiennes particulières en matière de quarantaine. Afin de maintenir sa situation phytosanitaire favorable, l'Australie *doit* être en mesure de s'appuyer sur le compromis auquel elle a adhéré dans le cadre de l'OMC – *y compris* l'équilibre des droits et des obligations délicat et soigneusement négocié indiqué dans l'Accord SPS. En assumant son rôle dans le présent différend, le Groupe spécial devrait respecter cet équilibre délicat.

b) Le niveau de protection jugé approprié par l'Australie dans la pratique

4.287 L'Accord SPS n'exige pas l'harmonisation internationale des mesures quarantenaires des Membres. En fait, la détermination du niveau de risque acceptable pour un Membre, connu également comme étant le niveau de protection approprié, est la prérogative unique du Membre. Personne ne peut empiéter sur cette prérogative – ni les partenaires commerciaux, ni les groupes spéciaux de l'OMC, ni l'Organe d'appel. Cette position a été clairement énoncée par l'Organe d'appel[628] et est largement acceptée par les Membres de l'OMC.[629] Priver un Membre de son droit souverain de déterminer son propre niveau de protection approprié serait faire fi de l'équilibre des droits et des obligations indiqué dans l'Accord SPS.

4.288 Le point de savoir si d'autres Membres sont disposés à tolérer le risque d'un événement qui se produit une fois tous les cinq ans ou tous les 5 000 ans est dénué de pertinence. L'Accord SPS n'exige pas que les Membres acceptent le même niveau de risque ou un certain *niveau de risque minimal*. Il appartient à chaque Membre de juger si son intérêt national est le mieux servi par un niveau de protection approprié plus élevé ou plus faible. Ce qui importe en l'espèce c'est *le risque que l'Australie est prête à tolérer*, non le risque que la Nouvelle-Zélande ou tout autre Membre est prêt à tolérer.

4.289 Les citoyens australiens demandent à leur gouvernement de prendre des mesures responsables pour protéger le secteur agricole et la biodiversité du pays des parasites exotiques, et le niveau de protection jugé approprié pour l'Australie est fixé en conséquence. Il exprime de manière explicite et transparente la nécessité de gérer les risques sanitaires à un niveau très faible, même s'il n'est pas de zéro.

4.290 Le concept de niveau de protection approprié ne peut pas être examiné isolément. Le niveau de protection approprié fait partie intégrante du régime de quarantaine de chaque Membre. Pour mettre en œuvre le niveau de protection qu'ils jugent approprié, les Membres ont le droit fondamental au titre de l'Accord SPS de prendre des mesures SPS pour assurer la protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux et la préservation des végétaux. Le niveau de protection approprié sert de point de repère et les mesures SPS sont l'instrument utilisé pour l'obtenir.

4.291 Le niveau de protection jugé approprié par un Membre oriente de manière fondamentale sa décision concernant des mesures SPS. La première étape consiste à déterminer le niveau de risque non réduit présenté par le produit en cause. Si ce risque est plus élevé que le niveau de risque

[628] Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Saumons*, paragraphe 199.

[629] Voir, par exemple, la communication du Taipei chinois en tant que tierce partie, paragraphe 20; la communication du Chili en tant que tierce partie, paragraphe 8; la communication des Communautés européennes en tant que tierce partie, paragraphes 31 et 61; et la communication des États-Unis en tant que tierce partie, paragraphes 78 et 79.

acceptable pour le Membre, alors celui-ci peut adopter des mesures pour obtenir le niveau de protection qu'il juge approprié.

c) Le Rapport IRA final constitue le fondement des mesures de l'Australie

4.292 Le niveau de risque pertinent que présente pour l'Australie l'importation de pommes en provenance de Nouvelle-Zélande a été examiné de manière rigoureuse dans le Rapport IRA final. Ce document constitue le fondement des mesures SPS au cœur du présent différend et ne peut pas être passé sous silence. L'évaluation des risques effectuée par l'équipe chargée de l'IRA, telle qu'elle est exposée dans le Rapport IRA final, est pleinement compatible avec l'Accord SPS et avec la méthode scientifique reconnue au niveau international.

4.293 La Nouvelle-Zélande critique le Rapport IRA final et les mesures appliquées par l'Australie aux exportations de pommes de la Nouvelle-Zélande. Cela découle d'un argument général selon lequel il y a un seul point de vue scientifique correct et que s'il y a deux points de vue opposés dans un quelconque désaccord scientifique, cela signifie qu'un de ces points de vue doit forcément être faux. Cela n'est tout simplement pas le cas.

4.294 En l'espèce, la Nouvelle-Zélande s'appuie sur la notion superficiellement attrayante de "certitude" scientifique entourant le transfert et la dissémination des parasites en cause. La réalité est qu'il y a des points de vue différents sur de nombreuses questions scientifiques fondés sur la même série de faits, souvent défendus par des experts également compétents et respectés. En outre, l'état des connaissances scientifiques est limité et en constante évolution.

4.295 Dans le présent différend, le Groupe spécial est confronté à des opinions et preuves scientifiques contradictoires et l'Australie demande que le Groupe spécial garde à l'esprit la déclaration de l'Organe d'appel selon laquelle des gouvernements responsables et représentatifs peuvent agir de bonne foi sur la base de prétendues opinions scientifiques "divergentes", provenant de sources compétentes et respectées.[630] En d'autres termes, il n'est pas nécessaire que le Groupe spécial essaye de choisir ce qu'il considère comme étant le point de vue "correct". Agir ainsi constituerait une erreur de droit.

4.296 Le Rapport IRA final tient compte de quelques milliers de références scientifiques, y compris des références scientifiques citées par la Nouvelle-Zélande dans sa communication écrite. Cette littérature doit être interprétée à la lumière des circonstances particulières de l'Australie. L'équipe chargée de l'IRA, groupe de scientifiques et d'experts techniques très compétents et respectés, a rempli cette fonction.

4.297 L'équipe chargée de l'IRA a appliqué son jugement d'experts et a développé son raisonnement à chaque étape du Rapport IRA final. Sur la base de son analyse détaillée du niveau de risque associé à l'importation de pommes de Nouvelle-Zélande, l'équipe chargée de l'IRA a conclu que certaines mesures d'atténuation des risques étaient nécessaires pour obtenir le niveau de protection jugé approprié par l'Australie. La Nouvelle-Zélande peut exporter des pommes vers l'Australie, à condition qu'elle respecte les mesures raisonnables recommandées dans le Rapport IRA final.

d) Le présent différend n'est pas une répétition de l'affaire *Japon – Pommes*

4.298 Il est clair que la Nouvelle-Zélande pense que le présent différend est simplement une répétition de l'affaire *Japon – Pommes*. La Nouvelle-Zélande continue de traiter l'affaire *Japon – Pommes* comme une sorte de processus scientifique, non comme un processus juridique. C'est une erreur majeure de la part de la Nouvelle-Zélande, un fait que les tierces parties au présent différend

[630] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 194.

ont reconnu.[631] L'affaire *Japon – Pommes* ne constitue pas une évaluation des risques et ne constitue pas des preuves scientifiques. En outre, il y a des différences importantes entre les deux ensembles de circonstances, y compris les parasites en cause, le niveau de protection approprié, les conditions climatiques, les plantes hôtes potentielles, et le volume d'échanges et le mode de commercialisation.

e) Le produit et les mesures en cause doivent être clairement indiqués

4.299 Le produit en cause en l'espèce, tel qu'il est indiqué dans le Rapport IRA final, est "pommes mûres exemptes de déchets, soit emballées soit en vrac, triées et classées, en provenance de Nouvelle-Zélande".[632] Toute tentative de la Nouvelle-Zélande de présenter le produit en cause comme étant les "pommes mûres *asymptomatiques*" doit être rejetée. Les pommes "asymptomatiques" ne sont pas nécessairement sans danger.

4.300 Les mesures en cause définissent également la portée du présent différend et doivent être examinées avec soin par le Groupe spécial. Dans sa décision préliminaire du 6 juin 2008[633], le Groupe spécial a clairement limité son mandat aux 17 mesures spécifiquement indiquées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande. Il incombe à la Nouvelle-Zélande d'établir que chaque mesure correspond à la définition d'une "mesure SPS", telle qu'elle figure à l'Annexe A 1) de l'Accord SPS. En tout état de cause, comme il est expliqué dans la communication écrite de l'Australie, deux de ces 17 mesures ne sont pas des questions en cause en l'espèce.

4.301 Les mesures ne peuvent pas toutes être contestées individuellement, car plusieurs sont des mesures auxiliaires qui étayent, vérifient et opérationnalisent les mesures principales de réduction des risques. De l'avis de l'Australie, le Groupe spécial devrait uniquement examiner ces mesures auxiliaires lorsqu'elles sont "prises conjointement" avec les mesures principales de réduction des risques auxquelles elles se rapportent.

4.302 À ce sujet, l'Australie note que la contestation de la Nouvelle-Zélande ne vise pas l'ensemble du Rapport IRA final. Le Rapport IRA final concerne des parasites et des maladies qui ne sont pas en cause en l'espèce, et il faut avoir cela à l'esprit, en particulier au moment d'examiner les mesures auxiliaires.

f) La Nouvelle-Zélande n'a pas étayé ses allégations par des éléments de preuve et des arguments juridiques

4.303 Il incombe à la Nouvelle-Zélande d'établir *prima facie* l'incompatibilité en ce qui concerne chacune des dispositions qu'elle conteste au titre de l'Accord SPS. Pour ce faire, la Nouvelle-Zélande doit présenter des éléments de preuve *et* des arguments juridiques suffisants pour étayer ces éléments *prima facie*. Ce n'est que si la Nouvelle-Zélande réussit à le faire que l'Australie doit réfuter les incompatibilités alléguées. Jusque-là, l'Australie a droit à la présomption de compatibilité avec les règles de l'OMC. L'Australie souligne ce point parce qu'elle pense que les affirmations faites par la Nouvelle-Zélande dans sa première communication écrite ne sont tout simplement pas étayées par des arguments juridiques ou des éléments de preuve. Ni le Groupe spécial, ni les tierces parties, ne sont autorisés à "plaider la cause" de la Nouvelle-Zélande.

[631] Communication du Chili en tant que tierce partie, paragraphes 11 à 13; communication du Japon en tant que tierce partie, paragraphe 2; communication des Communautés européennes en tant que tierce partie, paragraphe 47; et communication des États-Unis en tant que tierce partie, paragraphe 11.

[632] IRA de l'Australie, partie B, page 9.

[633] *Australie – Pommes*, Communication du Président du Groupe spécial: décision préliminaire du Groupe spécial (WT/DS367/7), 23 juin 2008, joint en tant qu'annexe A-2 au présent rapport, paragraphe 13 b).

4.304 La Nouvelle-Zélande est tenue de s'acquitter de la charge de la preuve qui lui incombe en ce qui concerne *chacune* des mesures en cause au titre de *chacune* des dispositions contestées de l'Accord SPS. L'Australie est fermement convaincue que l'argumentation de la Nouvelle-Zélande est entachée d'un vice rédhibitoire parce que cette dernière ne s'est pas acquittée de la charge de la preuve qui lui incombait. L'Australie démontre néanmoins, par des preuves scientifiques et des arguments juridiques solides, que les mesures en cause sont pleinement compatibles avec l'Accord SPS.

g) Le rôle du Groupe spécial dans le présent différend n'est pas illimité

4.305 Une autre question liminaire essentielle concerne le rôle que le Groupe spécial est tenu de remplir dans le présent différend. Le rôle du Groupe spécial n'est pas illimité. En fait, il y a des paramètres dans le cadre desquels le Groupe spécial doit opérer, qui sont imposés par le critère d'examen qu'il doit appliquer. L'Organe d'appel a dit que le fait de ne pas appliquer le critère d'examen approprié constituait une erreur de droit.[634] L'Australie considère donc qu'il est essentiel que le Groupe spécial applique le critère d'examen approprié tout au long du présent différend.

4.306 Contrairement à ce que la Nouvelle-Zélande a laissé entendre, le dernier mot en ce qui concerne le critère d'examen n'est pas donné par l'article 11 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends. Bien que le critère de l'"évaluation objective" énoncé à l'article 11 soit certainement le point de départ du critère d'examen du Groupe spécial, il donne néanmoins les indications limitées sur la nature précise et l'intensité de l'examen auquel les groupes spéciaux sont tenus dans leur rôle d'établissement des faits. En conséquence, comme l'Organe d'appel l'a indiqué, le critère d'examen approprié doit également être éclairé par l'accord particulier visé et, dans le cadre de cet accord, l'obligation particulière en cause.[635]

4.307 Au moment où ils ont accepté le compromis dans le cadre de l'OMC, les Membres ont sciemment cédé à l'OMC leur juridiction sur certaines questions, désignant en fait l'OMC comme arbitre pour ces questions. Par contre, pour d'autres questions, les compétences juridictionnelles des Membres ont été délibérément maintenues. L'effet de cet équilibre délicat et soigneusement négocié est l'établissement d'une ligne de démarcation tout au long de l'Accord SPS – d'un côté il y a les domaines de compétence juridictionnelle que les Membres ont cédés et de l'autre ceux qu'ils n'ont pas cédés.

4.308 Le Groupe spécial devrait respecter cette ligne. Dans le contexte de l'Accord SPS, l'Organe d'appel a dit explicitement que le critère d'examen devait "tenir compte de l'équilibre établi dans cet accord entre les sphères de compétence cédées par les Membres à l'OMC et les sphères que les Membres se sont réservées".[636]

4.309 Le critère d'examen a des incidences importantes pour le présent différend. Il signifie que le Groupe spécial ne devrait pas procéder à sa propre évaluation des risques pour l'Australie. Un groupe spécial de l'OMC ne devrait pas essayer de choisir le point de vue scientifique qu'il préfère et substituer ainsi son jugement à celui du responsable de l'évaluation des risques – en l'espèce, l'équipe chargée de l'IRA.

4.310 L'Australie n'est pas en train de dire que le rôle du Groupe spécial dans le présent différend est marginal. En fait, le Groupe spécial a le rôle fondamental consistant à déterminer si les mesures de l'Australie sont établies sur la base d'une évaluation des risques valable conformément aux

[634] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Enquête en matière de droits compensateurs sur les DRAM*, paragraphe 187.
[635] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux VI (article 21:5 – Canada)*, paragraphe 92.
[636] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 115.

dispositions pertinentes de l'Accord SPS et à déterminer si cette évaluation des risques est objective et crédible.

4.311 L'Australie estime que le Groupe spécial devrait s'inspirer de l'approche suivie par le Groupe spécial de la mise en conformité *Australie – Saumons (article 21:5 – Canada)*. Le Groupe spécial doit s'assurer qu'il a une confiance raisonnable dans l'évaluation des risques et c'est uniquement si la Nouvelle-Zélande établit l'existence dans le Rapport IRA final de vices qui sont *tellement graves* qu'ils empêcheraient le Groupe spécial d'avoir cette confiance, que le Groupe spécial devrait intervenir dans les constatations ou conclusions du Rapport IRA final.[637]

4.312 L'Australie note que les Communautés européennes "souscrivent dans une large mesure" à la position de l'Australie sur le critère d'examen.[638]

h) La Nouvelle-Zélande ne tient pas compte du lien spécial entre les articles 5:1 et 2:2

4.313 Une autre question importante en l'espèce est la nature du lien entre les articles 5:1 et 2:2 de l'Accord SPS. L'Australie pense que l'approche de la Nouvelle-Zélande à l'égard de ces dispositions est confuse et incorrecte.

4.314 Selon l'Organe d'appel, les articles 5:1 et 2:2 devraient "toujours être lus ensemble" car les éléments de chaque disposition éclairent et donnent un sens à l'autre.[639] En fait, l'Organe d'appel a indiqué que l'article 5:1 était une application spécifique de l'article 2:2[640], signifiant que l'article 5:1, et ses dispositions connexes, précisent des conditions spécifiques qui, si elles sont remplies, établiront la compatibilité des mesures pertinentes avec l'article 2:2.

4.315 Le point de vue de l'Australie sur le lien entre les articles 5:1 et 2:2 est solidement ancré dans le texte de l'Accord SPS. Les deux articles concernent le point de savoir si les preuves disponibles démontrent l'existence d'un *risque*. Ce risque constitue le fondement de l'adoption de mesures SPS.

4.316 La Nouvelle-Zélande n'a en fait pas tenu compte des indications claires et cohérentes de l'Organe d'appel en traitant les articles 5:1 et 2:2 presque isolément l'un de l'autre. La Nouvelle-Zélande a négligé d'indiquer en quoi elle considère que les deux dispositions sont liées l'une à l'autre.

4.317 Les évaluations des risques comportent l'évaluation par les experts des preuves scientifiques et des facteurs techniques et économiques, selon une méthode appropriée. Elles doivent également être appropriées en fonction des circonstances. En conséquence, si les mesures sont établies sur la base d'une évaluation des risques valable au sens de l'article 5:1, il est satisfait à la prescription de l'article 2:2 voulant que les mesures ne soient pas maintenues sans preuves scientifiques suffisantes. Comme l'Organe d'appel l'a reconnu, l'article 5:1 trace et jalonne une voie menant à la même destination que celle qui est définie à l'article 2:2.[641]

4.318 L'Australie note que les Communautés européennes admettent que la question de savoir si l'Australie a maintenu des mesures "sans preuves scientifiques suffisantes" au sens de l'article 2:2 ne

[637] Rapport du Groupe spécial *Australie – Saumons (article 21:5 – Canada)*, paragraphe 7.57.
[638] Communication des Communautés européennes en tant que tierce partie, paragraphes 28 à 30 et 84.
[639] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 180; rapport de l'Organe d'appel *Australie – Saumons*, paragraphe 130; rapport de l'Organe d'appel *Japon – Produits agricoles II*, paragraphe 82.
[640] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 180.
[641] Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Saumons*, paragraphes 137 et 138.

peut être traitée qu'en examinant si les mesures de l'Australie sont établies sur la base d'une évaluation des risques valable au sens de l'article 5:1.[642]

4.319 À la lumière du lien juridique spécial entre les articles 5:1 et 2:2, et du fait que le Rapport IRA final constitue le fondement des mesures en cause, l'Australie demande instamment au Groupe spécial en l'espèce de commencer son évaluation des arguments techniques et scientifiques de la Nouvelle-Zélande au titre de l'article 5:1.

i) Les conséquences font partie intégrante de l'évaluation des risques

4.320 La Nouvelle-Zélande laisse entendre à tort que la notion de "risque" devrait se limiter à la probabilité de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination. Toutefois, conformément aux dispositions pertinentes de l'Accord SPS, une évaluation valable du risque phytosanitaire doit évaluer la *probabilité*, *ainsi que* les *conséquences* biologiques et économiques qui pourraient en résulter. La Nouvelle-Zélande ne peut pas dissimuler la vérité dérangeante selon laquelle les parasites en cause en l'espèce – le feu bactérien, le chancre européen et la cécidomyie des feuilles du pommier – ont tous de graves conséquences biologiques et économiques.

j) Les mesures de l'Australie répondent à des probabilités réelles

4.321 La Nouvelle-Zélande confond également la notion de simple "possibilité" ou "risque théorique" avec des événements qui ont une probabilité très faible ou "négligeable" de se produire. Cela revient en fait à affirmer que des évaluations des risques sont nécessaires pour déterminer un ordre de grandeur minimal du risque – idée qui a été expressément rejetée par l'Organe d'appel.

4.322 L'utilisation méticuleuse de distributions statistiques par l'équipe chargée de l'IRA pour estimer la probabilité correspond à la diversité et à la variabilité des preuves scientifiques disponibles, tenant compte de probabilités faibles mais significatives ainsi que d'incertitudes, conformément à la norme internationale pertinente pour l'analyse des risques phytosanitaires, la norme NIMP n° 11.

k) Les arguments scientifiques et techniques de la Nouvelle-Zélande et des États-Unis sont dénués de fondement

4.323 La première communication écrite de l'Australie réfute complètement les arguments scientifiques et techniques de la Nouvelle-Zélande et démontre clairement que le Rapport IRA final est une évaluation des risques valable au sens de l'article 5:1. En tant que telles, les mesures de l'Australie sont compatibles avec l'article 5:1 et, en conséquence, avec l'article 2:2 de l'Accord SPS.

4.324 L'Australie note que les États-Unis ont présenté une longue communication mettant largement l'accent sur les preuves scientifiques et techniques en ce qui concerne le feu bactérien et le chancre européen. L'Australie réfutera énergiquement et complètement les vices graves des arguments mis en avant par les États-Unis dans sa communication à titre de réfutation.

l) Les allégations secondaires de la Nouvelle-Zélande sont viciées

4.325 En plus des allégations principales qu'elle formule au titre des articles 5:1 et 2:2, la Nouvelle-Zélande présente dans sa première communication écrite un certain nombre d'allégations secondaires concernant les articles 2:3, 5:2, 5:5 et 5:6 de l'Accord SPS. L'Australie a déjà traité de manière approfondie ces allégations dans sa communication écrite et note qu'un certain nombre de tierces parties mettent également en doute la validité des allégations de la Nouvelle-Zélande.

[642] Communication des Communautés européennes en tant que tierce partie, paragraphe 13.

m) L'allégation de retard injustifié formulée par la Nouvelle-Zélande sort du cadre du présent différend

4.326 Le Groupe spécial a demandé aux parties d'examiner la demande de l'Australie visant à obtenir une décision en ce qui concerne l'allégation de retard injustifié formulée par la Nouvelle-Zélande au titre de l'article 8 et de l'Annexe C 1) a) de l'Accord SPS. La position de l'Australie est claire. Le Groupe spécial a rendu une décision préliminaire le 6 juin 2008, dans laquelle il indiquait très clairement que la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande se limitait aux éléments spécifiques indiqués sous la forme de points dans cette demande d'établissement d'un groupe spécial.[643] Toutes les autres questions sortent donc du cadre du présent différend.

4.327 Malgré la décision préliminaire du Groupe spécial, la Nouvelle-Zélande a formulé une allégation selon laquelle le *processus* IRA présentait un retard injustifié. L'Australie considère que cela est juridiquement indéfendable. Il ressort clairement de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande, et de la décision préliminaire du Groupe spécial, que le processus IRA n'est *pas* une mesure en cause en l'espèce; le processus IRA n'est *pas* un des éléments indiqués sous la forme de points dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande.

4.328 L'Australie a donc écrit au Groupe spécial le 22 août 2008 pour lui demander d'appliquer sa décision préliminaire du 6 juin en rendant une autre décision indiquant explicitement que l'allégation de retard injustifié formulée par la Nouvelle-Zélande sortait du cadre de la présente procédure.

4.329 L'Australie note que le paragraphe 16 des Procédures de travail du Groupe spécial autorise clairement une décision juridictionnelle à n'importe quel stade de la procédure sur exposé de raisons valables. Elle pense qu'il y a des raisons très valables justifiant une décision à ce stade de la procédure, car le défendeur ne devrait pas être tenu de se défendre contre des allégations dont le Groupe spécial a indiqué qu'elles ne relevaient pas de sa compétence. En tout état de cause, l'Australie ne cherche pas à obtenir une décision sur une question nouvelle; elle demande simplement au Groupe spécial d'appliquer sa décision préliminaire du 6 juin.

4.330 Il s'agit d'un différend complexe impliquant des arguments juridiques détaillés et des preuves scientifiques et techniques abondantes. Il concerne trois parasites – une bactérie, un champignon et un insecte – ayant chacun une biologie très différente. Le Groupe spécial, les parties et le Secrétariat ont tous des ressources limitées et il n'est donc pas nécessaire de consacrer ces ressources limitées à un point sans intérêt. L'Australie pense qu'une décision à ce stade aiderait à arriver à une solution positive du différend.

n) Le Groupe spécial peut tenir compte de communications d'*amici curiae* selon qu'il est nécessaire

4.331 L'Australie ne considère pas que les communications d'*amici curiae* ont le même statut que les communications de parties ou de tierces parties. Toutefois, elles peuvent offrir un point de vue utile sur les questions à l'examen en l'espèce. En conséquence, le Groupe spécial devrait accepter que des communications d'*amici curiae* figurent dans le dossier. Cela dit, il appartient au Groupe spécial de décider de tenir compte ou non de ces communications pour résoudre les questions soulevées dans le présent différend.

[643] *Australie – Pommes*, Communication du Président du Groupe spécial: décision préliminaire du Groupe spécial (WT/DS367/7), 23 juin 2008, jointe en tant qu'annexe A-2 au présent rapport, paragraphe 13 b).

o) L'Australie est disposée à exposer ses vues sur le rôle des experts

4.332 L'Australie note que le Groupe spécial peut décider de consulter des experts au sujet des questions scientifiques et techniques soulevées dans le présent différend.[644] Si le Groupe spécial choisit de le faire, l'Australie souligne qu'à son avis, le choix de ces experts doit faire l'objet d'un débat approfondi et leur rôle doit être délimité dès le départ.

p) Conclusion

4.333 L'Australie est un Membre actif qui prend au sérieux ses obligations dans le cadre de l'OMC. Elle ne cherche pas à se soustraire aux disciplines énoncées dans l'Accord SPS. Au contraire, elle a ouvert son marché aux pommes de Nouvelle-Zélande sous réserve des mesures raisonnables d'atténuation des risques indiquées dans le Rapport IRA final fondé sur des données scientifiques. Ces mesures visent à préserver les végétaux de parasites très nuisibles qui ne sont pas présents en Australie mais qui sont endémiques en Nouvelle-Zélande. Elles sont pleinement compatibles avec les règles de l'OMC et sont nécessaires pour obtenir le niveau de protection jugé approprié par l'Australie.

3. Déclaration orale finale faite par l'Australie à la première réunion de fond

a) Introduction

4.334 L'Australie remercie le Groupe spécial pour les questions qu'il a posées pendant l'audience.

4.335 De l'avis de l'Australie, les déclarations que les parties ont faites et les réponses qu'elles ont données aux questions à la première réunion de fond ont mis en évidence la complexité des questions juridiques, scientifiques et techniques en cause dans le présent différend. L'Australie a cherché à répondre directement et sur le fond aux questions du Groupe spécial pour l'aider à faire face à cette complexité. En particulier, M. Roberts a donné un compte rendu direct des aspects essentiels du travail de l'équipe chargée de l'IRA.

4.336 Contrairement à ce que la Nouvelle-Zélande affirme, l'Australie ne cherche pas à éviter un examen de son Rapport IRA final complet et transparent et des mesures raisonnables de réduction des risques nécessaires pour les pommes de Nouvelle-Zélande. Elle ne cherche pas non plus à réécrire l'Accord SPS ni même le Mémorandum d'accord. En fait, s'inspirant des indications données par l'Organe d'appel, elle a présenté des interprétations motivées de ses obligations au titre de l'Accord SPS qui peuvent être appliquées dans la pratique par le Groupe spécial aux circonstances du présent différend.

4.337 Pendant l'audience, la Nouvelle-Zélande a formulé un certain nombre d'affirmations juridiques et factuelles, que, pour beaucoup d'entre elles, l'Australie n'avait pas entendues précédemment ou qu'elle n'avait pas eu la possibilité d'examiner. En conséquence, l'Australie profite de l'occasion pour évoquer certaines de ces affirmations. Elle traitera naturellement dans sa communication à titre de réfutation l'ensemble des arguments présentés dans la déclaration liminaire de la Nouvelle-Zélande.

b) Le produit en cause est clair

4.338 Comme cela a été encore confirmé cet après-midi, la Nouvelle-Zélande cherche à présenter un double argument sur le produit en cause. D'une part, la Nouvelle-Zélande affirme que le produit en cause est les pommes importées de Nouvelle-Zélande en Australie. D'autre part, elle affirme que, "dans la pratique", elle exporterait uniquement des pommes mûres *asymptomatiques*. À l'évidence,

[644] Article 11:2 de l'Accord SPS et article 13:2 du Mémorandum d'accord.

malgré la position équivoque de la Nouvelle-Zélande sur la question, il ne peut y avoir qu'un produit en cause dans le présent différend.

4.339 En principe, l'Australie souscrit à l'affirmation faite par la Nouvelle-Zélande au paragraphe 23 de sa déclaration liminaire selon laquelle le "produit en cause est déterminé par le mandat du Groupe spécial". Ce mandat est défini par la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande. Le premier paragraphe de cette demande indique clairement que l'importation de pommes depuis la Nouvelle-Zélande peut être permise sous réserve de l'application des mesures indiquées dans le Rapport IRA final. À la page 9 du Rapport IRA final sa portée est ainsi définie: "pommes mûres exemptes de déchets, soit emballées soit en vrac, triées et classées, en provenance de Nouvelle-Zélande". La logique veut donc que cette définition établisse le produit en cause dans le présent différend. Il s'ensuit également que toute variation du produit en cause imposerait à l'équipe chargée de l'IRA de procéder à une nouvelle évaluation des risques.

c) Il y a une base solide pour faire la distinction entre mesures principales et mesures auxiliaires

4.340 L'Australie a pris note de l'intérêt du Groupe spécial pour la distinction entre mesures principales et mesures auxiliaires. Elle s'emploie à donner plus de précisions par écrit. La distinction est fondée sur la définition de "mesure SPS" figurant à l'Annexe A 1) de l'Accord SPS et le raisonnement du Groupe spécial chargé d'examiner le différend *États-Unis – Restrictions à l'exportation*. Contrairement à ce que la Nouvelle-Zélande affirme dans sa déclaration liminaire, la question de savoir si une mesure peut à titre individuel donner lieu à une violation des obligations dans le cadre de l'OMC a été examinée à un niveau général dans l'affaire *États-Unis – Restrictions à l'exportation*. La pertinence du raisonnement fait par le Groupe spécial dans cette affaire ne se limite donc pas à l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires (Accord SMC).

4.341 Selon l'Annexe A 1), une mesure "SPS" est définie comme "toute mesure appliquée pour protéger contre" certaines catégories de risques. De l'avis de l'Australie, une mesure qui vise à protéger contre des risques doit viser à réduire ces risques d'une manière concrète quelconque. Si une mesure ne protège pas contre des risques, ou ne réduit pas ces risques en soi, elle ne peut pas relever de la définition de "mesure SPS".

4.342 L'affirmation de l'Australie est étayée par les normes internationales pertinentes concernant les mesures phytosanitaires. Les mesures auxiliaires de vérification sont largement utilisées dans les arrangements internationaux en matière de quarantaine pour s'assurer que les mesures principales de réduction des risques sont dûment appliquées. L'Australie croit comprendre que la Nouvelle-Zélande elle-même exige que des mesures auxiliaires soient respectées dans le cadre de ses propres mesures quarantenaires de réduction des risques.

d) Critère d'examen approprié en l'espèce

4.343 L'Australie rappelle que le Groupe spécial a posé un certain nombre de questions en ce qui concerne le critère d'examen dans le cadre de l'Accord SPS. Elle donnera plus de précisions à ce sujet par écrit, mais souhaiterait profiter de l'occasion pour rappeler au Groupe spécial l'observation essentielle qu'elle a faite dans sa propre déclaration liminaire.

4.344 En l'espèce, le critère d'examen reflète l'équilibre des compétences juridictionnelles entre les Membres et l'OMC établi dans l'Accord SPS. Comme l'Australie l'a indiqué en réponse aux questions

du Groupe spécial, le critère d'examen doit être examiné à la lumière des obligations spécifiques en cause, notion explicitement reconnue par l'Organe d'appel.[645]

4.345 Dans ses questions, le Groupe spécial a demandé aux parties si elles considéraient qu'un critère d'examen spécifique s'appliquait aux différends relevant de l'Accord SPS, étant donné l'absence d'un critère d'examen explicite défini dans cet accord. Le Groupe spécial a opposé cela à l'existence du critère d'examen spécifique défini à l'article 17.6 de l'Accord antidumping.

4.346 L'Australie note que l'absence d'un critère d'examen explicite dans le cadre des autres accords visés n'a pas empêché des groupes spéciaux et l'Organe d'appel d'appliquer un critère d'examen spécifique dans des différends se rapportant à des accords visés autres que l'Accord antidumping. Par exemple, le critère d'examen a été une question importante aussi bien dans des différends concernant les sauvegardes que dans des différends relevant de l'Accord SMC. Plus particulièrement, dans l'affaire *CE – Hormones*, l'Organe d'appel a clairement reconnu que les groupes spéciaux devaient "adopter un critère d'examen … clairement fondé sur les dispositions de l'Accord SPS lui-même".[646]

4.347 En conséquence, de l'avis de l'Australie, l'absence d'une disposition expresse dans l'Accord SPS relative au critère d'examen ne signifie pas qu'il n'y a pas un partage soigneusement délimité des compétences entre les Membres et l'OMC dont doit tenir compte le critère d'examen appliqué par le Groupe spécial.

4.348 Par exemple, en ce qui concerne l'article 5:1, à moins que la Nouvelle-Zélande ne puisse démontrer l'existence de vices tellement graves que le Groupe spécial ne peut pas avoir une confiance raisonnable dans l'évaluation des risques figurant dans le Rapport IRA final, le Groupe spécial ne doit pas substituer sa propre évaluation à celle de l'équipe chargée de l'IRA.

e) L'Australie peut s'appuyer sur des opinions scientifiques divergentes

4.349 La déclaration liminaire de la Nouvelle-Zélande montre que celle-ci continue d'être gênée par le fait que l'Organe d'appel a expressément reconnu que les Membres étaient en droit de s'appuyer sur des opinions scientifiques "divergentes" provenant de sources compétentes et respectées. Pour comprendre les indications données par l'Organe d'appel, il importe de reconnaître que les preuves scientifiques n'existent pas dans le vide; elles n'ont pas une réalité autonome. Dans le contexte du régime de quarantaine, les preuves scientifiques doivent être interprétées par des experts et appliquées aux circonstances spécifiques du Membre importateur. C'est la fonction qu'a assumée l'équipe chargée de l'IRA.

4.350 À titre d'exemple, la Nouvelle-Zélande allègue qu'il n'existe pas d'opinion scientifique divergente sur le feu bactérien. Toutefois, il est révélateur d'examiner une des questions techniques soulevées par la Nouvelle-Zélande – celle du nombre de bactéries nécessaires pour déclencher une infection. Les opinions scientifiques sur cette question s'inspirent d'ouvrages scientifiques divergents qui ont montré selon le cas que le nombre de bactéries nécessaires pour déclencher une infection variait de 1 à environ 10 000. Ce n'est là qu'un petit exemple des opinions scientifiques divergentes qui ont été examinées de façon très détaillée dans le Rapport IRA final.

f) Le recours constant de la Nouvelle-Zélande à l'affaire *Japon – Pommes* est peu judicieux

4.351 L'Australie reconnaît que le Groupe spécial a entendu ses vues sur l'applicabilité de l'affaire *Japon – Pommes* en l'espèce. Elle ne les répétera pas, si ce n'est pour noter que les États-Unis,

[645] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux VI (article 21:5 – Canada)*, paragraphe 92.
[646] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 115.

plaignant dans ce différend, adoptent une approche plus modérée que la Nouvelle-Zélande à l'égard de cette question. En fait, l'Australie note que les États-Unis n'ont pas mentionné le différend *Japon – Pommes* dans la déclaration qu'ils ont faite à la réunion avec le Groupe spécial.

g) Probabilité combinée avec conséquences égale risque

4.352 La Nouvelle-Zélande allègue que l'Australie essaie de déplacer l'accent en centrant l'évaluation des risques sur les conséquences et non sur la probabilité. Cela est tout simplement faux. Comme il a été indiqué à la première réunion de fond, la matrice d'estimation des risques de l'Australie tient pleinement compte des deux éléments de risque: la probabilité et les conséquences. La matrice de l'Australie est solidement fondée sur la définition de l'évaluation des risques figurant à l'Annexe 4 de l'Accord SPS.

h) Les articles 5:1 et 2:2 existent dans le contexte d'un lien juridique spécial

4.353 Passant au lien entre l'article 2:2 et l'article 5:1, l'Australie souhaite corriger quelques erreurs importantes faites par la Nouvelle-Zélande quand elle essaie de critiquer les arguments de l'Australie.

4.354 La Nouvelle-Zélande a donné une présentation erronée et une image fausse de l'interprétation de l'article 2:2 et de l'article 5:1 par l'Australie. Loin d'"inverser" le lien entre les deux dispositions, ou d'interpréter ces dispositions d'une manière qui prive l'article 2:2 de substance, l'Australie a cherché à présenter au Groupe spécial une interprétation de bonne foi valable de ces dispositions étroitement liées, conforme aux solides indications données par l'Organe d'appel. L'article 2:2 n'est pas pour le Groupe spécial une invitation à évaluer la validité du fondement scientifique des mesures de l'Australie sur une base autre que le Rapport IRA final.

4.355 Comme il est indiqué dans la première communication écrite de l'Australie, l'interprétation de cette dernière en ce qui concerne les articles 5:1 et 2:2 est celle qu'elle juge applicable dans la *présente* affaire. Elle ne formule aucune affirmation au sujet de l'approche "correcte" dans *toutes* les affaires.

4.356 La position de l'Australie est tout simplement la suivante. Dans le présent différend, où le Rapport IRA final est une évaluation des risques à la fois actuelle et complète, la question de savoir si les mesures de l'Australie sont maintenues sans preuves scientifiques suffisantes devrait être traitée en examinant si le Rapport IRA final est une évaluation des risques valable.

i) L'Australie a complètement réfuté les arguments présentés par la Nouvelle-Zélande au titre de l'article 2:2

4.357 L'Australie rejette fermement l'idée qu'elle n'a pas fait de tentative sérieuse de réfuter les arguments de la Nouvelle-Zélande en ce qui concerne l'article 2:2. Au paragraphe 344 de sa première communication écrite, l'Australie note qu'il y a un chevauchement important des arguments techniques et scientifiques présentés par la Nouvelle-Zélande au titre des articles 5:1 et 2:2, et qu'elle va donc les examiner ensemble. L'Australie procède ensuite à une réfutation complète sur 150 pages des arguments scientifiques et techniques de la Nouvelle-Zélande. En outre, la première communication écrite de l'Australie contient également un argument subsidiaire de fond en ce qui concerne l'article 2:2. En conséquence, il ne fait absolument aucun doute que l'Australie a répondu très directement aux arguments de la Nouvelle-Zélande en ce qui concerne l'article 2:2.

4.358 La Nouvelle-Zélande a essayé de renverser la charge de la preuve en ce qui concerne l'article 2:2. La position de l'Australie sur la charge de la preuve applicable à l'article 2:2 est fondée sur une application directe des règles coutumières d'interprétation du droit international public à cette disposition. Pour dire les choses simplement, la troisième prescription de l'article 2:2 est rédigée en

termes négatifs. À savoir, les Membres doivent faire en sorte que leurs mesures ne soient "*pas* maintenue(s) *sans* preuves scientifiques suffisantes". La disposition ne dit pas que les Membres doivent faire en sorte que leurs mesures soient "maintenues avec des preuves scientifiques suffisantes".

4.359 De l'avis de l'Australie, les rédacteurs de l'Accord SPS ont très délibérément choisi cette formulation pour souligner que les plaignants assument une lourde charge de la preuve pour établir une infraction à la troisième prescription de l'article 2:2. Elle exige que le plaignant prouve de manière positive le caractère insuffisant des preuves scientifiques en rapport avec les mesures en cause. Dans le contexte du présent différend, cela signifie que la Nouvelle-Zélande doit démontrer de manière positive que l'évaluation des preuves scientifiques faites par l'équipe chargée de l'IRA n'était pas objective ni crédible.

j) Arguments scientifiques et techniques

4.360 Au cours de l'audition, la Nouvelle-Zélande a présenté quelques nouveaux arguments scientifiques et techniques en ce qui concerne le chanvre européen et la cécidomyie des feuilles du pommier. Rien de nouveau n'a été présenté en ce qui concerne le feu bactérien.

i) Chancre européen

4.361 L'Australie rejette fermement l'affirmation de la Nouvelle-Zélande selon laquelle elle essaie de réécrire le Rapport IRA final en ce qui concerne le chancre européen, ou tout autre parasite en cause. En tant que défendeur dans le présent différend, l'Australie est manifestement en droit de réfuter les allégations et arguments de la Nouvelle-Zélande afin de défendre la compatibilité de ses mesures. Cela n'équivaut pas à réécrire le Rapport IRA final; c'est simplement la pratique habituelle dans le cadre du système de règlement des différends de l'OMC.

4.362 La Nouvelle-Zélande reproche à l'Australie de présenter une "analyse subsidiaire du climat" laissant entendre que cela revient d'une manière ou d'une autre à reconnaître l'inadéquation de l'"évaluation initiale du risque climatique" figurant dans le Rapport IRA final. Toutefois, la Nouvelle-Zélande se méprend fondamentalement sur la position de l'Australie. Les conditions environnementales, y compris le climat, ne sont qu'un des trois critères essentiels qui déterminent le développement de la maladie. La fixation que fait la Nouvelle-Zélande sur l'analyse du climat laisse à l'écart les deux autres critères essentiels, l'agent pathogène et la plante hôte. En revanche, l'équipe chargée de l'IRA a tenu compte de l'ensemble des trois critères dans son évaluation du chancre européen comme le démontre le Rapport IRA final. En outre, contrairement à ce que la Nouvelle-Zélande allègue, l'analyse du climat figurant dans l'annexe 2 de la première communication écrite de l'Australie ne vise pas à renforcer le Rapport IRA final. En fait, elle a simplement été présentée pour réfuter l'analyse du climat effectuée par la Nouvelle-Zélande – ce faisant, elle confirme l'analyse crédible et objective figurant dans le Rapport IRA final.

4.363 La Nouvelle-Zélande continue d'assimiler de manière erronée le commerce important de pommes depuis la *Tasmanie* et le commerce insignifiant de pommes depuis les quatre vergers malades de *Spreyton*. L'Australie prend note des affirmations de la Nouvelle-Zélande concernant le volume des échanges au départ de la région de Spreyton pendant la période de la flambée et attend avec intérêt de prendre connaissance des preuves mentionnées par la Nouvelle-Zélande.

ii) Cécidomyie des feuilles du pommier

4.364 La Nouvelle-Zélande allègue au paragraphe 105 de sa déclaration liminaire que l'Australie a inclus les inspections de l'AQIS à la frontière en tant qu'élément de l'analyse des risques non réduits faite par l'Australie en ce qui concerne la cécidomyie des feuilles du pommier. Cela n'est tout

simplement pas vrai. À cet égard, l'Australie renvoie le Groupe spécial à la page 23 du Rapport IRA final, où il est dit qu'"une inspection possible de l'AQIS à l'arrivée pour les organismes de quarantaine associés aux pommes n'est pas prise en considération dans l'évaluation des risques non réduits".

4.365 L'Australie note que la Nouvelle-Zélande a présenté une prétendue clarification de l'ouvrage de Rogers *et al.* 2006 sur la cécidomyie des feuilles du pommier. L'Australie ne considère pas qu'elle clarifie la façon dont la Nouvelle-Zélande tire de cette étude un taux de viabilité global de 15 pour cent. L'Australie examinera plus avant la teneur de l'étude Rogers *et al.* 2006, en même temps que la pièce NZ-102, à un stade ultérieur de la procédure. Il suffit de dire que l'affirmation de la Nouvelle-Zélande en ce qui concerne cet ouvrage ne met pas en cause l'évaluation par l'équipe chargée de l'IRA de la probabilité de l'importation de la cécidomyie des feuilles du pommier.

k) La prescription imposant une vérification par l'AQIS a été mal comprise par la Nouvelle-Zélande

4.366 La prescription imposant une vérification par l'AQIS reste une question litigieuse pour la Nouvelle-Zélande mais, de l'avis de l'Australie, c'est sans raison. Malgré des clarifications répétées apportées par l'Australie, aussi bien avant que pendant la présente procédure, la Nouvelle-Zélande continue de citer incorrectement et de mal comprendre les prescriptions en matière d'inspection par l'AQIS. Dans la pratique, l'Australie pense que les prescriptions en matière de vérification ne seraient pas contraignantes car, selon la pratique normale, la Nouvelle-Zélande et l'Australie négocieraient des arrangements pour réduire au minimum les doubles emplois et maximiser l'efficacité. L'Australie donnera d'autres précisions sur ce point par écrit dans le cadre du processus des questions et réponses.

4.367 L'Australie fait également observer que ses prescriptions en matière d'importation pour les pommes de Nouvelle-Zélande, y compris les prescriptions en matière d'inspection par l'AQIS, sont soumises à examen après la première année d'échanges commerciaux.[647] L'Australie applique un tel mécanisme d'examen en ce qui concerne toutes les évaluations des risques à l'importation. Elle cite en exemple les raisins de table des États-Unis pour lesquels elle a ajusté à plusieurs reprises les prescriptions pertinentes en matière d'importation.

l) Les allégations secondaires de la Nouvelle-Zélande continuent d'être dénuées de fondement

4.368 En plus des allégations principales qu'elle formule au titre des articles 5:1 et 2:2, la Nouvelle-Zélande reprend dans sa déclaration orale les arguments présentés dans sa première communication écrite concernant ses allégations secondaires au titre de l'article 5:2, 5:5 et 5:6 de l'Accord SPS. L'Australie a déjà complètement réfuté ces arguments dans sa première communication écrite. En outre, plusieurs des tierces parties ont également mis en cause la validité des allégations secondaires de la Nouvelle-Zélande.

4.369 L'Australie persiste à penser que la Nouvelle-Zélande ne s'est pas acquittée de la charge de la preuve qui lui incombait en établissant des éléments *prima facie*. Dans toutes les procédures juridiques, y compris la présente procédure, la charge de la preuve est une question capitale, contrairement à ce que la Nouvelle-Zélande a affirmé dans sa déclaration finale. L'Australie réaffirme sa position selon laquelle la Nouvelle-Zélande ne peut pas être autorisée à présenter de nouveaux éléments de preuve pour établir des éléments *prima facie* par le biais de sa communication à titre de réfutation.

4.370 Dans sa déclaration liminaire, il apparaît que la Nouvelle-Zélande se demande si l'Australie a agi de bonne foi en réservant sa position en ce qui concerne l'allégation de retard injustifié formulée par la Nouvelle-Zélande au titre de l'article 8 et de l'Annexe C 1) a). La Nouvelle-Zélande poursuit en

[647] IRA de l'Australie, partie B, page 325.

alléguant que, en conséquence, le Groupe spécial est en droit d'accepter l'allégation de la Nouvelle-Zélande car elle n'a pas été contestée par des "arguments motivés".

4.371 Cet argument est complètement dénué de fondement. L'allégation de la Nouvelle-Zélande concernant le retard injustifié a été contestée par l'Australie au motif qu'elle ne relevait pas du mandat du Groupe spécial. L'Australie l'a fait en présentant des arguments "motivés" et convaincants, ce qui tranche nettement avec les acrobaties de la Nouvelle-Zélande sur la question. L'Australie a, ce faisant, agi de bonne foi et attend que le Groupe spécial ait rendu sa décision pour présenter de nouveaux arguments. Sur ce point, elle souhaiterait que le Groupe spécial indique à quel moment il est susceptible de trancher cette question.

m) Dates de la deuxième audience

4.372 Avant de conclure, l'Australie aimerait appeler l'attention du Groupe spécial sur une question logistique potentielle concernant le moment où se tiendra la deuxième audience du Groupe spécial. Elle a à maintes reprises essayé de trouver un hébergement pour sa délégation depuis qu'elle a eu connaissance du calendrier. Malheureusement, ses efforts ont jusqu'ici été vains du fait que le Salon de l'auto à Genève coïncide avec les dates de la deuxième audience. Elle poursuivra ses recherches, mais envisage, si elle ne trouve pas de solution au cours des prochaines semaines, d'écrire au Groupe spécial pour demander que la deuxième audience soit reportée aux dates les plus proches possibles. La délégation australienne ne pourra évidemment pas venir jusqu'à Genève pour la deuxième audience si l'Australie n'est pas en mesure de trouver un hébergement.

n) Conclusion

4.373 L'Australie note également que la Nouvelle-Zélande mentionne dans sa déclaration finale que le processus IRA de l'Australie était "entremêlé" avec un processus politique. L'Australie rejette absolument toute inférence selon laquelle son processus IRA fondé sur des principes scientifiques était entremêlé avec un quelconque processus politique. Comme il est indiqué dans la communication écrite de l'Australie, la Nouvelle-Zélande n'a fourni aucun élément de preuve pour étayer de telles inférences et l'Australie a demandé au Groupe spécial de les ignorer complètement.

4.374 En conclusion, il ne fait pas de doute que la Nouvelle-Zélande et l'Australie ont une relation harmonieuse fondée sur des valeurs partagées, un partenariat et un intérêt mutuel. L'accord commercial bilatéral entre les deux pays est un des plus complets et fructueux du monde. Il n'y a pas de meilleure base sur laquelle fonder un règlement mutuellement acceptable du présent différend. L'Australie se félicite des observations présentées par le Groupe spécial à cet égard et souhaiterait l'assurer qu'elle continuera de collaborer étroitement à cette fin avec sa voisine et amie proche, la Nouvelle-Zélande.

4.375 L'Australie souhaiterait remercier la délégation de la Nouvelle-Zélande, les tierces parties, le Groupe spécial et le Secrétariat de lui avoir donné la possibilité de présenter son argumentation à cette audition.

4. Résumé analytique de la deuxième communication écrite de l'Australie

a) Introduction

4.376 La question essentielle pour la détermination que le Groupe spécial doit établir est la validité des évaluations des risques faites par l'Australie pour le feu bactérien, le chancre européen et l'ALCM au regard de l'Accord SPS. La Nouvelle-Zélande n'a pas démontré l'existence de vices graves quelconques entachant ces évaluations des risques. En conséquence, le Groupe spécial devrait constater que le Rapport IRA final contient des évaluations des risques objectivement justifiables pour

les trois parasites en cause, et que les mesures en cause sont requises pour obtenir le niveau de protection jugé approprié par l'Australie.

b) Arguments juridiques généraux

4.377 La décision rendue par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis/Canada – Maintien de la suspension* donne au Groupe spécial des indications importantes pour certaines des questions essentielles soulevées dans le présent différend: en particulier, le mandat limité d'un groupe spécial s'agissant d'évaluer une évaluation des risques, tel qu'il est établi par le critère d'examen qu'il applique; le droit des Membres de s'appuyer sur des opinions scientifiques "divergentes ou minoritaires"; et le recours approprié à des experts par les groupes spéciaux. Les communications antérieures de l'Australie sur le critère d'examen sont dans une large mesure conformes à ces indications.

4.378 Parce qu'elle n'a pas tenu compte du mandat limité du Groupe spécial et du lien spécial entre les articles 5:1 et 2:2 de l'Accord SPS, la Nouvelle-Zélande a mal apprécié la nature de l'argumentation qu'elle devait présenter. Au lieu d'orienter sa contestation vers le Rapport IRA final, elle a fait valoir que sa propre interprétation des preuves scientifiques disponibles était le seul point de vue "correct". Ce faisant, elle a en fait demandé au Groupe spécial de procéder à un examen *de novo* des preuves scientifiques et techniques, approche que le Groupe spécial a clairement qualifiée d'inadmissible. En raison de sa mauvaise appréciation la Nouvelle-Zélande ne s'est pas acquittée de la charge de la preuve qui lui incombait. La Nouvelle-Zélande ne peut s'en remettre ni au Groupe spécial ni aux experts pour plaider sa cause.

4.379 Dans l'affaire *États-Unis/Canada – Maintien de la suspension*, l'Organe d'appel a réaffirmé qu'il n'était pas nécessaire que le fondement scientifique sur lequel un Membre s'était appuyé dans son évaluation des risques exprime l'opinion de la majorité de la communauté scientifique mais qu'il pouvait exprimer des points de vue "divergents ou minoritaires". C'est reconnaître qu'il peut y avoir plus d'une opinion légitime, provenant de sources compétentes et respectées, dans les situations où les preuves scientifiques disponibles sont suffisantes pour procéder à une évaluation des risques objectivement justifiable.

4.380 En particulier, des opinions valables multiples peuvent exister dans les cas où il y a une incertitude scientifique sur une question particulière. De l'avis de l'Australie, l'absence de preuves complètes ou définitives sur un point particulier ne rend pas une évaluation des risques juridiquement non valable. Les contraintes en matière de données et le jugement d'experts font partie de la réalité de la réalisation d'évaluations des risques dans le contexte d'un régime de quarantaine destiné à faciliter le commerce international.

4.381 Les experts désignés par le Groupe spécial ont un rôle limité mais important pour aider le Groupe spécial à examiner les preuves scientifiques présentées et les arguments avancés par les parties. Le Groupe spécial devrait veiller à ne pas par inadvertance s'en remettre au jugement d'experts sur des questions qui obligent en fin de compte le Groupe spécial à tirer des conclusions *juridiques*.

4.382 La Nouvelle-Zélande n'a pas montré que chacune des 16 mesures restantes en cause relèverait de la définition de "mesure SPS" figurant à l'Annexe A 1) de l'Accord SPS, quand elles sont prises isolément. L'Australie considère que la distinction qu'elle fait entre mesures principales et mesures auxiliaires est tout à fait fondée et correspond à une distinction entre les mesures qui sont destinées à un rôle actif dans la réduction des risques et celles qui ne le sont pas. Le Groupe spécial peut formuler des constatations en ce qui concerne l'ensemble des mesures en cause dans le présent différend, mais l'Australie estime qu'il peut évaluer les mesures "auxiliaires" uniquement lorsqu'elles sont prises dans leur ensemble avec les mesures "principales" auxquelles elles se rapportent.

4.383 La Nouvelle-Zélande garde une position équivoque sur le produit en cause. Limiter la portée des constatations du Groupe spécial aux "pommes mûres asymptomatiques", comme la Nouvelle-Zélande le souhaiterait apparemment, serait une erreur de droit.

c) Arguments juridiques spécifiques

4.384 L'Australie rappelle qu'à son avis les articles 5:1 et 2:2 existent dans le contexte d'un lien spécial selon lequel l'article 5:1 offre un moyen de respecter la prescription de l'article 2:2 voulant que les mesures SPS ne soient pas "maintenue[s] sans preuves scientifiques suffisantes" dans les cas où un Membre importateur s'appuie sur une évaluation des risques actuelle. La Nouvelle-Zélande a de manière incorrecte traité les articles 5:1 et 2:2 comme des sources d'obligations distinctes. Aussi bien les Communautés européennes que les États-Unis souscrivent à l'approche des articles 5:1 et 2:2 adoptée par l'Australie en l'espèce.

4.385 La Nouvelle-Zélande assimile de manière inappropriée l'incertitude scientifique à la notion de preuves scientifiques "insuffisantes". La CIPV a reconnu que l'incertitude faisait partie intégrante de l'analyse du risque phytosanitaire et l'Australie estime qu'elle peut être traitée de manière valable par une évaluation des risques qui satisfait aux prescriptions de l'article 5:1. L'absence de données sur un aspect particulier d'une filière de risque n'exonère pas un responsable de l'évaluation des risques de son devoir de procéder à une évaluation des risques objectivement justifiable, et peut en conséquence l'obliger à exercer son jugement d'experts. Comme il est fait observer dans Firko et Podleckis (2000), les expériences scientifiques sont rarement menées spécifiquement pour donner des estimations devant être utilisées dans les évaluations des risques.

4.386 Comme aucun des parasites en cause n'est présent en Australie, les estimations du risque figurant dans le Rapport IRA final constituent inévitablement une extrapolation des données disponibles à une situation hypothétique. Toutefois, les données historiques ne peuvent pas être déterminantes lorsqu'on essaie de prévoir comment un parasite peut se comporter dans un nouvel environnement. En outre, le niveau de risque déterminé dans le Rapport IRA final était étroitement lié à la quantité commerciale projetée de pommes de Nouvelle-Zélande qui serait importée.

4.387 L'allégation de la Nouvelle-Zélande selon laquelle l'article 5:2 exige que les Membres accordent une "véritable attention" aux questions énumérées dans cette disposition est contraire aux règles coutumières d'interprétation du droit international public. Comme l'Australie l'a précédemment indiqué, l'équipe chargée de l'IRA n'était pas obligée de tirer les mêmes conclusions que la Nouvelle-Zélande sur la base des preuves disponibles.

d) Questions scientifiques et techniques en ce qui concerne les mesures de l'Australie

4.388 L'Australie considère que le Rapport IRA final présente des évaluations des risques objectivement justifiables pour le feu bactérien, le chancre européen et l'ALCM. Le Rapport IRA final expose le raisonnement et les conclusions de scientifiques et d'experts techniques compétents et respectés sur la base des éléments de preuve disponibles, selon qu'il est approprié, en fonction des circonstances de l'Australie. Le fait que la Nouvelle-Zélande n'a pas démontré l'existence de vices graves quelconques entachant ces évaluations des risques signifie que ses arguments n'ont pas compromis la validité du Rapport IRA final en tant que fondement des mesures en cause.

i) La Nouvelle-Zélande n'a pas montré que la méthode de l'équipe chargée de l'IRA était viciée

4.389 L'Australie a réfuté les affirmations de la Nouvelle-Zélande selon lesquelles la méthode semi-quantitative utilisée dans le Rapport IRA final pâtissait de trois "vices fondamentaux". La Nouvelle-Zélande a affirmé que le Rapport IRA final utilisait des distributions uniformes, y compris la distribution $(0, 10^{-6})$, pour "gonfler artificiellement le risque". Pour tenter d'étayer cette affirmation,

elle s'est largement appuyée sur ce qu'elle décrit comme des "données du monde réel" concernant son commerce de pommes avec d'autres pays. Ces données ne sont pas des preuves scientifiques et l'analyse minutieuse faite par l'Australie démontre qu'il est malvenu pour la Nouvelle-Zélande de s'appuyer sur ces données. La Nouvelle-Zélande a également affirmé que l'évaluation faite dans le Rapport IRA final du volume potentiel du commerce de pommes en provenance de la Nouvelle-Zélande était surestimée. L'Australie a montré que cette affirmation était fondée sur quatre suppositions erronées.

ii) L'évaluation des risques pour le feu bactérien est objectivement justifiable

4.390 La principale allégation de la Nouvelle-Zélande en ce qui concerne le feu bactérien est qu'il n'y a aucune preuve scientifique étayant l'idée que les pommes mûres constituent une filière d'établissement du feu bactérien. Elle s'appuie sur quatre bases essentielles pour justifier cette allégation: l'affaire *Japon – Pommes*, Roberts et Sawyer (2008), les données du "monde réel" et sa propre interprétation de certaines preuves scientifiques. Cette approche est viciée sur le plan juridique et technique.

4.391 En faisant valoir que chacune de ces quatre bases confirme l'absence de filière, la Nouvelle-Zélande présente en fait des analyses autres qu'une évaluation des risques concernant le feu bactérien qui, à son avis, devraient être préférées au Rapport IRA final. Demander que le Groupe spécial examine ces arguments revient à demander au Groupe spécial de procéder à un examen *de novo* juridiquement inadmissible.

4.392 Les principaux arguments techniques de la Nouvelle-Zélande sont également viciés. Premièrement, ils sont fondés sur des preuves peu fiables et ne sont pas appropriés en fonction du risque *spécifique* évalué dans le Rapport IRA final. Les constatations formulées dans le différend *Japon – Pommes* ne visent pas le même scénario de risque que le Rapport IRA final; l'ouvrage Roberts et Sawyer (2008) sur lequel la Nouvelle-Zélande s'appuie ne prend pas en considération le risque non réduit et, en tout état de cause, contient une série de données viciée; et les données commerciales "du monde réel" mises en avant par la Nouvelle-Zélande ne sont pas des preuves scientifiques et ne peuvent pas être utilisées pour faire des inférences directes au sujet de la filière de la maladie.

4.393 Les arguments de la Nouvelle-Zélande sont également fondés sur une incompréhension fondamentale de la filière du feu bactérien et des prescriptions de l'Accord SPS. Pour que la filière du feu bactérien soit suivie jusqu'au bout, il n'est pas nécessaire, comme la Nouvelle-Zélande le laisse entendre, que les populations de bactéries *E. amylovora* restent élevées pendant toute la durée du scénario d'entrée. Le moment précis où les populations bactériennes sont importantes est celui de l'infection d'un hôte approprié. En outre, l'Accord SPS ne reconnaît aucune limite *a priori* quant au type de preuves scientifiques qui peut être pris en considération dans une évaluation des risques, à condition qu'il satisfasse à la norme de la communauté internationale en matière de données scientifiques légitimes. Ainsi, les tentatives de la Nouvelle-Zélande d'exclure de l'examen les preuves établies en laboratoire devraient être rejetées. Les études de laboratoire sont une méthode scientifique normale pour bien comprendre ce qui peut être possible dans des conditions de terrain, et peuvent être les seules preuves scientifiques disponibles.

4.394 Enfin, la critique que la Nouvelle-Zélande fait du Rapport IRA final est superficielle et défectueuse. La Nouvelle-Zélande a cherché à minimiser le point essentiel à savoir qu'elle n'avait fourni à l'équipe chargée de l'IRA aucune preuve démontrant que les vergers étaient exempts d'*E. amylovora* dans l'une quelconque des zones de production de pommes. La Nouvelle-Zélande a négligé des éléments clés du raisonnement de l'équipe chargée de l'IRA et ne s'est pas rendu compte que certaines conclusions étaient adaptées aux circonstances spécifiques de la présente affaire. En outre, en ce qui concerne plusieurs étapes pour l'importation, la Nouvelle-Zélande a essayé de manière

inappropriée d'élargir sa série d'allégations en s'appuyant sur les réponses des experts pour présenter des arguments qu'elle n'avait pas elle-même avancés auparavant. Les arguments de la Nouvelle-Zélande concernant l'exposition ne tiennent pas compte des difficultés réelles rencontrées par les responsables de l'évaluation des risques pour faire face à l'absence de données et à l'incertitude scientifique. Surtout, la Nouvelle-Zélande n'a pas montré que l'intervalle de probabilité extrêmement faible attribué à cette étape par l'équipe chargée de l'IRA ne relevait pas de la gamme potentielle de points de vue objectivement justifiables sur la question.

4.395 L'Australie note également que les experts spécialistes du feu bactérien désignés par le Groupe spécial appuient l'application de mesures de gestion des risques pour le feu bactérien et confirment l'inadéquation de la prétendue mesure de rechange de la Nouvelle-Zélande (limiter les importations aux "pommes mûres asymptomatiques") pour ce qui est d'obtenir le niveau de protection jugé approprié par l'Australie. Cet appui est fondamentalement incompatible avec l'affirmation de la Nouvelle-Zélande selon laquelle il n'y a pas de filière pour le feu bactérien par le biais des "pommes mûres asymptomatiques". En outre, les experts ont fermement appuyé l'évaluation des conséquences potentielles figurant dans le Rapport IRA final. En conséquence, la Nouvelle-Zélande n'a pas démontré l'existence de vices graves quelconques dans l'évaluation des risques faite par l'équipe chargée de l'IRA pour le feu bactérien, et le Groupe spécial devrait constater qu'elle est objectivement justifiable.

iii) L'évaluation des risques pour le chancre européen est objectivement justifiable

4.396 L'argumentation de la Nouvelle-Zélande concernant le chancre européen est viciée sur le plan juridique et la Nouvelle-Zélande ne s'est donc pas acquittée de la charge de la preuve qui lui incombait. L'Australie a réfuté les arguments scientifiques et techniques défectueux de la Nouvelle-Zélande. En outre, les experts en matière de chancre européen désignés par le Groupe spécial ont reconnu qu'il y avait un risque d'introduction du chancre européen en Australie associé à l'importation de pommes de Nouvelle-Zélande porteuses d'infections latentes, ce qui était le principal scénario de risque de l'équipe chargée de l'IRA.

4.397 L'analyse faite par l'équipe chargée de l'IRA montre que l'infection latente des fruits par le chancre européen est un phénomène largement admis dans la communauté scientifique et qu'il a été signalé en Nouvelle-Zélande. Les deux experts désignés par le Groupe spécial conviennent que l'infection latente des fruits se produit occasionnellement en Nouvelle-Zélande. La tentative de la Nouvelle-Zélande de prendre ses distances par rapport à son propre rapport officiel (c'est-à-dire Braithwaite (1996)), qui conclut que les pommes porteuses d'infections latentes sont une filière potentielle d'introduction du chancre européen, manque de crédibilité. La fiche informative pertinente du CABI confirme que le fruit est une des parties des végétaux susceptibles de véhiculer le parasite au cours des échanges/du transport. En outre, l'infestation superficielle des pommes mûres se produit en Nouvelle-Zélande, aussi bien sur le terrain qu'au cours du traitement, et cette infestation peut aboutir à une infection latente.

4.398 En ce qui concerne la possibilité que le chancre européen s'établisse et se dissémine en Australie, le Rapport IRA final cite des preuves scientifiques selon lesquelles des pommes pourrissant sur le terrain à cause du chancre européen peuvent produire des spores qui sont à l'origine de nouvelles infections. Ce scénario est accepté par l'un des experts désignés par le Groupe spécial. La dispersion des spores sur "quelques mètres seulement" est tout ce qui serait nécessaire pour qu'une pomme en voie de décomposition parmi les déchets d'un grossiste des zones de production ou sur un tas de compost d'arrière-cour transfère *N. galligena* à un hôte sensible. Le chancre européen a une forme étendue d'hôtes alternes divers, dont bon nombre sont présents en Australie. En outre, contrairement à ce que la Nouvelle-Zélande affirme, il y a des régions d'Australie (y compris les régions de culture de pommes commerciales) où les conditions climatiques sont propices au chancre européen, comme le montre l'analyse du climat de l'Australie.

4.399 La Nouvelle-Zélande exagère l'importance de la flambée de la maladie à Spreyton, en Tasmanie, au cours des années 1950. La Nouvelle-Zélande essaie à tort de projeter l'expérience de cette flambée sur l'ensemble du continent australien. L'Australie considère également que la Nouvelle-Zélande a présenté de manière erronée ce qui s'est passé en ce qui concerne le mouvement des pommes de Spreyton à cette époque.

4.400 Enfin, l'Australie rejette la tentative que fait actuellement la Nouvelle-Zélande d'amoindrir les conséquences du chancre européen. Il est largement admis dans le monde entier que la maladie a de graves conséquences. En fait, c'est l'un des rares parasites dont parle le manuel de la Nouvelle-Zélande sur la production fruitière intégrée pour les fruits à pépins.

4.401 Du fait que la Nouvelle-Zélande n'a relevé aucun vice grave dans l'évaluation des risques faite par l'équipe chargée de l'IRA pour le chancre européen, le Groupe spécial devrait être convaincu qu'elle est objectivement justifiable.

iv) L'évaluation des risques pour l'ALCM est objectivement justifiable

4.402 S'agissant de l'ALCM, la Nouvelle-Zélande n'a pas démontré qu'il y avait des données fiables qui n'avaient pas été prises en compte par l'équipe chargée de l'IRA en ce qui concerne la prévalence d'ALCM viables sur les pommes de Nouvelle-Zélande. Les valeurs de probabilité choisies par l'équipe chargée de l'IRA visaient à faire en sorte que les possibilités de variation saisonnière et géographique considérable de la prévalence d'ALCM soient prises en compte, vu le peu de renseignements disponibles sur la question.

4.403 En outre, la Nouvelle-Zélande n'a pas établi que des quantités suffisantes de pommes ne se trouveraient pas en même temps à proximité suffisante de plantes hôtes pour que des insectes adultes ne puissent pas émerger et s'établir en Australie. L'allégation de la Nouvelle-Zélande selon laquelle cela ne se produirait jamais au motif qu'elle exporterait la majorité de ses pommes "prêtes pour la vente au détail" est viciée. Premièrement, limiter ses exportations de cette façon serait désavantageux sur le plan commercial et, deuxièmement, les pommes peuvent néanmoins être envoyées à des grossistes des zones de production aux fins de réemballage ou de reconditionnement. En outre, l'affirmation de la Nouvelle-Zélande selon laquelle les déchets de pommes ne seront pas laissés non couverts pendant un temps suffisant pour permettre l'émergence d'ALCM adultes est fondée sur des suppositions erronées concernant la gestion des déchets en Australie.

4.404 L'Australie note que l'expert en matière d'ALCM désigné par le Groupe spécial a été d'avis que l'analyse de l'équipe chargée de l'IRA était objective et cohérente sur un certain nombre de questions essentielles en cause, y compris l'évaluation qui y était faite des conséquences potentielles d'une incursion d'ALCM. De même, l'expert en matière d'ALCM a exprimé l'opinion selon laquelle les affirmations de la Nouvelle-Zélande concernant le temps nécessaire à l'émergence d'adultes après la sortie des entrepôts frigorifiques et le rayon de vol des femelles adultes n'étaient pas étayées par les preuves disponibles. Enfin, l'expert en matière d'ALCM a implicitement souscrit à l'avis de l'Australie selon lequel une inspection de 600 unités à elle seule, comme la Nouvelle-Zélande le proposait, ne permettrait pas d'obtenir le niveau de protection jugé approprié par l'Australie.

4.405 En conséquence, la Nouvelle-Zélande n'a pas établi l'existence de vices quelconques d'une gravité telle que, en leur absence, le niveau de risque attribué aurait été plus faible. Le Groupe spécial devrait en conséquence admettre que le Rapport IRA final contient une évaluation des risques objectivement justifiable pour l'ALCM.

v) Mesures générales

4.406 Les mesures générales en cause sont toutes des prescriptions auxiliaires en rapport avec les mesures principales de l'Australie concernant le feu bactérien, le chancre européen et l'ALCM. En conséquence, le but et le fondement technique des mesures générales sont inextricablement liés à ceux des mesures principales.

4.407 L'Australie considère qu'il n'y a aucune raison pour que le Groupe spécial ou la Nouvelle-Zélande doute de l'exactitude de l'explication donnée par l'Australie sur ce qu'entraîne la prescription qu'elle applique concernant la "participation de l'AQIS" à certaines procédures en Nouvelle-Zélande. La vérification des systèmes sera le degré de "participation de l'AQIS". La NIMP n° 20 reconnaît que la vérification des systèmes dans un pays exportateur peut être nécessaire à la mise en place de nouveaux échanges. L'Australie note que la Nouvelle-Zélande n'a pas indiqué une mesure "de rechange" pour la prescription existante de l'Australie.

vi) L'équipe chargée de l'IRA a évalué la probabilité en fonction des mesures SPS qui pourraient être appliquées

4.408 L'Australie note que l'équipe chargée de l'IRA a évalué une série de mesures potentielles pour chacun des parasites en cause, et que les mesures recommandées se limitaient à celles qui étaient nécessaires pour obtenir le niveau de protection jugé approprié par l'Australie. L'Australie partage l'avis du Groupe spécial de la mise en conformité *Australie – Saumons (article 21:5 – Canada)* selon lequel les droits et obligations concernant les liens entre une évaluation des risques et les mesures choisies ne sont pas énoncés dans le cadre de la simple définition de l'"évaluation des risques" figurant à l'Annexe A 4) de l'Accord SPS, mais plutôt à l'article 5:1 et 5:6. L'Australie considère qu'il est hypocrite de la part de la Nouvelle-Zélande de déplorer que l'équipe chargée de l'IRA n'ait pas dûment évalué certaines mesures alors qu'elle a admis, en reconnaissant que les mesures de l'Australie étaient "établies sur la base du" Rapport IRA final, qu'il y avait un lien adéquat entre le Rapport IRA final et *toutes* les mesures en cause au titre de l'article 5:1. En outre, la Nouvelle-Zélande n'a pas évoqué d'autres mesures de rechange au titre de l'article 5:6.

vii) Les mesures de l'Australie ne sont pas incompatibles avec les articles 5:1, 5:2, 2:2 et 5:6

4.409 Les allégations de la Nouvelle-Zélande au titre des articles 5:1, 5:2, 2:2 et 5:6 sont interdépendantes et subordonnées les unes aux autres. De ce fait, au cas où le Groupe spécial constaterait que le Rapport IRA final contient des évaluations des risques valables au sens de l'Accord SPS, il devrait formuler des constatations corollaires selon lesquelles toutes les mesures en cause sont compatibles avec chacune de ces dispositions.

4.410 La Nouvelle-Zélande reconnaît que les mesures de l'Australie sont "établies sur la base" du Rapport IRA final. Par conséquent, dans la mesure où le Groupe spécial constate que les évaluations des risques pour les trois parasites en cause sont objectivement justifiables, il devrait constater que les mesures en cause sont compatibles avec l'article 5:1.

4.411 L'affirmation essentielle de l'Australie est que la compatibilité avec l'article 5:1 établit la compatibilité avec la prescription de l'article 2:2 voulant que les mesures SPS ne soient pas "maintenue[s] sans preuves scientifiques suffisantes". En conséquence, dans la mesure où le Groupe spécial constate que les mesures en cause sont compatibles avec l'article 5:1, il devrait aussi les juger compatibles avec l'article 2:2. À titre subsidiaire, l'Australie fait observer que la Nouvelle-Zélande n'a toutefois pas établi que les mesures de l'Australie étaient incompatibles avec l'article 2:2.

4.412 L'article 5:2 est une obligation visant la réalisation d'évaluations des risques, plutôt que la compatibilité de mesures particulières. Par conséquent, une constatation selon laquelle les évaluations

des risques sont valables au sens de l'Accord SPS signifierait aussi que les facteurs relevant de l'article 5:2 ont été pris en compte dans le Rapport IRA final, la Nouvelle-Zélande n'ayant pas démontré le contraire.

4.413 En ce qui concerne l'article 5:6, il est incontesté que les mesures "de rechange" proposées par la Nouvelle-Zélande ne permettraient pas d'obtenir le même degré de réduction des risques que les mesures en cause. Les allégations de la Nouvelle-Zélande selon lesquelles limiter les importations aux "pommes mûres asymptomatiques" serait suffisant en ce qui concerne les risques associés au feu bactérien et au chancre européen, et selon lesquelles une inspection de 600 unités serait suffisante en ce qui concerne l'ALCM, reposent sur sa conviction erronée que le risque non réduit pour ces parasites correspond au niveau de protection jugé approprié par l'Australie. En conséquence, une constatation selon laquelle le Rapport IRA final présente des évaluations des risques valables signifie que la Nouvelle-Zélande n'a pas indiqué de mesures de rechange qui permettraient d'obtenir le niveau de protection jugé approprié par l'Australie. En conséquence, le Groupe spécial devrait constater que les mesures de l'Australie sont compatibles avec l'article 5:6.

viii) Les mesures de l'Australie ne sont pas incompatibles avec l'article 5:5

4.414 L'Australie rappelle son point de vue selon lequel sa défense en ce qui concerne l'article 5:5 a été compromise par le fait que la Nouvelle-Zélande n'a pas indiqué le fondement de sa plainte dans la demande d'établissement d'un groupe spécial qu'elle a présentée.

4.415 L'Australie a complètement réfuté l'affirmation de la Nouvelle-Zélande selon laquelle les pommes de Nouvelle-Zélande et les poires nashi japonaises avaient des profils de risque semblables. À la différence de la situation en ce qui concerne les pommes de Nouvelle-Zélande, le Japon a mis en place des mesures pour maintenir des zones exemptes des parasites pertinents pour les poires nashi exportées vers l'Australie. En outre, le niveau de risque est proportionné au volume des échanges d'un produit et l'Australie note qu'il n'y a pas eu d'importation de poires nashi japonaises depuis 2003 et des échanges minimes auparavant.

4.416 Les mesures de l'Australie concernant les pommes de Nouvelle-Zélande et les poires nashi japonaises sont proportionnées au niveau de risque différent associé à chaque produit. En conséquence, la Nouvelle-Zélande n'a pas démontré une quelconque incompatibilité dans l'application du niveau de protection jugé approprié par l'Australie qui ait entraîné une discrimination ou une restriction déguisée au commerce international.

ix) L'allégation de retard injustifié formulée par la Nouvelle-Zélande reste hors du champ du présent différend

4.417 L'allégation de retard injustifié formulée par la Nouvelle-Zélande reste hors du champ du mandat du Groupe spécial. La décision préliminaire du Groupe spécial limitait les mesures en cause aux prescriptions indiquées sous la forme de points dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande. Depuis cette décision, la Nouvelle-Zélande a constamment modifié le fondement de son allégation de retard injustifié pour essayer de la faire entrer dans le cadre du mandat du Groupe spécial.

4.418 La Nouvelle-Zélande fait à présent référence au "processus IRA" et au régime de quarantaine de l'Australie dans le contexte de son allégation de retard injustifié, mais ni l'un ni l'autre n'ont été indiqués dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande. En outre, l'allégation de la Nouvelle-Zélande selon laquelle le "processus IRA" consistait à vérifier et faire respecter les mesures en cause, ne tient pas compte du sens ordinaire du texte de l'article 8 et de l'Annexe C) 1).

e) Conclusion

4.419 L'Australie a décelé de graves défauts dans les arguments juridiques et preuves présentées par la Nouvelle-Zélande et ne considère pas que la Nouvelle-Zélande a mis en cause les évaluations des risques pour le feu bactérien, le chancre européen ou l'ALCM. En conséquence, la Nouvelle-Zélande n'a pas établi que l'une quelconque des mesures de l'Australie était incompatible avec les dispositions pertinentes de l'Accord SPS.

5. Résumé analytique de la déclaration orale liminaire faite par l'Australie à la deuxième réunion de fond

a) Introduction

4.420 La présente affaire concerne la réalisation d'évaluations des risques par les Membres de l'OMC dans le "monde réel" où les preuves scientifiques disponibles ne sont pas souvent complètes, les données scientifiques limitées disponibles peuvent ne pas lever entièrement les incertitudes au sujet d'éléments de filières de risque potentielles, et les responsables de l'évaluation des risques doivent nécessairement et légitimement exercer leur jugement d'experts pour interpréter les données scientifiques disponibles et remédier à l'incertitude.

4.421 À moins que la Nouvelle-Zélande ne puisse établir l'existence de vices graves dans les évaluations des risques de l'Australie concernant le feu bactérien, le chancre européen ou l'ALCM, le Groupe spécial devrait constater que le Rapport IRA final est objectivement justifiable au regard du niveau de protection jugé approprié par l'Australie. La Nouvelle-Zélande ne l'a pas fait et en conséquence son argumentation devrait être rejetée.

b) Réalités pratiques de la réalisation des évaluations des risques

4.422 Mme Schrader a confirmé que l'absence de données était un problème pour presque toutes les évaluations des risques phytosanitaires, en particulier dans les cas où des événements rares étaient visés. De ce fait, presque chaque évaluation des risques fera intervenir le jugement d'experts. La Nouvelle-Zélande a un point de vue restrictif selon lequel il n'est pas possible de s'appuyer sur des preuves scientifiques si elles ont été établies dans un laboratoire et selon lequel les filières de risque ne peuvent pas être prises en considération à moins qu'elles n'aient été mises en évidence antérieurement et confirmées expérimentalement sur le terrain. Si le point de vue de la Nouvelle-Zélande était accepté, les évaluations des risques ne seraient pas valables à moins que les preuves scientifiques ne soient absolument complètes et certaines. Le point de vue de la Nouvelle-Zélande ne concorde pas avec la réalité mise en lumière par les experts et les propres *procédures d'analyse des risques* du service néo-zélandais de la biosécurité. Il va aussi à l'encontre des indications données dans des affaires SPS antérieures traitées dans le cadre de l'OMC.[648]

c) Le caractère suffisant des preuves scientifiques n'est pas l'équivalent de la certitude scientifique

4.423 Ce que seront des preuves scientifiques "suffisantes" pour l'imposition de mesures SPS doit être évalué en fonction des circonstances spécifiques et des preuves disponibles pour chaque parasite, compte tenu du niveau de protection approprié. En affirmant que des preuves scientifiques seront "suffisantes" uniquement si des faits sont expérimentalement prouvés dans les conditions existant

[648] Voir, par exemple, le rapport du Groupe spécial *Japon – Pommes*, paragraphe 8.98; le rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 187.

dans les vergers[649], la Nouvelle-Zélande soutient en fait que des "preuves scientifiques suffisantes" exigent une "certitude scientifique". Toutefois, la certitude scientifique totale n'existe pas dans le monde réel des évaluations des risques phytosanitaires.

4.424 L'Australie partage l'avis selon lequel "les conclusions ... tirées par le Membre qui évalue le risque [doivent être] suffisamment étayées par les preuves scientifiques utilisées à cette fin".[650] Mais certaines étapes d'une filière donnée analysée seront mieux étayées par des preuves directes ou expérimentales que d'autres, parce que certaines questions ont fait l'objet d'un niveau d'enquête plus élevé, tandis que d'autres peuvent être très difficiles à reproduire expérimentalement pour obtenir des résultats fiables. Le caractère suffisant des preuves scientifiques sur lesquelles un Membre s'appuie est un jugement qui doit être porté en ce qui concerne l'évaluation *globale* des risques.

4.425 L'Australie reconnaît que certaines étapes des filières évaluées étaient mieux étayées par des preuves que d'autres dans le Rapport IRA final. Dans ces derniers cas, le jugement d'experts a été utilisé. Mais cela ne compromet pas le caractère suffisant global des preuves scientifiques sur lesquelles s'appuie le Rapport IRA final.

4.426 De l'avis de l'Australie, le simple fait qu'une filière n'a pas été confirmée antérieurement n'est pas une raison pour écarter un risque en tant que pure spéculation. Les experts ont souscrit à ce point de vue et M. Paulin a reconnu le rôle légitime du recours à des hypothèses pour procéder à des évaluations des risques. C'est une pratique courante pour les Membres de l'OMC – y compris la Nouvelle-Zélande elle-même[651] – d'imposer des mesures SPS sur les importations de fruits même s'il n'y a pas de filière prouvée antérieurement pour des maladies particulières. Si le fruit peut être infecté et être porteur de l'organisme causal d'une maladie particulière, il est alors *susceptible* d'introduire cette maladie dans le pays importateur. Dans de telles circonstances, une évaluation des risques est fondée sur la biologie de la maladie.

4.427 La Nouvelle-Zélande se défend de juger quels risques sont importants pour l'Australie. Toutefois, c'est précisément ce qu'elle fait lorsqu'elle soutient que le critère des preuves scientifiques suffisantes envisagé par l'Accord SPS ne peut être rempli que par une preuve antérieure concluante de l'existence d'une filière. Cela tient au fait qu'un jugement sur la question de savoir si la probabilité qu'une filière soit suivie jusqu'au bout est "insignifiante" est un jugement de valeur concernant le niveau de risque acceptable. La question essentielle est de savoir si le risque dépasse ou non le niveau de protection jugé approprié par l'*Australie.*

d) Le critère d'examen et la charge de la preuve restent fondamentalement importants

4.428 L'Australie n'a pas cherché à mettre le Rapport IRA final "à l'abri" d'un examen, comme la Nouvelle-Zélande l'a allégué.[652] Au contraire, elle a fait valoir que le Groupe spécial devrait commencer son examen par le Rapport IRA final. Elle reconnaît la légitimité d'un examen approfondi dans le cadre de l'OMC, mais tout examen doit être compatible avec l'"équilibre délicat et soigneusement négocié" des droits et obligations énoncés dans l'Accord SPS. La substance des communications de l'Australie sur le critère d'examen a été confirmée par l'Organe d'appel dans les affaires *États-Unis/Canada – Maintien de la suspension*.[653]

---

[649] Par exemple, voir la deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 2.111 à 2.121.

[650] Rapports de l'Organe d'appel *États-Unis/Canada – Maintien de la suspension*, paragraphe 591.

[651] La Nouvelle-Zélande a mis en place des mesures pour se protéger contre l'entrée de certains agents pathogènes sur les papayes et les litchis: *Bipolaris hawaiensis, Pestalotiopsis sp*. et *Pytophthora capsici.*

[652] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 1.5 et 1.8.

[653] Deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphes 13 à 18; rapports de l'Organe d'appel *États-Unis/Canada – Maintien de la suspension*, paragraphes 590 à 615.

4.429 La charge de la preuve incombant à la Nouvelle-Zélande, qui découle du critère d'examen, lui impose d'établir que les évaluations des risques en cause sont entachées de vices graves avant que le Groupe spécial puisse constater qu'elles ne sont pas objectivement justifiables. En outre, la justifiabilité objective d'une évaluation des risques n'est pas mise en cause à moins que la Nouvelle-Zélande n'ait démontré que tous vices graves décelés donnent à penser au Groupe spécial qu'en leur absence, il y *aurait* eu un niveau de risque attribué plus faible – pas simplement que cela aurait *pu* se produire.[654]

4.430 La Nouvelle-Zélande doit s'acquitter de la charge de la preuve qui lui incombe. Elle ne peut s'en remettre ni au Groupe spécial ni aux experts pour plaider sa cause.[655] En outre, la présente procédure ne constitue pas un "examen par les pairs" du Rapport IRA final, dans le cadre duquel le Groupe spécial peut s'en remettre aux experts pour choisir un point de vue scientifique privilégié, parce que cela reviendrait à faire un examen *de novo*. Des opinions légitimes multiples peuvent être obtenues dans les cas où il y a une incertitude scientifique, comme lorsqu'il y a un manque de données.

e) Le Rapport IRA final constitue une opinion scientifique

4.431 La Nouvelle-Zélande fait valoir que le Rapport IRA final "ne constitue pas lui-même une opinion scientifique indépendante ou des preuves scientifiques".[656] Mais cela est incompatible avec les vues de groupes spéciaux antérieurs et de l'Organe d'appel, qui ont admis que les évaluations des risques constituaient indubitablement des opinions scientifiques.[657] Ainsi, si les évaluations des risques en cause sont objectivement justifiables, l'Australie est en droit de s'appuyer sur elles pour en faire la base de ses mesures, que la conclusion concernant le risque soit ou non une "opinion divergente ou minoritaire".

f) La Nouvelle-Zélande cherche à relancer son argumentation

4.432 La Nouvelle-Zélande a essayé, dans sa communication à titre de réfutation, de relancer son argumentation en présentant de nouveaux arguments qu'elle n'avait pas auparavant avancés. Par exemple, elle a utilisé sa communication à titre de réfutation pour tenter d'élargir ses allégations au titre de l'article 5:6 en essayant de présenter d'autres mesures "de rechange" potentielles pour les trois parasites en cause.[658] Le Groupe spécial ne devrait pas autoriser cela.

g) Le rôle des experts est limité

4.433 Selon ce qu'a dit l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis/Canada – Maintien de la suspension*, les experts aidant les groupes spéciaux dans des différends SPS ont un rôle très spécifique et limité: donner des *avis* au Groupe spécial et *aider* le Groupe spécial au sujet des aspects scientifiques et techniques du différend en question. Les groupes spéciaux ne peuvent pas s'en remettre au jugement d'experts sur des questions qui obligent en fin de compte le groupe spécial à tirer des conclusions juridiques, comme celle de savoir ce qui constitue des "preuves scientifiques suffisantes". Les vues des experts ne devraient pas être considérées comme *déterminantes* pour les

[654] Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Saumons (article 21:5 – Canada)*, paragraphe 7.57.
[655] Voir le rapport de l'Organe d'appel *Japon – Produits agricoles II*, paragraphe 129.
[656] Déclaration orale liminaire faite par la Nouvelle-Zélande à la première réunion du Groupe spécial avec les parties, paragraphe 49; deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 2.76, 2.107 et 2.314.
[657] Voir le rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 194; le rapport du Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, paragraphes 7.3059 et 7.3060; les rapports de l'Organe d'appel *États-Unis/Canada – Maintien de la suspension*, paragraphe 591.
[658] Voir la deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 2.894 et 2.895; la première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 4.490, 4.491 et 4.513.

questions en cause, surtout lorsqu'il s'agit de savoir non pas si quelque chose peut se produire, mais quelle est la *probabilité* qu'elle se produise. Un examen rigoureux de *toute* évaluation des risques mettra toujours en lumière des points particuliers sur lesquels des scientifiques compétents et respectés ne sont pas d'accord. Ce n'est pas au Groupe spécial de choisir entre les différents points de vue.

h) Méthode

4.434 L'Australie a démontré que les affirmations de la Nouvelle-Zélande quant aux vices fondamentaux de la méthode semi-quantitative utilisée dans le Rapport IRA final contenaient des erreurs techniques importantes et n'étaient pas étayées par des preuves. La Nouvelle-Zélande n'a pas présenté son argumentation sur la méthode.

4.435 À la réunion avec les experts, M. Sgrillo a émis l'avis que le modèle semi-quantitatif utilisé dans le Rapport IRA final était acceptable. Il a fait observer que l'évaluation de la probabilité de l'entrée, de l'établissement et de la dissémination était effectuée sur une base quantitative, alors que l'évaluation des conséquences était effectuée sur une base qualitative.

4.436 La Nouvelle-Zélande conteste l'utilisation de l'intervalle de probabilité $0\text{-}10^{-6}$, en particulier, la valeur maximale de 10^{-6}, soit 1 sur 1 million. Elle affirme que cette valeur maximale est "nettement supérieure au niveau qui peut se justifier sur la base de données connues", y compris des données commerciales.[659] L'Australie a démontré que l'utilisation de données commerciales par la Nouvelle-Zélande était viciée.[660]

4.437 Il y a une contradiction fondamentale dans l'argumentation de la Nouvelle-Zélande qui ressort de manière frappante de son allégation selon laquelle des données commerciales peuvent étayer son argumentation alors que le Rapport IRA final doit être jugé strictement d'après des preuves expérimentales dans les conditions existant dans les vergers. En fait, la Nouvelle-Zélande dit avec insistance que l'équipe chargée de l'IRA aurait dû utiliser des données commerciales pour éclairer son jugement d'experts.

4.438 La Nouvelle-Zélande affirme qu'en fonction des volumes de pommes qui peuvent être exportés vers l'Australie, la possibilité que quelque chose se produise pour une pomme sur 1 million ne peut pas être considérée comme négligeable.[661] Elle dit ce qui suit:

> "[U]n événement défavorable avec une probabilité de 1×10^{-6} sur la base d'une pomme équivaut à quelque chose qui se produirait pour une pomme sur 1 million, ou 150 fois par an, sur la base … de l'estimation faite par l'Australie du volume très probable de pommes faisant l'objet d'échanges commerciaux (c'est-à-dire 150 millions de pommes par an)."[662]

4.439 La Nouvelle-Zélande crée une impression trompeuse en faisant référence à un événement se produisant 150 fois par an. Elle ne précise pas la nature de l'événement défavorable, où il se produit sur une filière et si cet événement se produirait dans la population totale de 150 millions de pommes. En l'absence d'une argumentation spécifique, le calcul de la Nouvelle-Zélande n'a aucun lien concret avec le Rapport IRA final.

---

[659] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, page 95.

[660] Voir la première communication écrite de l'Australie, paragraphes 308 à 311; la deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 247 à 263.

[661] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.180.

[662] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.342.

4.440 La Nouvelle-Zélande note également que la moyenne de l'intervalle $0\text{-}10^{-6}$, quand elle est appliquée en tant que distribution uniforme, est 5×10^{-7}, soit 1 sur 2 millions. Elle indique que, si un événement défavorable a une probabilité de se produire pour une pomme sur 2 millions, alors, dans une population de 150 millions de pommes importées, il se produirait 75 fois.[663] Là encore, en l'absence d'une argumentation spécifique, le calcul de la Nouvelle-Zélande est fait dans l'abstrait et n'a aucun lien concret avec le Rapport IRA final.

4.441 À cet égard, l'Australie rappelle qu'à la réunion avec les experts, M. Sgrillo a reconnu que, si une proportion seulement d'une population totale de pommes était infestée, le nombre prévu d'événements serait réduit de manière proportionnelle. À partir de l'exemple qu'il a donné de l'application de la formule 1 sur 1 million à 200 millions de pommes, ce qui donne 200 événements, M. Sgrillo a reconnu que si la population infestée n'était que de 1 pour cent de la population totale, soit 2 millions de pommes, le nombre d'événements prévus serait alors de deux.

4.442 La Nouvelle-Zélande affirme qu'il n'y avait "aucune preuve, présentée où que ce soit" de la mise en place d'un processus "structuré ou reconnu" pour obtenir les opinions des membres de l'équipe chargée de l'IRA.[664] L'erreur commise par la Nouvelle-Zélande en formulant cette affirmation a été mise en évidence à la réunion avec les experts lorsque l'Australie a renvoyé le Groupe spécial et la Nouvelle-Zélande à l'annexe 1 du Rapport IRA final, qui contient un résumé des points essentiels du processus de consultation.

4.443 L'affirmation de la Nouvelle-Zélande selon laquelle la méthode semi-quantitative surestime le volume probable du commerce de pommes en provenance de Nouvelle-Zélande est fondée sur des suppositions inexactes. La Nouvelle-Zélande suppose *à tort* que: les consommateurs australiens n'achèteront pas les principales variétés de pommes qu'elle produit telles que la Royal Gala et la Braeburn; il est peu probable que les supermarchés australiens stockeront des pommes de Nouvelle-Zélande; le volume de pommes de Nouvelle-Zélande entrant sur le marché australien entraînerait de fortes baisses des prix, rendant ses exportations non viables sur le plan économique; et les exportateurs de pommes de la Nouvelle-Zélande ne détourneront pas des pommes vers le marché australien. S'agissant de la viabilité économique des exportations de pommes de Nouvelle-Zélande, l'Australie rappelle les avis exprimés par les conseillers de l'industrie de la pomme néo-zélandaise selon lesquels l'Australie représente un débouché important à l'exportation.

i) Feu bactérien

i) L'argumentation concernant le feu bactérien porte essentiellement sur le niveau d'incertitude scientifique acceptable dans les évaluations des risques

4.444 L'argumentation concernant le feu bactérien se résume essentiellement au degré d'incertitude scientifique que l'Accord SPS peut tolérer dans une évaluation des risques. Ce qui est acceptable dépendra du rapport entre les éléments d'incertitude – c'est-à-dire ce que nous ne savons pas et peut-être ne pouvons pas prouver au sujet du feu bactérien – et ce que nous savons effectivement et avons prouvé au sujet du feu bactérien.

4.445 La charge de la preuve incombant à la Nouvelle-Zélande est essentielle pour l'argumentation concernant le feu bactérien. La Nouvelle-Zélande doit montrer que les éléments d'incertitude

[663] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.191.
[664] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.348.

entraînent des vices d'une gravité telle qu'en leur absence, le niveau de risque global évalué *aurait* été plus faible.[665]

4.446 À cet égard, il est significatif que les experts en matière de feu bactérien non seulement ont confirmé qu'il y avait une filière potentielle pour le feu bactérien par le biais des pommes mûres[666], mais qu'il existait un risque réel devant être évalué et géré. M. Paulin a explicitement soutenu les deux principales mesures de réduction des risques de l'Australie, étayant le point de vue de l'équipe chargée de l'IRA selon lequel le risque associé à cette filière est supérieur au niveau de protection jugé approprié par l'Australie.

ii) L'argument de la Nouvelle-Zélande concernant la "filière" est au cœur de son argumentation concernant le feu bactérien

4.447 Le pilier central de l'argument de la Nouvelle-Zélande est l'allégation selon laquelle il n'y a pas de preuves scientifiques étayant l'existence d'une filière pour le feu bactérien par le biais des pommes mûres asymptomatiques.[667] En effet, la Nouvelle-Zélande allègue que des risques n'existent pas à moins que la filière n'ait été antérieurement démontrée et expérimentalement prouvée.

4.448 Toutefois, cette prescription n'a aucun fondement dans l'Accord SPS ou les normes internationales.[668] Mme Schrader a confirmé que l'absence de filière antérieure n'était pas une bonne raison d'exclure un risque.[669] De même, les articles 5:1 et 2:2 ne font pas référence à des filières et n'imposent aucune prescription voulant que les Membres évaluent uniquement les filières qui ont été antérieurement démontrées.

iii) La filière du feu bactérien est largement confirmée

4.449 Les experts en matière de feu bactérien ont confirmé que la filière de transmission du feu bactérien par les pommes mûres était loin d'être entièrement "hypothétique". La filière est largement confirmée avec quelques éléments d'incertitude.

4.450 Il n'y a aucun doute que des bactéries *E. amylovora* vivantes entreront en Australie à la surface de pommes mûres si des échanges se produisent.[670] Il n'y a aucun doute que l'Australie présente des conditions adéquates pour l'établissement de la maladie du feu bactérien.[671] Il n'y a aucun doute que si le feu bactérien s'établit en Australie, il peut se disséminer à l'intérieur de régions géographiques.[672] Enfin, il n'y a aucun doute que le feu bactérien peut causer de lourdes pertes économiques et biologiques.

4.451 *Une* étape seulement de la filière est incertaine et c'est le point de savoir si *E. amylovora* peut se transmettre d'une pomme à une plante hôte sensible et déclencher une infection par le feu bactérien.

---

[665] Rapport du Groupe spécial *Australie – Saumons (article 21:5 – Canada)*, paragraphe 7.57. Voir la première communication écrite de l'Australie, paragraphe 346.

[666] Voir aussi la réponse de M. Paulin aux questions n° 16 et 45 du Groupe spécial, dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial.

[667] Voir, par exemple, la deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 2.104, 2.108, 2.110, 2.111, 2.120, 2.123, 2.127 et 2.451 à 2.454.

[668] Par exemple la NIMP n° 11.

[669] Réponse de Mme Schrader à la question n° 45 du Groupe spécial, dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial; observation orale de Mme Schrader à la réunion avec les experts, 30 juin 2009.

[670] CABI. En fait, la grande majorité des preuves scientifiques reconnaissent que *E. amylovora* se trouvera à la surface des pommes lorsque celles-ci proviennent de zones où le feu bactérien est endémique.

[671] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 482.

[672] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 485.

Mais même cette étape est étayée par des preuves indirectes indiquant que la transmission peut se produire. M. Paulin a confirmé que des pommes en voie de décomposition abandonnées dans un verger peuvent constituer une source possible d'inoculum.[673] Les experts ont également confirmé que le transfert par des insectes pollinisateurs pourrait se produire de la façon décrite par l'équipe chargée de l'IRA.[674] Enfin, le point de vue de l'équipe chargée de l'IRA selon lequel de petits nombres de bactéries peuvent se multiplier pour causer des infections sur des plantes hôtes sensibles est étayé par des preuves scientifiques.

4.452 Lorsque ces preuves sont prises conjointement, le jugement de l'équipe chargée de l'IRA selon lequel la transmission pourrait se produire dans un cas rare peut difficilement être écarté en tant que "spéculation".[675] En fait, le point de vue de l'Australie est corroboré par d'autres Membres de l'OMC qui imposent à l'Australie des mesures très semblables de gestion des risques.[676]

iv) Les preuves présentées par la Nouvelle-Zélande ne sont pas pertinentes pour les circonstances de l'Australie

4.453 Même en laissant de côté ces questions, la Nouvelle-Zélande ne peut pas tout simplement affirmer que la filière est "hypothétique". Elle doit prouver ce point en présentant des preuves et des arguments.

4.454 L'argument de la Nouvelle-Zélande concernant la filière, et en fait son argumentation concernant le feu bactérien, repose principalement sur trois éléments de preuve: l'affaire *Japon – Pommes*, l'ouvrage de Roberts et Sawyer (2008) et les données commerciales "du monde réel". Il est très significatif que chacune de ces trois bases a été soit discréditée par l'Australie[677] soit rejetée par les experts au motif qu'elle était dénuée de pertinence ou inappropriée[678], ou les deux. Récemment, la Nouvelle-Zélande a affirmé que plusieurs autres études mettaient également en évidence l'absence de filière. Toutefois, une grande partie de ces preuves[679] sont peu fiables pour ce qui est de tirer des conclusions au sujet du risque dans les circonstances de l'Australie.

4.455 Hale *et al.* (1996) et Taylor *et al.* (2003a) ne disent rien au sujet d'événements rares car les tailles des échantillons ne sont pas comparables aux volumes commerciaux de pommes. Roberts *et al.* (1998), comme Roberts et Sawyer (2008), se concentrent sur le risque réduit et ne donnent donc

[673] Réponse de M. Paulin à la question n° 21 du Groupe spécial, dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial.

[674] Même la Nouvelle-Zélande admet que les insectes constituent un moyen de dissémination secondaire. Réponse de la Nouvelle-Zélande à la question n° 61 du Groupe spécial après la première réunion de fond, paragraphe 96. Réponse de M. Paulin à la question n° 35 du Groupe spécial dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial.

[675] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 4.8, 4.237 et 4.252; deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 2.492 et 2.452.

[676] Voir la deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphes 342 et 343.

[677] En ce qui concerne l'affaire *Japon – Pommes*, voir la première communication écrite de l'Australie, paragraphes 250 à 262; la réponse de l'Australie à la question n° 40 du Groupe spécial après la première réunion de fond; la deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphes 325 à 329. En ce qui concerne l'ouvrage de Roberts et Sawyer (2008), voir la première communication écrite de l'Australie, paragraphes 363 à 376; la deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphes 330 à 337 et annexe 1. En ce qui concerne les données commerciales, voir la première communication écrite de l'Australie, paragraphes 308 à 311; la deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphes 247 à 263 et 338 à 343.

[678] Réponse de M. Paulin aux questions n° 41 et 44 du Groupe spécial, dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial; réponse de M. Deckers aux questions n° 41 et 44 du Groupe spécial, dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial.

[679] À l'exception de Taylor *et al.* (2003b), comme l'Australie l'a indiqué.

aucune indication au sujet des risques potentiels lorsque les échanges ne sont pas soumis à restriction.[680]

4.456 Enfin, une grande partie des preuves scientifiques sur lesquelles la Nouvelle-Zélande s'appuie concluent que la filière est "négligeable", non qu'elle n'existe pas. Cela est important: "négligeable" n'est pas zéro et ne veut pas non plus dire qu'un événement ne se produira pas, à moins de définir "négligeable" au sens de "insignifiant" ou "pas digne d'intérêt". Mais l'importance ou l'absence d'importance d'un événement potentiel est finalement un jugement de valeur associé au niveau de protection approprié et, par conséquent, un jugement appartenant à l'Australie seulement.[681]

v) La Nouvelle-Zélande n'a pas démontré l'existence de vices graves dans le Rapport IRA final

4.457 Dès lors que l'argument de la Nouvelle-Zélande concernant la filière faiblit, la seule question qui subsiste est de savoir si la Nouvelle-Zélande a établi l'existence de vices graves dans le Rapport IRA final. Elle n'a jamais démontré l'existence de vices graves quelconques dans les niveaux de probabilité attribués à des étapes essentielles de la filière.

4.458 La Nouvelle-Zélande affirme que la probabilité de 1 donnée à l'étape 1 pour l'importation est surestimée étant donné qu'*E. amylovora* ne peut pas être présente dans tous les vergers de provenance en Nouvelle-Zélande.[682] Toutefois, conformément à l'article 6 de l'Accord SPS, il appartient aux Membres *exportateurs* de "démontrer objectivement" l'existence de zones exemptes de maladies et de zones à faible prévalence de parasites. Il serait très surprenant qu'un critère de preuve objective moins rigoureux soit exigé au titre de l'article 5:1. En l'espèce, la Nouvelle-Zélande avait de nombreuses occasions de fournir les preuves pertinentes à l'équipe chargée de l'IRA mais elle s'est abstenue de le faire.[683] La Nouvelle-Zélande n'est donc pas crédible quand elle soutient en fait qu'elle peut revendiquer une zone exempte de maladies alors que manifestement elle ne le peut pas.

4.459 De même, la Nouvelle-Zélande laisse entendre que, dans le cadre de l'étape 4 pour l'importation, l'équipe chargée de l'IRA aurait dû supposer qu'un nombre indéterminé de stations de conditionnement assurent l'équivalence avec la mesure de désinfection de l'Australie. Toutefois, la Nouvelle-Zélande n'a pas fourni de preuves "objectives" pour ce qui est de savoir si un désinfectant est effectivement utilisé.[684] En conséquence, la Nouvelle-Zélande ne peut pas légitimement prétendre à l'équivalence conformément à l'article 4:1.

4.460 Les étapes 2, 3 et 5 pour l'importation sont celles qui contribuent le plus à la probabilité de l'entrée. Toutefois, les arguments de la Nouvelle-Zélande concernant l'étape 2 pour l'importation ne sont pas crédibles étant donné qu'elle n'a pas reconnu les suppositions essentielles sous-tendant l'analyse de l'équipe chargée de l'IRA[685] et qu'elle dit avec insistance que l'infection endophytique est pertinente pour l'évaluation faite par l'équipe chargée de l'IRA alors qu'il y a eu des déclarations claires et explicites en sens contraire.[686] En ce qui concerne les étapes 3 et 5 pour l'importation, la Nouvelle-Zélande n'a elle-même présenté *aucun* élément de preuve ou argument de fond aux premiers stades du présent différend. Le Groupe spécial devrait veiller à ne pas par inadvertance plaider la

[680] Deuxième communication écrite de l'Australie, annexe 1.
[681] Voir la communication des Communautés européennes en tant que tierce partie, paragraphe 33.
[682] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.402.
[683] IRA de l'Australie, partie B, page 54.
[684] Deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphe 382.
[685] Deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphes 371 à 373.
[686] Deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphe 370.

cause de la Nouvelle-Zélande en laissant les réponses des experts combler les lacunes importantes des preuves de la Nouvelle-Zélande.[687]

4.461 Même en laissant de côté les préoccupations juridiques, les réponses des experts ne donnent pas lieu à une inférence concernant des vices graves. La Nouvelle-Zélande a peut-être montré que les experts avaient quelques doutes au sujet de l'utilisation des preuves par l'équipe chargée de l'IRA. Mais tout ce que cela signifie c'est que les experts n'approuvaient pas l'analyse faite par l'équipe chargée de l'IRA dans sa totalité. Cela ne suffit tout simplement pas pour que la Nouvelle-Zélande signale des vices mineurs et *suppose* qu'ils sont suffisants pour infirmer l'évaluation des risques. La Nouvelle-Zélande doit *prouver* que l'absence de toute insuffisance aurait abouti à un niveau de risque évalué plus faible, et elle a manqué à cette obligation.

j) Chancre européen

4.462 À la réunion avec les experts, M. Latorre a réaffirmé qu'il y avait un risque d'introduction de *N. galligena* associé à l'importation de pommes porteuses d'infections latentes.[688] Les deux experts ont reconnu que la dissémination du chancre européen sur une longue distance par le biais des pommes ne pouvait pas être exclue.[689]

4.463 Contrairement à ce que la Nouvelle-Zélande affirme, le Rapport IRA final contient une analyse objective, cohérente et de fond des conditions environnementales, y compris le climat, pertinente pour l'établissement et la dissémination du chancre européen.[690] La validité de cette analyse a été confirmée par les travaux effectués par le Bureau of Rural Sciences (BRS).[691]

4.464 Au lieu de relever des vices graves quelconques dans l'examen du climat effectué par l'équipe chargée de l'IRA, la Nouvelle-Zélande a simplement présenté une autre analyse du climat pour essayer d'imposer son propre point de vue scientifique à l'Australie. Un débat est en cours dans la communauté scientifique au sujet des conditions climatiques nécessaires au développement du chancre européen, donnant lieu à divers modèles prédictifs.[692] M. Swinburne a confirmé qu'il n'y avait pas de modèle complet mais plutôt une série de modèles qui devaient encore être regroupés, et que le jugement d'experts était nécessaire.

4.465 L'analyse du climat faite par le BRS s'inspire de divers modèles prédictifs, *y compris le propre modèle Beresford et Kim de la Nouvelle-Zélande* pour démontrer la similitude climatique entre des parties de l'Australie et les régions du monde où le chancre européen est présent.[693] Elle montre que, si le chancre européen entrait en Australie, il pourrait s'établir et se propager à des plantes hôtes dans des régions de culture de pommes commerciales, comme les collines d'Adélaïde en Australie du Sud et des zones métropolitaines comme Sydney et Melbourne. Les deux experts en matière de chancre européen l'ont admis à la réunion avec les experts.

---

[687] Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Produits agricoles II*, paragraphe 129. Voir aussi la deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphe 5.

[688] Voir la réponse de M. Latorre à la Directive g) et à la question n° 65 du Groupe spécial, dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial.

[689] Voir aussi la réponse de M. Swinburne à la question n° 64 du Groupe spécial, dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial.

[690] IRA de l'Australie, partie B, pages 119 et 120, 137, 140 et 141.

[691] Première communication écrite de l'Australie, annexe 2; deuxième communication écrite de l'Australie, annexe 2.

[692] Deuxième communication écrite de l'Australie, annexe 2, pages 249 et 250.

[693] Deuxième communication écrite de l'Australie, annexe 2, pages 251 à 257. Voir aussi la première communication écrite de l'Australie, annexe 2, graphique 10.

4.466 L'inadéquation alléguée du climat de l'Australie est au cœur de l'argumentation de la Nouvelle-Zélande concernant le chancre européen. Elle sous-tend les arguments de la Nouvelle-Zélande sur la production, la dispersion et l'infection des spores; l'établissement et la dissémination; les hôtes alternes; la flambée de la maladie à Spreyton; et les conséquences. Par conséquent, dès lors que vous acceptez la réalité voulant que la Nouvelle-Zélande n'ait pas l'unique modèle prédictif légitime pour le développement du chancre européen, son argumentation faiblit.[694]

4.467 La Nouvelle-Zélande garde une position équivoque sur l'incidence de l'infection latente des fruits en Nouvelle-Zélande qui était l'élément central de l'analyse faite par l'équipe chargée de l'IRA dans le cadre de l'étape 2 pour l'importation. Toutefois, des cas de pourriture des fruits ont été signalés en Nouvelle-Zélande et il en résulte que l'infection latente des fruits se produit effectivement de temps à autre en Nouvelle-Zélande.[695] C'était le point de vue de l'équipe chargée de l'IRA[696] et il a été accepté par M. Swinburne.

4.468 Contrairement à ce que la Nouvelle-Zélande affirme, le point de vue de l'équipe chargée de l'IRA, selon lequel les pommes infectées jetées peuvent produire des spores (principalement des conidies) qui se dispersent et déclenchent une infection, est une donnée scientifique légitime.[697] Ce point de vue est compatible avec la biologie des pathogènes fongiques comme l'attestent des preuves photographiques montrant des masses de conidies sur des fruits pourris.[698] Il est également corroboré par l'avis de M. Latorre selon lequel des pommes asymptomatiques mais infectées pourraient développer des symptômes et finalement sporuler pendant le transit et la commercialisation en Australie[699], et selon lequel des fruits pourris jetés à proximité de plantes hôtes sensibles pourraient être une source d'inoculum pour des infections dans de nouvelles régions.[700]

4.469 La critique formulée par la Nouvelle-Zélande à l'égard de l'analyse des conséquences faite par l'équipe chargée de l'IRA ne tient pas compte des circonstances particulières de l'Australie, y compris du fait qu'il y a une gamme étendue d'hôtes alternes en Australie.[701] Des renseignements sur la pathologie végétale venant du monde entier[702] indiquent invariablement que le chancre européen a des conséquences graves. M. Swinburne a noté l'apparition d'une pourriture des fruits de 5 pour cent à East Malling au Royaume-Uni[703], région qui n'avait qu'une faible adéquation climatique au développement de la maladie. Cela est compatible avec le score "modérées" attribué par l'équipe chargée de l'IRA aux conséquences du chancre européen.

4.470 En somme, même si le risque associé à l'importation de pommes de Nouvelle-Zélande est faible, il dépasse le niveau de protection jugé approprié par l'Australie. En conséquence, l'équipe chargée de l'IRA a déterminé qu'il était nécessaire de faire venir les pommes de vergers ou de blocs néo-zélandais produisant pour l'exportation exempts de la maladie. M. Latorre a réaffirmé que c'était une mesure raisonnable d'atténuation des risques.[704] Les deux experts sont convenus qu'exiger que la

[694] Deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphes 532 à 550.
[695] Deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphes 473 à 485.
[696] IRA de l'Australie, partie B, page 123.
[697] Deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphes 507 à 521.
[698] Pièce NZ-10: McCartney (1967), page 279.
[699] Réponse de M. Latorre à la question n° 65 du Groupe spécial, dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial.
[700] Réponse de M. Latorre à la question n° 69 du Groupe spécial, dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial.
[701] Deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphes 578 à 580.
[702] Deuxième communication écrite de l'Australie, annexe 3.
[703] Pièce AUS-142: Berrie (1989).
[704] Réponse de M. Latorre à la directive g), dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial.

Nouvelle-Zélande exporte des "pommes mûres asymptomatiques" ne permettrait pas d'obtenir le niveau de protection jugé approprié par l'Australie.

k) ALCM

4.471 L'examen par le Groupe spécial de l'évaluation des risques concernant l'ALCM doit tenir compte de l'absence significative de données sur plusieurs des questions essentielles en cause – y compris la viabilité de l'ALCM sur les pommes de Nouvelle-Zélande. L'ALCM est présente dans quelques pays seulement et, comme M. Cross l'a confirmé, relativement peu d'études ont été effectuées ou peu de données fiables ont été établies au sujet de ce parasite.

4.472 Au cours de la présente procédure, la Nouvelle-Zélande a présenté de nouvelles données sur un certain nombre de questions pour tenter de critiquer l'évaluation de l'ALCM faite par l'équipe chargée de l'IRA.[705] À l'évidence, toutefois, l'équipe chargée de l'IRA n'aurait pas pu examiner des renseignements dont elle ne disposait pas au cours du processus IRA. L'Australie reconnaît que ces nouveaux renseignements devraient être pris en compte dans tout examen des conditions d'importation. Mais il est clair que d'autres données fiables sont nécessaires et la Nouvelle-Zélande est la mieux placée pour fournir les renseignements appropriés.

4.473 La Nouvelle-Zélande ne conteste pas sérieusement que l'ALCM pourrait s'établir en Australie d'un point de vue biologique. La référence faite par M. Cross à la "grande force vitale" dans le contexte de la survie potentielle de l'insecte dans un nouvel environnement était significative à cet égard. En fait, la Nouvelle-Zélande s'appuie sur son affirmation selon laquelle la "majorité" de ses exportations se feront sous la forme de fruits "prêts pour la vente au détail", ce qui signifie selon elle que des nombres insuffisants de pommes infestées arriveraient à proximité d'hôtes appropriés. Elle affirme en outre que "les pratiques australiennes en matière de déchets agricoles excluraient toute possibilité d'établissement de l'ALCM" en partant de l'hypothèse que les déchets de pommes ne restent jamais exposés en Australie.[706] De l'avis de l'Australie, la Nouvelle-Zélande n'a pas établi la validité de l'une ou l'autre de ces thèses. M. Cross a confirmé que si des volumes importants de pommes étaient acheminés vers les stations de conditionnement des zones de production, les risques seraient considérables.

4.474 Ni l'Australie ni la Nouvelle-Zélande ne sont en mesure d'indiquer avec un quelconque degré de précision à quelle fréquence le mode de commercialisation consisterait à transporter les fruits en vrac et non "prêts pour la vente au détail". Cela dépendra de considérations commerciales qui varieront selon les circonstances du marché à un moment particulier.

4.475 Et même si la "majorité" des pommes étaient importées prêtes pour la vente au détail, cela ne signifie pas que des quantités insuffisantes seraient envoyées aux grossistes des zones de production pour réemballage ou reconditionnement.[707] De même, la Nouvelle-Zélande n'a pas établi que les déchets de pommes seraient gérés de la façon qu'elle indique et que des groupes de pommes ne seraient jamais laissés hors des entrepôts frigorifiques à proximité de plantes hôtes pendant un temps suffisamment long.[708] Le Rapport IRA final montre qu'un nombre plus que suffisant de pommes infestées arriverait dans les stations de conditionnement des zones de production pour qu'il y ait une

[705] Avis de la Nouvelle-Zélande selon lequel les données d'août 2005 concernaient des cocons *occupés* formulé dans sa réponse aux questions factuelles des experts, 17 février 2009; précisions données par la Nouvelle-Zélande sur l'ouvrage Rogers *et al.* (2006) dans la pièce NZ-102; données sur l'émergence d'adultes figurant dans Sandanayaka et Rogers (2009), pièce NZ-119.

[706] Par exemple, voir la deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 2.252, 2.750, 2.752 et 2.754.

[707] Voir la deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphes 651 à 654; la première communication écrite de l'Australie, paragraphes 781 à 783.

[708] Voir la deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphes 659 à 665.

probabilité raisonnable qu'un événement d'établissement se produise[709], même si le niveau réel d'infestation des pommes de Nouvelle-Zélande est un peu inférieur à celui que l'équipe chargée de l'IRA a pris comme hypothèse sur la base des données d'août 2005.

4.476 M. Cross a validé le jugement de l'équipe chargée de l'IRA sur la question de l'émergence d'adultes à l'issue de l'entreposage frigorifique, lorsqu'il a confirmé à la réunion avec les experts que des adultes pourraient éventuellement émerger très rapidement. L'allégation de la Nouvelle-Zélande selon laquelle "les conclusions de l'IRA reposaient sur l'hypothèse selon laquelle toutes les ALCM présentes sur les pommes de Nouvelle-Zélande émergeraient simultanément dès que les pommes seraient sorties des entrepôts frigorifiques"[710] est tout simplement fausse. L'analyse de l'équipe chargée de l'IRA était axée sur "la probabilité qu'*au moins un* événement d'établissement et de dissémination se produise" compte tenu du nombre de pommes qui pourraient arriver dans des lieux particuliers.[711] L'émergence d'individus sur une certaine période ne signifie pas qu'une paire pour l'accouplement ne pourrait pas émerger simultanément. En outre, M. Cross a clairement indiqué que l'examen du rayon de vol par l'équipe chargée de l'IRA était raisonnable.

4.477 Dans les circonstances où le risque non réduit est supérieur au niveau de protection jugé approprié par l'Australie, M. Sgrillo partageait l'avis de l'Australie selon lequel le niveau d'infestation sous-jacent était le facteur approprié pour déterminer le taux d'inspection requis. L'inspection de 600 unités proposée par la Nouvelle-Zélande aurait une sensibilité insuffisante pour ramener le risque au niveau de protection jugé approprié par l'Australie étant donné le faible niveau d'infestation par l'ALCM des pommes de Nouvelle-Zélande.[712]

l) Mesures en cause

4.478 L'Australie considère que le Groupe spécial peut formuler des constatations en ce qui concerne chacune des mesures restantes en cause dans le présent différend. Toutefois, la Nouvelle-Zélande n'a pas démontré que chacune de ces mesures relevait de la définition de "mesure SPS" lorsqu'elle était considérée isolément.

4.479 La description de la mesure indiquée au huitième point dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande donne à penser que les stations de conditionnement enregistrées qui traitent les pommes destinées à l'Australie ne peuvent pas également traiter les pommes provenant de vergers non enregistrés ou les pommes destinées à d'autres marchés. Cela est incorrect.[713]

m) Conclusion

4.480 L'importation de raisins de table des États-Unis offre un exemple appartenant au "monde réel" de la volonté de l'Australie d'assurer la liberté des échanges dans les limites du niveau de protection qu'elle juge approprié. Sur la base des données scientifiques rassemblées depuis que les échanges ont commencé, les mesures ont été ajustées cinq fois. Les mesures sont maintenant moins restrictives pour le commerce et les échanges se sont accrus. Les mêmes mécanismes d'examen sont prévus dans le Rapport IRA final pour les pommes de Nouvelle-Zélande. L'Australie est prête à laisser s'opérer un commerce de pommes de Nouvelle-Zélande présentant un intérêt commercial.

[709] Voir la deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphes 644 à 649.
[710] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.741 (note de bas de page omise).
[711] Rapport IRA de l'Australie, partie B, page 34 (pas d'italique dans l'original).
[712] Voir aussi la deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphes 682 à 687.
[713] Voir l'IRA de l'Australie, partie B, page 317.

6. Déclaration orale finale faite par l'Australie à la deuxième réunion de fond

a) Introduction

4.481 Il est incontestable que la présente affaire soulève de nombreuses questions scientifiques complexes. Il y a trois évaluations des risques en cause: une sur une bactérie, une sur un champignon et une sur un arthropode. Vu la complexité des questions, on comprend bien pourquoi le rôle du Groupe spécial n'est pas d'effectuer sa propre évaluation des risques.

b) Critère d'examen

4.482 L'Australie estime que cela signifie que le Groupe spécial doit constater des vices graves dans le Rapport IRA final pour pouvoir décider que l'Australie a agi d'une manière incompatible avec ses obligations. La Nouvelle-Zélande n'a proposé aucune solution de rechange sérieuse pour la charge de la preuve concernant les "vices graves". À cet égard, le Groupe spécial devrait suivre les indications claires que l'Organe d'appel a données au sujet du rôle des experts dans les affaires SPS.

4.483 En tout état de cause, la Nouvelle-Zélande n'a pas établi l'existence de vices graves quelconques qui mettraient en cause la justifiabilité objective des trois évaluations des risques en question. En conséquence, la contestation qu'elle formule à l'encontre des mesures de l'Australie doit être repoussée.

c) Transparence

4.484 La Nouvelle-Zélande allègue à maintes reprises que le Rapport IRA final n'est pas transparent. Mais elle ne reconnaît pas que le Rapport IRA final fait partie des évaluations des risques phytosanitaires les plus transparentes établies par un Membre de l'OMC. Le fait même que la Nouvelle-Zélande a été en mesure de contester de manière aussi détaillée le raisonnement et les conclusions présentés dans ce rapport atteste sa transparence. Les propres évaluations des risques de la Nouvelle-Zélande – qui dans bien des cas ne font l'objet d'aucune publication – contiennent beaucoup moins de détails au sujet du raisonnement et des conclusions que le Rapport IRA final.

4.485 La Nouvelle-Zélande n'a pas été en mesure de signaler une obligation quelconque dans le cadre de l'Accord SPS qui exige une transparence dans les évaluations des risques allant au-delà de celle qu'offre le Rapport IRA final. Les Membres de l'OMC sont convenus d'une série de disciplines à appliquer aux évaluations des risques, et elles sont clairement énoncées dans l'Accord SPS. Sur la question de la transparence, le Rapport IRA final va au-delà des normes requises.

d) Méthode

4.486 L'Australie considère qu'à la réunion avec les experts et à la deuxième réunion de fond, il y a eu un examen utile des questions relatives à la méthode utilisée dans le Rapport IRA final. L'Australie a montré que les affirmations de la Nouvelle-Zélande sur la méthode étaient profondément et irrémédiablement viciées.

4.487 L'Australie a relevé une contradiction fondamentale dans l'argumentation de la Nouvelle-Zélande, à savoir que, d'une part, elle cherche à étayer sa propre argumentation par des données commerciales, alors que, d'autre part, elle exige que le Rapport IRA final soit jugé strictement à l'aune de preuves expérimentales. La Nouvelle-Zélande n'a pas résolu cette contradiction.

4.488 L'Australie prend note également de l'examen de l'intervalle $0\text{-}10^{-6}$, en particulier des échanges entre le Groupe spécial et les parties qui ont eu lieu ce matin. À cet égard, elle rappelle la

différence fondamentale entre la population totale et la population pertinente. L'entonnoir évoqué par le Président était une analogie utile.

e) Feu bactérien

4.489 Le Rapport IRA final est le fondement scientifique des mesures de l'Australie et, par conséquent, le sort de ces mesures dépend de sa validité.

4.490 Avant que le Groupe spécial aborde la question de savoir si l'évaluation des risques est valable, il doit tout d'abord s'assurer que la Nouvelle-Zélande a présenté une argumentation convaincante sur le feu bactérien. Si le Groupe spécial pense que c'est le cas, il doit ensuite se demander si l'Australie a présenté un moyen de défense approprié en ce qui concerne ses mesures. Mais s'il ne pense pas que la Nouvelle-Zélande a présenté son argumentation, s'il a des doutes s'agissant de savoir si la Nouvelle-Zélande a présenté des éléments de preuve et des arguments adéquats pour prouver que l'évaluation des risques concernant le feu bactérien est gravement viciée, le Groupe spécial doit rejeter l'argumentation de la Nouvelle-Zélande au motif que cette dernière ne s'est pas acquittée de la charge de la preuve qui lui incombait.

4.491 Dans le cas du feu bactérien, il y a une véritable question pour ce qui est de savoir si la Nouvelle-Zélande s'est acquittée de la charge de la preuve qui lui incombait. Il a été montré par l'Australie et confirmé par MM. Deckers et Paulin que sa principale affirmation – à savoir qu'il n'y a pas de filière pour le feu bactérien par le biais des pommes mûres – était totalement dénuée de fondement. Les trois piliers essentiels en matière de preuve de l'argumentation de la Nouvelle-Zélande ont été discrédités et il a été montré qu'ils étaient dénués de pertinence. Dans sa déclaration liminaire, la Nouvelle-Zélande a essayé une fois de plus d'élever les constatations formulées dans l'affaire *Japon – Pommes* au rang de preuves scientifiques[714] et elle l'a fait à nouveau dans sa déclaration finale. Toutefois, la Nouvelle-Zélande fait toujours abstraction du point essentiel selon lequel les constatations juridiques sur le caractère suffisant des preuves présentées par les parties au différend ne peuvent pas être converties en faits scientifiques.[715]

4.492 Il n'y a pas, en l'occurrence, de position équivoque ou de doutes des experts. Tous les experts sont convenus que le feu bactérien avait de graves conséquences. En fait, Mme Schrader a noté que dans les cas où l'incidence d'un parasite était élevée et où il y avait des questions non résolues au sujet de l'entrée, des incertitudes dans les données ne devraient pas empêcher l'application de mesures. Étant donné que la Nouvelle-Zélande n'a présenté aucun argument de fond sur cette question des conséquences ni dans sa deuxième communication écrite ni au cours de la deuxième réunion de fond, l'Australie considère maintenant que ce point est incontesté.

4.493 Chose encore plus importante, MM. Deckers et Paulin ont tous les deux clairement confirmé que le risque de transmission du feu bactérien par les pommes mûres était un risque réel – un risque qu'il convenait d'évaluer et, surtout, un risque qu'il fallait gérer. Les principales mesures de gestion des risques de l'Australie ont été approuvées sans réserve, et aucun des experts n'a modifié son point de vue selon lequel les pommes mûres asymptomatiques n'assureront pas le niveau de protection jugé approprié par l'Australie. De l'avis de l'Australie, ces observations doivent avoir un poids significatif

[714] Malgré son allégation selon laquelle l'affaire *Japon – Pommes* ne constitue pas des preuves scientifiques, et pas une évaluation des risques. Voir la réponse de la Nouvelle-Zélande à la question n° 116 du Groupe spécial après la première réunion de fond.

[715] L'Australie note que le Japon n'a pas présenté de preuves suffisantes dans son évaluation des risques sur bon nombre des questions scientifiques soulevées dans l'affaire *Japon – Pommes*. Cela a eu une incidence importante sur les constatations en matière de preuve formulées dans cette affaire, comme il ressort du rapport du Groupe spécial lui-même (voir le rapport du Groupe spécial *Japon – Pommes*, paragraphes 8.147, 8.167 et 8.175). Voir la première communication écrite de l'Australie, paragraphes 257 à 259.

lorsqu'il s'agit de déterminer si la conclusion finale de l'évaluation des risques concernant le feu bactérien est bien accueillie dans la communauté scientifique.

4.494 Comme l'Australie l'a indiqué, dans une seule étape de l'évaluation des risques il y a éventuellement un réel degré d'incertitude. Et sur cette question, le Groupe spécial a été amplement informé par les experts. Les experts ont confirmé que les preuves scientifiques concernant cette question étaient extrêmement incertaines et ne nous éclairaient directement que sur ce qui était probable, et non sur ce qui pourrait arriver à titre exceptionnel. Ainsi, il est facile de voir comment des Membres de l'OMC préoccupés uniquement par des risques courants pourraient être convaincus sur la base des preuves que le risque, pour eux, serait insignifiant.

4.495 Mais pour des Membres de l'OMC comme l'Australie, qui sont préoccupés par des événements rares, les preuves n'apportent aucune certitude de ce genre. Par conséquent, l'équipe chargée de l'IRA a dû exercer son jugement d'experts pour extrapoler à partir des preuves disponibles afin de tirer une conclusion sur le point de savoir si un événement rare pouvait se produire. M. Paulin nous a dit clairement que ces sortes d'inférences n'étaient "pas hors du domaine de la science". En conséquence, la question essentielle est de savoir si le Groupe spécial est convaincu que le jugement de l'équipe chargée de l'IRA selon lequel cet événement pourrait se produire est une inférence rationnelle faite à partir des preuves.

4.496 L'Australie n'a pas à établir que les pommes mûres *ont été* le véhicule de transmission du feu bactérien. Elle n'a pas non plus à montrer qu'il est *probable* que cela arrivera. Lorsqu'on parle d'une filière potentielle, tout ce qu'il faut montrer c'est que cela peut rationnellement arriver, que l'intervalle de probabilité attribué à cette étape est acceptable et que le risque potentiel est supérieur au niveau de protection jugé approprié par l'Australie.

4.497 Sur chacun de ces points, l'analyse faite par l'équipe chargée de l'IRA a été directement confirmée par les experts. Lorsqu'on lui a demandé directement si l'équipe chargée de l'IRA avait présenté des preuves qui montraient que les fruits mûrs pouvaient transmettre le feu bactérien, M. Paulin ainsi que M. Deckers ont dit "oui". Lorsqu'on leur a demandé directement si l'intervalle de probabilité attribué à cette étape – c'est-à-dire $(0\text{-}10^{-6})$ – était acceptable, les deux experts ont dit "oui". Enfin, lorsqu'on leur a demandé directement s'il y avait un risque de transmission du feu bactérien par les pommes mûres, les deux experts ont encore dit "oui". M. Deckers a été très clair sur ce point, pour lui le risque était réel et non exagéré.

4.498 L'Australie considère qu'il a été montré que l'analyse de l'exposition figurant dans le Rapport IRA final était rationnelle et constituait des données scientifiques légitimes d'après les normes de la communauté scientifique. Pour décider si le Groupe spécial peut accepter ce point de vue, il convient peut-être d'examiner le point de vue différent sur ces preuves que la Nouvelle-Zélande a présenté au Groupe spécial dans ses arguments. La Nouvelle-Zélande affirme, sur la base des preuves y compris Hale *et al.* (1996) et Taylor *et al.* (2003a) que la transmission ne se produit pas, et ne se produira jamais. Les experts ont confirmé à l'unanimité que ce point de vue était incorrect. Ainsi, dans la mesure où il y a un choix quelconque entre les deux positions exposées devant le Groupe spécial, il importe de garder à l'esprit que si la position de l'Australie est rationnelle en ce qui concerne les données scientifiques disponibles, celle de la Nouvelle-Zélande ne l'est pas.

4.499 C'est la seule étape réelle en litige étant donné que la Nouvelle-Zélande n'a pas présenté d'argumentation sur les étapes essentielles pour l'importation, du fait qu'elle n'a elle-même présenté aucune preuve crédible. Cela ressortait des réponses de la Nouvelle-Zélande aux questions posées par l'Australie dans lesquelles la Nouvelle-Zélande n'a mis en avant aucune preuve à part les réponses des

experts.[716] Mais comme la Nouvelle-Zélande elle-même l'a reconnu, les réponses des experts ne sont pas des preuves en soi, mais peuvent uniquement permettre de vérifier les arguments et les preuves des parties. En conséquence, du fait que l'Australie considère que les experts ont soutenu les éléments essentiels du raisonnement de l'équipe chargée de l'IRA, elle considère que l'argumentation de la Nouvelle-Zélande concernant le feu bactérien ne tient pas.

f) Chancre européen

4.500 Le fondement de l'argumentation de la Nouvelle-Zélande concernant le chancre européen est que les conditions climatiques de l'Australie sont inadéquates pour le développement de la maladie. Toutefois, il y a des zones d'Australie, y compris les régions de culture de pommes commerciales, qui ont des conditions climatiques adéquates pour l'établissement et la dissémination du chancre européen.

4.501 La réalité pratique est que l'analyse du climat est un domaine complexe nécessitant le jugement d'experts. Dans le monde réel, il n'y a pas un modèle épidémiologique unique universellement accepté pour prévoir l'établissement et la dissémination du chancre européen. En conséquence, il n'y a aucune raison que l'analyse du climat faite par la Nouvelle-Zélande soit considérée comme le seul point de vue scientifique légitime.

4.502 Après avoir examiné une large gamme de preuves scientifiques, l'équipe chargée de l'IRA a conclu qu'il y avait un risque d'introduction du chancre européen en Australie associé à l'importation de pommes de Nouvelle-Zélande porteuses d'infections latentes. Les deux experts en matière de chancre européen désignés dans le présent différend reconnaissent qu'il en est ainsi. La seule question contestée concerne le niveau de ce risque.

4.503 Le risque associé à l'introduction du chancre européen dépasse certainement le niveau de protection jugé approprié par l'Australie. L'équipe chargée de l'IRA a déterminé qu'il était nécessaire de faire venir les pommes de vergers ou blocs néo-zélandaises produisant pour l'exportation exempts de la maladie. C'est une mesure d'atténuation des risques raisonnable et pratique compte tenu des graves conséquences de la maladie qui est absente en Australie; les deux experts en matière de chancre européen conviennent qu'une mesure exigeant simplement des "pommes mûres asymptomatiques" ne permettrait pas d'obtenir le niveau de protection jugé approprié par l'Australie.

g) ALCM

4.504 Comme l'Australie l'a fait remarquer au sujet de l'ALCM, il n'est pas possible d'avoir une position définitive sur la question importante du mode de commercialisation avant que les échanges commencent. Les "preuves" les plus récentes fournies par la Nouvelle-Zélande à cet égard (pièce NZ-136) concernent uniquement les kiwis et non les pommes. En outre, elles indiquent que seule une "partie" des kiwis de Nouvelle-Zélande sont exportés vers l'Australie "prêts pour la vente au détail". On est loin de la "majorité" garantie de pommes de Nouvelle-Zélande que la Nouvelle-Zélande souhaiterait que le Groupe spécial accepte sans examen critique. En tout état de cause, même si la "majorité" des pommes de Nouvelle-Zélande *étaient* importées "prêtes pour la vente au détail", l'équipe chargée de l'IRA a néanmoins constaté qu'un nombre plus que suffisant de

[716] L'Australie note que le paragraphe 4.228 de la première communication écrite de la Nouvelle-Zélande et le paragraphe 2.426 de la deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande (auxquels la Nouvelle-Zélande s'est référée cet après-midi) ne mentionnent pas la contamination des réservoirs de dépôt et ne mentionnent aucune preuve scientifique.

pommes infestées par l'ALCM se trouveraient ensemble aux stations de conditionnement des zones de production pour présenter un risque d'établissement.[717]

4.505 Comme l'Australie l'a déjà reconnu, les données disponibles sont nettement insuffisantes en ce qui concerne l'ALCM, y compris la viabilité. Tout changement à cet égard dépend dans une large mesure de la Nouvelle-Zélande – à moins qu'elle ne présente d'autres données ou n'effectue d'autres études, le manque de données signifie qu'une grande incertitude subsistera. L'Australie note que la Nouvelle-Zélande n'a pas été en mesure de présenter d'autres données sur les niveaux de viabilité lorsque les experts le lui ont demandé au début de l'année 2009.[718]

4.506 Si les données actuelles devaient être jugées insuffisantes, tout réexamen se heurterait au même problème en l'absence d'autres renseignements. Le processus IRA envisage un réexamen sur la base de renseignements nouveaux et l'Australie est prête à le faire. Toutefois, sans des données nouvelles, tout réexamen soulèvera les mêmes difficultés que celles qu'a rencontrées l'équipe chargée de l'IRA. C'est le monde réel auquel l'Australie doit faire face.

h) Article 5:6

4.507 Au sujet de l'article 5:6, la déclaration liminaire de la Nouvelle-Zélande indique clairement que les seules mesures "de rechange" que le Groupe spécial devrait examiner sont les "pommes mûres asymptomatiques" pour le feu bactérien et le chancre européen, et une inspection de 600 unités pour l'ALCM. La Nouvelle-Zélande n'a mentionné aucune autre mesure de rechange potentielle.

i) Évaluation des mesures par le Groupe spécial

4.508 Il ressort également de cette deuxième réunion de fond que la Nouvelle-Zélande n'a fait aucune objection à ce que le Groupe spécial évalue chacune des mesures en cause sur une base collective, plutôt qu'individuellement. De l'avis de l'Australie, ce serait l'approche appropriée.

j) Mesures dans le monde réel

4.509 Enfin, le monde réel de la production et du commerce de pommes implique inévitablement des fruits abîmés, des déchets éliminés, diverses procédures de manutention et une interaction humaine inévitable et imprévisible. Le monde réel n'implique pas des procédures monolithiques et stériles. La Nouvelle-Zélande n'a proposé aucune mesure de rechange concernant aucun des parasites qui permettrait d'atteindre le niveau de protection jugé approprié par l'Australie.

4.510 Comme il ressort de la lecture du Rapport IRA final et comme l'a reconnu la Nouvelle-Zélande, l'équipe chargée de l'IRA a examiné un certain nombre de mesures différentes en ce qui concerne chaque parasite. Pour chacun des parasites, elle a recommandé parmi les mesures qui permettraient d'obtenir le niveau de protection jugé approprié par l'Australie celle qui était la moins restrictive pour le commerce. Pour la plupart des parasites examinés dans le Rapport IRA final, elle a constaté qu'aucune mesure de gestion des risques n'était nécessaire pour obtenir le niveau de protection jugé approprié par l'Australie. Pour les trois parasites en cause, elle a recommandé des mesures de gestion des risques largement approuvées par les experts.

4.511 En ce qui concerne le feu bactérien, les experts ont confirmé que les mesures principales de l'Australie – vergers asymptomatiques et traitement au chlore – étaient justifiées. En ce qui concerne le chancre européen, ils sont convenus que des mesures visant à garantir des lieux de production

[717] Rapport IRA de l'Australie, partie B, page 174, tableau 43; deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphes 644 à 649.

[718] Communication de la Nouvelle-Zélande au Groupe spécial, 9 avril 2009.

exempts de parasites seraient nécessaires pour ramener le risque au niveau de protection jugé approprié par l'Australie.

4.512 En ce qui concerne l'ALCM, l'expert a été d'avis que l'intensité d'une inspection devrait être déterminée par référence à des données plus fiables comme la viabilité. Mais les meilleures données existantes indiquent que la seule mesure de rechange proposée par la Nouvelle-Zélande – une inspection de 600 unités – ne ramènerait *pas* le risque au-dessous du niveau de protection jugé approprié par l'Australie en raison de sa sensibilité insuffisante.

4.513 Il est important que le Groupe spécial reconnaisse les contraintes du monde réel qui s'appliquent à l'élaboration de mesures de gestion des risques. La réalité est qu'il y a un nombre limité d'approches de la gestion des risques qui peuvent être adoptées pour un parasite donné. La Nouvelle-Zélande n'a proposé aucune mesure de rechange pour aucun des parasites qui permettrait d'atteindre le niveau de protection jugé approprié par l'Australie. L'Australie souhaiterait que le Groupe spécial garde cela à l'esprit lorsqu'il examinera la meilleure façon d'arriver à une solution positive du présent différend.

k) Conclusion

4.514 En conclusion, l'Australie réaffirme sa position selon laquelle la Nouvelle-Zélande n'a pas établi l'existence de vices graves quelconques dans les évaluations des risques concernant le feu bactérien, le chancre européen et l'ALCM.

V. ARGUMENTS DES TIERCES PARTIES[719]

A. CHILI

1. Communication écrite du Chili

5.1 Le Chili a dit qu'il souhaitait participer en tant que tierce partie au présent différend, à la fois en tant qu'exportateur de pommes et d'un point de vue systémique, car il considère que le respect strict des disciplines de l'Accord de l'OMC sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires (Accord SPS) est capital.

5.2 Les disciplines fondamentales de l'Accord SPS incluent celles qui sont énoncées à l'article 2:2, qui stipule que les mesures sanitaires et phytosanitaires appliquées par un Membre doivent être fondées sur des principes scientifiques et maintenues avec des preuves scientifiques suffisantes. Il est également d'une importance vitale que les mesures sanitaires et phytosanitaires ne soient appliquées que dans la mesure nécessaire pour protéger la santé et la vie des personnes et des animaux ou préserver les végétaux.

5.3 Ce qui précède étaye la règle établie à l'article 2:3, selon laquelle ces mesures ne seront pas appliquées de façon à constituer une restriction déguisée au commerce.

5.4 Une deuxième série de disciplines fondamentales sont énoncées à l'article 5 de l'Accord SPS, qui dispose que les mesures sanitaires ou phytosanitaires seront établies sur la base d'une évaluation, selon qu'il sera approprié en fonction des circonstances, des risques. L'article 5 régit également la façon dont les Membres doivent procéder à cette évaluation des risques et déterminer le niveau approprié de protection sanitaire ou phytosanitaire. En particulier, les Membres sont tenus, lorsqu'ils

[719] La présente section sur les arguments des tierces parties est fondée sur les résumés analytiques présentés par les tierces parties au Groupe spécial.

détermineront le niveau approprié de protection sanitaire ou phytosanitaire, de tenir compte de l'objectif qui consiste à réduire au minimum les effets négatifs sur le commerce.

5.5 L'Annexe A de l'Accord SPS contient une définition précise du concept de l'évaluation des risques et, comme la Nouvelle-Zélande l'a noté au paragraphe 4.155 de sa première communication écrite, établit un triple critère devant être appliqué par les Membres lorsqu'ils évaluent un risque. Le respect de cette définition et du critère connexe assure la conformité appropriée avec l'article 5:1 de l'Accord SPS.

5.6 S'agissant du fondement scientifique nécessaire pour les mesures sanitaires et phytosanitaires, le Chili pense que le Groupe spécial doit suivre l'approche de l'Organe d'appel, en ce sens que, pour qu'il y ait un fondement scientifique suffisant, il doit y avoir un lien rationnel ou objectif entre la mesure et les preuves scientifiques, et cela sera déterminé à la lumière de facteurs tels que les caractéristiques de la mesure et la qualité des preuves scientifiques.

5.7 Dans le présent différend, la Nouvelle-Zélande conteste les restrictions qui ont affecté ses exportations de pommes vers le marché australien. Ces restrictions découlent de l'application de mesures phytosanitaires qui empêchent ce produit d'entrer en Australie.

5.8 Le Chili reconnaît le droit revendiqué par l'Australie de déterminer son propre niveau de protection comme elle le juge approprié, conformément à la définition figurant à l'Annexe A, paragraphe 5, de l'Accord SPS. En conséquence, comme l'Australie l'a souligné, ni la partie plaignante ni le Groupe spécial ne peuvent remplacer les critères que l'équipe chargée de l'analyse de risques à l'importation (IRA) a pris en considération avant d'appliquer la mesure protectrice. Toutefois, même si l'Australie avait un tel droit, cela ne signifie pas qu'elle peut imposer des mesures à un niveau établi à son gré. Elle est, en particulier, tenue de fonder sa mesure sur les dispositions des articles 2 et 5 de l'Accord SPS en ce qui concerne l'évaluation des risques et les raisons justifiant la détermination d'un niveau de protection approprié.

5.9 À la lumière de ce qui précède, les mesures phytosanitaires contestées par la Nouvelle-Zélande doivent être fondées sur des principes scientifiques et appliquées de manière à ne pas constituer une restriction déguisée au commerce. Il incombe donc au Groupe spécial d'examiner si l'Australie, quand elle a évalué les risques et arrêté un certain niveau de protection, a respecté les prescriptions susmentionnées.

5.10 Le Chili pense que, compte tenu des opinions scientifiques différentes voire contradictoires en l'espèce en ce qui concerne les parasites visés par les évaluations des risques de l'Australie (feu bactérien, chancre européen et cécidomyie des feuilles du pommier), le Groupe spécial peut avoir recours à l'article 11:2 de l'Accord SPS.

5.11 S'agissant de l'intérêt qu'il y a en l'espèce à analyser les critères ou le raisonnement figurant dans les rapports du Groupe spécial et de l'Organe d'appel sur l'affaire *Japon – Pommes (DS245)*, le Chili pense que le Groupe spécial doit interpréter correctement les articles pertinents de l'Accord SPS, comme il est indiqué dans les rapports concernant ce différend. Ce qui précède ne libère toutefois pas le Groupe spécial de son obligation de procéder à une évaluation objective de la question, comme l'exige l'article 11 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends (Mémorandum d'accord). Même si un des parasites en question est le même que dans l'affaire *Japon – Pommes* (feu bactérien), les conditions en Australie peuvent différer des conditions au Japon.

5.12 Cela dit, le Chili partage l'avis de la Nouvelle-Zélande selon lequel les critères utilisés pour interpréter les règles pertinentes de l'Accord SPS dans l'affaire *Japon – Pommes* doivent être appliqués de la même manière en l'espèce. Il juge important de distinguer cette situation des autres du

fait des circonstances particulières propres à l'affaire, qui doivent être déterminées par le présent Groupe spécial.

5.13 Bien que l'affaire *Japon – Pommes* présente des similitudes avec le cas d'espèce, la tâche du présent Groupe spécial est d'étudier les mesures australiennes indiquées dans le mandat donné par l'ORD, tout en accordant une attention particulière à la nature spécifique de la justification de ces mesures, en rapport avec les risques évalués à la lumière des circonstances réelles de l'affaire en cause. Ce n'est que lorsque le Groupe spécial aura établi les circonstances spécifiques entourant la mesure australienne qu'il pourrait être utile d'envisager des critères quelconques déjà utilisés dans l'affaire *Japon – Pommes*.

5.14 Enfin, le Chili aimerait faire référence aux prescriptions de l'article 8 de l'Accord SPS. Les Membres sont tenus de se conformer aux dispositions de l'Annexe C de l'Accord SPS dans l'application des procédures de contrôle, d'inspection et d'homologation. La règle stipulant que ces procédures doivent être engagées et achevées sans retard injustifié est pertinente à cet égard. En l'espèce, les huit années qu'il a fallu aux autorités australiennes pour achever l'évaluation des risques semblent une période beaucoup trop longue et il est donc particulièrement important que le Groupe spécial se prononce sur la question de savoir si la procédure suivie est compatible avec les dispositions mentionnées.

2. Déclaration orale du Chili

5.15 Le Chili se félicite de l'occasion qui lui est donnée de faire part au Groupe spécial de ses vues au sujet de ce différend important. Même s'il n'a rien à ajouter à sa déclaration écrite, il souhaiterait brièvement souligner trois points.

5.16 Premièrement, l'article 5:4 et 5:5 de l'Accord SPS établit les principes intervenant dans la détermination du niveau approprié de protection sanitaire ou phytosanitaire, c'est-à-dire l'objectif consistant à réduire au minimum les effets négatifs sur le commerce et la nécessité d'éviter de faire des distinctions arbitraires ou injustifiables dans les niveaux que les Membres considèrent appropriés dans des situations différentes, si de telles distinctions entraînent une discrimination ou une restriction déguisée au commerce international.

5.17 Ces éléments doivent être pris en considération par le Groupe spécial pour évaluer les mesures australiennes contestées par la Nouvelle-Zélande. À cet égard, le Chili souhaiterait réitérer sa suggestion visant à ce que, comme il est envisagé à l'article 13:2 du Mémorandum d'accord, le Groupe spécial, pour s'acquitter de cette tâche, demande des renseignements à toute source qu'il jugera appropriée et consulte des experts pour obtenir leur avis sur les éléments scientifiques que comporte la présente affaire.

5.18 Deuxièmement, s'agissant de l'allégation de retard injustifié au titre de l'article 8 et de l'Annexe C de l'Accord SPS, le Chili réaffirme sa préoccupation au sujet du temps qu'il a fallu aux autorités australiennes pour achever leurs procédures d'homologation en vue de l'accès à leur marché. Un retard aussi long, comme dans le cas des pommes de Nouvelle-Zélande, crée des obstacles insurmontables à l'accès d'un produit à un certain marché.

5.19 Enfin, s'agissant de la demande de l'Australie visant à ce que le Groupe spécial adopte une décision préliminaire concluant que l'allégation de la Nouvelle-Zélande relative au retard injustifié du processus IRA déborde le cadre du présent différend, le Chili est préoccupé par l'insistance mise à examiner des questions de procédure à ce stade du présent différend, ce qui, à son avis, affecte la nature du mécanisme de règlement des différends de l'OMC et, en particulier, le règlement rapide du fond de l'affaire. De même, le Chili croit comprendre que l'allégation relative à l'article 8 et à

l'Annexe C de l'Accord SPS est couverte par la demande d'établissement d'un groupe spécial (WT/DS367/5). En conséquence, elle relève du mandat du Groupe spécial.

B. COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

1. Résumé analytique de la communication écrite des Communautés européennes

a) Introduction

5.20 Les Communautés européennes voient dans le commerce international un outil puissant pour accroître la prospérité des États et des citoyens au niveau mondial. Toutefois, un commerce accru comporte parfois des risques qui peuvent l'emporter sur les avantages éventuels que les pays et les citoyens peuvent en tirer. Un équilibre approprié doit être trouvé.

5.21 Les différends commerciaux concernant des mesures SPS soulèvent des questions délicates dans la mesure où il faut concilier les impératifs du libre commerce et le droit légitime des pays de protéger l'intérêt général au niveau que leurs organes démocratiquement élus considèrent approprié. Compte tenu de cela, les tâches confiées à l'interprète des règles juridiques pertinentes devraient être exécutées avec une prudence et une circonspection particulières.

b) Évaluation juridique

i) Articles 2:2 et 5:1 de l'Accord SPS

5.22 À titre préliminaire, les Communautés européennes aimeraient souligner qu'elles partagent l'avis de l'Australie selon lequel la Nouvelle-Zélande a traité à tort les articles 2:2 et 5:1 comme des sources d'obligations distinctes. Les Communautés européennes notent que l'Organe d'appel a déjà précisé que les articles 2:2 et 5:1 de l'Accord SPS devraient *toujours être lus ensemble*. En fait, l'article 5:1 peut être considéré comme une application spécifique des obligations fondamentales énoncées à l'article 2:2 de l'Accord SPS.

5.23 L'article 2:2 de l'Accord SPS énonce une règle générale exigeant que les Membres de l'OMC aient des "preuves scientifiques suffisantes" comme fondement de leurs mesures SPS. Dans l'affaire *Japon – Produits agricoles II*, l'Organe d'appel a estimé que le "caractère suffisant" était un "concept relationnel" qui exigeait l'existence d'une relation suffisante ou adéquate entre deux éléments, en l'espèce, entre la mesure SPS et les preuves scientifiques, et compte tenu du niveau de protection jugé approprié par le Membre importateur.

5.24 Selon l'Australie, ces preuves scientifiques sont une évaluation des risques: le Rapport IRA final. Compte tenu de cela, le Groupe spécial devrait, tout d'abord, évaluer si le Rapport IRA final constitue une évaluation des risques au sens de l'Accord SPS.

5.25 La première clause du paragraphe 4 de l'Annexe A de l'Accord SPS définit l'"évaluation des risques". L'Organe d'appel, dans l'affaire *Australie – Saumons*, a précisé que le type d'évaluation des risques pertinent en l'espèce était constitué par une analyse en trois étapes. Le Groupe spécial doit donc évaluer si le Rapport IRA final satisfait à ces prescriptions à la lumière des allégations de la Nouvelle-Zélande.

5.26 À cet égard, le Groupe spécial devrait premièrement déterminer si le Rapport IRA final est fondamentalement vicié ou biaisé au point qu'en aucune circonstance il ne peut être considéré comme étant étayé par des données scientifiques. Deuxièmement, le Groupe spécial devrait vérifier si le Rapport IRA final, pour chaque parasite, indique des mesures de réduction des risques et évalue leur

efficacité relative pour ce qui est de réduire le risque de maladie global. Ce faisant, il devrait garder à l'esprit qu'il n'y a pas d'obligation d'évaluer toutes les mesures possibles.

5.27 Ayant conclu sur la question de savoir si le Rapport IRA final est une analyse des risques au sens de l'article 5:1, l'étape suivante pour le Groupe spécial serait de vérifier que les mesures en cause sont "établies sur la base" de cette évaluation des risques.

5.28 Le Groupe spécial devrait ainsi évaluer s'il y a un lien raisonnable ou rationnel entre le Rapport IRA final et les mesures en cause. En conséquence, il devrait examiner si le Rapport IRA final justifie suffisamment ou étaye raisonnablement les mesures en cause. Dans cet exercice, un degré de latitude suffisant devrait être accordé aux choix du Membre. En fait, l'expression "établie sur la base" ne devrait pas être interprétée comme signifiant qu'une mesure SPS doit absolument être conforme à la norme.

ii) Article 5:2 de l'Accord SPS

5.29 En particulier, l'article 5:2 énumère (de manière non exhaustive) certains facteurs dont un Membre de l'OMC procédant à une évaluation des risques devrait tenir compte. Toutefois, cet article ne prévoit pas quel poids, quelle importance et quelle pertinence il faut accorder à ces facteurs. Compte tenu de cela, les Communautés européennes pensent que le Groupe spécial ne peut pas constater une infraction à cette disposition à moins que le Membre alléguant la violation ne prouve que l'évaluation des risques ne tenait pas compte *du tout* de ces facteurs.

iii) Articles 5:5 et 2:3 de l'Accord SPS

5.30 À titre préliminaire, il convient de rappeler que l'Organe d'appel a précisé la portée de cette disposition dans l'affaire *CE – Hormones*, lorsqu'il a déclaré ce qui suit: "[il] n'établit pas une obligation juridique d'assurer la cohérence des niveaux appropriés de protection ... Ce sont uniquement les incohérences arbitraires ou injustifiables qui doivent être évitées".

5.31 En outre, dans la même affaire, l'Organe d'appel a ajouté qu'une plainte pour violation de l'article 5:5 devait faire apparaître l'existence des trois éléments distincts et cumulatifs ci-après. Tout d'abord, il doit exister des situations qui peuvent être objectivement comparées. Les situations faisant apparaître des niveaux de protection différents doivent donc présenter un ou plusieurs éléments communs suffisants pour les rendre comparables. Ensuite, une certaine différence dans le traitement de ces situations peut ne pas être concluante quant à l'infraction à l'article 5:5. En fait, cette différence de traitement doit être claire et significative au point de constituer une "incohérence arbitraire ou injustifiable". Enfin, ces différences doivent engendrer une discrimination ou une restriction déguisée au commerce international. En d'autres termes, l'application des mesures en cause doit soit entraîner un traitement différent, et plus défavorable, de certaines marchandises soit constituer une forme cachée de protectionnisme.

5.32 Dans des différends antérieurs, les organes judiciaires de l'OMC ont souvent examiné des "signaux d'alarme" et d'autres facteurs additionnels donnant à penser qu'il y aurait des distinctions arbitraires ou injustifiables. Compte tenu de ce qui précède, les Communautés européennes demandent au présent Groupe spécial d'évaluer les signaux d'alarme et les éléments additionnels indiqués par la Nouvelle-Zélande avec un degré de prudence approprié. Ce n'est que lorsque plusieurs signaux clairs vont dans le même sens qu'un groupe spécial devrait conclure qu'un traitement différent entraîne une discrimination ou constitue une restriction déguisée au commerce.

5.33 S'agissant de l'article 2:3, à la lumière des allégations de la Nouvelle-Zélande, il semble aux Communautés européennes que la question de savoir si les mesures en cause sont incompatibles avec l'article 2:3 dépend uniquement des constatations du Groupe spécial concernant l'article 5:5.

iv) Article 5:6 de l'Accord SPS

5.34 La note de bas de page 3 relative à l'article 5 indique qu'une mesure nationale n'est pas incompatible avec l'article 5:6 à moins qu'il n'existe une mesure de rechange qui satisfasse aux trois conditions cumulatives suivantes: elle est raisonnablement applicable compte tenu de la faisabilité technique et économique; elle permet d'obtenir le niveau de protection sanitaire ou phytosanitaire approprié; et elle est sensiblement moins restrictive pour le commerce.

5.35 Le fait que des mesures de rechange doivent être "raisonnablement applicables" et "sensiblement moins restrictives" implique qu'un degré de déférence approprié doit être accordé aux choix de mesures SPS opérés par les Membres. La jurisprudence indique clairement qu'il incombe au Membre plaignant d'établir *prima facie* l'existence d'une violation de l'article 5:6. En conséquence, ce Membre doit suggérer des mesures de rechange qui remplissent le triple critère mentionné ci-dessus. L'application de cette disposition dans des affaires antérieures montre que l'article 5:6 fait peser une lourde charge en matière de preuve sur les Membres plaignants.

v) Article 8 et Annexe C 1) a) de l'Accord SPS

5.36 Les Communautés européennes souhaitent faire observer qu'il ne peut y avoir manquement à l'obligation d'engager et d'achever les procédures nécessaires pour vérifier et assurer le respect des mesures SPS que lorsque la durée de ces procédures semble, à la lumière de toutes les preuves, scientifiques et autres, anormale ou excessive.

5.37 Le Membre plaignant doit donc prouver qu'il y a eu des retards importants sans aucune explication objective ou rationnelle. En d'autres termes, il doit montrer que le processus a été retardé soit intentionnellement pour laisser en place des restrictions commerciales pendant plus longtemps, soit en raison d'une négligence évidente et notable de la part des autorités responsables.

5.38 Les Communautés européennes pensent comme les parties qu'il n'est pas possible de dégager en termes abstraits des dispositions de l'Annexe C 1) a) une obligation générale de se prononcer dans un délai plus court ou plus long. Elles considèrent que le Groupe spécial devrait être particulièrement prudent dans son application de ces dispositions étant donné que les procédures visant à évaluer les risques pour la santé et la vie des personnes et des animaux ou la préservation des végétaux et d'éventuelles contre-mesures sont notoirement délicates, complexes et de longue haleine. En particulier, c'est l'Accord SPS lui-même qui, en imposant un certain nombre d'étapes et de prescriptions concernant une évaluation des risques, et en exigeant qu'elle tienne compte d'un certain nombre d'éléments, implique nécessairement des délais plus longs dans les cas où cela est approprié.

c) Conclusions

5.39 Les gouvernements doivent trouver un équilibre approprié entre le commerce et la prise en compte de leurs préoccupations SPS légitimes, y compris l'adoption de mesures qui paraissent nécessaires à la protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux ou à la préservation des végétaux. Les Communautés européennes pensent que les dispositions de l'Accord SPS constituent un ensemble de règles bien équilibrées et rationnelles qui préservent les droits des Membres de l'OMC d'adopter les mesures SPS qu'ils jugent nécessaires tout en empêchant des formes cachées de protectionnisme.

5.40 Les Communautés européennes considèrent que ces dispositions devraient également être interprétées et appliquées d'une manière équilibrée. En effet, une interprétation trop large du rôle des organes judiciaires de l'OMC dans les différends SPS risquerait d'empiéter sur le rôle des autorités nationales lorsqu'elles déterminent le niveau de protection qu'elles jugent approprié. Sur ce point, les Communautés européennes souscrivent dans une large mesure aux considérations juridiques

développées par l'Australie sur la question du critère d'examen. Par conséquent, elles demandent au Groupe spécial d'être conscient de la portée et des limites du rôle qui lui est attribué dans le cadre du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends (le Mémorandum d'accord) et de l'Accord SPS.

2. Résumé analytique de la déclaration orale des Communautés européennes

a) Introduction

5.41 Les Communautés européennes font leur déclaration orale en tant que tierce partie en raison de leur intérêt systémique dans l'interprétation correcte de l'Accord SPS et, étant un gros producteur, consommateur et commerçant de pommes, en raison de leur intérêt commercial substantiel dans la présente affaire. Les Communautés européennes soulignent en quoi l'importance du présent différend va bien au-delà de l'incidence qu'il peut avoir sur le commerce international des pommes, car il soulève diverses questions d'interprétation concernant plusieurs dispositions essentielles de l'Accord SPS.

b) Demande de l'Australie concernant une décision sur l'allégation de retard injustifiée formulée par la Nouvelle-Zélande

5.42 Les Communautés européennes ont des doutes sur le bien-fondé des arguments de l'Australie concernant ce point. La demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande affirme que les 17 mesures indiquées "*prises individuellement et conjointement* sont incompatibles avec les obligations de l'Australie au titre de l'Accord SPS". Il apparaît donc que mettre en cause le retard injustifié allégué du "processus IRA" revient à contester le retard injustifié en ce qui concerne ces 17 mesures, du moins prises conjointement. En outre, le fait que les 17 mesures sont imposées et régies par l'IRA final signifie que le retard allégué pour ce qui est d'engager et d'achever son approbation a inévitablement et automatiquement affecté les 17 mesures dûment indiquées par la Nouvelle-Zélande dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial.

5.43 Passant au fond de la question, les Communautés européennes pensent que le temps nécessaire est fonction des circonstances particulières et tant que les renseignements nécessaires ne sont pas disponibles le passage du temps peut être (ou ne pas être) justifié. Les Communautés européennes peuvent facilement envisager des circonstances dans lesquelles il peut falloir de très nombreuses années pour déterminer si un produit donné correspond ou non au niveau de protection jugé acceptable par le Membre importateur. Le point essentiel est que la question de savoir si le passage du temps est justifié ou non ne peut être jugée qu'*en fonction des circonstances propres à l'affaire* – et non sur la base d'une affirmation selon laquelle à un moment aléatoire le Membre importateur doit adopter une décision finale.

c) Rôle des mémoires d'*amici curiae*

5.44 Les Communautés européennes considèrent que la jurisprudence développée jusqu'ici par les organes judiciaires de l'OMC est solide et équilibre de manière appropriée les différents intérêts mentionnés ci-dessus. Sur la base de cette jurisprudence, il semble aux Communautés européennes que le présent Groupe spécial a le pouvoir d'accepter le mémoire présenté et devrait en décider sur la base de la pertinence et de l'utilité potentielles d'un tel document et de la mesure dans laquelle la substance du mémoire est reprise par l'une ou l'autre partie en temps voulu.

5.45 Ayant examiné ce mémoire d'*amicus curiae* particulier, les Communautés européennes doutent qu'il puisse réellement aider en quoi que ce soit le Groupe spécial. Toutefois, si le Groupe spécial décidait d'accepter ce mémoire, les Communautés européennes pensent que les faits et arguments qui y sont exposés devraient être pris en compte par le Groupe spécial dans la mesure où

les parties ou les tierces parties décident d'adopter les points de vue qui y sont exprimés dans leurs propres communications et arguments présentés au Groupe spécial, ou se voient spécifiquement ménager la possibilité de formuler des observations.

d) Recours à des experts dans les procédures de groupe spécial

5.46 Au cas où le Groupe spécial déciderait qu'il faut demander l'avis d'experts, les Communautés européennes pensent qu'il est impératif que leur rôle soit clairement déterminé. Les opinions d'experts devraient se limiter à évaluer les preuves scientifiques présentées par les parties afin de déterminer si ces preuves sont solides ou plausibles. Ce n'est le rôle ni du Groupe spécial ni des experts d'entreprendre un examen *de novo* des preuves ou de procéder à leurs propres évaluations des risques. De même, s'il existe des opinions scientifiques différentes, ou s'il y a des questions scientifiques devant encore être résolues, c'est une question qu'un groupe spécial doit prendre en considération. Il est donc capital que les groupes spéciaux gardent présent à l'esprit le rôle approprié des experts lorsqu'ils formulent les questions qu'ils leur posent.

e) Critère d'examen du Groupe spécial au titre de l'Accord SPS

5.47 Les Communautés européennes pensent que l'Australie a parfaitement raison lorsqu'elle soutient que "le critère d'examen devrait être éclairé par le ou les accords visés particuliers et l'obligation ou les obligations en cause dans un différend donné". Elles rappellent ce que l'Organe d'appel a dit à ce sujet dans l'affaire *CE – Hormones*.

5.48 Une évaluation objective *de la question* dont un groupe spécial est saisi signifie que le présent Groupe spécial doit tout d'abord déterminer ce qu'est effectivement cette question. Et, ce qu'est cette question dépend nécessairement de la ou des dispositions du ou des accords visés que le Groupe spécial doit interpréter et appliquer en l'espèce. Ce sont ces dispositions qui déterminent la portée et les limites du rôle du Groupe spécial. Des dispositions différentes des accords visés peuvent accorder aux organes judiciaires de l'OMC un pouvoir plus strict ou plus souple d'examiner les mesures nationales contestées. Les Communautés européennes pensent que, surtout dans les différends qui concernent l'Accord SPS comme le présent différend, il est absolument capital que le Groupe spécial ait une position claire sur le critère d'examen qui devrait être suivi. Un critère d'examen erroné entraînerait un manquement à l'obligation de procéder à une évaluation objective de la question en violation de l'article 11 du Mémorandum d'accord.

f) Conclusions

5.49 L'Accord SPS, s'il est correctement interprété et appliqué, constitue un cadre bien équilibré qui préserve les droits des Membres de l'OMC d'adopter les mesures SPS qu'ils jugent nécessaires tout en empêchant des formes cachées de protectionnisme. Les Communautés européennes demandent au Groupe spécial d'interpréter et d'appliquer l'Accord SPS avec la même prudence et circonspection que celles avec lesquelles les Membres de l'OMC l'ont rédigé.

C. JAPON

1. Résumé analytique de la communication écrite du Japon

a) Introduction

5.50 En tant que tierce partie au présent différend, le Japon aimerait examiner, d'un point de vue systémique pour assurer l'application équitable et objective de l'Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires (ci-après "Accord SPS"), si les mesures de l'Australie concernant

l'importation de pommes de Nouvelle-Zélande sont incompatibles avec ses obligations au titre des articles 2:2, 5:1, 5:2 et 5:5 de l'Accord SPS.

5.51 Bon nombre des questions soulevées dans le présent différend concernent des questions de fait sur lesquelles le Japon n'est pas en mesure de formuler des observations. En fait, des connaissances scientifiques n'ont pas été assez pleinement accumulées au Japon en ce qui concerne les parasites en cause, en particulier le chancre européen et la cécidomyie des feuilles du pommier. En outre, il n'y a aucune affaire qui pourrait servir directement de référence pour la présente affaire en ce qui concerne les pays, les circonstances phytosanitaires, l'évaluation des risques et d'autres conditions. La Nouvelle-Zélande s'appuie largement sur les conclusions formulées dans l'affaire *Japon – Pommes* pour étayer son argument et fait même valoir que "la conclusion de l'ORD était directement applicable aux circonstances propres aux pommes de Nouvelle-Zélande".[720] L'affaire *Japon – Pommes* peut être applicable en l'espèce dans une certaine mesure, mais elle n'est pas directement applicable. Le Japon limite donc sa communication aux questions d'interprétation juridique soulevées par certaines des allégations présentées par la Nouvelle-Zélande.

b) Arguments

i) Compatibilité des mesures avec l'article 2:2 de l'Accord SPS

5.52 La Nouvelle-Zélande estime que les mesures de l'Australie sont incompatibles avec l'obligation énoncée à l'article 2:2 qui impose aux Membres de faire en sorte que toutes *mesures SPS* ne soient pas maintenues sans preuves scientifiques suffisantes. Elle fait valoir en outre qu'il n'y a pas de "lien rationnel ou objectif" entre les mesures imposées par l'Australie et les preuves scientifiques.

5.53 L'Organe d'appel a dit ce qui suit: "la question de savoir s'il y a un lien rationnel entre une mesure SPS et les preuves scientifiques doit être tranchée au cas par cas et dépendra des circonstances particulières en l'espèce, y compris les caractéristiques de la mesure en cause et la qualité et la quantité des preuves scientifiques".[721]

5.54 Le Japon croit comprendre comme l'Australie que le "caractère suffisant" est un concept devant être évalué au cas par cas, ce qui exige des preuves scientifiques spécifiques sur ces parasites. Toutefois, le Japon estime qu'il n'y a pas eu suffisamment de connaissances scientifiques accumulées au Japon en ce qui concerne les parasites en cause[722]; il ne fera donc pas d'observations sur la question.

ii) Compatibilité des mesures avec l'article 5:1 de l'Accord SPS

5.55 La Nouvelle-Zélande conclut que "l'infraction de l'Australie à l'article 2:2 en l'espèce indique que cette dernière ne sera probablement pas en conformité avec l'article 5:1".[723] À cet égard, le Japon rappelle qu'aussi bien des groupes spéciaux que l'Organe d'appel ont indiqué clairement que les droits et obligations fondamentaux étaient définis à l'article 2 alors que des droits et obligations plus spécifiques et détaillés étaient énoncés à l'article 5.[724] S'il peut être raisonnable de présumer qu'une infraction à l'article 5:1 laisse entrevoir une infraction à l'article 2:2, il ne s'ensuit pas, comme la Nouvelle-Zélande le fait valoir, qu'une infraction à l'article 2:2 indique une infraction à l'article 5:1.

[720] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.4.
[721] Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Produits agricoles II*, paragraphe 84.
[722] Voir plus haut le paragraphe 5.51.
[723] Premièrement communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.152.
[724] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 250; rapport de l'Organe d'appel *Australie – Saumons*, paragraphes 8.47 et 8.48.

Même si l'article 2:2 constitue un contexte important pour analyser la compatibilité de la mesure au regard de l'article 5:1, les obligations découlant de ces deux dispositions sont distinctes.

5.56 Le Japon s'abstient de présenter des arguments détaillés car ils dépendent largement de faits pertinents, mais il soulève néanmoins deux points: premièrement, la méthode quantitative est un des moyens "largement reconnus"[725] d'évaluation des risques, comme l'admet la Nouvelle-Zélande. Deuxièmement, le Japon considère que même si le Groupe spécial constate que l'approche quantitative n'est pas suffisante pour évaluer la "probabilité", cela n'aboutit pas nécessairement à la conclusion que l'IRA n'évalue pas la "probabilité" et ne constitue pas une évaluation des risques au sens de l'article 5:1 et du paragraphe 4 de l'Annexe A.

iii) Compatibilité des mesures avec l'article 2:2 de l'Accord SPS

5.57 La Nouvelle-Zélande estime que les mesures de l'Australie sont incompatibles avec ses obligations au titre de l'article 5:2. Comme l'Australie le fait observer, le Japon estime que la Nouvelle-Zélande interprète l'expression "tenir compte" comme signifiant "accorder une véritable attention"[726], bien que cette dernière expression n'apparaisse pas dans l'article 5:2 ou l'une quelconque des dispositions connexes.

5.58 Le Japon ne souscrit pas à l'interprétation juridique que la Nouvelle-Zélande donne de l'expression "tenir compte" figurant à l'article 5:2. Suivant les interprétations données par le Groupe spécial[727], le Japon est d'avis que les facteurs énumérés à l'article 5:2 devraient être pris en considération mais que le fait de ne pas respecter chaque aspect de ces facteurs ne constituerait pas nécessairement en soi une violation de l'article 5:2.

5.59 Le Japon pense comme l'Australie que l'interprétation de la Nouvelle-Zélande selon laquelle il faut "accorder une véritable attention" aux facteurs énumérés à l'article 5:2 peut aboutir à une situation, dans le cas d'espèce particulier, où l'Australie et l'équipe chargée de l'IRA auraient dû souscrire au propre point de vue de la Nouvelle-Zélande concernant les facteurs techniques pertinents.[728]

iv) Compatibilité des mesures avec l'article 5:5 de l'Accord SPS

5.60 S'agissant de l'incompatibilité avec l'obligation énoncée à l'article 5:5 de l'Accord SPS, la Nouvelle-Zélande fait référence aux "mesures" concernant les poires nashi japonaises et non au "niveau de protection". La Nouvelle-Zélande fait valoir que la "différence substantielle dans les mesures sanitaires appliquées par l'Australie" est "la preuve d'une différence nette dans le niveau de protection appliqué".[729]

5.61 Le Japon considère qu'un plaignant doit établir que le défendeur applique des distinctions dans les "niveaux" de protection dans des situations différentes, étant donné que le Groupe spécial *Australie – Saumons* a dit qu'"imposer la même mesure sanitaire dans des situations différentes n'entraîn[ait] pas nécessairement le même niveau de protection".[730] Le Japon est également d'avis que pour obtenir le "niveau de protection" jugé approprié par un Membre des "mesures" doivent être déterminées en examinant les "risques" liés à l'importation d'un produit particulier. En outre, les "risques" devraient être examinés parallèlement à la "situation".

---

[725] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.162.
[726] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.411.
[727] Rapport du Groupe spécial, *Japon – Pommes*, paragraphe 8.241.
[728] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 879.
[729] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 4.439 et 4.443.
[730] Rapport du Groupe spécial *Australie – Saumons*, paragraphe 8.123.

5.62 Les facteurs susmentionnés sont interdépendants et nécessaires à l'argument concernant le niveau de protection. À cet égard, le Japon observe que l'argument de la Nouvelle-Zélande est incomplet.

c) Conclusion

5.63 Le Japon a l'honneur de demander au Groupe spécial d'examiner attentivement les faits présentés par les parties au présent différend à la lumière des arguments susmentionnés du Japon pour assurer une application équitable et objective de l'Accord SPS.

2. Déclaration orale du Japon

5.64 Le Japon se félicite de l'occasion qui lui est donnée de présenter ses vues en l'espèce. À la présente réunion, il ne répétera pas les arguments qu'il a exposés dans sa communication écrite. Il aimerait plutôt faire quelques observations sur des points généraux dont, à son avis, il serait pertinent que le Groupe spécial tienne compte pour régler l'affaire en cause.

a) Détermination du niveau de protection approprié au titre de l'Accord SPS en tant que "prérogative" d'un Membre de l'OMC

5.65 Selon la définition figurant au paragraphe 5 de l'Annexe A de l'Accord SPS, un Membre de l'OMC a le pouvoir exclusif de déterminer le niveau de protection sanitaire ou phytosanitaire qu'il considère approprié pour protéger la santé et la vie des personnes et des animaux ou préserver les végétaux sur son territoire. Pour reprendre les mots de l'Organe d'appel "la détermination du niveau de protection approprié, notion définie au paragraphe 5 de l'Annexe A comme étant le "niveau de protection considéré approprié par le Membre établissant une mesure sanitaire", est une *prérogative* revenant au Membre concerné".[731] Cela est aussi confirmé dans le préambule de l'Accord SPS qui indique que l'utilisation de mesures sanitaires et phytosanitaires harmonisées est souhaitée "sans exiger d'aucun Membre qu'il modifie le niveau de protection … qu'il juge approprié".

5.66 Cette prérogative des Membres n'est pas sans limite; elle est soumise à certaines contraintes énoncées, par exemple, à l'article 5:4 et 5:5, qui reconnaissent la nécessité de réduire au minimum les effets négatifs sur le commerce et d'éviter de faire une distinction arbitraire ou injustifiable dans les niveaux de protection dans des situations différentes qui entraînerait une discrimination ou une restriction déguisée au commerce. Cela donne à penser que l'Accord SPS reconnaît un équilibre délicat entre les effets négatifs sur le commerce que les mesures SPS peuvent avoir et la nécessité de protéger la santé et la vie des personnes et des animaux ou de préserver les végétaux. En d'autres termes, de l'avis du Japon, l'Accord SPS consacre la reconnaissance par les Membres de l'OMC qu'un équilibre approprié et délicat doit être trouvé et donc maintenu entre les droits légitimes d'un Membre de déterminer le niveau de protection approprié contre des risques pour la santé et la vie des personnes et des animaux ou la préservation des végétaux, "qui détermine les mesures SPS"[732], d'une part, et le devoir du même Membre de faire en sorte que ses mesures SPS soient moins restrictives pour le commerce, d'autre part.

5.67 Par conséquent, le Japon aimerait demander au Groupe spécial d'accorder l'attention voulue à cet équilibre délicat reconnu dans l'Accord SPS lorsqu'il examinera les questions dont il est saisi dans la présente procédure.

[731] Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Saumons*, paragraphe 199.
[732] Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Saumons*, paragraphe 203.

b) Charge de la preuve

5.68 S'agissant de l'attribution de la charge de la preuve dans les procédures relevant de l'Accord SPS, l'Organe d'appel a souscrit à l'avis du Groupe spécial *CE – Hormones* selon lequel cette question "revêt[ait] une importance particulière, étant donné la nature des différends au titre de l'Accord [SPS]" parce que "[c]es différends [pouvaient] soulever des questions de fait multiples et complexes". L'Organe d'appel a en outre décrit en l'approuvant la décision du Groupe spécial selon laquelle "[l]a charge de la preuve incomb[ait] initialement à la partie plaignante, qui [devait] fournir un commencement de preuve d'incompatibilité avec une disposition particulière de l'Accord SPS en ce qui concerne la partie défenderesse, ou plus exactement, sa (ses) mesure(s) SPS faisant l'objet de la plainte".[733]

5.69 Selon cette attribution de la charge de la preuve dans la procédure relevant de l'Accord SPS, le Japon considère qu'en l'espèce le Groupe spécial devrait commencer son analyse en examinant si la Nouvelle-Zélande a "présenté des éléments de preuve et des arguments juridiques suffisants pour prouver"[734] que les mesures de l'Australie en cause sont incompatibles avec les dispositions de l'Accord SPS citées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial. En d'autres termes, la question initiale dont le Groupe spécial est saisi est de savoir si la Nouvelle-Zélande a présenté des éléments *prima facie* en s'acquittant de la charge qui lui incombe en matière de preuve et sur le plan juridique en ce qui concerne les allégations qu'elle a avancées. "Ce n'est qu'une fois établie cette présomption par le Groupe spécial que la charge d'apporter des éléments de preuve et des arguments pour réfuter l'allégation de la partie plaignante peut être attribuée"[735] à l'Australie.

5.70 Prenant comme exemple l'allégation de la Nouvelle-Zélande selon laquelle les mesures de l'Australie sont incompatibles avec l'article 5:6, le Japon partage l'avis des Communautés européennes selon lequel "il incombe au Membre plaignant d'établir *prima facie* l'existence d'une violation de l'article 5:6".[736] Plus précisément, la Nouvelle-Zélande doit prouver qu'il y a une mesure SPS de rechange qui 1) est raisonnablement applicable par l'Australie, 2) permet d'obtenir le niveau de protection sanitaire ou phytosanitaire jugé approprié par l'Australie et 3) est sensiblement moins restrictive que la mesure contestée.

5.71 Le Japon aimerait souligner à nouveau que l'attribution de la charge de la preuve est importante dans les procédures relevant de l'Accord SPS.

D. TAIPEI CHINOIS

1. Résumé analytique de la communication écrite du Taipei chinois

a) Introduction

5.72 Le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu (ci-après dénommé "Taipei chinois"), tierce partie dans la présente procédure, soumet la présente communication en tant que tierce partie en raison de son intérêt dans l'interprétation et l'application correctes de l'Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires (l'"Accord SPS"). En outre, en tant qu'importateur de pommes d'Australie et de Nouvelle-Zélande, le Taipei chinois a un intérêt commercial substantiel dans le différend soumis au Groupe spécial.

5.73 La présente communication portera sur les questions suivantes:

---

[733] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphes 97 et 98.
[734] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 109.
[735] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 109.
[736] Communication des Communautés européennes en tant que tierce partie, paragraphes 64 à 69.

a) application du critère de la "nécessité" aux mesures contestées de l'Australie; et

b) question de savoir si les niveaux de protection jugés appropriés par l'Australie sont comparables selon qu'il s'agit de pommes de Nouvelle-Zélande ou de poires japonaises.

b) Arguments juridiques

i) Application du critère de la "nécessité" aux mesures SPS de l'Australie

Prescriptions de fond du critère de la "nécessité" énoncé dans l'Accord SPS

5.74 Pour examiner si une mesure satisfait au critère de la "nécessité", selon la structure de l'article 2:2 de l'Accord SPS, de l'avis du Taipei chinois, trois éléments devraient être établis: 1) la mesure en cause est une mesure sanitaire ou phytosanitaire ("SPS"); 2) l'objectif est de protéger la santé et la vie des personnes et des animaux ou de préserver les végétaux; et 3) la mise en œuvre de la mesure est nécessaire pour atteindre l'objectif.

5.75 Le Taipei chinois note que dans les affaires *Australie – Saumons* et *Japon – Produits agricoles II*, un triple critère a été établi par l'Organe d'appel pour déterminer la "nécessité" telle qu'elle est définie à l'article 5:6 et dans la note de bas de page 3 de l'Accord SPS, c'est-à-dire que toute mesure SPS donnée doit:

a) être applicable compte tenu de la faisabilité technique et économique;

b) permettre d'obtenir le niveau de protection SPS jugé approprié par le Membre; et

c) être sensiblement moins restrictive pour le commerce que la mesure SPS contestée.

Les trois éléments sont cumulatifs en ce sens qu'ils doivent tous être respectés.

Les mesures contestées de l'Australie doivent satisfaire au triple critère pour établir leur nécessité

5.76 Alors qu'il n'y a pas de norme, directive ou recommandation internationale visant les trois maladies en l'espèce, l'article 5:6 de l'Accord SPS et le triple critère susmentionné devraient servir de niveaux de base pour déterminer si les mesures de l'Australie sont "nécessaires" pour protéger la santé et la vie des personnes et des animaux ou préserver les végétaux. En conséquence, le Taipei chinois suggère que le Groupe spécial examine attentivement si les mesures de rechange présentées par la Nouvelle-Zélande satisferaient aux prescriptions SPS de l'Australie.

ii) Question de savoir si les niveaux de protection jugés appropriés par l'Australie sont comparables selon qu'il s'agit de pommes de Nouvelle-Zélande ou de poires japonaises

Détermination du niveau de protection approprié dans l'Accord SPS

5.77 Dans l'affaire *CE – Hormones*, l'Organe d'appel a conclu que la cohérence absolue ou parfaite des niveaux de protection appropriés n'était pas une obligation juridique étant donné que les Membres révisaient souvent leurs niveaux de protection appropriés en fonction des circonstances et quand il y avait lieu, à mesure que des risques différents se présentaient. Cela indique que les Membres, et non un groupe spécial ou l'Organe d'appel, ont le pouvoir de déterminer leurs propres niveaux de protection appropriés.

5.78 Alors que dans l'affaire *CE – Hormones* l'Organe d'appel a mis l'accent sur le *pouvoir* des Membres, dans l'affaire *Australie – Saumons* il a déterminé plutôt que les Membres avaient des *obligations* implicites de se conformer à leurs propres niveaux de protection appropriés.

5.79 Compte tenu de ces possibilités, le Taipei chinois pense qu'il faudrait donner aux Membres de l'OMC le pouvoir de déterminer leurs propres niveaux de protection appropriés. Dans le même temps, les Membres ne devraient pas être libres d'agir à cet égard sans aucune contrainte. L'article 5:5 impose des restrictions au pouvoir des Membres lorsqu'ils établissent leurs niveaux de protection appropriés, afin de les prémunir contre une discrimination arbitraire ou injustifiable ou une restriction déguisée au commerce international. En outre, cet article garantit également que les mesures SPS ne sont pas établies ou maintenues d'une manière qui est plus restrictive pour le commerce qu'il n'est nécessaire, compte tenu de la faisabilité technique et économique.

La distinction entre des niveaux de protection appropriés ne peut être faite que dans des situations comparables

5.80 Dans le présent différend, la Nouvelle-Zélande allègue que les poires japonaises, qui peuvent présenter des risques équivalents ou plus élevés d'*Erwinia* du Japon et de pourriture brune, sont soumises à des mesures moins restrictives pour le commerce. Alors qu'*Erwinia* du Japon est similaire à *Erwinia amylovora* (feu bactérien), et que la pourriture brune a aussi des similitudes avec le chancre européen, l'Australie applique des niveaux de protection appropriés différents à l'importation selon qu'il s'agit de pommes ou de poires japonaises. De ce fait, les mesures contestées de l'Australie constituent une discrimination arbitraire ou injustifiable ou une restriction déguisée au commerce international.

5.81 Dans l'affaire *CE – Hormones*, l'Organe d'appel a dit que trois éléments devaient être réunis de manière cumulative avant d'alléguer l'existence d'une violation de l'article 5:5 de l'Accord SPS. Il faut:

a) qu'un Membre imposant une mesure qui aboutit à un différend avec un ou plusieurs autres Membres ait adopté ses propres niveaux de protection sanitaire contre les risques pour la santé ou la vie des personnes dans plusieurs situations différentes;

b) que les niveaux de protection fassent apparaître des différences arbitraires ou injustifiables dans le traitement de situations différentes; et

c) que les différences arbitraires ou injustifiables entraînent une discrimination ou une restriction déguisée au commerce international.

5.82 En ce qui concerne le premier élément, l'Organe d'appel a dit dans l'affaire *CE – Hormones* que des situations différentes dans lesquelles les Membres avaient indiqué des niveaux de protection variables ne pouvaient être comparées que si elles présentaient un ou plusieurs éléments communs suffisants pour les rendre comparables. Ainsi, de simples différences dans les niveaux de protection ne peuvent pas servir de base pour déterminer le caractère arbitraire de la mesure en question. En examinant la "comparabilité" de situations différentes, l'Organe d'appel a dit, dans l'affaire *Australie – Saumons*, que de tels éléments communs existaient lorsque les situations comportaient un risque d'entrée, d'établissement ou de dissémination d'une maladie identique ou *similaire*, ou lorsque les situations comportaient un risque de conséquences biologiques et économiques pouvant en résulter qui étaient identiques ou *similaires*. En bref, pour qualifier les risques ou les situations de *similaires*, il faut comparer à la fois la probabilité pertinente et les conséquences correspondantes entraînées par des maladies similaires.

5.83 Le Taipei chinois reconnaît que dans le but d'assurer la cohérence dans l'application du niveau de protection approprié, les Membres devraient établir des niveaux de protection appropriés équivalents ou *similaires* dans des situations qui comportent un risque d'entrée, d'établissement ou de dissémination d'une maladie identique ou *similaire*, ou qui comportent un risque de conséquences biologiques et économiques pouvant en résulter qui sont identiques ou *similaires*. D'un autre côté, il doit être montré que les maladies ou les conséquences biologiques et économiques pouvant en résulter en cause sont identiques ou *similaires* avant toute analyse plus approfondie d'une violation potentielle de l'article 5:5 de l'Accord SPS. Si les situations différentes concernant les pommes de Nouvelle-Zélande et les poires japonaises ne sont pas comparables, il est inapproprié d'utiliser les différences entre les niveaux de protection appropriés fixés par l'Australie pour les pommes de Nouvelle-Zélande et pour les poires japonaises comme moyen d'établir l'existence d'une discrimination arbitraire ou injustifiable ou d'une restriction déguisée au commerce international.

5.84 En conséquence, de l'avis du Taipei chinois, la comparabilité devrait être la condition préalable à l'examen d'une éventuelle infraction à l'article 5:5, et il serait d'une utilité systémique d'établir des critères pour déterminer la comparabilité des maladies.

c) Conclusion

5.85 Le point de savoir si les mesures de l'Australie constituent une violation des articles 2:2 et 5:6 de l'Accord SPS dépend du point de savoir si les mesures contestées sont appliquées dans la mesure nécessaire pour protéger la santé et la vie des personnes et des animaux ou préserver les végétaux. Autrement dit, si une mesure de rechange permettant d'obtenir le niveau de protection jugé approprié par l'Australie existe effectivement et est à la fois moins restrictive pour le commerce et techniquement et économiquement faisable, la légitimité des mesures contestées de l'Australie sera compromise.

5.86 Pour ce qui est de savoir si les niveaux de protection appropriés établis par l'Australie selon qu'il s'agit de pommes de Nouvelle-Zélande ou de poires japonaises entraînent une discrimination arbitraire ou injustifiable ou une restriction déguisée au commerce international, la première chose à faire est de déterminer si les situations sont identiques ou suffisamment *similaires* pour être comparables. Le point de vue du Taipei chinois, est qu'il serait utile sur le plan systémique d'établir des critères pour déterminer les *similitudes* en l'espèce.

5.87 Le Taipei chinois note que les deux parties au différend ont fait référence au Taipei chinois en ce qui concerne l'existence du parasite en cause et ses régimes réglementaires SPS pertinents. Le Taipei chinois a fourni des données factuelles dans les Renseignements supplémentaires qu'il a joints à sa communication pour l'information du Groupe spécial.

5.88 Le Taipei chinois a l'honneur de demander au Groupe spécial de tenir compte des observations et remarques susmentionnées dans ses délibérations et espère qu'il jugera utiles les vues exprimées.

2. Déclaration orale du Taipei chinois

5.89 À la réunion du Groupe spécial avec les tierces parties, le Taipei chinois a répété les arguments figurant dans sa communication écrite.

E. ÉTATS-UNIS

1. Résumé analytique de la communication écrite des États-Unis

a) Introduction

5.90 Les États-Unis se félicitent de l'occasion qui leur est donnée de faire part au Groupe spécial de leurs vues dans le présent différend, dans lequel la Nouvelle-Zélande conteste l'imposition par l'Australie de mesures phytosanitaires à l'importation de ses pommes au titre de l'Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires ("Accord SPS"). Comme le Groupe spécial le sait, les États-Unis étaient la partie plaignante dans le différend *Japon – Pommes* qui portait sur des restrictions liées au feu bactérien imposées par le Japon à l'importation de pommes des États-Unis. Au vu de cette expérience, les États-Unis jugent approprié de présenter leurs vues sur les preuves scientifiques et le fondement de certaines des allégations de la Nouvelle-Zélande, en particulier en ce qui concerne le feu bactérien. Les États-Unis, en tant que gros exportateur et importateur de produits agricoles, a un vif intérêt dans l'interprétation et l'application correctes de l'Accord SPS.

b) Le Groupe spécial devrait procéder à une évaluation objective de la question dont il est saisi conformément à l'article 11 du Mémorandum d'accord

5.91 De l'avis des États-Unis, l'Australie n'a pas correctement énoncé le critère d'examen applicable en l'espèce. L'Australie maintient que le Groupe spécial devrait observer à son égard une "déférence considérable" pour évaluer le fondement scientifique des mesures sanitaires et phytosanitaires ("SPS") faisant l'objet de son évaluation des risques. Mais une telle interprétation n'est pas conforme à l'article 11 du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends ("Mémorandum d'accord") qui exige qu'un groupe spécial procède à "une évaluation objective des faits".

5.92 Les États-Unis considèrent que l'obligation faite à un groupe spécial de procéder à "une évaluation objective des faits" conformément à l'article 11 du Mémorandum d'accord est également importante pour comprendre la pertinence des rapports de groupes spéciaux antérieurs et de l'Organe d'appel. Ils pensent que les rapports adoptés par des groupes spéciaux antérieurs et par l'Organe d'appel devraient être pris en considération pour leur force persuasive, mais ils ne lient pas les groupes spéciaux ultérieurs et n'ont pas à être suivis.

c) L'article 2:2 de l'Accord SPS exige des preuves scientifiques suffisantes

5.93 L'obligation faite à l'article 2:2 de ne pas maintenir une mesure SPS "sans preuves scientifiques suffisantes" exige qu'il y ait un lien rationnel ou objectif entre la mesure SPS et les preuves scientifiques.

5.94 Comme c'était le cas également au moment de l'affaire *Japon – Pommes*, il n'y a toujours pas de preuves scientifiques indiquant que les pommes mûres asymptomatiques transmettent le feu bactérien. Les preuves scientifiques démontrent en outre que les pommes ne sont pas une filière pour la maladie. Et l'Australie n'a présenté aucune preuve scientifique établissant soit que les pommes mûres asymptomatiques transmettent le feu bactérien, soit qu'elles sont une filière pour la maladie. En conséquence, les États-Unis considèrent que les mesures concernant le feu bactérien que l'Australie impose aux pommes en provenance de Nouvelle-Zélande sont maintenues sans preuves scientifiques suffisantes, en violation de l'article 2:2 de l'Accord SPS.

5.95 L'abondante littérature scientifique sur le feu bactérien établit que les pommes mûres asymptomatiques n'ont jamais transmis le feu bactérien ni ne jouent un rôle dans la transmission de la maladie. Deux études importantes ont passé en revue de manière critique toutes les données sur la

présence d'*Erwinia amylovora* (bactérie du feu bactérien) sur ou dans des pommes mûres propres à l'exportation et ont estimé la probabilité théorique de transmission de la maladie par ces fruits. La première étude, publiée par Roberts *et al.* en 1998, estimait le risque d'établissement de nouvelles flambées de feu bactérien dans des zones préalablement exemptes de cette maladie et a constaté que ce risque était tellement faible qu'il était insignifiant. La deuxième étude, publiée par Roberts et Sawyer en 2008, met à jour l'étude Roberts *et al.* 1998 et estime que la probabilité d'une flambée de feu bactérien due à des échanges de pommes propres à l'exportation était considérablement plus faible qu'il n'était prévu à l'origine dans l'étude de 1998. L'Australie tente de discréditer cette étude de 2008 complète et importante parce qu'elle contredit les constatations de sa propre évaluation des risques. Mais ses affirmations sont dénuées de fondement.

5.96 Trois facteurs essentiels sont nécessaires à l'infection des pommes par le chancre européen: 1) des conditions climatiques propices; 2) la présence d'un hôte sensible; et 3) une concentration suffisante d'inoculum. La conjugaison favorable de ces trois facteurs est nécessaire pour que l'infection des pommes se produise. Compte tenu de ces trois facteurs, et de la connaissance qu'ils ont de la maladie, les États-Unis ne considèrent pas que l'Australie a présenté des preuves scientifiques suffisantes pour établir que les pommes seront porteuses d'une infection latente par le chancre européen et peuvent transmettre la maladie à des hôtes sensibles.

5.97 Dans son examen de la cécidomyie des feuilles du pommier (ALCM), l'Australie note que les États-Unis ont mis en place un programme réglementaire pour l'exportation de pommes de Nouvelle-Zélande vers les États-Unis. Les États-Unis apportent une précision concernant ce programme réglementaire. Les niveaux d'inspection qu'ils appliquent aux pommes en provenance de Nouvelle-Zélande ne visent pas l'ALCM, mais un parasite différent – la pyrale brun pâle de la pomme.

d) L'article 5:1 exige que les mesures SPS soient établies sur la base d'une évaluation des risques

5.98 L'article 5:1 de l'Accord SPS dispose que "[l]es Membres feront en sorte que leurs mesures sanitaires ou phytosanitaires soient établies sur la base d'une évaluation, selon qu'il sera approprié en fonction des circonstances, des risques pour la santé et la vie des personnes et des animaux ou pour la préservation des végétaux, compte tenu des techniques d'évaluation des risques élaborées par les organisations internationales compétentes". Les États-Unis ont des préoccupations au sujet de l'"Analyse finale de risques à l'importation concernant les pommes en provenance de Nouvelle-Zélande" ("IRA") liées à la fois à la méthodologie générale de l'Australie et à son évaluation des preuves scientifiques, en particulier en ce qui concerne le feu bactérien et le chancre européen. L'Australie n'a pas été cohérente dans son approche méthodologique en ce qui concerne l'utilisation qu'elle a faite d'un modèle semi-quantitatif – aussi bien dans l'IRA que dans d'autres évaluations des risques auxquelles elle a procédé pour d'autres produits. Les États-Unis ont déjà fait part de leurs préoccupations à l'Australie dans les observations qu'ils ont présentées sur un projet d'IRA qu'elle a publié.

5.99 L'utilisation par l'Australie d'un modèle semi-quantitatif pour le feu bactérien et le chancre européen a contribué à donner une évaluation des risques viciée. Pour le feu bactérien, cela est attesté par les diverses valeurs que l'Australie attribue aux différentes étapes de son analyse. Dans plusieurs cas, l'Australie extrapole des valeurs pour les niveaux de risque en l'absence de preuves scientifiques ou en contradiction avec les preuves scientifiques. Pour le chancre européen, entre autres préoccupations, les États-Unis considèrent que le scénario de transfert de la maladie indiqué dans l'IRA à partir de pommes mûres propres à l'exportation est hautement improbable. Et aussi bien pour le feu bactérien que pour le chancre européen, l'Australie n'a pas évalué la probabilité de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination des maladies en fonction des mesures SPS qui pourraient être appliquées.

e) Distinctions arbitraires ou injustifiables dans le niveau de protection au titre de l'article 5:5

5.100 En interprétant l'article 5:5, les États-Unis jugent important de reconnaître que l'Accord SPS autorise chaque Membre à établir son propre niveau de protection approprié et que l'article 5:5 n'interdit pas à un Membre d'avoir des niveaux de protection appropriés différents dans des situations différentes.

f) L'article 5:6 exige que les mesures SPS ne soient pas plus restrictives pour le commerce qu'il n'est nécessaire pour atteindre le niveau de protection jugé approprié par un Membre

5.101 Les États-Unis considèrent qu'il existe une mesure de rechange pour le feu bactérien qui est raisonnablement applicable, permet d'obtenir le niveau de protection jugé approprié par l'Australie et est sensiblement moins restrictive pour le commerce que les mesures de l'Australie concernant le feu bactérien: limiter l'importation aux pommes mûres asymptomatiques. Cette mesure découle des preuves scientifiques selon lesquelles les pommes mûres asymptomatiques ne sont pas une filière pour la maladie et n'entraîneront donc pas la transmission du feu bactérien à l'Australie. En l'absence de toute preuve indiquant que les pommes mûres asymptomatiques transmettent la maladie, les États-Unis estiment que l'Australie a imposé des mesures concernant le feu bactérien qui sont plus restrictives pour le commerce qu'il n'est requis pour obtenir le niveau de protection qu'elle juge approprié.

g) Retard injustifié au titre de l'article 8 et de l'Annexe C

5.102 L'article 8 de l'Accord SPS dispose que "[l]es Membres se conformeront aux dispositions de l'Annexe C dans l'application des procédures de contrôle, d'inspection et d'homologation", et le paragraphe 1 a) de l'Annexe C dispose que "[e]n ce qui concerne toutes procédures visant à vérifier et à assurer le respect des mesures sanitaires ou phytosanitaires, les Membres feront en sorte: a) que ces procédures soient engagées et achevées sans retard injustifié". Les États-Unis partagent les préoccupations de la Nouvelle-Zélande au sujet du retard injustifié pris par l'Australie dans ses évaluations des risques à l'importation concernant les pommes étrangères. Comme l'Australie l'a fait pour les pommes en provenance de Nouvelle-Zélande, elle continue de bloquer l'accès à son marché aux pommes des États-Unis en raison de restrictions quarantenaires de longue date. Les États-Unis ont pâti du long retard avec lequel a commencé une évaluation des risques pour les pommes des États-Unis, qui a encore été aggravé par les longs retards pris par l'IRA de l'Australie concernant les pommes en provenance de Nouvelle-Zélande.

2. Résumé analytique de la déclaration orale des États-Unis

5.103 Les États-Unis aimeraient présenter un court résumé de certaines des questions essentielles traitées dans leur communication écrite en tant que tierce partie et faire quelques brèves observations sur les points suivants soulevés dans d'autres communications en tant que tierce partie: 1) le critère d'examen pour une allégation relative au point de savoir s'il y a une évaluation des risques au sens de l'article 5:1 de l'Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires ("Accord SPS"); 2) l'interprétation correcte de l'article 5:2; 3) la "nécessité" d'une mesure au sens des articles 2:2 et 5:6 et 4) le retard injustifié au titre de l'article 8 et de l'Annexe C.

a) Questions essentielles traitées dans la communication écrite des États-Unis

5.104 La communication des États-Unis en tant que tierce partie mettait l'accent sur les allégations de la Nouvelle-Zélande au titre des articles 2:2 et 5:1 de l'Accord SPS. Les États-Unis pensent comme la Nouvelle-Zélande que les mesures de l'Australie concernant le feu bactérien sont incompatibles avec l'article 2:2 parce qu'il n'y a pas de preuves scientifiques indiquant que les pommes mûres asymptomatiques transmettent le feu bactérien. Les pommes mûres asymptomatiques

ne sont pas une filière pour le feu bactérien. Comme pour le chancre européen, les États-Unis partagent de même l'avis de la Nouvelle-Zélande selon lequel l'Australie n'a pas présenté de preuves scientifiques suffisantes pour établir que les pommes seront porteuses d'une infection latente par la maladie et pourront ensuite la transférer à des plantes hôtes sensibles en Australie. Pour ce qui est des allégations de la Nouvelle-Zélande au titre de l'article 5:1, les États-Unis ont également des préoccupations au sujet de l'évaluation des risques faite par l'Australie, liées à la fois à sa méthodologie générale et à son évaluation des preuves scientifiques. L'utilisation par l'Australie d'un modèle semi-quantitatif pour son évaluation des risques concernant le feu bactérien et le chancre européen a contribué à donner une évaluation des risques viciée. Pour le feu bactérien, l'évaluation des risques faite par l'Australie extrapole souvent des valeurs pour les niveaux de risque en l'absence de preuves scientifiques ou en contradiction avec les preuves scientifiques.[737] Pour le chancre européen, le scénario de transfert de la maladie indiqué dans l'évaluation des risques faite par l'Australie pour les pommes mûres propres à l'exportation est hautement improbable.[738]

b) Critère d'examen pour une évaluation des risques au titre de l'article 5:1

5.105 Les Communautés européennes ("CE") font valoir dans leur communication écrite que le rôle approprié du Groupe spécial dans l'examen de l'évaluation des risques faite par l'Australie est de déterminer si l'évaluation des risques est "fondamentalement viciée ou biaisée au point qu'en aucune circonstance elle ne peut être considérée comme étant étayée par des données scientifiques".[739] En prenant cette position, les CE, comme l'Australie, préconisent un critère d'examen très largement fondé sur la déférence pour les évaluations des risques effectuées conformément à l'article 5:1. Mais comme il est indiqué dans la communication écrite des États-Unis en réponse à un argument similaire de l'Australie, ce critère d'examen fondé sur la déférence n'est pas correct.[740]

5.106 L'article 11 du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends ("Mémorandum d'accord") établit le critère d'examen applicable par les groupes spéciaux dans les différends relevant des accords visés de l'OMC, y compris l'Accord SPS. L'article 11 exige qu'un groupe spécial "proc[ède] à une évaluation objective des faits de la cause, de l'applicabilité des dispositions des accords visés pertinents et de la conformité des faits avec ces dispositions". Ainsi, le rôle approprié du Groupe spécial en l'espèce est de procéder à une évaluation objective de la question de savoir si les mesures de l'Australie sont "établies sur la base" d'une évaluation des risques, y compris de la question de savoir si les preuves scientifiques présentées dans l'évaluation des risques faite par l'Australie étayent les conclusions de cette évaluation des risques.

c) Interprétation correcte de l'article 5:2

5.107 L'article 5:2 exige qu'une évaluation des risques "tienne compte" de certains facteurs, comme les preuves scientifiques disponibles et les procédés et méthodes de production pertinents. L'Australie fait valoir que la Nouvelle-Zélande a interprété de manière incorrecte l'expression "tenir compte" comme signifiant "accorder une véritable attention" aux facteurs énumérés à l'article 5:2, et le Japon partage cet avis.[741] Les CE estiment que l'article 5:2 n'est pas enfreint à moins que la partie plaignante ne "prouve que l'évaluation des risques ne tenait pas compte *du tout* de ces facteurs"[742] (pas d'italique dans l'original). Mais l'expression "tenir compte" n'est pas précisée de la manière indiquée par les CE.

[737] Communication des États-Unis en tant que tierce partie, paragraphes 63 à 72.
[738] Communication des États-Unis en tant que tierce partie, paragraphe 76.
[739] Communication des Communautés européennes en tant que tierce partie, paragraphe 30.
[740] Communication des États-Unis en tant que tierce partie, paragraphes 3 à 8.
[741] Communication du Japon en tant que tierce partie, paragraphes 17 à 21.
[742] Communication des Communautés européennes en tant que tierce partie, paragraphe 51.

5.108 En outre, l'Australie comme la Nouvelle-Zélande ont cité le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Maintien de la suspension* pour rappeler l'interprétation donnée par ce Groupe spécial de l'article 5:2 et de l'expression "tenir compte". Dans cette affaire, le Groupe spécial a expliqué que "tenir compte des preuves scientifiques disponibles n'exige[ait] pas d'un Membre qu'il agisse en se conformant à une conclusion particulière d'une étude scientifique particulière". Il a dit ensuite que "la prescription figurant à l'article 5:2 [voulait] que, lorsqu'il évalue un risque dans le but de formuler une mesure SPS appropriée, un Membre dispose du plus large éventail possible de renseignements scientifiques pour faire en sorte que sa mesure soit établie sur la base de données scientifiques suffisantes et étayées par des principes scientifiques".[743]

5.109 Les États-Unis pensent comme les deux parties que le Groupe spécial devrait examiner l'interprétation donnée par le Groupe spécial *États-Unis – Maintien de la suspension* pour formuler ses vues sur l'article 5:2 et la question de savoir si l'Australie a dûment tenu compte des facteurs énumérés à l'article 5:2. Les États-Unis notent également que le différend susmentionné fait actuellement l'objet d'un appel, et l'Organe d'appel devrait remettre son rapport le 16 octobre 2008. Ainsi, le Groupe spécial profitera d'un éventuel exposé par l'Organe d'appel de son interprétation de l'article 5:2 avant de régler le présent différend.

d) "Nécessité" d'une mesure au titre des articles 2:2 et 5:6

5.110 Les États-Unis passent maintenant à une question soulevée par le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu ("Taipei chinois") en ce qui concerne le point de savoir si une mesure SPS est "nécessaire" pour protéger la santé et la vie des personnes et des animaux ou préserver les végétaux au titre de l'article 2:2 et le lien entre les articles 2:2 et 5:6. Le Taipei chinois estime qu'en l'absence de normes, directives ou recommandations internationales, l'article 5:6 devrait être utilisé pour déterminer si une mesure SPS est nécessaire, comme l'exige l'article 2:2.[744] Les États-Unis pensent qu'en l'espèce, le Groupe spécial n'a pas besoin de formuler des constatations sur le lien précis entre les articles 2:2 et 5:6.

5.111 En fait, étant donné que la Nouvelle-Zélande a formulé des allégations spécifiques au titre de l'article 5:6, le Groupe spécial peut simplement examiner ces allégations. Cela est d'autant plus vrai que les allégations de la Nouvelle-Zélande au titre de l'article 2:2 concernent principalement le point de savoir si les mesures de l'Australie sont maintenues sans preuves scientifiques suffisantes et non le point de savoir si elles sont nécessaires à la protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux ou à la préservation des végétaux. Les arguments de la Nouvelle-Zélande concernant la nécessité des mesures australiennes sont présentés en rapport avec ses allégations au titre de l'article 5:1 et 5:6.[745]

e) Retard injustifié au titre de l'article 8 et de l'Annexe C

5.112 Les États-Unis aimeraient également traiter une question concernant le retard injustifié au titre de l'article 8 et de l'Annexe C soulevée par les Communautés européennes. Les Communautés européennes disent qu'il n'est pas possible de tirer de l'Annexe C, paragraphe 1 a) un délai général pour arrêter les procédures visant à vérifier et à assurer le respect des mesures SPS. Les Communautés européennes affirment ensuite que la période justifiée pourrait être assez longue, atteignant "de nombreuses années, voire des décennies" selon les "bénéfices anticipés de l'exportateur".[746] Mais les "bénéfices anticipés d'un exportateur" ne devraient avoir aucune incidence sur le point de savoir si les procédures visant à vérifier et à assurer le respect des mesures SPS sont

[743] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Maintien de la suspension*, paragraphe 7.480.
[744] Communication du Taipei chinois en tant que tierce partie, paragraphe 17.
[745] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.6.
[746] Communication des Communautés européennes en tant que tierce partie, paragraphe 75.

engagées et achevées sans retard injustifié. Ces bénéfices anticipés par les exportateurs n'affectent en aucune manière la capacité d'un *Membre* de mener ses procédures "aussi rapidement que possible", comme le Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques* l'a jugé nécessaire.[747]

f) Conclusion

5.113 Enfin, dans sa déclaration orale, l'Australie a allégué qu'il y avait des "vices graves" dans la communication des États-Unis en tant que tierce partie et a dit qu'elle traiterait ces vices à des stades ultérieurs du différend. Naturellement, les États-Unis n'auraient pas la possibilité de faire des observations ou de corriger d'éventuelles erreurs faites dans sa communication à des stades ultérieurs. Les États-Unis aimeraient suggérer une autre approche: l'Australie pourrait poser des questions aux États-Unis sur ces "vices graves" de leur communication afin qu'ils puissent apporter des précisions ou des corrections. Cela serait utile aux deux parties et aiderait le Groupe spécial dans ses efforts visant à établir un rapport de haute qualité comme il est indiqué à l'article 12:2 du Mémorandum d'accord.

VI. RÉEXAMEN INTÉRIMAIRE

6.1 Le Groupe spécial a remis son rapport intérimaire aux parties le 31 mars 2010. Le 15 avril, conformément à l'article 15 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends (Mémorandum d'accord) et au paragraphe 14 des Procédures de travail du Groupe spécial, la Nouvelle-Zélande et l'Australie ont présenté des observations écrites et demandé au Groupe spécial de réviser des aspects précis du rapport intérimaire. Le 22 avril, la Nouvelle-Zélande et l'Australie ont présenté des observations écrites concernant leurs observations et demandes de réexamen intérimaire respectives. Aucune partie n'a demandé la tenue d'une réunion avec le Groupe spécial dans le cadre du réexamen intérimaire.

6.2 Lorsque cela se justifiait, le Groupe spécial a modifié certains aspects de son rapport intérimaire, compte tenu des observations et demandes des parties, ainsi qu'il est expliqué ci-après. Le Groupe spécial a également effectué certaines révisions et corrections pour plus de clarté et de précision. La section VI du présent rapport résume ces modifications. Les numéros de paragraphes et notes de bas de page auxquels il est fait référence dans la section VI du rapport sont ceux du rapport intérimaire, sauf indication contraire.

A. MODIFICATIONS APPORTÉES À LA PARTIE DESCRIPTIVE DANS LE CADRE DU RÉEXAMEN INTÉRIMAIRE

1. Description de la procédure du Groupe spécial

6.3 L'Australie demande que les paragraphes 1.35 et 1.36 du rapport intérimaire soient modifiés afin qu'il y soit fait mention des "retards dans la communication du projet de questions aux parties pour qu'elles formulent des observations ou du délai ménagé à cet effet".[748] Les paragraphes 1.41 à 1.43 du rapport intérimaire décrivaient les retards observés dans le calendrier par suite des difficultés rencontrées par le Groupe spécial pour identifier les experts disponibles et préparer les questions écrites. Un nouveau texte a été ajouté au paragraphe 1.43 pour indiquer le retard additionnel pris par le Groupe spécial dans la communication aux parties du projet de questions à poser aux experts. Le Groupe spécial note que les parties ont toujours été tenues au courant des retards et consultées au sujet de toutes les modifications du calendrier. À aucun moment de la procédure aucune des parties n'a

[747] *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, paragraphe 7.1498.
[748] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphe 3.

exprimé de préoccupations concernant le retard dans la réception du projet de questions ou le délai ménagé à cet effet. En particulier, aucune préoccupation de ce genre n'a été exprimée lorsque, le 11 novembre 2008, le Groupe spécial a consulté les parties au sujet de la nécessité de réviser le calendrier, ni lorsque le projet de questions a été adressé aux parties le 15 décembre 2008, ni, enfin, lorsque les parties ont présenté leurs observations à son sujet le 19 décembre 2008.

6.4 L'Australie demande aussi que le paragraphe 1.40 du rapport intérimaire soit modifié afin qu'il y soit noté que, dans sa lettre du 19 décembre 2008, elle avait "fait part de ses préoccupations concernant les aspects du projet de lignes directrices destinées aux experts et d'une série de projets de questions à leur poser".[749] Le fait que les deux parties ont formulé des observations le 19 décembre 2008 au sujet du projet de questions à poser aux experts est déjà indiqué au paragraphe 1.36 du rapport. Un texte additionnel a été ajouté au paragraphe 1.40 pour indiquer que certaines des préoccupations d'ordre procédural concernant le processus de consultation des experts ont été exprimées par l'Australie le 19 décembre 2008, lorsqu'elle a communiqué ses observations sur les questions du Groupe spécial qu'il était proposé de poser aux experts bien qu'à l'époque, ces préoccupations n'aient pas été qualifiées par l'Australie de "préoccupations en matière de régularité de la procédure".

2. Parasites en cause

6.5 L'Australie demande que le paragraphe 2.12 soit modifié "pour qu'il soit fait en sorte que la pathologie du chancre européen soit représentée d'une manière exacte dans le rapport du Groupe spécial".[750] La Nouvelle-Zélande rejette la demande. À son avis, la déclaration du Groupe spécial "est une déclaration générale qui s'applique à tout tissu végétal hôte sensible au *N. galligena* (y compris les fruits)".[751] Pour répondre à la demande de l'Australie, le Groupe spécial a inséré un libellé additionnel au paragraphe 2.12 en utilisant le texte de Swinburne (1975)[752], la référence pertinente dans l'IRA.[753]

6.6 L'Australie demande que le Groupe spécial donne des précisions sur les conséquences potentielles de l'entrée, de l'établissement et de la dissémination des parasites en cause aux paragraphes 2.1 à 2.25.[754] La Nouvelle-Zélande rejette la demande. À son avis, les conséquences des parasites pertinents constituent une question contestée et il ne serait pas approprié d'inclure cet aspect dans la partie factuelle du rapport.[755] Une description des parties pertinentes de l'examen, dans l'IRA, des conséquences biologiques et économiques potentielles liées à l'entrée, à l'établissement et à la dissémination des parasites en cause figure déjà dans les sections pertinentes du rapport.[756] En conséquence, le Groupe spécial ne voit aucune raison de modifier les paragraphes 2.1 à 2.25 à cet égard.

---

[749] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphe 4.

[750] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphe 7.

[751] Communication de la Nouvelle-Zélande au Groupe spécial, 22 avril 2010, observations de la Nouvelle-Zélande concernant la demande d'examen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphe 6.

[752] Swinburne, "European Canker of Apple (*Nectria galligena*)" (1975), pièce NZ-9.

[753] IRA de l'Australie, partie C, page 102.

[754] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphe 8.

[755] Communication de la Nouvelle-Zélande au Groupe spécial, 22 avril 2010, observations de la Nouvelle-Zélande concernant la demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphe 7.

[756] Par exemple, paragraphes 7.455 à 7.459, 7.757 à 7.761, et 7.873 et 7.874 du rapport intérimaire.

3. Évaluation antérieure des risques

6.7 L'Australie demande que soit modifié le paragraphe 2.31 pour qu'il soit mieux rendu compte de la chronologie de l'adoption de l'IRA.[757] La Nouvelle-Zélande rejette la demande. À son avis, la chronologie est exacte.[758] Le Groupe spécial a modifié les paragraphes 2.30 et 2.31 pour préciser qu'une évaluation antérieure des risques avait été commencée par le Service australien de quarantaine et d'inspection (AQIS) en 1996 et publiée en 1998.

B. MODIFICATIONS APPORTÉES À LA SECTION DES CONSTATATIONS DANS LE CADRE DU RÉEXAMEN INTÉRIMAIRE

1. Choix des experts et processus de consultation

6.8 L'Australie demande que soit modifié le paragraphe 7.3 pour que soit mentionnée sa préoccupation concernant "le recours du Groupe spécial aux experts dans des domaines de compétence qui étaient étrangers à ceux pour lesquels ils avaient été désignés et au sujet desquels les parties avaient été consultées". Cette préoccupation aurait été signalée par l'Australie dans ses observations concernant les réponses des experts aux questions et aurait été différente de la préoccupation distincte visant "l'absence de compétences alléguée des experts dans certains domaines sur lesquels le Groupe spécial avait posé des questions ou sur lesquels les experts avaient exprimé des avis."[759] La Nouvelle-Zélande demande que, si la catégorie de préoccupations indiquées par l'Australie est mentionnée, conformément à la référence fournie par l'Australie, il faudrait omettre le membre de phrase "au sujet desquels les parties avaient été consultées", qui ne figure pas dans la communication de l'Australie.[760] Le Groupe spécial a modifié le paragraphe 7.3 de la manière demandée par l'Australie, compte tenu également de la suggestion de la Nouvelle-Zélande.

6.9 L'Australie demande que les paragraphes 7.11 et 7.21 soient modifiés afin que soit indiquée la raison pour laquelle elle souhaite la présence de deux experts pour chacun des trois parasites en cause.[761] Le Groupe spécial a modifié le paragraphe 7.11, qui mentionne les préoccupations exprimées par l'Australie, de la façon demandée par celle-ci. Il a également apporté les modifications correspondantes aux paragraphes 7.20 et 7.21.

6.10 L'Australie demande au Groupe spécial de supprimer du paragraphe 7.15 la mention du fait qu'elle exprime l'espoir que d'autres retards dans la procédure soient évités. Selon elle, la déclaration qu'elle a faite le 20 novembre 2008 "avait pour but d'aider le Groupe spécial" et ne constituait pas "une plainte implicite concernant les retards observés à ce jour".[762] La Nouvelle-Zélande rejette la

[757] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphes 9 à 11.
[758] Communication de la Nouvelle-Zélande au Groupe spécial, 22 avril 2010, observations de la Nouvelle-Zélande concernant la demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphe 8.
[759] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphe 12.
[760] Communication de la Nouvelle-Zélande au Groupe spécial, 22 avril 2010, observations de la Nouvelle-Zélande concernant la demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphe 9.
[761] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphes 13 et 14.
[762] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphe 15.

demande. Selon elle, la référence à la déclaration de l'Australie est exacte.[763] La phrase a été supprimée du paragraphe 7.15, comme l'Australie l'a demandé.

6.11 L'Australie demande qu'aux paragraphes 7.16, 7.27 et 7.28 du rapport, le mot "allégué" soit supprimé lorsqu'il se rapporte au "lien allégué" dont elle a fait valoir l'existence entre l'un des experts et la Nouvelle-Zélande. Selon elle, le mot "allégué" donne à penser qu'elle n'a pas étayé son affirmation.[764] La Nouvelle-Zélande rejette la demande. À son avis, ce mot a été utilisé d'une manière appropriée dans les paragraphes en question.[765] Le Groupe spécial note que l'utilisation du mot "allégué" dans le rapport signifie seulement que cette question se rapporte à une allégation qui a été formulée par l'Australie. De plus, le Groupe spécial n'a en fin de compte trouvé aucun élément de preuve établissant l'existence d'un tel lien. En conséquence, il ne voit aucune raison de supprimer ou de remplacer le mot "allégué".

6.12 L'Australie demande que le Groupe spécial supprime le membre de phrase "[e]n l'absence de quelconques explications ou éléments de preuve avancés par l'Australie à cet égard" de la dernière phrase du paragraphe 7.34. Elle fait valoir que, bien qu'elle "ne conteste pas le fait que le Groupe spécial peut dûment estimer que [le] lien [entre un des experts et les chercheurs de la Nouvelle-Zélande] ne "suscite pas de doute au sujet de son indépendance et de son impartialité ou de sa capacité à rendre un avis d'expert" au Groupe spécial", celui-ci devrait reconnaître que l'Australie n'a pas simplement affirmé l'existence d'un lien alors qu'aucun n'existait.[766] Le Groupe spécial note que le membre de phrase contesté par l'Australie est lié à la phrase précédente et se rapporte au fait qu'aucune explication ou aucun élément de preuve n'a été fourni par l'Australie quant à la façon dont "la participation de M. Cross à un projet de recherche et une publication conjoints avec des chercheurs de HortResearch New Zealand remettrait en question son indépendance et son impartialité, ou créerait des conflits d'intérêt potentiels, directs ou indirects". Par conséquent, le Groupe spécial ne voit aucune raison de supprimer le membre de phrase du paragraphe 7.34. Il a cependant apporté de petites modifications au libellé de la dernière phrase du paragraphe.

6.13 L'Australie demande qu'au paragraphe 7.35, le Groupe spécial remplace le membre de phrase "l'Australie a fait objection à deux questions posées par M. Cross concernant le rayon de vol de l'ALCM, faisant valoir que cela *créait un conflit d'intérêts potentiel*" par le membre de phrase "l'Australie a fait objection à deux questions posées à M. Cross concernant le rayon de vol de l'ALCM, faisant valoir que cela *pouvait créer un conflit d'intérêts potentiel*", pour rendre compte d'une manière plus exacte de la déclaration initiale de l'Australie.[767] Le Groupe spécial a apporté la modification demandée par l'Australie.

6.14 L'Australie demande que le Groupe spécial fasse mention aux paragraphes 7.37 et 7.38 de la préoccupation qu'elle a exprimée le 19 décembre 2008 selon laquelle les experts n'auraient pas dû être autorisés à choisir les questions auxquelles répondre et selon laquelle le Groupe spécial aurait dû plutôt répartir les questions entre les experts en fonction de leurs domaines de compétence

[763] Communication de la Nouvelle-Zélande au Groupe spécial, 22 avril 2010, observations de la Nouvelle-Zélande concernant la demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphe 10.

[764] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphe 16.

[765] Communication de la Nouvelle-Zélande au Groupe spécial, 22 avril 2010, observations de la Nouvelle-Zélande concernant la demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphe 11.

[766] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphe 18.

[767] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphe 19 (pas d'italique dans l'original).

respectifs.[768] Le Groupe spécial a apporté la modification demandée au paragraphe 7.37. Ayant mentionné la préoccupation de l'Australie au paragraphe 7.37, il ne voit aucune nécessité de l'indiquer à nouveau au paragraphe 7.38.

6.15 L'Australie demande qu'au paragraphe 7.39 du rapport, le mot "aurait" soit supprimé du membre de phrase dans lequel il est dit que le Groupe spécial *aurait* posé aux experts des questions écrites qui soit ne figuraient pas dans le projet de questions initialement communiqué aux parties soit avaient été sensiblement modifiées par rapport au projet de liste de questions. De l'avis de l'Australie, le mot "aurait" laisse entendre qu'elle n'a pas étayé son argument.[769] Le Groupe spécial note que l'emploi du mot "aurait" dans le présent rapport signifie seulement que cette question se rapporte à une allégation qui a été formulée par l'Australie. En conséquence, il ne voit aucune raison de supprimer ou de remplacer le mot "aurait". De toute façon et compte tenu de la demande de l'Australie, le Groupe spécial a supprimé les guillemets entourant le mot "nouvelles" de l'intertitre b), page 179 du texte anglais.

6.16 L'Australie demande que le rapport soit modifié afin qu'il y soit indiqué que, contrairement à ce qu'il apparaîtrait que le paragraphe 7.43 suggère, l'Australie, dans ses réponses aux questions posées par le Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, a fait référence non seulement à de *nouvelles questions*, mais aussi à des *questions modifiées ou remaniées*.[770] Le Groupe spécial a apporté la modification demandée au paragraphe 7.43. Il a également apporté les modifications correspondantes aux paragraphes 7.46, 7.59 à 7.63 et 7.66. Pour la même raison, un nouveau paragraphe a été inséré après le paragraphe 7.50.

6.17 L'Australie demande que la troisième phrase du paragraphe 7.61 soit supprimée, parce qu'elle "n'est pas étayée par une note de bas de page ou d'une autre façon".[771] La Nouvelle-Zélande rejette la demande. À son avis, la phrase contestée "rend compte d'une manière exacte de l'idée directrice des observations formulées par l'Australie" en rapport avec la question n° 37 posée par le Groupe spécial aux experts.[772] Le Groupe spécial a ajouté une note de bas de page pour étayer la phrase en question.

2. Question de savoir si les mesures indiquées par la Nouvelle-Zélande peuvent être contestées au titre de l'Accord SPS

6.18 L'Australie demande que le paragraphe 7.104 soit modifié afin qu'il soit rendu compte d'une manière plus exacte de ses communications concernant la question de savoir si une mesure particulière relève de la définition d'une "mesure SPS".[773] La Nouvelle-Zélande rejette la demande. À son avis, l'Australie essaie de redéfinir ses arguments en rapport avec une distinction entre les mesures principales et les mesures auxiliaires.[774] Ayant examiné le libellé utilisé par l'Australie dans

[768] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphe 20.
[769] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphe 22.
[770] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphes 24 à 26.
[771] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphe 27.
[772] Communication de la Nouvelle-Zélande au Groupe spécial, 22 avril 2010, observations de la Nouvelle-Zélande concernant la demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphe 12.
[773] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphes 28 et 29.
[774] Communication de la Nouvelle-Zélande au Groupe spécial, 22 avril 2010, observations de la Nouvelle-Zélande concernant la demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphe 13.

sa deuxième communication écrite, le Groupe spécial a modifié le paragraphe 7.104 comme l'Australie le demandait.

6.19 L'Australie demande aussi que le paragraphe 7.105 soit modifié afin qu'il soit rendu compte d'une manière plus exacte de ses communications concernant la pertinence du raisonnement suivi par le Groupe spécial *États-Unis – Restrictions à l'exportation* pour la définition d'une "mesure SPS". Elle demande que la troisième phrase de ce paragraphe soit supprimée et remplacée par des extraits de ses réponses aux questions du Groupe spécial.[775] La Nouvelle-Zélande rejette la demande. Pour elle, la phrase contestée a rendu compte d'une manière exacte de l'argument de l'Australie.[776] Après avoir examiné les communications écrites de l'Australie et ses réponses aux questions du Groupe spécial, celui-ci a ajouté le texte proposé par l'Australie au paragraphe 7.105, mais il n'a pas supprimé la phrase contestée. Dans une demande connexe, l'Australie prie le Groupe spécial de modifier les paragraphes 7.175 à 7.179, qui traitent de la distinction entre les mesures principales et les mesures auxiliaires.[777] Le Groupe spécial a donc incorporé un nouveau paragraphe après le paragraphe 7.174 et apporté des modifications au paragraphe 7.175.

6.20 L'Australie demande que le paragraphe 7.106 soit modifié par souci d'exhaustivité, afin qu'il soit rendu compte d'une manière plus exacte de ses communications concernant la raison pour laquelle ses arguments ne soulèveraient pas de problème systémique.[778] Après avoir examiné la deuxième communication écrite de l'Australie, le Groupe spécial a ajouté le texte proposé par celle-ci au paragraphe 7.106.

6.21 L'Australie demande que soit modifié le paragraphe 7.121, dans la section qui contient l'analyse du Groupe spécial concernant la question de savoir si les mesures indiquées par la Nouvelle-Zélande peuvent être contestées au titre de l'Accord SPS, afin que soit clarifié le sens de la première phrase. Elle demande aussi que la dernière phrase du paragraphe soit révisée, pour qu'il soit rendu compte d'une manière plus exacte de la façon dont elle réagirait à une absence de conformité à l'une quelconque des mesures en cause.[779] Le Groupe spécial a modifié la première phrase du paragraphe 7.121 comme l'a demandé l'Australie. De même, après avoir examiné les communications écrites de l'Australie et ses réponses aux questions du Groupe spécial, ainsi que la description des mesures figurant dans d'autres parties du rapport, le Groupe spécial a modifié la dernière phrase du paragraphe 7.121.

6.22 L'Australie demande que soient révisées les constatations "concernant la question de savoir si des mesures particulières en cause dans le présent différend sont des "mesures SPS", établies par le Groupe spécial aux paragraphes 7.122 à 7.171, de sorte qu'elles soient circonscrites à des groupes de mesures connexes et non à des mesures individuelles. Elle soutient que les constatations relatives aux mesures individuelles ne seraient pas nécessaires pour régler le présent différend. Elle suggère que d'autres sections du rapport devraient également être remaniées en conséquence.[780] La Nouvelle-Zélande rejette la demande. Selon elle, la demande de l'Australie est "fondée sur une

[775] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphes 30 à 33.

[776] Communication de la Nouvelle-Zélande au Groupe spécial, 22 avril 2010, observations de la Nouvelle-Zélande concernant la demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphe 14.

[777] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphes 64 à 69.

[778] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphes 34 et 35.

[779] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphes 36 à 40.

[780] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphes 41 à 51.

interprétation erronée fondamentale du rapport intérimaire".[781] Le Groupe spécial estime que la demande de l'Australie est incompatible avec l'approche suivie dans son rapport. En effet, il a examiné les mesures à la fois collectivement et individuellement. Il a également réservé son droit d'analyser conjointement diverses mesures connexes, au titre de dispositions spécifiques de l'Accord SPS. Par conséquent, il ne voit aucune raison de modifier les paragraphes 7.122 à 7.171 à cet égard.

6.23 L'Australie fait valoir qu'il y a "un certain nombre d'erreurs" aux alinéas b), e), g) et k) du paragraphe 7.140, dans la section qui contient l'analyse par le Groupe spécial de la question de savoir si les mesures indiquées par la Nouvelle-Zélande peuvent être contestées au titre de l'Accord SPS. Elle demande que l'ensemble du paragraphe 7.140 soit supprimé. À titre subsidiaire, elle demande que "des modifications appropriées soient apportées" au paragraphe pour rendre compte de ses objections.[782] La Nouvelle-Zélande rejette la demande. À son avis, l'Australie n'a pas indiqué les erreurs qui justifieraient la suppression de l'ensemble du paragraphe 7.140. En même temps, la Nouvelle-Zélande estime qu'il serait possible de répondre à l'objection élevée par l'Australie à l'égard de l'alinéa b) en modifiant la première phrase de cet alinéa.[783] Le Groupe spécial ne voit aucune raison de supprimer l'ensemble du paragraphe 7.140. Après avoir examiné la description des mesures figurant dans l'IRA de l'Australie, le Groupe spécial a cependant modifié les alinéas b), g) et k).

6.24 L'Australie demande que la première phrase du paragraphe 7.157 soit supprimée et qu'une modification soit en conséquence apportée au paragraphe 7.158 pour préciser que ni l'IRA ni le processus IRA ne sont des mesures en cause dans le différend.[784] Elle demande aussi qu'un mot soit remplacé au paragraphe 7.158.[785] Le Groupe spécial ne voit aucune raison de modifier les paragraphes 7.157 et 7.158. Le rapport ne définit pas l'IRA ni le processus IRA comme étant des mesures en cause dans le différend. Il indique cependant que les mesures en cause sont énoncées dans l'IRA. De même, remplacer le mot comme le suggère l'Australie modifierait le sens de la phrase en question.

6.25 L'Australie demande que le Groupe spécial révise son analyse des questions discutées aux paragraphes 7.175 à 7.179. Elle soutient que ces paragraphes supposent que l'Australie s'est fondée principalement, ou exclusivement, sur le raisonnement suivi par le Groupe spécial *États-Unis – Restrictions à l'exportation*. Selon elle, il n'est pas approprié pour le Groupe spécial de traiter les points soulevés par l'Australie en rapport avec l'affaire *États-Unis – Restrictions à l'exportation* séparément de la principale communication de l'Australie en ce qui concerne les "mesures SPS" énoncées à l'Annexe A 1).[786] La Nouvelle-Zélande rejette la demande. À son avis, il apparaît que l'Australie cherche à minimiser le fait qu'elle s'est fondée sur l'affaire *États-Unis – Restrictions à l'exportation*, qui était essentielle pour la distinction qu'elle avait établie entre les mesures principales et les mesures auxiliaires. Pour la Nouvelle-Zélande, la demande de l'Australie est contraire aux déclarations faites pendant la procédure. La Nouvelle-Zélande ajoute que, compte tenu du fait que

[781] Communication de la Nouvelle-Zélande au Groupe spécial, 22 avril 2010, observations de la Nouvelle-Zélande concernant la demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphes 15 à 18.

[782] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphes 52 à 59.

[783] Communication de la Nouvelle-Zélande au Groupe spécial, 22 avril 2010, observations de la Nouvelle-Zélande concernant la demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphe 19.

[784] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphes 60 et 61.

[785] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphes 62 et 63.

[786] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphes 64 à 69.

l'Australie s'est fondée sur l'affaire *États-Unis – Restrictions à l'exportation*, les déclarations du Groupe spécial au paragraphe 7.179 sont importantes et devraient être conservées.[787] Après avoir examiné le texte de l'IRA, les communications de l'Australie et ses réponses aux questions du Groupe spécial, ainsi que les observations de la Nouvelle-Zélande concernant le réexamen intérimaire, le Groupe spécial a inséré un nouveau paragraphe après le paragraphe 7.174 et a apporté de petites modifications au paragraphe 7.175.

6.26 L'Australie demande que soit modifié le paragraphe 7.180, dans la section qui contient l'analyse du Groupe spécial concernant à la distinction alléguée entre les mesures principales et les mesures auxiliaires afin qu'il soit noté que "la plupart des experts … ont appuyé l'idée selon laquelle certaines des mesures en cause pourraient être différenciées sur la base de leur but s'agissant de la réduction des risques, même s'ils étaient en désaccord quant à la question de savoir quelles mesures relèveraient de quelle catégorie".[788] La Nouvelle-Zélande rejette la demande. À son avis, la dernière phrase du paragraphe "décrit correctement les avis des experts".[789] Le Groupe spécial ne voit aucune raison de modifier le paragraphe 7.180. Il a cependant ajouté des références dans une note de bas de page relative au paragraphe 7.180, comme l'Australie et la Nouvelle-Zélande l'ont demandé.[790]

6.27 L'Australie demande que le Groupe spécial reconsidère son analyse des questions examinées aux paragraphes 7.182 et 7.183. À son avis, "il apparaît que le Groupe spécial a mal interprété la nature des communications de l'Australie concernant le regroupement suggéré des mesures pertinentes".[791] Après avoir examiné le texte de l'IRA, et les communications de l'Australie et ses réponses aux questions du Groupe spécial, celui-ci n'a apporté aucune modification aux paragraphes 7.183 et 7.184 pour répondre à la demande de l'Australie.

3. Allégations de la Nouvelle-Zélande au titre des articles 2:2, 5:1 et 5:2 de l'Accord SPS

a) Ordre d'analyse

6.28 La Nouvelle-Zélande demande que le paragraphe 7.191, dans la section qui résume ses arguments soit modifié. Elle propose qu'un texte additionnel soit inséré dans ce paragraphe pour mieux rendre compte de son argument concernant le point de vue de l'Australie selon lequel une déférence considérable devrait être accordée aux évaluations des risques effectuées par les Membres.[792] Après avoir examiné la déclaration faite par la Nouvelle-Zélande à la première réunion de fond tenue avec le Groupe spécial, celui-ci a modifié le paragraphe 7.191 de la manière demandée par la Nouvelle-Zélande.

---

[787] Communication de la Nouvelle-Zélande au Groupe spécial, 22 avril 2010, observations de la Nouvelle-Zélande concernant la demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphe 20.

[788] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphes 70 et 71.

[789] Communication de la Nouvelle-Zélande au Groupe spécial, 22 avril 2010, observations de la Nouvelle-Zélande concernant la demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphe 21.

[790] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 22 avril 2010, observations de l'Australie concernant la demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2; communication de la Nouvelle-Zélande au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par la Nouvelle-Zélande, page 2.

[791] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphes 72 et 73.

[792] Communication de la Nouvelle-Zélande au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par la Nouvelle-Zélande, page 2.

6.29 L'Australie demande que le paragraphe 7.192, dans la section qui résume les arguments de la Nouvelle-Zélande, soit modifié. Elle propose que le rapport indique qu'une réponse de la Nouvelle-Zélande visait les arguments présentés par l'Australie qui étaient spécifiques au présent différend.[793] La Nouvelle-Zélande rejette la demande. À son avis, l'Australie n'a pas précisé au cours de la procédure que ses arguments étaient "spécifiques au présent différend".[794] Le Groupe spécial ne voit aucune raison de modifier le paragraphe 7.192.

6.30 L'Australie demande que les paragraphes 7.198 et 7.199, dans la section qui résume ses arguments soient modifiés, afin qu'il soit mieux rendu compte de ses communications. À son avis, les paragraphes en question devraient être révisés et un nouveau texte devrait être ajouté pour rendre compte des précisions données par l'Australie concernant ses arguments après la première communication écrite et compte tenu du rapport de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis/Canada – Maintien de la suspension*. L'Australie demande également que l'expression "objectif et crédible" initialement utilisée par l'Australie pour l'IRA soit remplacée par l'expression "objectif et cohérent" dans l'ensemble du rapport, y compris au paragraphe 7.200, pour prendre en compte le changement de libellé dans les communications ultérieures de l'Australie.[795] La Nouvelle-Zélande rejette la demande de l'Australie visant à ce que les paragraphes 7.198 et 7.199 soient modifiés. Pour elle, les arguments de l'Australie sont énoncés en détail ailleurs dans le rapport et il ne serait pas nécessaire et approprié d'insérer de nouvelles sections trop longues dans cette partie du rapport.[796] Après avoir examiné les communications de l'Australie, les déclarations qu'elle a faites à la deuxième réunion de fond tenue avec le Groupe spécial et ses réponses ultérieures aux questions du Groupe spécial, celui-ci a modifié le paragraphe 7.198 et incorporé un nouveau texte après ce paragraphe pour répondre à la demande de l'Australie. L'expression initialement utilisée par l'Australie, à savoir "objective et crédible", a été remplacée par l'expression "objective et cohérente" au paragraphe 7.199 et par l'expression "objective ni cohérente" au paragraphe 7.202 de la manière demandée par ce pays. En outre, une note de bas de page a été ajoutée au paragraphe 7.199, indiquant que l'expression utilisée par l'Australie dans sa première communication écrite avait été modifiée et remplacée par l'expression "objectif et cohérent". L'expression n'a pas été modifiée au paragraphe 7.200, qui contient une citation de la première communication écrite de l'Australie.

6.31 L'Australie demande que le paragraphe 7.203 dans la section qui contient l'analyse du Groupe spécial soit modifié car, à son avis, il est incorrect de qualifier les allégations de la Nouvelle-Zélande au titre des articles 2:2, 5:1 et 5:2 de "séparées et autonomes".[797] La Nouvelle-Zélande rejette la demande de l'Australie. À son avis, la description du Groupe spécial est correcte.[798] Le Groupe spécial note que les arguments présentés par la Nouvelle-Zélande dans le cadre d'une allégation ont parfois été également utilisés par ce pays pour étayer d'autres allégations. Il estime cependant que la Nouvelle-Zélande a présenté des allégations séparées et autonomes au titre des articles 2:2, 5:1 et 5:2 de l'Accord SPS. En conséquence, il n'y a aucune raison de modifier le paragraphe 7.203 à cet égard.

---

[793] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphes 74 et 75.

[794] Communication de la Nouvelle-Zélande au Groupe spécial, 22 avril 2010, observations de la Nouvelle-Zélande concernant la demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphe 22.

[795] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphes 76 à 82.

[796] Communication de la Nouvelle-Zélande au Groupe spécial, 22 avril 2010, observations de la Nouvelle-Zélande concernant la demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphe 23.

[797] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphes 83 et 84.

[798] Communication de la Nouvelle-Zélande au Groupe spécial, 22 avril 2010, observations de la Nouvelle-Zélande concernant la demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphe 24.

b) Critère d'examen

6.32 L'Australie demande que les paragraphes 7.214 et 7.215, dans la section qui décrit les arguments des parties, soient modifiés afin qu'il soit mieux rendu compte de ses arguments puisque ceux-ci ont été développés dans plusieurs communications et, en particulier, compte tenu du rapport de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis/Canada – Maintien de la suspension*. L'Australie demande aussi que la première phrase du paragraphe 7.214 indique que son argument était que le critère d'examen appliqué par le Groupe spécial devrait être spécifique à l'Accord SPS et également à l'obligation particulière en question.[799] Après avoir examiné la première communication écrite de l'Australie, à laquelle elle s'est référée dans sa demande, le Groupe spécial a apporté certaines modifications au paragraphe 7.214. Il relève que les notes de bas de page relatives à ce paragraphe montrent clairement que les références concernent la première communication écrite de l'Australie, les déclarations qu'elle a faites à la première réunion de fond avec le Groupe spécial et ses réponses ultérieures aux questions posées par le Groupe spécial après la réunion.

6.33 L'Australie demande que le paragraphe 7.220 soit modifié, parce que la Nouvelle-Zélande a incorrectement décrit l'argument de l'Australie comme suggérant que la Nouvelle-Zélande devrait démontrer l'existence de graves vices à chaque étape de l'évaluation des risques.[800] La Nouvelle-Zélande rejette la demande de l'Australie. Selon elle, il n'est pas approprié pour l'Australie de proposer une modification d'un paragraphe résumant les arguments de la Nouvelle-Zélande.[801] Après avoir examiné les communications de la Nouvelle-Zélande et ses réponses aux questions posées par le Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, le Groupe spécial ne voit aucune raison de modifier le paragraphe 7.220.

6.34 L'Australie demande que, par souci d'exhaustivité, le paragraphe 7.225, dans la section qui contient les arguments du Groupe spécial, soit modifié. À son avis, puisque le Groupe spécial fait référence au "recours de l'Australie au rapport du Groupe spécial *Australie – Saumons (article 21:5 – Canada)*", il devrait "également indiquer le paragraphe 7.57 de [ce] rapport du Groupe spécial de la mise en conformité".[802] La Nouvelle-Zélande rejette la demande de l'Australie. À son avis, le paragraphe du rapport du Groupe spécial de la mise en conformité *Australie – Saumons (article 21:5 – Canada)* indiqué par l'Australie n'est pas directement pertinent pour l'examen général du critère d'examen par le Groupe spécial.[803] Celui-ci ne voit aucune raison de modifier le paragraphe 7.225.

c) Résumé des arguments des parties au titre de l'article 5:1 et 5:2 de l'Accord SPS

6.35 L'Australie demande que, par souci d'exhaustivité, les paragraphes 7.228 à 7.233, dans la section qui décrit les arguments des parties soient modifiés. Elle dit que cette section contient des arguments de la Nouvelle-Zélande relatifs au différend *Japon – Pommes*.[804] La Nouvelle-Zélande

[799] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphes 85 et 86.
[800] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphes 87 à 89.
[801] Communication de la Nouvelle-Zélande au Groupe spécial, 22 avril 2010, observations de la Nouvelle-Zélande concernant la demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphe 25.
[802] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphe 90.
[803] Communication de la Nouvelle-Zélande au Groupe spécial, 22 avril 2010, observations de la Nouvelle-Zélande concernant la demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphe 26.
[804] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphe 91.

rejette la demande de l'Australie visant une modification des paragraphes en question. Elle note que ses arguments sont énoncés dans la partie IV du rapport et qu'il ne serait pas nécessaire d'insérer d'autres références dans cette partie du rapport.[805] Le Groupe spécial ne voit aucune raison de modifier les paragraphes 7.228 à 7.233.

6.36 L'Australie demande que le Groupe spécial consigne dans cette section la réponse de l'Australie à l'argument de la Nouvelle-Zélande, indiquée au paragraphe 7.231, selon laquelle l'article 5:2 de l'Accord SPS énonce une obligation d'accorder "une véritable attention" à un certain nombre de facteurs énumérés dans cette disposition.[806] Après avoir examiné les communications écrites de l'Australie, le Groupe spécial a ajouté un nouveau paragraphe immédiatement après le paragraphe 7.235 comme l'Australie l'a demandé.

6.37 En ce qui concerne les paragraphes 7.232 à 7.236, l'Australie demande que le Groupe spécial consigne son "affirmation globale concernant chaque évaluation des risques phytosanitaires selon laquelle … si la Nouvelle-Zélande a réussi à démontrer l'existence de vices, ceux-ci ne sont que des vices mineurs et ne nuisent pas au caractère justifiable objectif global de l'évaluation des risques particulière en cause".[807] Après avoir examiné les communications écrites de l'Australie, le Groupe spécial a ajouté un nouveau texte au paragraphe 7.232, comme l'a demandé l'Australie.

d) Prescriptions concernant le feu bactérien

6.38 Le Groupe spécial a modifié le paragraphe 7.242, comme l'Australie l'a demandé.[808]

6.39 L'Australie demande que soit modifié le paragraphe 7.253, dans la section qui contient l'analyse du Groupe spécial concernant la surestimation alléguée de l'étape 1 pour l'importation dans le cas du feu bactérien. À son avis, ce paragraphe contient une mention qui se rapporte à "[l]a question de la pollution de la surface du fruit [qui] est pertinente pour l'étape 2 pour l'importation, pas pour l'étape 1 pour l'importation". L'Australie demande par conséquent que le Groupe spécial supprime du paragraphe la phrase contenant cette mention ou bien qu'il la transfère dans la section traitant de l'étape 2 pour l'importation. Elle demande aussi que le Groupe spécial remplace l'expression "a prévenu", lorsqu'il fait référence aux observations d'un des experts, par l'expression "a exprimé l'avis". Dans le même paragraphe, l'Australie demande au Groupe spécial de modifier la référence faite aux observations des experts pour qu'elle soit reproduite d'une manière plus exacte.[809] La Nouvelle-Zélande rejette la demande de l'Australie visant à modifier le paragraphe en question. À son avis, la référence à la réponse de l'expert se rapporte à l'étape 1 pour l'importation, de sorte qu'il serait approprié que cette phrase reste au paragraphe 7.253. La Nouvelle-Zélande ajoute que l'expression "a prévenu" est correctement utilisée dans le paragraphe.[810] Le Groupe spécial estime que la phrase contestée par l'Australie est pertinente pour l'examen de l'étape 1 pour l'importation et ne voit donc aucune raison de la supprimer ou de la transférer dans une section différente. Après avoir

[805] Communication de la Nouvelle-Zélande au Groupe spécial, 22 avril 2010, observations de la Nouvelle-Zélande concernant la demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphe 27.
[806] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphes 92 et 93.
[807] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphe 94.
[808] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphe 95.
[809] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphes 96 à 100.
[810] Communication de la Nouvelle-Zélande au Groupe spécial, 22 avril 2010, observations de la Nouvelle-Zélande concernant la demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphe 28.

examiné le texte de la réponse des experts à une des questions du Groupe spécial, celui-ci a apporté d'autres modifications au paragraphe 7.253 pour répondre à la demande de l'Australie.

6.40 L'Australie demande que le paragraphe 7.254 soit modifié. Ce paragraphe comprend une référence qui, selon elle, "se rapporte aux chances d'entraîner une contamination de la surface des fruits, ce qui est pertinent pour l'étape 2 pour l'importation, et non pour l'étape 1 pour l'importation". Elle demande que le Groupe spécial supprime du paragraphe la phrase contenant cette référence ou bien qu'il la transfère à la section traitant de l'étape 2 pour l'importation.[811] La Nouvelle-Zélande rejette la demande de l'Australie visant à modifier le paragraphe en question. À son avis, la référence à la réponse de l'expert se rapporte à l'étape 1 pour l'importation, de sorte qu'il serait approprié que cette phrase reste au paragraphe 7.254.[812] Le Groupe spécial estime que la phrase contestée par l'Australie est pertinente pour l'examen de l'étape 1 pour l'importation et ne voit donc aucune raison de la supprimer ou de la transférer à une section différente.

6.41 L'Australie demande qu'une phrase soit ajoutée au paragraphe 7.258, dans la section qu décrit les arguments de la Nouvelle-Zélande visant la surestimation alléguée concernant l'étape 2 pour l'importation dans le cas du feu bactérien, afin qu'il soit indiqué que la Nouvelle-Zélande se réfère à un ouvrage de Roberts et Sawyer (2008). À son avis, cela offrirait également un contexte pour la référence ultérieurement faite à l'ouvrage en question dans le résumé des arguments de l'Australie.[813] La Nouvelle-Zélande suggère que, pour offrir un contexte, une référence à d'autres paragraphes de la première communication écrite de la Nouvelle-Zélande et aux observations de la Nouvelle-Zélande concernant les réponses de l'Australie aux questions posées après la deuxième réunion de fond soit ajoutée à la note de bas de page 1219 relative au paragraphe 7.258.[814] Le Groupe spécial a ajouté les références demandées par l'Australie et la Nouvelle-Zélande.

6.42 L'Australie demande qu'un nouveau texte soit ajouté au paragraphe 7.260 pour exposer plus complètement l'argument de l'Australie concernant Roberts et Sawyer (2008).[815] La Nouvelle-Zélande rejette la demande de l'Australie. Selon elle, les arguments de l'Australie concernant Roberts et Sawyer (2008) sont résumés dans une section différente, à savoir le paragraphe 7.428. La Nouvelle-Zélande suggère que les références additionnelles indiquées par l'Australie pourraient être ajoutées à la note de bas de page relative au paragraphe 7.428; elle dit également que des références additionnelles à ses communications pourraient également être incorporées dans la note de bas de page en question.[816] Le Groupe spécial a ajouté, au paragraphe 7.260 et dans la note de bas de page relative au paragraphe 7.428, le texte et les références demandées par l'Australie; il a également ajouté dans la note de bas de page relative au paragraphe 7.428 les références demandées par la Nouvelle-Zélande.

---

[811] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphes 101 et 102.

[812] Communication de la Nouvelle-Zélande au Groupe spécial, 22 avril 2010, observations de la Nouvelle-Zélande concernant la demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphe 29.

[813] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphes 103 à 105.

[814] Communication de la Nouvelle-Zélande au Groupe spécial, 22 avril 2010, observations de la Nouvelle-Zélande concernant la demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphe 30.

[815] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphe 106.

[816] Communication de la Nouvelle-Zélande au Groupe spécial, 22 avril 2010, observations de la Nouvelle-Zélande concernant la demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphe 31.

6.43 Se référant au paragraphe 7.267, l'Australie demande que le Groupe spécial consigne l'argument qu'elle a exposé dans sa première communication écrite concernant l'expérience indiquée dans l'ouvrage de van der Zwet *et al.* (1990).[817] La Nouvelle-Zélande demande que le Groupe spécial, s'il incorpore les références fournies par l'Australie, incorpore également les références à la deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande.[818] Le Groupe spécial a inséré dans la note de bas de page relative au paragraphe 7.267 les références demandées par l'Australie et la Nouvelle-Zélande.

6.44 Le Groupe spécial a modifié le paragraphe 7.290, comme l'a demandé l'Australie.[819]

6.45 L'Australie demande que soit modifié le paragraphe 7.299, dans la section qui contient l'analyse du Groupe spécial concernant la surestimation alléguée visant l'étape 4 pour l'importation dans le cas du feu bactérien. Elle demande que le Groupe spécial remplace l'expression qui mentionne, dans ce paragraphe, la désinfection comme étant une "procédure courante à la station de conditionnement" par l'expression "procédure utilisée dans quelque 53 pour cent des stations de conditionnement". Elle dit que cette dernière expression est plus exacte et est fondée sur les renseignements fournis par la Nouvelle-Zélande.[820] La Nouvelle-Zélande rejette la demande de l'Australie. Elle soutient que l'emploi de l'expression est approprié. Elle note que la désinfection est définie comme étant une des "procédures courantes qui sont appliquées dans les stations de conditionnement de la Nouvelle-Zélande".[821] Le Groupe spécial note que le paragraphe 7.299 fait partie de l'analyse du Groupe spécial concernant le raisonnement relatif à l'étape 4 pour l'importation suivi dans l'IRA. L'étape 4 pour l'importation concerne la probabilité que les fruits infectés ou infestés le restent après l'application des procédures de traitement courantes à la station de conditionnement. Selon l'IRA, ces "procédures courantes à la station de conditionnement" comprennent le refroidissement préalable, le lavage, la désinfection, le brossage, le cirage, le tri et le classement, le conditionnement et l'entreposage frigorifique.[822] En conséquence, le Groupe spécial ne voit aucune raison de modifier le paragraphe 7.299.

6.46 L'Australie demande que soit modifié le paragraphe 7.316, dans la section qui contient l'analyse du Groupe spécial concernant la surestimation alléguée concernant l'étape 5 pour l'importation dans le cas du feu bactérien. Notant la mention d'une étude effectuée par Vanneste (2008) dans la déclaration d'un expert figurant dans le paragraphe, l'Australie demande que le Groupe spécial consigne le fait que cet élément de preuve "est devenu disponible en 2008, c'est-à-dire *après* l'achèvement de l'IRA et pendant la procédure du présent différend".[823] La Nouvelle-Zélande suggère que la référence à Vanneste (2008) pourrait avoir été due à une erreur typographique car ni l'IRA ni aucune des parties ne fait référence à cette étude. Elle dit que l'expert pourrait s'être référé à l'étude de Vanneste (2006), qui a été présentée en tant que pièce par la Nouvelle-Zélande et fait partie du dossier. La Nouvelle-Zélande note en outre que l'IRA fait référence à une autre étude, que Vanneste a coécrite en 2004 et qui établit des conclusions similaires à

[817] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphe 107.
[818] Communication de la Nouvelle-Zélande au Groupe spécial, 22 avril 2010, observations de la Nouvelle-Zélande concernant la demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphe 32.
[819] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphe 108.
[820] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphe 109.
[821] Communication de la Nouvelle-Zélande au Groupe spécial, 22 avril 2010, observations de la Nouvelle-Zélande concernant la demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphe 33.
[822] IRA de l'Australie, partie B, pages 76 et 77.
[823] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphe 110 (pas d'italique dans l'original).

celles exprimées par l'expert au paragraphe 7.316. La Nouvelle-Zélande estime que, dans ces circonstances, il serait approprié de supprimer la référence à Vanneste (2008) du paragraphe 7.316.[824] En conséquence, le Groupe spécial a supprimé la référence à Vanneste (2008) du paragraphe 7.316.

6.47 L'Australie demande que soit modifié le paragraphe 7.327, dans la section qui contient l'analyse du Groupe spécial concernant la surestimation alléguée visant l'étape 6 pour l'importation dans le cas du feu bactérien. Ce paragraphe comprend une référence à la réponse d'un expert qui, de l'avis de l'Australie, "n'est pas pertinente pour la constatation du Groupe spécial à cette étape [6] pour l'importation, puisqu'elle se rapportait aux procédures de désinfection qui étaient évaluées à l'étape 4 pour l'importation". L'Australie demande que le Groupe spécial supprime du paragraphe la référence à la réponse de l'expert.[825] La Nouvelle-Zélande rejette la demande de l'Australie visant à modifier le paragraphe. À son avis, il ne serait pas approprié de supprimer de ce paragraphe la référence à la réponse de l'expert, parce qu'elle se rapporte à l'étape 6 pour l'importation.[826] Le Groupe spécial estime que la réponse contestée est pertinente pour l'examen de l'étape 6 pour l'importation et ne voit donc aucune raison de la supprimer du paragraphe 7.327.

6.48 L'Australie demande que soit modifié le paragraphe 7.349, dans la section qui résume les arguments de l'Australie visant la surestimation alléguée concernant la probabilité générale de l'importation dans le cas du feu bactérien, parce que, à son avis, sous sa forme actuelle, le paragraphe pourrait donner lieu à une description erronée de sa position.[827] Le Groupe spécial a modifié le paragraphe 7.349, comme l'Australie l'a demandé.

6.49 Le Groupe spécial a modifié le paragraphe 7.355, comme l'Australie l'a demandé, pour préciser que le texte n'était pas une citation.[828]

6.50 L'Australie demande que soit modifié le paragraphe 7.362, dans la section qui résume ses arguments concernant l'analyse dans l'IRA de la probabilité de l'entrée, de l'établissement et de la dissémination du feu bactérien, parce que, à son avis, sous sa forme actuelle, ce paragraphe n'indique pas clairement s'il a pour objet de reproduire l'argument ou les affirmations de la Nouvelle-Zélande. L'Australie fait valoir que si le paragraphe est censé reproduire son argument, il constituerait une description incorrecte de sa position.[829] Après avoir examiné la première communication écrite de l'Australie, le Groupe spécial a modifié le paragraphe 7.362 pour répondre à la demande de l'Australie.

6.51 L'Australie demande que le Groupe spécial supprime la première phrase du paragraphe 7.376, dans la section qui contient l'analyse du Groupe spécial concernant le raisonnement suivi dans l'IRA s'agissant de la proximité dans le cas du feu bactérien. Dans cette phrase, le Groupe spécial note que "[c]onsultés par le Groupe spécial, les experts ont fait part de leur scepticisme concernant certains des scénarios envisagés dans l'analyse de la proximité faite dans l'IRA". L'Australie fait valoir que la

[824] Communication de la Nouvelle-Zélande au Groupe spécial, 22 avril 2010, observations de la Nouvelle-Zélande concernant la demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphe 34.

[825] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphes 112 et 113.

[826] Communication de la Nouvelle-Zélande au Groupe spécial, 22 avril 2010, observations de la Nouvelle-Zélande concernant la demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphe 36.

[827] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphes 113 et 114.

[828] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphe 115.

[829] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphes 116 à 118.

phrase attribue une importance qui n'est pas présente dans les réponses de l'un des experts.[830] La Nouvelle-Zélande rejette la demande de l'Australie. À son avis, le mot "scepticisme" a été utilisé de manière appropriée en rapport avec les réponses des experts consultés par le Groupe spécial.[831] Celui-ci ne voit aucune raison de modifier le paragraphe 7.376.

6.52 L'Australie demande que le Groupe spécial modifie la phrase liminaire du paragraphe 7.398, dans la section qui contient l'analyse du Groupe spécial concernant le raisonnement suivi dans l'IRA s'agissant de l'exposition au feu bactérien. Dans cette phrase, le Groupe spécial mentionne "la possibilité théorique qu'un insecte transporte quelques cellules bactériennes jusqu'à l'hypanthe d'une fleur d'une plante hôte". L'Australie demande que le Groupe spécial supprime le mot "théorique", faisant valoir que "[c]e n'était pas un terme utilisé par les experts".[832] La Nouvelle-Zélande rejette la demande de l'Australie. À son avis, le mot "théorique" a été utilisé de façon appropriée par le Groupe spécial.[833] Après avoir examiné la réponse de l'expert à une question du Groupe spécial à laquelle il est référé au paragraphe 7.398, le Groupe spécial ne voit aucune raison de modifier le paragraphe 7.398.

6.53 L'Australie demande que le Groupe spécial modifie une phrase du paragraphe 7.427, dans la section qui contient les conclusions du Groupe spécial concernant l'entrée, l'établissement et la dissémination du feu bactérien. Cette phrase consigne l'avis des experts consultés par le Groupe spécial selon lequel les études citées "*maximisaient* … le risque théorique d'introduction d'*Erwinia amylovora* par des pommes potentiellement infestées …". L'Australie demande que le Groupe spécial supprime le mot "théorique", faisant valoir que "[l]e terme n'a pas été utilisé par les experts".[834] La Nouvelle-Zélande rejette la demande de l'Australie. Selon elle, le mot "théorique" a été utilisé de façon appropriée par le Groupe spécial. La Nouvelle-Zélande ajoute en outre que la phrase contestée par l'Australie se réfère à la réponse d'un expert à une question du Groupe spécial et que l'expert utilise spécifiquement le mot "théorique".[835] Après avoir examiné la réponse de l'expert à une question du Groupe spécial qui est mentionnée au paragraphe 7.427, le Groupe spécial ne voit aucune raison de modifier le paragraphe 7.427. Il a cependant ajouté des références dans deux notes de bas de page relatives au paragraphe 7.427, comme l'Australie et la Nouvelle-Zélande l'ont demandé.[836]

6.54 L'Australie demande que le Groupe spécial modifie une phrase du paragraphe 7.429. À son avis, cette phrase, qui fait mention de l'effet possible de la proximité des vergers, ne rend pas correctement compte des conclusions de l'IRA concernant le feu bactérien.[837] Après avoir examiné le

[830] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphe 119.
[831] Communication de la Nouvelle-Zélande au Groupe spécial, 22 avril 2010, observations de la Nouvelle-Zélande concernant la demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphe 37.
[832] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphes 120 et 121.
[833] Communication de la Nouvelle-Zélande au Groupe spécial, 22 avril 2010, observations de la Nouvelle-Zélande concernant la demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphe 38.
[834] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphes 122 et 123.
[835] Communication de la Nouvelle-Zélande au Groupe spécial, 22 avril 2010, observations de la Nouvelle-Zélande concernant la demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphe 38.
[836] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 22 avril 2010, observations de l'Australie concernant la demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4; communication de la Nouvelle-Zélande au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par la Nouvelle-Zélande, page 4.
[837] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphes 124 et 125.

texte de l'IRA et les avis exprimés par les experts, le Groupe spécial a modifié le paragraphe 7.429 pour répondre à la demande de l'Australie.

6.55 L'Australie demande que le Groupe spécial modifie une phrase du paragraphe 7.437. À son avis, cette phrase ne rend pas compte d'une manière exacte de la réponse d'un expert consulté par le Groupe spécial.[838] Après avoir examiné la réponse fournie par l'expert à la question qui est mentionnée dans la phrase contestée par l'Australie, le Groupe spécial a modifié le paragraphe 7.437.

6.56 Le Groupe spécial a modifié le paragraphe 7.442, changeant l'ordre des phrases et indiquant la citation d'une réponse d'un expert à une question du Groupe spécial, comme la Nouvelle-Zélande l'a demandé.[839]

6.57 L'Australie demande que le Groupe spécial modifie la première phrase du paragraphe 7.447, dans la section qui décrit les arguments de la Nouvelle-Zélande concernant les conséquences biologiques et économiques potentielles liées au feu bactérien, pour préciser que l'expression "hypothèses non fondées" utilisée dans la communication de la Nouvelle-Zélande se rapporte à un ouvrage de Roberts (1991).[840] L'Australie demande aussi que le Groupe spécial modifie la quatrième phrase pour préciser que l'argument de la Nouvelle-Zélande selon lequel "l'incidence du feu bactérien sur la production de fruits à pépins des années où il n'y a pas de flambée est insignifiante" est fondé sur sa propre expérience.[841] L'Australie demande en outre que le Groupe spécial modifie la cinquième phrase pour préciser que l'argument de la Nouvelle-Zélande concernant les pertes de production de fruits à pépins découlant d'une flambée de feu bactérien est fondé sur des éléments de preuve provenant de la Nouvelle-Zélande. L'Australie demande que la même phrase indique la déclaration de la Nouvelle-Zélande selon laquelle les pertes de production "peuvent occasionnellement être importantes à un niveau local seulement".[842] La Nouvelle-Zélande rejette la première des demandes de l'Australie. À son avis, le Groupe spécial a correctement résumé son argument, qui ne vise pas simplement Roberts (1991).[843] Après avoir examiné la première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, le Groupe spécial ne voit en général aucune raison de modifier le paragraphe 7.447. Il a toutefois précisé dans la phrase que, dans sa communication écrite, la Nouvelle-Zélande s'était référée à l'incidence du feu bactérien sur la production de fruits à pépins *en Nouvelle-Zélande*. Le Groupe spécial a également corrigé la note de bas de page 1525, comme l'Australie et la Nouvelle-Zélande l'ont demandé.[844] Il a en outre corrigé la note de bas de page 1528, comme la Nouvelle-Zélande l'a demandé.[845] Le texte suggéré par l'Australie en ce qui concerne la possibilité de pertes de production à un niveau local fait déjà partie du paragraphe 7.447.

---

[838] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphes 126 à 128.

[839] Communication de la Nouvelle-Zélande au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par la Nouvelle-Zélande, page 5.

[840] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphes 129 à 131.

[841] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphe 133.

[842] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphes 134 et 135.

[843] Communication de la Nouvelle-Zélande au Groupe spécial, 22 avril 2010, observations de la Nouvelle-Zélande concernant la demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphe 39.

[844] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphe 132; communication de la Nouvelle-Zélande au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par la Nouvelle-Zélande, page 5.

[845] Communication de la Nouvelle-Zélande au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par la Nouvelle-Zélande, page 5.

6.58 L'Australie demande que le Groupe spécial incorpore une phrase dans la section décrivant les arguments de l'Australie concernant les conséquences biologiques et économiques potentielles liées au feu bactérien (paragraphes 7.450 à 7.454), afin qu'il soit rendu compte de son affirmation selon laquelle "la Nouvelle-Zélande n'a présenté aucun argument de fond quant à la question de l'évaluation des conséquences du feu bactérien ni dans sa deuxième communication écrite ni à la deuxième audience".[846] La Nouvelle-Zélande rejette la demande de l'Australie. Elle note que l'argument de l'Australie, qui a été présenté à la deuxième réunion de fond avec le Groupe spécial, est reproduit dans la partie IV du rapport. À son avis, il n'est pas nécessaire de répéter cet argument aux paragraphes 7.450 à 7.454.[847] Après avoir examiné la déclaration de l'Australie faite à la deuxième réunion de fond avec le Groupe spécial, celui-ci a ajouté au paragraphe 7.453 le texte proposé par l'Australie.

6.59 L'Australie demande qu'une phrase soit modifiée au paragraphe 7.473, dans la section qui décrit les arguments de la Nouvelle-Zélande concernant les vices de méthode allégués relevés par la Nouvelle-Zélande. Selon l'Australie, un texte devrait être ajouté à la première phrase du paragraphe en question pour indiquer "que la Nouvelle-Zélande a recours à des données commerciales pour étayer sa position concernant l'utilisation de 1×10^{-6} comme valeur maximale pour "négligeable".[848] La Nouvelle-Zélande rejette la demande de l'Australie. Selon elle, il n'est pas approprié pour l'Australie de proposer la modification d'un paragraphe résumant les arguments de la Nouvelle-Zélande. Celle-ci soutient que le texte additionnel proposé par l'Australie "reflète les observations de l'Australie concernant l'argument de la Nouvelle-Zélande, au lieu de l'argument présenté par la Nouvelle-Zélande".[849] Après avoir examiné la première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, le Groupe spécial ne voit aucune raison de modifier le paragraphe 7.473. La note de bas de page relative à ce paragraphe a cependant été modifiée, comme l'Australie l'a demandé, pour offrir un contexte additionnel à la phrase.

6.60 L'Australie demande que soit modifiée la première phrase du paragraphe 7.474, dans la section qui décrit ses arguments concernant les vices de méthode allégués relevés par la Nouvelle-Zélande. À son avis, la deuxième partie de la phrase devrait être supprimée parce qu'elle "fait indûment référence à d'autres définitions [du "risque négligeable"] proposées par la Nouvelle-Zélande".[850] De même, au paragraphe 7.474, l'Australie demande qu'une précision soit ajoutée à une phrase pour qu'il y soit mentionné que l'utilisation de l'intervalle compris entre 0 et 10^{-6} correspond à une "distribution uniforme".[851] S'agissant de la première des demandes de l'Australie, la Nouvelle-Zélande suggère que, bien que l'Australie ait raison, il serait possible de répondre à cette préoccupation simplement en remplaçant un mot au lieu de supprimer le texte entier.[852] Après avoir examiné les communications de l'Australie, le Groupe spécial a apporté toutes les modifications

[846] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphes 136 et 137.
[847] Communication de la Nouvelle-Zélande au Groupe spécial, 22 avril 2010, observations de la Nouvelle-Zélande concernant la demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphe 40.
[848] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphes 138 à 140.
[849] Communication de la Nouvelle-Zélande au Groupe spécial, 22 avril 2010, observations de la Nouvelle-Zélande concernant la demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphe 41.
[850] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphe 141.
[851] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphe 143.
[852] Communication de la Nouvelle-Zélande au Groupe spécial, 22 avril 2010, observations de la Nouvelle-Zélande concernant la demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphe 42.

demandées par ce pays. Il a également apporté une correction à la deuxième phrase du paragraphe, comme l'Australie l'a demandé.[853]

6.61 L'Australie demande que soit modifié le paragraphe 7.475, dans la section décrivant ses arguments concernant les vices de méthode allégués relevés par la Nouvelle-Zélande. À son avis, ses arguments ne sont pas correctement indiqués dans le paragraphe. Elle propose un autre texte pour ce paragraphe.[854] Après avoir examiné les communications de l'Australie, le Groupe spécial a apporté les modifications demandées par ce pays.

6.62 L'Australie demande que soient modifiés les paragraphes 7.486 et 7.487, dans la section qui décrit ses arguments concernant les vices de méthode allégués relevés par la Nouvelle-Zélande. Elle demande que le Groupe spécial ajoute le mot "uniforme" lorsqu'il mentionne la distribution dans la première phrase du paragraphe 7.486. Elle propose également que soit ajouté un texte après le paragraphe 7.487 pour que soit consigné l'un de ses arguments.[855] Après avoir examiné les communications de l'Australie, le Groupe spécial a apporté les modifications demandées par ce pays.

6.63 L'Australie demande que soit modifié le paragraphe 7.488, dans la section qui décrit l'analyse par le Groupe spécial des vices de méthode allégués relevés par la Nouvelle-Zélande. Elle demande que le Groupe spécial supprime l'expression "mais, dans les circonstances en l'espèce" de la dernière phrase du paragraphe. Elle demande aussi qu'une référence soit ajoutée à l'une des notes de bas de page du paragraphe.[856] La Nouvelle-Zélande rejette la demande de l'Australie visant à supprimer des mots de la dernière phrase du paragraphe.[857] De l'avis du Groupe spécial, il est correct de mentionner que la déclaration figurant dans la dernière phrase du paragraphe se rapporte à l'utilisation d'une distribution uniforme dans les circonstances en l'espèce. En conséquence, le Groupe spécial ne voit aucune raison de modifier le paragraphe 7.488. Une note de bas de page relative à ce paragraphe a cependant été modifiée pour ajouter la référence indiquée par l'Australie.

6.64 Le Groupe spécial a corrigé la note de bas de page 1597 relative au paragraphe 7.489, comme l'Australie l'a demandé.[858]

6.65 Le Groupe spécial a corrigé le paragraphe 7.499 de la manière demandée par l'Australie et la Nouvelle-Zélande.[859]

e) Prescriptions concernant le chancre européen

6.66 L'Australie demande que le paragraphe 7.526, dans la section qui contient l'analyse du Groupe spécial concernant la surestimation alléguée relative à l'étape 2 pour l'importation dans le cas

[853] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphe 142.
[854] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphes 144 et 145.
[855] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphes 146 et 147.
[856] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphes 148 et 149.
[857] Communication de la Nouvelle-Zélande au Groupe spécial, 22 avril 2010, observations de la Nouvelle-Zélande concernant la demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphe 43.
[858] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphe 150.
[859] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphe 151; communication de la Nouvelle-Zélande au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par la Nouvelle-Zélande, page 5.

du chancre européen, soit modifié. L'Australie fait valoir que l'IRA cite des études qui confirment la pourriture des fruits causée par *N. galligena* en Nouvelle-Zélande. Elle estime que le rapport ne fait pas référence aux études pertinentes à cet égard, ou à l'acceptation par les experts de la possibilité d'une infection latente. Elle ajoute que le rapport devrait reconnaître la disponibilité limitée des données auxquelles l'équipe chargée de l'IRA a pu avoir accès.[860] La Nouvelle-Zélande rejette la demande de l'Australie visant à modifier ce paragraphe. À son avis, les modifications proposées par l'Australie prêtent à confusion et sont dénuées de pertinence, et le paragraphe devrait rester inchangé.[861] Après avoir examiné la demande de l'Australie, le Groupe spécial ne voit aucune raison de modifier le paragraphe 7.526 de la manière suggérée par l'Australie.

6.67 L'Australie demande que le Groupe spécial supprime l'expression "à tort" dans la première phrase du paragraphe 7.528, car elle n'a pas été utilisée par l'expert que le Groupe spécial a consulté.[862] La Nouvelle-Zélande rejette la demande de l'Australie. À son avis, à la lumière de la réponse de l'expert, le Groupe spécial pouvait inférer que l'expert jugeait l'IRA erroné. La Nouvelle-Zélande demande aussi l'ajout d'une référence dans la note de bas de page 1650 relative au paragraphe.[863] Après avoir examiné les demandes de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande, le Groupe spécial a supprimé l'expression "à tort" et ajouté une référence dans la note de bas de page en question.

6.68 L'Australie demande que le Groupe spécial supprime la première phrase du paragraphe 7.531. Elle estime que des conditions climatiques appropriées, propices au développement du chancre européen et à une infection latente, ont été et sont présentes en Nouvelle-Zélande.[864] La Nouvelle-Zélande rejette la demande de l'Australie. À son avis, les déclarations du Groupe spécial à cet égard sont étayées d'une manière adéquate.[865] Après avoir examiné la demande de l'Australie, le Groupe spécial ne voit aucune raison de modifier le paragraphe 7.531.

6.69 L'Australie estime que les paragraphes 7.532 et 7.535, dans la section qui contient l'analyse du Groupe spécial concernant la surestimation alléguée relative à l'étape 2 pour l'importation dans le cas du chancre européen, se rapportent en fait à l'étape 3 pour l'importation. L'Australie demande que le Groupe spécial supprime les paragraphes ou, sinon, les transfère dans la section appropriée.[866] La Nouvelle-Zélande rejette la demande de l'Australie visant à supprimer les paragraphes, mais elle ne fait pas objection à leur transfert dans la section concernant l'étape 3 pour l'importation.[867] Après avoir examiné la demande de l'Australie, le Groupe spécial a transféré le contenu des

---

[860] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphes 152 à 156.

[861] Communication de la Nouvelle-Zélande au Groupe spécial, 22 avril 2010, observations de la Nouvelle-Zélande concernant la demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphes 44 à 47.

[862] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphe 157.

[863] Communication de la Nouvelle-Zélande au Groupe spécial, 22 avril 2010, observations de la Nouvelle-Zélande concernant la demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphes 48 et 49.

[864] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphes 158 à 160.

[865] Communication de la Nouvelle-Zélande au Groupe spécial, 22 avril 2010, observations de la Nouvelle-Zélande concernant la demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphes 50 et 51.

[866] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphes 161 et 162, 166 et 167.

[867] Communication de la Nouvelle-Zélande au Groupe spécial, 22 avril 2010, observations de la Nouvelle-Zélande concernant la demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphes 52 et 55.

paragraphes 7.532 et 7.535 dans la section qui contient l'analyse du Groupe spécial concernant la surestimation alléguée relative à l'étape 3 pour l'importation. Des ajustements ont aussi été apportés en conséquence au paragraphe 7.1198.

6.70 L'Australie demande que le Groupe spécial insère au paragraphe 7.533 une citation de la réponse de l'un des experts, dans la section qui contient l'analyse du Groupe spécial concernant la surestimation alléguée relative à l'étape 2 pour l'importation dans le cas du chancre européen.[868] La Nouvelle-Zélande demande que si le Groupe spécial décide d'ajouter la citation demandée par l'Australie, elle inclue aussi les paragraphes de cette réponse de l'expert qui suivent immédiatement.[869] Après avoir examiné les demandes de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande, le Groupe spécial ne voit aucune raison de modifier le paragraphe 7.533.

6.71 La Nouvelle-Zélande demande que le Groupe spécial ajoute aux paragraphes 7.534 et 7.537 une référence aux réponses des experts.[870] Le Groupe spécial a ajouté les références aux paragraphes 7.534 et 7.537, comme l'a demandé la Nouvelle-Zélande.

6.72 L'Australie demande que les paragraphes 7.536 à 7.538 fassent référence à l'existence des études scientifiques qu'elle a utilisées dans l'IRA, afin de faire en sorte que les arguments des parties soient correctement exposés. L'Australie demande aussi que le Groupe spécial mentionne que l'un des experts a reconnu la rareté des données spécifiques à la Nouvelle-Zélande. Elle demande en outre que le Groupe spécial note que la déclaration de l'un des experts, selon laquelle les pourritures causées par *N. galligena* ne sont pas communes en Nouvelle-Zélande, est basée sur une comparaison avec l'Europe.[871] En ce qui concerne cette dernière demande de l'Australie, la Nouvelle-Zélande estime que le rapport mentionne correctement la réponse de l'expert.[872] Après avoir examiné la demande de l'Australie, le Groupe spécial ne voit aucune raison de modifier les paragraphes 7.536 à 7.538. Il note que les arguments des parties sont exposés dans d'autres sections du rapport. Il note en outre que, dans la citation déjà incluse au paragraphe 7.538, l'expert indique explicitement que les renseignements disponibles laissent entendre que les pourritures causées par *N. galligena* ne sont pas aussi communes en Nouvelle-Zélande qu'en Europe.

6.73 La Nouvelle-Zélande demande un ajout au paragraphe 7.569, dans la section qui contient l'analyse du Groupe spécial concernant la surestimation alléguée relative à l'étape 3 pour l'importation dans le cas du chancre européen. La Nouvelle-Zélande estime que cet ajout rendrait compte d'un point essentiel mentionné dans les paragraphes précédents de l'analyse du Groupe spécial, et qu'il clarifierait le rapport entre la section et l'étape 3 pour l'importation. Elle demande aussi un ajout au paragraphe 7.583, dans la section qui contient l'analyse du Groupe spécial concernant la surestimation alléguée relative à l'étape 4 pour l'importation dans le cas du chancre européen. Elle estime que cet ajout est pertinent pour l'examen fait dans l'IRA concernant l'étape 4 pour l'importation.[873] Le Groupe

[868] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphes 163 à 165.

[869] Communication de la Nouvelle-Zélande au Groupe spécial, 22 avril 2010, observations de la Nouvelle-Zélande concernant la demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphes 53 et 54.

[870] Communication de la Nouvelle-Zélande au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par la Nouvelle-Zélande, page 6.

[871] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphes 168 à 173.

[872] Communication de la Nouvelle-Zélande au Groupe spécial, 22 avril 2010, observations de la Nouvelle-Zélande concernant la demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphes 56 et 57.

[873] Communication de la Nouvelle-Zélande au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par la Nouvelle-Zélande, page 6.

spécial a ajouté aux paragraphes 7.569 et 7.583 le texte demandé par la Nouvelle-Zélande. Par souci de cohérence, il a aussi inclus un texte additionnel au paragraphe 7.568.

6.74 L'Australie demande que le paragraphe 7.584, dans la section qui contient l'analyse du Groupe spécial concernant la surestimation alléguée relative à l'étape 4 pour l'importation dans le cas du chancre européen, soit modifié. L'Australie estime que la citation de la réponse d'un expert est incomplète, et elle demande que le Groupe spécial supprime la partie introductive du paragraphe.[874] La Nouvelle-Zélande rejette la demande de l'Australie visant à modifier ce paragraphe. À son avis, le paragraphe indique correctement la réponse de l'expert.[875] Le Groupe spécial a modifié le paragraphe 7.584, comme l'a demandé l'Australie. Il a aussi inclus le texte complet de la réponse de l'expert.

6.75 La Nouvelle-Zélande demande que le Groupe spécial ajoute au paragraphe 7.614 une référence en note de bas de page à la réponse d'un expert, dans la section qui contient l'analyse du Groupe spécial concernant la surestimation alléguée relative à l'étape 6 pour l'importation dans le cas du chancre européen. Elle demande aussi que le Groupe spécial ajoute une référence aux réponses de deux experts dans une note de bas de page relative au paragraphe 7.671, dans la section qui contient l'analyse du Groupe spécial concernant la proximité dans le cas du chancre européen.[876] Le Groupe spécial a inséré les références au paragraphe 7.614 et dans la note de bas de page 1858 relative au paragraphe 7.671, comme l'a demandé la Nouvelle-Zélande.

6.76 Aux paragraphes 7.685, 7.687, 7.689 et 7.712, dans la section qui contient l'analyse du Groupe spécial concernant l'exposition dans le cas du chancre européen, la Nouvelle-Zélande demande que le Groupe spécial remplace l'expression "fruits sains" par "nouveaux hôtes" afin de rendre compte plus clairement de la question de l'exposition et de l'établissement.[877] Le Groupe spécial a effectué le remplacement demandé par la Nouvelle-Zélande.

6.77 La Nouvelle-Zélande demande que le Groupe spécial insère une référence aux réponses des experts dans les notes de bas de page relatives aux paragraphes 7.685, 7.689 et 7.699.[878] Le Groupe spécial a inséré les références dans la note de bas de page 1884 relative au paragraphe 7.685 et dans la note de bas de page 1888 relative au paragraphe 7.689, comme l'a demandé la Nouvelle-Zélande. Quant à la référence demandée par la Nouvelle-Zélande pour le paragraphe 7.699, le Groupe spécial estime qu'il est plus approprié de l'insérer dans la note de bas de page 1901 relative au paragraphe 7.698.

6.78 L'Australie demande que le Groupe spécial supprime la totalité du paragraphe 7.702, ou au moins la première phrase de ce paragraphe. Elle estime qu'il est difficile de voir comment le Groupe spécial a pu estimer que l'IRA de l'Australie ne reconnaissait pas l'importance du nombre de spores.[879] La Nouvelle-Zélande rejette la demande de l'Australie visant à modifier ce paragraphe. À son avis, le

[874] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphes 174 à 176.

[875] Communication de la Nouvelle-Zélande au Groupe spécial, 22 avril 2010, observations de la Nouvelle-Zélande concernant la demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphe 58.

[876] Communication de la Nouvelle-Zélande au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par la Nouvelle-Zélande, pages 6 et 7.

[877] Communication de la Nouvelle-Zélande au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par la Nouvelle-Zélande, page 7.

[878] *Ibid*.

[879] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphes 177 à 179.

paragraphe décrit correctement la réponse de l'expert.[880] Le Groupe spécial ne voit aucune raison de supprimer le paragraphe 7.702, ou même la première phrase de ce paragraphe. Après avoir examiné la demande de l'Australie, il a cependant modifié légèrement le paragraphe 7.702 à des fins d'éclaircissement. Par souci de cohérence, il a aussi apporté cet éclaircissement aux paragraphes 7.712, 7.729 et 7.1198, qui font référence à la même question.

6.79 L'Australie fait objection à plusieurs déclarations du Groupe spécial figurant au paragraphe 7.729, dans la section qui contient les conclusions du Groupe spécial concernant l'exposition, l'établissement et la dissémination du chancre européen. L'Australie estime que ces déclarations, qui font référence au manque d'éléments de preuve scientifiques ou de justifications adéquates dans l'IRA pour un certain nombre de questions, ne sont pas justes d'un point de vue factuel.[881] La Nouvelle-Zélande rejette les objections de l'Australie concernant ce paragraphe. Elle n'est pas d'accord avec la vue de l'Australie selon laquelle les déclarations du Groupe spécial ne sont pas justes d'un point de vue factuel.[882] Après avoir examiné la demande de l'Australie, le Groupe spécial ne voit aucune raison de modifier le paragraphe 7.729.

f) Prescriptions concernant l'ALCM

6.80 S'agissant des paragraphes 7.785, 7.786, 7.804, 7.866 et 7.1303, l'Australie demande que le Groupe spécial combine son examen de la question générale de la viabilité des cocons d'ALCM et celui de la question du parasitisme, au lieu de considérer les deux questions comme des erreurs cumulatives potentielles.[883] Bien que les deux questions indiquées par l'Australie soient liées, le Groupe spécial ne voit pas ce qui empêche de les examiner chacune séparément et, en conséquence, il n'y a aucune raison de modifier les paragraphes 7.785, 7.786, 7.804, 7.866 et 7.1303 à cet égard.

6.81 L'Australie demande que le paragraphe 7.789, dans la section qui décrit les arguments des parties concernant la question des données disponibles relatives à la viabilité des cocons d'ALCM, soit modifié afin de préciser que le chiffre cité de 15 pour cent fait partie des arguments de la Nouvelle-Zélande.[884] La Nouvelle-Zélande rejette la modification de ce paragraphe proposée par l'Australie.[885] Pour sa part, elle demande que le Groupe spécial insère une référence à la deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande dans la note de bas de page 2036 relative au paragraphe 7.789.[886] Le Groupe spécial a modifié le paragraphe 7.789, comme l'a demandé l'Australie. Il a aussi inséré, dans la note de bas de page 2036, la référence demandée par la Nouvelle-Zélande.

---

[880] Communication de la Nouvelle-Zélande au Groupe spécial, 22 avril 2010, observations de la Nouvelle-Zélande concernant la demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphe 59.

[881] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphes 180 à 184.

[882] Communication de la Nouvelle-Zélande au Groupe spécial, 22 avril 2010, observations de la Nouvelle-Zélande concernant la demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphes 60 à 63.

[883] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphes 185 à 188.

[884] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphes 189 et 190.

[885] Communication de la Nouvelle-Zélande au Groupe spécial, 22 avril 2010, observations de la Nouvelle-Zélande concernant la demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphe 64.

[886] Communication de la Nouvelle-Zélande au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par la Nouvelle-Zélande, page 8.

6.82 L'Australie demande que le paragraphe 7.791 soit modifié pour rendre compte de sa position d'une manière appropriée.[887] La Nouvelle-Zélande rejette les modifications de ce paragraphe proposées par l'Australie.[888] Après avoir examiné la demande de l'Australie, le Groupe spécial a apporté des modifications partielles au paragraphe 7.791.

6.83 En ce qui concerne les paragraphes 7.788 à 7.809, 7.866, 7.1303 et 7.1308, l'Australie demande que le Groupe spécial révise ses constatations concernant l'évaluation des risques dans le cas de l'ALCM. À son avis, le Groupe spécial semble ne pas avoir tenu compte du fait que l'IRA contient deux analyses distinctes.[889] La Nouvelle-Zélande rejette la demande de l'Australie qui, à son avis, est fondée sur une interprétation erronée du rapport.[890] Après avoir examiné la demande de l'Australie, le Groupe spécial ne voit aucune raison de modifier ses constatations concernant l'évaluation des risques dans le cas de l'ALCM.

6.84 Comme la Nouvelle-Zélande l'a demandé[891], le paragraphe 7.794, dans la section qui contient l'analyse du Groupe spécial concernant la question des données disponibles relatives à la viabilité des cocons d'ALCM, a été modifié afin d'indiquer toutes les constatations figurant dans Tomkins *et al.* (1994), et pas seulement celles relatives à l'occupation des cocons.

6.85 L'Australie demande que le paragraphe 7.798 soit modifié pour que le Groupe spécial reconnaisse que certaines données ont été communiquées par la Nouvelle-Zélande et n'ont été mises à disposition que durant la procédure. L'Australie demande aussi que le Groupe spécial rende compte de sa communication à ce sujet.[892] La Nouvelle-Zélande rejette les modifications de ce paragraphe proposées par l'Australie. À son avis, il ressort clairement du rapport que les données sont postérieures à l'IRA. En ce qui concerne la deuxième demande de l'Australie, la Nouvelle-Zélande estime qu'il n'est pas approprié d'utiliser le réexamen intérimaire comme d'un mécanisme pour introduire de nouveaux arguments. Elle ajoute que les nouveaux arguments de l'Australie ne sont pas justes d'un point de vue factuel et sont en grande partie dénués de pertinence.[893] Après avoir examiné la demande de l'Australie, le Groupe spécial a apporté des modifications partielles au paragraphe 7.798 afin de souligner que les renseignements ont été mis à disposition durant la procédure, ayant été communiqués par la Nouvelle-Zélande au moment où elle a présenté sa deuxième communication écrite.

6.86 Comme la Nouvelle-Zélande l'a demandé[894], le texte qui est pertinent pour la question de l'effet probable de l'intégration de la viabilité dans le cadre de l'étape 2 pour l'importation a été inclus

---

[887] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphes 191 et 192.

[888] Communication de la Nouvelle-Zélande au Groupe spécial, 22 avril 2010, observations de la Nouvelle-Zélande concernant la demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphes 65 à 67.

[889] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphes 193 à 195.

[890] Communication de la Nouvelle-Zélande au Groupe spécial, 22 avril 2010, observations de la Nouvelle-Zélande concernant la demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphes 68 et 69.

[891] Communication de la Nouvelle-Zélande au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par la Nouvelle-Zélande, page 8.

[892] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphes 196 à 198.

[893] Communication de la Nouvelle-Zélande au Groupe spécial, 22 avril 2010, observations de la Nouvelle-Zélande concernant la demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphes 70 à 74.

[894] Communication de la Nouvelle-Zélande au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par la Nouvelle-Zélande, page 8.

au paragraphe 7.794. Le texte additionnel proposé par l'Australie pour ce paragraphe et le paragraphe 7.799[895] a été inclus au paragraphe 7.796, où il semble plus approprié.

6.87 L'Australie demande que la deuxième phrase du paragraphe 7.819, dans la section qui contient l'analyse du Groupe spécial concernant la question du rayon de vol de l'ALCM, soit modifiée afin que la déclaration du Groupe spécial reflète correctement l'opinion exprimée par l'un des experts.[896] La Nouvelle-Zélande rejette la modification proposée par l'Australie, parce que le paragraphe décrit correctement la vue de l'expert. Elle ajoute que l'affirmation de l'Australie n'est pas étayée par les éléments de preuve communiqués au cours de la procédure.[897] Le Groupe spécial a modifié la deuxième phrase du paragraphe 7.819 afin de rendre compte plus fidèlement de l'opinion exprimée par l'expert.

6.88 En ce qui concerne les paragraphes 7.822 à 7.837, 7.852 à 7.863 et 7.866, l'Australie demande que le Groupe spécial révise son analyse et ses constatations pour connaître l'évaluation faite dans l'IRA de la probabilité de l'établissement de l'ALCM. À son avis, le Groupe spécial n'a pas examiné ni évalué la question de savoir comment les déchets de pommes seraient gérés en Australie.[898] La Nouvelle-Zélande rejette la demande de l'Australie, qui, à son avis, n'est pas appropriée. Elle estime que l'Australie tente de redéfinir les arguments de la Nouvelle-Zélande. Elle ajoute que les affirmations de l'Australie sont incorrectes.[899] Après avoir examiné la demande de l'Australie, le Groupe spécial ne voit aucune raison de modifier son analyse et ses constatations concernant l'évaluation faite dans l'IRA de la probabilité de l'établissement de l'ALCM.

6.89 Comme la Nouvelle-Zélande l'a demandé[900], les paragraphes 7.823, 7.835 et 7.1284 ont été modifiés afin de noter que la référence à un délai de 13 à 18 jours dans les communications de la Nouvelle-Zélande était une proposition de délai minimum, et non un intervalle de temps.

6.90 L'Australie demande que les paragraphes 7.827 à 7.829, dans la section qui décrit ses arguments concernant la question de la période d'émergence dans le cas de l'ALCM, soient modifiés afin que le rapport rende compte pleinement de certains points qu'elle a soulevés.[901] La Nouvelle-Zélande rejette les modifications de ces paragraphes proposées par l'Australie. À son avis, il n'est ni nécessaire ni approprié d'insérer de longues parties des communications de l'Australie dans cette section, car les arguments de l'Australie sont exposés en détail dans d'autres sections du

[895] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphe 199; communication de l'Australie au Groupe spécial, 22 avril 2010, observations de l'Australie concernant la demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par la Nouvelle-Zélande, paragraphes 5 et 6.

[896] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphes 200 et 201.

[897] Communication de la Nouvelle-Zélande au Groupe spécial, 22 avril 2010, observations de la Nouvelle-Zélande concernant la demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphe 75.

[898] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphes 202 à 209.

[899] Communication de la Nouvelle-Zélande au Groupe spécial, 22 avril 2010, observations de la Nouvelle-Zélande concernant la demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphes 76 à 79.

[900] Communication de la Nouvelle-Zélande au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par la Nouvelle-Zélande, page 8; communication de l'Australie au Groupe spécial, 22 avril 2010, observations de l'Australie concernant la demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par la Nouvelle-Zélande, paragraphes 7 et 8.

[901] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphe 210.

rapport.[902] Le Groupe spécial a inséré un libellé additionnel dans un nouveau paragraphe, après le paragraphe 7.829, en réponse à la demande de l'Australie.

6.91 Comme la Nouvelle-Zélande l'a demandé[903], une référence a été insérée dans la note de bas de page 2165 relative au paragraphe 7.854, dans la section qui décrit les arguments de la Nouvelle-Zélande concernant la question du mode de commercialisation pour l'ALCM.

6.92 L'Australie demande que le paragraphe 7.856, dans la section qui décrit ses arguments concernant la question du mode de commercialisation pour l'ALCM, soit modifié afin que le rapport reconnaisse que la Nouvelle-Zélande n'a jamais contesté les conclusions de l'IRA sur un point particulier.[904] La Nouvelle-Zélande rejette la modification de ce paragraphe proposée par l'Australie. À son avis, l'affirmation de l'Australie n'est pas juste d'un point de vue factuel.[905] Après avoir examiné la demande de l'Australie, le Groupe spécial ne voit aucune raison de modifier le paragraphe 7.856.

6.93 L'Australie demande que le Groupe spécial supprime la deuxième phrase du paragraphe 7.867, dans la section qui contient les conclusions du Groupe spécial concernant l'estimation faite dans l'IRA de la probabilité de l'entrée, de l'établissement et de la dissémination de l'ALCM. À son avis, dans cette phrase, le Groupe spécial s'appuie de manière inappropriée sur la déclaration d'un expert qui ne concernait pas la probabilité globale de l'entrée, de l'établissement et de la dissémination de l'ALCM figurant dans l'IRA, mais qui avait été faite dans le contexte spécifique de l'étape 2 pour l'importation.[906] Après avoir examiné la demande de l'Australie, le Groupe spécial a modifié partiellement le paragraphe 7.867 afin de clarifier la manière dont il tenait compte de l'opinion de l'expert à cet égard.

6.94 La Nouvelle-Zélande demande que le paragraphe 7.869, dans la section qui décrit ses arguments concernant la question des conséquences biologiques et économiques qui pourraient résulter de l'ALCM, soit modifié afin que le rapport rende compte exactement de ses arguments. Au même paragraphe, la Nouvelle-Zélande demande l'ajout de références dans trois notes de bas de page.[907] L'Australie rejette la modification de ce paragraphe proposée par la Nouvelle-Zélande. À son avis, la Nouvelle-Zélande ne devrait pas pouvoir modifier ses arguments au stade du réexamen intérimaire.[908] Le Groupe spécial ne voit aucune raison de modifier le paragraphe 7.869 de la manière demandée par la Nouvelle-Zélande. Afin d'éviter toute interprétation erronée, le Groupe spécial a cependant apporté une légère modification au paragraphe. Il a inclus, dans les notes de bas de page, les références demandées par la Nouvelle-Zélande.

---

[902] Communication de la Nouvelle-Zélande au Groupe spécial, 22 avril 2010, observations de la Nouvelle-Zélande concernant la demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphe 80.

[903] Communication de la Nouvelle-Zélande au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par la Nouvelle-Zélande, page 9.

[904] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphes 211 et 212.

[905] Communication de la Nouvelle-Zélande au Groupe spécial, 22 avril 2010, observations de la Nouvelle-Zélande concernant la demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphe 81.

[906] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphes 213 et 214.

[907] Communication de la Nouvelle-Zélande au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par la Nouvelle-Zélande, page 9.

[908] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 22 avril 2010, observations de l'Australie concernant la demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par la Nouvelle-Zélande, paragraphes 9 à 11.

6.95 Comme l'Australie l'a demandé[909], le paragraphe 7.874 a été corrigé.

6.96 L'Australie demande que le Groupe spécial supprime le paragraphe 7.876. À son avis, dans ce paragraphe, le Groupe spécial s'appuie d'une manière inappropriée sur la déclaration d'un expert qui faisait référence aux effets d'une mesure de gestion des risques, alors que l'évaluation des conséquences figurant dans l'IRA était basée sur le risque non réduit.[910] Après avoir examiné la demande de l'Australie, le Groupe spécial a modifié partiellement le paragraphe 7.876.

6.97 Comme la Nouvelle-Zélande l'a demandé[911], le paragraphe 7.883, dans la section qui contient les conclusions générales du Groupe spécial concernant les prescriptions relatives à l'ALCM, a été corrigé.

4. Allégation de la Nouvelle-Zélande au titre de l'article 5:5 de l'Accord SPS

6.98 L'Australie demande que le Groupe spécial modifie le paragraphe 7.906, dans la section introductive qui contient ses arguments, afin de rendre compte plus exactement de sa communication.[912] Le Groupe spécial a modifié le paragraphe 7.906, comme l'a demandé l'Australie.

6.99 L'Australie demande que le Groupe spécial remplace les termes "niveau de protection approprié" par "niveau de protection", aux paragraphes 7.933 et 7.958 ainsi que dans une sous-rubrique à la page 390 de la version anglaise du rapport intérimaire. À son avis, cette dernière expression est plus appropriée.[913] La Nouvelle-Zélande rejette la modification proposée par l'Australie. À son avis, l'Australie n'a pas expliqué pourquoi l'expression "niveau de protection" était préférable. La Nouvelle-Zélande ajoute que l'expression "niveau de protection approprié" a été utilisée par l'Organe d'appel.[914] Après avoir examiné la demande de l'Australie, et ayant noté que l'expression "niveau de protection approprié" figure dans l'Accord SPS et a été utilisée par l'Organe d'appel et des groupes spéciaux antérieurs dans ce contexte, le Groupe spécial ne voit aucune raison de remplacer cette expression.

6.100 L'Australie demande que le Groupe spécial modifie les paragraphes 7.946 et 7.947 afin de préciser que les déclarations du Groupe spécial contenues dans ces paragraphes sont spécifiques au critère de comparabilité et ne sont pas nécessairement pertinentes pour les éléments restants d'une analyse au titre de l'article 5:5.[915] Le Groupe spécial a modifié les paragraphes 7.946 et 7.947, comme l'a demandé l'Australie.

---

[909] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphes 215 et 216.

[910] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphes 217 et 218.

[911] Communication de la Nouvelle-Zélande au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par la Nouvelle-Zélande, page 9. Voir aussi la communication de l'Australie au Groupe spécial, 22 avril 2010, observations de l'Australie concernant la demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par la Nouvelle-Zélande, paragraphes 12 et 13.

[912] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphes 219 à 221.

[913] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphes 222, 223 et 231.

[914] Communication de la Nouvelle-Zélande au Groupe spécial, 22 avril 2010, observations de la Nouvelle-Zélande concernant la demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphe 82.

[915] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphes 224 à 227.

6.101 L'Australie demande que le Groupe spécial modifie le paragraphe 7.947 afin de rendre compte plus exactement de la position de l'Australie. Elle demande aussi que le Groupe spécial corrige une référence dans la note de bas de page 2300 relative au paragraphe 7.947.[916] La Nouvelle-Zélande estime que la modification proposée par l'Australie n'est pas nécessaire, car elle est déjà contenue dans le paragraphe.[917] Le Groupe spécial a modifié le paragraphe 7.947, comme l'a demandé l'Australie, et il a corrigé la référence dans la note de bas de page 2300.

6.102 L'Australie demande que le Groupe spécial modifie le paragraphe 7.986 pour nuancer une déclaration du Groupe spécial en indiquant clairement qu'elle résulte directement de la nature des allégations de la Nouvelle-Zélande. L'Australie suggère que le Groupe spécial supprime la première phrase du paragraphe.[918] La Nouvelle-Zélande estime que le paragraphe 7.986 est clair et ne nécessite pas de modification.[919] Le Groupe spécial a modifié le paragraphe 7.986.

6.103 L'Australie demande que le Groupe spécial modifie le paragraphe 7.1035 afin d'indiquer clairement que, lorsqu'il mentionne que deux facteurs sont peu concluants, il fait référence au dossier de la Nouvelle-Zélande.[920] La Nouvelle-Zélande estime que le paragraphe 7.1035 est clair et ne nécessite pas de modification. À son avis, la déclaration du Groupe spécial dans ce paragraphe fait référence au risque relatif des situations comparables.[921] Le Groupe spécial a modifié le paragraphe 7.1035 afin de clarifier sa déclaration.

6.104 L'Australie demande que le Groupe spécial modifie le paragraphe 7.1060 parce qu'il ne rend pas compte exactement de ses arguments.[922] La Nouvelle-Zélande rejette la demande de l'Australie. À son avis, la modification proposée par l'Australie changerait le sens du paragraphe.[923] Le Groupe spécial a modifié le paragraphe 7.1060 afin de clarifier sa déclaration.

6.105 L'Australie demande que le Groupe spécial révise les constatations qu'il a formulées aux paragraphes 7.1064 à 7.1067 en ce qui concerne la présence des deux parasites dans les zones d'exportation.[924] La Nouvelle-Zélande souscrit aux conclusions du Groupe spécial figurant aux paragraphes 7.1064 à 7.1067 et rejette la demande de l'Australie.[925] Après avoir examiné la demande

---

[916] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphes 228 à 230.

[917] Communication de la Nouvelle-Zélande au Groupe spécial, 22 avril 2010, observations de la Nouvelle-Zélande concernant la demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphe 83.

[918] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphes 232 et 233.

[919] Communication de la Nouvelle-Zélande au Groupe spécial, 22 avril 2010, observations de la Nouvelle-Zélande concernant la demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphe 84.

[920] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphes 234 à 236.

[921] Communication de la Nouvelle-Zélande au Groupe spécial, 22 avril 2010, observations de la Nouvelle-Zélande concernant la demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphe 85.

[922] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphes 237 et 238.

[923] Communication de la Nouvelle-Zélande au Groupe spécial, 22 avril 2010, observations de la Nouvelle-Zélande concernant la demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphe 86.

[924] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphes 239 et 240.

[925] Communication de la Nouvelle-Zélande au Groupe spécial, 22 avril 2010, observations de la Nouvelle-Zélande concernant la demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphe 87.

de l'Australie, le Groupe spécial ne voit aucune raison de modifier les constatations contenues aux paragraphes 7.1064 à 7.1067.

6.106 Comme la Nouvelle-Zélande l'a demandé[926], le mot "certifiée" a été supprimé de la première phrase du paragraphe 7.1071.

5. Allégation de la Nouvelle-Zélande au titre de l'article 5:6 de l'Accord SPS

6.107 L'Australie demande que le Groupe spécial modifie la dernière phrase du paragraphe 7.1095, dans la section décrivant l'approche suivie par le Groupe spécial pour examiner l'allégation de la Nouvelle-Zélande. À son avis, cette phrase ne rend pas compte exactement du principal argument qu'elle a avancé au titre de l'article 5:6.[927] Le Groupe spécial a modifié la dernière phrase du paragraphe 7.1095, comme l'a demandé l'Australie.

6.108 L'Australie demande que le Groupe spécial modifie le paragraphe 7.1132, dans la section sur les mesures en cause concernant le feu bactérien et le chancre européen. L'Australie estime que ce paragraphe contient une critique de son niveau de protection approprié qualitatif. Elle demande que le Groupe spécial, s'il retient ce texte, reconnaisse que les Membres n'ont pas l'obligation de quantifier leur niveau de protection approprié et qu'un Membre aurait des difficultés s'il essayait de le faire.[928] Après avoir examiné la demande de l'Australie, le Groupe spécial ne voit aucune raison de modifier le paragraphe 7.1132.

6.109 En ce qui concerne les paragraphes 7.1135 et 7.1137, l'Australie demande que le Groupe spécial inclue une déclaration indiquant que la conformité aux *Directives pour favoriser la mise en œuvre de l'article 5:5 dans la pratique* du Comité SPS, ainsi qu'aux diverses NIMP, n'est pas impérative, et que ces documents ne contiennent pas d'obligations exécutoires.[929] Après avoir examiné la demande de l'Australie, le Groupe spécial ne voit aucune raison de modifier les paragraphes 7.1135 et 7.1137. La section descriptive du rapport étudie la nature des NIMP. Le Groupe spécial a cependant inclus, dans la note de bas de page 2277 relative au paragraphe 7.927, une explication concernant les *Directives pour favoriser la mise en œuvre de l'article 5:5 dans la pratique* du Comité SPS.

6.110 L'Australie demande que le Groupe spécial supprime le paragraphe 7.1136 ou, sinon, qu'il le modifie. À son avis, il serait plus correct d'indiquer que les mesures choisies doivent tenir compte du niveau de protection approprié. L'Australie estime aussi que ce paragraphe n'est pas nécessaire, car le point pertinent a été examiné ailleurs.[930] La Nouvelle-Zélande rejette la demande de l'Australie et estime que le paragraphe 7.1136 indique correctement les prescriptions pertinentes.[931] Après avoir examiné la demande de l'Australie, le Groupe spécial ne voit aucune raison de modifier le paragraphe 7.1136.

---

[926] Communication de la Nouvelle-Zélande au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par la Nouvelle-Zélande, page 10.

[927] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphes 241 et 242.

[928] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphe 243.

[929] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphe 246.

[930] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphes 244 et 245.

[931] Communication de la Nouvelle-Zélande au Groupe spécial, 22 avril 2010, observations de la Nouvelle-Zélande concernant la demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphe 88.

6.111 L'Australie demande que le Groupe spécial modifie le paragraphe 7.1138 afin de reconnaître que, dans certaines circonstances, il se peut que le risque non réduit ne dépasse que légèrement le niveau de protection approprié, mais que seules des mesures relativement rigoureuses soient raisonnablement disponibles et capables de réduire le risque afin d'assurer le niveau de protection approprié.[932] Après avoir examiné la demande de l'Australie, le Groupe spécial ne voit aucune raison de modifier le paragraphe 7.1138.

6.112 L'Australie demande que les termes "et dans la mesure où" soient supprimés de la dernière phrase du paragraphe 7.1139.[933] Le Groupe spécial a modifié le paragraphe 7.1139, comme l'a demandé l'Australie.

6.113 L'Australie demande que le Groupe spécial modifie le paragraphe 7.1141. Elle juge inapproprié que le Groupe spécial s'appuie sur les experts pour aboutir à la conclusion que l'analyse faite dans l'IRA concernant certaines étapes pour l'importation était exagérée. En particulier, l'Australie demande la suppression de deux déclarations et suggère un autre texte. Elle demande aussi au Groupe spécial de remplacer le mot "négligeable", à l'alinéa g), par la constatation réelle figurant dans l'IRA pour l'étape 7 pour l'importation.[934] La Nouvelle-Zélande rejette la demande de l'Australie et estime que l'analyse faite par le Groupe spécial au paragraphe 7.1141 est tout à fait appropriée.[935] Après avoir examiné la demande de l'Australie, le Groupe spécial ne voit aucune raison de modifier le paragraphe 7.1141.

6.114 L'Australie demande que le Groupe spécial modifie le paragraphe 7.1151 afin de reconnaître que l'analyse concernant le feu bactérien et le chancre européen faite dans l'IRA était fondée principalement sur les pommes mûres asymptomatiques. L'Australie demande aussi au Groupe spécial d'indiquer le nombre des autres mesures potentielles concernant le feu bactérien et le chancre européen qui ont été examinées dans l'IRA.[936] Après avoir examiné la demande de l'Australie, le Groupe spécial a modifié le paragraphe 7.1151 afin de noter la déclaration de l'Australie selon laquelle l'analyse concernant le feu bactérien et le chancre européen faite dans l'IRA concernait principalement les pommes mûres asymptomatiques.

6.115 L'Australie demande que le Groupe spécial supprime le mot "théorique" de la première phrase du paragraphe 7.1180. Elle estime que les experts n'ont pas utilisé ce mot.[937] Après avoir examiné la demande de l'Australie, le Groupe spécial ne voit aucune raison de modifier le paragraphe 7.1180.

6.116 L'Australie demande que le Groupe spécial révise le paragraphe 7.1191. À son avis, il est inapproprié que le Groupe spécial s'appuie sur des experts pour confirmer que certains événements, concernant la mise en œuvre pratique et l'application des prescriptions par les autorités néo-zélandaises et australiennes, se produiront. L'Australie demande aussi que la note de bas de

[932] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphes 247 et 248.
[933] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphes 249 et 250.
[934] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphes 251 à 255.
[935] Communication de la Nouvelle-Zélande au Groupe spécial, 22 avril 2010, observations de la Nouvelle-Zélande concernant la demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphes 89 et 90.
[936] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphes 256 à 258.
[937] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphes 259 et 260.

page 2629 relative au paragraphe soit corrigée.[938] Après avoir examiné la demande de l'Australie, le Groupe spécial a modifié le paragraphe 7.1191 et la note de bas de page 2629.

6.117 La Nouvelle-Zélande demande que le Groupe spécial modifie l'alinéa c) au paragraphe 7.1194. En particulier, elle demande l'insertion d'un texte indiquant les points essentiels de l'analyse du Groupe spécial relative à l'étape 3 pour l'importation.[939] Le Groupe spécial a modifié l'alinéa c), comme l'a demandé la Nouvelle-Zélande.

6.118 S'agissant des paragraphes 7.1287 et 7.1288, dans la section sur les mesures en cause relatives à l'ALCM dans le cadre de l'allégation de la Nouvelle-Zélande au titre de l'article 5:6 de l'Accord SPS, l'Australie demande que le Groupe spécial indique clairement que les déclarations concernant ce que les experts auraient confirmé ou approuvé représentent l'opinion de la Nouvelle-Zélande, et non celle du Groupe spécial. L'Australie demande aussi que la note de bas de page 2786 relative au paragraphe 7.1287 soit supprimée ou corrigée en conséquence.[940] La Nouvelle-Zélande rejette la demande de l'Australie, et notamment la révision de la note de bas de page relative au paragraphe 7.1287.[941] Le Groupe spécial a modifié les paragraphes 7.1287 et 7.1288, ainsi que la note de bas de page 2786 relative au paragraphe 7.1287, en réponse à la demande de l'Australie.

6.119 Comme la Nouvelle-Zélande l'a demandé[942], le paragraphe 7.1304 a été corrigé.

6.120 L'Australie demande que le Groupe spécial modifie le paragraphe 7.1335. En particulier, elle demande que le Groupe spécial rende compte de la réponse de l'Australie à l'argument de la Nouvelle-Zélande.[943] Le Groupe spécial a inclus au paragraphe 7.1341 le texte proposé par l'Australie, dans la section qui décrit les arguments de l'Australie.

6.121 Le Groupe spécial a modifié le paragraphe 7.1336, en réponse à la demande de l'Australie.[944]

6.122 L'Australie demande que le Groupe spécial modifie le paragraphe 7.1337. En particulier, elle demande que le Groupe spécial rende compte de la réponse de l'Australie à l'argument de la Nouvelle-Zélande.[945] Le Groupe spécial a inclus au paragraphe 7.1342 le texte proposé par l'Australie, dans la section qui décrit les arguments de l'Australie.

6.123 L'Australie demande que le Groupe spécial supprime une partie du paragraphe 7.1338. À son avis, cette partie porte sur les mesures australiennes concernant le feu bactérien et le chancre

---

[938] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphes 261 et 262.

[939] Communication de la Nouvelle-Zélande au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par la Nouvelle-Zélande, page 11.

[940] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphes 263 à 265.

[941] Communication de la Nouvelle-Zélande au Groupe spécial, 22 avril 2010, observations de la Nouvelle-Zélande concernant la demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphe 91.

[942] Communication de la Nouvelle-Zélande au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par la Nouvelle-Zélande, pages 11 et 12. Voir aussi la communication de l'Australie au Groupe spécial, 22 avril 2010, observations de l'Australie concernant la demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par la Nouvelle-Zélande, paragraphes 12 et 13.

[943] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphes 266 à 268.

[944] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphe 269.

[945] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphes 270 et 271.

européen, et elle n'est pas pertinente pour les mesures concernant l'ALCM.[946] Le Groupe spécial note que le paragraphe en question précise que, selon la Nouvelle-Zélande, certains arguments et facteurs indiqués dans le contexte des deux autres parasites s'appliquent aussi à l'ALCM. Après avoir examiné la demande de l'Australie, le Groupe spécial ne voit aucune raison de modifier le paragraphe 7.1338.

6.124 L'Australie demande que le Groupe spécial modifie le paragraphe 7.1354. En particulier, elle demande que le Groupe spécial supprime une phrase selon laquelle les deux parties conviennent qu'une inspection de 3 000 unités entraînerait en fait une fumigation de tous les lots.[947] Le Groupe spécial a modifié le paragraphe 7.1354, en réponse à la demande de l'Australie.

6.125 L'Australie demande que le Groupe spécial modifie le paragraphe 7.1355. En particulier, elle demande que ses arguments avancés à titre de défense soient pris en compte dans cette section du rapport.[948] La Nouvelle-Zélande rejette la demande de l'Australie. À son avis, les arguments de l'Australie sont pris en compte dans d'autres sections du rapport, et il ne serait ni nécessaire ni approprié d'insérer de longues parties des communications de l'Australie dans cette section. La Nouvelle-Zélande estime aussi que le texte proposé par l'Australie n'est pas pertinent pour la question étudiée dans cette section.[949] Après avoir examiné la demande de l'Australie, le Groupe spécial ne voit aucune raison de modifier le paragraphe 7.1355.

6. Allégations de la Nouvelle-Zélande au titre de l'article 8 et de l'Annexe C 1) a) de l'Accord SPS

6.126 Comme la Nouvelle-Zélande l'a demandé, le Groupe spécial a modifié le paragraphe 7.1407, dans une phrase qui résume les allégations de la Nouvelle-Zélande.[950]

6.127 La Nouvelle-Zélande demande que le Groupe spécial modifie les paragraphes 7.1415 à 7.1418, 7.1447 et 7.1448. À son avis, ces paragraphes suggèrent de façon erronée que la Nouvelle-Zélande a fait valoir que l'IRA dans son ensemble était une mesure en lui-même et à lui seul.[951] L'Australie rejette la demande de la Nouvelle-Zélande. À son avis, la Nouvelle-Zélande tente de revenir rétrospectivement sur son argument relatif au retard injustifié, tel qu'il est mentionné dans le rapport. L'Australie estime qu'il est important que le rapport rende compte des arguments de la Nouvelle-Zélande, et que la Nouvelle-Zélande ne devrait pas pouvoir supprimer la référence à son allégation initiale.[952] Après avoir examiné la demande de la Nouvelle-Zélande, le Groupe spécial ne voit aucune raison de modifier les paragraphes 7.1415 à 7.1418, 7.1447 et 7.1448.

---

[946] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphes 272 et 273.

[947] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphes 274 et 275.

[948] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphes 276 et 277.

[949] Communication de la Nouvelle-Zélande au Groupe spécial, 22 avril 2010, observations de la Nouvelle-Zélande concernant la demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphe 92.

[950] Communication de la Nouvelle-Zélande au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par la Nouvelle-Zélande, page 12.

[951] Communication de la Nouvelle-Zélande au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par la Nouvelle-Zélande, page 12.

[952] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 22 avril 2010, observations de l'Australie concernant la demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par la Nouvelle-Zélande, paragraphes 14 à 16.

6.128 Comme la Nouvelle-Zélande l'a demandé, le Groupe spécial a modifié le paragraphe 7.1423, dans une phrase qui résume les allégations de la Nouvelle-Zélande.[953]

6.129 L'Australie demande que le Groupe spécial modifie le paragraphe 7.1431. En particulier, elle estime que le paragraphe ne rend pas compte exactement de sa position.[954] Le Groupe spécial a modifié le paragraphe 7.1431, en réponse à la demande de l'Australie.

6.130 L'Australie demande que le Groupe spécial modifie le paragraphe 7.1434. En particulier, elle estime que le paragraphe ne reflète pas exactement ses arguments. Elle demande aussi que le Groupe spécial corrige une note de bas de page relative au paragraphe.[955] Comme l'Australie l'a demandé, le Groupe spécial a modifié le paragraphe 7.1434 et a corrigé la note de bas de page 3020.

6.131 L'Australie demande que le Groupe spécial supprime la dernière phrase du paragraphe 7.1459. Elle estime que cette phrase ne reflète pas exactement sa position. À titre subsidiaire, elle suggère un autre texte pour cette section.[956] La Nouvelle-Zélande n'a pas d'objection concernant la suppression de la phrase, mais elle rejette l'autre libellé proposé par l'Australie.[957] Comme l'Australie l'a demandé, le Groupe spécial a supprimé la dernière phrase du paragraphe 7.1459.

6.132 L'Australie demande que le Groupe spécial supprime plusieurs sections et qu'il apporte d'autres modifications aux paragraphes 7.1459 à 7.1462. Elle estime qu'il n'est pas nécessaire que le Groupe spécial formule des observations sur la question de savoir si un processus du type de l'IRA pourrait être une procédure au sens de l'Annexe C 1) a) de l'Accord SPS.[958] La Nouvelle-Zélande fait objection aux changements et aux suppressions proposés par l'Australie. À son avis, les raisons pour lesquelles l'Australie a demandé les suppressions sont incorrectes. La Nouvelle-Zélande ajoute que les passages figurant dans ces paragraphes sont importants et devraient être retenus, et que les modifications suggérées par l'Australie sont inappropriées et devraient être rejetées.[959] Après avoir examiné la demande de l'Australie, le Groupe spécial ne voit aucune raison de modifier les paragraphes 7.1459 à 7.1462.

C. CORRECTIONS MINEURES ET AJOUT DE RÉFÉRENCES

6.133 Des corrections mineures ont été apportées aux paragraphes suivants du rapport intérimaire, à la suite des observations formulées par la Nouvelle-Zélande: 2.24, 4.458, 4.459, 4.460, 4.467, 7.229, 7.245, 7.248, 7.252, 7.255, 7.285, 7.333, 7.338, 7.350, 7.358, 7.414, 7.417, 7.428, 7.443, 7.447, 7.512, 7.525, 7.540, 7.568, 7.569, 7.595, 7.607, 7.621, 7.798, 7.901, 7.1047, 7.1049, 7.1141, 7.1143, 7.1144, 7.1152, 7.1164, 7.1198, 7.1249 et 7.1250.

---

[953] Communication de la Nouvelle-Zélande au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par la Nouvelle-Zélande, page 12.

[954] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphes 278 et 279.

[955] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphe 280.

[956] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphes 281 à 284.

[957] Communication de la Nouvelle-Zélande au Groupe spécial, 22 avril 2010, observations de la Nouvelle-Zélande concernant la demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphe 93.

[958] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 15 avril 2010, demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphes 285 à 287.

[959] Communication de la Nouvelle-Zélande au Groupe spécial, 22 avril 2010, observations de la Nouvelle-Zélande concernant la demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Australie, paragraphes 94 à 96.

6.134 De même, les observations formulées par la Nouvelle-Zélande ont donné lieu à des corrections mineures dans les notes de bas de page suivantes du rapport intérimaire: note de bas de page 1167 relative au paragraphe 7.231, note de bas de page 1186 relative au paragraphe 7.240, note de bas de page 1187 relative au paragraphe 7.241, note de bas de page 1194 relative au paragraphe 7.246, note de bas de page 1217 relative au paragraphe 7.258, note de bas de page 1528 relative au paragraphe 7.447, note de bas de page 1530 relative au paragraphe 7.449, note de bas de page 2211 relative au paragraphe 7.885, note de bas de page 2506 relative au paragraphe 7.1118, note de bas de page 2507 relative au paragraphe 7.1118, note de bas de page 2509 relative au paragraphe 7.1120, et note de bas de page 2600 relative au paragraphe 7.1165.

6.135 À la suite des observations formulées par la Nouvelle-Zélande, des références additionnelles ont été ajoutées dans les notes de bas de page existantes, ou insérées en tant que nouvelles notes de bas de page: ajout d'une nouvelle note de bas de page relative au paragraphe 7.61, ajout d'une nouvelle note de bas de page relative au paragraphe 7.180, ajout d'une nouvelle note de bas de page relative au paragraphe 7.375, ajout de deux nouvelles notes de bas de page relatives au paragraphe 7.427, ajout d'une nouvelle référence dans la note de bas de page 1607 relative au paragraphe 7.496, ajout de deux nouvelles notes de bas de page relatives au paragraphe 7.540, ajout d'une nouvelle note de bas de page relative au paragraphe 7.568, ajout de nouvelles références dans la note de bas de page 1901 relative au paragraphe 7.698, ajout de nouvelles références dans la note de bas de page 2036 relative au paragraphe 7.789, ajout d'une nouvelle note de bas de page relative au paragraphe 7.798, ajout d'une nouvelle référence dans la note de bas de page 2182 relative au paragraphe 7.869, ajout d'une nouvelle référence dans la note de bas de page 2183 relative au paragraphe 7.869, ajout d'une nouvelle référence dans la note de bas de page 2185 relative au paragraphe 7.869, ajout d'une nouvelle note de bas de page relative au paragraphe 7.955, ajout d'une nouvelle note de bas de page relative au paragraphe 7.1122, ajout d'une nouvelle référence dans la note de bas de page 2674 relative au paragraphe 7.1213, ajout d'une nouvelle référence dans la note de bas de page 2677 relative au paragraphe 7.1216.

6.136 L'Australie n'a pas demandé de corrections mineures additionnelles.

6.137 Outre ce qui précède, le Groupe spécial a apporté des corrections matérielles aux paragraphes 1.21, 1.41, 1.51, 1.54, 2.1, 2.39, 2.91, 4.80, 7.57, 7.79, 7.151, 7.166, 7.175, 7.184, 7.860, 7.1017, 7.1134, 7.1335 et 7.1405, et dans les notes de bas de page suivantes du rapport intérimaire: note de bas de page 151 relative au paragraphe 2.6, note de bas de page 754 relative au paragraphe 7.7, note de bas de page 834 relative au paragraphe 7.52, note de bas de page 837 relative au paragraphe 7.57, note de bas de page 851 relative au paragraphe 7.75, note de bas de page 854 relative au paragraphe 7.79, note de bas de page 930 relative au paragraphe 7.115, note de bas de page 933 relative au paragraphe 7.116, note de bas de page 940 relative au paragraphe 7.121, note de bas de page 997 relative au paragraphe 7.151, note de bas de page 1053 relative au paragraphe 7.185, note de bas de page 1880 relative au paragraphe 7.683, note de bas de page 1913 relative au paragraphe 7.708, note de bas de page 2228 relative au paragraphe 7.893, note de bas de page 2373 relative au paragraphe 7.1015 et note de bas de page 2407 relative au paragraphe 7.1030. Le Groupe spécial a aussi révisé la liste des abréviations et a ajouté une référence à cinq rapports de groupes spéciaux ou de l'Organe d'appel, qui manquaient dans les affaires citées dans le rapport intérimaire.

VII. CONSTATATIONS

A. PRÉOCCUPATIONS DE L'AUSTRALIE CONCERNANT LE PROCESSUS DE SÉLECTION ET DE CONSULTATION DES EXPERTS

7.1 L'Australie s'est déclarée préoccupée par des aspects spécifiques du processus de sélection et de consultation des experts du Groupe spécial.[960]

7.2 Concernant le choix des experts, l'Australie conteste ce qui suit:

a) le fait qu'un seul expert a été choisi pour l'ALCM; et

b) le lien allégué du seul expert en matière d'ALCM choisi par le Groupe spécial avec le plaignant, la Nouvelle-Zélande.

7.3 S'agissant de la consultation des experts, les préoccupations de l'Australie relèvent des grandes catégories suivantes:

a) l'absence alléguée de possibilité pour l'Australie de faire des observations sur des questions nouvelles ou modifiées et sur la compétence limitée du Groupe spécial pour certaines questions;

b) la référence faite par le Groupe spécial dans ses questions à des communications de tierce partie;

c) la fourniture alléguée par les experts de renseignements qui dépassaient la portée des questions du Groupe spécial[961]; et

d) le manque de compétence allégué des experts dans certains domaines sur lesquels le Groupe spécial a posé des questions ou sur lesquels les experts ont exprimé des opinions et le recours aux experts par le Groupe spécial dans des domaines qui étaient étrangers au domaine de compétence pour lequel chaque expert a été choisi.[962]

1. Qualification des préoccupations exprimées par l'Australie

7.4 L'Australie a qualifié un certain nombre des préoccupations exposées ci-dessus concernant la procédure de sélection et de consultation des experts du Groupe spécial de "préoccupations concernant l'observation de la régularité de la procédure au cours de la phase de consultation des experts du présent différend".[963] Ces "préoccupations en matière de régularité de la procédure" exprimées par l'Australie se rapportent à la question de savoir s'il a été ménagé à celle-ci la possibilité de faire des observations sur des questions nouvelles ou remaniées posées par le Groupe spécial et à celle de savoir si certains des experts scientifiques consultés par le Groupe spécial étaient sortis du domaine de compétence pour lequel ils avaient été choisis.[964]

---

[960] Voir, par exemple, les communications de l'Australie au Groupe spécial, 9 décembre 2008 et 19 décembre 2008. Ces communications ont été suivies par d'autres communications de l'Australie.

[961] Voir, par exemple, les observations de l'Australie sur les réponses des experts aux questions, paragraphe 14.

[962] Voir, par exemple, les observations de l'Australie sur les réponses des experts aux questions, paragraphes 13 et 17.

[963] Observations de l'Australie sur les réponses des experts aux questions, paragraphe 15.

[964] Observations de l'Australie sur les réponses des experts aux questions, paragraphes 16 et 17.

7.5 Toute procédure juridique, y compris les procédures engagées devant l'OMC, peut susciter des préoccupations d'ordre procédural pour les parties concernées. Par définition, les préoccupations en matière de régularité de la procédure ont un caractère procédural. Cependant, les préoccupations d'ordre procédural n'affectent pas toutes nécessairement la régularité de la procédure. En réponse à une question du Groupe spécial, l'Australie a reconnu qu'il était valable d'établir une distinction entre les préoccupations d'ordre procédural qui affectaient la régularité de la procédure et les autres "préoccupations d'ordre procédural mineures":

> "Dans le contexte des différends portés devant l'OMC, la régularité de la procédure peut s'entendre comme englobant la protection du droit d'une partie à une procédure équitable. En tant que telle, cette protection doit s'appliquer à chaque stade des travaux d'un groupe spécial, y compris, en l'espèce, au choix et à la consultation des experts par le Groupe spécial.
>
> Il apparaît que la distinction établie par le Groupe spécial dans sa question entre les préoccupations d'ordre procédural et les préoccupations en matière de régularité de la procédure semble indiquer que les premières auraient moins d'importance qu'une préoccupation en matière de régularité de la procédure. L'Australie estime que les préoccupations d'ordre procédural mineures ne porteraient pas atteinte au droit d'une partie à une procédure équitable."[965]

7.6 L'Australie note que son argument concernant les renseignements fournis par les experts qui, d'après ses allégations, dépassaient la portée des questions pertinentes du Groupe spécial "ne visait pas à exprimer une préoccupation en matière de régularité de la procédure".[966] Il est permis de penser que cette préoccupation relèverait donc de la catégorie des "préoccupations d'ordre procédural mineures".

7.7 Le concept de régularité de la procédure est implicite dans le mécanisme de règlement des différends de l'OMC.[967] Selon les termes utilisés par l'Organe d'appel, la régularité de la procédure constitue "une obligation qui fait partie intégrante du système de règlement des différends de l'OMC"[968], et elle est "fondamentale pour assurer un déroulement équitable et harmonieux des procédures de règlement des différends".[969] La régularité de la procédure garantit aux parties à un différend une procédure équitable, en leur ménageant une possibilité adéquate de présenter des allégations, arguments et éléments de preuve, et de répondre aux allégations, arguments et éléments de preuve présentés par l'autre partie.[970] La régularité de la procédure garantit donc aussi l'égalité procédurale entre les parties en "garanti[ssan]t que les procédures sont menées avec équité et impartialité et qu'une partie n'est pas désavantagée injustement par rapport aux autres parties dans un

---

[965] Réponse de l'Australie à la question n° 20 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphes 69 et 70.

[966] Réponse de l'Australie à la question n° 20 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphe 71.

[967] Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Maintien de la suspension*, paragraphe 435, où l'Organe d'appel explique que les "considérations relatives à la régularité de la procédure apparaissent dans les *Règles de conduite*". Aucune référence n'est faite au Mémorandum d'accord. De même, dans le rapport *Inde – Brevets (États-Unis)*, paragraphe 94, l'Organe d'appel reconnaît que "… les exigences en matière de procédure régulière ressort[e]nt de manière implicite du Mémorandum d'accord …".

[968] Rapport de l'Organe d'appel *Chili – Système de fourchettes de prix*, paragraphe 176.

[969] Rapport de l'Organe d'appel *Thaïlande – Poutres en H*, paragraphe 88. Voir aussi le rapport de l'Organe d'appel *Canada – Maintien de la suspension*, paragraphe 433.

[970] Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Maintien de la suspension*, paragraphe 434.

différend".[971] En fin de compte, la régularité de la procédure garantit une évaluation objective de la question par les groupes spéciaux, ainsi que le prescrit l'article 11 du Mémorandum d'accord.[972]

7.8 Selon l'Organe d'appel, la régularité de la procédure s'applique pleinement au choix et à la consultation des experts par les groupes spéciaux: "la protection de la régularité de la procédure s'applique aux consultations menées par un groupe spécial avec des experts. Cette protection de la régularité de la procédure s'applique au processus de choix des experts et aux consultations menées par le Groupe spécial avec les experts, et se maintient tout au long de la procédure".[973]

7.9 Si une préoccupation d'ordre procédural menace le but et le rôle de la régularité de la procédure dans le système de règlement des différends de l'OMC, il s'agit en fait d'une préoccupation en matière de régularité de la procédure à laquelle les groupes spéciaux doivent prêter une attention particulière. Cependant, il est difficile de dire dans l'abstrait si un type spécifique de préoccupation d'ordre procédural affecte la régularité de la procédure. Ce n'est qu'en prenant en compte les circonstances spécifiques de l'affaire qu'un groupe spécial peut déterminer si une préoccupation d'ordre procédural affecte la régularité de la procédure et mérite donc une telle attention particulière.

7.10 En conséquence, au moment d'analyser les diverses préoccupations exprimées par l'Australie, concernant le choix et la consultation des experts dans le présent différend, le Groupe spécial veillera tout particulièrement à déterminer s'il a été porté atteinte à la régularité de la procédure et si de ce fait l'Australie n'a pas été injustement désavantagée.

2. Choix des experts

a) Choix d'un seul expert en matière d'ALCM par le Groupe spécial

7.11 Pendant le processus de sélection des experts, l'Australie a fait savoir qu'elle préférait que le Groupe spécial demande l'avis de deux experts sur chacun des trois parasites en cause (feu bactérien, chancre européen et ALCM).[974] De l'avis de l'Australie, cela permettrait au Groupe spécial d'"obtenir des avis auprès d'un groupe d'experts suffisamment varié".[975] L'Australie a réaffirmé cette préoccupation après que le Groupe spécial a choisi M. Jerry Cross comme seul expert pour l'ALCM.[976]

7.12 Pour sa part, la Nouvelle-Zélande jugeait suffisant que le Groupe spécial choisisse un seul expert pour chacun des trois parasites et, en tout état de cause, pas plus de deux experts pour chaque parasite.[977] Elle ne s'est pas opposée au choix de M. Cross comme seul expert en matière d'ALCM.

7.13 Ni l'article 13 du Mémorandum d'accord ni l'article 11:2 de l'Accord SPS, qui conjointement constituent le fondement juridique permettant aux groupes spéciaux de l'OMC de demander l'avis d'experts dans les différends SPS, ne spécifient le nombre d'experts qui devraient être choisis pour chaque question particulière. De la même manière, les procédures de travail du Groupe spécial, adoptées après consultation des parties, ne font pas référence à un nombre spécifique d'experts: "Le nombre d'experts que le Groupe spécial choisira sera fixé en fonction du nombre et du type de

[971] Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Maintien de la suspension*, paragraphe 433.
[972] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Jeux*, paragraphe 273.
[973] Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Maintien de la suspension*, paragraphe 436.
[974] Voir, par exemple, les communications de l'Australie au Groupe spécial, 4 septembre 2008 et 20 novembre 2008.
[975] Communications de l'Australie au Groupe spécial, 20 novembre 2008.
[976] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 19 décembre 2008.
[977] Communications de la Nouvelle-Zélande au Groupe spécial, 11 septembre 2008 et 9 décembre 2008.

questions sur lesquelles un avis sera demandé, ainsi que des différents domaines dans lesquels chaque expert pourra donner un avis."[978]

7.14 Le Groupe spécial a abondamment consulté les parties tout au long du processus de sélection des experts. Conformément à ses procédures de travail et aux vues exprimées par les parties, il a demandé au Secrétariat de l'organisation internationale spécialisée dans la préservation des végétaux – la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV) –, au Conseil des congrès internationaux de diptérologie (CICD), ainsi qu'aux parties, de lui proposer des noms d'experts possibles.[979] Chacune de ces démarches a été faite après consultation des parties.[980]

7.15 Le Groupe spécial a consulté le Secrétariat de la CIPV le 15 septembre 2008 pour lui demander de proposer des experts dans les quatre domaines qu'il avait identifiés (soit pour chacun des trois parasites en cause, ainsi que pour l'évaluation du risque phytosanitaire).[981] Le 23 septembre 2008, le Secrétariat de la CIPV a fourni une liste de dix experts potentiels[982], dont quatre seulement ont confirmé qu'ils étaient intéressés et disponibles pour aider le Groupe spécial. Aucune de ces quatre personnes n'était un expert en matière d'ALCM. Le Secrétariat de la CIPV a dit qu'il avait des difficultés à trouver des experts appropriés, mais il a indiqué que si on lui laissait plus de temps il pouvait fournir d'autres noms d'experts dans ce domaine.[983] Cela a retardé les travaux et a obligé le Groupe spécial à modifier le calendrier.[984] À la fin d'octobre 2008, le Secrétariat de la CIPV a proposé 12 autres noms.[985] Quatre personnes ont confirmé leur intérêt et leur disponibilité. Là encore, aucune de ces quatre personnes n'était un expert en matière d'ALCM. En conséquence, le Groupe spécial a demandé aux parties de proposer des noms d'experts en matière d'ALCM.[986] En réponse à la demande du Groupe spécial, la Nouvelle-Zélande a proposé un seul expert, M. Jerry Cross, "ayant l'expérience et les compétences pertinentes", et elle a noté qu'elle ne voyait pas d'objection à ce qu'il n'y ait qu'un seul expert en matière d'ALCM, étant donné qu'il était difficile pour diverses raisons de trouver des experts appropriés et disponibles.[987] L'Australie n'a proposé aucun expert en matière d'ALCM, mais elle a suggéré que le Groupe spécial prenne contact avec le Conseil des congrès internationaux de diptérologie (CICD) pour lui demander de proposer des noms d'experts en matière d'ALCM.[988]

7.16 Suivant la suggestion de l'Australie, le Groupe spécial a pris contact avec le CICD le 25 novembre 2008.[989] En réponse, le 26 novembre 2008, le Président du CICD a proposé le nom d'un expert en matière d'ALCM, notant que cet expert pourrait suggérer d'autres personnes au nom du CICD.[990] Après avoir communiqué avec l'expert proposé par le CICD, le Groupe spécial en a trouvé un autre, ce qui portait à trois le nombre d'experts potentiels en matière d'ALCM: celui proposé par la Nouvelle-Zélande, celui proposé par le CICD et celui proposé par l'expert recommandé par le

[978] Procédures de travail, 26 mars 2008, jointes au présent rapport en tant qu'annexe A-3, paragraphe 17 d).
[979] Procédures de travail, 26 mars 2008, jointes au présent rapport en tant qu'annexe A-3, paragraphe 17 b).
[980] Voir, par exemple, les communications de l'Australie au Groupe spécial, 20 mars 2008 et 4 septembre 2008, et la communication de la Nouvelle-Zélande au Groupe spécial, 11 septembre 2008.
[981] Communication du Groupe spécial à la CIPV, 15 septembre 2008.
[982] Communication électronique de la CIPV au Groupe spécial, 23 septembre 2008.
[983] *Ibid.*
[984] Communication électronique du Groupe spécial aux parties, 31 octobre 2008.
[985] Communications électroniques de la CIPV au Groupe spécial, 29 et 30 octobre 2008.
[986] Communication du Groupe spécial aux parties, 13 novembre 2008.
[987] Communication de la Nouvelle-Zélande au Groupe spécial, 20 novembre 2008.
[988] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 20 novembre 2008.
[989] Communication du Groupe spécial au CICD, 25 novembre 2008.
[990] Communication électronique du Président du CICD au Groupe spécial, 26 novembre 2008.

CICD.[991] Les noms de ces trois experts ont été soumis aux parties pour qu'elles formulent des observations.[992] Pour différentes raisons, au moins une des parties s'est opposée au choix de chacun des trois experts de l'ALCM.[993] Les deux parties se sont opposées au choix de l'expert proposé par le CICD, parce qu'il n'était pas disponible pour rencontrer le Groupe spécial et les parties à Genève.[994] Les deux parties se sont également opposées au choix de l'expert recommandé par l'expert proposé par le CICD, au motif que ses compétences se limitaient à la taxonomie de la cécidomyie et qu'il avait une expérience pertinente limitée de la lutte contre les parasites ou de l'écologie de terrain.[995] L'Australie s'est opposée au choix du dernier expert disponible, M. Jerry Cross, en raison de l'existence d'un lien allégué avec le gouvernement de la Nouvelle-Zélande et des chercheurs néo-zélandais.[996]

7.17 Le 15 décembre 2008, le Groupe spécial a informé les parties qu'il avait choisi sept experts au total.[997] Deux experts avaient été choisis sur la base de leurs qualifications et compétences spécialisées en matière de feu bactérien, de chancre européen et d'évaluation du risque phytosanitaire, respectivement, tandis qu'un expert, M. Jerry Cross, avait été choisi pour sa connaissance spécialisée de l'ALCM.

7.18 Comme il est indiqué aux paragraphes précédents, la principale raison pour laquelle un seul expert en matière d'ALCM a été choisi était le nombre limité d'experts disponibles pour ce parasite particulier.

7.19 Le Groupe spécial a formellement entamé son processus de sélection des experts le 15 septembre 2008[998] et l'a achevé le 15 décembre 2008.[999] Pendant cette période de trois mois, il a consulté des organismes spécialisés et les parties pour obtenir des noms d'experts possibles. En raison des difficultés qu'il a eues à trouver des experts scientifiques, en particulier pour l'ALCM, le calendrier du différend a été modifié en novembre 2008, et les travaux ont été retardés.

7.20 Comme il a été noté précédemment, ni le Mémorandum d'accord, ni l'Accord SPS, ni les Procédures de travail du Groupe spécial ne spécifient le nombre d'experts à choisir. En conséquence, il appartenait en fin de compte au Groupe spécial de décider du nombre d'experts selon les circonstances spécifiques du différend, les compétences nécessaires et les contraintes auxquelles il faisait face. De plus, le Groupe spécial est tenu, en vertu de l'article 3:3 du Mémorandum d'accord, de chercher à obtenir un règlement rapide du différend. Le Groupe spécial a noté, toutefois, que l'Australie avait indiqué qu'elle préférait que deux experts soient consultés pour chacun des trois parasites pertinents. En général, un plus grand nombre d'experts pourraient fournir plus d'avis qu'un seul expert, ce qui pourrait être utile pour un groupe spécial. Mais cela ne veut pas dire que le fait de consulter un seul expert compétent ne serait pas suffisamment utile pour un groupe spécial dans un différend donné, que cela réduirait nécessairement la gamme des avis d'experts scientifiques que le Groupe spécial recueillerait ni que le choix d'un seul expert pour un sujet donné léserait les parties. Malgré le retard, et le recours à des organismes spécialisés et aux parties, le Groupe spécial n'a pas pu trouver un plus grand nombre d'experts en matière d'ALCM qualifiés et disponibles. Dans les circonstances particulières de la présente affaire, il lui a fallu décider s'il devait aller de l'avant avec le seul expert disponible choisi, qui possédait de très grandes compétences ainsi que le démontrent ses qualifications, ou s'il devait encore retarder les travaux et continuer de chercher un deuxième expert

[991] Communication du Groupe spécial aux parties, 5 décembre 2008.
[992] *Ibid.*
[993] Communication des parties au Groupe spécial, 9 décembre 2008.
[994] Communication de la Nouvelle-Zélande au Groupe spécial, 9 décembre 2008, et communication de l'Australie au Groupe spécial, 9 décembre 2008.
[995] *Ibid*.
[996] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 9 décembre 2008.
[997] Communication du Groupe spécial aux parties, 15 décembre 2008.
[998] *Ibid*.
[999] *Ibid*.

pour ce parasite spécifique. Comme le Groupe spécial avait déjà consulté les principaux organismes et les parties elles-mêmes, rien ne garantissait qu'il puisse trouver un autre expert approprié s'il retardait encore les travaux. Il y avait, par contre, la possibilité que les experts qui avaient déjà confirmé leur présence ne soient plus disponibles si les travaux étaient encore reportés. Selon le Groupe spécial, il aurait été inapproprié de différer davantage le processus de sélection car cela aurait nui à l'objectif consistant à rechercher un règlement rapide du différend, ce qui aurait été contraire à l'article 3:3 du Mémorandum d'accord et à l'intérêt exprimé par les deux parties.[1000] À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial a décidé de demander l'avis d'un seul expert en matière d'ALCM, plutôt que de deux experts, comme pour les deux autres parasites et pour la question de l'évaluation du risque phytosanitaire.

7.21 En tout état de cause, rien n'indique que le choix d'un seul expert en matière d'ALCM a porté atteinte aux droits des parties dans le présent différend ou amoindri la capacité du Groupe spécial de procéder à une évaluation objective de la question dont il est saisi. Ce choix ne nuit d'aucune façon à l'équité et l'impartialité de la procédure, ni à la capacité du Groupe spécial d'obtenir des avis scientifiques spécialisés suffisants. En particulier, l'Australie n'a pas démontré qu'elle avait subi un quelconque préjudice du fait que le Groupe spécial n'avait consulté qu'un seul expert en matière d'ALCM. Le Groupe spécial examine dans la section suivante la substance des objections spécifiques de l'Australie au choix de M. Cross.

b) Lien allégué de l'expert en matière d'ALCM avec le plaignant

7.22 L'Australie s'est opposée, au titre du paragraphe 17 c) des Procédures de travail du Groupe spécial, à ce que M. Jerry Cross soit consulté à titre d'expert par le Groupe spécial, compte tenu de son "lien avec le gouvernement de la Nouvelle-Zélande et des chercheurs néo-zélandais".[1001] Elle fait référence à des projets de recherche et publications conjoints, cités par M. Cross dans son *curriculum vitae*, qui – fait valoir l'Australie – ont été réalisés conjointement avec des chercheurs de HortResearch New Zealand. En particulier, elle fait référence à une "publication conjointe avec Suckling *et al.*, publiée en 2007, qui indique l'existence d'un lien très récent avec des chercheurs néo-zélandais pertinents, dont les travaux visent principalement à faciliter l'accès des pommes néo-zélandaises aux marchés d'exportation".[1002]

7.23 La Nouvelle-Zélande répond que l'objection de l'Australie est "dénuée de fondement". M. Cross n'a aucun lien avec le gouvernement néo-zélandais qui soit pertinent pour le présent différend.[1003] La déclaration préliminaire de conflit d'intérêts qu'il a faite indique qu'il n'a obtenu aucun financement du gouvernement néo-zélandais dans le cadre des activités menées avec des chercheurs néo-zélandais et que sa collaboration avec des experts néo-zélandais ne peut pas servir de fondement à une objection déterminante.[1004]

7.24 Conformément aux Règles de conduite relatives au Mémorandum d'accord qui s'appliquent à toutes les personnes visées dans une procédure de règlement des différends à l'OMC, les experts "ser[ont] indépendant[s] et impartia[ux], éviter[ont] les conflits d'intérêts directs ou indirects … conformément au mécanisme de règlement des différends, de façon que, grâce à l'observation de ces normes de conduite, l'intégrité et l'impartialité de ce mécanisme soient préservées".[1005] Conformément aux Procédures de travail adoptées par le Groupe spécial, il a été demandé aux experts

[1000] Voir, par exemple, la communication de l'Australie au Groupe spécial, 20 novembre 2008.
[1001] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 9 décembre 2008. L'Australie a maintenu cette objection dans sa communication au Groupe spécial datée du 19 décembre 2008.
[1002] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 9 décembre 2008.
[1003] Communication de la Nouvelle-Zélande au Groupe spécial, 11 décembre 2008.
[1004] *Ibid*.
[1005] Règles de conduite relatives au Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends (WT/DSB/RC/1), 11 décembre 1996, section II (Principe directeur).

potentiels de présenter, avant leur sélection, une déclaration de conflit d'intérêts potentiels, dont copie a été transmise aux parties.[1006] Comme les autres personnes visées par les Règles de conduite, les experts "communiqueront tout renseignement dont on pourrait raisonnablement s'attendre qu'il soit connu d'[eux] à ce moment et qui, parce qu'il entre dans le champ d'application du principe directeur des présentes règles, est susceptible d'influer sur leur indépendance ou leur impartialité ou de soulever des doutes sérieux sur celles-ci".[1007] Conformément à la Liste exemplative annexée aux Règles de conduite, les renseignements à communiquer seront notamment les suivants:

> "a) intérêts financiers (par exemple, investissements, emprunts, actions, intérêts, autres dettes); intérêts commerciaux (fonction de direction ou autres intérêts contractuels); droits sur des biens en rapport avec le différend à l'examen;
>
> b) intérêts professionnels (par exemple, relation passée ou présente avec des clients privés ou tous intérêts que la personne peut avoir dans une procédure nationale ou internationale, et leurs conséquences lorsque des questions analogues à celles qui sont traitées dans le différend à l'examen sont en jeu);
>
> c) autres intérêts actifs (par exemple, participation active dans des groupes d'intérêt public ou autres organisations qui pourraient avoir un programme déclaré se rapportant au différend à l'examen);
>
> d) prises de positions personnelles sur des questions se rapportant au différend à l'examen (par exemple, publications, déclarations publiques);
>
> e) emploi ou intérêts familiaux (par exemple, possibilité d'avantages indirects ou risque de pressions de la part de l'employeur, d'associés ou de proches parents)".[1008]

7.25 Conformément aux Règles de conduite[1009], le Groupe spécial a transmis la Liste exemplative à M. Cross le 16 décembre 2008.[1010] Comme la Nouvelle-Zélande l'indique, dans sa déclaration de conflit d'intérêts préliminaire, M. Cross a dit ce qui suit:

> "Vous verrez, d'après la liste de mes publications, que j'ai collaboré avec des scientifiques de HortResearch NZ à des travaux de recherche sur les phéromones sexuelles de la cécidomyie des feuilles du pommier. Nous n'avons eu aucun projet de recherche financé conjointement. J'ai été conférencier invité à une conférence majeure sur les fruits en Nouvelle-Zélande il y a quelques années. Puis j'ai de nouveau été conférencier invité à la conférence tenue à Hobart, en Australie [en

[1006] Procédures de travail, 26 mars 2008, jointes au présent rapport en tant qu'annexe A-3, paragraphe 17 c).

[1007] Règles de conduite relatives au Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends (WT/DSB/RC/1), 11 décembre 1996, section VI.2 (Prescriptions en matière de déclaration volontaire pour les personnes visées).

[1008] Règles de conduite relatives au Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends (WT/DSB/RC/1), 11 décembre 1996, annexe 2.

[1009] Règles de conduite relatives au Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends (WT/DSB/RC/1), 11 décembre 1996, section VI.1 a).

[1010] Communication électronique du Groupe spécial à M. Jerry Cross, 16 décembre 2008.

2007] à l'occasion du 50ème anniversaire de l'IFTA [International Fruit Tree Association]. …"[1011]

7.26 Par la suite, M. Cross a présenté le formulaire de déclaration prévu à l'Annexe 3 des Règles de conduite, qui dispose ce qui suit: "… Je sais que je suis constamment tenu … de communiquer par la présente et à l'avenir tout renseignement susceptible d'influer sur mon indépendance ou mon impartialité, ou de soulever des doutes sérieux sur l'intégrité et l'impartialité du mécanisme de règlement des différends …".[1012] Aucun autre renseignement à cet égard n'a été communiqué par M. Cross.

7.27 Selon l'Australie, le lien allégué de M. Cross avec le gouvernement néo-zélandais découle de ses "projets de recherche et publications avec des chercheurs de HortResearch New Zealand". En fait, HortResearch est détenu en totalité par le gouvernement néo-zélandais.[1013] Cependant, la participation à des recherches conjointes avec d'autres scientifiques qui peuvent être rattachés à une institution financée par l'État ne signifie pas en soi qu'il existe un lien avec cet État. Rien n'indique que M. Cross a travaillé pour le gouvernement néo-zélandais ni qu'il a obtenu une compensation monétaire de ce gouvernement. M. Cross a fait connaître l'étendue de sa collaboration avec des scientifiques néo-zélandais de HortResearch et indiqué qu'il n'avait "aucun projet de recherche financé conjointement" avec ces scientifiques, lorsque le Groupe spécial l'a contacté pour la première fois.[1014]

7.28 L'Australie ne présente pas d'autres arguments ni d'éléments de preuve spécifiques concernant le lien allégué de M. Cross avec le gouvernement néo-zélandais. Au regard de la Liste exemplative des *Règles de conduite* mentionnée ci-dessus, rien n'indique que M. Cross détenait des intérêts financiers, des intérêts commerciaux ou des droits sur des biens "en rapport avec le différend à l'examen", ni qu'il avait des intérêts professionnels, d'autres intérêts actifs, ou un emploi ou des intérêts familiaux dans le différend, selon les paragraphes a), b), c) et e) de cette Liste.

7.29 L'objection formulée par l'Australie à l'encontre du choix de M. Cross repose sur l'argument selon lequel les "projets de recherche et publications conjoints avec des chercheurs de HortResearch New Zealand" réalisés par M. Cross constituent un lien avec le gouvernement de la Nouvelle-Zélande et des chercheurs néo-zélandais. À cet égard, l'Australie ne fait référence qu'à "une publication conjointe avec Suckling *et al.*, publiée en 2007" qui correspond à l'article présenté par la Nouvelle-Zélande en tant que pièce NZ-15.[1015] Selon l'Australie, cette publication conjointe "indique l'existence d'un lien très récent avec des chercheurs néo-zélandais pertinents, dont les travaux visent principalement à faciliter l'accès des pommes néo-zélandaises aux marchés d'exportation".[1016]

[1011] Communication électronique de M. Jerry Cross, 28 novembre 2008. Voir la communication du Groupe spécial aux parties, 5 décembre 2008, par laquelle ces renseignements ont été transmis aux parties, en même temps que le curriculum vitae de M. Jerry Cross.

[1012] Communication électronique de M. Jerry Cross au Groupe spécial, 16 décembre 2008.

[1013] "HortResearch a été créé le 1er juillet 1992 en tant que l'un des neuf instituts de recherche de la Couronne établis par plusieurs départements publics. [HortResearch est] détenu en totalité par l'État mais [tire] ses revenus de sources commerciales (actuellement à hauteur d'environ 40 pour cent) et d'un processus de financement public aux termes duquel [il obtient] des fonds dans le cadre d'un processus d'investissement concurrentiel en association avec d'autres instituts de recherche de la Couronne, des universités et des organismes." Source: http://www.hortresearch.co.nz/, consulté le 26 novembre 2009.

[1014] Communication électronique de M. Jerry Cross, 28 novembre 2008. Voir la communication du Groupe spécial aux parties, 5 décembre 2008, par laquelle ces renseignements ont été transmis aux parties, en même temps que le curriculum vitae de M. Jerry Cross.

[1015] Suckling DM, JTS Walker, PW Shaw, L-A Manning, P Lo, R Wallis, V Bell, WRM Sandanayaka, DR Hall, JV Cross & AM El-Sayed (2007), "Trapping Dasineura mali (Diptera: Cecidomyiidae) in Apples", *Journal of Economic Entomology* 100(3), dans la pièce NZ-15.

[1016] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 9 décembre 2008.

7.30 L'étude de Suckling *et al.* (2007) a été publiée en juin 2007[1017], avant l'établissement du Groupe spécial. Il y est reconnu que les travaux de recherche correspondants, y compris les frais de voyage de M. Cross pour se rendre en Nouvelle-Zélande, ont bénéficié du soutien de Pipfruit NZ Inc. et d'un contrat de la Fondation néo-zélandaise pour la recherche, la science et la technologie octroyé à HortResearch.[1018] L'étude analyse dans quelle mesure le piégeage en masse permet de lutter contre l'ALCM.

7.31 Comme l'Organe d'appel l'a dit, les groupes spéciaux doivent considérer pour le choix des experts "le point de savoir s'il y a une base objective permettant de conclure qu'il est probable que l'indépendance ou l'impartialité d'un expert soit affectée ou qu'il existe des doutes sérieux au sujet de l'indépendance ou de l'impartialité de cet expert".[1019] Le critère à appliquer pour le choix des experts vise à garantir l'équité et l'impartialité du processus de consultation des experts conformément à la régularité de la procédure. L'absence d'indépendance et/ou d'impartialité portera atteinte au droit des parties à une procédure équitable.

7.32 Un groupe spécial doit s'assurer que les experts choisis ont les qualifications et compétences nécessaires et qu'ils répondent aux exigences en matière d'indépendance, d'impartialité et d'absence de conflits d'intérêt. Inversement, il ne suffit pas qu'une partie s'oppose simplement au choix d'un expert particulier. Toute partie qui formule une telle objection doit s'attendre à expliquer de quelle manière l'indépendance ou l'impartialité de l'expert ont été ou peuvent être compromises.

7.33 On doit s'attendre à ce que dans n'importe quel domaine spécialisé de la science, les quelques experts qui s'y connaissent communiquent fréquemment les uns avec les autres et puissent participer à des projets de recherche conjoints, à des réunions et des conférences, et à des publications conjointes. La participation à des "projets de recherche et publications conjoints" sont une indication des qualifications et des compétences scientifiques spécialisées sur lesquelles, conformément à ses Procédures de travail, le Groupe spécial doit se fonder pour choisir des experts scientifiques. En soi, ce fait n'est pas suffisant pour remettre en question l'indépendance et l'impartialité d'un chercheur, ni n'est nécessairement la preuve de l'existence d'un lien avec le gouvernement d'une partie. Le fait que certains de ces "projets de recherche et publications conjoints" peuvent être financés ou soutenus par des institutions liées au gouvernement d'un Membre ne l'est pas non plus. Cela est en particulier le cas lorsque, comme le démontrent clairement les énormes difficultés que le présent Groupe spécial a eues à trouver des experts, il existe un très petit nombre d'experts dans le domaine en question. Dans une telle situation, il est encore plus probable que "tous les experts du monde" travailleront ensemble et collaboreront d'une certaine manière à un moment ou à un autre. Par ailleurs, le fait qu'un projet ou une publication scientifique est financé par une organisation privée ou une institution publique n'est pas en soi une raison de remettre en question les résultats de la recherche.

7.34 Comme il a été noté ci-dessus, le Groupe spécial est chargé dans le cadre de ses travaux de faire appliquer les normes d'indépendance et d'impartialité énoncées dans les Règles de conduite relatives au Mémorandum d'accord. Nonobstant ce fait, en l'espèce, en tant que partie formulant une objection à l'encontre du choix d'un expert proposé par le Groupe spécial, il incombait à l'Australie de démontrer que la participation de M. Cross à un projet de recherche et une publication conjoints avec des chercheurs de HortResearch New Zealand remettait en question son indépendance et son impartialité, ou créait des conflits d'intérêt potentiels, directs ou indirects. En l'absence de quelconques explications ou éléments de preuve avancés par l'Australie à cet égard, le Groupe spécial

[1017] Voir http://www.entsoc.org/Pubs/Periodicals/JEE/index.htm. Il s'agit du site Web de la revue dans laquelle l'article a été publié.

[1018] Suckling DM, JTS Walker, PW Shaw, L-A Manning, P Lo, R Wallis, V Bell, WRM Sandanayaka, DR Hall, JV Cross & AM El-Sayed (2007), "Trapping Dasineura mali (Diptera: Cecidomyiidae) in Apples", *Journal of Economic Entomology* 100(3), dans la pièce NZ-15, page 750.

[1019] Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Maintien de la suspension*, paragraphe 454.

ne trouve aucun fait étayant la conclusion selon laquelle la participation de M. Cross à la recherche qui a entraîné la publication de l'étude de Suckling *et al.* (2007) fait naître des doutes au sujet de son indépendance et impartialité ou de sa capacité de fournir des avis d'expert au présent Groupe spécial.

7.35 Lorsque le Groupe spécial l'a initialement consultée à l'origine sur le projet de questions qu'il entendait poser aux experts, l'Australie a fait objection à deux questions posées à M. Cross concernant le rayon de vol de l'ALCM, faisant valoir que cela pouvait créer un conflit d'intérêts potentiel, car il serait demandé à M. Cross de faire des observations sur ses propres travaux.[1020] En fin de compte, le Groupe spécial a décidé de poser les deux questions. Après avoir reçu les réponses des experts et avoir tenu sa réunion avec les experts et les parties, le Groupe spécial a demandé à l'Australie ses vues sur la façon dont il devait examiner les réponses de M. Cross. En réponse, l'Australie a estimé que M. Cross n'avait pas accordé "un poids ou une importance excessif à ses propres travaux sur la question du rayon de vol, au détriment d'autres éléments d'information disponibles ou d'autres points de vue sur la question".[1021] De fait, dans ses communications ultérieures, l'Australie s'est servie des réponses de M. Cross aux questions auxquelles elle avait précédemment fait objection pour étayer ses arguments.[1022] Autrement dit, il n'y a eu qu'un seul cas où l'Australie a formulé une objection spécifique qui remettait en question le point de savoir si M. Cross était suffisamment impartial et, en définitive, elle n'a pas maintenu son objection et a noté que l'expert avait donné sa réponse d'une manière objective.

7.36 Dans l'affaire *États-Unis/Canada – Maintien de la suspension*, l'Organe d'appel a confirmé le "large pouvoir d'investigation" des groupes spéciaux en vertu de l'article 13 du Mémorandum d'accord et de l'article 11:2 de l'Accord SPS, et leur vaste faculté discrétionnaire pour exercer ce pouvoir.[1023] Comme il a été noté dans la section précédente sur les objections de l'Australie à l'encontre du choix d'un seul expert pour l'ALCM, le Groupe spécial a eu d'énormes difficultés à choisir des experts en la matière, malgré l'aide qu'il a reçue de la CIPV, du CICD et des parties. Après examen des qualifications et des déclarations de conflit d'intérêts de M. Jerry Cross, le Groupe spécial a constaté que rien ne lui aurait interdit de demander l'avis scientifique de M. Cross. En particulier, il n'y avait rien dans l'objection formulée par l'Australie qui indiquait l'existence de conflits d'intérêts réels ou perçus ou de toute autre situation susceptibles d'affecter l'indépendance et l'impartialité de M. Cross. Comme dans le cas des autres experts, les réponses données par M. Cross aux questions posées par le Groupe spécial et les parties ont été extrêmement rigoureuses et utiles, et le Groupe spécial lui en est profondément reconnaissant.

3. Consultation des experts

a) Préoccupations exprimées par l'Australie

7.37 Conformément à ses Procédures de travail, le Groupe spécial a préparé les questions à poser aux experts en consultation avec les parties.[1024] Comme il est indiqué dans son calendrier, le 15 décembre 2008, le Groupe spécial a informé les parties des questions qu'il proposait de poser aux experts. Les parties ont présenté leurs observations sur les questions proposées le 19 décembre 2008.[1025] Dans sa communication, l'Australie a fait des observations détaillées sur les questions proposées. En plus des nombreuses observations spécifiques qu'elle a formulées sur les

[1020] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 19 décembre 2008, pages 70 et 76.
[1021] Réponse de l'Australie à la question n° 28 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond.
[1022] Voir, par exemple, la deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphes 616, 670, 671 et 673.
[1023] Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Maintien de la suspension*, paragraphe 439.
[1024] Procédures de travail, 26 mars 2008, jointes au présent rapport en tant qu'annexe A-3, paragraphe 17 f).
[1025] Communications de la Nouvelle-Zélande et de l'Australie au Groupe spécial, 19 décembre 2008.

questions que le Groupe spécial proposait de poser aux experts, elle a fait part d'un certain nombre de préoccupations plus générales, à savoir qu'à son avis, certaines des questions proposées:

- "paraissent être tendancieuses", c'est-à-dire qu'elles peuvent suggérer une réponse;
- traitent de questions qui n'ont pas été soulevées par la Nouvelle-Zélande, y compris de questions soulevées uniquement dans la communication des États-Unis en tant que tierce partie;
- utilisent une terminologie non conforme ou ne suivent pas strictement le texte des obligations énoncées dans l'Accord SPS;
- comprennent des références "sélectives, incomplètes ou susceptibles d'induire en erreur" aux communications des parties; ou au contraire,
- comprennent des références aux communications des parties qui vont au-delà de ce qui est nécessaire pour que les experts remplissent leur fonction.[1026]

En outre, l'Australie a noté que le Groupe spécial devrait veiller à ne pas confier aux experts des questions sur lesquelles il lui appartenait de se prononcer et qu'il devrait répartir les questions auxquelles les experts auraient à répondre en fonction de leurs domaines de compétence respectifs.[1027]

7.38 Ayant révisé les questions proposées à la lumière des observations des parties, le 16 janvier 2009, le Groupe spécial a envoyé la version finale des questions aux experts et en a fait parvenir une copie aux parties. Il a reçu des réponses écrites des experts le 9 mars et a transmis ces réponses aux parties le 10 mars. Le 25 mars 2009, les parties ont présenté leurs observations sur les réponses des experts. Dans ses observations, l'Australie a exprimé les deux préoccupations suivantes: un certain nombre des questions du Groupe spécial portent sur des points qui nécessitent des connaissances spécialisées qu'aucun des experts choisis par le Groupe spécial n'aurait; et dans certaines de leurs réponses, les experts fournissent des renseignements additionnels qui n'entrent pas dans le cadre des questions du Groupe spécial et devraient uniquement être considérés comme des renseignements généraux. L'Australie a également noté deux préoccupations qui, selon elle, se rapportaient à l'observation de la régularité de la procédure au cours de la phase de consultation des experts du présent différend, à savoir qu'il ne lui avait pas été ménagé la possibilité de faire des observations sur plusieurs questions qui avaient été posées aux experts et, soit ne figuraient pas dans le projet de questions initialement communiqué aux parties, soit avaient été sensiblement modifiées par rapport au projet; et que, dans leur réponse aux questions, certains des experts étaient sortis du domaine de compétence pour lequel ils avaient été choisis.

7.39 Dans sa deuxième communication écrite du 21 avril 2009, l'Australie fait valoir que le Groupe spécial avait répondu à "certaines mais non à la totalité" des "préoccupations en matière de régularité de la procédure" concernant les questions qu'il était proposé de poser aux experts qu'elle avait exprimées dans sa lettre du 19 décembre 2008.[1028] Bien qu'elle ne le dise pas explicitement, on peut supposer que le Groupe spécial a répondu à ces "préoccupations en matière de régularité de la procédure" spécifiques lorsqu'il a établi la version révisée de ses questions aux experts. Les préoccupations auxquelles il aurait été répondu dans le projet de questions révisé comprennent l'allégation de l'Australie selon laquelle certaines questions étaient "tendancieuses", utilisaient une terminologie non conforme, ou comprenaient des références à des paragraphes "sélectives, incomplètes et susceptibles d'induire en erreur", et la demande de l'Australie de restreindre les

[1026] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 19 décembre 2008.
[1027] *Ibid*.
[1028] Deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphe 56.

références aux communications des parties faites dans les questions. Le Groupe spécial parvient à cette conclusion parce que l'Australie n'a pas exprimé de nouveau ces préoccupations spécifiques lorsqu'il lui a demandé de clarifier la nature de ses préoccupations en matière de régularité de la procédure à la deuxième réunion de fond avec les parties et dans les questions écrites qu'il lui a adressées après la deuxième réunion. Dans sa deuxième communication écrite, l'Australie fait également référence à une "préoccupation additionnelle en matière de régularité de la procédure" selon laquelle le Groupe spécial aurait posé aux experts des questions qui soit ne figuraient pas dans le projet de questions initialement communiqué aux parties soit avaient été sensiblement modifiées par rapport au projet.[1029]

7.40 En conséquence, le Groupe spécial examinera les préoccupations suivantes exprimées par l'Australie:

- le Groupe spécial a posé aux experts des questions qui soit ne figuraient pas dans le projet de questions initialement communiqué aux parties soit avaient été sensiblement modifiées par rapport au projet;

- le Groupe spécial aurait dû limiter ses questions aux points soulevés par la Nouvelle-Zélande et ne devrait pas prendre en compte des points soulevés dans des communications des tierces parties ou des renseignements additionnels fournis par les experts; et

- les experts ne devraient pas exprimer des opinions hors du domaine de compétence pour lequel ils ont chacun été choisis.

b) Question de savoir si le Groupe spécial a posé de nouvelles questions aux experts ou des questions modifiées par rapport au projet communiqué aux parties et si ces nouvelles questions affectent la régularité de la procédure

7.41 Comme il est dit plus haut, l'Australie estime que la régularité de la procédure a été affectée du fait que le Groupe spécial a posé aux experts plusieurs questions qui ne figuraient pas dans le projet de liste de questions communiqué aux parties le 15 décembre 2008 pour qu'elles fassent des observations. L'Australie ajoute que "[d]'autres questions ont été modifiées ou remaniées ce qui a sensiblement altéré la nature des questions initiales".[1030] Elle poursuit en disant qu'il "ne [lui] a pas été ménagé la possibilité de faire des observations dans aucun de ces cas".[1031]

7.42 Après la deuxième réunion de fond avec les parties, le Groupe spécial a demandé à l'Australie de clarifier la nature de ses préoccupations en matière de régularité de la procédure exprimées dans ses observations sur les réponses des experts aux questions. S'agissant spécifiquement des "nouvelles" questions, l'Australie a répondu ce qui suit:

> "Au paragraphe 16 [de ses observations sur les réponses des experts], l'Australie a noté les préoccupations suivantes:
>
> > [P]lusieurs nouvelles questions qui ne figuraient pas dans le projet de questions communiqué aux parties pour qu'elles fassent des observations ont été posées aux experts. D'autres questions ont été modifiées ou remaniées, ce qui a sensiblement altéré la nature des

[1029] Deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphe 57.
[1030] Observations de l'Australie sur les réponses des experts aux questions, communication de l'Australie au Groupe spécial, 25 mars 2009, paragraphe 16.
[1031] *Ibid*.

> questions initiales. Il n'a pas été ménagé à l'Australie la possibilité de faire des observations dans aucun de ces cas.
>
> Les questions suivantes posées aux experts ne figuraient pas dans le projet de liste de questions envoyé aux parties pour qu'elles fassent des observations: questions n° 17, 21, 23, 36, 37, 89 et 121. L'Australie a déjà traité les questions n° 21, 89 et 121 … en tant que questions qui portaient sur des points hors des domaines de compétence des experts. Elle maintient sa position selon laquelle le Groupe spécial, du point de vue de la régularité de la procédure, aurait dû lui ménager la possibilité de faire des observations sur les nouvelles questions posées aux experts qui ne figuraient pas dans le projet de questions."[1032]

7.43 L'Australie avait initialement fait référence à la fois aux "nouvelles questions" et aux questions "modifiées ou remaniées". Lorsque le Groupe spécial lui a demandé de clarifier ses préoccupations en matière de régularité de la procédure, elle a fait référence aux questions qui, selon elle, étaient des "questions [qui] ne figuraient pas dans la liste proposée de questions envoyée aux parties pour qu'elles fassent des observations", c'est-à-dire les "nouvelles questions" n° 17, 21, 23, 36, 37, 89 et 121.[1033] En réponse à une autre question du Groupe spécial, l'Australie a également exprimé des préoccupations au sujet de modifications apportées par le Groupe spécial aux questions n° 19, 20 et 27 à la suite d'observations faites par la Nouvelle-Zélande.[1034]

7.44 L'Australie a ajouté que les questions n° 17, 23 et 36 avaient été proposées par la Nouvelle-Zélande, mais la teneur de ces questions n'avait pas affecté sa position et, en conséquence, elle ne voyait aucun inconvénient à ce que le Groupe spécial s'appuie sur les réponses des experts à ces trois questions.[1035]

7.45 Comme il est indiqué plus haut, en réponse aux questions du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond avec les parties, l'Australie a précisé que les questions n° 21, 89 et 121 lui causaient des préoccupations car, selon ses allégations, elles traitaient de points qui étaient hors des domaines de compétence respectifs des experts. Tout d'abord, le Groupe spécial note qu'aucune de ces questions n'était vraiment une "nouvelle" question. La question n° 121 figurait dans le projet de liste de questions communiqué aux parties le 15 décembre 2008. Elle se rapporte au point de savoir s'il était raisonnable de supposer que l'Australie autoriserait les stations de conditionnement à laisser les déchets de fruits exposés aux éléments.[1036] Le projet de question faisait à cet égard référence au paragraphe 4.420 de la première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, aux paragraphes 898 à 900 de la première communication écrite de l'Australie et à la réponse de l'Australie à la question n° 100 du Groupe spécial après la première réunion de fond. En réponse aux questions du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond avec les parties, l'Australie reconnaît que le projet de question n° 121 a été reformulé: "[l]a question révisée a aussi été posée en tant que question n° 21 sur le feu bactérien et question n° 89 sur le chancre européen".[1037] En fait, les questions n° 21, 89 et 121 sont simplement des reformulations du projet de question n° 121, qui fait référence au point de savoir

---

[1032] Réponse de l'Australie à la question n° 20 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphes 84 et 85.

[1033] Réponse de l'Australie à la question n° 20 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphe 85.

[1034] Réponse de l'Australie à la question n° 20 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphe 128.

[1035] Réponse de l'Australie à la question n° 20 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphe 86.

[1036] Propositions de questions à poser aux experts, communication du Groupe spécial aux parties, 15 décembre 2008, question n° 121.

[1037] Réponse de l'Australie à la question n° 20 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphe 76.

s'il était raisonnable de supposer dans l'IRA que l'Australie autoriserait les stations de conditionnement à laisser les déchets de fruits exposés aux éléments, en ce qui concerne l'évaluation des risques pour le feu bactérien, le chancre européen et l'ALCM, respectivement. Les questions n° 21, 89 et 121 modifiaient ou remaniaient le projet de question n° 121 uniquement en posant la même question séparément pour chacun des trois parasites en cause et en incorporant une référence aux sections pertinentes de l'IRA de l'Australie et à quelques paragraphes additionnels des communications des parties, pour la plupart contigus à ceux qui étaient déjà inclus dans les références initiales du projet de question n° 121. Les questions n° 21, 89 et 121 n'étaient donc pas de "nouvelles" questions.

7.46 S'agissant de la question n° 37, l'Australie formule deux objections. Premièrement, la question ne figurait pas dans le projet envoyé aux parties et l'Australie a donc été privée de la possibilité de faire des observations.[1038] Deuxièmement, comme l'Australie, il n'avait pas eu la possibilité de faire des observations, la question n° 37 reprenait en fin de compte le libellé proposé par la Nouvelle-Zélande qui limitait la portée de la question aux "preuves expérimentales obtenues dans les conditions existant dans les vergers"[1039], et l'Australie n'a pas eu la possibilité de faire des observations sur ce point.[1040] L'Australie dit qu'en formulant la question de cette manière, le Groupe spécial a permis à la Nouvelle-Zélande de limiter la portée de la question pour qu'elle corresponde à sa vue étroite des données scientifiques applicables liées aux preuves expérimentales obtenues dans les conditions existant dans les vergers et a empêché les experts de faire des observations sur l'éventail complet des preuves scientifiques pertinentes. Il n'a pas été ménagé à l'Australie la possibilité de faire des observations sur cette approche avant que les experts répondent à ces questions. Les réponses étaient alors versées au dossier.[1041] Enfin, l'Australie a fait valoir qu'à la suite d'observations faites par la Nouvelle-Zélande, le Groupe spécial avait modifié les questions n° 19, 20 et 27, limitant une fois de plus les questions aux conditions naturelles, sans laisser à la Nouvelle-Zélande la possibilité de faire des observations.[1042]

7.47 En réponse aux arguments de l'Australie, la Nouvelle-Zélande affirme que lorsque le Groupe spécial lui a demandé après la deuxième réunion de fond de préciser la nature de ses préoccupations en matière de régularité de la procédure, l'Australie n'a pas soutenu que la régularité de la procédure avait été affectée en ce qui concerne les "nouvelles questions".[1043] Elle ajoute que les parties ont eu la possibilité de faire des observations sur le projet de questions du Groupe spécial et affirme que l'Australie a présenté des observations détaillées qui ont été prises en compte par le Groupe spécial.[1044] Selon la Nouvelle-Zélande, le Groupe spécial avait le droit de rédiger d'autres questions sans consulter à nouveau les parties et l'Australie avait eu ultérieurement la possibilité de faire des observations sur toute question de fond découlant des réponses des experts à ces "nouvelles questions".[1045]

[1038] Réponse de l'Australie à la question n° 20 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphe 85.

[1039] Réponse de l'Australie à la question n° 22 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphe 129.

[1040] Réponse de l'Australie à la question n° 22 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphe 129.

[1041] *Ibid.* Voir aussi les observations de l'Australie sur les réponses des experts aux questions, communication de l'Australie au Groupe spécial, 25 mars 2009, paragraphe 85.

[1042] Réponse de l'Australie à la question n° 22 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphe 128.

[1043] Observations de la Nouvelle-Zélande sur la réponse de l'Australie à la question n° 20 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphe 44.

[1044] Observations de la Nouvelle-Zélande sur la réponse de l'Australie à la question n° 26 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphe 33.

[1045] *Ibid.*

7.48 S'agissant de la portée limitée alléguée de certaines des questions du Groupe spécial, la Nouvelle-Zélande estime que les questions du Groupe spécial n'ont pas empêché les experts de "faire des observations sur l'éventail complet des preuves scientifiques pertinentes".[1046] Elle affirme que les réponses des experts démontrent qu'ils ont pris en compte les preuves établies en laboratoire.[1047] Elle note aussi que l'Australie a utilisé "la possibilité de faire des observations sur la question des preuves scientifiques prises en compte par les experts" dans les observations qu'elle a formulées sur les réponses des experts et à la réunion avec les experts.[1048]

7.49 Dans la question n° 37, le Groupe spécial a demandé aux experts leur opinion sur ce qui suit:

> "L'IRA contient-il une analyse objective et crédible, fondée sur des sources scientifiques respectées et compétentes, permettant de penser que l'introduction du feu bactérien par le biais de pommes mûres s'est déjà produite ou pourrait se produire, que ce soit dans des conditions expérimentales ou naturelles, ou que la présence de populations de *E. amylovora* sur des pommes mûres pourrait être la source d'infections par le feu bactérien dans des conditions naturelles? Avez-vous connaissance de l'existence de quelconques preuves scientifiques ailleurs que dans l'IRA qui étaieraient une telle thèse?"

7.50 La question posée par le Groupe spécial suivait deux questions qui avaient été suggérées par la Nouvelle-Zélande dans ses observations sur les questions proposées par le Groupe spécial: "Avez-vous connaissance de quelconques preuves scientifiques, soit dans l'IRA soit ailleurs, indiquant que l'introduction du feu bactérien par le biais de fruits mûrs s'est déjà produite ou pourrait se produire, que ce soit dans des conditions expérimentales ou naturelles?" et "Avez-vous connaissance de quelconques preuves scientifiques indiquant que la présence de populations de *E. amylovora* sur des pommes mûres pourrait être la source d'infections par le feu bactérien dans des conditions naturelles?"[1049]

7.51 Les questions n° 19, 20 et 27 visaient, quant à elles, à recueillir l'opinion des experts sur les points suivants:

> Question n° 19: "Veuillez présenter des observations sur le point de savoir s'il y a de solides preuves scientifiques indiquant qu'il existe des infestations épiphytes par *E. amylovora* sur des pommes mûres dans des quantités qui sont, dans des conditions naturelles, susceptibles de se reproduire; d'être transférées à une plante hôte; et en fin de compte de déclencher une infection sur cette plante hôte?"
>
> Question n° 20: "Veuillez présenter des observations sur le point de savoir si les prescriptions indiquées dans l'IRA de l'Australie concernant le traitement de désinfection des pommes à la station de conditionnement et la désinfection de l'équipement de la station de conditionnement avant chaque opération de conditionnement pour l'Australie, sont justifiées d'un point de vue scientifique et raisonnables? Avez-vous connaissance de quelconques preuves scientifiques fiables d'une contamination de l'équipement de la station de conditionnement par *E. amylovora* présente sur des pommes récoltées? Dans l'affirmative, ces bactéries

[1046] Observations de la Nouvelle-Zélande sur la réponse de l'Australie à la question n° 22 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphes 61 et 64.
[1047] Observations de la Nouvelle-Zélande sur la réponse de l'Australie à la question n° 22 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphe 64.
[1048] Observations de la Nouvelle-Zélande sur la réponse de l'Australie à la question n° 22 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphe 62
[1049] Observations de la Nouvelle-Zélande sur les propositions de questions à poser aux experts, communication de la Nouvelle-Zélande au Groupe spécial, 19 décembre 2008, pages 8 et 9.

> survivraient-elles aux opérations à la station de conditionnement? Avez-vous connaissance de quelconques preuves scientifiques fiables d'un transfert mécanique dans un environnement naturel d'*E. amylovora* des mains des travailleurs à des hôtes sensibles?"
>
> Question n° 27: "Veuillez présenter des observations sur le point de savoir si le raisonnement fait dans l'IRA de l'Australie concernant le nombre de bactéries *E. amylovora* isolées, et signalées, sur des pommes mûres qui serait suffisant pour se propager à un hôte sensible et déclencher une infection dans des conditions naturelles (par opposition à des conditions de laboratoire). Cette évaluation est-elle objective et crédible? Est-elle fondée sur des sources scientifiques respectées et compétentes?"

7.52 Conformément à l'article 13:1 du Mémorandum d'accord et à l'article 11:2 de l'Accord SPS, un groupe spécial a un large droit de demander des renseignements et des avis techniques à des experts scientifiques. En fait, au titre de l'article 11:2 de l'Accord SPS, dans une procédure de règlement des différends qui soulève des questions scientifiques ou techniques relevant de cet accord, un groupe spécial devrait "demander l'avis d'experts choisis par lui en consultation avec les parties au différend". La consultation d'experts fait partie du large droit d'un groupe spécial "de demander à toute personne ou à tout organisme qu'il jugera approprié des renseignements et des avis techniques", et de "demander des renseignements à toute source qu'ils jugeront appropriée" et de "consulter des experts pour obtenir leur avis sur certains aspects de la question" au titre de l'article 13 du Mémorandum d'accord. En fin de compte, la consultation d'experts a pour but de permettre à un groupe spécial de s'acquitter de son devoir de "procéder à une évaluation objective de la question dont il est saisi", conformément à l'article 11 du Mémorandum d'accord.

7.53 Comme l'a dit l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Crevettes*:

> "[L]e Mémorandum d'accord donne à un groupe spécial établi par l'ORD, et engagé dans une procédure de règlement d'un différend, le pouvoir ample et étendu d'engager et de contrôler le processus par lequel il s'informe aussi bien des faits pertinents de la cause que des normes et principes juridiques applicables à ces faits. Ce pouvoir, et son étendue, sont donc tout à fait nécessaires pour permettre à un groupe spécial de s'acquitter de la tâche que lui impose l'article 11 du Mémorandum d'accord – "procéder à une évaluation objective de la question dont il est saisi, y compris une *évaluation objective des faits de la cause*, de l'*applicabilité des dispositions des accords visés pertinents* et de la *conformité des faits avec des dispositions* … ". (non souligné dans l'original)"[1050]

7.54 Comme il est dit plus haut, dans l'affaire *États-Unis/Canada – Maintien de la suspension*, l'Organe d'appel a confirmé le "large pouvoir d'investigation" des groupes spéciaux en vertu de l'article 13 du Mémorandum d'accord et de l'article 11:2 de l'Accord SPS, et leur vaste faculté discrétionnaire pour exercer ce pouvoir, y compris par la consultation d'experts.[1051]

7.55 Le paragraphe 17 f) des Procédures de travail du Groupe spécial, adoptées par le Groupe spécial le 26 mars 2008, dispose que "[l]e Groupe spécial préparera des questions écrites pour les experts. Les parties auront la possibilité de faire des observations sur les questions proposées ou d'en

[1050] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Crevettes*, paragraphe 106.
[1051] Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Maintien de la suspension*, paragraphe 439.

suggérer d'autres, avant que le Groupe spécial n'arrête définitivement les questions à envoyer aux experts".[1052]

7.56 Le calendrier adopté par le Groupe spécial le 8 avril 2008 envisageait que les parties reçoivent la liste des experts et des questions proposée par le Groupe spécial le 22 octobre 2008, qu'elles aient cinq jours ouvrables, soit jusqu'au 29 octobre, pour présenter des observations au Groupe spécial et que celui-ci envoie les questions aux experts cinq jours ouvrables plus tard.

7.57 Conformément aux articles 12:1 et 12:3 du Mémorandum d'accord, tant les Procédures de travail que le calendrier ont été établis par le Groupe spécial après consultation des parties. Bien que les Procédures de travail accordent aux parties le droit de faire des observations sur le projet de questions proposées par le Groupe spécial et de suggérer d'autres questions, il appartenait en fin de compte au Groupe spécial d'arrêter sur la forme définitive des questions qu'il poserait aux experts.

7.58 Ni les Procédures de travail, ni le calendrier ne renferment de disposition ménageant à l'une ou l'autre partie la possibilité de faire des observations sur les questions proposées par l'autre partie. Les Procédures de travail n'obligent pas non plus le Groupe spécial à renvoyer ses questions révisées aux parties, leur ménageant ainsi une deuxième possibilité de faire des observations. Les groupes spéciaux antérieurs qui ont consulté des experts scientifiques ont eu pour pratique d'accorder aux parties une possibilité de faire des observations sur les questions proposées et d'en suggérer d'autres.[1053]

7.59 Conformément aux Procédures de travail adoptées par le Groupe spécial, la Nouvelle-Zélande et l'Australie ont toutes deux fait des observations sur les questions que le Groupe spécial proposait de poser aux experts et suggéré d'autres questions. Les observations faites par les deux parties étaient nombreuses, détaillées et pas toujours faciles à concilier. En fait, les observations reçues des deux parties étaient si détaillées que le 23 décembre 2008, le Groupe spécial a informé les parties qu'il ne serait pas en mesure d'envoyer les questions aux experts avant la fin de l'année, comme prévu. Les questions ont finalement été envoyées aux experts le 16 janvier 2009.

7.60 Les Parties savaient que, conformément aux Procédures de travail et au calendrier du Groupe spécial, elles avaient une seule possibilité de suggérer au Groupe spécial de nouvelles questions à poser aux experts. Rien n'empêchait l'une ou l'autre des parties, toutefois, de demander au Groupe spécial de modifier ses procédures et son calendrier pour permettre la tenue d'une autre série de consultations. Avant que le Groupe spécial finalise ses questions et les envoie aux experts, aucune des deux parties n'a demandé la possibilité de faire des observations sur la version révisée des questions ou sur les questions suggérées par l'autre partie. En particulier, aucune demande en ce sens n'a été formulée ni quand les Procédures de travail et le calendrier du Groupe spécial ont été établis ni au moment où les parties ont présenté leurs observations respectives sur les questions proposées le 19 décembre 2008, ni après avoir reçu une copie des observations faites par l'autre partie sur les questions proposées avant que celles-ci soient envoyées aux experts. Ce n'est que le 25 mars 2009, soit deux semaines après que les parties ont reçu les réponses des experts que le Groupe spécial leur avait envoyées, que l'Australie a exprimé pour la première fois sa préoccupation concernant les "nouvelles questions" ou "questions modifiées" posées par le Groupe spécial.

[1052] Procédures de travail, 26 mars 2008, joint au présent rapport en tant qu'annexe A-3, paragraphe 17 f).

[1053] Voir, par exemple, le rapport du Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, paragraphe 7.26; le rapport du Groupe spécial *Japon – Pommes*, paragraphe 6.2; le rapport du Groupe spécial *Australie – Saumons*, paragraphe 6.4; le rapport du Groupe spécial *Japon – Produits agricoles II*, paragraphe 6.2.

7.61 Le Groupe spécial n'a vu aucune raison de proposer d'office une autre série de consultations, d'autant que les travaux avaient déjà été retardés pour un certain nombre d'autres raisons. De plus, si le Groupe spécial avait autorisé une deuxième série d'observations, une partie aurait sans doute toujours pu se plaindre de ce que toute question modifiée ou remaniée à la lumière de ces observations devrait aussi faire l'objet de consultations, ce qui risquait d'entraîner une série sans fin de consultations. Comme il n'était pas prévu qu'une partie aurait la possibilité de faire des observations sur les questions à poser aux experts suggérées par l'autre partie ni sur les modifications apportées par le Groupe spécial à la suite d'observations présentées par l'autre partie, l'Australie n'aurait pas pu, en fait, être privée d'une telle possibilité par le Groupe spécial. En conséquence, rien n'indique que la régularité de la procédure a été affectée à cet égard.

7.62 La régularité de la procédure n'a pas non plus été affectée par la teneur des questions n° 19, 20, 27 et 37, à savoir l'accent mis sur les "preuves expérimentales obtenues dans les conditions existant dans les vergers". Conformément aux Procédures de travail du Groupe spécial, il appartenait en fin de compte à ce dernier d'arrêter la forme définitive des questions qu'il poserait aux experts. En outre, d'un point de vue factuel, l'Australie a tort d'affirmer que la question n° 37 limitait la portée des renseignements demandés aux preuves obtenues dans les conditions existant dans les vergers.[1054] En fait, la première partie de la question fait référence à l'introduction possible du feu bactérien par le biais de fruits mûrs "que ce soit dans des conditions expérimentales ou naturelles".

7.63 À supposer même que la question n° 37 ainsi que les questions n° 19, 20 et 27 portaient sur les preuves obtenues dans les conditions existant dans les vergers, plutôt qu'en laboratoire, et que cela limitait la portée de la question d'une manière qui favorisait la Nouvelle-Zélande, rien n'indique que cela aurait nui à la position de l'Australie.

7.64 Selon le Groupe spécial, le libellé des questions n° 19, 20, 27 et 37 était approprié compte tenu du raisonnement pertinent énoncé dans l'IRA. Comme cela était généralement le cas, dans cette question, le Groupe spécial a demandé aux experts de s'attacher d'abord au raisonnement énoncé dans l'IRA de l'Australie. Il a également demandé aux experts de faire part de leurs vues sur la question de savoir si l'analyse de l'IRA était fondée "sur des sources scientifiques respectées et compétentes".

7.65 L'Australie a eu amplement la possibilité de faire des observations sur les réponses reçues des experts, et même de poser des questions aux experts sous un angle différent, si elle le souhaitait. Conformément aux Procédures de travail et au calendrier du Groupe spécial, les parties ont d'abord eu la possibilité de présenter des observations le 25 mars 2009 sur les réponses des experts, puis le 9 avril sur les observations faites par l'autre partie sur ces réponses. Elles ont ensuite eu la possibilité de faire de nouveau dans leur communication à présenter à titre de réfutation le 21 avril des observations sur les points soulevés par les réponses des experts. Elles ont pu ultérieurement poser des questions orales aux experts lors de la réunion tenue avec le Groupe spécial le 30 juin. En fait, après que l'Australie a fait valoir qu'il était important de s'attacher, non seulement aux preuves obtenues dans des conditions naturelles, mais aussi aux preuves obtenues en laboratoire, le Groupe spécial a posé cette question spécifique aux experts pendant la réunion avec les parties du 30 juin.[1055]

7.66 Rien n'indique que dans les questions écrites initiales posées le 16 janvier 2009, les experts avaient été empêchés "de faire des observations sur l'éventail complet des preuves scientifiques pertinentes", y compris les preuves obtenues dans des conditions de laboratoire. Dans les Lignes directrices à l'intention des experts qui accompagnaient les questions du Groupe spécial datées du 16 janvier 2009, les experts étaient invités à se reporter à l'IRA de l'Australie et aux preuves scientifiques fournies par les parties, ainsi qu'à toute autre preuve scientifique pertinente; il n'y avait

[1054] Réponse de l'Australie à la question n° 22 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphes 112 à 133.
[1055] Procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphes 170 à 172.

pas de limitation à un type spécifique de preuves, qu'elles soient obtenues dans des conditions naturelles ou expérimentales; en fait, dans leurs réponses sur la question spécifique du feu bactérien, les experts ont abondamment fait référence à des preuves obtenues dans des conditions de laboratoire.[1056]

7.67 En somme, le Groupe spécial constate qu'aucun élément de preuve n'étaie l'affirmation de l'Australie selon laquelle le fait de poser les questions n° 19, 20, 27 et 37 aux experts a nui à sa position dans la présente procédure. Lorsque, comme en l'espèce, chaque partie est autorisée à poser ses propres questions, à faire des observations sur les réponses reçues des experts et à poser par la suite des questions aux experts pendant une réunion avec le Groupe spécial, la position respective des parties dans la procédure et la régularité de la procédure ne sont pas au départ affectées par la formulation spécifique d'une question posée par un groupe spécial aux experts.

c) Question de savoir s'il devrait être interdit au Groupe spécial de prendre en compte des points soulevés dans des communications des tierces parties ou des renseignements additionnels fournis par les experts

7.68 Dans ses observations sur les questions qu'il était proposé de poser aux experts, l'Australie a affirmé qu'"[u]n certain nombre des questions proposées [avaient] trait à des points que la Nouvelle-Zélande n'[avait] pas soulevés".[1057] Selon l'Australie, certaines des questions proposées "ont trait à des points soulevés uniquement dans la communication des États-Unis en tant que tierce partie".[1058] Dans sa réponse aux questions du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, l'Australie a réaffirmé cette préoccupation: "comme les tierces parties ne sont pas des parties au différend, leurs communications ne peuvent pas constituer des éléments de preuve et des arguments qui peuvent être utilisés par l'une ou l'autre partie pour plaider sa cause. Selon le même raisonnement, les communications des tierces parties ne peuvent pas non plus servir de base pour des questions à poser aux experts".[1059]

7.69 En réponse aux questions du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond avec les parties, l'Australie a indiqué que les questions écrites ci-après posées par le Groupe spécial aux experts le 16 janvier 2009 comprenaient des références à la communication des États-Unis en tant que tierce partie: questions n° 20, 25, 29, 33, 41, 88, 125, 129, 132 et 138.[1060] Considérant les questions et réponses individuelles, toutefois, l'Australie a indiqué que seules les questions n° 33, 88, 125, 129 et 132 la préoccupaient. Concernant ces cinq questions, elle a demandé au Groupe spécial de ne tenir absolument aucun compte des réponses fournies par les experts "afin de veiller à ce que dans son argumentation la Nouvelle-Zélande ne profite pas de manière inappropriée des réponses données sur des points qu'elle n'a pas soulevés ni étayés elle-même".[1061]

7.70 L'Australie fait également valoir que, du fait qu'il appartient à la partie plaignante d'établir prima facie qu'il y a incompatibilité, "[l]e témoignage d'un expert ne peut pas servir d'"élément de

[1056] Voir, par exemple, la réponse de M. Paulin aux questions n° 6, 27, 28, 34, 38, 39, 40 et 42 du Groupe spécial, dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphes 49, 191, 205, 238, 255 à 257, 259, 260, 262, 263, 272 et 273.

[1057] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 19 décembre 2008, page 4, quatrième point de la liste.

[1058] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 19 décembre 2008, page 4, cinquième point de la liste.

[1059] Réponse de l'Australie à la question n° 21 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphe 98.

[1060] Réponse de l'Australie à la question n° 21 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphe 99.

[1061] Réponse de l'Australie à la question n° 21 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphes 106, 107, 109 et 110.

preuve" pour une allégation qui soit n'a pas été formulée par une partie soit a été étayée de manière insuffisante par la partie pertinente au moyen d'éléments de preuve".[1062]

7.71 En réponse à la préoccupation exprimée par l'Australie, la Nouvelle-Zélande rejette la thèse selon laquelle un groupe spécial ne peut pas s'appuyer sur les communications des tierces parties pour poser des questions aux experts scientifiques. Selon la Nouvelle-Zélande:

> "[L]es tierces parties ont le droit de présenter des arguments et des éléments de preuve sur toutes les questions qui relèvent du mandat du Groupe spécial. Les vues des tierces parties peuvent être prises en compte, examinées, approuvées, appuyées ou contestées par les parties et le Groupe spécial. Cela implique de vérifier ce que les tierces parties ont dit par référence aux avis des experts. Cela est pleinement compatible avec le devoir du Groupe spécial de procéder à une évaluation objective de la question et à la nécessité de veiller à ce que le droit des tierces parties de jouer un rôle significatif dans le règlement des différends soit préservé."[1063]

7.72 La Nouvelle-Zélande ajoute qu'en tout état de cause, elle a dûment formulé et étayé toutes les allégations auxquelles l'Australie a fait objection.[1064]

7.73 Les préoccupations de l'Australie concernant l'utilisation par le Groupe spécial de renseignements fournis par les experts ou dans les communications des tierces parties ont été formulées en relation avec le processus de consultation des experts. L'Australie fait valoir que la Nouvelle-Zélande n'a pas étayé certaines de ses allégations et a ensuite essayé d'utiliser des renseignements fournis par les experts ou les tierces parties pour remédier à cette lacune. Elle fait aussi valoir que le Groupe spécial ne peut pas s'appuyer sur les réponses des experts à des questions concernant les communications des tierces parties, puisqu'il incombait à la Nouvelle-Zélande d'étayer ses allégations.

7.74 Comme il est dit plus haut, dans le cadre de l'examen des préoccupations de l'Australie concernant les "nouvelles questions" alléguées, le processus de consultation des experts est en fin de compte lié aux renseignements et avis techniques qu'un groupe spécial peut demander pour s'acquitter de son devoir de "procéder à une évaluation objective de la question dont il est saisi", conformément à l'article 11 du Mémorandum d'accord. La "question" dont est saisi un groupe spécial comprend quant à elle les allégations formulées en relation avec les mesures spécifiques indiquées par le plaignant, car tant les allégations que les mesures figurent dans le mandat du groupe spécial.[1065]

7.75 Il incombe à la partie plaignante d'indiquer la nature de ses allégations dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, en faisant un bref exposé du fondement juridique de sa plainte qui doit être suffisant pour énoncer clairement le problème. Le plaignant doit indiquer les dispositions des accords visés auxquelles, à son avis, les mesures incriminées sont contraires.[1066] Une fois qu'une allégation est dûment incluse dans le mandat d'un groupe spécial, il incombe de nouveau au plaignant d'énoncer son allégation en présentant les arguments et les éléments de preuve nécessaires pour établir *prima facie* qu'il y a incompatibilité.[1067]

[1062] Réponse de l'Australie à la question n° 5 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphe 30.

[1063] Observation de la Nouvelle-Zélande sur la réponse de l'Australie à la question n° 21 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphe 55.

[1064] Observation de la Nouvelle-Zélande sur la réponse de l'Australie à la question n° 21 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphe 56.

[1065] Voir, par exemple, le rapport de l'Organe d'appel *Guatemala – Ciment I*, paragraphe 72.

[1066] Voir, par exemple, le rapport de l'Organe d'appel *Corée – Produits laitiers*, paragraphe 139.

[1067] Rapport de l'Organe d'appel *Chili – Système de fourchettes de prix*, paragraphe 173.

7.76 En tout état de cause, une fois qu'une allégation a été dûment présentée à un groupe spécial et que la partie plaignante a avancé ses arguments et énoncé sa plainte, le groupe spécial dispose de vastes pouvoirs d'investigation pour procéder à une évaluation objective de la question. À ce stade, il n'est pas limité par les arguments présentés par les parties à un différend; il peut développer ses propres arguments, et il peut certainement prendre en compte les arguments avancés par les tierces parties. La thèse de l'Australie selon laquelle il est interdit à un groupe spécial de prendre en compte les renseignements présentés par une tierce partie est contraire au devoir du Groupe spécial de procéder à une évaluation objective de la question. Cela serait également contraire aux droits accordés au titre du Mémorandum d'accord aux tierces parties dans une procédure de règlement des différends à l'OMC. L'article 10:2 du Mémorandum d'accord dispose que les tierces parties "[auront] la possibilité de se faire entendre par ce groupe spécial et de lui présenter des communications écrites". L'Organe d'appel a noté à cet égard que, non seulement les tierces parties ont le droit de présenter des communications dans un différend, mais que les groupes spéciaux ont l'obligation légale de les prendre en compte. Selon les termes de l'Organe d'appel:

> "[E]n vertu du Mémorandum d'accord, seuls les Membres qui sont parties à un différend, ou qui ont informé l'ORD de leur souhait de devenir tierces parties dans ce différend, ont un *droit légal* de présenter des communications à un groupe spécial et ont un *droit légal* à ce que ces communications soient examinées par un groupe spécial. En conséquence, un groupe spécial est légalement *tenu* de n'accepter et prendre dûment en compte que les communications présentées par les parties et les tierces parties au cours de la procédure."[1068]

7.77 Autrement dit, les droits d'une tierce partie de présenter des communications à un groupe spécial et le devoir d'un groupe spécial de tenir compte des renseignements pertinents fournis par une tierce partie dans sa communication sont les deux faces d'une même médaille. S'il était interdit aux groupes spéciaux de prendre en compte des renseignements fournis par une tierce partie, y compris des arguments et des éléments de preuve, alors les droits des tierces parties au titre du Mémorandum d'accord seraient illusoires.

7.78 Comme il est dit plus haut, conformément aux Procédures de travail du Groupe spécial, il appartenait en fin de compte à ce dernier d'arrêter les questions qu'il poserait aux experts. Rien n'interdisait au Groupe spécial d'utiliser des renseignements, y compris des arguments et des éléments de preuve, fournis dans la communication d'une tierce partie. Rien n'interdirait ensuite au Groupe spécial d'utiliser ces renseignements pour procéder à son évaluation objective de la question. Il ne serait pas non plus interdit au Groupe spécial d'utiliser les renseignements fournis par les experts en réponse à ses questions, ou en réponse à des questions posées par les parties elles-mêmes pendant la réunion avec les experts, pour autant que ces renseignements soient pertinents pour la question relevant du mandat du Groupe spécial.

7.79 S'agissant des questions n° 33, 88, 125, 129 et 132 posées aux experts, l'Australie n'a pas fait valoir que l'une quelconque de ces questions ne relevait pas du mandat du Groupe spécial. Elle n'a pas allégué que les questions ne se rapportaient pas aux allégations formulées par la Nouvelle-Zélande selon lesquelles les mesures contestées étaient contraires à des dispositions spécifiques de l'Accord SPS. Par exemple, la question n° 33 se rapporte à l'"étape 7 pour l'importation" dans l'évaluation des risques pour le feu bactérien. La compatibilité du raisonnement énoncé dans l'IRA concernant le feu bactérien avec les dispositions de l'Accord SPS citées par la Nouvelle-Zélande relève clairement du mandat du Groupe spécial.

[1068] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Crevettes*, paragraphe 101. (italique dans l'original; note de bas de page omise)

7.80 En outre, l'argument de l'Australie interdirait dans la pratique aux parties de développer leurs arguments après avoir présenté leur première communication écrite respective. L'Australie l'a explicitement soutenu. Dans sa première communication écrite, par exemple, elle laisse entendre que, du fait que la Nouvelle-Zélande avait déjà relevé un certain nombre de vices de méthode alléguée dans l'IRA de l'Australie, "la Nouvelle-Zélande ne devrait pas être autorisée à élargir ses allégations au-delà de ces prétendus "vices" à un stade ultérieur de la présente procédure"[1069] ou que du fait que "la Nouvelle-Zélande n'a pas formulé d'allégation concernant les effets du brossage, du cirage, du tri et de l'emballage tels qu'ils sont envisagés dans l'IRA … elle ne devrait pas être autorisée à élargir ses allégations en relation avec ces questions à un stade ultérieur de la procédure".[1070] L'argument de l'Australie à cet égard gomme la distinction établie par l'Organe d'appel entre les allégations et les arguments. Comme l'a dit l'Organe d'appel:

> "[I]l y a une grande différence entre les *allégations* indiquées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, qui déterminent le mandat du groupe spécial au titre de l'article 7 du Mémorandum d'accord, et les *arguments* étayant ces allégations, qui sont exposés et progressivement précisés dans les premières communications écrites, dans les communications présentées à titre de réfutation et lors des première et deuxième réunions du groupe spécial avec les parties."[1071]

7.81 Autrement dit, si la Nouvelle-Zélande a dûment présenté une allégation au Groupe spécial et qu'elle a avancé ses arguments et énoncé son allégation, rien ne lui interdit de développer ses arguments au cours de la procédure et de faire référence, si elle le souhaite, aux renseignements fournis dans les communications des tierces parties ou dans les réponses des experts scientifiques. Il existe deux limitations à cet égard. Premièrement, il est interdit au Groupe spécial d'examiner des questions qui ne relèvent pas du mandat approuvé par l'ORD. Deuxièmement, il faut accorder à l'Australie le droit de répondre à tous arguments avancés par le plaignant et de présenter ses propres contre-arguments et éléments de preuve pertinents. Bien entendu, il incombe toujours à la Nouvelle-Zélande, en tant que plaignant, d'établir *prima facie* que les mesures contestées sont contraires aux obligations de l'Australie au titre des dispositions pertinentes des accords visés. S'agissant de ce dernier point, il y a une limitation importante du "large pouvoir d'investigation" d'un groupe spécial, que l'Organe d'appel a expliquée comme suit:

> "[C]e pouvoir ne peut pas être utilisé par un groupe spécial pour trancher en faveur d'une partie plaignante qui n'a pas fourni un commencement de preuve d'incompatibilité sur la base d'allégations juridiques spécifiques qu'elle a formulées. Un groupe spécial est habilité à demander des renseignements et des avis à des experts et à toute autre source pertinente qu'il choisit, conformément à l'article 13 du Mémorandum d'accord et, dans une affaire SPS, à l'article 11:2 de l'*Accord SPS*, pour l'aider à comprendre et à évaluer les preuves présentées et les arguments avancés par les parties, mais pas pour plaider la cause d'une partie plaignante."[1072]

7.82 En conclusion, dans la mesure où une question spécifique soulevée par une tierce partie relevait dûment du mandat du Groupe spécial, et que la Nouvelle-Zélande avait avancé ses arguments et énoncé sa plainte concernant l'allégation spécifique, le Groupe spécial rejette la thèse de l'Australie selon laquelle il lui était interdit d'aborder cette question dans les questions écrites posées aux experts. Dans la même mesure, le Groupe spécial rejette aussi la thèse de l'Australie selon laquelle il lui était interdit de prendre en compte les renseignements fournis par les experts scientifiques en réponse aux

---

[1069] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 288.

[1070] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 420. Voir aussi la première communication écrite de l'Australie, paragraphes 528, 611, 725, 883, 904 et 906.

[1071] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Bananes III*, paragraphe 141. (italique dans l'original)

[1072] Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Produits agricoles II*, paragraphe 129.

questions qu'il leur a posées. Le Groupe spécial ne trouve aucun élément de preuve indiquant que la régularité de la procédure a été affectée par l'une ou l'autre de ces deux raisons.

d) Question de savoir si le Groupe spécial devrait ne pas tenir compte des opinions exprimées par les experts scientifiques hors du domaine de compétence pour lequel ils ont été choisis

7.83 L'Australie affirme que certaines des questions écrites que le Groupe spécial a posées aux experts le 16 janvier 2009 auraient exigé des compétences et une expérience spécialisées dans des domaines autres que le domaine de compétence respectif des experts choisis.[1073] En réponse aux questions que le Groupe spécial a posées aux parties après la deuxième réunion de fond, l'Australie a indiqué que les questions suivantes ne relevaient pas du domaine de compétence pour lequel chacun des experts avait été choisi: questions n° 4, 5, 21, 66, 67, 89 et 121.[1074]

7.84 Selon l'Australie, les questions n° 4 et 5 se rapportent à ses pratiques quarantenaires, domaine dans lequel aucun des experts choisis n'avait de compétences.[1075] L'Australie demande que les réponses aux questions n° 4 et 5 "ne [soient] pas utilisées dans la mesure où [les experts] expriment un avis sur les pratiques quarantenaires de l'Australie".[1076]

7.85 L'Australie fait valoir que les questions n° 21, 89 et 121 sont fondées sur l'hypothèse que les experts ont "des compétences dans les pratiques de gestion des déchets des stations de conditionnement australiennes". Elle ajoute, toutefois, qu'elle ne fait pas objection aux réponses aux questions n° 21 et 121, parce que les experts respectifs n'ont exprimé aucune opinion sur la manutention des pommes avariées dans les stations de conditionnement australiennes.[1077] Elle fait objection aux réponses des experts à la question n° 89, affirmant que les experts respectifs avaient fondé leurs réponses sur des "spéculations concernant les pratiques de gestion des déchets des stations de conditionnement australiennes".[1078]

7.86 Enfin, l'Australie fait valoir que les questions n° 66 et 67 exigent des compétences spéciales dans les conditions climatiques en Australie et en Nouvelle-Zélande, respectivement.[1079] Elle demande au Groupe spécial de ne pas s'appuyer sur les réponses des experts exprimant un avis sur les conditions climatiques des parties.[1080]

7.87 À titre d'argument connexe, l'Australie ajoute que du fait que dans les Lignes directrices à l'intention des experts datées du 16 janvier 2009 le Groupe spécial ne leur avait pas donné d'indications dans leurs réponses, certains des experts étaient sortis du domaine de compétence pour

[1073] Observations de l'Australie sur les réponses des experts, paragraphe 13.
[1074] Réponse de l'Australie à la question n° 20 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphe 72.
[1075] Réponse de l'Australie à la question n° 20 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphe 74.
[1076] Réponse de l'Australie à la question n° 20 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphe 75.
[1077] Réponse de l'Australie à la question n° 20 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphes 77 et 80.
[1078] Réponse de l'Australie à la question n° 20 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphes 78 et 79.
[1079] Réponse de l'Australie à la question n° 20 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphes 81 à 83.
[1080] Réponse de l'Australie à la question n° 20 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphes 82 et 83.

lequel chacun d'eux avait été choisi.[1081] Rappelant la décision de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis/Canada – Maintien de la suspension*, elle laisse entendre que le Groupe spécial a indûment donné une "grande latitude" aux experts en ne leur demandant pas de répondre aux questions uniquement dans le domaine de compétence pour lequel ils avaient été choisis de sorte que le processus de consultation manquait d'équité.[1082] En conséquence, l'Australie demande au Groupe spécial de s'abstenir de s'appuyer "dans son rapport sur les réponses à des questions où [les experts] traitent de points qui ne relèvent pas de leurs domaines de compétence [respectifs]".[1083]

7.88 La Nouvelle-Zélande rejette l'argument de l'Australie selon lequel les experts ont répondu à des questions dans des domaines où ils n'avaient pas de compétences spécifiques. Selon elle, dans leurs réponses aux questions n° 4 et 5, les experts n'étaient pas tenus de s'appuyer sur une connaissance spécifique des régimes quarantenaires australiens, il leur était plutôt demandé de fonder leurs réponses sur l'IRA et les arguments des parties.[1084] La Nouvelle-Zélande note en outre que l'Australie n'a pas fait objection à la question n° 67 (projet de question n° 64) lorsque le Groupe spécial l'a initialement proposée.[1085] À son avis, dans leurs réponses aux questions n° 66 et 67, les experts se sont contentés d'exprimer leurs vues sur le traitement du climat dans l'IRA et d'aider le Groupe spécial à évaluer les éléments de preuve qui lui avaient été présentés, deux fonctions qui font partie de leur rôle légitime.[1086]

7.89 La Nouvelle-Zélande ajoute que la question n° 89, comme les questions n° 21 et 121, portaient essentiellement sur la ""prise en compte dans l'IRA" de la question des pratiques de gestion des déchets". Autrement dit, il était demandé aux experts d'aider le Groupe spécial à comprendre les éléments de preuve qui lui avaient été présentés, ce qui fait aussi partie de leur rôle légitime.[1087]

7.90 Enfin, la Nouvelle-Zélande estime que rien ne justifie l'analogie faite par l'Australie entre la présente affaire et le raisonnement tenu par l'Organe d'appel sur la "grande latitude" donnée aux experts dans le différend *États-Unis/Canada – Maintien de la suspension*. Ce différend concernait:

> "le fait que les experts ne devaient pas se contenter dans leurs réponses d'aider le Groupe spécial à comprendre l' … évaluation des risques du JECFA (à la rédaction de laquelle ils avaient participé), mais qu'il leur était plutôt demandé de répondre à des questions concernant l'adéquation de l'évaluation des risques des CE (qui était directement critique de l'évaluation des risques du JECFA).[1088] Cela suscitait des doutes sérieux sur l'indépendance et l'impartialité des réponses des deux experts à ces

[1081] Observations de l'Australie sur les réponses des experts aux questions, communication de l'Australie au Groupe spécial, 25 mars 2009, paragraphe 17. Voir aussi la réponse de l'Australie à la question n° 20 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphe 90.

[1082] Réponse de l'Australie à la question n° 20 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphes 91 et 92.

[1083] Réponse de l'Australie à la question n° 20 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphe 92.

[1084] Observations de la Nouvelle-Zélande sur la réponse de l'Australie à la question n° 20 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphe 40.

[1085] Observations de la Nouvelle-Zélande sur la réponse de l'Australie à la question n° 20 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphe 42.

[1086] Observations de la Nouvelle-Zélande sur la réponse de l'Australie à la question n° 20 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphe 43.

[1087] Observations de la Nouvelle-Zélande sur la réponse de l'Australie à la question n° 20 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphe 41.

[1088] (*note de bas de page de l'original*) Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Maintien de la suspension*, paragraphes 461 à 463.

> questions et donnait donc lieu à une préoccupation en matière de régularité de la procédure".[1089]

La Nouvelle-Zélande estime qu'en l'espèce, l'Australie n'a pas exprimé de préoccupations au sujet de l'indépendance et l'impartialité des experts, et la question consiste plutôt à déterminer s'il aurait fallu interdire aux experts de répondre à des questions auxquelles ils jugeaient avoir compétence pour répondre.[1090]

7.91 Les préoccupations de l'Australie concernant ce point ont pour élément commun la compétence des experts scientifiques choisis par le Groupe spécial pour répondre à des questions spécifiques posées par le Groupe spécial et le point de savoir si les experts ont pu outrepasser les limites de leur compétence spécifique dans certaines de leurs réponses.

7.92 Le Groupe spécial rappelle qu'au titre du Mémorandum d'accord et des Procédures de travail, il avait le large pouvoir d'arrêter la forme définitive des questions qu'il poserait aux experts.[1091] Dans chaque cas, les questions se rapportent à l'IRA de l'Australie et aux éléments de preuve présentés au Groupe spécial, en vue d'obtenir l'aide des experts pour mieux comprendre le fondement scientifique et le raisonnement exposés dans l'IRA de l'Australie.

7.93 Par exemple, dans les questions n° 4 et 5, il est demandé aux experts de fonder leurs réponses "sur les parties pertinentes de l'IRA de l'Australie et les arguments des parties" pour aider à comprendre la pratique de l'Australie en matière de vérifications et d'inspections en ce qui concerne les trois parasites en cause, à savoir le feu bactérien, le chancre européen et l'ALCM. Les questions font spécifiquement référence aux mesures indiquées dans l'IRA. Dans leurs réponses respectives aux questions n° 4 et 5, M. Paulin, Mme Schrader et M. Swinburne font explicitement référence à l'IRA de l'Australie ou aux preuves présentées par l'Australie.[1092] Autrement dit, les deux questions portent essentiellement sur l'IRA et non sur les pratiques quarantenaires australiennes de façon générale.

7.94 S'agissant des questions n° 21, 89 et 121, l'Australie a fait objection à une question similaire figurant dans la liste des questions proposées aux experts (projet de question n° 121) au motif qu'"aucun des experts n'avait été désigné parce qu'il avait une quelconque compétence dans les *pratiques de lutte contre la mouche des fruits de l'Australie* et pouvait donc avoir des difficultés à répondre à cette question".[1093] En réponse aux questions du Groupe spécial aux parties après la deuxième réunion de fond, l'Australie fait valoir que le projet de question n° 121 a été reformulé de manière à "s'informer du risque associé au fait que les déchets sont laissés à l'air libre dans les stations de conditionnement australiennes, "compte tenu de la probabilité qu'une telle situation se produise dans les stations de conditionnement en Australie". … La question révisée a aussi été posée en tant que question n° 21 sur le feu bactérien et question n° 89 sur le chancre européen".[1094] Bien que l'Australie désigne les questions n° 21, 89 et 121 comme de "nouvelles questions", en fait, comme le Groupe spécial l'a déjà noté, il s'agit de simples reformulations du projet de question n° 121.[1095]

[1089] Observations de la Nouvelle-Zélande sur la réponse de l'Australie à la question n° 20 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphes 46 à 51.

[1090] Observations de la Nouvelle-Zélande sur la réponse de l'Australie à la question n° 20 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphe 52.

[1091] Voir plus haut les paragraphes 7.55 et 7.57.

[1092] Réponses de M. Paulin, Mme Schrader et M. Swinburne aux questions n° 4 et 5 du Groupe spécial, dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphes 34 à 36, 41, 42 et 43.

[1093] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 19 décembre 2008, page 87. (pas d'italique dans l'original)

[1094] Réponse de l'Australie à la question n° 20 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphe 76.

[1095] Voir plus haut le paragraphe 7.45.

L'Australie fait valoir que les questions n° 21, 89 et 121 étaient fondées sur l'hypothèse que les experts avaient "compétence dans les pratiques de gestion des déchets des stations de conditionnement australiennes". Elle ajoute qu'en tout état de cause, les experts respectifs n'avaient exprimé aucune opinion sur la manutention des pommes avariées dans les stations de conditionnement australiennes, de sorte qu'elle ne faisait pas d'objection à leurs réponses aux questions n° 21 et 121.[1096] L'Australie faisait objection aux réponses des experts à la question n° 89, affirmant que dans ce cas les experts respectifs avaient fondé leurs réponses "sur des spéculations concernant les pratiques de gestion des déchets des stations de conditionnement australiennes".[1097] La question fait référence à "la prise en compte dans l'IRA de l'Australie du risque associé à la pratique des stations de conditionnement consistant à laisser les déchets des grossistes des zones de production non couverts et exposés aux éléments … compte tenu de la probabilité qu'une telle situation se produise dans les stations de conditionnement en Australie". La question porte de nouveau essentiellement sur les preuves et le raisonnement figurant dans l'IRA de l'Australie. Comme il est dit plus haut, l'Australie n'a finalement pas maintenu son objection aux questions n° 21 et 121. S'agissant de la question n° 89, compte tenu de l'objection formulée par l'Australie, le Groupe spécial ne tiendra pas compte des réponses des experts.

7.95 Contrairement à ce qu'affirme de l'Australie, les questions n° 66 et 67 n'exigent pas une compétence spéciale dans les conditions climatiques en Australie et en Nouvelle-Zélande. Les deux questions visent plutôt essentiellement les conditions climatiques nécessaires à l'entrée, l'établissement et la dissémination du chancre européen. Dans la question n° 66, il est demandé aux experts d'aider le Groupe spécial à analyser si les travaux de recherche scientifique sur le chancre européen sur lesquels s'appuyait l'IRA de l'Australie sont pertinents pour les conditions climatiques en Australie et pour les risques de *N. galligena* associés aux pommes en provenance de la Nouvelle-Zélande. La question n° 67 porte essentiellement sur la question de savoir si l'IRA de l'Australie fournit une analyse cohérente de la production et de la dispersion des conidies et des ascospores au regard des conditions climatiques dans les régions productrices de pommes de la Nouvelle-Zélande à l'époque de la récolte. Pour répondre à ces deux questions, les experts ont été invités à se reporter aux arguments et éléments de preuve présentés par les parties.

7.96 En conclusion, aucun élément de preuve n'indique que les questions n° 4, 5, 66 ou 67 ont été formulées de façon inappropriée par le Groupe spécial. Aucune de ces questions n'exigeait des experts scientifiques qu'ils sortent du champ de compétence pour lequel ils avaient chacun d'eux été choisis. Chacune de ces questions se rapporte à des points qui sont essentiels pour que le Groupe spécial comprenne le fondement scientifique sous-jacent à l'IRA de l'Australie, et au point de savoir si le raisonnement énoncé dans l'IRA sur la base des preuves scientifiques est cohérent et objectif. Pour ce qui est de la question n° 89, compte tenu de l'objection formulée par l'Australie, le Groupe spécial ne tiendra pas compte des réponses des experts.

7.97 Un autre point se rapporte à la question de savoir si le Groupe spécial n'a pas fourni des indications suffisantes aux experts lorsqu'il leur a posé des questions écrites le 16 janvier 2009 et leur a indûment donné une "grande latitude" dans leurs réponses. L'Australie note que dans ses observations sur le projet de liste de questions communiqué aux parties le 15 décembre 2008, elle a suggéré que le Groupe spécial donne pour instruction aux experts de "répondre uniquement aux questions relevant du domaine pour lequel ils ont [chacun] été choisis par le Groupe spécial (c'est-à-dire *Erwinia amylovora*, *Neonectria galligena*, *Dasineura mali* ou analyse du risque phytosanitaire)" et "dans le domaine de compétence [de chacun] [de] répondre uniquement aux

[1096] Réponse de l'Australie à la question n° 20 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphes 77 et 80.

[1097] Réponse de l'Australie à la question n° 20 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphes 78 et 79.

questions pour lesquelles [chacun avait] directement compétence".[1098] Le Groupe spécial n'a pas jugé que ces indications modifiées étaient appropriées. Lorsqu'il a posé des questions écrites aux experts le 16 janvier 2009, il leur a plutôt donné pour instruction de "répondre uniquement aux questions pour lesquelles [ils estimaient] avoir compétence pour répondre".

7.98 Le fait que le Groupe spécial a accepté et choisi tel ou tel expert pour ses connaissances spécialisées dans un domaine particulier ne signifie pas que l'avis de cet expert ne peut pas aussi lui être utile dans d'autres domaines connexes. Les qualifications et les compétences des experts scientifiques choisis par le Groupe spécial démontrent qu'ils sont très spécialisés dans les domaines spécifiques pour lesquels ils ont été choisis, mais montrent aussi que leurs domaines de compétence respectifs ne se limitent pas nécessairement à ces domaines spécifiques.[1099] Par exemple, M. Jerry Cross est aussi spécialisé en "lutte contre les parasites et pulvérisation d'insecticides sur les fruits et autres cultures" et il a 30 ans d'expérience pertinente.[1100] Selon leurs *curriculums vitae*, MM. Deckers et Paulin ont à leur actif un grand nombre de publications sur le feu bactérien et les deux parties ont reconnu leur solide compétence.[1101] Dans le même temps, ces trois experts pouvaient aussi fournir des avis utiles sur un certain nombre de questions liées à l'évaluation des risques et donner une opinion sur des questions concernant des aspects connexes.

7.99 Le Groupe spécial est convaincu d'avoir profité des avis de sept experts scientifiques très qualifiés et compétents. En l'absence de préoccupations spécifiques donnant à penser le contraire, il a estimé qu'il devait laisser à chaque expert le soin de répondre aux questions pour lesquelles il estimait avoir compétence. Il n'y avait aucune raison d'exclure *a priori* la possibilité qu'un expert puisse fournir des renseignements importants sur une question élaborée initialement pour un autre domaine. Selon le Groupe spécial, d'un point de vue procédural, le facteur le plus important à ne pas perdre de vue était de ménager aux parties la possibilité de faire des observations sur les réponses des experts et de poser leurs propres questions aux experts. Conformément aux Procédures de travail et au calendrier, les parties avaient eu amplement la possibilité de le faire.

7.100 Quant à savoir si dans la pratique l'un ou l'autre des experts a donné des avis qui sortaient de son domaine de compétence c'est un point qui ne peut être examiné qu'au cas par cas, à la lumière des réponses spécifiques. Il n'y a pas de raison que le Groupe spécial ne tienne pas compte *a priori* des réponses d'un expert. En tout état de cause, indépendamment de la latitude accordée aux experts, le Groupe spécial n'est pas lié par les avis des experts scientifiques qu'il a choisis. En définitive, c'est au Groupe spécial – et non aux experts – qu'il incombe de procéder à une évaluation objective de la question.

7.101 En conclusion, rien n'indique que le Groupe spécial a posé aux experts des questions qui auraient exigé des compétences et une expérience spécialisées dans des domaines ne relevant pas de leur compétence respective, ni que le Groupe spécial devrait rejeter *a priori* les réponses fournies par l'un ou l'autre des experts au motif qu'il a donné des avis hors du domaine de compétence pour lequel il avait été choisi.

[1098] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 19 décembre 2008, pages 2 à 4. Voir aussi les observations de l'Australie sur les réponses des experts aux questions, communication de l'Australie au Groupe spécial, 25 mars 2009, paragraphe 17.

[1099] Communication du Groupe spécial aux parties, 5 décembre 2008, dans laquelle il a envoyé une série de documents décrivant en détail les *curriculums vitae* des experts.

[1100] *Curriculum vitae* de M. Jerry Cross, page 3, communication du Groupe spécial aux parties, 5 décembre 2008.

[1101] Communications de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande au Groupe spécial, 20 novembre 2008.

4. Conclusion générale sur les préoccupations de l'Australie concernant le processus de sélection et de consultation des experts

7.102 En conclusion, et pour les raisons exposées plus haut, le Groupe spécial constate qu'il n'y a pas d'élément de preuve indiquant que le processus de sélection et de consultation des experts a été mené de façon inappropriée, que la régularité de la procédure au cours de la phase de consultation des experts de la présente procédure a été compromise, ou que les droits procéduraux de l'Australie ont été de quelque manière que ce soit affectés négativement à cet égard.

B. QUESTION DE SAVOIR SI LES MESURES INDIQUÉES PAR LA NOUVELLE-ZÉLANDE PEUVENT ÊTRE CONTESTÉES AU TITRE DE L'ACCORD SPS

1. Résumé des arguments des parties

7.103 Dans sa première communication écrite, la Nouvelle-Zélande conteste, "prises individuellement et conjointement", chacune des mesures indiquées dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial.[1102] Elle demande au Groupe spécial de se prononcer séparément sur chaque mesure[1103], comme ce fut le cas dans le différend *Japon – Pommes (article 21:5 – États-Unis)*[1104], et parce que s'il ne le fait pas le présent différent ne serait pas complètement résolu.[1105] La Nouvelle-Zélande fait valoir que les mesures spécifiques indiquées dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial sont des mesures SPS qui "affecte[nt] le commerce international" au sens de l'article 1:1 de l'Accord SPS et qu'elles servent les buts énoncés aux alinéas 1 a) et d) de l'Annexe A de l'Accord.[1106] Elle ajoute que, par ailleurs, toute importation de pommes en Australie en provenance de Nouvelle-Zélande dépend de la conformité avec "chacune des mesures … figurant dans l'IRA".[1107]

7.104 L'Australie répond que "la Nouvelle-Zélande n'a pas établi que toutes les mesures pouvaient être contestées au titre des dispositions pertinentes de l'Accord SPS".[1108] Il s'agit d'une "question liminaire importante"[1109] et "il incombe à la Nouvelle-Zélande d'établir que chaque mesure contestée, *prise individuellement et conjointement*, correspond à la définition d'une "mesure SPS"".[1110]

7.105 L'Australie fait valoir que l'incidence potentielle sur le commerce n'est pas pertinente pour définir une mesure SPS.[1111] En fait, "la définition … figurant à l'Annexe A 1) est fondée sur des buts"[1112]: une mesure SPS doit chercher à protéger contre des catégories spécifiques de risques.[1113] L'Australie estime qu'une mesure qui est "appliquée: pour protéger" des risques SPS, comme l'exige la définition figurant à l'Annexe A 1), doit être une mesure qui vise à réduire ces risques.[1114] Dans ce contexte, certaines des mesures ne sont que des mesures auxiliaires, en ce sens qu'elles "étayent,

---

[1102] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.89.
[1103] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.92.
[1104] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 3.90 et 3.91.
[1105] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.92.
[1106] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.87. Voir aussi la réponse de la Nouvelle-Zélande à la question n° 13 du Groupe spécial après la première réunion de fond, paragraphes 22 à 26.
[1107] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.89.
[1108] Première communication écrite de l'Australie, paragraphes 130 et 131.
[1109] Deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphe 62.
[1110] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 131 (italique dans l'original; note de bas de page omise).
[1111] Deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphe 72.
[1112] Deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphe 67.
[1113] Déclaration orale finale de l'Australie à la première réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, paragraphe 8.
[1114] Deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphe 68.

vérifient ou opérationnalisent" d'autres mesures, qui sont les mesures principales.[1115] En l'occurrence, s'agissant du feu bactérien, les mesures 3, 4 et 8 sont auxiliaires des mesures 1, 2 et 5 considérées dans leur ensemble, et la mesure 7 est auxiliaire de la mesure 6, les mesures principales (les mesures 1, 2, 5 et 6) constituant une "approche systémique".[1116] Pour le chancre européen, la mesure 11 est auxiliaire des mesures 9, 10 et 13 considérées dans leur ensemble. Enfin, la mesure 14 concernant l'ALCM est une mesure principale, tandis que les trois mesures générales (mesures 15 à 17) sont toutes des mesures auxiliaires.[1117]

7.106 L'Australie reconnaît que, telle qu'elle est libellée, la définition des mesures SPS figurant à l'Annexe A 1) de l'Accord SPS ne crée pas de distinction entre les mesures principales et les mesures auxiliaires. Cependant, cette distinction ressort implicitement d'une lecture de cette définition conjointement avec le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Restrictions à l'exportation* qui n'a pas fait l'objet d'un appel.[1118] D'après ce rapport, la question est "de savoir si chaque mesure a certains effets par elle-même", c'est-à-dire "si chaque mesure constitue[] un instrument ayant une existence fonctionnelle qui lui est propre".[1119] Selon l'Annexe A 1) de l'Accord SPS, les mesures SPS sont celles qui sont "appliquées: pour protéger" de catégories particulières de risques SPS.[1120] L'Australie estime également que diverses NIMP distinguent implicitement les mesures censées réduire activement les risques des mesures de vérification qui ne le sont pas.[1121]

7.107 L'Australie conclut que ses mesures auxiliaires "ne peuvent pas être contestées à titre individuel", mais seulement lorsqu'elles sont "prises dans leur ensemble" (ou "conjointement") avec les principales mesures [pertinentes] de gestion des risques.[1122] Elle soutient que ces arguments ne soulèvent pas de préoccupations systémiques car la distinction entre mesures principales et mesures auxiliaires ne diminue en rien la possibilité que toutes les mesures soient soumises à des disciplines appropriées, et ne permettrait pas à l'Australie de se soustraire à la mise en conformité.[1123] En fait, l'Australie "reconnaît que le Groupe spécial peut formuler des constatations au titre de l'Accord SPS en ce qui concerne toutes les mesures en cause (mais pas toutes les mesures *prises individuellement*)".[1124] Elle ne conteste pas que toutes les mesures en cause peuvent être susceptibles d'être contestées dans le cadre d'une procédure de règlement des différends à l'OMC, mais fait valoir que le point de savoir s'il s'agit de mesures SPS est une question différente. À son avis, la Nouvelle-Zélande avait la faculté de formuler des allégations au titre d'autres dispositions de l'OMC en plus des allégations au titre de l'Accord SPS, comme des plaignants l'ont fait dans des différends SPS antérieurs.[1125]

[1115] Déclaration orale liminaire de l'Australie à la première réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, paragraphe 23.

[1116] Première communication écrite de l'Australie, paragraphes 139 et 140.

[1117] Réponse de l'Australie aux questions du Groupe spécial après la première réunion de fond, annexe A.

[1118] Réponse de l'Australie à la question n° 23 du Groupe spécial après la première réunion de fond.

[1119] Première communication écrite de l'Australie, paragraphes 136 et 137, citant le rapport *États-Unis – Restrictions à l'exportation*, paragraphe 8.85.

[1120] Réponse de l'Australie à la question n° 14 du Groupe spécial après la première reunion de fond.

[1121] Réponse de l'Australie à la question n° 24 du Groupe spécial après la première réunion de fond, et annexe B.

[1122] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 146. Voir aussi *ibid.*, les paragraphes 141 et 144; déclaration orale liminaire de l'Australie à la première réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, paragraphe 23.

[1123] Deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphes 75 et 76.

[1124] Deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphe 75. (italique dans l'original)

[1125] Deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphe 76.

7.108 En réponse, la Nouvelle-Zélande fait valoir que la distinction que fait l'Australie entre mesures principales et mesures auxiliaires est "fallacieuse"[1126]; elle sert uniquement "à éviter un examen approfondi [des mesures auxiliaires] au titre des articles 2:2 et 5:1" de l'Accord SPS[1127], ce qui serait incompatible avec l'objet et le but de l'Accord.[1128] La distinction permettrait aussi aux Membres de contourner leurs obligations au titre de l'Accord SPS en combinant de vastes mesures conformes à l'Accord SPS avec des mesures auxiliaires non conformes.[1129]

7.109 La Nouvelle-Zélande reconnaît qu'il existe un lien étroit entre certaines des mesures et que "certaines d'entre elles peuvent même être décrites comme étayant, vérifiant ou opérationnalisant d'autres mesures".[1130] Mais le point essentiel est que "toutes les mesures visent d'une manière ou d'une autre à protéger contre des risques SPS allégués"[1131]; chacune d'entre elles "a certains effets concrets par elle-même".[1132] Les prescriptions dont il est allégué qu'elles sont auxiliaires sont séparées des prescriptions principales pertinentes, elles sont appliquées à des moments séparés et entraînent des charges additionnelles.[1133]

7.110 Selon la Nouvelle-Zélande, en vertu de l'article premier de l'Accord SPS, toutes les mesures SPS qui affectent le commerce international peuvent être contestées au titre de l'Accord SPS.[1134] Le libellé de l'Annexe A 1) de l'Accord ne distingue pas les mesures principales des mesures auxiliaires ou n'exige pas que les mesures SPS réduisent "activement" les risques.[1135] La définition s'applique plutôt à "toute" mesure appliquée pour protéger contre des risques.[1136] Par ailleurs, le recours de l'Australie à l'affaire *États-Unis – Restrictions à l'exportation* est "malvenu" parce que cette affaire se limite à l'Accord SMC.[1137] En tout état de cause, "l'affaire *États-Unis – Restrictions à l'exportation* … ne peut pas … l'emporter sur la définition claire des mesures SPS figurant dans l'Accord SPS".[1138]

7.111 La Nouvelle-Zélande ajoute que la distinction entre mesures auxiliaires et mesures principales "prête à confusion et est irréalisable".[1139] Certaines des mesures dont il est allégué qu'elles sont auxiliaires contribuent activement à la réduction des risques et les experts ne s'entendent pas sur la catégorisation des mesures.[1140] Par ailleurs, les exemples donnés dans la définition des mesures SPS figurant à l'Annexe A 1) comprennent "les procédures d'essai, d'inspection, de certification et d'homologation", qui sont exactement le genre de mesures que l'Australie qualifie d'auxiliaires.[1141]

[1126] Déclaration orale liminaire de la Nouvelle-Zélande à la première réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, paragraphe 29.
[1127] Déclaration orale liminaire de la Nouvelle-Zélande à la première réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, paragraphe 31.
[1128] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.7.
[1129] Réponse de la Nouvelle-Zélande à la question n° 22 du Groupe spécial après la première réunion de fond, paragraphe 30.
[1130] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.11.
[1131] *Ibid*.
[1132] Déclaration orale liminaire de la Nouvelle-Zélande à la première réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, paragraphe 30.
[1133] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.9.
[1134] Réponse de la Nouvelle-Zélande à la question n° 13 du Groupe spécial après la première réunion de fond, paragraphes 22 à 24.
[1135] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.5.
[1136] *Ibid.*
[1137] Déclaration orale liminaire de la Nouvelle-Zélande à la première réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, paragraphes 29 et 30.
[1138] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.8.
[1139] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.4.
[1140] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.14.
[1141] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.6.

7.112 Enfin, la Nouvelle-Zélande doute de la nécessité de distinguer les mesures principales des mesures auxiliaires, puisque l'Australie reconnaît que le Groupe spécial peut évaluer la compatibilité de toutes les mesures dont il est allégué qu'elles sont auxiliaires lorsqu'elles sont prises dans leur ensemble avec la/les mesure(s) principale(s) pertinente(s).[1142] Selon la Nouvelle-Zélande, même si certaines des mesures en cause étaient considérées comme faisant partie d'une mesure SPS plus vaste, "cela n'empêche[rait] pas le Groupe spécial de formuler des constatations spécifiques concernant chacun des éléments individuels, selon l'approche suivie par le Groupe spécial *Japon – Pommes (article 21:5)*".[1143]

2. Analyse par le Groupe spécial

7.113 Au début de son analyse, le Groupe spécial rappelle que dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, la Nouvelle-Zélande allègue que "les … mesures [en cause] sont incompatibles avec les obligations de l'Australie au titre de [neuf dispositions] de l'Accord SPS".[1144] Après avoir examiné la compatibilité de cette demande d'établissement d'un groupe spécial avec l'article 6:2 du Mémorandum d'accord, le Groupe spécial, dans sa décision préliminaire, a souscrit à l'interprétation selon laquelle la Nouvelle-Zélande a allégué que chaque mesure en cause était incompatible avec chacune des neuf dispositions mentionnées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial.[1145]

7.114 Comme il ressort du résumé des arguments des parties, aucune des deux parties ne conteste que les 16 mesures en cause dans le présent différend (mesures 1 à 11 et 13 à 17) constituent des mesures qui peuvent être examinées dans le cadre d'une procédure de règlement des différends à l'OMC.[1146] Mais, le point de savoir si les 16 mesures constituent des mesures SPS est une question différente. Comme le Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques* l'a indiqué, "chaque mesure qui peut être considérée comme une mesure au sens du Mémorandum d'accord ne constitue pas, *ipso facto*, une mesure SPS".[1147]

7.115 Les parties conviennent que les 16 mesures peuvent être examinées conjointement au titre de l'Accord SPS.[1148] Mais la Nouvelle-Zélande allègue également que chacune des 16 mesures prise individuellement constitue une violation des dispositions pertinentes de l'Accord SPS, ce que l'Australie conteste. Par conséquent, la question dont le Groupe spécial est saisi est de savoir si, prises individuellement, chacune des 16 mesures est une mesure SPS, ou plutôt si certaines d'entre elles sont des mesures auxiliaires et peuvent uniquement être examinées au titre de l'Accord SPS conjointement avec d'autres mesures, qui sont des mesures principales.

7.116 Les parties conviennent qu'il s'agit d'une question juridique qui doit être examinée à la lumière de l'Annexe A 1) de l'Accord SPS[1149], laquelle contient la "définition juridique de l'expression

---

[1142] Déclaration orale liminaire de la Nouvelle-Zélande à la deuxième réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, paragraphe 16.

[1143] Observations de la Nouvelle-Zélande sur la réponse de l'Australie aux questions n° 17 et 18 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphe 32.

[1144] *Australie – Pommes*, Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande (WT/DS367/5), 7 décembre 2007, jointe en tant qu'annexe A-1 au présent rapport, page 3.

[1145] *Australie – Pommes*, Communication du Président du Groupe spécial: Décision préliminaire du Groupe spécial (WT/DS367/7), 23 juin 2008, jointe en tant qu'annexe A-2 au présent rapport, pages 3 et 4.

[1146] Voir, en particulier, la deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphes 75 et 76. Pour l'indication des mesures, voir plus haut le paragraphe 2.91.

[1147] Rapport du Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, paragraphe 7.1333.

[1148] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.89; et deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphe 75.

[1149] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.16; et observations de l'Australie sur les réponses des experts, paragraphe 295.

"mesure SPS"".[1150] La Nouvelle-Zélande fait valoir que chacune des 16 mesures atteint les buts énoncés aux alinéas 1 a) et d) de l'Annexe A de l'Accord SPS.[1151] Selon la partie pertinente de l'Annexe A 1), une "[m]esure sanitaire ou phytosanitaire" s'entend de:

> "[t]oute mesure appliquée:
>
> a) pour protéger, sur le territoire du Membre, la santé et la vie des animaux ou préserver les végétaux des risques découlant de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination de parasites, maladies, organismes porteurs de maladies ou organismes pathogènes;
>
> … ou
>
> d) pour empêcher ou limiter, sur le territoire du Membre, d'autres dommages découlant de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination de parasites.
>
> Les mesures sanitaires ou phytosanitaires comprennent toutes lois, tous décrets, toutes réglementations, toutes prescriptions et toutes procédures pertinents, y compris, entre autres choses, les critères relatifs au produit final; les procédés et méthodes de production; les procédures d'essai, d'inspection, de certification et d'homologation; les régimes de quarantaine, y compris les prescriptions pertinentes liées au transport d'animaux ou de végétaux ou aux matières nécessaires à leur survie pendant le transport; les dispositions relatives aux méthodes statistiques, procédures d'échantillonnage et méthodes d'évaluation des risques pertinentes; et les prescriptions en matière d'emballage et d'étiquetage directement liées à l'innocuité des produits alimentaires."

7.117 Le Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques* a identifié trois éléments à l'Annexe A 1) de l'Accord SPS:

> "L'Annexe A 1) indique qu'afin de déterminer si une mesure particulière constitue une "mesure SPS" il faut tenir compte d'éléments tels que le but de la mesure, sa forme juridique et sa nature. Il est question de l'élément "but" à l'Annexe A 1) a) à d) ("toute mesure appliquée"). Il est fait référence à l'élément "forme" au deuxième paragraphe de l'Annexe A 1) ("lois, [ ] décrets, [ ] réglementations"). Enfin, il est aussi question de la nature des mesures considérées comme mesures SPS au deuxième paragraphe de l'Annexe A 1) ("prescriptions et [ ] procédures [ ], y compris, entre autres choses, les critères relatifs au produit final; les procédés et méthodes de production; les procédures d'essai, d'inspection, de certification et d'homologation; [etc.]")."[1152]

7.118 Le Groupe spécial convient que le but, tel qu'il est énoncé aux alinéas a) et d), est un critère essentiel pour évaluer si une mesure constitue une mesure SPS au sens de l'Annexe A 1). À la lumière des arguments de la Nouvelle-Zélande et de l'approche suivie par le Groupe spécial *CE –*

[1150] Rapport du Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, paragraphe 7.148.

[1151] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.87. Voir aussi la réponse de la Nouvelle-Zélande à la question n° 13 du Groupe spécial après la première réunion de fond, paragraphe 23.

[1152] Rapport du Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, paragraphe 7.149. Voir aussi *ibid*., paragraphe 7.1334; le rapport du Groupe spécial *Canada – Maintien de la suspension*, paragraphe 7.420; et le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Maintien de la suspension*, paragraphe 7.429.

Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques[1153], le présent Groupe spécial identifiera le but des 16 mesures et évaluera si elles correspondent aux alinéas a) ou d) de l'Annexe A 1) de l'Accord SPS.

7.119 Le Groupe spécial convient également que la forme et la nature des mesures SPS alléguées sont pertinentes pour évaluer si les mesures relèvent de la définition figurant à l'Annexe A 1). Mais, pour des raisons qui seront précisées plus loin, le présent Groupe spécial a une interprétation un peu différente de la manière dont ces deux éléments (forme et nature) sont pris en considération dans l'Annexe A 1) de l'interprétation adoptée par le Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*.

7.120 Avant d'analyser le but ainsi que la forme et la nature des 16 mesures, le Groupe spécial signale que l'effet sur le commerce n'est pas pertinent pour évaluer si une mesure peut être considérée comme une mesure SPS au sens de l'Annexe A 1). Comme le Groupe spécial *Japon – Pommes* l'a estimé, "[la] définition [donnée au paragraphe 1 de l'Annexe A] ne considère pas l'effet sur le commerce d'une mesure donnée comme un facteur à prendre en compte pour déterminer si une mesure est ou n'est pas une mesure phytosanitaire".[1154] L'effet sur le commerce est plutôt pertinent pour évaluer si l'Accord SPS s'applique à ce qui a déjà été déterminé comme étant une mesure SPS. Comme le Groupe spécial *CE – Hormones* l'a indiqué, "[c]onformément à [l']article [1:1 de l'Accord SPS], deux conditions doivent être remplies pour que l'Accord SPS s'applique: i) la mesure en cause est une mesure sanitaire ou phytosanitaire[1155]; et ii) elle peut, directement ou indirectement, affecter le commerce international.[1156]"[1157]

7.121 Cette notion d'effet sur le commerce a été largement interprétée. Selon le Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, pour relever des disciplines de l'Accord SPS, "il n'est pas nécessaire de démontrer qu'une mesure SPS a un effet réel sur le commerce. L'article 1:1 prescrit simplement qu'une mesure SPS "peu[ ]t, directement ou indirectement, affecter le commerce international"."[1158]

7.122 Manifestement, les 16 mesures satisfont à ce critère de l'effet réel ou potentiel sur le commerce international, aussi bien individuellement que conjointement. Les parties conviennent que les 16 mesures sont définies dans l'IRA.[1159] Comme il est indiqué dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande, la *Note de politique de Biosecurity Australia 2007/07* lie l'importation de pommes de Nouvelle-Zélande à l'application des mesures spécifiées dans l'IRA.[1160] La Nouvelle-Zélande fait valoir et l'Australie reconnaît que la conformité avec l'ensemble

---

[1153] Rapport du Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, paragraphes 7.196 et suivants.

[1154] Rapport du Groupe spécial *Japon – Pommes*, paragraphe 8.24.

[1155] (*note de bas de page de l'original*) Selon la définition donnée au paragraphe 1 de l'Annexe A de l'Accord SPS, citée et examinée aux paragraphes 8.21 et 8.22.

[1156] (*note de bas de page de l'original*) Voir le paragraphe 8.23.

[1157] Rapport du Groupe spécial *CE – Hormones* (*États-Unis*), paragraphe 8.36 et rapport du Groupe spécial *CE – Hormones* (*Canada*), paragraphe 8.39.

[1158] Rapport du Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, paragraphe 7.435. Voir aussi le rapport du Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, paragraphe 7.2607; le rapport du Groupe spécial *CE – Hormones (États-Unis)*, paragraphe 8.23; et le rapport du Groupe spécial *CE – Hormones (Canada)*, paragraphe 8.26.

[1159] Réponse de la Nouvelle-Zélande à la question n° 13 du Groupe spécial après la première réunion de fond, paragraphe 25 et paragraphe 2.97 plus haut.

[1160] *Australie – Pommes*, Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande (WT/DS367/5), 7 décembre 2007, jointe en tant qu'annexe A-1 au présent rapport, page 1. Voir la *Note de politique de Biosecurity Australia 2007/07*, dans la pièce NZ-2.

des 16 mesures est une condition préalable à l'autorisation d'importer des pommes en provenance de Nouvelle-Zélande; le manque de conformité avec l'une quelconque des mesures peut entraîner la suspension des importations en Australie de pommes en provenance de Nouvelle-Zélande.[1161]

a) But des 16 mesures

7.123 Comme il a déjà été indiqué, le Groupe spécial évaluera le but des 16 mesures et vérifiera si elles correspondent aux alinéas a) ou d) de l'Annexe A 1) de l'Accord SPS, qui définissent l'expression "[m]esure sanitaire ou phytosanitaire".

7.124 Les parties conviennent que les 16 mesures sont toutes énoncées dans l'IRA. L'IRA fait partie intégrante du régime de biosécurité australien. L'IRA indique que le fondement législatif de ce régime se trouve dans la "*Loi de 1908 sur la quarantaine* et ses règlements, y compris la *Proclamation de 1998 relative à la quarantaine,* [qui] constituent le fondement législatif de la quarantaine humaine, animale et végétale en Australie".[1162] L'IRA cite "[c]ertaines dispositions clés"[1163], la première étant la suivante:

> "Le paragraphe 4 1) de la *Loi de 1908 sur la quarantaine* [, qui] définit la portée de la quarantaine comme suit:
>
> > "Dans la présente loi, la quarantaine comprend, mais pas exclusivement, les mesures
> >
> > a) concernant, ou en relation avec:
> >
> > i) l'examen, l'exclusion, la détention, l'observation, la ségrégation, l'isolement, la protection, le traitement et la réglementation des navires, des installations, des êtres humains, des animaux, des végétaux ou d'autres marchandises ou choses; ou
> >
> > ii) la saisie et la destruction des animaux, végétaux ou autres marchandises ou choses; ou
> >
> > iii) la destruction des locaux comprenant des bâtiments ou d'autres structures lorsque le traitement de ces locaux n'est pas réalisable; *et*
> >
> > b) *dont l'objet est la prévention ou le contrôle de l'introduction, de l'établissement et de la dissémination de maladies ou de parasites qui causeront ou pourraient causer des dommages importants aux être humains, aux animaux, aux végétaux, à d'autres aspects de l'environnement ou aux activités économiques*."".[1164]

7.125 La Proclamation relative à la quarantaine est le principal instrument juridique visant à contrôler l'importation en Australie de marchandises visées par une mesure de quarantaine (ou de

[1161] Réponse de la Nouvelle-Zélande à la question n° 21 du Groupe spécial après la première réunion de fond, paragraphe 27; deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.9; et réponse de l'Australie à la question n° 16 du Groupe spécial après la première réunion de fond.

[1162] IRA de l'Australie, partie B, page 1. Voir aussi la première communication écrite de l'Australie, paragraphe 55; la deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphe 210.

[1163] IRA de l'Australie, partie B, page 1.

[1164] *Ibid.* (note de bas de page omise; pas d'italique dans l'original).

biosécurité). En vertu de cette proclamation, le Directeur du Service de quarantaine zoosanitaire et phytosanitaire a le pouvoir d'accorder un permis d'importation en se fondant, entre autres choses, sur les renseignements et les mesures recommandées figurant dans une analyse de risques à l'importation.[1165] L'IRA indique que son but est de recommander des mesures au Directeur du Service de quarantaine zoosanitaire et phytosanitaire.[1166]

7.126 L'IRA et la *Note de politique de Biosecurity Australia 2007/07* indiquent que l'IRA a été établi sur la base du *Manuel d'analyse de risques à l'importation (2003)*.[1167] Le *Manuel d'analyse de risques à l'importation (2003)*, quant à lui, définit l'"objectif des politiques australiennes en matière de biosécurité" comme étant: "la prévention ou le contrôle de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination de parasites et de maladies qui causeront ou pourraient causer des dommages importants aux être humains, aux animaux, aux végétaux, à d'autres aspects de l'environnement ou aux activités économiques".[1168]

7.127 De même, une partie spécifique de l'IRA, intitulée "Gestion des risques et mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS)"[1169] dispose que le but des mesures est de protéger la santé des personnes et des animaux et de préserver les végétaux: "La situation zoosanitaire et phytosanitaire en Australie est maintenue par la mise en œuvre de mesures visant à faciliter l'importation de produits tout en protégeant la santé des personnes et des animaux et en préservant les végétaux."[1170]

7.128 La même partie de l'IRA mentionne spécifiquement le "niveau approprié de protection contre les parasites et les maladies".[1171] En outre, l'IRA décrit l'analyse de risques à l'importation comme suit: "S'agissant de la biosécurité animale et végétale, l'IRA identifie les parasites et les maladies pertinents pour une proposition d'importation, évalue les risques qu'ils présentent et, si ces risques sont inacceptables, spécifie quelles mesures devraient être prises pour ramener ces risques à un niveau acceptable."[1172]

7.129 Puisque les 16 mesures sont énoncées dans l'IRA, chacune d'elles vise les objectifs généraux susmentionnés. La question suivante est de savoir si ces objectifs correspondent à l'un ou l'autre de ceux qui sont énoncés aux alinéas a) ou d) de l'Annexe A 1) de l'Accord SPS.

i) Alinéa a)

7.130 Le but énoncé à l'alinéa a) de l'Annexe A 1) de l'Accord SPS est "[de] protéger, sur le territoire du Membre, la santé et la vie des animaux ou préserver les végétaux des risques découlant

---

[1165] IRA de l'Australie, partie B, page 2. Voir aussi la première communication écrite de l'Australie, paragraphe 61.

[1166] IRA de l'Australie, partie B, page 2. Voir aussi la première communication écrite de l'Australie, paragraphes 62 et 64.

[1167] "Le présent rapport final a été établi dans le cadre du processus IRA tel qu'il est exposé dans le *Manuel d'analyse de risques à l'importation (BA, 2003)*." IRA de l'Australie, partie A, page 3. "En réponse aux demandes du gouvernement de la Nouvelle-Zélande, Biosecurity Australia a achevé une analyse de risques à l'importation (IRA) conformément aux dispositions du *Manuel d'analyse de risques à l'importation*." *Note de politique de Biosecurity Australia 2007/07*, dans la pièce NZ-2, page 1. Voir aussi la première communication écrite de l'Australie, paragraphe 65.

[1168] *Manuel d'analyse de risques à l'importation (2003)*, dans la pièce AUS-10, page 5; *Note de politique de Biosecurity Australia 2007/07*, dans la pièce NZ-2.

[1169] IRA de l'Australie, partie B, page 5.

[1170] *Ibid*. Voir aussi le *Manuel d'analyse de risques à l'importation (2003)*, dans la pièce AUS-10, page 5.

[1171] IRA de l'Australie, partie B, page 5.

[1172] *Ibid*. Voir aussi le *Manuel d'analyse de risques à l'importation (2003)*, dans la pièce AUS-10, page 8.

de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination de parasites, maladies, organismes porteurs de maladies ou organismes pathogènes". Le Groupe spécial examinera si les 16 mesures, eu égard aux objectifs généraux de l'IRA indiqués ci-dessus, correspondent aux divers termes et expressions inclus dans l'alinéa a).[1173]

7.131 Le premier élément de l'alinéa a) est "protéger la santé et la vie des animaux ou préserver les végétaux". L'IRA et son fondement, le *Manuel d'analyse de risques à l'importation (2003)*, font explicitement référence à l'objectif consistant à protéger la santé des … animaux et à préserver les végétaux."[1174] Comme la version anglaise de l'alinéa a) lie les mots "life" (vie) et "health" (santé) par le mot "or", le but de l'IRA – et des 16 mesures qui y sont énoncées – satisfait au premier élément de l'alinéa a).[1175]

7.132 Le deuxième élément de l'alinéa a) est "sur le territoire du Membre". L'IRA – et les 16 mesures qui y sont énoncées – satisfont également à cet élément. Comme il est indiqué plus haut, les 16 mesures s'appliquent aux importations de pommes en provenance de Nouvelle-Zélande sur l'ensemble du territoire australien.[1176] Par ailleurs, l'IRA et le *Manuel d'analyse de risques à l'importation (2003)* mentionnent tous deux "la situation zoosanitaire et phytosanitaire de l'*Australie*" dans le contexte de la gestion des risques et des mesures SPS.[1177] Comme il est indiqué dans l'IRA, "[l]e processus d'analyse de risques à l'importation (IRA) est une partie importante des politiques australiennes en matière de biosécurité. Il permet au gouvernement australien d'examiner formellement les risques qui pourraient être associés aux propositions d'importer de nouveaux produits en Australie."[1178]

7.133 Le troisième et dernier élément de l'alinéa a) est: "risques découlant de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination de parasites, maladies, organismes porteurs de maladies ou organismes pathogènes". Le Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques* a constaté que le membre de phrase "risques découlant de" "[avait] un sens large et n'[était] assorti d'aucune réserve"[1179], parce que:

> "Il n'y a rien dans l'Annexe A 1) a) qui indique que les risques potentiels pour la santé et la vie des animaux ou la préservation des végétaux doivent nécessairement être le résultat direct ou immédiat, par exemple, de la dissémination d'un parasite. … Nous ne considérons donc pas que des mesures prises pour protéger la santé et la vie des animaux ou préserver des végétaux des risques qui découlent indirectement ou à plus long terme de parasites, de maladies, d'organismes porteurs de maladies ou d'organismes pathogènes ne relèvent pas de l'Annexe A 1) a)."[1180]

7.134 Comme il s'agit d'une évaluation des risques, le "*Rapport final d'analyse de risques à l'importation concernant les pommes en provenance de Nouvelle-Zélande*" de l'Australie porte sur des risques, à savoir les risques découlant de parasites. L'IRA et le *Manuel d'analyse de risques à*

[1173] Rapport du Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, paragraphes 7.213 et suivants.

[1174] IRA de l'Australie, partie B, page 5. Voir aussi le *Manuel d'analyse de risques à l'importation (2003)*, dans la pièce AUS-10, page 5.

[1175] Voir aussi le rapport du Groupe spécial dans l'affaire *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, paragraphe 7.239.

[1176] Voir plus haut le paragraphe 2.232.

[1177] IRA de l'Australie, partie B, page 5; et *Manuel d'analyse de risques à l'importation (2003)*, dans la pièce AUS-10, page 5 (pas d'italique dans l'original).

[1178] IRA de l'Australie, partie A, page 3.

[1179] Rapport du Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, paragraphe 7.226.

[1180] *Ibid*.

l'importation (2003) disposent tous deux que "[s]'agissant de la biosécurité animale et végétale, l'IRA identifie les parasites et les maladies pertinents pour une proposition d'importation, évalue les risques qu'ils présentent et, si ces risques sont inacceptables, spécifie quelles mesures devraient être prises pour ramener ces risques à un niveau acceptable".[1181] En outre, l'IRA indique que les mesures qu'il énonce, y compris les 16 mesures en cause dans le présent différend, sont nécessaires pour obtenir le niveau de protection approprié, en ramenant le risque non réduit à un niveau "très faible" ou "négligeable".[1182] Dans certains cas, comme pour les parasites en cause dans le présent différend, l'IRA indique qu'une combinaison de mesures est nécessaire pour obtenir le niveau de protection approprié.[1183]

7.135 S'agissant du mot "parasites", l'IRA désigne systématiquement le feu bactérien, le chancre européen et l'ALCM comme des "parasites".[1184] En outre, l'IRA indique ce qui suit:

> "Le terme "parasite" employé tout au long de la présente [analyse de risques à l'importation] est le terme collectif employé pour les parasites invertébrés, les maladies des plantes, les virus, les bactéries et les champignons qui pourraient nuire aux végétaux. La définition formelle est celle qui est donnée dans la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV): "toute espèce, souche ou biotype de végétal, d'animal ou d'agent pathogène nuisible pour les végétaux ou produits végétaux"."[1185]

7.136 Le Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques* a constaté que cette définition des "parasites" donnée par la CIPV, qui est employée dans l'IRA, est englobée dans le terme "parasites" figurant à l'Annexe A 1).[1186] En outre, le Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques* a défini le terme "parasites" figurant à l'Annexe A 1) comme suit: "dans le contexte de l'Accord SPS le terme "parasite" devrait s'entendre comme faisant référence à un animal ou un végétal qui est destructeur, ou qui nuit à la santé d'autres animaux, végétaux ou personnes, ou qui cause d'autres dommages, ou comme faisant référence à un animal ou végétal qui est importun ou gênant".[1187]

7.137 Comme il est indiqué plus haut, chacune des 16 mesures concerne au moins l'un des trois parasites en cause dans le présent différend.[1188]

7.138 En outre, l'IRA porte sur les risques découlant de l'entrée, de l'établissement et de la dissémination de parasites. L'IRA désigne l'"évaluation de la probabilité de l'entrée, de la probabilité de l'établissement et de la probabilité de la dissémination" comme un élément clé de son "évaluation du risque phytosanitaire".[1189] L'IRA analyse ensuite la "[p]robabilité de l'entrée, de l'établissement et

---

[1181] IRA de l'Australie, partie B, page 5. Voir aussi le *Manuel d'analyse de risques à l'importation (2003)*, dans la pièce AUS-10, page 8.

[1182] IRA de l'Australie, partie A, pages 9 et 13.

[1183] IRA de l'Australie, partie B, pages 105 à 115; 151 à 155; 187 à 192; 313 à 325.

[1184] IRA de l'Australie, partie A, pages 11 à 13.

[1185] IRA de l'Australie, partie B, page1, note de bas de page 1. Voir aussi *ibid*., page 344.

[1186] Rapport du Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, paragraphe 7.241.

[1187] Rapport du Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, paragraphe 7.240.

[1188] Voir plus haut la partie II.D.2.

[1189] IRA de l'Australie, partie B, page 13.

de la dissémination" de chacun des trois parasites[1190], et indique les mesures nécessaires pour gérer le risque qui en résulte, y compris les 16 mesures en cause.[1191]

7.139 En conséquence, l'IRA et les 16 mesures en cause dans le présent différend concernent clairement les risques découlant de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination de parasites, au sens de l'alinéa a) de l'Annexe A 1) de l'Accord SPS.

7.140 Cela s'applique aux 16 mesures considérées aussi bien collectivement qu'individuellement. Comme il a été mentionné plus haut, les parties conviennent que les 16 mesures sont toutes énoncées dans l'IRA, cependant que selon l'IRA, chaque mesure serait indispensable pour obtenir le niveau de protection jugé approprié par l'Australie, en ramenant le risque non réduit à un niveau "très faible" ou "négligeable".

7.141 Le Groupe spécial trouve d'autres éléments à l'appui de sa conclusion dans le but des diverses mesures énoncées dans l'IRA, que ce soit explicitement ou implicitement, et le rapport étroit entre ces buts et la gestion des risques:

a) S'agissant de la mesure 1, l'IRA indique qu'"il est connu que différents vergers de pommiers … exempts des symptômes du feu bactérien … ont des niveaux plus faibles de bactéries associées au fruit que les vergers où les symptômes sont évidents.[1192] L'IRA ajoute qu'"[a]vec des populations bactériennes plus faibles dans les zones exemptes de symptômes de la maladie, on pourrait s'attendre à ce que la probabilité que les fruits intacts soient contaminés pendant la cueillette ou le transport vers la station de conditionnement (imp3) soit sensiblement réduite".[1193] Il en est de même pour l'imp5.[1194]

b) L'IRA examine les mesures 2 à 5 sous l'intertitre "[s]ymptômes du feu bactérien"[1195], et explique que "l'absence de symptômes visibles constitue une base solide pour la réduction des risques en réduisant sensiblement la probabilité que les fruits cueillis soient infectés ou infestés".[1196]

c) L'IRA précise que la mesure 6 "atténuerait le risque de feu bactérien"[1197] et, de ce fait, "le risque que *E. amylovora* soit présente dans ou sur des pommes destinées à l'exportation serait réduit".[1198]

d) L'IRA indique que le but de la mesure 7 est la "[p]révention de la contamination après le traitement de désinfection".[1199]

e) L'IRA précise que la mesure 8 sert à "maintenir l'intégrité de la quarantaine du produit de base".[1200] Cela est lié à la préoccupation exprimée dans l'IRA, dans le

[1190] Voir l'IRA de l'Australie, partie B, pages 80 à 97 (feu bactérien), 129 à 145 (chancre européen) et 158 à 166 (ALCM).
[1191] IRA de l'Australie, partie B, page 313.
[1192] IRA de l'Australie, partie B, page 105.
[1193] IRA de l'Australie, partie B, page 106.
[1194] IRA de l'Australie, partie B, page 107.
[1195] IRA de l'Australie, partie B, page 316.
[1196] IRA de l'Australie, partie B, page 106.
[1197] IRA de l'Australie, partie B, page 105.
[1198] IRA de l'Australie, partie B, page 108.
[1199] IRA de l'Australie, partie B, page 318.
[1200] IRA de l'Australie, partie B, page 317.

cadre de l'imp5, selon laquelle les fruits intacts pourraient être contaminés par *E. amylovora* pendant le traitement dans la station de conditionnement.[1201]

f) L'IRA indique que le but de la mesure 9 est "d'atténuer le risque annuel" de chancre européen et décrit la mesure 9 comme "une mesure de gestion des risques efficace pour *N. galligena*".[1202]

g) L'IRA introduit la mesure 10 en indiquant qu'elle sert à établir la "non-contamination des vergers par le chancre européen".[1203] S'agissant de cette mesure, l'IRA énonce des prescriptions en matière d'inspection moins strictes pour évaluer la "non-contamination des vergers par le chancre européen"[1204] "[d]ans les zones où les conditions climatiques sont moins propices à l'établissement et à la dissémination de la maladie"[1205] et des prescriptions en matière d'inspection plus strictes "[d]ans les zones où les conditions environnementales sont plus propices à l'établissement et à la dissémination de la maladie".[1206]

h) L'IRA introduit la mesure 11 en indiquant spécifiquement que "[l]es plantes de pépinières infectées constituent une filière pour l'établissement et la dissémination du chancre européen sur les lieux de production".[1207] L'IRA indique également que les mesures 10 et 11 concernant le chancre européen "préviendraient les possibilités que la maladie entre et s'établisse en Australie …"[1208]

i) L'IRA qualifie la mesure 13 de "prescription" pour "[l]a gestion des risques concernant le chancre européen".[1209]

j) L'IRA introduit la mesure 14 en indiquant qu'elle "traitera du risque associé à la cécidomyie des feuilles du pommier".[1210]

k) Sous le titre "Gestion des risques et cadre opérationnel", l'IRA fait référence à diverses mesures de gestion des risques. Cette section énonce diverses mesures, y compris les mesures générales (mesures 15 à 17), dont chacune dans son ensemble concerne les trois parasites, en décrivant ces mesures comme étant des "détails supplémentaires" sur les "conditions de quarantaine (mesures de gestion des risques ainsi que procédures phytosanitaires) … prescrites pour gérer les risques sanitaires".[1211] L'IRA énonce également la mesure 16 parce que "l'analyse de risques [dans l'IRA] et les mesures de gestion des risques recommandées sont fondées sur des pommes produites selon des pratiques de production commerciales normales".[1212]

[1201] Voir l'IRA de l'Australie, partie B, pages 77 et suivantes.
[1202] IRA de l'Australie, partie B, page 153.
[1203] *Ibid.*
[1204] *Ibid.*
[1205] *Ibid.*
[1206] IRA de l'Australie, partie B, page 154. Voir aussi l'IRA de l'Australie, partie B, page 316.
[1207] IRA de l'Australie, partie B, page 154.
[1208] *Ibid.*
[1209] IRA de l'Australie, partie B, page 316.
[1210] IRA de l'Australie, partie B, page 319.
[1211] IRA de l'Australie, partie B, page 313.
[1212] IRA de l'Australie, partie B, page 315. Voir aussi l'IRA de l'Australie, partie B, page 105.

ii) Alinéa d)

7.142 Les alinéas a) et d) de l'Annexe A 1) de l'Accord SPS n'établissent pas de prescriptions cumulatives concernant le but des mesures SPS. Il suffit que le but des 16 mesures corresponde à l'un ou l'autre de ces alinéas. Le Groupe spécial a constaté que le but de l'IRA, et de chacune des 16 mesures y figurant, correspondait à l'alinéa a). En conséquence, il n'est pas nécessaire d'évaluer si le but de l'IRA, et des 16 mesures y figurant, correspond à l'alinéa d).

b) Forme et nature des 16 mesures

7.143 Outre le but, le Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques* a identifié deux éléments additionnels et séparés d'une mesure SPS au sens de l'Annexe A 1), à savoir sa forme et sa nature:

> "Il est fait référence à l'élément "forme" au deuxième paragraphe de l'Annexe A 1) ("lois, [ ] décrets, [ ] réglementations"). Enfin, il est aussi question de la nature des mesures considérées comme mesures SPS au deuxième paragraphe de l'Annexe A 1) ("prescriptions et [ ] procédures [ ], y compris, entre autres choses, les critères relatifs au produit final; les procédés et méthodes de production; les procédures d'essai, d'inspection, de certification et d'homologation; [etc.]")."[1213]

7.144 Le présent Groupe spécial estime que le deuxième paragraphe de l'Annexe A 1) énonce les éléments de la définition des mesures SPS en donnant des exemples. En fait, le deuxième paragraphe commence par les mots "Les mesures sanitaires et phytosanitaires comprennent". Ainsi, les éléments énoncés dans le deuxième paragraphe ne constituent pas une liste fermée. Cela est très différent de la liste fermée de buts possibles d'une mesure SPS visée au titre du premier paragraphe de l'Annexe A 1), en particulier les alinéas a) et d).

7.145 En outre, le Groupe spécial n'estime pas que la liste d'exemples figurant dans le deuxième paragraphe de l'Annexe A 1) prévoit une division claire entre les éléments forme et nature, les trois premiers éléments ("lois, ... décrets, ... réglementations") correspondant à la forme, et les deux derniers ("prescriptions et ... procédures") à la nature des mesures SPS. Étant donné le placement du mot "et" entre le quatrième et le cinquième élément, la manière ordinaire de lire "toutes lois, tous décrets, toutes réglementations, toutes prescriptions et toutes procédures" est d'y voir une énumération de cinq éléments, le mot "pertinents" qualifiant chacun d'entre eux.

7.146 Cela est mis en évidence par les versions espagnole et française de l'Accord SPS. L'un des principes fondamentaux de l'interprétation des traités est que "[l]es termes d'un traité sont présumés avoir le même sens dans les divers textes authentiques"[1214] et que l'interprète du traité devrait viser "le sens qui, compte tenu de l'objet et du but du traité, concilie le mieux ces textes [dans les différentes versions en langues authentiques]".[1215] Il existe des versions de l'Accord SPS en trois langues, anglais, français et espagnol, toutes également authentiques.[1216]

[1213] Rapport du Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, paragraphe 7.149. Voir aussi le rapport du Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, paragraphe 7.1334; le rapport du Groupe spécial *Canada – Maintien de la suspension*, paragraphe 7.420; et le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Maintien de la suspension*, paragraphe 7.429.

[1214] *Convention de Vienne sur le droit des traités* ("*Convention de Vienne*"), faite à Vienne le 23 mai 1969, 1155 R.T.N.U. 331; 8 International Legal Materials 679, article 33.3.

[1215] *Convention de Vienne*, article 33.4.

[1216] Voir l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce, article II:2 et phrase testimoniale.

7.147 La version espagnole du deuxième paragraphe de l'Annexe A 1) dit "*todas las leyes, decretos, reglamentos, prescripciones y procedimientos pertinentes*", le "y" étant placé avant le cinquième élément de l'énumération et englobant les cinq éléments entre les mots "*todas*" et "*pertinentes*" ("all relevant" en anglais). La version française mentionne "*toutes lois, tous décrets, toutes réglementations, toutes prescriptions et toutes procédures pertinents*", le mot "et" apparaissant là encore avant le cinquième élément. En outre, il ressort clairement de la version française que les deux mots de l'expression "all relevant" figurant au début de l'énumération dans la version anglaise devraient être interprétés comme s'appliquant aux cinq éléments de la liste. En fait, la version française répète le mot "*tou[te]s*" avant chacun des cinq éléments. En outre, elle emploie l'adjectif "*pertinents*" au masculin, ce qui indique qu'il ne s'applique pas seulement au nom "*procédures*" qui le précède immédiatement, ni aux deux noms précédents ("*prescriptions*" et "*réglementations*"). Ces trois noms ("*procédures*", "*prescriptions*" et "*réglementations*"), ainsi que le premier nom de la liste ("*lois*"), sont féminins, de sorte que le mot "*pertinents*" au masculin doit s'appliquer aux cinq éléments de la liste, y compris, mais pas exclusivement, au seul nom masculin: "*décrets*". C'est un principe fondamental de la langue française que l'adjectif s'appliquant à une liste de noms féminins et masculins prend la forme masculine.

7.148 À la lumière de ce qui précède, les trois versions en langues authentiques du dernier paragraphe de l'Annexe A 1) sont interprétées très harmonieusement si le membre de phrase "toutes lois, tous décrets, toutes réglementations, toutes prescriptions et toutes procédures" est perçu comme une liste de cinq éléments de qualité et d'importance égale, les mots "tou[te]s" et "pertinents" s'appliquant à chacun de ces éléments.

7.149 Le Groupe spécial *Japon – Produits agricoles II* a également lu conjointement la liste figurant au dernier paragraphe de l'Annexe A 1) en estimant que "[l]e paragraphe 1 de l'Annexe A de l'Accord SPS indique clairement que "les mesures phytosanitaires comprennent toutes lois, tous décrets, toutes réglementations, toutes prescriptions et toutes procédures pertinents"".[1217] Cela étaye encore notre interprétation de la liste selon laquelle il s'agit d'une énumération de cinq éléments qui illustrent le type d'instruments pouvant comprendre des mesures SPS.

7.150 Puisque le présent Groupe spécial interprète l'expression "toutes lois, tous décrets, toutes réglementations, toutes prescriptions et toutes procédures pertinents" comme une liste de cinq éléments, il ne partage pas l'avis du Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques* selon lequel les exemples suivant cette liste à l'Annexe A 1) ne concerneraient que les deux derniers éléments de la liste ("prescriptions et ... procédures"). Le Groupe spécial n'ignore pas que certains des exemples reprennent les mots "prescriptions" et "procédures". Mais tous ne le font pas. En règle générale, les lois, décrets et réglementations peuvent énoncer des prescriptions et des procédures, de sorte que les exemples incluant les mots "prescriptions" et "procédures" peuvent être interprétés comme qualifiant également des "lois, ... décrets et ... réglementations".

7.151 En fait, le Groupe spécial est convaincu que les mesures données en exemple au deuxième paragraphe de l'Annexe A 1) servent à illustrer ce qui peut être considéré comme des "lois, ... décrets, ... réglementations, ... prescriptions et ... procédures *pertinents*" contenant des mesures SPS (pas d'italique dans l'original). Le deuxième paragraphe de l'Annexe A 1) ne mentionne pas uniquement "tous [instruments] pertinents" au sens large; il inclut également une liste non-exhaustive de mesures qui peuvent être considérées comme des exemples "pertinents" pour définir les mesures SPS. Là encore, le Groupe spécial trouve des éléments d'appui dans les versions française et espagnole de la définition. La version française commence à donner des exemples après le mot "pertinents". La version espagnole fait de même; de plus, elle inclut deux points avant les exemples, ce qui crée une

[1217] Rapport du Groupe spécial *Japon – Produits agricoles II*, paragraphe 8.111.

structure comportant une liste de cinq éléments d'un côté (forme) et une liste d'exemples (nature) de l'autre.

7.152 Bien qu'elles soient distinctes, ces deux parties du dernier paragraphe de l'Annexe A 1) sont étroitement liées. En fait, le Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques* a interprété l'expression "toutes lois, tous décrets, toutes réglementations" figurant à l'Annexe A 1) comme "donn[ant] à penser que l'Accord SPS ne prescrit pas une forme juridique particulière et que les mesures SPS peuvent en principe prendre de nombreuses formes juridiques différentes".[1218] L'inclusion des "prescriptions et ... procédures" dans l'élément forme des mesures relevant de l'Annexe A 1) élargit davantage cet élément. Partant, la question de savoir si l'instrument peut être considéré "pertinent" devient un aspect plus important de l'élément forme pour l'interprète que la forme juridique réelle de l'instrument. La façon évidente pour l'interprète d'évaluer quels "lois, ... décrets, ... réglementations, ... prescriptions et ... procédures" sont "pertinents" est de recourir aux exemples figurant dans la deuxième partie de la même phrase, c'est-à-dire l'élément nature. Il importe de noter que l'élément nature est large. Il est introduit par les mots "y compris, entre autres choses", indiquant, comme le Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques* l'a formulé, "à titre d'exemple, un certain nombre de prescriptions de fond pertinentes ... et de procédures pertinentes"[1219] qui définissent la nature d'une mesure SPS visée.

7.153 En résumé, les éléments forme et nature de la définition des mesures SPS figurant à l'Annexe A 1) sont à la fois larges et étroitement liés entre eux. En conséquence, le Groupe spécial analysera maintenant si les 16 mesures correspondent aux éléments forme et nature énoncés dans le deuxième paragraphe de l'Annexe A 1). Étant donné le lien existant entre la forme et la nature dans ce paragraphe, le Groupe spécial évaluera ces deux éléments ensemble pour analyser si les 16 mesures peuvent être considérées comme des mesures SPS.

7.154 Il n'y a pas de désaccord entre les parties sur le fait que le document qui énonce les 16 mesures en cause dans le présent différent est l'IRA. L'IRA fait partie intégrante de ce que l'Australie définit dans la *Note de politique de Biosecurity Australia 2007/07*, à laquelle il est fait référence dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande[1220], comme la "politique [australienne] applicable à l'importation de pommes en provenance de Nouvelle-Zélande".[1221]

7.155 La *Note de politique de Biosecurity Australia 2007/07* spécifie que cette politique "a [été] déterminée"[1222] par "le Directeur du Service de quarantaine de l'Australie"[1223] et elle définit cette politique de la manière suivante: "L'importation de pommes peut être permise sous réserve des dispositions de la Loi de 1908 sur la quarantaine, et de l'application des mesures phytosanitaires indiquées dans le Rapport final d'analyse de risques à l'importation concernant les pommes en provenance de Nouvelle-Zélande de novembre 2006."[1224]

7.156 Pour ce qui est de l'application de la politique, la *Note de politique de Biosecurity Australia 2007/07* indique que "[c]ette politique sera dorénavant prise en compte par les décideurs au moment

---

[1218] Rapport du Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, paragraphe 7.1334.

[1219] Rapport du Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, paragraphe 7.1334.

[1220] *Australie – Pommes*, Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande (WT/DS367/5), 7 décembre 2007, jointe en tant qu'annexe A-1 au présent rapport, page 1, note de bas de page 1.

[1221] *Biosecurity Australia Policy Memorandum 2007/07*, dans la pièce NZ-2.

[1222] *Ibid*.

[1223] *Ibid.*

[1224] *Ibid.*

d'examiner les demandes de permis d'importation pour les pommes en provenance de Nouvelle-Zélande conformément à la *Loi de 1908 sur la quarantaine* et à la *Proclamation de 1998 relative à la quarantaine*, modifiée".[1225] Cela montre l'intention officielle de faire appliquer systématiquement cette politique aux importations de pommes en Australie en provenance de Nouvelle-Zélande.

7.157 Ce qui précède démontre également que la politique australienne concernant l'importation de pommes en provenance de Nouvelle-Zélande, y compris l'IRA, a été adoptée d'une manière officielle, dans le cadre et sur la base d'instruments juridiques établis. En particulier, l'IRA a été publié par le "Directeur général de Biosecurity Australia"[1226], une "unité du Département fédéral de l'agriculture, de la pêche et des forêts de l'Australie"[1227] et avec le cachet officiel du gouvernement australien.[1228] Il était également possible d'interjeter appel concernant l'IRA à l'organe chargé des appels en matière d'analyse de risques à l'importation au sein du même département du gouvernement australien.[1229]

7.158 Toutes ces caractéristiques accordent un degré important de formalité juridique à l'IRA et l'apparente à une "réglementation" au sens de l'Annexe A 1), même si l'IRA n'est pas formellement désigné comme tel et même s'il ne fait que "recommander" des mesures.[1230] Par le biais de la *Note de politique de Biosecurity Australia 2007/07* et en vertu du cadre juridique plus général auquel il est fait référence dans l'IRA, les mesures recommandées par l'IRA font maintenant partie de la "politique [juridique applicable et ayant force exécutoire] concernant l'importation de pommes en provenance de Nouvelle-Zélande".[1231] Le statut juridique de ces mesures n'est pas plus faible parce que les parties doivent élaborer conjointement des procédures opérationnelles normalisées définissant des aspects spécifiques de certaines des 16 mesures.

7.159 En tout état de cause, même si l'IRA et les 16 mesures qui y sont énoncées ne devaient pas être considérées comme des "réglementations", ils constituent des "prescriptions et ... procédures". L'IRA lui-même fait fréquemment mention des mesures en employant l'un ou l'autre de ces termes.[1232]

[1225] *Ibid.*

[1226] IRA de l'Australie, partie B, page iii.

[1227] *Manuel d'analyse de risques à l'importation (2003)*, dans la pièce AUS-10, page 6.

[1228] IRA de l'Australie, page de couverture.

[1229] IRA de l'Australie, partie B, page iii.

[1230] IRA de l'Australie, partie A, page 1 et partie B, page 313; première communication écrite de l'Australie, paragraphe 146; et réponse de l'Australie à la question n° 15 du Groupe spécial après la première réunion de fond.

[1231] *Biosecurity Australia Policy Memorandum 2007/07*, dans la pièce NZ-2.

[1232] IRA de l'Australie, partie B, page 106 ("[p]rescriptions"); page 114 ("la prescription en matière d'inspection", "la prescription en matière de traitement de désinfection"); pages 151 à 154 ("prescriptions"); page 192 ("prescrits", "gestion des risques et procédures opérationnelles"); page 313 ("conditions de quarantaine (mesures de gestion des risques ainsi que procédures phytosanitaires) et procédures opérationnelles prescrites pour gérer les risques sanitaires"); page 314 ("[p]rescription en matière de prédédouanement", "zone exempte et prescriptions en matière d'accréditation", "procédures concernant les stations de conditionnement", "procédures d'enregistrement"); page 315 ("prescriptions visant à assurer l'absence de symptômes de maladies et d'anthropodes spécifiés"); page 316 ("procédure", "efficacité globale prescrite", "prescriptions", "[p]rescriptions générales"); page 317 ("Biosecurity Australia prescrit que …", "prescriptions en matière de chlore ou d'autre bain insecticide approuvé", "les prescriptions nécessaires, … y compris les mesures visant à empêcher que les fruits et les matériaux d'emballage soient contaminés par des organismes de quarantaine"); page 318 ("[l]e traitement de désinfection des pommes dans la station de conditionnement est une prescription obligatoire", "niveau prescrit", "doit être suivi et ajusté tel que prescrit", "procédures opérationnelles", "procédures … visant à empêcher la contamination des pommes après le traitement de désinfection", "procédures d'inspection"), page 320 ("prescriptions", "les prescriptions relatives au suivi des vergers visant à assurer l'absence de symptômes du feu bactérien et du chancre européen", "les prescriptions en matière de bain de chlore"); page 321 ("prescrit un traitement obligatoire", "les prescriptions relatives au suivi des vergers

7.160 Selon la définition donnée par le dictionnaire, le mot "requirement" (prescription) désigne "something called for or demanded; a condition which must be complied with" (une chose exigée ou demandée, une condition à remplir).[1233] La partie A de l'IRA présente un résumé des mesures énoncées dans l'IRA en employant le mot "condition": "Le présent rapport final recommande que l'importation en Australie de pommes en provenance de Nouvelle-Zélande soit permise, sous réserve des conditions de gestion des risques indiquées ci-après …".[1234]

7.161 En outre, comme l'a fait valoir la Nouvelle-Zélande, chacune des 16 mesures prescrit à la Nouvelle-Zélande ou à ses producteurs de pommes, ses stations de conditionnement et ses négociants de faire quelque chose qui constitue une condition pour que les pommes de Nouvelle-Zélande aient accès au marché australien.[1235] Comme la Nouvelle-Zélande l'explique, même la mesure 15, qui porte apparemment sur la participation des fonctionnaires de l'AQIS, crée une charge pour la Nouvelle-Zélande et une prescription lui imposant de faire quelque chose.[1236] La Nouvelle-Zélande doit se conformer à chacune des mesures afin de pouvoir exporter des pommes vers l'Australie.

7.162 Selon la définition donnée par le dictionnaire, le terme "procedure" (procédure) quant à lui désigne "[t]he fact or manner of proceeding; a system of proceeding; conduct, behaviour"[1237] ([l]e fait ou la manière de procéder; un système de procédure; une conduite, un comportement) et "a particular mode or course of action, a proceeding"[1238] (un mode d'action ou une manière de procéder particulier, une procédure). D'autres définitions semblables du terme "procedure" (procédure) comprennent "[a] particular course or mode of action; an established or prescribed way of doing something; (also) an instance of this; a process, a proceeding"[1239] (une manière de procéder ou un mode d'action particulier; une manière établie ou prescrite de faire quelque chose; (aussi) un exemple de cela; un processus, une procédure) et "[t]he fact or manner of proceeding with any action, or in any circumstance or situation; the performance of particular actions, esp. considered in regard to method; practice, conduct. Also: the established or prescribed way of doing something"[1240] ([l]e fait ou la manière de procéder à toute action, ou dans toute circonstance ou situation; la réalisation d'actions particulières, en particulier eu égard à la méthode; pratique, conduite. Aussi: la manière établie ou prescrite de faire quelque chose).

7.163 Manifestement, chacune des 16 mesures énonce une procédure spécifique au sens de ces définitions: chacune d'elles prescrit une manière particulière de faire quelque chose, qui doit être respectée pour que les pommes de la Nouvelle-Zélande puissent être importées en Australie.

7.164 Le Groupe spécial examine maintenant la dernière partie du deuxième paragraphe de l'Annexe A 1), qui dispose que l'expression "toutes lois, tous décrets, toutes réglementations, toutes prescriptions et toutes procédures pertinents":

---

visant à assurer l'absence de symptômes du feu bactérien et du chancre européen", "les prescriptions en matière de bain de chlore"); pages 319, 320 et 322 ("procédures"); page 325 ("procédures opérationnelles", "prescriptions en matière d'importation").

[1233] *The New Shorter Oxford English Dictionary*, Ed. Brown, L., Clarendon Press, Oxford, Volume 2, page 2557.

[1234] IRA de l'Australie, partie A, page 1. Voir aussi l'IRA de l'Australie, partie B, page 313.

[1235] Réponse de la Nouvelle-Zélande à la question n° 19 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphe 33.

[1236] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.535.

[1237] *The New Shorter Oxford English Dictionary*, Ed. Brown, L., Clarendon Press, Oxford, Volume 2, page 2363.

[1238] *The New Shorter Oxford English Dictionary*, Ed. Brown, L., Clarendon Press, Oxford, Volume 2, page 2363.

[1239] *The Oxford English Dictionary* online, <http://www.oed.com>.

[1240] *The Oxford English Dictionary* online, <http://www.oed.com>.

> "[C]ompr[end], entre autres choses, les critères relatifs au produit final; les procédés et méthodes de production; les procédures d'essai, d'inspection, de certification et d'homologation; les régimes de quarantaine, y compris les prescriptions pertinentes liées au transport d'animaux ou de végétaux ou aux matières nécessaires à leur survie pendant le transport; les dispositions relatives aux méthodes statistiques, procédures d'échantillonnage et méthodes d'évaluation des risques pertinentes; et les prescriptions en matière d'emballage et d'étiquetage directement liées à l'innocuité des produits alimentaires."

7.165 Au nombre de ces exemples, les "régimes de quarantaine" sembleraient particulièrement pertinents au vu du passage ci-après de la *Note de politique de Biosecurity Australia 2007/07*:

> "Biosecurity Australia a recommandé que le *Directeur du Service de quarantaine zoosanitaire et phytosanitaire de l'Australie* arrête une politique selon laquelle l'entrée en Australie des pommes en provenance de Nouvelle-Zélande devrait être autorisée *à des conditions spécifiques en matière de quarantaine*.
>
> Le Directeur du Service de quarantaine zoosanitaire et phytosanitaire a maintenant arrêté la politique relative à l'autorisation de l'entrée en Australie des pommes en provenance de Nouvelle-Zélande. L'importation de pommes peut être autorisée sous réserve de la *Loi de 1908 sur la quarantaine*, et de l'application des mesures phytosanitaires indiquées dans le Rapport final d'analyse de risques à l'importation concernant les pommes en provenance de Nouvelle-Zélande de novembre 2006. Ces mesures visent à *maintenir le risque phytosanitaire* à un niveau suffisamment bas pour être acceptable, *conformément à l'approche prudente de l'Australie en matière de quarantaine*."[1241]

7.166 Par ailleurs, l'IRA fait mention des "organismes de quarantaine"[1242] et de la "protection phytosanitaire"[1243], ainsi que de la "[g]estion des risques sanitaires"[1244] et spécifiquement des "mesures quarantenaires".[1245] L'IRA emploie également le mot "traitement" pour faire référence à certaines des mesures qui y sont énoncées.[1246] Il fait en outre référence aux "conditions de quarantaine (mesures de gestion des risques ainsi que procédures phytosanitaires) et procédures opérationnelles prescrites pour gérer les risques sanitaires".[1247] De plus, l'IRA désigne collectivement les mesures de gestion des risques qui y sont énoncées sous l'appellation de "conditions de quarantaine"[1248] et spécifiquement de "traitements de quarantaine".[1249]

7.167 Le Groupe spécial note dans ce contexte les observations du Groupe spécial *Australie – Saumons* concernant le mot "quarantaine": "[s]ans définir le terme "quarantaine" tel qu'il est utilisé dans l'Accord SPS, [le Groupe spécial estime] que le concept de "quarantaine" sur un plan plus général est communément compris comme ayant un rapport avec les moyens permettant d'éviter la dissémination de parasites ou de maladies (au sens de la définition d'une "mesure sanitaire" donnée au paragraphe 1 a))".[1250] Chacune des 16 mesures en cause dans le présent différend a un but relevant de l'alinéa a) de l'Annexe A 1) parce que chacune d'elles a un rapport avec les moyens permettant d'éviter

---

[1241] *Biosecurity Australia Policy Memorandum 2007/07*, page 1 (pas d'italique dans l'original).
[1242] IRA de l'Australie, partie A, pages 1, 3, 13 et 14.
[1243] IRA de l'Australie, partie A, page 7.
[1244] IRA de l'Australie, partie A, page 15.
[1245] IRA de l'Australie, partie A, pages 7 et 17.
[1246] IRA de l'Australie, partie A, pages 1, 5, 9, 15 et 18.
[1247] IRA de l'Australie, partie B, page 313.
[1248] *Ibid.*
[1249] IRA de l'Australie, partie B, page 41.
[1250] Rapport du Groupe spécial *Australie – Saumons*, paragraphe 8.36.

la dissémination de parasites, ce que le Groupe spécial *Australie – Saumons* a associé au mot "quarantaine".

7.168 De plus, d'autres exemples mentionnés à la dernière phrase du paragraphe 1 de l'Annexe A, tels que les "critères relatifs au produit final", les "procédés et méthodes de production" et les "procédures … d'inspection … et d'homologation" sembleraient également particulièrement pertinents – au moins pour certaines des 16 mesures.

7.169 En tout état de cause, comme il est indiqué plus haut, la liste d'exemples figurant dans la partie finale de l'Annexe A 1) n'est pas exhaustive: elle est introduite par les mots "y compris, entre autres choses". En outre, comme il a été souligné plus haut, l'ensemble du deuxième paragraphe de la définition des mesures SPS figurant à l'Annexe A 1) est introduit par les mots "Les mesures sanitaires ou phytosanitaires comprennent …". Par conséquent, même si les 16 mesures en cause ne correspondaient pas exactement aux éléments forme et nature du deuxième paragraphe de l'Annexe A 1), elles pourraient constituer des mesures SPS dans la mesure où elles favorisent apparemment au moins l'un des buts énoncés aux alinéas a) et d) du premier paragraphe de l'Annexe A 1).

7.170 À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial constate que chacune des 16 mesures est une mesure SPS au sens de l'Annexe A 1) de l'Accord SPS. À cet égard, le Groupe spécial note les arguments ci-après de la Nouvelle-Zélande:

> "L'IRA indique que l'analyse de risques à l'importation est "conforme aux obligations de l'Australie en tant que pays Membre de l'OMC" et que "ces droits et obligations découlent principalement de l'*Accord SPS* de l'OMC".[1251]
>
> …
>
> Le projet d'IRA a été notifié au Comité SPS le 16 décembre 2005 (G/SPS/N/AUS/122/Add.3), comme l'ont été les projets précédents de l'IRA.
>
> La lettre de l'AQIS au MAFNZ notifiant formellement la Nouvelle-Zélande qu'il avait engagé une évaluation des risques à l'importation de pommes fait référence à un processus visant à "établir des mesures phytosanitaires" concernant les pommes de Nouvelle-Zélande.[1252]"[1253]

7.171 En fait, l'IRA emploie les expressions "mesures sanitaires et phytosanitaires"[1254] et "mesures phytosanitaires"[1255] pour désigner collectivement les mesures qu'il énonce. L'IRA définit quant à lui une "[m]esure phytosanitaire" comme étant "[t]oute législation, réglementation ou méthode officielle ayant pour but de prévenir l'introduction et/ou la dissémination d'organismes de quarantaine ou de limiter l'incidence économique d'organismes réglementés non de quarantaine (NIMP5)".[1256] Définies de cette manière, les "mesures phytosanitaires" énoncées dans l'IRA relèvent sans aucun doute de la définition des mesures SPS figurant à l'Annexe A 1) de l'Accord SPS.

7.172 À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial conclut que les 16 mesures en cause, prises conjointement et individuellement, constituent des mesures SPS au sens de l'Annexe A 1). Ces

---

[1251] (*note de bas de page de l'original*) IRA, partie B, page 3.
[1252] (*note de bas de page de l'original*) Pièce NZ-104.
[1253] Réponse de la Nouvelle-Zélande à la question n° 13 du Groupe spécial après la première réunion de fond, paragraphe 25.
[1254] IRA de l'Australie, partie B, pages 4 et 5.
[1255] IRA de l'Australie, partie B, pages 5, 40 et 337.
[1256] IRA de l'Australie, partie B, page 334.

mesures SPS ont également un effet réel ou potentiel sur le commerce, ce qui signifie qu'elles entrent dans le champ d'application de l'Accord SPS.

c) Mesures principales et mesures auxiliaires

7.173 Enfin, le Groupe spécial examine la distinction entre mesures auxiliaires et mesures principales. L'Australie avance la notion d'une distinction pour étayer son argument selon lequel bon nombre des 16 mesures ne peuvent être examinées au titre de l'Accord SPS individuellement, mais seulement en combinaison avec certaines autres mesures, qui sont censément des mesures principales.

7.174 Le Groupe spécial ne voit pas la pertinence ou la validité de cette distinction pour définir les mesures SPS au titre de l'Annexe A 1) de l'Accord SPS. L'Australie reconnaît que l'Annexe A 1) est essentielle pour définir si les 16 mesures en cause peuvent être considérées comme des mesures SPS. L'Australie admet également que l'Annexe A 1) ne fait mention d'aucune distinction entre mesures principales et mesures auxiliaires.[1257] Le Groupe spécial partage cet avis.

7.175 L'Australie demande en fait au Groupe spécial de retirer les mesures auxiliaires de la définition des mesures SPS et de limiter leur examen au titre de l'Accord SPS à un examen conjoint avec d'autres mesures. Mais l'Annexe A 1) ne fait pas référence à des mesures auxiliaires ou ne prévoit pas un tel retrait. Les critères avancés par l'Australie pour évaluer si les 16 mesures sont auxiliaires n'ont pas été indiqués spécifiquement dans des décisions antérieures de groupes spéciaux ou de l'Organe d'appel concernant l'Annexe A 1) de l'Accord SPS.

7.176 L'Australie fait valoir que la définition des mesures SPS figurant à l'alinéa a) de l'Annexe A 1) de l'Accord SPS, en particulier le membre de phrase "appliquées: pour protéger" de catégories particulières de risques SPS, devrait aider le Groupe spécial à déterminer les "mesures principales" qui peuvent être examinées individuellement au titre de l'Accord SPS.[1258] Le Groupe spécial a déjà constaté, toutefois, que chacune des 16 mesures à l'examen, y compris celles que l'Australie considère comme des mesures "auxiliaires", correspond en soi à l'alinéa a).[1259]

7.177 L'Australie invoque aussi le différend *États-Unis – Restrictions à l'exportation* comme base pour distinguer les mesures auxiliaires des mesures principales qui "constitue[nt] un instrument ayant une existence fonctionnelle qui l[eur] est propre" parce qu'elles "*f[ont]* quelque chose de concret".[1260] Toutefois, ce différend concernait l'Accord SMC; il ne portait pas sur l'Accord SPS ou même des mesures SPS alléguées. En particulier, dans ce différend, il n'était pas question d'interpréter la définition figurant à l'Annexe A 1) de l'Accord SPS.

7.178 L'affaire *États-Unis – Restrictions à l'exportation* a eu lieu dans un autre contexte que celui du présent différend. Le Groupe spécial *États-Unis – Restrictions à l'exportation* évaluait si des instruments accompagnant et interprétant des instruments connexes mais formellement distincts, ainsi que la "pratique" suivie au titre de ces instruments, pouvaient "donner lieu indépendamment à un manquement aux obligations contractées dans le cadre de l'OMC".[1261] À l'inverse, le présent Groupe spécial doit évaluer si chacune des 16 mesures énoncées dans le même instrument, l'IRA, est une mesure SPS proprement dite. Par ailleurs, le présent Groupe spécial n'examine pas la pratique de mise en œuvre de l'IRA. La Nouvelle-Zélande n'a pas contesté cette pratique en l'espèce.

[1257] Réponse de l'Australie à la question n° 23 du Groupe spécial après la première réunion de fond.
[1258] Réponse de l'Australie à la question n° 14 du Groupe spécial après la première réunion de fond.
[1259] Voir plus haut les paragraphes 7.130 à 7.141.
[1260] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Restrictions à l'exportation*, paragraphe 8.85. (italique dans l'original)
[1261] *Ibid*. Voir aussi le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Restrictions à l'exportation*, paragraphes 2.1 à 2.11.

7.179 Même l'application des critères énoncés par le Groupe spécial *États-Unis – Restrictions à l'exportation* aux 16 mesures en cause dans le présent différend n'amènerait pas à constater que certaines de ces mesures individuelles ne constituent pas un instrument ayant une existence fonctionnelle qui leur est propre. En fait, il est clair que chacune des 16 mesures "f[ait] quelque chose de concret". Ainsi qu'il ressort de l'analyse ci-dessus, chacune des 16 mesures établit une prescription imposant une action spécifique devant être respectée par la Nouvelle-Zélande si elle veut exporter des pommes vers l'Australie. Il importe de noter que la question de savoir si les divers instruments en cause dans l'affaire *États-Unis – Restrictions à l'exportation* constituaient une "prescription"[1262] ou "impos[aient] [un] traitement particulier"[1263] était un critère essentiel permettant à ce groupe spécial d'évoluer si les instruments en question "fai[saient] quelque chose de concret".

7.180 Le Groupe spécial note, et la Nouvelle-Zélande le reconnaît également, que certaines des 16 mesures sont liées entre elles. À titre d'exemple, les mesures 1 à 5 concernent toutes les symptômes du feu bactérien dans les vergers de pommiers. À l'évidence, ces mesures se soutiennent mutuellement. En particulier, certaines mesures sont explicitement adoptées pour faire en sorte que la conformité avec une autre mesure ne soit pas compromise, contournée ou autrement rendue inefficace.

7.181 Contrairement à l'affaire *États-Unis – Restrictions à l'exportation*, toutefois, le lien dans le présent différend entre les mesures principales et les mesures auxiliaires alléguées n'est pas simplement de nature interprétative. Comme la Nouvelle-Zélande l'a signalé, chacune des 16 mesures, y compris les mesures 1 à 5, énonce une prescription distincte et spécifique imposant à la Nouvelle-Zélande de faire quelque chose, avec une charge distincte spécifique à la conformité avec chaque mesure.[1264] Par ailleurs, chaque mesure peut être mise en application séparément dans le temps. Et, comme l'Australie le reconnaît, la non-conformité avec n'importe laquelle des 16 mesures pourrait entraîner la suspension des importations de pommes en provenance de Nouvelle-Zélande.[1265]

7.182 Ni dans l'Annexe A 1) de l'Accord SPS, ni dans l'affaire *États-Unis – Restrictions à l'exportation* n'ont été utilisés les termes mesures "auxiliaires" et "principales". L'Australie a inventé ces termes, en se fondant d'après les allégations sur diverses NIMP.[1266] L'Australie se réfère en particulier aux définitions des expressions "mesure phytosanitaire" "action phytosanitaire" et "méthode phytosanitaire" figurant dans la NIMP n° 5. Selon l'Australie, "[s]i la mesure phytosanitaire a pour but d'"empêcher" ou de "limiter", l'action phytosanitaire et la procédure (méthode) phytosanitaire ne font que *mettre en œuvre* la mesure phytosanitaire; les inspections, les essais et la surveillance n'"empêchent" pas ou ne "limitent" pas l'incidence des organismes de quarantaine sauf si des conséquences sont attachées à leurs résultats".[1267] Le Groupe spécial note que l'Accord SPS ne prévoit aucune distinction de ce genre entre les mesures, les actions et les procédures phytosanitaires. De plus, certaines des actions et procédures incluses à titre d'exemples dans les définitions figurant dans la NIMP invoquées par l'Australie, à savoir les inspections, les essais et les traitements de quarantaine, apparaissent également en tant qu'exemples dans la définition d'une mesure SPS figurant à l'Annexe A 1). En outre, le Groupe spécial note que les experts ont donné des réponses divergentes pour ce qui est de savoir lesquelles des 16 mesures pourraient être considérées comme auxiliaires ou

[1262] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Restrictions à l'exportation*, paragraphe 8.116.
[1263] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Restrictions à l'exportation*, paragraphe 8.129.
[1264] Réponse de la Nouvelle-Zélande à la question n° 19 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphe 33.
[1265] Voir, par exemple, la réponse de l'Australie à la question n° 16 du Groupe spécial après la première réunion de fond.
[1266] Première communication écrite de l'Australie, annexe 2.
[1267] Réponse de l'Australie à la question n° 24 du Groupe spécial après la première réunion de fond.

principales à la lumière de l'Accord SPS et des définitions figurant dans la NIMP auxquelles l'Australie a fait référence.[1268]

7.183 L'Australie fait également valoir que son IRA suit une "approche systémique". L'IRA se réfère à la NIMP n° 14 concernant l'utilisation de mesures intégrées dans une approche systémique du risque phytosanitaire[1269] et définit l'approche systémique comme suit:

> "Pour certains parasites, l'analyse peut indiquer qu'il n'existe pas de mesure unique de gestion du risque qui ramènera le risque à un niveau "très faible" ou "négligeable". Dans de tels cas, il peut être possible de combiner différentes mesures de gestion du risque pour obtenir un niveau suffisant de réduction du risque. C'est ce qu'on appelle une approche "systémique" de la gestion du risque."[1270]

De plus, la NIMP n° 5 définit l'(les) approche(s) systémique(s) as (comme) "[l]'intégration de diverses mesures de gestion du risque phytosanitaire, parmi lesquelles au moins deux agissent indépendamment et permettent collectivement d'atteindre le niveau de protection approprié contre des organismes nuisibles réglementés".

7.184 Le Groupe spécial *Japon – Pommes (article 21:5 – États-Unis)* a examiné les diverses prescriptions en cause dans ce différend comme s'il s'agissait d'une mesure SPS unique prise pour se conformer. L'une des principales raisons pour lesquelles il a procédé ainsi était que le Groupe spécial initial *Japon – Pommes* avait fait de même "essentiellement parce que toutes ces prescriptions étaient présentées comme faisant partie d'une approche systémique".[1271]

7.185 Toutefois, les Groupes spéciaux *Japon – Pommes* et *Japon – Pommes (article 21:5 – États-Unis)* ont examiné un parasite, alors que les 16 mesures en l'espèce concernent trois parasites différents. En outre, c'est uniquement dans le cas du feu bactérien que l'IRA lie certaines des 16 mesures en cause en faisant explicitement référence à une "approche systémique".[1272] Lorsqu'elle est consultée par le Groupe spécial, l'Australie utilise explicitement l'expression "approche systémique" uniquement en ce qui concerne les mesures relatives au feu bactérien contestées par la Nouvelle-Zélande.[1273] En fait, l'Australie fait référence aux mesures 1, 2, 5 et 6 en faisant valoir "[qu'elle] a adopté une "approche systémique" en ce qui concerne la gestion des risques associés au feu bactérien".[1274] Se référant aux mesures 3, 4, 7 et 8, l'Australie ajoute que "[l]e Rapport IRA final recommande également un certain nombre de procédures auxiliaires pour soutenir, vérifier et opérationnaliser cette approche systémique".[1275] Enfin, l'Australie a explicitement rejeté la pertinence d'un argument concernant une "approche systémique" pour regrouper les mesures principales et auxiliaires alléguées relatives au chancre européen et à l'ALCM.[1276] Il est ainsi difficile pour le

---

[1268] Réponses de M. Deckers, M. Paulin et Mme Schrader à la question n° 48 du Groupe spécial, réponses de MM. Deckers, Latorre et Swinburne à la question n° 93 du Groupe spécial, réponses de M. Latorre, Mme Schrader et M. Sgrillo à la question n° 139 du Groupe spécial, réponses de M. Latorre, Mme Schrader et M. Sgrillo à la question n° 140 du Groupe spécial, réponses de M. Deckers, M. Latorre, Mme Schrader et M. Sgrillo à la question n° 141 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphes 300 à 303, 528, 529 et 814 à 834.

[1269] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 118.

[1270] IRA de l'Australie, partie A, page 9. Voir aussi la première communication écrite de l'Australie, paragraphe 118.

[1271] Rapport du Groupe spécial *Japon – Pommes (article 21:5 – États-Unis)*, paragraphe 8.29.

[1272] IRA de l'Australie, partie B, pages 73, 106, 110, 111 et 112.

[1273] Réponse de l'Australie à la question n° 15 du Groupe spécial après la première réunion de fond.

[1274] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 139. Voir aussi, *ibid*., les paragraphes 140, 929 et 936

[1275] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 140.

[1276] Observations de l'Australie sur les réponses des experts aux questions, paragraphe 303.

Groupe spécial d'examiner l'ensemble des 16 mesures en cause selon la logique de l'argument de l'Australie concernant une "approche systémique".

7.186 Même si le Groupe spécial choisissait de regrouper certaines ou la totalité des 16 mesures en une mesure SPS unique aux fins de son analyse, rien ne l'empêcherait de constater qu'un élément spécifique de cette mesure unique, y compris ce que l'Australie qualifie de mesures auxiliaires, constitue une violation de l'Accord SPS. Le Groupe spécial *Japon – Pommes* s'est réservé ce droit même s'il a examiné les prescriptions en cause comme s'il s'agissait d'une mesure phytosanitaire unique: "Nous pouvons évidemment conclure qu'un aspect de la mesure est illicite et non les autres, même si le plaignant prétend que la mesure dans son ensemble est illicite. D'ailleurs, vu que l'Accord SPS établit des droits et des obligations différents, il peut être approprié aussi, en fonction de la disposition en question, d'examiner séparément les différentes prescriptions."[1277] Le Groupe spécial *Japon – Pommes (article 21:5 – États-Unis)* a fait de même.[1278]

7.187 À la lumière de ce qui précède, le présent Groupe spécial rejette les arguments de l'Australie selon lesquels la Nouvelle-Zélande n'a pas démontré que chacune des 16 mesures, prises conjointement et individuellement, constituait une mesure SPS visée par l'Accord SPS. En conséquence, le Groupe spécial évaluera si les 16 mesures en cause, prises conjointement et individuellement, sont incompatibles avec les dispositions pertinentes de l'Accord SPS. Dans le même temps, le Groupe spécial se réserve le droit d'évaluer diverses mesures connexes conjointement au titre de dispositions spécifiques de l'Accord SPS. En fait, dans son "[e]xamen de chaque élément de la mesure de mise en conformité"[1279] comme s'il s'agissait d'une mesure SPS unique au titre de l'article 2:2 de l'Accord SPS, le Groupe spécial *Japon – Pommes (article 21:5 – États-Unis)* a regroupé des éléments spécifiques de la même mesure parce qu'"ils se rapport[ai]ent à différents aspects d'une même préoccupation"[1280] et que "de nombreux éléments de la mesure … [étaient] liés et justifiés sur la base des mêmes preuves scientifiques".[1281]

C. ALLÉGATIONS DE LA NOUVELLE-ZÉLANDE AU TITRE DES ARTICLES 2:2, 5:1 ET 5:2 DE L'ACCORD SPS

1. Ordre de l'analyse

a) Résumé des arguments des parties

7.188 La Nouvelle-Zélande fait valoir que les mesures de l'Australie concernant l'importation de pommes de Nouvelle-Zélande sont incompatibles avec les obligations de l'Australie au titre de l'article 2:2 de l'Accord SPS.[1282] Il n'y a pas de lien rationnel ou objectif entre, d'une part, les preuves scientifiques et, d'autre part, les mesures australiennes concernant le feu bactérien, le chancre européen et la cécidomyie des feuilles du pommier, ainsi que les mesures générales imposées par l'Australie à l'importation de pommes de Nouvelle-Zélande.[1283] L'Australie impose ces mesures en l'absence de preuves scientifiques ou en présence de preuves scientifiques indiquant le contraire.[1284]

[1277] Rapport du Groupe spécial *Japon – Pommes*, paragraphe 8.19. Voir aussi le rapport du Groupe spécial dans l'affaire *Japon – Pommes (article 21:5 – États-Unis)*, paragraphes 8.29 et 8.30.

[1278] Rapport du Groupe spécial *Japon – Pommes (article 21:5 – États-Unis)*, paragraphe 8.30.

[1279] Rapport du Groupe spécial *Japon – Pommes (article 21:5 – États-Unis)*, page 124.

[1280] Rapport du Groupe spécial *Japon – Pommes (article 21:5 – États-Unis)*, paragraphe 8.76.

[1281] Rapport du Groupe spécial *Japon – Pommes (article 21:5 – États-Unis)*, paragraphe 8.29.

[1282] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 1.2.

[1283] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 1.3 à 1.6, 4.31, 4.51, 4.54, 4.97, 4.105, 4.139, 4.140, 4.144, 4.150. Voir aussi la deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 2.99 à 2.292.

[1284] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.6.

7.189 La Nouvelle-Zélande indique que les articles 5:2 et 2:2 de l'Accord SPS sont étroitement liés[1285] et note que, d'après ce qui a été dit par les groupes spéciaux et l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Hormones*, l'article 5:1 de l'Accord SPS peut être considéré comme une application spécifique des obligations fondamentales énoncées à l'article 2:2.[1286] Elle fait valoir que, "[m]ême si toutes les violations de l'article 2:2 n'entraîneront pas nécessairement une violation de l'article 5:1[1287], la violation par l'Australie de l'article 2:2 en l'espèce indique qu'il est probable qu'elle n'est pas en conformité avec l'article 5:1".[1288]

7.190 La Nouvelle-Zélande note que l'article 5:1 contient deux éléments: a) il doit y avoir une évaluation des risques, au sens de l'article 5:1 et du paragraphe 4 de l'Annexe A; et b) les mesures SPS doivent être établies sur la base de cette évaluation des risques.[1289] Elle fait valoir que "l'IRA de l'Australie n'est pas une évaluation des risques au sens de l'article 5:1 et du paragraphe 4 de l'Annexe A".[1290] À son avis, l'Australie n'a pas évalué de façon adéquate la probabilité de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination des trois parasites pertinents, et n'a pas non plus évalué cette probabilité en fonction des mesures SPS qui pourraient être appliquées.[1291] Dans la mesure où il n'existe pas d'évaluation des risques adéquate pour étayer les mesures de l'Australie, même si la Nouvelle-Zélande n'a pas présenté d'arguments séparés concernant la prescription "établies sur la base de", ces mesures ne peuvent pas être considérées comme "établies sur la base" d'une telle évaluation des risques.[1292]

7.191 La Nouvelle-Zélande fait également valoir que les mesures de l'Australie sont incompatibles avec l'article 5:2 de l'Accord SPS. L'IRA de l'Australie n'a pas accordé une véritable attention aux preuves scientifiques pertinentes; aux procédés et méthodes de production pertinents; aux méthodes d'inspection, d'échantillonnage et d'essai pertinentes; à la prévalence des maladies ou des parasites pertinents; et aux conditions environnementales pertinentes.[1293]

[1285] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 1.5 et 2.93.

[1286] Déclaration orale liminaire de la Nouvelle-Zélande à la première réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, paragraphe 36, faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 180. Voir aussi le rapport du Groupe spécial *CE – Hormones (Canada)*, paragraphe 8.96; le rapport du Groupe spécial *CE – Hormones (États-Unis)*, paragraphe 8.93.

[1287] (*note de bas de page de l'original*) Rapport du Groupe spécial *Australie – Saumons*, paragraphe 8.52.

[1288] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.152.

[1289] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.153.

[1290] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.158. Voir aussi la première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.153.

[1291] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 1.8, 4.158, 4.403 et 4.404. Voir aussi la première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 4.160, 4.204 à 4.206, 4.207, 4.265, 4.333, 4.378, 4.383 et 4.402; et la deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 2.293 à 2.803.

[1292] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.153. Voir aussi la réponse de la Nouvelle-Zélande à la question n° 117 du Groupe spécial après la première réunion de fond, paragraphe 257; la deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.794; la réponse de la Nouvelle-Zélande aux questions n° 6, 27, 50 et 117 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphes 14, 43, 94, 187 et 188.

[1293] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 1.11, 1.12, 4.411 à 4.428; déclaration orale liminaire de la Nouvelle-Zélande à la première réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, paragraphes 113 et 114. Voir aussi la réponse de la Nouvelle-Zélande à la question n° 121 du Groupe spécial après la première réunion de fond, paragraphes 259 à 265; la deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 2.804 et 2.816; la déclaration orale liminaire de la Nouvelle-Zélande à la deuxième réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, paragraphe 110; la réponse de la Nouvelle-Zélande à la question n° 116 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphes 182

7.192 La Nouvelle-Zélande estime que, "puisque les mesures [de l'Australie] ne sont pas établies sur la base d'une évaluation des risques, elles contreviennent [par conséquent] également aux prescriptions de l'article 2:2 [de l'Accord SPS] voulant que les mesures soient "fondée[s] sur des principes scientifiques" et ne soient pas "maintenue[s] sans preuves scientifiques suffisantes""".[1294]

7.193 La Nouvelle-Zélande rejette l'ordre de l'analyse proposé par l'Australie pour les différends dans lesquels il y a des allégations simultanées au titre des articles 2:2 et 5:1. Elle ne partage pas l'avis de l'Australie selon lequel "la question de savoir si l'Australie a maintenu des mesures "sans preuves scientifiques" au sens de l'article 2:2 *ne peut être traitée qu'*en examinant si les mesures de l'Australie sont établies sur la base d'une évaluation des risques valable au sens de l'article 5:1".[1295] Elle estime que "[r]ien dans le texte de l'Accord SPS ne laisse à entendre qu'une analyse de l'article 5:1 devrait logiquement précéder une analyse de l'article 2:2, et encore moins qu'elle *doit* le faire dans tous les cas".[1296] Au contraire, comme l'Organe d'appel l'a déclaré dans l'affaire *CE – Hormones*, une approche commençant par les "Droits et obligations fondamentaux" énoncés à l'article 2 est "d'un point de vue logique … attrayante".[1297] Le point de vue de l'Australie constitue une tentative de limiter la portée de l'article 2:2 "en faveur" de l'article 5:1. Selon l'Australie, il faudrait observer une "déférence considérable" à l'égard d'une évaluation des risques effectuée par une autorité compétente. Si cela était correct, il s'ensuivrait que le Groupe spécial n'aurait aucun mandat pour évaluer s'il y a un lien "rationnel ou objectif" entre les données scientifiques et les mesures SPS.[1298] Donc, dans les circonstances de la présente affaire, il serait approprié que le Groupe spécial commence son examen par l'article 2:2.[1299]

7.194 En réponse aux arguments présentés par l'Australie, la Nouvelle-Zélande dit ne pas partager le point de vue selon lequel la compatibilité d'une mesure SPS avec l'article 5:1 de l'Accord SPS établit nécessairement sa compatibilité avec l'article 2:2.[1300] Elle fait valoir qu'"[u]ne détermination établissant qu'il y a eu une évaluation des risques au sens de l'article 5:1 ne résout pas la question de savoir si chacune des mesures contestées a un lien rationnel et objectif avec les preuves scientifiques – question qui se pose au titre de l'article 2:2".[1301] Il est erroné de supposer que la Nouvelle-Zélande a "admis" ce point simplement parce qu'elle n'a pas présenté d'arguments séparés en relation avec

---

à 186; et les observations de la Nouvelle-Zélande sur la réponse de l'Australie à la question n° 116 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphe 269.

[1294] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.405.

[1295] Déclaration orale liminaire de la Nouvelle-Zélande à la première réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, paragraphe 35. (italique dans l'original) Voir aussi la première communication écrite de l'Australie, paragraphe 344.

[1296] Déclaration orale liminaire de la Nouvelle-Zélande à la première réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, paragraphe 36. (italique dans l'original) Voir aussi la deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.97; et la déclaration orale liminaire de la Nouvelle-Zélande à la deuxième réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, paragraphe 38.

[1297] Déclaration orale liminaire de la Nouvelle-Zélande à la première réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, paragraphe 36, faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 250.

[1298] Déclaration liminaire de la Nouvelle-Zélande à la première réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, paragraphes 38 à 40. Voir aussi la déclaration finale de la Nouvelle-Zélande à la première réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, paragraphe 5; et la deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 1.5, 2.85, 2.96 et 2.100.

[1299] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.98.

[1300] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 919. Voir aussi la déclaration orale liminaire de l'Australie à la première réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, paragraphe 42.

[1301] Déclaration liminaire de la Nouvelle-Zélande à la deuxième réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, paragraphe 39.

l'élément de l'article 5:1 "établies sur la base de".[1302] Les articles 2:2 et 5:1 "établissent des obligations juridiques séparées, dont le respect peut être évalué séparément".[1303]

7.195 De l'avis de la Nouvelle-Zélande, la question de savoir si les mesures imposées par l'Australie sont maintenues avec des preuves scientifiques suffisantes peut s'exprimer à la fois selon les termes de l'article 2:2 ("question de savoir s'il y a un "lien rationnel ou objectif" entre les mesures et les preuves scientifiques"), et selon les termes de l'article 5:1 ("question de savoir s'il y a eu une évaluation adéquate de la "probabilité de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination" des trois parasites pertinents").[1304] Pour ce qui est de savoir si une mesure dont il a été constaté qu'elle était compatible avec l'article 5:1 serait nécessairement également compatible avec l'article 2:2, la Nouvelle-Zélande établit une distinction entre deux situations différentes. Dans la première situation, on applique le critère d'examen approprié pour déterminer la compatibilité avec l'article 5:1. Dans ce cas, il est probable qu'une mesure SPS qui est compatible avec l'article 5:1 sera également compatible avec l'article 2:2. Cela s'expliquerait par le lien rationnel requis par les deux dispositions entre les données scientifiques et la mesure SPS. Néanmoins, même dans cette situation, il est possible que la compatibilité avec l'article 5:1 ne conduise pas nécessairement à une constatation de compatibilité avec l'article 2:2. Dans la seconde situation, on observe une "déférence considérable" à l'égard d'une évaluation des risques au titre de l'article 5:1. Comme ce critère ne permet aucun examen significatif du point de savoir s'il y a un lien rationnel entre les données scientifiques et la mesure SPS, il serait impossible de dire si une mesure dont il a été constaté qu'elle était compatible avec l'article 5:1 serait également compatible avec l'article 2:2.[1305] Pour ce qui est de savoir si une mesure SPS contestée dont il a été constaté qu'elle est incompatible avec l'article 5:1 devrait également être jugée incompatible avec l'article 2:2, la Nouvelle-Zélande fait valoir que, si le Groupe spécial devait constater que la mesure est incompatible avec l'article 5:1, il devrait constater, par implication, une infraction à l'article 2:2, deuxième et troisième prescriptions.[1306]

7.196 Enfin, la Nouvelle-Zélande note que, si le Groupe spécial constate que l'IRA de l'Australie ne satisfait pas aux prescriptions relatives à une évaluation des risques valable énoncées à l'article 5:1 et à l'Annexe A 4) de l'Accord SPS, et conclut que les mesures en cause sont incompatibles avec l'article 5:1, il devrait néanmoins formuler des constatations sur toutes les autres allégations qui lui ont été présentées, afin d'"arriver à une solution positive" du présent différend.[1307]

7.197 L'Australie rejette les allégations de la Nouvelle-Zélande. À son avis, les mesures figurant dans l'IRA sont compatibles avec les articles 5:1, 5:2 et 2:2 de l'Accord SPS.[1308]

7.198 En ce qui concerne l'ordre de l'analyse, l'Australie note que l'article 5:1 est une application spécifique de l'obligation fondamentale énoncée à l'article 2:2.[1309] Il y a une relation moyens-fins

---

[1302] Déclaration liminaire de la Nouvelle-Zélande à la deuxième réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, paragraphe 39. Réponse de la Nouvelle-Zélande à la question n° 117 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphes 187 et 188.

[1303] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.80.

[1304] Déclaration finale de la Nouvelle-Zélande à la première réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, paragraphe 6. Voir aussi la déclaration liminaire de la Nouvelle-Zélande à la deuxième réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, paragraphe 31.

[1305] Réponse de la Nouvelle-Zélande à la question n° 123 du Groupe spécial après la première réunion de fond, paragraphes 268 à 270.

[1306] Réponse de la Nouvelle-Zélande à la question n° 123 du Groupe spécial après la première réunion de fond, paragraphe 271.

[1307] Réponse de la Nouvelle-Zélande à la question n° 6 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphe 14.

[1308] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 220. Voir aussi la première communication écrite de l'Australie, paragraphes 875 et 876.

entre ces deux dispositions.[1310] D'une manière générale, dans les cas où les Membres choisissent de s'appuyer sur une évaluation des risques, "l'article 2:2 fixe des points de repère fondamentaux concernant *ce* qui est exigé (à savoir, des preuves scientifiques suffisantes) et l'article 5:1 définit *la manière* dont cela peut être obtenu (à savoir, au moyen d'une évaluation des risques)".[1311] Du fait de ce lien, la question de savoir s'il y a des preuves scientifiques suffisantes au sens de l'article 2:2 en l'espèce ne peut être traitée qu'en évaluant si l'IRA constitue une évaluation des risques valable.[1312] Comme l'Australie l'a dit, "l'article 5:1, et ses dispositions connexes, précisent des conditions spécifiques qui, si elles sont remplies, établiront la compatibilité des mesures pertinentes avec l'article 2:2".[1313]

7.199 L'Australie estime que la validité scientifique de ses mesures ne peut pas et ne devrait pas être jugée sur une autre base que l'IRA[1314]: "ses mesures SPS doivent être admises ou rejetées avec les évaluations des risques figurant dans le Rapport IRA final".[1315] Si le Groupe spécial constate que les mesures contestées sont incompatibles avec l'article 5:1, par implication il doit également conclure que les mesures sont incompatibles avec la prescription de l'article 2:2 selon laquelle des mesures ne peuvent pas être maintenues sans preuves scientifiques suffisantes. De même, si le Groupe spécial constate que les mesures contestées sont compatibles avec l'article 5:1, par implication il doit également conclure que les mesures sont compatibles avec la prescription de l'article 2:2 susmentionnée.[1316] L'Australie estime que ces arguments n'impliquent aucune hiérarchie juridique entre l'article 2:2 et l'article 5:1.[1317]

7.200 L'Australie estime que, dans son allégation au titre de l'article 5:1 de l'Accord SPS, la Nouvelle-Zélande n'a pas fait valoir que les mesures de l'Australie n'étaient pas "établies sur la base de" l'IRA. En conséquence, l'analyse au titre de cette disposition devrait tourner autour du point de savoir si l'IRA est une évaluation des risques valable.[1318] Pour ce qui est de l'IRA, l'Australie s'appuie sur l'approche choisie dans l'affaire *Australie – Saumons (article 21:5 – Canada)* pour soutenir que le Groupe spécial devrait constater qu'une évaluation des risques satisfait aux prescriptions de l'Annexe A 4) et de l'article 5:1 de l'Accord SPS "si le plaignant n'établit pas que le groupe spécial ne

---

[1309] Réponse de l'Australie à la question n° 125 du Groupe spécial après la première réunion de fond, rappelant le rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 180.

[1310] Deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphe 93.

[1311] Réponse de l'Australie à la question n° 125 du Groupe spécial après la première réunion de fond. (italique dans l'original)

[1312] Première communication écrite de l'Australie, paragraphes 344 et 919. Voir aussi la déclaration orale liminaire de l'Australie à la première réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, paragraphe 42; la réponse de l'Australie à la question n° 124 du Groupe spécial après la première réunion de fond; et la deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphes 49 et 103.

[1313] Déclaration liminaire de l'Australie à la première réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, paragraphe 42. Voir aussi la réponse de l'Australie à la question n° 125 du Groupe spécial après la première réunion de fond.

[1314] Réponse de l'Australie à la question n° 123 du Groupe spécial après la première réunion de fond. Voir aussi la deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphes 446, 607, 704 et 734.

[1315] Déclaration liminaire de l'Australie à la deuxième réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, paragraphe 25.

[1316] Réponse de l'Australie à la question n° 123 du Groupe spécial après la première réunion de fond. Voir aussi la déclaration liminaire de l'Australie à la première réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, paragraphe 45; la deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphes 97 et 607; et la réponse de l'Australie à la question n° 1 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphe 3.

[1317] Deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphe 99.

[1318] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 876. Voir aussi la réponse de l'Australie aux questions n° 19 et 117 du Groupe spécial après la première réunion de fond; la deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphes 42, 87, 109, 134, 138, 429, 444, 605, 693, 702, 728 et 731; et les observations de l'Australie sur les réponses de la Nouvelle-Zélande aux questions du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphes 15 et 17.

devrait pas "avoir une confiance raisonnable dans l'évaluation effectuée, en particulier les niveaux de risque attribués"".[1319] De l'avis de l'Australie, "[i]l ne suffit pas de démontrer l'existence de points de vue divergents pour réellement "empêcher" un groupe spécial d'avoir une confiance raisonnable dans l'évaluation effectuée".[1320] L'Australie fait valoir que, selon les indications plus récentes données par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis/Canada – Maintien de la suspension*, un groupe spécial devrait constater qu'une évaluation des risques est valable à moins que le plaignant ne montre qu'elle n'est pas objectivement justifiable parce qu'elle ne prend pas en considération des données scientifiques légitimes, ou n'est pas objective ni cohérente. Pour établir *prima facie* qu'une évaluation des risques particulière n'est pas objectivement justifiable, l'Australie considère qu'un plaignant devrait relever et étayer de graves erreurs, ou vices, entachant cette évaluation.[1321] De l'avis de l'Australie, une éventuelle absence de preuves complètes ou définitives sur un point particulier ne rend pas une évaluation des risques non valable d'un point de vue juridique. Au titre de l'Accord SPS, l'obligation de tenir compte des preuves scientifiques se limite aux preuves qui sont "disponibles". L'Australie ajoute également que le manque de données et le jugement d'experts font partie de la réalité pour ce qui est de procéder à des évaluations des risques dans le contexte d'un régime de quarantaine destiné à faciliter le commerce international.[1322] Ce que seront des preuves scientifiques "suffisantes" pour l'imposition de mesures doit être évalué en fonction des faits et des circonstances spécifiques de chaque parasite, compte tenu du niveau de protection jugé approprié par l'Australie. La certitude scientifique absolue n'existe pas.[1323]

7.201 L'Australie fait valoir que l'IRA contient une évaluation objective et cohérente de la probabilité de l'entrée, de l'établissement et de la dissémination des parasites pertinents, en fonction des mesures SPS qui peuvent être appliquées. Elle rejette l'argument de la Nouvelle-Zélande selon lequel l'IRA "ne fournit qu'une "certaine" évaluation de la mesure dans laquelle [les facteurs de réduction des risques pour les trois parasites en cause] pourraient réduire les risques, en particulier en ce qui concerne le feu bactérien".[1324] L'Australie soutient que "l'Équipe chargée de l'IRA a clairement évalué l'efficacité scientifique et technique des principales mesures recommandées pour réduire les risques que présentent les parasites pertinents et obtenir le niveau de protection jugé approprié par l'Australie, tout en évaluant un certain nombre d'autres façons possibles de gérer les risques".[1325]

7.202 L'Australie estime que l'analogie établie par la Nouvelle-Zélande entre l'affaire *Japon – Pommes* et le présent différend est inappropriée. L'évaluation des risques a une dimension contextuelle en ce sens qu'elle doit être "approprié[e] en fonction des circonstances".[1326] La Nouvelle-Zélande n'a pas été en mesure de prouver que l'IRA n'évaluait pas la "probabilité" telle qu'elle devrait être correctement comprise, ni que l'une quelconque des constatations faites dans l'IRA manquait de crédibilité.[1327] Elle n'a pas relevé de vices dans la méthode utilisée par l'équipe chargée

[1319] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 346. Voir aussi la déclaration finale de l'Australie à la première réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, paragraphe 22.
[1320] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 347.
[1321] Réponses de l'Australie à la question n° 2 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphes 6, 7, 8 et 17.
[1322] Deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphe 9.
[1323] Déclaration liminaire de l'Australie à la deuxième réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, paragraphes 9 et 10.
[1324] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.383. L'expression utilisée par l'Australie dans sa première communication écrite n'était pas "objective et cohérente", mais "objective et crédible". Dans ses communications ultérieures, l'Australie s'est référée à la question de savoir si le raisonnement fait dans l'IRA était "objectif et cohérent". Voir, par exemple, la deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphe 34.
[1325] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 853. Voir aussi la première communication écrite de l'Australie, paragraphes 855 à 874.
[1326] Première communication écrite de l'Australie, paragraphes 243, 250 à 262.
[1327] Première communication écrite de l'Australie, paragraphes 263 à 278.

de l'IRA[1328] et elle entend présenter, de façon inappropriée, sa propre évaluation des risques offrant une autre présentation des preuves.[1329] Les évaluations faites dans l'IRA concernant le feu bactérien, le chancre européen et la cécidomyie des feuilles du pommier "sont objectives et crédibles et ne devraient pas être modifiées"[1330]; en conséquence, elles sont compatibles avec l'article 5:1 de l'Accord SPS.[1331] La compatibilité des mesures de l'Australie avec l'article 5:1 établit leur compatibilité avec l'article 2:2.[1332]

7.203 L'Australie estime qu'elle a également agi d'une manière compatible avec l'article 5:2 de l'Accord SPS, puisque son IRA a tenu compte de façon appropriée de tous les facteurs qui y sont énumérés. La tentative de la Nouvelle-Zélande de convertir l'article 5:2 en une obligation d'"accorder une véritable attention" aux facteurs qui y sont énumérés ne se fonde pas sur le texte de la disposition.[1333]

7.204 L'Australie estime qu'en tout état de cause, la Nouvelle-Zélande n'a pas établi que les mesures de l'Australie étaient incompatibles avec la prescription de l'article 2:2 selon laquelle des mesures ne peuvent pas être maintenues sans preuves scientifiques suffisantes.[1334] En particulier, la Nouvelle-Zélande n'a pas démontré que les preuves scientifiques sur lesquelles s'était appuyée l'équipe chargée de l'IRA étaient insuffisantes pour qu'il y ait un lien rationnel et objectif avec les mesures en cause et que l'évaluation des preuves scientifiques par l'équipe chargée de l'IRA n'était pas objective ni cohérente.[1335]

b) Analyse par le Groupe spécial

7.205 Les principales affirmations de la Nouvelle-Zélande en l'espèce sont "que les mesures australiennes ne sont pas étayées par des preuves scientifiques et [que] l'IRA ne constitue pas une évaluation des risques dont les conclusions sont objectivement justifiables".[1336] Ces affirmations correspondent aux allégations de la Nouvelle-Zélande au titre des articles 2:2, 5:1 et 5:2 de l'Accord

[1328] Première communication écrite de l'Australie, paragraphes 288 à 342.
[1329] Première communication écrite de l'Australie, paragraphes 279 à 287.
[1330] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 348. Voir aussi la première communication écrite de l'Australie, paragraphes 349 à 525 pour le feu bactérien; 526 à 719 pour le chancre européen; et 720 à 851 pour la cécidomyie des feuilles du pommier.
[1331] Première communication écrite de l'Australie, paragraphes 524 et 525 pour le feu bactérien; 719 pour le chancre européen; et 851 pour la cécidomyie des feuilles du pommier.
[1332] Première communication écrite de l'Australie, paragraphes 221 à 237. Voir aussi la deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphes 88, 94 et 446.
[1333] Première communication écrite de l'Australie, paragraphes 12, 877 à 911. Voir aussi la réponse de l'Australie aux questions n° 119 et 120 du Groupe spécial après la première réunion de fond; la deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphes 147 à 153, 445, 606, 703 et 733; et la réponse de l'Australie à la question n° 116 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphes 502 à 508.
[1334] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 919 et deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphe 103.
[1335] Première communication écrite de l'Australie, paragraphes 925 et 970. Voir aussi la première communication écrite de l'Australie, paragraphes 926 à 940 pour le feu bactérien; 941 à 952 pour le chancre européen; 953 à 957 pour la cécidomyie des feuilles du pommier; et 958 à 969 pour les mesures générales. L'expression utilisée par l'Australie dans sa première communication écrite n'était pas "objective et cohérente", mais "objective et crédible". Dans ses communications ultérieures, l'Australie s'est référée à la question de savoir si le raisonnement fait dans l'IRA était "objectif et cohérent". Voir, par exemple, la deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphe 34.
[1336] Déclaration liminaire de la Nouvelle-Zélande à la deuxième réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, paragraphe 2. Voir aussi la déclaration finale de la Nouvelle-Zélande à la première réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, paragraphe 6.

SPS.[1337] La Nouvelle-Zélande a présenté des allégations séparées et autonomes au titre de chacune de ces dispositions.[1338]

7.206 L'article 2:2 de l'Accord SPS, intitulé Droits et obligations fondamentaux, est libellé comme suit:

> "Les Membres feront en sorte qu'une mesure sanitaire ou phytosanitaire ne soit appliquée que dans la mesure nécessaire pour protéger la santé et la vie des personnes et des animaux ou préserver les végétaux, qu'elle soit fondée sur des principes scientifiques et qu'elle ne soit pas maintenue sans preuves scientifiques suffisantes, exception faite de ce qui est prévu au paragraphe 7 de l'article 5."

7.207 L'article 5:1, intitulé Évaluation des risques et détermination du niveau approprié de protection sanitaire ou phytosanitaire, dispose ce qui suit:

> "Les Membres feront en sorte que leurs mesures sanitaires ou phytosanitaires soient établies sur la base d'une évaluation, selon qu'il sera approprié en fonction des circonstances, des risques pour la santé et la vie des personnes et des animaux ou pour la préservation des végétaux, compte tenu des techniques d'évaluation des risques élaborées par les organisations internationales compétentes."

7.208 L'article 5:2, quant à lui, dit ce qui suit:

> "Dans l'évaluation des risques, les Membres tiendront compte des preuves scientifiques disponibles; des procédés et méthodes de production pertinents; des méthodes d'inspection, d'échantillonnage et d'essai pertinentes; de la prévalence de maladies ou de parasites spécifiques; de l'existence de zones exemptes de parasites ou de maladies; des conditions écologiques et environnementales pertinentes; et des régimes de quarantaine ou autres."

7.209 Enfin, le paragraphe 4 de l'Annexe A de l'Accord SPS contient la définition suivante d'une "évaluation des risques":

> "*Évaluation des risques* – Évaluation de la probabilité de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination d'un parasite ou d'une maladie sur le territoire d'un Membre importateur en fonction des mesures sanitaires et phytosanitaires qui pourraient être appliquées, et des conséquences biologiques et économiques qui pourraient en résulter; ou évaluation des effets négatifs que pourrait avoir sur la santé des personnes et des animaux la présence d'additifs, de contaminants, de toxines ou d'organismes pathogènes dans les produits alimentaires, les boissons ou les aliments pour animaux."

7.210 Il ne s'agit pas du premier différend dans lequel des allégations simultanées sont présentées au titre des articles 2:2 et 5:1 de l'Accord SPS. Des groupes spéciaux antérieurs et l'Organe d'appel ont généralement reconnu l'existence d'un lien étroit entre ces deux dispositions. Comme les Groupes spéciaux et l'Organe d'appel l'ont noté dans l'affaire *CE – Hormones*, "l'article 5:1 [peut] être considéré comme une application spécifique des obligations fondamentales énoncées à l'article 2:2 de

[1337] *Australie – Pommes*, Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande (WT/DS367/5), 7 décembre 2007, jointe en tant qu'annexe A-1 au présent rapport, page 3.

[1338] *Australie – Pommes*, Communication du Président du Groupe spécial: décision préliminaire du Groupe spécial (WT/DS367/7), 23 juin 2008, jointe en tant qu'annexe A-2 au présent rapport, pages 3 et 4.

l'Accord SPS".[1339] L'Organe d'appel a ajouté ce qui suit: "les articles 2:2 et 5:1 devraient toujours être lus ensemble" parce que "[l']article 2:2 éclaire l'article 5:1: les éléments qui définissent l'obligation fondamentale énoncée à l'article 2:2 donnent un sens à l'article 5:1".[1340] Dans l'affaire *Canada/États-Unis – Maintien de la suspension*, l'Organe d'appel a noté en outre que les prescriptions énoncées dans l'article 2:2 de l'Accord SPS étaient rendues opérationnelles par d'autres dispositions de l'Accord, "y compris l'article 5:1, qui exige que les mesures SPS soient "établies sur la base" d'une évaluation des risques".[1341]

7.211 De même, l'article 5:2 est inextricablement lié à l'article 5:1 car la première disposition dresse une liste de facteurs dont les Membres doivent tenir compte lorsqu'ils procèdent à leurs évaluations des risques.[1342] Comme l'a noté le Groupe spécial *Japon – Pommes*, chacune de ces deux dispositions "éclaire directement le sens de l'autre, dans la mesure où le paragraphe 2 met en lumière les éléments qui sont pertinents pour l'évaluation des risques prévue au paragraphe 1".[1343] En conséquence, la question de l'ordre de l'analyse dans la présente affaire se pose en réalité entre l'article 2:2 et l'article 5:1 de l'Accord SPS, puisque l'article 5:2 serait examiné en même temps que l'article 5:1.

7.212 Les affaires antérieures ne donnent pas d'indications claires concernant l'ordre approprié de l'analyse des allégations simultanées au titre des articles 2:2 et 5:1 de l'Accord SPS. Dans plusieurs de ces affaires, les rapports commencent par l'article 5:1, plus spécifique. Dans l'affaire *CE – Hormones*, par exemple, le Groupe spécial a commencé son analyse en examinant si les mesures contestées étaient établies sur la base de normes, directives ou recommandations internationales pertinentes ou autrement compatibles avec l'article 3 de l'Accord SPS. Ensuite, il a examiné l'évaluation des risques au titre de l'article 5. Après avoir constaté que les mesures en cause étaient incompatibles avec les prescriptions des articles 3 et 5, "et considérant que les articles 3 et 5 prévoient des droits et obligations plus spécifiques que les "droits et obligations fondamentaux" énoncés à l'article 2", le Groupe spécial "n'a pas jugé nécessaire d'examiner aussi la question de savoir si [les] mesures contrev[enaient] également à l'article 2".[1344] L'Organe d'appel n'a rien eu à redire à cette approche et a admis la considération d'ordre général selon laquelle l'article 5:1 pouvait être considéré comme une application spécifique des obligations fondamentales énoncées à l'article 2:2[1345], même s'il a précisé qu'une autre approche commençant par l'article 2, plus général, paraîtrait "d'un point de vue logique … attrayante".[1346] Dans l'affaire *Australie – Saumons*, l'Organe d'appel a souscrit[1347] à une constatation du Groupe spécial selon laquelle une violation de l'article 5:1 ou 5:2 laissait supposer qu'il y avait une violation de la disposition plus générale de l'article 2:2.[1348] Il a également souscrit à l'avis du Groupe spécial selon lequel, "étant donné le caractère plus général de l'article 2:2, les violations de cet article [n'étaient] pas toutes visées à l'article 5:1 et 5:2".[1349] De même, le Groupe

[1339] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 180. Voir aussi le rapport du Groupe spécial *CE – Hormones (Canada)*, paragraphe 8.96; le rapport du Groupe spécial *CE – Hormones (États-Unis)*, paragraphe 8.93; le rapport de l'Organe d'appel *Canada – Maintien de la suspension*, paragraphe 526.

[1340] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 180. Voir aussi le rapport de l'Organe d'appel *Canada – Maintien de la suspension*, paragraphe 526.

[1341] Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Maintien de la suspension*, paragraphe 674.

[1342] Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Maintien de la suspension*, paragraphe 527.

[1343] Rapport du Groupe spécial *Japon – Pommes*, paragraphe 8.230. Voir aussi le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Maintien de la suspension*, paragraphe 7.441.

[1344] Rapport du Groupe spécial *CE – Hormones (Canada)*, paragraphe 8.274. Voir aussi le rapport du Groupe spécial *CE – Hormones (Canada)*, paragraphe 8.96; le rapport du Groupe spécial *CE – Hormones (États-Unis)*, paragraphes 8.93 et 8.271.

[1345] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 180.

[1346] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 250.

[1347] Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Saumons*, paragraphe 138.

[1348] Rapport du Groupe spécial *Australie – Saumons*, paragraphe 8.52.

[1349] Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Saumons*, paragraphe 138. Rapport du Groupe spécial *Australie – Saumons*, paragraphe 8.52.

spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques* a constaté qu'en maintenant des mesures d'une manière incompatible avec l'article 5:1, un Membre avait, par implication, également agi d'une manière incompatible avec les prescriptions de l'article 2:2.[1350] Le Groupe spécial de la mise en conformité *Australie – Saumons (article 21:5 – Canada)* a suivi le même ordre et a constaté tout d'abord que les mesures contestées n'étaient pas établies sur la base d'une évaluation des risques et étaient donc incompatibles avec l'article 5:1.[1351] Il a ensuite constaté que les mêmes mesures étaient, par implication, également incompatibles avec l'article 2:2.[1352]

7.213 Toutefois, certains groupes spéciaux ont suivi une approche différente. Le Groupe spécial de la mise en conformité *Japon – Pommes (article 21:5 – États-Unis)*, par exemple, a constaté tout d'abord que la mesure contestée n'était pas étayée par des preuves scientifiques suffisantes et qu'elle était donc incompatible avec l'article 2:2.[1353] Il a ensuite constaté que la même mesure n'était pas établie sur la base d'une évaluation des risques et était donc également incompatible avec l'article 5:1.[1354] Le Groupe spécial initial *Japon – Pommes* avait suivi une approche semblable.[1355]

7.214 Le lien étroit entre les articles 2:2, 5:1 et 5:2 de l'Accord SPS ne signifie pas que ces dispositions sont identiques. Sinon, l'une d'entre elles au moins serait redondante. À cet égard, le Groupe spécial sait que, comme l'a noté l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Essence*, en vertu de la règle générale d'interprétation énoncée dans la Convention de Vienne sur le droit des traités, "l'interprétation doit donner sens et effet à tous les termes d'un traité" et "[u]n interprète n'est pas libre d'adopter une interprétation qui aurait pour résultat de rendre redondants ou inutiles des clauses ou des paragraphes entiers d'un traité".[1356] En ce qui concerne l'obligation spécifique voulant que les mesures SPS soient fondées sur des principes scientifiques, l'article 2:2 met directement l'accent sur le lien nécessaire qui doit exister entre la mesure SPS et les principes et preuves scientifiques. Au titre de l'article 5:1 et 5:2 de l'Accord SPS, un tel lien demeure nécessaire, mais il est indirect car il repose sur la prescription imposant de procéder à une évaluation des risques. Toute mesure SPS doit être établie sur la base d'une évaluation des risques, qui, à son tour, doit être fondée sur des preuves scientifiques.

7.215 Dans les circonstances de la présente affaire, le Groupe spécial traitera des allégations simultanées de la Nouvelle-Zélande au titre des articles 2:2 et 5:1 de l'Accord SPS, en commençant son analyse par les allégations "plus spécifiques" au titre de l'article 5:1 et 5:2. En l'espèce, l'Australie a justifié ses mesures SPS au moyen d'une évaluation des risques. Les preuves scientifiques qui étayent les mesures devraient apparaître (et, d'après l'Australie, apparaissent) dans l'évaluation des risques. En conséquence, le point de départ logique pour examiner une contestation à l'encontre du raisonnement et du fondement juridique des mesures consiste à se demander si l'évaluation des risques est conforme aux prescriptions énoncées dans l'Accord SPS. En se centrant sur l'IRA de l'Australie, le Groupe spécial peut ensuite déterminer si les mesures SPS de l'Australie concernant l'importation de pommes de Nouvelle-Zélande sont imposées et maintenues sans preuves scientifiques suffisantes. Cela supposera d'examiner l'IRA de l'Australie à la lumière des obligations énoncées à l'article 5:1, tout en gardant présents à l'esprit les facteurs indiqués à l'article 5:2.

[1350] Rapport du Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, paragraphes 7.3393 à 7.3396.
[1351] Rapport du Groupe spécial *Australie – Saumons (article 21:5 – Canada)*, paragraphe 7.83.
[1352] Rapport du Groupe spécial *Australie – Saumons (article 21:5 – Canada)*, paragraphe 7.85.
[1353] Rapport du Groupe spécial *Japon – Pommes (article 21:5 – États-Unis)*, paragraphe 8.120.
[1354] Rapport du Groupe spécial *Japon – Pommes (article 21:5 – États-Unis)*, paragraphe 8.157.
[1355] Rapport du Groupe spécial *Japon – Pommes*, paragraphes 8.199 et 8.290.
[1356] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Essence*, page 24.

2. Critère d'examen

a) Résumé des arguments des parties

7.216 Rappelant ce qu'a dit l'Organe d'appel, l'Australie fait observer que le Groupe spécial devrait appliquer un critère d'examen spécifique à l'Accord SPS et à l'obligation particulière en question.[1357] Conformément à ce critère, quand un Membre a agi de bonne foi pour s'acquitter de ses obligations au titre de l'Accord SPS, un groupe spécial devrait observer, dans le cadre de son rôle d'établissement des faits, un certain degré de déférence (mais pas une déférence totale) lorsqu'il examine les décisions réglementaires de ce Membre.[1358] Les groupes spéciaux devraient observer un niveau de déférence relativement faible à l'égard d'une décision d'un Membre visant à satisfaire à des prescriptions spécifiques ou à gérer l'incidence sur le commerce des moyens par lesquels il cherche à arriver à des fins particulières, et non liée à des questions d'appréciation scientifique ou réglementaire.[1359]

7.217 L'Australie fait valoir que, lorsqu'"un Membre a obtenu une évaluation des risques complète et transparente et s'est appuyé sur cette évaluation" pour adopter des mesures SPS, l'Accord SPS impose une limite importante à la sphère de compétence d'un groupe spécial. Il n'appartiendrait pas au groupe spécial d'effectuer sa propre évaluation, en procédant à un examen *de novo* des preuves scientifiques; mais, le groupe spécial devrait plutôt observer une déférence considérable (mais pas une déférence totale) à l'égard de l'évaluation des risques.[1360] Lorsqu'il examine le fondement scientifique de cette évaluation des risques, le groupe spécial a pour rôle de déterminer si une évaluation des risques valable a été effectuée, en examinant si la décision du responsable de l'évaluation des risques était objective et crédible.[1361] Un groupe spécial n'a pas besoin d'étudier les preuves scientifiques de façon approfondie pour s'acquitter de l'obligation qui lui incombe de procéder à une "évaluation objective des faits", à moins que le plaignant n'ait établi que le groupe spécial ne peut pas avoir une confiance raisonnable dans l'évaluation des risques en montrant que cette évaluation n'est ni objective ni crédible, que le responsable de l'évaluation des risques n'a pas tenu compte des preuves qui auraient conduit à un niveau plus faible du risque évalué, et que les vices relevés, quels qu'ils soient, sont "assez graves" pour empêcher le groupe spécial d'avoir une confiance raisonnable dans l'évaluation effectuée.[1362] Pour avoir une indication de cette "gravité", il faut savoir "si elle *empêche* un groupe spécial d'avoir une confiance raisonnable dans l'évaluation des risques

[1357] Première communication écrite de l'Australie, paragraphes 176 à 179, rappelant le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux VI (article 21:5 – Canada)*, paragraphe 92; le rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Chaussures (CE)*, paragraphe 121; le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphes 102 à 105; et le rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 115; déclaration orale finale de l'Australie à la première réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, paragraphes 11 à 14; réponse de l'Australie aux questions n° 55 et 56 du Groupe spécial après la première réunion de fond.

[1358] Première communication écrite de l'Australie, paragraphes 180 à 183.

[1359] Première communication écrite de l'Australie, paragraphes 189 et 190.

[1360] Première communication écrite de l'Australie, paragraphes 191 à 199; déclaration orale liminaire de l'Australie à la première réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, paragraphe 36. Voir aussi la réponse de l'Australie à la question n° 57 du Groupe spécial après la première réunion de fond.

[1361] Première communication écrite de l'Australie, paragraphes 191 à 199 et 241.

[1362] Première communication écrite de l'Australie, paragraphes 206, 207, 346, 347 et 875; déclaration orale liminaire de l'Australie à la première réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, paragraphe 39; déclaration orale finale de l'Australie à la première réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, paragraphe 15; deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphes 35 à 40; déclaration orale liminaire de l'Australie à la deuxième réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, paragraphes 6 et 21; déclaration orale finale de l'Australie à la deuxième réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, paragraphe 2. Voir aussi la réponse de l'Australie à la question n° 58 du Groupe spécial après la première réunion de fond; la deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphes 1 et 7.

dans son ensemble. Cette confiance raisonnable peut être amoindrie [s']il apparaît que le vice en question a conduit à une différence importante dans le résultat de l'évaluation".[1363]

7.218 Après l'établissement du présent Groupe spécial, l'Organe d'appel a remis son rapport sur l'affaire *Canada/États-Unis – Maintien de la suspension*. Ultérieurement, l'Australie a noté que, "[l]'Organe d'appel [ayant maintenant] donné des indications détaillées sur le critère d'examen d'un groupe spécial en ce qui concerne les évaluations des risques, elle ne [jugeait] plus nécessaire d'utiliser les mots "déférence" ou "déférence considérable"".[1364]

7.219 L'Australie ajoute que la Nouvelle-Zélande n'a pas relevé de vices dans l'IRA, "à plus forte raison des vices suffisamment graves pour empêcher le Groupe spécial d'avoir une "confiance raisonnable" dans l'évaluation effectuée" en ce qui concerne l'utilisation dans l'IRA d'une méthode semi-quantitative[1365], l'évaluation des risques pour le feu bactérien[1366], l'évaluation des risques pour le chancre européen[1367], l'évaluation des risques pour la cécidomyie des feuilles du pommier[1368], et en ce qui concerne l'évaluation de la probabilité de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination des parasites pertinents en fonction des mesures SPS qui pourraient être appliquées.[1369]

7.220 En réponse, la Nouvelle-Zélande fait observer que le critère d'examen approprié en l'espèce est énoncé à l'article 11 du Mémorandum d'accord.[1370] Le Groupe spécial devrait se centrer sur l'examen du caractère suffisant des preuves scientifiques qui sous-tendent les mesures SPS de l'Australie, en déterminant si l'IRA est étayé par un raisonnement cohérent et des preuves scientifiques respectables et est, en ce sens, objectivement justifiable.[1371] La Nouvelle-Zélande note que le "résultat cumulé de toutes les questions soulevées par la Nouvelle-Zélande en ce qui concerne l'évaluation des risques effectuée dans l'IRA est que l'Australie ne s'est pas acquittée de ses obligations au titre de l'article 5:1 de l'Accord SPS".[1372]

[1363] Réponse de l'Australie à la question n° 2 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphe 14. Observations de l'Australie sur les réponses de la Nouvelle-Zélande aux questions du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphes 33 et 34.

[1364] Deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphe 15, note de bas de page 13. Voir aussi la déclaration orale liminaire de l'Australie à la deuxième réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, paragraphe 20.

[1365] Première communication écrite de l'Australie, paragraphes 288 à 342. Voir aussi la deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphes 10 et 238 à 312; la déclaration orale liminaire de l'Australie à la deuxième réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, paragraphes 34 à 58.

[1366] Première communication écrite de l'Australie, paragraphes 349 à 525. Voir aussi la deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphes 313 à 452.

[1367] Première communication écrite de l'Australie, paragraphes 526 à 719. Voir aussi la deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphes 453 à 612.

[1368] Première communication écrite de l'Australie, paragraphes 720 à 851. Voir aussi la deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphes 614 à 700.

[1369] Première communication écrite de l'Australie, paragraphes 852 à 874. Voir aussi la deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphes 727 à 729.

[1370] Déclaration orale liminaire de la Nouvelle-Zélande à la première réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, paragraphe 32; deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 2.43 et 2.44.

[1371] Déclaration orale liminaire de la Nouvelle-Zélande à la deuxième réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, paragraphes 31 et 32.

[1372] Déclaration orale liminaire de la Nouvelle-Zélande à la première réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, paragraphe 112. Voir aussi la deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.297; la déclaration orale liminaire de la Nouvelle-Zélande à la deuxième réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, paragraphe 33; la réponse de la Nouvelle-Zélande aux questions n° 2 et 3 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphes 6, 7 et 8.

7.221 La Nouvelle-Zélande rejette l'argument de l'Australie selon lequel le Groupe spécial devrait observer "une déférence considérable" à l'égard de l'IRA. Ce critère n'a aucun fondement dans le texte de l'Accord SPS ou du Mémorandum d'accord et aucun fondement dans les constatations antérieures de l'Organe d'appel et des groupes spéciaux de l'OMC.[1373] L'affirmation de l'Australie selon laquelle, au titre de l'article 5:1, le rôle approprié du Groupe spécial est de déterminer si ses mesures sont établies sur la base "d'une évaluation des risques objective et crédible" est étroitement liée au critère de la "déférence considérable" proposé par l'Australie, critère qui a été rejeté par les groupes spéciaux et l'Organe d'appel.[1374]

7.222 La Nouvelle-Zélande ajoute que l'argument de l'Australie selon lequel la Nouvelle-Zélande devrait montrer qu'il y a des "vices graves" dans l'IRA n'est pas étayé par la jurisprudence, pas plus que la suggestion de l'Australie selon laquelle la Nouvelle-Zélande doit démontrer qu'il y a des "vices graves" à chaque étape de l'évaluation des risques.[1375]

b) Analyse par le Groupe spécial

7.223 L'Organe d'appel a noté à plusieurs reprises que "l'article 11 du Mémorandum d'accord "énon[çait] d'une manière très succincte mais suffisamment claire le critère d'examen approprié pour les groupes spéciaux"[1376] appelés à examiner l'évaluation des faits au titre de l'*Accord SPS*".[1377] La partie pertinente de l'article 11 du Mémorandum d'accord dispose ce qui suit:

> "[U]n groupe spécial devrait procéder à une évaluation objective de la question dont il est saisi, y compris une évaluation objective des faits de la cause, de l'applicabilité des dispositions des accords visés pertinents et de la conformité des faits avec ces dispositions, et formuler d'autres constatations propres à aider l'ORD à faire des recommandations ou à statuer ainsi qu'il est prévu dans les accords visés."

7.224 L'Organe d'appel a noté qu'"en ce qui concerne l'établissement des faits par les groupes spéciaux, le critère applicable n'était "ni l'examen *de novo* proprement dit, ni la "déférence totale", mais "l'évaluation objective des faits"""".[1378]

7.225 Comme l'Organe d'appel l'a noté dans son rapport *Canada/États-Unis – Maintien de la suspension*, la tâche d'un groupe spécial appelé à examiner la compatibilité d'une mesure SPS avec l'article 5:1 de l'Accord SPS est de déterminer si cette mesure SPS est dûment établie sur la base d'une évaluation des risques. Tandis qu'il appartient au Membre de l'OMC d'effectuer l'évaluation des risques, la tâche du groupe spécial consiste à examiner cette évaluation. Un groupe spécial qui va au-delà de ce mandat et agit en tant que responsable de l'évaluation des risques substituerait son

---

[1373] Déclaration orale liminaire de la Nouvelle-Zélande à la première réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, paragraphes 11, 33 et 34; déclaration orale finale de la Nouvelle-Zélande à la première réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, paragraphe 4; deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 2.45 à 2.64. Voir aussi la réponse de la Nouvelle-Zélande à la question n° 56 du Groupe spécial après la première réunion de fond; la déclaration orale liminaire de la Nouvelle-Zélande à la deuxième réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, paragraphes 18 à 22, 27 et 33.

[1374] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 2.299 à 2.301.

[1375] Réponse de la Nouvelle-Zélande aux questions n° 2, 3 et 4 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphes 6, 7 et 9. Observations de la Nouvelle-Zélande sur la réponse de l'Australie aux questions n° 2 et 3 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphes 4 et 8.

[1376] *(note de bas de page de l'original)* [Rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*], paragraphes 115 et 116.

[1377] Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Maintien de la suspension*, paragraphe 587, citant le rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphes 113 et 114.

[1378] Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Maintien de la suspension*, paragraphe 589, citant le rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 117.

propre jugement scientifique à celui du responsable de l'évaluation des risques et ferait un examen *de novo*. Par conséquent, le groupe spécial outrepasserait ses fonctions au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord. "En conséquence, le pouvoir en matière d'examen d'un groupe spécial ... est ... de déterminer si cette évaluation des risques est étayée par un raisonnement cohérent et des preuves scientifiques respectables et est, en ce sens, objectivement justifiable."[1379]

> "En conséquence, lorsqu'il examine la compatibilité d'une mesure SPS avec l'article 5:1 de l'*Accord SPS*, un groupe spécial doit, tout d'abord, identifier le fondement scientifique sur la base duquel la mesure SPS a été adoptée. … Après avoir identifié le fondement scientifique sur lequel repose la mesure SPS, le groupe spécial doit ensuite vérifier que ce fondement provient d'une source respectée et compétente. … Un groupe spécial devrait aussi évaluer si le raisonnement énoncé sur la base des preuves scientifiques est objectif et cohérent. Autrement dit, un groupe spécial devrait examiner si les conclusions particulières tirées par le Membre qui évalue le risque sont suffisamment étayées par les preuves scientifiques utilisées à cette fin. Enfin, le groupe spécial doit déterminer si les résultats de l'évaluation des risques "justifient suffisamment" la mesure SPS en cause.[1380]"[1381]

7.226 Dans les considérations ci-dessus, le Groupe spécial trouve suffisamment d'indications sur la manière d'examiner les mesures SPS de l'Australie. Il ne voit aucune raison d'énoncer un critère d'examen qui s'écarte de ces indications. En tout état de cause, il note que, dans sa deuxième communication écrite, l'Australie a indiqué qu'elle n'insisterait plus sur la suggestion qu'elle avait faite précédemment et selon laquelle, dans son analyse des mesures SPS de l'Australie au titre de l'article 5:1, le Groupe spécial devrait observer "une déférence considérable" à l'égard de l'IRA de l'Australie.[1382]

7.227 L'Australie a repris les propos du Groupe spécial de la mise en conformité *Australie – Saumons (article 21:5 – Canada)*, qui avait souligné qu'il pouvait "difficilement dire que la définition succincte d'évaluation des risques qui figur[ait] au paragraphe 4 de l'Annexe A – dans laquelle il [était] uniquement fait mention de l'"évaluation de la probabilité" – comport[ait] des exigences particulières telles que des défauts mineurs ou des erreurs d'analyse portant sur des questions de détail empêcheraient une étude de répondre à la définition d'évaluation des risques figurant dans l'Accord SPS".[1383] Ce Groupe spécial a ajouté que "certaines études [étaient] parfois viciées ou biaisées au point de ne pouvoir être qualifiées d'objectives, quel que soit le critère retenu. À notre avis, de telles études ne devraient pas être considérées comme une évaluation des risques au sens de l'Accord SPS".[1384]

7.228 Le raisonnement fait par le Groupe spécial de la mise en conformité *Australie – Saumons (article 21:5 – Canada)* n'est pas nécessairement contraire aux règles générales relatives au critère d'examen approprié prévues par l'ORD et expliquées par l'Organe d'appel. Le groupe spécial reste tenu de procéder à une évaluation objective de la question dont il est saisi. Ce n'est qu'en fonction des circonstances propres à chaque affaire qu'un groupe spécial peut évaluer si les vices ou les erreurs d'analyse dont l'existence dans une évaluation des risques est alléguée et démontrée par le plaignant sont simplement mineurs ou s'ils sont suffisamment graves pour conclure que l'évaluation des risques n'est pas étayée par un raisonnement cohérent et des preuves scientifiques respectables, et n'est pas, en

---

[1379] Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Maintien de la suspension*, paragraphe 590.
[1380] *(note de bas de page de l'original)* [Rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*], paragraphe 193.
[1381] Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Maintien de la suspension*, paragraphe 591.
[1382] Deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphe 15, note de bas de page 13.
[1383] Rapport du Groupe spécial *Australie – Saumons (article 21:5 – Canada)*, paragraphe 7.47. Voir, par exemple, la première communication écrite de l'Australie, paragraphe 206.
[1384] Rapport du Groupe spécial *Australie – Saumons (article 21:5 – Canada)*, paragraphe 7.47.

ce sens, objectivement justifiable. Dans le même temps, un certain nombre de "défauts mineurs ou [d']erreurs d'analyse portant sur des questions de détail" peuvent avoir un effet cumulé qui remettrait en question la cohérence et l'objectivité des conclusions tirées par le Membre qui évalue les risques.

7.229 Le Groupe spécial examinera donc l'IRA de l'Australie, en considérant son fondement scientifique et son raisonnement à la lumière des vices allégués qui ont été relevés par la Nouvelle-Zélande, afin de déterminer si la Nouvelle-Zélande a établi *prima facie* que l'IRA n'était pas une évaluation des risques adéquate au sens de l'article 5:1 de l'Accord SPS.

3. Résumé des arguments des parties au titre de l'article 5:1 et 5:2 de l'Accord SPS

7.230 Comme il a été noté plus haut, la Nouvelle-Zélande fait valoir que l'IRA de l'Australie n'est pas une évaluation des risques au sens de l'article 5:1 de l'Accord SPS.[1385] L'Australie n'a pas évalué de façon adéquate la probabilité de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination des trois parasites pertinents et n'a pas non plus évalué cette probabilité en fonction des mesures SPS qui pourraient être appliquées.[1386] De l'avis de la Nouvelle-Zélande, "les conclusions de l'IRA ne sont pas suffisamment étayées par les preuves scientifiques utilisées à cette fin".[1387] Dans la mesure où il n'existe pas d'évaluation des risques adéquate pour étayer les mesures de l'Australie, ces mesures ne peuvent pas être considérées comme étant "établies sur la base" d'une évaluation des risques.[1388]

7.231 La Nouvelle-Zélande ne conteste pas en soi le choix de l'Australie d'utiliser une approche semi-quantitative pour évaluer le risque associé aux trois parasites en cause dans le présent différend. Toutefois, elle fait valoir qu'une telle approche peut donner une impression trompeuse d'objectivité et de précision.[1389] En outre, à son avis, l'application particulière de la méthode semi-quantitative utilisée dans l'IRA donne une estimation du risque faussée, transformant des événements "qui ne se produiraient presque certainement pas" en événements qui "seront censés se produire relativement fréquemment", et des "filières qui n'existaient pas" en "filières continues de transmission des parasites".[1390] La Nouvelle-Zélande fait également valoir ce qui suit:

> "[E]n ce qui concerne bon nombre des différentes étapes dans les filières pertinentes … les évaluations faites dans l'IRA surestiment largement le risque. … [D]ans bien des cas, ce sont des événements dont il n'a jamais été démontré qu'ils se produisaient et pour lesquels il n'existe aucune preuve scientifique donnant à penser qu'ils se produiraient. De plus, les chiffres réellement attribués dans l'IRA ne sont pas étayés par les données scientifiques. L'effet de distorsion est exacerbé dans les cas où un certain nombre de ces événements se produisent dans la même filière."[1391]

7.232 La Nouvelle-Zélande relève trois "vices de méthode fondamentaux" dans l'IRA de l'Australie qui, combinés, aboutiraient à une probabilité de l'entrée, de l'établissement et de la dissémination des

---

[1385] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.158. Voir aussi la première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.153.

[1386] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 1.8, 4.158, 4.403 et 4.404. Voir aussi la première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 4.160, 4.204 à 4.206, 4.207, 4.265, 4.333, 4.378, 4.383 et 4.402; et la deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 2.293 à 2.803.

[1387] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.296.

[1388] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.153. Voir aussi la réponse de la Nouvelle-Zélande à la question n° 117 du Groupe spécial après la première réunion de fond, paragraphe 257; la deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.794.

[1389] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.165; deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.327.

[1390] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 4.171 à 4.173.

[1391] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.297.

parasites en cause largement surestimée. Selon la Nouvelle-Zélande, "[c]es vices amplifient l'évaluation du risque, transformant ce qui constitue souvent les possibilités les plus lointaines en événements dont on estime qu'ils se produisent avec une certaine fréquence".[1392] Le premier vice de méthode relevé par la Nouvelle-Zélande est le choix fait dans l'IRA d'"une valeur maximale artificiellement gonflée [de 1×10^{-6}] pour la probabilité d'événements ayant une probabilité négligeable de se produire".[1393] Le deuxième vice de méthode est l'"utilisation inappropriée d'[une] distribution uniforme pour modéliser la probabilité des événements, en particulier ceux qui ont une probabilité "négligeable" de se produire".[1394] Le troisième vice de méthode est "la surestimation du volume projeté du commerce" de pommes de Nouvelle-Zélande.[1395]

7.233 La Nouvelle-Zélande indique que les mesures de l'Australie sont également incompatibles avec l'article 5:2 de l'Accord SPS. À diverses reprises, l'IRA de l'Australie n'a pas accordé une véritable attention aux preuves scientifiques pertinentes; aux procédés et méthodes de production pertinents; aux méthodes d'inspection, d'échantillonnage et d'essai pertinentes; à la prévalence des maladies ou des parasites pertinents; et aux conditions environnementales pertinentes.[1396]

7.234 L'Australie répond que l'IRA est une évaluation des risques adéquate au sens de l'article 5:1 de l'Accord SPS. La Nouvelle-Zélande ne reconnaît pas que les évaluations des risques doivent faire face à l'incertitude scientifique, qui ne peut être levée ou prise en compte que "par l'exercice du jugement d'experts conformément aux prescriptions spécifiques à chaque affaire".[1397] La question juridique que le Groupe spécial doit examiner n'est pas de savoir si "l'autre présentation scientifique" de la Nouvelle-Zélande est crédible, ni même si elle représente l'opinion dominante, mais si les mesures de l'Australie sont établies sur la base d'une évaluation des risques objective et cohérente.[1398] À cet égard, l'Australie considère que pour établir que le raisonnement exposé dans l'IRA n'est pas objectif ni cohérent, la Nouvelle-Zélande devrait étayer l'existence de vices graves dans cette évaluation; des vices mineurs ne seraient pas suffisants pour porter atteinte à l'objectivité et la cohérence globales de l'IRA.[1399]

7.235 L'Australie fait également valoir que la Nouvelle-Zélande ne saisit pas que les évaluations des risques doivent être appropriées en fonction des circonstances et, donc, qu'elles doivent tenir compte

---

[1392] *Ibid.*

[1393] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.172. Voir aussi la première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 4.174 à 4.186; la deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 2.333 à 2.352.

[1394] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.172. Voir aussi la première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 4.187 à 4.193; la deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 2.353 à 2.358.

[1395] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.172. Voir aussi la première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 4.194 à 4.203; la deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 2.359 à 2.367.

[1396] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 1.11, 1.12 et 4.111 à 4.128; déclaration orale liminaire de la Nouvelle-Zélande à la première réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, paragraphes 113 et 114. Voir aussi la réponse de la Nouvelle-Zélande à la question n° 121 du Groupe spécial après la première réunion de fond, paragraphes 259 à 265; la deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 2.804 à 2.816; la déclaration orale liminaire de la Nouvelle-Zélande à la deuxième réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, paragraphe 110; la réponse de la Nouvelle-Zélande à la question n° 116 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphes 182 à 186; et les observations de la Nouvelle-Zélande sur la réponse de l'Australie à la question n° 116 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphe 269.

[1397] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 233. Voir aussi la première communication écrite de l'Australie, paragraphes 231 à 235; la deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphes 111 à 116.

[1398] Première communication écrite de l'Australie, paragraphes 240 et 241.

[1399] Deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphe 35.

des situations spécifiques par pays. Du fait que le secteur agricole et la diversité biologique de l'Australie dépendent tous deux de la situation du pays en matière de parasites et de maladies, les risques d'incursion de parasites et de maladies en Australie sont souvent graves et irréversibles.[1400] L'Australie ajoute que la Nouvelle-Zélande tente, à tort, d'établir une analogie directe entre les constatations du Groupe spécial *Japon – Pommes* et le présent différend. Les rapports concernant l'affaire *Japon – Pommes* ne constituent pas une évaluation des risques et leurs constatations sont spécifiques aux circonstances de cette affaire, qui sont différentes des faits en l'espèce.[1401]

7.236 L'Australie rejette l'affirmation de la Nouvelle-Zélande selon laquelle l'IRA n'a pas évalué de façon adéquate la probabilité de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination des trois parasites pertinents et selon laquelle il n'a pas évalué cette probabilité en fonction des mesures SPS qui pourraient être appliquées.[1402] L'Australie fait valoir à cet égard que l'IRA a attribué de façon adéquate une estimation quantitative ou qualitative de la probabilité à chaque étape de l'évaluation des risques.[1403] De même, elle rejette la plainte de la Nouvelle-Zélande concernant la prise en compte dans l'IRA d'événements ayant une probabilité "négligeable" de se produire.[1404]

7.237 De l'avis de l'Australie, la Nouvelle-Zélande ne peut pas établir des éléments *prima facie* à l'encontre de l'IRA au titre de l'article 5:1 de l'Accord SPS en procédant à sa propre évaluation des risques selon sa propre méthode.[1405] L'Australie fait en outre valoir que la Nouvelle-Zélande n'a pas relevé de vices dans la méthode semi-quantitative utilisée dans l'IRA[1406] et qu'il est inapproprié que la Nouvelle-Zélande se soit appuyée, à cet égard, sur un manuel de l'OIE.[1407] L'Australie estime également que l'utilisation dans l'IRA d'un intervalle de probabilité de $0\text{-}10^{-6}$ est appropriée[1408], que l'utilisation dans l'IRA d'une distribution uniforme n'a pas artificiellement gonflé le risque[1409] et que les affirmations de la Nouvelle-Zélande concernant le volume du commerce reposent sur des hypothèses inexactes.[1410]

7.238 S'agissant de l'argument de la Nouvelle-Zélande selon lequel les mesures contestées sont également incompatibles avec l'article 5:2 de l'Accord SPS, l'Australie répond que l'équipe chargée de l'IRA a tenu compte de tous les facteurs énumérés à l'article 5:2, y compris ceux qui ont été indiqués par la Nouvelle-Zélande, et que la Nouvelle-Zélande n'a pas démontré le contraire. L'Australie fait valoir en outre que l'interprétation de l'article 5 par la Nouvelle-Zélande comme étant une obligation d'accorder "une véritable attention" à ces facteurs n'est pas fondée sur le texte de la disposition et

---

[1400] Première communication écrite de l'Australie, paragraphes 243 à 249. Voir aussi la deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphes 117 à 121.

[1401] Première communication écrite de l'Australie, paragraphes 250 à 261. Voir aussi la déclaration orale liminaire de l'Australie à la première réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, paragraphe 19.

[1402] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 263.

[1403] Première communication écrite de l'Australie, paragraphes 265 à 268.

[1404] Première communication écrite de l'Australie, paragraphes 269 à 275.

[1405] Première communication écrite de l'Australie, paragraphes 279 à 287.

[1406] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 288. Voir aussi la deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphes 222 à 237; la déclaration orale liminaire de l'Australie à la deuxième réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, paragraphes 34 et 35.

[1407] Première communication écrite de l'Australie, paragraphes 290 à 294.

[1408] Première communication écrite de l'Australie, paragraphes 295 à 311. Voir aussi la deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphes 242 à 246; la déclaration orale liminaire de l'Australie à la deuxième réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, paragraphes 36 à 46.

[1409] Première communication écrite de l'Australie, paragraphes 312 à 318. Voir aussi la deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphes 264 à 274; la déclaration orale liminaire de l'Australie à la deuxième réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, paragraphes 47 à 52.

[1410] Première communication écrite de l'Australie, paragraphes 319 à 341. Voir aussi la deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphes 275 à 311; la déclaration orale liminaire de l'Australie à la deuxième réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, paragraphes 53 à 57.

consiste plutôt simplement à se plaindre de ce que l'équipe chargée de l'IRA a eu au sujet de ces facteurs un point de vue différent de celui de la Nouvelle-Zélande.[1411]

7.239 Enfin, l'Australie fait valoir que l'IRA fait une évaluation objective et crédible de la probabilité de l'entrée, de l'établissement et de la dissémination des trois parasites pertinents, ainsi que des conséquences biologiques et économiques qui pourraient en résulter, et que la Nouvelle-Zélande ne prouve pas le contraire.[1412] Elle conclut que ses mesures sont compatibles avec l'article 5:1 de l'Accord SPS et, en conséquence, également avec l'article 2:2.[1413]

4. Prescriptions concernant le feu bactérien

7.240 L'IRA contient une section exposant la biologie de la maladie bactérienne du feu bactérien, une description du scénario de risque, une analyse de la probabilité de l'entrée, de l'établissement et de la dissémination du feu bactérien, une évaluation des conséquences, une description du risque non réduit et, enfin, une analyse des mesures de gestion des risques.[1414]

7.241 Dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, la Nouvelle-Zélande conteste les prescriptions suivantes imposées par l'Australie en ce qui concerne le feu bactérien:

- "La prescription voulant que les pommes proviennent de zones exemptes de symptômes du feu bactérien.

- La prescription voulant que les vergers/blocs soient inspectés pour détecter la présence de symptômes du feu bactérien, y compris qu'ils soient inspectés avec une intensité permettant, avec un niveau de confiance de 95 pour cent, de détecter les symptômes visuels si 1 pour cent des arbres en sont porteurs, et que ces inspections aient lieu dans les quatre à sept semaines suivant la floraison.

- La prescription voulant que soit élaborée et approuvée une méthode d'inspection des vergers/blocs qui traite de questions comme la visibilité des symptômes dans la partie supérieure des arbres, le temps d'inspection nécessaire et le nombre d'arbres à inspecter pour atteindre le niveau d'efficacité, ainsi que la formation et la certification des inspecteurs.

- La prescription voulant qu'un verger/bloc fasse l'objet d'une suspension pour la saison au motif qu'il y a des éléments indiquant que les arbres ont été taillés ou que d'autres activités ont eu lieu avant l'inspection, qui pourraient constituer une tentative d'éliminer ou de cacher des symptômes du feu bactérien.

- La prescription voulant qu'un verger/bloc fasse l'objet d'une suspension pour la saison du fait de la détection de symptômes visuels du feu bactérien.

- La prescription voulant que les pommes soient soumises à un traitement de désinfection dans la station de conditionnement.

[1411] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 877 à 880; deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphes 147 à 153.

[1412] Première communication écrite de l'Australie, paragraphes 348 à 874. Voir aussi la deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphes 313 à 444, 453 à 605, 614 à 702 et 731 à 733.

[1413] Première communication écrite de l'Australie, paragraphes 344, 875 et 876.

[1414] IRA de l'Australie, partie B, pages 51 à 116.

- La prescription voulant que tout l'équipement de calibrage et de conditionnement qui entre directement en contact avec les pommes soit nettoyé et désinfecté (à l'aide d'un désinfectant agréé) immédiatement avant chaque opération de conditionnement pour l'Australie.

- La prescription voulant que les stations de conditionnement enregistrées pour exporter des pommes ne traitent que les fruits provenant de vergers enregistrés."[1415]

7.242 La Nouvelle-Zélande fait valoir que:

> "L'affirmation de l'Australie selon laquelle les pommes mûres asymptomatiques constituent une filière de transmission du feu bactérien n'est pas étayée par des preuves scientifiques. L'existence d'une telle filière n'a pas été établie … L'affirmation de l'Australie n'est pas étayée par des données scientifiques. Des spéculations au sujet d'une filière de transmission ne constituent pas des "preuves scientifiques suffisantes" au sens de l'article 2:2 [de l'Accord SPS]. La probabilité de la coïncidence de circonstances qui serait nécessaire pour établir l'existence d'une telle filière de transmission de la maladie par le biais de fruits mûrs asymptomatiques est négligeable."[1416]

7.243 De l'avis de la Nouvelle-Zélande, "[l]'IRA n'évalue pas la "probabilité" de l'entrée, de l'établissement et de la dissémination du feu bactérien, ni les conséquences biologiques et économiques qui pourraient en résulter au sens du paragraphe 4 de l'Annexe A. En conséquence, l'Australie ne s'est pas acquittée de ses obligations au titre de l'article 5:1 de l'Accord SPS".[1417]

7.244 La Nouvelle-Zélande ajoute que l'Australie manque également à ses obligations au titre de l'article 5:1 de l'Accord SPS parce que "[l]'IRA n'évalue pas la probabilité de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination des maladies et des parasites constituant un sujet de préoccupation "en fonction des mesures sanitaires et phytosanitaires qui pourraient être appliquées" et, par conséquent, ne satisfait pas à la troisième prescription relative à une évaluation des risques au sens du paragraphe 4 de l'Annexe A".[1418]

7.245 Le Groupe spécial commencera par examiner les prescriptions de l'Australie en ce qui concerne le feu bactérien au titre de l'article 5:1 et 5:2 de l'Accord SPS, en mettant l'accent sur les vices spécifiques allégués de l'IRA que la Nouvelle-Zélande a relevés dans ses diverses communications. Il examinera si la Nouvelle-Zélande a dûment fait valoir que:

a) l'IRA comporte des vices de méthode qui entraînent une large surestimation de la probabilité de l'entrée, de l'établissement et de la dissémination du feu bactérien, ainsi

---

[1415] *Australie – Pommes*, Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande (WT/DS367/5), 7 décembre 2007, jointe en tant qu'annexe A-1 au présent rapport, pages 1 et 2. Voir aussi l'IRA de l'Australie, partie B, pages 105 à 116.

[1416] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 4.7 et 4.8. Voir aussi la première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 4.10, 4.31, 4.32, 4.51 et 4.150; la deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 2.104 à 2.124.

[1417] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.265. Voir aussi la première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 4.208 à 4.265, 4.403 et 4.404; la deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 2.293, 2.368 et 2.458

[1418] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.402. Voir aussi la première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 4.403, 4.404 et 4.384 à 4.392; la déclaration orale liminaire de la Nouvelle-Zélande à la première réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, paragraphes 108 à 111; la deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.785.

que des autres parasites pertinents en l'espèce, en Australie par le biais de pommes en provenance de Nouvelle-Zélande;

b) l'IRA a surestimé la probabilité de l'entrée, de l'établissement et de la dissémination du feu bactérien en Australie par le biais de pommes en provenance de Nouvelle-Zélande, y compris au moyen de l'estimation de diverses "étapes pour l'importation", et le raisonnement fait dans l'IRA à cet égard n'est pas dûment fondé sur des preuves scientifiques;

c) l'IRA a surestimé les conséquences biologiques et économiques qui pourraient résulter de l'entrée, de l'établissement et de la dissémination du feu bactérien en Australie, et le raisonnement fait dans l'IRA à cet égard n'est pas dûment fondé sur des preuves scientifiques;

d) l'IRA a surestimé le risque non réduit de feu bactérien présenté par les pommes en provenance de Nouvelle-Zélande, et le raisonnement fait dans l'IRA à cet égard n'est pas dûment fondé sur des preuves scientifiques; et

e) les prescriptions imposées par l'Australie en ce qui concerne le feu bactérien ne sont donc pas dûment fondées sur des preuves scientifiques et sont, par conséquent, incompatibles avec l'Accord SPS.

Par la suite, et au besoin, le Groupe spécial examinera l'allégation de la Nouvelle-Zélande selon laquelle l'IRA ne fournit pas une évaluation de la probabilité de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination du feu bactérien "en fonction des mesures sanitaires et phytosanitaires qui pourraient être appliquées".

7.246 Le Groupe spécial procédera à cet examen en commençant par les arguments avancés par la Nouvelle-Zélande spécifiquement dans le contexte de l'analyse faite dans l'IRA concernant le feu bactérien. Il suivra le même ordre que l'IRA, qui est généralement l'ordre dans lequel les parties ont formulé leurs arguments. En conséquence, il examinera les questions comme suit: les huit étapes pour l'importation décrites dans l'IRA; l'analyse de la proximité figurant dans l'IRA; l'analyse de l'exposition figurant dans l'IRA; l'analyse de l'établissement figurant dans l'IRA; l'analyse de la dissémination figurant dans l'IRA; l'analyse des conséquences biologiques et économiques qui pourraient en résulter figurant dans l'IRA; et l'analyse du risque non réduit de feu bactérien figurant dans l'IRA. Il examinera ensuite, au besoin, les arguments de la Nouvelle-Zélande concernant les vices de méthode allégués de l'IRA.

a) Surestimation alléguée concernant l'étape 1 pour l'importation

7.247 L'étape 1 pour l'importation représente la probabilité que le parasite pertinent soit présent dans les vergers de provenance.[1419]

i) Résumé des arguments des parties

7.248 En ce qui concerne l'étape 1 pour l'importation dans le cas du feu bactérien, la Nouvelle-Zélande fait valoir que l'estimation faite dans l'IRA selon laquelle *Erwinia amylovora* serait présente dans 100 pour cent des vergers de provenance en Nouvelle-Zélande est incorrecte et constitue une "surestimation importante".[1420] À son avis, cette conclusion est "fondée sur une

[1419] IRA de l'Australie, partie B, pages 19 à 21.

[1420] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.212. Voir aussi la deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.402.

interprétation erronée de la littérature scientifique et sur des hypothèses incorrectes, [et n'est] pas étayée par les preuves scientifiques".[1421]

7.249 La Nouvelle-Zélande soutient que les preuves citées dans l'IRA ne démontrent pas, comme il y est allégué, qu'"*E. amylovora* a été détectée en Nouvelle-Zélande aussi bien dans des vergers qui présentent des symptômes du feu bactérien … que dans des vergers qui n'en présentent pas".[1422] Elle ajoute qu'"il est largement admis dans la littérature scientifique et par la communauté scientifique que les fruits provenant de vergers qui ne présentent pas de symptômes du feu bactérien n'hébergent pas de populations d'*E. amylovora*".[1423] Elle rejette également la déclaration faite dans l'IRA selon laquelle "le feu bactérien causé par *E. amylovora* est répandu en Nouvelle-Zélande et étaye la conclusion selon laquelle la bactérie serait présente dans tous les vergers au moment de la récolte dans l'ensemble des grandes zones de production".[1424] Elle fait plutôt valoir que "le feu bactérien n'est pas couramment détecté dans tous les vergers en Nouvelle-Zélande; la maladie a un caractère sporadique".[1425]

7.250 Dans sa réponse, l'Australie soutient que, parce que l'IRA a constaté qu'"[a]ucun texte scientifique n'indiqu[ait] qu'une zone quelconque de Nouvelle-Zélande était exempte de la bactérie du feu bactérien et [que] le MAFNZ n'[avait] pas fourni de renseignements à l'appui du fait qu'une zone quelconque de production de pommes en Nouvelle-Zélande était exempte de la bactérie"[1426], il a conclu que la probabilité qu'*Erwinia amylovora* soit présente dans les vergers de provenance en Nouvelle-Zélande était de 1 (100 pour cent).[1427]

7.251 De l'avis de l'Australie, la Nouvelle-Zélande se méprend sur le but de l'étape 1 pour l'importation. Cette étape pour l'importation "ne concerne pas la présence d'*E. amylovora* sur des fruits, ni la manifestation (ou non-manifestation) de *symptômes* de la maladie. Elle concerne exclusivement la présence d'*E. amylovora* dans les *vergers* de provenance".[1428]

7.252 Comme l'Australie l'a dit:

> "[L]a présence ou l'absence de symptômes du feu bactérien, en elle-même, n'est pas un bon indicateur de la présence ou de l'absence d'*E. amylovora* dans un verger. L'organisme peut être présent dans un verger même si les symptômes de la maladie ne sont pas détectés, ou le verger est entouré d'hôtes alternes infectés. C'est précisément l'argument qui a été avancé dans l'analyse au titre de l'étape 1 pour l'importation figurant dans le Rapport IRA final.[1429] En conséquence, l'allégation de

---

[1421] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.209.

[1422] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.210. IRA de l'Australie, partie B, page 53, faisant référence à Hale *et al.*, "Occurrence of *Erwinia amylovora* on apple fruit in New Zealand" (1987), dans la pièce NZ-21; et Clark *et al.*, "A DNA approach to *Erwinia amylovora* detection in large scale apple testing and in epidemiological studies" (1993), dans la pièce NZ-53.

[1423] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.210, faisant référence à Thomson, "Epidemiology of fire blight" (2000), page 17, dans la pièce NZ-05; Roberts *et al.*, "The potential for spread of *Erwinia amylovora* and fire blight via commercial apple fruit" (1998), page 23, dans la pièce NZ-22; et Hale *et al.*, "Occurrence of *Erwinia amylovora* on apple fruit in New Zealand" (1987), dans la pièce NZ-21, page 37.

[1424] IRA de l'Australie, partie B, page 53.

[1425] Première communication de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.211, faisant référence à Thomson et Hale, "A comparison of fire blight incidence and environment between New Zealand and Western United States (1987), page 1, dans la pièce NZ-94.

[1426] IRA de l'Australie, partie B, page 54.

[1427] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 378.

[1428] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 379. (italique dans l'original; note de bas de page omise)

[1429] (*note de bas de page de l'original*) Rapport IRA final d'analyse, partie B, pages 53 et 54.

> la Nouvelle-Zélande selon laquelle "le feu bactérien n'est pas couramment détecté dans tous les vergers en Nouvelle-Zélande" parce que la "maladie a un caractère sporadique"[1430] est également dénuée de pertinence parce qu'elle se rapporte entièrement à la détection des symptômes de la maladie."[1431]

7.253 L'Australie estime qu'au titre de l'article 5:2 de l'Accord SPS, les responsables de l'évaluation des risques peuvent agir uniquement à partir des preuves scientifiques disponibles; à cet égard, ils ne seraient pas obligés de formuler des hypothèses sur des questions comme l'existence de vergers exempts de la bactérie sans une preuve fiable venant du Membre exportateur et indiquant que ces vergers sont en fait exempts d'*Erwinia amylovora*. Alors qu'il y avait des preuves étayant la conclusion selon laquelle aucun verger ne pouvait être considéré comme exempt d'*Erwinia amylovora*, il n'y avait aucune preuve démontrant qu'un verger d'exportation potentiel quelconque était exempt de la bactérie.[1432]

7.254 L'Australie conclut que l'IRA "ne donnait pas une interprétation erronée de la littérature scientifique, ne formulait pas d'hypothèses incorrectes et ne faisait pas abstraction des preuves scientifiques". En conséquence, elle estime que "la Nouvelle-Zélande n'a pas présenté d'arguments ni d'éléments de preuve indiquant que les conclusions de l'équipe chargée de l'IRA en ce qui concerne l'étape 1 pour l'importation étaient viciées".[1433]

ii) Analyse par le Groupe spécial

7.255 L'IRA estime que la probabilité qu'*Erwinia amylovora* soit présente dans les vergers de provenance en Nouvelle-Zélande est de 1 (100 pour cent).[1434] Cette estimation est fondée sur une considération selon laquelle "[a]ucun texte scientifique n'indique qu'une zone quelconque de Nouvelle-Zélande est exempte de la bactérie du feu bactérien et le MAFNZ n'a pas fourni de renseignements à l'appui du fait qu'une zone quelconque de production de pommes en Nouvelle-Zélande est exempte de la bactérie".[1435]

7.256 Un élément important de l'analyse faite dans l'IRA à cet égard est la considération selon laquelle "*Erwinia amylovora* a été détectée en Nouvelle-Zélande aussi bien dans des vergers qui présentent des symptômes de feu bactérien … que dans des vergers qui n'en présentent pas".[1436] Comme l'a noté M. Paulin, l'un des experts qui assistent le Groupe spécial, l'hypothèse selon laquelle *Erwinia amylovora* peut être présente dans des vergers même si les symptômes de la maladie ne sont pas détectés est bien connue.[1437] L'expert a expliqué que la possibilité qu'*Erwinia amylovora*, après avoir infecté une plante, puisse migrer à l'intérieur de l'arbre est bien documentée.[1438] Il peut en résulter la présence d'une population bactérienne non détectée dans les troncs et les branches. M. Paulin a précisé toutefois, qu'il était peu probable que cette population pollue la surface du fruit,

---

[1430] (*note de bas de page de l'original*) Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.211.

[1431] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 382.

[1432] Deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphe 364.

[1433] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 383. Voir aussi la deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphe 365.

[1434] IRA de l'Australie, partie B, pages 53 à 55.

[1435] IRA de l'Australie, partie B, page 54.

[1436] IRA de l'Australie, partie B, page 53.

[1437] Réponse de M. Paulin à la question n° 22 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphes 147 et 150.

[1438] Thomson, "Epidemiology of fire blight" (2000), dans la pièce NZ-05. Voir la réponse de M. Paulin à la question n° 22 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 147.

puisqu'elle était à l'intérieur de l'arbre.[1439] Un autre expert, M. Deckers et M. Paulin sont convenus qu'une autre source de la bactérie dans un verger sain pouvait être des gouttes de pluie transportées par le vent ou des insectes ou encore des oiseaux transportant la bactérie dans un exsudat depuis des plantes hôtes "alternes" situées à proximité (mais peut-être invisibles), qui peuvent être difficiles à étudier, et dont la présence n'est parfois même pas reconnue.[1440] En tout état de cause, M. Paulin a noté que ces bactéries disparaîtraient rapidement parce qu'*Erwinia amylovora* n'est généralement pas un bon épiphyte, bien qu'elle puisse causer une infection tardive qui peut constituer une population bactérienne dans un verger asymptomatique. Selon M. Paulin, cette possibilité est "probablement plus vraisemblable dans le cas de la Nouvelle-Zélande, où l'historique du feu bactérien est très long sur les mêmes sites. (Le concept européen de "zone protégée" n'est probablement pas applicable dans ce cas.)"[1441]

7.257 L'étape 1 pour l'importation est un point de départ très important pour l'IRA de l'Australie. L'étape suivante, l'étape 2 pour l'importation, évalue la probabilité que des fruits cueillis soient contaminés par *Erwinia amylovora*. La probabilité à l'étape 2 se rapporte directement à l'historique du feu bactérien pendant l'année de récolte (il s'agit de savoir si des symptômes actifs producteurs d'inoculum étaient présents) et au cours des années antérieures (pour l'éventuelle présence interne d'*Erwinia amylovora* dans le xylème). Consulté par le Groupe spécial, M. Paulin a noté que si cette dernière possibilité avait très peu de chances d'entraîner une contamination de l'intérieur des fruits (surtout dans le cas de pommes mûres asymptomatiques), ces chances étaient nulles si *Erwinia amylovora* n'avait pas été présente dans le verger pendant des années.[1442]

7.258 Comme M. Paulin l'a noté, compte tenu du long historique du feu bactérien en Nouvelle-Zélande, il semble difficile d'être sûr à l'avance qu'un verger quelconque est exempt du feu bactérien. De l'avis du Groupe spécial, le fondement scientifique examiné dans l'IRA à cet égard provient de sources respectées et compétentes. Cela ne veut pas dire, toutefois, que chaque verger en Nouvelle-Zélande présentera *Erwinia amylovora* ou des symptômes de la maladie du feu bactérien chaque année.[1443] La probabilité de 1, attribuée dans l'IRA, signifie qu'*Erwinia amylovora* est présente, et serait toujours présente, dans tous les vergers de provenance en Nouvelle-Zélande.[1444] Les preuves scientifiques présentées dans l'IRA ne démontrent pas que cela est vrai. Au contraire, les preuves indiquent qu'au moins certains vergers de provenance en Nouvelle-Zélande seront parfois exempts d'*Erwinia amylovora*. En conséquence, bien que le fondement de l'IRA en ce qui concerne cette étape pour l'importation provienne de sources scientifiques respectées et compétentes, le raisonnement fait dans l'IRA à cet égard n'est pas cohérent ni objectif, et la probabilité en résultant qui est attribuée à cette étape est exagérée. Comme M. Paulin l'a noté, "[s]i la probabilité de 1 signifie que tous les vergers sont contaminés par *Erwinia amylovora* chaque année, il s'agit probablement d'une simple exagération … [C]haque verger de pommiers asymptomatiques en Nouvelle-Zélande peut être *temporairement* contaminé par *E. amylovora*, non de façon permanente. Par conséquent, la

[1439] Réponse de M. Paulin à la question n° 22 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 147.

[1440] Réponse de M. Paulin à la question n° 22 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 148. Voir aussi la réponse de M. Deckers à la question n° 22 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 164.

[1441] Réponse de M. Paulin à la question n° 22 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 148.

[1442] Réponse de M. Paulin à la question n° 23 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 166.

[1443] Réponse de M. Paulin dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 315.

[1444] Réponse de M. Sgrillo à la question n° 22 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 163; réponse de M. Sgrillo dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 319.

chance que des pommes proviennent de vergers hébergeant *E. amylovora* devrait être sensiblement inférieure à un".[1445]

7.259 En conclusion, le Groupe spécial constate que l'estimation figurant dans l'IRA selon laquelle *Erwinia amylovora* sera toujours présente dans les vergers de provenance de Nouvelle-Zélande n'est pas suffisamment étayée par les preuves scientifiques sur lesquelles l'IRA s'appuyait et, en conséquence, n'est pas cohérente ni objective.

b) Surestimation alléguée concernant l'étape 2 pour l'importation

7.260 L'étape 2 pour l'importation représente la probabilité que les fruits provenant d'un verger infecté ou infesté soient infectés ou infestés.[1446]

i) Résumé des arguments des parties

7.261 En ce qui concerne l'étape 2 pour l'importation dans le cas du feu bactérien, la Nouvelle-Zélande fait valoir que l'IRA "surestime sérieusement la probabilité que des fruits mûrs soient infestés (et à plus forte raison infectés)" par *Erwinia amylovora.*[1447] À son avis, la valeur de probabilité indiquée dans l'IRA pour cette étape "a été attribuée sur la base d'une interprétation erronée ou d'un rejet de la littérature scientifique".[1448] Les documents cités dans l'IRA n'étayent pas les estimations de l'infestation/infection des pommes par *Erwinia amylovora* qui y figurent[1449]:

> "[L]'IRA attribue une probabilité pour l'infection ou l'infestation de fruits mûrs qui est plus de 20 fois supérieure à ce qui est justifié par les preuves scientifiques. En tout état de cause, le nombre de bactéries trouvées sur des fruits mûrs est insuffisant pour qu'il y ait dissémination et colonisation d'un nouvel hôte de manière à déclencher une

[1445] Réponse de M. Paulin à la question n° 22 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 161. (italique dans l'original) Voir aussi la réponse de M. Paulin dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 315; réponses de M. Paulin et Mme Schrader à la question n° 22 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphes 152, 157, 159 et 162.

[1446] IRA de l'Australie, partie B, pages 19 à 21.

[1447] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.217.

[1448] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.213. IRA de l'Australie, partie B, pages 55 à 65. Voir aussi Clark *et al.*, "A DNA approach to *Erwinia amylovora* detection in large scale apple testing and in epidemiological studies" (1993), dans la pièce NZ-53; van der Zwet *et al.*, "Population of *Erwinia amylovora* on External and Internal Apple Fruit Tissues" (1990), dans la pièce AUS-31; Hale *et al.*, "Occurrence of *Erwinia amylovora* on apple fruit in New Zealand" (1987), dans la pièce NZ-21; Hale et Taylor, "Effect of Cool Storage on Survival of *Erwinia amylovora* on Apple Calyxes" (1999), dans la pièce NZ-24; Dueck, "Survival of *Erwinia amylovora* in Association with Mature Apple Fruit" (1974), dans la pièce NZ-96; Roberts *et al.*, "Evaluation of Mature Apple Fruit from Washington State for the presence of *Erwinia amylovora*" (1989), dans la pièce NZ-97; Roberts, "Evaluation of Buffer Zone Size and Inspection Number Reduction on Phytosanitary Risk Associated with Fire Blight and Export of Mature Apple Fruit" (2002), dans la pièce NZ-20; Roberts *et al.*, "The potential for spread of *Erwinia amylovora* and fire blight via commercial apple fruit; A critical review and risk assessment" (1998), dans la pièce NZ-22; et Roberts et Sawyer, "An updated pest risk assessment for spread of *Erwinia amylovora* and fire blight via commercial apple fruit" (2008), dans la pièce NZ-29.

[1449] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 4.213 à 4.220. Voir aussi les observations de la Nouvelle-Zélande sur les réponses de l'Australie à la question n° 1 de la Nouvelle-Zélande après la deuxième réunion de fond, paragraphes 1 à 5.

> infection (si cette dissémination est possible). De fait, il n'y a pas de filière de transmission du feu bactérien par des pommes mûres asymptomatiques."[1450]

7.262 La Nouvelle-Zélande conclut qu'"[e]n l'absence de preuves scientifiques étayant la probabilité attribuée à cette étape, l'IRA aurait plutôt dû considérer cette probabilité comme négligeable".[1451]

7.263 En réponse, l'Australie soutient que les affirmations de la Nouvelle-Zélande concernant l'étape 2 pour l'importation "sont dénuées de fondement".[1452] Elle fait valoir que "[c]ontrairement à l'analyse exhaustive effectuée par l'équipe chargée de l'IRA, la Nouvelle-Zélande se réfère à quelques études scientifiques seulement pour étayer ses allégations, et accorde une importance particulière aux conclusions formulées dans Roberts et Sawyer (2008)".[1453] L'Australie présente un certain nombre d'arguments en ce qui concerne Roberts et Sawyer (2008).[1454] Elle fait valoir qu'aucune des études sur lesquelles se sont appuyés Roberts et Sawyer (2008) n'était assez sensible pour détecter de très faibles nombres d'*E. amylovora* sur ou dans les pommes.[1455] Elle fait valoir que les constatations de Roberts et Sawyer (2008) sont largement fondées sur des études pertinentes pour les circonstances du commerce de pommes des États-Unis vers le Japon avant le différend *Japon – Pommes*, qui concernait le recours à des mesures phytosanitaires. En tant que telles, ces études ne sont pas pertinentes pour l'évaluation du risque non réduit faite dans l'IRA.[1456] L'Australie fait également valoir que Roberts et Sawyer (2008) utilisent des données de manière non conforme.[1457]

7.264 L'Australie ajoute que l'étape 2 pour l'importation est représentée par un intervalle de probabilité, et non par une valeur unique.[1458] Contrairement à ce que suppose la Nouvelle-Zélande, l'Australie fait valoir que l'IRA "a établi une distinction très claire entre l'infection interne et l'infestation externe des pommes".[1459] Selon l'Australie, l'IRA a constaté que les preuves concernant l'infection endophyte (interne) des fruits mûrs étaient rares. L'IRA conclut donc que le scénario de risque à l'importation particulièrement pertinent pour *Erwinia amylovora* est plutôt un scénario se rapportant à une infestation épiphyte externe.[1460]

7.265 L'Australie fait en outre valoir que l'allégation de la Nouvelle-Zélande "repose sur une interprétation sélective des preuves qui, par endroits, présente de manière erronée les études scientifiques sur lesquelles la Nouvelle-Zélande s'est effectivement appuyée".[1461] Il ne suffit pas que la Nouvelle-Zélande montre qu'il y a une autre présentation scientifique d'un phénomène particulier. La Nouvelle-Zélande n'a pas montré que la présentation faite dans l'IRA n'était pas crédible.

[1450] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.219. Voir, Roberts et Sawyer, "An updated pest risk assessment for spread of *Erwinia amylovora* and fire blight via commercial apple fruit" (2008), dans la pièce NZ-29.

[1451] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.220.

[1452] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 388.

[1453] *Ibid.*

[1454] Première communication écrite de l'Australie, paragraphes 363 à 376; deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphes 330 à 337 et annexe 1.

[1455] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 401.

[1456] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 365.

[1457] Deuxième communication écrite de l'Australie, annexe 1, paragraphes 15 à 24.

[1458] Première communication écrite de l'Australie, paragraphes 397 et 410.

[1459] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 389. Voir aussi la première communication écrite de l'Australie, paragraphe 407.

[1460] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 390. Voir aussi la première communication écrite de l'Australie, paragraphe 407.

[1461] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 391.

L'Australie estime toutefois que "même si les autres évaluations de la probabilité sont prises au pied de la lettre … elles sont néanmoins peu convaincantes".[1462]

ii) Analyse par le Groupe spécial

7.266 L'IRA estime la probabilité que des fruits cueillis soient infestés ou infectés par *Erwinia amylovora* sous la forme d'une distribution triangulaire avec une valeur minimale de 10^{-3} (1 sur 1 000), une valeur maximale de 5×10^{-2} (5 sur 100) et une valeur la plus probable de 3×10^{-2} (3 sur 100).[1463]

7.267 L'IRA note qu'"[i]l y a une forte variation des taux d'infestation déclarés … L'équipe chargée de l'IRA a conclu qu'il convenait de choisir pour l'étape 2 pour l'importation une valeur qui tenait compte de manière adéquate de l'intervalle de variation qui était indiqué dans cette littérature …".[1464]

7.268 L'IRA indique également que l'évaluation de cette étape tient compte du fait que les pommes pourraient provenir de n'importe quel endroit en Nouvelle-Zélande, indépendamment de la situation des vergers en matière de feu bactérien, y compris de vergers où il y a une source de feu bactérien actif, de vergers qui présentent peu ou pas de symptômes mais sont situés très près d'une source de feu bactérien actif dans des plantes pour haies, ou de vergers qui ne présentent aucun symptôme et sont situés à une certaine distance d'un hôte de feu bactérien actif. En raison de la large répartition du feu bactérien en Nouvelle-Zélande, l'IRA conclut qu'il faudrait accorder plus de poids aux études sur les pommes provenant de vergers qui présentent des symptômes de la maladie du feu bactérien. L'IRA reconnaît que certaines études n'ont trouvé aucune preuve de la présence de la bactérie du feu bactérien sur des pommes mûres asymptomatiques et que certaines de ces études ont été effectuées pour des vergers présentant des symptômes du feu bactérien. Toutefois, l'IRA signale qu'"étant donné qu'il y a un certain nombre d'études qui confirment la présence de la bactérie du feu bactérien sur de tels fruits, les études qui n'ont trouvé aucune preuve de la présence de la bactérie du feu bactérien sur des pommes mûres asymptomatiques se sont vu accorder beaucoup moins de poids [dans l'IRA]".[1465]

7.269 Consulté par le Groupe spécial, M. Paulin a noté que le raisonnement fait dans l'IRA concernant l'infestation à cette étape semblait cohérent et fondé sur les preuves disponibles, "même s'il [avait] peut-être tendance à exagérer les risques" d'*Erwinia amylovora* associés à des fruits mûrs asymptomatiques.[1466] Le même expert a toutefois noté ce qui suit: "cette étape, qui concerne les fruits infestés de manière épiphyte ou à la surface, me semble présenter un assez faible danger parce

[1462] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 396. Hale *et al.*, "Occurrence of *Erwinia amylovora* on apple fruit in New Zealand" (1987), dans la pièce NZ-21; Hale et Taylor, "Effect of Cool Storage on Survival of *Erwinia amylovora* on Apple Calyxes" (1999), dans la pièce NZ-24; van der Zwet *et al.*, "Population of *Erwinia amylovora* on External and Internal Apple Fruit Tissues" (1990), dans la pièce AUS-31; McManus et Jones, "Detection of *Erwinia amylovora* by nested PCR and PCR-Dot-Blot and Reverse-Blot Hybridizations" (1995), dans la pièce AUS-33; et Sholberg *et al.*, "Occurrence of *Erwinia amylovora* of pome fruit in British Columbia in 1985 and its elimination from the apple surface" (1988), dans la pièce AUS-34; Hale et Clark, "Detection of *Erwinia amylovora* from apple tissue by DNA hybridisation" (1990), dans la pièce AUS-35; Roberts et Sawyer, "An updated pest risk assessment for spread of *Erwinia amylovora* and fire blight via commercial apple fruit" (2008), dans la pièce NZ-29; et Ordax *et al.*, "Survival of *Erwinia amylovora* in mature apple fruit calyces" (2008), dans la pièce AUS-36.

[1463] IRA de l'Australie, partie B, pages 55 à 65.

[1464] IRA de l'Australie, partie B, page 65.

[1465] *Ibid*.

[1466] Réponse de M. Paulin à la question n° 6 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 50. Voir aussi la réponse de M. Paulin dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 346.

que cette population est peu nombreuse et facile à enlever. C'est pourquoi je pense que cette étape pourrait être considérée comme présentant un faible risque".[1467]

7.270 La plupart des sources scientifiques citées dans l'IRA semblent respectées et crédibles.[1468] Comme M. Paulin l'a noté, toutefois, l'étude van der Zwet *et al.* (1990) aurait dû être examinée avec une extrême prudence, compte tenu des réserves ultérieures formulées par son premier auteur.[1469] Dans une déclaration faite en juillet 2002, M. van der Zwet a prévenu que les résultats de son étude de 1990 avaient été obtenus à partir de fruits récoltés en Virginie-Occidentale, aux États-Unis, dans une situation de feu bactérien grave. De l'avis de cet auteur, les résultats de l'étude "ne sont pas pertinents aux fins de la mise en place de mesures de quarantaine pour les fruits mûrs exportés".[1470] M. Paulin a également noté que d'autres données, comme celles figurant dans l'ouvrage de Sholberg *et al.* (1988), qui avaient trouvé un taux d'infestation/infection d'au moins 33 pour cent, devraient être examinées avec prudence car l'ouvrage semblait décrire une étude de cas spécifique, qui pouvait être différente de la situation normale dans un verger dont les pommes sont destinées à l'exportation.[1471]

7.271 Les mécanismes décrits dans l'IRA pour la survie d'*Erwinia amylovora*, comme les exopolysaccharides (EPS), l'état viable mais non cultivable (VNC), la communication intercellulaire et les facteurs sigma, montrent que les cellules d'*E. amylovora* peuvent survivre dans des conditions défavorables, y compris sur des pommes provenant de vergers contaminés.[1472] Toutefois, les données scientifiques auxquelles l'IRA fait référence à cet égard ne permettent pas une évaluation quantitative.[1473] En tout état de cause, les données indiquent que les populations survivantes sont d'un faible niveau, et que leur capacité de résurrection de l'état VNC à l'état cultivable est possible, mais n'a pas été démontrée dans des conditions naturelles. Comme M. Paulin l'a noté, on peut s'attendre à ce que ces cellules survivantes soient moins nombreuses si les pommes proviennent de vergers sans symptômes actifs, si les pommes sont asymptomatiques, et si des déchets ne sont pas mélangés aux pommes mûres asymptomatiques.[1474] M. Deckers a noté en outre que, bien que la "valeur la plus probable" de 3 sur 100 définie dans l'IRA puisse correspondre à une situation dans laquelle il y a un historique de feu bactérien actif, dans les cas où aucune nouvelle infection n'est constatée dans un verger au cours d'une saison, ce niveau de bactérie ne serait jamais trouvé.[1475] Comme l'a dit cet

[1467] Réponse de M. Paulin dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 271.

[1468] Réponse de M. Paulin à la question n° 24 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 175.

[1469] Déclaration de Tom van der Zwet, 16 juillet 2002, dans la pièce AUS-32. Van der Zwet *et al.*, "Population of *Erwinia amylovora* on External and Internal Apple Fruit Tissues" (1990), dans la pièce AUS-31. Réponse de M. Paulin à la question n° 24 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 175. Voir toutefois l'IRA de l'Australie, partie B, page 63.

[1470] Déclaration de Tom van der Zwet, 16 juillet 2002, page 4, dans la pièce AUS-32. Van der Zwet *et al.*, "Population of *Erwinia amylovora* on External and Internal Apple Fruit Tissues" (1990), dans la pièce AUS-31. Concernant l'étude Van der Zwet *et al.* (1990), voir aussi la première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.215; la deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 2.408 et 2.409; et la première communication écrite de l'Australie, paragraphes 394 et 395.

[1471] IRA de l'Australie, partie B, pages 56 et 57. Réponse de M. Paulin à la question n° 24 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 175. Sholberg *et al.*, "Occurrence of *Erwinia amylovora* of pome fruit in British Columbia in 1985 and its elimination from the apple surface" (1988), dans la pièce AUS-34.

[1472] IRA de l'Australie, partie B, pages 57 à 61.

[1473] Réponse de M. Paulin à la question n° 24 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 175.

[1474] Réponse de M. Paulin à la question n° 24 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 175.

[1475] Réponse de M. Deckers dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 325.

expert, "[la "valeur la plus probable" définie dans l'IRA] semble être un taux très élevé de fruits cueillis infectés par [*Erwinia amylovora*]. Je pense qu'il s'agit plutôt d'une distribution graduelle de la présence de la bactérie du feu bactérien sur les fruits autour des infections [par *Erwinia amylovora*] présentes dans les vergers".[1476]

7.272 Il n'y a aucune justification adéquate de la déclaration faite dans l'IRA selon laquelle il faudrait accorder plus de poids aux études sur les pommes provenant de vergers qui présentaient des symptômes de la maladie du feu bactérien.[1477] Comme M. Paulin l'a noté, cette déclaration ne semble pas tenir compte de manière adéquate du fait que rien n'indique que le feu bactérien sera toujours présent, même dans un verger infecté. Bien qu'il soit raisonnable de supposer qu'aucun verger en Nouvelle-Zélande n'est ou n'a été en permanence exempt du feu bactérien, cela ne veut pas dire que tous les vergers présenteront en permanence des symptômes actifs.[1478] Selon les preuves citées dans l'IRA, une année d'infection par *Erwinia amylovora* peut alterner avec des années au cours desquelles l'incidence du feu bactérien est beaucoup plus faible; même dans un verger infecté, il peut y avoir des années sans symptômes du feu bactérien.[1479] En conséquence, selon M. Paulin:

> "[I]l semble que les vergers en Nouvelle-Zélande devraient être considérés comme une *mosaïque* de vergers présentant des symptômes et de vergers ne présentant pas de symptômes. Je ne vois donc pas pourquoi il faudrait accorder plus de poids à une catégorie (les vergers présentant des symptômes) uniquement. Toutes les études, pondérées en fonction de leur propre *valeur scientifique,* devraient être prises en considération avec le même niveau d'intérêt. La situation exacte de ces vergers quant au feu bactérien analysée dans ces ouvrages et la pertinence des techniques utilisées devraient être les critères, si certains d'entre eux devaient être choisis comme étant plus importants que d'autres."[1480]

7.273 M. Paulin a également noté que, parce que la "valeur la plus probable" proposée dans l'IRA (3 sur 100) était élevée, ce chiffre "se prêterait à une expérimentation"; en d'autres termes, il n'aurait pas été hors de portée de l'équipe chargée de l'IRA pour une expérimentation.[1481]

7.274 En tout état de cause, en raison des grandes différences dans les renseignements présentés dans les diverses études citées dans l'IRA, il n'est pas possible de trouver dans ces études une justification de l'intervalle de probabilité attribué à l'étape 2 pour l'importation dans l'IRA. Les résultats des différentes études ne sont pas comparables, puisque les ouvrages ne traitent pas du même type de fruit (certains portent sur les fruits mûrs, d'autres sur les fruits non mûrs, et d'autres encore n'indiquent pas avec précision le type de fruit). De plus, chaque ouvrage a sa propre technique de détection de la bactérie. L'intervalle des fréquences de contamination des pommes par *Erwinia amylovora* indiqué par l'Australie, qui varie entre moins de 1 pour cent et 75 pour cent, montre que

---

[1476] Réponse de M. Deckers à la question n° 24 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 173. Voir aussi la réponse de M. Deckers dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 276.

[1477] IRA de l'Australie, partie B, page 65.

[1478] Réponse de M. Paulin à la question n° 25 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 177.

[1479] Réponse de M. Deckers à la question n° 25 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 176. Voir aussi la réponse de M. Deckers dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 323.

[1480] Réponse de M. Paulin à la question n° 25 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 177. (italique dans l'original) Voir aussi la réponse de M. Sgrillo à la question n° 25 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 178.

[1481] Réponse de M. Paulin dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphes 327 et 329.

ces ouvrages analysaient des choses différentes d'une manière différente.[1482] Consulté par le Groupe spécial, M. Paulin a noté qu'aucune conclusion générale et raisonnable quant à la présence d'*Erwinia amylovora* sur ou dans des pommes mûres ne pouvait être fondée sur ces résultats disparates.[1483] De fait, l'IRA ne précise pas comment les résultats des différentes études ont été agrégés pour parvenir à une estimation d'un intervalle de probabilité concernant cette étape pour l'importation, ni pourquoi, en établissant cette estimation, moins de poids a été accordé aux études qui indiquaient des fréquences plus faibles de contamination par le feu bactérien.[1484]

7.275 En conclusion, le Groupe spécial constate que l'estimation faite dans l'IRA de la probabilité que des fruits provenant d'un verger infecté ou infesté soient infectés ou infestés par *Erwinia amylovora* n'est pas cohérente ni objective.

c) Surestimation alléguée concernant l'étape 3 pour l'importation

7.276 L'étape 3 pour l'importation représente la probabilité que les fruits intacts provenant de vergers infectés ou infestés soient contaminés pendant la cueillette et le transport vers la station de conditionnement.[1485]

i) Résumé des arguments des parties

7.277 En ce qui concerne l'étape 3 pour l'importation dans le cas du feu bactérien, la Nouvelle-Zélande fait valoir que la conclusion de l'IRA "n'a aucun fondement scientifique. Elle transforme une probabilité négligeable en une probabilité relativement élevée".[1486] La Nouvelle-Zélande estime qu'il est généralement reconnu que toute *Erwinia amylovora* présente sur des pommes mûres au moment de la récolte se trouverait très probablement sur le calice et ne serait donc pas en mesure de contaminer d'autres pommes. De plus, les populations d'*Erwinia amylovora* signalées sur des fruits mûrs, même en provenance de vergers gravement infectés, ont été inexistantes ou épidémiologiquement négligeables. Par conséquent, la contamination, si elle s'est produite, aurait uniquement pour effet de diluer davantage des populations déjà faibles.[1487]

7.278 La Nouvelle-Zélande conclut que la probabilité de contamination par *Erwinia amylovora* pendant la cueillette et le transport vers une station de conditionnement est négligeable et que la valeur de probabilité attribuée dans l'IRA est incorrecte. Il s'agit d'un événement qui ne se produirait presque certainement pas.[1488]

[1482] Tableau 4 dans la première communication écrite de l'Australie, page 140.

[1483] Réponse de M. Paulin à la question n° 24 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 174. Voir aussi la réponse de M. Sgrillo à la question n° 24 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphes 170 à 172.

[1484] Réponse de M. Paulin à la question n° 24 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 174; réponse de M. Paulin dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 321. Voir aussi la réponse de M. Sgrillo à la question n° 24 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphes 170 à 172.

[1485] IRA de l'Australie, partie B, pages 19 à 21.

[1486] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.221. Voir aussi la deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 2.418 à 2.421.

[1487] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.223.

[1488] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.224.

7.279 En réponse, l'Australie soutient que les affirmations de la Nouvelle-Zélande concernant l'étape 3 pour l'importation "sont dénuées de fondement".[1489] Elle fait valoir que "la Nouvelle-Zélande ne saisit pas l'*intervalle* dans les données scientifiques disponibles en ce qui concerne la probabilité que des événements particuliers se produisent, de sorte qu'elle cherche à limiter une distribution de probabilité à un seul chiffre".[1490]

7.280 S'agissant de l'argument de la Nouvelle-Zélande selon lequel *Erwinia amylovora* se trouverait très probablement sur le calice, l'Australie note que l'étape 3 pour l'importation ne met pas l'accent sur les bactéries présentes sur le calice en tant que source directe de contamination, mais plutôt sur "l'infestation superficielle et la présence d'*E. amylovora* sur les feuilles, dans l'environnement constitué par le verger, sur les mains des cueilleurs ainsi que sur les caisses et le matériel".[1491]

7.281 L'Australie ajoute que, bien que *Erwinia amylovora* ne se multiplie pas sur des surfaces sèches exposées à la lumière du soleil, "elle a manifestement la capacité de très bien survivre dans l'environnement, de se multiplier rapidement et d'infecter des plaies sur les pommes lorsque les conditions sont favorables".[1492]

7.282 L'Australie note que, comme il est reconnu dans l'IRA, la probabilité de contamination associée à des sources comme l'exsudat sur les arbres, les mains des cueilleurs, les sacs de cueillette, les caisses ou le matériel est "très faible", et la probabilité de transfert "encore plus faible".[1493] L'Australie estime toutefois que "[c]'est la raison pour laquelle l'intervalle de probabilité attribué par l'équipe chargée de l'IRA est biaisé vers la partie inférieure de la distribution. La Nouvelle-Zélande n'a présenté aucun argument indiquant pourquoi l'utilisation par l'équipe chargée de l'IRA d'un tel intervalle, conçu spécifiquement pour refléter la faible probabilité de contamination, devrait être considérée comme viciée".[1494]

ii) Analyse par le Groupe spécial

7.283 L'IRA estime la probabilité que des fruits intacts soient contaminés par *Erwinia amylovora* pendant la cueillette et le transport vers la station de conditionnement sous la forme d'une distribution triangulaire avec une valeur minimale de 10^{-3} (1 sur 1 000), une valeur maximale de 3×10^{-2} (3 sur 100) et une valeur la plus probable de 10^{-2} (1 sur 100).[1495]

7.284 Selon l'IRA, "[c]et intervalle prévoit l'infection des fruits au moment de la cueillette par le biais de plaies ainsi que la contamination superficielle qui peut se produire par contact avec les caisses, les mains des cueilleurs, les feuilles, les petites branches, etc., contaminés dans le cas où il pleut pendant la récolte".[1496]

7.285 Les valeurs pour la distribution utilisées dans l'IRA proviennent de deux ouvrages: van der Zwet *et al.* (1990) et Hetzroni *et al.* (2004).[1497] Dans la première étude, trois des 72 fruits non

[1489] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 388. Voir aussi la deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphes 375 à 377.
[1490] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 413. (italique dans l'original)
[1491] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 415.
[1492] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 417.
[1493] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 418. IRA de l'Australie, partie B, page 69.
[1494] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 418.
[1495] IRA de l'Australie, partie B, pages 65 à 71.
[1496] IRA de l'Australie, partie B, page 71.
[1497] IRA de l'Australie, partie B, page 71. Voir van der Zwet *et al.*, "Population of *Erwinia amylovora* on External and Internal Apple Fruit Tissues" (1990), dans la pièce AUS-31; et Hetzroni *et al.*, "Mechanical injuries in apples" (2004).

inoculés et non désinfestés (4 pour cent) ont développé des symptômes du feu bactérien; tous après avoir subi une meurtrissure à la suite d'un traitement par piqûre.[1498] L'IRA indique que cette infection s'est vraisemblablement produite "par le biais de bactéries épiphytes présentes à la surface. Le taux d'infection de 4 pour cent intervient donc lorsque 100 pour cent du fruit est meurtri".[1499] À partir de cette étude, l'IRA conclut que 4 pour cent des fruits endommagés seraient infectés par le feu bactérien. Comme M. Sgrillo l'a laissé entendre, toutefois, la fiabilité de l'étude van der Zwet *et al.* et l'opportunité d'utiliser cette étude comme base pour les estimations faites dans l'IRA peuvent être limitées, parce que la taille de l'échantillon était très petite, que la variabilité n'a pas été évaluée et que les résultats peuvent être valables uniquement pour les fruits meurtris artificiellement.[1500]

7.286 M. Sgrillo laisse également entendre que le deuxième ouvrage devrait être considéré avec circonspection, car il s'agit simplement d'un résumé en quatre paragraphes contenant peu de détails sur la méthode et l'analyse des résultats d'une étude. Selon l'IRA, Hetzroni *et al.* (2004) fournit "certains renseignements sur les pourcentages de pommes meurtries ou abîmées pendant la cueillette et le transport".[1501] L'IRA indique que "[l]e pourcentage de dégâts était le plus bas (8 pour cent) pour le traitement méticuleux lors de la cueillette comparativement à 37 pour cent dans tout le conteneur à la station de conditionnement".[1502] Ce résumé ne précise toutefois pas la manière dont les échantillons ont été prélevés ni la méthode qui a été utilisée, et il ne présente aucune analyse statistique.[1503]

7.287 L'IRA a ensuite utilisé le chiffre de contamination de 4 pour cent repris de van der Zwet *et al.* (1990) multiplié par le chiffre de 37 pour cent de dégâts repris de Hetzroni *et al.* (2004) pour obtenir le niveau de la valeur la plus probable de la distribution triangulaire, soit 1 pour cent.

7.288 Les experts consultés par le Groupe spécial ont exprimé des doutes au sujet de la fiabilité du chiffre de 1 pour cent et des hypothèses qui sous-tendent l'IRA. L'un des experts a noté qu'une telle contamination pendant la cueillette et le transport ne serait possible que dans des cas extrêmes, "lorsque la récolte est effectuée dans un verger gravement infecté dans des conditions pluvieuses". Il a toutefois noté que "la probabilité globale de 1 pour cent sembl[ait] plutôt élevée lorsque les infections par le feu bactérien n'[étaient] présentes que de manière sporadique dans un verger".[1504] Le chiffre de 1 pour cent ne serait pas réaliste, parce que lorsque le feu bactérien est présent dans un verger, sa distribution ne sera pas uniforme.[1505] Un autre expert a reconnu que "l'évaluation du risque pour cette étape sembl[ait] trop élevée, pour des fruits mûrs asymptomatiques".[1506] Les experts ont noté que certaines expériences citées dans l'IRA décrivaient le déclenchement d'infections, lorsque la

[1498] Van der Zwet *et al.*, "Population of *Erwinia amylovora* on External and Internal Apple Fruit Tissues" (1990), dans la pièce AUS-31.

[1499] IRA de l'Australie, partie B, page 70. Voir Van der Zwet *et al.*, "Population of *Erwinia amylovora* on External and Internal Apple Fruit Tissues" (1990), dans la pièce AUS-31.

[1500] Voir la réponse de M. Sgrillo à la question n° 26 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 180.

[1501] IRA de l'Australie, partie B, page 70. Voir Hetzroni *et al.*, "Mechanical injuries in apples" (2004).

[1502] IRA de l'Australie, partie B, page 70.

[1503] Réponse de M. Sgrillo à la question n° 26 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphes 181 et 182; réponse de M. Sgrillo dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 280.

[1504] Réponse de M. Deckers à la question n° 26 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 186. Voir aussi la réponse de M. Deckers à la question n° 27 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 189.

[1505] Réponse de M. Deckers dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 335.

[1506] Réponse de M. Paulin à la question n° 26 du Groupe spécial, paragraphe 188 des Réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial. Voir aussi la réponse de M. Paulin dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 333.

bactérie est introduite artificiellement sur le site approprié de la plante adéquate, dans des conditions optimales pour la maladie. Toutefois, ces expériences donnaient "très peu d'indications utiles pour la description d'événements ayant lieu dans des conditions naturelles", surtout parce qu'*Erwinia amylovora* n'est pas en mesure de se multiplier à la surface des plantes, de sorte qu'il est "difficile d'imaginer des conditions propices à la croissance active de cellules dans des conditions naturelles à la surface d'une pomme asymptomatique … [ou la] dissémination d'une population à la surface d'un fruit vers des sites d'infection".[1507]

7.289 L'estimation faite dans l'IRA de cette étape particulière pour l'importation est fondée sur certaines preuves scientifiques. Les deux études sur lesquelles le calcul de l'intervalle de probabilité et la valeur la plus probable sont fondés, toutefois, ont des limites importantes, principalement à cause de la petite taille de l'échantillon dans le premier ouvrage et du manque de renseignements sur la méthode et sur les détails des résultats dans le deuxième ouvrage. Dans ces conditions, ces études ne peuvent pas constituer un fondement scientifique adéquat pour une analyse cohérente et objective.[1508]

7.290 En conclusion, le Groupe spécial constate que l'estimation faite dans l'IRA de la probabilité que des fruits intacts provenant de vergers infectés ou infestés soient contaminés par *Erwinia amylovora* pendant la cueillette et le transport vers la station de conditionnement ne s'appuie pas sur des preuves scientifiques adéquates et en conséquence n'est pas cohérente ni objective.

d) Surestimation alléguée concernant l'étape 4 pour l'importation

7.291 L'étape 4 pour l'importation représente la probabilité que les fruits infectés ou infestés demeurent infectés ou infestés après les procédures de traitement courantes dans la station de conditionnement.[1509]

i) Résumé des arguments des parties

7.292 En ce qui concerne l'étape 4 pour l'importation dans le cas du feu bactérien, la Nouvelle-Zélande fait valoir que l'analyse de cette étape figurant dans l'IRA "est fondée sur une hypothèse et non sur des données scientifiques" et que "[l]a probabilité d'arriver à cette étape est … négligeable".[1510] Selon la Nouvelle-Zélande, le nombre de bactéries sera insuffisant pour déclencher une infection à ce stade.[1511]

7.293 La Nouvelle-Zélande estime également que l'IRA "fait abstraction de l'incidence que l'entreposage frigorifique aurait" sur les infestations épiphytes. De l'avis de la Nouvelle-Zélande, la littérature scientifique indique résolument que l'entreposage frigorifique à ce stade aurait une influence négative sur la survie d'*Erwinia amylovora* sur les pommes.[1512]

[1507] Réponse de M. Paulin à la question n° 27 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphes 190 et 191.

[1508] Voir, par exemple, la réponse de M. Sgrillo à la question n° 26 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphes 179 à 185; la réponse de M. Sgrillo dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 280.

[1509] IRA de l'Australie, partie B, pages 19 à 21.

[1510] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.225.

[1511] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.227. Voir aussi la deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 2.422 et 2.423.

[1512] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.226. Voir Hale et Taylor, "Effect of Cool Storage on Survival of *Erwinia amylovora* on Apple Calyxes" (1999), dans la pièce NZ-24; Taylor et Hale, "Cold storage affects survival and growth of *Erwinia amylovora* on the calyx of apple" (2003), dans la pièce NZ-25; et Temple *et al.*, "Evaluation of Likelihood of Co-Occurrence of *Erwinia amylovora* with Mature Fruit of Winter Pear" (2007), dans la pièce NZ-98.

7.294 La Nouvelle-Zélande conclut que "la thèse selon laquelle le nombre limité d'*E. amylovora* probablement présentes sur les pommes au moment de la récolte survivrait à des procédures de traitement normales est une étape qui aurait dû être traitée en tant qu'événement ayant une probabilité beaucoup plus faible".[1513]

7.295 En réponse, l'Australie soutient que "l'intervalle de probabilité attribué à l'étape 4 pour l'importation ne peut pas être réduit à une simple "hypothèse"".[1514] Elle fait valoir à cet égard que la littérature scientifique indique que le nombre d'*Erwinia amylovora* présentes sur ou dans les pommes diminue avec l'entreposage frigorifique, mais montre aussi que les bactéries ne disparaissent pas.[1515] Comme l'a dit l'Australie, "[c]ompte tenu du scénario de risque examiné par l'équipe chargée de l'IRA, *E. Amylovora* sera considérée comme ayant survécu à cette étape même si une seule bactérie survit aux procédures courantes à la station de conditionnement sur une quelconque pomme".[1516]

7.296 L'Australie fait également valoir que, dans sa première communication écrite, la Nouvelle-Zélande a uniquement fait valoir que l'intervalle de distribution concernant cette étape pour l'importation devrait être révisé strictement sur la base de l'existence de preuves montrant que l'entreposage frigorifique a une incidence négative sur la survie d'*Erwinia amylovora*. En conséquence, la Nouvelle-Zélande ne devrait pas être autorisée à élargir ses allégations en relation avec ces questions (par exemple, concernant les effets du brossage, du cirage, du tri ainsi que du classement et du conditionnement tels qu'ils sont examinés dans l'IRA) à un stade ultérieur de la procédure.[1517]

7.297 L'Australie conclut que "la Nouvelle-Zélande n'a pas montré que l'intervalle de probabilité attribué à l'étape 4 pour l'importation était vicié".[1518]

ii) Analyse par le Groupe spécial

7.298 L'IRA estime la probabilité qu'*Erwinia amylovora* survive à des procédures de traitement courantes à la station de conditionnement sous la forme d'une distribution triangulaire avec une valeur minimale de 0,3 (30 sur 100), une valeur maximale de 0,7 (70 sur 100) et une valeur la plus probable de 0,65 (65 sur 100).[1519]

7.299 Selon l'IRA:

> "Aucun des processus engagés à ce stade [procédures courantes qui ont lieu dans les stations de conditionnement de Nouvelle-Zélande, comme le refroidissement préalable, le lavage, la désinfection, le brossage, le cirage, le tri et le classement, le conditionnement et l'entreposage frigorifique] n'aurait une grande influence sur la survie d'*E. amylovora* sur les pommes. Toutefois, en fonction de différentes procédures à la station de conditionnement, une certaine réduction du nombre de

[1513] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.227.
[1514] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 426.
[1515] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 422; deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphe 379. Voir Hale et Taylor, "Effect of Cool Storage on Survival of *Erwinia amylovora* on Apple Calyxes" (1999), dans la pièce NZ-24; Temple *et al.*, "Evaluation of Likelihood of Co-Occurrence of *Erwinia amylovora* with Mature Fruit of Winter Pear" (2007), dans la pièce NZ-98; et Ordax *et al.*, "Survival of *Erwinia amylovora* in mature apple fruit calyces" (2008), dans la pièce AUS-36.
[1516] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 421.
[1517] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 420; deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphes 378 et 380.
[1518] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 426. Deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphe 384.
[1519] IRA de l'Australie, partie B, pages 71 à 77.

> fruits porteurs de la bactérie serait attendue en raison de facteurs comme l'utilisation de désinfectants et le retrait des fruits endommagés."[1520]

7.300 Comme il est indiqué plus haut dans la section relative aux arguments, l'essentiel du débat entre les parties au sujet de l'argument présenté par la Nouvelle-Zélande sur les estimations faites dans l'IRA concernant l'étape 4 pour l'importation dans le cas du feu bactérien est axé sur la question de savoir si l'entreposage frigorifique diminuerait sensiblement la quantité de bactéries sur les pommes au point de la rendre insuffisante pour déclencher une infection.

7.301 La plupart des preuves citées dans l'IRA étayent l'idée que l'entreposage frigorifique réduirait la population bactérienne d'*Erwinia amylovora* sur les pommes, mais n'éliminerait pas complètement cette population. Comme M. Paulin l'a noté:

> "Les données sur la préservation de la population bactérienne à la surface des pommes pendant l'entreposage frigorifique semblent montrer avec exactitude qu'il y a une diminution dans ces conditions. Il n'est pas possible de savoir si cette diminution est liée à la température, ou survient uniquement avec le temps … [D]ans le cas précis du risque de transport de la bactérie par le biais de fruits mûrs asymptomatiques de toute façon, cela importe peu: les conditions dans la station de conditionnement ne permettront pas à la population d'augmenter, mais ne permettront pas à la population de disparaître pendant la période considérée."[1521]

7.302 Certains experts consultés par le Groupe spécial ont fait état de l'incidence possible que la désinfection, procédure courante à la station de conditionnement qui diffère de l'entreposage frigorifique, pourrait avoir sur la survie de populations épiphytes d'*Erwinia amylovora* sur les pommes. Selon M. Paulin, "si une étape de désinfection est incluse dans le processus, on peut s'attendre à une nette diminution du niveau de population bactérienne".[1522] M. Paulin a ajouté que "dans le cas d'une désinfection des fruits, l'intervalle de probabilité et l'échelle de distribution … sembl[aient] trop élevés pour cette étape. Cela vaut pour les pommes mûres asymptomatiques, mais il n'en irait pas autrement pour les déchets associés aux fruits".[1523] M. Deckers était du même avis et a noté que "[l]e processus de désinfection pendant le conditionnement devrait réduire fortement le risque de survie de la population épiphyte et réduire sensiblement l'échelle de distribution. Toutefois, il ne sera pas facile de faire disparaître complètement la population bactérienne".[1524]

7.303 Les preuves citées dans l'IRA confirment que la désinfection peut avoir une incidence importante pour ce qui est de réduire la population bactérienne:

> "Toivonen *et al.* (2001) ont montré que l'hypochlorite de sodium … ou l'acide peroxyacétique … était très efficace pour éliminer les micro-organismes à la surface

---

[1520] IRA de l'Australie, partie B, pages 76 et 77.

[1521] Réponse de M. Paulin à la question n° 29 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 209. Voir aussi les réponses de MM. Deckers et Paulin aux questions n° 14 et 29 posées par le Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphes 115 et 208.

[1522] Réponse de M. Paulin à la question n° 28 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 206. Voir aussi la réponse de M. Paulin à la question n° 28 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphes 205 à 207. Voir toutefois la réponse de M. Paulin dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 286.

[1523] Réponse de M. Paulin à la question n° 28 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphes 206 et 207.

[1524] Réponse de M. Deckers à la question n° 28 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 204.

> des pommes. Ils ont montré que l'acide peroxyacétique éliminait les microbes présents sur le calice, ce que ne faisait pas l'hypochlorite de sodium, et qu'il était difficile d'enlever ou de tuer les micro-organismes présents sur l'extrémité pédonculaire des fruits au moyen de ces deux produits chimiques … [L]es pommes mûres naturellement contaminées [infestées] … traitées avec 100 µg par ml de chlore n'ont pas été désinfectées efficacement, parce que le chlore n'a pas atteint les bactéries présentes dans la cavité protégée du calice (Sholberg *et al.*, 1988) probablement à cause de la formation de poches d'air. Toutefois, un bain de dix minutes dans une solution [d'acide acétique et d'acide propionique] a permis d'éliminer complètement les bactéries des fruits inoculés par … *E. amylovora* par pulvérisation. Dueck (1974b) a également observé que lorsque *E. amylovora* en suspension dans de l'eau distillée … a été inoculée artificiellement sur des pommes par badigeonnage, les bactéries ont été moins nombreuses mais n'ont pas été complètement éliminées par le chlore. Toutefois, un bain de dix minutes … dans de l'acide acétique a complètement éliminé *E. amylovora* de la surface du fruit. Janisiewicz et van der Zwet (1988) ont signalé que … l'hypochlorite de sodium in vitro avait complètement éradiqué *E. amylovora* en cinq minutes, mais avec l'ajout d'un agent de surface … la quantité d'hypochlorite de sodium requise pour éliminer totalement la bactérie en cinq minutes était plus importante … Toutefois, Janisiewicz et van der Zwet (1988) ont montré que lorsque des pommes … inoculées artificiellement étaient traitées avec … de l'hypochlorite de sodium et … un agent de surface, la population d'*E. amylovora* était réduite mais pas complètement éliminée.
>
> Roberts et Reymond (1989) ont inoculé artificiellement des pommes mûres avec des solutions aérosol d'*E. amylovora* … et ont immergé les fruits dans différentes concentrations … d'hypochlorite de sodium ou … d'acide acétique. La réduction de la population d'*E. amylovora* a représenté en moyenne de six à sept unités logarithmiques de moins que le nombre appliqué aux fruits, mais des différences importantes entre les traitements n'ont pas été observées. Roberts et Reymond (1989) ont également signalé que … le tampon de citrate était efficace contre *E. amylovora* mais à cause de son incompatibilité avec l'hypochlorite de sodium, il ne pouvait pas être utilisé dans le réservoir de dépôt. Ces auteurs ont signalé que le traitement … avec l'hypochlorite de sodium dans … de l'acide dodécylbenzènesulfonique pendant dix minutes réduisait considérablement la population d'*E. amylovora* sur les pommes. Ces rapports indiquent que le chlore à différentes concentrations est efficace pour réduire, mais non éliminer, la population bactérienne. Toutefois, il peut s'agir d'un élément efficace dans des approches systémiques qui intègrent différentes mesures de gestion."[1525]

7.304 En conséquence, en ce qui concerne la désinfection, les preuves citées dans l'IRA ne semblent pas étayer la conclusion générale selon laquelle "[a]ucun des processus engagés [dans les stations de conditionnement de Nouvelle-Zélande] n'aurait … une grande influence sur la survie d'*E. amylovora* sur les pommes".[1526] Toutefois, l'IRA note également qu'"en fonction de différentes procédures à la station de conditionnement, une certaine réduction du nombre de fruits porteurs de la bactérie serait attendue en raison de facteurs comme l'utilisation de désinfectants …".[1527] M. Deckers a noté à cet égard que, au moment d'envisager la désinfection des fruits, "nous devrions être conscients du fait que

[1525] IRA de l'Australie, partie B, pages 72 et 73.

[1526] IRA de l'Australie, partie B, page 76.

[1527] IRA de l'Australie, partie B, pages 76 et 77. Comme il est noté dans l'analyse de l'étape 5 pour l'importation, l'IRA indique que seulement environ la moitié des stations de conditionnement de Nouvelle-Zélande utilisent un certain type de désinfectant dans les réservoirs de dépôt. Voir plus loin le paragraphe 7.314. IRA de l'Australie, partie B, page 77.

nous n'enlevons jamais 100 pour cent des bactéries qui sont présentes. Il est très difficile de désinfecter 100 pour cent du calice".[1528]

7.305 À la lumière de ce qui précède, l'IRA contient des preuves scientifiques suffisantes pour étayer la conclusion selon laquelle les procédures courantes qui ont lieu dans les stations de conditionnement de Nouvelle-Zélande peuvent réduire la population bactérienne présente sur les pommes, mais n'élimineraient pas complètement la bactérie. Les experts consultés par le Groupe spécial souscrivent à cette conclusion générale, bien que certains aient considéré que l'intervalle de probabilité et l'échelle de distribution estimés dans l'IRA en ce qui concerne cette étape pour l'importation semblaient trop élevés, en particulier compte tenu de l'effet possible de l'utilisation de désinfectants.[1529] En tout état de cause, la Nouvelle-Zélande n'a pas réussi à montrer que l'entreposage frigorifique limiterait sensiblement la quantité de bactéries sur les pommes au point de la rendre insuffisante pour déclencher une infection.

7.306 En conséquence, le Groupe spécial conclut que la Nouvelle-Zélande n'a pas établi que l'estimation faite dans l'IRA de la probabilité qu'*Erwinia amylovora* survive à des procédures de traitement courantes dans la station de conditionnement est exagérée et ne s'appuie pas sur des preuves scientifiques adéquates.

e) Surestimation alléguée concernant l'étape 5 pour l'importation

7.307 L'étape 5 pour l'importation représente la probabilité que des fruits intacts soient contaminés pendant le traitement dans la station de conditionnement.[1530]

i) Résumé des arguments des parties

7.308 En ce qui concerne l'étape 5 pour l'importation dans le cas du feu bactérien, la Nouvelle-Zélande estime que les preuves scientifiques indiquent que la probabilité que des pommes mûres contaminent des fruits intacts pendant le traitement dans la station de conditionnement est négligeable.[1531]

7.309 En réponse, l'Australie soutient que la Nouvelle-Zélande a mal compris l'objectif de l'étape 5 pour l'importation ainsi que la manière dont les étapes pour l'importation fonctionnent ensemble. Elle fait valoir que, par conséquent, la Nouvelle-Zélande n'a pas établi pourquoi le jugement figurant dans l'IRA en ce qui concerne l'étape 5 pour l'importation devrait être considéré comme vicié.[1532]

7.310 En ce qui concerne cette étape, l'Australie fait valoir que l'IRA a estimé que la source la plus importante de contamination des fruits dans la station de conditionnement était l'eau présente dans le réservoir de dépôt et l'eau de lavage à laquelle les pommes pouvaient être exposées pendant le processus de classement et de conditionnement.[1533] Elle note que l'IRA a tenu compte du fait que

[1528] Réponse de M. Deckers dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 288.

[1529] Voir, par exemple, la réponse de M. Paulin à la question n° 28 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphes 205 à 207. Voir aussi la réponse de M. Sgrillo à la question n° 28 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphes 192 à 196, 202 et 203; la réponse de M. Paulin dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 286.

[1530] IRA de l'Australie, partie B, pages 19 à 21.

[1531] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.228; deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.426.

[1532] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 429.

[1533] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 427; deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphe 386.

seulement 53 pour cent des stations de conditionnement de Nouvelle-Zélande utilisaient un désinfectant quelconque dans l'eau de traitement.[1534]

ii) Analyse par le Groupe spécial

7.311 L'IRA estime la probabilité que des fruits intacts soient contaminés par *Erwinia amylovora* pendant le traitement dans la station de conditionnement sous la forme d'une distribution triangulaire avec une valeur minimale de 10^{-3} (1 sur 1 000), une valeur maximale de 5×10^{-2} (5 sur 100) et une valeur la plus probable de $2{,}5 \times 10^{-2}$ (2,5 sur 100).[1535]

7.312 Selon l'IRA:

> "Cette conclusion était fondée sur la possibilité que le réservoir de dépôt des fruits devienne contaminé par la bactérie et sur le fait que la désinfection de l'eau du réservoir de dépôt n'était pas une pratique courante dans un nombre important de stations de conditionnement de Nouvelle-Zélande. Cela tient aussi compte du fait que le risque non réduit est évalué et, partant, les fruits provenant de vergers présentant des symptômes actifs pourraient être porteurs de bactéries qui partent au lavage dans les réservoirs de dépôt."[1536]

7.313 L'IRA indique que "[t]oute bactérie présente sur les fruits, les déchets (feuilles et branches), les caisses de récolte et la terre adhérant au fond des caisses peut pénétrer dans le réservoir de dépôt et éventuellement contaminer des fruits intacts".[1537] Malgré ce qui précède, les preuves citées dans l'IRA indiquent qu'"il y aura un facteur de dilution très élevé dans l'eau du réservoir de dépôt. Il y a aussi des éléments indiquant qu'*E. amylovora* a du mal à survivre dans l'eau".[1538]

7.314 Comme l'Australie l'a dit, l'IRA indique que 53 pour cent des stations de conditionnement des pommes en Nouvelle-Zélande utilisent un désinfectant quelconque dans l'eau de traitement: 37 pour cent des stations mettent du chlore dans les réservoirs de dépôt et 16 pour cent des stations mettent un autre désinfectant comme l'acide peroxyacétique ou le brome-chlore-diméthylhydantoïne.[1539] L'IRA indique en outre que 73 pour cent des stations de conditionnement des pommes en Nouvelle-Zélande procèdent à un lavage sous haute pression et à fort débit au moyen de jets d'eau propre pour le rinçage des pommes après lavage dans le réservoir de dépôt, ce qui ferait probablement disparaître toute contamination superficielle des fruits intacts par des bactéries ou des déchets.[1540]

7.315 Comme il est dit dans l'IRA:

> "Ceroni *et al.* (2004) ont immergé des poires pendant 15 minutes dans une suspension d'*E. amylovora* contenant 108 cfu/ml et n'ont pu détecter aucune bactérie à la surface après seulement quelques jours, quelques bactéries subsistant pendant des périodes plus longues dans le calice uniquement. Ces auteurs ont conclu que la survie des bactéries à la surface des fruits était très brève et jouait un rôle épidémiologique négligeable. Si *E. amylovora* pénètre jusqu'au cœur du réservoir de dépôt, on pourrait s'attendre à ce qu'une infection interne se développe, mais cela n'a jamais été signalé. Sapers (1999) a procédé à certains essais de lavage de pommes dans un moulin à

[1534] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 427.
[1535] IRA de l'Australie, partie B, pages 77 à 79.
[1536] IRA de l'Australie, partie B, pages 78 et 79.
[1537] IRA de l'Australie, partie B, page 77.
[1538] IRA de l'Australie, partie B, page 77. Crosse *et al.*, "Leaf damage as a predisposing factor in the infection of apple shoots by *Erwinia amylovora*" (1972).
[1539] IRA de l'Australie, partie B, page 77.
[1540] IRA de l'Australie, partie B, page 77.

> cidre commercial et a constaté que dans le cas des pommes inoculées par trempage dans des solutions d'*E. coli*, les bactéries ne disparaissaient pas au lavage dans le réservoir de dépôt, l'eau du réservoir de dépôt ne devenait pas contaminée et aucune contamination croisée ne se produisait dans le réservoir de dépôt. Ce comportement d'*E. coli* est différent de celui d'*E. amylovora*, dont il a été établi dans plusieurs études qu'elle était facilement enlevée des surfaces contaminées avec de l'eau. Cela montre clairement les différents comportements des deux bactéries et les dangers de faire des extrapolations de l'une à l'autre. À la différence de ce que Sapers (1999) a observé pour *E. coli*, nous avons conclu qu'un niveau très faible de contamination croisée en tant qu'infestation dans le réservoir de dépôt pouvait être possible pour *E. amylovora*."[1541]

7.316 L'IRA indique que par rapport au réservoir de dépôt, le reste de la chaîne de conditionnement est considéré comme une source de contamination moins importante.[1542]

7.317 L'IRA arrive à la conclusion, sur la base des preuves citées, qu'il est possible qu'un niveau très faible de contamination croisée des pommes par *Erwinia amylovora* se produise dans le réservoir de dépôt. Les preuves citées dans l'IRA indiquent, toutefois, que le milieu liquide dans lequel les pommes mûres sont immergées pendant le traitement dans la station de conditionnement, même sans désinfectant, est un mauvais milieu de culture pour *Erwinia amylovora*. Les preuves donnent également à entendre que ce milieu liquide aurait un effet de dilution.[1543]

7.318 M. Paulin a constaté que l'estimation faite dans l'IRA concernant cette étape pour l'importation était fortement exagérée.[1544] Comme il l'a dit, "[c]'est uniquement s'il y avait des pommes en décomposition (prétendument à cause d'une infection par *E. amylovora* – donc non mûres et non "asymptomatiques") ou un volume important de déchets infectés que l'effet de dilution dans un milieu non désinfectant pourrait entraîner un volume important de cellules bactériennes à la surface des fruits. Cela semble très peu probable dans des conditions pratiques".[1545] Comme M. Deckers l'a noté, les preuves scientifiques indiquent que la probabilité que la contamination de pommes intactes se produise pendant le traitement est négligeable lorsque l'eau utilisée à cette fin est désinfectée.[1546] À cet égard, l'IRA n'explique pas correctement les raisons pour lesquelles il a apparemment été fait abstraction des conclusions d'études comme celle de Ceroni *et al.* (2004) et de l'étude Sapers (1999)

[1541] IRA de l'Australie, partie B, page 78. Ceroni *et al.*, "Survival of *Erwinia amylovora* on pears and on fruit containers in cold storage and outdoors" (2004); Sapers, "Research on decontamination of apples by washing with detergents and sanitizing agents" (1999).

[1542] IRA de l'Australie, partie B, page 77.

[1543] Réponse de M. Paulin à la question n° 30 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 216.

[1544] Réponse de M. Paulin à la question n° 30 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 216; réponse de M. Paulin dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 341. Voir aussi la réponse de M. Sgrillo à la question n° 30 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphes 211 à 214.

[1545] Réponse de M. Paulin à la question n° 30 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphes 216 et 217. Voir aussi la réponse de M. Deckers dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 362; la réponse de M. Paulin dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 360.

[1546] Réponse de M. Deckers à la question n° 30 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 215.

pour *E. coli*[1547] lorsque les estimations de probabilité concernant cette étape pour l'importation ont été déduites.

7.319 M. Paulin a en outre noté que, même dans ce dernier cas, il ressort des preuves scientifiques que dans un milieu artificiel, *Erwinia amylovora* ne réussirait pas à vaincre des bactéries antagonistes naturelles (comme *Pantoea agglomerans* ou *Pseudomonas fluorescens*). Ces bactéries antagonistes naturelles sont naturellement présentes en concentration élevée à la surface des végétaux et des fruits, et empêcheraient la multiplication d'*Erwinia amylovora* si elle était présente.[1548]

7.320 L'IRA contient des preuves suffisantes provenant de sources respectées et compétentes en ce qui concerne l'examen de cette étape pour l'importation auquel il a été procédé. Toutefois, rien dans l'IRA n'indique comment les résultats de ces études scientifiques ont été pris en compte pour arriver à une estimation d'un intervalle de probabilité concernant cette étape pour l'importation. Par exemple, rien n'indique comment l'IRA a tenu compte des preuves concernant la possibilité que le réservoir de dépôt des fruits devienne contaminé par la bactérie *Erwinia amylovora* et devienne une source de contamination des fruits intacts pendant le traitement dans la station de conditionnement. En conséquence, le Groupe spécial constate que l'estimation faite dans l'IRA de la probabilité que des fruits intacts soient contaminés par *Erwinia amylovora* pendant le traitement dans la station de conditionnement n'est pas cohérente ni objective.

f) Surestimation alléguée concernant l'étape 6 pour l'importation

7.321 L'étape 6 pour l'importation représente la probabilité que des fruits infectés ou infestés demeurent infectés ou infestés pendant la palettisation, l'inspection de la qualité, la conteneurisation et le transport vers l'Australie.[1549]

i) Résumé des arguments des parties

7.322 La Nouvelle-Zélande estime que l'IRA a attribué une probabilité artificiellement gonflée dans ses calculs concernant l'étape 6 pour l'importation dans le cas du feu bactérien.[1550] À son avis, "[l]'IRA ne tient pas compte du fait que la conteneurisation et le transport s'accompagnent d'un entreposage frigorifique qui réduit sensiblement la viabilité d'*E. amylovora*".[1551]

7.323 La Nouvelle-Zélande dit que le fait que les bactéries peuvent survivre à la durée et aux conditions de transport n'implique pas qu'elles survivront en nombres épidémiologiquement importants.[1552] "[E]n rejetant le concept d'un nombre épidémiologiquement important de bactéries, l'Australie rejette également l'idée qu'il existe une différence importante entre le risque potentiel associé à la présence d'une bactérie sur une pomme et la présence de 10 000 bactéries."[1553]

[1547] Ceroni *et al.*, "Survival of *Erwinia amylovora* on pears and on fruit containers in cold storage and outdoors" (2004); Sapers, "Research on decontamination of apples by washing with detergents and sanitizing agents" (1999). IRA de l'Australie, partie B, page 78.

[1548] Réponse de M. Paulin à la question n° 30 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphes 216 et 217.

[1549] IRA de l'Australie, partie B, pages 19 à 21.

[1550] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.231.

[1551] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.229. Hale et Taylor, "Effect of Cool Storage on Survival of *Erwinia amylovora* on Apple Calyxes" (1999), dans la pièce NZ-24; Taylor et Hale, "Cold storage affects survival and growth of *Erwinia amylovora* on the calyx of apple" (2003), dans la pièce NZ-25; et Temple *et al.*, "Evaluation of Likelihood of Co-Occurrence of *Erwinia amylovora* with Mature Fruit of Winter Pear" (2007), dans la pièce NZ-98.

[1552] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.229.

[1553] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.428.

7.324 En réponse, l'Australie soutient que la Nouvelle-Zélande n'a pas établi que l'évaluation de l'étape 6 pour l'importation figurant dans l'IRA était viciée.[1554] À son avis, "la Nouvelle-Zélande … ne démontre pas qu'elle comprend correctement le scénario d'importation examiné par l'équipe chargée de l'IRA. La plupart des preuves présentées [par la Nouvelle-Zélande] étayent en fait l'allégation de l'Australie selon laquelle l'équipe chargée de l'IRA a correctement évalué la probabilité en ce qui concerne l'étape 6 pour l'importation".[1555]

7.325 L'Australie fait valoir à cet égard que l'IRA a tenu compte du fait que les bactéries n'étaient pas visibles et des preuves présentées pour l'étape 4 pour l'importation selon lesquelles la bactérie survivra aux conditions d'entreposage frigorifique.[1556] Bien que les preuves scientifiques démontrent que le nombre de bactéries diminue pendant l'entreposage frigorifique, les mêmes preuves démontrent également que certaines bactéries peuvent survivre. L'Australie estime que l'analyse effectuée à cet égard dans le contexte de l'étape 4 pour l'importation s'applique également à l'étape 6 pour l'importation.[1557] Elle souligne que l'étape 6 pour l'importation ne sert pas à vérifier si *Erwinia amylovora* survivra en nombres épidémiologiquement importants. "Elle concerne la probabilité *qu'une quelconque* bactérie survive aux contrôles de la qualité, à l'entreposage et au transport."[1558] Compte tenu de cela, l'équipe chargée de l'IRA a conclu qu'aucun des processus correspondant à l'étape 6 pour l'importation n'était susceptible d'avoir une incidence directe sur la survie d'*Erwinia amylovora* sur les fruits.[1559]

ii) Analyse par le Groupe spécial

7.326 L'IRA estime la probabilité qu'*Erwinia amylovora* survive à la palettisation, à l'inspection de la qualité, à la conteneurisation et au transport vers l'Australie sous la forme d'une distribution triangulaire avec une valeur minimale de 0,7 (70 sur 100), une valeur maximale de 1 (100 sur 100) et une valeur la plus probable de 0,8 (80 sur 100).[1560]

7.327 L'IRA indique que "[l]es bactéries ne sont pas visible et survivront à l'inspection de la qualité et à la palettisation".[1561] Le transport des pommes dans des conteneurs de la Nouvelle-Zélande vers l'Australie prendrait au minimum dix jours. L'IRA cite des preuves indiquant que même si une certaine réduction du nombre de bactéries et du nombre de fruits infestés était attendue pendant le transport des pommes dans des conteneurs de la Nouvelle-Zélande vers l'Australie, les bactéries peuvent survivre sur les fruits pendant des périodes de plus de dix jours.[1562]

7.328 Comme il est indiqué plus haut dans la section relative aux arguments, le débat entre les parties au sujet des estimations faites dans l'IRA concernant l'étape 6 pour l'importation dans le cas du feu bactérien reproduit le débat antérieur sur l'entreposage frigorifique dans le contexte de l'étape 4 pour l'importation. Là encore, un point litigieux majeur entre les parties est la mesure dans laquelle l'entreposage frigorifique limiterait la quantité de bactéries sur les pommes. Une différence importante dans l'analyse de ces deux étapes pour l'importation tient au fait que les procédures de

---

[1554] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 437; deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphe 391.

[1555] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 437.

[1556] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 430.

[1557] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 433; deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphe 390.

[1558] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 433.

[1559] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 430.

[1560] IRA de l'Australie, partie B, page 79.

[1561] *Ibid*.

[1562] IRA de l'Australie, partie B, page 79. Ceroni *et al.*, "Survival of *Erwinia amylovora* on pears and on fruit containers in cold storage and outdoors" (2004); Hale et Taylor, "Effect of Cool Storage on Survival of *Erwinia amylovora* on Apple Calyxes" (1999), dans la pièce NZ-24.

désinfection, qui peuvent avoir une incidence importante pour ce qui est de réduire la population bactérienne, ne sont pas pertinentes pour l'étape 6 pour l'importation.

7.329 Le Groupe spécial a déjà noté que la plupart des preuves citées dans l'IRA étayaient l'idée que l'entreposage frigorifique réduirait la population bactérienne d'*Erwinia amylovora* sur les pommes, mais n'éliminerait pas complètement cette population.[1563]

7.330 À la lumière de ce qui précède, l'IRA contient des preuves scientifiques suffisantes pour étayer sa conclusion selon laquelle, même si une certaine réduction du nombre de bactéries et du nombre de fruits infestés était attendue pendant le transport des pommes dans des conteneurs de la Nouvelle-Zélande vers l'Australie, les bactéries peuvent survivre pendant des périodes de plus de dix jours. Les experts consultés par le Groupe spécial ont souscrit à cette conclusion générale, bien que M. Deckers ait noté que "[l]a survie de la bactérie [*Erwinia amylovora*] pendant la palettisation, la conteneurisation et le transport [était] considérée comme faible, sûrement après la désinfection externe des fruits pendant le processus de conditionnement".[1564] En tout état de cause, la Nouvelle-Zélande n'a pas réussi à montrer que l'entreposage frigorifique intervenant pendant la conteneurisation et le transport à ce stade réduirait sensiblement la viabilité d'*Erwinia amylovora*.

7.331 En conséquence, le Groupe spécial conclut que la Nouvelle-Zélande n'a pas établi que l'estimation faite dans l'IRA de la probabilité qu'*Erwinia amylovora* survive à la palettisation, à l'inspection de la qualité, à la conteneurisation et au transport vers l'Australie est artificiellement gonflée ou n'est pas fondée sur un raisonnement cohérent et objectif.

g) Surestimation alléguée concernant l'étape 7 pour l'importation

7.332 S'agissant des parasites examinés dans l'IRA, l'étape 7 pour l'importation représente la probabilité que des fruits intacts deviennent contaminés pendant la palettisation, l'inspection de la qualité, la conteneurisation et le transport.[1565]

i) Résumé des arguments des parties

7.333 La Nouvelle-Zélande estime qu'"[i]l s'agit d'un autre événement dont la probabilité qu'il se produise est extrêmement faible".[1566] Elle fait valoir que "[c]ette étape est une répétition des étapes 3 et 5, à savoir l'hypothèse selon laquelle des fruits intacts peuvent devenir contaminés par *E. amylovora* au cours du processus allant de la cueillette à l'arrivée des fruits à leur destination d'exportation. Tout comme les hypothèses qui sous-tendent les étapes 3 et 5 sont indéfendables, l'étape 7 est également dénuée de fondement".[1567]

7.334 La Nouvelle-Zélande fait valoir qu'il s'agit "d'un autre exemple de l'utilisation par l'Australie d'un intervalle de probabilité avec une valeur maximale qui n'est pas justifiée par les preuves

[1563] Voir plus haut le paragraphe 7.301. Voir aussi les réponses de MM. Deckers et Paulin aux questions n° 14 et 29 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphes 115, 208 et 209.

[1564] Réponse de M. Deckers à la question n° 31 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 218. Voir aussi la réponse de M. Paulin à la question n° 31 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 219.

[1565] IRA de l'Australie, partie B, pages 19 à 21.

[1566] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.232.

[1567] *Ibid*.

scientifiques, ce qui a pour effet de gonfler artificiellement la probabilité globale de l'entrée, de l'établissement et de la dissémination".[1568]

7.335 En réponse, l'Australie soutient que la Nouvelle-Zélande n'a pas démontré l'existence de vices graves dans l'analyse faite dans l'IRA en ce qui concerne cette étape pour l'importation. Elle estime que la Nouvelle-Zélande n'a pas montré pourquoi l'intervalle de probabilité attribué à cette étape était incompatible avec les preuves scientifiques citées dans l'IRA, voire avec son propre point de vue selon lequel la probabilité était "extrêmement faible".[1569]

7.336 L'Australie prend note de l'affirmation de la Nouvelle-Zélande selon laquelle la probabilité que l'événement visé par cette étape pour l'importation se produise est extrêmement faible, comme dans le cas des étapes 3 et 5 pour l'importation. Elle fait valoir à cet égard que, selon la méthode de l'IRA, le descriptif qualitatif pour les événements "négligeables" correspond à un intervalle de probabilité allant de zéro à 10^{-6}. C'est précisément l'intervalle de probabilité attribué à l'étape 7 pour l'importation. En conséquence, de l'avis de l'Australie, la Nouvelle-Zélande ne devrait formuler aucune contestation au sujet de l'étape 7 pour l'importation.[1570]

7.337 L'Australie note que l'IRA a considéré que le seul risque de contamination dans le cadre de cette étape résultait de l'exsudat bactérien provenant des fruits porteurs d'une infection interne. "Comme l'équipe chargée de l'IRA a estimé que l'infection interne était un "événement rare" et que les fruits pourris seraient très probablement rejetés au moment de la récolte, à la chaîne de conditionnement ou pendant l'inspection de la qualité, elle a estimé qu'il n'y avait guère de possibilités que les fruits soient contaminés à ce stade."[1571]

ii) Analyse par le Groupe spécial

7.338 L'IRA estime la probabilité que des fruits intacts soient contaminés par *Erwinia amylovora* pendant la palettisation, l'inspection de la qualité, la conteneurisation et le transport sous la forme d'une distribution triangulaire avec une valeur minimale de zéro, une valeur maximale de 10^{-6} (1 sur 1 000 000) et une valeur la plus probable de 5×10^{-7} (5 sur 10 000 000).[1572]

7.339 L'IRA indique qu'"[a]près avoir examiné les renseignements techniques, l'équipe chargée de l'IRA a conclu qu'il n'y avait guère de possibilités que les fruits soient contaminés à ce stade":

> "La contamination superficielle des fruits intacts peut se produire uniquement au contact de l'exsudat bactérien qui suinte d'un fruit porteur d'une infection interne. On trouve rarement un tel fruit … car les fruits pourris ne sont pas récoltés. S'ils le sont, ils sont rejetés avant d'entrer dans la chaîne de conditionnement. Si un fruit pourri est trouvé après l'entreposage frigorifique, il est rejeté lors de l'inspection de la qualité.
>
> Les fruits conditionnés sont conservés dans des conditions sûres, ne sont pas exposés aux éléments et ne sont donc pas exposés à l'inoculum bactérien."[1573]

7.340 MM. Deckers et Paulin ont souligné que les fruits mûrs porteurs d'une infection interne n'étaient pas capables de produire un exsudat bactérien; ces fruits seront immédiatement la proie d'infections fongiques. La production d'un exsudat surviendrait uniquement sur des fruits non mûrs,

[1568] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.431.
[1569] Deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphe 394.
[1570] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 439.
[1571] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 438. (note de bas de page omise)
[1572] IRA de l'Australie, partie B, page 79.
[1573] *Ibid*. Voir aussi Van der Zwet *et al.*, "Population of *Erwinia amylovora* on External and Internal Apple Fruit Tissues" (1990), dans la pièce AUS-31.

dont l'amidon est utilisé par la bactérie *Erwinia amylovora* pendant la phase de multiplication.[1574] En tout état de cause, comme il est indiqué dans l'IRA[1575], les fruits porteurs d'une infection interne qui produisent un exsudat, le cas échéant, auraient été rejetés bien avant cette étape et avant d'entrer dans la chaîne de conditionnement.

7.341 Dans son analyse de cette étape, l'IRA ne présente aucune preuve scientifique indiquant qu'une pollution externe peut se produire de la manière décrite dans cette étape pour l'importation, sauf dans le cas des fruits produisant un exsudat.[1576] La seule référence à une quelconque preuve scientifique faite dans l'analyse concernant cette étape pour l'importation figurant dans l'IRA est la référence à l'étude van der Zwet (1990). Le Groupe spécial a déjà pris note des limites de cet ouvrage, à la lumière des observations formulées par son premier auteur.[1577]

7.342 L'intervalle quantitatif attribué par l'IRA pour la probabilité de l'événement représenté par cette étape pour l'importation correspond à la définition de "négligeable" (c'est-à-dire "l'événement ne se produirait presque certainement pas) donnée dans l'IRA. La conclusion de l'IRA selon laquelle la probabilité que des fruits intacts soient contaminés par *Erwinia amylovora* pendant la palettisation, l'inspection de la qualité, la conteneurisation et le transport est négligeable semble être cohérente et objective. Le Groupe spécial examinera plus loin, dans le contexte des allégations formulées par la Nouvelle-Zélande au sujet des vices de méthode allégués de l'IRA, la question de savoir si le choix dans l'IRA d'un intervalle de probabilité de zéro à un sur un million pour les événements ayant une probabilité "négligeable" de se produire est en lui-même étayé par des preuves scientifiques adéquates et est, en conséquence, cohérent et objectif.

h) Estimation concernant l'étape 8 pour l'importation

7.343 L'étape 8 pour l'importation représente la probabilité que des fruits infectés ou infestés demeurent infectés ou infestés après l'application à l'arrivée des procédures à la frontière minimales.[1578]

i) Résumé des arguments des parties

7.344 La Nouvelle-Zélande estime qu'il est "difficile de ne pas être d'accord" avec la conclusion de l'IRA selon laquelle la probabilité qu'*Erwinia amylovora* survive et reste avec le fruit après l'application à l'arrivée des procédures à la frontière minimales devrait être de 1.[1579] La Nouvelle-Zélande fait valoir à cet égard que "[s]i *E. amylovora* est présente quand les pommes arrivent à la frontière, il ne semble guère probable que "l'application à l'arrivée des procédures à la frontière minimales" puissent avoir un quelconque effet sur cette bactérie".[1580] Elle ajoute toutefois que cette déclaration "n'est guère significative. Elle dépend elle aussi de l'hypothèse selon laquelle

[1574] Réponses de MM. Deckers et Paulin à la question n° 33 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphes 229 et 230.
[1575] IRA de l'Australie, partie B, page 79.
[1576] Réponses de MM. Deckers, Paulin et Sgrillo à la question n° 32 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphes 226, 227, 228 et 220 à 225.
[1577] Voir plus haut le paragraphe 7.285. Déclaration de Tom van der Zwet, 16 juillet 2002, dans la pièce AUS-32. Réponse de M. Paulin à la question n° 32 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphes 227 et 228; réponse de M. Paulin à la question n° 24 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 175. Voir toutefois l'IRA de l'Australie, partie B, page 63.
[1578] IRA de l'Australie, partie B, pages 19 à 21.
[1579] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.233.
[1580] *Ibid.*

une filière existe pour la transmission d'*E. amylovora*, hypothèse qui n'est étayée par aucune preuve scientifique".[1581]

7.345 De l'avis de la Nouvelle-Zélande, "l'étape 8 pour l'importation n'a d'autre but que d'indiquer que les procédures à la frontière de l'Australie ne sont pas conçues pour éliminer toute *E. amylovora* qui pourrait être transportée sur des pommes importées. Elles n'ont pas non plus, à son avis, à être conçues pour cela".[1582]

7.346 En réponse, l'Australie soutient que l'argument de la Nouvelle-Zélande concernant l'étape 8 pour l'importation "est dénué de pertinence … puisque la Nouvelle-Zélande pense comme l'équipe chargée de l'IRA qu'il est certain que toute *E. amylovora* présente à cette étape survivra jusqu'à l'étape suivante".[1583]

ii) Analyse par le Groupe spécial

7.347 L'IRA estime que la probabilité qu'*Erwinia amylovora* survive et reste avec le fruit après l'application à l'arrivée des procédures à la frontière minimales est de 1 (100 pour cent).[1584]

7.348 L'IRA note que "[l]es bactéries présentes à la surface, dans le calice ou à l'intérieur du fruit, ne seront pas détectées lors de l'application à l'arrivée des procédures à la frontière. Les procédures d'inspection ordinaires à l'arrivée ne permettraient pas de détecter la présence de bactéries. Les fruits porteurs de bactéries ne présenteraient aucun symptôme du feu bactérien".[1585]

7.349 La Nouvelle-Zélande n'a pas mis en cause l'estimation faite dans l'IRA de la probabilité de l'événement que représente cette étape particulière pour l'importation. En tout état de cause, il n'y a aucune raison de croire que cette estimation n'est pas cohérente ni objective au vu du scénario pris en compte dans l'IRA.

i) Surestimation alléguée de la probabilité globale de l'importation

7.350 La probabilité globale de l'importation représente la probabilité qu'une pomme importée soit infectée ou infestée; elle résulte de la somme des proportions associées aux dix filières d'importation individuelles.[1586]

i) Résumé des arguments des parties

7.351 La Nouvelle-Zélande fait valoir que la probabilité globale de l'importation est un chiffre très artificiellement gonflé.[1587] À son avis, ce chiffre "dépasse celui de l'infestation maximale signalée en Nouvelle-Zélande, qui concernait un verger gravement infecté".[1588] La Nouvelle-Zélande laisse

[1581] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.234.
[1582] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.433.
[1583] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 440. Voir aussi la deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphe 395.
[1584] IRA de l'Australie, partie B, page 80.
[1585] IRA de l'Australie, partie B, page 80.
[1586] IRA de l'Australie, partie B, pages 23 et 24.
[1587] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.235; deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.434.
[1588] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.235.

entendre que, sur la base des preuves scientifiques, la valeur attribuée à la probabilité globale de l'importation devrait être bien inférieure.[1589]

7.352 En réponse, l'Australie fait valoir que le taux d'infestation des pommes importées de Nouvelle-Zélande, correspondant à la probabilité globale de l'importation d'*Erwinia amylovora*, a été estimé en insérant les probabilités concernant chaque étape pour l'importation dans le modèle de simulation des risques.[1590]

ii) Analyse par le Groupe spécial

7.353 S'agissant de la probabilité globale de l'importation d'*Erwinia amylovora*, l'IRA note ce qui suit:

> "Lorsque les probabilités ci-dessus [concernant chacune des étapes pour l'importation] ont été insérées dans le modèle de simulation des risques, la probabilité de l'importation d'*E. amylovora* a été estimée à 3,9 x 10^{-2} (moyenne), 2,2 x 10^{-2} ($5^{ème}$ centile) et 5,6 x 10^{-2} ($95^{ème}$ centile). Le taux d'infestation par *E. amylovora* a donc été estimé à 3,9 pour cent (moyenne) du nombre total proposé de pommes importées de Nouvelle-Zélande chaque année."[1591]

7.354 Les experts ont confirmé qu'arithmétiquement, le chiffre global de 3,9 pour cent était correct, puisqu'on l'obtenait en additionnant les différentes probabilités individuelles représentées par chacune des dix filières d'importation potentielles.[1592] Toutefois, M. Paulin a noté que la démarche consistant à essayer d'obtenir une probabilité globale d'importation en estimant des probabilités individuelles pour chaque filière d'importation pouvait être viciée:

> "Si l'on peut spéculer ou avoir un échange de vues sur la probabilité de tout événement inhérent au transport possible d'*E. amylovora* par les pommes, la quantification de la probabilité de chacun de ces événements n'est tout simplement *pas réalisable*. Cette quantification s'appuie sur une estimation arbitraire qui, même dans le cas le mieux documenté, se cache tout simplement derrière une explication "scientifique" qui n'est jamais complètement pertinente, ne serait-ce que parce que les conditions en laboratoire ne reproduisent que partiellement les conditions naturelles. Cette quantification de la probabilité peut être fondée en ce qu'elle essaie d'évaluer les risques *relatifs* liés à chaque étape, les uns par rapport aux autres. Le chiffre global résultant de la combinaison de ces probabilités n'est tout simplement *pas crédible*: si le chiffre de 3,9 pour cent avait une cohérence quelconque, c'est un chiffre que l'on pourrait assez facilement vérifier expérimentalement (comme c'est le cas, par exemple,de la dissémination par le matériel de plantation). Une expérience de ce type aurait été plus convaincante que les efforts déployés actuellement dans l'IRA pour démontrer ce qui ne peut pas réellement être démontré."[1593]

[1589] *Ibid.* Voir aussi la deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.434. Roberts *et al.*, "The potential for spread of *Erwinia amylovora* and fire blight via commercial apple fruit" (1998), page 23, dans la pièce NZ-22; et Roberts et Sawyer, "An updated pest risk assessment for spread of *Erwinia amylovora* and fire blight via commercial apple fruit" (2008), dans la pièce NZ-29.

[1590] Deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphe 396.

[1591] IRA de l'Australie, partie B, page 80.

[1592] Réponses de MM. Deckers et Sgrillo à la question n° 34 du Groupe spécial, dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphes 237 et 236.

[1593] Réponse de M. Paulin à la question n° 34 du Groupe spécial, dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphes 238 et 239. (italique dans l'original)

7.355 Que cette démarche consistant à essayer d'obtenir une probabilité globale de l'importation non étayée par ailleurs en agrégeant les probabilités des filières d'importation individuelles soit ou non viciée, certains des chiffres estimés par l'équipe chargée de l'IRA posent un problème. En effet, si les estimations de l'une ou de plusieurs des probabilités individuelles sont contestables, parce que ces estimations ne sont ni étayées par des preuves scientifiques adéquates, ni fondées sur un raisonnement cohérent et objectif, le chiffre global devient nécessairement contestable.

7.356 En outre, l'IRA ne tente pas de trouver une justification de la probabilité globale estimée de l'importation autre que l'agrégation des différentes probabilités individuelles représentées par chaque étape pour l'importation.[1594] Consulté par le Groupe spécial, M. Deckers a été d'avis que cette probabilité globale était une valeur relativement élevée et était probablement surestimée.[1595] M. Paulin a souligné que, comme l'IRA ne présentait pas de données à l'appui de son estimation concernant la probabilité globale de l'importation, il était impossible de juger si cette estimation était ou non exagérée et, dans l'affirmative, de juger de la gravité de cette exagération.[1596] De fait, formulant des observations sur la méthode d'évaluation des risques, M. Sgrillo note que "les méthodes quantitatives ne devraient être utilisées que lorsqu'il y a des données suffisantes pour étayer le choix des intervalles de probabilité et des courbes de probabilité".[1597] Il laisse entendre à cet égard que les données figurant dans l'IRA "ne sont pas adéquates pour produire le type de chiffres dont on a besoin pour pouvoir utiliser le modèle".[1598] Finalement, tout chiffre estimé devrait ensuite être comparé avec la réalité de façon à vérifier que le modèle rend compte du monde réel de manière adéquate.[1599]

7.357 À la lumière des conclusions auxquelles le Groupe spécial est parvenu précédemment concernant les estimations des différentes étapes pour l'importation figurant dans l'IRA[1600] et de l'absence de justification et de preuves séparées dans l'IRA au sujet de la probabilité globale estimée de l'importation, le Groupe spécial constate que l'estimation de la probabilité globale de l'importation figurant dans l'IRA ne s'appuie pas sur des preuves scientifiques adéquates et, en conséquence, n'est pas cohérente ni objective.

j) Analyse faite dans l'IRA de la probabilité de l'entrée, de l'établissement et de la dissémination du feu bactérien

7.358 Les facteurs pertinents pour l'estimation de la probabilité de l'entrée, de l'établissement et de la dissémination comprennent: la probabilité de l'importation (conformément aux différentes étapes

[1594] IRA de l'Australie, partie B, page 80. Voir aussi le tableau 4 de l'IRA de l'Australie, partie B, page 24. Voir la réponse de M. Sgrillo dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 269.

[1595] Réponse de M. Deckers à la question n° 34 du Groupe spécial, dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 237. Voir aussi la réponse de M. Sgrillo à la question n° 34 du Groupe spécial dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphes 231 à 235. Voir toutefois la réponse de M. Deckers dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 259.

[1596] Réponse de M. Paulin dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 258.

[1597] Réponse de M. Sgrillo dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 122.

[1598] Réponse de M. Sgrillo dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 143.

[1599] Réponses de M. Sgrillo dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphes 34 et 136.

[1600] Voir plus haut les paragraphes 7.259, 7.275, 7.290, 7.320 et 7.342.

pour l'importation); la valeur de proximité; la probabilité de l'exposition; la probabilité de l'établissement; et la probabilité de la dissémination.[1601]

i) Résumé des arguments des parties

7.359 La Nouvelle-Zélande fait valoir que, de même que l'IRA ne contient pas d'évaluation de la probabilité de l'entrée du feu bactérien, il n'évalue pas non plus la probabilité de "l'établissement ou de la dissémination … de la maladie" au sens du paragraphe 4 de l'Annexe A de l'Accord SPS.[1602] Elle estime que "[d]e ce fait, l'Australie ne s'est pas acquittée de ses obligations au titre de l'article 5:1 de l'*Accord SPS*".[1603] De l'avis de la Nouvelle-Zélande, "l'évaluation des risques effectuée par l'Australie ne satisfait pas aux prescriptions de l'article 5:1 car elle n'évalue pas le risque effectif d'introduction du feu bactérien par le biais de pommes mûres asymptomatiques".[1604] Elle est fondée sur une filière hypothétique, "fondée sur une hypothèse, présumée ou supposée mais pas nécessairement réelle ou vraie".[1605]

7.360 La Nouvelle-Zélande estime qu'il n'y a aucune preuve scientifique de l'existence d'un mécanisme de dispersion permettant à la bactérie de passer à un hôte sensible, de telle sorte que, dès que des pommes infestées ou infectées par *Erwinia amylovora* arrivent en Australie, la maladie peut se transmettre à des plantes hôtes. De l'avis de la Nouvelle-Zélande, l'analyse faite dans l'IRA à cet égard "repose sur des possibilités lointaines et non sur des probabilités fondées sur des preuves scientifiques".[1606] La Nouvelle-Zélande soutient que l'IRA attribue des valeurs "d'une manière apparemment arbitraire" à divers points d'utilisation d'où il pourrait y avoir transfert de la bactérie des pommes infectées à des plantes hôtes[1607]: "il est néanmoins attribué à des événements dont la probabilité est extrêmement faible ... des valeurs de probabilité laissant entendre qu'ils se produiront probablement".[1608]

7.361 La Nouvelle-Zélande allègue que l'analyse de "l'établissement et de la dissémination" faite dans l'IRA pose certains "autres problèmes spécifiques". Premièrement, l'IRA ne tient pas compte du fait que les populations bactériennes présentes sur les pommes "diminueront considérablement" pendant l'entreposage frigorifique en Australie avant la vente au détail et la distribution.[1609] Deuxièmement, l'IRA ne cite aucun fondement scientifique à l'appui de l'hypothèse qu'il énonce à savoir qu'il peut y avoir une multiplication d'*Erwinia amylovora* sur une pomme jetée ou selon laquelle des insectes butineurs pourraient propager cette bactérie à un hôte sensible.[1610] Les preuves scientifiques disponibles montrent plutôt qu'il y aurait une probabilité négligeable que les populations

[1601] IRA de l'Australie, partie B, page 80. Voir aussi l'IRA de l'Australie, partie B, page 17.
[1602] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.238.
[1603] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.252.
[1604] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.437.
[1605] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.439.
[1606] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.239. Voir aussi la première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 4.247 et 4.248.
[1607] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 4.240 et 4.241.
[1608] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.241.
[1609] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.242, faisant référence à Taylor et Hale, "Cold storage affects survival and growth of *Erwinia amylovora* on the calyx of apple" (2003), dans la pièce NZ-25, et à Temple *et al.*, "Evaluation of Likelihood of Co-Occurrence of *Erwinia amylovora* with Mature Fruit of Winter Pear" (2007), page 1272, dans la pièce NZ-98.
[1610] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.243, faisant référence à Taylor *et al.*, "Survival of the fire blight pathogen, *Erwinia amylovora*, in calyxes of apple fruit discarded in an orchard" (2003), dans la pièce NZ-28; et à Hale *et al.*, "Ecology and Epidemiology of fire blight in New Zealand" (1996), dans la pièce NZ-27. Voir aussi la deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 2.442 à 2.444.

d'*Erwinia amylovora* associées aux fruits mûrs infectent un hôte, même si l'hôte était réceptif.[1611] Il n'est pas non plus cité de preuve scientifique pour étayer la théorie du transfert mécanique, par des travailleurs ou du matériel, entraînant une infection.[1612] En outre, de l'avis de la Nouvelle-Zélande, il est allégué à tort dans l'IRA qu'il n'y a pas de nombre minimal admis d'*Erwinia amylovora* nécessaire pour déclencher une infection.[1613] Troisièmement, l'argument présenté dans l'IRA concernant le mécanisme de dispersion est fondé sur l'hypothèse erronée selon laquelle les conditions de laboratoire se reproduiront dans l'environnement naturel constitué par un verger.[1614] La Nouvelle-Zélande fait valoir à cet égard que dans la vie réelle, "même dans des conditions propices à l'infection, il est peu probable que les populations bactériennes atteignent des niveaux aussi élevés d'inoculum dans une période aussi courte".[1615] De l'avis de la Nouvelle-Zélande:

> "L'affirmation faite dans l'IRA selon laquelle *E. amylovora* peut être disséminée par le biais de fruits mûrs nécessite non seulement que chacun des [nombreux] événements non prouvés se produise, mais aussi que ces événements se produisent tous à la suite les uns des autres dans une courte période quand les fleurs de l'hôte sont sensibles et le climat est propice à l'infection par *E. amylovora.* … La probabilité que chacun de ces événements jamais démontrés se produise est négligeable; la probabilité qu'ils se produisent dans le bon ordre au bon moment doit être très proche de zéro."[1616]

7.362 Selon la Nouvelle-Zélande, l'estimation faite dans l'IRA de la probabilité du transfert d'*Erwinia amylovora* d'une seule pomme infestée ou infectée à un hôte sensible (valeur d'exposition) est "très exagérée". Les seules preuves scientifiques de la probabilité que de tels événements se produisent attribuent des valeurs de un événement par plusieurs milliers d'années.[1617]

7.363 En réponse, l'Australie fait valoir que l'argument de la Nouvelle-Zélande selon lequel l'établissement et la dissémination du feu bactérien par des pommes mûres n'ont jamais été démontrés, est dénué de fondement, tout comme l'argument selon lequel l'évaluation faite dans l'IRA à cet égard est "hypothétique" et "très exagérée".[1618] De l'avis de l'Australie, le simple fait qu'une filière n'a jamais été prouvée antérieurement ne permet pas de déterminer qu'elle ne pourra jamais exister.[1619] L'Australie estime que la question appropriée est de savoir si les probabilités attribuées dans l'IRA sont crédibles et objectives. À cet égard, elle déclare que "pour chaque étape de la filière relative à

[1611] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.243, faisant référence à Taylor *et al.*, "Survival of the fire blight pathogen, *Erwinia amylovora*, in calyxes of apple fruit discarded in an orchard" (2003), dans la pièce NZ-28; et à Hale *et al.*, "Ecology and Epidemiology of fire blight in New Zealand" (1996), dans la pièce NZ-27. Voir aussi la deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 2.442 à 2.444.

[1612] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 2.445 et 2.446.

[1613] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.244, faisant référence à Thomson et Gouk, "Influence of Age of Apple Flowers on growth of *Erwinia amylovora* and Biological Control Agents" (2003), dans la pièce NZ-54; et à Taylor *et al.*, "Effect of inoculum dose on infection of apple (*Malus domestica*) flowers by *Erwinia amylovora*" (2003), dans la pièce NZ-23.

[1614] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.245.

[1615] *Ibid.*

[1616] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 4.246 et 4.247.

[1617] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 4.249 et 4.250, faisant référence à Roberts *et al.*, "The potential for spread of *Erwinia amylovora* and fire blight via commercial apple fruit" (1998), page 23, dans la pièce NZ-22; à Roberts et Sawyer, "An updated pest risk assessment for spread of *Erwinia amylovora* and fire blight via commercial apple fruit" (2008), dans la pièce NZ-29.

[1618] Première communication écrite de l'Australie, paragraphes 442 et 443.

[1619] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 443.

l'établissement et à la dissémination, l'équipe chargée de l'IRA a effectué une évaluation crédible sur la base des preuves scientifiques et que cette évaluation devrait donc être admise".[1620]

7.364 L'Australie fait valoir que, conformément aux normes internationales, dans une situation d'incertitude scientifique, une évaluation des risques peut étudier la possibilité de filières hypothétiques, bien qu'il soit important pour des raisons de transparence de mettre en évidence les domaines et le degré d'incertitude dans l'évaluation et d'indiquer à quel moment il y a eu recours au jugement d'experts.[1621] À cet égard, l'Australie fait valoir que "[l]'Accord SPS n'exige pas qu'une évaluation des risques établisse un ordre de grandeur minimal du risque et autorise le recours à diverses opinions scientifiques émanant de sources compétentes et respectées".[1622]

7.365 L'Australie soutient que l'analyse faite par la Nouvelle-Zélande des étapes nécessaires pour que le feu bactérien s'établisse et se dissémine en Australie, y compris les hypothèses énoncées par la Nouvelle-Zélande selon lesquelles: les pommes doivent arriver en Australie avec des quantités importantes d'*Erwinia amylovora* dans le calice; les insectes butineurs sont le seul vecteur de transmission d'*Erwinia amylovora* à un hôte; et les bactéries doivent se multiplier jusqu'à atteindre 10^6 sur une courte période dans des conditions météorologiques propices, présente des "insuffisances notables".[1623]

7.366 L'Australie fait valoir en outre que les allégations de la Nouvelle-Zélande concernant l'analyse de la proximité faite par l'équipe chargée de l'IRA sont peu convaincantes et devraient être rejetées.[1624] À son avis, la Nouvelle-Zélande fait une déclaration vague non étayée et ne conteste aucune attribution particulière de probabilité à cet égard, si ce n'est la combinaison de détaillants urbain et de cultures fruitières commerciales.[1625]

7.367 S'agissant de l'entreposage frigorifique, l'Australie fait valoir que les preuves scientifiques montrent clairement qu'*Erwinia amylovora* peut survivre sur des pommes pendant des périodes beaucoup plus longues que celles qui sont nécessaires pour importer, distribuer et vendre des pommes en Australie.[1626]

7.368 L'Australie fait valoir également que les études prises en compte dans l'IRA établissent que le nombre minimal d'*Erwinia amylovora* nécessaire pour provoquer le feu bactérien est bien inférieur à ce qu'allègue la Nouvelle-Zélande. Ce nombre minimal varie beaucoup et dépend fortement des conditions environnementales et des facteurs propres à l'hôte.[1627] L'Australie ajoute que "dans la mesure où la Nouvelle-Zélande s'appuie sur cette allégation pour étayer son opposition à l'intégralité

[1620] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 447. Voir aussi la deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphe 403.

[1621] Première communication écrite de l'Australie, paragraphes 444 à 446; deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphe 401. *Analyse du risque phytosanitaire pour les organismes de quarantaine, incluant l'analyse des risques pour l'environnement et des organismes vivants modifiés*, 2004 (NIMP n° 11, FAO, Rome) présentée comme pièce AUS-6.

[1622] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 446.

[1623] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 449.

[1624] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 456.

[1625] Première communication écrite de l'Australie, paragraphes 454 et 455.

[1626] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 457.

[1627] Première communication écrite de l'Australie, paragraphes 458 à 462. Van der Zwet *et al.*, "Evaluation of the MARYBLYT Computer Model for Predicting Blossom Blight on Apple in West Virginia and Maryland" (1994), dans la pièce AUS-28; Hildebrand, "Infectivity of the Fire-Blight Organism" (1937), dans la pièce AUS-29; et Cabrefiga et Montesinos, "Analysis of Aggressiveness of Erwinia amylovora Using Disease-Dose and Time Relationships" (2005), dans la pièce AUS-37.

du scénario de risque, l'Australie estime qu'il devrait être constaté que cette opposition est entièrement dénuée de fondement".[1628]

7.369 L'Australie fait valoir en outre que la capacité d'*Erwinia amylovora* à se multiplier rapidement dans l'environnement sur ou dans les pommes, accroissant ainsi les chances de présence d'une dose efficace d'inoculum, est étayée et constitue donc une partie crédible de l'évaluation des risques.[1629]

7.370 Concernant la transmission d'*Erwinia amylovora* de pommes à des hôtes par des insectes butineurs, l'Australie fait valoir que les preuves dont l'équipe chargée de l'IRA disposait démontraient qu'il y avait une probabilité, certes faible, qu'une transmission par des insectes puisse se produire.[1630] Les preuves citées par la Nouvelle-Zélande, qui n'indiquaient aucune dissémination du feu bactérien lorsque des pommes contaminées par *Erwinia amylovora* étaient placées dans des vergers, ont une valeur limitée car la taille de l'échantillon lors de ces expériences était insuffisante pour détecter des événements rares.[1631] À cet égard, "comme la filière examinée était hypothétique, l'équipe chargée de l'IRA n'était pas obligée de faire abstraction d'un vecteur potentiel simplement parce qu'il n'avait jamais été établi qu'une transmission d'*E. amylovora* par ce vecteur était "démontrée"".[1632]

7.371 L'Australie ajoute que l'équipe chargée de l'IRA a également identifié des éléments mécaniques, comme les outils, les mains, les machines, etc., comme moyen de transmission de la maladie.[1633] Elle note que la Nouvelle-Zélande n'a pas examiné ce mode de transmission dans sa première communication et n'a donc pas établi que les conclusions de l'IRA sur cette question devraient être mises en doute.[1634]

7.372 Concernant la conclusion de l'IRA sur l'exposition, l'Australie estime que "si la chaîne d'événements nécessaire à une exposition réussie n'a que peu de chance de se produire, les preuves scientifiques montrent que ces événements peuvent avoir lieu".[1635] À son avis, la probabilité de l'exposition a été estimée comme se situant dans une fourchette qui équivaut au descripteur qualitatif d'événement "négligeable" et, en conséquence, la Nouvelle-Zélande ne devrait pas contester le jugement de l'IRA à cet égard.[1636]

7.373 L'Australie fait valoir que la Nouvelle-Zélande n'a pas formulé d'allégations concernant l'établissement du feu bactérien au titre de l'article 5:1 dans sa première communication écrite et ne devrait pas être autorisée à formuler de telles allégations à un stade ultérieur.[1637] Elle ajoute que l'IRA fait référence à des études montrant qu'un certain nombre de grandes régions productrices de pommes et de poires en Australie présenteraient des conditions adéquates pour l'établissement du feu bactérien

---

[1628] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 462.

[1629] Première communication écrite de l'Australie, paragraphes 463 à 471. Longstroth, "Fire Blight Symptoms" (2007), dans la pièce AUS-42; Van der Zwet *et al.*, "Population of *Erwinia amylovora* on External and Internal Apple Fruit Tissues" (1990), dans la pièce AUS-31; et Sholberg *et al.*, "Occurrence of *Erwinia amylovora* of pome fruit in British Columbia in 1985 and its elimination from the apple surface" (1988), dans la pièce AUS-34.

[1630] Première communication écrite de l'Australie, paragraphes 472 à 475; deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphe 399.

[1631] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 475.

[1632] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 473.

[1633] Première communication écrite de l'Australie, paragraphes 472 et 476, faisant référence à Thomson, "Epidemiology of fire blight" (2000), page 17, dans la pièce NZ-05.

[1634] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 476.

[1635] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 477. Roberts et Sawyer, "An updated pest risk assessment for spread of *Erwinia amylovora* and fire blight via commercial apple fruit" (2008), dans la pièce NZ-29. Voir aussi la deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphe 402.

[1636] Première communication écrite de l'Australie, paragraphes 477 à 479.

[1637] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 481.

et que de grandes villes australiennes comme Sydney ont de nombreuses plantes hôtes du feu bactérien et présentent des conditions très adéquates pour cette maladie.[1638] L'Australie note également que la survie d'*Erwinia amylovora* est extrêmement variable et que l'on ne devrait pas juger l'IRA au regard de l'autre exposé donné par la Nouvelle-Zélande sur la base de preuves scientifiques sélectives.[1639]

7.374 Enfin, l'Australie fait valoir que l'analyse de la dissémination faite dans l'IRA portait sur la capacité du pathogène à se propager à d'autres hôtes sensibles, une fois que la maladie s'est établie sur une plante hôte en Australie. Comme la Nouvelle-Zélande n'a pas formulé d'allégations concernant la dissémination du feu bactérien au titre de l'article 5:1 dans sa première communication écrite, elle ne devrait pas être autorisée à formuler de telles allégations à un stade ultérieur.[1640]

ii) Analyse par le Groupe spécial

7.375 Dans son estimation de la probabilité de l'entrée, de l'établissement et de la dissémination du feu bactérien, l'IRA a tenu compte des facteurs suivants: la probabilité de l'importation, qui a déjà été examinée en ce qui concerne les différentes étapes pour l'importation; la proportion de points d'utilisation situés près de plantes hôtes sensibles au parasite dans chaque groupe d'exposition, appelée "proximité"; la probabilité qu'une plante hôte sensible, dans le groupe d'exposition, soit exposée au parasite par le biais d'une pomme infestée/infectée jetée à proximité, appelée "exposition"; la probabilité de l'établissement; et la probabilité de la dissémination".[1641]

7.376 La probabilité de l'importation, combinée aux analyses de la proximité et de l'exposition, permet d'obtenir la probabilité globale de l'entrée. L'analyse de l'exposition, quant à elle, tient compte des facteurs suivants: la viabilité du parasite, la survie du parasite, le mécanisme de transfert du parasite, la dose d'inoculum, la réceptivité de l'hôte et les facteurs environnementaux.[1642] Tous les scénarios ultérieurs à la probabilité de l'importation qui ont été examinés plus haut ne sont pertinents que dans l'hypothèse où certaines bactéries *Erwinia amylovora* viables seraient encore présentes sur des pommes importées de Nouvelle-Zélande.

Proximité

7.377 Dans son analyse de la proximité, l'IRA évalue "de quelle manière les pommes de Nouvelle-Zélande seraient distribuées, utilisées et ultérieurement jetées".[1643] S'agissant du feu bactérien, le terme "proximité" utilisé dans l'IRA désigne la probabilité que l'un des principaux intermédiaires et utilisateurs de pommes (point d'utilisation) se trouve suffisamment près d'une plante hôte, dans un groupe d'exposition particulier, pour que la probabilité du transfert des bactéries à un hôte soit supérieure à zéro.[1644] L'IRA prend en compte les points d'utilisation suivants: grossistes des zones de production, grossistes des zones urbaines, détaillants, services de restauration et consommateurs. Il prend aussi en compte les groupes d'exposition suivants: cultures fruitières commerciales, végétaux de pépinière, végétaux d'intérieur et de jardin et végétaux sauvages et d'agrément. L'IRA décrit les questions spécifiques à chaque point d'utilisation et estime les scores de proximité pour la combinaison de chaque point d'utilisation et des groupes d'exposition (valeurs de proximité).[1645] L'IRA envisage deux scénarios concernant la proximité. Selon le premier scénario, 70

[1638] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 482.
[1639] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 483.
[1640] Première communication écrite de l'Australie, paragraphes 484 et 485.
[1641] IRA de l'Australie, partie B, page 80. Voir aussi l'IRA de l'Australie, partie B, page 17.
[1642] IRA de l'Australie, partie B, pages 80 à 90. Voir aussi l'IRA de l'Australie, partie B, pages 17 et 27.
[1643] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 451. Voir l'IRA de l'Australie, partie B, pages 24 à 27.
[1644] IRA de l'Australie, partie B, page 80; IRA de l'Australie, partie B, pages 24 à 27 et 29.
[1645] IRA de l'Australie, partie B, pages 80 à 85; IRA de l'Australie, partie B, pages 24 à 27.

à 100 pour cent des pommes importées sont distribuées aux stations de conditionnement des vergers et le reste à des grossistes des zones urbaines, tandis que selon le deuxième scénario, 0,1 à 5 pour cent seulement des pommes importées sont distribuées aux stations de conditionnement des vergers.[1646]

7.378 Comme nous l'avons noté plus haut, la Nouvelle-Zélande a présenté peu d'arguments pour contester l'analyse sur la proximité faite dans l'IRA. Elle a essentiellement fait valoir que l'IRA avait attribué les valeurs de proximité d'une manière apparemment arbitraire.[1647]

7.379 Consultés par le Groupe spécial, les experts ont fait part de leur scepticisme concernant certains des scénarios envisagés dans l'analyse de la proximité faite dans l'IRA. S'agissant de la probabilité et des implications d'un reconditionnement des pommes de Nouvelle-Zélande dans des stations de conditionnement rurales à proximité immédiate de vergers, M. Deckers a estimé que l'analyse faite dans l'IRA "n'était pas convaincante et ne semblait pas fondée sur des critères objectifs".[1648] M. Paulin a noté que, si l'évaluation faite dans l'IRA était "apparemment cohérente", il ne voyait pas comment les niveaux relatifs de probabilité pour chacune des situations avaient été évalués.[1649] Mais, surtout, comme l'a noté M. Paulin, la question de la proximité aurait probablement une "*importance mineure* pour les risques de feu bactérien", si les pommes de Nouvelle-Zélande sont importées prêtes pour la vente au détail, car elles ne seraient probablement pas traitées dans des stations de conditionnement rurales à proximité de plantes hôtes.[1650] Selon M. Paulin, "le moment de l'importation (le fait qu'elle a lieu ou non pendant une période où les plantes hôtes sont réceptives) est plus important pour l'évaluation des risques que le lieu de l'importation et de l'emballage (hypothétique)".[1651]

7.380 Bien que l'IRA offre peu d'explications et de preuves à l'appui de son raisonnement concernant l'estimation des différentes valeurs de proximité, le Groupe spécial constate que la Nouvelle-Zélande n'a pas établi *prima facie* que l'examen des points d'utilisation et des scores de proximité estimés pour la combinaison de chaque point d'utilisation aux groupes d'exposition (valeurs de proximité) n'était pas objectivement justifiable.

Exposition

7.381 Dans son analyse de l'exposition, l'IRA évalue "la probabilité du transfert du pathogène de pommes infestées ou infectées (déchets) à une plante hôte sensible".[1652] Selon l'IRA, "[U]ne analyse des principales étapes dans la suite d'événements qui devrait se produire pour que l'exposition soit réussie comprend un examen de facteurs tels que "la viabilité du parasite, le mécanisme de survie du parasite, le mécanisme de transfert du parasite, la dose d'inoculum, la réceptivité de l'hôte et les facteurs environnementaux.[1653] Après avoir examiné ces facteurs, l'IRA estime que "la valeur d'exposition pour une pomme pour la totalité des cinq points d'utilisation, selon les combinaisons de quatre groupes d'exposition, devrait se situer dans la fourchette Uniforme (0, 10^{-6}). Cette fourchette est fondée sur les points de vue de l'équipe chargée de l'IRA concernant la transmission mécanique et

[1646] IRA de l'Australie, partie B, pages 25, 26 et 97. Voir aussi plus loin le paragraphe 7.432.
[1647] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.241.
[1648] Réponse de M. Deckers à la question n° 46 du Groupe spécial, dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 294.
[1649] Réponse de M. Paulin à la question n° 46 du Groupe spécial, dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 295.
[1650] *Ibid.* (italique dans l'original)
[1651] *Ibid.*
[1652] IRA de l'Australie, partie B, page 85. Voir aussi l'IRA de l'Australie, partie B, page 27.
[1653] IRA de l'Australie, partie B, page 27. Voir aussi l'IRA de l'Australie, partie B, pages 85 à 90.

la transmission par le biais d'insectes et reconnaît explicitement que, dans certaines circonstances, les chances d'exposition seraient de zéro".[1654]

7.382 Le Groupe spécial examinera chacun de ces facteurs successivement.

Viabilité

7.383 Concernant la viabilité, l'IRA note que "[l]es bactéries, notamment celles qui sont présentes dans le calice, peuvent survivre à l'entreposage frigorifique et au transport".[1655] Il ajoute que "l'on sait qu'*E. amylovora* survit, au moment de la récolte, dans le calice de pommes mûres provenant de vergers gravement touchés par le feu bactérien ou lorsqu'un grave foyer de feu bactérien est présent dans la région".[1656]

7.384 Comme l'a noté M. Paulin, les documents inclus dans l'IRA concernant la survie d'*E. amylovora* ne donnent pas tous des résultats parfaitement établis et certains d'entre eux, comme celui de Van der Zwet *et al*. (1990), sont difficiles à comprendre en raison de la complexité de leur conception. "Néanmoins, la possibilité de la présence d'une population réduite de bactéries survivantes sur la surface de fruits mûrs provenant d'un environnement gravement infecté, ressortant de l'ensemble des données présentées, semble acceptable."[1657]

7.385 M. Deckers a noté que les preuves scientifiques citées par l'IRA étaient les plus solides en ce qui concerne de la survie des bactéries *Erwinia amylovora* dans le calice de pommes mûres.[1658] Il convient toutefois de souligner là encore que ce scénario de viabilité n'est pertinent que dans l'hypothèse où certaines bactéries *Erwinia amylovora* seraient encore présentes sur les pommes importées de Nouvelle-Zélande. À cet égard, le Groupe spécial a déjà examiné, par exemple, la réduction des populations bactériennes qui se produirait du fait des procédures courantes qui ont lieu dans les stations de conditionnement néo-zélandaises, comme la désinfection et l'entreposage frigorifique. Il a été noté que la désinfection, en particulier, avait une incidence importante pour ce qui est de réduire les populations bactériennes, même dans le calice.[1659]

7.386 Concernant la viabilité d'*Erwinia amylovora* sur la surface des fruits mûrs, M. Paulin a expliqué que cette bactérie n'était pas un vrai épiphyte. Le terme "épiphyte" serait réservé aux micro-organismes qui sont capables de se multiplier et donc d'atteindre un niveau élevé de population sur les feuilles ou la surface des plantes, sans produire de symptômes.[1660] "Une telle capacité *n'existe pas* dans le cas d'*E. amylovora* (Thomson 2000), sauf sur les stigmates des fleurs. De ce fait, les

---

[1654] IRA de l'Australie, partie B, page 90.

[1655] IRA de l'Australie, partie B, page 86.

[1656] *Ibid.* Voir aussi Van der Zwet *et al.*, "Population of *Erwinia amylovora* on External and Internal Apple Fruit Tissues" (1990), dans la pièce AUS-31; et, Sholberg *et al.*, "Occurrence of *Erwinia amylovora* of pome fruit in British Columbia in 1985 and its elimination from the apple surface" (1988), dans la pièce AUS-34.

[1657] Réponse de M. Paulin à la question n° 6 dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 47.

[1658] Réponse de M. Deckers dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 227.

[1659] IRA de l'Australie, partie B, page 72. Toivonen *et al.*, "Factors involved in developing apple slices" (2001).

[1660] Réponses de M. Paulin aux questions n° 19 et 26 du Groupe spécial, dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphes 140, 187 et 188; réponse de M. Paulin dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 230.

cellules bactériennes pouvant être présentes sur la surface des fruits ne pourraient pas se multiplier sur le même site."[1661]

7.387 Comme *Erwinia amylovora* peut uniquement survivre, et non se multiplier, sur la surface des plantes et dans le calice, la probabilité que la population épiphyte de bactéries constitue une nouvelle source d'infestation dans le verger est très faible et n'est pas étayée par des preuves scientifiques.[1662] Comme l'a noté M. Deckers, "[i]l n'y aura pas de multiplication de la population bactérienne épiphyte sur la surface des fruits ou dans le tissu du calice. Les bactéries du feu bactérien ne survivent pas bien comme population bactérienne épiphyte … Les chances de succès d'un tel transfert et d'une telle multiplication des bactéries seront assez exceptionnelles".[1663]

7.388 En d'autres termes, les pommes mûres peuvent abriter des bactéries *Erwinia amylovora* viables de manière épiphyte sur la peau des fruits et, en particulier, dans leur calice. Mais, malgré la déclaration faite dans l'IRA selon laquelle les bactéries "peuvent survivre à l'entreposage frigorifique et au transport", les bactéries ne survivront pas bien. Sur la peau des fruits, elles se dessécheront facilement et mourront, tandis qu'à l'extrémité du calice, elles pourront survivre plus longtemps. En tout état de cause, il n'y aura pas de multiplication des bactéries, même à l'extrémité du calice des fruits. Le niveau des populations épiphytes de bactéries *Erwinia amylovora* sur les pommes demeurera faible.[1664]

7.389 Le Groupe spécial a déjà noté que la plupart des preuves citées dans l'IRA étayent l'idée que l'entreposage frigorifique réduirait toutes populations bactériennes d'*Erwinia amylovora* sur les pommes, mais ne les éliminerait pas complètement, même si les bactéries ne se multiplient pas.[1665]

7.390 En conclusion, les preuves scientifiques citées dans l'IRA étayent l'hypothèse selon laquelle les bactéries *Erwinia amylovora* viables présentes sur les pommes, s'il y en avait à ce stade, pourraient survivre à l'entreposage frigorifique et au transport, quoique en nombre réduit.

Survie

7.391 Concernant la survie, l'IRA note ce qui suit:

> "Il faudrait soit que les déchets aient une dose d'inoculum adéquate dans un état viable, soit que les bactéries se multiplient jusqu'à atteindre une concentration qui pourrait déclencher une infection. Lorsque l'on jette des trognons dans l'environnement, les éléments nutritifs libérés par les cellules abîmées dans les trognons pourraient encourager les bactéries viables présentes dans le calice à se multiplier. La présence d'éléments nutritifs pourrait également encourager d'autres micro-organismes saprophytiques à se multiplier en même temps. Lorsque l'on jette des trognons dans l'environnement général constitué par le sol, *E. amylovora* peut survivre pendant une période limitée."[1666]

[1661] Réponse de M. Paulin à la question n° 19 du Groupe spécial, dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 140. (italique dans l'original)

[1662] Réponses de M. Deckers aux questions n° 7 et 18 du Groupe spécial, dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphes 62, 135 et 136.

[1663] Réponse de M. Deckers à la question n° 19 du Groupe spécial, dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 139.

[1664] Réponses de M. Deckers aux questions n° 7 et 37 du Groupe spécial, dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphes 62 et 252.

[1665] Voir plus haut le paragraphe 7.301.

[1666] IRA de l'Australie, partie B, page 86. Ark, "The behaviour of *Bacillus amylovorus* in soil" (1932); Hildebrand *et al.*, "Survival studies with the fire blight pathogen *Erwinia amylovora* in soil and in a

7.392 Les preuves disponibles donnent à penser que les bactéries *Erwinia amylovora* peuvent survivre dans des populations en nombre décroissant. Comme l'a noté M. Paulin, "la conservation à long terme des bactéries dans un état stable" est bien établie: "dans certains cas, par exemple dans de l'exsudat séché, les bactéries peuvent survivre pendant des mois, dans certaines conditions".[1667]

7.393 Aucune preuve n'est toutefois citée dans l'IRA à propos de l'affirmation selon laquelle ces bactéries survivantes pourraient se multiplier dans le calice. Au lieu de cela, comme nous l'avons vu plus haut en examinant la question de la viabilité, les preuves indiquent que toute bactérie *Erwinia amylovora* présente de manière épiphyte sur la peau des fruits ou dans leur calice ne survivra pas bien. Sur la peau des fruits, les bactéries se dessécheront et mourront, tandis qu'à l'extrémité du calice, elles pourront survivre plus longtemps. En tout état de cause, les preuves donnent à penser qu'il n'y aura pas de multiplication des bactéries, même dans le calice.[1668]

7.394 M. Paulin a noté qu'il n'existait pas de preuves scientifiques pour étayer l'affirmation selon laquelle les bactéries *Erwinia amylovora* pouvaient se multiplier sur des fruits en décomposition jetés en plein air et exposés aux éléments, mais que cette affirmation ne pouvait être exclue. "Les fruits en décomposition, dans la mesure où [leur] composition chimique …, peuvent être un moyen approprié de multiplication d'*Erwinia amylovora*, même si cela reste à démontrer."[1669]

7.395 En tout état de case, comme nous l'avons noté plus haut, toute bactérie *Erwinia amylovora* serait en concurrence avec des bactéries antagonistes naturelles. Ces bactéries antagonistes sont naturellement présentes en concentration élevée sur les plantes et la surface des fruits et, selon M. Paulin, empêcheraient la multiplication d'*Erwinia amylovora*, si elle était présente.[1670]

7.396 En conclusion, les preuves scientifiques citées dans l'IRA étayant l'hypothèse selon laquelle les bactéries *Erwinia amylovora* présentes sur les pommes – s'il y en avait à ce stade – pourraient vraisemblablement survivre dans l'environnement. Les preuves donnent également à penser que toute population bactérienne diminuerait avec le temps et ne pourrait probablement pas se multiplier.

Mécanismes de transfert

7.397 Concernant le mécanisme de transfert, l'IRA envisage deux possibilités: les insectes butineurs et la transmission mécanique, par exemple, du fait de l'exposition des travailleurs et du matériel aux bactéries.[1671]

7.398 Selon l'IRA:

---

soil-inhabiting insect" (2001); et, Thomson, "The overwintering of fire blight bacteria outside of living tissue in Utah" (1969).

[1667] Réponse de M. Paulin dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 389.

[1668] Voir plus haut le paragraphe 7.388. Réponses de M. Deckers aux questions n° 7 et 37 du Groupe spécial, dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphes 62 et 252.

[1669] Réponse de M. Paulin dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 395. Voir aussi la réponse de M. Paulin à la question n° 21 du Groupe spécial, dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 146; les réponses de M. Paulin dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphes 364 et 366.

[1670] Voir plus haut le paragraphe 7.319. Réponses de M. Paulin aux questions n° 21 et 30 du Groupe spécial, dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphes 146, 216 et 217.

[1671] IRA de l'Australie, partie B, pages 87 et 88.

> "Les bactéries du feu bactérien n'ont pas de mécanisme de dispersion spécifique. Pour transférer *E. amylovora* à un hôte sensible, un vecteur doit recueillir les bactéries dans une concentration suffisante pour déclencher une nouvelle infection … Le mécanisme de transfert le plus probable des bactéries de pommes jetées à un site réceptif dans un hôte sensible est celui des insectes butineurs (AQIS, 1998a). Des pommes jetées attirent toute une série d'insectes et la putréfaction peut accroître cette attirance. … La putréfaction de la pomme pourrait entraîner la multiplication des bactéries du feu bactérien, engendrant la production d'un exsudat bactérien. … La transmission mécanique des bactéries du feu bactérien pourrait également être possible. Par exemple, le conditionnement des fruits néozélandais dans des stations de conditionnement étroitement associées à des vergers de pommiers pourrait entraîner l'exposition des travailleurs et du matériel aux bactéries du feu bactérien. Le déclenchement de la maladie pourrait alors se produire par le transfert des bactéries aux plaies causées par les activités normales des vergers, comme la taille."[1672]

7.399 L'IRA ne cite aucune preuve pour étayer l'idée d'une transmission mécanique des bactéries du feu bactérien, par exemple, du fait de l'exposition des travailleurs et du matériel à *Erwinia amylovora.* MM. Deckers et Paulin ont jugé ce scénario "extrêmement peu probable".[1673] Les bactéries se trouvant sur les travailleurs et le matériel, le cas échéant, seraient en concurrence avec d'autres micro-organismes et bactéries. *Erwinia amylovora* ne supportant pas bien la concurrence, rien n'indique qu'elle survivrait ou se multiplierait pour être transférée, comme l'ont confirmé les experts.[1674]

7.400 Au lieu de cela, MM. Deckers et Paulin ont estimé que le seul mécanisme de transfert pertinent d'*Erwinia amylovora* de pommes jetées à un site réceptif dans un hôte sensible serait celui des insectes butineurs.[1675] Le mécanisme de transfert par des insectes butineurs suggéré par l'IRA semble, toutefois, très peu probable, même s'il n'est pas complètement impossible. Comme M. Paulin l'a noté, ce mécanisme "est concevable par une succession apparemment logique d'événements, chacun d'eux étant incertain, *mais jamais complètement impossible*."[1676] Pour commencer, le niveau de la population bactérienne présente sur les fruits serait en tout état de cause faible ou très faible et cette population se trouverait très probablement dans le calice, de sorte que ces cellules ne seraient pas facilement accessibles. "En outre, les cellules bactériennes sur les fruits ne baignent probablement pas dans de l'exsudat (comme c'est le cas lorsqu'elles se multiplient activement à partir de lésions actives) et ne sont donc pas bien protégées contre des conditions défavorables et, qui plus est, n'ont

[1672] IRA de l'Australie, partie B, pages 87 et 88. Voir aussi Service australien de quarantaine et d'inspection, "Final Import Risk Analysis of the New Zealand Request for the Access of Apples (*Malus pumila* Miller var. *domestica* Schneider) into Australia (1998)".

[1673] Réponse de M. Deckers à la question n° 20 du Groupe spécial, dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 142. Voir aussi la réponse de M. Paulin aux questions n° 20 et 35 du Groupe spécial, dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphes 143, 144 et 241 à 244.

[1674] Réponse de M. Deckers dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 237. Voir aussi la réponse de M. Paulin dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphes 234 et 236.

[1675] Réponses de MM. Deckers et Paulin dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphes 293 et 255.

[1676] Réponse de M. Paulin à la question n° 35 du Groupe spécial, dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphes 241 à 244. (italique dans l'original)

probablement pas la capacité adhésive, considérée comme un facteur facilitant le transport par les insectes".[1677]

7.401 Autrement dit, la possibilité théorique qu'un insecte transporte quelques cellules bactériennes jusqu'à l'hypanthe floral d'une plante hôte:

> "demeure peu probable car les insectes ne transporteront guère des populations bactériennes en très faible quantité (ne se multipliant pas) (ce serait plus facile dans le cas d'une population qui se multiplie, où les cellules baignent dans de l'exsudat). Enfin, la probabilité d'une multiplication réussie sur l'hypanthe et d'une infection serait extrêmement faible. En outre, il serait nécessaire que cette fleur ouverte soit là alors que des fruits pollués en surface sont présents. Tout cela ne peut être considéré comme constituant une preuve".[1678]

7.402 La littérature scientifique ne considère pas les insectes butineurs comme un facteur de dissémination du feu bactérien de pommes présentes sur le sol à de nouvelles plantes hôtes. Comme M. Deckers l'a noté, "un insecte se nourrissant sur un fruit jeté n'est pas considéré comme un moyen normal de dissémination de la maladie entre un fruit infecté et une autre plante hôte. Les chances que la bactérie épiphyte soit transmise aux organes sensibles d'une plante hôte au moment approprié pour provoquer une infection sont assez faibles."[1679]

7.403 En conclusion, l'IRA ne cite aucune preuve étayant l'idée d'une transmission mécanique de la bactérie du feu bactérien. Il y a également peu de preuves dans l'IRA pour étayer le scénario des insectes butineurs servant de mécanisme de transfert de la bactérie *Erwinia amylovora* de pommes jetées à un hôte sensible. Le scénario des insectes butineurs repose, toutefois, sur des événements qui ne peuvent être complètement écartés. En tout état de cause, la valeur de probabilité attribuée à cet événement devrait être proportionnée à la très faible probabilité de la transmission selon le scénario des insectes butineurs.

Dose d'inoculum

7.404 L'IRA indique qu'"[i]l n'y a pas de nombre minimal admis de bactéries nécessaires pour déclencher une infection et cela peut varier selon les facteurs environnementaux et les facteurs propres à l'hôte".[1680] Il fait ensuite état de différentes études, y compris une étude selon laquelle "une seule bactérie était suffisante pour causer une infection dans des fleurs détachées lorsqu'elle était placée directement dans l'hypanthe et incubait dans des conditions optimales dans la serre, et selon laquelle ce taux de succès augmentait avec des doses supérieures d'inoculum".[1681] L'IRA ajoute que "[d]e faibles populations d'*E. amylovora* inoculées à des stigmates sains peuvent se multiplier rapidement pour devenir des populations importantes".[1682]

[1677] Réponse de M. Paulin à la question n° 18 dans la liste de réponse des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 138. (italique dans l'original)

[1678] Réponse de M. Paulin à la question n° 19 du Groupe spécial dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphes 140 et 141.

[1679] Réponse de M. Deckers à la question n° 35 du Groupe spécial dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 240.

[1680] IRA de l'Australie, partie B, page 88.

[1681] *Ibid.* Voir aussi Hildebrand, "Studies on fire blight ooze" (1939).

[1682] IRA de l'Australie, Partie B, page 88. Thomson "The role of the Stigma in fire blight infections" (1986), dans la pièce AUS-40: Thomson *et al.*, "Rapid epiphytic colonization of apple flowers and the role of insects and rain" (1999), dans la pièce AUS-39.

7.405 En dépit de ce qui précède, l'IRA fait référence au nombre de 38 cellules nécessaires pour déclencher une infection sur des pousses de pommes, comme l'a obtenu Crosse *et al.* (1972).[1683] Comme l'a noté M. Paulin, ce chiffre fournit une base pour le nombre minimal de cellules pouvant déclencher une infection, "lorsqu'elles sont introduites artificiellement sur le site approprié de la plante adéquate, dans des conditions optimales pour la maladie".[1684] Le même expert ajoute que ce chiffre:

> "ne donne malheureusement que *très peu d'indications utiles* pour la description d'événements ayant lieu dans des conditions naturelles. ... *E. amylovora* n'est pas capable de se multiplier à la surface des végétaux (sauf pendant une courte période, sur l'hypanthe des stigmates des fleurs). Il est difficile d'imaginer des conditions propices à une croissance active des cellules dans des conditions naturelles à la surface d'une pomme asymptomatique. La dissémination d'une population à la surface d'un fruit vers des sites d'infection, est de même difficile à imaginer, en particulier parce que ces cellules non multiplicatrices ne baignent pas dans de l'exsudat et n'attirent donc pas les insectes ou d'autres vecteurs. Lors d'inoculations artificielles, les populations bactériennes en faible nombre doivent être placées *très précisément* sur le site d'infection approprié pour réussir à infecter leur plante hôte (Crosse *et al.*). C'est probablement une difficulté impossible à surmonter pour la bactérie dans des conditions naturelles".[1685]

7.406 Le nombre de bactéries présentes sur un fruit n'est pas dénué de pertinence lorsqu'on examine la probabilité du déclenchement d'une infection. Selon M. Sgrillo:

> "Habituellement, un certain nombre de conditions doivent être présentes simultanément pour permettre l'infection. La probabilité qu'un fruit infecté par une bactérie développe une infection est différente de celle qui existe pour un fruit infesté par 10 000 bactéries. On sait fort bien que la probabilité de l'établissement est fonction de la taille initiale de la population. La courbe dose-réponse peut faire apparaître un seuil de concentration d'inoculum au-dessous duquel il n'y aura pas d'infection."[1686]

7.407 De plus, comme l'a souligné M. Paulin, il n'y a aucune garantie que les taux de multiplication obtenus en laboratoire se reproduiront dans les vergers.[1687]

7.408 En conclusion, l'examen de la dose d'inoculum effectué dans l'IRA est étayé par des preuves adéquates et est généralement cohérent. L'IRA, par contre, ne reconnaît pas l'importance du nombre de bactéries lorsqu'il s'agit d'examiner la probabilité du déclenchement d'une infection. La mention faite dans l'IRA d'une étude indiquant qu'une seule bactérie était suffisante pour causer une infection,

---

[1683] IRA de l'Australie, Partie B, pages 69 et 70. Crosse *et al.*, "Leaf damage as a predisposing factor in the infection of apple shoots by *Erwinia amylovora*" (1972).

[1684] Réponse de M. Paulin à la question n° 27 du Groupe spécial, dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 190.

[1685] Réponse de M. Paulin à la question n° 27 du Groupe spécial, dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphes 190 et 191. (italique dans l'original)

[1686] Réponse de M. Sgrillo à la question n° 28 du Groupe spécial, dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphes 197 à 200. Voir aussi la réponse de la Nouvelle-Zélande à la question n° 63 du Groupe spécial après la première réunion de fond, paragraphes 101 à 107; la réponse de l'Australie à la question n° 63 du Groupe spécial après la première réunion de fond; la réponse de M. Sgrillo dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 287.

[1687] Réponse de M. Paulin à la question n° 40 du Groupe spécial, dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphes 262 et 263. Réponse de M. Paulin dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 337.

une autre référence au fait que cinq bactéries étaient suffisantes pour causer les symptômes du feu bactérien, ainsi que la référence au chiffre de 38 cellules nécessaires pour déclencher une infection sur des pousses de pommes, sont toutes des affirmations qui ne tiennent pas compte de la différence entre les expériences réalisées dans des conditions idéales en laboratoire et les circonstances naturelles.

Réceptivité de l'hôte

7.409 Concernant la réceptivité de l'hôte, l'IRA note ce qui suit:

> "[U]ne quantité suffisante d'inoculum doit être transférée à un site réceptif dans un hôte sensible, qui se limite essentiellement à la sous-famille des Maloideae, de la famille des Rosaceae. Il existe au moins 16 genres de plantes hôtes sensibles à *E. amylovora*, chacune comprenant plusieurs espèces (AQIS, 1998a). Certaines espèces n'appartenant pas à la sous-famille des Maloideae (par exemple, *Prunus* spp) sont également hôtes d'*E. amylovora*. ... Dans les plantes hôtes, le site le plus sensible est le stigmate des fleurs ... Les fleurs sont abondantes au printemps sur les arbres à pépins et autres arbres fruitiers sensibles et à d'autres moments sur certaines plantes d'agrément sensibles. Le stade de la floraison est le seul stade où une lésion des tissus n'est pas nécessaire pour que des insectes ou la pluie poussée par le vent causent une infection par *E. amylovora.* ...
>
> Pour qu'*E. amylovora* puisse s'établir au départ, des facteurs comme la présence, le nombre et la répartition des hôtes sensibles sont importants. En Australie, de nombreux jeunes pommiers sensibles sont cultivés en monoculture dans les vergers. Un grand nombre d'hôtes alternes sont également présents dans les régions de culture des pommiers, dans les haies et le long des routes".[1688]

7.410 La question de la réceptivité de l'hôte constitue une partie importante de l'analyse de l'exposition. Dans une large mesure, la probabilité de l'établissement et de la dissémination de la maladie dépendra de la présence d'une plante hôte se trouvant dans une phase de sensibilité. Même si le transfert est possible, aucune infection ne se produira à moins que les plantes hôtes ne se trouvent dans une phase de sensibilité.[1689]

7.411 M. Paulin a estimé que l'analyse de la réceptivité de l'hôte faite dans l'IRA était en principe cohérente.[1690] Concernant la période maximale de sensibilité à l'introduction d'*Erwinia amylovora*, toutefois, il a noté que, même s'il était difficile de dire à quel moment l'introduction des bactéries aurait le plus tendance à entraîner une infection naturelle, "l'on [pouvait] supposer que, pendant la majeure partie de l'année, la plupart des plantes hôtes ne devraient pas se trouver dans une phase de sensibilité au moment où les pommes sont importées".[1691] M. Paulin a ajouté que, d'un point de vue réaliste, le risque d'introduction serait élevé uniquement:

> "[A]u printemps et au début de l'été, l'été et la fin de l'été pouvant également être une période dangereuse si certains hôtes comme certains cultivars de pommes et surtout de poires produisaient des fleurs secondaires (fleurs qui s'ouvrent après la période normale de floraison, normalement associées à un trouble physiologique). En outre, la probabilité de l'infection serait associée au nombre d'hôtes se trouvant au stade

[1688] IRA de l'Australie, Partie B, pages 88 et 89.
[1689] Réponse de M. Deckers dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 295.
[1690] Réponse de M. Paulin à la question n° 10 du Groupe spécial, dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 79.
[1691] Réponse de M. Paulin à la question n° 10 du Groupe spécial, dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 78.

approprié au moment de l'introduction. À cet égard, la période de sensibilité maximale à l'introduction d'*E. amylovora* serait la pleine floraison des poires et ensuite des pommes."[1692]

7.412 M. Paulin a donc estimé que l'IRA maximisait les risques réels d'exposition en prenant en considération un trop grand nombre de plantes hôtes et en ne tenant pas suffisamment compte de la discontinuité dans la réceptivité des plantes hôtes sensibles au cours de l'année.[1693] Il a ajouté ce qui suit:

"Cela est assez courant dans les pays indemnes du feu bactérien. Ils considèrent que toutes les variétés de pommes ou de poires ont la même sensibilité à la maladie et seront hôtes de cette maladie, ce qui est scientifiquement fondé et raisonnable; mais, lorsque vous êtes dans un pays où sévit le feu bactérien, vous savez bien qu'en fait, cela n'est pas vrai et que seul un pourcentage assez faible, heureusement, des cultivars sont effectivement des hôtes courants de la maladie et présentent effectivement une altération réelle. C'est pourquoi le terme hôte n'a pas le même sens d'un point de vue scientifique et d'un point de vue pratique: tout cultivar de poire, par exemple, est hôte du feu bactérien, mais, d'un point de vue économique, seuls quelques cultivars doivent être considérés comme tels, dans ce cas."[1694]

7.413 En conclusion, le raisonnement fait dans l'IRA concernant la réceptivité de l'hôte semble généralement cohérent, même s'il a tendance à exagérer le nombre de plantes hôtes potentielles et ne tient pas compte de la discontinuité dans la réceptivité des plantes hôtes sensibles au cours de l'année.

Facteurs environnementaux

7.414 L'IRA décrit les conditions environnementales nécessaires à un établissement réussi de la maladie, en plus de l'hôte et du pathogène:

"*E. amylovora* est capable de se développer entre 3° et 37 °C, les conditions optimales de température allant de 25 ° à 27 °C (Billing *et al.*, 1961). Immédiatement après un événement humide causé par la pluie ou une rosée importante, les fleurs colonisées seraient infectées lorsque la température diurne moyenne est égale ou supérieure à 16 °C et les pétales sont intacts (Steiner *et al.*, 2000). La pluie ou la rosée facilite le mouvement d'*E. amylovora* depuis les stigmates jusqu'à l'hypanthe, où l'infection peut se produire (Thomson, 1986; Thomson et Gouk, 1992). Steiner (1990) et Lightner et Steiner (1993) ont démontré que la pluie, la grêle, le vent et la rosée pouvaient servir de déclencheurs d'épidémies de feu bactérien.

Une infection réussie pourrait avoir lieu si des bactéries viables étaient présentes pour infecter les tissus d'un hôte sensible dans des conditions environnementales favorables, à condition que chacune des étapes présentées plus haut aille à son terme. Si la probabilité que toute la chaîne d'événements aille à son terme est faible, alors le risque de l'établissement du feu bactérien est faible. Toutefois, une interruption dans

[1692] Réponse de M. Paulin à la question n° 10 du Groupe spécial, dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 77.
[1693] Réponse de M. Paulin à la question n° 10 du Groupe spécial, dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 79.
[1694] Réponse de M. Paulin dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 391.

> l'une quelconque des étapes de cette chaîne d'événements empêcherait l'établissement de la maladie."[1695]

7.415 L'examen effectué dans l'IRA des preuves concernant les conditions environnementales nécessaires à un transfert et un établissement réussis de la maladie semble généralement adéquat. M. Deckers a noté que la question de savoir si les conditions climatiques (température et humidité relative) étaient présentes au moment où les fruits de Nouvelle-Zélande arrivaient en Australie constituait une partie essentielle de l'analyse. Soulignant que les bactéries *Erwinia amylovora* ne pouvaient pas se multiplier en tant qu'épiphytes à la surface des fruits, l'expert a attiré l'attention sur le fait que "la multiplication ne [pouvait] se produire que sur des organes sensibles comme les jeunes fruits non mûrs ou les stigmates floraux, et uniquement lorsque les conditions climatiques (température et humidité relative) [étaient] optimales pour la croissance bactérienne. Il convient donc ici de se demander si ces circonstances seront présentes au moment où les fruits de Nouvelle-Zélande arriveront en Australie".[1696]

7.416 En tout état de cause, le raisonnement fait dans l'IRA concernant les conditions environnementales nécessaires à un établissement réussi de la maladie semble généralement cohérent.

Conclusion sur l'exposition

7.417 Comme nous l'avons noté plus haut, les preuves scientifiques citées dans l'IRA étayent les conclusions concernant la viabilité et la survie. Les deux conclusions reposent toutefois sur l'hypothèse selon laquelle des populations bactériennes seront présentes sur des pommes mûres en provenance de Nouvelle-Zélande. En outre, il convient de nuancer ces deux conclusions par la restriction selon laquelle toutes populations bactériennes diminueraient avec le temps et ne pourraient vraisemblablement pas se multiplier. Les conclusions de l'IRA sur les mécanismes de transfert ne sont pas étayées par des preuves scientifiques, surtout en ce qui concerne le mécanisme de transmission mécanique proposé. Le mécanisme de l'insecte butineur, s'il n'est pas totalement déraisonnable, semble correspondre à un scénario très improbable. Les conclusions de l'IRA sur la dose d'inoculum et la réceptivité de l'hôte sont étayées par des preuves et semblent généralement cohérentes, même si les premières ne reconnaissent pas l'importance du nombre de bactéries pour la probabilité du déclenchement d'une infection et les secondes tendent à exagérer le nombre de plantes hôtes potentielles et ne tiennent pas compte de la discontinuité dans la réceptivité des plantes hôtes. Enfin, les conclusions de l'IRA sur les conditions environnementales semblent généralement cohérentes. Compte tenu des insuffisances et des réserves qui affectent un certain nombre de sections des conclusions de l'IRA sur l'exposition, le Groupe spécial constate que, dans l'ensemble, ces conclusions ne s'appuient pas sur des preuves scientifiques adéquates et, en conséquence, ne sont pas cohérentes ni objectives.

Établissement

7.418 L'IRA tire ses conclusions concernant la probabilité de l'établissement d'une "évaluation comparative des facteurs dans le pays de provenance et la "zone ARP" qui sont considérés comme pertinents pour la capacité du parasite de survivre et de se propager".[1697] Ces facteurs

[1695] IRA de l'Australie, partie B, page 89. Billing *et al.*, "Characteristics of English isolates of *Erwinia amylovora*" (1961); Steiner *et al.*, "Fire blight, *Erwinia amylovora*" (2000); Thomson, "The role of the Stigma in fire blight infections" (1986), dans la pièce AUS-40; Thomson et Gouk, "The effect of rain on the development of *Erwinia amylovora* and *E. herbicola* populations on apple flowers" (1992); Steiner, "Predicting apple blossom infections by *Erwinia amylovora* using the MARYBLYT model" (1990); et Lightner and Steiner, "An update on version 4.1 of the MARYBLYT™ computer program for predicting fire blight" (1993).

[1696] Réponse de M. Deckers à la question n° 40 du Groupe spécial, dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 261.

[1697] IRA de l'Australie, partie B, page 30.

comprendraient: la présence d'hôtes, d'hôtes alternes et de vecteurs appropriés dans la zone ARP; le caractère approprié de l'environnement; les pratiques culturales et les mesures de lutte; et d'autres caractéristiques du parasite influant sur la probabilité de l'établissement.[1698] Dans le cas de l'analyse de la probabilité de l'établissement du feu bactérien, les autres facteurs comprennent: la capacité d'adaptation du parasite; la stratégie de reproduction du parasite; la population minimale nécessaire à l'établissement et la méthode de survie du parasite.[1699]

7.419 Une partie importante de l'examen effectué dans l'IRA des différents facteurs concernant la probabilité de l'établissement n'a pas été contestée par la Nouvelle-Zélande. Citons par exemple la description générale de la présence d'hôtes, d'hôtes alternes et de vecteurs appropriés dans la zone ARP[1700], la description du caractère approprié de l'environnement[1701], la capacité d'adaptation du parasite[1702] et les pratiques culturales et les mesures de lutte.[1703] Un facteur signalé dans l'examen du caractère approprié de l'environnement est la survenue de tempêtes de grêle dans les régions de culture des fruits à pépins en Australie. L'IRA note que ces tempêtes de grêle "causent des lésions sur les tissus des plantes, les prédisposant à l'infection".[1704] Les experts consultés par le Groupe spécial ont également souligné l'importance que les lésions provoquées sur les plantes par les tempêtes de grêle auraient pour la probabilité du déclenchement et de l'établissement du feu bactérien dans des conditions naturelles.[1705]

7.420 L'examen effectué dans l'IRA concernant la population minimale nécessaire à l'établissement[1706] correspond à une hypothèse qui a déjà été examinée par le Groupe spécial concernant la capacité alléguée de populations bactériennes aussi faibles de déclencher une infection. Cette hypothèse est un facteur important dans toute conclusion sur la probabilité de l'établissement du feu bactérien. Le Groupe spécial a constaté qu'elle n'était pas étayée par des preuves scientifiques ni fondée sur un raisonnement cohérent et objectif.

Dissémination

7.421 L'IRA tire ses conclusions concernant la probabilité de la dissémination d'"une évaluation comparative des facteurs dans le pays de provenance et la "zone ARP" qui sont considérés comme pertinents pour l'extension de la répartition géographique d'un parasite".[1707] Ces facteurs comprendraient: le caractère approprié de l'environnement naturel et/ou aménagé pour la dissémination naturelle du parasite; la présence d'obstacles naturels; les possibilités de mouvement avec des marchandises ou des moyens de transport; l'utilisation prévue de la marchandise; les vecteurs potentiels du parasite dans la zone ARP; et les ennemis naturels potentiels du parasite dans la zone ARP.[1708]

[1698] *Ibid.*
[1699] IRA de l'Australie, partie B, pages 90 à 93.
[1700] IRA de l'Australie, partie B, pages 90 et 91.
[1701] IRA de l'Australie, partie B, page 91.
[1702] IRA de l'Australie, partie B, pages 91 et 92.
[1703] IRA de l'Australie, partie B, page 93.
[1704] IRA de l'Australie, partie B, page 91. Brooks, "Studies of the epidemiology and control of fireblight of apple" (1926); Keil *et al.*, "Role of injury and longevity of Erwinia amylovora in the epidemiology of fire blight of pear" (1966).
[1705] Voir, par exemple, les réponses de M. Deckers aux questions n° 15 et 18 du Groupe spécial, dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphes 117, 135 et 136; et les réponses de MM. Deckers et Paulin dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphes 229, 307 et 351.
[1706] IRA de l'Australie, partie B, page 92.
[1707] IRA de l'Australie, partie B, page 31.
[1708] IRA de l'Australie, partie B, pages 31 et 93 à 95.

7.422 Une partie de l'examen effectué dans l'IRA des différents facteurs concernant la probabilité de la dissémination n'a pas été contestée par la Nouvelle-Zélande. Citons par exemple la description générale du caractère approprié de l'environnement naturel et/ou aménagé[1709], une partie de l'examen des obstacles naturels[1710], l'utilisation prévue de la marchandise[1711] et les ennemis naturels potentiels du parasite.[1712] MM. Deckers et Paulin souscrivent à l'affirmation de l'IRA, dans sa section sur le caractère approprié de l'environnement, selon laquelle les lésions provoquées sur les plantes par les tempêtes de grêle auraient un effet important sur la probabilité de la dissémination du feu bactérien dans des conditions naturelles.[1713]

7.423 En conséquence, les conclusions de l'IRA concernant la probabilité de la dissémination semblent généralement cohérentes. En tout état de cause, la valeur attribuée à cette probabilité devrait être proportionnée à la probabilité extrêmement faible de transmission selon le scénario des insectes butineurs.

Probabilité partielle de l'établissement et de la dissémination

7.424 Ayant examiné des facteurs comme la viabilité du parasite, le mécanisme de survie du parasite, le mécanisme de transfert du parasite, la dose d'inoculum, la réceptivité de l'hôte et les facteurs environnementaux, l'IRA présente ses conclusions concernant l'exposition:

> "L'équipe chargée de l'IRA a conclu que la valeur d'exposition pour une pomme pour la totalité des cinq points d'utilisation selon les combinaisons de quatre groupes d'exposition, devrait se situer dans la fourchette Uniforme (0, 10^{-6}). Cette fourchette est fondée sur les points de vue de l'équipe chargée de l'IRA concernant la transmission mécanique et la transmission par le biais d'insectes et reconnaît explicitement que, dans certaines circonstances, les chances d'exposition seraient de zéro."[1714]

7.425 Comme l'a noté M. Deckers, "l'étape que constitue le transfert de ces fruits infectés à la plante hôte éventuelle demeure l'étape la plus critique et sera difficile à prouver".[1715] La valeur d'exposition estimée dans l'IRA s'appuie sur l'analyse qui précède concernant les différents facteurs pertinents.

7.426 Sur la base de l'examen des facteurs décrits plus haut, l'IRA estime également les probabilités partielles de l'établissement et de la dissémination pour des groupes d'exposition spécifiques: cultures fruitières commerciales, établissement – uniforme (0,7, 1), dissémination – uniforme (0,7, 1); végétaux de pépinière, établissement – uniforme (0,7, 1), dissémination – uniforme (0,7, 1); végétaux d'intérieur et de jardin, établissement – uniforme (0,3, 0,7), dissémination – uniforme (0,3, 0,7); végétaux sauvages et d'agrément, établissement – uniforme (0,3, 0,7), dissémination – uniforme (5×10^{-2}, 0,3).[1716]

[1709] IRA de l'Australie, partie B, pages 93 et 94.
[1710] IRA de l'Australie, partie B, page 94.
[1711] IRA de l'Australie, partie B, page 95.
[1712] *Ibid.*
[1713] IRA de l'Australie, partie B, page 94. Voir, par exemple, les réponses de M. Deckers aux questions n° 15 et 18 du Groupe spécial, dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphes 117, 135 et 136; les réponses de MM. Deckers et Paulin dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphes 229, 307 et 351.
[1714] IRA de l'Australie, partie B, page 90.
[1715] Réponse de M. Deckers à la question n° 37 du Groupe spécial, dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 252.
[1716] IRA de l'Australie, partie B, pages 95 à 97.

Conclusions concernant l'entrée, l'établissement et la dissémination

7.427 L'IRA combine, dans un modèle @RISK, l'estimation de la probabilité partielle de l'importation, le volume estimé des pommes et les estimations de la probabilité partielle de l'établissement et de la dissémination pour obtenir une valeur globale pour la probabilité annuelle de l'entrée, de l'établissement et de la dissémination (PEES). La valeur médiane simulée pour cette probabilité de l'entrée, de l'établissement et de la dissémination est estimée selon le premier scénario (si 70 à 100 pour cent des pommes importées sont distribuées aux stations de conditionnement des vergers et le reste à des grossistes des zones urbaines), à ($4{,}5 \times 10^{-2}$) et selon le deuxième scénario (si 0,1 à 5 pour cent des pommes importées sont distribuées aux stations de conditionnement des vergers et le reste à des grossistes des zones urbaines) à ($4{,}4 \times 10^{-2}$), ces deux valeurs correspondant à la description qualitative "très faible".[1717]

7.428 Le Groupe spécial a déjà noté que, concernant plusieurs aspects de son examen de l'exposition, de l'établissement et de la dissémination, le raisonnement fait dans l'IRA semblait à première vue généralement cohérent. C'est le cas, par exemple, de l'examen de l'exposition, concernant la question de savoir si la bactérie *Erwinia amylovora* viable présente sur les pommes pourrait survivre à l'entreposage frigorifique et au transport (viabilité), si la bactérie *Erwinia amylovora* présente sur les pommes pourrait survivre dans l'environnement (survie) et les conditions environnementales nécessaires à un établissement réussi de la maladie. Il en va de même pour une partie importante de l'examen de l'établissement effectué dans l'IRA concernant la présence d'hôtes, d'hôtes alternes et de vecteurs appropriés, la description du caractère approprié de l'environnement, le potentiel d'adaptation du parasite et les pratiques culturales et les mesures de lutte. Cela vaut également d'une manière plus générale pour l'examen de la dissémination effectué dans l'IRA. Toutefois, toutes ces sections reposent sur l'hypothèse selon laquelle certaines pommes importées au moins seront infestées par la bactérie *Erwinia amylovora*.

7.429 Tout au long de l'examen des différents facteurs, l'IRA a tendance à exagérer le risque en ne tenant pas compte du fait que toutes populations bactériennes seraient probablement peu importantes, iraient en diminuant et ne seraient pas en mesure de se multiplier, et du fait qu'aucune infection ne peut se produire à moins que des plantes hôtes ne se trouvent dans une phase de sensibilité, c'est-à-dire qu'elles peuvent être infectées. Au lieu de cela, l'IRA met l'accent sur un certain nombre de facteurs qui auraient tendance à accroître la probabilité de l'entrée, de l'établissement et de la dissémination, malgré l'absence de preuves scientifiques adéquates pour étayer ces facteurs ou même en présence de preuve disponibles indiquant le contraire.

7.430 Les parties ont longuement examiné les conclusions qui devraient être tirées à cet égard des études de Hale *et al.* (1996) et Taylor *et al.* (2003).[1718] La Nouvelle-Zélande fait valoir que ces études montrent que les populations d'*Erwinia amylovora* associées à des fruits mûrs présenteraient une probabilité négligeable d'infecter un hôte, même si l'hôte était réceptif.[1719] L'Australie répond que ces études ont une valeur limitée car la taille des échantillons était insuffisante pour détecter des événements rares.[1720] MM. Deckers et Paulin ont noté qu'il était normal que la taille des échantillons soit limitée pour des études aussi détaillées.[1721] Si les experts ont attiré l'attention sur le fait que la taille de l'échantillon n'était probablement pas suffisante pour détecter des "*événements très rares*" et

[1717] IRA de l'Australie, partie B, page 97.

[1718] Taylor *et al.*, "Survival of the fire blight pathogen, *Erwinia amylovora*, in calyxes of apple fruit discarded in an orchard" (2003), dans la pièce NZ-28; et Hale *et al.*, "Ecology and Epidemiology of fire blight in New Zealand" (1996), dans la pièce NZ-27.

[1719] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.243.

[1720] Première communication écrite de l'Australie, paragraphes 472 à 476; deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphe 400.

[1721] Réponses de MM. Deckers et Paulin à la question n° 43 du Groupe spécial, dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphes 274, 275 et 276.

que l'extrapolation des données à la dissémination de la maladie dans des conditions naturelles différentes sur une plus large échelle devait être considérée avec prudence, ils ont néanmoins estimé que les études permettaient de tirer des conclusions intéressantes concernant le taux de survie dans des circonstances différentes.[1722] Au moins, les études démontrent "que les fruits ramassés sur un arbre présentant des symptômes ne sont *habituellement* pas contaminés à la surface par les bactéries, dans ces conditions expérimentales".[1723] De plus, les études *maximisaient* plutôt le risque théorique d'introduction d'*Erwinia amylovora* par des pommes potentiellement infestées, parce que chacune des pommes, placée dans un verger en fleurs, était inoculée par un niveau important de population bactérienne. Il est possible de conclure de ces études "que la "fuite" des bactéries du fruit aux fleurs *n'a normalement pas lieu*".[1724]

7.431 Les parties ont également longuement examiné les conclusions qui devraient être tirées d'une étude de Roberts et Sawyer (2008).[1725] La Nouvelle-Zélande fait valoir que cette étude montre que le risque d'importer *Erwinia amylovora* sur des pommes commerciales et le risque concomitant d'établir une flambée de feu bactérien sont tellement faibles qu'ils sont insignifiants. L'Australie répond que cette étude n'est pas pertinente pour les circonstances du différend car elle ne prend pas en considération un scénario de risque non réduit, s'appuie sur des données expérimentales viciées et applique des limites de confiance inappropriées. M. Paulin a été d'avis que le document de Roberts et Sawyer (2008) représentait "un raisonnement sérieux et intéressant sur la quantification de la probabilité du transport du feu bactérien par les fruits".[1726] À son avis, à partir des données recueillies, "les auteurs ont fait de leur mieux pour élaborer un raisonnement rationnel avec un calcul approprié".[1727] Malgré cela, M. Paulin a considéré qu'en raison des nombreuses hypothèses adoptées, ce document ne "serait pas objectivement utile dans le différend" et a jugé impossible de dire s'il surestimait ou sous-estimait le risque de feu bactérien associé aux fruits.[1728] M. Deckers a également estimé que le document ne serait pas utile pour l'analyse par le présent Groupe spécial parce que les échantillons considérés n'étaient pas représentatifs de la situation du feu bactérien dans les vergers de Nouvelle-Zélande, que certaines mesures de lutte contre le feu bactérien étaient prises mais n'étaient pas clairement décrites dans le document et que certaines bactéries pouvaient être présentes sous une forme viable, mais non cultivable (VNC) ou être présentes à des niveaux faibles difficiles à détecter.[1729]

7.432 L'IRA donne peu de renseignements sur la façon dont l'analyse et l'examen approfondis des différents facteurs associés à l'entrée, l'établissement et la dissémination se sont ensuite traduits par

---

[1722] Réponses de M. Deckers à la question n° 43 du Groupe spécial, dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 274.

[1723] Réponse de M. Paulin à la question n° 43 du Groupe spécial, dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphes 275 et 276. (italique dans l'original)

[1724] Réponse de M. Paulin à la question n° 43 du Groupe spécial, dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphes 275 et 276. (italique dans l'original) Voir aussi les réponses de MM. Paulin et Deckers dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphes 382 et 383.

[1725] Roberts et Sawyer, "An updated pest risk assessment for spread of *Erwinia amylovora* and fire blight via commercial apple fruit" (2008), dans la pièce NZ-29. Voir, par exemple, la première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 4.26 et 4.251; la deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 2.387 à 2.398; la réponse de la Nouvelle-Zélande à la question n° 64 du Groupe spécial après la première réunion de fond, paragraphes 108 à 113; la première communication écrite de l'Australie, paragraphes 363 à 376 et 401; la deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphes 330 à 337 et annexe I.

[1726] Réponse de M. Paulin à la question n° 41 du Groupe spécial, dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphes 268 à 270.

[1727] *Ibid*.

[1728] *Ibid.*

[1729] Réponse de M. Deckers à la question n° 41 du Groupe spécial, dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphes 264 à 267.

des estimations quantitatives. Le Groupe spécial ne peut pas essayer de recalculer ces estimations, car cela constituerait un examen *de novo*. Toutefois, il ne peut pas ne pas noter que bon nombre de ces estimations ne sont pas étayées par les preuves scientifiques disponibles et ne sont pas fondées sur un raisonnement cohérent et objectif. À cet égard, le Groupe spécial juge curieux que, selon deux scénarios très différents concernant la proximité, l'IRA parvienne à des conclusions relativement semblables sur la probabilité de l'entrée, de l'établissement et de la dissémination. Comme nous l'avons noté plus haut, l'IRA prend en considération un premier scénario, selon lequel 70 à 100 pour cent des pommes importées sont distribuées aux stations de conditionnement des vergers et le reste à des grossistes des zones urbaines, et un deuxième scénario, selon lequel 0,1 à 5 pour cent seulement des pommes importées sont distribuées aux stations de conditionnement des vergers. Le fait que des pommes infestées importées sont amenées dans des stations de conditionnement rurales à proximité des vergers pourrait être déterminant, si on les compare aux pommes dont se chargent les grossistes des zones urbaines. L'IRA parvient toutefois à des conclusions largement semblables, correspondant à la description qualitative "très faible", et estime des valeurs de probabilité pratiquement identiques selon les deux scénarios.[1730]

7.433 Le Groupe spécial reconnaît que, lorsqu'ils procèdent à des évaluations des risques, les Membres sont fréquemment confrontés à des limites dans la disponibilité des données nécessaires pour leurs modèles.[1731] Il s'agit d'un problème réel et grave. Les Membres peuvent essayer d'estimer les réponses s'il n'y a pas de données disponibles, en ayant recours au jugement d'experts. De fait, l'Australie fait valoir que c'est la façon dont les probabilités ont été estimées pour plusieurs étapes.[1732]

7.434 À cet égard, comme les deux parties l'ont indiqué, le recours au jugement d'experts dans l'analyse du risque phytosanitaire est mentionné dans les NIMP n° 2 et 11.[1733] La NIMP n° 2 prend acte de ce qui suit: "L'incertitude fait partie du risque et il est donc important de la reconnaître et de la documenter au moment d'effectuer une ARP. Des sources d'incertitude dans le cadre d'une ARP peuvent être notamment: l'absence de données ou des données incomplètes, incohérentes ou contradictoires; variabilité naturelle des systèmes biologiques; subjectivité de l'analyse; et un échantillonnage aléatoire."[1734]

7.435 La NIMP n° 2 reconnaît que "[l]orsque les informations sont insuffisantes ou ne sont pas concluantes, il est possible de faire appel à un jugement d'experts s'il y a lieu".[1735] Elle indique aussi, toutefois, que "[l]a nature et le degré de l'incertitude de l'analyse devraient être documentés et communiqués, et le recours à un jugement d'experts devrait être indiqué".[1736]

[1730] Réponse de M. Sgrillo à la question n° 46 du Groupe spécial, dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphes 296 et 297; réponse de M. Sgrillo dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 40. Voir aussi la réponse de M. Cross dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 42.

[1731] Réponse de M. Sgrillo dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 191.

[1732] Voir, par exemple, la première communication écrite de l'Australie, paragraphes 477 et 525; la deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphe 401. Voir aussi la déclaration orale liminaire de l'Australie à la deuxième réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, paragraphe 12.

[1733] Réponse de l'Australie aux questions n° 29 et 31 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphes 152, 153 et 166 à 168.

[1734] *Cadre de l'analyse du risque phytosanitaire*, 2007 (NIMP n° 2, FAO, Rome), page 13, paragraphe 3.1.

[1735] *Cadre de l'analyse du risque phytosanitaire*, 2007 (NIMP n° 2, FAO, Rome), page 13, paragraphe 3.2.

[1736] *Cadre de l'analyse du risque phytosanitaire*, 2007 (NIMP n° 2, FAO, Rome), page 13, paragraphe 3.1.

7.436 Conformément à la NIMP n° 11, il est possible d'avoir recours au jugement d'experts pour évaluer la probabilité de l'établissement ou la probabilité de la dissémination.[1737] Dans les deux cas, toutefois, l'estimation de ces probabilités doit être fondée sur "des informations biologiques fiables ... recueillies dans les zones où l'organisme nuisible est actuellement présent".[1738] Concernant l'évaluation des conséquences économiques, la NIMP n° 11 indique que "[d]es analyses utiles peuvent se baser sur des estimations non monétaires ... ou sur un jugement d'expert à condition que ces analyses suivent des procédures documentées, cohérentes et transparentes".[1739] Là encore, la norme souligne qu'"[i]l importe de documenter les domaines et le degré d'incertitude de l'évaluation et d'indiquer si l'on a eu recours au jugement d'experts".[1740]

7.437 L'IRA contient, dans un appendice intitulé "Présentation succincte de la participation du Bureau of Rural Sciences au processus d'évaluation des risques à l'importation de pommes de Nouvelle-Zélande", une brève section générale sur le "recours à l'opinion", où l'on peut lire ce qui suit:

> "De multiples discussions ont eu lieu avec le Groupe spécial et le personnel de Biosecurity Australia concernant le recours à l'opinion d'experts. BRS [Bureau of Rural Sciences de l'Australie] a souligné trois éléments, qui étaient les suivants:
>
> Biosecurity Australia devrait avoir acquis la conviction que les limites de distribution choisie pour représenter leurs vues contiendraient la valeur véritable.
>
> La courbe de distribution choisie devrait représenter les vues des experts. L'interprétation des distributions antérieures en termes de chances a été examinée et la distribution uniforme, la distribution triangulaire et la distribution de Pert ont été présentées comme points de départ.
>
> Il a été indiqué clairement que les fourchettes de probabilité qualitative ne devraient pas limiter leurs options et que BRS était disponible pour aider à exprimer des vues des experts, si cela était nécessaire.
>
> La question des opinions divergentes a également été examinée et diverses façons d'aborder les divergences d'opinion ont été débattues."[1741]

7.438 En réponse à une question du Groupe spécial, l'Australie a fait valoir ce qui suit:

> "[Puisque] il est fait appel au jugement d'experts lorsque les preuves sont limitées ou lorsque le processus biologique sous-jacent est naturellement extrêmement variable, l'Australie ne considère pas qu'il soit correct de faire référence à des "erreurs" dans le jugement d'experts. L'utilisation du terme "erreur" suppose qu'il existe un ensemble de preuves concluant par rapport auquel le jugement d'experts peut être évalué et le

---

[1737] *Analyse du risque phytosanitaire pour les organismes de quarantaine, incluant l'analyse des risques pour l'environnement et des organismes vivants modifiés*, 2004 (NIMP n° 11, FAO, Rome), dans la pièce AUS-6, pages 124 et 126, paragraphes 2.2.2 et 2.2.3.

[1738] *Ibid*.

[1739] *Analyse du risque phytosanitaire pour les organismes de quarantaine, incluant l'analyse des risques pour l'environnement et des organismes vivants modifiés*, 2004 (NIMP n° 11, FAO, Rome), dans la pièce AUS-6, page 129, paragraphe 2.3.2.4.

[1740] *Analyse du risque phytosanitaire pour les organismes de quarantaine, incluant l'analyse des risques pour l'environnement et des organismes vivants modifiés*, 2004 (NIMP n° 11, FAO, Rome), dans la pièce AUS-6, pages 129 et 130, paragraphe 2.4.

[1741] IRA de l'Australie, partie B, page 332. Voir aussi l'observation de l'Australie dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 146.

> degré d'"erreur" déterminé. Toutefois, l'existence de cet ensemble de preuves signifierait que le recours au jugement d'experts n'aurait pas, au départ, été nécessaire."[1742]

7.439 Le Groupe spécial ne souscrit pas à cette interprétation. L'argument de l'Australie semble supposer que les évaluations des risques peuvent avoir lieu selon deux scénarios distincts. Soit il existe un ensemble de preuves concluant et le jugement d'experts n'est pas nécessaire, soit, au contraire, cet ensemble de preuves n'existe pas et le recours au jugement d'experts n'est pas soumis à un examen approfondi. La réalité est probablement plus complexe. Sur des questions particulières, le responsable de l'évaluation des risques peut bénéficier de preuves scientifiques plus ou moins abondantes et être néanmoins confronté à un certain degré d'incertitude sur des points spécifiques et devoir recourir au jugement d'experts. Il peut être pertinent de noter que, par rapport aux autres maladies des fruits à pépins, il semble y avoir beaucoup plus d'études scientifiques sur le feu bactérien, comme le montre la liste de références donnée dans l'IRA lui-même.[1743]

7.440 En tout état de cause, si le jugement d'experts peut être un outil important pour le responsable de l'évaluation des risques, il ne remplace pas les données scientifiques, surtout pour estimer la probabilité de l'entrée, de l'établissement et de la dissémination d'un parasite. Conformément aux NIMP pertinentes, le recours au jugement d'experts ne remplace pas l'utilisation des renseignements disponibles. Le recours au jugement d'experts doit être documenté et transparent; il doit être fondé sur les renseignements scientifiques fiables pertinents, même lorsque ces renseignements sont limités. Comme l'a noté l'un des experts, si aucune donnée n'est disponible, les Membres devraient essayer de se référer à d'autres renseignements disponibles, par exemple à d'autres parasites, pour lesquels il peut y avoir certaines données.[1744] Le non-respect de ces prescriptions peut entraîner des erreurs dans l'exercice du jugement d'experts. Il ne suffit pas d'alléguer, comme l'a fait l'Australie, que "l'équipe chargée de l'IRA a appliqué son jugement d'experts et a développé son raisonnement à chaque étape du Rapport IRA final".[1745] L'Australie aurait dû plutôt démontrer que l'exercice du jugement d'experts était documenté, transparent et fondé sur des renseignements scientifiques fiables pertinents.

7.441 Les déclarations qui précèent ne devraient pas être interprétées comme une critique *a priori* de la décision de l'Australie d'utiliser une méthode semi-quantitative pour évaluer la probabilité de l'entrée, de l'établissement et de la dissémination des parasites en cause. Au titre de l'Accord SPS, les Membres sont libres de choisir une méthode soit qualitative soit quantitative, conformément aux normes applicables appropriées. Toutefois, comme les experts consultés par le Groupe spécial l'ont noté, la méthode quantitative ne devrait être utilisée que "lorsque des données numériques spécifiques fiables sont disponibles" pour étayer le choix d'intervalles de probabilité et des courbes de probabilité.[1746] En l'absence de données suffisantes, en particulier si les nombres sont choisis d'une

---

[1742] Réponse de l'Australie à la question n° 30 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphe 162.

[1743] IRA de l'Australie, partie B, pages 347 à 376. Dans le différend *Japon – Pommes*, par exemple, qui concernait le feu bactérien, le Groupe spécial a noté que sur des questions scientifiques spécifiques (comme l'absence de bactéries endophytes dans les pommes mûres et le risque de transmission du feu bactérien par les pommes), "il exist[ait] de nombreuses preuves scientifiques pertinentes". Rapport du Groupe spécial *Japon – Pommes*, paragraphe 8.220. Voir aussi le rapport de l'Organe d'appel *Japon – Pommes*, paragraphe 181.

[1744] Réponse de Mme Schrader dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 195.

[1745] Déclaration orale liminaire de l'Australie à la première réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, paragraphe 16. Voir aussi la première communication de l'Australie, paragraphes 74, 218 et 239.

[1746] Réponse de M. Sgrillo à la question n° 128 du Groupe spécial, dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 728. Voir aussi la réponse de M. Sgrillo dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 122, la réponse de Mme Schrader à la question n° 124 du Groupe spécial, dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 700.

manière arbitraire, une méthode quantitative ne donnerait qu'une impression trompeuse d'objectivité et de précision.[1747]

7.442 En raison de l'absence de preuves scientifiques pour de nombreuses questions traitées dans l'IRA, les experts consultés par le Groupe spécial se sont montrés sceptiques quant aux estimations concernant la probabilité de l'exposition. M. Deckers, par exemple, a noté que, pour cet aspect, "il n'y a[vait] pas suffisamment de données scientifiques disponibles qui décriv[aient] la probabilité de cette possibilité de transfert".[1748] M. Paulin a ajouté que "seuls certains fragments d'événements [étaient] étayés par des preuves scientifiques. Des suppositions ou des spéculations [étaient] très souvent proposées, plutôt que des certitudes".[1749] Selon M. Deckers, "il n'y a aucune preuve disponible indiquant que ce transfert peut se produire. Il s'agit donc en fait d'une spéculation qui, à mon avis, présente une faible probabilité d'être une réalité".[1750] M. Paulin a conclu que, comme ces problèmes n'avaient jamais été traités scientifiquement, ou au moins expérimentalement, il n'était pas possible de "s'appuyer objectivement sur un quelconque chiffre concernant la probabilité de cette étape de "l'exposition"".[1751]

7.443 D'une manière générale, les experts se sont montrés sceptiques quant à la probabilité de l'introduction du feu bactérien par des pommes mûres. Aucun des experts consultés n'a trouvé de preuves scientifiques adéquates dans l'IRA pour étayer l'affirmation selon laquelle cela s'était produit ou pouvait se produire.[1752] Il existe encore moins de preuves pour l'étape suivante du transfert de cette population bactérienne importée à une nouvelle plante en Australie.[1753] M. Paulin a reconnu qu'en tant que scientifique, il ne pouvait pas exclure que ce scénario puisse avoir lieu[1754]:

> "L'Australie a montré que l'on peut imaginer un système dans lequel des pommes mûres peuvent transporter les bactéries de Nouvelle-Zélande en Australie. Le problème est qu'il est difficile d'estimer la valeur du terme "peuvent". S'agit-il d'une possibilité rare, d'un événement fréquent ou de quelque chose d'exceptionnel? C'est beaucoup plus difficile que cela à dire. ... [T]out ce qui va de Nouvelle-Zélande ou d'un pays contaminé à un autre pays "peut" transporter quelque chose, y compris des bactéries, y compris des bactéries pathogènes, c'est-à-dire le niveau minimal. Ensuite, il peut y avoir un transport spécifique de bactéries spécifiques, par exemple par le biais de porte-greffes, ce qui constituerait le danger maximal pour l'installation

---

[1747] Réponse de M. Sgrillo à la question n° 128 du Groupe spécial, dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 730. Voir OIE "Handbook on Import Risk Analysis for Animals and Animal Products. Volume 1: Introduction and qualitative risk assessment" (2004), pages 27 et 28, dans la pièce NZ-47.

[1748] Réponse de M. Deckers à la question n° 36 du Groupe spécial, dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 245. Voir aussi la réponse de M. Sgrillo à la question n° 36 du Groupe spécial, dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphes 247 à 251.

[1749] Réponse de M. Paulin à la question n° 36 du Groupe spécial, dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 246.

[1750] Réponse de M. Deckers dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 242.

[1751] Réponse de M. Paulin à la question n° 36 du Groupe spécial, dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 246. Voir aussi la réponse de M. Paulin dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 240.

[1752] Réponse de M. Paulin à la question n° 37 du Groupe spécial, dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 253.

[1753] Réponse de M. Paulin dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 380.

[1754] Réponse de M. Paulin à la question n° 37 du Groupe spécial, dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 253. Voir aussi la réponse de M. Paulin dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 380.

> de la maladie dans un nouveau pays. Les pommes, qui se situent entre ces deux limites, ne peuvent donc pas être exclues. Que cela puisse être considéré comme un risque réel, voilà la question qui se pose."[1755]

7.444 M. Deckers a reconnu que, dans d'autres pays qui essayaient de limiter le risque d'introduction du feu bactérien, "on ne parl[ait] pas en premier lieu des fruits, on parl[ait] plus du matériel végétal et des infections potentielles sur le matériel végétal, les porte-greffes ou le matériel pour les obtentions végétales".[1756]

7.445 En d'autres termes, les experts n'ont pas considéré que l'IRA contenait des preuves scientifiques adéquates pour étayer l'affirmation selon laquelle l'introduction du feu bactérien par le biais de pommes mûres s'était produite ou pouvait se produire. Dans le même temps, ils ont reconnu qu'il existait une possibilité théorique d'importation des bactéries avec les pommes. Ils ont jugé encore moins probable l'étape suivante du transfert de cette population bactérienne importée à une nouvelle plante en Australie. La probabilité de l'introduction par le biais de pommes mûres serait, en tout état de cause, moindre que celle de l'introduction par le biais de matériel végétal ou de porte-greffes. Selon M. Paulin:

> "[L]e risque représenté par l'ensemble du processus est probablement du même ordre de grandeur que le transport d'insectes contaminés de manière naturelle de la Nouvelle-Zélande vers l'Australie par avion ou des choses de ce genre ... [I]l existe une possibilité d'introduire *Erwinia amylovora* par le biais de pommes mûres dont le niveau de risque n'est pas beaucoup plus élevé que celui de la possibilité de dissémination naturelle des bactéries, qui vont d'un endroit à l'autre avec quelque chose d'autre ... qui n'a aucun lien avec le commerce des pommes."[1757]

7.446 À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial constate que la Nouvelle-Zélande n'est pas parvenue à établir *prima facie* que l'estimation faite dans l'IRA de la probabilité qu'*Erwinia amylovora* survive aux procédures de traitement courantes dans la station de conditionnement (étape 4 pour l'importation) et qu'*Erwinia amylovora* survive à la palettisation, à l'inspection de la qualité, à la conteneurisation et au transport vers l'Australie (étape 6 pour l'importation) était exagérée et que ces estimations ne s'appuyaient pas sur des preuves scientifiques adéquates ou n'étaient pas cohérentes ni objectives. Le Groupe spécial constate également que la conclusion de l'IRA selon laquelle la probabilité que des fruits intacts soient contaminés par *Erwinia amylovora* pendant la palletisation, l'inspection de la qualité, la conteneurisation et le transport (étape 7 pour l'importation) est négligeable semble être cohérente et objective. Le Groupe spécial constate en outre que la Nouvelle-Zélande n'a pas établi *prima facie* que l'examen effectué dans l'IRA concernant les points d'utilisation et les estimations des scores de proximité pour la combinaison de chaque point d'utilisation et des groupes d'exposition (valeurs de proximité), ou que les conclusions de l'IRA concernant la probabilité de la dissémination, ne s'appuyaient pas sur des preuves scientifiques adéquates ou n'étaient pas cohérentes ni objectives.

7.447 Le Groupe spécial constate, toutefois, que l'estimation faite dans l'IRA selon laquelle *Erwinia amylovora* sera toujours présente dans les vergers de provenance en Nouvelle-Zélande (étape 1 pour l'importation); selon laquelle les fruits provenant d'un verger infecté ou infesté sont infectés ou

---

[1755] Réponse de M. Paulin dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 226. Voir aussi la réponse de M. Paulin dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 254.

[1756] Réponse de M. Deckers dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 379. Voir aussi la réponse de M. Deckers à la question n° 16 du Groupe spécial, dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 123.

[1757] Réponse de M. Paulin dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 380.

infestés par *Erwinia amylovora* (étape 2 pour l'importation); selon laquelle les fruits intacts provenant de vergers infectés ou infestés sont contaminés par *Erwinia amylovora* pendant la cueillette et le transport vers la station de conditionnement (étape 3 pour l'importation); et selon laquelle les fruits intacts sont contaminés par *Erwinia amylovora* pendant le traitement dans la station de conditionnement (étape 5 pour l'importation); n'est pas suffisamment étayée par les preuves scientifiques sur lesquelles elle s'appuie et, en conséquence, n'est pas cohérente ni objective. À la lumière de ces constatations et de l'absence de toute justification et preuves séparées dans l'IRA concernant la probabilité globale estimée de l'importation, le Groupe spécial constate en outre que l'estimation faite dans l'IRA de la probabilité globale de l'importation n'est pas étayée par des preuves scientifiques adéquates et, en conséquence, n'est pas cohérente ni objective.

7.448 Le Groupe spécial note également qu'une partie importante des analyses faites dans l'IRA concernant l'exposition, l'établissement et la dissémination du feu bactérien repose sur un certain nombre d'hypothèses et de réserves. Comme nous l'avons noté plus haut, certaines de ces hypothèses et réserves ne sont pas convaincantes, ce qui suscite des doutes raisonnables sur l'évaluation faite par le responsable de l'évaluation des risques. L'IRA n'a pas dûment pris en compte un certain nombre de facteurs qui pourraient avoir une incidence majeure sur l'évaluation de ce risque particulier. En conséquence, le Groupe spécial constate que le raisonnement exposé dans l'IRA de l'Australie en ce qui concerne la probabilité de l'entrée, de l'établissement et de la dissémination du feu bactérien, y compris l'estimation faite dans l'IRA de la valeur des probabilités respectives, ne s'appuie pas sur des preuves scientifiques adéquates et, en conséquence, n'est pas cohérent ni objectif.

k) Conséquences biologiques et économiques qui pourraient résulter du feu bactérien

i) Résumé des arguments des parties

7.449 La Nouvelle-Zélande fait valoir que la conclusion de l'IRA selon laquelle la conséquence globale de l'introduction et de l'établissement du feu bactérien serait "élevée" est "établie sur la base de preuves choisies de manière sélective et d'hypothèses qui ne trouvent aucun fondement dans des preuves scientifiques ou des faits".[1758]

7.450 La Nouvelle-Zélande considère que les estimations faites dans l'IRA des pertes pécuniaires résultant d'une incursion du feu bactérien dans toute l'Australie reposent sur des hypothèses non fondées concernant le taux et l'étendue de la maladie qui ont donné lieu à des estimations exagérées de l'incidence et des pertes à l'échelle du pays.[1759] La Nouvelle-Zélande conteste aussi la thèse de l'IRA selon laquelle l'incidence du feu bactérien sera importante tous les ans.[1760] Elle note l'existence de produits offerts sur le marché pour réduire l'incidence du feu bactérien, ainsi que la présence d'autres bactéries qui se disputeraient fortement avec *Erwinia amylovora* pour les nutriments et l'espace sur un hôte sensible.[1761] Elle fait aussi observer que l'incidence du feu bactérien sur la production de fruits à pépins en Nouvelle-Zélande les années où il n'y a pas de flambée est insignifiante.[1762] De l'avis de la Nouvelle-Zélande, les preuves démontrent que les pertes de production de fruits à pépins découlant d'une flambée de feu bactérien ne sont pas discernables aux niveaux national et régional et seront probablement mineures au niveau des districts et au niveau local la plupart des années. Ces pertes de production peuvent occasionnellement être importantes à un niveau local seulement.[1763] La Nouvelle-Zélande rejette aussi les affirmations de l'Australie concernant l'incidence indirecte sur la

[1758] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.254.
[1759] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.255.
[1760] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.256.
[1761] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.257.
[1762] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 4.256 à 4.258. Réponse de la Nouvelle-Zélande à la question nº 67 du Groupe spécial après la première réunion de fond, paragraphes 144 et 148.
[1763] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 4.259 à 4.261.

lutte ou l'éradication, la surveillance/le suivi et les stratégies de compensation.[1764] Enfin, elle fait valoir que les estimations faites dans l'IRA de l'incidence indirecte sur le commerce international et sur les collectivités en Australie ne sont rien de plus que des conjectures.[1765]

7.451 De l'avis de la Nouvelle-Zélande, le résultat est que l'IRA surestime les conséquences de l'établissement et de la dissémination du feu bactérien. "Une évaluation plus réaliste, s'appuyant sur l'expérience réelle de pays où le feu bactérien est présent, aurait abouti à des conséquences globales "très faibles"."[1766]

7.452 Enfin, la Nouvelle-Zélande fait valoir qu'elle "admet que le feu bactérien peut certainement avoir de graves conséquences". Cependant, à son avis, "il est important de garder à l'esprit que la maladie n'est pas disséminée par les exportations de fruits mûrs".[1767]

7.453 En réponse, l'Australie fait valoir que l'analyse faite dans l'IRA des conséquences qui pourraient résulter de l'introduction et de l'établissement du feu bactérien est objective et crédible. Elle fait observer à cet égard que le "feu bactérien est l'une des maladies les plus graves des arbres à fruits à pépins dans le monde".[1768] Elle ajoute que: "[l]es mesures de contrôle du feu bactérien dans les vergers seraient coûteuses, car elles nécessiteraient des dépenses relatives aux intrants chimiques, à la taille et à d'autres aspects de l'hygiène des plantes. Les coûts indirects comprennent les coûts liés à la surveillance continue et, si une flambée se produisait, les coûts d'une tentative d'éradication, ainsi que les pertes causées à d'autres branches de production".[1769]

7.454 L'Australie fait valoir en outre que l'IRA a pris en considération l'ensemble des preuves et facteurs pertinents pour évaluer les conséquences résultant du feu bactérien.[1770] L'IRA a évalué les pertes déclarées découlant de flambées de feu bactérien en Nouvelle-Zélande et dans d'autres pays, en particulier les États-Unis.[1771] La Nouvelle-Zélande fait abstraction des divers rapports pris en considération par l'IRA[1772]; elle s'appuie plutôt sur quelques exemples sélectifs qui, pris isolément, présentent de façon erronée l'incidence potentielle de la maladie, afin de tenter de minimiser les pertes de production potentielles.[1773] De l'avis de l'Australie, un nombre important d'arbres peuvent ne pas résister à une flambée de feu bactérien.[1774] Elle ajoute que la Nouvelle-Zélande suppose que sa propre expérience du feu bactérien se reproduira en Australie.[1775] Dans le même temps la Nouvelle-Zélande fait toutefois peu de cas de l'incidence de la flambée de feu bactérien qui s'est produite en 1998 à Hawke's Bay.[1776]

[1764] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 4.262 et 4.263.

[1765] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.264; réponse de la Nouvelle-Zélande à la question nº 67 du Groupe spécial après la première réunion de fond, paragraphe 151.

[1766] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.264.

[1767] Réponse de la Nouvelle-Zélande à la question n° 67 du Groupe spécial après la première réunion de fond, paragraphe 141. Voir aussi la deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 2.455 et 2.456.

[1768] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 493.

[1769] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 494.

[1770] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 496.

[1771] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 498.

[1772] Première communication écrite de l'Australie, paragraphes 500 à 505.

[1773] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 497.

[1774] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 499.

[1775] Première communication écrite de l'Australie, paragraphes 506 et 507; deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphes 411, 412 et 420 à 424.

[1776] Première communication écrite de l'Australie, paragraphes 508 à 512. Voir aussi la deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphes 417 et 418.

7.455 L'Australie fait observer que la Nouvelle-Zélande minimise les coûts de la lutte, de l'éradication et du remplacement des arbres.[1777] La Nouvelle-Zélande surestime aussi sa propre expérience des échanges commerciaux internationaux; malgré l'allégation de celle-ci selon laquelle d'autres pays ne limitent pas l'accès pour ses pommes, l'Australie fait valoir qu'il y a des exemples démontrant le contraire.[1778]

7.456 Sur la base de ces arguments, l'Australie rejette l'allégation de la Nouvelle-Zélande selon laquelle l'équipe chargée de l'IRA n'a pas évalué les conséquences biologiques et économiques qui pourraient résulter du feu bactérien en Australie. À son avis, la Nouvelle-Zélande ne s'est pas intéressée à la littérature et aux preuves examinées par l'équipe; elle a plutôt cherché à élaborer une autre argumentation reposant sur l'hypothèse selon laquelle l'expérience du feu bactérien en Nouvelle-Zélande se reproduira en Australie.[1779] L'Australie fait valoir également que la Nouvelle-Zélande n'a présenté aucun argument de fond sur la question des conséquences du feu bactérien, ni dans sa deuxième communication écrite ni à la deuxième réunion de fond avec le Groupe spécial; elle considère donc que ce point n'est pas contesté.[1780]

7.457 L'Australie conclut que la Nouvelle-Zélande n'a pas relevé des vices quelconques dans les conclusions de l'équipe chargée de l'IRA sur les conséquences, à plus forte raison des vices assez graves pour empêcher le Groupe spécial d'avoir une "confiance raisonnable" dans l'évaluation des risques.[1781]

ii) Analyse par le Groupe spécial

7.458 L'évaluation faite dans l'IRA des conséquences biologiques et économiques qui pourraient résulter du feu bactérien se fonde sur l'examen d'un certain nombre de critères directs et indirects. Les critères directs comprennent la préservation des végétaux, la santé et la vie des personnes ainsi que tous autres aspects de l'environnement. Les critères indirects comprennent la lutte ou l'éradication, le commerce intérieur ou la branche de production nationale, le commerce international, l'environnement et les collectivités. L'IRA attribue des scores d'impact pour chaque critère direct et indirect. Les scores d'impact vont de "A", le moins important, à "G", le plus important.

7.459 *Concernant les critères directs.* S'agissant de la préservation des végétaux, l'IRA attribue un score d'impact de "F". L'IRA considère que les conséquences du feu bactérien affectant la préservation des végétaux sont importantes au niveau national et très importantes au niveau régional.[1782] Pour la santé ou la vie des personnes, l'IRA attribue un score d'impact de "A". Il indique qu'il n'y a pas d'incidence directe connue d'*Erwinia amylovora* sur la santé ou la vie des personnes.[1783] Pour tous autres aspects de l'environnement, l'IRA attribue un score d'impact de "A". L'IRA indique qu'il n'y a pas d'autres impacts directs connus d'*Erwinia amylovora* sur l'environnement.[1784]

7.460 *Concernant les critères indirects.* Pour la lutte et l'éradication, l'IRA attribue un score d'impact de "E". Il considère que l'incidence indirecte du feu bactérien sur l'éradication, la lutte, la surveillance/le suivi et les stratégies de compensation, que ces mesures soient nouvelles ou modifiées,

[1777] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 513 à 518; deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphe 419.
[1778] Première communication écrite de l'Australie, paragraphes 519 à 521.
[1779] Première communication écrite de l'Australie, paragraphes 522 et 523.
[1780] Déclaration orale finale de l'Australie à la deuxième réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, paragraphe 12.
[1781] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 523; deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphe 425.
[1782] IRA de l'Australie, partie B, pages 98 à 100.
[1783] IRA de l'Australie, partie B, page 100.
[1784] *Ibid.*

serait mineure au niveau national, importante au niveau régional et très importante au niveau des districts.[1785] Pour la branche de production nationale, l'IRA attribue un score d'impact de "E". Il considère que l'incidence indirecte du feu bactérien sur le commerce intérieur ou la branche de production nationale serait mineure au niveau national, importante au niveau régional et très importante au niveau des districts.[1786] Pour le commerce international, l'IRA attribue un score d'impact de "D". Il considère que les incidences indirectes du feu bactérien sur le commerce international ne seraient probablement pas discernables au niveau national, seraient d'une importance mineure au niveau régional, importantes au niveau des districts et très importantes au niveau des localités lorsque l'on tient compte de l'économie des niveaux respectifs.[1787] Pour l'environnement, l'IRA attribue un score d'impact de "A". Il indique que toutes incidences indirectes du feu bactérien sur l'environnement ne seraient probablement pas discernables.[1788] Pour les collectivités, l'IRA attribue un score d'impact de "D". Il considère que l'incidence indirecte du feu bactérien sur les collectivités ne serait probablement pas discernable au niveau national, serait d'une importance mineure au niveau régional, importante au niveau des districts et très importante au niveau des localités.[1789]

7.461 Compte tenu de ces scores d'impact, l'IRA conclut que les conséquences biologiques et économiques potentielles globales devraient être jugées "élevées".[1790]

7.462 De plus, en combinant la valeur de la probabilité annuelle de l'entrée, de l'établissement et de la dissémination et le résultat des conséquences globales, l'IRA estime que le risque annuel non réduit pour les pommes importées de Nouvelle-Zélande est "faible". Le score de "faible", risque annuel non réduit, est le même selon les deux scénarios différents envisagés par l'IRA. Comme il est indiqué plus haut, l'IRA envisage un premier scénario, selon lequel 70 à 100 pour cent des pommes importées sont distribuées aux stations de conditionnement des vergers et le reste, à des grossistes des zones urbaines, et un deuxième scénario, selon lequel 0,1 à 5 pour cent seulement des pommes importées sont distribuées aux stations de conditionnement des vergers. Ce score de "faible" est supérieur au niveau de protection jugé approprié par l'Australie, qui est "très faible". En conséquence, l'IRA conclut qu'une "gestion des risques serait nécessaire pour ce parasite".[1791]

7.463 Les experts consultés par le Groupe spécial sont sceptiques au sujet des scores d'impact attribués à certains critères dans l'IRA. M. Paulin a fait observer qu'il serait peut-être plus facile de connaître à l'avance la sensibilité d'une plante à un parasite particulier: à savoir si la plante est réceptive à la maladie ou non. Il est aussi possible de savoir si des bactéries sont présentes ou non, mais:

> "Il est beaucoup plus difficile de prévoir quelle sera la gravité de la maladie, sur le plan des dommages qui sont attendus. Par exemple, nous avons été assez étonnés en Europe de voir que le feu bactérien est une maladie très grave de la pomme en Allemagne, alors qu'il était censé être une maladie grave de la poire dans le sud de la France, compte tenu simplement des conditions climatiques et de la sensibilité des cultivars. Cela veut dire que certains éléments nous échappent tout simplement et que l'on peut prévoir avec certitude que la maladie pourra se développer, mais qu'il

[1785] IRA de l'Australie, partie B, pages 100 et 101.
[1786] IRA de l'Australie, partie B, page 102.
[1787] IRA de l'Australie, partie B, pages 102 et 103.
[1788] IRA de l'Australie, partie B, page 103.
[1789] IRA de l'Australie, partie B, pages 103 et 104.
[1790] IRA de l'Australie, partie B, page 104.
[1791] IRA de l'Australie, partie B, pages 104-105.

> est beaucoup plus difficile de quantifier ce développement en fonction de la perte économique."[1792]

7.464 M. Paulin a particulièrement critiqué les scores d'impact les plus sévères attribués à certains critères dans l'IRA. En ce qui concerne les conséquences du feu bactérien affectant la préservation des végétaux, auxquelles l'IRA a attribué le score de "F", un des scores les plus sévères, il a exprimé des doutes quant au fait que le feu bactérien était considéré comme la maladie la plus grave de la pomme: "La tavelure du pommier serait probablement considérée comme plus coûteuse dans de nombreuses régions. Cependant, le feu bactérien est sans aucun doute la maladie *bactérienne* la plus grave de la pomme et de la poire."[1793] L'expert a aussi noté qu'il était "impossible de prévoir les conséquences économiques de l'introduction du feu bactérien dans une nouvelle région".[1794] "La gravité de la maladie (l'importance des dommages) est le résultat de la combinaison de trois facteurs (au moins) au niveau local: le climat, la sensibilité du cultivar (génétique), la réceptivité du cultivar. Si chacun de ces facteurs peut être évalué (du moins pour ce qui est des tendances), il n'est pas réaliste de combiner les trois pour faire une prévision raisonnable."[1795]

7.465 En tout état de cause, M. Paulin a noté qu'il n'était tout simplement pas possible, et que cela n'avait jamais été observé, que le feu bactérien soit dévastateur au même degré à tous les endroits et sur chaque plante dès son introduction dans une nouvelle région. De plus, même si la maladie n'est pas éradiquée, sa dissémination serait relativement lente et son invasion, le cas échéant, devrait être progressive. Il serait difficile d'estimer les dommages causés aux récoltes. M. Paulin a noté en outre qu'en France, il n'y avait pas eu un grand nombre de pommiers tués par le feu bactérien, malgré la sensibilité élevée de certaines variétés françaises. La situation est différente pour les variétés de poires, mais la disparition d'arbres entiers en raison du feu bactérien demeure limitée à quelques variétés seulement. La production globale de fruits dans l'ensemble d'un pays n'a jamais baissé de manière importante, même en raison d'une grave épidémie de feu bactérien, même si les dommages peuvent être très coûteux au niveau local au cours de certaines années pour certaines variétés. L'expert a conclu que "le score d'impact de "F" pourrait être exagéré".[1796]

7.466 En ce qui concerne les conséquences du feu bactérien affectant le commerce intérieur, auxquelles un score sévère de "E" a été attribué dans l'IRA, M. Paulin a noté que: "[c]ompte tenu de l'incidence probablement faible au niveau national de la maladie sur la production globale, les pertes pour le commerce intérieur ou la branche de production nationale semblent exagérées et non réalistes".[1797]

7.467 En ce qui concerne les conséquences du feu bactérien affectant le commerce international, auxquelles un score sévère de "D" a été attribué dans l'IRA, M. Paulin a noté que l'incidence pourrait être importante en ce qui concerne l'exportation de pépinières, en raison de restrictions quarantenaires. Cela n'est toutefois pas envisagé dans l'IRA. "L'incidence sur le commerce des fruits sera limitée, en particulier si les méthodes d'éradication sont efficaces (il ne sera pas possible de considérer qu'un

---

[1792] Réponse de M. Paulin dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 300.

[1793] Réponse de M. Paulin à la question n° 11 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 87.

[1794] *Ibid*.

[1795] *Ibid*.

[1796] *Ibid*. Voir toutefois la réponse de M. Deckers à la question n° 11 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 85.

[1797] Réponse de M. Paulin à la question n° 11 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 91.

quelconque verger de pommiers en Australie est infecté par le feu bactérien). Là encore le score de "D" semble trop élevé."[1798]

7.468 Ce n'est pas le rôle du Groupe spécial de réévaluer les scores d'impact attribués à des critères spécifiques dans l'IRA et de proposer des scores différents. En tout état de cause, la plupart des arguments de la Nouvelle-Zélande concernant l'estimation des conséquences faite dans l'IRA prennent pour hypothèse que, s'il était introduit en Australie, le feu bactérien se comporterait de la même façon que ce qui a été observé dans d'autres régions. Or, comme l'a noté M. Paulin, il est "impossible de prévoir les conséquences économiques de l'introduction du feu bactérien dans une nouvelle région".[1799]

7.469 Il faut noter que, selon les experts consultés par le Groupe spécial, l'IRA a tendance à surestimer la gravité des conséquences du feu bactérien dans certains aspects. Cette surestimation affecte en particulier deux critères, auxquels ont été attribués dans l'IRA les scores les plus sévères de "F" et "E" (préservation des végétaux et commerce intérieur ou branche de production nationale, respectivement).

7.470 À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial conclut que l'évaluation faite dans l'IRA des conséquences qui pourraient résulter de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination du feu bactérien en Australie ne s'appuie pas sur des preuves scientifiques adéquates et, par conséquent, n'est pas cohérente ni objective.

l) Conclusions générales en ce qui concerne les prescriptions concernant le feu bactérien

7.471 Pour les raisons exposées plus haut, le Groupe spécial constate que, en ce qui concerne son analyse de la probabilité de l'entrée, de l'établissement et de la dissémination du feu bactérien et des conséquences qui pourraient résulter de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination du feu bactérien en Australie, l'IRA de l'Australie n'est pas une évaluation des risques adéquate au sens de l'article 5:1 et du paragraphe 4 de l'Annexe A de l'Accord SPS. Les vices décrits plus haut constituent aussi un manquement dans l'IRA à l'obligation de tenir suffisamment compte de facteurs tels que les preuves scientifiques disponibles, les procédés et méthodes de production pertinents en Nouvelle-Zélande et en Australie, et la prévalence réelle du feu bactérien, comme l'exige l'article 5:2 de l'Accord SPS.

7.472 En conséquence, les prescriptions de l'Australie concernant le feu bactérien applicables aux pommes de Nouvelle-Zélande sont incompatibles avec l'article 5:1 et 5:2 de l'Accord SPS. Puisque les prescriptions ne sont pas fondées sur une évaluation des risques, comme il est prévu à l'article 5:1 de l'Accord SPS, on peut présumer, de façon plus générale, que ces mesures ne sont pas fondées sur des principes scientifiques au sens de l'article 2:2.[1800] En conséquence, le Groupe spécial constate que les prescriptions de l'Australie concernant le feu bactérien applicables aux pommes de la Nouvelle-Zélande sont, par implication, également incompatibles avec l'article 2:2 de l'Accord SPS.

m) Vices de méthode allégués relevés par la Nouvelle-Zélande

7.473 Le Groupe spécial a constaté que, en ce qui concerne son analyse de la probabilité de l'entrée, de l'établissement et de la dissémination du feu bactérien l'IRA de l'Australie n'était pas une évaluation des risques adéquate; et que, par conséquent, les prescriptions de l'Australie concernant le

[1798] Réponse de M. Paulin à la question n° 11 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 92.
[1799] Réponse de M. Paulin à la question n° 11 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 87.
[1800] Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Saumons*, paragraphes 137 et 138.

feu bactérien applicables aux pommes de Nouvelle-Zélande étaient incompatibles avec les articles 2:2, 5:1 et 5:2 de l'Accord SPS. Normalement, il ne serait pas nécessaire de procéder ensuite à un examen de l'argument additionnel de la Nouvelle-Zélande selon lequel l'IRA comporte des vices de méthode qui donnent lieu à une large surestimation de la probabilité de l'entrée, de l'établissement et de la dissémination du feu bactérien en Australie par le biais des pommes en provenance de Nouvelle-Zélande. Cependant, les arguments de la Nouvelle-Zélande concernant les vices de méthode de l'IRA se rapporteraient non seulement aux prescriptions de l'Australie concernant le feu bactérien, mais aussi aux prescriptions concernant le chancre européen et aux prescriptions "générales". En conséquence, le Groupe spécial examinera les arguments de la Nouvelle-Zélande concernant les vices de méthode de l'IRA.

i) Choix de la valeur maximale pour des événements négligeables

Résumé des arguments des parties

7.474 La Nouvelle-Zélande a indiqué que le choix dans l'IRA de la valeur maximale pour la probabilité d'événements ayant une probabilité négligeable de se produire était un vice de méthode qui, combiné à d'autres vices, donnerait lieu à une surestimation de la probabilité de l'entrée, de l'établissement et de la dissémination des parasites en cause.[1801]

7.475 La Nouvelle-Zélande soutient que les fourchettes numériques adoptées dans le cadre de l'IRA à titre d'intervalles de probabilité pour les descriptions qualitatives de divers événements avaient été attribuées arbitrairement. Peu de renseignements ont été fournis sur la façon dont ces fourchettes avaient été déterminées.[1802] Dans le cas d'événements ayant une probabilité "négligeable" de se produire ("l'événement ne se produirait presque certainement pas"), la valeur maximale a été fixée à 1 sur 1 million (1×10^{-6}).

7.476 La Nouvelle-Zélande fait valoir que la valeur maximale de 1×10^{-6} est "sensiblement supérieure" et "supérieure d'au moins trois ordres de grandeur (c'est-à-dire 1 000 fois)" au niveau auquel on pourrait arriver sur la base de données connues.[1803] De l'avis de la Nouvelle-Zélande: "l'effet du choix par l'Australie de 1×10^{-6}, combiné [au] choix de la distribution uniforme pour modéliser des événements essentiels ayant une probabilité négligeable de se produire, est de transformer des événements qui "ne se produiront presque certainement pas" en événements qui seraient censés se produire ["relativement fréquemment", c'est-à-dire] pour environ une pomme importée sur 2 millions.[1804]

7.477 En réponse, l'Australie fait valoir que "tout choix d'intervalles est arbitraire".[1805] De l'avis de l'Australie, comme le terme "négligeable" est défini dans l'IRA au moyen de nombres représentés par un intervalle de probabilité, il faudrait mettre l'accent sur ces nombres et non sur le mot "négligeable".[1806] L'Australie ajoute que l'IRA a mis l'accent sur l'intervalle entre 0 et 10^{-6} sous la forme d'une distribution uniforme, et non sur la valeur maximale de 10^{-6}.[1807] De l'avis de l'Australie, "[c]ela signifie que la probabilité qu'un événement particulier se produise est également susceptible d'être représentée par toute valeur de probabilité comprise dans l'intervalle limité par les valeurs minimale et maximale de la distribution. En d'autres termes, la probabilité qu'un événement se

[1801] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.172. Voir aussi la première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 4.174 à 4.186; la deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 2.333 à 2.352.
[1802] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.175.
[1803] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 4.182 à 4.186.
[1804] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.178.
[1805] Deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphe 246.
[1806] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 298.
[1807] Première communication écrite de l'Australie, paragraphes 299, 300 et 307.

produise est également susceptible d'être de zéro ou de 1 sur 1 million ou toute valeur comprise entre les deux".[1808]

7.478 L'Australie fait valoir enfin qu'il y a un certain nombre de vices dans le recours par la Nouvelle-Zélande à des données commerciales pour étayer sa position concernant l'utilisation de 1×10^{-6} comme valeur maximale pour "négligeable". Tout d'abord, l'IRA devait évaluer le volume potentiel d'échanges commerciaux qui se produiraient entre la Nouvelle-Zélande et l'Australie et non les échanges commerciaux actuels entre la Nouvelle-Zélande et le Taipei chinois. Ensuite on ne voit pas très bien si dans son argument la Nouvelle-Zélande est allée au-delà des données commerciales pour traiter des facteurs existant au Taipei chinois comme la présence de plantes hôtes du feu bactérien, des facteurs environnementaux, les systèmes de distribution, les modes de consommation, les circuits d'élimination des déchets et l'emplacement des stations de conditionnement.[1809]

Analyse par le Groupe spécial

7.479 L'IRA utilise une approche semi-quantitative pour évaluer le risque associé aux trois parasites en cause dans le présent différend, y compris le feu bactérien. L'approche semi-quantitative combine une estimation quantitative de la probabilité de l'entrée, de l'établissement et de la dissémination du parasite à une évaluation qualitative des conséquences qui pourraient en résulter.[1810] Le tableau 12 de la partie B de l'IRA présente la "[n]omenclature pour les probabilités qualitatives, les intervalles de probabilité semi-quantitatifs correspondants".[1811] Ce tableau montre par exemple qu'une probabilité "négligeable" correspond au descripteur qualitatif "[l']événement ne se produirait presque certainement pas", à un intervalle de probabilité de 0 à 10^{-6} (zéro à 1 sur 1 million) et à un point médian (si la distribution uniforme est utilisée) de 5×10^{-7} (0,5 sur 1 million ou 1 sur 2 millions).[1812]

7.480 Les deux parties conviennent que le choix fait dans l'IRA d'un intervalle de probabilité de zéro à 1 sur 1 million pour des événements ayant une probabilité "négligeable" de se produire était arbitraire. Cependant, le simple fait que le choix était en définitive arbitraire ne signifie pas que les valeurs choisies n'auraient pas dû être fondées sur des renseignements pertinents, y compris les preuves scientifiques disponibles. De plus, le Groupe spécial n'est pas convaincu par l'argument de l'Australie selon lequel les mots ne sont pas pertinents et selon lequel l'accent ne devrait être mis que sur les nombres représentant des intervalles de probabilité dans l'IRA. Si une catégorie d'événements est définie comme étant "négligeable" et que l'IRA décrit cette catégorie comme représentant des événements qui "ne se produiraient presque certainement pas", les nombres quels qu'ils soient qui sont attribués aux intervalles de probabilité quantitatifs correspondants devraient être compatibles avec cette définition. Sinon, par l'absurde, l'argument de l'Australie pourrait faire en sorte que des événements négligeables se voient attribuer une représentation quantitative de un, ce qui signifierait dans la pratique que l'événement se produirait toujours.

7.481 Malheureusement, l'IRA fournit peu de renseignements sur la façon dont les valeurs de probabilité ont été attribuées à chacun des six descripteurs qualitatifs, y compris la catégorie "négligeable".[1813] En particulier, il n'y a aucune explication quant aux raisons pour lesquelles des événements qui ne se produiraient presque certainement pas se sont vu attribuer une valeur maximale numérique de 1 sur 1 million. Comme l'a noté M. Sgrillo, "[i]l n'y a aucune base scientifique pour étayer le choix exclusif de 1E-6, étant donné que d'autres intervalles, comme 0 à 1E-9 ou à 2E-6,

[1808] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 300.
[1809] Première communication écrite de l'Australie, paragraphes 308 à 311.
[1810] Voir plus haut le paragraphe 2.61.
[1811] IRA de l'Australie, partie B, page 43. Voir plus haut le paragraphe 2.65.
[1812] IRA de l'Australie, partie B, page 43. Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 115. Voir plus haut le paragraphe 2.65.
[1813] Réponse de M. Latorre à la question n° 133 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 766.

auraient aussi [pu être] utilisés … sans violer un quelconque principe scientifique".[1814] Le même expert a noté que "[l]'intervalle de probabilité sembl[ait] avoir été choisi arbitrairement pour représenter les descripteurs qualitatifs. Il n'y a pas de critère patent pour l'attribution des intervalles de probabilité à l'échelle qualitative. Aucun rapport mathématique entre les catégories n'a été trouvé. … Cette approche semble être fondée sur un choix arbitraire et non sur des principes scientifiques".[1815] M. Sgrillo a ajouté ceci:

> "[L]orsque l'on attribue des nombres à des probabilités, ces nombres représentent une hypothèse quant à ce qui se produit réellement dans le monde. Et lorsque l'on attribue ces nombres, on devrait se fonder sur des nombres correspondant à des échantillons de la réalité. Sinon, on disserte sur le sujet. ... [S]i on n'a pas des nombres correspondant à des échantillons du monde réel, on n'a aucune garantie que les nombres qu'on attribue sont représentatifs. C'est une hypothèse après tout. Une hypothèse fondée sur le bon sens, une hypothèse élaborée, mais il n'en reste pas moins qu'il s'agit d'une hypothèse et non d'une garantie."[1816]

7.482 En conséquence, la première lacune dans les définitions figurant dans l'IRA des intervalles de probabilité quantitatifs pour les probabilités qualitatives est le manque de renseignements sur la façon dont ces nombres ont été attribués. De plus, le Groupe spécial doit déterminer si la Nouvelle-Zélande a dûment établi que l'intervalle correspondant aux événements "négligeables" était supérieur au niveau qui peut se justifier et que cela entraînerait une surestimation de la probabilité de l'entrée, de l'établissement et de la dissémination des parasites en cause.

7.483 À cet égard, M. Latorre a désigné "l'intervalle utilisé pour expliquer numériquement le descripteur "négligeable"" "comme "[l']une des principales faiblesses" de l'IRA.[1817] Le terme "négligeable" n'est pas défini dans les Accords de l'OMC en ce qui concerne la probabilité d'événements biologiques relevant de l'Accord SPS, et il n'existe pas non plus de normes, de directives ou de recommandations internationales pertinentes pour définir ce terme, ni en ce qui concerne le nombre ou la largeur des intervalles de probabilité qui peuvent être utilisés.[1818] En tout état de cause, le sens ordinaire du terme "negligible" (négligeable) est quelque chose qui est "[a]ble to be neglected or disregarded; unworthy of notice or regard; so small or insignificant as to be ignorable" (susceptible d'être négligé ou écarté; non digne d'intérêt ou de considération; petit et insignifiant au point de pouvoir être ignoré).[1819] Autrement dit, "négligeable" est quelque chose qui est tellement petit qu'il peut être ignoré.[1820] L'IRA, lui-même, définit les événements "négligeables" comme des événements qui "ne se produiraient presque certainement pas". Autrement dit, la

---

[1814] Réponse de M. Sgrillo à la question n° 134 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 767.

[1815] Réponse de M. Sgrillo à la question n° 133 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphes 755 et 765.

[1816] Réponse de M. Sgrillo dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 34.

[1817] Réponse de M. Latorre à la question n° 133 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 766.

[1818] Réponses de Mme Schrader et M. Sgrillo dans le procès-verbal de la réunion de Groupe spécial avec les experts, paragraphes 46 et 204. Voir aussi la réponse de M. Sgrillo à la question n° 133 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 753; et les réponses de M. Sgrillo dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphes 50 et 206.

[1819] *The New Shorter Oxford English Dictionary* (Clarendon Press, 1993), Vol. II, page 1900.

[1820] Réponse de M. Sgrillo dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 50.

probabilité d'un événement négligeable serait proche de zéro, mais différente de zéro.[1821] Comme l'a noté M. Latorre:

> "[L]a probabilité d'un événement négligeable ne peut en aucun cas s'échelonner de zéro à un maximum de 1×10^{-6} avec un point médian de 5×10^{-7}. Ce faisant, on surestime la probabilité d'un événement biologique particulier. Comme nous l'avons déjà dit, 5×10^{-7} est une valeur de probabilité relativement élevée, même en tenant compte du volume total le plus faible possible de pommes (50 000 000, AUS-2 page 19) qui peuvent en définitive être importées de Nouvelle-Zélande."[1822]

7.484 Étant donné que la probabilité d'événements négligeables est définie dans l'IRA comme correspondant à des événements qui "ne se produiraient presque certainement pas" et non à des événements qui "ne se produiraient pas", l'équivalent numérique devrait être différent de zéro. En conséquence, une telle catégorie peut être incluse dans le modèle. Cependant, elle devrait "être incluse avec des valeurs compatibles avec la définition de "négligeable"".[1823] Puisqu'il y a peu d'indications dans l'IRA sur la façon dont les valeurs de probabilité numériques ont été attribuées à la catégorie "négligeable", ces valeurs ne sont pas dûment justifiées dans l'IRA et auraient tendance à surestimer la probabilité de l'entrée, de l'établissement et de la dissémination des parasites en cause. Comme l'a noté M. Latorre:

> "[L]es valeurs de probabilité figurant dans le tableau 12 [devraient être revues] en tenant pour acquis que la probabilité maximale à attribuer à un événement négligeable devrait être telle que l'on puisse être presque certain que cet événement ne se produira pas dans une population donnée, et que la valeur minimale devrait être différente de zéro. Les valeurs de probabilité peuvent ensuite être attribuées aux autres descripteurs en tenant compte du fait que si un événement a une probabilité de 1, il est certain qu'il se produira."[1824]

ii) Utilisation de la distribution uniforme pour modéliser la probabilité d'événements

Résumé des arguments des parties

7.485 Comme il est indiqué plus haut, la Nouvelle-Zélande a désigné l'"utilisation inappropriée dans l'IRA d'[une] distribution uniforme pour modéliser la probabilité d'événements, particulièrement ceux ayant une probabilité "négligeable" de se produire", comme un vice de méthode qui, combiné à d'autres vices, entraînerait une surestimation de la probabilité de l'entrée, de l'établissement et de la dissémination des parasites en cause.[1825]

7.486 La Nouvelle-Zélande fait valoir qu'"[une] distribution uniforme ... est la distribution la plus élémentaire possible pour modéliser une série d'estimations. Dans cette distribution, chaque valeur comprise entre la valeur maximale et la valeur minimale est également susceptible de se produire. Il

[1821] Réponse de M. Latorre dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 48.
[1822] Réponse de M. Latorre à la question n° 133 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 766.
[1823] Réponse de M. Sgrillo dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 138.
[1824] Réponse de M. Latorre à la question n° 133 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 766.
[1825] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.172. Voir aussi la première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 4.187 à 4.193; la deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 2.353 à 2.358.

n'y a pas de valeur "la plus probable"."[1826] Dans l'IRA, on a appliqué aux événements "négligeables" une distribution uniforme avec la valeur minimale de zéro et la valeur maximale de 1 sur 1 million; le point médian de cette distribution est fixé à un événement tous les 2 millions d'échantillons. La Nouvelle-Zélande note que suivant cette approche, "un événement qui "ne se produirait presque certainement pas" serait en fait censé se produire en moyenne environ une fois tous les 2 millions d'échantillons. ... Négligeable n'est plus négligeable suivant cette approche".[1827]

7.487 La Nouvelle-Zélande conclut que "[l]'application d'une distribution uniforme pour modéliser des événements ayant une probabilité négligeable de se produire a eu pour résultat que l'Australie a déterminé à l'avance que la valeur choisie avait tendance à favoriser la survenue de l'événement. Par conséquent, l'Australie a artificiellement gonflé les risques que ces événements se produisent dans la plupart sinon la totalité des cas".[1828]

7.488 De l'avis de la Nouvelle-Zélande, on aurait pu éviter cela dans l'IRA en choisissant une valeur maximale plus faible pour les événements négligeables, avec un point médian proportionnellement plus faible et un intervalle de probabilité réduit en conséquence. Dans ce cas, les valeurs de probabilité utilisées comme données d'entrée dans le modèle auraient reflété cet intervalle réduit et ce point médian plus faible. Ou alors, l'équipe chargée de l'IRA aurait pu appliquer une distribution triangulaire ou une distribution Pert avec une valeur la plus probable égale ou inférieure au point médian, ce qui aurait donné un nombre réduit de valeurs à l'extrémité supérieure de la distribution effectuée dans l'analyse.[1829]

7.489 L'Australie répond que la Nouvelle-Zélande ne comprend pas que ce sont les valeurs comprises dans l'intervalle entre 0 et 10^{-6} et non pas une quelconque valeur comprise dans cet intervalle qui ont été examinées dans l'IRA et sont appliquées sur la base de la distribution uniforme. "Cela signifie que la probabilité qu'un événement particulier se produise est également susceptible d'être représentée par toute valeur de probabilité comprise dans l'intervalle limité par les valeurs minimale et maximale de la distribution. En d'autres termes, la probabilité qu'un événement se produise est également susceptible d'être de zéro ou de 1 sur 1 million ou toute valeur comprise entre les deux."[1830]

7.490 L'Australie ajoute ceci:

> "Lorsqu'elle croyait avoir des renseignements suffisants pour déterminer une valeur la plus probable dans un intervalle, l'équipe chargée de l'IRA a utilisé une distribution triangulaire, représentée par une valeur minimale, une valeur maximale et une valeur la plus probable. Lorsqu'elle pensait avoir des renseignements insuffisants pour déterminer la valeur la plus probable dans un intervalle, l'équipe chargée de l'IRA a adopté une distribution uniforme, en utilisant une valeur minimale et une valeur maximale."[1831]

[1826] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.189.

[1827] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.191. Voir aussi la deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 2.353 et 2.356.

[1828] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.193.

[1829] *Ibid.* Voir aussi la réponse de la Nouvelle-Zélande à la question nº 107 du Groupe spécial après la première réunion de fond, paragraphe 236; deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.357.

[1830] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 300.

[1831] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 304.

7.491 L'Australie fait valoir en outre que la Nouvelle-Zélande n'a pas reconnu que des distributions uniformes pouvaient être utilisées de manière appropriée, comme l'a dit Mme Schrader.[1832]

Analyse par le Groupe spécial

7.492 L'équipe chargée de l'IRA a utilisé des distributions de probabilités uniforme, triangulaire et Pert.[1833] Par définition, une distribution uniforme comporte une valeur minimale et une valeur maximale. Aucune valeur la plus probable n'est indiquée. En principe, toute valeur comprise dans l'intervalle continu entre la valeur minimale et la valeur maximale a une probabilité égale de se produire. L'IRA indique qu'une distribution uniforme a été utilisée lorsque les renseignements disponibles étaient insuffisants pour déterminer la valeur la plus probable. Par rapport aux autres modèles de distribution, la distribution uniforme est la plus simple, mais, dans les circonstances en l'espèce, comme l'ont noté Mme Schrader et M. Sgrillo, elle a tendance à générer des échantillons moins réalistes.[1834]

7.493 En revanche, une distribution triangulaire comporte une valeur minimale, une valeur maximale et une valeur la plus probable. Elle n'est pas nécessairement symétrique, mais elle peut être biaisée en faveur de la valeur la plus probable. Selon l'IRA, cette distribution a été utilisée lorsque des renseignements (comme la littérature et les opinions d'experts) sur la valeur la plus probable étaient disponibles.[1835] Enfin, la distribution Pert comporte aussi trois paramètres: une valeur minimale, une valeur maximale et une valeur la plus probable, mais elle a une forme différente, plus arrondie que celle de la distribution triangulaire. La distribution Pert génère une courbe de répartition régulière qui s'apparente davantage à une distribution de probabilités réaliste, et elle accorde progressivement plus d'importance aux valeurs proches de la valeur la plus probable. Mme Schrader et M. Sgrillo ont laissé entendre que des trois options, la distribution Pert devrait être la plus réaliste. Dans l'IRA, la distribution Pert a été utilisée pour évaluer le volume de pommes qui seraient probablement importées.[1836]

7.494 Comme il est indiqué plus haut, la Nouvelle-Zélande fait valoir que l'utilisation d'une distribution uniforme pour modéliser la probabilité de certains événements, en particulier ceux qui ont une probabilité "négligeable" de se produire, entraînerait une surestimation de la probabilité de l'entrée, de l'établissement et de la dissémination des parasites en cause.

7.495 En principe, dans une distribution uniforme, toute valeur comprise dans l'intervalle entre la valeur minimale et la valeur maximale a la même probabilité de se produire. Cela signifie que le modèle aura tendance à surreprésenter les nombres qui sont à l'extrémité supérieure de l'intervalle choisi plutôt que de se concentrer sur les nombres plus proches de zéro, ce qui, comme l'ont expliqué les experts, serait plus approprié dans le cas d'événements ayant une probabilité "négligeable" de se produire dans le monde biologique. L'utilisation d'une distribution uniforme comportant une valeur maximale de 1 sur 1 million a pour effet que l'on estime qu'il est probable que des événements dits "négligeables" se produisent plus fréquemment qu'ils le devraient, d'après les descripteurs qualitatifs

[1832] Deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphe 271, faisant référence à la réponse de Mme Schrader à la question n° 135 du Groupe spécial dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 781.

[1833] Première communication écrite de l'Australie, paragraphes 93, 94 et 99. Voir aussi plus haut le paragraphe 2.66.

[1834] IRA de l'Australie, partie B, page 42. Voir plus haut le paragraphe 2.66; réponses de Mme Schrader et M. Sgrillo à la question n° 135 du Groupe spécial, paragraphes 776 et 781.

[1835] IRA de l'Australie, partie B, page 42. Voir plus haut le paragraphe 2.66; réponses de Mme Schrader et M. Sgrillo à la question n° 135 du Groupe spécial, paragraphes 772, 777 et 782.

[1836] IRA de l'Australie, partie B, page 42. Voir plus haut le paragraphe 2.66; réponses de Mme Schrader et M. Sgrillo à la question n° 135 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphes 774, 778 et 783.

de l'IRA (c'est-à-dire les événements "ne se produiraient presque certainement pas"). Comme l'a noté M. Sgrillo, l'argument de la Nouvelle-Zélande selon lequel une distribution triangulaire aurait été préférable pour éviter de surestimer la probabilité d'événements "négligeables" est fondé. Selon l'expert, l'IRA "aurait pu envisager d'utiliser une distribution triangulaire dont la valeur la plus probable aurait été de zéro et la valeur maximale, de une fois dix à la puissance moins six. Cela corrigera le type de distorsion (de biais) créé dans la production d'échantillons aléatoires dans cet intervalle".[1837]

7.496 En d'autres termes, l'utilisation d'une distribution uniforme pour modéliser la probabilité d'événements "négligeables", combinée à l'attribution d'un niveau maximal élevé pour l'intervalle de probabilité respectif qui n'est pas justifié de manière adéquate, aurait tendance à surestimer la probabilité de ces événements "négligeables".

iii) Surestimation du volume projeté du commerce de pommes de Nouvelle-Zélande

Résumé des arguments des parties

7.497 Comme il est indiqué plus haut, la Nouvelle-Zélande a désigné l'exagération alléguée du volume projeté du commerce de pommes de Nouvelle-Zélande comme le troisième vice de méthode qui, combiné aux autres vices, entraînerait une surestimation de la probabilité de l'entrée, de l'établissement et de la dissémination des parasites en cause.[1838]

7.498 La Nouvelle-Zélande note que, suivant la méthode semi-quantitative utilisée dans l'IRA, la probabilité attribuée pour une pomme qu'un parasite soit importé est ensuite multipliée par l'estimation faite par l'Australie du volume annuel du commerce de pommes de Nouvelle-Zélande, pour donner un nombre estimatif de pommes importées qui seraient infestées ou infectées. Un niveau de risque global évalué est calculé à partir de cette valeur. En conséquence, "plus le volume du commerce estimatif est élevé, plus le risque global évalué est élevé".[1839]

7.499 La Nouvelle-Zélande ajoute à cet égard que l'IRA donne une idée fausse de la demande réelle de pommes de Nouvelle-Zélande. À son avis, l'IRA n'a pas tenu compte du fait que la totalité de la demande intérieure australienne de pommes était actuellement satisfaite par des sources locales et que les supermarchés locaux avaient tendance à favoriser les produits cultivés en Australie, ni du fait que la plupart des variétés de pommes recherchées par les consommateurs australiens n'étaient produites qu'en quantités limitées en Nouvelle-Zélande.[1840] La Nouvelle-Zélande note également que toute tentative de sa part de s'emparer d'une part importante du marché australien entraînerait une forte baisse des prix qui rendrait rapidement les exportations non rentables.[1841] Enfin, la Nouvelle-Zélande fait valoir que les contraintes du côté de l'offre en Nouvelle-Zélande limiteraient aussi le nombre de

[1837] Réponse de M. Sgrillo dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 136. Voir aussi la réponse de M. Sgrillo dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 199.

[1838] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.172. Voir aussi la première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 4.194 à 4.203; la deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 2.359 à 2.367.

[1839] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.195.

[1840] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 4.197 à 4.199. Apple & Pear Australia Limited, "Public Submission to ACCC Grocery Inquiry by Apple & Pear Australia Limited on 11 March 2008", page 8, dans la pièce NZ-51. Voir aussi la deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 2.361 à 2.363.

[1841] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 4.200 et 4.201. Voir aussi la deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.364.

pommes fraîches qui pourraient être exportées en Australie, parce que ses exportateurs sont liés par des contrats à long terme conclus avec des clients de l'hémisphère nord.[1842]

7.500 La Nouvelle-Zélande conclut que l'estimation faite dans l'IRA d'une valeur "la plus probable" de 150 millions de pommes par an devant être importées de Nouvelle-Zélande, soit 15 pour cent du marché, "n'a aucune commune mesure avec le commerce qui aurait lieu probablement en fait".[1843] De l'avis de la Nouvelle-Zélande, "une telle valeur n'a aucun lien avec la réalité de la demande australienne probable de pommes de Nouvelle-Zélande ou de la capacité de la Nouvelle-Zélande à satisfaire cette demande".[1844] La Nouvelle-Zélande considère plutôt que la valeur plus faible de l'intervalle établi par l'Australie, soit 50 millions de pommes par année, devrait en fait être la valeur "la plus probable".[1845]

7.501 L'Australie répond que les affirmations de la Nouvelle-Zélande concernant le volume du commerce manquent de substance sur les plans économique et commercial et ne devraient pas être prises en compte par le Groupe spécial.[1846] Elle fait valoir que la Nouvelle-Zélande a mal compris le processus suivi dans l'IRA. L'Australie note que l'IRA reconnaît la difficulté d'estimer le volume du commerce en l'absence de commerce existant. Elle laisse toutefois entendre que la valeur la plus probable a été calculée sur la base de divers facteurs économiques et commerciaux. Elle ajoute que le volume du commerce est exprimé sous la forme d'une distribution Pert. Étant donné que "la valeur la plus probable de 150 millions de pommes est plus proche de la valeur minimale de 50 millions que de la valeur maximale de 400 millions de pommes, la forme de la courbe donne plus de poids aux valeurs qui se trouvent vers la limite inférieure de l'échelle".[1847]

7.502 L'Australie rejette aussi l'argument de la Nouvelle-Zélande selon lequel les consommateurs australiens n'achèteraient pas les principales sortes de pommes produites en Nouvelle-Zélande.[1848] Elle fait valoir à cet égard qu'"il n'y a aucune raison de croire que la composition actuelle de la production australienne sert de modèle pour déterminer quels fruits néo-zélandais les consommateurs australiens choisiraient d'importer".[1849] S'agissant de ses supermarchés, l'Australie fait valoir qu'une préférence pour les produits australiens n'est qu'un des divers éléments essentiels pris en considération pour décider de la source d'un quelconque produit; les pommes de Nouvelle-Zélande seraient en concurrence au plan de la qualité, de la quantité et du prix, comme sur tout autre marché.[1850] En ce qui concerne l'effet allégué des importations de pommes sur les prix intérieurs, l'Australie note que le rapport de l'ABARE cité par la Nouvelle-Zélande conclut qu'étant donné que les producteurs australiens ont toujours l'option d'exporter, les importations n'entraîneraient pas une baisse importante du prix australien.[1851] L'Australie estime aussi que la supposition faite par la Nouvelle-Zélande selon laquelle ses exportateurs sont liés par des contrats à long terme conclus avec des clients de

[1842] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 4.200 à 4.202. Voir aussi la deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 2.365 et 2.366.
[1843] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.196.
[1844] *Ibid*.
[1845] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.360. Voir aussi la première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.203.
[1846] Première communication écrite de l'Australie, paragraphes 319 et 341.
[1847] Première communication écrite de l'Australie, paragraphes 320 à 324.
[1848] Première communication écrite de l'Australie, paragraphes 326 à 330.
[1849] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 327. Voir aussi la deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphes 276 à 283.
[1850] Première communication écrite de l'Australie, paragraphes 331 à 333. Communication de Coles Myer Ltd au Agriculture and Food Policy Reference Group, Département de l'agriculture, de la pêche et des forêts de l'Australie (25 août 2005), page 3, dans la pièce AUS-22. Voir aussi la deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphes 284 à 289.
[1851] Première communication écrite de l'Australie, paragraphes 334 à 336. Voir aussi la deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphes 290 à 310.

l'hémisphère nord à un point tel qu'ils n'exporteraient pas des quantités importantes de pommes vers l'Australie "ne semble pas concorder avec les éléments de preuve disponibles et l'évolution future prévue du marché".[1852]

Analyse par le Groupe spécial

7.503 Comme l'ont noté deux parties, l'évaluation faite dans l'IRA est fondée sur un volume projeté du commerce de pommes de Nouvelle-Zélande pendant un an, tenant compte du fait que les pommes peuvent être importées dans des emballages de carton pour la consommation de table, mais aussi dans des cellules de stockage en vrac en vue d'un réemballage ou d'une transformation en jus de fruits ou autres produits. L'Australie a supposé que le volume des importations de pommes en provenance de Nouvelle-Zélande se situerait entre 50 millions et 400 millions de pommes par an, une valeur la plus probable étant de 150 millions. Ces valeurs représentent environ 5 pour cent, 40 pour cent et 15 pour cent des fruits frais d'origine nationale ou 2,5 pour cent, 20 pour cent et 7,5 pour cent de la production totale moyenne de pommes de l'Australie, respectivement.[1853]

7.504 Le volume projeté du commerce de pommes de la Nouvelle-Zélande en Australie est un élément essentiel dans l'IRA. Comme l'a noté M. Latorre:

> "[L]e risque d'entrée serait lié à la taille de la population. En l'espèce, il dépendra du volume total de pommes mûres importées chaque année par l'Australie. En général, au fur et à mesure que le volume augmente, la probabilité qu'un événement biologique donné se produise augmente aussi, ce qui accroît les chances que [le parasite pertinent] entre en Australie. Par conséquent, il est très important qu'un IRA correct définisse objectivement le volume de pommes mûres que l'Australie importerait finalement chaque année de Nouvelle-Zélande."[1854]

7.505 L'IRA reconnaît que "[p]arce qu'il n'y a pas de commerce existant de pommes en provenance de la Nouvelle-Zélande, le volume de pommes qui pourraient être importées pendant 12 mois était difficile à estimer".[1855] Pour qu'un tel exercice hypothétique ait une certaine validité, il faudrait que l'IRA formule une hypothèse sur la base des meilleurs renseignements disponibles puis la valide avec des données factuelles, au fur et à mesure que le commerce commence à se développer ou que de meilleurs renseignements deviennent disponibles. En effet, les valeurs proposées dans l'IRA comme étant le scénario haut et le scénario bas, ainsi que la valeur la plus probable, devraient être considérées comme des hypothèses qui doivent être vérifiées au regard de données commerciales réelles, dès que les importations de pommes de la Nouvelle-Zélande commenceront à entrer en Australie.

7.506 Le Groupe spécial n'est pas convaincu par les objections de la Nouvelle-Zélande à l'égard de l'estimation faite dans l'IRA du volume projeté du commerce de pommes de Nouvelle-Zélande vers l'Australie. La Nouvelle-Zélande soutient que les supermarchés australiens favorisent les produits locaux, que les consommateurs australiens recherchent des variétés de pommes qui sont produites en quantités limitées en Nouvelle-Zélande et qu'il est improbable que les variétés néo-zélandaises gagnent une part de marché importante, et qu'il est improbable que les exportateurs de pommes néo-zélandais détournent vers l'Australie des ventes qu'ils effectuent auprès des clients actuels. Toutes ces affirmations reposent sur l'hypothèse selon laquelle les tendances actuelles qui peuvent s'être développées en l'absence d'un commerce bilatéral de pommes persisteront si le commerce est

[1852] Première communication écrite de l'Australie, paragraphes 337 à 340.
[1853] IRA de l'Australie, partie B, pages 17 à 19. Voir aussi la première communication écrite de l'Australie, paragraphes 98 et 99.
[1854] Réponse de M. Latorre à la question n° 137 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 796.
[1855] IRA de l'Australie, partie B, page 18.

autorisé. Il est tout aussi raisonnable de prévoir le contraire: qu'une fois que le marché australien sera ouvert aux pommes importées depuis un partenaire géographiquement proche ayant par ailleurs les structures d'échanges denses, le comportement des consommateurs et des supermarchés en Australie et des exportateurs en Nouvelle-Zélande changerait de façon à tirer profit des nouvelles possibilités. Quelles que soient les variétés de pommes qui sont cultivées en Australie, voire les préférences actuelles des consommateurs locaux, si les consommateurs australiens sont attirés par la qualité, le prix ou le goût des variétés néo-zélandaises, ils pourraient changer leurs modes de consommation actuels. De même, et indépendamment des déclarations faites pour soutenir la production locale, il n'y a aucune raison de supposer que les supermarchés en Australie ne décideraient pas rationnellement d'acheter des pommes sur la base de facteurs tels que le prix, la qualité et la demande des consommateurs. Il n'y a pas non plus de raison de supposer que les exportateurs néo-zélandais ne transféreront pas rationnellement au fil du temps leurs ventes vers le marché qui leur offre un meilleur retour sur investissement.

7.507 À supposer que le volume du commerce projeté dans l'IRA soit une hypothèse qui devra être vérifiée au regard de données commerciales réelles lorsque les importations de pommes de Nouvelle-Zélande commenceront à entrer en Australie, le Groupe spécial n'est pas convaincu par les objections de la Nouvelle-Zélande concernant une surestimation alléguée de ce volume du commerce projeté.[1856]

iv) Conclusion concernant les vices de méthode relevés par la Nouvelle-Zélande

7.508 Pour les raisons exposées plus haut, le Groupe spécial conclut que le choix d'un intervalle de probabilité de 0 à 10^{-6} (zéro à 1 sur 1 million) et d'un point médian (si une distribution uniforme est utilisée) de 5×10^{-7} (0,5 sur 1 million) pour des événements ayant une probabilité "négligeable" de se produire (correspondant au descripteur qualitatif "l'événement ne se produirait presque certainement pas") n'est pas dûment justifié dans l'IRA et entraîne une surestimation de la probabilité de l'entrée, de l'établissement et de la dissémination des parasites en cause. De même, le Groupe spécial conclut que la combinaison de cet intervalle de probabilité pour des événements ayant une probabilité "négligeable" de se produire à l'utilisation dans l'IRA d'une distribution uniforme pour modéliser la probabilité de ces événements tendrait à entraîner une surestimation additionnelle de la probabilité de ces événements "négligeables". Le Groupe spécial partage l'avis de la Nouvelle-Zélande selon lequel ces deux vices "amplifient l'évaluation du risque, transformant les possibilités souvent les plus lointaines en événements considérés comme se produisant avec une certaine fréquence".[1857]

7.509 Le Groupe spécial conclut de plus que la Nouvelle-Zélande n'a pas réussi à établir *prima facie* que le volume du commerce projeté dans l'IRA était nécessairement exagéré et que cette exagération aboutirait à une probabilité surestimée de l'entrée, de l'établissement et de la dissémination des parasites en cause.

7.510 Le Groupe spécial constate qu'en raison des vices de méthode décrits plus haut qui amplifient l'évaluation du risque, l'IRA de l'Australie n'est pas une évaluation des risques adéquate au sens de l'article 5:1 et du paragraphe 4 de l'Annexe A de l'Accord SPS. Ces vices constituent aussi un manquement dans l'IRA à l'obligation de tenir suffisamment compte des preuves scientifiques disponibles, comme l'exige l'article 5:2 de l'Accord SPS. En conséquence, en raison de ces vices, les prescriptions de l'Australie concernant le feu bactérien applicables aux pommes de Nouvelle-Zélande sont incompatibles avec l'article 5:1 et 5:2 de l'Accord SPS. Puisque les prescriptions ne sont pas fondées sur une évaluation des risques, comme il est prévu à l'article 5:1 de l'Accord SPS, on peut

[1856] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.172. Voir aussi la première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 4.194 à 4.203; la deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 2.359 à 2.367.

[1857] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.297.

aussi présumer, plus généralement, que ces mesures ne sont pas fondées sur des principes scientifiques au sens de l'article 2:2.[1858] En conséquence, le Groupe spécial constate que les prescriptions de l'Australie concernant le feu bactérien applicables aux pommes de Nouvelle-Zélande sont, par implication, également incompatibles avec l'article 2:2 de l'Accord SPS.

5. Prescriptions concernant le chancre européen

7.511 L'IRA contient une section décrivant la biologie de la maladie du chancre européen causée par le champignon *Neonectria galligena*, une description du scénario de risque, une analyse de la probabilité de l'entrée, de l'établissement et de la dissémination du chancre européen, une évaluation des conséquences, une description du risque non réduit et, enfin, une analyse des mesures de gestion des risques.[1859]

7.512 Dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, la Nouvelle-Zélande conteste les prescriptions suivantes imposées par l'Australie en ce qui concerne le chancre européen:

- "La prescription voulant que les pommes proviennent de vergers/blocs d'exportation exempts de chancre européen (lieux de production exempts de parasites).

- La prescription voulant que tous les arbres des vergers/blocs d'exportation soient inspectés pour détecter la présence de symptômes du chancre européen, y compris que les vergers/blocs situés dans des zones moins susceptibles de maladie soient inspectés pour déceler la présence de symptômes par arpentage de chaque rang et examen visuel de tous les arbres de part et d'autre du rang, et que les zones plus susceptibles de maladie soient inspectées suivant la même procédure combinée à une inspection des branches supérieures de chaque arbre à l'aide d'échelles (si nécessaire) et que ces inspections aient lieu après la chute des feuilles et avant la taille d'hiver.

- La prescription voulant que tout le nouveau matériel de reproduction soit soigneusement examiné et traité contre le chancre européen.

- La prescription voulant qu'un verger/bloc fasse l'objet d'une suspension pour la saison s'il y a des éléments montrant que la taille ou d'autres activités menées avant l'inspection pourraient constituer une tentative d'éliminer ou de cacher les symptômes de chancre européen.

- La prescription voulant que les exportations en provenance d'un verger/bloc fassent l'objet d'une suspension pour la saison au motif que la présence de chancre européen a été détectée et que la reprise soit soumise à éradication de la maladie, confirmée par inspection."[1860]

[1858] Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Saumons*, paragraphes 137 et 138.
[1859] IRA de l'Australie, partie B, pages 117 à 155.
[1860] *Australie – Pommes*, Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande (WT/DS367/5), 7 décembre 2007, jointe en tant qu'annexe A-1 au présent rapport, page 2. Voir aussi l'IRA de l'Australie, partie B, pages 150 à 155. Comme il est indiqué plus haut, la Nouvelle-Zélande et l'Australie sont parvenues à un accord concernant l'une des mesures que la Nouvelle-Zélande avait indiquées dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial (à savoir, la prescription voulant qu'un verger/bloc fasse l'objet d'une suspension pour la saison s'il y a des éléments montrant que la taille ou d'autres activités menées avant l'inspection pourraient constituer une tentative d'éliminer ou de cacher les symptômes de chancre européen). Voir plus haut le paragraphe 2.96.

7.513 La Nouvelle-Zélande fait valoir que les mesures indiquées dans l'IRA concernant le chancre européen sont maintenues sans preuves scientifiques suffisantes, en violation de l'article 2:2 de l'Accord SPS:

> "La filière de transmission de *N. galligena* proposée par l'Australie n'a jamais été signalée ni observée dans la littérature scientifique et sa présence n'a pas non plus été démontrée dans quelque partie du monde que ce soit. En particulier, l'affirmation de l'Australie n'est pas fondée sur des preuves scientifiques concernant l'incidence de l'infection des fruits causée par *N. galligena* en Nouvelle-Zélande. Elle ne tient pas non plus compte des conditions climatiques pertinentes en Nouvelle-Zélande et en Australie. En outre, l'affirmation de l'Australie n'est pas fondée sur des preuves scientifiques concernant la production et la dissémination des spores à partir de pommes mûres. En bref, il n'existe pas de preuves scientifiques étayant l'affirmation de l'Australie et, en conséquence, il ne peut pas y avoir de lien rationnel ou objectif entre les preuves scientifiques et les mesures imposées par l'Australie concernant le chancre européen pour les pommes de Nouvelle-Zélande. Les mesures sont donc maintenues sans preuves scientifiques suffisantes, en violation de l'article 2:2 de l'Accord SPS."[1861]

7.514 Selon la Nouvelle-Zélande, "[l]'IRA n'a pas évalué la "probabilité" de l'entrée, de l'établissement et de la dissémination du chancre européen ni les conséquences biologiques et économiques qui pourraient en résulter au sens du paragraphe 4 de l'Annexe A. En conséquence, l'Australie ne s'est pas acquittée de ses obligations au titre de l'article 5:1 de l'Accord SPS".[1862]

7.515 La Nouvelle-Zélande ajoute que l'Australie manque aussi à ses obligations au titre de l'article 5:1 de l'Accord SPS parce que "[l]'IRA n'évalue pas la probabilité de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination des maladies et des parasites constituant un sujet de préoccupation "en fonction des mesures SPS qui pourraient être appliquées" et ne satisfait donc pas à la troisième prescription relative à l'évaluation des risques au sens du paragraphe 4 de l'Annexe A."[1863]

7.516 Le Groupe spécial commencera par examiner les prescriptions de l'Australie concernant le chancre européen au regard de l'article 5:1 et 5:2 de l'Accord SPS, en s'attachant aux vices spécifiques allégués de l'IRA relevés par la Nouvelle-Zélande dans ses diverses communications. Il déterminera si la Nouvelle-Zélande a dûment établi que:

a) l'IRA comportait des vices de méthode qui entraînaient une large surestimation de la probabilité de l'entrée, de l'établissement et de la dissémination du chancre européen en Australie par les pommes de Nouvelle-Zélande;

b) l'IRA avait surestimé la probabilité de l'entrée, de l'établissement et de la dissémination du chancre européen en Australie par les pommes de Nouvelle-Zélande, y compris au moyen de l'estimation de diverses "étapes pour l'importation", et son raisonnement à cet égard n'était pas dûment fondé sur des preuves scientifiques;

c) l'IRA avait surestimé les conséquences biologiques et économiques qui pourraient résulter de l'entrée, de l'établissement et de la dissémination du chancre européen en

[1861] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 4.53 et 4.54.
[1862] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.333. Voir aussi la deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.459.
[1863] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.402.

Australie, et son raisonnement à cet égard n'était pas dûment fondé sur des preuves scientifiques;

d) l'IRA avait surestimé le risque non réduit du chancre européen à partir de pommes de Nouvelle-Zélande, et son raisonnement à cet égard n'était pas dûment fondé sur des preuves scientifiques; et

e) les prescriptions imposées par l'Australie en ce qui concerne le chancre européen n'étaient par conséquent pas dûment fondées sur des preuves scientifiques et étaient donc incompatibles avec l'Accord SPS.

Par la suite, et s'il y a lieu, le Groupe spécial examinera l'allégation de la Nouvelle-Zélande selon laquelle l'IRA ne fournit pas une évaluation de la probabilité de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination du chancre européen "en fonction des mesures SPS qui pourraient être appliquées".

7.517 Le Groupe spécial procèdera à cet examen en commençant par les arguments avancés par la Nouvelle-Zélande spécifiquement dans le contexte de l'analyse du chancre européen faite dans l'IRA. Il suivra à cette fin le même ordre que l'IRA, qui est généralement celui dans lequel les parties ont présenté leurs arguments. En conséquence, le Groupe spécial examinera les questions comme suit: les huit étapes pour l'importation décrites dans l'IRA; l'analyse de la proximité figurant dans l'IRA; l'analyse de l'exposition figurant dans l'IRA; l'analyse de l'établissement figurant dans l'IRA; l'analyse de la dissémination figurant dans l'IRA; l'analyse des conséquences biologiques et économiques qui pourraient en résulter figurant dans l'IRA; et l'analyse du risque non réduit que présente le chancre européen figurant dans l'IRA. Il abordera ensuite, s'il y a lieu, les arguments de la Nouvelle-Zélande concernant les vices de méthode allégués de l'IRA.

a) Estimation concernant l'étape 1 pour l'importation

7.518 L'étape 1 pour l'importation représente la probabilité que le parasite pertinent soit présent dans les vergers de provenance.[1864]

i) Résumé des arguments des parties

7.519 En ce qui concerne l'étape 1 pour l'importation dans le cas du chancre européen, la Nouvelle-Zélande "ne conteste pas" l'estimation faite dans l'IRA selon laquelle *Neonectria galligena* serait présent dans les vergers de provenance en Nouvelle-Zélande. Elle signale, toutefois, "l'importance des facteurs climatiques pour la répartition du chancre européen en Nouvelle-Zélande".[1865]

ii) Analyse par le Groupe spécial

7.520 L'IRA estime la probabilité que *Neonectria galligena* soit présent dans les vergers de provenance en Nouvelle-Zélande sous la forme d'une distribution triangulaire avec une valeur minimale de 10^{-2} (1 sur 100), une valeur maximale de 5×10^{-2} (5 sur 100) et une valeur la plus probable de 3×10^{-2} (3 sur 100).[1866] Il note que "[c]et intervalle tient compte des variations des conditions climatiques sur l'ensemble du territoire néo-zélandais, et des renseignements indiquant que 95 pour cent environ de la production de pommes d'exportation de la Nouvelle-Zélande provient de

[1864] IRA de l'Australie, partie B, pages 19 à 21.
[1865] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.269. Voir aussi la première communication écrite de l'Australie, paragraphe 528.
[1866] IRA de l'Australie, partie B, pages 118 à 121.

vergers situés dans des régions où la maladie n'a jamais été signalée ou ne se produit que de façon sporadique pendant des saisons très humides".[1867]

7.521 Comme il est indiqué plus haut, la Nouvelle-Zélande n'a pas remis en question l'estimation faite dans l'IRA de la probabilité de l'événement représenté par cette étape pour l'importation particulière.

b) Surestimation alléguée concernant l'étape 2 pour l'importation

7.522 L'étape 2 pour l'importation représente la probabilité que les fruits provenant d'un verger infecté ou infesté soient infectés ou infestés.[1868]

i) Résumé des arguments des parties

7.523 En ce qui concerne l'étape 2 pour l'importation dans le cas du chancre européen, la Nouvelle-Zélande fait valoir qu'il n'y a dans l'IRA aucun élément scientifique étayant l'estimation de la probabilité que des pommes mûres soient infestées ou infectées par *Neonectria galligena*.[1869] Elle estime que l'IRA ne contient aucune preuve scientifique indiquant que des fruits cueillis en Nouvelle-Zélande sont porteurs d'infections latentes par le chancre européen; l'IRA s'appuie plutôt principalement sur des recherches effectuées au Royaume-Uni et en Europe du Nord, où les conditions climatiques sont plus propices à l'infection.[1870] L'absence de conditions météorologiques appropriées pendant l'été en Nouvelle-Zélande entraînerait une "incidence extrêmement faible de l'infection des fruits causée par *N. galligena*".[1871] Les pourritures des fruits avant la récolte causées par *N. galligena* sont extrêmement rares en Nouvelle-Zélande.[1872] La Nouvelle-Zélande conclut que "l'IRA aurait ... dû considérer comme négligeable la probabilité de cette étape et ne pas lui attribuer les valeurs qu'il lui a données".[1873]

7.524 En réponse, l'Australie soutient que "la Nouvelle-Zélande n'a relevé aucun vice dans les conclusions [de l'IRA] sur l'étape 2 pour l'importation".[1874] Elle fait valoir que l'affirmation de la Nouvelle-Zélande à cet égard "est erronée car elle ne tient pas compte de l'analyse approfondie [faite dans l'IRA] de l'étape 2 pour l'importation et ses nombreuses références à la littérature scientifique pertinente".[1875]

7.525 L'Australie estime que la Nouvelle-Zélande s'appuie sur une analyse du climat étroite, axée uniquement sur des critères environnementaux, qui peut donner lieu à des prévisions incorrectes.[1876] Elle fait aussi valoir que, contrairement à ce qu'affirme la Nouvelle-Zélande, l'IRA "indique quatre études pertinentes en ce qui concerne la pourriture des fruits causée par *N. galligena* en

[1867] IRA de l'Australie, partie B, page 121.
[1868] IRA de l'Australie, partie B, pages 19 à 21.
[1869] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 4.270 et 4.275. Voir aussi la deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 2.466 et 2.490.
[1870] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 4.272 à 4.274. Voir aussi la deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 2.479 à 2.485.
[1871] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.271. Voir aussi la deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 2.467 à 2.477.
[1872] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.271. Voir aussi la deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 2.467 à 2.477.
[1873] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.275.
[1874] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 547. Voir aussi la deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphe 494.
[1875] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 530. Voir aussi la deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphes 486 et 487.
[1876] Première communication écrite de l'Australie, paragraphes 531 à 534 et 542.

Nouvelle-Zélande".[1877] Elle rejette l'affirmation de la Nouvelle-Zélande selon laquelle il n'y a aucune preuve scientifique indiquant que des infections latentes par *Neonectria galligena* se produisent en Nouvelle-Zélande.[1878] Elle note enfin que les propres recherches de la Nouvelle-Zélande étayent les conclusions de l'IRA sur la possibilité d'infections latentes.[1879]

ii) Analyse par le Groupe spécial

7.526 L'IRA estime la probabilité que les fruits cueillis soient infestés ou infectés par *Neonectria galligena* sous la forme d'une distribution uniforme avec une valeur minimale de 10^{-6} (1 sur 1 000 000) et une valeur maximale de 10^{-3} (1 sur 1 000).[1880]

7.527 Selon l'IRA, "dans les conditions de la Nouvelle-Zélande, les fruits ne sont attaqués que de temps en temps, ce qui entraîne généralement leur décomposition. Les fruits pourris ne seraient pas cueillis. Il y a une certaine probabilité que les fruits soient infectés tard dans la saison et que l'infection reste latente, mais cette probabilité serait extrêmement faible".[1881]

7.528 L'IRA indique que:

> "L'adoption généralisée de la production intégrée de fruits (PIF) dans 85 à 90 pour cent des vergers d'exportation de Nouvelle-Zélande ... permet en grande partie de lutter contre l'établissement et la dissémination du chancre européen ...
>
> Le Manuel PIF de la Nouvelle-Zélande recommande une combinaison de fongicides systémiques ... pour lutter contre le chancre européen ... Cooke (1999) a signalé que ces fongicides réduisaient les chancres dans une proportion de 65 à 90 pour cent, mais a estimé que les traitements par pulvérisation ne pouvaient pas à eux seuls éradiquer les infections existantes et devaient être complétés en éliminant les chancres et en traitant les plaies à l'aide d'une peinture fongicide. ...
>
> En Nouvelle-Zélande, le chancre européen est principalement une maladie des arbres, les fruits n'étant attaqués que de temps en temps ... [L]e tissu de la cicatrice foliaire est le principal site d'infection dans les vergers de Nouvelle-Zélande, en particulier pendant la phase d'établissement de l'infection. De même … les lambourdes et les cicatrices foliaires à l'automne constituent les principaux sites d'infection pour la maladie dans les vergers de pommiers de Nouvelle-Zélande.
>
> Le feuillage n'est pas touché ... et les feuilles mortes sont peu susceptibles de représenter une menace importante, à moins que des rameaux contaminés par des cancres actifs ne soient cueillis avec les fruits. L'infection des fruits ne se produira que si la maladie est présente dans l'arbre ou dans le verger ... et que la température et l'humidité ambiante s'y prêtent ... Une pourriture des fruits causée par *N. galligena* a

[1877] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 536. Voir Atkinson, "Bacterial diseases of pip fruit" (1971) dans *Diseases of tree fruits in New Zealand*, dans la pièce AUS-52; Brook et Bailey, "Control of European canker" (1965), dans la pièce AUS-53; Braithwaite, "The occurrence of fruit rots caused by *Nectria galligena* (European canker) in New Zealand and a comparison of brown rot strains between New Zealand and Australia" (1996), dans la pièce NZ-34; et la communication de Biosecurity New Zealand, Ministère de l'agriculture et des forêts (16 mai 2005), dans la pièce AUS-51.

[1878] Première communication écrite de l'Australie, paragraphes 539 à 541. Voir aussi la deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphes 474, 475 et 494.

[1879] Première communication écrite de l'Australie, paragraphes 543 à 546. Voir aussi la deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphes 480 à 485.

[1880] IRA de l'Australie, partie B, pages 121 à 123.

[1881] IRA de l'Australie, partie B, page 123.

été signalée en Nouvelle-Zélande ... mais les données disponibles sur l'incidence de l'infection des fruits en Nouvelle-Zélande sont limitées. ...

Diverses mesures de lutte contre la maladie visant à contrôler les pourritures des fruits en été dans les vergers de Nouvelle-Zélande, y compris des pratiques culturales (élimination du bois malade et des fruits pourris dans les arbres et au sol) et l'utilisation de fongicides depuis la fin novembre/le début décembre jusqu'aux périodes où elle est interdite ... réduiraient considérablement la probabilité d'infections par *N. galligena*. Il est signalé que le chancre européen n'est un problème que dans les régions très pluvieuses d'Auckland et du Waikato ainsi que périodiquement à Nelson pendant les années humides ...

L'infection des fruits se produira uniquement si des chancres sont présents dans le verger ... Près de 90 pour cent des vergers d'exportation en Nouvelle-Zélande recourent à des programmes de lutte contre la maladie et à des programmes fongicides pour lutter contre la tavelure du pommier et d'autres maladies du pommier, et cela réduirait au minimum la possibilité que le chancre européen ... soit présent pendant le développement des fruits et la période de récolte. Étant donné que les conditions climatiques habituellement signalées pour Hawke's Bay et Nelson pendant la période de récolte sont normalement marquées par la sécheresse et peu propices à la libération des spores, et que les hivers ne sont pas trop humides ... il est très peu probable que l'infection des fruits se produise. Dans les hautes terres pluvieuses d'Auckland et du Waikato, où le chancre européen est présent et où les conditions climatiques sont plus propices à la production de spores du fait principalement que les hivers y sont plus humides ... les fruits pourraient être infectés pendant la période de récolte. Des fruits infectés tard dans la saison, et ne présentant pas de symptômes évidents de pourriture, pourraient être cueillis dans ces vergers. Dans un rapport présenté au MAFNZ, Braithwaite (1996) a reconnu la possibilité que le chancre européen puisse passer inaperçu pendant la récolte ou au début de l'entreposage et qu'il puisse donc être transmis aux fruits sous forme d'infections latentes. ...

Dans les cas des variétés pour la cuisson et des fruits non mûrs, l'infection des fruits peut rester latente et ne se manifester qu'après trois à sept mois d'entreposage ... en particulier si la contamination se produit vers la fin de la saison ... L'infection survenant dans un fruit jeune, non mûr ne se développera pas ... Cependant, à mesure que le mûrissement du fruit fait baisser l'acidité et augmenter la teneur en sucre, la toxicité de l'acide benzoïque diminue et le champignon reprend sa croissance. La probabilité que des infections latentes se produisent dans les fruits mûrs est réduite, sauf lorsque l'infection se produit juste avant la récolte. La Nouvelle-Zélande n'exporte pas des volumes importants de fruits non mûrs ou de variétés pour la cuisson.

L'immersion des fruits dans un bain fongicide avant leur entreposage n'est pas pratiquée en Nouvelle-Zélande ... ce qui indique que les pourritures d'entrepôt ne sont peut-être pas un problème important en Nouvelle-Zélande. Cependant ... la pourriture des fruits est signalée dans les registres du Plant Protection Centre de la Nouvelle-Zélande (NZPPC) et le champignon a été associé à la pourriture d'entrepôt des pommes, ce qui semble indiquer que des infections latentes se produisent aussi en Nouvelle-Zélande. ...

[La probabilité que les fruits soient contaminés par des infections présentes sur des hôtes autres que *Malus* et *Pyrus*] est négligeable car il n'y a aucune preuve que la maladie est bien établie chez d'autres hôtes en Nouvelle-Zélande. Par ailleurs,

> comme il est dit plus haut, l'infection ou l'infestation des fruits est probable uniquement si la maladie est présente dans les arbres ou à l'intérieur du verger. ...
>
> [Dans plus de 450 pommes fraîches interceptées à la frontière par les agents de l'AQIS entre 1988 et 2003, dont 53 pommes en provenance de Nouvelle-Zélande, d]es champignons communs causant la pourriture des fruits ont été isolés et identifiés dans 30 pour cent environ des fruits mais il n'a pas été signalé que *N. galligena* avait été isolée."[1882]

7.529 Comme il est indiqué ci-dessus, les principaux arguments de la Nouvelle-Zélande à l'encontre du raisonnement fait dans l'IRA concernant l'étape 2 pour l'importation sont les suivants: l'IRA ne contient aucune preuve scientifique indiquant que des fruits cueillis en Nouvelle-Zélande sont porteurs d'infections latentes par le chancre européen et les recherches effectuées à cet égard au Royaume-Uni et en Europe du Nord ne sont pas pertinentes à cause des conditions météorologiques en Nouvelle-Zélande; les conditions météorologiques pendant l'été en Nouvelle-Zélande entraîneraient une "incidence extrêmement faible de l'infection des fruits causée par *N. galligena*"; et les pourritures des fruits avant la récolte causées par *N. galligena* sont extrêmement rares en Nouvelle-Zélande.

7.530 Dans son analyse concernant la probabilité de cette étape pour l'importation particulière, l'IRA cite plusieurs études. Cependant, comme M. Latorre l'a noté, "aucune d[e ces études] ne fait état de renseignements concernant la fréquence de l'infection et la latence dans le cas des pommes en Nouvelle-Zélande ou ailleurs".[1883] Il n'y avait dans l'IRA aucune donnée expérimentale qui étaierait les valeurs de probabilité choisies.[1884] M. Swinburne a noté ce qui suit:

> "Le fait qu'un seul fruit infecté sur mille (maximum), conjugué au fait que 95 pour cent des fruits exportés proviennent de vergers où il n'y a guère ou pas de chancres (IRAb page 121), implique qu'il y aura parmi les fruits provenant de vergers infectés quelque 2 pour cent des pommes dont *N. galligena* causera la pourriture chaque année. Le fait que cela échapperait à l'attention des centres de recherche en Nouvelle-Zélande semble extraordinaire, s'il est véridique. Par contre, la probabilité maximale arbitraire fixée dans l'IRA est trop élevée."[1885]

7.531 Sur la base des preuves scientifiques citées dans l'IRA, il est possible de conclure que *Neonectria galligena* peut causer des pourritures des fruits dans des régions ou au cours d'années où les chutes de pluie sont fréquentes en été pendant la récolte. Comme M. Latorre l'a noté, la prévalence et la gravité de la production d'inoculum et de l'infection des fruits pourraient varier considérablement, selon les conditions météorologiques.[1886] Ce n'est pas seulement la quantité de pluie qui est importante, mais surtout les heures d'"humectation des feuilles" et le point de savoir si la pluie tombe pendant des périodes critiques. Comme M. Swinburne l'a mentionné:

[1882] IRA de l'Australie, partie B, pages 121 à 123.

[1883] Réponse de M. Latorre à la question n° 75 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 437.

[1884] *Ibid*. Voir aussi la réponse de M. Sgrillo à la question n° 75 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 434.

[1885] Réponse de M. Swinburne à la question n° 75 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 439. Voir aussi la réponse de M. Deckers à la question n° 75 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 436.

[1886] Réponse de M. Latorre à la question n° 57 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 357.

> "La pluviosité a des conséquences à chaque phase du cycle d'infection par *N. galligena,* à commencer par la production de spores à partir des lésions existantes. Cela est particulièrement évident dans les régions caractérisées par des "saisons de pluie" distinctes. ... Cependant, ce n'est pas la quantité absolue de pluie qui est en corrélation avec le nombre de spores libérées (ascospores et conidies), mais la durée d'"humectation des feuilles" (c'est-à-dire la présence d'eau à la surface des plantes) (Swinburne, 1971). Ainsi, une averse de courte durée au cours de laquelle plusieurs centimètres d'eau tombent en une heure serait beaucoup moins propice à la libération des spores qu'une même quantité d'eau qui tomberait sur une période de plusieurs jours. De même, même après l'arrivée de spores viables au point d'entrée infectieux (par exemple, les cicatrices foliaires), une période continue d'humectation des feuilles est nécessaire à une infection réussie. En Californie, Dubin et English (1974) ont constaté qu'aucune infection ne se développait s'il n'y avait pas humectation des feuilles pendant au moins six heures. Plus récemment, au Chili, Latorre *et al.* (2002) ont constaté que la durée d'humectation des feuilles pouvait être ramenée à deux heures à la température optimale, et ils ont démontré l'interaction entre la température et l'humectation. Le nombre de jours de pluie sera un indicateur beaucoup plus précis de la probabilité d'infection, en particulier lorsqu'on l'on tient compte de la fréquence saisonnière des jours de pluie."[1887]

7.532 M. Swinburne note que l'IRA met l'accent sur la pluviosité annuelle totale. "La pluviosité annuelle totale est une mesure peu satisfaisante du risque d'infection, mais l'IRA et l'Australie, dans ses arguments présentés à l'annexe 2 de sa première communication écrite, s'appuient largement sur cette donnée (voir la question n° 56)."[1888]

7.533 S'agissant du point de savoir si la pluie tombe pendant des "périodes critiques", M. Latorre note que:

> "La pluviosité annuelle donne une indication générale des régions dont le climat est propice au chancre européen. Il a été posé comme principe que des chutes de pluie annuelles supérieures à 1 000 mm dénotaient des conditions climatiques très propices au développement du chancre européen. Cependant, le chancre européen se manifeste dans des régions où la pluviosité annuelle est moindre. La pluviosité est importante pour l'infection pendant deux périodes critiques: i) pendant la chute des feuilles, parce que l'infection peut se produire dans les cicatrices foliaires, ce qui entraîne l'apparition de chancres sur les rameaux et les pédoncules à la saison de croissance suivante, et ii) pendant la récolte, parce que la pluviosité favorise l'infection des fruits et finalement l'infection latente des fruits mûrs. Il est important de connaître la répartition de la pluviosité pendant la saison de croissance pour comprendre l'épidémiologie [du] chancre européen concernant les pommes."[1889]

7.534 M. Latorre ajoute que "[d]e fréquentes chutes de pluie en été sont nécessaires à la production et la dissémination de l'inoculum, et à l'infection par l'inoculum. Si les pluies estivales sont

---

[1887] Réponse de M. Swinburne à la question n° 56 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 353.

[1888] Réponse de M. Swinburne à la question n° 72 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 419. Voir aussi la réponse de M. Swinburne aux questions n° 56 et 66 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphes 353, 355 et 399.

[1889] Réponse de M. Latorre à la question n° 56 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 352. Voir aussi la réponse de M. Deckers à la question n° 56 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 350.

fréquentes, il serait raisonnable de supposer que certains des fruits infectés peuvent développer des symptômes dans l'arbre, et que d'autres fruits peuvent être porteurs d'infections latentes, développant des symptômes après avoir passé plusieurs semaines ou mois dans des entrepôts frigorifiques".[1890]

7.535 Rien n'indique que ces conditions climatiques soient présentes en Nouvelle-Zélande. Selon M. Latorre, "il apparaît que les conditions estivales en Nouvelle-Zélande sont très défavorables au développement du chancre européen, et que l'infection des fruits serait un événement extrêmement rare. Par conséquent, la probabilité d'infection latente des pommes mûres serait extrêmement faible ou négligeable".[1891]

7.536 S'agissant des infections latentes, M. Latorre note qu'"il est extrêmement peu probable que des pommes provenant de vergers exempts de chancre européen soient porteuses d'infections latentes en l'absence de pluies estivales. Dans ces circonstances, le risque d'infection latente est proche de zéro (en pratique de zéro)".[1892]

7.537 Faisant référence à l'étude Braithwaite (1996) citée dans l'IRA, M. Lattore fait observer qu'"[a]ucune nouvelle donnée objective n'est consignée dans cet ouvrage ... [C]e n'est pas une référence fiable et pertinente pour étayer l'hypothèse selon laquelle des infections latentes peuvent aussi se produire sur des pommes mûres en Nouvelle-Zélande".[1893] Au sujet de cette étude, M. Swinburne semble indiquer que l'on peut écarter l'idée que des fruits pourris peuvent transmettre l'infection:

> "Braithwaite (1996) contient une information non confirmée selon laquelle des fruits en voie de décomposition porteurs de [*Neonectria galligena*] ont été détectés en Nouvelle-Zélande, et il semble admis par les deux parties que cela se produit occasionnellement, encore que l'on ne sache absolument pas si ces événements ont été rapportés avant ou après la récolte. Braithwaite poursuit en avançant l'hypothèse que des fruits pourris peuvent transmettre l'infection, fondant son argument sur des observations faites en Europe concernant la formation d'ascospores sur des fruits momifiés. C'est un événement qui se produit très rarement et il est très improbable qu'on l'observe dans les climats de la Nouvelle-Zélande ou de l'Australie ... Pour ces raisons, on peut fait abstraction de cet aspect de l'ouvrage."[1894]

7.538 M. Latorre recommande la prudence lorsqu'il est question d'essayer de tirer des conclusions pour la Nouvelle-Zélande à partir des recherches menées en Europe et citées dans l'IRA:

> "L'IRA de l'Australie fondait l'évaluation des risques sur les renseignements déjà publiés dans des études effectuées en Irlande du Nord (Swinburne, 1964, 1975, pièces NZ-11 et NZ-9, respectivement). Ces résultats ont été obtenus à partir de

---

[1890] Réponse de M. Latorre à la question n° 57 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 357. Voir aussi la réponse de M. Latorre à la question n° 66 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 398.

[1891] Réponse de M. Latorre à la question n° 57 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 358. Voir aussi la réponse de M. Latorre à la question n° 67 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 401.

[1892] Réponse de M. Latorre à la ligne directrice g) du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 2.

[1893] Réponse de M. Lattore à la question n° 54 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 344.

[1894] Réponse de M. Swinburne aux questions n° 54 et 55 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 349.

> variétés de pommes assez différentes de celles qui sont produites de nos jours en Nouvelle-Zélande et dans des conditions environnementales qui paraissent être beaucoup plus propices à l'infection des fruits (en Irlande du Nord) que celles qui existent en Nouvelle-Zélande. Bien que cela n'invalide pas l'analyse en matière d'évaluation des risques, et n'exclue pas l'hypothèse selon laquelle des infections latentes peuvent se produire dans des fruits mûrs en Nouvelle-Zélande, il s'agit d'un facteur qui aurait dû être pris en compte dans l'IRA de l'Australie. L'infection latente des fruits mûrs ne devrait pas être remise en question, mais la probabilité que de nombreux cultivars de pommes produits dans des conditions environnementales différentes en Nouvelle-Zélande soient porteurs d'infections latentes présente le plus grand intérêt."[1895]

7.539 M. Swinburne est d'accord. À son avis, il est important de prendre en compte, non seulement la pluviosité annuelle, mais également le régime des pluies, afin de déterminer s'il y a des périodes d'humectation des feuilles suffisamment longues:

> "La faiblesse essentielle de l'approche suivie dans l'IRA est qu'elle suppose que l'inoculum (spores) pour l'infection est toujours présent, et que tout ce qu'il faut, c'est une période adéquate (heures d'humectation des feuilles dans des limites de température données) pour que l'infection se produise. La principale faille de cet argument est l'hypothèse selon laquelle il est possible de comparer des régions sur la base de leur pluviosité annuelle, sans tenir compte du régime des pluies. Même dans des régions comme l'Irlande du Nord (Loughgall) où il pleut en toute saison, il fallait plus de cinq heures d'humectation des feuilles après quelques jours de temps sec pour que la libération des ascospores reprenne (Swinburne, 1971b). Dans les régions où il existe une saison sèche marquée, comme la Californie et les États du nord-ouest des États-Unis bordés par le Pacifique, la formation de spores ne commence même pas tant que la période pluvieuse n'a pas duré un certain temps (encore indéterminé à ce jour) (Zeller, 1926, Wilson, 1966/8). Pour une telle région, des données ne concernant que de simples "périodes d'infection" surestimeraient beaucoup le risque d'établissement de la maladie."[1896]

7.540 M. Swinburne note qu'en Nouvelle-Zélande, les pourritures des fruits imputables à *N. galligena* ne devraient pas être courantes:

> "Les renseignements limités disponibles dans les deux premières communications écrites semblent indiquer que les pourritures des fruits cultivés en Nouvelle-Zélande imputables à *N. galligena* ne sont en aucune manière aussi courantes qu'en Europe, et (bien entendu) sont apparemment confinées dans des régions de la Nouvelle-Zélande où les chancres sont présents. Les données météorologiques présentées à l'annexe 2 de la première communication écrite de la Nouvelle-Zélande correspondraient à une faible incidence de l'infection des fruits et, sur la base des observations de Wilson (1966) en Californie, même la production de conidies à partir des chancres présents sur les pédoncules peut être peu fréquente pendant l'été. Il est peut-être significatif que dans ce qui a été décrit comme une épidémie de chancre dans la région

---

[1895] Réponse de M. Latorre à la question n° 55 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 346.

[1896] Réponse de M. Swinburne à la question n° 66 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 399. Voir Swinburne, "The seasonal release of spores of *Nectria galligena* from apple cankers in Northern Ireland" (1971), dans la pièce AUS-76; Wilson, "Development of European canker in a California apple district" (1966), dans la pièce NZ-64.

> d'Auckland, Brooke et Bailey (1965) n'ont trouvé que des pourritures des fruits sporadiques. Malheureusement, cet ouvrage n'indique pas si les pourritures ont été trouvées avant ou après la récolte."[1897]

7.541 M. Latorre partage l'avis de la Nouvelle-Zélande selon lequel, dans les conditions climatiques de la Nouvelle-Zélande, l'IRA a peut-être surestimé la probabilité à cette étape pour l'importation:

> "Compte tenu des caractéristiques épidémiologiques du chancre européen, les intervalles de probabilité donnés au tableau 12 [pour un événement ayant une probabilité "extrêmement faible" de se produire] sont trop prudents pour des régions où les conditions estivales sont marquées par la sécheresse, encore qu'ils puissent être acceptables pour des régions où les pluies sont fréquentes en été. Par conséquent, les chiffres peuvent surestimer la probabilité que chaque événement se produise dans des conditions de sécheresse estivale, en particulier si l'infection des fruits est très proche de zéro."[1898]

7.542 M. Swinburne insiste sur l'importance de conditions climatiques adéquates. "Les deux parties semblent convenir que la fréquence de la décomposition des fruits est faible, compte tenu de la rareté des indications positives. Le fait que c'est le cas, même dans des régions où les chancres sont présents (par exemple, Auckland), doit être imputable à des conditions météorologiques défavorables, en particulier l'absence de pluie pendant les mois d'été."[1899] M. Swinburne rappelle la situation de zones "comme l'Irlande du Nord, qui représente un environnement extrême dans lequel les pommes sont produites car il n'y a pas du tout de périodes sèches. La pluie tombe assez régulièrement tout au long de l'année, et dans certaines zones, chaque jour de l'année". Il compare ensuite cette situation avec celle d'autres zones, "la Californie en particulier ... et dans une moindre mesure ... le Kent, [et] peut-être, cas plus extrême, ... la Nouvelle-Zélande [où] il y a des périodes sèches très marquées et très peu, par rapport à l'Irlande du Nord, de jours d'humectation des feuilles". De l'avis de M. Swinburne "c'est cette différence qui fait que le développement de la maladie est différent. La présence d'inoculum en relation avec ces périodes d'humectation des feuilles est capitale ... Dans une zone comme la Californie, et je suppose aussi la Nouvelle-Zélande, ce développement est interrompu par des périodes sèches marquées, en particulier pendant les mois d'été".[1900] M. Latorre partage cet avis et note que:

> "Les conditions météorologiques sont également très, très importantes pendant l'été pour la production d'inoculum et ensuite pour la dissémination de l'inoculum puis l'infestation ... et enfin l'infection par l'inoculum. Dans certaines parties du monde où il y a une production de pommes, comme le Chili, la Californie et la Nouvelle-Zélande, les étés sont très secs, il n'y a pas du tout de pluie. Si jamais il y a

---

[1897] Réponse de M. Swinburne à la question n° 57 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 361. Voir Wilson, "Development of European canker in a California apple district" (1966), dans la pièce NZ-64.

[1898] Réponse de M. Latorre à la question n° 75 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 437. Réponse de M. Swinburne à la question n° 75 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 439. Voir aussi la réponse de M. Deckers à la question n° 57 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 356.

[1899] Réponse de M. Swinburne à la question n° 75 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 438.

[1900] Réponse de M. Swinburne dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 525.

> des périodes pluvieuses, elles sont très brèves et pas suffisantes pour permettre éventuellement la production d'inoculum."[1901]

7.543 Comme il est dit plus haut, M. Swinburne note enfin que le fait qu'une proportion élevée de pommes pourries par *Neonectria galligena* échapperait à l'attention des centres de recherche en Nouvelle-Zélande semblerait "extraordinaire, s'il [était] véridique" et que "[p]ar contre, la probabilité maximale arbitraire fixée dans l'IRA est trop élevée".[1902]

7.544 En conclusion, l'IRA contient des preuves scientifiques respectées et fondées concernant la possibilité que *Neonectria galligena* cause la pourriture des fruits dans des régions ou au cours d'années où les chutes de pluie sont fréquentes en été pendant la récolte. Il ne renferme toutefois pas de preuves scientifiques suffisantes qui permettraient d'estimer la fréquence de l'infection et la latence dans le cas des pommes en Nouvelle-Zélande ou ailleurs. De plus, les études sur l'infection des fruits citées dans l'IRA sont données sur des recherches menées dans des régions ou à des périodes où les chutes de pluie sont fréquentes en été pendant la récolte. L'IRA ne tient pas dûment compte de l'existence des conditions climatiques qui seraient nécessaires en Nouvelle-Zélande à la production et la dissémination de l'inoculum, et à l'infection par l'inoculum.

7.545 En conséquence, le Groupe spécial constate que l'estimation faite dans l'IRA de la probabilité que des fruits provenant d'un verger infecté ou infesté soient infectés ou infestés par *Neonectria galligena* n'est pas suffisamment étayée par les preuves scientifiques sur lesquelles l'IRA s'est appuyé et n'est donc pas cohérente ni objective.

c) Surestimation alléguée concernant l'étape 3 pour l'importation

7.546 L'étape 3 pour l'importation représente la probabilité que des fruits intacts provenant de vergers infectés ou infestés soient contaminés pendant la cueillette et le transport vers la station de conditionnement.[1903]

i) Résumé des arguments des parties

7.547 En ce qui concerne l'étape 3 pour l'importation dans le cas du chancre européen, la Nouvelle-Zélande fait valoir que l'analyse de l'IRA "est fondée sur l'hypothèse selon laquelle des spores de *N. galligena* pourraient être transférés vers des fruits intacts. Il s'agit d'un événement qui n'a jamais été signalé et qui ne se produirait presque certainement pas".[1904] Elle estime qu'il ne serait pas possible que la contamination des fruits se produise, parce que la probabilité que des fruits mûrs soient porteurs d'une infection latente par *Neonectria galligena* est négligeable et qu'en tout état de cause, "des fruits porteurs d'une infection latente mais asymptomatiques n'auraient aucune pourriture et ne pourraient donc pas générer des spores".[1905]

7.548 La Nouvelle-Zélande ajoute que les conditions météorologiques dans la plupart des régions de son territoire pendant la saison de récolte ne seraient pas favorables à la production et à la dispersion de spores, et même si des conidies devaient être dispersées par la pluie sur la surface d'une pomme

---

[1901] Réponse de M. Swinburne dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 526.

[1902] Réponse de M. Swinburne à la question n° 75 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 439. Voir aussi la réponse de M. Deckers à la question n° 75 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 436.

[1903] IRA de l'Australie, partie B, pages 19 à 21.

[1904] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.277. Voir aussi la deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 2.492 et 2.494 à 2.496.

[1905] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.277.

mûre, il est peu probable qu'elles survivent en l'absence d'une humidité constante.[1906] Elle rejette l'hypothèse selon laquelle les fruits momifiés pourraient être une source de contamination, "parce que les périthèces se forment pendant l'hiver et ne sont donc même pas présents au moment de la récolte".[1907]

7.549 La Nouvelle-Zélande estime que l'idée exprimée dans l'IRA "selon laquelle la contamination à partir d'hôtes alternes est possible pendant la récolte dans les "districts plus humides d'Auckland et du Waikato" ... n'est rien d'autre qu'une spéculation sans fondement, puisqu'il n'a jamais été observé que l'événement se produisait".[1908]

7.550 La Nouvelle-Zélande conclut que "la probabilité de contamination de fruits intacts pendant la cueillette et le transport est négligeable, c'est un événement qui ne se produirait presque certainement pas et non un événement qui a la valeur la plus probable de 1 sur 100 000 pommes que lui a attribuée l'IRA".[1909]

7.551 En réponse, l'Australie soutient que "la Nouvelle-Zélande n'a relevé aucun vice dans les conclusions [de l'IRA] sur l'étape 3 pour l'importation".[1910] Elle fait valoir à cet égard que des éléments scientifiques étayent le jugement d'experts de l'IRA sur l'estimation de la probabilité concernant cette étape pour l'importation.[1911] À son avis, la Nouvelle-Zélande "[ne tient pas compte du] fait qu'il peut y avoir plus d'une interprétation crédible des preuves [scientifiques]".[1912]

7.552 À cet égard, l'Australie reconnaît que "les fruits porteurs d'une infection latente ne généreraient pas de spores pouvant contaminer des fruits intacts pendant la cueillette et le transport vers la station de conditionnement car de telles infections se développent après une période d'entreposage".[1913]

7.553 L'Australie fait toutefois valoir que l'IRA a identifié divers autres moyens de contamination des fruits pendant la cueillette et le transport vers la station de conditionnement, tels que: les mains ou l'équipement contaminés des travailleurs; les spores transportés par des éclaboussures de pluie ou le vent; et les déchets.[1914]

7.554 L'Australie rejette l'affirmation de la Nouvelle-Zélande concernant l'absence de conditions météorologiques adéquates en Nouvelle-Zélande pour la production et la dispersion de spores.[1915] Elle note que l'IRA fait référence à "des preuves de pourritures occasionnelles des fruits causées par le chancre européen en Nouvelle-Zélande en raison des conditions humides pendant la récolte en été ... Ces fruits en voie de décomposition peuvent produire des pustules de spores porteuses de nombreuses

[1906] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.278. Voir aussi la deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 2.492 et 2.506 à 2.513.
[1907] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.279. Voir aussi la deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 2.499 à 2.505.
[1908] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.280.
[1909] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.281.
[1910] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 563.
[1911] *Ibid.*
[1912] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 562. Voir aussi la deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphe 466.
[1913] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 549. (note de bas de page omise)
[1914] *Ibid.*
[1915] Première communication écrite de l'Australie, paragraphes 551 à 557.

conidies".[1916] L'Australie conteste aussi les arguments de la Nouvelle-Zélande concernant l'impossibilité alléguée que les fruits momifiés soient une source de contamination.[1917]

ii) Analyse par le Groupe spécial

7.555 L'IRA estime la probabilité que des fruits intacts soient contaminés par *Neonectria galligena* pendant la cueillette et le transport vers la station de conditionnement sous la forme d'une distribution triangulaire avec une valeur minimale de 10^{-6} (1 sur 1 000 000), une valeur maximale de 10^{-4} (1 sur 10 000) et une valeur la plus probable de 10^{-5} (1 sur 100 000).[1918]

7.556 Selon l'IRA, "[c]et intervalle prévoit qu'un petit nombre de fruits seront contaminés mais reconnaît que les conditions dans la plupart des régions de la Nouvelle-Zélande pendant la saison de la récolte ne sont pas favorables à la production de spores".[1919]

7.557 L'IRA indique que:

> "Les fruits intacts pourraient être contaminés en surface par: des spores présentes sur les mains ou les gants des cueilleurs ... des spores transportées par des éclaboussures de pluie ou le vent pendant la récolte et le transport ... des déchets contenant des champignons qui sporulent activement et des spores qui sont en contact avec les fruits dans les cellules de stockage. Les fruits intacts ne présentant aucun symptôme de pourriture évident et les fruits récemment infectés mais asymptomatiques seraient très peu susceptibles de contaminer d'autres fruits pendant la cueillette ou le transport parce que le champignon ne sporule pas activement tant que le fruit n'est pas très pourri ou momifié ... Les fruits infectés qui tombent au sol avant la récolte ou qui restent dans les arbres et se momifient pendant l'hiver peuvent développer au printemps des périthèces, produisant des ascospores qui pourraient contaminer d'autres fruits. ... Le feuillage n'est pas touché et les déchets présentent une probabilité de contamination extrêmement faible à moins que des rameaux contaminés par des chancres actifs ne soient cueillis avec les fruits ... Les rameaux ou les branches infectés qui ont été coupés et laissés sur le sol du verger peuvent garder des chancres pendant de longues périodes et produire des spores en grand nombre ...
>
> Les spores qui contaminent les cellules de stockage sont peu susceptibles de présenter une probabilité importante d'infection car les conidies et les ascospores sont sensibles au dessèchement même lorsque l'humidité relative est élevée. ...
>
> Comme *N. galligena* a une gamme de plantes hôtes étendue, la contamination pourrait provenir d'infections causées par des chancres sur des hôtes sensibles plantés à proximité de vergers d'exportation. ... Bien que les fongicides soient largement utilisés dans les vergers, des hôtes alternes plantés comme haies et infectés par *N. galligena* pourraient produire des conidies à l'époque de la récolte et, dans les conditions climatiques appropriées, contaminer des fruits intacts pendant la cueillette et le transport. Les conidies peuvent être dispersées jusqu'à 125 mètres par temps humide et venteux ... et si des chancres étaient présents sur des hôtes alternes, les fruits pourraient être contaminés. En Nouvelle-Zélande, on a signalé 54 cas de *N. galligena* s'étant produits principalement sur *Malus* et *Pyrus* et séparés des

[1916] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 553.
[1917] Première communication écrite de l'Australie, paragraphes 558 et 559. (note de bas de page omise)
[1918] IRA de l'Australie, partie B, pages 124 et 125.
[1919] IRA de l'Australie, partie B, page 125.

> chancres présents sur les pédoncules. Le champignon a aussi été signalé sur des néfliers (*Eriobotrya japonica*), coprosma (*Coprosma areolate*) et kowhai (*Sophora microphylla*), toutefois, on ne sait pas si le champignon détecté provenait de chancres présents sur ces espèces ou si des symptômes de la maladie existaient déjà. Il n'y a également aucun renseignement dans la littérature indiquant que ces espèces sont des hôtes de *N. galligena* et il n'y a aucune preuve que la maladie s'est établie chez ces espèces. ... Les conditions climatiques habituellement enregistrées pendant les périodes de récolte dans la plupart des vergers de Nouvelle-Zélande ne sont pas propices à la libération des spores et à l'infection par les spores, mais dans les districts plus humides d'Auckland et de la région du Waikato, les conditions favorisent ces processus."[1920]

7.558 Comme il est indiqué plus haut, les principaux arguments de la Nouvelle-Zélande à l'encontre du raisonnement fait dans l'IRA concernant l'étape 3 pour l'importation sont les suivants: le transfert de spores de *Neonectria galligena* à des fruits intacts n'a jamais été signalé et "ne se produirait presque certainement pas", en particulier puisque les fruits porteurs d'une infection latente mais asymptomatiques n'auraient aucune pourriture et ne pourraient donc pas générer de spores; les conditions météorologiques dans la plupart des régions de la Nouvelle-Zélande pendant la saison de récolte ne seraient pas favorables à la production et à la dispersion de spores, et en tout état de cause, il est peu probable que les conidies survivent en l'absence d'une humidité constante; et les fruits momifiés ne seraient pas une source de contamination parce que les périthèces se forment pendant l'hiver et ne sont donc pas présents au moment de la récolte.

7.559 L'analyse faite dans l'IRA concernant l'étape 3 pour l'importation est fondée sur une hypothèse selon laquelle les spores de *Neonectria galligena* ne peuvent pas être transférées vers des fruits intacts. M. Latorre a fait part de ses doutes:

> "L'hypothèse selon laquelle les spores de *N. galligena* pourraient être transférées vers des fruits intacts devrait être considérée comme une proposition qu'il faut examiner de façon approfondie. À ma connaissance, il n'y a pas de la littérature scientifique traitant ce point. Sur la base des connaissances générales de la maladie, il s'agit d'un événement extrêmement improbable. Il est difficile d'accepter et peut-être impossible d'étayer les valeurs de probabilité attribuées à cette étape, à savoir 1×10^{-6} et 1×10^{-4}."[1921]

7.560 En particulier, M. Latorre juge "très improbable" l'idée que des fruits porteurs d'une infection latente mais asymptomatiques puissent développer des pourritures et générer des spores.[1922] Il note que "[d]es fruits porteurs d'une infection latente développe[raient] des symptômes avant de produire des conidies".[1923] Selon M. Latorre, "[i]l n'y pas de sources scientifiques compétentes étayant l'idée que des pommes mûres puissent être infestées (contaminées en surface) par des spores au moment de la récolte, y compris par le biais du vent. Si cet événement se produisait, il serait extrêmement rare et

---

[1920] IRA de l'Australie, partie B, pages 124 et 125.

[1921] Réponse de M. Latorre à la question n° 78 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 452. Voir aussi les réponses de MM. Deckers et Sgrillo à la question n° 78 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphes 451 et 446.

[1922] Réponse de M. Latorre à la question n° 77 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 444. Voir aussi la réponse de M. Deckers à la question n° 77 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 443.

[1923] Réponse de M. Latorre à la question n° 77 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 445.

n'entraînerait pas nécessairement l'infection des fruits, à moins que suffisamment de spores ne se déposent sur des fruits mûrs abimés".[1924]

7.561 M. Latorre note en outre l'absence de preuves indiquant que le chancre européen peut se développer à partir de fruits pourris. "D'après mon expérience, la décomposition des fruits est très rare, elle ne se produit presque jamais dans nos conditions et nous l'observons parfois dans de très faibles proportions après plusieurs mois ou semaines d'entreposage frigorifique et jamais sous forme de la production de spores sur la surface du fruit. Si les fruits ne sporulent pas, il est impossible d'admettre que les spores peuvent se propager du moins facilement à des fruits intacts."[1925]

7.562 M. Latorre note de plus que "[l]e raisonnement fait dans l'IRA de l'Australie concernant l'idée que des fruits mûrs porteurs d'une infection latente mais asymptomatiques puissent développer des pourritures et donc générer des spores de *N. galligena* pendant la cueillette et le transport vers la station de conditionnement (bien qu'objective) est hautement improbable".[1926] À son avis, l'analyse faite dans l'IRA à cet égard "surestime le risque de dispersion de l'inoculum".[1927] M. Latorre ajoute que l'analyse faite dans l'IRA surestime le risque de dispersion de l'inoculum:

> "L'Australie ne présente pas de données objectives concernant la production et la libération des spores (conidies, ascospores) dans les conditions environnementales de la Nouvelle-Zélande. Il n'y a pas de sources scientifiques compétentes étayant l'idée que des pommes mûres puissent être infestées (contaminées en surface) par des spores au moment de la récolte, y compris par le biais du vent. Si un tel événement se produisait, il serait extrêmement rare et n'entraînerait pas nécessairement l'infection des fruits, à moins que suffisamment de spores ne se déposent sur des fruits mûrs abîmés. Les conidies ne sont pas dispersées par le vent; elles le sont par la pluie et les éclaboussures de pluie. Les ascospores peuvent être dispersées par le vent sur d'assez courtes distances (à quelques mètres de la source de l'inoculum). Cependant, il serait possible que des éclaboussures de pluie contenant des spores soient transportées sur plusieurs mètres par le vent. À mon avis, cette analyse surestime le risque de dispersion de l'inoculum."[1928]

7.563 M. Swinburne est du même avis et note qu'"[i]l n'a pas été signalé de cas qui laisseraient croire que des pommes pourries interviennent d'une quelconque façon dans le transfert de l'infection par *N. galligena* à des vergers "intacts"".[1929]

7.564 Nonobstant ce qui précède, s'il devait y avoir production et dissémination de spores sur des fruits sensibles, M. Swinburne explique que, conformément à l'expérience générale acquise dans de nombreuses régions de culture fruitière en Europe, une "période d'humectation des feuilles suffisamment longue" serait nécessaire "pour permettre aux spores déposées de se développer et de

---

[1924] Réponse de M. Latorre à la question n° 67 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 401.

[1925] Réponse de M. Latorre dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 413.

[1926] Réponse de M. Latorre à la question n° 77 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 444. Voir aussi la réponse de M. Deckers à la question n° 77 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 443.

[1927] Réponse de M. Latorre à la question n° 67 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 401.

[1928] *Ibid*.

[1929] Réponse de M. Swinburne aux questions n° 54 et 55 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 347.

coloniser des parties limitées du calice ou des lenticelles".[1930] En fait, le Groupe spécial a déjà pris note de l'avis des experts selon lequel "[d]e fréquentes chutes de pluie estivales sont nécessaires à la production et la dissémination de l'inoculum et à l'infection par l'inoculum".[1931] Rien n'indique que ces conditions climatiques sont présentes en Nouvelle-Zélande. M. Latorre a fait part de son avis selon lequel l'idée que des spores puissent survivre en l'absence d'une humidité constante, s'ils étaient produits et dispersés par la pluie sur la surface de fruits sensibles "n'avait aucune crédibilité".[1932]

7.565 Comme il est indiqué plus haut, la Nouvelle-Zélande a aussi contesté l'affirmation faite dans l'IRA selon laquelle "[l]es fruits infectés qui tombent au sol avant la récolte ou qui restent dans les arbres et se momifient pendant l'hiver peuvent développer au printemps des périthèces, produisant des ascospores qui pourraient contaminer d'autres fruits".[1933] À cet égard, M. Latorre estime que même s'"[i]l est possible que les périthèces jouent un rôle mineur dans l'établissement et la dissémination de *N. galligena* à partir de fruits pourris, si jamais cela se produisait", à son avis, "il n'existe pas assez de preuves scientifiques étayant le rôle des périthèces (ascospores), qui finissent par se développer sur les fruits pourris, [dans] l'épidémiologie générale du chancre européen".[1934]

7.566 Comme l'a noté M. Latorre, l'inoculum le plus important pour le chancre européen serait les conidies, "et les conidies ne se forment que dans des conditions très humides dans le verger, principalement dans les chancres et presque jamais, voire jamais du moins selon mon expérience, sur les fruits".[1935] "[L]es périthèces ne se produisent que dans certaines conditions et le plus souvent ils ne sont pas importants du point de vue épidémiologique. Le développement de la maladie [du chancre européen] est associé à la production de spores asexuées, à savoir les conidies, mais non à la production de la partie sexuelle des champignons, qui est ce que l'on appelle la production de périthèces et d'ascospores".[1936]

7.567 MM. Latorre et Swinburne expliquent tous deux qu'il n'existe aucune preuve de la formation de périthèces sur des fruits pourris. Comme l'a expliqué M. Latorre:

> "Je ne dispose pas de renseignements indiquant que le chancre européen peut se développer à partir de fruits pourris. D'après mon expérience, la décomposition des fruits est très rare, elle ne se produit presque jamais dans nos conditions et nous l'observons parfois dans de très faibles proportions après plusieurs mois ou semaines d'entreposage frigorifique et jamais sous forme de la production de spores sur la

---

[1930] Réponse de M. Swinburne à la question n° 57 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 360.

[1931] Réponse de M. Latorre à la question n° 57 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 357. Voir plus haut le paragraphe 7.534.

[1932] Réponse de M. Latorre à la question n° 68 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 403. Voir Puia *et al.*, "Effect of Ozone Exposure on Phytopathogenic Microorganisms on Stored Apples" (2004), dans la pièce AUS-56. Voir aussi la réponse de M. Swinburne aux questions n° 67 et 68 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 404; les réponses de M. Deckers aux questions n° 68 et 78 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphes 402 et 451; et la deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 2.514 à 2.516.

[1933] IRA de l'Australie, partie B, page 124.

[1934] Réponse de M. Latorre à la question n° 70 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 410.

[1935] Réponse de M. Latorre dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 413.

[1936] Réponse de M. Latorre dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 459. Voir aussi la réponse de M. Swinburne dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 461.

> surface du fruit. Si les fruits ne sporulent pas, il est impossible d'admettre que les spores peuvent se propager du moins facilement à des fruits intacts. Eh bien, je crois qu'il faut revoir l'observation concernant la présence de périthèces sur les fruits. Nous n'avons jamais vu de périthèces se former sur les fruits. Je n'ai pas connaissance d'un seul ouvrage sérieux qui puisse réellement démontrer que ces dernières années on a observé la formation de périthèces sur des variétés très sensibles, mais non sur les variétés de pommes existant de nos jours."[1937]

7.568 M. Swinburne est du même avis et note que:

> "[I]l n'y a en fait aucune preuve dans la littérature indiquant que des pommes qui pourrissent avec ce champignon sont par la suite responsables de la dissémination de la maladie vers d'autres hôtes, puis d'autres hôtes encore. Bon nombre des preuves qui ont été présentées ont trait à des observations faites dans les années 20 par Dillon-Western concernant une variété connue sous le nom de Worcester, qui est une variété extrêmement précoce, qui pourrit effectivement dans l'arbre et produit des fruits momifiés. Pendant la quarantaine d'années où j'ai travaillé sur cette question, je n'ai jamais eu le privilège de voir une telle chose et j'ai essayé dans le passé de produire des périthèces et des ascospores à partir de pommes pourries à des fins expérimentales mais sans succès. Les fruits qui pourrissent en étant infectés par *Nectria*, comme je l'appellerai, produisent effectivement des conidies s'il y a incubation dans des conditions humides et dans une mesure limitée au centre de la lésion. Il ne s'agit pas d'une source prolifique de spores devant être libérées par la suite et je crains que personne n'ait en réalité cherché à déterminer si une pomme en voie de décomposition pouvait libérer des spores dans un nouveau verger et répandre la maladie. Cela pourrait faire l'objet d'expérimentations, en s'inspirant d'une expérience que nous avons réalisée à East Malling il n'y a pas très longtemps avec du bois abandonné infesté de chancres que nous avons pulvérisé et placé sous des arbres en pot de la variété la plus sensible que je connaisse, à savoir la Spartan, et nous ne sommes pas parvenus à produire un seul chancre après avoir pulvérisé plusieurs chancres, peut-être 50 kilogrammes, que nous avons déposés sous ces arbres."[1938]

7.569 M. Latorre conclut qu'il n'y a aucune preuve scientifique étayant l'hypothèse de la contamination des fruits par des spores de *Neonectria galligena* pendant la cueillette et le transport vers la station de conditionnement:

> "La probabilité que … des spores puissent contaminer superficiellement des fruits est extrêmement rare, et la probabilité que des spores contaminant la surface de fruits mûrs causent des infections est négligeable. En conclusion, il faudrait écarter l'idée de la contamination des fruits par des spores de *N. galligena* pendant la cueillette et le transport vers la station de conditionnement. Il n'y a aucune preuve scientifique à ce sujet qui étaierait solidement une telle hypothèse."[1939]

7.570 S'agissant de l'affirmation de l'IRA selon laquelle "[d]ans les hautes terres pluvieuses d'Auckland et du Waikato, où le chancre européen est présent et où les conditions climatiques sont

---

[1937] Réponse de M. Latorre dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 413. Voir aussi la réponse de M. Swinburne dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 461.

[1938] Réponse de M. Swinburne dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 411.

[1939] Réponse de M. Latorre à la question n° 77 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 445. Voir aussi la réponse de M. Latorre dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 486.

plus propices à la production de spores du fait principalement que les hivers y sont plus humides ... les fruits pourraient être infectés pendant la période de récolte", M. Swinburne note que:

> "Dans le contexte européen, on retrouve la majorité des infections des fruits dans la cuvette pédonculaire ou la cuvette oculaire, et de façon générale, cela signifie que le cœur a été infecté. Le moment auquel l'infection se produit [serait] étonnamment tôt lors du développement des fruits. Ce n'est pas au moment de la récolte, ce n'est pas dans la cuve de trempage. Le pourrissement du cœur se produit à un stade où la cuvette oculaire ou pédonculaire offre un point d'entrée aux conidies qui ruissellent le long de la surface de l'arbre et qui soit s'accumulent dans la cuvette pédonculaire soit la contournent et s'introduisent dans le calice. Je ne dispose pas de renseignements qui autoriseraient même à penser que l'infestation des pommes au moment de la récolte, et j'insiste sur ce point, voire après la récolte, causerait un pourrissement sensible des fruits dans des conditions commerciales."[1940]

7.571 M. Swinburne ajoute qu'"il est très improbable que des conidies qui contaminent simplement la surface des fruits jouent un quelconque rôle dans une filière d'infection".[1941] Comme l'ont noté à la fois M. Latorre et M. Swinburne, les conidies sont de médiocres épiphytes et ne survivront pas en tant que contaminant de surface.[1942]

7.572 En conclusion, l'IRA ne contient pas de preuves scientifiques concernant la possibilité que des fruits porteurs d'une infection latente mais asymptomatiques puissent développer des pourritures et produire des spores de *Neonectria galligena*, qui pourraient ensuite être transférées vers des fruits sains. Il n'y a pas non plus dans l'IRA d'indication de l'existence en Nouvelle-Zélande des conditions climatiques qui sont nécessaires à la production et la dissémination de l'inoculum et à l'infection par l'inoculum de fruits intacts pendant la cueillette et le transport vers la station de conditionnement. L'analyse faite dans l'IRA ne tient pas compte du fait que les conidies sont de médiocres épiphytes. Il n'y a aucune preuve scientifique dans l'IRA étayant l'idée que les périthèces joueraient un rôle dans la contamination des fruits intacts.

7.573 En conséquence, le Groupe spécial constate que l'estimation faite dans l'IRA de la probabilité que des fruits intacts soient contaminés par *Neonectria galligena* pendant la cueillette et le transport vers la station de conditionnement n'est pas suffisamment étayée par les preuves scientifiques sur lesquelles l'IRA s'est appuyé et, en conséquence, n'est pas cohérente ni objective.

d) Surestimation alléguée concernant l'étape 4 pour l'importation

7.574 L'étape 4 pour l'importation représente la probabilité que des fruits infectés ou infestés demeurent infectés ou infestés après les procédures de traitement courantes dans la station de conditionnement.[1943]

i) Résumé des arguments des parties

7.575 En ce qui concerne de l'étape 4 pour l'importation dans le cas du chancre européen, la Nouvelle-Zélande fait valoir que "[d]u fait que les procédures courantes à la station de conditionnement réduiraient presque certainement toute contamination externe, et en l'absence de

[1940] Réponse de M. Swinburne dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 441.

[1941] Réponse de M. Swinburne aux questions n° 67 et 68, du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 405.

[1942] Réponses de MM. Latorre et Swinburne dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphes 434 et 435.

[1943] IRA de l'Australie, partie B, pages 19 à 21.

preuves scientifiques pertinentes concernant la persistance d'infections latentes dans les pommes mûres asymptomatiques de Nouvelle-Zélande, l'allégation formulée dans l'IRA selon laquelle il y a une probabilité de 85 pour cent que *N. galligena* survive au traitement est tout simplement dénuée de fondement scientifique".[1944]

7.576 Selon la Nouvelle-Zélande, il n'y a pas de preuve scientifique pertinente sur la base de laquelle déterminer l'estimation de cette probabilité par l'IRA. À son avis, "[l]es données scientifiques sur lesquelles l'Australie s'est appuyée dans l'IRA pour étayer ses théories ne sont tout simplement pas applicables".[1945] Elle ajoute que l'IRA ne fournit aucune preuve scientifique de la persistance d'infections latentes ou de l'existence de pourritures d'entrepôt dans le cas des pommes mûres asymptomatiques de Nouvelle-Zélande.[1946]

7.577 La Nouvelle-Zélande fait valoir que l'analyse de l'étape 4 pour l'importation faite dans l'IRA "est fondée sur une hypothèse selon laquelle les fruits entrant dans la station de conditionnement seront infectés ou infestés – événement qui a en soi une probabilité négligeable de se produire".[1947] De plus, comme la majorité des envois de pommes de Nouvelle-Zélande seraient constitués de fruits "prêts pour la vente au détail", "si des fruits porteurs d'infections latentes devaient développer des symptômes de pourriture visibles en entrepôt, cela serait détecté et ces fruits seraient éliminés au moment du conditionnement alors qu'ils étaient encore en Nouvelle-Zélande et ils n'entreraient donc pas en Australie".[1948]

7.578 S'agissant de l'infestation, la Nouvelle-Zélande estime que l'IRA ne tient pas compte du fait que les stations de conditionnement pour l'exportation de la Nouvelle-Zélande utilisent des cuves de trempage au début de la chaîne de conditionnement, puis procèdent à un lavage à haut débit d'eau et sous forte pression, afin d'éliminer les débris et les insectes sessiles et vagiles. Ces procédés seraient "très efficaces pour éliminer d'autres contaminants externes".[1949]

7.579 En réponse, l'Australie soutient que "la Nouvelle-Zélande n'a relevé aucun vice dans les conclusions [de l'IRA] sur l'étape 4 pour l'importation".[1950] Elle fait valoir à cet égard que la Nouvelle-Zélande essaie de façon "insoutenable" de "rejeter sommairement l'exercice du jugement scientifique d'experts par l'équipe chargée de l'IRA" en ce qui concerne cette étape pour l'importation.[1951] Contrairement à ce qu'allègue la Nouvelle-Zélande, "il y a des éléments scientifiques étayant le jugement d'experts de l'équipe chargée de l'IRA" concernant l'estimation de la probabilité de l'étape 4 pour l'importation.[1952]

7.580 L'Australie rejette l'idée qu'il ne se produit pas d'infections latentes et des pourritures d'entrepôt dans les variétés de pommes à couteau mûres.[1953] S'agissant des arguments de la

---

[1944] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.287. Voir aussi la deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 2.536 à 2.539.

[1945] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.283. Voir aussi la deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.524.

[1946] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.284.

[1947] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.282.

[1948] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.285. Voir aussi la réponse de la Nouvelle-Zélande à la question n° 8 du Groupe spécial après la première réunion de fond, paragraphes 13 à 15; la deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.525 à 2.535.

[1949] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.286. Voir aussi la deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 2.536 à 2.539.

[1950] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 580.

[1951] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 568.

[1952] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 580. Voir aussi la première communication écrite de l'Australie, paragraphe 568.

[1953] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 572.

Nouvelle-Zélande, elle estime que le produit en cause dans le différend est les pommes mûres exemptes de déchets en provenance de Nouvelle-Zélande et non les pommes "mûres asymptomatiques" en provenance de Nouvelle-Zélande. Elle ajoute que l'IRA contient de nombreuses références à la littérature scientifique concernant "la persistance d'infections latentes ou les pourritures d'entrepôt".[1954] L'Australie réaffirme aussi le point de vue, exprimé dans le contexte de l'étape 2 pour l'importation, selon lequel les recherches scientifiques sur les infections latentes menées au Royaume-Uni et en Europe du Nord sont pertinentes pour l'importation des pommes en provenance de Nouvelle-Zélande.[1955]

7.581 Nonobstant les arguments de la Nouvelle-Zélande, l'Australie juge improbable que la Nouvelle-Zélande expédie vers l'Australie des pommes "prêtes pour la vente au détail" et "juste à temps".[1956] À son avis, la Nouvelle-Zélande s'est montrée "ambivalente" en ce qui concerne le mode de commercialisation qu'elle utiliserait pour ses exportations de pommes. Elle juge improbable que les exportateurs néo-zélandais expédient des pommes "prêtes pour la vente au détail" dans des caisses en matière plastique consignées; elle laisse plutôt entendre qu'il est probable qu'ils choisiront d'expédier les fruits dans des cellules de stockage en vrac.[1957] L'Australie ajoute qu'en tout état de cause, importer de Nouvelle-Zélande des pommes "prêtes pour la vente au détail" et "juste à temps" réduirait en fait la probabilité de détecter les infections latentes causées par *Neonectria galligena* et augmenterait la probabilité que le pathogène arrive en Australie.[1958] Elle estime enfin que le lavage n'éliminerait pas les spores fongiques en surface et n'aurait aucun effet sur les infections internes.[1959]

ii) Analyse par le Groupe spécial

7.582 L'IRA estime la probabilité que *Neonectria galligena* survive aux procédures de traitement courantes dans la station de conditionnement sous la forme d'une distribution triangulaire avec une valeur minimale de 0,7 (70 sur 100), une valeur maximale de 1 (100 sur 100) et une valeur la plus probable de 0,85 (85 sur 100).[1960]

7.583 Selon l'IRA, "[c]et intervalle rend compte en grande partie du fait que les infections internes et latentes sont peu susceptibles d'être visibles et qu'aucune des procédures dans la station de conditionnement n'est susceptible de réduire sensiblement les infections".[1961]

7.584 L'IRA indique que:

> "La plupart des exportateurs de pommes en Nouvelle-Zélande incluent couramment une étape de refroidissement préalable dans les procédures de la station de conditionnement ... Un refroidissement rapide après la récolte permet de réduire l'incidence de la pourriture pendant l'entreposage ... Cependant, la courte durée du refroidissement préalable n'affecterait pas sensiblement la persistance des infections latentes et le nombre de fruits infectés ne serait pas sensiblement réduit.
>
> Le trempage initial des fruits dans une cuve, puis leur lavage à haut débit d'eau et sous forte pression (s'il est disponible) éliminent peut-être les spores en surface mais

[1954] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 574.
[1955] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 571. Voir aussi la première communication écrite de l'Australie, paragraphes 540 et 541.
[1956] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 576.
[1957] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 576. Voir aussi la réponse de l'Australie à la question n° 9 du Groupe spécial après la première réunion de fond.
[1958] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 577.
[1959] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 579.
[1960] IRA de l'Australie, partie B, pages 125 et 126.
[1961] IRA de l'Australie, partie B, page 126.

> n'auront aucun effet sur les infections internes, et le champignon survivra à ces procédures. Plusieurs stations de conditionnement pour l'exportation en Nouvelle-Zélande utilisent du chlore ou d'autres désinfectants ... dans les cuves pour réduire la flore microbienne ... Bien qu'il n'existe pas de données spécifiques pour indiquer leur efficacité contre *N. galligena,* il est probable que ces produits chimiques utilisés dans les bonnes doses unitaires (concentration et durée) auraient divers degrés d'efficacité. Toutefois, les infections internes ne seront pas affectées par ces traitements ... et le champignon survivra à ces procédures.
>
> Le brossage n'éliminerait pas les champignons présents dans les tissus internes ou dans les cuvettes pédonculaires ou oculaires des fruits, car ces parties ne sont pas accessibles.
>
> Les conidies survivront au cirage à basse température et le cirage pourrait contribuer au maintien des conidies ou des hyphes sur les fruits.
>
> Le tri et le classement permettront d'éliminer les fruits dont les pourritures et les taches sont visibles, mais les infections latentes ou la contamination en surface ne seront pas détectées par un examen visuel.
>
> Les traitements fongicides après la récolte ne sont pas utilisés en Nouvelle-Zélande avant l'entreposage frigorifique ... *Neonectria galligena* peut survivre à des températures de 2°C à 30°C ... et supporterait sans problème les températures des entrepôts frigorifiques. ... Il est probable que tout entreposage frigorifique temporaire peu après la récolte et avant le début du traitement sera très bref, quelques jours au plus, et cette période d'entreposage sera trop courte pour que les infections latentes puissent s'exprimer de façon significative. ... Les fruits sont plus susceptibles de pourrir sous l'effet d'infections latentes à mesure que la durée de l'entreposage augmente ... Toute infection ou infestation qui persiste à la fin des procédures à la station de conditionnement résistera à l'entreposage frigorifique".[1962]

7.585 Comme il est indiqué plus haut, les principaux arguments de la Nouvelle-Zélande à l'encontre du raisonnement fait dans l'IRA concernant l'étape 4 pour l'importation sont les suivants: l'IRA ne fournit aucune preuve scientifique de la persistance d'infections latentes ou de l'existence de pourritures d'entrepôt dans le cas des pommes mûres asymptomatiques de Nouvelle-Zélande; comme la majorité des envois de pommes de Nouvelle-Zélande seraient constitués de fruits "prêts pour la vente au détail", "si des fruits porteurs d'infections latentes devaient développer des symptômes de pourriture visibles en entrepôt, cela serait détecté et ces fruits seraient éliminés au moment du conditionnement; et, concernant l'infestation, l'utilisation de cuves de trempage puis le recours à un lavage à haut débit d'eau et sous forte pression seraient très efficaces pour éliminer les contaminants externes.

7.586 M. Swinburne note tout d'abord que "les conidies déposées sur la surface d'une pomme pendant les opérations de récolte ne survivraient pas du tout ... et on peut en faire abstraction dans tous les calculs ultérieurs".[1963] A son avis, "[d]es considérations similaires s'appliqueraient aux conidies que les déchets ont redistribuées". Il n'y a, par exemple, aucune preuve pour étayer des affirmations ... comme [celle selon laquelle] "les spores survivraient au cirage" ou au "brossage",

[1962] IRA de l'Australie, partie B, pages 125 et 126.

[1963] Réponse de M. Swinburne aux questions n° 77, 78 et 79 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 458.

parce que ces procédures sont dénuées de pertinence pour l'incapacité inhérente des conidies de survivre pendant de longues périodes".[1964]

7.587 Les experts souscrivent en principe à l'idée suivante:

> "Bien qu'il n'y ait pas de preuve scientifique pertinente, il est acceptable de considérer qu'aucun aspect des procédures à la station de conditionnement ne réduit le nombre de fruits porteurs d'une infection latente. Une fois que le champignon s'est introduit dans des fruits mûrs, les mesures normales de gestion après la récolte, y compris le brossage, le paraffinage, le tri et le classement, l'entreposage frigorifique et même les traitements fongicides, ne pourront pas stopper le champignon à l'intérieur des fruits. Seule une température froide pourrait retarder le développement des symptômes en réduisant le taux de prolifération fongique."[1965]

7.588 M. Latorre partage le point de vue de la Nouvelle-Zélande selon lequel l'utilisation de cuves de trempage puis le recours à un lavage à haut débit d'eau et sous forte pression seraient efficaces pour éliminer les contaminants externes.[1966] Cela est noté dans l'IRA.[1967] Comme l'a dit l'expert, "[l]a probabilité que les inoculums contaminant la surface des fruits puissent survivre à cette procédure, en adhérant à la surface des fruits, est négligeable ou égale à zéro, et il ne faudrait pas en tenir compte dans l'analyse des risques".[1968]

7.589 MM. Latorre et Swinburne mettent en gardent contre le fait que l'IRA ne tient pas compte de l'effet des conditions d'entreposage et la durée de l'entreposage. M. Swinburne a expliqué ce qui suit:

> "Il est courant que les pommes à couteau soient récoltées dans des cellules de stockage en vrac qui sont transportées vers des entrepôts à atmosphère contrôlée situés sur les lieux, où elles sont réfrigérées, et mises dans des entrepôts hermétiques dont les concentrations de CO_2 et O_2 sont ajustées. Aux intervalles prescrits par les stratégies de commercialisation, elles sont retirées de ces entrepôts et acheminées vers des stations de conditionnement spécialisées où sont effectuées les opérations de lavage, classement et conditionnement pour la vente au détail. La procédure peut s'étendre sur plusieurs mois, ce dont n'a pas tenu compte le modèle présenté dans l'IRA. Toute infection présente peut se transformer en pourriture pendant ce temps, ce qui dépendra fortement de la température de l'entrepôt et de l'environnement (Berrie *et al.*, 2007, appendice 1). Lors du classement, les pommes pourries seraient éliminées, de sorte que le nombre de fruits infectés diminuera avec le temps, et c'est pourquoi la déclaration selon laquelle "aucune des mesures prises à la station de

---

[1964] *Ibid.*

[1965] Réponse de M. Latorre à la question n° 79 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 454. Voir aussi la réponse de M. Deckers à la question n° 79 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 453.

[1966] Réponse de M. Latorre à la question n° 79 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 456. Voir aussi la réponse de M. Sgrillo à la question n° 80 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 463.

[1967] IRA de l'Australie, partie B, page 125.

[1968] Réponse de M. Latorre à la question n° 79 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 456. Voir aussi la réponse de M. Swinburne aux questions n° 77, 78 et 79 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 458.

> conditionnement ne réduirait l'infection" est erronée car il faut aussi prendre en compte la période d'entreposage à atmosphère contrôlée."[1969]

7.590 M. Swinburne conclut que "les conditions d'entreposage et la durée de la période de conservation seront des facteurs dans le développement ultérieur de toute infection dormante qui risque d'être présente (Berrie, Xu et Johnson 2007, dans l'appendice)".[1970]

7.591 M. Latorre est du même avis et note que "des symptômes risquent d'apparaître après plusieurs semaines d'entreposage frigorifique. Si beaucoup de fruits mûrs asymptomatiques sont conservés pendant plusieurs semaines dans des entrepôts frigorifiques en Nouvelle-Zélande, il serait possible d'éliminer les fruits infectés avant de les exporter vers l'Australie, ce qui abaisserait le risque d'entrée".[1971]

7.592 MM. Latorre et Swinburne ne trouvent dans l'IRA aucune justification des valeurs de probabilité attribuées à cette étape pour l'importation. Selon M. Swinburne, "[l]es probabilités attribuées dans l'IRA à ces étapes sont toutes difficiles à concilier avec les observations précédentes, en particulier du fait qu'elles ne tiennent pas compte du facteur temps".[1972] M. Latorre est du même avis et dit que, selon lui, "[i]l n'y a rien dans la littérature scientifique qui étaye" les valeurs de probabilité estimées par l'IRA concernant l'étape 4 pour l'importation.[1973] Cette probabilité "se situe dans un intervalle qu'il est difficile de justifier, si cette hypothèse signifie que l'inoculum doit rester sur la surface des fruits. Il serait plutôt possible que l'inoculum soit présent à l'intérieur des fruits".[1974]

7.593 En conclusion, nonobstant les arguments de la Nouvelle-Zélande, l'IRA note que les procédures de traitement dans la station de conditionnement seraient efficaces pour éliminer les contaminants externes. S'agissant du faible effet que les procédures dans la station de conditionnement auraient sur le nombre de fruits porteurs d'une infection latente, l'examen effectué dans l'IRA semble généralement cohérent et étayé par les preuves scientifiques citées. L'IRA toutefois ne tient pas compte de l'effet que les conditions d'entreposage et la durée de l'entreposage auraient sur la probabilité que *Neonectria galligena* survive aux procédures de traitement courantes dans la station de conditionnement. S'agissant de l'argument de l'Australie selon lequel l'estimation de la probabilité à cette étape pour l'importation a été obtenue grâce à l'exercice du jugement d'experts par l'équipe chargée de l'IRA, le Groupe spécial a déjà noté que le recours au jugement d'experts doit être documenté et transparent, et il doit être fondé sur les renseignements scientifiques fiables

---

[1969] Réponse de M. Swinburne aux questions n° 78, 80, 81, 82 et 83 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 482. Voir aussi la réponse de M. Swinburne aux questions n° 77, 78 et 79 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 459.

[1970] Réponse de M. Swinburne aux questions n° 77, 78 et 79 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 459. Voir aussi la réponse de M. Deckers à la question n° 80 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 461.

[1971] Réponse de M. Latorre à la question n° 79 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 455. Voir aussi la réponse de M. Deckers à la question n° 79 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 453.

[1972] Réponse de M. Swinburne aux questions n° 77, 78 et 79 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 460.

[1973] Réponse de M. Latorre à la question n° 80 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 462. Voir aussi la réponse de M. Sgrillo à la question n° 80 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 467.

[1974] Réponse de M. Latorre à la question n° 80 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 462.

pertinents.[1975] À cet égard, l'IRA ne fournit aucune explication de son estimation selon laquelle il y aurait une probabilité minimale de 70 pour cent que *Neonectria galligena* survive aux procédures de traitement courantes dans la station de conditionnement, la valeur la plus probable étant de 85 pour cent.

7.594 En conséquence, le Groupe spécial constate que l'estimation faite dans l'IRA de la probabilité que *Neonectria galligena* survive aux procédures de traitement courantes dans la station de conditionnement n'est pas objectivement justifiable.

e) Surestimation alléguée concernant l'étape 5 pour l'importation

7.595 L'étape 5 pour l'importation représente la probabilité que des fruits intacts soient contaminés pendant le traitement dans la station de conditionnement.[1976]

i) Résumé des arguments des parties

7.596 En ce qui concerne l'étape 5 pour l'importation dans le cas du chancre européen, la Nouvelle-Zélande considère que l'estimation faite dans l'IRA, comme celle relative à l'étape 3, est fondée sur l'hypothèse selon laquelle des pommes mûres infestées ou infectées, à supposer qu'il y en ait, contamineraient des fruits intacts. Elle fait valoir, toutefois, que les preuves scientifiques semblent indiquer que la probabilité que cela se produise pendant le traitement dans la station de conditionnement est négligeable.[1977]

7.597 La Nouvelle-Zélande note que l'IRA reconnaît que les infections latentes des fruits ont une "probabilité minimale" de contamination dans la filière de traitement, parce que les spores ne se développent pas sur des fruits infectés tant que ceux-ci ne sont pas très pourris ou momifiés.[1978] À son avis, l'affirmation faite dans l'IRA selon laquelle il y a une probabilité, bien qu'"extrêmement faible", que des fruits intacts soient contaminés par des rameaux ou par le lavage dans la cuve de trempage, est une "spéculation sans fondement", non étayée par des preuves scientifiques.[1979]

7.598 En réponse, l'Australie soutient que "la Nouvelle-Zélande n'a relevé aucun vice dans les conclusions [de l'IRA] sur l'étape 5 pour l'importation".[1980] Elle fait valoir à cet égard que, comme dans le cas des arguments de la Nouvelle-Zélande concernant l'étape 3 pour l'importation, elle rejette également l'affirmation de la Nouvelle-Zélande selon laquelle l'IRA aurait dû considérer la probabilité de l'étape 5 pour l'importation comme "négligeable".[1981] Elle ajoute que la Nouvelle-Zélande s'attache à tort aux descripteurs qualitatifs et non aux estimations quantitatives de l'IRA.[1982]

7.599 L'Australie estime que dans ses arguments, la Nouvelle-Zélande ne tient pas compte des preuves indiquant que la pourriture latente des fruits causée par *Neonectria galligena* se produit en Nouvelle-Zélande et que sa probabilité a augmenté.[1983] Elle fait aussi valoir que les conidies issues d'infections externes peuvent partir au lavage dans la cuve de trempage, risquant ainsi de contaminer

[1975] Voir plus haut le paragraphe 7.440.
[1976] IRA de l'Australie, partie B, pages 19 à 21.
[1977] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 4.288 et 4.292. Voir aussi la deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.541.
[1978] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.289. Voir aussi la deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.542.
[1979] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.291. Voir aussi la deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 2.545 à 2.548.
[1980] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 594.
[1981] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 582.
[1982] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 588.
[1983] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 586.

des fruits intacts. En outre, le lavage après la récolte ne modifierait pas l'incidence des pourritures d'entrepôt sur les fruits non tachés, même si les pommes meurtries seraient prédisposées aux pourritures d'entrepôt en présence d'une forte concentration fongique.[1984]

7.600 Enfin, l'Australie fait valoir que l'IRA a pris en considération les preuves de la possibilité que des fruits puissent être contaminés par des rameaux dans la cuve de trempage. En tout état de cause, la probabilité que des fruits intacts soient infectés de cette manière a été jugée "extrêmement faible" et l'IRA en a tenu compte pour estimer l'intervalle de probabilité concernant l'étape 5 pour l'importation.[1985]

ii) Analyse par le Groupe spécial

7.601 L'IRA estime la probabilité que des fruits intacts soient contaminés par *Neonectria galligena* pendant le traitement dans la station de conditionnement sous la forme d'une distribution triangulaire avec une valeur minimale de 10^{-5} (1 sur 100 000), une valeur maximale de 10^{-4} (1 sur 10 000) et une valeur la plus probable de 5×10^{-5} (5 sur 100 000).[1986] Selon l'IRA, "[c]ela permet de prévoir la présence d'un petit nombre de spores pendant les procédures de traitement qui pourraient contaminer les fruits".[1987]

7.602 L'IRA indique que:

> "Étant donné la probabilité extrêmement faible que des fruits soient infestés/infectés par *N. galligena*, la probabilité que des spores de surface soient présentes sur les fruits et contaminent l'eau de trempage est aussi extrêmement faible. Le feuillage n'est pas touché ... et les feuilles mortes sont une filière de contamination insignifiante à moins que les fruits ne soient cueillis en même temps que des rameaux qui présentent de petits chancres ...
>
> Les spores de *N. galligena* ne peuvent pas pénétrer à l'intérieur de la cuticule des pommes intactes, encore qu'il puisse y avoir contamination conidiale par le calice, les lenticelles, les lésions de tavelure ou les plaies causées par des chocs. Le polissage pourrait abîmer légèrement la surface des fruits, ce qui pourrait contribuer à la dissémination de l'infection. Cependant, l'utilisation de chlore et d'autres désinfectants dans les cuves de trempage et le lavage à haute pression des pommes éliminerait les microbes épiphytes à divers degrés. Les fruits très pourris et les rameaux sont en grande partie éliminés pendant la récolte. ...
>
> [I]l y aurait une très importante dilution des spores dans la cuve et la contamination en surface pourrait disparaître lors de tout lavage à haute pression ultérieur. Lorsque des désinfectants tels que le chlore sont utilisés dans les cuves de trempage, les spores présentes dans les cuves seront rapidement tuées ...
>
> La présence de chancres sur le pédoncule de la pomme n'a jamais été signalée. En outre, pour s'établir, l'organisme doit pénétrer dans le cambium ... et il est peu probable qu'un nombre élevé de pédoncules des fruits dans les arbres soient abîmés au point d'exposer le cambium.

[1984] Première communication écrite de l'Australie, paragraphes 587 à 589.
[1985] Première communication écrite de l'Australie, paragraphes 590 à 593.
[1986] IRA de l'Australie, partie B, pages 126 et 127.
[1987] IRA de l'Australie, partie B, page 127.

> Les infections latentes des fruits présentent une probabilité de contamination minimale dans la filière de traitement car les spores ne se développent pas sur des fruits infectés tant que ceux-ci ne sont pas très pourris ou momifiés ...
>
> Le reste du traitement dans la station de conditionnement présente une probabilité négligeable de contamination des fruits."[1988]

7.603 Comme il est indiqué plus haut, les principaux arguments de la Nouvelle-Zélande à l'encontre du raisonnement fait dans l'IRA concernant l'étape 5 pour l'importation sont les suivants: les preuves scientifiques semblent indiquer que la probabilité que des pommes mûres infestées ou infectées, à supposer qu'il y en ait, contaminent des fruits intacts pendant le traitement dans la station de conditionnement est négligeable; et l'affirmation faite dans l'IRA selon laquelle il y a une probabilité, bien qu'"extrêmement faible", que des fruits intacts soient contaminés par des rameaux ou par le lavage dans la cuve de trempage, n'est qu'une spéculation sans fondement, non étayée par des preuves scientifiques.

7.604 Toute l'analyse faite dans l'IRA concernant l'étape 5 pour l'importation étaye la conclusion selon laquelle la probabilité que des fruits intacts soient contaminés par *Neonectria galligena* pendant le traitement dans la station de conditionnement est extrêmement faible. Comme il est indiqué plus haut, l'IRA conclut que "[É]tant donné la probabilité extrêmement faible que des fruits soient infestés/infectés par *N. galligena*, la probabilité que des spores de surface soient présentes sur les fruits et contaminent l'eau de trempage est aussi extrêmement faible".[1989] S'agissant de la déclaration de l'Australie selon laquelle l'IRA a pris en considération les preuves de la possibilité que des fruits puissent être contaminés dans la cuve de trempage, M. Swinburne note que "[c]e n'est pas nécessairement de *Nectria* dont il est question ... [C'est quelque chose qui, on le sait, se produit] pour un certain nombre d'autres pathogènes qui causent la pourriture, notamment *Penicillium expansum*, la moisissure bleue".[1990] L'IRA conclut que "[l]a probabilité que des fruits intacts soient infectés à cause des rameaux à ce stade serait extrêmement faible".[1991]

7.605 Considérant ces déclarations, M. Latorre exprime l'estimation faite dans l'IRA selon laquelle des valeurs de probabilité concernant cette étape pour l'importation ne sont pas étayées par des preuves scientifiques. "Il n'y a pas de littérature qui étaye l'hypothèse selon laquelle le taux de contamination des fruits intacts par *N. galligena* se situerait entre 10^{-4} et 10^{-5} (valeur la plus probable de 5×10^{-5}) (étape 5 pour l'importation) dans la station de conditionnement."[1992] À son avis, "[s]ur la base de la connaissance de la maladie, il est très peu probable que [cette contamination] se produise dans des conditions normales de gestion des fruits. Il ne faudrait pas en tenir compte dans l'analyse des risques".[1993]

[1988] *Ibid.*

[1989] IRA de l'Australie, partie B, page 127. Voir aussi la réponse de M. Sgrillo à la question n° 81 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 468.

[1990] Réponse de M. Swinburne dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 456.

[1991] IRA de l'Australie, partie B, page 127. Voir aussi la réponse de M. Sgrillo à la question n° 81 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 468.

[1992] Réponse de M. Latorre à la question n° 81 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 473. Voir aussi la réponse de M. Sgrillo à la question n° 81 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphes 469 et 470.

[1993] Réponse de M. Latorre à la question n° 81 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 473. Voir aussi la réponse de

7.606 En conclusion, il n'y a rien dans l'IRA qui étaye l'estimation de la probabilité concernant cette étape pour l'importation ni dans les preuves scientifiques citées dans l'IRA ni dans l'examen effectué dans l'IRA à cet égard. En conséquence, le Groupe spécial constate que l'estimation faite dans l'IRA de la probabilité que des fruits intacts soient contaminés par *Neonectria galligena* pendant le traitement dans la station de conditionnement n'est pas suffisamment étayée par les preuves scientifiques sur lesquelles l'IRA s'est appuyé et, en conséquence, n'est pas cohérente ni objective.

f) Surestimation alléguée concernant l'étape 6 pour l'importation

7.607 L'étape 6 pour l'importation représente la probabilité que des fruits infectés ou infestés demeurent infectés ou infestés pendant la palettisation, l'inspection de la qualité, la conteneurisation et le transport vers l'Australie.[1994]

i) Résumé des arguments des parties

7.608 En ce qui concerne l'étape 6 pour l'importation dans le cas du chancre européen, la Nouvelle-Zélande estime qu'"[e]n l'absence de données scientifiques à l'appui qui pourraient résoudre cette question pour *N. galligena*, l'estimation de la probabilité [pour cette étape] ne peut que relever de la spéculation mais elle doit certainement être inférieure à "1"".[1995]

7.609 La Nouvelle-Zélande fait valoir que la valeur de probabilité estimée dans l'IRA pour cette étape est une surestimation. "[P]arce que, à supposer même que certains fruits puissent être porteurs d'infections latentes au point de palettisation, une proportion de fruits porteurs d'infections latentes ne développerait jamais de symptômes ... La proportion réelle de fruits porteurs d'infections latentes qui pourraient finalement développer des symptômes serait bien inférieure à 100 pour cent."[1996]

7.610 En réponse, l'Australie soutient que "la Nouvelle-Zélande n'a relevé aucun vice dans les conclusions [de l'IRA] sur l'étape 6 pour l'importation".[1997] À cet égard, elle rejette l'idée que la valeur de probabilité attribuée à l'étape 6 pour l'importation est une surestimation ou "relève de la spéculation".[1998] Elle fait valoir que l'étude citée par la Nouvelle-Zélande à l'appui de son affirmation selon laquelle certains fruits porteurs d'infections latentes ne développeraient jamais de symptômes n'est pas entièrement pertinente car elle ne traite pas de *Neonectria galligena*. L'Australie ajoute que les infections latentes dont sont porteurs des fruits infectés souvent ne se manifesteront pas avant trois à sept mois d'entreposage.[1999]

7.611 L'Australie rejette aussi l'affirmation de la Nouvelle-Zélande selon laquelle la probabilité attribuée à l'étape 6 pour l'importation doit certainement être inférieure à 1. Selon elle, il y a des éléments scientifiques qui étayent le jugement de l'IRA concernant la valeur de probabilité pour cette étape.[2000]

M. Deckers à la question n° 81 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 472.

[1994] IRA de l'Australie, partie B, pages 19 à 21.

[1995] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.295. Voir aussi la deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 2.556 à 2.558.

[1996] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.294. Voir Biggs, "Detection of Latent Infections in Apple Fruit with Paraquat" (1995), dans la pièce NZ-62.

[1997] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 598.

[1998] Première communication écrite de l'Australie, paragraphes 596 et 598.

[1999] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 596.

[2000] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 598.

ii) Analyse par le Groupe spécial

7.612 L'IRA estime que la probabilité que *Neonectria galligena* survive à la palettisation, à l'inspection de la qualité, à la conteneurisation et au transport vers l'Australie est égale à 1 (100 pour cent).[2001]

7.613 Selon l'IRA:

> "Certains fruits infectés non détectés lors du tri peuvent l'être au cours de l'inspection de la qualité. Cependant, l'inspection de la qualité ne détectera pas les infections latentes ni aucune infestation en surface, et celles-ci survivront à la palettisation, à la conteneurisation et au transport parce que ces procédures ne comportent aucun mécanisme pour les éliminer.
>
> Le délai entre les étapes 4 et 6 pour l'importation ne sera pas assez long pour que l'infection latente s'exprime à un niveau significatif. Comme les spores sont microscopiques, toute infestation subsistant en surface ne sera pas non plus détectée et survivra."

7.614 Comme il est indiqué plus haut, les principaux arguments de la Nouvelle-Zélande à l'encontre du raisonnement fait dans l'IRA concernant l'étape 6 pour l'importation sont les suivants: en l'absence de données scientifiques à l'appui, l'estimation de la probabilité pour cette étape relève uniquement de la spéculation mais "doit certainement être inférieure à 1"; et à supposer même que certains fruits puissent être porteurs d'infections latentes au point de palettisation, une proportion de fruits porteurs d'infections latentes ne développerait jamais de symptômes ... La proportion réelle de fruits porteurs d'infections latentes qui pourraient finalement développer des symptômes serait bien inférieure à 100 pour cent.

7.615 L'IRA ne mentionne aucune preuve scientifique à l'appui de sa thèse selon laquelle toutes les bactéries *Neonectria galligena* survivraient à la palettisation, à l'inspection de la qualité, à la conteneurisation et au transport vers l'Australie.[2002] L'IRA indique que "[l]e délai entre les étapes 4 et 6 pour l'importation ne sera pas assez long pour que l'infection latente s'exprime à un niveau significatif".[2003]

7.616 M. Latorre note qu'il serait raisonnable de supposer que le traitement après récolte n'affecte pas la survie des fruits porteurs d'infections latentes. Par conséquent, une valeur de 1 pourrait être acceptable pour la probabilité de survie des inoculums internes.[2004] S'agissant de l'étude citée par la Nouvelle-Zélande à l'appui de son affirmation selon laquelle "une proportion de fruits porteurs d'infections latentes ne développerait jamais de symptômes", l'expert note que Biggs (1995) n'est pas pertinent car il ne traite pas de *Neonectria galligena*.[2005]

7.617 Nonobstant la déclaration faite dans l'IRA concernant la brièveté du délai entre les étapes 4 et 6 pour l'importation, les conditions et la durée de l'entreposage pourraient avoir un effet sur le développement ultérieur de toutes infections dormantes qui peuvent être présentes.[2006] Cet effet a été

[2001] IRA de l'Australie, partie B, pages 127 et 128.

[2002] Réponse de M. Latorre à la question n° 82 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 475.

[2003] IRA de l'Australie, partie B, page 127.

[2004] Réponse de M. Latorre à la question n° 82 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 475.

[2005] *Ibid.*

[2006] Voir, par exemple, la réponse de M. Swinburne à la question n° 91 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 523.

examiné précédemment dans le contexte de l'étape 4 pour l'importation.[2007] L'IRA écarte cet effet, notant qu'il ne pourrait pas "s'exprime[r] à un niveau significatif". Comme l'Australie l'a fait valoir à maintes reprises toutefois, le fait que la probabilité d'un événement est extrêmement faible, voire négligeable, ne signifie pas nécessairement qu'elle est égale à zéro. En fait, l'IRA reconnaît que "[c]ertains fruits infectés non détectés lors du tri peuvent l'être lors de l'inspection de la qualité".[2008]

7.618 Nonobstant son observation sur la survie des fruits porteurs d'infections latentes, M. Latorre explique que la situation serait différente pour l'inoculum externe. "[C]es procédures après récolte peuvent affecter la survie de l'inoculum externe, contaminant de manière épiphyte la surface du fruit, qui peut être négligeable. Une valeur de 1 serait alors inacceptable."[2009]

7.619 En conclusion, la Nouvelle-Zélande n'a pas dûment étayé son argument concernant cette étape pour l'importation selon lequel une proportion des fruits porteurs d'infections latentes au point de palettisation ne développerait jamais de symptômes. Dans le même temps, toutefois, l'IRA reconnaît que certains fruits infectés qui n'ont pas été détectés lors du tri peuvent l'être au moment de l'inspection de la qualité. En outre, l'IRA ne tient pas compte des effets que les procédures ayant lieu à cette étape pourraient avoir sur l'infestation externe. Les preuves scientifiques citées dans l'IRA n'étayent pas l'estimation faite concernant la probabilité de cette étape pour l'importation. L'estimation faite dans l'IRA selon laquelle il y aurait une probabilité de 100 pour cent que *Neonectria galligena* survive à la palettisation, à l'inspection de la qualité, à la conteneurisation et au transport vers l'Australie ne semble pas être une conclusion cohérente et objective découlant de l'examen effectué dans l'IRA. La probabilité qu'une partie de la contamination en surface des fruits soit éliminée et que certaines des pommes porteuses d'infections latentes soient détectées au cours de cette étape peut être très faible, mais elle serait différente de zéro.

7.620 En conclusion, le Groupe spécial constate que l'estimation faite dans l'IRA de la probabilité que *Neonectria galligena* survive à la palettisation, à l'inspection de la qualité, à la conteneurisation et au transport vers l'Australie n'est pas suffisamment étayée par les preuves scientifiques sur lesquelles l'IRA s'est appuyé et, en conséquence, n'est pas cohérente ni objective.

g) Surestimation alléguée concernant l'étape 7 pour l'importation

7.621 En ce qui concerne les parasites examinés dans l'IRA, l'étape 7 pour l'importation représente la probabilité que des fruits intacts soient contaminés pendant la palettisation, l'inspection de la qualité, la conteneurisation et le transport.[2010]

i) Résumé des arguments des parties

7.622 En ce qui concerne l'étape 7 pour l'importation dans le cas du chancre européen, la Nouvelle-Zélande considère que l'estimation faite dans l'IRA "n'a pas de fondement scientifique".[2011]

[2007] Voir plus haut le paragraphe 7.593. Voir aussi les réponses de M. Swinburne aux questions n° 77, 78 et 79 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 460; la réponse de M. Latorre à la question n° 79 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 455; et la réponse de M. Deckers aux questions n° 79, 80 et 82 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphes 453, 461 et 474.

[2008] IRA de l'Australie, partie B, page 127. Voir aussi la réponse de M. Sgrillo à la question n° 82 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphes 476 et 477.

[2009] Réponse de M. Latorre à la question n° 82 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 475.

[2010] IRA de l'Australie, partie B, pages 19 à 21.

Elle fait valoir que même si l'IRA estime la probabilité de cet événement comme étant "négligeable" et "indique clairement pour quelles raisons" elle le serait, une fois que les probabilités attribuées à cette étape sont utilisées dans le modèle, il en résulte qu'"un événement négligeable est présenté de façon erronée comme un événement qui est susceptible de se produire – environ une pomme tous les deux millions de pommes importées de Nouvelle-Zélande".[2012]

7.623 En réponse, l'Australie soutient que "la Nouvelle-Zélande n'a relevé aucun vice dans les conclusions [de l'IRA] sur l'étape 5 pour l'importation".[2013] À cet égard, elle fait valoir que la Nouvelle-Zélande s'attache à tort aux descripteurs qualitatifs et non aux estimations quantitatives de l'IRA.[2014]

7.624 L'Australie rejette l'affirmation de la Nouvelle-Zélande selon laquelle l'intervalle de probabilité concernant l'étape 7 pour l'importation "n'a pas de fondement scientifique". À son avis, l'équipe chargée de l'IRA a exercé son jugement d'experts pour déterminer la probabilité de cette étape pour l'importation.[2015]

ii) Analyse par le Groupe spécial

7.625 L'IRA estime la probabilité que des fruits intacts soient contaminés par *Neonectria galligena* pendant la palettisation, l'inspection de la qualité, la conteneurisation et le transport sous la forme d'une distribution uniforme avec une valeur minimale de zéro et une valeur maximale de 10^{-6} (1 sur 1 000 000).[2016]

7.626 Selon l'IRA, "[l]es fruits conditionnés seraient entreposés en lieu sûr et présenteraient une probabilité "négligeable" d'être contaminés pendant la palettisation, l'inspection de la qualité et le transport. La brève période d'entreposage et les températures maintenues pendant le transport ne seraient pas propices à la production de spores".[2017]

7.627 Comme il est indiqué plus haut, le principal argument de la Nouvelle-Zélande à l'encontre du raisonnement fait dans l'IRA concernant l'étape 7 pour l'importation est que la fourchette numérique attribuée à cette étape est incompatible avec la conclusion de l'IRA selon laquelle la probabilité de l'événement représenté par cette étape pour l'importation est négligeable et que l'estimation faite dans l'IRA n'a pas de fondement scientifique.

7.628 Comme il est indiqué plus haut, l'IRA conclut que la probabilité que des fruits intacts soient contaminés pendant la palettisation, l'inspection de la qualité, la conteneurisation et le transport est "négligeable".[2018] M. Latorre note qu'il n'y a dans l'IRA aucune preuve scientifique donnant à penser que la probabilité de l'événement représenté par cette étape pour l'importation devrait être supérieure à zéro:

> "Il n'y a aucune preuve expérimentale nous permettant de supposer que la probabilité que des fruits intacts conditionnés soient contaminés par *N. galligena* serait différente de zéro, à l'étape 7. Observations: i) à ce stade, il est peu probable que des fruits

---

[2011] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.296. Voir aussi la deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 2.561 à 2.564.

[2012] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.296. Voir aussi la deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 2.560 et 2.565.

[2013] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 601.

[2014] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 600.

[2015] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 601.

[2016] IRA de l'Australie, partie B, page 128.

[2017] *Ibid.*

[2018] IRA de l'Australie, partie B, page 128.

> porteurs d'infections latentes développent des symptômes et encore moins probable que *N. galligena* sporule sur la surface des fruits porteurs d'infections latentes. ii) Même si l'inoculum (conidies) était présent, la dissémination après la récolte par contact des fruits serait extrêmement improbable parce qu'il faut que les fruits aient des lésions pour qu'il y ait infection. iii) Cette évaluation (étape 7) se situe dans une fourchette qui ne pourrait pas être considérée comme légitime. Je propose de ne pas tenir compte de cette étape dans l'analyse des risques."[2019]

7.629 Il n'en reste pas moins que si la Nouvelle-Zélande fait effectivement valoir que la probabilité de cet événement devrait être de zéro, elle ne conteste pas la conclusion de l'IRA selon laquelle la probabilité serait "négligeable". Comme le dit la Nouvelle-Zélande, "[l]a question essentielle soulevée par la Nouvelle-Zélande dans sa première communication écrite concernant l'étape 7 pour l'importation était celle de l'incongruité entre la description faite dans l'IRA du risque de contamination à ce stade comme étant "négligeable" et l'application d'une fourchette de probabilité dont la médiane était d'une pomme sur deux millions".[2020]

7.630 Après avoir défini la probabilité de l'événement associé à cette étape pour l'importation comme étant négligeable, l'IRA ne fournit aucune preuve scientifique à l'appui de l'estimation choisie. En tout état de cause, le Groupe spécial a déjà conclu que l'intervalle de probabilité choisi dans l'IRA "pour des événements ayant une probabilité "négligeable" de se produire (correspondant au descripteur qualitatif "l'événement ne se produirait presque certainement pas") n'[était] pas dûment justifié dans l'IRA et tendrait à surestimer la probabilité de l'entrée, de l'établissement et de la dissémination des parasites en cause".[2021]

7.631 En conséquence, le Groupe spécial constate que l'estimation faite dans l'IRA de la probabilité que des fruits intacts soient contaminés par *Neonectria galligena* pendant la palettisation, l'inspection de la qualité, la conteneurisation et le transport n'est pas étayée par un raisonnement cohérent et objectif.

h) Estimation concernant l'étape 8 pour l'importation

7.632 L'étape 8 pour l'importation représente la probabilité que des fruits infectés ou infestés demeurent infectés ou infestés après l'application à l'arrivée des procédures à la frontière minimales.[2022]

i) Résumé des arguments des parties

7.633 La Nouvelle-Zélande estime qu' "il est difficile de trouver une faille dans la logique de l'IRA" concernant l'estimation pour cette étape pour l'importation particulière.[2023] Elle ajoute, toutefois, que la conclusion de l'IRA sur cette étape "n'est guère significative". "Elle dépend d'une hypothèse selon laquelle les pommes mûres asymptomatiques sont une filière de transmission du chancre européen pour laquelle il n'y a pas de preuve scientifique et dont il a été démontré que la probabilité était négligeable."[2024]

[2019] Réponse de M. Latorre à la question n° 83 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 479. Voir aussi la réponse de M. Deckers à la question n° 83 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 478.

[2020] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.560.

[2021] Voir plus haut le paragraphe 7.508.

[2022] IRA de l'Australie, partie B, pages 19 à 21.

[2023] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.298.

[2024] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.298.

7.634 L'Australie note que la Nouvelle-Zélande "ne conteste pas cette étape pour l'importation".[2025] Elle estime néanmoins que le produit en cause dans le présent différend est les "pommes mûres exemptes de déchets, soit emballées soit en vrac, classées, triées et en provenance de Nouvelle-Zélande", et non les pommes mûres asymptomatiques.[2026] Elle fait aussi valoir que l'allégation de la Nouvelle-Zélande concernant l'absence de preuves scientifiques indiquant que les "pommes mûres asymptomatiques" sont une filière de transmission du chancre européen est incompatible avec une déclaration antérieure à l'effet contraire du responsable des services phytosanitaires au Ministère de l'agriculture de la Nouvelle-Zélande.[2027] L'Australie dit enfin que la Nouvelle-Zélande n'a pas démontré que la probabilité que les "pommes mûres asymptomatiques" constituent une telle filière était "négligeable" conformément à la définition que la Nouvelle-Zélande donne de ce terme.[2028]

ii) Analyse par le Groupe spécial

7.635 L'IRA estime la probabilité que *Neonectria galligena* survive et subsiste avec le fruit après l'application à l'arrivée des procédures à la frontière minimales à 1 (100 pour cent).[2029]

7.636 L'IRA note que "[l]es inspections de la documentation à l'arrivée ne détecteraient pas les symptômes de pourriture des fruits ni les infections latentes, et ceux-ci subsisteraient lorsque les fruits arrivent en Australie. Le score de la probabilité concernant cette étape pour l'importation ne serait pas sensiblement réduit par une quelconque procédure normale à l'arrivée".[2030]

7.637 La Nouvelle-Zélande n'a pas remis en question l'estimation faite dans l'IRA de la probabilité de l'événement représenté par cette étape pour l'importation particulière.

i) Surestimation alléguée de la probabilité globale de l'importation

7.638 La probabilité globale de l'importation représente la probabilité qu'une pomme importée soit infectée ou infestée; elle résulte de la somme des proportions associées aux dix filières d'importation individuelles.[2031]

i) Résumé des arguments des parties

7.639 En ce qui concerne l'analyse faite dans l'IRA de la probabilité de l'importation du chancre européen, la Nouvelle-Zélande fait valoir qu'"il n'y a pas de lien objectif et rationnel entre les preuves scientifiques et la valeur de probabilité qui est choisie à chaque étape".[2032] À son avis, "une valeur est souvent choisie en l'absence de tout élément scientifique à l'appui".[2033]

7.640 La Nouvelle-Zélande estime que l'analyse faite dans l'IRA de la probabilité de l'importation du chancre européen est incompatible avec l'article 5:1 de l'Accord SPS:

> "L'analyse faite dans l'IRA de la probabilité de l'importation repose sur une affirmation viciée selon laquelle les pommes mûres asymptomatiques sont une filière

[2025] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 602.
[2026] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 603.
[2027] *Ibid.*
[2028] *Ibid.*
[2029] IRA de l'Australie, partie B, page 128.
[2030] *Ibid.*
[2031] IRA de l'Australie, partie B, pages 23 et 24.
[2032] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.267. Voir aussi la première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.300.
[2033] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.267.

> de transmission du chancre européen, affirmation dont il a été démontré qu'elle n'était pas étayée par des preuves scientifiques. À l'appui de cette affirmation, elle traite comme probables une série d'événements qui ne sont rien d'autre que des événements possibles. En conséquence, l'analyse faite dans l'IRA n'est pas du tout une analyse de la probabilité. Elle représente plutôt une spéculation sur la possibilité de l'entrée, et n'est pas conforme à l'obligation au titre de l'article 5:1 de l'Accord SP."[2034]

7.641 En réponse, l'Australie soutient que, contrairement à ce qu'affirme la Nouvelle-Zélande, "il y a un lien objectif et rationnel entre les preuves scientifiques et la valeur de probabilité qui est choisie à chaque étape du scénario d'importation".[2035]

7.642 L'Australie note que le taux d'infestation/infectation des pommes importées de Nouvelle-Zélande, correspondant à la probabilité globale de l'importation de *Neonectria galligena*, a été estimé en insérant les probabilités concernant chaque étape pour l'importation dans le modèle de simulation des risques.[2036]

ii) Analyse par le Groupe spécial

7.643 En ce qui concerne la probabilité globale de l'importation de *Neonectria galligena*, l'IRA note que:

> "Lorsque les probabilités ci-dessus [concernant chacune des étapes pour l'importation] ont été insérées dans le modèle de simulation des risques, la probabilité de l'importation de *N. galligena* a été estimée à $6{,}8 \times 10^{-5}$ (moyenne), $3{,}5 \times 10^{-5}$ ($5^{ème}$ centile) et 10^{-4} ($95^{ème}$ centile). Le taux d'infestation/infectation par *N. galligena* a donc été estimé à 0,0068 pour cent (moyenne) du nombre total proposé de pommes importées de Nouvelle-Zélande chaque année."[2037]

Du point de vue arithmétique, le chiffre global de 0,0068 pour cent résulterait de l'addition des différentes probabilités individuelles représentées par chacune des dix filières d'importation potentielles.

7.644 Lorsqu'il a examiné la manière avait été obtenue dans l'IRA était une estimation de la probabilité de l'importation d'*Erwinia amylovora*, le Groupe spécial a noté de façon générale que les experts avaient critiqué la tentative qui avait été faite d'obtenir une probabilité globale de l'importation en estimant des probabilités individuelles pour chaque filière d'importation et en les combinant.[2038] Consulté par le Groupe spécial, M. Paulin a noté qu'une telle démarche n'était "tout simplement *pas crédible*".[2039] Il a ajouté que, si le chiffre global "avait une cohérence quelconque, c'[était] un chiffre que l'on pourrait assez facilement vérifier expérimentalement ... Une expérience de ce type aurait été plus convaincante que les efforts déployés actuellement dans l'IRA pour démontrer ce qui ne [pouvait] pas réellement être démontré".[2040] La même critique pourrait s'appliquer à l'estimation globale de l'importation de *Neonectria galligena*.

[2034] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.268. Voir aussi la première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 4.299 et 4.300; la deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 2.566 à 2.572.

[2035] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 526.

[2036] Deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphe 527.

[2037] IRA de l'Australie, partie B, page 128.

[2038] Voir plus haut le paragraphe 7.354.

[2039] Réponse de M. Paulin à la question n° 34 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 239. (italique dans l'original)

[2040] *Ibid.*

7.645 En ce qui concerne l'estimation faite dans l'IRA concernant certaines étapes pour l'importation spécifiques dans le cas du chancre européen, M. Latorre note que "[l]'IRA a attribué une valeur de probabilité à chaque étape [pour l'importation]. Toutefois, certaines de ces étapes (par exemple, les étapes 3, 5 et 7) sont en fait de simples possibilités (des hypothèses plutôt que des faits avérés) qui doivent être confirmées. Dans de tels cas, il faudrait leur attribuer une probabilité égale à zéro, ou mieux encore, ne pas tenir compte des étapes dont il est presque certain qu'elles ne se produiront pas".[2041]

7.646 Que cette démarche consistant à essayer d'obtenir une probabilité globale de l'importation non étayée par ailleurs en agrégeant les probabilités des filières d'importation individuelles soit ou non viciée, certains des chiffres estimés par l'équipe chargée de l'IRA posent un problème. En effet, si les estimations de l'une ou de plusieurs des probabilités individuelles sont contestables, parce que ces estimations ne sont ni étayées par des preuves scientifiques adéquates ni fondées sur un raisonnement cohérent et objectif, le chiffre global devient nécessairement contestable. En outre, l'IRA ne tente pas de trouver une justification de la probabilité globale estimée de l'importation, autre que l'agrégation des différentes probabilités individuelles représentées par chaque étape pour l'importation.[2042] Comme l'a noté M. Sgrillo, "[l]e résultat d'un modèle mathématique est aussi valable que la valeur attribuée à ses variables. Il a été considéré que bon nombre des paramètres utilisés dans la simulation étaient surestimés parce qu'ils ne reflétaient pas le sens de la catégorie qualitative de la population. En conséquence, le résultat final pourrait aussi être surestimé".[2043]

7.647 M. Latorre a noté que la valeur globale de la probabilité de l'importation se situait hors de la fourchette qui pouvait être considérée comme légitime sur la base des connaissances générales concernant le chancre européen:

> "Étant donné que les pommes mûres proviennent de régions où les conditions climatiques ne sont pas particulièrement propices à l'infection des fruits, un taux d'infection/infestation moyen de 0,0068 pour cent se situe hors de la fourchette qui pourrait être considéré comme légitime sur la base des connaissances générales concernant le chancre européen. Cette valeur n'explique peut-être pas le taux d'infection/infestation réel; il faut donc la valider avant de l'accepter."[2044]

7.648 M. Swinburne était du même avis et a noté ce qui suit:

> "Le point final de cette analyse, qui prédit que 0,0068 pour cent des pommes importées seront "porteuses" de la maladie, est fondé sur une hypothèse de départ selon laquelle la probabilité que chaque fruit cueilli soit infecté se situe dans une fourchette de $10 \times E^{-6}$ à $10 \times E^{-3}$, qui, dans le meilleur des cas, est trop large pour être crédible. (Voir la question n° 75). Étant donné toutes les incertitudes que comportent les calculs pour les étapes intermédiaires (voir les question n° 78 à 83), ce résultat n'inspire pas confiance."[2045]

[2041] Réponse de M. Latorre à la question n° 138 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 808.

[2042] IRA de l'Australie, partie B, page 128. Voir aussi le tableau 4 dans l'IRA de l'Australie, partie B, page 24; la réponse de M. Sgrillo à la question n° 84 du Groupe spécial, paragraphes 483 à 486; la réponse de M. Sgrillo dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 269.

[2043] Réponse de M. Sgrillo à la question n° 84 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 489.

[2044] Réponse de M. Latorre à la question n° 84 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 486.

[2045] Réponse de M. Swinburne aux questions n° 84 et 85 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 497.

7.649 À la lumière des conclusions auxquelles le Groupe spécial est parvenu auparavant en ce qui concerne les estimations faites dans l'IRA des étapes pour l'importation individuelles[2046], et de l'absence dans l'IRA de toute justification et preuve séparée concernant la probabilité globale estimée de l'importation, le Groupe spécial constate que l'estimation faite dans l'IRA de la probabilité globale de l'importation n'est pas étayée par les preuves scientifiques sur lesquelles l'IRA s'est appuyé et, en conséquence, n'est pas cohérente ni objective.

j) Analyse faite dans l'IRA de la probabilité de l'entrée, de l'établissement et de la dissémination

i) Résumé des arguments des parties

7.650 Les facteurs pertinents pour l'estimation de la probabilité de l'entrée, de l'établissement et de la dissémination sont les suivants: la probabilité de l'importation (selon les différentes étapes pour l'importation); la valeur de proximité; la probabilité de l'exposition; la probabilité de l'établissement; et la probabilité de la dissémination.[2047]

7.651 La Nouvelle-Zélande fait valoir que, tout comme l'IRA n'évalue pas la probabilité de l'entrée du chancre européen, elle n'évalue pas non plus la probabilité "de l'établissement ou de la dissémination" de la maladie au sens du paragraphe 4 de l'Annexe A de l'Accord SPS.[2048] Elle estime qu'en conséquence, l'Australie "ne s'est pas acquittée de ses obligations au titre de l'article 5:1 [de l'Accord SPS]."[2049] À son avis, "l'évaluation faite dans l'IRA de la probabilité de l'entrée, de l'établissement et de la dissémination du chancre européen n'était pas une évaluation de la probabilité au regard de la définition d'"évaluation des risques" figurant dans l'*Accord SPS*".[2050]

7.652 S'agissant de la proximité et de l'exposition, la Nouvelle-Zélande estime que l'analyse faite dans l'IRA est fondée sur des hypothèses concernant la production et la dispersion des spores, qui ne sont pas étayées par des éléments scientifiques.[2051] L'IRA attribue des valeurs de probabilité d'une manière apparemment arbitraire à divers points d'utilisation sur la base de la probabilité qu'ils se trouvent à proximité de plantes hôtes, en décrivant des événements qui ont une très faible probabilité de se produire.[2052] La Nouvelle-Zélande ajoute que, sans aucune preuve scientifique indiquant que cela pourrait se produire dans les conditions de l'Australie, l'IRA suppose qu'une quantité suffisante de spores pourrait être produite à partir d'une pomme infectée et être dispersée dans des conditions climatiques adéquates pour infecter un hôte sensible.[2053] Cela ne tiendrait pas compte du fait que les fruits porteurs d'infections latentes ne manifesteraient pas tous des symptômes et que les fruits asymptomatiques ne produisent pas de spores; en outre, même si des symptômes devaient se développer, il n'y a pas de preuve indiquant que des spores de conidies sont produites à partir de pourritures d'entrepôt ou de pourritures qui se développent après la sortie des entrepôts frigorifiques sur des fruits porteurs d'infections latentes.[2054] De plus, les spores de surface ont une durée de vie courte parce qu'elles sont prédisposées au dessèchement en l'absence d'une humidité constante et seraient probablement mortes bien avant d'arriver en Australie.[2055] La Nouvelle-Zélande fait aussi

[2046] Voir plus haut les paragraphes 7.545, 7.573, 7.594, 7.606, 7.620 et 7.631.
[2047] IRA de l'Australie, partie B, page 129. Voir aussi l'IRA de l'Australie, partie B, page 17.
[2048] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 4.301 et 4.325; deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 2.658 à 2.661.
[2049] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.325.
[2050] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.686.
[2051] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.325.
[2052] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.302; deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.574.
[2053] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 4.303 et 4.304.
[2054] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.305; deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 2.580 et 2.583 à 2.592.
[2055] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.309.

valoir que, compte tenu des preuves scientifiques citées par l'IRA, dans les conditions australiennes la probabilité de développement des périthèces et, partant, de production d'ascospores serait négligeable.[2056]

7.653 La Nouvelle-Zélande estime que même si des fruits de Nouvelle-Zélande porteurs d'infections latentes pouvaient produire des spores en Australie, ces spores devraient être transférées vers une plante hôte. La dispersion des conidies se ferait principalement par des éclaboussures de pluie et donc à quelques mètres seulement d'une pomme jetée. Sinon, l'IRA s'appuierait sur le transfert des spores dans l'atmosphère, mais il n'y a aucune preuve indiquant que des spores se développeraient à partir de pommes mûres asymptomatiques de Nouvelle-Zélande.[2057] La Nouvelle-Zélande note que la plupart des études des infections concernant la réceptivité des plantes hôtes ont été menées dans des conditions artificielles.[2058]

7.654 La Nouvelle-Zélande estime que, nonobstant le fait que pour qu'il y ait infection, le nombre de spores doit être égal ou supérieur à un certain seuil, il n'y a pas de lien dans l'IRA entre les données quantitatives tirées de la littérature citée et l'attribution finale de valeurs de probabilité pour l'exposition.[2059] De plus, l'IRA donne de la littérature pertinente une interprétation erronée en ce qui concerne les conditions climatiques nécessaires à l'infection qui ne concorde pas avec les renseignements provenant de pays où le chancre européen est présent, et n'indique pas que les conditions climatiques en Australie ne sont pas propices au chancre européen.[2060] Selon la Nouvelle-Zélande, l'IRA ne contient aucune preuve étayant la filière suggérée par le biais de pommes jetées au sol: "[L]'analyse faite dans l'IRA du transfert de *N. galligena* à partir d'une seule pomme jetée vers un hôte sensible est en réalité la prise en considération d'une série de possibilités lointaines."[2061]

7.655 S'agissant de l'établissement et de la dissémination, la Nouvelle-Zélande fait valoir que l'analyse faite dans l'IRA est fondée sur des hypothèses concernant la similitude climatique et les hôtes alternes qui ne sont pas étayées par des éléments scientifiques.[2062] Pour prendre en compte l'existence d'hôtes alternes pour *Neonectria galligena* à l'appui de son affirmation concernant la probabilité de l'établissement et de la dissémination du chancre européen, l'IRA considère les forêts de feuillus de l'hémisphère Nord et utilise des renseignements provenant du Royaume-Uni, de l'Europe du Nord et de la Nouvelle-Écosse. Il ne s'ensuivrait pas nécessairement que *Neonectria galligena* causerait la maladie chez ces hôtes en Nouvelle-Zélande et en Australie où les conditions climatiques sont moins adéquates pour la maladie.[2063] La Nouvelle-Zélande estime que dans son analyse de la flambée du chancre européen à Spreyton, en Tasmanie, l'IRA surestime l'importance du programme d'éradication. À son avis, les principales raisons pour lesquelles le chancre européen ne s'est pas propagé à d'autres régions de pomiculture ou des hôtes alternes pendant la flambée, malgré les mouvements sans restriction des pommes depuis les vergers affectés, tiennent au fait que les fruits ne sont pas une filière de la maladie dans les conditions de la Nouvelle-Zélande et de l'Australie, et que

[2056] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 4.306 et 4.307; deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 2.580 et 2.593 à 2.608.
[2057] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 4.311 et 4.312; deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 2.580 et 2.609 à 2.615.
[2058] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.313.
[2059] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.314; deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 2.580 et 2.618 à 2.626.
[2060] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 4.315 et 4.87 à 4.92; deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 2.580, 2.616 et 2.617.
[2061] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.317.
[2062] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.325; deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.636.
[2063] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 4.318 à 4.321; deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 2.638 à 2.646 et 2.650 à 2.655.

le climat de la Tasmanie, comme celui du reste de l'Australie, n'est pas adéquat pour l'établissement et la dissémination du chancre européen.[2064]

7.656 Enfin, la Nouvelle-Zélande estime que la conclusion de l'IRA selon laquelle il existe pour chacun des scénarios une probabilité moyenne ou élevée de l'établissement et de la dissémination, qui suppose que ces événements "seraient censés se produire avec une probabilité égale ou qu'il serait très probable qu['ils] se produisent", n'est pas étayée par des preuves scientifiques.[2065] Elle conclut que même s'il y avait une filière pour la transmission du chancre européen vers l'Australie par des pommes mûres asymptomatiques, l'IRA n'établit pas que la maladie pourrait ensuite s'établir ou se disséminer.[2066]

7.657 En ce qui concerne l'analyse de proximité faite dans l'IRA pour *Neonectria galligena* de l'IRA, l'Australie répond que la Nouvelle-Zélande ne traite pas des questions soulevées dans l'examen effectué dans l'IRA, mais affirme seulement que l'IRA a utilisé des valeurs de proximité arbitraires. Elle rejette cette affirmation et estime que l'IRA fournit une justification pour tous les scores de proximité; dans l'IRA, il est attribué à bon nombre des événements en relation avec la proximité une probabilité "très faible" ou "extrêmement faible" de se produire.[2067]

7.658 L'Australie fait valoir que les exportateurs de Nouvelle-Zélande sont susceptibles d'expédier les fruits dans des cellules de stockage en vrac et que les fruits pourraient être reconditionnés et distribués en Australie pour des marchés spécifiques. Les points de vente au détail australiens présentent souvent les pommes sur des étals ou dans des caisses, plutôt que dans de plus petits cartons "prêts pour la vente au détail". De même, bien que l'une des plus grandes chaînes de supermarchés de l'Australie ait introduit un système de caisses en matière plastique consignées, il est peu probable que des caisses vides soient envoyées en Nouvelle-Zélande depuis l'Australie pour que les exportateurs néo-zélandais conditionnent les pommes destinées à l'Australie. Les grossistes des zones de production qui reconditionneraient ces fruits sont situés très près des cultures fruitières commerciales. Selon l'Australie, cette explication justifie le score de proximité que l'équipe chargée de l'IRA a attribué aux cultures fruitières commerciales et aux grossistes des zones de production.[2068]

7.659 S'agissant de l'analyse de l'exposition faite dans l'IRA, l'Australie rejette l'affirmation de la Nouvelle-Zélande selon laquelle il n'y a pas de preuves scientifiques indiquant la probabilité qu'une quantité suffisante de spores puisse être produite à partir d'une pomme infectée et être dispersée dans des conditions climatiques adéquates pour infecter un hôte sensible.[2069] Elle fait valoir qu'"il ne fait aucun doute que certaines pommes porteuses d'infections latentes arriveront en Australie".[2070] L'IRA cite des études qui montrent qu'il se produit parfois des pourritures de fruits causées par *Neonectria galligena* en Nouvelle-Zélande et le responsable des services phytosanitaires au Ministère de l'agriculture de la Nouvelle-Zélande est convenu que "les pommes [étaient] une filière potentielle d'introduction du chancre européen car le fruit [pouvait] développer des pourritures latentes ou des pourritures d'entrepôt".[2071] L'Australie répète aussi les vues exprimées dans l'IRA selon lesquelles les

[2064] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 4.322 et 4.323; deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 2.647 à 2.649.

[2065] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.324; deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 2.656 et 2.657.

[2066] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.325.

[2067] Première communication écrite de l'Australie, paragraphes 606 et 607. Voir aussi la deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphe 521.

[2068] Première communication écrite de l'Australie, paragraphes 608 à 611.

[2069] Première communication écrite de l'Australie, paragraphes 612 et 613. Voir aussi la deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphes 507 à 510 et 520.

[2070] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 613.

[2071] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 613. Voir Atkinson, "Bacterial diseases of pip fruit" (1971), dans la pièce AUS-52; Brook and Bailey, "Control of European canker" (1965), dans la

fruits en voie de décomposition en Australie seraient jetés au rebut, et pourraient être une source d'inoculum et donner lieu à des infections dans de nouvelles régions, si elles étaient jetées près d'hôtes sensibles.[2072] De même, des fruits infectés qui se momifient peuvent produire des périthèces avec des ascospores mûres et devenir une source d'infection additionnelle. De la même manière, les fruits en voie de décomposition, en particulier avec la souche néo-zélandaise de *Neonectria galligena*, peuvent produire des conidies et des périthèces avec des ascospores. Il n'y a également aucune raison pour que des périthèces ne se forment pas en Australie en août sur des fruits jetés en voie de décomposition.[2073]

7.660 L'Australie estime qu'il est largement admis que les spores sont dispersées par les éclaboussures de pluie et le vent, et qu'une telle dispersion pourrait de même s'appliquer aux fruits en décomposition qui sont jetés au rebut près d'une plante hôte appropriée. Les oiseaux et les insectes pourraient aussi être un agent potentiel de transfert des spores à partir de fruits infectés, et ils les transporteraient avec leurs becs ou leurs pattes sur les branches d'hôtes où il est connu que le champignon s'établit facilement.[2074] La dispersion des spores sur "quelques mètres" est tout ce qui serait nécessaire pour qu'une pomme en voie de décomposition dans les déchets d'un grossiste des zones de production, ou sur un tas de compost d'arrière-cour, les transfère à un hôte sensible.

7.661 L'Australie fait valoir que l'analyse du climat faite par la Nouvelle-Zélande selon laquelle il n'y aurait pas les conditions climatiques nécessaires à l'exposition est trop étroite.[2075] *Neonectria galligena* cause des infections à des températures variées dans des conditions de terrain.[2076] La modélisation du climat faite par l'Australie indiquerait que les conditions climatiques australiennes sont propices au chancre européen, car la répartition potentielle du chancre européen en Australie couvre une zone beaucoup plus grande que celle qui est suggérée dans l'analyse du climat faite par la Nouvelle-Zélande.[2077] Dans les conditions de l'Australie, il y aurait production de conidies et d'ascospores.[2078] L'une des raisons probables de la dissémination limitée de la maladie pendant la flambée tasmanienne est que la souche tasmanienne de *Neonectria galligena* était une souche unique qui exigeait un autre type de croisement pour la reproduction sexuelle.[2079]

7.662 S'agissant de la critique formulée par la Nouvelle-Zélande à l'égard de l'analyse de l'exposition faite dans l'IRA, l'Australie estime que le produit en cause n'est pas les pommes mûres asymptomatiques[2080], que la pourriture des fruits après la sortie des entrepôts frigorifiques a été démontrée[2081] et que les spores peuvent être dispersées à partir de pommes momifiées au sol.[2082] Elle rejette aussi ce qu'elle considère comme une tentative de la part de la Nouvelle-Zélande d'imposer sa

---

pièce AUS-53; Braithwaite, "The occurrence of fruit rots caused by *Nectria galligena* (European canker) in New Zealand and a comparison of brown rot strains between New Zealand and Australia" (1996), dans la pièce NZ-34; la communication de Biosecurity New Zealand, Ministère de l'agriculture et des forêts (16 mai 2005), dans la pièce AUS-51; et la communication du Ministère de l'agriculture de la Nouvelle-Zélande (15 juillet 1996), dans la pièce AUS-54. Voir aussi la première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 670, la deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphes 469 et 480 à 485.

[2072] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 614. Voir aussi la deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphes 511 à 519.

[2073] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 614.

[2074] Première communication écrite de l'Australie, paragraphes 615, 635 et 636.

[2075] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 616.

[2076] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 627.

[2077] Première communication écrite de l'Australie, paragraphes 616 et 627 à 629.

[2078] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 630.

[2079] Première communication écrite de l'Australie, paragraphes 631 et 632.

[2080] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 618.

[2081] Première communication écrite de l'Australie, paragraphes 619 à 621.

[2082] Première communication écrite de l'Australie, paragraphes 622 et 623.

propre méthode aux autres Membres de l'OMC, en s'attachant aux descripteurs qualitatifs et non aux chiffres présentés dans l'IRA.[2083]

7.663 L'Australie fait en outre valoir que les conidies présentes sur la surface des fruits ne seraient pas toutes tuées par dessèchement.[2084] Elle estime que les études en laboratoire des pathogènes prises en compte dans l'IRA étaient pertinentes pour l'analyse de la réceptivité des plantes hôtes et que l'équipe chargée de l'IRA a tenu compte du fait qu'elles avaient été effectuées dans des conditions de laboratoire.[2085] Elle ajoute que les pommes jetées peuvent survivre assez longtemps pour développer des pourritures et produire des spores[2086], et que la Nouvelle-Zélande présente de manière erronée le nombre minimal de spores nécessaire pour déclencher une infection.[2087]

7.664 L'Australie conclut que les valeurs d'exposition indiquées dans l'IRA sont étayées par des preuves scientifiques et que la Nouvelle-Zélande n'a pas établi l'existence de vices. Elle rejette l'affirmation de la Nouvelle-Zélande selon laquelle il n'y a pas de lien entre la littérature citée et l'attribution faite dans l'IRA de valeurs d'exposition. L'IRA fournirait une justification pour toutes les valeurs d'exposition concernant *Neonectria galligena*; dans l'IRA, il est attribué à la plupart des événements d'exposition une probabilité "négligeable" de se produire.[2088]

7.665 S'agissant de l'analyse faite dans l'IRA de la probabilité que *Neonectria galligena* s'établisse sur une plante hôte et la probabilité qu'elle se propage à d'autres hôtes, l'Australie fait valoir que l'IRA fournit une justification pour toutes les probabilités. À l'exception de la probabilité de dissémination vers des végétaux sauvages et d'agrément, tous les scénarios décrits dans l'IRA ont une probabilité "modérée" ou "élevée" de se produire.[2089] L'Australie rejette l'allégation de la Nouvelle-Zélande selon laquelle les conclusions de l'IRA sur la probabilité de l'établissement et de la dissémination ne sont pas étayées par des preuves scientifiques.[2090]

7.666 À cet égard, l'Australie fait valoir que *Neonectria galligena* affecte des hôtes alternes en Nouvelle-Zélande et ailleurs, et que les études faites dans d'autres pays à cet égard ne sont pas dénuées de pertinence.[2091] L'allégation de la Nouvelle-Zélande selon laquelle il n'y a aucune preuve indiquant que le chancre européen cause des symptômes pathogènes chez d'autres plantes hôtes semblerait incompatible avec les preuves montrant que *Neonectria galligena* cause des dommages considérables aux arbres dans les jardins privés en Nouvelle-Zélande.[2092]

7.667 En ce qui concerne l'analyse de l'exposition, l'Australie fait valoir que l'analyse du climat faite par la Nouvelle-Zélande laissant entendre qu'il n'y a pas les conditions climatiques nécessaires à l'exposition, est trop étroite. À son avis, les conditions climatiques australiennes sont adéquates pour l'établissement et la dissémination du chancre européen.[2093] L'Australie fait valoir que l'équipe chargée de l'IRA n'a pas surestimé l'importance du programme d'éradication en Tasmanie. Elle indique à nouveau certaines raisons à l'origine de la portée limitée de la flambée tasmanienne, y

[2083] Première communication écrite de l'Australie, paragraphes 624 à 626.
[2084] Première communication écrite de l'Australie, paragraphes 633 et 634.
[2085] Première communication écrite de l'Australie, paragraphes 637 et 638.
[2086] Première communication écrite de l'Australie, paragraphes 639 et 640.
[2087] Première communication écrite de l'Australie, paragraphes 641 et 642.
[2088] Première communication écrite de l'Australie, paragraphes 643 et 644. Voir aussi la deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphe 521.
[2089] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 645.
[2090] Première communication écrite de l'Australie, paragraphes 646 et 647.
[2091] Première communication écrite de l'Australie, paragraphes 648 et 649. Voir aussi la deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphes 522 à 531.
[2092] Première communication écrite de l'Australie, paragraphes 650 à 653.
[2093] Première communication écrite de l'Australie, paragraphes 650 et 656 à 659. Voir aussi la deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphes 532 à 550.

compris l'existence d'une souche unique de *Neonectria galligena* et le fait que les conidies étaient le seul mécanisme de dissémination de la maladie, en l'absence d'ascospores reproduites sexuellement.[2094]

7.668 Enfin, l'Australie fait valoir que l'idée de la Nouvelle-Zélande selon laquelle le commerce d'exportation au cours des 15 dernières années ne fournit aucune preuve de dissémination du chancre européen est "creuse car la grande majorité des exportations de la Nouvelle-Zélande étaient destinées à des pays qui ont déjà la maladie".[2095]

7.669 L'Australie conclut que la Nouvelle-Zélande n'a relevé aucun vice dans l'évaluation de l'établissement et de la dissémination faite dans l'IRA, "à plus forte raison moins des vices suffisamment graves pour empêcher le Groupe spécial d'avoir une "confiance raisonnable" dans l'évaluation des risques".[2096]

ii) Analyse par le Groupe spécial

7.670 Dans son estimation de la probabilité de l'entrée, de l'établissement et de la dissémination du chancre européen, l'IRA a tenu compte des facteurs suivants: la probabilité de l'importation, qui a déjà été examinée en ce qui concerne les différentes étapes pour l'importation; la proportion de points d'utilisation situés près de plantes hôtes sensibles au parasite dans chaque groupe d'exposition, appelée "proximité"; la probabilité qu'une plante hôte sensible, dans le groupe d'exposition, soit exposée au parasite par le biais d'une pomme infestée/infectée jetée à proximité de cette plante, appelée "exposition"; la probabilité de l'établissement; et la probabilité de la dissémination".[2097]

7.671 La probabilité de l'importation, combinée aux analyses de la proximité et de l'exposition, permet d'obtenir la probabilité globale de l'entrée. Tous les scénarios ultérieurs à la probabilité de l'importation qui ont été examinés plus haut ne sont pertinents que dans l'hypothèse où les pommes importées de Nouvelle-Zélande seraient soit porteuses d'infections internes latentes soit contaminées en surface par *Neonectria galligena*.

Proximité

7.672 Dans son analyse de la proximité pour le chancre européen, l'IRA évalue "la probabilité qu'un point d'utilisation soit suffisamment proche d'une plante hôte dans un groupe d'exposition particulier pour qu'il y ait une probabilité autre que de zéro que le transfert de [*Neonectria galligena*] vers un hôte se produise".[2098] Plus spécifiquement, "[l]'équipe chargée de l'IRA a évalué la *proximité* entre les principaux intermédiaires et utilisateurs des pommes et les plantes hôtes dans le cas de *N. galligena*."[2099] L'IRA prend en compte les points d'utilisation suivants: grossistes des zones de production, grossistes des zones urbaines, détaillants, services de restauration et consommateurs. Il prend aussi en compte les groupes d'exposition suivants: cultures fruitières commerciales, végétaux de pépinières, végétaux d'intérieur et de jardin, et végétaux sauvages et d'agrément. L'IRA décrit les questions spécifiques à chaque point d'utilisation et estime les scores de proximité pour la combinaison de chaque point d'utilisation et des groupes d'exposition (valeurs de proximité).[2100]

[2094] Première communication écrite de l'Australie, paragraphes 655 et 660 à 669. Voir aussi la deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphes 551 à 570.
[2095] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 671.
[2096] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 672.
[2097] IRA de l'Australie, partie B, page 129. Voir aussi l'IRA de l'Australie, partie B, page 17.
[2098] IRA de l'Australie, partie B, pages 129 à 134, 24 à 27 et 29.
[2099] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 606.
[2100] IRA de l'Australie, partie B, pages 129 à 134; IRA de l'Australie, partie B, pages 24 à 27.

7.673 La Nouvelle-Zélande a présenté quelques arguments pour contester l'analyse de la proximité faite dans l'IRA. Elle a principalement fait valoir que l'IRA avait attribué des valeurs de proximité d'une manière apparemment arbitraire.

7.674 Comme il est indiqué plus haut en ce qui concerne l'analyse de la proximité pour le feu bactérien, lorsqu'ils ont été consultés par le Groupe spécial, les experts ont fait part de leur scepticisme concernant certains des scénarios envisagés dans l'analyse de la proximité faite dans l'IRA.[2101] La plupart de ces préoccupations sont aussi pertinentes pour les valeurs de proximité indiquées dans l'IRA pour le chancre européen, puisque ces valeurs sont les mêmes que celles qui ont été estimées pour le feu bactérien. Surtout, comme l'a noté M. Paulin, bien que l'évaluation faite dans l'IRA soit "apparemment cohérente", on ne sait pas très bien comment les niveaux relatifs de probabilité pour chaque situation ont été évalués.[2102] Dans le cas du chancre européen, M. Latorre est du même avis que M. Paulin, à savoir que l'IRA accorderait trop d'importance au scénario dans lequel les pommes sont reconditionnées dans des stations de conditionnement rurales si les pommes de Nouvelle-Zélande sont importées prêtes pour la vente au détail, parce que dans ce cas, elles ne seraient probablement pas traitées à proximité de plantes hôtes.[2103] Comme le dit M. Latorre, "[l']évaluation et l'implication des pommes reconditionnées dans des stations de conditionnement rurales situées à proximité immédiate des vergers est une possibilité qui ne peut pas être rejetée. Cependant, l'incidence des fruits reconditionnés peut être réduite au minimum si les fruits sont exportés dans des emballages prêts pour la vente au détail, comme la Nouvelle-Zélande l'a suggéré".[2104]

7.675 Bien que l'IRA présente peu d'explications et de preuves à l'appui de son raisonnement concernant l'estimation des différentes valeurs de proximité, le Groupe spécial constate que la Nouvelle-Zélande n'a pas établi *prima facie* que l'examen effectué dans l'IRA concernant les points d'utilisation et les scores de proximité estimés pour la combinaison de chaque point d'utilisation et des groupes d'exposition (valeurs de proximité) n'était pas objectivement justifiable.

Exposition

7.676 Dans son analyse de l'exposition, l'IRA évalue "la probabilité du transfert du pathogène de pommes infestées ou infectées à une plante hôte sensible".[2105] Selon l'IRA, les facteurs suivants ont été pris en compte dans l'analyse de l'exposition pour le chancre européen: élimination des déchets, localisation des champignons, survie et viabilité du champignon dans ou sur les fruits, mécanisme de transfert, présence de points d'entrée, dose d'inoculum, réceptivité des plantes hôtes, facteurs environnementaux et caractéristiques spécifiques à chaque groupe d'exposition (cultures fruitières commerciales, végétaux de pépinières, végétaux d'intérieur et de jardin, et végétaux sauvages et d'agrément).[2106] Après examen de ces facteurs, l'IRA estime les probabilités d'exposition pour toutes les combinaisons point d'utilisation-groupe d'exposition concernant *Neonectria galligena*, comme le

[2101] Voir plus haut le paragraphe 7.379.

[2102] Réponse de M. Paulin à la question n° 46 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 295.

[2103] Réponse de M. Paulin à la question n° 52 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 335.

[2104] Réponse de M. Latorre à la question n° 91 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 521. Voir aussi la réponse de M. Paulin à la question n° 46 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 295.

[2105] IRA de l'Australie, partie B, page 134. Voir aussi l'IRA de l'Australie, partie B, page 27.

[2106] IRA de l'Australie, partie B, pages 134 à 139. Voir aussi l'IRA de l'Australie, partie B, pages 17 et 27.

résume le tableau 33 de l'IRA. L'IRA indique qu'"[u]n facteur d'exposition important pour *N. galligena* est le fait que le champignon a un mécanisme spécifique de dispersion des spores".[2107]

Élimination des déchets

7.677 En ce qui concerne l'élimination des déchets, l'IRA indique que "[l]a plupart des déchets ménagers sont éliminés dans des décharges, ce qui présente un très faible risque d'exposition ultérieure à *N. galligena*; toutefois, une quantité croissante de ces déchets est éliminée dans des tas de compost d'arrière-cour. Certains déchets sont aussi éliminés directement dans l'environnement, le long des routes et des aires de loisirs, ce qui constitue des sources d'inoculum potentielles pour le transfert à des plantes hôtes sensibles."[2108]

7.678 La Nouvelle-Zélande n'a pas contesté l'affirmation figurant dans l'IRA selon laquelle une quantité croissante de déchets ménagers pouvait être éliminée dans des tas de compost d'arrière-cour et que certains déchets ménagers étaient peut-être aussi éliminés directement dans l'environnement, le long des routes et des aires de loisirs. En tout état de cause, l'IRA ne cite aucune preuve particulière à l'appui de son analyse de l'élimination des déchets aux fins de l'exposition au chancre européen. Aucune preuve n'est par ailleurs citée pour étayer la thèse de l'IRA selon laquelle ces déchets constitueraient des "sources d'inoculum potentielles pour le transfert à des plantes hôtes sensibles".

Localisation des champignons

7.679 En ce qui concerne la localisation des champignons, l'IRA indique que:

> "L'infection des fruits se produit habituellement à l'extrémité apicale des fruits par la cuvette oculaire ou pédonculaire ouverte, ainsi que par les lenticelles et les lésions de tavelure (Swinburne, 1975; Bondoux et Bulit, 1959). Cette infection provoque le développement d'une pourriture et il a été signalé qu'elle se propageait à la loge (Bondoux et Bulit, 1959), encore que cela n'ait pas été observé en Californie (McCartney, 1967). À mesure que la pourriture se développe, les fruits se momifient, puis les périthèces se développent à l'automne, libérant des ascospores en hiver et au printemps (Munson, 1939; Grove, 1990a)."[2109]

7.680 La Nouvelle-Zélande n'a pas contesté les affirmations énoncées dans l'IRA concernant la localisation des champignons sur les pommes infectées. Néanmoins, le Groupe spécial a déjà noté les vices que comportaient les affirmations énoncées dans l'IRA concernant la momification des fruits, le développement des périthèces et la libération des ascospores. S'agissant de l'examen effectué dans l'IRA de l'étape 2 pour l'importation, le Groupe spécial a pris note de la déclaration de M. Swinburne selon laquelle l'ouvrage de Braithwaite (1996) "[avance] l'hypothèse que des fruits pourris peuvent transmettre l'infection, fondant son argument sur des observations faites en Europe concernant la formation d'ascospores sur des fruits momifiés".[2110] M. Swinburne laisse entendre que "[c]'est un

---

[2107] IRA de l'Australie, partie B, page 138.

[2108] IRA de l'Australie, partie B, page 134.

[2109] IRA de l'Australie, partie B, page 134. Voir Swinburne, "European Canker of Apple (*Nectria galligena*)" (1975), dans la pièce NZ-9; Bondoux et Bulit, "Sur la pourriture des pommes due au *Cylindrocarpon mali* (all.) Wr." (1959), dans la pièce AUS-61; McCartney, "An unusual occurrence of eye rot of apple in California due to *Nectria galligena*" (1967), dans la pièce NZ-10; Munson, "Observations on apple canker. I. The discharge and germination of spores of *Nectria galligena* Bres." (1939), dans la pièce NZ-37; Grove, "Nectria canker" (1990), dans la pièce NZ-7.

[2110] Voir plus haut le paragraphe 7.537. Réponse de M. Swinburne aux questions n° 54 et 55 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 349. Voir Braithwaite, "The occurrence of fruit rots caused by *Nectria galligena* (European canker)

événement qui se produit très rarement et il est très improbable qu'on l'observe dans les climats de la Nouvelle-Zélande ou de l'Australie ... Pour ces raisons, on peut faire abstraction de cet aspect de l'ouvrage".[2111] En réponse à une question différente, M. Swinburne a confirmé son point de vue: "[i]l est très improbable que des fruits pourris produisent des ascospores de sorte qu'il n'y a pas lieu de continuer en l'occurrence à prendre en considération [les ascospores]".[2112] S'agissant de l'examen de l'étape 3 pour l'importation effectué dans l'IRA, le Groupe spécial a également pris note des vues de MM. Latorre et Swinburne selon lesquelles il n'y a aucune preuve du développement des périthèces et de la libération des ascospores à partir des fruits pourris.[2113] Le Groupe spécial a conclu qu'en ce qui concerne ces étapes pour l'importation, l'IRA ne contenait aucune preuve scientifique concernant la possibilité que des fruits porteurs d'infections latentes mais asymptomatiques puissent développer des pourritures et produire des spores de *Neonectria galligena*, qui pourraient ensuite être transférées à des fruits sains; il n'y avait pas non plus dans l'IRA de preuve scientifique étayant l'idée que les périthèces joueraient un rôle dans la contamination des fruits sains.[2114]

Survie et viabilité du champignon dans ou sur le fruit

7.681 En ce qui concerne la survie et la viabilité des champignons dans ou sur le fruit, l'IRA indique que:

> "*N. galligena* peut facilement survivre à des températures de l'ordre de 2 à 30 °C (Munson, 1939; Butler, 1949) bien que Latorre *et al.* (2002) aient démontré dans des conditions environnementales contrôlées en utilisant des niveaux d'inoculum élevés (106 conidies/ml) qu'aucune infection ne se produisait à une température de 5 °C quelle que soit la durée de la période d'humectation. Les procédures d'entreposage et de transport frigorifiques n'affecteraient pas la viabilité du champignon. Les infections latentes pourraient subsister, la prolifération fongique et les pourritures des fruits se manifestant de nouveau lorsque les fruits sont sortis des entrepôts frigorifiques, vendus aux consommateurs et conservés à la température ambiante. ... Le champignon a été associé aux pourritures d'entrepôt des pommes, ce qui semble indiquer que des infections latentes se produisent aussi dans les fruits néo-zélandais et que lorsque ces fruits sont jetés à proximité d'hôtes sensibles, ils pourraient être une source d'inoculum pour des infections dans de nouvelles régions. Les fruits jetés dans l'environnement pourraient se décomposer davantage, se momifier et développer de l'inoculum fongique viable, des conidies ou des périthèces qui pourraient déclencher une nouvelle infection, quoique les périthèces se développent rarement sur des fruits infectés dans les décharges ...
>
> Les déchets de pommes éliminés dans des décharges et le compost peuvent être soumis à des températures élevées (60 °C), qui peuvent tuer le champignon – bon

---

in New Zealand and a comparison of brown rot strains between New Zealand and Australia" (1996), dans la pièce NZ-34.

[2111] Réponse de M. Swinburne aux questions n° 54 et 55 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 349.

[2112] Réponse de M. Swinburne à la question n° 73 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 426.

[2113] Voir plus haut les paragraphes 7.567 et 7.568. Réponses de M. Latorre aux questions n° 70 et 77 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphes 410, 444 et 445; réponse de M. Swinburne aux questions n° 67 et 68 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 404; réponses de M. Latorre dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphes 413, 459 et 486; réponse de M. Swinburne dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 461.

[2114] Voir, par exemple, plus haut, le paragraphe 7.572.

> nombre de champignons meurent en quelques jours pendant le compostage ... Les déchets de pommes éliminés dans des décharges ou des tas de compost seraient rapidement contaminés et colonisés par des micro-organismes saprophytes, ce qui accélérerait le processus de décomposition et réduirait au minimum la probabilité de développement des périthèces. De même, les insectes, les mammifères ou les oiseaux pourraient consommer des déchets de pommes.
>
> *N. galligena* ne produit pas de cellules au repos et les spores sont tuées par suite d'une période prolongée de dessèchement sous l'effet d'une température élevée et d'une faible humidité relative (Dubin et English, 1975a). L'eau en phase liquide est nécessaire pour la germination des conidies et leur viabilité diminue considérablement lorsqu'elles sont exposées à une humidité relative de 85 à 100 pour cent pendant 3 à 12 heures à des températures de 11 °C à 19 °C (Dubin et English, 1975a)."[2115]

7.682 Le Groupe spécial a déjà noté les déclarations des experts selon lesquelles le champignon ne survivrait pas comme contaminant de surface.[2116] Comme l'a expliqué M. Latorre, "[i]l n'y avait aucun renseignement démontrant que les conidies ou les ascospores de *N. galligena* peuvent survivre de manière épiphyte (comme contaminant de surface) sur des pommes mûres. Il [était] important de tenir compte du fait que les conidies survivent au dessèchement pendant des périodes relativement courtes et il serait très improbable que les conidies et les ascospores, contaminant la surface des pommes, puissent survivre à la gestion des fruits après la récolte".[2117]

7.683 M. Latorre a ajouté ce qui suit: "pour que les fruits soient infectés ... il faut que certaines autres conditions soient réunies en même temps. Il y a certaines exigences météorologiques qui sont très importantes, mais chose plus importante, il faut qu'il y ait un hôte sensible et des lésions. Sinon, l'infestation ne veut rien dire, c'est la fin de l'inoculum. Il ne survivra pas très longtemps".[2118]

7.684 Les preuves citées dans l'IRA semblent toutefois indiquer qu'il est possible que le champignon survive à l'intérieur des fruits, même après l'entreposage frigorifique. Selon M. Latorre: "L'Australie dit que les procédures d'entreposage et de transport frigorifiques n'affecteraient pas la viabilité du champignon. Ce n'est peut-être vrai que pour le champignon qui se trouve à l'intérieur des fruits ... Autrement dit, le mycelium peut survivre dans des fruits porteurs d'une infection latente; la prolifération peut reprendre après l'entreposage frigorifique et en fin de compte, le champignon peut sporuler sur la surface des fruits momifiés."[2119]

[2115] IRA de l'Australie, partie B, pages 134 et 135. Voir Munson, "Observations on apple canker. I. The discharge and germination of spores of *Nectria galligena* Bres." (1939), dans la pièce NZ-37; Butler, "Apple canker, *Nectria galligena* Bres." (1949), dans la pièce AUS-60; Latorre *et al*., "The effect of temperature and wetness duration on infection and a warning system for European canker (*Nectria galligena*) of apple in Chile" (2002); Dubin et English, "Effects of temperature, relative humidity, and dessication on germination of *Nectria galligena* conidia" (1975), dans la pièce NZ-12.

[2116] Voir, par exemple, plus haut, le paragraphe 7.588.

[2117] Réponse de M. Latorre à la question n° 49 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 308. Voir aussi la réponse de M. Swinburne à la question n° 49 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 310.

[2118] Réponse de M. Latorre dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 452.

[2119] Réponse de M. Latorre à la question n° 71 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 413.

7.685 À cet égard, la Nouvelle-Zélande fait valoir que l'IRA interprète de façon erronée la littérature pertinente en ce qui concerne les conditions climatiques nécessaires à l'infection.[2120] M. Swinburne note qu'"[i]l n'y a aucun renseignement concernant l'effet de la température sur la formation ou la libération des spores, seulement pour l'infection".[2121] À son avis, dans les régions où la pluviosité est intermittente, il serait erroné de supposer qu'il y aurait production de spores à tout moment.[2122]

7.686 En tout état de cause, la survie et la viabilité du champignon exigeraient toutefois des conditions climatiques spécifiques. Le Groupe spécial a déjà noté, en ce qui concerne l'examen des étapes 2 et 3 pour l'importation effectué dans l'IRA, que certaines conditions climatiques étaient nécessaires à la production et la dissémination de l'inoculum, et à l'infection par l'inoculum.[2123] S'agissant de la survie et la viabilité du champignon, M. Latorre ajoute que "des conditions climatiques favorables sont indispensables pour la sporulation (production d'inoculum, principalement des conidies), la dissémination et la survie de l'inoculum".[2124] Ces conditions climatiques exigent une combinaison de températures et d'humectation adéquates.

7.687 M. Swinburne note que:

> "Les données recueillies en Europe du Nord, en Californie et au Chili sur les conditions météorologiques de base nécessaires à l'infection (au sens strict du terme) ont été déterminées à partir d'expériences d'inoculation artificielle (résumées dans Swinburne, 1975; CAB 2001, et Latorre *et al.*, 2001). Ces données seront pertinentes pour toutes les régions de pomiculture, mais comme elles font référence à un seul aspect du cycle des événements, elles ne peuvent pas être utilisées isolément pour prédire l'adéquation d'une région quelconque pour la maladie. La faiblesse essentielle de l'approche suivie dans l'IRA est qu'elle suppose que l'inoculum (spores) pour l'infection est toujours présent, et que tout ce qu'il faut, c'est une période adéquate (heures d'humectation des feuilles dans des limites de température données) pour que l'infection se produise."[2125]

7.688 Sur la base des preuves disponibles, M. Latorre note que "les températures et les chutes de pluie sont relativement peu favorables pour *N. galligena* en été et au début de l'automne en Australie, qui est peut-être la période la plus critique pour que l'infection se produise".[2126] Le Groupe spécial a aussi noté, sur la base des preuves disponibles et des opinions des experts, que l'IRA ne contenait aucune preuve scientifique concernant la possibilité que des fruits porteurs d'infections latentes mais asymptomatiques puissent développer des pourritures et générer des spores de *Neonectria galligena*, qui pourraient ensuite être transférées à de nouveaux hôtes. Le Groupe spécial a aussi conclu qu'il n'y avait aucune preuve scientifique dans l'IRA étayant l'idée que les périthèces joueraient un rôle dans la contamination de nouveaux hôtes.[2127]

[2120] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 4.315 et 4.87 à 4.92; deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 2.580, 2.616 et 2.617.

[2121] Réponse de M. Swinburne à la question n° 56 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 354.

[2122] Réponse de M. Swinburne à la question n° 56 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 354.

[2123] Voir plus haut les paragraphes 7.544 et 7.572.

[2124] Réponse de M. Latorre à la question n° 66 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 398.

[2125] Réponse de M. Swinburne à la question n° 66 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 399.

[2126] Réponse de M. Latorre à la question n° 66 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 398.

[2127] Voir plus haut les paragraphes 7.568, 7.572 et 7.680.

7.689 M. Swinburne note en outre que, dans les conditions climatiques de l'Australie, il est improbable que des pommes pourries jetées par des consommateurs deviennent des unités de transmission de l'infection:

> "[l]a [réponse à la question n°] 99 de l'Australie [après la première réunion avec le Groupe spécial] montre clairement que l'IRA indique que les fruits jetés par des consommateurs constituent la plus grande menace d'entrée de la maladie dans le pays. À l'extérieur de l'entrepôt, les fruits seraient conservés à un taux d'humidité relative bien inférieur à 100 pour cent. Pour devenir des unités de transmission de l'infection, les pommes jetées auraient besoin d'une période d'"humectation des feuilles" afin de développer des spores. Il est extrêmement improbable que dans le climat existant toutes les pommes pourries ainsi jetées deviennent des unités de transmission de l'infection."[2128]

7.690 En conclusion, l'IRA contient des preuves scientifiques respectées et fondées concernant la possibilité que *Neonectria galligena* survive à l'intérieur des fruits dans certaines conditions de température et d'humectation. L'IRA, toutefois, semble supposer que l'inoculum pour l'infection serait toujours présent, hypothèse qui n'est pas suffisamment étayée par les preuves. Il n'y a pas non plus de preuve étayant l'hypothèse émise dans l'IRA concernant la possibilité de contamination des nouveaux hôtes à partir de fruits pourris.

Mécanisme de transfert

7.691 En ce qui concerne le mécanisme de transfert, l'IRA indique que:

> "*N. galligena* produit deux types de spores: des ascospores dispersées dans l'atmosphère et des conidies dispersées par les éclaboussures de pluie. Il n'existe aucune étude dans la littérature qui démontre la dissémination de la maladie sur de longues distances à partir d'infections des fruits, mais comme il est indiqué plus haut, des fruits très pourris ou momifiés peuvent développer des périthèces produisant des ascospores disséminées dans l'atmosphère. ...
>
> Le transfert du chancre européen d'un pays ou d'un district à l'autre résulte du mouvement du matériel de pépinière infecté (Cooke, 2003). Bien que le vent en disperse certaines en l'absence de pluie (Swinburne, 1971b), les conidies sont principalement dispersées par les éclaboussures de pluie (Munson, 1939). La distance maximale la plus probable sur laquelle elles sont dispersées par les éclaboussures de pluie est de 10 m (Marsh, 1940) encore qu'une étude semble indiquer qu'elle pourrait en fait atteindre 125 m dans des conditions orageuses (Swinburne, 1975). ... [I]l est probable que les distances sont bien moindres pour les conidies qui proviennent de fruits infectés tombés au sol. ...
>
> On se doute de l'implication des oiseaux et des insectes en tant que vecteurs, bien que le transfert n'ait pas été démontré et qu'il n'y ait pas pour *N. galligena* d'insectes spécifiques qui puissent servir de vecteurs ou mécanismes pour la transmission à partir des pommes vers un hôte adéquat. ..."[2129]

7.692 Selon l'analyse faite dans l'IRA du transfert des spores, les fruits "très pourris ou momifiés" développeraient des périthèces et produiraient des ascospores disséminées dans l'atmosphère. Le

[2128] Réponse de M. Swinburne à la question n° 91 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 524.

[2129] IRA de l'Australie, partie B, pages 135 et 136.

Groupe spécial a déjà noté, sur la base des preuves disponibles et des opinions des experts, que l'IRA ne contenait pas de preuves scientifiques concernant la possibilité que des fruits porteurs d'infections latentes mais asymptomatiques puissent développer des pourritures et générer des spores de *Neonectria galligena*, qui pourraient ensuite être transférées à de nouveaux hôtes. Selon M. Swinburne:

> "[L]es fruits pourris incubés dans des conditions de forte humidité peuvent produire des conidies, mais il est extrêmement improbable qu'ils produisent des périthèces, et encore moins que des ascospores soient libérées. Il faut insister sur l'importance d'une forte humidité pour la production de conidies. La surface des fruits conservés dans des entrepôts frigorifiques est habituellement humide, les pourritures en pleine maturité produisent habituellement des conidies. Les fruits qui pourrissent par la suite une fois conditionnés pour la vente au détail ou dans un environnement domestique à [une humidité relative de] moins de 100 pour cent ne sont pas susceptibles de produire des conidies."[2130]

Le Groupe spécial a aussi conclu qu'il n'y avait aucune preuve scientifique dans l'IRA étayant l'idée que les périthèces joueraient un rôle dans la contamination de nouveaux hôtes.[2131]

7.693 L'IRA semble indiquer que "le vent disperse … certaines [conidies]", mais il écarte par la suite ce mécanisme de dispersion. M. Swinburne convient que "[l]a dispersion par le vent libère tellement peu de conidies viables (Swinburne, 1971) que l'on peut ne pas en tenir compte".[2132]

7.694 La possibilité de dispersion des conidies par les éclaboussures de pluie est connue. Cependant, comme l'indique l'IRA, cette dispersion serait limitée aux courtes distances. Selon M. Latorre, l'idée de la Nouvelle-Zélande selon laquelle "[t]oute dispersion des conidies se ferait principalement par les éclaboussures de pluie et probablement à quelques mètres seulement d'une pomme jetée ... est une conclusion crédible qui est étayée par des preuves expérimentales publiées précédemment".[2133]

7.695 M. Swinburne ajoute que la dispersion des conidies par la pluie se produit habituellement dans le même arbre. "La détection de pourritures de fruits en Nouvelle-Zélande indique qu'il y a une certaine production de conidies pendant l'été, encore qu'elle soit rare. Ces spores seraient déposées lors du ruissellement des eaux de pluie dans l'arbre affecté (Swinburne, 1971) ou, ce qui est moins probable, depuis un arbre voisin par dispersion à partir des éclaboussures de pluie (Munson 1939)."[2134]

7.696 Comme le note M. Swinburne, "[l]es distances de dispersion des conidies par les éclaboussures de pluie qui sont citées dans la littérature à laquelle l'IRA de l'Australie fait référence

---

[2130] Réponse de M. Swinburne à la question n° 69 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 408.

[2131] Voir plus haut les paragraphes 7.568, 7.572 et 7.680.

[2132] Réponse de M. Swinburne aux questions n° 67 et 68 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 404. Voir aussi la réponse de M. Swinburne à la question n° 61 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 381; et la réponse de M. Deckers à la question n° 67 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 400.

[2133] Réponse de M. Latorre à la question n° 73 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 425. Voir aussi la première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.311.

[2134] Réponse de M. Swinburne aux questions n° 67 et 68 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 404.

sont les estimations maximales, et concernent les conidies libérées à partir des chancres au-dessus du niveau du sol".[2135] Autrement dit, en ce qui concerne les fruits qui pourrissent au sol, et comme l'IRA lui-même le reconnaît, "il est raisonnable de s'attendre que les distances soient plus courtes".[2136] En outre, "pour qu'il y ait dispersion par les éclaboussures de pluie à partir d'une pomme pourrie tombée au sol, la lésion doit se trouver sur le dessus du fruit, ce qui est donc un autre facteur aléatoire".[2137]

7.697 En d'autres termes, comme le dit M. Latorre:

> "Même si le raisonnement fait dans l'IRA de l'Australie en ce qui concerne le rayon de dispersion des conidies était objectif et cohérent, et fondé sur des sources scientifiques respectées et compétentes, les renseignements fournis démontrent seulement que les conidies (et peut-être les ascospores) de *N. galligena* sont disséminées sur de courtes distances. On peut s'attendre à une dispersion des conidies dans l'arbre infecté (éclaboussures de pluie et ruissellement), à partir d'arbres infectés vers des arbres voisins sains (éclaboussures et éclaboussures transportées par le vent), et entre des vergers voisins (éclaboussures transportées par le vent)."[2138]

7.698 Pour que le transfert s'effectue, la dispersion des conidies exigerait en outre l'existence de certaines conditions climatiques. Comme le note M. Swinburne, "[l]es conidies sont dispersées par les éclaboussures de pluie, sur des distances relativement courtes, en particulier à partir du niveau du sol. Pour qu'il y ait transfert de l'infection, il faudrait que les fruits soient très proches d'un hôte sensible et que les conditions météorologiques soient appropriées".[2139] M. Latorre ajoute que "les températures et les chutes de pluie sont relativement peu favorables à *N. galligena* en été et au début de l'automne en Australie, qui est peut-être la période la plus critique pour que l'infection se produise".[2140]

7.699 L'IRA ne cite aucune preuve à l'appui de son affirmation selon laquelle "[o]n se doute de l'implication des oiseaux et des insectes en tant que vecteurs" du transfert de *Neonectria galligena*.[2141] Consulté par le Groupe spécial, M. Latorre a noté qu'"[i]l n'y [avait] aucune preuve scientifique démontrant que les oiseaux et les insectes [pouvaient] disperser *N. galligena*. Ces considérations n'[étaient] pas acceptables et ne seraient pas légitimes selon les normes de la communauté scientifique".[2142] M. Swinburne était du même avis et a dit qu'"[i]l n'y [avait] aucune preuve scientifique indiquant que les oiseaux ou d'autres vecteurs particip[aient] à la dissémination d'agents infectieux de *N. galligena*".[2143]

[2135] Réponse de M. Swinburne à la question n° 73 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 426.

[2136] *Ibid.*

[2137] *Ibid.*

[2138] Réponse de M. Latorre à la question n° 73 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 423.

[2139] Réponse de M. Swinburne à la question n° 58 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 366.

[2140] Réponse de M. Latorre à la question n° 66 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 398.

[2141] IRA de l'Australie, partie B, page 136.

[2142] Réponse de M. Latorre à la question n° 88 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 507.

[2143] Réponse de M. Swinburne à la question n° 88 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 508. Voir aussi la réponse de M. Deckers à la question n° 88 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 506.

7.700 En conclusion, il n'y a pas de preuve scientifique adéquate étayant l'examen effectué dans l'IRA concernant le mécanisme de transfert pour *Neonectria galligena*. Le Groupe spécial a déjà noté que l'IRA ne contenait pas de preuve scientifique concernant la possibilité que des fruits porteurs d'infections latentes mais asymptomatiques puissent développer des pourritures et générer des spores de *Neonectria galligena*, qui pourraient ensuite être transférées. La possibilité que le vent puisse servir de mécanisme de dispersion des conidies en l'absence de pluie n'est pas non plus étayée par des preuves scientifiques. La dispersion des conidies par les éclaboussures de pluie serait très limitée et, pour qu'il y ait transfert, il faudrait aussi certaines conditions climatiques, qui sont peu susceptibles d'exister en Australie, en particulier pendant les périodes les plus critiques pour l'infection. Enfin, il n'y a rien dans l'IRA qui étaye la possibilité que des oiseaux ou des insectes puissent participer en tant que vecteurs au transfert de *Neonectria galligena*.

Présence de points d'entrée

7.701 S'agissant de la présence de points d'entrée, l'IRA indique que:

> "Les points d'entrée de l'infection par *N. galligena* sont présents pendant la majeure partie de l'année ... les plaies causées par la chute des feuilles à l'automne et les déchirures provoquées par la pousse des feuilles dès le début du débourrement au printemps constituant des sites d'infection naturels ... Les coupures occasionnées par la taille des arbres en hiver ... et les lésions causées par d'autres pathogènes ... constituent d'autres points d'entrée de l'infection ... L'infection peut aussi être déclenchée en l'absence de plaies dans des ouvertures naturelles, par exemple, la cuvette oculaire des fruits, ou par le bais des lenticelles ..."[2144]

7.702 Comme l'a noté M. Swinburne, les conidies sont de médiocres épiphytes; elles ne survivront pas en tant que contaminant de surface:

> "Les conidies ont en tout état de cause une existence relativement brève, en particulier sous un climat sec, et elles ne peuvent pas survivre sur la surface lisse d'une pomme. Il leur faut un point d'entrée pour transmettre l'infection. Les conidies qui contaminent simplement la surface des fruits à l'époque de la récolte ne joueront aucun rôle dans une infection latente future. Ces infections se seront déjà produites, comme nous l'indique le contexte européen, par la cuvette oculaire, la cuvette pédonculaire ou dans de très rares circonstances par les lenticelles ouvertes parce que sous des climats très humides, les lenticelles présentes sur la surface des fruits sont en fait ouvertes et permettent l'entrée des spores."[2145]

Dose d'inoculum

7.703 En ce qui concerne la dose d'inoculum, l'IRA indique que:

> "Le nombre de conidies nécessaires pour déclencher une infection varie selon des facteurs propres à l'environnement ou à l'hôte. CABI (2003) signale que quelque 1 000 conidies sont nécessaires pour infecter des cicatrices foliaires; cependant, lors

[2144] IRA de l'Australie, partie B, page 136. En ce qui concerne la question de la présence de points d'entrée en Australie, voir la deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 2.627 à 2.634. Voir aussi la réponse de M. Latorre à la question n° 58 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 364; la réponse de M. Swinburne aux questions n° 84 et 85 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 499.

[2145] Réponse de M. Swinburne dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 434.

> d'inoculations artificielles dans des conditions de laboratoire optimales, pas plus de dix ou 12 conidies ... ont produit des infections et l'on considère que ces chiffres ressemblent aux conditions naturelles (McCraken *et al.*, 2003b). Dubin et English (1974) ont constaté que cinq conidies ne suffisaient pas à déclencher une infection, alors que 50 à 500 conidies le faisaient facilement. Latorre *et al.* (2002) ont laissé entendre que le chancre européen était plus agressif dans les régions où de nombreux ascospores étaient produits pendant la chute des feuilles."[2146]

7.704 M. Latorre a noté que les facteurs pris en considération dans l'IRA concernant la dose d'inoculum nécessaire à l'infection "[étaient] acceptables".[2147] L'expert a toutefois relevé qu'"il [était] difficile de juger de la probabilité attribuée à chaque paramètre. Malgré la description figurant [page 136 de l'IRA], on ne voit pas très bien comment l'IRA de l'Australie établit un lien entre la dose d'inoculum nécessaire à l'infection et la probabilité d'exposition à des plantes hôtes sensibles".[2148]

7.705 L'IRA ne reconnaît pas non plus de manière adéquate l'importance du nombre de spores pour la probabilité de déclenchement d'une infection. À cet égard, M. Swinburne a noté que même si en théorie une cellule pouvait déclencher une infection, dans la pratique, la probabilité d'une infection augmentait avec la dose. "En théorie une spore peut déclencher une infection; dans la pratique, la probabilité d'une infection réussie avec une spore est très faible. Toute la littérature citée dans l'IRA (page 136) indique que la probabilité qu'il y ait infection augmente avec la dose, et qu'avec quelque 1 000 spores par cicatrice foliaire récente il est presque sûr à 100 pour cent qu'une infection se produira."[2149]

7.706 La probabilité d'infection dépendra aussi d'autres facteurs, comme le cultivar hôte. "Des données plus récentes (Lolas, 1999, thèse de doctorat de l'Université de Londres) démontrent aussi que le nombre de conidies nécessaires pour une probabilité d'infection à 50 pour cent varie selon le cultivar, lequel est un autre facteur."[2150]

Réceptivité de la plante hôte

7.707 En ce qui concerne la réceptivité de la plante hôte, l'IRA indique que:

> "Un grand nombre d'hôtes appropriés pour l'infection par le chancre européen sont largement répartis sur l'ensemble du territoire australien, les pommes (*Malus* spp.) et les poires (*Pyrus* spp.) étant cultivées à une échelle commerciale dans la plupart des États. En outre, il existe plus de 20 autres genres sensibles à *N. galligena*, qui comptent chacun plusieurs espèces ... Les sites d'entrée sont présents pendant la

[2146] IRA de l'Australie, partie B, page 136. Voir CABI, "Crop Protection Compendium" (2003), dans la pièce AUS-84; McCraken *et al.*, "Relative significance of nursery infections and orchard inoculum in the development and spread of apple canker (*Nectria galligena*) in young orchards" (2003), dans la pièce AUS-77; Dubin et English, "Factors affecting apple leaf scar infections by *Nectria galligena* Conidia" (1974), dans la pièce AUS-67; et Latorre *et al.*, "The effect of temperature and wetness duration on infection and a warning system for European canker (*Nectria galligena*) of apple in Chile" (2002).

[2147] Réponse de M. Latorre à la question n° 85 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 492.

[2148] *Ibid.*

[2149] Réponse de M. Swinburne aux questions n° 84 et 85 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 498.

[2150] Réponse de M. Swinburne aux questions n° 84 et 85 du Groupe spécial, paragraphe 498. Voir aussi la réponse de M. Deckers à la question n° 85 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 491.

> majeure partie de l'année, bien que l'âge des cicatrices foliaires et des sites des plaies soit important pour l'infection."[2151]

7.708 Comme l'a noté M. Swinburne, "pour que la dispersion provoque une infection, les hôtes mitoyens doivent avoir des sites sensibles aux conidies".[2152]

7.709 S'agissant des cicatrices foliaires, l'IRA prend note de la conclusion de Wilson (1966) selon laquelle "l'infection pourrait se produire jusqu'à quatre semaines après la chute des feuilles". Il indique aussi, toutefois, que selon Crowdy (1952) "les cicatrices foliaires sont très sensibles à l'infection dans la première heure suivant la chute des feuilles et le sont beaucoup moins dans l'heure suivante".[2153] M. Swinburne se réfère à son propre examen des différentes études et note que "[t]outes les études réalisées dans des conditions de terrain concluent que les cicatrices foliaires ne sont sensibles que quelques heures après la chute des feuilles (analysées dans Swinburne, 1975), ce qui amène à conclure que les armoires de végétation utilisées par Wilson créent des conditions que l'on ne rencontre normalement pas en milieu naturel".[2154]

Facteurs environnementaux

7.710 En ce qui concerne les facteurs environnementaux, l'IRA indique que:

> "Les conditions climatiques sont décisives pour le développement de la maladie, tant en ce qui concerne la production d'inoculum que l'infection par *N. galligena* (Dubin et English, 1974). La température et la durée de l'humectation sont des facteurs critiques qui contribuent au transfert et à l'infection réussie (Swinburne, 1975; Latorre *et al.*, 2002). *N. galligena* survit aisément à des températures de l'ordre de 2 °C à 30 °C (Munson, 1939; Butler, 1949), la température optimale pour le développement de la maladie se situant entre 20 °C et 25 °C. Ces conditions sont assez courantes dans les parties de l'Australie où le climat est tempéré et subtropical. Il faut au moins de 2 à 6 heures d'humectation à la température optimale (20 °C), une plus longue période d'humectation étant nécessaire à des températures plus basses (Latorre *et al.*, 2002; Grove, 1990a). ... Certaines régions de l'Australie (y compris les collines d'Adélaïde, Manjimup et Perth) enregistrent des chutes de pluie annuelles de plus de 1 000 mm, ce qui peut être propice à des périodes d'infection. Les conditions environnementales dans les pépinières, y compris le recours à l'aspersion sur frondaison, peuvent créer des microclimats favorables et être propices à l'infection."[2155]

7.711 Le Groupe spécial a déjà noté que certaines conditions climatiques, telles qu'une combinaison de températures et d'humectation adéquates, étaient nécessaires à la production et la dissémination de l'inoculum, et à l'infection par l'inoculum.[2156] M. Swinburne note en outre que:

> "Il n'y a aucun renseignement concernant l'effet de la température sur la formation ou la libération des spores, seulement pour l'infection. Latorre *et al.* (2002) a démontré

[2151] IRA de l'Australie, partie B, page 136.

[2152] Réponse de M. Swinburne à la question n° 73 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 427.

[2153] IRA de l'Australie, partie B, page 136. Wilson, "Development of European canker in a California apple district" (1966), dans la pièce NZ-64; Crowdy, "Observations on apple canker IV. The infection of leaf scars" (1952).

[2154] Réponse de M. Swinburne à la question n° 73 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 427.

[2155] IRA de l'Australie, partie B, page 137. (note de bas de page omise)

[2156] Voir plus haut les paragraphes 7.544 et 7.572.

> l'existence d'une interaction entre la température et les heures d'humectation des feuilles nécessaires à l'infection réussie des cicatrices foliaires après une inoculation artificielle, qui est à la base du modèle prédictif utilisé au Chili. Les heures requises diminuaient de façon linéaire avec des hausses de températures de l'ordre de 10 à 20 °C, et à 20 °C, seulement deux heures étaient nécessaires, ce qui est le plus court délai enregistré jusqu'à présent. Il convient de noter qu'un modèle prédictif pour l'infection des cicatrices foliaires tel que celui du Chili est fondé sur l'hypothèse (probablement valable là-bas) que les conidies seraient présentes à tout moment. Dans les régions où la pluviosité est intermittente, cela serait erroné (Wilson 1966), et c'est pourquoi le fait d'utiliser par exemple le nombre de jours de pluie avec des températures appropriées pour l'infection des cicatrices foliaires sans tenir compte de la production de spores pourrait se traduire par une surestimation de la probabilité de l'infection.[2157]

Le Groupe spécial a conclu que ces conditions climatiques étaient peu susceptibles d'être présentes en Australie, en particulier en été et au début de l'automne, les périodes les plus critiques pour l'infection.[2158]

Caractéristiques spécifiques aux différents groupes d'exposition

7.712 L'IRA analyse les caractéristiques spécifiques aux différents groupes d'exposition, à savoir: les cultures fruitières commerciales; les végétaux de pépinières; les végétaux d'intérieur et de jardin; et les végétaux sauvages et d'agrément.

Conclusion concernant l'exposition

7.713 L'IRA présente au tableau 33 un résumé des probabilités estimées d'exposition pour toutes les combinaisons de points d'utilisation et de groupes d'exposition.[2159] Il indique qu'"[u]n facteur d'exposition important pour *N. galligena* est le fait que le champignon a un mécanisme spécifique de dispersion des spores".[2160]

7.714 L'IRA indique que les valeurs d'exposition "sont fondées sur le point de vue de l'équipe chargée de l'IRA tenant compte de tous les facteurs examinés ci-dessus".[2161] Comme l'a noté M. Sgrillo, toutefois, on ne voit pas très bien comment l'analyse des différents facteurs qui est faite dans l'IRA a été traduite en estimations quantitatives. Selon les experts, "[l]es paramètres minimal et maximal choisis pour l'exposition ne proviennent pas directement des données de base. … L'équipe chargée de l'IRA n'explique pas comment les données disponibles ont été utilisées".[2162]

7.715 Le Groupe spécial a déjà constaté que le raisonnement fait dans l'IRA concernant plusieurs des facteurs pris en compte dans l'analyse de l'exposition pour le chancre européen soit n'était pas fondé sur des preuves scientifiques soit n'était pas fondé sur un raisonnement cohérent et objectif. S'agissant de l'élimination des déchets, par exemple, l'affirmation faite dans l'IRA selon laquelle les

---

[2157] Réponse de M. Swinburne à la question n° 56 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 354.

[2158] Voir le paragraphe 7.688. Voir la réponse de M. Latorre à la question n° 57 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 358; la réponse de M. Swinburne à la question n° 75 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 438.

[2159] IRA de l'Australie, partie B, pages 138 et 139.

[2160] IRA de l'Australie, partie B, page 138.

[2161] *Ibid.*

[2162] Réponse de M. Sgrillo à la question n° 85 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 490.

déchets ménagers constitueraient des "sources d'inoculum potentielles pour le transfert à des plantes hôtes sensibles" n'est pas étayée par des preuves. L'analyse de l'exposition faite dans l'IRA repose aussi sur des affirmations concernant la possibilité que des fruits porteurs d'une infection latente mais asymptomatiques puissent développer des pourritures et produire des spores de *Neonectria galligena*, la momification des fruits, et la possibilité que les périthèces jouent un rôle dans la contamination de nouveaux hôtes, qui ne sont pas suffisamment étayées par les preuves scientifiques utilisées à cette fin. S'agissant de la survie et de la viabilité du champignon, les preuves n'étayent pas l'hypothèse apparemment avancée dans l'IRA selon laquelle l'inoculum pour les infections serait toujours présent. Pour ce qui est du mécanisme de transfert de *Neonectria galligena*, l'IRA ne contient aucune preuve scientifique établissant que le vent peut servir de mécanisme de dispersion des conidies en l'absence de pluie. Le raisonnement fait dans l'IRA n'est pas cohérent ni objectif car il ne tient pas compte du fait que la dispersion des conidies par les éclaboussures de pluie serait très limitée et que pour qu'il y ait transfert, il faudrait aussi certaines conditions climatiques, qui sont peu susceptibles d'être présentes en Australie, en particulier pendant les périodes les plus critiques pour l'infection. Il n'y a aucune preuve dans l'IRA étayant la possibilité que des oiseaux ou des insectes puissent participer en tant que vecteurs au transfert de *Neonectria galligena*. L'examen effectué dans l'IRA de la présence de points d'entrée ne tient pas compte du fait que les conidies sont de médiocres épiphytes et qu'elles ne survivront pas en tant que contaminant de surface. Concernant l'analyse de la dose d'inoculum, l'IRA n'explique pas comment il tient compte de la dose d'inoculum nécessaire à l'infection pour estimer la probabilité d'exposition à des plantes hôtes sensibles. De plus, l'IRA ne reconnaît pas l'importance du nombre de spores, et d'autres facteurs tels que le cultivar hôte, en ce qui concerne la probabilité de déclenchement d'une infection. L'examen effectué dans l'IRA concernant les facteurs environnementaux ne tient pas compte du fait que les conditions climatiques nécessaires à la production et dissémination de l'inoculum et à l'infection par l'inoculum, pour ce qui est de la combinaison appropriée de températures froides et d'humectation, sont peu susceptibles d'être présentes en Australie, en particulier en été et au début de l'automne, périodes les plus critiques pour l'infection.

7.716 S'agissant de la valeur d'exposition estimée dans l'IRA, M. Swinburne note en outre que:

> "La "valeur d'exposition" citée, à supposer qu'il soit crédible de déduire un tel facteur, semble être fondée sur des hypothèses concernant la présence de sites d'infection tout au long de l'année et le fait que les pommes jetées libèrent des spores toute l'année, ce qui est erroné. De plus, en indiquant dans la conclusion figurant à la page 138 qu'"*un facteur d'exposition important pour N. galligena est le fait que le champignon a un mécanisme spécifique de dispersion des spores*", [l'IRA] laisse entendre que le résultat dépendait largement de l'hypothèse erronée selon laquelle les fruits pourris libéreraient des ascospores ..."[2163]

7.717 En conséquence, et à la lumière des lacunes que comportent un certain nombre de sections des conclusions de l'IRA sur l'exposition, le Groupe spécial constate que, dans l'ensemble, ces conclusions ne s'appuient pas sur des preuves scientifiques adéquates et, en conséquence, ne sont pas cohérentes et objectives.

Établissement

7.718 L'IRA tire ses conclusions concernant la probabilité de l'établissement d'"une évaluation comparative des facteurs dans le pays d'origine et la "zone ARP" qui sont considérés comme pertinents pour la capacité du parasite de survivre et de se propager".[2164] Ces facteurs

[2163] Réponse de M. Swinburne aux questions n° 84 et 85 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 499. (italique dans l'original)

[2164] IRA de l'Australie, partie B, page 30.

comprendraient: la présence d'hôtes appropriés, d'hôtes alternes et de vecteurs dans la zone ARP; le caractère approprié de l'environnement; les pratiques culturales et les mesures de lutte; et d'autres caractéristiques du parasite influant sur la probabilité de l'établissement.[2165] Dans le cas de l'analyse de la probabilité de l'établissement du chancre européen, les autres facteurs comprennent: la capacité d'adaptation du parasite; la stratégie de reproduction du parasite; la population minimale nécessaire à l'établissement; et la méthode de survie du parasite.[2166]

7.719 Plusieurs des vices que le Groupe spécial a déjà notés en ce qui concerne le raisonnement fait dans l'IRA sur l'exposition sont aussi pertinents pour l'analyse de l'établissement. Dans le cadre de l'examen de la présence d'hôtes appropriés, d'hôtes alternes et de vecteurs dans la zone ARP, l'IRA formule à nouveau des hypothèses non étayées concernant la présence tout au long de l'année de sites d'infection et la question de savoir si des oiseaux ou des insectes pourraient être impliqués en tant que vecteurs dans le transfert de *Neonectria galligena*. Dans le raisonnement, l'IRA ne tient pas compte des preuves indiquant que les conidies sont de médiocres épiphytes et ne survivront pas en tant que contaminant de surface. Dans l'examen du caractère approprié de l'environnement, l'IRA ne tient pas compte des preuves indiquant que les conditions climatiques nécessaires à l'établissement de la maladie, pour ce qui est de la combinaison appropriée de températures et d'humectation adéquates, sont peu susceptibles d'être présentes en Australie, en particulier en été et au début de l'automne, les périodes les plus critiques pour l'infection. L'IRA s'attache à la pluviosité annuelle totale, plutôt qu'aux heures d'"humectation des feuilles" et à la question de savoir si les pluies se produisent pendant les périodes critiques. Dans l'examen de la population minimale nécessaire à l'établissement, l'IRA n'explique pas comment la dose d'inoculum nécessaire à l'infection est liée aux estimations de la probabilité de déclenchement d'une infection sur une plante hôte sensible. Pour examiner la méthode de survie du parasite, l'IRA s'appuie à nouveau sur des affirmations non étayées concernant la possibilité de momification des fruits qui produiraient ensuite des périthèces et libéreraient des ascospores.

Dissémination

7.720 L'IRA tire ses conclusions concernant la probabilité de la dissémination d'"une évaluation comparative des facteurs dans le pays de provenance et la "zone ARP" qui sont considérés comme pertinents pour l'extension de la répartition géographique d'un parasite".[2167] Ces facteurs comprendraient: le caractère approprié de l'environnement naturel et/ou aménagé pour la dissémination naturelle du parasite; la présence d'obstacles naturels; les possibilités de mouvement avec des marchandises ou des moyens de transport; l'utilisation prévue de la marchandise; et les vecteurs potentiels du parasite dans la zone ARP.[2168]

7.721 Plusieurs des vices que le Groupe spécial a déjà notés en ce qui concerne le raisonnement fait dans l'IRA sur l'exposition et l'établissement sont aussi pertinents pour l'analyse de la dissémination. Dans l'examen du caractère approprié de l'environnement naturel et/ou aménagé, l'IRA ne tient à nouveau pas compte du fait que les conditions climatiques nécessaires à la dissémination de la maladie, pour ce qui est de la combinaison appropriée de températures froides et d'humectation, sont peu susceptibles d'être présentes en Australie, en particulier en été et au début de l'automne, les périodes les plus critiques pour l'infection. L'IRA note que:

> "Le fait que la maladie s'est propagée à quelques vergers à Spreyton en Tasmanie, probablement après un seul point d'entrée, indique que l'environnement aménagé de l'Australie peut être favorable à la dissémination, encore que l'ampleur de la

[2165] *Ibid.*
[2166] IRA de l'Australie, partie B, page 139 à 141.
[2167] IRA de l'Australie, partie B, page 31.
[2168] IRA de l'Australie, partie B, pages 31, 141 et 142.

> dispersion ait été assez limitée même si elle était présente depuis de nombreuses années. Cela tient peut-être à l'absence d'ascospores transportées dans l'atmosphère qui se prêtent mieux que les conidies à la dispersion sur de longues distances (Ransom, 1997), combinée à des conditions climatiques défavorables (Spreyton reçoit moins de 900 mm de pluie par an), et l'utilisation de produits chimiques pour lutter contre la tavelure de la pomme a peut-être aussi limité la dissémination de la maladie. ... [O]utre le fait qu'aucune ascospore n'a été détectée à Spreyton (Ransom, 1997), la dissémination a peut-être aussi été limitée à cause du programme d'éradication qui a été lancé dans les deux années ayant suivi la confirmation de la maladie (Ransom, 1997). Le programme consistait en l'utilisation de produits chimiques pour empêcher le développement des sporodochia, l'arrachage et la destruction par le feu des arbres gravement infectés, l'interdiction de sortir les matériels de propagation de la zone soumise à quarantaine, etc."[2169]

7.722 À cet égard, M. Swinburne note que même si "[l]e différend entre les parties concernant l'adéquation du climat dans les régions de culture fruitière de l'Australie pour l'établissement et la dissémination du chancre européen est difficile à régler sur la base des données disponibles"[2170]:

> "le fait que le chancre européen n'a été signalé qu'en Tasmanie et que la Tasmanie occidentale enregistre plus de jours de pluie (> 1 mm) que l'Australie continentale est frappant. De plus, il est peut-être aussi significatif que même en Tasmanie la présence de périthèces n'a pas été observée. Il est donc difficile de ne pas en conclure que le climat des régions de culture fruitière de l'Australie continentale n'est pas propice au développement d'une épidémie de cette maladie (voir la question n° 72.)."[2171]

7.723 M. Latorre a ajouté que l'expérience de la flambée du chancre européen à Spreyton, en Tasmanie, semblait indiquer que la maladie se disséminerait et se propagerait ensuite dans une nouvelle région à un rythme relativement lent:

> "Sur la base de la biologie de *N. galligena* et compte tenu des caractéristiques épidémiologiques du chancre européen, si *N. galligena* devait entrer dans une nouvelle région, je m'attendrais à une dissémination relativement lente du pathogène et à la propagation ultérieure du chancre européen dans cette nouvelle région. Les renseignements fournis au sujet de Spreyton étayent l'hypothèse d'une dissémination très lente qui rendrait possible l'éradication de *N. galligena*."[2172]

7.724 M. Swinburne note que l'un des facteurs importants que l'IRA n'a pas relevé concernant la flambée du chancre européen en Tasmanie est le fait que la maladie provenait très probablement d'arbres infectés importés et non de pommes contaminées:

> "[La flambée tasmanienne] ne s'est pas propagée à des plantes indigènes, mais [l'Australie] a eu d'énormes difficultés à s'en débarrasser, malgré des opérations continues de taille et de coupe, etc. Bien qu'[il n'y ait eu] aucun inoculum ... aucune production de spores. ... [C]ette infection a été importée avec les arbres qui [ont été] plantés à ce moment-là. Ces arbres étaient presque certainement infectés lorsqu'ils

---

[2169] IRA de l'Australie, partie B, page 141.

[2170] Réponse de M. Swinburne à la question n° 58 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 367.

[2171] *Ibid.*

[2172] Réponse de M. Latorre à la question n° 59 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 369.

> ont été mis en terre. C'est parce qu'il s'agissait d'une infection semi-systémique que [l'Australie] a eu des difficultés épouvantables à s'en débarrasser dans ces arbres individuels. En fait, l'infection progressait à l'intérieur de l'arbre. Alors que vous éliminiez un chancre à un endroit, vous étiez étonnés d'en voir apparaître un autre sur une autre branche. Mais il ne s'était pas rendu directement de cet endroit à cet autre endroit, il avait pris l'autre chemin, il avait pris, comme nous le reconnaissons maintenant, la forme d'une infection semi-systémique et il est capital d'utiliser du matériel végétal sain pour prévenir l'apparition de chancres."[2173]

7.725 M. Latorre soutient que, malgré cette infection semi-systémique, le fait que le chancre européen ne s'est pas propagé depuis la Tasmanie semble indiquer que les conditions climatiques nécessaires à la dissémination ne sont pas présentes en Australie. "L'absence de dissémination majeure semble indiquer que les conditions météorologiques ne sont pas favorables au chancre européen en Tasmanie (Spreyton, Tasmanie, annexe 2 de la première communication écrite de l'Australie; Beresford et Kim, annexe 3 de la Nouvelle-Zélande). Ces conditions climatiques relativement défavorables peuvent vouloir dire que la prévalence, l'incidence et la gravité du chancre européen sont restées faibles et que la maladie ne s'est jamais beaucoup disséminée hors de Tasmanie."[2174]

7.726 Les parties ont des vues contradictoires en ce qui concerne la pertinence de l'expérience de la flambée de chancre européen en Tasmanie pour l'estimation de la probabilité de la dissémination. Les experts ont constaté que l'examen effectué dans l'IRA de certains des facteurs associés à la dissémination limitée de l'infection vers d'autres régions, tels que la combinaison de mesures d'éradication rigoureuses et de traitements fongicides spécifiques, était généralement raisonnable.[2175]

7.727 Dans le cadre de l'examen des possibilités de mouvement avec des marchandises ou des moyens de transport, l'IRA note que:

> "CABI (2003) énumère les fruits (y compris les gousses), l'écorce et les pédoncules (pousses, troncs et branches situés au-dessus du niveau du sol) comme des parties de plantes hôtes qui peuvent être porteuses de spores et d'hyphes du pathogène tant à l'intérieur qu'en surface. Par conséquent, outre le commerce des fruits, les pépinières, et les industries du bois dur et du paillis peuvent aussi être impliquées dans la dissémination du parasite. Le feuillage n'est pas touché (Butler, 1949) et les feuilles mortes sont peu susceptibles de constituer une filière à moins que des rameaux contaminés par des chancres actifs ne soient présents.
>
> Le mouvement du chancre européen sur de longues distances résulte principalement du mouvement du matériel de pépinière infecté. ...
>
> Il n'y a dans la littérature aucune preuve qui indique que la dissémination à grande distance de la maladie est due au mouvement des fruits. Les conidies et les périthèces

[2173] Réponse de M. Swinburne dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 563. Voir aussi la réponse de M. Swinburne à la question n° 90 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 518.

[2174] Réponse de M. Latorre à la question n° 74 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 429. Voir aussi les réponses de MM. Deckers et Swinburne aux questions n° 74 et 90 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphes 428, 430 et 518.

[2175] Réponses de MM. Deckers, Latorre et Swinburne à la question n° 90 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphes 513, 514 et 517.

peuvent se développer dans les fruits pourris ou momifiés et contribuer à la dissémination locale."[2176]

7.728 Pour examiner les possibilités de mouvement avec des marchandises ou des moyens de transport, l'IRA s'appuie à nouveau sur des affirmations non étayées concernant la possibilité de momification des fruits qui produiraient ensuite des périthèces.[2177] De plus, dans le cadre de l'examen des vecteurs potentiels du parasite, l'IRA formule des hypothèses non étayées concernant l'implication possible des insectes et des oiseaux en tant que vecteurs de la dissémination de *Neonectria galligena*.[2178] Il n'y a rien non plus dans l'IRA qui étaye la déclaration selon laquelle "[l]es personnes (par exemple, les consommateurs, les arboriculteurs et les pépiniéristes) qui manipulent des pommes infectées pourraient éventuellement disséminer l'inoculum vers des plantes hôtes sensibles".[2179]

Probabilité partielle de l'établissement et de la dissémination

7.729 Après avoir examiné des facteurs tels que l'adéquation de l'environnement naturel et/ou aménagé; la présence d'obstacles naturels; les possibilités de mouvement avec des marchandises ou des moyens de transport; l'utilisation prévue de la marchandise; et les vecteurs potentiels du parasite, l'IRA estime les probabilités partielles de l'établissement et de la dissémination pour des groupes d'exposition spécifiques: cultures fruitières commerciales, établissement – uniforme (0,7, 1), dissémination – uniforme (0,7, 1); végétaux de pépinières, établissement – uniforme (0,7, 1), dissémination – uniforme (0,7, 1); végétaux d'intérieur et de jardin, établissement – uniforme (0,3, 0,7), dissémination – uniforme (0,3, 0,7); végétaux sauvages et d'agrément, établissement – uniforme (0.3, 0.7), dissémination – uniforme (5×10^{-2}, 0,3).[2180]

Conclusions concernant l'exposition, l'établissement et la dissémination

7.730 L'IRA combine dans un modèle @RISK l'estimation de la probabilité partielle de l'importation, le volume estimé des pommes et les estimations de la probabilité partielle de l'établissement et de la dissémination, pour obtenir une valeur globale pour la probabilité annuelle de l'entrée, de l'établissement et de la dissémination (PEES). La valeur médiane simulée pour cette probabilité de l'entrée, de l'établissement et de la dissémination est estimée selon le premier scénario (si 70 à 100 pour cent des pommes importées sont distribuées aux stations de conditionnement des vergers et le reste à des grossistes des zones urbaines) à ($7,0 \times 10^{-2}$) et, selon le deuxième scénario, (si 0,1 à 5 pour cent des pommes importées sont distribuées aux stations de conditionnement des vergers et le reste à des grossistes des zones urbaines) à ($6,9 \times 10^{-2}$), ces deux valeurs correspondant à la description qualitative "faible".[2181]

7.731 Le Groupe spécial a déjà noté que la façon dont l'IRA avait calculé la probabilité globale de l'importation de *Neonectria galligena* en estimant et en additionnant les probabilités individuelles pour chaque filière d'importation n'était pas étayée et n'avait pas été validée par des preuves. De plus, le Groupe spécial a constaté que les estimations de plusieurs des probabilités pour les filières d'importation individuelles n'étaient pas étayées par des preuves scientifiques ni n'étaient fondées sur un raisonnement cohérent et objectif, et étaient très probablement surestimées. En outre, toutes distorsions ou surestimations du calcul des probabilités individuelles seraient agrégées dans la probabilité globale de l'importation.

[2176] IRA de l'Australie, partie B, page 142.
[2177] *Ibid.*
[2178] *Ibid.*
[2179] *Ibid.*
[2180] IRA de l'Australie, partie B, pages 142 à 144.
[2181] IRA de l'Australie, partie B, page 145.

7.732 Le Groupe spécial a aussi noté qu'en ce qui concerne plusieurs aspects de l'examen de l'exposition, de l'établissement et de la dissémination, le raisonnement fait dans l'IRA n'était pas cohérent ni objectif ou n'était dûment étayé par des preuves scientifiques. C'est notamment le cas pour les affirmations faites dans l'IRA concernant la possibilité que des fruits porteurs d'une infection latente mais asymptomatiques puissent développer des pourritures et produire des spores de *Neonectria galligena*, qui pourraient ensuite être transférées vers de nouveaux hôtes; il en est de même des hypothèses concernant la momification des fruits et la possibilité que les périthèces jouent un rôle dans la contamination de nouveaux hôtes. Il n'y a non plus aucune preuve étayant l'hypothèse apparemment avancée dans l'IRA selon laquelle l'inoculum pour l'infection et les sites d'infection seraient toujours présents. S'agissant de l'élimination des déchets, l'affirmation faite dans l'IRA selon laquelle les déchets ménagers constitueraient des "sources d'inoculum potentielles pour le transfert à des plantes hôtes sensibles" n'est pas étayée par des preuves. L'IRA ne contient aucune preuve scientifique indiquant que le vent peut servir de mécanisme de dispersion des conidies en l'absence de pluie. Le raisonnement fait dans l'IRA concernant le mécanisme de transfert n'est pas objectivement justifiable car il ne tient pas compte du fait que la dispersion des conidies par les éclaboussures de pluie serait très limitée et que pour qu'il y ait transfert, il faudrait aussi certaines conditions climatiques, qui sont peu susceptibles d'être présentes en Australie, en particulier pendant les périodes les plus critiques pour l'infection. Il n'y a rien dans l'IRA qui étaye la possibilité suggérée que des oiseaux ou des insectes puissent participer en tant que vecteurs au transfert et à la dissémination de *Neonectria galligena*. L'examen effectué dans l'IRA de la présence de points d'entrée ne tient pas compte du fait que les conidies sont de médiocres épiphytes et qu'elles ne survivront pas en tant que contaminant de surface sur les pommes. L'IRA ne reconnaît pas non plus de manière adéquate l'importance du nombre de spores pour la probabilité de déclenchement d'une infection ni le rôle d'autres facteurs, tels que le cultivar hôte. S'agissant de la réceptivité de la plante hôte, l'IRA exagère la sensibilité des cicatrices foliaires pour servir de sites d'entrée des conidies. Le raisonnement fait dans l'IRA concernant les facteurs environnementaux n'est pas objectivement justifiable, car il ne tient pas compte du fait que les conditions climatiques nécessaires à la production et dissémination de l'inoculum, et à l'infection par l'inoculum, pour ce qui est de la combinaison appropriée de températures froides et d'humectation, sont peu susceptibles d'être présentes en Australie, en particulier en été et au début de l'automne, les périodes les plus critiques pour l'infection. L'IRA s'attache à la pluviosité annuelle totale, plutôt qu'aux facteurs plus importants que sont les heures d'"humectation des feuilles" et la question de savoir si les chutes de pluie se produisent pendant les périodes critiques. Il n'y a rien non plus dans l'IRA qui étaye la déclaration selon laquelle les personnes (par exemple, les consommateurs, les arboriculteurs et les pépiniéristes) qui manipulent des pommes infectées pourraient éventuellement disséminer l'inoculum vers des plantes hôtes sensibles.

7.733 M. Latorre note ce qui suit au sujet du raisonnement énoncé dans l'IRA concernant l'établissement et la dissémination du chancre européen:

> "[I]l n'est pas tout à fait convaincant parce que: i) l'analyse des conditions climatiques dans les régions d'entrée potentielles n'est que brièvement examinée. Il ne faudrait pas supposer qu'une région où les chutes de pluie avoisinent ou dépassent de 1 000 mm par an est nécessairement propice au développement du chancre européen. Les températures et les chutes de pluie pendant les périodes d'entrée (périodes d'importation des fruits) devraient être indiquées, sachant qu'elles affecteront la probabilité de l'établissement et de la dissémination de *N. galligena* après l'entrée. Les données météorologiques pour les périodes d'entrée permettraient aux experts d'évaluer la probabilité que les fruits mûrs porteurs d'infections latentes développent des symptômes, sporulent, libèrent l'inoculum et le disséminent vers des hôtes voisins. ii) Des lésions, des cicatrices foliaires, des plaies de taille ou d'autres dommages sont nécessaires à l'infection, mais les cicatrices foliaires à l'automne sont les sites d'infection les plus courants. Les importations de fruits (et la présence d'inoculum) pourraient se produire lorsque les cicatrices foliaires ne sont pas

> présentes, ce qui réduirait à zéro la probabilité de l'établissement et de la dissémination."[2182]

7.734 M. Latorre ajoute que les conditions climatiques sont un facteur essentiel lorsque l'on évalue le risque d'établissement et de dissémination de *Neonectria galligena* associé aux pommes asymptomatiques en provenance de Nouvelle-Zélande. "Les conditions climatiques dans les régions de pomiculture de l'Australie doivent être adéquates pour l'établissement et la dissémination de la maladie, sinon la probabilité de l'établissement et de la dissémination serait de zéro et l'analyse des risques devrait se terminer à ce stade."[2183]

7.735 S'agissant des conditions climatiques, M. Swinburne note en outre que:

> "[Les données sur les conditions météorologiques de base pour l'infection] seront pertinentes pour toutes les régions de pomiculture, mais comme elles ne se rapportent qu'à un seul aspect du cycle des événements, elles ne peuvent pas être utilisées seules pour prédire l'adéquation d'une région pour la maladie. La faiblesse essentielle de l'approche suivie dans l'IRA est qu'elle suppose que l'inoculum (spores) pour l'infection est toujours présent, et que tout ce qu'il faut, c'est une période adéquate (heures d'humectation des feuilles dans des limites de température données) pour que l'infection se produise. La principale faille de cet argument est l'hypothèse selon laquelle il est possible de comparer des régions sur la base de leur pluviosité annuelle, sans tenir compte du régime des pluies. Même dans des régions comme l'Irlande du Nord (Loughgall) où il pleut en toute saison, il fallait plus de cinq heures d'humectation des feuilles après quelques jours de temps sec pour que la libération des ascospores reprenne (Swinburne, 1971b). Dans les régions où il existe une saison sèche marquée, comme la Californie et les États du nord-ouest des États-Unis bordés par le Pacifique, la formation de spores ne commence même pas tant que la période pluvieuse n'a pas duré un certain temps (encore indéterminé à ce jour) (Zeller, 1926, Wilson, 1966/8). Pour une telle région, des données ne concernant que de simples "périodes d'infection" surestimeraient beaucoup le risque d'établissement de la maladie."[2184]

7.736 M. Swinburne ajoute que, du fait que l'établissement initial d'une épidémie suscitée par *Neonectria galligena* par le biais de fruits infectés importés n'a pas été démontré, "la question ne peut pas seulement être considérée d'un point de vue théorique"[2185]:

> "Pour qu'une telle filière existe, les fruits ne devraient pas seulement développer des pourritures visibles, mais également former des spores viables qui peuvent se disséminer vers de nouveaux hôtes. La formation de périthèces sur les fruits a été très rarement observée (Dillon-Western, 1927), et ne figure dans aucune étude épidémiologique ultérieure (Swinburne, 1975; CAB 2001). Il est donc très improbable que des ascospores se forment ou soient libérées à partir de fruits pourris. La formation de conidies sur la surface des lésions se produit effectivement

---

[2182] Réponse de M. Latorre à la question n° 58 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 364.

[2183] Réponse de M. Latorre à la question n° 66 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 398.

[2184] Réponse de M. Swinburne à la question n° 66 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 399. Voir aussi la réponse de M. Deckers à la question n° 66 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 397.

[2185] Réponse de M. Swinburne à la question n° 58 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 365.

> (Swinburne, 1975) en général au centre de la partie pourrie où la cuticule s'est fendue. C'est surtout évident sur les fruits qui proviennent d'entrepôts où l'humidité a été maintenue à un taux d'environ 100 pour cent. Les fruits qui développent des pourritures à des stades ultérieurs de la chaîne de détail dans des conditions où [l'humidité relative] est plus faible ne produisent habituellement pas de spores (observation personnelle), ce qui est conforme aux observations (par exemple, Wilson, 1966) faites pour les infections du bois, selon lesquelles il faut une période d'"humectation des feuilles" pour que des conidies se forment."[2186]

7.737 M. Swinburne dit en outre, que l'IRA ne relève pas que le nombre de pommes porteuses d'une infection latente par *Neonectria galligena* serait susceptible de diminuer le long de la filière, réduisant progressivement la probabilité que les événements estimés se produisent. L'expert illustre son propos à l'aide d'une hypothèse:

> "[S]i l'on a 100 pommes infectées qui étaient saines à leur arrivée en Australie mais ont pourri par la suite, qu'arriverait-il à ces 100 pommes infectées? Peut-être que de toute façon 70 ou 80 d'entre elles ne développeraient jamais de spores, de sorte qu'on pourrait ne pas en tenir compte. Il faut ensuite considérer ce qui se produirait dans le cas des autres pommes pour ce qui est de la dispersion de l'inoculum. Autrement dit, tous les processus s'atténuent plus on avance dans la chaîne et cela n'apparaît pas du tout dans l'IRA. Plus la durée d'entreposage des pommes en Nouvelle-Zélande est longue, plus la probabilité qu'une pomme infectée par *Nectria* soit envoyée en Australie diminue parce que cette pomme serait éliminée avant d'être mise dans l'emballage prêt pour la vente au détail et transportée par train. Le processus d'atténuation après la récolte serait donc continu tout au long de la chaîne de transport, ce dont ne rend pas vraiment bien compte l'IRA."[2187]

7.738 M. Swinburne conclut qu'"il n'y a en fait aucune preuve dans la littérature indiquant que des pommes infectées qui pourrissent avec ce champignon sont par la suite responsables de la dissémination de la maladie vers d'autres hôtes, puis d'autres hôtes encore"[2188]:

> "Bon nombre des preuves qui ont été présentées ont trait à des observations faites dans les années 1920 par Dillon-Western concernant une variété connue sous le nom de Worcester, qui est une variété extrêmement précoce qui pourrit effectivement dans l'arbre et produit des fruits momifiés. Pendant la quarantaine d'années où j'ai travaillé sur cette question, je n'ai jamais eu le privilège de voir une telle chose et j'ai essayé dans le passé de produire des périthèces et des ascospores à partir de pommes pourries à des fins expérimentales, mais sans succès. Les fruits qui pourrissent en étant infectés par *Nectria*, comme je l'appellerai, produisent effectivement des conidies s'il y a incubation dans des conditions humides, dans une mesure limitée au centre de la lésion. Il ne s'agit pas d'une source prolifique de spores devant être libérées par la suite et je crains que personne n'ait en réalité cherché à déterminer si une pomme en voie de décomposition pouvait libérer des spores dans un nouveau verger et répandre la maladie. Cela pourrait faire l'objet d'expérimentations, en s'inspirant d'une expérience que nous avons réalisée à East Malling il n'y a pas très longtemps avec du bois abandonné infesté de chancres que nous avons pulvérisé et

---

[2186] Réponse de M. Swinburne à la question n° 58 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 365.

[2187] Réponse de M. Swinburne dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 574.

[2188] Réponse de M. Swinburne dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 411.

> placé sous des arbres en pot de la variété la plus sensible que je connaisse, à savoir la Spartan, et nous ne sommes pas parvenus à produire un seul chancre après avoir pulvérisé plusieurs chancres, peut-être 50 kilos, que nous avons déposés sous ces arbres."[2189]

7.739 M. Swinburne ajoute qu'"il n'y a aucun renseignement concernant la possibilité" qu'une pomme pourrie par *Neonectria galligena* et jetée dans un verger australien produise des conidies et puisse déclencher une nouvelle série d'infections dans une région où il n'y en a jamais eu[2190]:

> "[I]l faut que le fruit produise des conidies pour devenir une unité de transmission de l'infection. Il peut être infecté, mais il n'est pas nécessairement infectieux et même s'il le devient, à supposer qu'il se trouve au sol et n'a pas été délibérément placé quelque part dans l'arbre, la dissémination des conidies, qui dépend de la dispersion par éclaboussures, va en fait se produire à l'intérieur d'une région très limitée ... Je ne veux pas trop insister sur cette possibilité particulière, mais il n'y a aucun renseignement qui nous indique que cela ne peut pas se produire et en tant que biologistes nous ne pouvons jamais dire que cela ne se produira jamais."[2191]

Comme M. Swinburne l'a expliqué, même si en tant que biologiste il ne peut pas écarter la possibilité qu'un fruit infecté soit une filière de dissémination à longue distance du chancre européen, "elle a probablement une probabilité exceptionnellement faible".[2192]

7.740 M. Latorre a noté que, même si des fruits mûrs pouvaient être porteurs du pathogène et pouvaient certainement être déplacés d'un endroit à un autre, il partageait le point de vue de M. Swinburne:

> "Tout d'abord, il faudrait avoir un fruit infecté, et cela est possible, sans symptômes. Vous pouvez prendre ce fruit et le transporter depuis la Nouvelle-Zélande, peut-être vers l'Australie. Cela est aussi possible, à mon avis. Mais il faut aussi que ce fruit pourrisse dans les conditions australiennes et, ensuite, il faudra qu'il produise des spores, des conidies, en surface, et enfin, que ces conidies puissent être disséminées à proximité, principalement par des éclaboussures de pluie, qui sont la principale voie de dissémination."[2193]

7.741 Comme M. Latorre l'a noté, le mouvement du chancre européen sur de longues distances est habituellement associé à l'importation de matériel de pépinière et non au commerce des pommes. "Il n'y a aucune preuve scientifique démontrant que la dissémination du chancre européen sur de longues distances est due au mouvement des fruits. ... [L]a dissémination sur de longues distances avec des pommes mûres devrait être considérée comme une hypothèse plutôt que comme un fait avéré."[2194]

[2189] *Ibid.*

[2190] Réponse de M. Swinburne dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 419.

[2191] Réponse de M. Swinburne dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 419.

[2192] Réponse de M. Swinburne dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 422.

[2193] Réponse de M. Latorre dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 424.

[2194] Réponse de M. Latorre à la question n° 64 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 392. Voir aussi la réponse de M. Swinburne à la question n° 64 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 393.

7.742 M. Latorre a dit en outre ce qui suit:

> "[L]e seul moyen selon moi par lequel l'Australie pourrait être touchée par le chancre européen est en réalité la commercialisation, le transport international de matériel végétal de pépinière. C'est peut-être de cette façon que la maladie s'est déplacée dans le monde. Il ne m'a jamais paru possible que le fruit puisse en réalité être la cause ou le moyen de l'introduction, de l'établissement et de la dissémination de la maladie dans une nouvelle région. Vous pouvez introduire *Nectria* sur des pommes, reste à savoir si cette maladie va s'établir dans un lieu à partir de l'inoculum présent sur les fruits."[2195]

7.743 M. Latorre conclut que la valeur globale estimée dans l'IRA pour la probabilité annuelle de l'entrée, de l'établissement et de la dissémination du chancre européen donne lieu à des conclusions "non crédibles" et qu'elle devrait être validée avant de pouvoir être acceptée:

> "[L]a probabilité globale de l'entrée, de l'établissement et de la dissémination de *N. galligena* était de 7.0×10^{-2}, ce qui a été considéré comme faible (tableau 37, AUS-2 BA page 150). En fait, il s'agit d'une probabilité très élevée, et non faible, pour un événement biologique associé à *N. galligena*. Si cette valeur de probabilité est exacte, et à supposer que le taux de pénétration du marché australien équivaut à 50 000 000 de pommes par an (AUS-2 BA, page 19), *N. galligena* devrait être présent dans 3 500 000 de pommes (7 pour cent) chaque année, ce qui n'est pas crédible. La probabilité globale (7.0×10^{-2}) devrait donc être validée avant d'être acceptée. Des données validant les valeurs de probabilité figurant dans le tableau 12 n'ont pas été présentées."[2196]

7.744 En conclusion, tout au long de l'examen des différents facteurs, l'IRA tend à exagérer le risque, par exemple, en ne tenant pas compte du fait que la mycoflore épiphyte serait probablement petite et en décroissance, et que le nombre de pommes porteuses d'une infection latente diminuerait aussi dans le temps, en ne prenant pas en considération les conditions climatiques qui sont nécessaires à la production et dissémination de l'inoculum, et à l'infection par l'inoculum, et en supposant que l'inoculum pour l'infection et les sites d'infection seraient toujours présents. L'IRA met plutôt l'accent sur un certain nombre de facteurs et pose certaines hypothèses qui tendraient à accroître la probabilité de l'entrée, de l'établissement et de la dissémination, malgré l'absence de preuves scientifiques adéquates pour étayer ces facteurs voire en présence de preuves disponibles indiquant le contraire.

7.745 L'IRA donne peu de renseignements sur la façon dont l'analyse et l'examen approfondis des différents facteurs associés à l'entrée, l'établissement et la dissémination sont ensuite traduits en estimations quantitatives. Le Groupe spécial ne peut pas essayer de recalculer ces estimations, car cela constituerait un examen *de novo*. Toutefois, il ne peut pas ne pas noter que ces estimations ne sont pas étayées par les preuves scientifiques disponibles ni par un raisonnement cohérent et objectif. À cet égard, le Groupe spécial juge curieux que selon deux scénarios très différents concernant la proximité, l'IRA parvienne à des conclusions relativement semblables sur la probabilité de l'entrée, de l'établissement et de la dissémination. Comme il est indiqué plus haut, l'IRA envisage un premier scénario, selon lequel 70 à 100 pour cent des pommes importées sont distribuées aux stations de conditionnement des vergers et le reste à des grossistes des zones urbaines, et un deuxième scénario, selon lequel 0,1 à 5 pour cent seulement des pommes importées sont distribuées aux stations de

[2195] Réponse de M. Latorre dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 565. Voir aussi la réponse de M. Deckers à la question n° 64 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 390.

[2196] Réponse de M. Latorre à la ligne directrice g) du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 5.

conditionnement des vergers. L'IRA parvient toutefois à des conclusions globalement semblables, correspondant à la description qualitative "faible", et estime des valeurs de probabilité presque identiques selon les deux scénarios.[2197]

7.746 Le Groupe spécial a déjà reconnu que lorsqu'ils procédaient à des évaluations des risques, les Membres étaient fréquemment confrontés à des limites dans la disponibilité des données nécessaires pour leurs modèles.[2198] Il a noté que face à ce problème, les Membres pouvaient essayer d'estimer les réponses s'il n'y avait pas de données disponibles en ayant recours au jugement d'experts. De fait, l'Australie fait valoir que c'est la façon dont les probabilités ont été estimées pour plusieurs étapes.[2199] À cet égard, le Groupe spécial a noté que le jugement d'experts pouvait être un outil important pour le responsable de l'évaluation des risques, mais qu'il ne pouvait pas remplacer les données scientifiques nécessaires, surtout pour estimer la probabilité de l'entrée, de l'établissement et de la dissémination d'un parasite. Conformément aux NIMP pertinentes, le recours au jugement d'experts ne remplace pas l'utilisation des renseignements disponibles. Le recours au jugement d'experts doit être documenté et transparent; il doit être fondé sur les renseignements scientifiques fiables pertinents, même lorsque ces renseignements sont limités.[2200] Comme l'a noté l'un des experts, si aucune donnée n'est disponible, les Membres devraient essayer de se référer à d'autres renseignements disponibles, par exemple à d'autres parasites pour lesquels il peut y avoir certaines données.[2201] Le non-respect de ces prescriptions peut entraîner des erreurs dans l'exercice du jugement d'experts. Il ne suffit pas d'alléguer, comme l'a fait l'Australie, que "[l]'équipe chargée de l'IRA a appliqué son jugement d'experts et a développé son raisonnement à chaque étape du Rapport IRA final".[2202]

7.747 À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial constate que la Nouvelle-Zélande n'a pas établi *prima facie* que l'examen effectué dans l'IRA des points d'utilisation et des scores de proximité estimés pour la combinaison de chaque point d'utilisation et des groupes d'exposition (valeurs de proximité) pour le chancre européen ne s'appuyait pas sur des preuves scientifiques suffisantes ou n'était pas cohérent ni objectif.

7.748 Le Groupe spécial constate, toutefois, que l'estimation faite dans l'IRA selon laquelle les fruits provenant d'un verger infecté ou infesté sont infectés ou infestés par *Neonectria galligena* (étape 2 pour l'importation), les fruits intacts provenant de vergers infectés ou infestés sont contaminés par *Neonectria galligena* pendant la cueillette et le transport vers la station de conditionnement (étape 3 pour l'importation), les fruits infectés ou infestés demeurent infectés ou infestés après les procédures de traitement courantes dans la station de conditionnement (étape 4 pour l'importation), des fruits intacts sont contaminés par *Neonectria galligena* pendant le traitement dans la station de conditionnement (étape 5 pour l'importation), les fruits infectés ou infestés demeurent infectés ou infestés pendant la palettisation, l'inspection de la qualité, la conteneurisation et le transport vers

---

[2197] IRA de l'Australie, partie B, page 145. Réponse de M. Sgrillo à la question n° 46 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphes 296 et 297; réponse de M. Sgrillo dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 40. Voir aussi la réponse de M. Cross dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 42.

[2198] Réponse de M. Sgrillo dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 191.

[2199] Voir, par exemple, la première communication écrite de l'Australie, paragraphes 541, 547, 563, 568, 580, 594, 598, 601, 638, 649, 689 et 719; la deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphes 467 et 520. Voir aussi la déclaration orale liminaire de l'Australie à la deuxième réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, paragraphe 12.

[2200] Voir plus haut les paragraphes 7.433 à 7.440.

[2201] Réponse de Mme Schrader dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 195.

[2202] Déclaration orale liminaire de l'Australie à la première réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, paragraphe 16. Voir aussi la première communication écrite de l'Australie, paragraphes 74, 218 et 239.

l'Australie (étape 6 pour l'importation), et des fruits intacts sont contaminés par *Neonectria galligena* pendant la palettisation, l'inspection de la qualité, la conteneurisation et le transport (étape 7 pour l'importation), n'est pas suffisamment étayée par les preuves scientifiques utilisées à cette fin et, en conséquence, n'est pas cohérente ni objective. À la lumière de ces constatations et en l'absence de toute justification ou preuve séparée dans l'IRA concernant la probabilité globale de l'importation estimée, le Groupe spécial constate en outre que l'estimation de la probabilité globale d'importation faite dans l'IRA n'est pas étayée par des preuves scientifiques adéquates et, en conséquence, n'est pas cohérente ni objective.

7.749 Le Groupe spécial note aussi qu'une partie importante des analyses faites dans l'IRA sur l'exposition, l'établissement et la dissémination du chancre européen repose sur un certain nombre d'hypothèses et de réserves. Cela suscite des doutes raisonnables concernant l'évaluation faite par le responsable de l'évaluation des risques. L'IRA n'a pas dûment pris en considération un certain nombre de facteurs qui pouvaient avoir une incidence majeure sur l'évaluation de ce risque particulier. En conséquence, le Groupe spécial constate que le raisonnement exposé dans l'IRA de l'Australie, en ce qui concerne la probabilité de l'entrée, de l'établissement et de la dissémination du chancre européen, y compris l'estimation faite dans l'IRA de la valeur des probabilités respectives, ne s'appuie pas sur des preuves scientifiques adéquates et, en conséquence, n'est pas cohérent ni objectif.

k) Conséquences biologiques et économiques qui pourraient résulter du chancre européen

i) Résumé des arguments des parties

7.750 La Nouvelle-Zélande fait valoir que l'analyse faite dans l'IRA des conséquences du chancre européen ne constitue pas une évaluation des "conséquences biologiques et économiques qui pourraient … résulter" de la maladie au sens de l'Accord SPS. À son avis, "l'évaluation faite dans l'IRA des conséquences globales comme étant modérées est une surestimation importante".[2203]

7.751 La Nouvelle-Zélande fait valoir que le score de "E" attribué dans l'IRA à l'incidence directe du chancre européen sur la préservation des végétaux est "une surestimation importante", parce que l'IRA exagère le risque d'établissement ou de dissémination du chancre européen en Australie.[2204] À son avis, à cause des conditions climatiques australiennes, "l'incidence directe du chancre européen sur la préservation des végétaux en Australie serait tout au plus mineure, même au niveau local".[2205]

7.752 La Nouvelle-Zélande conteste aussi l'analyse faite dans l'IRA de l'incidence directe du chancre européen sur d'autres aspects des effets environnementaux. À son avis, l'analyse faite dans l'IRA de la flambée tasmanienne est à cet égard viciée. Elle fait valoir qu'"il y a peu de régions en Australie où le chancre européen pourrait s'établir et se disséminer".[2206]

7.753 La Nouvelle-Zélande fait aussi valoir que l'analyse faite dans l'IRA de l'incidence indirecte du chancre européen "exagère l'effet global prévu que le chancre européen aurait en Australie".[2207] À son avis, "*N. galligena* n'est pas connu dans le monde pour causer des maladies nocives pour les végétaux d'agrément".[2208] En ce qui concerne la lutte et l'éradication, la Nouvelle-Zélande estime qu'"une flambée est susceptible d'être très localisée [et e]n conséquence, les coûts d'éradication ne sont pas

[2203] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.332. Voir aussi la deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 2.662 et 2.685.
[2204] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.326.
[2205] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.327. Voir aussi la deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 2.665 et 2.666.
[2206] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 4.328 et 4.329. Voir aussi la deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 2.675 et 2.676.
[2207] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.330.
[2208] *Ibid.*

susceptibles d'être élevés".[2209] S'agissant du commerce international, elle note que d'après son expérience, "la présence de *N. galligena* n'a pas restreint son commerce de pommes avec des pays autres que l'Australie".[2210] Enfin, elle estime que l'"incidence [du chancre européen] sur l'environnement et les collectivités est négligeable".[2211] Elle fait valoir en particulier que "rien n'étaye l'idée avancée dans l'IRA que la maladie du chancre européen ... pourrait avoir des retombées indirectes sur le tourisme".[2212]

7.754 En réponse, l'Australie fait valoir que l'analyse faite dans l'IRA des conséquences qui pourraient résulter du chancre européen est objective et crédible. Elle estime que malgré ses allégations d'"exagération" et de "surestimation importante", la Nouvelle-Zélande n'a pas sérieusement examiné les questions soulevées dans l'examen des conséquences figurant dans l'IRA et n'a pas établi que l'évaluation des conséquences comportait de quelconques vices.[2213]

7.755 L'Australie rejette l'allégation de la Nouvelle-Zélande concernant l'analyse de l'incidence directe du chancre européen sur la préservation des végétaux. Elle estime "que le score attribué à ce critère par l'équipe chargée de l'IRA était crédible".[2214] Elle fait valoir que l'analyse faite dans l'IRA contient "une évaluation crédible de la probabilité de l'établissement ou de la dissémination du chancre européen".[2215] L'IRA indique que les conditions climatiques dans 40 pour cent environ des régions d'arboriculture fruitière commerciale de l'Australie sont propices à l'infection et que certaines régions de l'Australie enregistrent en moyenne plus de 1 000 mm de pluie environ par an.[2216] Selon l'Australie, l'analyse du climat faite par la Nouvelle-Zélande "est trop étroite pour prévoir avec exactitude l'établissement du chancre européen ... [L]a répartition potentielle du chancre européen en Australie couvre une région beaucoup plus étendue que ne l'indique la Nouvelle-Zélande dans son analyse du climat, ce qui montre que l'incidence directe du chancre européen sur la préservation des végétaux en Australie serait plus que "mineure", même au niveau local".[2217] L'Australie fait en outre valoir que les exemples donnés dans l'IRA, en ce qui concerne l'incidence sur la préservation des végétaux, ne se rapportent pas seulement à l'Europe et à l'Amérique du Nord, où certaines variétés très appréciées sont semblables à celles qui sont cultivées en Australie et en Nouvelle-Zélande, mais comprennent aussi des éléments d'information portant à la fois sur la Tasmanie et la Nouvelle-Zélande "qui indiquent que la maladie, là où elle est établie, a de graves conséquences ... En tout état de cause, étant donné que l'Australie est actuellement exempte de *N. galligena*, pour évaluer les conséquences, l'équipe chargée de l'IRA n'avait pas d'autre choix que de s'appuyer sur les expériences d'autres pays touchés par la maladie".[2218] L'Australie fait valoir que de récents rapports en provenance de Nouvelle-Zélande étayent le score attribué dans l'IRA à l'incidence directe de *Neonectria galligena* sur la préservation des végétaux.[2219] Enfin, elle fait observer que la Nouvelle-Zélande ne tient pas

[2209] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.331. Voir aussi la deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.678.
[2210] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.332. Voir aussi la deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.682.
[2211] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.332. Voir aussi la deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.684.
[2212] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.332.
[2213] Première communication écrite de l'Australie, paragraphes 673 et 718. Voir aussi la deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphe 590.
[2214] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 686.
[2215] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 679.
[2216] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 678.
[2217] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 681. Voir aussi la deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphes 575 à 577.
[2218] Première communication écrite de l'Australie, paragraphes 682 et 683. Voir aussi la deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphes 578 à 580.
[2219] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 684.

compte du fait que l'IRA a considéré qu'il y avait un grand nombre d'autres espèces hôtes de *Neonectria galligena*, en plus des pommes et des poires.[2220]

7.756 L'Australie rejette aussi l'allégation de la Nouvelle-Zélande concernant l'analyse de l'incidence directe du chancre européen sur d'autres aspects de l'environnement. Elle fait valoir que le score attribué dans l'IRA à ce critère était crédible.[2221] À cet égard, l'Australie soutient de nouveau que l'analyse faite dans l'IRA contient "une évaluation crédible de la probabilité de l'établissement ou de la dissémination du chancre européen" et qu'étant donné que l'Australie est exempte de *Neonectria galligena*, l'équipe chargée de l'IRA avait dû prendre en considération des études portant sur d'autres pays touchés par la maladie, exerçant son jugement d'experts pour tenir compte des circonstances différentes entre l'Australie et ces autres pays, y compris sur les plans du climat et de la flore.[2222] L'Australie rejette l'allégation de la Nouvelle-Zélande selon laquelle l'IRA n'a pas tenu compte de l'expérience réelle de la flambée du chancre européen en Tasmanie. À son avis, "[i]l est fallacieux ... de faire valoir que ce programme d'éradication rigoureux était en quelque sorte dénué de pertinence pour ce qui est de restreindre la dissémination de la maladie".[2223] L'Australie estime en outre que "[l]a dissémination limitée de *N. galligena* en Tasmanie a aussi bénéficié de l'absence d'ascospores transportées dans l'atmosphère qui se prêtent mieux que les conidies à la dispersion sur de longues distances". Même en l'absence d'ascospores, il y a eu en Tasmanie une dissémination limitée entre les pommiers d'un même verger et d'un verger à l'autre par des conidies dispersées par des éclaboussures de pluie. Cependant, comme "[l]a souche néo-zélandaise de *N. galligena* produit des ascospores ... si elle s'établit en Australie, l'incidence sera beaucoup plus sérieuse qu'en Tasmanie". L'Australie indique aussi qu'"il était probable que la flambée tasmanienne impliquait une souche unique de *N. galligena* qui exigeait un autre type de croisement pour la reproduction".[2224] Elle rejette l'affirmation de la Nouvelle-Zélande selon laquelle *N. galligena* n'a pas d'incidence sur les végétaux d'agrément. Elle indique que "[l]es preuves montrent que la maladie cause des dommages considérables aux arbres dans les jardins privés en Nouvelle-Zélande" et qu'"il est généralement admis que les hôtes courants du champignon comprennent l'érable, le bouleau, le hêtre, le frêne, le chêne, le saule et l'orme", dont bon nombre sont des végétaux d'agrément en Australie.[2225]

7.757 S'agissant de l'analyse faite dans l'IRA de l'incidence indirecte concernant la lutte et l'éradication, l'Australie rejette les arguments de la Nouvelle-Zélande et estime que le score attribué dans l'IRA est crédible.[2226] Elle laisse de nouveau entendre que l'analyse du climat faite par la Nouvelle-Zélande est "trop étroite" et que "la répartition potentielle du chancre européen en Australie couvre une région beaucoup plus étendue que ne l'indique la Nouvelle-Zélande".[2227] L'Australie rejette "la tentative faite par la Nouvelle-Zélande de minimiser l'importance des coûts de l'éradication". À son avis, "il est à la fois difficile et coûteux d'éradiquer le chancre européen une fois qu'il s'est établi". Il serait coûteux de mettre en œuvre des méthodes de lutte générales contre le chancre européen, telles que la vaporisation de fongicides, l'application de peintures sur les coupures occasionnées par la taille, la lutte culturale, l'amélioration de la résistance des plantes hôtes et la prévention de la pourriture des fruits.[2228] Bien que l'IRA reconnaisse que le recours aux pratiques culturales et aux produits chimiques pour lutter contre la tavelure de la pomme dans la plupart des régions de pomiculture de l'Australie contribuerait à lutter contre le chancre européen, les traitements par pulvérisation ne peuvent pas à eux seuls éradiquer les infections existantes et doivent être

[2220] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 685.
[2221] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 694.
[2222] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 689.
[2223] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 690. Voir aussi la deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphes 581 et 582.
[2224] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 691. (notes de bas de page omises)
[2225] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 693.
[2226] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 702.
[2227] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 698.
[2228] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 699.

complétés par l'élimination des chancres et le traitement des plaies avec une peinture efficace.[2229] Selon l'Australie, la flambée tasmanienne illustre le caractère approprié du score attribué dans l'IRA à l'incidence indirecte des mesures de lutte et d'éradication.[2230]

7.758 L'Australie rejette les arguments de la Nouvelle-Zélande concernant l'analyse faite dans l'IRA de l'incidence indirecte sur le commerce international. Elle estime que la Nouvelle-Zélande présuppose que les marchés d'exportation australiens sont les mêmes que les siens, qui sont déjà touchés par le chancre européen.[2231] En tout état de cause, l'Australie note que l'IRA a considéré que le chancre européen n'aurait qu'"une incidence mineure sur le commerce international au niveau local ... [et] il a été jugé improbable que l'incidence au niveau national soit perceptible".[2232]

7.759 S'agissant de l'analyse faite dans l'IRA de l'incidence indirecte sur l'environnement et les collectivités, l'Australie rejette les arguments de la Nouvelle-Zélande et estime que le score attribué dans l'IRA est crédible.[2233] Elle fait observer que la référence faite par la Nouvelle-Zélande à une incidence "négligeable" sur l'environnement et les collectivités donnerait d'autres exemples de la tentative faite par la Nouvelle-Zélande de procéder à sa propre évaluation des risques selon sa propre méthode.[2234] L'Australie fait valoir que la flambée tasmanienne illustre la thèse de l'IRA selon laquelle l'établissement de *Neonectria galligena* en Australie pourrait nécessiter un usage accru de produits chimiques qui peuvent avoir des effets indésirables sur l'environnement local ainsi qu'une incidence importante sur la localisation future des espèces végétales.[2235] S'agissant des collectivités, la flambée tasmanienne illustre également les effets de la mise en quarantaine de la région, les effets sur les moyens de subsistance de la population locale et les effets sur le tourisme.[2236] Enfin, l'Australie rejette les arguments de la Nouvelle-Zélande écartant l'analyse faite dans l'IRA de l'incidence indirecte de l'établissement du chancre européen sur le tourisme. Elle fait valoir que le peuplement d'ormes dans les jardins et les parcs de Melbourne est probablement important pour le tourisme.[2237]

ii) Analyse par le Groupe spécial

7.760 L'évaluation faite dans l'IRA des conséquences biologiques et économiques qui pourraient résulter du chancre européen est fondée sur l'examen d'un certain nombre de critères directs et indirects. Les critères directs comprennent: la préservation des végétaux, la protection de la santé et la vie des personnes et tous autres aspects de l'environnement. Les critères indirects comprennent: la lutte ou l'éradication, le commerce intérieur ou la branche de production nationale, le commerce international, l'environnement et les collectivités. L'IRA attribue des scores d'impact pour chaque critère direct et indirect. Les scores d'impact vont de "A", le moins important, à "G", le plus important.

7.761 Concernant les critères directs. Pour la préservation des végétaux, l'IRA attribue un score d'impact de "E". Il considère que les conséquences du chancre européen affectant la préservation des végétaux sont mineures au niveau national, importantes au niveau régional et très importantes au

[2229] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 700.
[2230] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 701.
[2231] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 705. Voir aussi la deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphe 583.
[2232] Deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphes 584 et 585.
[2233] Première communication écrite de l'Australie, paragraphes 710 et 717.
[2234] Première communication écrite de l'Australie, paragraphes 708 et 713.
[2235] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 709.
[2236] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 715.
[2237] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 716. Voir aussi la deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphes 586 à 588.

niveau des districts.[2238] Pour la santé et la vie des personnes, l'IRA attribue un score d'impact de "A". Il considère que les conséquences du chancre européen sur la santé et la vie des personnes ne sont probablement pas perceptibles au niveau local; il indique qu'"[i]l n'y a pas d'incidences directes connues de *N. galligena* sur la santé et la vie des personnes".[2239] Pour tous autres aspects de l'environnement, l'IRA attribue un score d'impact de "D". Il considère que les conséquences directes du chancre européen sur l'environnement ne sont probablement pas perceptibles au niveau national, qu'elles sont d'une importance mineure au niveau régional, mais importantes au niveau du district et très importantes au niveau local.[2240]

7.762 Concernant les critères indirects. Pour la lutte et l'éradication, l'IRA attribue un score d'impact de "D". Il considère que les coûts de la lutte et de l'éradication d'une flambée du chancre européen ne seraient probablement pas perceptibles au niveau national, et qu'ils seraient d'une importance mineure au niveau régional, mais importants au niveau des districts et très importants au niveau local.[2241] Pour le commerce intérieur et la branche de production nationale, l'IRA attribue un score d'impact de "D". Il considère que l'incidence directe du chancre européen sur le commerce intérieur et la branche de production nationale ne serait probablement pas perceptible au niveau national et qu'elle serait d'une importance mineure au niveau régional, mais importante au niveau des districts et très importante au niveau local.[2242] Pour le commerce international, l'IRA attribue un score d'impact de "B". Il considère que les conséquences indirectes du chancre européen sur le commerce international ne seraient pas perceptibles au niveau national et qu'elles seraient d'une importance mineure au niveau régional.[2243] Pour l'environnement, l'IRA attribue un score d'impact de "C". Il indique que toutes conséquences indirectes du chancre européen sur l'environnement ne seraient probablement pas perceptibles au niveau régional, et qu'elles seraient d'une importance mineure au niveau des districts et importantes au niveau local.[2244] Pour les collectivités, l'IRA attribue un score d'impact de "C". Il considère que les conséquences indirectes du chancre européen sur les collectivités ne seraient probablement pas perceptibles au niveau régional, et qu'elles seraient d'une importance mineure au niveau des districts et importantes au niveau local.[2245]

7.763 Compte tenu de ces scores d'impact, l'IRA conclut que les conséquences biologiques et économiques globales qui pourraient résulter du chancre européen devraient être jugées "modérées".[2246]

7.764 De plus, en combinant la valeur de la probabilité annuelle de l'entrée, de l'établissement et de la dissémination et le résultat des conséquences globales, l'IRA estime que le risque annuel non réduit pour les pommes importées de Nouvelle-Zélande est "faible". Le score de "faible" attribué au risque annuel non réduit est le même selon les deux scénarios différents envisagés dans l'IRA. Comme il est indiqué plus haut, l'IRA envisage un premier scénario, selon lequel 70 à 100 pour cent des pommes importées sont distribuées aux stations de conditionnement des vergers et le reste à des grossistes des zones urbaines, et un deuxième scénario, selon lequel 0,1 à 5 pour cent seulement des pommes importées sont distribuées aux stations de conditionnement des vergers. Ce score de "faible" est supérieur au niveau de protection jugé approprié par l'Australie qui est "très faible". En conséquence, l'IRA conclut qu'"une gestion des risques serait nécessaire pour ce parasite".[2247]

[2238] IRA de l'Australie, partie B, pages 146 et 147.
[2239] IRA de l'Australie, partie B, page 147.
[2240] IRA de l'Australie, partie B, pages 147 et 148.
[2241] IRA de l'Australie, partie B, page 148.
[2242] IRA de l'Australie, partie B, page 149.
[2243] *Ibid.*
[2244] *Ibid.*
[2245] IRA de l'Australie, partie B, page 150.
[2246] *Ibid.*
[2247] *Ibid.*

7.765 Les experts consultés par le Groupe spécial sont sceptiques au sujet des scores d'impact attribués dans l'IRA à certains critères. M. Latorre, par exemple, a noté que "[s]ur la base des cas signalés dans la littérature et de l'expérience d'autres pays producteurs de pommes, la conclusion à laquelle [était] parvenu l'IRA en ce qui concerne le score attribué aux conséquences globales (E, modéré) [était] surestimée".[2248] M. Latorre a ajouté ce qui suit:

> "[S]ur la base de l'ensemble des renseignements généraux connus dans le monde, à mon avis, le chancre européen est une maladie importante, mais il ne constitue pas un facteur limitatif pour la production de pommes, ni un facteur limitatif pour leur commercialisation à l'extérieur de l'Australie. Au moins, cela n'a pas été le cas de la situation dont je peux parler, celle de la production chilienne. Nous avons effectivement ce problème dans une partie du pays, que les agriculteurs peuvent vraiment régler, et d'après ce que je crois savoir cela n'a jamais été un véritable problème ni une raison de ne pas commercialiser les fruits de manière appropriée et suffisante, sur la plupart des marchés internationaux ou locaux. À cet égard, j'ai tendance à ne pas partager la conclusion sur les conséquences modérées à laquelle [l'IRA est] parvenu".[2249]

7.766 M. Swinburne était du même avis et a noté ce qui suit:

> "Le score de "E" (modéré) attribué aux conséquences globales ne peut être justifié que dans l'hypothèse où les conditions climatiques dans les régions de production fruitière de l'Australie continentale sont propices à la dissémination rapide du chancre à partir d'une source ponctuelle (pommes pourries jetées) à l'intérieur d'un district. Comme il est indiqué dans les questions n° 58 et 66, et à la lumière de la dissémination limitée enregistrée en Tasmanie, il semble improbable que cela puisse se produire."[2250]

7.767 M. Swinburne a en outre conclu ce qui suit:

> "Sur la base de l'observation concernant l'emplacement des régions de production fruitière [de l'Australie], tirée de la communication [de l'Australie], et notant qu'[elles se situent] à l'intérieur de la bande où il pleut en moyenne moins de 100 jours par an et peut-être plutôt une cinquantaine de jours, je crois que les conséquences d'une infection dans la branche de production fruitière [de l'Australie] n'auraient pas un effet aussi dommageable que [l'IRA] l'avait allégué."[2251]

7.768 S'agissant de certaines des preuves présentées par l'Australie, concernant les conséquences du chancre européen, M. Latorre a noté que les phytopathologistes étaient peut-être enclins à exagérer l'importance de certaines maladies des plantes:

> "[L]es phytopathologistes ... ont tendance à considérer leur travail comme la chose la plus importante et la plus sérieuse au monde. Ce faisant, nous avons tendance à

[2248] Réponse de M. Latorre à la question n° 60 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 372.

[2249] Réponse de M. Latorre dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 562.

[2250] Réponse de M. Swinburne à la question n° 60 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 373. Voir aussi la réponse de M. Deckers à la question n° 60 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 371.

[2251] Réponse de M. Swinburne dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 560.

> exagérer sur l'importance de certaines maladies. Je crois que je fais moi aussi cette erreur parfois. En réalité, les maladies sont très importantes, c'est vrai. La question à se poser est la suivante: est-ce un facteur limitatif qui empêcherait les agriculteurs ou le pays de produire un certain produit de base? En ce qui concerne le chancre européen, ce n'est pas le cas. Cela n'a été le cas dans aucun endroit du monde où cette maladie est arrivée, d'après ce que je crois savoir. ... Je ne suis donc pas étonné par les observations figurant à l'annexe 3 [de la communication présentée par l'Australie à titre de réfutation]. Si vous regardez dans la littérature, vous constaterez que normalement [le chancre européen] y est qualifié de "maladie majeure de la pomme"."[2252]

7.769 S'agissant de l'analyse faite par l'IRA des conséquences directes du chancre européen sur la préservation des végétaux, M. Latorre a ajouté que "le chancre européen [avait] été considéré comme une maladie majeure des pommes, qui s'[était] avérée importante sur le plan économique au Chili (Latorre *et al.*, 2002), principalement parce que deux à trois applications de fongicides [étaient] nécessaires chaque année pour prévenir les infections par les cicatrices foliaires".[2253] Cependant, il a noté que le chancre européen n'avait jamais limité la production commerciale chilienne, même si les rendements pouvaient diminuer et les coûts de production augmenter.[2254]

7.770 M. Latorre a relevé l'affirmation énoncée dans l'IRA selon laquelle "[l]es conditions climatiques dans 40 pour cent environ des régions de culture fruitière commerciale en Australie [étaient] propices à l'infection".[2255] Il a indiqué que cette conclusion "n'était fondée que sur les chutes de pluie annuelles sans aucune analyse des conditions climatiques pendant la période critique (par exemple, à la chute des feuilles à l'automne) en ce qui concerne les arbres hôtes pour l'infection".[2256]

7.771 S'agissant de l'affirmation énoncée dans l'IRA selon laquelle "[l]a principale incidence économique de la maladie résulte de la destruction et de l'élimination d'arbres individuels ou de vergers entiers à cause de l'annélation des branches, qui peut réduire sensiblement le rendement des cultures végétales"[2257], M. Latorre note que "[l]'élimination de vergers entiers d'arbres en production est extrêmement rare, si cela arrive jamais. Il peut arriver que certains jeunes arbres soient éliminés".[2258]

7.772 M. Latorre a aussi relevé l'affirmation énoncée dans l'IRA selon laquelle "[l]a pourriture des fruits se développe généralement sur le terrain ou avant la récolte, quoique l'on ait signalé dans

---

[2252] Réponse de M. Latorre dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 565.

[2253] Réponse de M. Latorre à la question n° 60 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 372. Voir aussi la réponse de M. Latorre à la question n° 86 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 502.

[2254] Réponse de M. Latorre à la question n° 60 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 372.

[2255] IRA de l'Australie, partie B, page 146.

[2256] Réponse de M. Latorre à la question n° 60 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 372. Voir aussi la réponse de M. Deckers à la question n° 86 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 500.

[2257] IRA de l'Australie, partie B, page 146.

[2258] Réponse de M. Latorre à la question n° 60 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 372.

diverses régions du monde des pertes en entrepôt de l'ordre de 10 à 60 pour cent des cultures fruitières entreposées".[2259] À cet égard, il a expliqué ce qui suit:

> "Dans les régions pluvieuses à l'époque de la récolte, les pertes en entrepôt sont généralement inférieures à quelque 2 pour cent. Dans les régions où il n'y a pas de pluies estivales à l'époque de la récolte, les pertes en entrepôt sont de 0 pour cent. Il peut se produire des pertes en entrepôt de l'ordre de 10 à 60 pour cent pour les variétés de pommes très sensibles qui sont mal gérées (sans traitements de fongicides dans des conditions d'entreposage frigorifique médiocres), phénomène qui n'a été observé que dans des régions où les environnements sont extrêmement favorables et où la pression de l'inoculum est très élevée."[2260]

7.773 M. Latorre a conclu que "[s]ur la base de la connaissance du chancre européen, et selon l'expérience générale observée dans d'autres pays exportateurs de pommes où le chancre européen est présent, il n'est pas crédible de considérer que l'incidence des conséquences est de "E"".[2261] À son avis, "le score de "E" n'est pas réaliste parce qu'il est improbable que les pertes puissent être sérieuses au niveau des districts ou au niveau local".[2262] Les effets économiques du chancre européen, pour ce qui est de l'accroissement des coûts de la taille en hiver, des traitements de fongicides et de l'élimination des lésions pédonculaires et des branches infectées, ainsi que de la diminution des rendements en fruits, peuvent être absorbés par les agriculteurs sans que ces derniers ou l'industrie locale de la pomme n'aient à supporter de conséquences majeures. En outre, ces effets économiques peuvent être réversibles, plutôt que permanents, au niveau local. Bien que la gravité de la maladie puisse être élevée au niveau des arbres, la prévalence de la maladie et son incidence sont généralement bien inférieures à 100 pour cent. Enfin, "[m]ême dans des conditions environnementales très propices, le taux de progression de la maladie serait faible plutôt qu'élevé".[2263]

7.774 S'agissant de l'analyse faite dans l'IRA des conséquences indirectes du chancre européen sur la lutte et l'éradication, M. Latorre a ajouté ce qui suit au sujet du score de "D" attribué dans l'IRA:

> "[Il] paraît trop élevé compte tenu des éléments suivants: i) Il serait peu probable que les moyens, tant physiques qu'économiques, de lutte contre le chancre européen soient trop importants. ii) Les stratégies de lutte contre d'autres maladies des pommes (par exemple, tavelure de la pomme, oïdium du pommier) contribueraient à lutter contre le chancre européen. iii) Le taux de progression de la maladie est généralement faible, ce qui signifie que les flambées du chancre européen qui finissent par se produire doivent être localisées, ce qui facilite la lutte et l'éradication. iv) La présence du chancre européen n'a aucun effet sur le commerce des pommes au niveau international, sauf avec l'Australie. L'éradication des flambées du chancre

---

[2259] IRA de l'Australie, partie B, page 146.

[2260] Réponse de M. Latorre à la question n° 60 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 372. Voir aussi la réponse de M. Latorre à la question n° 86 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 502.

[2261] Réponse de M. Latorre à la question n° 86 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 502.

[2262] Réponse de M. Latorre à la question n° 86 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 503.

[2263] Réponse de M. Latorre à la question n° 86 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 502.

> européen qui finiraient par se produire n'affecterait donc pas le commerce international."[2264]

7.775 Faisant référence à l'argument de l'Australie concernant le fait que la flambée tasmanienne illustre le caractère approprié du score attribué dans l'IRA à l'incidence indirecte de la lutte et de l'éradication, M. Swinburne a noté ce qui suit:

> "[L'Australie] a eu d'énormes difficultés à s[e] débarrasser [de la maladie], malgré des opérations continues de taille et de coupe, etc. Bien qu'[il n'y ait eu] aucun inoculum, il n'y avait aucune production de spores. J'aurais dû dire … cette infection a été importée avec les arbres qui [ont été] plantés à ce moment-là. Ces arbres étaient presque certainement infectés lorsqu'ils ont été mis en terre. C'est parce qu'il s'agissait d'une infection semi-systémique que [l'Australie] a eu des difficultés épouvantables à s'en débarrasser dans ces arbres individuels. En fait, l'infection progressait à l'intérieur de l'arbre. Alors que vous éliminiez un chancre à un endroit, vous étiez étonnés d'en voir apparaître un autre sur une autre branche. Mais il ne s'était pas rendu directement de cet endroit à cet autre endroit, il avait pris l'autre chemin, il avait pris, comme nous le reconnaissons maintenant, la forme d'une infection semi-systémique et il est capital d'utiliser du matériel végétal sain pour prévenir l'apparition de chancres. Tant que le régime quarantenaire de l'Australie sera maintenu pour les nouveaux cultivars ou les nouveaux porte-greffes et qu'il sera fait en sorte que les pépinières qui produisent les arbres commerciaux soient entièrement contrôlées, je ne pense pas que la dissémination des chancres dans l'atmosphère posera un problème particulier à l'Australie."[2265]

7.776 Ce n'est pas le rôle du Groupe spécial de réévaluer les scores d'impact attribués dans l'IRA à des critères spécifiques et de proposer des scores différents. En tout état de cause, il convient de noter que, selon les experts consultés par le Groupe spécial, l'IRA a tendance à surestimer la gravité des conséquences du chancre européen à certains égards. Cette surestimation affecte en particulier deux des scores attribués dans l'IRA qui correspondent aux scores les plus sévères de "E" et "D" (préservation des végétaux, lutte ou éradication, et commerce intérieur ou branche de production nationale).

7.777 À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial conclut que l'évaluation faite dans l'IRA des conséquences qui pourraient résulter de l'entrée, de l'établissement et de la dissémination du chancre européen en Australie ne s'appuie pas sur des preuves scientifiques adéquates et, en conséquence, n'est pas cohérente ni objective.

l) Conclusions générales en ce qui concerne les prescriptions concernant le chancre européen

7.778 Pour les raisons exposées plus haut, le Groupe spécial constate qu'en ce qui concerne son analyse de la probabilité de l'entrée, de l'établissement et de la dissémination du chancre européen et des conséquences qui pourraient résulter de l'entrée, de l'établissement et de la dissémination du chancre européen en Australie, l'IRA de l'Australie n'est pas une évaluation des risques adéquate au sens de l'article 5:1 et du paragraphe 4 de l'Annexe A de l'Accord SPS. Les vices décrits plus haut constituent aussi un manquement dans l'IRA à l'obligation de tenir suffisamment compte de facteurs tels que les preuves scientifiques disponibles, les procédés et méthodes de production pertinents en

---

[2264] Réponse de M. Latorre à la question n° 87 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 505.

[2265] Réponse de M. Swinburne dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 563.

Nouvelle-Zélande et en Australie, et la prévalence réelle du chancre européen, comme l'exige l'article 5:2 de l'Accord SPS.

7.779 En conséquence, les prescriptions de l'Australie concernant le chancre européen applicables aux pommes de Nouvelle-Zélande sont incompatibles avec l'article 5:1 et 5:2 de l'Accord SPS. Puisque les prescriptions ne sont pas fondées sur une évaluation des risques comme il est prévu à l'article 5:1 de l'Accord SPS, on peut présumer, de façon plus générale, que ces mesures ne sont pas fondées sur des principes scientifiques au sens de l'article 2:2.[2266] En conséquence, le Groupe spécial constate que les prescriptions de l'Australie concernant le chancre européen applicables aux pommes de Nouvelle-Zélande sont, par implication, également incompatibles avec l'article 2:2 de l'Accord SPS".

m) Vices de méthode relevés par la Nouvelle-Zélande

7.780 Le Groupe spécial a déjà constaté que le choix fait dans l'IRA d'un intervalle de probabilité et d'un point médian pour des événements ayant une probabilité "négligeable" de se produire, ainsi que la combinaison de cet intervalle de probabilité à l'utilisation d'une distribution uniforme pour modéliser la probabilité de ces événements, ne sont pas dûment justifiés dans l'IRA et entraînent une surestimation de la probabilité de l'entrée, de l'établissement et de la dissémination des parasites en cause. Le Groupe spécial a constaté que, en raison de ces vices de méthode, les prescriptions de l'Australie concernant le feu bactérien applicables aux pommes de Nouvelle-Zélande étaient incompatibles avec les articles 5:1, 5:2 et 2:2 de l'Accord SPS.

7.781 Comme les vices de méthode affectent aussi les prescriptions de l'Australie concernant le chancre européen, le Groupe spécial n'a pas besoin de faire une détermination séparée à cet égard pour ces prescriptions. En conséquence, le Groupe spécial constate que, en ce qui concerne les vices de méthode décrits plus haut, les prescriptions de l'Australie concernant le chancre européen applicables aux pommes de Nouvelle-Zélande sont incompatibles avec les articles 5:1, 5:2 et 2:2 de l'Accord SPS.

6. Prescriptions concernant l'ALCM

7.782 Comme pour les autres parasites, l'IRA contient une section décrivant la biologie de l'ALCM, une description du scénario de risque, un examen de la probabilité de l'entrée, de la dissémination et de l'établissement de l'ALCM, une évaluation des conséquences, une description du risque non réduit et, enfin, un examen des mesures de gestion des risques.[2267]

7.783 La Nouvelle-Zélande a contesté les prescriptions australiennes en matière d'inspection et de traitement concernant la cécidomyie des feuilles du pommier applicable aux pommes de Nouvelle-Zélande. Comme il est indiqué dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande, ces prescriptions comprennent les options suivantes:

> "[L]a possibilité d'inspecter chaque lot en utilisant un échantillon aléatoire de 3 000 unités choisies sur l'ensemble du lot pour détecter la présence de cécidomyie des feuilles du pommier, de symptômes de maladies soumises à quarantaine, de parasites soumis à quarantaine, d'arthropodes, de déchets et de graines de plantes adventices, la détection de tout arthropode vivant soumis à quarantaine donnant lieu à un traitement approprié ou au refus d'exporter;
>
> [L]a possibilité d'inspecter chaque lot en utilisant un échantillon aléatoire de 600 unités choisies sur l'ensemble du lot pour détecter la présence de symptômes de

[2266] Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Saumons*, paragraphes 137 et 138.
[2267] IRA de l'Australie, partie B, pages 157 à 192.

> maladies soumises à quarantaine, de déchets et de graines de plantes adventices, avec traitement approprié obligatoire de tous les lots."[2268]

7.784 La Nouvelle-Zélande fait valoir que l'Australie n'a pas évalué la probabilité de l'entrée de l'ALCM. S'agissant de l'analyse faite dans l'IRA de la probabilité de l'importation, la Nouvelle-Zélande fait valoir qu'"il n'y a souvent aucun lien objectif et rationnel [dans l'IRA] entre les preuves scientifiques qui sont citées pour une étape et la valeur de probabilité qui est choisie. En fait, une valeur de probabilité est souvent choisie en l'absence d'éléments scientifiques suffisants à l'appui."[2269]

7.785 La Nouvelle-Zélande fait également valoir que l'Australie "n'a pas évalué la probabilité de "l'établissement ou de la dissémination" de la maladie."[2270]

7.786 La Nouvelle-Zélande ajoute également que "la prétendue analyse faite [dans l'IRA] des "conséquences biologiques et économiques qui pourraient … résulter" de l'ALCM … ne constitue rien de plus qu'une énumération d'hypothèses non fondées. Ce n'est pas une évaluation de ces conséquences au sens de l'*Accord SPS*."[2271]

7.787 Selon la Nouvelle-Zélande, il "n'y a pas de preuve indiquant que les conséquences prévues par l'IRA se produiraient."[2272]

7.788 Le Groupe spécial analysera cette prescription concernant la cécidomyie des feuilles du pommier au titre de l'article 5:1 et 5:2 de l'Accord SPS en se concentrant sur les vices spécifiques allégués de l'IRA relevés par la Nouvelle-Zélande dans ses diverses communications. Il examinera si la Nouvelle-Zélande a dûment établi ce qui suit:

a) en évaluant la probabilité de l'entrée et de l'établissement de l'ALCM, l'IRA n'a pas dûment tenu compte de la proportion de cocons contenant des ALCM viables;

b) en évaluant la viabilité de l'ALCM à l'intérieur des cocons occupés, l'IRA n'a pas dûment tenu compte de l'effet possible de parasitisme causé par la guêpe *Platygaster demades*;

c) l'évaluation faite dans l'IRA de l'établissement et de la dissémination de l'ALCM est fondé sur des hypothèses erronées concernant le rayon de vol de l'ALCM;

d) l'évaluation faite dans l'IRA de l'établissement et de la dissémination de l'ALCM est fondée sur des hypothèses erronées concernant la période qui serait nécessaire pour que l'ALCM émerge après que les pommes sont sorties des entrepôts frigorifiques;

e) l'IRA n'a pas dûment tenu compte des conditions climatiques qui sont nécessaires à l'établissement et à la dissémination de l'ALCM;

f) l'IRA est fondé sur des hypothèses erronées concernant le mode de commercialisation des pommes de Nouvelle-Zélande importées en Australie; et

---

[2268] *Australie – Pommes*, Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande (WT/DS367/5), 7 décembre 2007, jointe en tant qu'annexe A-1 au présent rapport, page 3. Voir aussi l'IRA de l'Australie, partie B, pages 188 à 192.

[2269] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 4.334 et 4.335.

[2270] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 4.350.

[2271] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 4.377.

[2272] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.373.

g) l'IRA n'évalue pas correctement les conséquences biologiques et économiques qui pourraient résulter du parasite.

7.789 Le Groupe spécial effectuera cet examen en étudiant les arguments présentés par la Nouvelle-Zélande dans le contexte de l'analyse faite dans l'IRA concernant l'ALCM. En conséquence, il examinera les questions suivantes: les données disponibles relatives à la viabilité des cocons d'ALCM, l'effet de parasitisme sur la viabilité de l'ALCM à l'intérieur des cocons occupés, le rayon de vol de l'ALCM, la période d'émergence, les conditions climatiques nécessaires à la dissémination de l'ALCM en Australie, le mode de commercialisation, et les conséquences biologiques et économiques qui pourraient résulter de l'ALCM.

7.790 Pour chacune de ces questions, le Groupe spécial déterminera le fondement scientifique sur lequel repose l'analyse pertinente faite dans l'IRA. Après avoir déterminé ce fondement scientifique, il vérifiera s'il provient d'une source respectée et compétente. Enfin, il évaluera si le raisonnement énoncé dans l'IRA sur la base des preuves scientifiques est cohérent et objectif. En d'autres termes, comme l'a indiqué l'Organe d'appel dans l'affaire *Canada/États-Unis – Maintien de la suspension* "si les conclusions particulières tirées [dans l'IRA de l'Australie] sont suffisamment étayées par les preuves scientifiques utilisées à cette fin".[2273]

a) Données disponibles relatives à la viabilité des cocons d'ALCM

i) Résumé des arguments des parties

7.791 La Nouvelle-Zélande fait valoir que l'IRA de l'Australie n'a pas tenu compte de la proportion de cocons contenant des ALCM viables dans son évaluation de la probabilité de l'entrée et de l'établissement de l'ALCM.[2274] Selon la Nouvelle-Zélande, ce fait "ressort du texte de l'IRA".[2275]

> "L'Australie a fait abstraction des preuves scientifiques disponibles concernant la viabilité des cocons trouvés sur les pommes de Nouvelle-Zélande et s'est concentrée uniquement sur la présence de cocons, indépendamment de la question de savoir s'ils contenaient des ALCM vivants. Toutefois, les cocons eux-mêmes ne sont pas un facteur de risque pour l'ALCM. Seuls les cocons qui contiennent des ALCM viables présentent un risque potentiel. Ainsi les conclusions de l'Australie au sujet du niveau d'infestation des pommes de Nouvelle-Zélande ne sont pas étayées par des preuves scientifiques."[2276]

7.792 La Nouvelle-Zélande ajoute que les mesures australiennes "sont fondées sur l'hypothèse selon laquelle le pourcentage total de cocons viables était de 100 pour cent".[2277] Toutefois, "les preuves scientifiques indiquent que la grande majorité des cocons présents sur les pommes de Nouvelle-Zélande ne sont pas viables, soit parce que la larve à l'intérieur s'est déjà transformée en adulte et a quitté le cocon (et le cocon est donc vide), soit parce qu'elle est morte à l'intérieur du cocon (et le cocon n'est donc pas viable)."[2278] La Nouvelle-Zélande fait référence à une étude de Rogers *et*

[2273] Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Maintien de la suspension*, paragraphe 590.
[2274] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.692. Voir aussi la déclaration orale liminaire de la Nouvelle-Zélande à la deuxième réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, paragraphe 101.
[2275] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.692.
[2276] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.111
[2277] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.223.
[2278] *Ibid*.

al. (2006) et fait observer que cette étude montre que seulement 15 pour cent des cocons d'ALCM peuvent contenir des pupes vivantes.[2279]

7.793 L'Australie répond que, bien que le niveau d'ALCM viables sur les pommes de Nouvelle-Zélande "soit une question importante"[2280], en élaborant l'IRA, elle s'est trouvée devant une "absence significative de données" sur plusieurs questions essentielles en cause, y compris la viabilité de l'ALCM.[2281] Elle fait valoir qu'elle a dû exercer son "jugement d'experts" dans cette situation. "Dans ce cas d'incertitude scientifique, l'équipe chargée de l'IRA a dû exercer son jugement d'experts et estimer des valeurs concernant la probabilité de l'importation qui seraient appropriées pour l'ensemble de la Nouvelle-Zélande compte tenu des variations entre différentes régions de la Nouvelle-Zélande et des variations potentielles dans les niveaux de prévalence entre les saisons."[2282]

7.794 L'Australie ajoute que lorsqu'elle a exercé son jugement d'experts, l'équipe chargée de l'IRA a effectivement tenu compte de la question de la viabilité des cocons d'ALCM, de sorte qu'elle n'a pas considéré que les cocons eux-mêmes étaient un facteur de risque et "a utilisé une distribution triangulaire dans le cas de l'étape 2 pour l'importation, qui a intégré le taux de viabilité relativement faible des cocons en biaisant la distribution vers la probabilité plus faible et en donnant donc moins de poids à la valeur maximale".[2283] L'équipe chargée de l'IRA a utilisé les données d'août 2005 fournies par la Nouvelle-Zélande pour estimer la probabilité de l'importation de l'ALCM. Elle a supposé que ces données tenaient compte de la viabilité des cocons. L'Australie a noté que la Nouvelle-Zélande avait reconnu pendant l'étape de consultation des experts que les données d'août 2005 se rapportaient à des cocons occupés; l'Australie a estimé, toutefois, que la Nouvelle-Zélande n'avait présenté aucune preuve à l'appui de son affirmation.[2284]

7.795 L'Australie estime qu'en tout état de cause, la Nouvelle-Zélande a mal interprété les résultats de l'étude Rogers *et al*. (2006) en ce qui concerne la proportion de cocons présents sur les pommes de Nouvelle-Zélande qui contiennent des ALCM viables.[2285] De l'avis de l'Australie, selon l'étude Rogers *et al*. (2006), "environ 25 pour cent du nombre *total* de cocons trouvés dans l'échantillon de pommes contenaient des ALCM viables – et non 15 pour cent comme la Nouvelle-Zélande l'allègue".[2286] En outre, l'estimation de 25 pour cent de cocons viables figurant dans l'étude Rogers *et al*. (2006) "était probablement une sous-estimation".[2287] Par conséquent, les résultats de l'étude

[2279] Rogers et *al*., "Apple Leafcurling Midge Cocoons on Apple: Pupal Occupancy and Mortality" (2006), dans la pièce NZ-17. Voir aussi la première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.337; la deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 2.708 à 2.712.

[2280] Réponse de l'Australie à la question n° 97 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphe 435.

[2281] Déclaration orale liminaire de l'Australie à la deuxième réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, paragraphe 107. Voir aussi la deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphe 633; la déclaration orale finale de l'Australie à la deuxième réunion de fond du Groupe spécial avec les parties; paragraphe 25; la réponse de l'Australie aux questions n° 31 et 97 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphes 185, 435 et 436; les observations de l'Australie sur les réponses de la Nouvelle-Zélande aux questions du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphe 176.

[2282] Deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphe 633. Voir aussi la réponse de l'Australie à la question n° 88 du Groupe spécial après la première réunion de fond.

[2283] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 729. Voir aussi la réponse de l'Australie à la question n° 80 du Groupe spécial après la première réunion de fond; la deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphe 626; la réponse de l'Australie à la question n° 97 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphe 439.

[2284] Deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphes 629 à 632.

[2285] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 731; deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphe 623.

[2286] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 731.

[2287] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 733.

Rogers *et al*. (2006) "ne sont pas fiables et ne tiennent pas compte du potentiel de variabilité saisonnière et géographique".[2288]

7.796 L'Australie conclut que "les estimations erronées de la Nouvelle-Zélande concernant le niveau d'infestation des pommes de Nouvelle-Zélande par des ALCM viables ont vicié irrémédiablement ses estimations de la probabilité de l'entrée, de l'établissement et de la dissémination et, par conséquent, son affirmation concernant le niveau de risque et l'efficacité de mesures particulières pour réduire le risque afin d'obtenir le niveau de protection jugé approprié par l'Australie".[2289]

ii) Analyse par le Groupe spécial

7.797 L'étape 2 pour l'importation concernant la probabilité de l'entrée, de l'établissement et de la dissémination de l'ALCM a trait à la probabilité que les fruits cueillis soient infestés par l'ALCM. L'IRA estime cette probabilité sous la forme d'une distribution triangulaire avec un minimum de $1{,}5 \times 10^{-2.}$, un maximum de 0,115 et une valeur la plus probable de 5×10^{-2}.[2290] L'estimation faite dans l'IRA à cet égard "est fondée sur les preuves indiquant que les taux de contamination pour les pupes ou les larves de la cécidomyie des feuilles du pommier vont de 1-2 à 11,5 pour cent des pommes dans la baie de Plenty et la région de Waikato, respectivement …".[2291] Ces preuves figurent dans une étude de Tomkins *et al*. (1994), qui contient une enquête menée en avril et en mai 1994 concernant 30 blocs de pommes Braeburn dans la région de Waikato et un bloc dans la baie de Plenty (deux régions de Nouvelle-Zélande). L'étude a montré que 0-11,5 pour cent des pommes récoltées étaient infestées par des cocons d'ALCM et 63 pour cent des cocons étaient vides (ils ne contenaient pas de pupes).[2292] Elle ne contient aucune donnée sur la viabilité des pupes d'ALCM à l'intérieur des cocons occupés.

7.798 La Nouvelle-Zélande conteste la pertinence et la qualité des données figurant dans Tomkins *et al*.[2293] Surtout, la Nouvelle-Zélande fait valoir que ces données sont insuffisantes dans la mesure où la probabilité que les fruits cueillis soient infestés par l'ALCM ne peut être estimée correctement sans tenir compte de la viabilité des pupes d'ALCM à l'intérieur des cocons occupés. La Nouvelle-Zélande a fourni au Groupe spécial une copie de l'étude Rogers *et al*. (2006) susmentionnée.[2294] Cette étude a établi des taux de 36,5 à 42,2 pour cent de cocons vides dans les pommes de trois variétés (Braeburn, Fuji et Royal Gala) visées par l'enquête dans la région de Nelson (en Nouvelle-Zélande) en 2005. Elle a également établi que "près de 60 pour cent de tous les cocons contenaient des ALCM mortes".[2295] La mort a été déterminée en appliquant des stimuli physiques aux larves et aux pupes trouvées à l'intérieur des cocons; "la mort était caractérisée par l'absence de mouvement en réaction aux stimuli physiques".[2296] Les larves et les pupes ratatinées étaient considérées comme non viables. Dans une lettre ultérieure, établie au cours de la présente procédure et présentée par la Nouvelle-Zélande,

---

[2288] Deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphe 623.

[2289] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 736.

[2290] IRA de l'Australie, partie B, page 160.

[2291] *Ibid*. Voir aussi Tomkins *et al*., "A survey of Apple Leafcurling Midge (*Dasyneura mali*) management in Waikato orchards" (1994), pages 346 à 349, dans la pièce NZ-43.

[2292] Tomkins *et al*., "A survey of Apple Leafcurling Midge (*Dasyneura mali*) management in Waikato orchards" (1994), pages 346 à 349, dans la pièce NZ-43.

[2293] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.336; deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.692; observations de la Nouvelle-Zélande sur les réponses de l'Australie à la question n° 31 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphe 101.

[2294] Rogers *et al*., "Apple Leafcurling Midge Cocoons on Apple: Pupal Occupancy and Mortality" (2006), dans la pièce NZ-17.

[2295] *Ibid.*

[2296] Rogers *et al*., "Apple Leafcurling Midge Cocoons on Apple: Pupal Occupancy and Mortality" (2006), dans la pièce NZ-17.

l'auteur principal de l'étude Rogers *et al*. (2006) a expliqué que le chiffre de 60 pour cent pour les pupes mortes "comprenait les cocons aussi bien occupés qu'inoccupés".[2297] Exprimée uniquement en pourcentage de cocons occupés, la mortalité moyenne a été estimée à 75 pour cent.[2298]

7.799 En fait, l'IRA prend note des observations contenues dans l'étude Rogers *et al*. (2006) concernant la viabilité des cocons d'ALCM trouvés sur les pommes de Nouvelle-Zélande.[2299] Nonobstant ce fait, l'Australie a mis en doute l'utilisation du test du stimulus physique pour établir si les larves ou les pupes d'ALCM non ratatinées étaient vivantes ou mortes.[2300] Selon l'Australie, le test du stimulus physique n'est pas très fiable parce que les sujets qui ne réagissent pas aux stimuli physiques pourraient être viables. L'Australie fait valoir que l'utilisation du test du stimulus physique a peut-être entraîné une sous-estimation du nombre de cocons viables.[2301] Afin d'établir la mortalité, il serait préférable d'observer si les occupants émergent en tant qu'adultes.[2302] En effet, M. Cross prend note de certaines des limites de l'étude Rogers *et al*. (2006). Il estime, par exemple, que l'Australie a ... raison de mettre en doute l'utilisation du test du stimulus physique ... car ce ne serait pas un test très fiable. Parallèlement, M. Cross reconnaît qu'un test plus fiable pour établir la mortalité, comme l'élevage des sujets jusqu'à l'âge adulte pourrait fort bien [permettre de constater] que la mortalité est beaucoup plus élevée que celle qui a été établie par un examen et l'application de stimuli physiques. Il note que, vu l'importance capitale de la viabilité pour calculer les risques et déterminer les tailles d'échantillon appropriées, l'IRA de l'Australie devrait tenir compte de la viabilité et, en conséquence, une étude plus rigoureuse devrait être effectuée. En attendant la présentation de données de bonne qualité, et compte tenu du manque de données et de la nature probablement variable de ce paramètre, M. Cross suggère que l'Australie pourrait prétendre à une estimation prudente de la viabilité s'établissant à 50 pour cent.[2303]

7.800 L'IRA contient quelques données scientifiques concernant le niveau probable d'infestation des pommes de Nouvelle-Zélande par l'ALCM et le taux d'occupation des cocons, c'est-à-dire la proportion de cocons contenant des pupes. Toutefois, l'IRA n'accorde guère d'attention à la question de la viabilité des pupes d'ALCM dans les cocons occupés: quelle proportion de ces cocons contient des larves ou des pupes viables d'ALCM.[2304] Nonobstant l'argument de la Nouvelle-Zélande selon lequel l'équipe chargée de l'IRA a utilisé les données d'août 2005 fournies par la Nouvelle-Zélande sans savoir que ces données ne tenaient pas compte de la viabilité des cocons, il n'est pas fait mention de ce facteur dans l'IRA. Sur ce point, les preuves citées par l'IRA se limitent à l'étude Rogers *et al*. (2006).[2305] L'IRA fait référence à cette étude, mais ne semble pas tenir compte des constatations concernant l'occupation et la viabilité des cocons dans l'estimation relative à l'étape 2 pour l'importation.[2306] Comme il est indiqué plus haut, l'Australie dit que l'IRA tient effectivement compte

---

[2297] Lettre adressée par M. David J. Rogers à Biosecurity New Zealand (18 août 2008), dans la pièce NZ-102.

[2298] *Ibid.*

[2299] IRA de l'Australie, partie B, pages 160, 191 et 192.

[2300] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 733.

[2301] *Ibid*.

[2302] *Ibid*. Voir aussi la réponse de M. Cross à la question n° 97 du Groupe spécial dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 566.

[2303] Réponse de M. Cross à la question n° 97 du Groupe spécial dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphes 566 à 568.

[2304] Réponses de M. Cross, dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphes 584, 590, 594, 626, 674 et 678. Voir aussi la réponse de M. Cross à la question n° 104 du Groupe spécial dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 614.

[2305] IRA de l'Australie, partie B, page 160. Voir aussi l'IRA de l'Australie, partie B, pages 191 et 192.

[2306] Réponse de M. Cross à la question n° 109 du Groupe spécial dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 650.

de la viabilité en utilisant la distribution triangulaire qui biaisait les résultats vers la partie inférieure de la fourchette de probabilité.

7.801 Des preuves additionnelles qui sont devenues disponibles au cours de la présente procédure et ont été fournies par la Nouvelle-Zélande au moment de sa deuxième communication écrite indiquent qu'une proportion substantielle de cocons d'ALCM émergeant d'entrepôts frigorifiques ne contenait pas d'insectes viables.[2307] L'Australie a contesté qu'il soit approprié de prendre en considération ces preuves, faisant valoir que l'équipe chargée de l'IRA n'aurait pas pu tenir compte de données dont elle ne disposait pas à l'époque.[2308] L'article 5:2 de l'Accord SPS dispose que dans leurs évaluations des risques, les Membres tiendront compte des preuves disponibles. En tout état de cause, il n'est pas nécessaire que le Groupe spécial exprime un avis sur la question de savoir si des preuves scientifiques qui n'étaient pas disponibles au moment de l'évaluation des risques devraient être prises en considération pour déterminer la conformité d'une évaluation des risques avec l'article 5:1.[2309] Abstraction faite de l'étude Sandanayaka et Rogers (2009), il n'en reste pas moins que l'IRA n'a pas tenu compte de données sur la viabilité des pupes d'ALCM à l'intérieur des cocons occupés. On peut supposer que si 25 pour cent seulement des cocons contiennent des ALCM viables, selon l'interprétation que fait l'Australie de l'étude Rogers *et al*. (2006) ou, pour les besoins de l'argumentation, si le pourcentage d'ALCM viables est même plus élevé, les valeurs concernant l'étape 2 pour l'importation devraient en tout état de cause être sensiblement moins élevées que celles qui ont été estimées dans l'IRA.[2310] À cet égard M. Cross a exprimé son avis, à savoir que "[s]i 25 pour cent seulement des cocons contiennent des ALCM viables alors les valeurs devraient être quatre fois plus faibles".[2311] En effet, l'étape 2 pour l'importation évalue la probabilité que les fruits cueillis soient infestés par l'ALCM sur la base du nombre de pommes infestées par des cocons.

7.802 L'utilisation du test du stimulus physique, critiquée par l'Australie, ne signifie pas nécessairement que l'étude Rogers *et al*. (2006) a sous-estimé le nombre de cocons viables. Même si, dans certains cas, des insectes ont pu ne pas réagir aux stimuli physiques, entraînant une surestimation de la mortalité, dans d'autres cas, l'application de stimuli physiques aurait aussi pu entraîner une sous-estimation du niveau de mortalité des ALCM. Une observation continue jusqu'à l'âge adulte pourrait permettre de constater que la mortalité des ALCM est sensiblement plus élevée que celle qui a été mesurée par l'application de stimuli physiques, parce que certaines pupes qui ont réagi aux stimuli physiques et ont donc été considérées comme vivantes peuvent mourir ensuite et ne pas

[2307] Sandanayaka et Rogers, "Effect of cold storage on emergence and mortality of apple leafcurling midge" (2009), pages 1 à 8, dans la pièce NZ-119. Voir la réponse de M. Cross, dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 582.

[2308] Réponse de l'Australie à la question n° 2 de la Nouvelle-Zélande après la deuxième réunion de fond, paragraphe 554.

[2309] Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Pommes*, paragraphe 215.

[2310] Dans sa section sur la gestion des risques pour l'ALCM, l'IRA indique que "[l]a Nouvelle-Zélande a communiqué des données additionnelles (Rogers *et al*., 2006) montrant que 36 à 42 pour cent des cocons de cécidomyie des feuilles du pommier présents sur des pommes étaient vides, et que près de 60 pour cent de tous les cocons contenaient des cécidomyies mortes. Toutefois, l'équipe chargée de l'IRA persiste à penser que ce faible niveau d'infestation constitue toujours un risque, même si c'est un risque moindre, et maintient qu'une inspection de 3 000 fruits est nécessaire. IRA de l'Australie, partie B, page 192. Il n'est pas expliqué comment l'équipe chargée de l'IRA est parvenue à cette conclusion.

[2311] Réponse de M. Cross à la question n° 109 du Groupe spécial dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 650.

émerger en tant qu'adultes.[2312] M. Cross a été d'avis que les données figurant dans l'IRA concernant la viabilité des ALCM étaient "inadéquates pour une évaluation objective et crédible".[2313]

7.803 Le Groupe spécial prend note de l'argument de l'Australie selon lequel, en l'absence de données scientifiques suffisantes, l'équipe chargée de l'IRA a exercé son jugement d'experts.[2314] L'Australie dit qu'"il est vrai que [dans l'IRA] certaines étapes des filières évaluées étaient mieux étayées par des preuves que d'autres. Dans ces derniers cas, le jugement d'experts a été utilisé".[2315] Toutefois, selon l'Australie, "cela n'affecte pas le caractère suffisant global des preuves scientifiques dans le Rapport IRA final, et le Rapport IRA final ne s'est pas appuyé à 100 pour cent sur un jugement d'experts".[2316] L'Australie ajoute qu'"en exerçant son jugement d'experts … l'équipe chargée de l'IRA a tenu compte des preuves scientifiques disponibles concernant une série de facteurs …".[2317]

7.804 Le Groupe spécial a déjà examiné les arguments de l'Australie concernant l'utilisation du jugement d'experts dans l'IRA.[2318] Comme il est indiqué plus haut, si le jugement d'experts peut être un outil important pour le responsable de l'évaluation des risques, il ne remplace pas les données scientifiques, surtout pour estimer la probabilité de l'entrée, de l'établissement et de la dissémination d'un parasite. Conformément aux NIMP pertinentes, le recours au jugement d'experts ne remplace pas l'utilisation des renseignements disponibles. L'utilisation du jugement d'experts doit être documentée et transparente; elle doit être fondée sur les renseignements scientifiques fiables pertinents, même lorsque ces renseignements sont limités. Le non-respect de ces prescriptions peut entraîner des erreurs dans l'exercice du jugement d'experts. Il ne suffit pas d'alléguer, comme l'a fait l'Australie, que "dans ce cas d'incertitude scientifique, l'équipe chargée de l'IRA a dû exercer son jugement d'experts et estimer des valeurs concernant la probabilité de l'importation qui seraient appropriées pour l'ensemble de la Nouvelle-Zélande compte tenu des variations entre différentes régions de la Nouvelle-Zélande et des variations potentielles dans les niveaux de prévalence entre les saisons".[2319] Étant donné qu'il est assujetti à certaines règles, l'exercice du jugement d'experts n'est pas à l'abri d'un examen par un groupe spécial.

7.805 Comme M. Cross l'a indiqué, les données relatives aux taux de viabilité sont cruciales pour estimer la probabilité que les fruits cueillis soient infestés par l'ALCM.[2320] La Nouvelle-Zélande a fourni des éléments *prima facie*, qui n'ont pas été réfutés par l'Australie, indiquant que les données relatives à l'occupation et à la viabilité des cocons d'ALCM présents sur les pommes de Nouvelle-Zélande n'ont pas été prises en compte de manière adéquate. Rien n'indique dans l'IRA de

---

[2312] Réponse de M. Cross aux questions n° 97 et 110 du Groupe spécial dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphes 566 et 652.

[2313] Réponse de M. Cross à la question n° 97 du Groupe spécial dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 564; réponses de M. Cross dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphes 584, 586, 588 et 590.

[2314] Voir, par exemple, la première communication écrite de l'Australie, paragraphe 21; la réponse de l'Australie aux questions n° 88 et 93 du Groupe spécial après la première réunion de fond; la deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphes 9, 121, 124, 241, 401, 467 et 633; la déclaration orale liminaire de l'Australie à la deuxième réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, paragraphes 3 et 7. Voir aussi l'IRA de l'Australie, partie B, pages 167 et 178.

[2315] Déclaration orale liminaire de l'Australie à la deuxième réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, paragraphe 12.

[2316] *Ibid*.

[2317] Voir, par exemple, la deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphe 520. Voir aussi la deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphe 576.

[2318] Voir plus haut les paragraphes 7.433 à 7.440.

[2319] Deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphe 633. Voir aussi la réponse de l'Australie à la question n° 31 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphe 185.

[2320] Réponse de M. Cross à la question n° 97 du Groupe spécial dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphes 564 et 568.

l'Australie comment l'exercice du jugement d'experts aurait pu remédier à cela. En outre, étant donné que le recours au jugement d'experts dans l'IRA n'a été ni documenté ni transparent, le Groupe spécial est mis dans l'impossibilité d'examiner comment les preuves scientifiques disponibles ont été prises en compte et les conclusions ont été tirées dans le cadre de cet exercice.

7.806 Par conséquent, le Groupe spécial constate que le raisonnement fait dans l'IRA concernant la viabilité de l'ALCM n'est pas objectivement justifiable.

b) Effet du parasitisme sur la viabilité de l'ALCM à l'intérieur des cocons occupés

i) Résumé des arguments des parties

7.807 Un autre facteur pouvant affecter la viabilité de l'ALCM à l'intérieur des cocons occupés est l'incidence possible du parasitisme de la guêpe *Platygaster demades*. La Nouvelle-Zélande fait valoir que l'IRA de l'Australie n'a pas tenu compte de l'effet possible de ce type de parasitisme sur la viabilité des cocons d'ALCM. Selon la Nouvelle-Zélande:

> "[L'une des raisons] expliquant le grand nombre de cocons non viables est qu'un grand nombre de cocons occupés contiennent en fait des pupes mortes. Cela est causé principalement par la guêpe *Platygaster demades* introduite en Nouvelle-Zélande en 1925 pour lutter contre la cécidomyie des feuilles du pommier/poirier. Ce parasite dépose des œufs à l'intérieur des œufs de l'ALCM, se développe dans la larve d'ALCM mature et émerge du cocon d'ALCM en tuant la pupe à l'intérieur (Shaw *et al.* 2005: 306). D'ailleurs, des niveaux élevés (50 à 60 pour cent) de parasitisme de la guêpe *Platygaster demades* ont été observés récemment dans des cocons d'ALCM de troisième et quatrième génération [(Shaw *et al.* 2005: 310). Un parasitisme important des générations ultérieures a également été observé par Todd 1959: 868."[2321]

7.808 Là encore, l'Australie fait référence aux renseignements limités qui sont disponibles concernant la question de la prévalence de l'ALCM sur les pommes de Nouvelle-Zélande, y compris concernant le niveau de parasitisme de *Platygaster demades*.[2322] Dans ce cas d'incertitude scientifique, l'équipe chargée de l'IRA a également exercé son jugement d'experts.[2323]

ii) Analyse par le Groupe spécial

7.809 L'IRA indique que:

> "[L'ALCM] est contrôlée partiellement en Nouvelle-Zélande par la guêpe parasitique *Platygaster demades* (Walker), un agent de contrôle biologique introduit (Todd, 1959; Tomkins *et al.*, 2000). En réponse au projet d'IRA révisé, la Nouvelle-Zélande a fourni des renseignements supplémentaires indiquant que *P. demades* joue un rôle important dans la réduction des populations de cécidomyie des feuilles du pommier (Shaw *et al*., 2005) des niveaux élevés de parasitisme étant enregistrés. Toutefois, ce parasitoïde n'est pas présent en Australie (Evenhuis, 1989). Il n'y a donc pas de

[2321] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.110.
[2322] Deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphe 633.
[2323] *Ibid.* Voir aussi la réponse de l'Australie à la question n° 31 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphe 185.

> renseignements disponibles permettant de déterminer si ce parasitoïde serait efficace pour lutter contre la cécidomyie des feuilles du pommier en Australie."[2324]

7.810 Malgré ces références à l'existence de *Platygaster demades* en Nouvelle-Zélande, l'IRA ne prend pas en considération l'incidence du parasitisme causé par cet arthropode sur l'occupation et la viabilité des cocons dans l'estimation relative à l'étape 2 pour l'importation. On peut supposer que si le parasitisme de *Platygaster demades* réduit la proportion de cocons viables[2325], les valeurs relatives à l'étape 2 pour l'importation devraient être sensiblement plus faibles.[2326] Consulté par le Groupe spécial, M. Cross a exprimé l'avis selon lequel les données figurant dans l'IRA concernant la viabilité des ALCM étaient "inadéquates pour une évaluation objective et crédible".[2327]

7.811 Comme il est indiqué plus haut, les données relatives aux taux de viabilité sont cruciales pour estimer la probabilité que les fruits cueillis soient infestés par l'ALCM.[2328] Les sources de données sur les effets possibles du parasitisme de *Platygaster demades* sont très peu abondantes et ne semblent pas avoir été prises en considération de manière adéquate dans l'IRA de l'Australie. À cet égard, rien n'indique dans l'IRA de l'Australie que l'exercice du jugement d'experts aurait pu remédier le fait que les données limitées n'ont pas été prises en considération de manière adéquate. En outre, étant donné que le recours au jugement d'experts dans l'IRA n'était pas documenté ni transparent, le Groupe spécial est mis dans l'impossibilité d'examiner comment les preuves scientifiques disponibles ont été prises en compte et les conclusions tirées dans le cadre de cet exercice.

7.812 Par conséquent, le Groupe spécial constate que le raisonnement fait dans l'IRA concernant la viabilité de l'ALCM eu égard à l'incidence possible du parasitisme de la guêpe *Platygaster demades* n'est pas objectivement justifiable.

c) Rayon de vol de l'ALCM

i) Résumé des arguments des parties

7.813 La Nouvelle-Zélande fait valoir que l'évaluation de l'établissement et de la dissémination de l'ALCM faite dans l'IRA de l'Australie est également fondée sur des hypothèses erronées concernant le rayon de vol de l'ALCM.[2329] Elle note que l'estimation figurant dans l'IRA "nécessite que les points d'utilisation où les pommes seront jetées soient à proximité suffisante de pommiers ayant des pousses en phase de croissance (étant donné que l'ALCM ne dépose des œufs que sur de jeunes feuilles de pommier partiellement dépliées pour que l'accouplement et le dépôt des œufs se produisent".[2330] "Si les déchets de pommes étaient jetés à plus de 100 mètres des pommiers, quand bien même l'émergence et l'accouplement des ALCM pourraient se produire, l'établissement n'aurait pas lieu parce qu'il n'y aurait aucun endroit dans le rayon de vol des ALCM femelles fécondées pour déposer

[2324] IRA de l'Australie, partie B, page 176. Voir aussi l'IRA de l'Australie, partie B, pages 178 et 180.
[2325] Réponse de M. Cross à la question n° 100 du Groupe spécial dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 584.
[2326] Réponse de M. Cross aux questions n° 104 et 109 du Groupe spécial dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphes 615 et 650; réponses de M. Cross dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphes 590, 594 et 678.
[2327] Réponse de M. Cross à la question n° 97 du Groupe spécial dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 564; réponses de M. Cross dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphes 584 et 590.
[2328] Réponse de M. Cross à la question n° 97 du Groupe spécial dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphes 564 et 568.
[2329] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.352.
[2330] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.353.

leurs œufs."[2331] L'IRA "semble fonder ses calculs sur un rayon de vol de l'ALCM pouvant aller jusqu'à 200 mètres, chiffre que l'Australie semble tirer de Suckling *et al.* 2007".[2332]

7.814 Selon la Nouvelle-Zélande, il n'existe aucune preuve scientifique étayant l'hypothèse selon laquelle les ALCM femelles peuvent voler jusqu'à 200 mètres.[2333] Les ALCM volent mal et ne peuvent pas effectuer de vol directionnel sur de longues distances. Il a été constaté que les cécidomyies femelles fécondées avaient un rayon de vol de moins de 30 mètres (Suckling *et al.* 2007: 750). On pense que le rayon de vol des mâles est semblable (Suckling *et al.* 2007: 750). Par conséquent, la dissémination de l'ALCM seulement par le vol est très localisée."[2334]

7.815 Là encore, l'Australie fait référence aux renseignements disponibles limités concernant la question de l'ALCM sur les pommes de Nouvelle-Zélande, y compris la distance de vol de l'ALCM.[2335] À cet égard, elle dit que l'IRA est fondé sur des preuves scientifiques provenant de Cross (2005), Suckling *et al*. (2007) et HortResearch (1999b).[2336]

7.816 L'IRA indique que "[des ALCM] ont été détectées dans un bloc de pommiers nouvellement établis situés à 200 mètres de la source (la distance la plus éloignée ayant fait l'objet d'un essai)".[2337] L'Australie fait valoir, toutefois, que l'IRA a accordé "relativement peu de poids à la possibilité que l'ALCM puisse voler jusqu'à 200 mètres."[2338] L'IRA "n'a même pas fait référence au chiffre de 200 mètres dans son examen principal de la distance de vol de l'ALCM dans le contexte d'un transfert à des hôtes appropriés".[2339]

7.817 L'Australie fait référence à des renseignements provenant de Cross (2005) alléguant que des ALCM mâles ont été capturés à des distances allant jusqu'à 50 mètres lors d'essais de pièges utilisant des phéromones sexuelles; les distances au-delà de 50 mètres n'ont pas fait l'objet d'études, ce qui donne à penser que la distance de 50 mètres n'était pas une distance maximale."[2340] Elle ajoute qu'"[e]n tout état de cause, c'est le vol de la femelle qui compte en définitive pour l'établissement une

---

[2331] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.261.

[2332] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.353. Suckling *et al.*, "Trapping Dasineura mali (Diptera: Cecidomyiidae) in Apples" (2007), dans la pièce NZ-15. Voir aussi la réponse de la Nouvelle-Zélande à la question n° 81 du Groupe spécial après la première réunion de fond, paragraphes 186 à 188; la deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 2.237, 2.736 et 2.737.

[2333] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.237. Voir aussi la deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 2.239 à 2.243.

[2334] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.77. Voir aussi la première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 4.116 et 4.125; la deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 2.244 et 2.245.

[2335] Observations de l'Australie sur les réponses de la Nouvelle-Zélande aux questions du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphe 176.

[2336] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 803. Voir l'IRA de l'Australie, partie B, page 171.

[2337] Voir l'IRA de l'Australie, partie B, page 168. Voir la première communication écrite de l'Australie, paragraphe 803.

[2338] Deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphe 669. Voir aussi la première communication écrite de l'Australie, paragraphe 803.

[2339] Deuxième communication écrite de l'Australie, note de bas de page 1178 relative au paragraphe 669. Voir l'IRA de l'Australie, partie B, page 171. Voir aussi la première communication écrite de l'Australie, paragraphe 803.

[2340] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 804. Voir Cross (2005) Personal communication from Jerry Cross of East Malling Research, Kent, UK on apple leaf curling midge (30 mars 2005), dans la pièce AUS-96. Publié dans le tableau 5 de Cross et Hall, *Crop Protection* 28 (2009), pages 139 à 144; voir la réponse de M. Cross à la question n° 94 iii) du Groupe spécial dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 534.

fois que l'accouplement a eu lieu".[2341] "Les recherches de Suckling *et al*. (2007) ne parlent pas de la situation où une femelle fécondée *doit* voler sur plus de 30 mètres afin de trouver un hôte approprié sur lequel déposer ses œufs."[2342]

7.818 L'Australie ajoute que:

> "L'allégation de la Nouvelle-Zélande repose sur l'idée que l'ALCM doit parcourir physiquement la distance pour trouver des hôtes, mais l'équipe chargée de l'IRA a estimé qu'il était également probable qu'un coup de vent ou un autre moyen mécanique puisse accroître le rayon de vol des ALCM. HortResearch (1999) note que "certains chercheurs estiment qu'elles volent beaucoup et peuvent bien se disperser dans le vent et que [les ALCM] ont démontré dans le passé qu'elles se disséminaient rapidement lorsqu'elles étaient introduites dans de nouvelles régions"."[2343]

7.819 L'Australie note enfin qu'"un rayon de vol de 30 à 50 mètres entre une station de conditionnement des vergers et un verger de pommiers serait largement suffisant dans de nombreux cas pour une ALCM femelle fécondée".[2344]

ii) Analyse par le Groupe spécial

7.820 La partie pertinente de l'IRA indique que:

> "Arrivés à l'état adulte, le mâle et la femelle [de l'ALCM] sont dotés d'ailes et peuvent s'envoler. L'activité de vol maximal a été observée dans des conditions chaudes et calmes, bien qu'un faible nombre de vols ait été constaté lorsque le temps était frais, couvert et venteux. Les recherches récentes sur la réaction de la cécidomyie des feuilles du pommier aux phéromones sexuelles utilisées dans les feuilles du pommier montrent que "des quantités importantes de cécidomyies (mâles) ont été capturées à toutes les distances allant jusqu'à 50 mètres et les distances supérieures n'ont pas fait l'objet d'études"; toutefois, les quantités capturées à 50 mètres étaient quand même importantes (plusieurs par jour)" et "aucune expérience concernant les distances sur lesquelles les femelles peuvent voler" n'a été tentée (Cross, 2005) … Suckling *et al.* (2006) indiquent que les cécidomyies des feuilles du pommier femelles ne volaient pas beaucoup au-delà de 30 mètres pour coloniser les vergers de pommiers adjacents nouvellement établis depuis des populations importantes dans des arbres matures. Il a été constaté que la charge alaire des femelles était 1,8 fois supérieure à celle des cécidomyies mâles, ce qui explique la distance probablement plus courte du vol des femelles et est compatible avec les estimations des distances parcourues par les mâles vers les pièges contenant des phéromones sexuelles femelles. Néanmoins, certains chercheurs estiment que les cécidomyies des feuilles du pommier peuvent bien se disperser dans le vent (HortResearch, 1999b)."[2345]

7.821 À propos des renseignements fournis par la Nouvelle-Zélande sur la distance à laquelle les ALCM sont censées voler, l'IRA indique que "l'équipe chargée de l'IRA a noté que des cécidomyies avaient été détectées dans un bloc de pommiers nouvellement établis à 200 mètres de la source (la

[2341] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 805.
[2342] Deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphe 670.
[2343] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 806.
[2344] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 808. Voir aussi la réponse de M. Cross à la question n° 94 iii) du Groupe spécial dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 534.
[2345] IRA de l'Australie, partie B, page 171.

distance la plus éloignée ayant fait l'objet d'un essai)."[2346] La distance de 200 mètres semble être fondée sur le taux d'infestation de base indiqué à la figure 4 de l'étude de Suckling *et al.* (2007).[2347] Toutefois, comme M. Cross l'a noté, ces données ne montrent pas que ces infestations ont été causées par des mouvements sur une distance plus longue par des femelles venant du bloc adjacent. Suckling *et al.* (2007) indiquent simplement qu'il y avait de faibles niveaux d'infestation par des ALCM sur les nouveaux arbres lorsqu'ils ont été plantés.[2348] En tout état de cause, l'équipe chargée de l'IRA "a conclu que ces renseignements tirés d'une seule expérience réalisée au cours d'une saison ne justifiaient pas la modification des valeurs de proximité."[2349]

7.822 M. Cross a exprimé l'avis selon lequel, d'une manière générale, il y a peu de données scientifiques concernant le rayon de vol de l'ALCM.[2350] Les données citées dans l'IRA[2351] confirment que l'ALCM vole peu; elle a tendance à passer la plupart du temps près du sol et ne s'envole que pour aller déposer ses œufs sur des pousses de pommes en phase de croissance lorsqu'il y a un régime de vent faible.[2352] Le peu de preuves disponibles montre qu'il est improbable que l'ALCM vole sur de longues distances.[2353] Comme il est indiqué dans l'IRA, Cross (2005) a constaté que les ALCM mâles pouvaient s'éloigner de 50 mètres (la plus grande distance ayant fait l'objet d'une étude) de la plante hôte lorsqu'ils étaient attirés par un appât à base de phéromone sexuelle. M. Cross a noté que le rayon de vol des femelles par rapport à celui des mâles n'avait pas été étudié. À son avis, il est possible que le rayon de vol des femelles soit plus court que celui des mâles, parce que les femelles portent le poids additionnel des œufs. Il a signalé toutefois que les femelles tendent à avoir des corps et des ailes un peu plus grands, et peut-être plus puissants, ce qui pourrait les aider.[2354] Il n'y a également aucune preuve étayant l'argument figurant dans l'IRA selon lequel des coups de vent pourraient accroître le rayon de vol des ALCM femelles. Même si c'est quelque chose qui semblerait logique, les ALCM évitent de voler dans des conditions venteuses.[2355] En conséquence, rien n'indique que les preuves examinées par l'équipe chargée de l'IRA concernant le rayon de vol de l'ALCM ne proviennent pas de sources respectées et compétentes.

7.823 En conclusion, selon le Groupe spécial, il y a des preuves scientifiques insuffisantes pour permettre à l'Australie de parvenir à une conclusion définitive sur le rayon de vol précis de l'ALCM.[2356] En tout état de cause, à la lumière des renseignements limités qui existent, l'absence d'un rayon de vol précis pour l'ALCM ne remet pas nécessairement en question le raisonnement fait dans l'IRA pour ce qui est de savoir si les vergers entourant les stations de conditionnement des grossistes

---

[2346] IRA de l'Australie, partie B, page 168.

[2347] Suckling *et al.*, "Trapping Dasineura mali (Diptera: Cecidomyiidae) in Apples" (2007), dans la pièce NZ-15.

[2348] Réponse de M. Cross à la question n° 94 iii) du Groupe spécial dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 534.

[2349] IRA de l'Australie, partie B, page 168.

[2350] Réponses de M. Cross dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphes 584, 586, 614 et 674.

[2351] Personal communication from Jerry Cross of East Malling Research, Kent, UK on apple leaf curling midge (30 mars 2005), dans la pièce AUS-96; Suckling *et al.*, "Crop colonisation by apple leaf curling midge" (2006); HortResearch, "Insects and mites of pipfruit and stonefruit" (1999).

[2352] IRA de l'Australie, partie B, page 157. Réponses de M. Cross dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphes 586 et 614.

[2353] Réponse de M. Cross dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 584.

[2354] Réponse de M. Cross à la question n° 94 iii) du Groupe spécial dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 534.

[2355] *Ibid.* Voir aussi les réponses de M. Cross dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphes 584, 610, 612 et 674.

[2356] Réponse de M. Cross aux questions n° 94 iii) et 103 du Groupe spécial dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphes 535 et 597; réponse de M. Cross dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 584.

peuvent être situés à une distance entrant dans le rayon de vol de l'ALCM. L'affirmation de l'Australie selon laquelle "un rayon de vol de 30 à 50 mètres entre une station de conditionnement des vergers et un verger de pommiers serait largement suffisant dans de nombreux cas pour une ALCM femelle fécondée"[2357] semble raisonnable.[2358] Bien qu'il soit improbable qu'une cécidomyie femelle fécondée puisse voler sur plusieurs centaines de mètres, la distance de 200 mètres indiquée dans l'IRA ne serait pas déraisonnable.[2359]

7.824 Par conséquent, si on admet pour l'instant les hypothèses formulées dans l'IRA concernant la manière dont les pommes de Nouvelle-Zélande seraient distribuées en Australie[2360], le Groupe spécial constate que la Nouvelle-Zélande n'a pas établi *prima facie* que les vergers entourant les stations de conditionnement des grossistes ne seraient pas situés à une distance entrant dans le rayon de vol de l'ALCM.[2361]

d) Période d'émergence

i) Résumé des arguments des parties

7.825 La Nouvelle-Zélande fait valoir que l'évaluation de l'établissement et de la dissémination de l'ALCM faite dans l'IRA de l'Australie est également fondée sur des hypothèses erronées concernant la période qui serait nécessaire pour que l'ALCM émerge après la sortie des entrepôts frigorifiques.[2362]

7.826 Selon la Nouvelle-Zélande, "l'ALCM n'émergera pas du fruit dès qu'il a été sorti des entrepôts frigorifiques. Elle doit d'abord rompre la diapause et achever la pupation, ce qui prend au moins 13 à 18 jours (Barnes 1948: 36). Ainsi, une ALCM ne pourrait pas émerger d'un cocon viable présent sur une pomme jetée pendant les quelques heures où celle-ci pourrait rester non couverte au rebut.[2363]

7.827 Dans sa deuxième communication écrite, faisant référence à des recherches récentes[2364], la Nouvelle-Zélande réaffirme sa position selon laquelle les ALCM viables auraient besoin d'au moins 13 jours pour émerger après la sortie des entrepôts frigorifiques.[2365] Elle souligne toutefois que quelle que soit la durée minimale d'émergence des ALCM adultes, le fait essentiel serait que "cette émergence de sujets viables serait échelonnée sur une période prolongée et ne surviendrait pas, comme l'Australie l'a supposé, simultanément dès la sortie des entrepôts frigorifiques".[2366]

7.828 Selon la Nouvelle-Zélande:

> "Les mesures australiennes sont fondées sur l'hypothèse erronée selon laquelle toutes les ALCM présentes sur les pommes de Nouvelle-Zélande émergeraient

[2357] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 808.
[2358] Réponse de M. Cross à la question n° 94 iii) du Groupe spécial dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 534; réponse de M. Cross dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 584.
[2359] Réponses de M. Cross dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphes 586 et 614.
[2360] IRA de l'Australie, partie B, pages 171 et 172. Le Groupe spécial reviendra plus loin sur cette question, voir les paragraphes 7.856 à 7.865 ci-dessous.
[2361] Réponse de M. Cross dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 584.
[2362] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 4.116 à 4.124.
[2363] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.131.
[2364] Sandanayaka et Rogers "Effect of cold storage on emergence and mortality of apple leafcurling midge" (2009), pages 1 à 8, dans la pièce NZ-119.
[2365] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.247
[2366] *Ibid.*

> simultanément dès que les pommes seraient sorties des entrepôts frigorifiques.[2367] Pour que ce soit le cas, toutes les ALCM présentes sur les pommes de Nouvelle-Zélande devraient être des pupes complètement développées qui, une fois sorties des entrepôts frigorifiques, n'auraient besoin d'aucune période de développement. Comme les experts l'ont confirmé, cette hypothèse n'est pas étayée par les preuves scientifiques."[2368]

7.829 La Nouvelle-Zélande ajoute que "la longue période d'émergence restreint sensiblement la possibilité que des mâles et des femelles émergent pendant le temps nécessaire à l'accouplement".[2369]

7.830 L'Australie répond que la Nouvelle-Zélande ne devrait pas être autorisée à soulever la question de la période prolongée pendant laquelle l'émergence des adultes peut avoir lieu, parce qu'elle n'avait pas soulevé cette question dans sa première communication écrite. Selon l'Australie, c'est une question que la Nouvelle-Zélande a soulevé uniquement après avoir entendu les réponses de l'un des experts aux questions posées par le Groupe spécial.[2370]

7.831 L'Australie ajoute que la Nouvelle-Zélande n'a pas démontré l'existence d'un quelconque vice grave de l'IRA. Elle fait valoir que la question de savoir si des quantités suffisantes de pommes de Nouvelle-Zélande seront au même endroit à l'extérieur d'entrepôts frigorifiques pendant une période suffisante pour qu'une paire d'ALCM pour l'accouplement émerge à une proximité suffisante d'un hôte adéquat à un moment approprié de l'année a été prise en compte de manière appropriée dans l'IRA.[2371]

7.832 Selon l'Australie, la Nouvelle-Zélande semble supposer que les insectes se trouvant à l'intérieur des cocons présents sur les pommes importées de Nouvelle-Zélande seront tous exactement au même stade de développement, à savoir le stade prépupal qui précède la métamorphose du stade pupal. Toutefois, dans l'IRA il a été jugé plus probable qu'au moment de la récolte, les diverses ALCM présentes dans les cocons se trouvent à différents stades de développement. Il est probable que certaines larves seront passées du stade prépupal au stade pupal et seront prêtes à émerger en tant qu'adultes dès que les facteurs déclenchants environnementaux appropriés auront été rencontrés par la pupe, plutôt que d'attendre les 13 à 18 jours indiqués par Barnes (1948).[2372]

7.833 L'Australie estime en outre que les arguments de la Nouvelle-Zélande, reposant sur son point de vue selon lequel la période de développement de 13 à 18 jours à laquelle il est fait référence dans Barnes (1948) commence uniquement lorsque les insectes sont sortis des entrepôts frigorifiques, ne sont pas étayés par des preuves. En revanche, comme l'a noté M. Cross, "l'Australie a probablement raison d'affirmer que des adultes pourraient émerger dès que les facteurs déclenchants appropriés auront été rencontrés par la pupe". L'Australie ajoute que M. Cross a souligné que les conditions en ce qui concerne la diapause, la température et le temps nécessaire au développement n'avaient pas été

[2367] *(note de bas de page de l'original)* IRA, page 171, où il est dit: "… les adultes pourraient émerger du stade pupal après que les pommes ont été sorties des entrepôts frigorifiques ou chaque fois que la chaîne du froid est rompue, comme aux installations de déballage et de réemballage ou chez les détaillants et durant le transport de pommes achetées par des particuliers à des détaillants ou lorsque les fruits sont jetés". Cela est confirmé par M. Cross: réponse de M. Cross à la question n° 94 i) du Groupe spécial, page 2.

[2368] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.246. Voir aussi les observations de la Nouvelle-Zélande sur les réponses de l'Australie à la question n° 24 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphe 77.

[2369] Déclaration orale liminaire de la Nouvelle-Zélande à la deuxième réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, paragraphe 104.

[2370] Réponse de l'Australie à la question n° 24 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphe 140.

[2371] Deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphe 639.

[2372] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 797.

déterminées pour l'ALCM et a conclu que "l'IRA de l'Australie concernant cette question était objectif et crédible et s'appuyait sur les preuves scientifiques limitées disponibles".[2373]

ii) Analyse par le Groupe spécial

7.834 L'IRA indique que:

> "Une partie prenante allègue que les facteurs essentiels pour la fin de la diapause pupale en Nouvelle-Zélande comprennent une certaine durée de jour et des températures ultérieures essentielles. La première émergence des adultes en Nouvelle-Zélande coïncide avec le déploiement des jeunes pousses de pommes et Tomkins *et al.* (2006) font état de l'émergence de cécidomyies adultes ayant passé l'hiver de la mi-septembre à la mi-novembre. Le temps de développement nécessaire entre l'état pupal et l'émergence d'un adulte est estimé à 30 jours à une température constante de 23 °C (MAFNZ, 2006a) en utilisant des prépupes cueillies sur le terrain et élevées en laboratoire, de sorte qu'il n'est certainement pas réaliste de considérer que 30 jours est une durée minimale. Les fluctuations de température sur le terrain signifient que la durée du développement pupal pourrait être plus courte ou plus longue que 30 jours et, jusqu'à ce que d'autres ensembles de données soient disponibles, il n'est pas judicieux de se fonder sur des durées de développement pupal établies à des températures aussi peu réalistes."[2374]

7.835 Le Groupe spécial a déjà rejeté l'argument de l'Australie selon lequel la Nouvelle-Zélande ne devrait pas être autorisée à soulever des questions qu'elle n'a pas soulevées dans sa première communication écrite, y compris des questions qui ont été soulevées après avoir entendu les réponses des experts consultés par le Groupe spécial.[2375] En tout état de cause, le Groupe spécial note que la question spécifique de savoir si l'IRA contient des hypothèses erronées concernant la période qui serait nécessaire pour l'émergence des ALCM fait partie de l'allégation de la Nouvelle-Zélande selon laquelle l'IRA de l'Australie n'est pas une évaluation des risques adéquate au sens de l'article 5:1 de l'Accord SPS et relève donc du mandat du Groupe spécial. Cette question a initialement été soulevée par la Nouvelle-Zélande dans sa première communication écrite.[2376] Ainsi qu'il a déjà été indiqué[2377], le Groupe spécial ne voit aucun obstacle à ce que les parties énoncent et clarifient progressivement leurs arguments dans les communications et déclarations successives qu'elles présentent au Groupe spécial, à la lumière de leurs arguments respectifs, des arguments avancés par les tierces parties, des questions posées par le Groupe spécial et des explications fournies par les experts consultés par le Groupe spécial.

7.836 L'IRA indique que "[s]i des larves ou des pupes matures survivent à l'entreposage frigorifique ou à l'entreposage sous atmosphère contrôlée, les adultes pourraient émerger du stade pupal après que les fruits ont été sortis de l'entreposage ou lorsque la chaîne du froid est rompue".[2378] M. Cross a exprimé l'avis selon lequel le raisonnement fait dans l'IRA à cet égard semblait objectif et crédible.[2379]

7.837 Comme l'Australie l'a noté, il semble probable que les ALCM à l'intérieur des cocons présents sur les pommes qui sortent des entrepôts frigorifiques se trouveront à des stades très différents de développement, tels que: larves qui viennent juste d'être encoconnées et qui doivent achever la

---

[2373] Deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphe 658.
[2374] IRA de l'Australie, partie B, page 171
[2375] Voir plus haut les paragraphes 7.80 à 7.82.
[2376] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 4.116 à 4.124.
[2377] Voir plus haut les paragraphes 7.80 à 7.82.
[2378] IRA de l'Australie, partie B, page 171.
[2379] *Ibid*. Voir aussi la réponse de M. Cross aux questions n° 94 i) et viii) du Groupe spécial dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphes 532 et 547.

diapause et le développement postdiapause; larves matures qui viennent juste d'être encoconnées et qui ne nécessitent pas de diapause, mais doivent achever le développement pupal; pupes à divers stades de développement, y compris certaines à des stades avancés de développement qui étaient presque prêtes à émerger en tant qu'adultes au moment de l'entrée dans des entrepôts frigorifiques.[2380] La Nouvelle-Zélande n'a pas fourni de preuves scientifiques prouvant l'hypothèse qu'elle formule apparemment et selon laquelle l'entreposage frigorifique des pommes tuerait les sujets qui étaient en voie de pupation ou les forcerait à entrer en diapause.[2381]

7.838 M. Cross a noté que l'effet global de ce large éventail de stades de développement de l'ALCM était une période prolongée d'émergence des sujets viables. La période d'émergence des cécidomyies dépendrait des conditions dans lesquelles le fruit a été entreposé et des conditions environnementales lorsqu'il a été mis en libre pratique en Australie (le moment de l'année, les températures, etc.). L'émergence en découlant pourrait être longue et durer de nombreuses semaines.[2382] Cette longue émergence des ALCM adultes par rapport à leur courte durée de vie réduirait substantiellement les chances qu'un mâle et une femelle d'ALCM émergent à quelques jours d'intervalle, ce qui est nécessaire pour un accouplement réussi. La probabilité de l'établissement serait donc sensiblement réduite.[2383] Comme M. Cross l'a noté, "[s]i la cécidomyie ne peut survivre que deux ou trois jours dans le monde naturel et que les cécidomyies prennent trois, quatre, cinq ou six semaines pour émerger ou peut-être même jusqu'à un an, alors les chances d'établissement de l'infestation sont très nettement réduites."[2384]

7.839 L'IRA ne contient aucune preuve concernant le temps nécessaire à l'émergence des ALCM après que les pommes sont sorties des entrepôts frigorifiques. Consulté par le Groupe spécial, M. Cross a exprimé l'avis selon lequel l'affirmation de l'Australie selon laquelle certains adultes pourraient émerger dès que les pupes rencontrent les facteurs déclenchants appropriés est peut être exacte, mais n'est pas étayée par des preuves suffisantes.[2385] De même, l'affirmation de la Nouvelle-Zélande selon laquelle au moins 13 à 18 jours seraient nécessaires n'est pas suffisamment étayée par des preuves.[2386] En réponse aux réponses de M. Cross, l'Australie a évoqué l'IRA et fait observer qu'"[i]l était clair … que l'équipe chargée de l'IRA était parfaitement consciente des nombreuses incertitudes et des faibles probabilités associées à la possibilité que l'ALCM s'établisse en Australie."[2387] Cela ne répond cependant pas à la question de savoir si l'IRA a tenu compte de l'incidence de l'émergence prolongée des ALCM adultes sur la probabilité du transfert, et n'indique

[2380] Réponse de M. Cross aux questions n° 94 i) et viii) du Groupe spécial dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphes 532 et 546; réponse de M. Cross dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 582.

[2381] Réponse de M. Cross à la question n° 94 i) du Groupe spécial dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 532.

[2382] Réponse de M. Cross dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 582. Voir Sandanayaka et Rogers "Effect of cold storage on emergence and mortality of apple leafcurling midge" (2009), pages 1 à 8, dans la pièce NZ-119.

[2383] Réponses de M. Cross aux questions n^{os} 102, 109 et 115 du Groupe spécial dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphes 594, 650 et 672; réponses de M. Cross dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphes 590 et 630.

[2384] Réponse de M. Cross dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 590. Voir aussi la réponse de M. Cross dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 630.

[2385] Réponse de M. Cross à la question n° 94 i) du Groupe spécial dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 531.

[2386] Réponse de M. Cross à la question n° 94 i) du Groupe spécial dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 530, réponse de M. Cross dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 582.

[2387] Observations de l'Australie sur les réponses des experts aux questions, paragraphe 257.

pas non plus l'existence de preuves quelconques dans l'IRA concernant le temps nécessaire à l'émergence des ALCM.

7.840 Comme M. Cross l'a noté, la question de la longue l'émergence des ALCM, par rapport à leur courte durée de vie, est un facteur important dans l'examen de la probabilité du transfert.[2388] L'IRA ne contient aucune preuve concernant le temps nécessaire à l'émergence des ALCM après qu'elles sont sorties des entrepôts frigorifiques. Le raisonnement fait dans l'IRA ne tient pas non plus compte du fait qu'une période plus longue d'émergence des adultes réduirait sensiblement la probabilité qu'un petit nombre de sujets dans un envoi émerge à quelques jours d'intervalle et soient en mesure de s'accoupler et de pondre pour créer une population.[2389]

7.841 Par conséquent, le Groupe spécial constate que le raisonnement fait dans l'IRA concernant la probabilité du transfert des ALCM, à la lumière de l'émergence prolongée des ALCM n'est pas objectivement justifiable.

e) Conditions climatiques pour la dissémination de l'ALCM en Australie

i) Résumé des arguments des parties

7.842 La Nouvelle-Zélande fait valoir que l'Australie n'a pas dûment tenu compte des conditions climatiques qui sont nécessaires pour l'établissement et la dissémination de l'ALCM.[2390] Selon la Nouvelle-Zélande, "il n'y a pas non plus de fondement scientifique étayant les conclusions de l'IRA concernant la probabilité de la dissémination de l'ALCM, parce que l'IRA n'a pas tenu compte des questions climatiques … L'IRA n'a pas traité du tout la question importante du climat et les conditions nécessaires à la survie de l'ALCM".[2391]

7.843 La Nouvelle-Zélande soutient que:

> "Même si l'ALCM devait s'établir en Australie, la probabilité de la dissémination serait faible. La répartition de l'ALCM et son statut de parasite semblent se limiter à des conditions climatiques plus fraîches et plus humides, comme celles qui existent dans les régions côtières tempérées (Rogers 2006: 1). …
>
> D'après [ce qui s'est passé dans d'autres régions du monde], si l'ALCM devait s'établir en Australie, il est très improbable qu'elle réussirait à s'établir dans toutes les régions où les pommes sont cultivées commercialement et où les pommiers sont cultivés dans les jardins domestiques. Il est très improbable que l'ALCM s'établisse ou ait un statut

[2388] Réponses de M. Cross aux questions n° 102, 109 et 115 du Groupe spécial dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphes 594, 650 et 672; réponses de M. Cross dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphes 590 et 630.

[2389] Réponses de M. Cross aux questions n° 94 i), 102 et 104 du Groupe spécial dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphes 532, 594 et 615. Voir aussi la réponse de M. Cross dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 678.

[2390] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 2.761 et 2.762. Voir aussi la réponse de la Nouvelle-Zélande à la question n° 81 du Groupe spécial après la première réunion de fond, paragraphes 191 et 192; la deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.764; et la déclaration orale liminaire de la Nouvelle-Zélande à la deuxième réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, paragraphe 107.

[2391] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 2.761 et 2.762 (note de bas de page omise). Voir aussi la deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 2.268 et 2.766.

> de parasite dans les régions de l'Australie qui n'ont pas des conditions climatiques adéquates (par exemple les régions au nord de Canberra, y compris Sydney, qui sont trop chaudes et sèches)."[2392]

7.844 Selon la Nouvelle-Zélande, "[l]e fait que l'IRA n'a pas tenu compte des conditions climatiques a entraîné une surestimation de la probabilité de la dissémination de l'ALCM en Australie … En effet, si la seule région propice à l'établissement de l'ALCM est la Tasmanie, alors cela réduit grandement la probabilité de l'établissement et de la dissémination de l'ALCM".[2393]

7.845 L'Australie répond que l'IRA "a tenu compte des questions relatives au climat pour la dissémination [de l'ALCM]".[2394] Elle dit que l'IRA indique que "[l]a cécidomyie des feuilles du pommier s'est disséminée sur tout le territoire de la Nouvelle-Zélande depuis son introduction accidentelle en 1950 environ. Il existe des environnements semblables en Australie qui seraient adéquats pour sa dissémination".[2395]

7.846 Dans sa première communication écrite, l'Australie fait valoir que "les États australiens tels que Victoria, la Tasmanie et la Nouvelle-Galles du Sud ont les types de climats frais qui sont adéquats pour l'établissement et la dissémination de l'ALCM et qu'une partie importante des régions australiennes de production de pommes commerciales sont situées dans de telles régions".[2396]

7.847 Par la suite, en réponse à une question du Groupe spécial, l'Australie va plus loin et dit que:

> "Dans la mesure où les parasites en cause [y compris l'ALCM] sont des parasites des pommes, des poires et d'autres plantes hôtes, les conditions climatiques australiennes seraient adéquates pour l'établissement des trois parasites dans toutes les régions où sont cultivées les pommes, les poires et les autres plantes hôtes. Ces régions comprennent les grandes villes de Perth, d'Adélaïde, de Melbourne, de Hobart et de Sydney. Elles comprennent également la plus grande partie du sud-est de l'Australie et du sud-ouest de l'Australie."[2397]

7.848 L'Australie fait également valoir que, contrairement à ce qu'affirme la Nouvelle-Zélande, "[l]'évaluation [faite dans l'IRA] de la probabilité de la dissémination n'était pas fondée sur l'hypothèse que l'ALCM se disséminerait nécessairement à *toutes* les zones de cultures et les jardins de pommiers de l'Australie ni aurait dû l'être. Il y aura "dissémination" si le parasite se dissémine au-delà de son lieu d'établissement vers toute autre partie de l'Australie".[2398]

ii) Analyse par le Groupe spécial

7.849 Comme il est indiqué plus haut, il est très peu fait mention dans l'IRA de l'existence des conditions climatiques nécessaires à la dissémination de l'ALCM en Australie. L'IRA indique seulement que "[l]a cécidomyie des feuilles du pommier s'est disséminée sur tout le territoire de la

---

[2392] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 4.364 et 4.365. Voir aussi la première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 4.369 et 4.375; la deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.780.

[2393] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.766 (note de bas de page omise). Voir aussi la deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.767.

[2394] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 812.

[2395] *Ibid*. Voir aussi l'IRA de l'Australie, partie B, page 177.

[2396] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 813.

[2397] Réponse de l'Australie à la question n° 54 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphe 301.

[2398] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 813. (italique dans l'original)

Nouvelle-Zélande depuis son introduction accidentelle en 1950 environ. Il existe des environnements semblables en Australie qui seraient adéquats pour sa dissémination".[2399]

7.850 Consulté par le Groupe spécial, M. Cross a exprimé l'avis selon lequel "manifestement, certaines conditions climatiques sont nécessaires à la survie de la cécidomyie et nous savons que cela n'est pas le cas partout dans le monde et qu'il y a des endroits dans le monde où les pommes sont cultivées et où la cécidomyie des feuilles du pommier n'existe pas".[2400]

7.851 L'Australie convient que "[l]'ALCM est un parasite de climats frais".[2401] À cet égard, M. Cross note que:

> "En Europe, où [l'ALCM] semble avoir atteint sa position d'équilibre, elle n'existe pas dans les régions du sud de l'Europe, au sud de l'Espagne et en Italie au sud de Naples. De même, aux États-Unis, l'ALCM n'existe pas dans les régions plus au sud. Je pense que c'est parce que [l'ALCM] a besoin de températures fraîches, d'une accumulation suffisante de températures fraîches en hiver pour rompre la diapause. Si la diapause n'est pas rompue, l'émergence au printemps n'est pas bien synchronisée. La cécidomyie ne peut pas exister dans les régions qui n'ont pas une période suffisante de fraîcheur au cours de l'hiver. Je doute que ces limites aient été établies en Australie. Il ressort de l'examen d'une carte du monde indiquant où la cécidomyie existe qu'elle semble absente aux latitudes inférieures au 38ème degré environ. Je n'ai pas étudié cette question de façon approfondie mais dans ces régions plus chaudes il n'existe manifestement pas de températures suffisamment fraîches en hiver et cette limite n'a pas été établie en Australie par une analyse climatologique. … Donc, j'estime qu'une étude de ces facteurs doit être effectuée et il faut établir où existent en Australie les conditions climatiques correspondant à la cécidomyie sur la base de sa répartition connue dans le monde entier."[2402]

7.852 Le même expert indique également que la survie à long terme de l'ALCM exige aussi des conditions estivales humides:

> "[L]a cécidomyie a également besoin de pluies d'été raisonnablement régulières. Bien qu'elle puisse clairement survivre à des périodes de sécheresse pendant un an ou deux, les étés secs ne lui sont pas favorables … elle a besoin de pluies d'été raisonnablement régulières afin d'être une espèce florissante et elle n'existe pas dans les zones du monde qui sont sèches. Un bon exemple est l'État de Washington où la cécidomyie existe à l'ouest des Cascade Mountains, où il y a beaucoup de chutes de pluie. Mais à l'est de cette chaîne de montagnes, il y a une zone aride où il y a peu de pluie pendant les mois du milieu de l'été, et la cécidomyie n'existe pas. On peut supposer que c'est parce qu'il n'y a pas suffisamment d'humidité pour lui permettre d'achever son développement."[2403]

[2399] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 812. IRA de l'Australie, partie B, page 177.

[2400] Réponse de M. Cross dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 588.

[2401] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 821.

[2402] Réponse de M. Cross dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 588. Voir aussi la réponse de M. Cross dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 650.

[2403] Réponse de M. Cross dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 588. Voir aussi les réponses de M. Cross dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphes 632 et 670.

7.853 Selon M. Cross, "[l'ALCM] ne se disséminera et ne causera un problème que dans les régions australiennes où le climat est adéquat pour son existence".[2404] L'expert ajoute que "dans l'ensemble, l'essentiel du territoire australien a un climat inadéquat pour la cécidomyie des feuilles du pommier. C'est uniquement dans les régions très au sud où il y a des chutes de pluie suffisantes, que [l'ALCM] présente un risque."[2405]

7.854 L'IRA de l'Australie ne prend pas en considération de manière adéquate la question de l'existence des conditions climatiques nécessaires à l'établissement et à la dissémination de l'ALCM en Australie et la répartition géographique de ces conditions. L'IRA ne contient pas d'analyse à cet égard, pour une période représentative.[2406] Le présent Groupe spécial n'a pas le pouvoir d'effectuer une telle analyse, car cela constituerait un examen *de novo*. Toutefois, si une analyse climatique devait conclure que le climat adéquat pour l'établissement et la dissémination de l'ALCM n'existe que dans des régions particulières de l'Australie, on peut supposer que cela pourrait avoir un effet important sur l'évaluation des risques.[2407]

7.855 Par conséquent, le Groupe spécial constate que le raisonnement fait dans l'IRA concernant la probabilité de l'établissement et de la dissémination de l'ALCM en Australie, à la lumière de l'existence des conditions climatiques nécessaires et de la répartition géographique de ces conditions, n'est pas objectivement justifiable.

f) Mode de commercialisation

i) Résumé des arguments des parties

7.856 La Nouvelle-Zélande fait valoir que les hypothèses formulées dans l'IRA de l'Australie "concernant les pratiques normales en matière de chaîne d'approvisionnement au détail ne sont pas fondées".[2408] Selon la Nouvelle-Zélande:

> "L'Australie n'a pas tenu compte du fait que la grande majorité des pommes de Nouvelle-Zélande seraient exportées prêtes pour la vente au détail et ne seraient donc pas envoyées à des grossistes des zones de production aux fins de reconditionnement. De plus, l'Australie n'a pas tenu compte du fait que même si les pommes de Nouvelle-Zélande étaient effectivement envoyées à des grossistes des zones de production, les pratiques australiennes en matière de déchets agricoles excluraient toute possibilité d'établissement de l'ALCM."[2409]

7.857 La Nouvelle-Zélande ajoute que l'expérience de ses exportateurs en ce qui concerne les pommes expédiées vers d'autres marchés, ainsi que les exportations d'autres produits horticoles vers l'Australie, "indique clairement que le mode de commercialisation probable des pommes exportées

---

[2404] Réponse de M. Cross dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 650.

[2405] Réponse de M. Cross dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 634. Réponse de M. Cross aux questions n° 94 v) et 117 du Groupe spécial, paragraphes 536 et 673.

[2406] Réponse de M. Cross dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 650. Réponse de M. Cross aux questions n° 94 v) et 117 dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphes 540, 543 et 677.

[2407] Réponse de M. Cross dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 634.

[2408] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.251.

[2409] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.252. Voir aussi la première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 4.361 à 4.363.

vers l'Australie consisterait à les conditionner de façon qu'elles soient prêtes pour la vente au détail".[2410]

7.858 Selon la Nouvelle-Zélande, comme la grande majorité des pommes seraient exportées vers l'Australie prêtes pour la vente au détail, la filière principale pour l'établissement de l'ALCM, les pommes envoyées à des grossistes des zones de production, serait "pratiquement éliminée".[2411] "Étant donné que les pommes de Nouvelle-Zélande n'auraient pas besoin d'être reconditionnées, elles seraient envoyées directement aux centres urbains, ce qui supprimerait effectivement toute probabilité qu'un grand nombre de pommes soit à proximité suffisante de pommiers pour se trouver dans le rayon de vol d'ALCM femelles – une condition préalable essentielle à l'établissement de l'ALCM."[2412]

7.859 L'Australie répond qu'en l'absence de tout début d'échanges commerciaux, "[n]i l'Australie ni la Nouvelle-Zélande ne sont en mesure d'indiquer avec un quelconque degré de précision quelle proportion des pommes seront manutentionnées par différents grossistes ou importées "prêtes pour la vente au détail"".[2413] À cet égard, "la fréquence à laquelle le mode de commercialisation consisterait à transporter les fruits en vrac et non "prêts pour la vente au détail" dépendra de considérations commerciales qui varieront selon les circonstances du marché à un moment particulier.[2414] Selon l'Australie, il ne serait pas dans l'intérêt commercial de la Nouvelle-Zélande de limiter ses exportations de pommes à une forme spécifique, telle que "prêtes pour la vente au détail", sans tenir compte des demandes particulières et variables du marché australien.[2415] Pour l'Australie, l'utilisation obligatoire par les grandes chaînes de supermarchés australiennes de leur propre emballage individuel sous forme de caisses en plastique récupérables poserait un défi de taille aux exportateurs de pommes de la Nouvelle-Zélande qui limiteraient leurs exportations vers l'Australie à la forme "prêtes pour la vente au détail".[2416]

7.860 L'Australie fait également valoir que même si les exportations étaient limitées à des pommes "prêtes pour la vente au détail", cela ne garantirait pas que ces pommes ne seraient pas manutentionnées à des stations de conditionnement des vergers et que le réemballage et le reconditionnement des pommes sont des pratiques courantes.[2417]

ii) Analyse par le Groupe spécial

7.861 En ce qui concerne cette question, l'IRA indique ce qui suit:

> "Les parties prenantes ont présenté des vues diverses sur la manière dont les pommes importées pourraient être distribuées. Certaines parties prenantes ont indiqué qu'une proportion importante des pommes viendraient en vrac et seraient envoyées aux stations de conditionnement des vergers aux fins de reclassement et de reconditionnement, tandis que d'autres parties prenantes ont indiqué que les pommes

[2410] Réponse de la Nouvelle-Zélande à la question n° 9 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphe 17. Voir aussi la deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 2.36 à 2.40.

[2411] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.253; déclaration orale liminaire de la Nouvelle-Zélande à la deuxième réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, paragraphes 63 et 64.

[2412] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.254.

[2413] Réponse de l'Australie à la question n° 53 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphe 290.

[2414] *Ibid*.

[2415] Deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphes 652 et 654.

[2416] Deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphes 651 et 652. Voir aussi la première communication écrite de l'Australie, paragraphes 781 à 783.

[2417] Deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphe 653.

> seraient emballées dans des cartons immédiatement commercialisables et envoyées directement aux grossistes des zones urbaines pour distribution. Deux scénarios possibles ont été envisagés en détail comme suit.
>
> Selon un scénario 0,1 à 5 pour cent des pommes importées étaient distribuées aux stations de conditionnement des vergers et le reste (95 à 99,9 pour cent) aux grossistes des zones urbaines. Selon l'autre scénario 70 à 100 pour cent des pommes importées étaient distribuées aux stations de conditionnement des vergers et le reste (zéro à 30 pour cent) aux grossistes des zones urbaines. Les estimations du nombre de fruits infestés étaient calculées en effectuant une série de simulations."[2418]

7.862 M. Cross a noté que la manière dont les fruits étaient manutentionnés en Australie aurait un effet important sur le risque. Si de grandes quantités de pommes devaient être emballées et classées à proximité de vergers de pommiers, et que des déchets de fruits résultant de ce processus étaient jetés ou conservés à cet endroit, et si des cocons infestés étaient présents sur ces pommes et que plusieurs cécidomyies émergeaient, elles auraient de plus grandes chances de s'introduire dans les vergers de pommes avoisinants.[2419] En revanche, si les fruits étaient conservés dans des conditions réfrigérées ou s'ils étaient reçus prêts pour la vente au détail et vendus en petites quantités à des consommateurs individuels, le risque serait grandement réduit. En outre, il est improbable que des feuilles vertes (en particulier les feuilles du sommet des pousses, qui sont celles qui peuvent être infestées par l'ALCM) soient attachées aux pommes qui sont emballées et classées prêtes pour la vente. Il est également improbable que l'emballage lui-même soit infesté par l'ALCM.[2420] Cela réduirait encore plus le risque.

7.863 L'IRA élabore deux scénarios différents, l'un envisageant que la plupart des pommes importées entreraient en vrac et seraient envoyées aux stations de conditionnement des vergers et l'autre envisageant que la plupart des pommes seraient importées sous une forme immédiatement commercialisable et envoyées directement aux grossistes des zones urbaines.[2421] Étant donné l'incidence que la manière dont les fruits sont manutentionnés aurait sur le risque, on peut supposer que les deux scénarios distincts auraient dû déboucher sur des estimations différentes du risque non réduit. Toutefois, les conclusions générales de l'IRA de l'Australie n'indiquent pas de façon transparente quel serait le niveau de risque différent qui existerait selon chaque scénario.[2422]

7.864 Comme M. Cross l'a noté, "[e]n ce qui concerne l'ALCM, la proportion des pommes expédiées de Nouvelle-Zélande vers l'Australie qui sont prêtes à la vente au détail est cruciale. Si tous les fruits étaient expédiés prêts à la vente au détail et conservés dans une chaîne du froid jusqu'à ce qu'ils soient vendus aux consommateurs, le risque de l'importation, de l'établissement et de la dissémination serait grandement réduit et peut-être ramené à des niveaux négligeables."[2423]

[2418] IRA de l'Australie, partie B, pages 171 et 172.

[2419] Réponse de M. Cross dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 596.

[2420] Réponse de M. Cross à la question n° 98 du Groupe spécial dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 575. Voir aussi la réponse de M. Deckers à la question n° 101 du Groupe spécial dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 592. Voir aussi les observations de la Nouvelle-Zélande sur les réponses des experts, paragraphe 155; la réponse de M. Cross dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 592.

[2421] IRA de l'Australie, partie B, pages 34 et 171 à 174.

[2422] IRA de l'Australie, partie B, pages 187 et 188.

[2423] Réponse de M. Cross à la question n° 98 du Groupe spécial dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 570. Voir aussi la réponse de M. Cross aux questions n° 98, 101 et 121 du Groupe spécial dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions

7.865 L'IRA donne peu de renseignements sur la manière dont l'analyse et l'examen de différents facteurs associés à l'entrée, l'établissement et la dissémination de l'ALCM se traduit en estimations quantitatives. Le Groupe spécial ne peut pas tenter de recalculer ces estimations, car cela constituerait un examen *de novo*. Comme il est indiqué plus haut, l'IRA envisage un premier scénario selon lequel seulement 0,1 à 5 pour cent des pommes importées sont distribuées aux stations de conditionnement des vergers et un deuxième scénario, selon lequel 70 à 100 pour cent des pommes importées sont distribuées aux stations de conditionnement des vergers et le reste aux grossistes des zones urbaines. Comme M. Cross l'a noté, le fait que des pommes infestées importées sont envoyées en vrac à des stations de conditionnement rurales à proximité des vergers, serait tout à fait essentiel, par comparaison avec l'envoi de pommes prêtes pour la vente au détail aux grossistes des zones urbaines.

7.866 En conclusion, l'IRA de l'Australie n'indique pas de manière adéquate comment le mode de commercialisation des pommes de Nouvelle-Zélande importées en Australie a été pris en compte. Si bon nombre ou la plupart des pommes étaient importées de Nouvelle-Zélande "prêtes pour la vente au détail", déjà emballées dans de petits emballages, qui étaient manutentionnés par les grossistes des zones urbaines, comme elles le seraient vraisemblablement, ce mode de commercialisation devrait avoir un effet important sur l'évaluation des risques.[2424] Comme il est indiqué plus haut, l'IRA envisage deux scénarios différents dans lesquels les proportions de pommes importées qui sont distribuées aux stations de conditionnement des vergers par opposition aux grossistes des zones urbaines varient beaucoup. Toutefois, l'examen des différents modes de commercialisation possibles n'a eu aucune incidence évidente sur les conclusions de l'IRA. Là encore, cette question ne semble pas avoir été examinée de manière adéquate ou prise en considération de façon transparente dans l'IRA de l'Australie.

7.867 Par conséquent, le Groupe spécial constate que le raisonnement fait dans l'IRA concernant le risque non réduit d'ALCM par le biais de l'importation de pommes de Nouvelle-Zélande en Australie, compte tenu du mode de commercialisation de ces pommes, n'est pas objectivement justifiable.

g) Conclusions concernant l'estimation faite dans l'IRA de la probabilité de l'entrée, de l'établissement et de la dissémination de l'ALCM

7.868 À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial conclut que le raisonnement énoncé dans l'IRA de l'Australie, en ce qui concerne la probabilité de l'entrée, de l'établissement et de la dissémination de l'ALCM, comporte des vices qui sont suffisants pour susciter des doutes raisonnables au sujet de l'évaluation effectuée par le responsable de l'évaluation des risques. L'IRA n'a pas dûment pris en considération un certain nombre de facteurs qui pourraient avoir une incidence majeure sur l'évaluation de ce risque particulier.

7.869 Le Groupe spécial n'a pas constaté que la Nouvelle-Zélande avait fourni des éléments *prima facie* concernant l'existence de vices dans le raisonnement fait dans l'IRA en ce qui concerne la question de savoir si les vergers entourant les stations de conditionnement des grossistes pouvaient être situés à une distance entrant dans le rayon de vol de l'ALCM.

7.870 L'IRA, par contre, n'accorde guère d'attention à la question de la viabilité de l'ALCM dans les cocons occupés et ne tente pas de manière rigoureuse de déterminer quel pourcentage de ces cocons contiennent des larves ou des pupes viables d'ALCM. De même, l'IRA ne prend pas en considération l'incidence du parasitisme par *Platygaster demades* sur l'occupation et la viabilité des cocons dans ses estimations. Il ne tient pas non plus compte des chances réduites d'accouplement des ALCM en

---

posées par le Groupe spécial, paragraphes 574, 591 et 690; les réponses de M. Cross dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 662.

[2424] Réponse de M. Cross dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 662.

raison de la longue période d'émergence des ALCM adultes par rapport à leur courte durée de vie. Enfin, il ne contient pas d'analyse appropriée concernant l'existence de la répartition géographique des conditions climatiques nécessaires à l'établissement et à la dissémination de l'ALCM en Australie, ni du mode de commercialisation probable.

7.871 Le fait que l'IRA de l'Australie ne tient pas compte de tous ces facteurs est suffisant pour susciter de façon cumulative des doutes raisonnables au sujet de l'évaluation des risques en ce qui concerne son évaluation de la probabilité de l'entrée, de l'établissement et de la dissémination de l'ALCM. Lorsqu'il a été consulté par le Groupe spécial au sujet de la prise en considération dans l'IRA de la question de la viabilité des cocons dans le contexte de l'étape 2 pour l'importation, M. Cross a noté que, si des données plus appropriées étaient prises en considération, cela aurait une incidence sur l'ensemble de l'estimation, et pas seulement sur les valeurs supérieures ou inférieures.[2425] De même, si l'IRA avait tenu compte des facteurs décrits dans le paragraphe précédent et constaté que l'un quelconque d'entre eux avait une incidence importante sur l'analyse, on peut supposer que l'ensemble des estimations, et pas simplement les valeurs supérieures ou inférieures, aurait pu être différent. En raison de ces vices, le raisonnement fait dans l'IRA à cet égard ne peut pas être considéré comme étant étayé par un raisonnement cohérent et des preuves scientifiques suffisantes et, en ce sens, il n'est pas objectivement justifiable.

h) Conséquences biologiques et économiques qui pourraient résulter de l'ALCM

i) Résumé des arguments des parties

7.872 La Nouvelle-Zélande fait valoir que "l'analyse faite dans l'IRA exagère les conséquences probables de l'ALCM dans plusieurs domaines".[2426] À son avis, "la prétendue analyse faite par l'Australie des "conséquences biologiques et économiques qui pourraient … résulter" de l'ALCM ne constitue rien de plus qu'une énumération d'hypothèses non fondées. Ce n'est pas une évaluation de ces conséquences au sens de l'*Accord SPS*".[2427]

7.873 La Nouvelle-Zélande fait observer à cet égard que les données prises en considération dans l'IRA pour évaluer l'incidence de l'ALCM sur la préservation des végétaux sont dépassées; qu'il est très improbable que les cultivateurs accorderaient maintenant les mêmes scores d'incidence à l'ALCM[2428]; que c'est uniquement dans le cas des jeunes pommiers que l'ALCM est un parasite important pour lequel des méthodes de lutte active sont recommandées[2429]; que l'établissement potentiel de l'ALCM en Australie est limité par des obstacles géographiques et climatiques[2430]; que l'établissement potentiel de l'ALCM n'entraînerait pas d'augmentation de l'utilisation des insecticides

[2425] Réponse de M. Cross dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 606.

[2426] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.768. Voir aussi la deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.784.

[2427] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.377.

[2428] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.367; réponse de la Nouvelle-Zélande à la question n° 86 du Groupe spécial après la première réunion de fond, paragraphe 208. Voir aussi la deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 2.769 et 2.770.

[2429] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.368; réponse de la Nouvelle-Zélande à la question n° 86 du Groupe spécial après la première réunion de fond, paragraphe 211. Voir aussi la deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.774.

[2430] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 4.369 et 4.375. Voir aussi la deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 2.782 et 2.783; la déclaration orale liminaire de la Nouvelle-Zélande à la deuxième réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, paragraphe 107.

ou de bouleversement des programmes existants de gestion des parasites[2431]; et que l'expérience réelle donne à penser que l'IRA anticipe à tort les conséquences de l'établissement potentiel de l'ALCM sur le commerce intérieur et international des pommes.[2432]

7.874 L'Australie répond que l'analyse faite dans l'IRA des conséquences biologiques et économiques qui pourraient résulter d'une incursion de l'ALCM est objective et crédible.[2433] À son avis:

> "La contestation par la Nouvelle-Zélande de l'évaluation faite par l'équipe chargée de l'IRA des conséquences biologiques et économiques d'une incursion de l'ALCM en Australie est imprécise et non fondée. Une fois encore, la Nouvelle-Zélande n'a pas compris la méthode utilisée par l'équipe chargée de l'IRA pour effectuer son évaluation. Elle n'a identifié aucune preuve dont l'équipe chargée de l'IRA n'a pas tenu compte ou qui indique qu'il y avait des vices quelconques dans son évaluation."[2434]

7.875 L'Australie fait valoir que la Nouvelle-Zélande s'appuie à tort sur une étude de Rogers *et al.* (2006) pour étayer un grand nombre de ses affirmations concernant les conséquences de l'ALCM.[2435] Elle ajoute que la Nouvelle-Zélande ne conteste aucun des "scores d'impact" attribués dans l'IRA aux conséquences potentielles.[2436]

7.876 Plus précisément, l'Australie soutient que l'IRA a tenu compte de plusieurs sources pour évaluer l'incidence de l'ALCM sur la préservation des végétaux et que la Nouvelle-Zélande n'a fourni aucun élément de preuve indiquant que les cultivateurs attribueraient actuellement à l'ALCM des scores d'impact différents de ceux qui ont été déterminés antérieurement[2437]; que l'équipe chargée de l'IRA s'est concentrée principalement sur les conséquences potentielles pour les jeunes arbres[2438]; que la Nouvelle-Zélande n'a fourni aucun élément de preuve ou argument donnant à penser que l'ALCM ne deviendrait pas un problème majeur dans les vergers australiens si elle s'établissait[2439]; que l'analyse des conséquences de l'ALCM faite dans l'IRA a conclu que les conséquences potentielles n'auraient qu'une importance régionale et locale, et non nationale[2440]; qu'il est inapproprié de faire une analogie directe entre les pratiques actuelles et bien établies de la Nouvelle-Zélande en matière de gestion de l'ALCM, et les pratiques de gestion qu'il faudrait peut-être mettre en œuvre en Australie si l'ALCM s'établissait, car les espèces envahissantes ne se comportent pas nécessairement de la même manière lorsqu'elles sont introduites dans différentes parties du monde[2441]; qu'il n'était pas possible que l'IRA évalue le degré auquel les prédateurs potentiels de l'ALCM présents en Australie contribueraient effectivement à la lutte biologique contre l'ALCM dans les conditions australiennes[2442]; qu'en examinant les conséquences de l'établissement potentiel de l'ALCM sur le

---

[2431] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 4.371 et 4.372; réponse de la Nouvelle-Zélande à la question n° 86 du Groupe spécial après la première réunion de fond, paragraphe 211. Voir aussi la deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 2.775 à 2.777.

[2432] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 4.374 à 4.376. Voir aussi la deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 2.778 à 2.781.

[2433] Première communication écrite de l'Australie, paragraphes 825 à 850.

[2434] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 850.

[2435] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 827.

[2436] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 828.

[2437] Première communication écrite de l'Australie, paragraphes 829 à 832.

[2438] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 833.

[2439] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 834.

[2440] Première communication écrite de l'Australie, paragraphes 835 à 837.

[2441] Première communication écrite de l'Australie, paragraphes 840 à 842.

[2442] Première communication écrite de l'Australie, paragraphes 843 à 846.

commerce international des pommes, la Nouvelle-Zélande n'a pas spécifié la nature de la "sensibilité" d'autres marchés à l'ALCM, ou la façon dont la Nouvelle-Zélande tient compte de ces sensibilités.[2443]

ii) Analyse par le Groupe spécial

7.877 L'IRA de l'Australie contient une évaluation qualitative des conséquences biologiques et économiques qui pourraient résulter de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination des parasites pertinents.[2444] Selon la description faite dans l'IRA:

> "L'incidence d'un parasite ou d'une maladie sur chaque critère direct et indirect en matière de conséquences est estimée à quatre niveaux – au niveau local, au niveau des districts, au niveau régional et au niveau national – et les valeurs obtenues sont traduites en un score qualitatif unique, A à G (tableau 10) …
>
> À chaque niveau, l'incidence est décrite comme suit: "probablement pas discernable", "d'une importance mineure", "importante" ou "très importante"."[2445]

7.878 Sur la base des scores d'impact attribués aux différents critères (à savoir, préservation des végétaux, santé ou vie des personnes, autres aspects de l'environnement, lutte ou éradication, commerce intérieur ou branche de production nationale, commerce international, environnement et collectivités), l'IRA estime que les conséquences globales de l'ALCM sont "faibles". En combinant la valeur de la probabilité annuelle de l'entrée, de l'établissement et de la dissémination et le résultat des conséquences globales, l'IRA estime que le risque annuel non réduit pour les pommes importées de Nouvelle-Zélande est "faible". Ce score de "faible" est supérieur au niveau de protection jugé approprié par l'Australie, qui est "très faible". En conséquence, l'IRA conclut qu'une "gestion des risques serait nécessaire pour ce parasite".[2446]

7.879 Consulté par le Groupe spécial, M. Cross a noté ce qui suit:

> "[C]ertains des termes utilisés [dans la méthode australienne pour évaluer les incidences] sont relativistes et ne sont pas clairement définis. Au tableau 10 [de l'IRA concernant "l'évaluation des conséquences au niveau local, au niveau des districts, au niveau régional et au niveau national"], les différences entre les termes "mineur", "important" et "très important" comptent pour beaucoup, mais les différences entre ces incidences ne sont pas définies en termes de perte économique, de nécessité d'appliquer des insecticides ou de conséquences sociales."[2447]

7.880 M. Deckers a noté qu'"[en Europe, le] problème d'une infection par l'ALCM dans un verger de pommes n'[était] pas considéré … comme un problème grave, mais plutôt comme un parasite secondaire qui caus[ait] certains dommages aux feuilles sans trop entraver la productivité des arbres fruitiers."[2448]

7.881 M. Cross a exprimé l'avis selon lequel l'IRA avait peut-être surestimé l'attribution de certains scores d'impact. Pour l'incidence directe sur la préservation des végétaux, l'IRA a attribué un score d'impact de "D". Bien que ce score d'impact soit "crédible", l'expert a noté qu'un score d'impact

---

[2443] Première communication écrite de l'Australie, paragraphes 847 à 849.

[2444] Voir plus haut le paragraphe 2.63.

[2445] IRA de l'Australie, partie B, page 38.

[2446] IRA de l'Australie, partie B, page 187.

[2447] Réponse de M. Cross à la question n° 96 du Groupe spécial dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 556.

[2448] Réponse de M. Deckers à la question n° 96 du Groupe spécial dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 563.

moins grave de "C" (niveau du district – mineur; niveau local – important) "serait plus approprié".[2449] De même, le score d'impact de "D" pour l'incidence indirecte sur la lutte ou l'éradication est jugée "un peu sévère" et un score de "C" "serait plus objectif et crédible".[2450] M. Cross a constaté que les scores donnés dans l'IRA pour le commerce intérieur ou la branche de production nationale, le commerce international, l'environnement et les collectivités étaient "crédibles et objectifs".[2451] L'expert a toutefois émis des doutes au sujet de l'analyse faite dans l'IRA concernant les effets possibles de l'infestation par l'ALCM sur la texture de la peau et la qualité du fruit. L'expert a noté que ces effets "[étaient] rares". "Le type de dommage signalé en Nouvelle-Zélande n'a pas été signalé ailleurs et est extraordinaire."[2452]

7.882 Ce n'est pas le rôle du Groupe spécial de réévaluer les scores d'impact attribué à des critères spécifiques dans l'IRA et de proposer des scores différents. En tout état de cause, la plupart des arguments de la Nouvelle-Zélande concernant l'estimation des conséquences faite dans l'IRA prennent pour hypothèse que, s'il était introduit en Australie, le feu bactérien se comporterait de la même façon que ce qui a été observé dans d'autres régions. Comme l'Australie l'a noté, "les espèces envahissantes ne se comportent pas nécessairement de la même manière lorsqu'elles sont introduites dans différentes parties du monde".[2453]

7.883 Il convient de noter toutefois que l'IRA a tendance à surestimer la gravité des conséquences de l'ALCM à certains égards. Cette surestimation affecte en particulier les quatre scores attribués dans l'IRA qui correspondent au score le plus sévère de "D" (préservation des végétaux, lutte ou éradication, commerce intérieur ou branche de production nationale et commerce international).

7.884 En outre, le Groupe spécial a déjà noté que l'IRA de l'Australie ne prenait pas en considération de manière adéquate la question de la répartition géographique et de l'existence des conditions climatiques nécessaires à l'établissement et à la dissémination de l'ALCM en Australie. Comme la Nouvelle-Zélande l'a indiqué, l'établissement potentiel de l'ALCM en Australie peut être limité par des obstacles géographiques et climatiques. Cela remet en question les conclusions de l'IRA concernant les conséquences biologiques et économiques qui pourraient résulter de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination de l'ALCM en Australie.

7.885 À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial conclut que l'évaluation faite dans l'IRA des conséquences qui pourraient résulter de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination de l'ALCM en Australie ne s'appuie pas sur des preuves scientifiques adéquates et, en conséquence, n'est pas cohérente et objective.

i) Conclusions générales sur les prescriptions concernant l'ALCM

7.886 Pour les raisons exposées plus haut, le Groupe spécial constate qu'en ce qui concerne son analyse de la probabilité de l'entrée, de l'établissement et de la dissémination de l'ALCM et des conséquences qui pourraient résulter de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination de l'ALCM en Australie, l'IRA de l'Australie n'est pas une évaluation des risques adéquate au sens de l'article 5:1 et du paragraphe 4 de l'Annexe A de l'Accord SPS. Les vices décrits plus haut constituent aussi un manquement dans l'IRA à l'obligation de tenir suffisamment compte de facteurs tels que les preuves

[2449] Réponse de M. Cross à la question n° 96 du Groupe spécial dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 556.
[2450] Réponse de M. Cross à la question n° 96 du Groupe spécial dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 559.
[2451] Réponse de M. Cross à la question n° 96 du Groupe spécial dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 560.
[2452] *Ibid*.
[2453] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 840. Voir aussi la réponse de M. Cross à la question n° 119 du Groupe spécial, paragraphe 676.

scientifiques disponibles, les procédés et méthodes de production pertinents en Nouvelle-Zélande et en Australie, la prévalence réelle d'ALCM viables et les conditions environnementales pertinentes, comme l'exige l'article 5:2 de l'Accord SPS.

7.887 En conséquence, les prescriptions de l'Australie en matière d'inspection et de traitement concernant l'ALCM applicables aux pommes de Nouvelle-Zélande sont incompatibles avec l'article 5:1 et 5:2 de l'Accord SPS. Puisque les prescriptions ne sont pas établies sur la base d'une évaluation des risques, comme il est prévu à l'article 5:1 de l'Accord SPS, on peut présumer, de façon plus générale, que ces mesures ne sont pas fondées sur des principes scientifiques ou ne sont pas maintenues avec des preuves scientifiques suffisantes, au sens de l'article 2:2.[2454] En conséquence, le Groupe spécial constate que les prescriptions de l'Australie en matière d'inspection et de traitement concernant l'ALCM applicables aux pommes de Nouvelle-Zélande sont, par implication, également incompatibles avec l'article 2:2 de l'Accord SPS.

7. Mesures générales

i) Résumé des arguments des parties

7.888 Outre les prescriptions spécifiques concernant le feu bactérien, le chancre européen et la cécidomyie des feuilles du pommier, la Nouvelle-Zélande conteste trois prescriptions qu'elle a définies comme étant des mesures "générales":

- "La prescription voulant que les fonctionnaires du Service australien de quarantaine et d'inspection soient associés aux inspections des vergers pour détecter la présence de chancre européen et de feu bactérien, à la vérification directe des procédures des stations de conditionnement et à l'inspection et au traitement des fruits.

- La prescription voulant que la Nouvelle-Zélande veille à ce que tous les vergers enregistrés pour l'exportation à destination de l'Australie opèrent suivant des pratiques commerciales standard.

- La prescription voulant que les stations de conditionnement donnent des détails sur la configuration des installations."[2455]

7.889 La Nouvelle-Zélande fait valoir qu'en ce qui concerne ces mesures aussi, l'Australie ne s'est pas acquittée de ses obligations au titre de l'article 2:2 de l'Accord SPS.[2456] Ces mesures seraient également incompatibles avec la prescription de l'article 2:2 voulant qu'elles soient fondées sur des principes scientifiques et qu'elles ne soient appliquées que dans la mesure nécessaire pour protéger la santé et la vie des personnes et des animaux ou préserver les végétaux.[2457] Selon la Nouvelle-Zélande:

> "Comme les pommes mûres asymptomatiques ne constituent pas une filière de transmission du feu bactérien, ou de chancre européen en Australie, et puisqu'il n'existe aucune preuve scientifique indiquant que l'entrée, l'établissement et la dissémination de l'ALCM pourraient se produire aux niveaux d'infestation observés

---

[2454] Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Saumons*, paragraphes 137 et 138.

[2455] *Australie – Pommes*, Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande (WT/DS367/5), 7 décembre 2007, jointe en tant qu'annexe A-1 au présent rapport, page 3. Voir aussi l'IRA de l'Australie, partie B, pages 150 à 155.

[2456] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 4.141 à 4.150.

[2457] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.150. Voir aussi la deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.272.

> sur les pommes de Nouvelle-Zélande, il y a également des preuves scientifiques insuffisantes pour permettre à l'Australie de maintenir ses mesures additionnelles applicables à l'ensemble des trois parasites".[2458]

7.890 La Nouvelle-Zélande estime que rien dans l'IRA ne justifie la prescription voulant que les fonctionnaires de l'AQIS soient associés aux inspections des vergers pour détecter la présence de chancre européen et de feu bactérien, à la vérification directe des procédures des stations de conditionnement et à l'inspection et au traitement des fruits. Selon la Nouvelle-Zélande, étant donné que rien ne justifie de prescrire l'une quelconque de ces inspections ou procédures des stations de conditionnement, et que ces prescriptions sont contraires à l'article 2:2 de l'Accord SPS, rien non plus ne justifie de prescrire que le personnel de l'AQIS soit associé aux inspections des vergers, aux inspections des stations de conditionnement ou à l'inspection ou au traitement des fruits.[2459]

7.891 La Nouvelle-Zélande ajoute que même si les pommes de Nouvelle-Zélande sont traitées suivant des pratiques commerciales standard, rien ne justifie de prescrire, par le biais d'un programme coûteux, la vérification d'une telle conformité par la Nouvelle-Zélande. Selon la Nouvelle-Zélande, l'Australie ne tente même pas de démontrer l'existence d'éléments scientifiques quelconques étayant cette mesure.[2460]

7.892 La Nouvelle-Zélande fait également valoir que l'Australie ne tente pas de démontrer l'existence d'éléments scientifiques quelconques étayant la prescription voulant que les stations de conditionnement donnent des détails sur la configuration des installations. Selon la Nouvelle-Zélande, on ne voit pas bien comment cette mesure peut être justifiée, ni quel risque elle est censée viser.[2461]

7.893 La Nouvelle-Zélande ajoute que ces trois mesures sont également contraires à l'article 5:1 de l'Accord SPS, parce que l'IRA ne respecte pas la prescription imposant d'évaluer la probabilité de l'entrée, de l'établissement et de la dissémination des parasites pertinents, conformément aux mesures SPS qui pourraient être appliquées.[2462]

7.894 En réponse, l'Australie fait valoir que les trois mesures "générales" indiquées par la Nouvelle-Zélande sont des "mesures auxiliaires", qui "ne relèvent pas de la définition des mesures SPS figurant à l'Annexe A 1) de l'Accord SPS".[2463] Elles constitueraient "des procédures opérationnelles générales étayant les mesures principales de gestion des risques pour les risques sanitaires indiqués dans [l'IRA]".[2464] L'Australie fait observer qu'"aucune de ces prescriptions n'a d'effets concrets par elle-même et qu'elles ne peuvent donc pas être contestées à titre individuel. En conséquence, le Groupe spécial devrait uniquement évaluer ces prescriptions lorsqu'elles sont "prises

---

[2458] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.141.

[2459] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 4.142 à 4.144. Voir aussi la deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 2.275 à 2.278.

[2460] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 4.145 à 4.148. Voir aussi la deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 2.286 à 2.290.

[2461] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.149. Voir aussi la deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 2.279 à 2.285.

[2462] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 4.400 et 4.401.

[2463] Deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphe 714. Voir aussi la première communication écrite de l'Australie, paragraphe 145. Voir aussi la réponse de l'Australie aux questions n° 14 et 15 du Groupe spécial après la première réunion de fond.

[2464] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 145.

dans leur ensemble" (ou "conjointement") avec les mesures principales de gestion des risques recommandées dans le Rapport IRA final".[2465]

7.895 L'Australie ajoute qu'un groupe spécial doit uniquement examiner les mesures "qui *réduisent* activement *les risques constituant un sujet de préoccupation* – c'est-à-dire les mesures principales de réduction des risques" et non "les mesures qui ne *réduisent* pas effectivement les risques elles-mêmes, mais qui servent uniquement à étayer, vérifier ou opérationnaliser les mesures principales de réduction des risques".[2466] Elle estime qu'elle "a démontré que ses prescriptions principales en matière de réduction des risques étaient étayées par des preuves scientifiques suffisantes". Elle ajoute que "la Nouvelle-Zélande n'a présenté aucun élément de preuve indiquant que les prescriptions auxiliaires ne sont pas des prescriptions valables pour assurer la vérification et le soutien des mesures principales". Par conséquent, "rien ne permettrait de constater que les prescriptions auxiliaires ne sont pas étayées par des preuves scientifiques suffisantes".[2467] L'Australie conclut que les mesures "générales" sont compatibles avec les articles 5:1, 5:2 et 2:2 de l'Accord SPS.[2468]

7.896 Les parties ne s'entendent pas sur la portée exacte des trois mesures "générales" indiquées par la Nouvelle-Zélande.[2469] En particulier, elles ne s'entendent pas sur la portée exacte de la prescription imposant la participation de l'AQIS. Comme l'Australie l'a noté, "[l]'étendue et la nature précise de la "participation de l'AQIS" n'ont pas été définies dans le Rapport IRA final."[2470] L'Australie ajoute, toutefois, que cette prescription:

> "[N]e prescrit *pas* que les fonctionnaires de l'AQIS soient associés à toutes les inspections des vergers et opérations des stations de conditionnement.[2471] En fait, les activités de l'AQIS doivent être menées par le biais de vérifications des systèmes. Pour les inspections des vergers, la vérification porterait sur 100 pour cent des équipes d'enquêteurs sur le terrain et l'intensité des vérifications serait ajustée au fil du temps en fonction des résultats. Pour les stations de conditionnement, toutes les stations de conditionnement pertinentes feraient l'objet d'une vérification pendant la première année d'échanges commerciaux."[2472]

7.897 La Nouvelle-Zélande répond que la participation de l'AQIS en ce qui concerne les pommes de Nouvelle-Zélande, qui comprend la vérification de 100 pour cent des équipes d'enquêteurs et des stations de conditionnement, "diffère en portée et en intensité de toute forme de vérification des systèmes que connaît la Nouvelle-Zélande, ou même l'Australie."[2473] Selon la Nouvelle-Zélande, cette prescription est différente de celle qui est imposée pour les fruits à noyau importés de Nouvelle-Zélande en Australie-Occidentale, qui n'est imposée que pour la première campagne

---

[2465] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 146. Voir aussi la réponse de l'Australie aux questions n° 12 et 17 du Groupe spécial après la première réunion de fond.

[2466] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 859. (italique dans l'original) Voir aussi la première communication écrite de l'Australie, paragraphes 868 et 869.

[2467] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 959. Voir aussi la première communication écrite de l'Australie, paragraphes 962 à 969; la deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphes 715 à 729.

[2468] Deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphes 730 à 735.

[2469] Voir plus haut les paragraphes 2.170 à 2.198.

[2470] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 151.

[2471] *(note de bas de page de l'original)* Cela est expliqué dans le Rapport IRA final de la manière suivante: "Les vérifications effectuées par AQIS sur le terrain mesureront la conformité en matière d'enregistrement des vergers, d'identification des blocs, de gestion/contrôle des parasites/maladies, de tenue des registres et d'application des prescriptions relatives aux zones exemptes et à l'accréditation." (Rapport IRA final, partie B, page 314)

[2472] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 151.

[2473] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.276.

d'échanges commerciaux et qui ne vise qu'un échantillon de producteurs et de stations de conditionnement.[2474] La Nouvelle-Zélande rejette également le lien établi par l'Australie entre la prescription relative à la participation de l'AQIS et les arrangements de prédédouanement standard. En vertu de la prescription de l'IRA, les fonctionnaires de l'AQIS effectueraient des vérifications des équipes d'enquêteurs et des stations de conditionnement pendant qu'ils sont en Nouvelle-Zélande. La Nouvelle-Zélande fait observer que les vérifications des équipes d'enquêteurs n'auraient pas lieu en même temps que le prédédouanement. Par exemple, dans le cas du feu bactérien et du chancre européen, les inspections des vergers auraient lieu longtemps après ou bien avant que l'exportation des pommes vers l'Australie se soit produite. Cela différerait de ce que le prédédouanement signifie généralement, à savoir que les prescriptions habituelles en matière de vérification à l'arrivée seraient mises en œuvre hors de l'Australie.[2475]

ii) Analyse par le Groupe spécial

7.898 Le Groupe spécial a déjà conclu que chacune des 16 mesures en cause constituait une mesure SPS, au sens de l'Annexe A 1) de l'Accord SPS.[2476] Le Groupe spécial a également conclu que rien ne l'empêchait d'analyser les mesures contestées soit individuellement soit conjointement.[2477] Dans les circonstances de la présente affaire, une distinction entre mesures principales et mesures auxiliaires ne contraindrait pas le Groupe spécial à examiner l'une quelconque des mesures, et en particulier les mesures "générales", uniquement en liaison avec une mesure "principale" de gestion des risques.

7.899 Nonobstant le désaccord entre les parties au sujet de la portée exacte des mesures "générales", et plus particulièrement au sujet de la prescription imposant la participation de l'AQIS, il n'est pas contesté que ces mesures sont, de par leur but, leur forme et leur nature, liées aux mesures spécifiques concernant les parasites en cause dans le présent différend.[2478] Il n'y a aucun examen dans l'IRA des preuves scientifiques qui étaieraient ces mesures "générales"; en fait, il n'y a aucune tentative de fournir une justification distincte pour ces mesures.

7.900 L'IRA introduit la section où ces trois mesures sont décrites en expliquant que la section donne des détails "sur les conditions de quarantaine recommandées … et les procédures opérationnelles prescrites pour gérer les risques sanitaires".[2479]

7.901 S'agissant de la prescription imposant la participation de l'AQIS, l'Australie note que:

> "[L]es vérifications par l'AQIS des inspections des vergers et des procédures des stations de conditionnement servent à vérifier que les principales mesures d'inspection et de désinfection des vergers en rapport avec le feu bactérien et le chancre européen sont appliquées de façon appropriée. La vérification des processus d'inspection des fruits vise à s'assurer que le niveau d'efficacité approprié est atteint en ce qui concerne les principales prescriptions en matière d'inspection des fruits pour détecter la présence d'ALCM, ainsi que les prescriptions plus générales en matière d'inspection des fruits."[2480]

[2474] *Ibid*.
[2475] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.277. Voir aussi la réponse de l'Australie à la question n° 47 du Groupe spécial après la première réunion de fond.
[2476] Voir plus haut le paragraphe 7.172.
[2477] *Ibid*.
[2478] Voir plus haut les paragraphes 2.92 à 2.95.
[2479] IRA de l'Australie, partie B, page 313.
[2480] Réponse de l'Australie à la question n° 15 du Groupe spécial après la première réunion de fond.

7.902 La prescription voulant que les stations de conditionnement donnent des détails sur la configuration des installations est liée à la prescription imposant la participation de l'AQIS aux inspections des vergers et aux procédures des stations de conditionnement. En effet, l'Australie indique que "[c]ette mesure est auxiliaire de la prescription susmentionnée, en ce sens qu'elle est conçue pour faciliter la vérification par l'AQIS des procédures des stations de conditionnement."[2481]

7.903 Enfin, la prescription voulant que la Nouvelle-Zélande veille à ce que tous les vergers enregistrés pour l'exportation à destination de l'Australie opèrent suivant des pratiques commerciales standard est elle aussi liée aux mesures concernant les parasites en cause dans le présent différend. Selon l'Australie, "[c]ette mesure est une mesure auxiliaire parce que l'hypothèse selon laquelle les vergers opéreront suivant des pratiques commerciales standard est à la base de toutes les mesures de gestion des risques recommandées dans le Rapport IRA final, y compris toutes les mesures principales en cause dans le présent différend, dont elle est donc auxiliaire."[2482]

7.904 Le Groupe spécial a déjà constaté que les prescriptions de l'Australie concernant le feu bactérien, le chancre européen et l'ALCM étaient incompatibles avec les articles 5:1, 5:2 et 2:2 de l'Accord SPS. Compte tenu du lien établi dans l'IRA entre les mesures "générales" indiquées par la Nouvelle-Zélande et les prescriptions spécifiques concernant le feu bactérien, le chancre européen et l'ALCM, ainsi que l'absence de toute justification distincte pour ces mesures "générales" dans l'IRA, le Groupe spécial doit conclure qu'en ce qui concerne ces mesures "générales", aussi, l'IRA de l'Australie n'est pas une évaluation des risques adéquate au sens de l'article 5:1 et du paragraphe 4 de l'Annexe A de l'Accord SPS. En imposant ces mesures "générales", l'IRA n'a pas tenu compte de facteurs tels que les preuves scientifiques disponibles, les procédés et méthodes de production pertinents en Nouvelle-Zélande et en Australie, et la prévalence réelle du feu bactérien, du chancre européen et des conditions environnementales pertinentes pour l'ALCM, comme le prescrit l'article 5:2 de l'Accord SPS.

7.905 En conséquence, les mesures "générales" de l'Australie applicables aux pommes de Nouvelle-Zélande sont incompatibles avec l'article 5:1 et 5:2 de l'Accord SPS. Étant donné que les prescriptions ne sont pas fondées sur une évaluation des risques comme il est prévu à l'article 5:1 de l'Accord SPS, on peut présumer, de façon plus générale, que ces mesures ne sont pas fondées sur des principes scientifiques au sens de l'article 2:2.[2483] Le Groupe spécial constate que les mesures "générales" australiennes applicables aux pommes de Nouvelle-Zélande sont, par implication, également incompatibles avec l'article 2:2 de l'Accord SPS.

8. Conclusion générale en ce qui concerne les allégations de la Nouvelle-Zélande au titre des articles 5:1, 5:2 et 2:2 de l'Accord SPS

7.906 Pour les raisons exposées plus haut, le Groupe spécial a constaté que les prescriptions de l'Australie concernant le feu bactérien, le chancre européen et l'ALCM, ainsi que les prescriptions indiquées par la Nouvelle-Zélande comme étant des mesures "générales" qui étaient liées à l'ensemble des trois parasites en cause dans le présent différend, étaient incompatibles avec les articles 5:1, 5:2 et 2:2 de l'Accord SPS.

[2481] *Ibid*.
[2482] *Ibid*.
[2483] Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Saumons*, paragraphes 137 et 138.

D. ALLÉGATION DE LA NOUVELLE-ZÉLANDE AU TITRE DE L'ARTICLE 5:5 DE L'ACCORD SPS

1. Introduction

7.907 Dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, la Nouvelle-Zélande allègue une violation de la "première phrase" de l'article 5:5 de l'Accord SPS[2484], qui est ainsi libellée:

> "En vue d'assurer la cohérence dans l'application du concept du niveau approprié de protection sanitaire ou phytosanitaire contre les risques pour la santé ou la vie des personnes, pour celles des animaux ou pour la préservation des végétaux, chaque Membre évitera de faire des distinctions arbitraires ou injustifiables dans les niveaux qu'il considère appropriés dans des situations différentes, si de telles distinctions entraînent une discrimination ou une restriction déguisée au commerce international."

7.908 La Nouvelle-Zélande note qu'à la lumière du rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, il faut démontrer l'existence de trois éléments pour montrer qu'il y a eu violation de cette disposition:

> "Premièrement, le fait que le Membre imposant la mesure incriminée a adopté ses propres niveaux appropriés de protection sanitaire contre les risques pour la santé ou la vie des personnes dans plusieurs situations différentes.
>
> Deuxièmement, le fait que ces niveaux de protection présentent des différences ("distinctions" selon les termes de l'article 5:5) arbitraires ou injustifiables dans le traitement des situations différentes.
>
> Troisièmement, le fait que les différences arbitraires ou injustifiables entraînent une discrimination ou une restriction déguisée au commerce international.[2485,2486]

7.909 La Nouvelle-Zélande fait valoir qu'il est satisfait à ces trois éléments.[2487] L'Australie a imposé aux pommes de Nouvelle-Zélande des mesures qu'elle n'impose pas dans des circonstances de risque comparable, comme l'illustre la manière dont elle a traité l'importation de poires nashi en provenance du Japon.[2488] En particulier, la Nouvelle-Zélande compare le niveau de protection jugé approprié par l'Australie pour les pommes de Nouvelle-Zélande en ce qui concerne le feu bactérien (*Erwinia amylovora*) et le chancre européen (*Neonectria galligena*) avec le niveau de protection jugé approprié par l'Australie pour les poires nashi japonaises en ce qui concerne Erwinia du Japon et à la pourriture brune (*Monilinia fructigena*), respectivement. Selon la Nouvelle-Zélande, ces situations sont comparables, les niveaux de protection appliqués font apparaître des distinctions arbitraires ou

---

[2484] *Australie – Pommes*, Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande (WT/DS367/5), 7 décembre 2007, jointe en tant qu'annexe A au présent rapport, page 3.

[2485] *(note de bas de page de l'original)* Rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphes 214 et 215. Voir aussi le rapport de l'Organe d'appel *Australie – Saumons*, paragraphe 140; et les *Directives pour favoriser la mise en œuvre de l'article 5:5* dans la pratique du Comité SPS (G/SPS/15), adoptées à sa réunion des 21 et 22 juin 2000, paragraphe 4.2.

[2486] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.432.

[2487] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.433. Voir aussi la déclaration orale liminaire de la Nouvelle-Zélande à la première réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, paragraphe 116; et la deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.817.

[2488] Déclaration orale finale de la Nouvelle-Zélande à la deuxième réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, paragraphe 13.

injustifiées, et ces distinctions entraînent une discrimination ou une restriction déguisée au commerce international.[2489]

7.910 L'Australie rejette l'allégation et les arguments de la Nouvelle-Zélande au titre de l'article 5:5 comme étant "viciés"[2490] et "dénués de fondement".[2491] Citant le rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, elle fait valoir que la première clause de l'article 5:5 de l'Accord SPS énonce l'objectif consistant à assurer la cohérence dans l'application du concept du niveau de protection approprié. Cet objectif lui-même n'imposerait aucune obligation juridique aux Membres. L'Organe d'appel a reconnu dans l'affaire *CE – Hormones* que cet objectif ne fixait pas un but consistant à assurer une cohérence absolue ou parfaite du niveau de protection approprié, étant donné que les gouvernements établissent souvent leurs niveaux de protection appropriés en fonction des circonstances et quand il y a lieu, des risques différents se présentant à des moments différents. Ce sont uniquement les incohérences arbitraires ou injustifiables qui doivent être évitées.[2492]

7.911 Comme la Nouvelle-Zélande, l'Australie mentionne trois éléments dont l'existence doit être démontrée pour établir une constatation d'incompatibilité avec l'article 5:5 de l'Accord SPS. Dans le même temps, elle se réfère à une partie du rapport de l'Organe d'appel *Australie – Saumons* qui présente certaines différences avec le rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones* pour ce qui est des premier et deuxième éléments:

> "- le Membre intéressé adopte des niveaux appropriés de protection sanitaire qui sont différents dans plusieurs "situations différentes";
>
> - ces niveaux de protection présentent des différences qui sont "arbitraires ou injustifiables"; et
>
> - la mesure concrétisant ces différences entraîne "une discrimination ou une restriction déguisée au commerce international"[2493]".[2494]

L'Australie souligne que ces trois éléments sont cumulatifs, de sorte que la Nouvelle-Zélande est tenue de montrer qu'ils sont tous présents.[2495]

7.912 Pour examiner l'allégation de la Nouvelle-Zélande au titre de l'article 5:5, le Groupe spécial suivra l'approche adoptée par l'Organe d'appel et des groupes spéciaux dans des différends antérieurs portant sur des allégations au titre de l'article 5:5.[2496] Comme les parties l'ont également fait valoir, cette approche est fondée sur un triple critère appliqué à la deuxième partie de la première phrase de l'article 5:5. En appliquant le critère, le Groupe spécial examinera également les différences manifestes entre les rapports de l'Organe d'appel pour ce qui est de définir les premier et deuxième éléments du critère. Cependant, avant de passer aux trois volets du critère de fond prévu à

[2489] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.817. Voir aussi la déclaration orale liminaire de la Nouvelle-Zélande à la première réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, paragraphe 116.

[2490] Déclaration orale liminaire de l'Australie à la première réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, paragraphe 56.

[2491] Déclaration orale finale de l'Australie à la première réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, paragraphes 35 et 36.

[2492] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 974.

[2493] *(note de bas de page de l'original)* Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Saumons*, paragraphe 140.

[2494] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 975.

[2495] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 976.

[2496] Voir les rapports des groupes spéciaux et de l'Organe d'appel *CE – Hormones* et *Australie – Saumons*, et le rapport du Groupe spécial *Australie – Saumons (article 21:5 – Canada)*.

l'article 5:5, le Groupe spécial examinera une question liminaire soulevée par l'Australie au sujet de l'allégation de la Nouvelle-Zélande au titre de cette disposition.

2. Question liminaire soulevée par l'Australie

7.913 L'allégation de la Nouvelle-Zélande au titre de l'article 5:5 est fondée sur une comparaison du niveau de protection approprié et des mesures appliqués par l'Australie au feu bactérien (*Erwinia amylovora*) et au chancre européen (*Neonectria galligena*) dans le cas des pommes de Nouvelle-Zélande, et à Erwinia du Japon et à la pourriture brune (*Monilinia fructigena*) dans le cas des poires nashi japonaises. L'Australie soulève une question liminaire au sujet de cette allégation. Elle fait valoir que, parce que la Nouvelle-Zélande n'a pas indiqué les poires nashi japonaises comme étant le produit de comparaison avant sa première communication écrite, il y a eu atteinte à la régularité de la procédure et la préparation de la défense de l'Australie a été compromise.[2497] Comme la Nouvelle-Zélande a simplement mentionné l'article 5:5 dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, l'Australie n'avait que quatre semaines pour examiner les arguments présentés par la Nouvelle-Zélande dans sa première communication écrite. L'Australie ne fait pas valoir que la Nouvelle-Zélande aurait dû développer ses arguments concernant l'article 5:5 dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial. La Nouvelle-Zélande aurait plutôt dû exposer correctement ses allégations au titre de cette disposition de façon que l'Australie puisse commencer à préparer sa défense avant de recevoir la première communication écrite de la Nouvelle-Zélande.[2498]

7.914 La Nouvelle-Zélande rejette la question liminaire soulevée par l'Australie. À son avis, la question du caractère suffisant de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande a été réglée par la décision préliminaire du Groupe spécial de juin 2008. La situation de comparaison des poires nashi importées du Japon avait été mentionnée par l'Australie dans le Rapport IRA final de 1998 concernant les pommes de Nouvelle-Zélande. L'Australie n'aurait pas dû s'étonner de ce que la Nouvelle-Zélande traite d'une comparaison qui avait déjà été faite par l'équipe chargée de l'IRA. De plus, lorsqu'il s'agit de prouver une infraction à l'article 5:5, le plaignant se heurte à des difficultés particulières. Il doit réunir des renseignements sur des situations de comparaison en puisant à des sources publiques, sans avoir aisément accès – comme le défendeur – à l'ensemble des renseignements concernant les mesures SPS imposées par le défendeur pour des marchandises en provenance de pays tiers. La Nouvelle-Zélande ajoute que pendant les consultations tenues en octobre 2007 dans le cadre du présent différend, l'Australie ne lui a pas demandé d'indiquer les situations de comparaison auxquelles elle songeait en mentionnant une infraction à l'article 5:5 dans sa demande de consultations.[2499]

7.915 En réponse, l'Australie reconnaît que les poires nashi japonaises ont été brièvement mentionnées dans le Rapport IRA final de 1998 concernant les pommes de Nouvelle-Zélande. Toutefois, comme il est également indiqué dans ce rapport, il y a des différences importantes entre les poires nashi japonaises et les pommes de Nouvelle-Zélande. À la différence des pommes de Nouvelle-Zélande, les poires nashi japonaises représentent un très faible volume de fruits, la gestion des risques est fondée sur un solide arrangement de non-contamination de la zone de provenance et un vigoureux programme d'éradication est en place au Japon. En conséquence, il est déraisonnable de s'attendre à ce que l'Australie sache que les poires nashi en provenance du Japon allaient constituer, dix ans plus tard, la situation de comparaison dans le présent différend.[2500] En tout état de cause, c'est

[2497] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 973. Voir aussi la deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphes 163 à 165.

[2498] Réponse de l'Australie à la question n° 128 du Groupe spécial après la première réunion de fond. Voir aussi la deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphe 170.

[2499] Réponse de la Nouvelle-Zélande à la question n° 129 du Groupe spécial après la première réunion de fond.

[2500] Réponse de l'Australie à la question n° 128 du Groupe spécial après la première réunion de fond.

l'Australie, et non la Nouvelle-Zélande, qui a mentionné la question des poires nashi dans l'IRA de 1998; la Nouvelle-Zélande n'a pas présenté d'éléments de preuve indiquant qu'elle avait soulevé cette question en 1998 dans une quelconque allégation de discrimination.[2501]

7.916 L'Australie confirme que les consultations d'octobre 2007 n'ont pas porté sur la comparaison des pommes de Nouvelle-Zélande avec les poires nashi japonaises dans le contexte de l'allégation formulée par la Nouvelle-Zélande au titre de l'article 5:5.[2502] On ne sait pas très bien pourquoi la Nouvelle-Zélande n'a pas soulevé cette question pendant les consultations.[2503] En tant que plaignant, il incombe à la Nouvelle-Zélande de s'assurer au moyen de sa demande d'établissement d'un groupe spécial que l'Australie, le défendeur comprend pleinement la nature de l'argumentation à laquelle elle doit répondre. Il n'appartient pas au défendeur, de demander des renseignements additionnels à un plaignant quant à la nature de ses allégations, et il n'y a pas de mécanisme à cet effet dans le Mémorandum d'accord.[2504]

7.917 Le Groupe spécial rappelle que l'Australie a présenté des arguments semblables dans le contexte de sa première demande de décision préliminaire de la part du Groupe spécial au titre de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord. À l'époque, l'Australie se plaignait d'avoir à attendre la première communication écrite de la Nouvelle-Zélande pour connaître le produit de comparaison:

> "Il y a un autre aspect à l'allégation de l'Australie selon laquelle que la simple énumération des dispositions dont il est allégué qu'elles ont été violées est tout à fait inadéquate en l'espèce, entravant la préparation de la défense de l'Australie. Cet aspect se rapporte aux allégations de la Nouvelle-Zélande au titre des articles 2:3 et 5:5 de l'Accord SPS. Ces deux dispositions prescrivent l'établissement de comparaisons entre les mesures adoptées par un Membre dans des situations différentes afin de justifier des allégations de discrimination ou l'imposition de restrictions déguisées au commerce international. En tant que telle, l'Australie estime que pour préparer sa défense en ce qui concerne les allégations au titre des articles 2:3 et 5:5, elle doit être informée des mesures mentionnées dans le Rapport IRA final qui font l'objet de ces allégations et, c'est tout aussi important, des autres mesures SPS de l'Australie qui sont utilisées par la Nouvelle-Zélande en tant que points de comparaison avec les mesures indiquées dans le Rapport IRA final.
>
> L'Australie applique une série de mesures SPS visant différents produits provenant de nombreux Membres de l'OMC. *Le fait que la Nouvelle-Zélande n'indique pas dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial lesquelles de ces mesures elle cherche à comparer avec les mesures mentionnées dans le Rapport IRA final, afin de justifier ses allégations au titre des articles 2:3 et 5:5, signifie que l'Australie est obligée d'attendre de recevoir la première communication écrite de la Nouvelle-Zélande pour indiquer le fondement de ses allégations au titre de ces dispositions. Sans ces renseignements, l'Australie n'est pas en mesure de commencer à préparer sa défense en ce qui concerne ces dispositions sur la base de la demande d'établissement d'un groupe spécial. L'Australie estime qu'un tel résultat ne peut pas être conforme aux garanties d'une procédure régulière. Elle ne fait pas valoir que la Nouvelle-Zélande aurait dû développer ses arguments concernant les articles 2:3 et 5:5 dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial. Elle fait valoir que la Nouvelle-Zélande aurait dû exposer correctement ses allégations au titre de ces*

[2501] Deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphe 170.
[2502] Réponse de l'Australie à la question n° 128 du Groupe spécial après la première réunion de fond. Voir aussi la deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphe 166.
[2503] Deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphe 167.
[2504] Deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphe 168.

> *dispositions de façon que l'Australie puisse commencer à préparer sa défense avant de recevoir la première communication écrite de la Nouvelle-Zélande*."[2505]

7.918 De même, dans sa communication présentée à titre de réfutation sur la même question préliminaire, l'Australie a fait valoir ce qui suit:

> "Pour que l'exposé de telle ou telle allégation juridique soit suffisant pour satisfaire aux prescriptions de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord, cet exposé doit, à tout le moins, contenir des renseignements suffisants pour permettre à un défendeur de "commencer à préparer sa défense au début de la procédure de groupe spécial".[2506] Appliquant ce principe aux articles 2:3 et 5:5, la Nouvelle-Zélande aurait dû au moins *indiquer la base de comparaison* sur laquelle elle s'appuie pour affirmer l'existence d'une violation dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial. L'élément de comparaison est au cœur des deux dispositions.
>
> Conformément à la première phrase de l'article 2:3, par exemple, une "allégation" hypothétique pourrait être que certaines mesures SPS établissent une discrimination entre un Membre A et un Membre B. Un "argument" à l'appui de cette allégation pourrait être que l'Australie a accordé un traitement préférentiel à la demande d'accès au marché du Membre A par rapport à une demande semblable présentée par le Membre B. Dans les cas où les obligations énoncées dans une disposition se rapportent à une comparaison concernant un traitement donné dans des situations différentes, par exemple entre le Membre A et le Membre B, une allégation au titre de cette disposition n'est exposée que partiellement si le Membre A et pas le Membre B est identifié. L'Australie ne peut pas commencer à préparer sa défense au titre soit de l'article de l'article 2:3 soit de l'article 5:5 sans connaître les bases de comparaison que la Nouvelle-Zélande juge pertinentes."[2507]

7.919 Dans sa décision préliminaire concernant l'article 6:2 du Mémorandum d'accord, le Groupe spécial a déjà examiné ces arguments, y compris le point de savoir s'il y aurait atteinte à la régularité de la procédure du fait que la Nouvelle-Zélande indique le produit de comparaison pour son allégation au titre de l'article 5:5 uniquement dans sa première communication écrite:

> "... [L]e Groupe spécial fait observer qu'il n'est pas convaincu par les arguments de l'Australie selon lesquels l'absence d'explication plus détaillée indiquant en quoi ou pourquoi la Nouvelle-Zélande considère que les 17 mesures en cause spécifiquement énumérées violent les dispositions invoquées a porté ou portera atteinte à la capacité de l'Australie de se défendre au cours de la procédure du Groupe spécial.
>
> En conséquence, le Groupe spécial constate que la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande contient bien un bref exposé du

---

[2505] Première demande de décision préliminaire de l'Australie, 13 mars 2008, paragraphes 55 et 56 (pas d'italique dans l'original).

[2506] *(note de bas de page de l'original)* Rapport du Groupe spécial *Japon – DRAM (Corée)*, paragraphe 7.9.

[2507] Communication écrite de l'Australie en réponse à la communication de la Nouvelle-Zélande concernant la première demande de décision préliminaire de l'Australie, 14 avril 2008, paragraphes 34 et 35. (italique dans l'original)

> fondement juridique de la plainte, qui est suffisant pour énoncer clairement le problème, comme l'exige l'article 6:2 du Mémorandum d'accord."[2508]

7.920 Le Groupe spécial a conclu dans sa décision préliminaire que "la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande cont[enait] des renseignements relatifs au fondement juridique de la plainte suffisants pour énoncer clairement le problème en ce qui concerne les 17 éléments indiqués".[2509] En outre, "le Groupe spécial … [a autorisé] la poursuite de la présente procédure pour ce qui est des 17 mesures spécifiquement indiquées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande et de l'incompatibilité alléguée de ces mesures avec les dispositions de l'Accord SPS qui y [étaient] citées", y compris l'article 5:5.[2510]

7.921 Comme la Nouvelle-Zélande le fait valoir, le Groupe spécial a déjà traité dans sa décision préliminaire la question liminaire soulevée par l'Australie dans le contexte de l'allégation de la Nouvelle-Zélande au titre de l'article 5:5. Il n'y a pas lieu de modifier cette décision préliminaire. Néanmoins, conformément à la réserve explicite formulée dans la décision préliminaire[2511], le Groupe spécial a l'intention d'exposer plus en détail les raisons de sa décision à la lumière des arguments avancés ultérieurement par l'Australie.

7.922 Le Groupe spécial a traité la question liminaire soulevée par l'Australie dans le contexte de l'allégation de la Nouvelle-Zélande au titre de l'article 5:5 dans la partie de sa décision préliminaire portant sur le point de savoir si la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande contenait un bref exposé du fondement juridique de la plainte, comme l'exige l'article 6:2 du Mémorandum d'accord. Premièrement, le Groupe spécial a été d'avis que la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande établissait un lien entre chacune des mesures contestées et les dispositions spécifiques invoquées, y compris l'article 5:5 de l'Accord SPS:

> "Dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, la Nouvelle-Zélande a énuméré un certain nombre de dispositions des accords visés, auxquelles, d'après ce qu'elle allègue, les mesures adoptées par l'Australie contreviennent. Elle n'a pas établi de lien explicite et détaillé entre les mesures spécifiques contestées et les dispositions invoquées. Elle a uniquement dit, d'une manière générale, que "les mesures susmentionnées [étaient] incompatibles avec les obligations de l'Australie au titre [de neuf dispositions de l'Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires (Accord SPS)]".[2512] Après avoir soigneusement examiné les termes employés dans la demande d'établissement d'un groupe spécial et la teneur spécifique des dispositions de l'Accord SPS qui sont citées, le Groupe spécial croit comprendre que la Nouvelle-Zélande a allégué que "chaque mesure … [indiquée] dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial [était] incompatible avec chacune des [neuf] dispositions mentionnées [dans la demande d'établissement d'un groupe

---

[2508] *Australie – Pommes*, Communication du Président du Groupe spécial: décision préliminaire du Groupe spécial (WT/DS367/7), 23 juin 2008, jointe en tant qu'annexe A-2 au présent rapport, paragraphes 11 et 12.

[2509] *Australie – Pommes*, Communication du Président du Groupe spécial: décision préliminaire du Groupe spécial (WT/DS367/7), 23 juin 2008, jointe en tant qu'annexe A-2 au présent rapport, paragraphe 13 a).

[2510] *Australie – Pommes*, Communication du Président du Groupe spécial: décision préliminaire du Groupe spécial (WT/DS367/7), 23 juin 2008, jointe en tant qu'annexe A-2 au présent rapport, paragraphe 14.

[2511] *Australie – Pommes*, Communication du Président du Groupe spécial: décision préliminaire du Groupe spécial (WT/DS367/7), 23 juin 2008, jointe en tant qu'annexe A-2 au présent rapport, page 1.

[2512] *(note de bas de page de l'original) Australie – Pommes*, Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande (WT/DS367/5), 7 décembre 2007, page 3.

> spécial]".[2513] Selon le Groupe spécial, cela satisfait à la prescription voulant que la demande d'établissement d'un groupe spécial établisse un lien entre les diverses mesures contestées et les dispositions spécifiques invoquées.[2514]"[2515]

7.923 La décision préliminaire du Groupe spécial a ensuite porté sur le point de savoir si la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande contenait un bref exposé du fondement juridique de la plainte qui était suffisant pour énoncer clairement le problème. Au début de cette analyse, le Groupe spécial a fait observer que "[d]ans l'idéal, [il] aurait préféré qu'il soit expliqué plus explicitement *en quoi* ou *pourquoi* la Nouvelle-Zélande considérait que les mesures en cause violaient les dispositions indiquées de l'Accord SPS".[2516]

7.924 Les différends relevant de l'Accord SPS, en particulier les différends portant sur plus d'un parasite, d'une maladie ou d'un produit, sont en général particulièrement complexes et demandent beaucoup de préparation de la part des deux parties et des groupes spéciaux. Il serait certainement utile que les plaignants qui formulent des allégations au titre de l'Accord SPS fournissent le plus de détails possible dans leur demande d'établissement d'un groupe spécial de manière à ce que le défendeur ait plus de temps pour préparer sa défense. Le Groupe spécial ne partage pas l'avis de la Nouvelle-Zélande selon lequel le plaignant se heurte à des difficultés particulières dans le cadre de l'article 5:5 de l'Accord SPS. Dans le même temps, il estime que dans les cas où le plaignant formule des allégations au titre de dispositions de l'Accord SPS qui exigent une comparaison de la situation en cause dans le différend à d'autres situations, comme l'article 5:5, il serait particulièrement utile que les plaignants indiquent la situation devant servir de base de comparaison.

7.925 Toutefois, il importe de garder à l'esprit que cette dernière situation sert uniquement de base de comparaison. À proprement parler, elle n'est pas en cause dans le différend. En l'espèce, et dans le contexte de son allégation au titre l'article 5:5, la Nouvelle-Zélande conteste les 17 mesures de l'Australie en cause et le niveau de protection approprié *de facto* qui ressort de ces mesures, en ce qui concerne les pommes de Nouvelle-Zélande. Elle n'allègue pas une quelconque incompatibilité du niveau de protection jugé approprié par l'Australie pour les poires nashi japonaises, ni de toute mesure appliquée par l'Australie à ce produit.

7.926 Le Groupe spécial ne considère pas la situation de comparaison dans le présent différend, c'est-à-dire celle qui concerne les poires nashi japonaises, comme faisant partie de l'allégation de la Nouvelle-Zélande. Elle relève plutôt des arguments de la Nouvelle-Zélande. Dans l'affaire *CE – Bananes III*, l'Organe d'appel a établi une distinction claire entre les allégations et les arguments. "[I]l y a une grande différence entre les *allégations* indiquées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, qui déterminent le mandat du groupe spécial au titre de l'article 7 du Mémorandum d'accord, et les *arguments* étayant ces allégations, qui sont exposées et progressivement précisées dans les premières communications écrites, dans les communications présentées à titre de réfutation et lors des première et deuxième réunions du groupe spécial avec les parties."[2517]

[2513] *(note de bas de page de l'original) Australie – Pommes*, Communication écrite de la Nouvelle-Zélande concernant la demande de décision procédurale préliminaire présentée par l'Australie au sujet de la compatibilité de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande avec l'article 6:2 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends, 7 avril 2008, paragraphe 2.51.

[2514] *(note de bas de page de l'original)* Voir le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*, paragraphe 162.

[2515] *Australie – Pommes*, Communication du Président du Groupe spécial: décision préliminaire du Groupe spécial (WT/DS367/7), 23 juin 2008, jointe en tant qu'annexe A-2 au présent rapport, paragraphe 10.

[2516] *Australie – Pommes*, Communication du Président du Groupe spécial: décision préliminaire du Groupe spécial (WT/DS367/7), 23 juin 2008, jointe en tant qu'annexe A-2 au présent rapport, paragraphe 11. (italique dans l'original)

[2517] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Bananes III*, paragraphe 141.

7.927 Comme il a été reconnu dans la décision préliminaire du Groupe spécial[2518], l'Organe d'appel a également dit que, bien qu'une absence d'allégations dans une demande d'établissement d'un groupe spécial ne puisse pas être corrigée ultérieurement[2519], aucune prescription n'impose au plaignant d'indiquer ses arguments dans la demande d'établissement d'un groupe spécial. "L'article 6:2 du Mémorandum d'accord prescrit que les *allégations*, mais non les *arguments*, doivent toutes être indiquées de manière suffisante dans la demande d'établissement d'un groupe spécial pour permettre à la partie défenderesse et aux éventuelles tierces parties de connaître le fondement juridique de la plainte."[2520]

7.928 S'agissant des demandes d'établissement d'un groupe spécial, la considération relative à la régularité de la procédure sert à permettre au défendeur de "commencer" à préparer sa défense. À cet égard, la décision préliminaire du Groupe spécial faisait référence à la décision de l'Organe d'appel *Thaïlande – Poutres en H*, dans laquelle il est dit que:

> "L'article 6:2 du Mémorandum d'accord exige une clarté suffisante en ce qui concerne le fondement juridique de la plainte, c'est-à-dire, en ce qui concerne les "allégations" qui sont soutenues par la partie plaignante. *Une partie défenderesse a le droit de savoir à quelle argumentation elle doit répondre et quelles violations ont été alléguées afin qu'elle puisse commencer à préparer sa défense*. De même, les Membres de l'OMC qui ont l'intention de participer en tant que tierces parties à une procédure de groupe spécial doivent être informés du fondement juridique de la plainte. Cette prescription relative à la régularité de la procédure est fondamentale pour assurer un déroulement équitable et harmonieux des procédures de règlement des différends."[2521]

7.929 La prescription imposant au plaignant de présenter une demande d'établissement d'un groupe spécial permettant au défendeur de "commencer" à préparer sa défense ne constitue pas une prescription visant à permettre au défendeur de développer entièrement sa défense sur la seule base de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le plaignant. Une telle interprétation éliminerait toute distinction entre les allégations et les arguments. Elle rendrait également inutiles les étapes ultérieures du règlement des différends à l'OMC. C'est pendant l'échange des communications écrites et la présentation des arguments oraux que les parties confrontent leurs arguments et leurs contre-arguments respectifs.

7.930 Comme il est dit dans la décision préliminaire du Groupe spécial, la demande d'établissement d'un groupe spécial en l'espèce indiquait que la Nouvelle-Zélande alléguait une incompatibilité des 17 mesures en cause avec, entre autres dispositions spécifiques, l'article 5:5 de l'Accord SPS. Cela permettait à l'Australie de commencer à préparer sa défense. En fait, même sans connaître le produit de comparaison, l'Australie pouvait commencer à préparer une partie de ses arguments juridiques concernant l'allégation de la Nouvelle-Zélande au titre de l'article 5:5, par exemple, concernant le critère juridique devant être appliqué par le Groupe spécial dans son analyse de cette allégation. À la suite de la décision préliminaire du Groupe spécial, l'Australie savait parfaitement que l'allégation de la Nouvelle-Zélande au titre de l'article 5:5 se rapportait aux 17 mesures spécifiques concernant les pommes de Nouvelle-Zélande. Elle pouvait donc commencer à préparer ses arguments au titre de l'article 5:5 de l'Accord SPS concernant la situation spécifique applicable aux pommes de

---

[2518] *Australie – Pommes*, Communication du Président du Groupe spécial: décision préliminaire du Groupe spécial (WT/DS367/7), 23 juin 2008, jointe en tant qu'annexe A-2 au présent rapport, paragraphe 11.

[2519] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Bananes III*, paragraphe 143.

[2520] *Ibid.* (italique dans l'original)

[2521] Rapport de l'Organe d'appel *Thaïlande – Poutres en H*, paragraphe 88 (notes de bas de page omises; pas d'italique dans l'original).

Nouvelle-Zélande, même si elle ne connaissait pas les situations spécifiques que celle-ci invoquerait en tant qu'autre membre des comparaisons au titre de l'article 5:5.

7.931 L'Australie aurait même pu commencer à préparer sa défense concernant ce deuxième membre de la comparaison. Comme elle l'a fait valoir depuis sa première communication écrite, elle a établi le même niveau de protection approprié pour tous les risques en matière de biosécurité dans toutes les régions du monde. De plus, après que la Nouvelle-Zélande a indiqué dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial que son allégation au titre de l'article 5:5 se rapportait aux 17 mesures spécifiques concernant les pommes de Nouvelle-Zélande, le nombre de situations comparables que l'Australie pouvait commencer à examiner a été considérablement réduit. En fait, l'Australie était censée tenir compte des situations comparables lorsqu'elle a élaboré son IRA concernant les pommes de Nouvelle-Zélande, y compris les 17 mesures spécifiques contestées en l'espèce. Telle est l'essence de l'article 5:5 en ce qui concerne les niveaux de protection appropriés aussi bien préexistants (mais actuellement applicables) qu'actuellement mis au point, et les mesures de gestion des risques visant à atteindre ces niveaux de protection appropriés. C'est ce que confirment les explications fournies dans les Directives pour favoriser la mise en œuvre de l'article 5:5 dans la pratique adoptées en juin 2000 par le Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires. En ce qui concerne les niveaux de protection appropriés, les Directives disposent que:

> "Pour éviter de faire des différences arbitraires ou injustifiables dans les niveaux de protection qu'il considère comme appropriés dans des situations différentes, un Membre devrait comparer toute décision envisagée concernant le niveau de protection dans une situation donnée avec le niveau qu'il a antérieurement considéré ou qu'il considère comme approprié dans des situations qui présentent suffisamment d'éléments communs pour être comparables pour protéger la santé et la vie des personnes et celles des animaux ou pour préserver les végétaux.
>
> > *Il peut être utile de comparer un niveau approprié de protection envisagé avec des décisions antérieures, y compris celles qui peuvent avoir été prises à titre exceptionnel, pour s'assurer que toutes les différences de niveaux de protection appliqués dans une situation similaire sont justifiables et n'entraînent pas une discrimination ou une restriction déguisée au commerce international. Si des différences sont constatées dans des situations comparables, il peut être nécessaire de modifier le niveau envisagé, de réviser le niveau de protection antérieurement établi à la lumière de la position actuelle du Membre concernant son niveau approprié de protection, ou de combiner ces deux opérations.*"[2522]

7.932 Les Directives donnent en outre les explications suivantes:

> "Lorsqu'il détermine un niveau approprié de protection nouveau ou modifié, un Membre devrait examiner les décisions qu'il a prises antérieurement au sujet des niveaux appropriés de protection à la lumière des objectifs et des obligations prévus à l'article 5:5 et en tenant également compte des décisions et circonstances actuelles.

[2522] *Directives pour favoriser la mise en œuvre de l'article 5:5 dans la pratique* du Comité SPS (G/SPS/15), 18 juillet 2000, paragraphe A.4. Le Groupe spécial note que ces directives ont "pour objet d'aider les membres à mettre en œuvre dans la pratique les dispositions de l'article 5:5 de l'Accord SPS [et] ne renforcent ou n'affaiblissent en rien les droits et obligations que les Membres ont actuellement au titre de l'Accord SPS ou de tout autre Accord de l'OMC". En outre, les Directives "ne donnent pas une interprétation juridique ni ne modifient l'Accord [et] sont sans préjudice du droit d'un Membre de déterminer son niveau approprié de protection sanitaire et phytosanitaire contre les risques pour la santé et la vie des personnes, pour celles des animaux ou pour la préservation des végétaux". *Directives pour favoriser la mise en œuvre de l'article 5:5 dans la pratique* du Comité SPS (G/SPS/15), 18 juillet 2000, Introduction.

> *Un Membre entreprenant un tel examen peut choisir de donner la priorité au réexamen et à la révision, le cas échéant, des décisions qui s'écartent très sensiblement des objectifs et des obligations prévus à l'article 5:5 et qui ont le plus d'effets négatifs sur le commerce.*
>
> *Si des modifications ne sont pas apportées au même moment à toutes les décisions comparables qu'il a prises au sujet des niveaux appropriés de protection, il peut être difficile pour un Membre d'éviter de faire (tout au moins temporairement) des différences injustifiables dans les niveaux de protection.*
>
> *Un Membre devrait réexaminer à intervalles appropriés les décisions qu'il a prises antérieurement au sujet des niveaux appropriés de protection.*"[2523]

7.933 Les Directives donnent des explications semblables en ce qui concerne les mesures SPS préexistantes (mais actuellement applicables et actuellement mises au point visant à atteindre le niveau de protection jugé approprié par un Membre.[2524]

7.934 En outre, comme la Nouvelle-Zélande le fait valoir, le Rapport IRA final de 1998 de l'Australie concernant les pommes de Nouvelle-Zélande considérait déjà les poires nashi japonaises comme constituant une situation comparable dans le contexte du feu bactérien:

> "L'Australie a autorisé les importations de poires de type nashi en provenance du Japon pendant quelques années. Récemment, la réapparition d'une maladie bactérienne, la brûlure bactérienne des pousses, a été signalée au Japon dans l'île de Hokkaido (Kim *et al.*, 1996). Cette maladie est semblable au feu bactérien et par conséquent l'AQIS a immédiatement suspendu les importations jusqu'à ce que la situation puisse être évaluée et que des arrangements adéquats puissent être mis en place pour gérer les risques éventuels.
>
> ...
>
> Le commerce des poires [nashi] en provenance du Japon est largement comparable à la proposition de la Nouvelle-Zélande dans la mesure où il s'agit du commerce d'un produit hôte sensible provenant d'un pays où sévit une maladie semblable au feu bactérien. Il diffère de la proposition de la Nouvelle-Zélande dans la mesure où il représente un très faible volume de fruits, où la gestion des risques est fondée sur un solide arrangement de non-contamination de la zone de provenance et où un vigoureux programme d'éradication de la maladie est en place.
>
> La proposition de la Nouvelle-Zélande n'offre pas un niveau de protection équivalent ou protocole en place pour le commerce avec le Japon."[2525]

7.935 En résumé, le Groupe spécial admet que l'Australie ne pouvait pas développer entièrement sa défense simplement sur la base de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande. Cependant, comme il est expliqué plus haut, l'Australie aurait pu commencer à préparer sa défense sur la base de la demande d'établissement d'un groupe spécial, et il n'y a pas

---

[2523] *Directives pour favoriser la mise en œuvre de l'article 5:5 dans la pratique* du Comité SPS (G/SPS/15), 18 juillet 2000, paragraphe A.5.

[2524] *Directives pour favoriser la mise en œuvre de l'article 5:5 dans la pratique* du Comité SPS (G/SPS/15), 18 juillet 2000, paragraphes B.3 et B.4.

[2525] Voir *Final Import Risk Analysis of the New Zealand Request for the Access of Apples* (Malus pumila *Miller var*. domestica *Schneider*) *into Australia* (décembre 1998), dans la pièce AUS-112.

d'éléments de preuve indiquant qu'il a été porté atteinte en l'espèce à la capacité de l'Australie de se défendre. À cet égard, il est dit dans la décision préliminaire du Groupe spécial que, même si le Groupe spécial aurait préféré que la Nouvelle-Zélande explique davantage en quoi ou pourquoi elle considérait que les mesures en cause violaient les dispositions indiquées de l'Accord SPS, il y avait suffisamment de renseignements dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande pour que le Groupe spécial autorise la poursuite de la procédure. "[C]ompte tenu des termes employés dans la demande d'établissement d'un groupe spécial et de la teneur spécifique des dispositions de l'Accord SPS qui y sont citées, le Groupe spécial conclut que la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande contient des renseignements suffisants pour informer convenablement la partie défenderesse et les autres Membres de l'OMC de la nature de la plainte[2526] et pour permettre à la partie défenderesse de commencer à préparer sa défense.[2527][2528]

7.936 Le Groupe spécial confirme qu'il rejette la question liminaire soulevée par l'Australie en ce qui concerne l'allégation de la Nouvelle-Zélande au titre de l'article 5:5, et il passe à l'analyse de fond de cette allégation selon les trois éléments de l'article 5:5 définis par l'Organe d'appel et des groupes spéciaux antérieurs.

3. Les trois éléments de l'article 5:5

a) Premier élément de l'article 5:5

7.937 Le Groupe spécial *Australie – Saumons* s'est référé au premier élément du critère énoncé à l'article 5:5 comme étant celui des "[d]istinctions dans les niveaux de protection dans des "situations différentes""[2529], et a analysé deux aspects de ce premier élément: i) les "situations différentes"[2530]; et ii) la "différence dans les niveaux de protection".[2531] Le Groupe spécial de la mise en conformité *Australie – Saumons (article 21:5 – Canada)* a examiné ces deux mêmes aspects du premier élément du critère énoncé à l'article 5:5.[2532] De même, le présent Groupe spécial évaluera si les situations indiquées par la Nouvelle-Zélande sont différentes (mais comparables), et si elles comportent une différence dans le niveau de protection approprié.

i) Situations différentes mais comparables

7.938 Le premier aspect du premier élément du triple critère énoncé à l'article 5:5 concerne le point de savoir si les situations indiquées par la Nouvelle-Zélande sont différentes mais comparables. L'article 5:5 mentionne des "situations différentes", mais cette expression a été interprétée comme désignant des situations différentes mais comparables. Par exemple, le Groupe spécial *CE – Hormones* a fait observer qu'il "désigner[ait] … [les] "situations différentes" par l'expression "situations comparables" étant donné que ces situations [différentes] [devaient] être comparées aux fins de l'article 5:5 et qu'elles [étaient] donc "comparables"".[2533] Dans le même différend, l'Organe d'appel a confirmé ce qui suit:

[2526] *(note de bas de page de l'original)* Rapport de l'Organe d'appel *CE – Bananes III*, paragraphe 142.

[2527] *(note de bas de page de l'original)* Rapport de l'Organe d'appel *Thaïlande – Poutres en H*, paragraphe 88.

[2528] *Australie – Pommes*, Communication du Président du Groupe spécial: décision préliminaire du Groupe spécial (WT/DS367/7), 23 juin 2008, jointe en tant qu'annexe A-2 au présent rapport, paragraphe 11.

[2529] Rapport du Groupe spécial *Australie – Saumons*, page 202.

[2530] Rapport du Groupe spécial *Australie – Saumons*, page 204.

[2531] Rapport du Groupe spécial *Australie – Saumons*, page 208.

[2532] Rapport du Groupe spécial *Australie – Saumons (article 21:5 – Canada)*, paragraphe 7.89.

[2533] Rapport du Groupe spécial *CE – Hormones (États-Unis)*, paragraphe 8.176; et rapport du Groupe spécial *CE – Hormones (Canada)*, paragraphe 8.179.

> "Les situations faisant apparaître des niveaux de protection différents ne peuvent naturellement être comparées que si elles sont comparables, c'est-à-dire si elles présentent un ou plusieurs éléments communs suffisants pour les rendre comparables. Si les situations qu'il est envisagé d'examiner sont *totalement* différentes les unes des autres, elle ne seraient pas rationnellement comparables et les différences dans les niveaux de protection ne pourraient pas être examinées pour en déterminer le caractère arbitraire."[2534]

7.939 Cette prescription fondamentale selon laquelle les "situations différentes" mentionnées à l'article 5:5 doivent être comparables ressort implicitement des rapports ultérieurs dans lesquels le premier élément du critère énoncé à l'article 5:5 a été analysé.[2535]

7.940 La Nouvelle-Zélande définit deux paires de situations de comparaison dans les arguments qu'elle avance au titre de l'article 5:5:

a) les prescriptions de l'Australie applicables aux pommes de Nouvelle-Zélande en ce qui a trait au feu bactérien (*Erwinia amylovora*), par rapport aux prescriptions de l'Australie applicables aux poires nashi japonaises en ce qui concerne à Erwinia du Japon; et

b) les prescriptions de l'Australie applicables aux pommes de Nouvelle-Zélande en ce qui concerne le chancre européen (*Neonectria galligena*), par rapport aux prescriptions de l'Australie applicables aux poires nashi japonaises en ce qui concerne la pourriture brune (*Monilinia fructigena*).

7.941 Ces deux comparaisons comportent des circonstances qui sont manifestement différentes: elles concernent des parasites distincts et des fruits distincts de provenances distinctes. Le point de savoir si ces situations de comparaison sont comparables dépend du point de savoir si elles remplissent les conditions énoncées par l'Organe d'appel *Australie – Saumons*:

> "Les situations qui comportent un risque d'entrée, d'établissement ou de dissémination d'une maladie identique ou similaire ont suffisamment d'éléments communs pour être comparables au titre de l'article 5:5. De même, les situations où il y a un risque lié aux conséquences biologiques *et* économiques pouvant en résulter qui sont identiques ou similaires ont également suffisamment d'éléments communs pour être comparables au titre de l'article 5:5. En conséquence, nous estimons que, pour que des situations "différentes" soient comparables au titre de l'article 5:5, il n'est pas nécessaire que la maladie *et* les conséquences biologiques et économiques soient identiques ou similaires. Nous admettons que … le risque qui doit être examiné dans une évaluation des risques, conformément à l'article 5:1 et à la première définition de l'évaluation des risques donnée au paragraphe 4 de l'annexe A, est le risque lié *à la fois* à l'entrée, à l'établissement ou à la dissémination d'une maladie *et* aux conséquences biologiques et économiques qui pourraient en résulter. Nous ne voyons toutefois pas en quoi ce point peut entrer en ligne de compte s'agissant de la comparabilité de situations différentes au titre de l'article 5:5 … En conséquence, nous concluons que … des situations peuvent être comparées au titre de l'article 5:5 si elles comportent *soit* un risque d'entrée, d'établissement ou de dissémination de

[2534] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 216. (italique dans l'original)

[2535] Voir le rapport du Groupe spécial *Australie – Saumons*, paragraphes 8.115 à 8.122; le rapport de l'Organe d'appel *Australie – Saumons*, paragraphes 143 à 153; et le rapport du Groupe spécial *Australie – Saumons (article 21:5 – Canada)*, paragraphe 7.89. Voir aussi les *Directives pour favoriser la mise en œuvre de l'article 5:5 dans la pratique* du Comité SPS (G/SPS/15), 18 juillet 2000, paragraphes A.2 et A.4.

> maladies identiques ou similaires, *soit* un risque de "conséquences biologiques et économiques pouvant en résulter" qui sont identiques ou similaires."[2536]

7.942 Fait important, lorsqu'il a énoncé ces conditions distinctes de comparabilité, l'Organe d'appel s'est abstenu de qualifier le terme "risque" par l'expression "identique ou similaire". Il a plutôt employé l'expression "identiques ou similaires" pour qualifier les termes "maladies" et "conséquences biologiques et économiques pouvant en résulter". Par conséquent, la comparaison de situations doit être axée sur les maladies ou les conséquences biologiques et économiques pouvant en résulter qui sont en cause dans les situations de comparaison.

7.943 En d'autres termes, le critère de comparabilité au titre du premier élément de l'analyse prévue à l'article 5:5 ne comporte pas une comparaison des niveaux de risque. De fait, lorsqu'il a analysé s'il existait des situations différentes dans le différend *Australie – Saumons*, le Groupe spécial a dit ce qui suit:

> "[À] ce stade de notre examen, nous examinons seulement la question de savoir si deux situations peuvent être comparées au titre de l'article 5:5. Nous n'examinons pas et ne décidons pas à ce stade si les risques (à la fois au sens de risque d'entrée, d'établissement ou de dissémination d'une maladie et de risque de conséquences pouvant en résulter) associés à ces deux situations sont identiques ou s'ils n'ont pas été traités de façon cohérente. Cette question doit être examinée dans le cadre du deuxième élément de l'article 5:5."[2537]

7.944 La première condition de comparabilité mentionnée par l'Organe d'appel concerne "un risque d'entrée, d'établissement ou de dissémination de maladies identiques ou similaires". Compte tenu de ce qui précède, le Groupe spécial doit évaluer si les maladies en cause dans les situations dont il est allégué qu'elles sont comparables sont effectivement identiques ou similaires. La deuxième condition de comparabilité mentionnée par l'Organe d'appel concerne "un risque de "conséquences biologiques et économiques pouvant en résulter" qui sont identiques ou similaires". Il faut pour cela évaluer si les conséquences biologiques et économiques pouvant résulter des maladies sont identiques ou similaires. Comme ces deux conditions de comparabilité sont non cumulatives, le Groupe spécial examinera la deuxième condition subsidiaire uniquement s'il constate que la première n'est pas remplie.

Comparabilité du feu bactérien (Erwinia amylovora) et d'Erwinia du Japon

7.945 Le feu bactérien (*Erwinia amylovora*) pour les pommes et *Erwinia du Japon* pour les poires nashi ne sont pas des maladies identiques. Ce sont toutefois des maladies très similaires. L'un des experts consultés par le Groupe spécial, M. Deckers, confirme que, bien qu'à certains égards les risques associés aux deux parasites puissent être différents, "[i]l y a une grande similitude entre *Erwinia du Japon* associée aux poires nashi et *Erwinia amylovora* touchant les pommes de Nouvelle-Zélande. Dans les deux cas, il s'agit d'une maladie bactérienne touchant des fruits, la poire dans le cas d'*Erwinia du Japon* et la pomme et la poire dans le cas du feu bactérien".[2538]

7.946 Reconnaissant qu'"il y a peu de choses dans la littérature au sujet d'[*Erwinia du Japon* en tant que] maladie du Nashi", un autre expert, M. Paulin, convient qu'en dehors de certaines différences possibles dans les risques associés aux deux parasites, "il semble que les bactéries (*Erwinia du Japon*

[2536] Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Saumons*, paragraphe 146. (italique dans l'original) Voir aussi les *Directives pour favoriser la mise en œuvre de l'article 5:5 dans la pratique* du Comité SPS (G/SPS/15), 18 juillet 2000, paragraphe A.2.

[2537] Rapport du Groupe spécial *Australie – Saumons*, paragraphe 8.118.

[2538] Réponse de M. Deckers à la question n° 12 du Groupe spécial, dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 107.

et *E. amylovora*) sont très similaires mais *non identiques*, et les symptômes semblent similaires également".[2539]

7.947 La similitude biologique est un élément fondamental de la comparaison des deux maladies. À cet égard, le Groupe spécial juge particulièrement convaincants les arguments et éléments de preuve suivants présentés par la Nouvelle-Zélande: "Il est très difficile de différencier *Erwinia du Japon* de *E. amylovora*. Chacune produit des symptômes très similaires et une analyse moléculaire est effectuée pour établir une distinction entre les deux (Kim *et al.* 2001: 2951 et Shrestha *et al.* 2007: 1023).[2540]"[2541]

7.948 En fait, pour l'article Kim *et al.* 2001 auquel la Nouvelle-Zélande s'est référée il a fallu effectuer une analyse moléculaire de diverses cultures d'*Erwinia* provenant de poiriers Nashi situés dans des vergers japonais pour arriver à la conclusion limitée que, malgré des symptômes similaires à ceux du feu bactérien, les cultures d'*Erwinia* dans les poires nashi japonaises étaient "peut-être" différentes du feu bactérien:

> "Plusieurs souches du gène *Erwinia*, qui ont été isolées au Japon dans des poiriers présentant des symptômes nécrotiques qui ressemblaient au feu bactérien, et provisoirement identifiées comme *Erwinia amylovora*, ont été réexaminées du point de vue de leur relation au pathogène du feu bactérien … La conclusion est que les bactéries pathogènes isolées au Japon dans des poiriers manifestant des symptômes semblables à ceux du feu bactérien sont peut-être différentes d'*Erwinia amylovora*."[2542]

7.949 En conséquence, le Groupe spécial constate que le feu bactérien touchant les pommes de Nouvelle-Zélande et *Erwinia du Japon* touchant les poires nashi japonaises peuvent être qualifiés de maladies similaires aux fins du premier élément du critère énoncé à l'article 5:5.

7.950 Le Groupe spécial rappelle que l'Organe d'appel a décrit la première condition du critère de comparabilité au titre de l'article 5:5 par référence à "un risque d'entrée, d'établissement ou de dissémination de maladies identiques ou similaires".[2543] Comme il est expliqué plus haut, l'évaluation de cette condition n'exige pas une comparaison des niveaux de risque. Toutefois, l'Organe d'appel a défini la première condition du critère de comparabilité en incluant le terme "risque". Ainsi, pour qu'il y ait des situations comparables, un certain degré de risque doit être associé aux deux maladies de comparaison, ou aux deux séries de conséquences biologiques et économiques pouvant en résulter. Pour le démontrer, le plaignant doit présenter des éléments *prima facie* – que le défendeur ne réussit pas à réfuter – indiquant qu'un certain degré de risque est associé aux situations qui sont comparées aux situations en cause dans le différend. La Nouvelle-Zélande doit montrer que les situations de comparaison qu'elle avance pour les poires nashi japonaises ne sont pas totalement dénuées de risque pour l'Australie. Aux fins du critère de comparabilité et dans les circonstances du présent différent, la

---

[2539] Réponse de M. Paulin à la question n° 12 du Groupe spécial, dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 109. (italique dans l'original)

[2540] (*note de bas de page de l'original*) Voir la pièce NZ-68: Kim W.S., Hildebrand M., Jock S. et Geider K. (2001) "Molecular comparison of pathogenic bacteria from pear trees in Japan and fireblight pathogen *Erwinia amylovora*", *Microbiology* 147, 2951à 2959, et Shrestha R., Lee S.H., Kim J.E., Wilson C., Choi S.G., Park D.H., Want M.H., Hur J.H. et Lim C.K. (2007) "Diversity and detection of Korean Erwinia pyrifoliae strains as determined by plasmid profiling, phylogenetic analysis and PCR", *Plant Pathology* 56, 1023 à 1031.

[2541] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.437.

[2542] Kim *et al*., "Molecular comparison of pathogenic bacteria from pear trees in Japan and the fire blight pathogen *Erwinia amylovora*" (2001), dans la pièce NZ-68, page 1.

[2543] Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Saumons*, paragraphe 146. (italique dans l'original) Voir aussi les *Directives pour favoriser la mise en œuvre de l'article 5:5 dans la pratique* du Comité SPS (G/SPS/15), 18 juillet 2000, paragraphe A.2.

Nouvelle-Zélande n'a pas besoin de quantifier le risque, elle doit simplement de prouver son existence fondamentale. En fait, les situations ne seraient pas "rationnellement comparables et les différences dans les niveaux de protection ne pourraient pas être examinées pour en déterminer le caractère arbitraire"[2544] si les situations de comparaison avancées par la Nouvelle-Zélande en ce qui concerne les poires nashi japonaises ne comportaient absolument aucun risque pour l'Australie.

7.951 Aux fins du critère de comparabilité et dans les circonstances du présent différend, la question qui se pose au Groupe spécial est de à savoir si *Erwinia du Japon* dans les poires nashi japonaises comporte un quelconque risque pour l'Australie. La Nouvelle-Zélande fait valoir que c'est le cas et avance divers arguments en ce qui concerne le profil de risque *d'Erwinia du Japon*. Inversement, l'Australie fait valoir que dans la circulaire relative à la quarantaine de mai 1999 pour les poires nashi japonaises, il n'était pas question d'*Erwinia du Japon* parce que, comme Mme. Schrader l'a confirmé, il n'est pas nécessaire d'évaluer le risque lié à un parasite ou une maladie qui n'est pas présent dans la zone géographique visée par une évaluation des risques. De l'avis de l'Australie, la NIMP n° 11 étaye ce point de vue: "Si aucun organisme de quarantaine potentiel n'est susceptible de suivre la filière, l'ARP peut être stoppée à ce stade". En conséquence, l'Australie fait valoir qu'*Erwinia du Japon* n'ayant jamais été présente dans la préfecture de Tottori, il en résulte qu'elle n'était pas, et n'est pas, un parasite dont l'examen est pertinent pour l'importation de poires nashi en provenance de la préfecture de Tottori au Japon. Son examen comme maladie comparable au feu bactérien dans le cadre de l'allégation formulée par la Nouvelle-Zélande au titre de l'article 5:5 n'est donc guère pertinent.[2545]

7.952 L'un des experts, M. Paulin, note à propos d'*Erwinia du Japon* qu'"il n'est pas certain que cette *Erwinia* particulière provenant du Japon soit considérée comme un pathogène de quarantaine" car "on sait trop peu de choses sur cette maladie de Nashi pour en être certain".[2546]

7.953 Le Groupe spécial réaffirme que pour évaluer l'existence d'un risque au titre de la première condition du critère de comparabilité énoncé à l'article 5:5, il n'est pas nécessaire de procéder à une évaluation détaillée des niveaux de risque. En particulier, le Groupe spécial n'examine pas à ce stade si, comme l'Australie le fait valoir, les poires nashi japonaises sont importées depuis la préfecture de Tottori uniquement. Il s'agit de savoir si les poires nashi japonaises présentent un quelconque risque d'*Erwinia du Japon* pour l'Australie. L'Australie admet implicitement que c'est le cas en faisait valoir qu'elle a mis en place une prescription concernant *Erwinia du Japon*, également applicable aux poires nashi japonaises importées depuis la préfecture de Tottori:

> "*Erwinia du Japon* n'ayant jamais été présente dans la préfecture de Tottori, il en résulte directement que la seule prescription existante pour Erwinia du Japon est celle qui impose au Japon d'aviser l'Australie de toute apparition future d'un foyer de la maladie *n'importe où* au Japon. Cette prescription a été incluse dans l'examen de 2003 à la suite de l'apparition d'un foyer à Hokkaido en 1995. Toutefois, comme le foyer de la maladie s'est limité à l'île géographiquement isolée de Hokkaido et compte tenu du programme d'éradication mis en œuvre au Japon et de l'absence de cas *d'Erwinia du Japon* ailleurs dans le pays, aucune autre prescription n'a été jugée nécessaire."[2547]

[2544] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 216. (italique dans l'original)

[2545] Réponse de l'Australie à la question n° 119 posée par le Groupe spécial après la deuxième réunion de fond.

[2546] Réponse de M. Paulin à la question n° 12 du Groupe spécial, dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 110.

[2547] Réponse de l'Australie à la question n° 199 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond. (italique dans l'original)

7.954 En conséquence, *Erwinia amylovora* touchant les pommes de Nouvelle-Zélande et *Erwinia du Japon* touchant les poires nashi japonaises comportent un risque de maladies similaires et, partant, remplissent la première condition du critère de comparabilité établi par l'Organe d'appel dans l'affaire *Australie – Saumons*.

7.955 Comme il est indiqué plus haut, dans le même différend, l'Organe d'appel a également expliqué que les deux conditions de ce critère de comparabilité n'étaient pas cumulatives. En conséquence, le Groupe spécial constate que les situations en ce qui concerne le feu bactérien touchant les pommes de Nouvelle-Zélande et *Erwinia du Japon* touchant les poires nashi japonaises sont comparables. Ayant formulé sa constatation sur la base de la première condition du critère de comparabilité énoncé par l'Organe d'appel, le Groupe spécial n'a pas besoin d'analyser la deuxième condition subsidiaire de comparabilité, c'est-à-dire le point de savoir si les situations ont trait à un risque de conséquences biologiques et économiques pouvant en résulter qui sont identiques ou similaires.

Comparabilité du chancre européen (Neonectria galligena) et de la pourriture brune (Monilinia fructigena)

7.956 Passant à la comparaison du chancre européen (*Neonectria galligena*) touchant les pommes de Nouvelle-Zélande et de la pourriture brune (*Monilinia fructigena*) touchant les poires nashi japonaises, le Groupe spécial analyse d'abord si ces situations comportent un risque de maladies identiques ou similaires. La Nouvelle-Zélande fait valoir que ces maladies sont similaires étant donné qu'il s'agit dans les deux cas de maladies fongiques, et "[c]omme le chancre européen, la pourriture brune est transmise par les spores et peut infecter tant les poires que les pommes, généralement par des ouvertures naturelles ou des blessures. Des fruits apparemment sains peuvent être infectés sans présenter aucun symptôme …".[2548]

7.957 L'Australie admet que le chancre européen et la pourriture brune sont similaires uniquement dans la mesure où il s'agit dans les deux cas de maladies fongiques qui peuvent produire des spores sur les fruits.[2549]

7.958 Le Groupe spécial rappelle que dans l'affaire *CE – Hormones*, l'Organe d'appel a lié l'essence du critère de comparabilité à l'existence d'un ou plusieurs éléments communs suffisants pour rendre les situations comparables:

> "Les situations faisant apparaître des niveaux de protection différents ne peuvent naturellement être comparées que si elles sont comparables, c'est-à-dire si elles présentent un ou plusieurs éléments communs suffisants pour les rendre comparables. Si les situations qu'il est envisagé d'examiner sont *totalement* différentes les unes des autres, elle ne seraient pas rationnellement comparables et les différences dans les niveaux de protection ne pourraient pas être examinées pour en déterminer le caractère arbitraire."[2550]

7.959 Sur la base des arguments de la Nouvelle-Zélande, le Groupe spécial voit quatre grands points qui sont communs au chancre européen et à la pourriture brune. Dans les deux cas, il s'agit de maladies fongiques, qui sont transmises au moyen de spores, qui peuvent infecter des pommes (généralement par des ouvertures naturelles ou des blessures) et qui peuvent comporter l'infection latente de fruits asymptomatiques.[2551] L'Australie n'a pas réfuté ces similitudes. Par conséquent,

[2548] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.441.
[2549] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 1001.
[2550] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 216. (italique dans l'original)
[2551] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 4.440 et 4.441.

même si le chancre européen (*Neonectria galligena*) touchant les pommes de Nouvelle-Zélande et la pourriture brune (*Monilinia fructigena*) touchant les poires nashi japonaises sont des maladies distinctes, elles possèdent des éléments communs suffisants pour les rendre similaires.

7.960 Le Groupe spécial note que depuis sa circulaire de mai 1989 relative à la quarantaine pour les poires nashi japonaises, l'Australie applique ou, du moins, envisage des mesures contre le risque de pourriture brune. En conséquence, comme le chancre européen touchant les pommes de Nouvelle-Zélande, la pourriture brune touchant les poires nashi japonaises présente également un risque. Ce fait, qui s'ajoute à la similitude fondamentale des deux maladies, permet au Groupe spécial de conclure que les situations en ce qui concerne le chancre européen (*Neonectria galligena*) touchant les pommes de Nouvelle-Zélande et la pourriture brune (*Monilinia fructigena*) touchant les poires nashi japonaises sont comparables.

7.961 Comme il est indiqué plus haut, les deux conditions de comparabilité au titre du premier élément du critère énoncé à l'article 5:5 ne sont pas cumulatives. Par conséquent, il n'est pas nécessaire de procéder à une analyse de la deuxième condition subsidiaire de comparabilité, c'est-à-dire le point de savoir si les situations comportent un risque de conséquences biologiques et économiques pouvant en résulter qui sont identiques ou similaires.

ii) Niveaux de protection appropriés dans les situations différentes

7.962 Ayant constaté que les deux paires de situations de comparaison indiquées par la Nouvelle-Zélande étaient comparables compte tenu des similitudes des maladies en cause, le Groupe spécial en vient au deuxième aspect du premier élément du critère énoncé à l'article 5:5: les niveaux de protection appropriés dans ces situations différentes mais comparables.

7.963 Les parties conviennent qu'à l'heure actuelle, l'Australie a le même niveau de protection approprié défini en termes généraux pour toutes les situations différentes indiquées par la Nouvelle-Zélande, c'est-à-dire le feu bactérien touchant les pommes de Nouvelle-Zélande et *Erwinia du Japon* touchant les poires nashi japonaises, de même que le chancre européen touchant les pommes de Nouvelle-Zélande et la pourriture brune touchant les poires nashi japonaises. Ce niveau de protection approprié consiste à "assurer un niveau élevé de protection sanitaire et phytosanitaire visant à ramener le risque à un niveau très faible, mais pas à zéro".[2552] En d'autres termes, l'Australie a formulé un seul niveau de protection approprié pour l'ensemble de ces situations comparables.

7.964 Si le niveau de protection jugé approprié par l'Australie est le même pour les poires nashi japonaises et les pommes de Nouvelle-Zélande en ce qui concerne les quatre parasites indiqués, le Groupe spécial doit examiner s'il a peut procéder à son analyse au titre de l'article 5:5. Dans l'affaire *CE – Hormones*, l'Organe d'appel a fait référence à des "situations montrant des niveaux différents de protection" et a dit catégoriquement que "[d]e toute évidence, une comparaison de *plusieurs* niveaux de protection sanitaire jugés appropriés par un Membre [était] nécessaire pour qu'un groupe spécial puisse procéder à un examen au titre de l'article 5:5".[2553]

[2552] Voir le *Manuel d'analyse des risques à l'importation* (2003), dans la pièce AUS-10, page 5, et le *Manuel d'analyse des risques à l'importation* (2007), page 9 et annexe 3. Auparavant, l'Australie maintenait un niveau de protection approprié qualitatif similaire. Selon le Manuel AQIS sur le processus d'analyse des risques liés à l'importation de 1998, "l'Australie n'applique pas une politique de quarantaine fondée sur un risque zéro, ce qui serait irréalisable car cela supposerait l'exclusion du commerce d'importation dans son ensemble et de l'entrée de passagers internationaux. La politique de quarantaine de l'Australie repose plutôt sur le concept de gestion des risques à un niveau raisonnablement faible". Manuel AQIS sur le processus d'analyse des risques liés à l'importation de 1998, page 11.

[2553] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 214. (italique dans l'original)

7.965 Il convient de noter que les parties fait référence à deux définitions de l'Organe d'appel pour le premier élément du triple critère énoncé à l'article 5:5. L'Australie cite le rapport *Australie – Saumons*, dans lequel l'Organe d'appel a inclus dans le premier élément de l'article 5:5 les distinctions dans les niveaux de protection appropriés applicables aux différentes situations de comparaison:

> "S'appuyant sur notre rapport au sujet de l'affaire *Communautés européennes – Hormone*s, le Groupe spécial [dans l'affaire *Australie – Saumons*] a estimé ce qui suit:
>
> ... trois éléments sont nécessaires pour que l'action d'un Membre soit incompatible avec l'article 5:5:
>
> - le Membre intéressé adopte des niveaux appropriés de protection sanitaire qui sont différents dans plusieurs "situations différentes"; ..."[2554]

7.966 Le Groupe spécial note que dans l'affaire *Australie – Saumons*, l'Organe d'appel a fait référence au premier élément du critère énoncé à l'article 5:5 comme étant "l'existence de distinctions dans les niveaux de protection appropriés dans des situations différentes".[2555]

7.967 Inversement, la Nouvelle-Zélande fait référence à la définition antérieure du triple critère donnée dans l'affaire *CE – Hormones*. Dans ce différend, l'Organe d'appel a mentionné les "distinctions" dans le niveau de protection approprié dans le cadre du deuxième élément:

> "Un examen attentif de l'article 5:5 indique qu'une plainte pour violation de cet article doit faire apparaître l'existence de trois éléments distincts. Le premier élément est le fait que le Membre imposant la mesure incriminée a adopté ses propres niveaux appropriés de protection sanitaire contre les risques pour la santé ou la vie des personnes dans plusieurs situations différentes. Le deuxième élément est le fait que ces *niveaux de protection* présentent des différences ("distinctions" selon les termes de l'article 5:5) arbitraires ou injustifiables dans le traitement des situations différentes."[2556]

7.968 Le Groupe spécial ne donne pas de ce passage de l'affaire *CE – Hormones* une lecture qui réduit forcément le premier élément du critère énoncé à l'article 5:5 à une simple prescription relative voulant qu'un niveau de protection approprié existe dans les situations différentes qui sont comparées. En fait, dans ce même différend, l'Organe d'appel a également énoncé la prescription catégorique susmentionnée voulant que plusieurs niveaux de protection appropriés existent avant qu'une quelconque analyse au titre de l'article 5:5 puisse véritablement être effectuée. De plus, dans l'analyse détaillée qu'il a effectuée au titre du critère énoncé à l'article 5:5 dans l'affaire *CE – Hormones*, l'Organe d'appel a fait référence "[au] premier élément indiqué à l'article 5:5, à savoir le fait qu'un Membre a établi les différents niveaux de protection qu'il considère appropriés pour lui-même dans des situations différentes".[2557] Le Groupe spécial note également que dans les Directives pour favoriser la mise en œuvre de l'article 5:5 dans la pratique, la définition des trois éléments que "[l]orsqu'il détermine un niveau approprié de protection, soit dans le cadre de la politique générale, soit pour faire face à une situation spécifique, un Membre devrait examiner"[2558] inclut une "différence" dans les niveaux de protection appropriés dans le cadre du premier élément:

[2554] Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Saumons*, paragraphe 140 (notes de bas de page omises).
[2555] Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Saumons*, paragraphe 143.
[2556] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 214.
[2557] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 216.
[2558] *Directives pour favoriser la mise en œuvre de l'article 5:5 dans la pratique* du Comité SPS (G/SPS/15), 18 juillet 2000, paragraphe A.2.

"- s'il y a une différence entre le niveau approprié de protection envisagé et les niveaux qu'il a déjà déterminés dans des situations différentes et, dans l'affirmative,

- si ces différences sont arbitraires ou injustifiables et, dans l'affirmative,

- si elles entraînent une discrimination ou une restriction déguisée au commerce international."[2559]

7.969 Étant donné que l'Australie définit le même niveau de protection approprié pour les situations que la Nouvelle-Zélande entend comparer, le Groupe spécial est convaincu que l'Australie a adopté son propre niveau de protection approprié dans ces situations au sens littéral de la définition susmentionnée que l'Organe d'appel a donnée du premier élément de l'article 5:5 dans l'affaire *CE – Hormones*. Toutefois, cela n'est manifestement pas suffisant pour permettre au Groupe spécial de procéder à son analyse de l'allégation de la Nouvelle-Zélande au titre de l'article 5:5. À la lumière de l'affirmation catégorique faite par l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Hormones*, de la deuxième définition citée du premier élément du critère énoncé à l'article 5:5 dans le même différend, et de la définition similaire donnée dans l'affaire *Australie – Saumons*, le Groupe spécial doit aussi évaluer si la Nouvelle-Zélande a démontré que les mesures appliquées par l'Australie dans les situations comparables entraînaient un niveau de protection approprié *de facto* différent.

7.970 Le Groupe spécial pense comme la Nouvelle-Zélande que les Membres ne devraient pas être autorisés à se dissimuler derrière un niveau de protection approprié défini en termes généraux. Sinon, les obligations des Membres au titre de l'article 5:5 seraient diminuées. Cela serait particulièrement grave dans le cas de l'Australie – ou, du reste, de n'importe quel autre Membre –, dont le niveau de protection approprié défini en termes généraux englobe un large éventail de produits et de maladies et, partant, un large éventail de situations potentiellement comparables.

7.971 Le Groupe spécial note que dans l'affaire *Australie – Saumons*, l'Organe d'appel a formulé une mise en garde générale contre le fait de donner une lecture qui exclut des dispositions entières de l'Accord SPS. "Il serait de toute évidence incorrect d'interpréter l'Accord SPS d'une façon qui rende inopérants des articles ou paragraphes entiers de cet accord et permette aux Membres de se soustraire aux obligations qui leur incombent au titre de cet accord."[2560]

7.972 En outre, dans l'affaire *Australie – Saumons (article 21:5 – Canada)*, le Groupe spécial de la mise en conformité a noté, dans le contexte de son analyse au titre de l'article 5:6 de l'Accord SPS, que bien qu'un niveau de protection approprié défini en termes vagues ne soit pas l'idéal, il ne devrait pas empêcher un examen au titre de l'Accord SPS, y compris au titre de l'article 5:5:

> "[B]ien que, selon l'Organe d'appel, l'Australie ait déterminé le niveau de protection qu'elle jugeait approprié et qu'elle l'ait fait d'une manière suffisamment précise pour appliquer l'article 5:6, nous estimons qu'il est plutôt difficile de nous prononcer sur la question de savoir si l'une quelconque des options qui nous sont présentées permettrait aussi à l'Australie d'obtenir le niveau qu'elle définit en termes un peu vagues: "un niveau élevé ou correspondant à une approche très prudente visant à ramener le risque à des niveaux très faibles, sans opter pour un risque zéro". Nous estimons néanmoins que cela ne devrait pas nous empêcher de mener à bien notre tâche. Comme l'a fait remarquer l'Organe d'appel, "[s]'il en était autrement, le fait pour un Membre de ne pas satisfaire à l'obligation implicite de déterminer son niveau de protection approprié – de manière assez précise – lui permettrait de se soustraire

[2559] *Ibid.*
[2560] Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Saumons*, paragraphe 206.

> aux obligations lui incombant au titre de l'Accord et, en particulier, au titre des paragraphes 5 et 6 de l'article 5". Nous notons, entre parenthèses, que si le niveau de protection jugé approprié par un Membre était exprimé en termes plus explicites, notamment en termes quantitatifs, il serait beaucoup plus facile d'examiner non seulement le respect de l'article 5:6, mais aussi celui des autres dispositions de l'Accord SPS."[2561]

7.973 De fait, le Groupe spécial peut imaginer la possibilité, invoquée par la Nouvelle-Zélande en l'espèce, qu'en dépit d'un niveau de protection approprié général, les mesures appliquées dans des situations différentes puissent aboutir à une différence *de facto* dans les niveaux de protection appropriés. Le point de savoir si tel est le cas dépendra aussi bien des mesures appliquées pour mettre en œuvre le même niveau de protection approprié défini dans des situations différentes que des risques contre lesquels ces mesures sont appliquées.

7.974 Les mesures sont révélatrices – quoique pas forcément déterminantes – du niveau de protection jugé approprié par un Membre. L'Annexe A 5) de l'Accord SPS définit le "niveau approprié de protection sanitaire ou phytosanitaire" par référence spécifique aux mesures SPS appliquées pour mettre en œuvre ce niveau de protection approprié:

> "*Niveau approprié de protection sanitaire ou phytosanitaire* – Niveau de protection considéré approprié par le Membre établissant une mesure sanitaire ou phytosanitaire pour protéger la santé et la vie des personnes et des animaux ou préserver les végétaux sur son territoire."

7.975 Des groupes spéciaux antérieurs ont également reconnu le lien étroit entre les mesures SPS d'un Membre et le niveau de protection approprié que ces mesures servent à mettre en œuvre. Le Groupe spécial *CE – Hormones* a dit qu'à la différence de l'article 2:3 de l'Accord SPS, "[l]'article 5:5 … concern[ait] plus spécifiquement les *distinctions dans les niveaux de protection* (*découlant en principe d'une ou de plusieurs mesures sanitaires*)…".[2562] De même, le Groupe spécial *Australie – Saumons* a constaté que "toute mesure sanitaire appliquée dans une situation donnée refl[était] et permet[tait] d'atteindre, dans cette situation, un certain niveau de protection"[2563], et a réaffirmé que "le niveau approprié de protection sanitaire ressort[ait] normalement des mesures sanitaires imposées dans une situation spécifique".[2564] En outre, le Groupe spécial *CE – Produits biotechnologiques* a dit que "bien que l'article 5:5 ne fasse pas explicitement référence aux "mesures SPS""[2565], cette disposition "impliqu[ait] une référence aux "mesures SPS"".[2566] Le même groupe spécial a cité le paragraphe B.1 des Directives pour favoriser la mise en œuvre de l'article 5:5 dans la pratique, qui précise que "l'application du concept du niveau approprié de protection passe dans la pratique par les mesures sanitaires ou phytosanitaires".[2567] Le Groupe spécial a confirmé que cette directive "[était] conforme à la jurisprudence pertinente de l'Organe d'appel"[2568] et a cité la référence faite par l'Organe

---

[2561] Rapport du Groupe spécial *Australie – Saumons (article 21:5 – Canada)*, paragraphe 7.129 (notes de bas de page omises).

[2562] Rapport du Groupe spécial *CE – Hormones (États-Unis)*, paragraphe 8.168, et rapport du Groupe spécial *CE – Hormones (Canada)*, paragraphe 8.171 (pas d'italique dans l'original).

[2563] Rapport du Groupe spécial *Australie – Saumons*, paragraphe 8.107.

[2564] Rapport du Groupe spécial *Australie – Saumons*, paragraphe 8.123.

[2565] Rapport du Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, paragraphe 7.1416.

[2566] Rapport du Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, paragraphe 7.1417.

[2567] Rapport du Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, paragraphe 7.1415.

[2568] *Ibid.*

d'appel dans l'affaire *CE – Hormones* à une "*mesure* concrétisant ou mettant en œuvre un niveau particulier de protection".[2569]

7.976 Par contre, ainsi que la Nouvelle-Zélande le reconnaît[2570], le niveau de protection jugé approprié par un Membre dans une situation spécifique ne peut pas être déduit uniquement des mesures SPS que le Membre applique. Dans l'affaire *Australie – Saumons*, l'Organe d'appel a établi une distinction claire entre le niveau de protection approprié et les mesures, en disant ce qui suit: "[i]l convient d'établir une distinction nette entre le "niveau de protection approprié" établi par un Membre et la "mesure SPS". Il ne s'agit pas d'une seule et même chose. Le premier est un *objectif* et le deuxième, un *instrument* choisi pour atteindre ou réaliser cet objectif".[2571]

7.977 Le risque est aussi un élément intrinsèque du niveau de protection jugé approprié par un Membre. La note relative à la définition de "niveau approprié de protection sanitaire ou phytosanitaire" figurant à l'Annexe A 5) de l'Accord SPS indique que "[d]e nombreux Membres dénomment ce concept "niveau acceptable de risque"". De plus, le Groupe spécial *Australie – Saumons* a souligné que "le niveau de protection que permet[tait] d'obtenir une mesure sanitaire spécifique dépend[ait] aussi du degré de risque contre lequel cette mesure vis[ait] à assurer la protection".[2572] Comme le même groupe spécial l'a expliqué, il en est ainsi parce que:

> "[I]mposer une même mesure sanitaire dans des situations différentes n'entraîne pas nécessairement le même niveau de protection. En fait, dans de nombreuses situations (par exemple des situations correspondant à des risques différents), la même mesure sanitaire peut entraîner des niveaux de protection différents. D'un autre côté, des mesures sanitaires différentes dans des situations différentes peuvent assurer le même niveau de protection. En fait, une situation donnée peut ne représenter qu'un faible risque pour lequel une mesure sanitaire peu rigoureuse permettra d'atteindre un niveau de protection élevé alors qu'une autre situation peut créer des risques très élevés exigeant une mesure sanitaire différente et très stricte pour atteindre le même niveau élevé de protection."[2573]

7.978 Dans le même ordre d'idées, les Directives pour favoriser la mise en œuvre de l'article 5:5 dans la pratique indiquent que, dans le contexte de la mise en œuvre dans la pratique du concept de niveau de protection approprié, "[l]a comparaison effectuée par le Membre porte sur les mesures qu'il applique pour lutter contre les risques liés à des dangers potentiels pour la santé et la vie des personnes et des animaux ou la préservation des végétaux".[2574]

7.979 Par conséquent, le Groupe spécial évaluera si les mesures de l'Australie font ressortir différents niveaux de protection appropriés en examinant à la fois les mesures appliquées par l'Australie dans les diverses situations indiquées par la Nouvelle-Zélande et les risques contre lesquels ces mesures sont appliquées. Cette analyse comprend une évaluation des arguments des parties en ce qui concerne les mesures applicables dans les situations comparables et les risques connexes contre lesquels les mesures en question sont appliquées.

[2569] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 214. (italique dans l'original)

[2570] Réponse de la Nouvelle-Zélande à la question n° 131 du Groupe spécial après la première réunion de fond.

[2571] Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Saumons*, paragraphe 200 (note de bas de page omise; italique dans l'original).

[2572] Rapport du Groupe spécial *Australie – Saumons*, paragraphe 8.123.

[2573] *Ibid.*

[2574] *Directives pour favoriser la mise en œuvre de l'article 5:5 dans la pratique* du Comité SPS (G/SPS/15), 18 juillet 2000, paragraphe B.2. Voir aussi les *Directives pour favoriser la mise en œuvre de l'article 5:5 dans la pratique* du Comité SPS (G/SPS/15), 18 juillet 2000, paragraphe A.4.

7.980 Le Groupe spécial procédera à cette évaluation au titre du deuxième élément du critère énoncé à l'article 5:5. À cet égard, il suivra le Groupe spécial *Australie – Saumons* et le Groupe spécial de la mise en conformité *Australie – Saumons (article 21:5 – Canada)*.

7.981 Le Groupe spécial *Australie – Saumons* a fait référence au premier élément du critère énoncé à l'article 5:5 comme étant des "distinctions dans les niveaux de protection dans des "situations différentes"".[2575] Il a analysé deux aspects de ce premier élément, les "situations différentes"[2576] et la "différence dans les niveaux de protection", en s'abstenant de procéder à une analyse détaillée du risque sous ces deux aspects.[2577] Comme il est dit plus haut, s'agissant du premier aspect ("situations différentes"), le Groupe spécial a exprimé l'avis suivant:

> "[À] ce stade de notre examen, nous examinons seulement la question de savoir si deux situations peuvent être comparées au titre de l'article 5:5. Nous n'examinons pas et ne décidons pas à ce stade si les risques (à la fois au sens de risque d'entrée, d'établissement ou de dissémination d'une maladie et de risque de conséquences pouvant en résulter) associés à ces deux situations sont identiques ou s'ils n'ont pas été traités de façon cohérente. Cette question doit être examinée dans le cadre du deuxième élément de l'article 5:5."[2578]

7.982 Le Groupe spécial a adopté une approche similaire pour le deuxième aspect du premier élément ("différence dans les niveaux de protection"):

> "Pour déterminer si l'Australie fait une distinction dans les niveaux de protection qu'elle considère appropriés dans les situations qui sont comparées, nous devons donc examiner les mesures sanitaires qu'elle impose actuellement dans ces situations différentes. Puisque nous avons constaté que ces situations sont comparables en tant que "situations différentes" au titre de l'article 5:5 (parce qu'il existe dans ces situations au moins un agent pathogène en commun et que les conséquences biologiques et économiques en résultant sont aussi probablement identiques ou similaires) et que nous examinerons au titre du deuxième élément de l'article 5:5 la différence éventuelle dans le degré de risque créé par ces situations différentes, nous supposerons pour l'instant que, s'il existe une différence dans les *mesures* sanitaires imposées dans les situations différentes que nous comparons conformément à l'article 5:5, cette différence correspond à une distinction dans les *niveaux de protection* atteints – et considérés appropriés – par l'Australie".[2579]

7.983 De même, le Groupe spécial de la mise en conformité *Australie – Saumons (article 21:5 – Canada)* a été d'avis que les situations en question étaient comparables au titre de l'article 5:5 et s'est ensuite explicitement abstenu d'évaluer au titre du premier élément du critère énoncé à l'article 5:5 si l'Australie avait adopté des niveaux de protection appropriés différents en ce qui concerne ces situations différentes. "La question de savoir si l'Australie adopte ou non des niveaux de protection différents à l'égard de ces "situations différentes" est une question que nous examinons au titre de la deuxième condition requise par l'article 5:5."[2580]

7.984 Le Groupe spécial adoptera une approche similaire dans le présent différend. Il évaluera au titre du deuxième élément du triple critère énoncé à l'article 5:5 si les mesures appliquées par

---

[2575] Rapport du Groupe spécial *Australie – Saumons*, page 202.
[2576] Rapport du Groupe spécial *Australie – Saumons*, page 204.
[2577] Rapport du Groupe spécial *Australie – Saumons*, page 208.
[2578] Rapport du Groupe spécial *Australie – Saumons*, paragraphe 8.118.
[2579] Rapport du Groupe spécial *Australie – Saumons*, paragraphe 8.124.
[2580] Rapport du Groupe spécial *Australie – Saumons (article 21:5 – Canada)*, paragraphe 7.89.

l'Australie dans les situations différentes entraînent un niveau de protection approprié *de facto* différent.

7.985 Le Groupe spécial n'ignore pas que dans l'affaire *CE – Hormones*, l'Organe d'appel a fait référence à "trois éléments distincts" qui devaient être examinés au titre de l'article 5:5.[2581] Toutefois, les circonstances du présent différend sont spécifiques dans la mesure où la Nouvelle-Zélande conteste des différences alléguées dans le niveau de protection obtenu dans la pratique par les mesures appliquées dans des circonstances comparables, malgré le niveau de protection approprié défini en termes généraux par l'Australie. Compte tenu de ces circonstances spéciales, le Groupe spécial juge approprié de s'abstenir de procéder à une analyse détaillée des risques au titre du premier élément du critère énoncé à l'article 5:5, et d'évaluer au titre du deuxième élément de ce critère s'il y a une différence dans les niveaux de protection obtenus par les mesures appliquées dans les situations différentes en cause.

7.986 En effet, le deuxième élément du critère énoncé à l'article 5:5 se rapporte à la question de savoir si les distinctions quelles qu'elles soient dans le niveau de protection approprié dans les situations différentes sont arbitraires ou injustifiables. À la lumière des arguments avancés par la Nouvelle-Zélande dans le présent différend, cela implique effectivement une comparaison entre les mesures que l'Australie applique pour obtenir le niveau de protection qu'elle juge approprié dans les situations différentes et les risques contre lesquels ces mesures sont appliquées. Comme il est indiqué plus haut, l'analyse d'éventuelles distinctions dans le niveau de protection approprié en l'espèce implique le même exercice à la lumière des arguments de la Nouvelle-Zélande.

7.987 Le Groupe spécial évaluera au titre du deuxième élément du critère énoncé à l'article 5:5 si l'Australie applique des mesures pour obtenir le niveau de protection défini en termes généraux qu'elle juge approprié d'une manière qui aboutit à des distinctions arbitraires ou injustifiables dans le niveau de protection approprié *de facto* appliqué dans les situations dont il a été constaté qu'elles étaient comparables. Si le Groupe spécial constate qu'il en est ainsi, il achèvera son analyse en cours au titre du premier élément du critère énoncé à l'article 5:5 en constatant qu'il y a effectivement des distinctions dans les niveaux de protection appropriés *de facto* adoptés par l'Australie, malgré le niveau de protection approprié qu'elle a défini en termes généraux. Logiquement, s'il y a des distinctions arbitraires ou injustifiables dans le niveau de protection approprié *de facto*, il y aura des distinctions dans les niveaux de protection appropriés obtenus par les mesures appliquées par l'Australie dans les situations comparables. À titre subsidiaire, si le Groupe spécial constate au titre du deuxième élément du critère énoncé à l'article 5:5 qu'il n'y a pas de distinctions arbitraires ou injustifiables dans le niveau de protection approprié *de facto* adopté par l'Australie, il ne sera pas nécessaire d'achever l'analyse en cours du premier élément. Comme l'Organe d'appel l'a indiqué dans l'affaire *CE – Hormones*, "les trois éléments [du critère au titre de l'article 5:5] sont par définition cumulatifs; la présence de chacun d'eux doit être démontrée pour qu'une violation de l'article 5:5 puisse être constatée".[2582]

b) Deuxième élément de l'article 5:5

7.988 À la lumière du libellé de l'article 5:5 et des indications données par l'Organe d'appel[2583], le deuxième élément du triple critère énoncé à l'article 5:5 consiste à savoir s'il y a des distinctions arbitraires ou injustifiables dans le niveau de protection approprié obtenu par les mesures appliquées par l'Australie dans les situations différentes. Comme il est indiqué plus haut, le Groupe spécial

[2581] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 214.
[2582] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 215.
[2583] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 214; et rapport de l'Organe d'appel *Australie – Saumons*, paragraphe 154.

procédera à cette évaluation en comparant les risques en cause dans les situations comparables et les mesures appliquées par l'Australie contre de tels risques.

7.989 Le Groupe spécial est conscient que cela exige un exercice d'équilibre très délicat entre effectuer une analyse sérieuse et objective des arguments et des éléments de preuve présentés par les parties et s'abstenir de procéder à un examen *de novo* des risques en cause dans des situations différentes, en particulier dans le contexte des poires nashi, qui sont simplement un produit de comparaison en l'espèce. Le Groupe spécial juge particulièrement pertinentes les indications détaillées données par le Groupe spécial *Australie – Saumons*, et les cite en entier ci-après:

> "[C]onformément à l'article 5:5 et à notre mandat énoncé à l'article 11 du Mémorandum d'accord (procéder à une "évaluation objective de la question dont [nous sommes] saisi[s], y compris une évaluation objective des faits de la cause"), il nous incombe en l'espèce de faire cette comparaison et de la faire sur la base des éléments de preuve dont nous disposons. Nous ne pouvons pas faire notre propre évaluation des risques. Nous ne tentons pas de le faire dans le présent rapport. Le fait que l'un des experts consultés par le Groupe spécial a déclaré que "si vous essayez de dire lequel [des deux produits] présente le plus de risques, alors vous devez en savoir plus concernant [l']autre produit et probablement faire une évaluation complète", et qu'"il serait raisonnable d'évaluer en premier ce que vous avez mis en priorité initialement comme ayant le risque le plus élevé mais jusqu'à ce que vous ayez fait l'évaluation des risques, vous ne pouvez absolument pas être sûr que vous avez eu raison", ne change pas notre position. Nous ne désapprouvons pas non plus ces déclarations. En fait, pour qu'un scientifique puisse être certain sur le plan scientifique qu'un produit présente un risque plus élevé que l'autre, il lui faudra peut-être disposer de deux ensembles de données plus ou moins complets, notamment de deux évaluations des risques. Et même sur cette base, un scientifique ne sera probablement pas capable d'indiquer avec une certitude absolue qu'un produit présente plus de risques que l'autre. Notre mandat est différent. Il ne nous est pas demandé de faire une comparaison scientifique des risques ni de nous déclarer certains d'un point de vue scientifique qu'un produit présente plus de risques que l'autre. Nous ne pouvons qu'évaluer les éléments de preuve dont nous disposons et, en nous fondant sur les règles que nous avons adoptées concernant la charge de la preuve, notamment l'utilisation de présomptions de fait, nous prononcer sur la question de savoir si nous disposons d'éléments de preuve suffisants – et n'ayant pas été réfutés – pour dire que l'on peut présumer qu'un produit présente plus de risques que l'autre."[2584]

7.990 De même, en l'espèce, le Groupe spécial pèsera les éléments de preuve présentés par la Nouvelle-Zélande et l'Australie, et décidera si la Nouvelle-Zélande a fourni des éléments *prima facie*, non réfutés par l'Australie, indiquant que l'on peut présumer qu'un produit présente plus de risques que l'autre. Il comparera les risques en cause dans chacune des deux paires de situations comparables en l'espèce.

7.991 Le Groupe spécial note que l'Annexe A 4) de l'Accord SPS définit l'expression "Évaluation des risques" de la manière suivante:

> "Évaluation de la probabilité de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination d'un parasite ou d'une maladie sur le territoire d'un Membre importateur en fonction des mesures sanitaires et phytosanitaires qui pourraient être appliquées, et des conséquences biologiques et économiques qui pourraient en résulter; ou évaluation

[2584] Rapport du Groupe spécial *Australie – Saumons*, paragraphe 8.126.

> des effets négatifs que pourrait avoir sur la santé des personnes et des animaux la présence d'additifs, de contaminants, de toxines ou d'organismes pathogènes dans les produits alimentaires, les boissons ou les aliments pour animaux."

7.992 Sur la base de cette disposition, les Directives pour favoriser la mise en œuvre de l'article 5:5 dans la pratique définissent le risque de la manière suivante:

> "Dans le cadre de l'Accord SPS, le "risque" désigne à la fois la *probabilité* d'un événement indésirable (parasite ou maladie) *et l'ampleur des conséquences* que pourrait avoir cet événement sur la santé et la vie des animaux ou la préservation des végétaux ou *les effets négatifs que pourraient avoir* sur la santé et la vie des personnes et des animaux des risques d'origine alimentaire."[2585]

Il est ajouté dans les Directives qu'"[a]insi, pour dire que des risques sont "similaires", il faut avoir comparé à la fois les probabilités pertinentes et les conséquences correspondantes".[2586]

i) Comparaison des risques de chancre européen dans les pommes de Nouvelle-Zélande et de pourriture brune dans les poires nashi japonaises

7.993 En ce qui concerne la comparaison des risques associés au chancre européen dans les pommes de Nouvelle-Zélande et à *Monilinia fructigena* dans les poires nashi japonaises, la Nouvelle-Zélande fait valoir que le risque de transmission de la pourriture brune par les poires nashi japonaises n'est pas simplement comparable, mais considérablement plus élevé que tout risque de transmission du chancre européen par les pommes de Nouvelle-Zélande.[2587] En réponse, l'Australie fait valoir que le risque associé aux poires nashi japonaises est beaucoup plus faible que le risque associé aux pommes de Nouvelle-Zélande parce que tant la probabilité que les conséquences de l'entrée, de l'établissement et de la dissémination de la pourriture brune en Australie sont moindres que la probabilité et les conséquences associées au chancre européen dans les pommes de Nouvelle-Zélande.[2588]

7.994 Le Groupe spécial examine sept facteurs de risque différents invoqués par les parties dans ce contexte:

a) la facilité de transmission des deux parasites – parce que, toutes choses étant égales par ailleurs, un parasite plus facilement transmissible présente un risque plus élevé;

b) les conséquences biologiques et économiques potentielles des parasites – parce que, toutes choses étant égales par ailleurs, des conséquences plus graves entraînent un risque plus élevé;

c) la gamme de plantes hôtes – parce que, toutes choses étant égales par ailleurs, une gamme plus étendue de plantes hôtes pour un parasite entraîne un risque plus élevé;

[2585] *Directives pour favoriser la mise en œuvre de l'article 5:5 dans la pratique* du Comité SPS (G/SPS/15), 18 juillet 2000, note de bas de page 2 (italique et souligné dans l'original). Voir aussi les *Directives pour favoriser la mise en œuvre de l'article 5:5 dans la pratique* du Comité SPS (G/SPS/15), 18 juillet 2000, paragraphe A.4.

[2586] *Directives pour favoriser la mise en œuvre de l'article 5:5 dans la pratique* du Comité SPS (G/SPS/15), 18 juillet 2000, paragraphe A.4.

[2587] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.442. Voir aussi la deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 2.832 et 2.864.

[2588] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 1006.

d) la présence des parasites dans les zones d'exportation – parce que, toutes choses étant égales par ailleurs, un parasite qui est présent dans les zones d'exportation comporte un risque plus élevé qu'un parasite qui n'est pas présent;

e) la présence des parasites en Australie – parce que, toutes choses étant égales par ailleurs, comme le Groupe spécial de la mise en conformité *Australie – Saumons (article 21:5 – Canada)* l'a expliqué, un parasite qui n'est pas présent dans le pays d'importation, ou qui est en d'autres termes "exotique", "peu[t] constituer … un sujet plus préoccupant [que les parasites non exotiques] aussi bien en ce qui concerne le risque d'introduction de la maladie que l'incidence potentielle de cette maladie"[2589];

f) le volume des échanges – parce que, comme MM. Latorre et Sgrillo l'expliquent, en général, à mesure que le volume des échanges augmente la probabilité qu'un événement biologique donné se produise augmente aussi; et

g) l'efficacité des mesures de lutte existant en Australie pour les deux parasites en question – parce que, toutes choses étant égales par ailleurs, si les mesures de lutte déjà en place en Australie sont également efficaces contre l'un des parasites en question, les risques que présente ce parasite sont plus faibles.

Facilité de transmission

7.995 La Nouvelle-Zélande fait valoir que la pourriture brune présente un risqué plus élevé que le chancre européen parce que sa transmission est plus facile. "[I]l ressort clairement des preuves scientifiques que les poires qui sont porteuses d'une infection latente par la pourriture brune produisent *effectivement* des spores après leur retrait des entrepôts frigorifiques … [C]e n'est pas le cas du chancre européen. Les poires constituent donc un vecteur potentiel de la pourriture brune, contrairement aux pommes en ce qui concerne le chancre européen."[2590]

7.996 M. Swinburne semble souscrire à ce point:

> "Le risque que présente la pourriture brune engendrée par *M. fructigena* diffère du risque associé à *N. galligena* à de nombreux égards importants. Par exemple, la pourriture brune peut se disséminer d'un fruit à l'autre dans les cellules de stockage en vrac entraînant la formation de "nids de pourriture" et, partant, l'augmentation de l'inoculum, ce qui ne se produit pas avec *N. galligena*. Les fruits pourris produisent presque invariablement des quantités considérables de conidies dans les sporodochies qui se forment en cercles concentriques à la surface de la zone de pourriture. Les conidies sont disséminées par le vent uniquement et ne sont donc pas tributaires de la pluie. Le cas de *N. galligena* est différent car la production de spores est assez faible et les spores sont disséminées par la projection de gouttes de pluie (Byrde & Willetts, 1977; Swinburne 1975)."[2591]

7.997 À la lumière de ce qui précède, et des constatations du Groupe spécial au titre de l'article 5:1 de l'Accord SPS en ce qui concerne le chancre européen, le Groupe spécial constate que la Nouvelle-Zélande a démontré que la pourriture brune pouvait être transmise plus facilement par des fruits que le chancre européen.

[2589] Rapport du Groupe spécial *Australie – Saumons (article 21:5 – Canada)*, paragraphe 7.93.

[2590] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.441 (note de bas de page omise).

[2591] Réponse de M. Swinburne à la question n 61 du Groupe spécial, dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 381.

Conséquences biologiques et économiques potentielles

7.998 En ce qui concerne les conséquences biologiques et économiques potentielles des deux parasites, la Nouvelle-Zélande fait valoir que les deux maladies provoquent la pourriture des pommes et des poires.[2592] M. Latorre signale qu'"il n'y a pas assez de renseignements publiés pour faire une comparaison adéquate en matière de risque d'entrée, d'établissement et de dissémination entre la pourriture brune et le chancre européen". Néanmoins, il explique qu'en général, les conséquences biologiques et économiques potentielles des deux parasites pourraient être similaires, bien qu'il soutienne que cela dépend également des conditions météorologiques.

> "L'impact biologique des deux maladies serait fortement tributaire des conditions météorologiques pendant le mûrissement des fruits. Entre autres facteurs, la gravité des deux maladies dépend de la présence de pluies fréquentes à l'époque de la récolte. Si cela est accepté, l'impact économique et biologique sur l'agriculture australienne, en particulier pour la production de pommes et de poires, serait similaire.
>
> "... La pourriture brune cause rarement des pertes économiques, à moins qu'il ne pleuve souvent pendant l'été, elle est tributaire des conditions météorologiques. Il en va de même pour le chancre européen."[2593]

7.999 Le Groupe spécial note que la Nouvelle-Zélande n'a pas présenté d'éléments de preuve sur les conditions météorologiques dans les zones productrices de poires nashi japonaises.

7.1000 L'Australie fait valoir que, dans son environnement, les conséquences de *Monilinia fructigena* sont moins graves que celles du chancre européen.[2594] M. Deckers corrobore ce point de vue en expliquant que le chancre européen a des conséquences biologiques plus pernicieuses:

> "L'introduction de la pourriture brune sur les poires créerait certainement un vaste problème de pourriture touchant différentes espèces de fruits. Mais l'introduction du chancre européen devrait créer non seulement des problèmes de pourriture des fruits, mais aussi des problèmes d'infection par NG sur les branches ou sur les racines, et peut même détruire entièrement des arbres fruitiers. L'impact de NG sur la pomme est donc plus important que l'impact de la pourriture brune sur la poire."[2595]

7.1001 À la lumière des opinions des experts et en l'absence d'arguments de la Nouvelle-Zélande concernant les conditions météorologiques pour la pourriture brune au Japon, le Groupe spécial constate que la Nouvelle-Zélande n'a pas établi *prima facie* que les conséquences biologiques et économiques qui pourraient résulter de la pourriture brune touchant les poires nashi japonaises sont similaires à celles du chancre européen touchant les pommes de Nouvelle-Zélande, ou sont plus graves. De fait, bien que le Groupe spécial s'abstienne de formuler une constatation spécifique sur ce point, il semble ressortir de la déclaration de M. Deckers que, dans certaines circonstances, la pourriture brune peut avoir des conséquences biologiques et économiques potentielles moins graves que le chancre européen.

[2592] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.440.

[2593] Réponse de M. Latorre à la question n° 61 du Groupe spécial, dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphes 379 et 380.

[2594] Première communication écrite de l'Australie, page 302.

[2595] Réponse de M. Deckers à la question n° 61 du Groupe spécial, dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 376.

Gamme de plantes hôtes

7.1002 La Nouvelle-Zélande fait valoir que la pourriture brune a une gamme plus étendue de plantes hôtes, étant donné qu'il s'agit aussi d'une maladie importante des abricots, des cerises, des pêches et des prunes, ce qui n'est pas le cas du chancre européen.[2596] L'Australie ne le conteste pas. M. Swinburne dit que "la gamme de plantes hôtes de *M. Fructigena*, incluant des types de fruits importants pour l'Australie … semble indiquer que cette bactérie présente un risque plus important pour le commerce que *N. galligena*."[2597]

7.1003 Le Groupe spécial constate donc que la Nouvelle-Zélande a démontré que la pourriture brune avait une gamme plus étendue de plantes hôtes que le chancre européen.

Présence des deux parasites dans les zones d'exportation

7.1004 Comme il est indiqué plus haut, la plupart des pommes de Nouvelle-Zélande destinées à l'exportation sont produites dans des zones dans lesquelles le chancre européen n'a jamais été signalé ou dans lesquelles la maladie n'apparaît que sporadiquement au cours de saisons très humides.[2598]

7.1005 S'agissant de la pourriture brune, la Nouvelle-Zélande fait valoir qu'elle est observée dans plusieurs préfectures du Japon depuis au moins 1986.[2599] Elle ne conteste pas l'affirmation de l'Australie selon laquelle celle-ci n'a jamais importé des poires nashi qu'en provenance de la préfecture de Tottori. Elle reconnaît également qu'en vertu de l'Arrangement de 2003, "les pommes [*sic*] doivent être exportées depuis une zone (la préfecture de Tottori) qui est certifiée exempte de pourriture brune".[2600] La Nouvelle-Zélande fait toutefois valoir qu'il apparaît que l'Australie s'accommode de gérer les risques sur la base d'une supposition et de l'assurance donnée par les pouvoirs publics japonais que les poires proviendraient d'une zone exempte de parasites.[2601]

7.1006 L'Australie fait valoir qu'elle importe des poires nashi japonaises provenant uniquement de Tottori. La pourriture brune a été présente à Tottori, mais pas depuis 1976 au moins, comme le confirment les données provenant des prospections et de l'analyse des pétales recueillies pendant dix ans et fournies par le Japon à l'appui de sa demande d'accès en 1988.[2602] En fait, la méthode de prospection du Japon a été examinée et vérifiée par l'AQIS avant le commencement des échanges commerciaux, et à partir de 1989, le Japon a fourni à l'Australie des données relatives aux prospections et à l'analyse des pétales et des fleurs couvrant plus d'une décennie.[2603] L'absence de pourriture brune à Tottori a été reconnue dans les conditions d'importation, qui sont fondées sur l'hypothèse que les poires proviendraient de Tottori uniquement.[2604] Comme la pourriture brune peut avoir déjà été présente dans la préfecture de Tottori, l'Australie exige des autorités japonaises qu'elles certifient que la zone est exempte de pourriture brune en procédant à des prospections et à l'inspection des vergers. De plus, le fait que Tottori est une zone exempte constitue une prescription formelle en

[2596] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.440.
[2597] Réponse de M. Swinburne à la question n° 61 du Groupe spécial, dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 382.
[2598] Voir plus haut le paragraphe 2.18.
[2599] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.440.
[2600] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.857.
[2601] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.835. Voir aussi la deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.858.
[2602] Réponse de l'Australie à la question n° 119 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond.
[2603] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 992.
[2604] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 988. Voir aussi la deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphe 741 et les observations de l'Australie sur les réponses de la Nouvelle-Zélande aux questions du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphe 218.

matière d'importation en ce qui concerne la pourriture brune.[2605] À la lumière de l'article 6 de l'Accord SPS, l'Australie estime que le fait qu'elle a reconnu l'existence d'une zone exempte d'*Erwinia du Japon* est de toute évidence compatible avec les prescriptions de l'Accord SPS.[2606] Elle fait valoir qu'en comparaison, le chancre européen est signalé dans plusieurs districts de la Nouvelle-Zélande où se trouvent des vergers d'exportation de pommes. La Nouvelle-Zélande n'a pas démontré qu'elle avait mis en place des procédures pour établir, maintenir et vérifier l'existence de zones exemptes ou de zones à faible prévalence de parasites dans le cas du chancre européen.[2607]

7.1007 MM. Latorre et Swinburne expliquent que si les poires nashi japonaises qui sont exportées proviennent effectivement de zones exemptes de parasites, le risque que présente la pourriture brune est plus faible que le risque que présente le chancre européen dans les pommes de Nouvelle-Zélande. M. Latorre affirme ceci: "L'Australie allègue que les poires sont importées uniquement depuis des zones exemptes de parasites ("zones exemptes"), ce qui a, je présume, été démontré auparavant. Dans l'affirmative, la probabilité de l'entrée de *M. fructigena* diminue considérablement, et devient négligeable."[2608] M. Swinburne partage cet avis: "[S]i les poires japonaises proviennent effectivement de localités dont il est confirmé qu'elles sont exemptes de la maladie, alors peut-être que le risque est faible."[2609]

7.1008 Le Groupe spécial *Australie – Saumons* a expliqué que l'article 5:5 impliquait une comparaison entre des situations actuelles. "L'article 5:5 nous demande de comparer, pour des situations différentes, les niveaux de protection correspondant à chacune tels qu'ils sont actuellement considérés appropriés par l'Australie et ce, que les mesures sanitaires adoptées pour atteindre ce niveau reposent ou non sur une évaluation des risques."[2610]

7.1009 Les parties font référence à l'Examen de 2003 de la prescription australienne relative à l'analyse des pétales et à l'inspection des grappes de fleurs pendant la floraison pour les fruits à pépins en provenance du Japon, de la République de Corée et de la République populaire de Chine comme étant la plus récente modification du régime d'importation de l'Australie applicable, entre autres fruits, aux poires nashi japonaises. Comme il est indiqué dans l'Examen de 2003, "les fruits nashi sont importés en Australie de la préfecture de Tottori dans l'île de Honshu, au Japon, depuis 1989. Les mesures de quarantaine pour chaque saison ont été mutuellement convenues dans le cadre d'un "Arrangement" annuel conclu entre BA et le Ministère de l'agriculture, des forêts et de la pêche (MAFF) du Japon. Le dernier "Arrangement" signé en octobre 2001 permet les importations de poires nashi en Australie à compter de 2001 jusqu'à ce qu'un examen soit jugé nécessaire".[2611]

7.1010 Fait important, l'Examen de 2003 n'était qu'un examen partiel des mesures SPS de l'Australie applicables aux poires nashi japonaises. En fait, il est mentionné dans l'Examen de 2003 que sa "portée se limite aux prescriptions existantes relatives à l'analyse des pétales et des grappes de fleurs pour la pourriture brune (*Monilinia fructigena*), les taches noires (*Alternaria gaisen*) et la tavelure (*Venturia nashicola*) dans les vergers asiatiques de fruits à pépins situés en Corée, au Japon et en

[2605] Réponse de l'Australie à la question n° 119 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond.
[2606] *Ibid.*
[2607] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 993. Voir aussi la réponse de l'Australie à la question n° 119 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond.
[2608] Réponse de M. Latorre à la question n° 61 du Groupe spécial, dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions du Groupe spécial, paragraphe 378.
[2609] Réponse de M. Swinburne à la question n° 61 du Groupe spécial, dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions du Groupe spécial, paragraphe 382.
[2610] Rapport du Groupe spécial *Australie – Saumons*, paragraphe 8.126.
[2611] 2003 Review of the Australian requirement for Petal Testing and Flower Cluster Examination at Blossoming for Pome Fruit from Japan, The Republic of Korea and The People's Republic of China, page 26.

Chine qui sont désignés par les autorités quarantenaires aux fins de l'exportation de fruits vers l'Australie".[2612]

7.1011 Sous la rubrique "Préoccupations de l'Australie relatives aux maladies et aux mesures existantes de gestion des risques", l'Examen de 2003 inclut deux "mesures de quarantaine mises en œuvre pour régler le risque identifié" concernant spécifiquement Tottori. La première mesure limite expressément les exportations aux vergers enregistrés situés dans des secteurs de la préfecture de Tottori en prévoyant que "les fruits proviendront uniquement de vergers enregistrés situés dans des zones d'exportation désignées de la préfecture de Tottori". La deuxième mesure concernant spécifiquement Tottori est l'"inspection des vergers par le MAFF pour détecter la pourriture brune – notification immédiate de BA par le MAFF en cas de détection de pourriture brune à quelque endroit que ce soit dans la préfecture de Tottori, y compris dans des vergers non enregistrés ou des arbres fruitiers domestiques".[2613]

7.1012 En outre, le "protocole d'importation modifié pour les poires nashi en provenance du Japon et destinées à l'Australie" découlant de l'Examen de 2003 comprend des mesures qui semblent aussi être fondées sur l'hypothèse que les poires nashi japonaises seraient exportées vers l'Australie uniquement depuis la préfecture de Tottori:

> "1. Certification par le Ministère de l'agriculture, des forêts et de la pêche (MAFF) du fait que la préfecture de Tottori est exempte de pourriture brune (*Monilinia fructigena*) et de tavelure sur la base de prospections dans la préfecture. Si le niveau de taches noires excède un seuil de 0,5 pour cent après l'inspection des vergers, ces vergers seront exclus du programme d'exportation.
>
> 2. Le MAFF avisera immédiatement BA si *M. fructigena* est détectée à quelque endroit que ce soit dans la préfecture de Tottori, y compris dans des vergers non enregistrés ou des arbres fruitiers domestiques.
>
> 3. Enregistrement des vergers dans les zones d'exportation
>
> Chaque verger enregistré pour l'exportation dès lors que les conditions énoncées au point 1) sont remplies sera numéroté et son emplacement sera identifié par le MAFF. Ces renseignements seront fournis à l'inspecteur de l'AQIS par le MAFF.
>
> 4. Le MAFF avisera immédiatement BA en cas de conditions météorologiques inhabituelles entraînant l'apparition de pourriture brune, de taches noires ou de tavelure dans les vergers d'exportation.
>
> […]
>
> 13. Le MAFF appliquera des scellés aux portes des conteneurs maritimes à Tottori et à nouveau après l'inspection de vérification effectuée par les autorités douanières dans le port de Kobe, et s'assurera que les numéros des conteneurs sont correctement indiqués sur les certificats phytosanitaires."[2614]

[2612] 2003 Review of the Australian requirement for Petal Testing and Flower Cluster Examination at Blossoming for Pome Fruit from Japan, The Republic of Korea and The People's Republic of China, page 13.

[2613] 2003 Review of the Australian requirement for Petal Testing and Flower Cluster Examination at Blossoming for Pome Fruit from Japan, The Republic of Korea and The People's Republic of China, page 26.

[2614] 2003 Review of the Australian requirement for Petal Testing and Flower Cluster Examination at Blossoming for Pome Fruit from Japan, The Republic of Korea and The People's Republic of China, Appendice 2, pages 61 et 62.

7.1013 À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial constate que l'Australie a démontré que ses mesures actuelles applicables aux poires nashi japonaises étaient fondées sur l'hypothèse que les exportations proviendraient uniquement de la préfecture de Tottori. Il note à cet égard que la Nouvelle-Zélande ne conteste pas que depuis 1989, l'Australie a importé des poires nashi japonaises provenant uniquement de la préfecture de Tottori. Comme il est mentionné plus haut, la Nouvelle-Zélande reconnaît également qu'il est certifié que la préfecture de Tottori est exempte de pourriture brune.[2615] De plus, comme il est dit plus haut, l'Examen de 2003 limite les exportations de poires nashi japonaises à la préfecture de Tottori.

7.1014 Néanmoins, si l'Examen de 2003 devait être interprété comme autorisant les importations de fruits provenant de vergers japonais situés en dehors de la préfecture de Tottori, le Groupe spécial note que l'Examen impose plusieurs prescriptions visant à faire en sorte que les poires nashi japonaises puissent être exportées uniquement depuis des vergers exempts de pourriture brune. En fait, l'Examen de 2003 conclut que:

> "[I]l est proposé que la prescription imposant l'analyse des pétales pour la détection de la pourriture brune (*Monilinia fructigena*) et l'examen des grappes de fleurs pour la détection de la tavelure (*Venturia nashicola*) soit supprimée et remplacée par une prescription imposant la non-contamination des vergers par les deux maladies, vérifiée par une surveillance des vergers tout au long de la saison de végétation.
>
> Les vergers dans lesquels la présence de pourriture brune est détectée seront radiés du registre par l'ONPV et ne seront pas autorisés à exporter des fruits vers l'Australie. En raison de la possibilité d'infections latentes provenant de sources externes, le sac couvrant le fruit en développement destiné à l'exportation constitue une barrière essentielle et efficace pour empêcher l'infection et une mesure phytosanitaire importante. Les ONPV devront aviser l'Australie de toute détection de pourriture brune dans les régions exportatrices de fruits et des mesures prises pour contrôler les flambées.
>
> […]
>
> Les protocoles d'importation comportent divers contrôles qui garantiront que seuls les fruits exempts de maladies qui préoccupent l'Australie peuvent être importés. BA est persuadé que ce changement ne compromet pas le niveau de protection approprié établi par le biais des IRA pour les importations de fruits à pépins en provenance du Japon, de Corée et de Chine.
>
> Compte tenu de la possibilité de changements dans la situation des maladies affectant les vergers de fruits à pépins au Japon, en Corée et en Chine en raison de conditions météorologiques inhabituelles qui créent des conditions propices au développement de maladies, BA a inclus une prescription additionnelle indiquant que les autorités quarantenaires du pays exportateur doivent aviser immédiatement BA si des conditions météorologiques inhabituelles favorisent le développement de maladies dans les vergers d'exportation au-delà des seuils indiqués."[2616]

[2615] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.857.

[2616] 2003 Review of the Australian requirement for Petal Testing and Flower Cluster Examination at Blossoming for Pome Fruit from Japan, The Republic of Korea and The People's Republic of China, pages 23 et 24.

7.1015 En outre, la partie de l'Examen de 2003 intitulée "Cadre de l'examen" met en évidence le rôle central de la zone exempte en tant que condition préalable à l'importation en Australie de poires nashi japonaises:

> "BA doit envisager la suppression de la prescription imposant l'analyse des pétales dans les vergers d'exportation pour la détection de la pourriture brune (*Monilinia fructigena*) et les taches noires (*Alternaria gaisen*), et l'inspection des grappes de fleurs pour la détection de la tavelure (*Venturia nashicola*) dans les vergers de poiriers dont les fruits sont destinés à l'exportation vers l'Australie. BA effectuera cet examen conformément aux Normes internationales pour les mesures phytosanitaires (NIMP) élaborées par la FAO, en particulier la partie 4 de la NIMP – Surveillance des organismes nuisibles: *Exigences pour l'établissement de zones indemnes* (NIMP n° 4, 1996). Les trois principaux éléments permettant d'établir et de maintenir une zone exempte sont les suivants:
>
> 1. les systèmes permettant de définir si la zone est indemne
>
> 2. les mesures destinées au maintien de la zone indemne
>
> 3. les procédures permettant de vérifier que la zone est toujours indemne."[2617]

7.1016 Comme les experts l'ont expliqué, cela réduit sensiblement le risque attaché à l'importation en Australie de poires nashi japonaises.

7.1017 À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial constate que l'Australie a démontré que, même si ses mesures actuelles applicables aux poires nashi japonaises devraient être interprétées comme autorisant les importations en provenance de vergers japonais situés en dehors de la préfecture de Tottori, ces mesures garantissent que les poires nashi japonaises peuvent être exportées uniquement depuis des vergers exempts de pourriture brune.

Présence des deux parasites en Australie

7.1018 Comme il est indiqué plus haut, le chancre européen a été détecté en 1954 dans quatre vergers de Spreyton en Tasmanie, mais a été éradiqué en 1991.[2618]

7.1019 En ce qui concerne la pourriture brune, les deux parties conviennent que l'Australie est exempte de pourriture brune proprement dite.[2619] L'Australie fait toutefois valoir que d'autres espèces de pourriture brune sont déjà présentes en Australie (par exemple, *Monilinia laxa* et *Monilinia fructicola*). Comme ce n'est pas le cas du chancre européen, l'incidence économique pour l'industrie australienne de la pomme et de la poire serait moindre si *M. Fructigena* s'établissait en Australie que si le chancre européen s'y établissait.[2620] La Nouvelle-Zélande répond que les autres espèces de pourriture brune mentionnées par l'Australie (*M. fructicola* et *M. laxa*) concernent principalement les fruits à noyau.[2621]

7.1020 Comme il est indiqué plus haut, le Groupe spécial de la mise en conformité *Australie – Saumons (article 21:5 – Canada)* a constaté qu'une maladie exotique au pays importateur comportait

---

[2617] 2003 Review of the Australian requirement for Petal Testing and Flower Cluster Examination at Blossoming for Pome Fruit from Japan, The Republic of Korea and The People's Republic of China, page 25.

[2618] Voir plus haut le paragraphe 2.18.

[2619] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.440; et première communication écrite de l'Australie, paragraphe 1004.

[2620] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 1004.

[2621] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.850.

un risque plus élevé qu'une maladie non exotique.[2622] Le Groupe spécial ne peut pas dire si ce principe s'applique à la pourriture brune et au chancre européen en l'espèce car aucune des deux parties n'a présenté des arguments concernant d'éventuelles similitudes entre la pourriture brune proprement dite et "d'autres espèces de pourriture brune déjà présentes en Australie".[2623]

Volumes des échanges

7.1021 La Nouvelle-Zélande affirme que le commerce de poires nashi en provenance du Japon est comparable au commerce de pommes de Nouvelle-Zélande.[2624] Le Rapport final d'analyse de risques à l'importation de 1998 concernant la demande de la Nouvelle-Zélande visant l'accès des pommes à l'Australie reconnaissait que ""le commerce de poires en provenance du Japon est largement comparable à la proposition de la Nouvelle-Zélande dans la mesure où il s'agit du commerce d'un produit hôte sensible en provenance d'un pays où il y a une maladie semblable au feu bactérien"[2625]".[2626] Selon les chiffres des échanges présentés par la Nouvelle-Zélande, le Japon n'a pas exporté de poires ni de coings vers l'Australie depuis 2005.[2627] La Nouvelle-Zélande reconnaît que la situation phytosanitaire, les volumes des échanges et les pratiques de gestion des risques peuvent changer au fil du temps; cependant, à moins que le niveau de protection approprié ne change aussi, il est tout à fait approprié de prendre en considération des situations passées comme élément de preuve indiquant qu'il y a actuellement infraction à l'article 5:5.[2628] La Nouvelle-Zélande ajoute que la meilleure façon de déterminer le niveau de protection approprié est d'examiner les mesures à la lumière du risque tel qu'il existait au moment où les mesures ont été adoptées.[2629] Une diminution ultérieure des échanges ou l'éradication d'un parasite ne change pas le niveau de protection approprié qui est appliqué.[2630] Si le volume des échanges est en quoi que ce soit pertinent, la pertinence se rapporte au volume des échanges tel qu'il a été prévu au moment où l'évaluation des risques de comparaison a été effectuée. Or, l'enquête de 1988 et les mesures imposées au titre de la Circulaire relative à la quarantaine ne contenaient aucune hypothèse au sujet du volume d'échanges potentiel. De plus, les mesures de gestion des risques dans le cadre de l'Arrangement de 2003 concernant l'expédition de fruits nashi du Japon vers l'Australie ne sont pas limitées à des volumes spécifiques. Rien dans le texte de l'Arrangement n'indique que des mesures différentes s'appliqueraient à des volumes plus importants. En outre, rien n'empêche le Japon de rétablir le commerce à tout moment et pour tout volume sur la base des mesures prévues dans le cadre de l'Arrangement de 2003.[2631]

7.1022 L'Australie fait référence aux volumes des échanges très différents se rapportant aux produits respectifs. Elle prend note de la déclaration de M. Sgrillo selon laquelle le risque est directement proportionnel au volume des importations et du point de vue de M. Latorre selon lequel au fur et à mesure que le volume des échanges augmente, la probabilité qu'un événement biologique se produise augmente aussi.[2632] L'Australie admet que le Rapport final IRA pour les pommes de

---

[2622] Rapport du Groupe spécial *Australie – Saumons (article 21:5 – Canada)*, paragraphe 7.93.

[2623] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 1004.

[2624] Réponse de la Nouvelle-Zélande à la question nº 131 du Groupe spécial après la première réunion de fond.

[2625] *(note de bas de page de l'original)* Pièce AUS-112, *Final Impact Risk Analysis of the NZ Request for the Access of Apples Into Australia* (décembre 1998), page 27. La déclaration est faite au sujet de la brûlure bactérienne des pousses (BBP), nom de la maladie utilisé pour *Erwinia du Japon*.

[2626] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.828.

[2627] Réponse de la Nouvelle-Zélande à la question nº 120 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, annexe 2.

[2628] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 2.823 et 2.824.

[2629] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.823.

[2630] *Ibid.*

[2631] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.838. Voir aussi la deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.845.

[2632] Observations de l'Australie sur les réponses des experts aux questions nº 12 et 61, paragraphe 271.

Nouvelle-Zélande de 1998 reconnaissait que le commerce de poires nashi en provenance du Japon était largement comparable au commerce de pommes de Nouvelle-Zélande dans la mesure où il se rapportait à un produit hôte sensible (c'est-à-dire les poires nashi) en provenance d'un pays où il y avait une maladie semblable au feu bactérien (c'est-à-dire *Erwinia du Japon*). Cependant, l'IRA de 1998 indiquait aussi plusieurs différences fondamentales entre les deux situations, dont l'une était le volume d'échanges potentiel.[2633]

7.1023 L'Australie fait valoir qu'en l'absence de commerce d'un produit, il n'y a pas de risque qu'un parasite ou une maladie entre dans le territoire d'un Membre par le biais du commerce de ce produit.[2634] Elle fait observer qu'il n'y a pas eu de commerce de poires nashi japonaises entre elle et le Japon depuis 2003, année où elle en avait importé 36 tonnes. Avant 2003, le volume maximal des importations effectuées au cours d'une année quelconque depuis 1994 a été de 86 tonnes.[2635] Ces chiffres sont confirmés par les chiffres des échanges présentés par la Nouvelle-Zélande concernant les exportations de poires (et de coings) du Japon vers l'Australie.[2636] Il s'agit d'un volume beaucoup plus faible que le volume probable du commerce de pommes de Nouvelle-Zélande[2637], estimé dans l'IRA à 150 millions de pommes par an, ou environ 27 000 tonnes.[2638] Même l'estimation plus prudente faite par la Nouvelle-Zélande de 50 millions de pommes (environ 9 000 tonnes) par an est de très loin supérieure au volume du commerce de poires nashi japonaises passé, et maintenant inexistant.[2639]

7.1024 En réponse à la question du Groupe spécial à savoir si elle avait tenu compte du volume des échanges dans son évaluation des poires nashi japonaises, l'Australie fait observer que, sur la base de l'ARP concernant les poires nashi effectuée en 1988-1989, une expédition à titre d'essai de 5 600 cartons (environ 101 tonnes) de poires nashi du Japon vers l'Australie a été effectuée en 1989 pour déterminer si les mesures de gestion des risques proposées seraient efficaces. À la suite de cette expédition à titre d'essai, le commerce a été autorisé à se poursuivre et, jusqu'en 2003, le volume total le plus élevé des échanges a été de 86 tonnes en 1994. Il s'agit d'un volume d'échanges constamment faible fondé sur les *preuves*. Les faibles volumes des échanges ont aussi été mentionnés dans l'examen de 2003, qui est l'évaluation la plus récente du risque non réduit et des mesures associées aux poires nashi en provenance du Japon. De plus, le volume des échanges pour l'expédition à titre d'essai n'a jamais été dépassé au cours des années suivantes.[2640]

7.1025 L'Australie partage l'avis de la Nouvelle-Zélande selon lequel le Japon pourrait tenter de rétablir le commerce à tout moment. Cependant, le Japon ne pourrait pas rétablir le commerce unilatéralement. Puisqu'il n'y a pas eu de commerce de poires nashi depuis six ans et qu'il n'y a pas actuellement de permis d'importation valable pour l'importation de poires nashi en Australie, l'Australie réévaluerait les risques relatifs associés à toute reprise proposée du commerce, y compris en ce qui concerne le volume probable du commerce. De plus, il est très improbable que le commerce, qui s'est élevé en moyenne à environ 37 tonnes par an entre 1994 et 2003, atteigne subitement entre 9 000 et 27 000 tonnes par an.[2641]

[2633] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 994.

[2634] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 995. Voir aussi la deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphe 739.

[2635] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 996. Voir aussi la réponse de l'Australie à la question nº 120 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond.

[2636] Observations de l'Australie sur les réponses de la Nouvelle-Zélande aux questions posées par le Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphe 217.

[2637] Première communication écrite de l'Australie, page 300.

[2638] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 997. Voir aussi la deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphe 739.

[2639] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 997.

[2640] Réponse de l'Australie à la question nº 121 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond.

[2641] *Ibid.*

7.1026 L'Australie note aussi que l'IRA concernant les pommes de Nouvelle-Zélande prévoit un examen des conditions d'importation s'appliquant aux pommes de Nouvelle-Zélande après une année de commerce. Un examen similaire des conditions d'importation s'appliquant aux poires nashi japonaises a eu lieu après la prise en compte de prospections des vergers d'exportation, de l'historique du commerce et de visites effectuées par des phytopathologistes[2642] australiens, et à nouveau en 2003.[2643] Les examens portaient sur les résultats des prospections des vergers, les données relatives à l'analyse des pétales et des fleurs, l'historique du commerce et les rapports de phytopathologistes australiens, les programmes de gestion des vergers, les rapports de prédédouanement de l'inspecteur de l'AQIS et les résultats des analyses de la latence. De plus, des données de surveillance nationales compilées par l'organisation nationale de protection des végétaux du Japon ont indiqué que les maladies en cause dans l'examen soit n'avaient pas été signalées depuis un certain nombre d'années ou s'étaient produites de manière sporadique et étaient facilement contrôlées par les pratiques de gestion des vergers existantes. Les conditions d'importation ont été modifiées sur la base de ces examens. L'analyse des résultats de chaque mesure incluse dans les conditions d'importation existantes a révélé des chevauchements entre la surveillance des vergers, les mesures de gestion des maladies et les dépistages des maladies. Lorsqu'il y avait une redondance manifeste des mesures qui se chevauchaient, Biosecurity Australia a jugé qu'il serait possible de les supprimer ou de les modifier sans réduire la sécurité phytosanitaire.[2644]

7.1027 Comme le Groupe spécial l'a noté plus haut, le Groupe spécial *Australie – Saumons* a expliqué qu'une analyse de l'article 5:5 comportait une comparaison entre des situations actuelles. "L'article 5:5 nous demande de comparer, pour des situations différentes, les niveaux de protection correspondant à chacune tels qu'ils sont actuellement considérés appropriés par l'Australie, et cela que les mesures sanitaires adoptées pour atteindre ce niveau soient ou non établies sur la base d'une évaluation des risques."[2645]

7.1028 Dans le présent différend, le niveau de protection jugé approprié *de facto* par l'Australie doit être déterminé en partie sur la base des risques liés aux importations de poires nashi japonaises. Un élément important de ce risque est le volume du commerce de poires nashi japonaises.

7.1029 Les Circulaires relatives à la quarantaine de mai et septembre 1989 font toutes deux référence à une prescription imposant une expédition à titre d'essai avant le début des exportations. La Circulaire relative à la quarantaine de septembre 1989 confirme aussi l'argument de l'Australie selon lequel l'expédition à titre d'essai comprenait 5 600 cartons de poires nashi japonaises.[2646] L'Australie allègue que cela correspond à environ110 tonnes et que jusqu'en 2003, le volume total le plus élevé des échanges a été de 86 tonnes en 1994. En d'autres termes, selon l'Australie, le volume des échanges pour l'expédition à titre d'essai n'a jamais été dépassé au cours des années suivantes.[2647] La Nouvelle-Zélande ne conteste pas ces arguments de l'Australie ni que l'expédition à titre d'essai a eu lieu.

7.1030 De plus, l'Examen de 2003 fait référence à des examens annuels visant les poires nashi japonaises. "Les fruits nashi sont importés en Australie de la préfecture de Tottori dans l'île de Honshu, au Japon, depuis 1989. Les mesures de quarantaine pour chaque saison ont été mutuellement convenues dans le cadre d'un "Arrangement" annuel conclu entre BA et le MAFF du Japon. Le dernier "Arrangement" signé en octobre 2001 permet les importations de poires nashi en Australie à

[2642] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 1019.
[2643] Réponse de l'Australie à la question nº 133 du Groupe spécial après la première réunion de fond.
[2644] *Ibid.*
[2645] Rapport du Groupe spécial *Australie – Saumons*, paragraphe 8.126.
[2646] Circulaire relative à la quarantaine de septembre 1989, page 7.
[2647] Réponse de l'Australie à la question nº 121 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond.

compter de 2001 jusqu'à ce qu'un examen soit jugé nécessaire."[2648] On peut supposer que ces examens annuels permettaient à l'Australie d'ajuster ses mesures si le commerce connaissait soudainement une forte augmentation.

7.1031 De plus, l'Examen de 2003 indique explicitement que l'historique du commerce a été pris en compte:

> "[L']historique du commerce a été pris en compte. En raison du commerce et du dialogue en cours avec les pays respectifs, l'AQIS et BA ont développé un niveau de confiance élevé dans les résultats obtenus par les mesures phytosanitaires appliquées dans le cadre des conditions d'importation existantes. Ils ont aussi confiance dans la vérification et la validation des mesures par chacune des ONPV, comme en témoigne le résultat ainsi que l'inspection et la vérification de la filière d'exportations par des fonctionnaires de l'AQIS et des experts techniques australiens. Le résultat final est qu'aucun parasite ou maladie de quarantaine n'a été détecté dans les fruits à pépins importés de l'Asie du Nord."[2649]

7.1032 En ce qui concerne la période écoulée depuis 2003, l'Australie fait valoir qu'il n'y a eu aucune importation de poires nashi japonaises. La Nouvelle-Zélande ne le conteste pas. Les exportations de poires nashi japonaises pourraient recommencer sous réserve du moins de l'obtention d'un permis d'importation de l'Australie. Néanmoins, comme le fait valoir l'Australie, il est très improbable que les exportations augmentent fortement par rapport à leurs niveaux antérieurs. La Nouvelle-Zélande n'a certainement pas fourni d'éléments de preuve montrant pourquoi cela devrait arriver. En conséquence, le Groupe spécial constate que l'historique du commerce de poires nashi japonaises, y compris l'absence de commerce ces dernières années, éclairent manifestement les hypothèses actuelles de l'Australie concernant les risques que présente ce produit. La Nouvelle-Zélande n'a pas présenté d'éléments de preuve qui amèneraient le Groupe spécial à faire abstraction de l'hypothèse de l'Australie selon laquelle tout volume d'importations de poires nashi japonaises serait sensiblement inférieur au volume du commerce prévu pour les pommes de Nouvelle-Zélande dans son IRA (environ 27 000 tonnes), voire au volume estimé par la Nouvelle-Zélande (9 000 tonnes).

Mesures de lutte existant en Australie

7.1033 L'Australie fait valoir que les mesures de lutte existant sur son territoire réduisent le risque de pourriture brune. Selon l'Australie, la pourriture brune causée par *M. fructigena* n'est qu'une des espèces particulières de pourriture brune. D'autres espèces de pourriture brune sont déjà présentes en Australie (par exemple, *Monilinia laxa* et *Monilinia fructicola*), et l'industrie australienne a déjà mis en place des mesures de lutte contre ces maladies qui seraient aussi efficaces pour *M. fructigena*. Cela n'est pas le cas pour le chancre européen. En conséquence, l'incidence économique pour l'industrie australienne de la pomme et de la poire serait moindre si *M. fructigena* s'établissait en Australie que si le chancre européen s'y établissait.[2650]

7.1034 La Nouvelle-Zélande répond que le récent projet d'IRA de l'Australie concernant les pommes en provenance de Chine ne fait référence à aucun effet de ce genre.[2651] Les autres espèces de pourriture brune auxquelles il est fait référence dans les arguments de l'Australie, à savoir

---

[2648] 2003 Review of the Australian requirement for Petal Testing and Flower Cluster Examination at Blossoming for Pome Fruit from Japan, The Republic of Korea and The People's Republic of China, page 26.

[2649] 2003 Review of the Australian requirement for Petal Testing and Flower Cluster Examination at Blossoming for Pome Fruit from Japan, The Republic of Korea and The People's Republic of China, pages 19 et 20.

[2650] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 1004.

[2651] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.849.

M. fructicola et *M. laxa*, concernent principalement les fruits à noyaux, de sorte que les mesures de lutte appliquées aux arbres fruitiers à noyaux n'auraient aucun effet sur le risque d'infection des pommiers par *M. fructigena*.[2652] La Nouvelle-Zélande soutient qu'en outre il existe des mesures de lutte comparables qui seraient aussi efficaces contre le chancre européen en Australie. L'IRA concernant les pommes de Nouvelle-Zélande indique que ""[l]e recours aux pratiques culturales et aux produits chimiques pour lutter contre la tavelure de la pomme … dans la plupart des régions de pomiculture de l'Australie (sauf l'Australie occidentale) contribueraient à lutter contre le chancre européen"[2653]".[2654]

7.1035 M. Latorre semble approuver cette affirmation lorsqu'il déclare que "[p]lusieurs des fongicides utilisés pour prévenir la tavelure de la pomme (*V. inaequalis*) peuvent aussi lutter contre le chancre européen".[2655]

7.1036 En conséquence, le Groupe spécial constate que l'Australie n'a pas démontré qu'il y avait une différence importante entre les deux situations sur le plan des mesures de lutte existantes.

Examen global des divers facteurs de risque

7.1037 Ayant analysé les sept facteurs de risque invoqués par les parties, le Groupe spécial devrait tirer des conclusions sur la façon dont les risques globaux concernant le chancre européen touchant les pommes de Nouvelle-Zélande peuvent être comparés avec les risques globaux dans le cas de la pourriture brune touchant les poires nashi japonaises.

7.1038 Le Groupe spécial rappelle qu'il ne lui:

> "[e]st pas demandé de faire une comparaison scientifique des risques ni de [se] déclarer certain[ ] d'un point de vue scientifique qu'un produit présente plus de risques que l'autre. Nous ne pouvons qu'évaluer les éléments de preuve dont nous disposons et, en nous fondant sur les règles que nous avons adoptées concernant la charge de la preuve, notamment l'utilisation de présomptions de fait, nous prononcer sur la question de savoir si nous disposons d'éléments de preuve suffisants – et n'ayant pas été réfutés – pour dire que l'on peut présumer qu'un produit présente plus de risques que l'autre."[2656]

7.1039 L'analyse faite plus haut des sept facteurs invoqués par les parties dresse un tableau contrasté. À la lumière des arguments des parties et des éléments de preuve versés au dossier, certains facteurs, à savoir la facilité de transmission et la gamme de plantes hôtes, indiquent un risque plus élevé associé à la pourriture brune. D'autres, à savoir les volumes d'échanges et la présence dans des zones d'exportation, impliquent un risque plus élevé de chancre européen touchant les pommes de Nouvelle-Zélande. En ce qui concerne les mesures de lutte existantes, il apparaît qu'il n'y a pas de différence importante entre les deux situations. Deux facteurs, à savoir les conséquences biologiques et économiques potentielles et la présence des parasites en Australie, paraissent peu concluants en ce qui concerne le risque que comportent les situations comparables.

7.1040 Il ne serait pas approprié que le Groupe spécial compare le nombre de facteurs de risque démontrant un risque plus élevé de l'un ou l'autre des parasites et conclue ensuite qu'une situation

---

[2652] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.850.
[2653] *(note de bas de page de l'original)* IRA, page 148.
[2654] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.851.
[2655] Réponse de M. Latorre à la question n° 61 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 380.
[2656] Rapport du Groupe spécial *Australie – Saumons*, paragraphe 8.126.

comparable comporte un risque plus élevé que l'autre. Une telle approche simpliste ferait abstraction du fait que le risque global résulte de divers facteurs, chacun ayant un poids spécifique. En fait, il est possible qu'un seul facteur – auquel on aurait accordé le poids approprié – fasse pencher la comparaison des risques globaux en faveur de l'une ou de l'autre situation. Le Groupe spécial ne sait pas quel poids accorder aux divers facteurs, étant donné que la Nouvelle-Zélande n'a pas présenté d'arguments spécifiques à cet égard. En conséquence, le Groupe spécial ne peut pas évaluer comment les risques globaux dans les deux situations comparables sont liés entre eux.

7.1041 En ce qui concerne le niveau de risques global, la Nouvelle-Zélande fait valoir que "le *projet de Rapport IRA – Pommes fraîches en provenance de la République populaire de Chine* ... de l'Australie …, publié en janvier 2009[2657], a défini le risque associé à *M. fructigena* comme étant plus élevé que celui qui était associé à *N. galligena*[2658]".[2659] Le même projet d'IRA a aussi défini les conséquences de *M. fructigena* comme étant plus importantes que celles qui étaient associées à *N. galligena*.[2660]

7.1042 Cet argument semble attrayant: il laisse entendre que le défendeur a lui-même constaté que la pourriture brune présentait un risque plus élevé que le chancre européen. Dans le même temps, la Nouvelle-Zélande fait référence à une évaluation que l'Australie a faite dans le contexte des importations de pommes en provenance de Chine. Il s'agit d'une situation distincte à la fois du chancre européen touchant les pommes de Nouvelle-Zélande et de la pourriture brune touchant les poires nashi japonaises. Dans ce cas également, la Nouvelle-Zélande n'a pas présenté d'argument ni d'élément de preuve pour démontrer en quoi la situation des importations de pommes chinoises en Australie pouvait être pertinente pour évaluer une comparaison entre les poires nashi japonaises et les pommes de Nouvelle-Zélande. En conséquence, le Groupe spécial constate que la référence faite par la Nouvelle-Zélande au projet d'IRA de l'Australie concernant les pommes fraîches en provenance de la République populaire de Chine n'est pas convaincante.

7.1043 À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial ne dispose pas d'éléments de preuve suffisants venant de la Nouvelle-Zélande pour évaluer en quoi les risques globaux liés au chancre européen touchant les pommes de Nouvelle-Zélande peuvent être comparés avec les risques globaux liés à la pourriture brune touchant les poires nashi japonaises. Par conséquent, le Groupe spécial ne peut pas poursuivre son analyse au titre de l'article 5:5 en ce qui concerne la comparaison entre le chancre européen touchant les pommes de Nouvelle-Zélande et la pourriture brune touchant les poires nashi japonaises. En fait, une comparaison des risques que présentent les deux situations constituerait un élément essentiel de l'analyse par le Groupe spécial de la question de savoir si les deux situations comportent des distinctions, en particulier des distinctions arbitraires ou injustifiables, dans le niveau de protection approprié *de facto* qui ressort des mesures appliquées par l'Australie. Étant donné que le Groupe spécial n'est pas en mesure de comparer les risques que présentent les deux situations, il n'entreprendra pas une comparaison détaillée des mesures destinées à obtenir le niveau de protection jugé approprié *de facto* par l'Australie.

[2657] *(note de bas de page de l'original)* Draft Import Risk Analysis Report for Fresh Apples Fruit from the People's Republic of China, janvier 2009 (Projet d'IRA – Pommes de Chine), pièce NZ-128.

[2658] *(note de bas de page de l'original)* La probabilité de l'entrée, de l'établissement et de la dissémination de *M. fructigena* a été évaluée comme "élevée" pour les pommes chinoises, et le risque global non réduit (à la fois la PEED et les conséquences) a été évalué comme "modéré": Projet d'IRA – Pommes de Chine, Pièce NZ-128, page 131. À comparer avec les conclusions concernant *N. galligena* (exposées dans le projet d'IRA – Pommes de Chine avec l'autre appellation *N. Ditissima*), dont la PEED et le risque global non réduit ont été évalués respectivement comme "faible" et "faible" dans le Projet d'IRA – Pommes de Chine (compatible avec l'IRA concernant les pommes de Nouvelle-Zélande).

[2659] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.843.

[2660] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.846.

7.1044 Le Groupe spécial prend note de l'argument de la Nouvelle-Zélande selon lequel les mesures appliquées par l'Australie dans les deux situations comparables présentent des différences importantes, qui mettent en évidence une distinction injustifiable ou arbitraire dans le niveau de protection approprié. Cependant, comme il a été noté plus haut, la Nouvelle-Zélande reconnaît elle-même qu'à elles seules, les mesures ne constituent pas une preuve concluante en ce qui concerne le niveau de protection jugé approprié par l'Australie. En fait, la Nouvelle-Zélande considère les risques comme un premier élément essentiel de l'analyse de son allégation au titre de l'article 5:5. "Même si la Nouvelle-Zélande convient qu'à elles seules, les mesures ne constituent pas une preuve concluante de l'existence de différences dans les niveaux de protection, si les risques associés aux produits comparables sont sensiblement les mêmes, alors les mesures appliquées devraient être examinées pour déterminer si elles peuvent mettre en évidence des différences dans le niveau de protection."[2661]

7.1045 Le Groupe spécial rappelle également la déclaration de l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Hormones* selon laquelle l'article 5:5 ne contient pas une obligation juridique d'assurer la cohérence absolue ou parfaite des niveaux de protection appropriés dans des situations différentes:

> "L'objectif de l'article 5:5 consiste à "assurer la cohérence dans l'application du concept du niveau approprié de protection sanitaire ou phytosanitaire." De toute évidence, la cohérence souhaitée est définie comme un but à atteindre dans l'avenir. ... Nous partageons l'avis du Groupe spécial selon lequel l'énoncé de ce but n'établit pas une *obligation juridique* d'assurer la cohérence des niveaux appropriés de protection. Nous pensons également que le but fixé n'est pas une cohérence absolue ou parfaite, étant donné que les gouvernements établissent souvent leurs niveaux appropriés de protection en fonction des circonstances et quand il y a lieu, des risques différents se présentant à des moments différents. Ce sont uniquement les incohérences arbitraires ou injustifiables qui doivent être évitées."[2662]

7.1046 Enfin, le Groupe spécial rappelle que l'Australie a adopté le même niveau de protection approprié défini en termes généraux dans les deux situations. Dans ces circonstances et à la lumière des arguments qui précèdent, à défaut d'une meilleure compréhension de la façon dont les risques globaux que présentent les deux situations sont liés entre eux, le Groupe spécial conclut que la Nouvelle-Zélande n'a pas démontré le deuxième élément du critère énoncé à l'article 5:5 en ce qui concerne la comparaison entre le chancre européen touchant les pommes de Nouvelle-Zélande et la pourriture brune touchant les poires nashi japonaises. En conséquence, le Groupe spécial conclut aussi que la Nouvelle-Zélande n'a pas démontré qu'il y avait des distinctions dans les niveaux de protection effectivement obtenus par les mesures appliquées dans les deux situations, qui est la partie importante du premier élément du critère énoncé à l'article 5:5.

ii) Comparaison des risques de feu bactérien touchant les pommes de Nouvelle-Zélande et d'Erwinia du Japon touchant les poires nashi japonaises

7.1047 La Nouvelle-Zélande fait valoir que l'Australie cherche à éliminer complètement le risque négligeable que les pommes de Nouvelle-Zélande servent de vecteur au feu bactérien, mais qu'elle est prête à tolérer, sans déployer aucun effort pour l'atténuer, le risque d'*Erwinia du Japon* provenant des poires japonaises. La Nouvelle-Zélande ajoute que compte tenu des profils de risque comparables en

---

[2661] Réponse de la Nouvelle-Zélande à la question nº 131 du Groupe spécial après la première réunion de fond.

[2662] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 213.

cause, la grande différence de traitement constitue une distinction arbitraire et injustifiable dans les niveaux de protection.[2663]

7.1048 L'Australie fait valoir que puisque les probabilités aussi bien que les conséquences de l'entrée, de l'établissement et de la dissémination en Australie en ce qui concerne *Erwinia du Japon* sont plus faibles que les probabilités associées en ce qui concerne le feu bactérien, le risque associé aux poires nashi japonaises est beaucoup plus faible que le risque associé aux pommes de Nouvelle-Zélande.[2664] En raison de ce plus faible risque, des mesures différentes sont requises pour obtenir le niveau de protection jugé approprié par l'Australie. L'Australie affirme que la Nouvelle-Zélande fait abstraction de ces points importants et, de ce fait, n'établit pas que les mesures de l'Australie reflètent dans la pratique des niveaux de protection appropriés différents.[2665]

7.1049 Pour les raisons exposées précédemment, le Groupe spécial évaluera les trois facteurs de risque suivants invoqués par les parties dans ce contexte:

a) la présence des deux parasites dans les zones d'exportation;

b) la présence des deux parasites en Australie;

c) les conséquences biologiques et économiques potentielles des deux parasites, y compris la gamme de plantes hôtes.

7.1050 De plus, le Groupe spécial rappelle l'analyse qu'il a faite précédemment sur le volume du commerce de poires nashi japonaises.[2666]

Présence des deux parasites dans les zones d'exportation

7.1051 La Nouvelle-Zélande fait valoir que, pour déterminer toute différence dans le niveau de protection approprié, il faut examiner la situation des parasites au moment où le risque comparable a été évalué. *Erwinia du Japon* a été signalée au Japon en 1972, et sa présence dans ce pays pourrait remonter au début des années 1900.[2667] L'éradication n'a été alléguée qu'en 2003.[2668] Pourtant, l'enquête menée en 1988 par l'AQIS sur les risques phytosanitaires associés à l'importation de poires nashi n'évaluait pas les risques associés à *Erwinia du Japon*.[2669] Malgré sa présence au Japon, *Erwinia du Japon* n'a pas été analysée dans le cadre d'une analyse des risques phytosanitaires, et aucune mesure prescrivant une zone exempte du parasite dans les zones d'exportation n'a été adoptée. Il apparaît que l'Australie est disposée à s'appuyer sur les assurances selon lesquelles le Japon (y compris la préfecture de Tottori) est exempt d'*Erwinia du Japon*.[2670] En fait, à ce jour, aucune mesure n'a été mise en place pour s'assurer que la préfecture de Tottori est et demeure exempte d'*Erwinia du Japon*. La seule référence faite à *Erwinia du Japon* dans l'Arrangement de 2003 est une prescription voulant que le Ministère de l'agriculture, des forêts et de la pêche du Japon avise Biosecurity Australia dans l'éventualité d'une flambée "à Hokkaido ou ailleurs au Japon". Il n'y a pas de prescription explicite imposant d'aviser Biosecurity Australia dans l'éventualité d'une flambée dans la préfecture de

[2663] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.445.
[2664] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 1006.
[2665] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 1018. Voir aussi la première communication écrite de l'Australie, paragraphe 1009.
[2666] Voir plus haut les paragraphes 7.1021 à 7.1032.
[2667] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.436.
[2668] Réponse de la Nouvelle-Zélande à la question nº 16 de l'Australie après la deuxième réunion de fond, paragraphe 39.
[2669] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.837.
[2670] Réponse de la Nouvelle-Zélande à la question nº 16 de l'Australie après la deuxième réunion de fond, paragraphe 39.

Tottori (la seule préfecture depuis laquelle il est allégué que des poires nashi sont exportées vers l'Australie). De plus, la conséquence de la notification d'une flambée est discrétionnaire. Les conditions d'importation pourraient être examinées en vertu de l'Arrangement. Cependant, même si l'Australie affirme dans ses réponses aux questions du Groupe spécial qu'un tel examen s'ensuivrait "évidemment", il ne s'agit pas en fait d'une prescription énoncée dans l'Arrangement.[2671]

7.1052 L'Australie fait valoir que la zone géographique pertinente pour le risque associé à l'importation de poires nashi en Australie est la préfecture de Tottori – et non l'ensemble du Japon.[2672] La présence d'*Erwinia du Japon* était limitée à l'île d'Hokkaido au Japon, alors que l'Australie n'a importé des poires nashi que depuis la préfecture de Tottori dans l'île de Honshu, qui est exempte d'*Erwinia du Japon* et géographiquement éloignée de Hokkaido. L'Australie n'a jamais importé de poires nashi depuis Hokkaido, et les conditions d'importation sont fondées sur l'hypothèse que les poires ne proviendraient que de Tottori.[2673]

7.1053 L'Australie reconnaît que l'analyse des risques phytosanitaires concernant les poires nashi japonaises effectuée en 1989 ne mentionnait pas *Erwinia du Japon*. Cependant, elle fait valoir qu'à la réunion du Groupe spécial avec les experts, Mme Schrader a confirmé qu'il n'était pas nécessaire d'évaluer le risque associé à un parasite ou à une maladie qui n'est pas présent dans la zone géographique à l'égard de laquelle une évaluation des risques est effectuée. La NIMP nº 11 étaye aussi ce point de vue. En conséquence, *Erwinia du Japon* n'était pas, et n'est pas, un parasite pertinent en ce qui concerne l'importation de poires nashi depuis la préfecture de Tottori au Japon.[2674] Étant donné que les exportations de poires nashi sont limitées à la préfecture de Tottori, *Erwinia du Japon* n'est pas, et n'a jamais été, un parasite constituant une préoccupation directe en ce qui concerne le commerce de poires nashi japonaises vers l'Australie.[2675] À la lumière de l'article 6 de l'Accord SPS, l'Australie fait valoir que le fait qu'elle a reconnu que la préfecture de Tottori était une zone exempte d'*Erwinia du Japon* est compatible avec les prescriptions de l'Accord SPS.[2676]

7.1054 La Nouvelle-Zélande répond que l'article 6 de l'Accord SPS dispose aussi que:

> "Les Membres exportateurs qui déclarent que des zones de leur territoire sont des zones exemptes de parasites ou de maladies … en fourniront les preuves nécessaires afin de démontrer objectivement au Membre importateur que ces zones sont, et resteront vraisemblablement, des zones exemptes de parasites ou de maladies … À cette fin, un accès raisonnable sera ménagé au Membre importateur qui en fera la demande pour des inspections, des essais et autres procédures pertinentes."

La Nouvelle-Zélande fait valoir qu'il n'y a pas de preuve indiquant que l'AQIS ait jamais participé à la vérification de toute prospection relative à une zone exempte faite par le MAFF à Tottori ou en tout autre endroit au Japon.[2677]

[2671] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.859.

[2672] Observations de l'Australie sur les réponses de la Nouvelle-Zélande aux questions du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphe 218.

[2673] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 988. Voir aussi la deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphe 741, et les observations de l'Australie sur les réponses de la Nouvelle-Zélande aux questions du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphe 218.

[2674] Réponse de l'Australie à la question nº 119 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond.

[2675] Observations de l'Australie sur les réponses de la Nouvelle-Zélande aux questions du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphe 218.

[2676] Réponse de l'Australie à la question nº 119 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond.

[2677] Observations de la Nouvelle-Zélande sur la réponse de l'Australie à la question nº 119 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphe 275.

7.1055 L'Australie ajoute qu'en tout état de cause, le Japon a notifié à la CIPV l'éradication d'*Erwinia du Japon* de Hokkaido en 2003[2678], résultant de vastes mesures de lutte prises d'urgence pour éradiquer la maladie.[2679] À la suite de l'examen des conditions d'importation s'appliquant aux poires nashi japonaises effectué par Biosecurity Australia en 2003, et compte tenu de la notification de l'éradication par le Japon, l'Australie exige maintenant que le Ministère de l'agriculture, de la pêche et des forêts du Japon notifie à Biosecurity Australia toute nouvelle détection d'*Erwinia du Japon* à Hokkaido ou ailleurs au Japon. Jusqu'à maintenant, aucune notification de la sorte n'a été faite à Biosecurity Australia, mais en cas de notification d'une flambée d'*Erwinia du Japon* au Japon, l'Australie examinerait les conditions d'importation pertinentes.[2680]

7.1056 L'Australie fait valoir qu'en effet, la prescription imposant la notification de toute flambée d'*Erwinia du Japon* à n'importe quel endroit au Japon fonctionne comme une prescription en matière de zone exempte: la préfecture de Tottori doit rester exempte d'*Erwinia du Japon*.[2681] L'efficacité de la prescription a été confirmée en novembre 2008, lorsque le Japon a notifié à l'Australie une flambée de "brûlure bactérienne des pousses de la poire européenne" dans la préfecture de Yamagata, zone géographique elle aussi éloignée de la préfecture de Tottori. La maladie serait une "nouvelle bacille du genre *Erwinia*", mais serait distincte d'*Erwinia amylovora*. Par suite de cette notification, l'Australie a immédiatement suspendu la délivrance de permis d'importation pour les poires nashi japonaises jusqu'à ce que des renseignements supplémentaires soient obtenus.[2682]

7.1057 L'Australie soutient que la seule prescription mise en place en ce qui concerne *Erwinia du Japon*, à savoir que le Japon doit lui notifier toute flambée future de la maladie à n'importe quel endroit au Japon, a été incluse dans l'examen de 2003 par suite de la flambée de 1995 à Hokkaido.[2683] Aucune autre prescription n'a été jugée nécessaire, compte tenu du confinement de la flambée à l'île d'Hokkaido géographiquement éloignée, du programme d'éradication mis en œuvre par le Japon et de l'absence d'apparitions d'*Erwinia du Japon* ailleurs au Japon.[2684]

7.1058 L'Australie fait valoir que, par comparaison, le feu bactérien est largement disséminé dans les zones de pomiculture de la Nouvelle-Zélande et que la Nouvelle-Zélande n'a pas fourni d'éléments de preuve pour confirmer qu'elle avait mis en place des procédures pour établir, maintenir et vérifier des zones exemptes de la maladie.[2685] Si la maladie n'est plus présente à Hokkaido et que l'Australie importe des poires nashi uniquement depuis la préfecture de Tottori, la base de comparaison de la probabilité de l'entrée, de l'établissement et de la dissémination (ainsi que la base de comparaison du risque) disparaît.[2686]

7.1059 La Nouvelle-Zélande répond qu'en ce qui concerne *Erwinia du Japon*, l'Australie s'appuie simplement sur une notification générale informant la CIPV en 2003 qu'*Erwinia du Japon* est absente du Japon, qui a été faite après le début du commerce, et sur une prescription imposant d'aviser l'Australie si la bactérie réapparaît – dont l'efficacité peut être mise en cause. La Nouvelle-Zélande note que l'Australie présente une lettre de novembre 2008 qui fait référence à une flambée de brûlure bactérienne des pousses de la poire européenne (appartenant au même genre que la bactérie pathogène

[2678] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 989.
[2679] Réponse de l'Australie à la question nº 132 du Groupe spécial après la première réunion de fond.
[2680] *Ibid.* Voir aussi la première communication écrite de l'Australie, paragraphe 989.
[2681] Deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphe 740.
[2682] Réponse de l'Australie à la question nº 119 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond.
[2683] *Ibid.*
[2684] *Ibid.*
[2685] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 990. Voir aussi la réponse de l'Australie à la question nº 119 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond.
[2686] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 989.

du feu bactérien *Erwinia amylovora*) dans la préfecture de Yamagata.[2687] Cependant, la notification du Japon concernait une flambée qui avait été signalée un an et demi plus tôt – ce qui n'est guère la manifestation d'une prescription en matière de zone exempte qui fonctionne. En réponse à cette notification tardive (à ce moment-là le Japon avait en fait pris des mesures de protection et de confinement de l'organisme et aucune autre détection n'avait été faite), l'Australie affirme qu'elle avait immédiatement suspendu la délivrance de permis d'importation, même si elle ne fournit aucun élément de preuve à cet effet. En fait, étant donné qu'aucune importation n'a eu lieu depuis 2003, on peut supposer que cela revenait à ne rien faire.[2688]

7.1060 M. Paulin note que:

> "La principale différence entre les deux situations, en ce qui concerne le risque associé aux fruits, est que, selon l'Australie (après la déclaration du Japon), cette maladie causée par *Erwinia sp.* sur les poires nashis *n'est présente que* dans l'île d'Hokkaido. Cela permet à l'Australie d'importer des fruits d'une autre région, qui est éloignée d'Hokkaido. Il s'agit d'une différence objective claire entre des situations *Erwinia*/Japon et *E. amylovora*/Nouvelle-Zélande."[2689]

7.1061 Le Groupe spécial note que l'analyse initiale des risques phytosanitaires effectuée par l'Australie en 1989 ne portait pas sur *Erwinia du Japon*. Aucune des deux Circulaires relatives à la quarantaine de mai et septembre 1989 mentionnées par les parties ne fait référence à ce parasite. Les Circulaires n'expliquent pas si cela tient au fait que M. Kable ne s'est pas trouvé en présence d'*Erwinia du Japon* au cours de ses deux visites dans la préfecture de Tottori ou qu'il s'est trouvé en présence du parasite, mais n'a pas considéré qu'il suscitait des préoccupations phytosanitaires pour l'Australie.

7.1062 Comme le fait valoir l'Australie, l'"Examen de 2003 de la prescription australienne relative à l'analyse des pétales et à l'inspection des grappes de fleurs pendant la floraison pour les fruits à pépins en provenance du Japon, de la République de Corée et de la République populaire de Chine" contient la prescription en matière de notification suivante: "Le MAFF doit notifier à BA toute nouvelle détection de la brûlure bactérienne des pousses (BBP) à Hokkaido ou ailleurs au Japon dès qu'elle est confirmée."[2690] La Nouvelle-Zélande ne conteste pas que cette mesure vise le parasite appelé *Erwinia du Japon* dans le présent différend.

7.1063 Comme il est indiqué plus haut, le Groupe spécial *Australie – Saumons* a expliqué que l'article 5:5 impliquait une comparaison entre des situations actuelles. "L'article 5:5 nous demande de comparer, pour des situations différentes, les niveaux de protection correspondant à chacune tels qu'ils sont actuellement considérés appropriés par l'Australie, et cela que les mesures sanitaires adoptées pour atteindre ce niveau soient ou non établies sur la base d'une évaluation des risques."[2691] Il a ajouté ce qui suit: "[p]our déterminer si l'Australie fait une distinction dans les niveaux de protection qu'elle

---

[2687] Ministère de l'agriculture, des forêts et de la pêche du Japon, "Detection and measures of Bacterial Black Shoot disease of European pear (provisional name)", communiqué de presse du MAFF, 6 novembre 2008 (traduction anglaise fournie par l'Australie), dans la pièce AUS-174.

[2688] Observations de la Nouvelle-Zélande sur la réponse de l'Australie à la question nº 119 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphe 272.

[2689] Réponse de M. Paulin à la question nº 12 du Groupe spécial, dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 108. (italique dans l'original)

[2690] 2003 Review of the Australian requirement for Petal Testing and Flower Cluster Examination at Blossoming for Pome Fruit from Japan, The Republic of Korea and The People's Republic of China, page 63.

[2691] Rapport du Groupe spécial *Australie – Saumons*, paragraphe 8.126.

considère appropriés dans les situations qui sont comparées, nous devons donc examiner les mesures sanitaires qu'elle impose actuellement dans ces situations différentes".[2692]

7.1064 Le Groupe spécial doit donc se concentrer sur l'Examen de 2003 et sur la prescription en matière de notification qui y est énoncée. En effet, l'Examen de 2003 est l'illustration la plus récente du niveau de protection jugé approprié *de facto* par l'Australie en ce qui concerne *Erwinia du Japon*.

7.1065 L'Examen de 2003 ne contient pas de prescription explicite en matière de zone exempte d'*Erwinia du Japon*. Comme le fait valoir l'Australie, il est malgré tout très probable que la notification de la brûlure bactérienne des pousses donne lieu à une suspension du commerce de poires nashi japonaises. Dans le contexte des pommes Fuji importées du Japon en Australie, l'Examen de 2003 reconnaît la brûlure bactérienne des pousses de la poire comme une maladie qui suscite des préoccupations phytosanitaires pour l'Australie et prescrit la notification immédiate de la maladie par le Japon, devant être suivie d'une action appropriée de la part de l'Australie:

> "Les prospections de détection/suivi relatives aux parasites et aux maladies doivent être effectuées par le MAFF dans les vergers enregistrés pour l'exportation à l'intérieur des zones désignées. Le MAFF doit présenter les résultats à BA suivant un modèle de rapport standard. Le modèle de rapport standard doit être déterminé par le MAFF. Ces prospections doivent inclure ... la brûlure bactérienne des pousses de la poire (*Erwinia amylovora*) ou des espèces apparentées ... . Les zones d'exportation désignées doivent être exemptes de ce[tte] maladie[ ]. Si un parasite ou une maladie déterminé ou un autre parasite ou une autre maladie exotique suscitant des préoccupations phytosanitaires pour l'Australie est détecté dans le cadre des prospections de détection/suivi ou d'une inspection conjointe des vergers, alors BA doit être avisé immédiatement pour que l'action appropriée soit engagée."[2693]

7.1066 De plus, l'Examen de 2003 prévoit explicitement la suspension du commerce si la brûlure bactérienne des pousses de la poire est détectée. "Le MAFF a indiqué que les zones d'exportation désignées étaient exemptes de la brûlure bactérienne des pousses de la poire (*Erwinia amylovora*). Le MAFF surveillera cette maladie exotique suscitant des préoccupations phytosanitaires et avisera immédiatement BA si elle est détectée dans les zones d'exportation désignées. Si la brûlure bactérienne des pousses de la poire (*Erwinia amylovora*) ou des espèces apparentées sont décelées, les importations seront suspendues dans l'attente d'une enquête."[2694]

7.1067 De même, l'Examen de 2003 indique que:

> "La brûlure bactérienne des pousses de la poire causée par *Erwinia amylovora*, maladie semblable au feu bactérien, se limite aux poires chinoises cultivées à Hokkaido, selon les renseignements fournis par le MAFF. Des quarantaines internes adéquates doivent être maintenues pour empêcher le mouvement du matériel hôte depuis Hokkaido vers les zones d'exportation désignées afin de préserver le statut de zone exempte de la brûlure bactérienne des pousses de la poire. Des détails sur tout changement apporté à ces mesures de lutte devraient être donnés à BA. Si cette maladie, ou des espèces apparentées, est détectée à l'extérieur de Hokkaido, alors

[2692] Rapport du Groupe spécial *Australie – Saumons*, paragraphe 8.124.

[2693] 2003 Review of the Australian requirement for Petal Testing and Flower Cluster Examination at Blossoming for Pome Fruit from Japan, The Republic of Korea and The People's Republic of China, page 45.

[2694] 2003 Review of the Australian requirement for Petal Testing and Flower Cluster Examination at Blossoming for Pome Fruit from Japan, The Republic of Korea and The People's Republic of China, page 46.

> l'AQIS doit être avisé immédiatement et le commerce cessera en attendant le résultat d'une enquête."[2695]

7.1068 Même si les passages qui précèdent tirés de l'Examen de 2003 se rapportent aux pommes Fuji japonaises, ils reflètent effectivement une préoccupation générale de l'Australie en ce qui concerne la brûlure bactérienne des pousses et les espèces apparentées touchant les poires japonaises. Il est donc très probable que les importations de poires nashi japonaises soient suspendues si le Japon notifiait à l'Australie la détection de la brûlure bactérienne des pousses et d'espèces apparentées.

7.1069 En principe, le fait que l'Australie s'appuie sur les autorités japonaises à cet égard ne réduit pas la validité de cette conclusion. En fait, l'Annexe A 6) de l'Accord SPS définit l'expression "zone exempte de parasites ou de maladies" comme une "[z]one, qu'il s'agisse de la totalité d'un pays, d'une partie d'un pays ou de la totalité ou de parties de plusieurs pays, identifiée par les autorités compétentes, dans laquelle un parasite ou une maladie spécifique n'existe pas".

7.1070 Cependant, le Groupe spécial note le retard important de la notification donnée en 2008 par le Japon à l'Australie de la détection de la brûlure bactérienne des pousses de la poire dans la préfecture de Yamagata au milieu de l'année 2007. La notification indique que le Japon a pris des mesures pour éradiquer la maladie, y compris en brûlant les arbres touchés, immédiatement après la détection au milieu de l'année 2007. Même si cela constitue un effort de la part du Japon pour rétablir l'absence du parasite dès que possible, la notification n'indique pas quelles mesures ont été prises pour prévenir la transmission du parasite par le biais des fruits exportés, soit par le Japon soit par l'Australie.

7.1071 Ayant examiné tous ces points, le Groupe spécial constate que l'Examen de 2003 ne contient pas de prescription *de facto* en matière de zone exempte d'*Erwinia du Japon*.

7.1072 Dans le même temps, le Groupe spécial note que la Nouvelle-Zélande ne conteste pas l'argument de l'Australie selon lequel les exportations de poires nashi japonaises se limitaient à la préfecture de Tottori et que Tottori était exempte d'*Erwinia du Japon*. La Nouvelle-Zélande ne conteste pas non plus qu'*Erwinia du Japon* ou la brûlure bactérienne des pousses touchant les poires n'était présente que dans des régions du Japon qui sont éloignées de la préfecture de Tottori.

7.1073 Le Groupe spécial a analysé plus haut la question de savoir si l'Australie limitait effectivement les exportations de poires nashi japonaises à la préfecture de Tottori. À la lumière des documents pertinents, le Groupe spécial a conclu que l'Australie appliquait une limitation *de facto* à cet effet. Si tel est le cas, le risque découlant d'*Erwinia du Japon* touchant les poires nashi japonaises est réduit. Le Groupe spécial note, par comparaison, que le feu bactérien est présent dans diverses zones de production de pommes en Nouvelle-Zélande depuis 1919.[2696]

7.1074 Même si l'Australie ne limitait pas *de facto* l'importation de poires nashi japonaises à la préfecture de Tottori, le Groupe spécial note que le Japon a notifié en 2003 qu'il avait éradiqué *Erwinia du Japon* même à Hokkaido. Encore une fois, la Nouvelle-Zélande ne conteste pas cela, mais plutôt le fait que l'Australie s'appuie sur les affirmations du Japon à cet égard. À la lumière de la définition des zones exemptes de parasites figurant dans l'Accord SPS, le Groupe spécial ne voit en principe aucun problème à ce que l'Australie s'appuie sur les déclarations des autorités compétentes japonaises. En fait, l'article 6 de l'Accord implique de s'appuyer pour reconnaître des zones exemptes de parasites sur les déclarations des autorités des Membres exportateurs en ce qui concerne les programmes d'éradication et les mesures de lutte:

[2695] *Ibid.*
[2696] Voir plus haut le paragraphe 2.8.

> "1. Les Membres feront en sorte que leurs mesures sanitaires ou phytosanitaires soient adaptées aux caractéristiques sanitaires ou phytosanitaires de la région d'origine et de destination du produit – qu'il s'agisse de la totalité d'un pays, d'une partie d'un pays ou de la totalité ou de parties de plusieurs pays. Pour évaluer les caractéristiques sanitaires ou phytosanitaires d'une région, les Membres tiendront compte, entre autres choses, du degré de prévalence de maladies ou de parasites spécifiques, de l'existence de programmes d'éradication ou de lutte, et des critères ou directives appropriés qui pourraient être élaborés par les organisations internationales compétentes.
>
> 2. Les Membres reconnaîtront, en particulier, les concepts de zones exemptes de parasites ou de maladies, et de zones à faible prévalence de parasites ou de maladies. La détermination de ces zones se fera sur la base de facteurs tels que la géographie, les écosystèmes, la surveillance épidémiologique et l'efficacité des contrôles sanitaires ou phytosanitaires.
>
> 3. Les Membres exportateurs qui déclarent que des zones de leur territoire sont des zones exemptes de parasites ou de maladies ou des zones à faible prévalence de parasites ou de maladies en fourniront les preuves nécessaires afin de démontrer objectivement au Membre importateur que ces zones sont, et resteront vraisemblablement, des zones exemptes de parasites ou de maladies ou des zones à faible prévalence de parasites ou de maladies, respectivement. À cette fin, un accès raisonnable sera ménagé au Membre importateur qui en fera la demande pour des inspections, des essais et autres procédures pertinentes."

7.1075 Le Groupe spécial conclut que, même si l'Examen de 2003 ne contient pas de prescription *de facto* en matière de zone exempte d'*Erwinia du Japon*, il limite les importations de poires nashi japonaises à la préfecture de Tottori et la Nouvelle-Zélande ne conteste pas l'argument de l'Australie selon lequel cette préfecture est exempte d'*Erwinia du Japon*. En conséquence, le Groupe spécial constate que l'Australie a démontré qu'elle importait des poires nashi japonaises depuis d'une zone exempte d'*Erwinia du Japon*. De plus, dans l'intervalle, il a été déclaré que le parasite avait été éradiqué au Japon, de sorte que même si l'Australie importait des poires nashi japonaises de l'extérieur de la préfecture de Tottori, ces importations proviendraient de zones exemptes d'*Erwinia du Japon*.

Présence des deux parasites en Australie

7.1076 Les deux parasites sont actuellement absents d'Australie. Le Groupe spécial note que l'Australie ne conteste pas l'argument de la Nouvelle-Zélande selon lequel *Erwinia du Japon* n'a pas été détectée en Australie.[2697] Par comparaison, comme il est indiqué plus haut, le feu bactérien a été détecté en Australie dans les jardins botaniques royaux de Melbourne en 1997, mais des mesures d'éradication ont été prises et aucune autre flambée n'a été déclarée.[2698]

Conséquences biologiques et économiques potentielles (gamme de plantes hôtes)

7.1077 La Nouvelle-Zélande fait valoir qu'*Erwinia du Japon* et *Erwinia amylovora* produisent des symptômes très similaires[2699] et que les conséquences biologiques et économiques des maladies sont aussi similaires.[2700] Compte tenu des similitudes étroites entre *Erwinia du Japon* et *Erwinia*

[2697] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.436.

[2698] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 77; IRA de l'Australie, partie C, page 107; première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.55.

[2699] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.437.

[2700] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.830.

amylovora, ces parasites entraînent aussi des conséquences biologiques et économiques comparables pour l'Australie.[2701] La Nouvelle-Zélande reconnaît qu'*Erwinia du Japon* a une gamme plus restreinte de plantes hôtes étant donné que sur le terrain elle n'a été détectée que sur les poires, alors qu'*Erwinia amylovora* apparaît à la fois sur les poires et sur les pommes.[2702] Néanmoins, la Nouvelle-Zélande fait valoir que l'Australie a une importante industrie nationale de production de poires, comprenant plus de 2,1 millions d'arbres dont la production annuelle de fruits dépasse 150 000 tonnes.[2703] En 2007-2008, la production australienne de poires représentait 33 pour cent de la production australienne totale de fruits à pépins.[2704] Par ailleurs, l'IRA indique que la réduction du rendement découlant d'une flambée de feu bactérien pourrait être plus importante pour l'industrie de la poire que pour l'industrie de la pomme.[2705]

7.1078 L'Australie fait valoir qu'à elle seule la gamme plus restreinte de plantes hôtes d'*Erwinia du Japon* différencie immédiatement les conséquences potentielles d'*Erwinia du Japon* de celles du feu bactérien. Comme l'industrie australienne produit environ la moitié moins de poires que de pommes, la différence des conséquences économiques potentielles est évidente.[2706] En conséquence, dans le cas de l'Australie, les conséquences associées à *Erwinia du Japon* sont plus faibles que celles qui résultent du feu bactérien.[2707]

7.1079 M. Deckers explique que les deux maladies ont des symptômes assez similaires:

> "Il y a une grande similitude entre *Erwinia* du Japon associée aux poires nashi et *Erwinia amylovora* touchant les pommes de Nouvelle-Zélande. Dans les deux cas, il s'agit d'une maladie bactérienne touchant des fruits ... . [..] ... [L]e risque de présence épiphyte de la bactérie sur la surface des fruits est comparable pour les deux bactéries et appellerait une stratégie comparable pour éviter l'entrée de la maladie."[2708]

7.1080 Dans le même temps, M. Deckers accepte l'argument de l'Australie selon lequel la gamme plus restreinte de plantes hôtes pour *Erwinia du Japon* implique un risque plus faible pour ce parasite. "*Erwinia du Japon* [est une maladie bactérienne] touchant la poire, et l'autre feu bactérien, touche la pomme et la poire. Cette distinction aura évidemment des conséquences pour l'évaluation globale des risques."[2709]

7.1081 De même, M. Paulin considère que les deux parasites sont assez similaires, bien qu'il accorde aussi de l'importance à la différence dans la gamme de plantes hôtes:

> "Par ailleurs, il semble que les bactéries (*Erwinia du Japon* et *E. amylovora*) sont très similaires mais *non identiques*, et les symptômes semblent similaires également, mais *Erwinia* provenant des poires nashis présente une gamme plus restreinte de plantes hôtes, ce qui pourrait expliquer les risques plus faibles (limités aux poires?). Pour

[2701] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.438. Voir aussi la deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.839.
[2702] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.437.
[2703] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.438.
[2704] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.839.
[2705] *Ibid.*
[2706] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 1000.
[2707] Première communication écrite de l'Australie, page 302.
[2708] Réponse de M. Deckers à la question nº 12 du Groupe spécial, dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 107.
[2709] *Ibid.*

être honnête, il est important de reconnaître qu'il y a peu de choses dans la littérature au sujet de cette maladie du Nashi."[2710]

7.1082 Le Groupe spécial constate que la Nouvelle-Zélande n'a pas établi *prima facie* qu'*Erwinia du Japon* touchant les poires nashi japonaises et *E. amylovora* touchant les pommes de Nouvelle-Zélande avaient des conséquences biologiques et économiques comparables pour l'Australie. De plus, l'Australie a démontré que la gamme plus restreinte d'hôtes d'*Erwinia du Japon* entraînerait probablement des conséquences biologiques et économiques de cette maladie moins graves que les conséquences d'*Erwinia amylovora* touchant les pommes de Nouvelle-Zélande.

Examen global des divers facteurs de risque

7.1083 Ayant analysé les divers facteurs de risque invoqués par les parties, le Groupe spécial devrait à nouveau tirer des conclusions sur la façon dont les risques globaux associés à *Erwinia amylovora* touchant les pommes de Nouvelle-Zélande peuvent être comparés avec les risques globaux associés à *Erwinia du Japon* touchant les poires nashi japonaises.

7.1084 Trois facteurs de risque invoqués par les parties, à savoir le volume des échanges, les conséquences biologiques et économiques potentielles (y compris la gamme de plantes hôtes) et la présence des parasites dans des vergers d'exportation, semblent indiquer un risque plus faible pour *Erwinia du Japon* touchant les poires nashi japonaises. En ce qui concerne la présence des parasites en Australie, il ne semble pas y avoir de différence entre les deux situations.

7.1085 Le Groupe spécial note que la Nouvelle-Zélande fait valoir qu'*Erwinia du Japon* touchant les poires nashi japonaises et *Erwinia amylovora* touchant les pommes de Nouvelle-Zélande ont des "profils de risque similaires".[2711] Puisque trois des facteurs de risque invoqués par les parties en ce qui concerne ces parasites indiquent un profil de risque plus élevé pour *Erwinia amylovora* et que, s'agissant du quatrième facteur de risque, il ne semble pas y avoir de différence entre les deux situations, le Groupe spécial constate que la Nouvelle-Zélande n'a pas démontré qu'*Erwinia du Japon* touchant les poires japonaises et *Erwinia amylovora* touchant les pommes de Nouvelle-Zélande avaient des profils de risque globaux similaires. En fait, il semble qu'*Erwinia amylovora* soit celui des deux parasites qui a le profil de risque global le plus élevé.

7.1086 Le Groupe spécial prend note de l'argument de la Nouvelle-Zélande selon lequel les mesures appliquées par l'Australie aux deux situations comparables présentent des différences importantes, qui pourraient indiquer une distinction injustifiable ou arbitraire dans le niveau de protection approprié. Cependant, comme il est indiqué plus haut, la Nouvelle-Zélande reconnaît elle-même qu'à elles seules, les mesures ne sont pas déterminantes en ce qui concerne le niveau de protection jugé approprié par l'Australie.

7.1087 Le Groupe spécial rappelle également la déclaration de l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Hormones* selon laquelle l'article 5:5 ne contient pas une obligation juridique d'assurer la cohérence absolue ou parfaite des niveaux de protection appropriés adoptés dans des situations différentes.[2712]

7.1088 Enfin, l'Australie a le même niveau de protection approprié défini en termes généraux pour les deux situations. Dans ces circonstances et à la lumière des arguments qui précèdent, le Groupe

[2710] Réponse de M. Paulin à la question nº 12 du Groupe spécial, dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 109. (italique dans l'original)

[2711] Réponse de la Nouvelle-Zélande à la question nº 131 du Groupe spécial après la première réunion de fond. Voir aussi la première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.445, et la deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.854.

[2712] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 213.

spécial constate que la Nouvelle-Zélande n'a pas démontré le deuxième élément de l'article 5:5 dans le contexte de la comparaison entre *Erwinia du Japon* touchant les poires nashi japonaises et *Erwinia amylovora* touchant les pommes de Nouvelle-Zélande. En conséquence, le Groupe spécial conclut aussi que la Nouvelle-Zélande n'a pas démontré qu'il y avait des distinctions dans les niveaux de protection effectivement obtenus par les mesures appliquées dans les deux situations, qui est la partie importante du premier élément du critère énoncé à l'article 5:5.

4. Conclusion du Groupe spécial sur l'allégation de la Nouvelle-Zélande au titre de l'article 5:5

7.1089 Le Groupe spécial a constaté en ce qui concerne les deux paires de situations de comparaison présentées par la Nouvelle-Zélande que celle-ci n'avait pas démontré les deuxième et premier éléments du triple critère énoncé à l'article 5:5.

7.1090 Comme l'Organe d'appel l'a expliqué, les trois éléments de ces critères sont cumulatifs: chacun d'eux doit être démontré par le plaignant pour prouver l'existence d'une violation de l'article 5:5 de l'Accord SPS. En conséquence, le Groupe spécial ne passera pas au troisième élément et rejette l'allégation de la Nouvelle-Zélande au titre de l'article 5:5 de l'Accord SPS.

E. ALLÉGATION DE LA NOUVELLE-ZÉLANDE AU TITRE DE L'ARTICLE 2:3 DE L'ACCORD SPS

7.1091 Dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, la Nouvelle-Zélande allègue une violation des "deux phrases"[2713] de l'article 2:3 de l'Accord SPS, qui est ainsi libellé:

> "Les Membres feront en sorte que leurs mesures sanitaires et phytosanitaires n'établissent pas de discrimination arbitraire ou injustifiable entre les Membres où existent des conditions identiques ou similaires, y compris entre leur propre territoire et celui des autres Membres. Les mesures sanitaires et phytosanitaires ne seront pas appliquées de façon à constituer une restriction déguisée au commerce international."

7.1092 L'allégation de la Nouvelle-Zélande au titre de l'article 2:3 est corollaire de son allégation au titre de la première phrase de l'article 5:5. Faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *Australie – Saumons*, la Nouvelle-Zélande fait valoir que puisque l'Australie manque à ses obligations au titre de l'article 5:5, elle manque par conséquent aussi à ses obligations au titre de l'article 2:3.[2714] Bien que l'article 2:3 soit plus général que l'article 5:5, une constatation de violation impliquera nécessairement une violation de l'article 5:5.[2715] Dans le cas où il y a un lien entre deux dispositions de sorte que la preuve d'une infraction à l'une implique une infraction à l'autre, il n'est pas nécessaire d'établir explicitement l'incompatibilité avec tous les termes de la disposition pour laquelle une infraction est impliquée. Cela est inhérent à la notion selon laquelle l'infraction est "impliquée" par opposition à établie explicitement.[2716]

7.1093 En réponse, l'Australie reconnaît qu'"il y a un lien étroit entre les articles 2:3 et 5:5 [de l'Accord SPS]" et souscrit à l'avis de la Nouvelle-Zélande selon lequel l'article 2:3 a une application

---

[2713] *Australie – Pommes*, Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande (WT/DS367/5), 7 décembre 2007, jointe en tant qu'annexe A-2 au présent rapport, page 3. Voir aussi la réponse de la Nouvelle-Zélande à la question nº 136 du Groupe spécial après la première réunion de fond.

[2714] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.483.

[2715] Réponse de la Nouvelle-Zélande à la question nº 122 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond. Voir aussi la réponse de la Nouvelle-Zélande à la question nº 137 du Groupe spécial après la première réunion de fond.

[2716] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.872.

plus large que l'article 5:5. En conséquence, dans le cas où une violation de l'article 5:5 a été établie, il y a une violation impliquée de l'article 2:3.[2717]

7.1094 L'Australie souligne que l'allégation corollaire de la Nouvelle-Zélande au titre de l'article 2:3 dépend entièrement du résultat de ses allégations au titre de l'article 5:5.[2718] La Nouvelle-Zélande, toutefois, n'établit pas une violation de l'article 5:5; par conséquent, son allégation corollaire au titre de l'article 2:3 doit elle aussi être repoussée.[2719] Puisque la Nouvelle-Zélande n'a pas présenté d'arguments ou d'éléments de preuve séparés en ce qui concerne ses allégations au titre de l'article 2:3, elle a en fait abandonné son allégation au titre de l'article 2:3.[2720] Étant donné que la Nouvelle-Zélande n'a pas présenté d'arguments de fond en ce qui concerne l'article 2:3, si le Groupe spécial constate qu'il y a compatibilité avec l'article 5:5, il n'aura pas d'argument ni d'élément de preuve à prendre en compte pour se prononcer sur la compatibilité avec l'article 2:3. Rappelant le principe fondamental selon lequel les mesures d'un Membre sont présumées compatibles avec les règles de l'OMC à moins que des éléments de preuve suffisants à l'effet contraire ne soient présentés, les mesures de l'Australie devraient donc être présumées compatibles avec l'article 2:3.[2721]

7.1095 Le Groupe spécial note que l'allégation de la Nouvelle-Zélande au titre de l'article 2:3 dépend entièrement de son allégation au titre de l'article 5:5 de l'Accord SPS. Puisque le Groupe spécial a rejeté l'allégation de la Nouvelle-Zélande au titre de l'article 5:5, il doit aussi rejeter l'allégation corollaire de la Nouvelle-Zélande au titre de l'article 2:3.

F. ALLÉGATION DE LA NOUVELLE-ZÉLANDE AU TITRE DE L'ARTICLE 5:6 DE L'ACCORD SPS

1. Approche suivie par le Groupe spécial pour évaluer l'allégation de la Nouvelle-Zélande

a) Les trois conditions cumulatives du critère énoncé à l'article 5:6

7.1096 La Nouvelle-Zélande allègue que chacune des 16 mesures qui restent en cause dans le présent différend[2722] est incompatible avec les obligations de l'Australie au titre de l'article 5:6 de l'Accord SPS[2723], qui dispose ce qui suit:

> "Sans préjudice des dispositions du paragraphe 2 de l'article 3, lorsqu'ils établiront ou maintiendront des mesures sanitaires ou phytosanitaires pour obtenir le niveau approprié de protection sanitaire ou phytosanitaire, les Membres feront en sorte que ces mesures ne soient pas plus restrictives pour le commerce qu'il n'est requis pour

---

[2717] Réponse de l'Australie à la question nº 137 du Groupe spécial après la première réunion de fond.

[2718] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 1068. Voir aussi la deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphe 183, et la réponse de l'Australie à la question nº 122 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond.

[2719] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 1068.

[2720] Première communication écrite de l'Australie, paragraphes 1068-1069. Voir aussi la deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphe 161.

[2721] Réponse de l'Australie à la question nº 137 du Groupe spécial après la première réunion de fond. Voir aussi la deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphes 183 et 1068.

[2722] La mesure 12 concernant le chancre européen n'est plus en cause dans le présent différend. Voir plus haut le paragraphe 2.96.

[2723] *Australie – Pommes*, Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande (WT/DS367/5), 7 décembre 2007, jointe en tant qu'annexe A-1 au présent rapport, page 3. Voir aussi la décision préliminaire dans laquelle le Groupe spécial a constaté qu'"[il] cro[yait] comprendre que la Nouvelle-Zélande [avait] allégué que "chaque mesure ... [indiquée] dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial [était] incompatible avec chacune des [neuf] dispositions mentionnées [dans la demande d'établissement d'un groupe spécial]"", y compris l'article 5:6 de l'Accord SPS. *Australie – Pommes*, Communication du Président du Groupe spécial: décision préliminaire du Groupe spécial (WT/DS367/7), 23 juin 2008, jointe en tant qu'annexe A-2 au présent rapport, paragraphe 10 (note de bas de page omise).

> obtenir le niveau de protection sanitaire ou phytosanitaire qu'ils jugent approprié, compte tenu de la faisabilité technique et économique."

7.1097 La note de bas de page relative à l'article 5:6 ajoute ce qui suit:

> "Aux fins du paragraphe 6 de l'article 5, une mesure n'est pas plus restrictive pour le commerce qu'il n'est requis à moins qu'il n'existe une autre mesure raisonnablement applicable compte tenu de la faisabilité technique et économique qui permette d'obtenir le niveau de protection sanitaire ou phytosanitaire approprié et soit sensiblement moins restrictive pour le commerce."[2724]

7.1098 Les parties conviennent que les trois conditions cumulatives doivent être remplies pour établir une violation de l'article 5:6.[2725] Comme l'Organe d'appel l'a expliqué, pour satisfaire à ce triple critère énoncé à l'article 5:6, le plaignant doit démontrer qu'une autre mesure de rechange:

> "1) est raisonnablement applicable compte tenu de la faisabilité technique et économique;
>
> 2) permet d'obtenir le niveau de protection sanitaire ou phytosanitaire jugé approprié par le Membre; et
>
> 3) est sensiblement moins restrictive pour le commerce que la mesure SPS contestée."[2726]

7.1099 La Nouvelle-Zélande fait valoir que les mesures de rechange par rapport aux 16 mesures qui restent en cause dans le présent différend remplissent ces trois conditions cumulatives. En particulier, elle indique des mesures de rechange pour les mesures en cause concernant le feu bactérien et le chancre européen, et l'ALCM, ainsi que pour les trois mesures "générales"[2727] qui s'appliquent à l'ensemble des trois parasites. L'Australie conteste l'allégation de la Nouvelle-Zélande au titre de l'article 5:6, faisant valoir entre autres choses que les mesures de rechange indiquées par la Nouvelle-Zélande ne permettraient pas d'obtenir le niveau de protection jugé approprié par l'Australie et que, en tout état de cause, la Nouvelle-Zélande n'a pas dûment indiqué certaines mesures de rechange.

7.1100 À la lumière de ces arguments, le Groupe spécial structurera son analyse de l'allégation de la Nouvelle-Zélande au titre de l'article 5:6 selon les trois catégories de mesures contestées par la Nouvelle-Zélande au titre de l'article 5:6, à savoir:

> a) les mesures en cause concernant le feu bactérien et le chancre européen;
>
> b) la mesure concernant l'ALCM; et,
>
> c) les mesures générales.

[2724] Note de bas de page 3 relative à l'article 5:6 de l'Accord SPS.

[2725] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 4.487 et 4.488; première communication écrite de l'Australie, paragraphes 1073 et 1074.

[2726] Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Saumons*, paragraphe 194; et rapport de l'Organe d'appel *Japon – Produits agricoles II*, paragraphe 95.

[2727] *Australie – Pommes*, Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande (WT/DS367/5), 7 décembre 2007, jointe en tant qu'annexe A-1 au présent rapport, page 3.

7.1101 Dans le cadre de chacune de ces trois catégories, le Groupe spécial évaluera quelles mesures de rechange la Nouvelle-Zélande a dûment indiquées, et si la mesure de rechange satisfait au triple critère énoncé à l'article 5:6.

b) Ordre de l'analyse faite par le Groupe spécial des trois conditions du critère énoncé à l'article 5:6

7.1102 S'agissant de l'ordre d'analyse des trois conditions du critère énoncé à l'article 5:6, l'Australie fait valoir que le point de départ le plus logique pour le Groupe spécial serait la deuxième condition, c'est-à-dire la question de savoir si les mesures de rechange indiquées par la Nouvelle-Zélande permettent d'obtenir le niveau de protection jugé approprié par l'Australie.[2728] L'Australie estime que sans déterminer d'abord qu'une mesure de rechange particulière permet d'obtenir le niveau de protection qu'elle juge approprié, il est inutile d'évaluer le caractère restrictif relatif ou l'applicabilité raisonnable relative d'une mesure de rechange particulière.[2729] Tout au long de ses communications, dans le contexte de l'article 5:6, l'Australie met l'accent sur la deuxième condition du critère.

7.1103 La Nouvelle-Zélande fait valoir que l'affirmation de l'Australie concernant le point de départ le plus logique révèle qu'elle ne conteste pas que les mesures de rechange proposées par la Nouvelle-Zélande satisfont aux première et troisième conditions du critère énoncé à l'article 5:6. La Nouvelle-Zélande soutient qu'en tout état de cause, quelle que soit celle des trois conditions qui sera examinée en premier, la conclusion sera que l'Australie a manqué à ses obligations au titre de l'article 5:6 de l'Accord SPS.[2730]

7.1104 Le Groupe spécial rappelle que les trois éléments du critère énoncé à l'article 5:6 sont cumulatifs.[2731] L'Organe d'appel a expliqué dans l'affaire *CE – Hormones* que le plaignant devait établir des éléments *prima facie* en présentant "des éléments de preuve et des arguments juridiques" suffisants pour démontrer que le défendeur avait manqué à ses obligations en ce qui concerne une disposition spécifique.[2732] Dans le contexte de l'article 5:6, l'Organe d'appel a confirmé dans un différend ultérieur que "[c]onformément aux règles concernant la charge de la preuve ... il incombait [au plaignant] de fournir un commencement de preuve qu'il y avait une mesure de remplacement qui réunissait l'ensemble des trois éléments de l'article 5:6 en vue de fournir un commencement de preuve d'incompatibilité avec l'article 5:6".[2733]

7.1105 La Nouvelle-Zélande doit démontrer que l'ensemble des trois conditions du critère énoncé à l'article 5:6 sont remplies.

7.1106 Des groupes spéciaux antérieurs et l'Organe d'appel n'ont pas établi un ordre spécifique pour analyser les trois conditions du critère énoncé à l'article 5:6. Ils ont suivi des approches différentes. Dans l'affaire *Australie – Saumons*, le Groupe spécial et l'Organe d'appel ont suivi l'ordre dans lequel les trois conditions apparaissent dans la note de bas de page 3 relative à l'article 5:6 de l'Accord SPS: ils ont analysé la première, la deuxième et ensuite la troisième condition.[2734] Inversement, le Groupe spécial *Japon – Produits agricoles II* a analysé les première et troisième conditions du critère énoncé

[2728] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 1075. Voir aussi la deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphes 154 et 155.
[2729] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 1075.
[2730] Deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphe 2.884.
[2731] Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Saumons*, paragraphe 194; et rapport de l'Organe d'appel *Japon – Produits agricoles II*, paragraphe 95.
[2732] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 109.
[2733] Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Produits agricoles* II, paragraphe 126.
[2734] Voir le rapport du Groupe spécial *Australie – Saumons*, paragraphes 8.167 à 8.183; et le rapport de l'Organe d'appel *Australie – Saumons*, paragraphes 194 à 213.

à l'article 5:6 avant de passer à la deuxième condition.[2735] Le Groupe spécial de la mise en conformité *Australie – Saumons (article 21:5 – Canada)* a suivi une troisième approche. Il a d'abord examiné la deuxième condition, qu'il a décrite comme l'"[élément] le plus sujet à controverse" du triple critère énoncé à l'article 5:6.[2736] Ayant constaté que la deuxième condition était remplie, le Groupe spécial de la mise en conformité est passé aux deux autres conditions.[2737]

7.1107 Compte tenu de la demande de l'Australie, le Groupe spécial suivra le même ordre dans le présent différend en ce qui concerne les mesures spécifiques à un parasite contestées par la Nouvelle-Zélande (mesures 1 à 8 pour le feu bactérien, mesures 9 à 11 et 13 pour le chancre européen et mesure 14 pour l'ALCM). Le Groupe spécial examinera d'abord si la deuxième condition du critère énoncé à l'article 5:6 est remplie, à savoir si les mesures de rechange dûment indiquées par la Nouvelle-Zélande pour ces mesures spécifiques à un parasite permettent d'obtenir le niveau de protection jugé approprié par l'Australie. Ce n'est que si le Groupe spécial constate que la deuxième condition est remplie qu'il passera aux première et troisième des trois conditions cumulatives au titre de l'article 5:6.

7.1108 En ce qui concerne les mesures générales (mesures 15 à 17), le Groupe spécial commencera son analyse par le troisième élément du critère énoncé à l'article 5:6, puisqu'il soulève la question liminaire de savoir si la mesure de rechange proposée par la Nouvelle-Zélande peut être utilement comparée avec ces mesures, ou du moins avec la mesure 15. Si le Groupe spécial constate que la troisième condition du critère énoncé à l'article 5:6 peut être et est remplie en ce qui concerne les mesures générales, il passera aux première et deuxième conditions du critère.

2. Mesures en cause concernant le feu bactérien et le chancre européen

a) Mesure de rechange concernant le feu bactérien et le chancre européen indiquée par la Nouvelle-Zélande

7.1109 Pour les huit mesures concernant le feu bactérien (mesures 1 à 8) et les quatre mesures concernant le chancre européen (mesures 9 à 11 et 13) en cause, la première communication écrite de la Nouvelle-Zélande fait référence à une mesure de rechange, et fait valoir qu'elle remplirait les trois conditions cumulatives du critère énoncé à l'article 5:6:

> "Il y a une mesure très simple et directe qui concorde avec les preuves scientifiques sur la transmission du feu bactérien et du chancre européen qui aurait pu être imposée par l'Australie. Il s'agit de *la restriction des importations aux pommes qui sont mûres et asymptomatiques* ... [Une] telle mesure est raisonnablement applicable, elle permettrait d'obtenir le niveau de protection jugé approprié par l'Australie et elle est sensiblement moins restrictive pour le commerce que les mesures imposées par l'Australie."[2738]

7.1110 La Nouvelle-Zélande fait ensuite référence à deux mesures de rechange additionnelles possibles pour le feu bactérien, même si immédiatement après elle écarte leur pertinence en tant que mesures de rechange appropriées dans le cadre de son allégation au titre de l'article 5:6:

[2735] Rapport du Groupe spécial *Japon – Produits agricoles II*, paragraphes 8.72 à 8.104.

[2736] Rapport du Groupe spécial *Australie – Saumons (article 21:5 – Canada)*, paragraphe 7.127.

[2737] Rapport du Groupe spécial *Australie – Saumons (article 21:5 – Canada)*, paragraphes 7.146 à 7.152.

[2738] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.489 (pas d'italique dans l'original).

> "En ce qui concerne le feu bactérien, des mesures de rechange qui également seraient raisonnablement applicables, seraient moins restrictives pour le commerce et permettraient d'obtenir le niveau de protection jugé approprié par l'Australie, consistent à *restreindre les importations de pommes aux fruits qui ont été placés dans des entrepôts frigorifiques,* ou *à limiter les importations aux pommes qui sont des "fruits conditionnés de façon à être prêts pour la vente au détail*". De telles mesures n'ont guère de justification, toutefois, car elles seraient fondées sur une hypothèse selon laquelle les pommes mûres asymptomatiques pourraient être un vecteur de transmission du feu bactérien. *Étant donné qu'une telle hypothèse n'a aucun fondement scientifique, la Nouvelle-Zélande se bornera à examiner la mesure de rechange consistant à restreindre les importations aux pommes mûres asymptomatiques*".[2739]

7.1111 De même, la Nouvelle-Zélande fait référence à deux mesures de rechange additionnelles possibles pour le chancre européen, mais exclut immédiatement leur examen en tant que mesures de rechange valables dans le contexte de l'article 5:6:

> "En ce qui concerne le chancre européen, des mesures de rechange qui également seraient raisonnablement applicables, seraient moins restrictives pour le commerce et permettraient d'obtenir le niveau de protection jugé approprié par l'Australie consistent *à restreindre les importations de pommes à celles qui proviennent de "lieux de production exempts de parasites", devant être déterminés par une seule inspection de chaque verger d'exportation et maintenus au moyen de contrôles du mouvement ultérieur des plantes de pépinières,* ou *à limiter les importations aux pommes provenant de zones à "faible prévalence de parasites" devant être déterminées par l'inspection d'un échantillon de vergers*. Là encore, de telles mesures sont sans justification, car elles seraient fondées sur une hypothèse selon laquelle des pommes mûres asymptomatiques pourraient transmettre le chancre européen, et une hypothèse selon laquelle les conditions climatiques en Australie sont propices à l'établissement et à la dissémination du chancre européen. *Étant donné que ni l'une ni l'autre de ces hypothèses n'ont de fondement scientifique, la Nouvelle-Zélande se bornera à examiner la mesure de rechange consistant à restreindre les importations aux pommes mûres asymptomatiques*".[2740]

7.1112 À la lumière de ces déclarations, l'Australie fait valoir que pour le feu bactérien et le chancre européen la Nouvelle-Zélande a limité son allégation au titre de l'article 5:6 à une seule mesure de rechange: la restriction des importations aux pommes mûres asymptomatiques. L'Australie estime que par conséquent le Groupe spécial ne devrait pas examiner les quatre autres mesures possibles auxquelles la Nouvelle-Zélande a fait référence en tant que véritables mesures de rechange au titre de l'article 5:6.[2741]

7.1113 La Nouvelle-Zélande conteste cela et réaffirme que les quatre mesures de rechange additionnelles qu'elle propose sont fondées sur l'hypothèse incorrecte selon laquelle les pommes mûres asymptomatiques sont des vecteurs pour le feu bactérien et constitueraient donc une violation des articles 2:2 et 5:1 de l'Accord SPS:

> "Dans sa première communication écrite, la Nouvelle-Zélande a également indiqué diverses autres mesures de rechange pour le feu bactérien, le chancre européen et

---

[2739] Première communication de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.490 (pas d'italique dans l'original).

[2740] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.491 (pas d'italique dans l'original).

[2741] Première communication écrite de l'Australie, paragraphes 1087 et 1088.

> l'ALCM qui satisferaient aux prescriptions de l'article 5:6, mais qui seraient quand même plus restrictives pour le commerce qu'il n'est requis. Une mesure limitant les importations aux pommes qui sont des fruits conditionnés de façon à être prêts pour la vente au détail a été indiquée. En effet, comme il a été noté plus haut au sujet de l'article 5:1 et comme les experts l'ont confirmé, une telle mesure exclurait de fait la filière principale pour l'ALCM indiquée dans l'IRA. En ce qui concerne le feu bactérien, une mesure de rechange restreignant les importations de pommes aux fruits qui ont été placés dans des entrepôts frigorifiques a été signalée. En ce qui concerne le chancre européen, des mesures de rechange telles que la restriction des importations de pommes à celles qui proviennent de "lieux de production exempts de parasites" ... ou la limitation des importations aux pommes provenant de zones à "faible prévalence de parasites" ont été indiquées.
>
> L'Australie fait valoir au sujet de ces mesures de rechange additionnelles qu'elles devraient être ignorées par le Groupe spécial parce que la Nouvelle-Zélande "a choisi de ne pas [les] justifier". Comme l'indique clairement la première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, la *Nouvelle-Zélande considère que ces mesures de rechange satisfont aux prescriptions de l'article 5:6*. Par rapport aux mesures imposées par l'Australie, elles sont sensiblement moins restrictives pour le commerce, sont raisonnablement applicables et permettraient d'obtenir le niveau de protection jugé approprié par l'Australie. *Toutefois, étant donné que ces mesures de rechange additionnelles sont fondées sur l'hypothèse selon laquelle les pommes mûres asymptomatiques sont des vecteurs du feu bactérien et du chancre européen, elles sont quand même plus restrictives pour le commerce qu'il n'est requis et ne seraient pas compatibles avec les articles 2:2 et 5:1 de l'Accord SPS. Le fait que des mesures moins restrictives pour le commerce que les mesures en cause sont quand même plus restrictives pour le commerce qu'il n'est requis indique simplement la gravité de l'infraction en l'espèce.*"[2742]

7.1114 Dans sa réponse au Groupe spécial après la deuxième réunion, la Nouvelle-Zélande précise ces points en ce qui concerne une des quatre prescriptions additionnelles, à savoir la prescription relative aux fruits prêts pour la vente au détail:

> "Contrairement à ce que l'Australie allègue, la Nouvelle-Zélande a indiqué une prescription relative aux fruits prêts pour la vente au détail en tant que mesure de rechange par rapport aux mesures de l'Australie conformément à l'article 5:6. Voir le paragraphe 4.490 de la première communication écrite de la Nouvelle-Zélande et le paragraphe 2.894 de la deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande.
>
> Comme il est expliqué dans les communications écrites de la Nouvelle-Zélande, par rapport aux mesures imposées par l'Australie, une mesure voulant que les fruits soient prêts pour la vente au détail est sensiblement moins restrictive pour le commerce, est raisonnablement applicable et permettrait d'obtenir le niveau de protection jugé approprié par l'Australie. Toutefois, elle est quand même plus restrictive pour le commerce qu'une prescription imposant des pommes mûres asymptomatiques. D'ailleurs, le fait qu'une prescription voulant que les fruits soient prêts pour la vente au détail est *moins* restrictive pour le commerce que les mesures en cause, mais quand même *plus* restrictive pour le commerce qu'il n'est requis, indique simplement la gravité de l'infraction à l'article 5:6 en l'espèce.

[2742] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 2.894 et 2.895 (pas d'italique dans l'original). Voir aussi la réponse de la Nouvelle-Zélande aux questions n° 123 et 125 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond.

> En conséquence, *le fait que la Nouvelle-Zélande n'a pas fondé ses principaux arguments au titre de l'article 5:6 sur une mesure voulant que les fruits soient prêts pour la vente au détail ne signifie pas qu'il n'était pas fait obligation à l'Australie de l'examiner au titre de l'article 5:1 et de l'Annexe A 4)*. Il s'agissait d'une mesure véritable, raisonnable et faisable (même si, de l'avis de la Nouvelle-Zélande, elle n'était pas la moins restrictive pour le commerce).
>
> En fait, si l'IRA avait abouti à une conclusion objectivement justifiable selon laquelle une mesure imposant que les fruits soient prêts pour la vente au détail était nécessaire, la Nouvelle-Zélande aurait pu accepter cela. Comme il est expliqué dans les communications écrites de la Nouvelle-Zélande, en demandant expressément que l'équipe chargée de l'IRA évalue une mesure voulant que les fruits soient prêts pour la vente au détail, la Nouvelle-Zélande a clairement indiqué qu'elle serait disposée à accepter une telle prescription au cas où Biosecurity Australia déterminerait au moyen d'une évaluation des risques fondée sur des données scientifiques qu'elle était nécessaire pour assurer le niveau de protection jugé approprié par l'Australie."[2743]

7.1115 Le Groupe spécial note que la Nouvelle-Zélande indique les quatre mesures de rechange additionnelles pour le feu bactérien et le chancre européen en tant que "diverses autres *mesures de rechange*"[2744], et affirme qu'elles satisfont au triple critère énoncé à l'article 5:6. Dans le même temps, immédiatement après avoir indiqué ces quatre mesures de rechange dans sa première communication écrite, la Nouvelle-Zélande écarte leur pertinence pour son allégation au titre de l'article 5:6 en tant que mesures de rechange appropriées pour le feu bactérien et le chancre européen. Dans ses communications ultérieures, la Nouvelle-Zélande insiste sur le fait que ces mesures devraient être considérées comme des mesures de rechange dans le cadre de son allégation au titre de l'article 5:6; toutefois, chaque fois que la Nouvelle-Zélande le fait, elle confirme les arguments qu'elle a présentés antérieurement pour écarter la pertinence de ces mesures pour son allégation au titre de l'article 5:6. En conséquence, le Groupe spécial considère que la restriction des importations aux pommes mûres asymptomatiques est la seule mesure de rechange indiquée de manière valable par la Nouvelle-Zélande pour son allégation au titre de l'article 5:6 dans le contexte du feu bactérien et du chancre européen.

7.1116 Même si la Nouvelle-Zélande avait indiqué de manière valable les quatre mesures de rechange additionnelles, elle fait valoir que ces mesures sont fondées sur une hypothèse inacceptable, et constitueraient donc une violation des articles 2:2 et 5:1 de l'Accord SPS. Le Groupe spécial a constaté qu'il n'y avait dans l'IRA aucun élément de preuve étayant l'affirmation selon laquelle le feu bactérien ou le chancre européen pouvait être introduit par le biais du commerce des pommes mûres. En conséquence, le raisonnement fait dans l'IRA à cet égard a été jugé par le Groupe spécial comme n'étant pas cohérent ni objectif et les mesures résultantes indiquées dans l'IRA qui sont en cause en l'espèce constituent donc des violations des articles 5:1, 5:2 et 2:2 de l'Accord SPS.[2745] Par conséquent, il serait inapproprié que le Groupe spécial évalue ces quatre mesures de rechange additionnelles, même si la Nouvelle-Zélande les avait indiquées de manière valable. Le Groupe spécial ne peut pas examiner la compatibilité des mesures concernant le feu bactérien et le chancre européen en cause avec l'article 5:6 à la lumière de mesures de rechange que le plaignant considère comme étant fondées sur une hypothèse qui pourrait entraîner une violation des articles 5:1, 5:2 et 2:2 de l'Accord SPS. Dans le cadre de son analyse de l'allégation de la Nouvelle-Zélande au titre de

[2743] Réponse de la Nouvelle-Zélande à la question n° 124 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond (pas d'italique dans l'original).

[2744] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.894 (pas d'italique dans l'original).

[2745] Voir plus haut les paragraphes 7.445 et 7.741.

l'article 5:6, le Groupe spécial ne peut pas encourager des mesures de rechange fondées sur une telle hypothèse.

7.1117 En fait, l'article 3:7 du Mémorandum d'accord dispose que [l]e but du mécanisme de règlement des différends est d'arriver à une solution positive des différends". En outre, l'article 3:5 du Mémorandum d'accord prescrit que toutes les solutions soient compatibles avec les accords visés:

> "Toutes les solutions apportées aux questions soulevées formellement au titre des dispositions des accords visés relatives aux consultations et au règlement des différends, y compris les décisions arbitrales, seront compatibles avec ces accords et n'annuleront ni ne compromettront des avantages résultant pour tout Membre desdits accords, ni n'entraveront la réalisation de l'un de leurs objectifs."

7.1118 En tout état de cause, le Groupe spécial ne pourrait pas procéder à l'analyse de fond de ces quatre mesures de rechange au titre de l'article 5:6, même s'il était approprié qu'il le fasse. Comme l'Australie le fait observer[2746], la Nouvelle-Zélande ne développe pas d'arguments pour ces quatre mesures de rechange additionnelles en ce qui concerne l'ensemble des conditions cumulatives du critère énoncé à l'article 5:6. Dans le contexte de son allégation au titre de l'article 5:6 concernant le feu bactérien et le chancre européen, la Nouvelle-Zélande présente des arguments et des éléments de preuve pour l'ensemble des trois conditions du critère énoncé à l'article 5:6 uniquement en ce qui concerne la mesure de rechange restreignant les importations aux pommes mûres asymptomatiques. Pour trois des quatre mesures de rechange additionnelles, la Nouvelle-Zélande ne présente aucun argument ou élément de preuve spécifique dans le contexte du feu bactérien ou du chancre européen en ce qui concerne les trois conditions du critère énoncé à l'article 5:6. Pour la mesure voulant que les fruits soient prêts pour la vente au détail, dans le contexte du feu bactérien et du chancre européen, la Nouvelle-Zélande présente des arguments uniquement en ce qui concerne la première condition du critère énoncé à l'article 5:6, mais pas pour les deux autres conditions.[2747] En outre, la Nouvelle-Zélande note explicitement que les quatre mesures de rechange additionnelles "[ont pour effet d']indique[r] simplement la gravité de l'infraction"[2748] à l'article 5:6.

7.1119 Dans l'affaire *Chili – Système de fourchettes de prix*, l'Organe d'appel a estimé que les groupes spéciaux agissaient *ultra petita* et d'une manière incompatible avec l'article 11 du Mémorandum d'accord s'ils évaluaient des allégations que le plaignant n'avait pas formulées ou pour lesquelles il n'avait pas présenté d'arguments.[2749] Le Groupe spécial considère que cela s'applique également au présent différend, même si la question dont le Groupe spécial est saisi se pose en ce qui concerne des mesures de rechange alléguées par rapport aux mesures relevant du mandat du Groupe spécial au titre de l'article 5:6 de l'Accord SPS. En l'absence d'arguments et d'éléments de preuve présentés par la Nouvelle-Zélande sur la façon dont les quatre mesures de rechange additionnelles remplissent l'ensemble des trois conditions cumulatives du critère énoncé à l'article 5:6, il serait inapproprié que le Groupe spécial évalue si, par comparaison avec ces quatre mesures de rechange, les mesures en cause concernant le feu bactérien et le chancre européen constituent une violation de l'article 5:6. Si nécessaire, le Groupe spécial peut tenir compte de ces mesures de rechange uniquement comme la Nouvelle-Zélande l'a fait valoir: une indication alléguée de la gravité de l'infraction à l'article 5:6 dans le cadre de la comparaison des mesures en cause concernant le feu

[2746] Observations de l'Australie sur les réponses de la Nouvelle-Zélande aux questions du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphe 209.

[2747] Réponse de la Nouvelle-Zélande à la question n° 114 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond.

[2748] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 2.894 et 2.895. Voir aussi la deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.895 et la réponse de la Nouvelle-Zélande à la question n° 127 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond.

[2749] Rapport de l'Organe d'appel *Chili – Système de fourchettes de prix*, paragraphe 173. Voir aussi le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Certains produits en provenance des CE*, paragraphe 114.

bactérien et le chancre européen avec la mesure de rechange consistant à restreindre les importations aux pommes mûres asymptomatiques.

7.1120 Le Groupe spécial procédera en conséquence et évaluera si cette seule mesure de rechange que la Nouvelle-Zélande a dûment indiquée et au sujet de laquelle elle a présenté des arguments adéquats pour le feu bactérien et le chancre européen remplit les trois conditions cumulatives du critère énoncé à l'article 5:6.

b) Question de savoir si le fait de restreindre les importations aux pommes mûres asymptomatiques satisfait au triple critère énoncé à l'article 5:6

i) Deuxième condition: question de savoir si le fait de restreindre les importations aux pommes mûres asymptomatiques permet d'obtenir le niveau de protection jugé approprié par l'Australie en ce qui concerne le feu bactérien et le chancre européen

Résumé des arguments des parties

7.1121 La Nouvelle-Zélande allègue que le fait de restreindre les importations aux pommes mûres et asymptomatiques permettra d'obtenir le niveau de protection jugé approprié par l'Australie, que l'IRA détermine comme "assurant un niveau élevé de protection sanitaire ou phytosanitaire visant à ramener le risque à un niveau très faible, mais pas à zéro".[2750] Selon la Nouvelle-Zélande, il n'y a pas de preuves scientifiques indiquant que les pommes mûres asymptomatiques peuvent constituer une filière de transmission du feu bactérien et du chancre européen. Ainsi, le risque de transmission est même plus faible que le niveau de protection jugé approprié par l'Australie; il est négligeable. Par conséquent, la mesure de rechange de la Nouvelle-Zélande permettra d'obtenir le niveau de protection jugé approprié par l'Australie.[2751]

7.1122 La Nouvelle-Zélande fait valoir également que les conditions climatiques de l'Australie dans les zones de production de pommes empêchent l'établissement ou la dissémination du chancre européen.[2752] Elle met en avant son expérience en tant qu'un des "dix principaux exportateurs de pommes" au niveau mondial, et souligne qu'elle n'a jamais été associée à la transmission d'aucun parasite, y compris le feu bactérien et le chancre européen.[2753]

7.1123 La Nouvelle-Zélande fait référence à l'affaire *Japon – Pommes (article 21:5 – États-Unis)*, dans laquelle le Groupe spécial de la mise en conformité a constaté que le fait d'exiger que les pommes soient mûres et asymptomatiques permettait d'obtenir le niveau de protection jugé approprié par le défendeur qui visait à "empêcher l'introduction d'*E. amylovora* avec l'équivalent sur le plan de la sécurité d'une prohibition à l'importation". De l'avis de la Nouvelle-Zélande, ce niveau de protection approprié, quoique différent, est l'équivalent fonctionnel du niveau de protection jugé approprié par l'Australie, sinon un niveau de protection plus strict.[2754]

7.1124 La Nouvelle-Zélande fait valoir que le moyen de défense de l'Australie au titre de l'article 5:6 est subordonné à la compatibilité de l'IRA avec l'article 5:1. L'IRA n'est pas étayé par les preuves scientifiques et est incompatible avec l'article 5:1. La Nouvelle-Zélande soutient également qu'il n'y a pas de preuves scientifiques indiquant que les pommes mûres asymptomatiques constituent une filière pour le feu bactérien et le chancre européen.[2755] L'argument de l'Australie selon lequel la mesure de

[2750] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.498.
[2751] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 4.499 et 4.500.
[2752] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.501.
[2753] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.502.
[2754] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.503.
[2755] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.891.

rechange de la Nouvelle-Zélande a déjà été prise en compte dans l'IRA passe à côté de la question parce que la Nouvelle-Zélande conteste la validité de cette évaluation et fait valoir qu'elle n'est pas étayée par des preuves scientifiques.[2756]

7.1125 Selon la Nouvelle-Zélande, l'Australie s'appuie sur les réponses des experts à des questions non liées au point de savoir si le fait de restreindre les importations aux pommes mûres asymptomatiques permettrait d'obtenir le niveau de protection jugé approprié par l'Australie. L'Australie tente de sortir les réponses des experts de leur contexte pour étayer son point de vue selon lequel la mesure de rechange ne permettrait pas d'atteindre le niveau de protection qu'elle juge approprié. Elle s'appuie sur les réponses des expert, qui, dans certains cas, sont fondées sur l'hypothèse selon laquelle l'évaluation des risques fait dans l'IRA est correcte, ou vise uniquement certains aspects de la filière (par exemple la probabilité de l'entrée). La Nouvelle-Zélande allègue que les réponses des experts prises "dans leur ensemble", ce qui signifie les réponses des experts sur l'exposition[2757], l'établissement et la dissémination[2758], et les conséquences[2759], démontrent que le fait d'exiger que les pommes soient mûres et asymptomatiques permettrait d'obtenir le niveau de protection jugé approprié par l'Australie.[2760]

7.1126 La Nouvelle-Zélande fait référence aux réponses de MM. Paulin et Deckers pour étayer ses arguments selon lesquels il n'y a pas de preuves scientifiques sous-tendant les conclusions de l'IRA en ce qui concerne plusieurs des principales étapes pour l'importation dans le cas du feu bactérien ainsi que la conclusion de l'IRA sur le pourcentage de pommes de Nouvelle-Zélande qui seraient contaminées par le feu bactérien.[2761] M. Paulin a indiqué que le risque que le feu bactérien soit introduit par les pommes de Nouvelle-Zélande était "probablement du même ordre de grandeur que le transport d'insectes contaminés de manière naturelle de la Nouvelle-Zélande vers l'Australie par avion ou des choses de ce genre".[2762] À la lumière de la réponse de M. Paulin, la Nouvelle-Zélande indique que des mesures concernant les pommes n'assureraient à l'Australie aucune protection additionnelle contre le feu bactérien par rapport à la protection assurée en l'absence de mesures et qu'il est également (peu) probable que le feu bactérien soit transmis par des moyens naturels existants comme les pommes mûres.[2763]

7.1127 En ce qui concerne le chancre européen, la Nouvelle-Zélande fait valoir que les experts ont confirmé qu'il n'y avait pas de risque d'entrée, d'établissement et de dissémination de la maladie découlant du commerce des fruits, si ce n'est le type de possibilité théorique qui ne pouvait jamais être exclu.[2764] La Nouvelle-Zélande allègue que M. Swinburne a suggéré que la mesure de rechange de la Nouvelle-Zélande pouvait être plus qu'adéquate pour faire face au risque négligeable d'entrée, d'établissement et de dissémination par le biais du commerce des pommes.[2765]

[2756] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.892.
[2757] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.635.
[2758] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.659.
[2759] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.685.
[2760] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.893.
[2761] Réponse de la Nouvelle-Zélande à la question n° 126 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphe 203.
[2762] Réponse de M. Paulin dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 380.
[2763] Réponse de la Nouvelle-Zélande à la question n° 126 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphe 204.
[2764] Réponse de la Nouvelle-Zélande à la question n° 126 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphe 207.
[2765] Réponse de la Nouvelle-Zélande à la question n° 126 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphe 208.

7.1128 L'Australie ne partage pas l'avis de la Nouvelle-Zélande selon lequel le fait de restreindre les importations aux pommes mûres asymptomatiques permettrait d'obtenir le niveau de protection jugé approprié par l'Australie.[2766] La mesure de rechange de la Nouvelle-Zélande a déjà été prise en compte dans l'évaluation faite dans l'IRA comme impliquant un risque "faible", qui dépasse le "niveau très faible" du niveau de protection jugé approprié par l'Australie tel qu'il a été établi par l'IRA.[2767] Même si l'équipe chargée de l'IRA a limité son analyse pour le feu bactérien et le chancre européen aux "pommes mûres exemptes de déchets", elle a évalué "la possibilité que des pommes asymptomatiques soient porteuses des maladies".[2768] L'infestation externe (épiphyte) par la bactérie *E. amylovora*, qui serait asymptomatique, était la principale préoccupation de l'équipe chargée de l'IRA en ce qui concerne le feu bactérien. S'agissant du chancre européen, l'infection latente par *N. galligena* qui serait également asymptomatique était le scénario de risque qui préoccupait le plus l'équipe chargée de l'IRA. Les bactéries et les infections latentes par le chancre européen ne sont pas visibles à l'œil nu.[2769] Ainsi, l'Australie allègue que le fait de restreindre les importations aux pommes mûres asymptomatiques ne réduirait en aucune manière les risques associés au feu bactérien et au chancre européen qui préoccupent l'Australie. En conséquence, cette restriction ne permettrait pas d'obtenir le niveau de protection jugé approprié par l'Australie.[2770]

7.1129 Selon l'Australie, les arguments présentés par la Nouvelle-Zélande à l'encontre des mesures en cause sont fondés sur le caractère non valable des calculs du risque non réduit effectués par l'Australie pour le feu bactérien[2771] et le chancre européen.[2772] Mais l'équipe chargée de l'IRA a considéré que les pommes qui étaient extérieurement (de manière épiphyte) infestées par des bactéries *E. amylovora* (feu bactérien) et les pommes qui étaient porteuses d'une infection (ou infestation) latente par *N. galligena* (chancre européen) ne présenteraient pas de symptômes, de sorte que le fait de restreindre les importations à ces pommes "asymptomatiques" n'aurait absolument aucune incidence sur le scénario de risque pertinent préoccupant l'équipe chargée de l'IRA. Par ailleurs, la Nouvelle-Zélande n'a pas démontré l'existence de quelconques vices graves entachant l'analyse du risque non réduit faite dans l'IRA.[2773]

7.1130 L'Australie estime que l'IRA est une évaluation des risques valable. En conséquence, l'Australie est en droit de s'appuyer sur les constatations de l'IRA concernant le risque non réduit associé au feu bactérien et au chancre européen, et de mettre en œuvre les mesures qui devraient être prises pour réduire ces risques afin d'obtenir le niveau de protection qu'elle juge approprié.[2774] Elle fait valoir que le fait de restreindre les importations aux pommes mûres asymptomatiques ne permettrait pas d'obtenir le niveau de protection qu'elle juge approprié sans d'autres mesures de gestion des risques.[2775] Si le Groupe spécial ne constate aucune violation au titre de l'article 5:1, les mesures de l'Australie sont par voie de conséquence compatibles avec l'article 5:6.[2776]

[2766] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 1088. Voir aussi la deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphe 452.

[2767] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 1084. Voir aussi la réponse de l'Australie à la question n° 138 du Groupe spécial après la première réunion de fond.

[2768] Réponse de l'Australie à la question n° 138 du Groupe spécial après la première réunion de fond. Voir aussi la première communication écrite de l'Australie, paragraphe 1084.

[2769] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 1084. Voir aussi la réponse de l'Australie à la question n° 138 du Groupe spécial après la première réunion de fond.

[2770] Réponse de l'Australie à la question n° 138 du Groupe spécial après la première réunion de fond.

[2771] Deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphe 448.

[2772] Deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphe 609.

[2773] Deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphe 452. Voir aussi la deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphes 611 et 612.

[2774] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 1085.

[2775] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 1086.

[2776] Deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphe 613.

7.1131 En ce qui concerne les réponses des experts, l'Australie fait observer que MM. Deckers et Paulin expliquent que la mesure de rechange indiquée par l'Australie ne permettrait pas d'obtenir le niveau de protection jugé approprié par l'Australie pour le feu bactérien.[2777] Réagissant au fait que la Nouvelle-Zélande s'appuie sur la déclaration de M. Paulin pour affirmer qu'aucune mesure n'est justifiée pour le feu bactérien, l'Australie note que les réponses des experts confirment les conclusions de l'équipe chargée de l'IRA.[2778] En particulier, l'Australie allègue que M. Paulin a approuvé les principales mesures de réduction des risques prises par l'Australie.[2779] Par conséquent, la conclusion selon laquelle le risque d'introduction du feu bactérien par le biais des pommes mûres asymptomatiques dépasse le niveau de protection jugé approprié par l'Australie relève des données scientifiques légitimes.[2780]

7.1132 En ce qui concerne le chancre européen, l'Australie fait valoir que la Nouvelle-Zélande n'a pas démontré l'existence de quelconques vices graves concernant la conclusion de l'IRA sur le risque non réduit ni établi que sa mesure de rechange permettrait d'obtenir le niveau de protection jugé approprié par l'Australie.[2781] L'Australie note que même si M. Latorre n'a pas spécifiquement examiné si la mesure de rechange permettrait d'obtenir le niveau de protection qu'elle juge approprié, sa réponse a confirmé que le fait de restreindre les importations aux pommes mûres asymptomatiques ne tiendrait pas compte de ce qu'une infection latente peut se produire sur des pommes mûres.[2782] En outre, l'Australie s'appuie sur la réponse de M. Swinburne selon laquelle l'infection latente des pommes par le chancre européen peut ne pas être visible au moment de l'inspection.[2783] L'Australie estime qu'en conséquence les vues des experts étayent la conclusion de l'Australie selon laquelle la mesure de rechange de la Nouvelle-Zélande ne permettrait pas d'obtenir le niveau de protection jugé approprié par l'Australie pour le chancre européen.[2784]

Analyse par le Groupe spécial

Approche suivie par le Groupe spécial en ce qui concerne la deuxième condition du critère énoncé à l'article 5:6

7.1133 Bien que la Nouvelle-Zélande indique une mesure de rechange pour à la fois le feu bactérien et le chancre européen, le Groupe spécial évaluera la deuxième condition du critère énoncé à l'article 5:6 séparément pour ces deux parasites. Les questions que le Groupe spécial entend traiter dans ce contexte sont spécifiquement liées aux deux parasites, et le point de savoir si le fait de restreindre les importations de pommes de Nouvelle-Zélande aux pommes mûres asymptomatiques permettrait d'obtenir le niveau de protection jugé approprié par l'Australie doit être analysé dans le contexte du parasite spécifique.

[2777] Deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphes 315 et 451. Voir aussi les observations de l'Australie sur les réponses des experts aux questions, communication de l'Australie au Groupe spécial, 25 mars 2009, paragraphe 38.

[2778] Observations de l'Australie sur les réponses de la Nouvelle-Zélande aux questions du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphe 132.

[2779] Observations de l'Australie sur les réponses de la Nouvelle-Zélande aux questions du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphe 133.

[2780] Observations de l'Australie sur les réponses de la Nouvelle-Zélande aux questions du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphe 134.

[2781] Deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphe 612.

[2782] Observations de l'Australie sur les réponses des experts aux questions; communication de l'Australie au Groupe spécial, 25 mars 2009, paragraphe 209.

[2783] Observations de l'Australie sur les réponses des experts aux questions; communication de l'Australie au Groupe spécial, 25 mars 2009, paragraphe 210.

[2784] Observations de l'Australie sur les réponses des experts aux questions; communication de l'Australie au Groupe spécial, 25 mars 2009, paragraphe 211.

7.1134 En ce qui concerne l'approche suivie par le Groupe spécial pour analyser la deuxième condition du critère énoncé à l'article 5:6, le Groupe spécial partage l'avis de l'Australie[2785] selon lequel il ne peut pas procéder à un examen *de novo*. Mais le Groupe spécial ne peut pas non plus donner une lecture qui exclut l'article 5:6 de l'Accord SPS. Même si l'Australie a le droit d'établir le niveau de protection qu'elle juge approprié et de concevoir au besoin des mesures de gestion des risques pour obtenir ce niveau de protection approprié, elle doit le faire d'une manière compatible avec l'Accord SPS. Le Groupe spécial *Australie – Saumons* a traité cette question:

> "Nous approuvons pleinement la position de l'Australie selon laquelle c'est à ce pays, et non à un autre Membre de l'OMC ou à une organisation internationale, qu'il appartient de déterminer son *niveau* de protection sanitaire. ... Toutefois, la décision concernant le choix du niveau de protection approprié doit être conforme à l'Accord SPS ... . Il en va de même pour la décision de l'Australie concernant le choix de la *mesure* sanitaire qui permettra d'obtenir le *niveau* de protection de ce pays. Il appartient à l'Australie de se prononcer sur ces questions mais, là encore, elle doit pour cela agir de façon compatible avec l'Accord SPS, en particulier les articles 2, 5:1 à 5:3 et 5:6. Notre examen au titre de l'article 5:6 ne vise pas à examiner de nouveau la question de savoir quelle mesure sanitaire l'Australie aurait dû choisir pour obtenir le niveau de protection qu'elle juge approprié. D'un autre côté, nous ne pouvons pas laisser à l'Australie toute latitude pour se prononcer sur cette question et, ainsi, ne pas donner effet à l'article 5:6. Conformément à l'article 11 du Mémorandum d'accord, nous devons "procéder à une évaluation objective de la question dont [nous sommes] saisi[s], y compris une évaluation objective des faits de la cause"."[2786]

7.1135 En appel, l'Organe d'appel a confirmé cette approche et a estimé dans le contexte de l'article 5:6 qu'"[i]l serait de toute évidence incorrect d'interpréter l'*Accord SPS* d'une façon qui rende inopérants des articles ou paragraphes entiers de cet accord et permette aux Membres de se soustraire aux obligations qui leur incombent au titre de cet accord".[2787]

7.1136 L'Australie a un niveau de protection approprié qualitatif, défini comme "assurant un niveau élevé de protection visant à ramener le risque à un niveau très faible, mais pas à zéro".[2788] Dans l'affaire *Australie – Saumons (article 21:5 – Canada)*, le Groupe spécial de la mise en conformité a estimé qu'un tel niveau de protection approprié pourrait compliquer, mais ne devrait en aucune manière empêcher, une analyse par le Groupe spécial des allégations au titre de l'article 5:6, en particulier en ce qui concerne la deuxième condition du critère énoncé à l'article 5:6:

> "[B]ien que, selon l'Organe d'appel, l'Australie ait déterminé le niveau de protection qu'elle jugeait approprié et qu'elle l'ait fait d'une manière suffisamment précise pour appliquer l'article 5:6, nous estimons qu'il est plutôt difficile de nous prononcer sur la question de savoir si l'une quelconque des options qui nous sont présentées permettrait aussi à l'Australie d'obtenir le niveau qu'elle définit en termes un peu vagues: "un niveau élevé ou correspondant à une approche très prudente visant à ramener le risque à des niveaux très faibles, sans opter pour un risque zéro". Nous estimons néanmoins que cela ne devrait pas nous empêcher de mener à bien notre tâche. Comme l'a fait remarquer l'Organe d'appel, "[s]'il en était autrement, le fait pour un Membre de ne pas satisfaire à l'obligation implicite de déterminer son niveau

---

[2785] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 1098.

[2786] Rapport du Groupe spécial *Australie – Saumons*, paragraphe 8.172. (italique dans l'original) Voir aussi le rapport de l'Organe d'appel *Australie – Saumons*, paragraphe 199.

[2787] Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Saumons*, paragraphe 206.

[2788] IRA de l'Australie, partie A, page 3.

> de protection approprié – de manière assez précise – lui permettrait de se soustraire aux obligations lui incombant au titre de l'Accord et, en particulier, au titre des paragraphes 5 et 6 de l'article 5". Nous notons, entre parenthèses, que si le niveau de protection jugé par un Membre était exprimé en termes plus explicites, notamment en termes quantitatifs, il serait beaucoup plus facile d'examiner non seulement le respect de l'article 5:6, mais aussi celui des autres dispositions de l'Accord SPS."[2789]

7.1137 À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial ne s'abstiendra pas de faire une analyse de fond de l'allégation formulée par la Nouvelle-Zélande au titre de l'article 5:6 en l'espèce. En ce qui concerne la deuxième condition du critère énoncé à l'article 5:6, le Groupe spécial suivra les indications données par l'Organe d'appel dans l'affaire *Australie – Saumons* et évaluera "si [les] autres mesures SPS [proposées par la Nouvelle-Zélande] ... permettent d'obtenir le niveau de protection approprié *tel qu'il a été déterminé par [l'Australie]*".[2790] Ayant à l'esprit les règles courantes concernant la charge de la preuve, applicables également dans les différends SPS, le Groupe spécial évaluera si la Nouvelle-Zélande a "fourni[ ] un commencement de preuve d'incompatibilité [avec l'article 5:6]"[2791], en particulier en ce qui concerne la deuxième condition du critère énoncé à l'article 5:6. En d'autres termes, les règles courantes concernant la charge de la preuve, telles qu'elles ont été définies par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Chemises et blouses de laine*, s'appliquent ici.[2792] En conséquence, le Groupe spécial évaluera si la Nouvelle-Zélande a présenté des éléments de preuve suffisants pour établir une présomption que la mesure de rechange proposée permettrait d'obtenir le niveau de protection jugé approprié par l'Australie. Si la Nouvelle-Zélande réussit à établir cette présomption, alors la charge de la preuve se déplace et incombe à l'Australie, qui doit présenter des éléments de preuve suffisants pour réfuter la présomption. Si l'Australie ne réfute pas cette présomption, alors, en droit, la Nouvelle-Zélande aura satisfait au deuxième élément du critère énoncé à l'article 5:6.

7.1138 L'annexe A 5) de l'Accord SPS définit le niveau de protection approprié de la manière suivante:

> *"Niveau approprié de protection sanitaire ou phytosanitaire* – Niveau de protection considéré approprié par le Membre établissant une mesure sanitaire ou phytosanitaire pour protéger la santé et la vie des personnes et des animaux ou préserver les végétaux sur son territoire.
>
> NOTE: De nombreux Membres dénomment ce concept "*niveau acceptable de risque*"." (pas d'italique dans l'original)

7.1139 En outre, l'article 5:6 de l'Accord SPS fait référence à des "mesures sanitaires ou phytosanitaires pour obtenir le niveau approprié de protection sanitaire ou phytosanitaire". De même, l'article 5:3 de l'Accord SPS fait référence à "évaluer le risque pour la santé et la vie des animaux ou

---

[2789] Rapport du Groupe spécial *Australie – Saumons (article 21:5 – Canada)*, paragraphe 7.129 (notes de bas de page omises).

[2790] Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Saumons*, paragraphe 204. (italique dans l'original)

[2791] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 98. Voir aussi le rapport de l'Organe d'appel *Japon – Produits agricoles II*, paragraphe 122.

[2792] Dans l'affaire *États-Unis – Chemises et blouses de laine*, l'Organe d'appel a exprimé l'avis suivant: "un critère de la preuve généralement admis en régime "code civil", en régime "common law" et, en fait, dans la plupart des systèmes juridiques, est que la charge de la preuve incombe à la partie, qu'elle soit demanderesse ou défenderesse, qui établit, par voie d'affirmation, une allégation ou un moyen de défense particulier. Si ladite partie fournit des éléments de preuve suffisants pour établir une présomption que ce qui est allégué est vrai, alors la charge de la preuve se déplace et incombe à l'autre partie, qui n'aura pas gain de cause si elle ne fournit pas des preuves suffisantes pour réfuter la présomption". Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Chemises et blouses de laine*, page 15.

pour la préservation des végétaux et déterminer la mesure à appliquer pour obtenir le niveau approprié de protection sanitaire ou phytosanitaire contre ce risque". Cela est souligné par les Directives pour favoriser la mise en œuvre de l'article 5:5 dans la pratique, qui font à maintes reprises référence aux mesures SPS conçues et appliquées pour obtenir le niveau de protection approprié.[2793]

7.1140 Ces passages de l'Accord SPS et des Directives pour favoriser la mise en œuvre de l'article 5:5 dans la pratique montrent bien que les mesures nécessaires pour assurer le niveau de protection jugé approprié par un Membre doivent découler, et être l'expression, de l'évaluation des risques effectuée par le Membre. En fait, l'article 5:1 de l'Accord SPS énonce explicitement cette prescription.

7.1141 En d'autres termes, les mesures de gestion des risques sont justifiées uniquement si le risque dépasse le niveau de protection approprié. Le Groupe spécial note à cet égard que la NIMP n° 5 définit "analyse du risque phytosanitaire" comme suit: "[p]rocessus consistant à évaluer les données biologiques, ou autres données scientifiques ou économiques, pour déterminer si un organisme est nuisible, s'il devrait être réglementé, et la sévérité des mesures phytosanitaires éventuelles à prendre à son égard [FAO, 1995; révisée CIPV, 1997; NIMP n° 2, 2007]".[2794] La NIMP n° 11 indique, quant à elle, que des mesures de gestion des risques devraient être adoptées uniquement si le risque dépasse le niveau de protection approprié:

> "On définit le risque global par l'examen des résultats des évaluations de la probabilité d'introduction et des conséquences économiques. Si le risque est jugé inacceptable, la première étape de la gestion du risque consiste à identifier les mesures phytosanitaires possibles qui permettront de réduire le risque jusqu'à un seuil acceptable ou en deçà. *Si le risque est déjà acceptable* ou doit être accepté parce qu'il ne peut être géré (comme c'est le cas avec la dissémination naturelle), *les mesures ne sont pas justifiées*. …
>
> Des mesures appropriées seront choisies en fonction de leur efficacité en matière de réduction de la probabilité d'introduction de l'organisme nuisible."[2795]

7.1142 En outre, plus la marge à concurrence de laquelle le risque dépasse le niveau de protection approprié est élevée, plus les mesures de gestion du risque qui pourraient être nécessaires pour ramener le risque au niveau de protection approprié sont strictes. De même, si l'évaluation du risque est exagérée, il peut y avoir des raisons de croire que les mesures qui sont destinées à protéger contre ce risque peuvent aussi être exagérées – ou trop strictes.

7.1143 En conséquence, le Groupe spécial évaluera en premier lieu si la Nouvelle-Zélande a démontré que le calcul fait par l'Australie du risque résultant de l'importation de pommes de Nouvelle-Zélande est exagéré. Si la Nouvelle-Zélande réussit à faire cette démonstration, cela jetterait le doute sur le point de savoir si le risque dépasse le niveau de protection jugé approprié par l'Australie dans la mesure calculée dans l'IRA et justifie des mesures de gestion du risque aussi strictes que celles qui ont été élaborées dans l'IRA. En outre, cela jetterait le doute sur le point de savoir si le risque des trois parasites en cause dépasse nécessairement le niveau de protection jugé approprié par l'Australie et justifie de quelconques mesures de gestion du risque. Étant donné que des

---

[2793] *Directives pour favoriser la mise en œuvre de l'article 5:5 dans la pratique* du Comité SPS (G/SPS/15), 18 juillet 2000, partie B.

[2794] *Glossaire des termes phytosanitaires*, 2008 (NIMP n° 5, FAO, Rome), dans la pièce AUS-164, page 13.

[2795] *Analyse du risque phytosanitaire pour les organismes de quarantaine, incluant l'analyse des risques pour l'environnement et des organismes vivants modifiés*, 2004 (NIMP n° 11, FAO, Rome), dans la pièce AUS-6, pages 130 et 131 (pas d'italique dans l'original).

mesures de gestion du risque sont nécessaires uniquement si le risque dépasse le niveau de protection approprié, au cas où il serait douteux que le risque dépasse le niveau de protection approprié dans la mesure calculée, ou douteux qu'il dépasse dans quelque proportion que ce soit le niveau de protection approprié, il convient alors que le Groupe spécial entreprenne d'examiner si la mesure de rechange moins stricte suggérée par la Nouvelle-Zélande peut assurer le niveau de protection jugé approprié par l'Australie.

7.1144 En second lieu, le Groupe spécial évaluera plus directement si, à supposer que des mesures de gestion du risque soient nécessaires, les mesures de rechange dûment indiquées par la Nouvelle-Zélande pourraient de manière suffisante ramener le risque au niveau de protection jugé approprié par l'Australie ou en deçà. À l'évidence, le Groupe spécial ne peut pas procéder à une évaluation des risques *de novo*. La tâche du Groupe spécial est d'évaluer si la Nouvelle-Zélande a établi une présomption, que l'Australie n'a pas réussi à réfuter, que les mesures de rechange ont un effet suffisant de réduction du risque. Le Groupe spécial analysera si la Nouvelle-Zélande a présenté des indices suffisants concernant un tel effet de réduction du risque et examinera ce que les experts disent au sujet de cet effet. Il examinera également si l'IRA a évalué les mesures de rechange indiquées par la Nouvelle-Zélande et – si elles ont été évaluées – s'il était justifié qu'elles soient finalement rejetées dans l'IRA.

Analyse de la deuxième condition du critère énoncé à l'article 5:6 pour le feu bactérien

7.1145 Le Groupe spécial évaluera d'abord si la Nouvelle-Zélande a démontré que le calcul fait par l'Australie du risque de feu bactérien résultant de l'importation de pommes de Nouvelle-Zélande était exagéré. Au titre de l'article 5:1 de l'Accord SPS, le Groupe spécial a déjà constaté que cela était le cas. En particulier:

a) En ce qui concerne l'étape 1 pour l'importation, le Groupe spécial a constaté que l'estimation figurant dans l'IRA selon laquelle *E. amylovora* serait toujours présente dans les vergers de provenance en Nouvelle-Zélande n'était pas suffisamment étayée par les preuves scientifiques sur lesquelles l'IRA s'appuyait et, en conséquence, n'était pas cohérente ni objective.[2796] En particulier, le Groupe spécial a constaté que bien que le fondement de l'IRA en ce qui concerne cette étape pour l'importation provienne de sources scientifiques respectées et compétentes, le raisonnement fait dans l'IRA à cet égard n'était pas cohérent ni objectif et la probabilité en résultant qui était attribuée à cette étape était exagérée.[2797] Le Groupe spécial a ajouté que l'étape 1 pour l'importation était un point de départ très important pour l'IRA de l'Australie. L'étape suivante, l'étape 2 pour l'importation, évalue la probabilité que des fruits cueillis soient contaminés par *Erwinia amylovora*. La probabilité à l'étape 2 se rapporte directement à l'historique du feu bactérien pendant l'année de récolte (il s'agit de savoir si des symptômes actifs producteurs d'inoculum étaient présents) et au cours des années antérieures (pour l'éventuelle présence interne d'*Erwinia amylovora* dans le xylème).[2798]

b) En ce qui concerne l'étape 2 pour l'importation, le Groupe spécial a constaté que l'estimation faite dans l'IRA de la probabilité que des fruits provenant d'un verger infecté ou infesté soient infectés ou infestés par *E. amylovora* n'était pas cohérente ni objective.[2799] Le Groupe spécial a noté que selon M. Paulin l'intervalle de probabilité

[2796] Voir plus haut le paragraphe 7.259.
[2797] Voir plus haut le paragraphe 7.258.
[2798] Voir plus haut le paragraphe 7.257.
[2799] Voir plus haut le paragraphe 7.275.

pour cette étape était élevé.[2800] Le Groupe spécial a souligné que l'IRA ne précisait pas comment les résultats des différentes études avaient été agrégés pour parvenir à une estimation de l'intervalle de probabilité attribué à l'étape 2 pour l'importation ni pourquoi, dans ce contexte, moins de poids avait été accordé aux études qui indiquaient des fréquences plus faibles de contamination par le feu bactérien.[2801] M. Paulin a également fait observer qu'aucune conclusion générale et raisonnable quant à la présence d'*Erwinia amylovora* sur ou dans des pommes mûres ne pouvait être fondée sur les résultats disparates des études pertinentes.[2802]

c) En ce qui concerne l'étape 3 pour l'importation, le Groupe spécial a constaté que l'estimation faite dans l'IRA de la probabilité que des fruits intacts provenant de vergers infestés ou infectés soient contaminés par *E. amylovora* pendant la cueillette et le transport vers la station de conditionnement ne s'appuyait pas sur des preuves scientifiques adéquates et en conséquence n'était pas cohérente ni objective.[2803] Le Groupe spécial a également noté que, selon M. Deckers, le chiffre de 1 pour cent comme étant la valeur la plus probable de la distribution triangulaire en ce qui concerne cette étape pour l'importation semblait trop élevé.[2804]

d) En ce qui concerne l'étape 4 pour l'importation, le Groupe spécial a conclu que la Nouvelle-Zélande n'avait pas établi que l'estimation faite dans l'IRA de la probabilité qu'*E. amylovora* survive à des procédures de traitement courantes dans la station de conditionnement était exagérée et ne s'appuyait pas sur des preuves scientifiques adéquates. Dans le même temps, le Groupe spécial a noté que selon certains des experts l'intervalle de probabilité et l'échelle de distribution estimés dans l'IRA en ce qui concerne cette étape pour l'importation semblaient trop élevés, en particulier compte tenu de l'effet possible de l'utilisation de désinfectants.[2805]

e) En ce qui concerne l'étape 5 pour l'importation, le Groupe spécial a constaté que l'estimation faite dans l'IRA de la probabilité que des fruits intacts soient contaminés par *E. amylovora* pendant le traitement dans la station de conditionnement n'était pas cohérente ni objective. Il a noté que les experts considéraient que l'estimation faite dans l'IRA concernant l'étape 5 pour l'exportation était fortement exagérée.[2806]

f) En ce qui concerne l'étape 6 pour l'importation, le Groupe spécial a constaté que la Nouvelle-Zélande n'avait pas établi que l'estimation faite dans l'IRA de la probabilité qu'*Erwinia amylovora* survive à la palettisation, à l'inspection de la qualité, à la conteneurisation et au transport vers l'Australie était artificiellement gonflée ou n'était pas fondée sur un raisonnement cohérent et objectif. Néanmoins, il a pris note de la déclaration de M. Deckers selon laquelle "[l]a survie de la bactérie [*E. amylovora*] pendant la palettisation, la conteneurisation et le transport est considérée comme faible, sûrement après la désinfection externe des fruits pendant le processus de conditionnement".[2807]

g) En ce qui concerne l'étape 7 pour l'importation, le Groupe spécial a constaté que la conclusion de l'IRA selon laquelle la probabilité que des fruits intacts soient

[2800] Voir plus haut le paragraphe 7.273.
[2801] Voir plus haut le paragraphe 7.274.
[2802] *Ibid.*
[2803] Voir plus haut le paragraphe 7.290.
[2804] Voir plus haut le paragraphe 7.288.
[2805] Voir plus haut les paragraphes 7.305 et 7.306.
[2806] Voir plus haut les paragraphes 7.318 à 7.320.
[2807] Voir plus haut les paragraphes 7.330 et 7.331.

contaminés par *Erwinia amylovora* pendant la palettisation, l'inspection de la qualité, la conteneurisation et le transport était négligeable semblait être cohérente et objective.[2808] La question séparée du choix fait dans l'IRA d'un intervalle de probabilité de zéro à un sur 1 million pour ce type d'événement "négligeable" a été examinée ultérieurement par le Groupe spécial dans le contexte des allégations de la Nouvelle-Zélande concernant les vices de méthode de l'IRA.[2809]

h) En ce qui concerne l'étape 8 pour l'importation, le Groupe spécial a noté que la Nouvelle-Zélande n'avait pas mis en cause l'estimation faite dans l'IRA de la probabilité de l'événement que représente cette étape particulière pour l'importation. Le Groupe spécial a conclu qu'il n'y avait aucune raison de croire que cette estimation n'était pas cohérente ni objective au vu du scénario pris en compte dans l'IRA.[2810]

7.1146 À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial a aussi constaté que l'estimation faite dans l'IRA de la probabilité globale de l'importation ne s'appuyait pas sur des preuves scientifiques adéquates et, en conséquence, n'était pas cohérente ni objective.[2811] Le Groupe spécial a souligné dans ce contexte que si les estimations de l'une ou de plusieurs des probabilités individuelles étaient contestables, parce que ces estimations n'étaient ni étayées par des preuves scientifiques adéquates ni fondées sur un raisonnement cohérent et objectif, le chiffre global devenait nécessairement contestable.[2812] En outre, l'IRA ne tente pas de trouver une justification de la probabilité globale estimée de l'importation autre que l'agrégation des probabilités individuelles représentées par chaque étape pour l'importation. Le Groupe spécial a également noté que, selon M. Deckers, cette probabilité globale était une valeur relativement élevée et était probablement surestimée.[2813]

7.1147 S'agissant de la probabilité de l'entrée du feu bactérien en Australie par le biais des pommes importées de Nouvelle-Zélande, en particulier en ce qui concerne l'exposition, le Groupe spécial a constaté que les preuves scientifiques citées dans l'IRA étayaient les conclusions concernant la viabilité et la survie des bactéries du feu bactérien sur les pommes importées. Le Groupe spécial a dit, toutefois, que les deux conclusions reposaient sur l'hypothèse selon laquelle des populations bactériennes seraient présentes sur les pommes mûres en provenance de Nouvelle-Zélande. En outre, il convient de nuancer ces deux conclusions par la restriction selon laquelle toutes populations bactériennes diminueraient avec le temps et ne pourraient vraisemblablement pas se multiplier. Le Groupe spécial a constaté que les conclusions de l'IRA sur les mécanismes de transfert n'étaient pas étayées par des preuves scientifiques, surtout en ce qui concerne la proposition d'un mécanisme de transmission mécanique. Le scénario des insectes butineurs, même s'il n'est pas totalement déraisonnable, semble correspondre à un scénario très improbable. Les conclusions de l'IRA sur la dose d'inoculum et la réceptivité de l'hôte sont généralement cohérentes et étayées par des preuves, même si les premières ne reconnaissent pas l'importance du nombre de bactéries pour la probabilité du déclenchement d'une infection et les secondes tendent à exagérer le nombre de plantes hôtes potentielles et ne tiennent pas compte de la discontinuité dans la réceptivité des plantes hôtes. Enfin, les conclusions de l'IRA sur les conditions environnementales semblent généralement cohérentes. Compte tenu des hypothèses et des réserves qui affectent la plupart des sections des conclusions de l'IRA sur l'exposition, le Groupe spécial a constaté que dans l'ensemble ces conclusions ne

[2808] Voir plus haut le paragraphe 7.342.
[2809] Voir plus haut les paragraphes 7.484 et 7.508.
[2810] Voir plus haut le paragraphe 7.349.
[2811] Voir plus haut le paragraphe 7.356.
[2812] Voir plus haut le paragraphe 7.355.
[2813] Voir plus haut le paragraphe 7.356.

s'appuyaient pas sur des preuves scientifiques adéquates et, en conséquence, n'étaient pas cohérentes ni objectives.[2814]

7.1148 En ce qui concerne la probabilité de l'établissement du feu bactérien, le Groupe spécial a noté que l'examen effectué dans l'IRA concernant la population minimale nécessaire à l'établissement correspondait à une hypothèse qui avait déjà été examinée par le Groupe spécial concernant la capacité alléguée de populations bactériennes aussi faibles de déclencher une infection. Cette hypothèse est un facteur important dans toute conclusion concernant la probabilité de l'établissement du feu bactérien. Le Groupe spécial a constaté qu'elle n'était pas étayée par des preuves scientifiques ni fondée sur un raisonnement cohérent et objectif.[2815]

7.1149 En ce qui concerne la dissémination du feu bactérien, le Groupe spécial a constaté que les conclusions de l'IRA concernant la probabilité de la dissémination semblaient généralement cohérentes. Dans le même temps, il a souligné que la valeur attribuée à cette probabilité devrait être proportionnée à la probabilité extrêmement faible de transmission selon le scénario des insectes butineurs.[2816]

7.1150 À la lumière de ce qui précède, en ce qui concerne l'exposition, l'établissement et la dissémination en général, le Groupe spécial a conclu que pour ce qui est de plusieurs aspects de son examen de l'exposition, de l'établissement et de la dissémination, le raisonnement fait dans l'IRA semblait à première vue généralement cohérent. Il a ajouté, toutefois, que toutes ces sections reposaient sur l'hypothèse selon laquelle certaines pommes importées au moins seraient infestées par *Erwinia amylovora*.[2817] En outre, il a dit que tout au long de l'examen des différents facteurs, l'IRA avait tendance à exagérer le risque en ne soulignant pas que toutes populations bactériennes seraient probablement peu importantes, iraient en diminuant et ne seraient pas en mesure de se multiplier, et qu'aucune infection ne pourrait se produire à moins que des plantes hôtes ne se trouvent dans une phase de sensibilité. Au lieu de cela, l'IRA met l'accent sur certains facteurs qui auraient tendance à accroître la probabilité de l'entrée, de l'établissement et de la dissémination, en l'absence de preuves scientifiques adéquates, voire au mépris de preuves disponibles indiquant le contraire.[2818] Le Groupe spécial a également constaté que le raisonnement exposé dans l'IRA de l'Australie en ce qui concerne la probabilité de l'entrée, de l'établissement et de la dissémination du feu bactérien, y compris l'estimation faite dans l'IRA de la valeur des probabilités respectives, ne s'appuyait pas sur des données scientifiques adéquates et, en conséquence, n'était pas cohérent ni objectif.[2819]

7.1151 En outre, le Groupe spécial a constaté qu'en ce qui concerne les vices de méthode relevés par la Nouvelle-Zélande, l'IRA surestimait la probabilité globale de l'entrée, de l'établissement et de la dissémination du feu bactérien en l'espèce. Il a constaté que le choix d'un intervalle de probabilité de 0 à 10^{-6} (0 à 1 sur 1 million) et d'un point médian (si la distribution uniforme était utilisée) de 5×10^{-7} (0,5 sur 1 million) pour des événements ayant une probabilité "négligeable" de se produire (correspondant au descripteur qualitatif "l'événement ne se produirait presque certainement pas") n'était pas dûment justifié dans l'IRA et entraînait une surestimation de la probabilité de l'entrée, de l'établissement et de la dissémination du feu bactérien. De même il a conclu que le fait de combiner cet intervalle de probabilité pour des événements ayant une probabilité "négligeable" de se produire à l'utilisation dans l'IRA d'une distribution uniforme pour modéliser la probabilité de ces événements tendrait à entraîner une surestimation additionnelle de la probabilité de ces événements "négligeables". Il partageait l'avis de la Nouvelle-Zélande selon lequel ces deux vices "amplifi[aient]

[2814] Voir plus haut le paragraphe 7.417.
[2815] Voir plus haut le paragraphe 7.420.
[2816] Voir plus haut le paragraphe 7.423.
[2817] Voir plus haut le paragraphe 7.428.
[2818] Voir plus haut le paragraphe 7.429.
[2819] Voir plus haut le paragraphe 7.448.

l'évaluation du risque transformant les possibilités souvent les plus lointaines en événements considérés comme se produisant avec une certaine fréquence".[2820]

7.1152 Enfin, en ce qui concerne les conséquences, le Groupe spécial a constaté que l'évaluation faite dans l'IRA des conséquences qui pourraient résulter de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination du feu bactérien en Australie ne s'appuyait pas sur des preuves scientifiques adéquates et, en conséquence, n'était pas cohérente ni objective.[2821]

7.1153 À la lumière de ces constatations au titre de l'article 5:1 et 5:2 de l'Accord SPS, le Groupe spécial conclut qu'aux fins de son allégation au titre de l'article 5:6 la Nouvelle-Zélande a établi que l'IRA de l'Australie surestimait le risque de feu bactérien résultant des importations de pommes de Nouvelle-Zélande. Ainsi, la Nouvelle-Zélande a jeté le doute sur le point de savoir si le risque de feu bactérien dépasserait le niveau de protection jugé approprié par l'Australie dans la mesure calculée par l'IRA, et justifiait des mesures de gestion des risques aussi strictes que celles qui avaient été élaborées dans l'IRA. En outre, la Nouvelle-Zélande a jeté le doute sur le point de savoir si le risque non réduit de feu bactérien dépasserait nécessairement le niveau de protection jugé approprié par l'Australie. En conséquence, il n'y a aucune raison de croire que la mesure de rechange suggérée par la Nouvelle-Zélande n'assurerait pas le niveau de protection jugé approprié par l'Australie.

7.1154 Comme il est indiqué plus haut[2822], le Groupe spécial va maintenant évaluer plus directement si, à supposer que des mesures de gestion des risques soient nécessaires, la Nouvelle-Zélande a établi une présomption, que l'Australie n'a pas réussi à réfuter, que sa mesure de rechange ramenait de manière suffisante le risque de feu bactérien au niveau de protection jugé approprié par l'Australie ou en deçà.

7.1155 Le Groupe spécial note que l'IRA de l'Australie n'envisageait pas formellement la restriction des importations de pommes de Nouvelle-Zélande aux pommes mûres asymptomatiques comme une mesure potentielle de gestion du risque. L'IRA rejetait certaines "autres mesures potentielles de gestion du risque pour le feu bactérien" sans mentionner la possibilité de restreindre les importations aux pommes mûres asymptomatiques:

> "Autres mesures potentielles de gestion du risque
>
> L'équipe chargée de l'IRA a envisagé d'autres mesures possibles de gestion du risque, y compris l'irradiation, la fumigation et des traitements avec différents agents bactéricides, l'infiltration sous vide de désinfectants et l'utilisation de lieux de production exempts de parasites. Les données pertinentes pour le feu bactérien étaient insuffisantes pour que l'équipe chargée de l'IRA évalue de manière adéquate l'efficacité de ces mesures de rechange. Toutefois, les mesures proposées peuvent toujours faire l'objet d'un examen s'il y a des renseignements pertinents additionnels qui donnent à penser que des mesures de rechange peuvent permettre de ramener les risques au niveau de protection jugé approprié par l'Australie."[2823]

7.1156 Dans le même temps, l'Australie fait valoir que la base sous-tendant l'analyse de l'équipe chargée de l'IRA pour le feu bactérien et le chancre européen concernait essentiellement les pommes

---

[2820] Voir plus haut le paragraphe 7.508. Voir aussi la deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.297.

[2821] Voir plus haut le paragraphe 7.470.

[2822] Voir plus haut le paragraphe 7.1144.

[2823] IRA de l'Australie, partie B, page 113. Voir aussi l'IRA de l'Australie, partie B, pages 105 et 112.

mûres asymptomatiques.[2824] Dans le contexte de l'étape 2 pour l'importation (la probabilité que les fruits venant d'un verger infecté ou infesté soient infectés ou infestés par *E. amylovora*), l'IRA n'a pas traité la question de savoir si les pommes mûres asymptomatiques en provenance de Nouvelle-Zélande pouvaient être porteuses du feu bactérien:

> "En envisageant la valeur appropriée qui devrait être attribuée à [l'étape 2 pour l'importation], l'équipe chargée de l'IRA a évalué la pertinence des renseignements examinés plus haut. Il convient de noter qu'à ce stade, seul le risque non réduit est évalué. En tant que telle, cette évaluation ... doit tenir compte du fait que les pommes pourraient provenir de n'importe quel endroit en Nouvelle-Zélande indépendamment de la situation des vergers en matière de feu bactérien. Par exemple les *pommes mûres asymptomatiques* pourraient provenir, entre autres choses, de vergers:
>
> où il y a une source de feu bactérien actif, y compris de nombreux foyers de feu bactérien sur chaque arbre; ou
>
> qui présentent peu ou pas de symptômes mais sont situés très près d'une source de feu bactérien actif dans des plantes pour haies (comme le cotoneaster); ou
>
> qui ne présentent aucun symptôme et sont situés à une certaine distance d'un hôte de feu bactérien actif.
>
> Étant donné la large répartition du feu bactérien en Nouvelle-Zélande, l'équipe chargée de l'IRA a conclu qu'il faudrait accorder plus de poids aux études sur les pommes provenant de vergers qui présentaient des symptômes de la maladie du feu bactérien.
>
> L'équipe chargée de l'IRA a reconnu qu'il y avait plusieurs études qui n'avaient trouvé aucune preuve de la présence de la bactérie du feu sur des *pommes mûres asymptomatiques* et que certaines de ces études avaient été effectuées pour des vergers présentant des symptômes du feu bactérien. Toutefois, étant donné qu'il y a un certain nombre d'études qui confirment la présence de la bactérie du feu bactérien sur de tels fruits, les études qui n'ont trouvé aucune preuve de la présence de la bactérie du feu bactérien sur des *pommes mûres asymptomatiques* se sont vu accorder beaucoup moins de poids.
>
> Passant aux études qui ont détecté la présence de la bactérie du feu bactérien sur des *pommes mûres asymptomatiques*, il y a une forte variation des taux d'infestation déclarés. Par exemple, Roberts *et al*. (1998) ont examiné la littérature et ont conclu que le taux d'infestation moyen pour les pommes provenant de vergers présentant des symptômes était d'environ 4,9 pour cent et que pour les pommes provenant de vergers sans symptômes à prendre en considération il était d'environ 0,35 pour cent. Une partie prenante a allégué que Roberts *et al.* (1998) utilisaient une méthode inappropriée pour combiner les résultats de différentes études afin de calculer les taux d'infestation. Elle a conclu que les taux d'infestation devraient être plus élevés. L'équipe chargée de l'IRA a examiné cette étude et convient qu'il peut y avoir de meilleures façons de combiner les données. Toutefois, les conclusions de l'équipe chargée de l'IRA concernant [l'étape 2 pour l'importation] sont fondées sur une prise en considération de tous les renseignements pertinents – pas simplement l'étude de

[2824] Deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphes 450 et 611; la première communication écrite de l'Australie, paragraphe 1084; les réponses de l'Australie à la question n° 138 du Groupe spécial après la première réunion de fond.

> Roberts *et al.* (1998) – et l'équipe chargée de l'IRA considère que les valeurs suggérées dans le projet sont appropriées."[2825] (pas d'italique dans l'original)

7.1157 Dans son analyse de l'allégation de la Nouvelle-Zélande au titre de l'article 5:1, le Groupe spécial a constaté que cette partie de l'IRA n'était pas suffisamment étayée par les preuves scientifiques utilisées à cette fin et, en conséquence, n'était pas cohérente ni objective. Le Groupe spécial a dit qu'il n'y avait aucune justification adéquate de la déclaration faite dans l'IRA selon laquelle il faudrait accorder plus de poids aux études sur les pommes provenant de vergers qui présentaient des symptômes de la maladie du feu bactérien.[2826] Comme M. Paulin l'a noté, cette déclaration ne semble pas tenir compte de manière adéquate du fait que rien n'indique que le feu bactérien sera toujours présent, même dans un verger infecté. Bien qu'il soit raisonnable de supposer qu'aucun verger en Nouvelle-Zélande n'est ou n'a été en permanence exempt du feu bactérien, cela ne veut pas dire que tous les vergers présenteront en permanence des symptômes actifs.[2827] Selon les preuves citées dans l'IRA, une année d'infection par *Erwinia amylovora* peut alterner avec des années au cours desquelles l'incidence du feu bactérien est beaucoup plus faible, et même dans un verger infecté, il peut y avoir des années sans symptômes du feu bactérien.[2828]

7.1158 Bien que le Groupe spécial ait constaté que la plupart des sources scientifiques citées dans l'IRA dans le contexte de l'étape 2 pour l'importation semblaient respectées et crédibles, il a également noté qu'il aurait fallu faire preuve dans l'IRA de beaucoup de prudence au moment de s'appuyer sur les deux études qui constataient que les pommes mûres asymptomatiques pourraient être porteuses du feu bactérien.[2829] Comme M. Paulin l'a noté, l'étude van der Zwet *et al.* (1990) aurait dû être examinée avec une extrême prudence, compte tenu des réserves ultérieures formulées par son premier auteur.[2830] Dans une déclaration faite en juillet 2002, M. van der Zwet a prévenu que les résultats de son étude de 1990 avaient été obtenus à partir de fruits récoltés en Virginie occidentale, aux États-Unis, dans une situation de feu bactérien grave. De l'avis de cet auteur, les résultats de l'étude "ne sont pas pertinents aux fins de la mise en place de mesures de quarantaine pour les fruits mûrs exportés".[2831] M. Paulin a également noté que d'autres données, comme celles figurant dans l'ouvrage de Sholberg *et al.* (1988), qui avaient trouvé un taux d'infestation/infection d'au moins 33 pour cent, devraient être examinées avec prudence car l'ouvrage semblait décrire une étude de cas spécifique, qui pouvait être différente de la situation normale dans un verger dont les pommes sont destinées à l'exportation.[2832]

[2825] IRA de l'Australie, partie B, page 65.

[2826] Voir plus haut le paragraphe 7.272. Voir aussi l'IRA de l'Australie, partie B, page 65.

[2827] Réponse de M. Paulin à la question n° 25 du Groupe spécial dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 177.

[2828] Réponse de M. Deckers à la question n° 25 du Groupe spécial dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 176. Voir aussi la réponse de M. Deckers dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 323.

[2829] Voir plus haut le paragraphe 7.270.

[2830] Déclaration de Tom van der Zwet, 16 juillet 2002, dans la pièce AUS-32. Van der Zwet *et al.*, "Population of *Erwinia amylovora* on External and Internal Apple Fruit Tissues" (1990), dans la pièce AUS-31. Réponse de M. Paulin à la question n° 24 du Groupe spécial, paragraphe 175. Voir toutefois l'IRA de l'Australie, partie B, page 63.

[2831] Déclaration de Tom van der Zwet, 16 juillet 2002, page 4, dans la pièce AUS-32. Van der Zwet *et al.*, "Population of *Erwinia amylovora* on External and Internal Apple Fruit Tissues" (1990), dans la pièce AUS-31.

[2832] IRA de l'Australie, partie B, pages 56 et 57. Réponse de M. Paulin à la question n° 24 du Groupe spécial, paragraphe 175. Sholberg et al., "Occurrence of *Erwinia amylovora* of pome fruit in British Columbia in 1985 and its elimination from the apple surface" (1988), dans la pièce AUS-34.

7.1159 Par ailleurs, le Groupe spécial a mis en cause de manière générale le fait que l'IRA s'appuyait sur les documents scientifiques mentionnés dans le contexte de l'étape 2 pour l'importation.[2833] Le Groupe spécial a estimé qu'en raison des grandes différences dans les renseignements présentés dans les diverses études citées dans la partie pertinente de l'IRA, il n'était pas possible de trouver dans ces études une justification de l'intervalle de probabilité attribué dans l'IRA à l'étape 2 pour l'importation. Les résultats des différentes études ne sont pas comparables, puisque les ouvrages ne traitent pas du même type de fruits (certains portent sur les fruits mûrs, d'autres sur les fruits non mûrs et d'autres encore n'indiquent pas avec précision le type de fruits). De plus, chaque ouvrage a sa propre technique de détection de la bactérie. De ce fait, aucune conclusion générale et raisonnable quant à la présence d'*E. amylovora* sur ou dans des pommes mûres ne peut être fondée sur la simple agrégation de ces résultats disparates.[2834]

7.1160 L'Australie explique que l'infestation externe (épiphyte) par la bactérie *E. amylovora*, qui serait asymptomatique, était la principale préoccupation de l'équipe de l'IRA en ce qui concerne le feu bactérien.[2835] L'IRA confirme cela en indiquant que "[l]e scénario de risque à l'importation particulièrement pertinent pour *E. amylovora* est celui qui se rapporte à une infestation épiphyte (externe). Les infestations épiphytes peuvent se produire dans les cuvettes pédonculaire et oculaire, ainsi qu'à la surface des fruits mûrs. *E. amylovora* ne peut pas être détectée par inspection visuelle".[2836]

7.1161 M. Deckers en convient et explique que "il n'y a pas suffisamment de recherches qualifiées qui indiquent l'importance des populations endophytes d'*E. Amylovora* dans les pommes"[2837]. M. Paulin note qu'à sa connaissance il n'y a pas de preuve de l'existence de pommes mûres infectées de manière endophyte mais asymptomatiques.[2838] De même, M. Deckers explique qu'il n'y a pas de preuve scientifique, dans l'épidémiologie du feu bactérien, indiquant que des fruits infectés de manière endophyte auraient la possibilité de se transformer en fruits mûrs d'apparence saine.[2839]

7.1162 Concernant l'infestation de feu bactérien à l'état épiphyte, M. Paulin explique que le cas est rare et exige des conditions préalables importantes: "des vergers (ou des zones) où il existe des quantités adéquates d'inoculum (exsudat) produites dans le voisinage par des symptômes actifs de feu bactérien ...[2840]".

7.1163 M. Deckers explique en outre que, bien que les pommes mûres puissent abriter des bactéries du feu bactérien à l'état épiphyte, ces bactéries ne survivent ni ne se multiplient convenablement parce que "la multiplication des bactéries [du feu bactérien] épiphytes dans la cavité oculaire des fruits ne se produira pas; cette multiplication se produira uniquement dans un milieu riche en sucre ou en amidon".[2841] De ce fait, selon M. Deckers:

[2833] Voir plus haut le paragraphe 7.270.

[2834] Voir plus haut le paragraphe 7.274.

[2835] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 1084. Voir aussi la réponse de l'Australie à la question n° 138 du Groupe spécial après la première réunion de fond.

[2836] IRA de l'Australie, partie B, page 52.

[2837] Réponse de M. Deckers à la question n° 7 du Groupe spécial dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 63.

[2838] Réponse de M. Paulin à la question n° 6 du Groupe spécial dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 45.

[2839] Réponse de M. Deckers à la question n° 6 du Groupe spécial dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 54.

[2840] Réponse de M. Paulin à la question n° 7 du Groupe spécial dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 57.

[2841] Réponse de M. Deckers à la question n° 7 du Groupe spécial dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 62.

> "[L]e niveau des populations épiphytes de bactéries [du feu bactérien] présentes sur les pommes restera faible, et la détection de ces petits nombres de bactéries sur la peau des fruits sera, de ce fait, malaisée. La possibilité que cette population épiphyte d'[*E. amylovora*] constitue une nouvelle source d'infestation dans le verger est très faible et n'est pas décrite dans le cycle biologique d'une infection par [*E. amylovora*] dans les conditions rencontrées dans un verger. Le calice du fruit n'est pas un endroit propice à la multiplication des bactéries [du feu bactérien]; dans le meilleur des cas, les bactéries peuvent survivre pendant un temps à cet endroit."[2842]

7.1164 À la réunion du Groupe spécial avec les experts, M. Paulin a lui aussi indiqué que le feu bactérien n'était pas une bactérie véritablement épiphyte et ne serait présente à la surface des pommes que sous la forme de populations résiduelles décroissant avec le temps:

> "[L]e terme "épiphyte" n'est probablement pas le meilleur choix dans le cas d'*E. Amylovora*. Il s'agit d'une bactérie médiocrement adaptée aux surfaces des végétaux. De ce fait, la présence éventuelle de bactéries à la surface d'un végétal, à la surface d'un pommier, est quelque chose de provisoire et non de permanent. Nous qualifions généralement d'épiphytes les bactéries qui sont en mesure de se multiplier sur la surface des végétaux sans produire de symptômes. Je pense que tout le monde est d'avis que cela n'est pas le cas d'*E. amylovora* sur les pommes et les poires. S'agissant des pommes et du feu bactérien, on peut se trouver en présence de bactéries provenant d'ailleurs, par exemple d'un exsudat ou d'une infection progressive de l'arbre lui-même dans le verger. Il peut y avoir, parfois, une population bactérienne. Si cette population ne parvient pas à infecter les tissus végétaux, pour une raison quelconque, alors elle tendra à disparaître et il restera des populations résiduelles telles que celle qui a été évoquée dans le calice des fruits. *E. amylovora* n'est pas une véritable bactérie épiphyte."[2843]

7.1165 De même, dans une réponse écrite au Groupe spécial, M. Paulin indique que:

> "Les preuves scientifiques disponibles montrent qu'*E. amylovora* n'est pas un véritable "épiphyte"; de ce fait, elle ne peut pas se multiplier mais seulement survivre sur les surfaces contaminées où les populations sont donc en diminution. Elle pourrait se multiplier, et maintenir alors un niveau élevé de population, uniquement si elle était en mesure d'infecter le végétal. Sur un fruit mûr, cette possibilité d'infection n'existe pas. Les fruits mûrs ne sont donc concernés au mieux que par des populations passagères qui sont susceptibles de disparaître rapidement. En outre, ces populations passagères seraient présentes s'il existait des lésions actives générées par le feu bactérien et productrices d'exsudat dans le verger au moment de la cueillette ou juste avant. Cette condition semble facile à éviter.
>
> En conséquence, les fruits mûrs asymptomatiques n'introduiront pas, sur leur surface, une population importante d'*E. Amylovora* dans une station de conditionnement. De ce fait, l'évaluation du risque pour cette étape semble trop élevée pour des fruits mûrs asymptomatiques. Les fruits en décomposition et les déchets représenteraient un risque plus élevé."[2844]

[2842] *Ibid.*

[2843] Réponse de M. Paulin dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 230.

[2844] Réponse de M. Paulin à la question n° 26 du Groupe spécial dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphes 187 et 188.

7.1166 Dans une autre réponse écrite au Groupe spécial, M. Paulin indique de même que:

> "Nous nous sommes déjà exprimés sur la probabilité de la présence d'une population résiduelle de bactéries à la surface des fruits. Certains préfèrent réserver le mot "épiphyte" exclusivement aux micro-organismes qui sont capables *de se multiplier*, et donc d'atteindre un niveau élevé de population à la surface des végétaux, sans produire de symptômes. Cela est généralement le cas de certaines bactéries phytopathogènes dénommées *Pseudomonas syringae* (certains pathovars de cette espèce). Une telle capacité *n'existe pas* dans le cas d'*E. amylovora* (Thomson 2000), sauf sur les stigmates des fleurs. En conséquence, les cellules bactériennes pouvant être présentes sur la surface des fruits ne pourraient pas se multiplier sur le même site. Elles devraient tout d'abord être transportées jusqu'à un *site approprié pour la multiplication* (c'est-à-dire un site d'infection, vraisemblablement une fleur ouverte sur une plante hôte)."[2845]

7.1167 M. Paulin est également sceptique quant à la probabilité que des pommes, exemptes d'*E. amylovora* à leur arrivée dans une station de conditionnement, puissent être contaminées pendant le traitement (étape 5 pour l'importation):

> "Même dépourvu de désinfectant, le milieu liquide (dans lequel les pommes mûres asymptomatiques sont plongées pendant le traitement) ne peut pas être considéré comme un milieu de culture pour *E. amylovora*: pour une bactérie de ce type, le milieu artificiel doit contenir, entre autres éléments, une concentration relativement élevée de sucre soluble (au minimum 0,5 g/l, la concentration standard étant de 5 g/l pour un milieu de culture destiné à *E. amylovora*). En conséquence, on doit s'attendre à ce que cette étape ait plutôt un effet de dilution. Dans ce cas particulier, la probabilité indiquée dans l'IRA semble fortement exagérée. Ce n'est que si des pommes en décomposition (cette décomposition étant en principe due à une infection par *E. amylovora*, ces pommes seraient non mûres et pas "asymptomatiques") ou une quantité importante de déchets infectés étaient présents que l'effet de dilution dans un milieu sans désinfectant pourrait déboucher sur la présence d'une quantité notable de cellules bactériennes sur la surface des fruits. Cela paraît très improbable dans des conditions pratiques.
>
> Il ressort des preuves scientifiques que dans un milieu artificiel, *E. amylovora* ne réussirait pas à vaincre des bactéries antagonistes naturelles (comme *Pantoea agglomerans* ou *Pseudomonas fluorescens*, Vanneste, 2008), dont la présence en concentration élevée à la surface des végétaux et des fruits est normale dans la nature, et qui entreraient en concurrence avec *E. amylovora* et empêcherait la multiplication de cette bactérie si elle était présente. En conclusion, j'estime que le risque de contamination des pommes par les machines des installations d'emballage est négligeable."[2846]

7.1168 De même, en ce qui concerne la probabilité que des fruits intacts soient contaminés par *E. amylovora* pendant la palettisation, l'inspection de la qualité, la conteneurisation et le transport (étape 7 pour l'importation), M. Paulin explique que:

[2845] Réponse de M. Paulin à la question n° 19 du Groupe spécial dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 140. (italique dans l'original)

[2846] Réponse de M. Paulin à la question n° 30 du Groupe spécial dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphes 216 et 217.

> "Dans l'analyse de cette étape, l'IRA n'apporte aucune preuve scientifique indiquant qu'une telle pollution externe puisse se produire, sauf dans le cas des fruits libérant un exsudat. Il fait référence au document van der Zwet 1999 dont on a déjà relevé l'inexactitude des renseignements fournis sur l'affaire, ce que reconnaît l'auteur lui-même. En outre, les fruits non mûrs atteints d'une infection interne et produisant un exsudat, s'il y en avait eu, auraient été rejetés bien avant cette étape.
>
> Je considérerais que la probabilité est nulle dans ce cas, pour des pommes mûres asymptomatiques."[2847]

7.1169 M. Paulin ajoute que:

> "L'exsudat ne peut être produit qu'à la suite d'une invasion progressive de tissus sensibles par la bactérie. La libération d'exsudat par des fruits mûrs n'est pas décrite dans les symptômes du feu bactérien. Elle pourrait éventuellement (?) se produire dans le cas d'un retard dans l'évolution de l'infection d'un fruit immature, mais autant que je sache, cela n'a pas été décrit dans la littérature scientifique. Le seul fondement scientifique d'une libération d'exsudat sur des fruits mûrs (?) est le document van der Zwet 1990, qui a déjà été examiné et qui peut être considéré comme dénué de pertinence pour cette affaire."[2848]

7.1170 De même, M. Deckers dit que "[d]es fruits mûrs porteurs d'une infection interne ne seront pas en mesure de produire de l'exsudat bactérien. Ces fruits seront immédiatement envahis par des infections fongiques. La production d'exsudat a lieu uniquement sur des fruits non mûrs dont l'amidon est utilisé par la bactérie EA pendant la phase de multiplication".[2849]

7.1171 M. Paulin explique que le transfert à une plante hôte est aussi très improbable:

> "Ce sont les insectes et les gouttes de pluie projetées par le vent qui sont généralement la cause du transfert à une plante hôte, mais la probabilité qu'une telle plante se trouve à l'endroit approprié serait très faible, et la probabilité d'une infection encore plus faible. La probabilité la plus élevée qui me vient à l'esprit est celle d'un insecte pollinisateur qui prélèverait un petit nombre de cellules bactériennes pour les déposer sur l'hypanthe floral d'une plante hôte. Cela demeure peu probable car les insectes ne transporteront guère des populations bactériennes en très faible quantité (ne se multipliant pas) (ce serait plus facile dans le cas d'une population qui se multiplie, où les cellules baignent dans l'exsudat). Enfin, la probabilité d'une multiplication réussie sur l'hypanthe et d'une infection serait extrêmement faible. En outre, il serait nécessaire que cette fleur ouverte soit là alors que des fruits pollués en surface sont présents. Tout cela ne peut être considéré comme constituant une preuve."[2850]

7.1172 M. Paulin confirme cela dans l'une de ses réponses écrites ultérieures au Groupe spécial:

[2847] Réponse de M. Paulin à la question n° 32 du Groupe spécial dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphes 227 et 228.

[2848] Réponse de M. Paulin à la question n° 33 du Groupe spécial dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 230.

[2849] Réponse de M. Deckers à la question n° 33 du Groupe spécial dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 229.

[2850] Réponse de M. Paulin à la question n° 19 du Groupe spécial dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 141.

> "*E. amylovora* n'est pas capable de se multiplier sur la surface des végétaux (sauf pendant une courte période, sur l'hypanthe des stigmates des fleurs). Il est difficile d'imaginer des conditions propices à une croissance active des cellules dans des conditions naturelles sur la surface d'une pomme asymptomatique.
>
> La dissémination d'une population se trouvant sur la surface d'un fruit vers des sites d'infection est de même difficile à imaginer, spécialement parce que ces cellules non multiplicatrices ne baignent pas dans l'exsudat et n'attirent donc pas les insectes ou d'autres vecteurs. Lors d'inoculations artificielles, les populations bactériennes en faible nombre doivent être placées *très précisément* sur le site d'infection approprié pour parvenir à infecter la plante hôte (Crosse *et al.*). C'est probablement une difficulté impossible à surmonter pour la bactérie dans des conditions naturelles."[2851]

7.1173 M. Deckers convient que les chances qu'une infestation épiphyte de feu bactérien sur des pommes mûres soit suffisante pour déclencher une infection sur une plante hôte seraient très faibles. "Les chances qu'une bactérie épiphyte qui peut se trouver sur des pommes mûres déclenche une infection sur une autre plante hôte seront très faibles. Le point essentiel sera le transfert de bactéries [du feu bactérien] viables à des organes sensibles de l'autre plante hôte, sur lesquels les bactéries pourront se multiplier avant qu'une nouvelle infection puisse avoir lieu."[2852]

7.1174 M. Deckers confirme cela dans une réponse écrite ultérieure au Groupe spécial: "Comme cela a été mentionné précédemment, il y a une possibilité que des pommes mûres abritent des bactéries [du feu bactérien] épiphytes viables. L'étape du transfert de ces fruits infectés à l'éventuelle plante hôte demeure l'étape la plus cruciale et sera difficile à prouver."[2853]

7.1175 M. Paulin ajoute que "l'on peut supposer que, pendant la majeure partie de l'année, la plupart des plantes hôtes ne devraient pas être à un stade où elles sont sensibles au moment où les pommes sont importées (la période de pointe se situe en hiver)".[2854] De même, M. Deckers dit que "[p]endant la saison de repos végétatif, il n'y a aucune possibilité d'infection des plantes hôtes par le feu bactérien lorsque ces plantes sont dépourvues d'organes sensibles ou lorsque les conditions climatiques ne permettent pas la multiplication bactérienne".[2855]

7.1176 M. Deckers explique en outre que:

> "Des pommes mûres asymptomatiques provenant de vergers gravement infectés peuvent abriter une population épiphyte de bactéries [du feu bactérien] dans leur cavité oculaire ou sous la forme d'un exsudat bactérien collé [*sic*] sur la peau du fruit et desséché, mais les chances que cette population bactérienne soit capable de déclencher une nouvelle infection sur une plante hôte sensible dans des conditions naturelles sont assez faibles.
>
> Lorsque les fruits sont récoltés dans des vergers ne présentant pas de symptômes d'activité du feu bactérien et dont le voisinage est également exempt de symptômes,

---

[2851] Réponse de M. Paulin à la question n° 27 du Groupe spécial dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphes 190 et 191. (italique dans l'original)

[2852] Réponse de M. Deckers à la question n° 27 du Groupe spécial dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 189.

[2853] Réponse de M. Deckers à la question n° 37 du Groupe spécial dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 252.

[2854] Réponse de M. Paulin à la question n° 10 du Groupe spécial dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 78.

[2855] Réponse de M. Deckers à la question n° 10 du Groupe spécial dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 84.

> sans qu'il y ait eu chute de grêle et lorsque les fruits ont été désinfectés pendant leur préparation en station de conditionnement, les chances de déclenchement et d'établissement de la maladie dans des conditions naturelles dans une autre zone sont considérées comme étant extrêmement faibles."[2856]

7.1177 M. Paulin confirme cela en expliquant que:

> "[L]a condition minimale pour que des pommes mûres asymptomatiques puissent abriter quelques cellules superficielles d'*E. amylovora* est que ces pommes aient été récoltées dans un verger où des symptômes d'activité du feu bactérien ont été observés avant l'époque de la récolte. Les seuls "mécanismes" qui me viennent à l'esprit pour le transfert de ces bactéries à un site d'infection situé sur une plante hôte sensible vivante parvenue au stade de réceptivité approprié sont:
>
> - les insectes (quelle que soit leur nature, pollinisateurs ou non), qui pourraient transporter les cellules bactériennes vers des fleurs ouvertes ou des blessures situées sur des pousses en phase de croissance,
>
> - les gouttes de pluie projetées par le vent.
>
> Ces deux "mécanismes" supposent que les fruits et les sites d'infection sont très proches les uns des autres. Tous deux sont *contestables* en raison du niveau certainement faible ou très faible de la population bactérienne présente sur ces fruits, et du fait que la localisation (calice) de cette population rend les cellules assez difficilement accessibles. En outre, les cellules bactériennes sur les fruits ne baignent probablement pas dans l'exsudat (comme c'est le cas lorsqu'elles se multiplient activement à partir de lésions actives) et ne sont donc pas bien protégées contre des conditions défavorables et, qui plus est, n'ont probablement pas la capacité adhésive, considérée comme un facteur facilitant le transport par les insectes."[2857]

7.1178 En outre, M. Deckers explique que les chances de succès d'un transfert et d'une multiplication des bactéries seraient assez exceptionnelles:

> "Il n'y aura pas de multiplication de la population bactérienne épiphyte sur la surface des fruits ou dans le tissu du calice. Les bactéries du feu bactérien ne survivent pas bien comme population bactérienne épiphyte. Les bactéries devraient être transférées en premier lieu à un organe sensible d'une plante hôte du feu bactérien, tel qu'un stigmate floral, où elles peuvent se multiplier et déclencher une nouvelle infection. Les chances de succès d'un tel transfert et d'une telle multiplication des bactéries seront assez exceptionnelles."[2858]

7.1179 M. Deckers ajoute que:

> "Les bactéries [*Erwinia amylovora*] peuvent effectivement se multiplier rapidement, mais non en tant qu'épiphytes à la surface des fruits. Cette multiplication ne peut se produire que sur des organes sensibles comme les jeunes fruits non mûrs ou les stigmates floraux, et uniquement lorsque les conditions climatiques (température et

[2856] Réponse de M. Deckers à la question n° 18 du Groupe spécial dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphes 135 et 136.

[2857] Réponse de M. Paulin à la question n° 18 du Groupe spécial dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphes 137 et 138. (italique dans l'original)

[2858] Réponse de M. Deckers à la question n° 19 du Groupe spécial dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 139.

humidité relative) sont optimales pour la croissance bactérienne. Il convient donc ici de se demander si ces circonstances seront présentes au moment où les fruits de Nouvelle-Zélande arriveront en Australie."[2859]

7.1180 De même, M. Paulin dit que:

"Ce n'est qu'après l'infection (ou l'inoculation artificielle) d'une plante hôte sensible que l'on peut observer une multiplication rapide d'*E. amylovora* dans l'environnement naturel constitué par un verger. Les valeurs indiquées dans la littérature sont strictement liées aux conditions dans lesquelles elles sont obtenues (aucune limitation concernant les matières nutritives et l'eau, température optimale et constante, ...). Elles proviennent de sources scientifiques crédibles, mais doivent être considérées comme le *potentiel maximal* de multiplication bactérienne, en l'absence de tout facteur limitatif. En outre, les taux de multiplication obtenus en laboratoire (sur des sections de fruits non mûrs, par exemple) font suite à des inoculations relativement massives de cultures bactériennes jeunes et fraîches.

Le facteur limitatif le plus probable pour *E. amylovora* dans les conditions existant dans un verger est le site où la bactérie pourrait se multiplier. À l'exception des conditions existant en laboratoire, aucune multiplication d'*E. amylovora* hors de l'infection d'une plante hôte (dont la première étape a lieu sur l'hypanthe) n'a jamais été décrite. Ainsi, une multiplication rapide est possible dans un verger, mais *uniquement après* une infection, dans les tissus végétaux."[2860]

7.1181 Ces réponses des experts indiquent que la probabilité de la dissémination du feu bactérien par le biais des pommes mûres asymptomatiques est très faible. En fait, en ce qui concerne les pommes mûres asymptomatiques en général, M. Deckers note que:

"Dans le cycle biologique d'[*E. amylovora*], les pommes mûres ne figurent pas parmi les modes de dissémination importants de la maladie du feu bactérien. Alors qu'il n'existe aucune mesure spécifique concernant les exportations de fruits, des mesures spécifiques sont imposées en Europe, dans les pays où le feu bactérien est présent autour des pépinières d'arbres fruitiers dans le but d'empêcher l'exportation d'arbres contaminés de pays infectés vers des pays exempts de feu bactérien. Le commerce des pommes entre les différents pays ne fait l'objet d'aucune mesure spéciale. Cela signifie que la dissémination de la maladie du feu bactérien par le matériel de multiplication des arbres fruitiers est considérée comme un risque beaucoup plus important que le risque de dissémination par l'exportation de pommes contaminées."[2861]

7.1182 M. Deckers ajoute que:

"Entre les différents pays de l'Union européenne, on estime que le risque d'introduction du feu bactérien par du matériel végétal infecté (obtentions ou porte-greffes) dans de nouveaux pays est beaucoup plus important que la possibilité d'introduction par des pommes infectées. En Espagne, il y a de bonnes raisons de

[2859] Réponse de M. Deckers à la question n° 40 du Groupe spécial dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 261.

[2860] Réponse de M. Paulin à la question n° 40 du Groupe spécial dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphes 262 et 263. (italique dans l'original)

[2861] Réponse de M. Deckers à la question n° 6 du Groupe spécial dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 52.

> penser que certaines des infections par le feu bactérien étaient [*sic*] liées à l'importation de plantes hôtes infectées en provenance de Belgique. En conséquence, une législation européenne a été promulguée pour réglementer les mesures de lutte dans les pépinières d'arbres fruitiers et leur voisinage. Le risque d'introduction de la maladie par les fruits infectés est jugé beaucoup plus faible et aucune mesure spéciale n'a été prise pour l'exportation des fruits entre les divers pays d'Europe."[2862]

7.1183 De même, M. Paulin dit que:

> "À mon avis, l'importation de bactéries avec les pommes est probablement possible. L'étape suivante du transfert de cette population bactérienne importée à une nouvelle plante en Australie, est vraisemblablement encore moins probable. Et je pense que l'ensemble du processus, le risque représenté par l'ensemble du processus est probablement du même ordre de grandeur que le transport d'insectes contaminés de manière naturelle de la Nouvelle-Zélande vers l'Australie par avion ou des choses de ce genre. Mon opinion personnelle est donc qu'il existe une possibilité dont le niveau de risque n'est pas beaucoup plus élevé que celui de la possibilité de dissémination naturelle des bactéries, qui vont d'un endroit à l'autre avec quelque chose d'autre, je dirais, qui n'a aucun lien avec le commerce des pommes."[2863]

7.1184 Dans ses conclusions au titre des articles 5:1 et 5:2 concernant l'exposition, l'établissement et la dissémination dans le cas du feu bactérien, le Groupe spécial a noté que les experts convenaient qu'il y avait une possibilité théorique d'importation de bactéries du feu bactérien avec les pommes. M. Paulin a reconnu que, bien qu'il n'ait connaissance d'aucune preuve scientifique étayant un tel scénario, en tant que scientifique il ne pouvait pas exclure que cela puisse se produire[2864]:

> "L'Australie a montré que l'on peut imaginer un système dans lequel des pommes mûres peuvent transporter les bactéries de Nouvelle-Zélande en Australie. Le problème est qu'il est difficile d'estimer la valeur du terme "peuvent". S'agit-il d'une possibilité rare, d'un événement fréquent ou de quelque chose d'exceptionnel? C'est beaucoup plus difficile que cela à dire. ... [T]out ce qui va de Nouvelle-Zélande ou d'un pays contaminé à un autre pays "peut" transporter quelque chose, y compris des bactéries pathogènes, c'est-à-dire le niveau minimal. Ensuite, il peut y avoir un transport spécifique de bactéries spécifiques, par exemple par le biais des porte-greffes, ce qui constituerait le danger maximal pour l'installation de la maladie dans un nouveau pays. Les pommes, qui se situent entre ces deux limites, ne peuvent donc pas être exclues. Que cela puisse être considéré comme un risque réel, voilà la question qui se pose."[2865]

7.1185 Le Groupe spécial a également noté que M. Deckers avait reconnu que lorsque l'on essayait, dans d'autres pays, de limiter le risque d'introduction du feu bactérien, "en premier lieu, on ne parl[ait]

[2862] Réponse de M. Deckers à la question n° 16 du Groupe spécial dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 123.

[2863] Réponse de M. Paulin dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 380.

[2864] Réponse de M. Paulin à la question n° 37 du Groupe spécial dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 253. Voir aussi la réponse de M. Paulin dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 380.

[2865] Réponse de M. Paulin dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 226. Voir aussi la réponse de M. Paulin dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 254.

pas des fruits, on parl[ait] plus du matériel végétal et des infections potentielles sur le matériel végétal, les porte-greffes ou les obtentions".[2866]

7.1186 Le Groupe spécial a conclu que les experts n'avaient pas considéré que l'IRA contenait des preuves scientifiques adéquates pour étayer l'affirmation selon laquelle l'introduction du feu bactérien par le biais de pommes mûres s'était produite ou pouvait se produire. Ils ont jugé encore moins probable l'étape suivante du transfert de cette population bactérienne importée à une nouvelle plante en Australie.[2867] La probabilité de l'introduction par le biais de pommes mûres serait, en tout état de cause, moindre que celle de l'introduction par le biais de matériel végétal ou de porte-greffes. Il n'y aurait pas de plus grande probabilité d'introduire *Erwinia amylovora* par le biais de pommes mûres que "la possibilité de dissémination naturelle des bactéries, qui vont d'un endroit à l'autre avec quelque chose d'autre ... qui n'a aucun lien avec le commerce des pommes".[2868]

7.1187 À la question spécifique de savoir si le fait de restreindre les importations de pommes de Nouvelle-Zélande aux pommes mûres asymptomatiques permettrait d'obtenir le niveau de protection jugé approprié par l'Australie, M. Paulin répond par l'affirmative:

> ""Pommes mûres asymptomatiques"
>
> *Mûres*: indique que les fruits ont achevé leur développement sur les arbres et qu'ils n'ont donc pas été infectés à un stade précoce (dans le cas contraire, ils ne se seraient pas développés jusqu'au stade de la maturité). Les fruits mûrs sont reconnus comme étant résistants à l'infection: ils ne développent pas de symptômes en cas d'inoculation, parce qu'ils ne permettent pas la multiplication des bactéries.
>
> *Asymptomatiques* signifie que les pommes ne révèlent aucun symptôme de feu bactérien (ni d'autres maladies): les fruits atteints par des infections précoces sont ainsi éliminés.
>
> Ces deux mesures sont effectivement nécessaires *pour éliminer* les risques *les plus évidents* de transfert des bactéries avec les fruits. Elles réduisent considérablement le risque en éliminant les possibilités de transport de populations élevées d'*E. amylovora* associées aux tissus hébergeant une infection progressive, par exemple ceux des fruits non mûrs. Néanmoins, on ne peut pas considérer qu'elles éliminent absolument le risque d'introduction de faibles populations bactériennes (externes) associées aux fruits. Dès lors, on peut estimer qu'en ce qui concerne le niveau de protection approprié, ces mesures ramènent la probabilité de l'entrée des bactéries avec les fruits de très faible à extrêmement faible."[2869]

7.1188 Si M. Paulin indique que le fait de limiter les importations en provenance de Nouvelle-Zélande aux pommes mûres et asymptomatiques "ramènerait la probabilité de l'entrée des bactéries avec les fruits de très faible à extrêmement faible en ce qui concerne le niveau de protection approprié", il dit également, en réponse à la question n° 15 du Groupe spécial, qu'il serait encore plus

---

[2866] Réponse de M. Deckers dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 379. Voir aussi la réponse de M. Deckers à la question n° 16 du Groupe spécial dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 123.

[2867] Voir plus haut le paragraphe 7.443.

[2868] Voir plus haut le paragraphe 7.445 et la réponse de M. Paulin dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 380. Voir aussi la réponse de M. Paulin à la question n° 16 du Groupe spécial dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphes 129 à 131.

[2869] Réponse de M. Paulin à la question n° 15 du Groupe spécial dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphes 118 à 121.

sûr de combiner la mesure de rechange de la Nouvelle-Zélande avec les mesures contestées de l'Australie concernant le feu bactérien:

> "La restriction de l'exportation aux pommes mûres asymptomatiques rendrait encore plus sûres les différentes mesures prises par l'Australie (désinfection, entreposage, etc.) mais ne remplacerait aucune d'entre elles."[2870]

7.1189 Le Groupe spécial prend note des réponses de M. Paulin citées ci-dessus, dans lesquelles il jette un doute sur les étapes essentielles pour l'importation examinées dans l'IRA dans le contexte du feu bactérien. En résumé, M. Paulin dit que le risque représenté par l'ensemble du processus d'importation:

> "est probablement du même ordre de grandeur que le transport d'insectes contaminés de manière naturelle de la Nouvelle-Zélande vers l'Australie par avion ou des choses de ce genre. Mon opinion personnelle est donc qu'il existe une possibilité dont le niveau de risque n'est pas beaucoup plus élevé que celui de la possibilité de dissémination naturelle des bactéries, qui vont d'un endroit à l'autre avec quelque chose d'autre, je dirais, qui n'a aucun lien avec le commerce des pommes."[2871]

7.1190 En faisant la synthèse de ces réponses de M. Paulin avec celle qu'il a donnée à sa question n° 15, le Groupe spécial constate que, dans son ensemble, l'avis d'expert de M. Paulin indique que si, de fait, la combinaison de la mesure de rechange de la Nouvelle-Zélande avec les mesures contestées de l'Australie est susceptible de rendre le commerce des pommes "encore plus sûr", la limitation de ce commerce aux "pommes mûres asymptomatiques" rend le risque extrêmement faible et analogue à celui que représentent les bactéries transportées de la Nouvelle-Zélande vers l'Australie par avion ou par tout autre mode de transport qui n'est pas lié au commerce des pommes.

7.1191 Dans ses réponses citées plus haut, M. Deckers explique que les pommes ne sont pas considérées comme étant une voie de diffusion importante de la maladie du feu bactérien et que, de ce fait, le commerce des pommes en Europe n'est pas soumis à des mesures de lutte contre le feu bactérien. Cela dit, M. Deckers est sceptique sur le fait que la mesure de rechange de la Nouvelle-Zélande puisse permettre à elle seule d'obtenir le niveau de protection jugé approprié par l'Australie:

> "La limitation des exportations de pommes aux pommes mûres asymptomatiques n'est pas suffisante pour obtenir le niveau de protection jugé approprié par l'Australie. La traçabilité des fruits jusqu'au niveau du verger où les pommes ont été produites est nécessaire à l'évaluation des risques en Australie. Les fruits provenant de vergers gravement infectés ou de vergers présentant des dégâts dus aux chutes de grêle peuvent abriter la bactérie dans leur cavité oculaire."[2872]

7.1192 Malgré cette dernière réponse de M. Deckers, le Groupe spécial constate que les déclarations de MM. Deckers et Paulin mentionnées précédemment montrent qu'ils considèrent que le risque global de l'entrée, de l'établissement et de la dissémination du feu bactérien par le biais des pommes mûres asymptomatiques importées de Nouvelle-Zélande est très faible – aussi bien globalement qu'en ce qui concerne les points essentiels spécifiques du scénario d'importation évalué dans l'IRA.

[2870] Réponse de M. Paulin à la question n° 15 du Groupe spécial dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 122.

[2871] Réponse de M. Paulin dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 380.

[2872] Réponse de M. Deckers à la question n° 15 du Groupe spécial dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 117.

7.1193 Comme il est indiqué plus haut, dans le contexte de l'article 5:5, le Groupe spécial *Australie – Saumons* a expliqué que son analyse juridique était différente de l'évaluation et de la certitude scientifiques pour lesquelles les experts scientifiques consultés par les groupes spéciaux pourraient avoir une préférence.[2873] Le Groupe spécial estime que cela s'applique également dans le contexte de l'article 5:6 de l'Accord SPS, en particulier pour l'évaluation de la deuxième condition du critère énoncé à l'article 5:6. Si le Groupe spécial essayait d'atteindre la même certitude scientifique que les experts scientifiques, il se laisserait aller à procéder à un examen *de novo*. Si le Groupe spécial se refusait à effectuer son analyse juridique simplement parce qu'elle ne pourrait pas atteindre la même certitude scientifique, il n'agirait pas en conformité avec l'article 11 du Mémorandum d'accord. Comme il est indiqué plus haut, ce que le Groupe spécial doit examiner dans le contexte du deuxième élément de l'article 5:6 de l'Accord SPS, est la question de savoir si la Nouvelle-Zélande a établi une présomption, que l'Australie n'a pas réussi à réfuter, que les mesures de rechange permettraient d'obtenir le niveau de protection jugé approprié par l'Australie. Évidemment, le Groupe spécial ne peut conclure cela que si la Nouvelle-Zélande a présenté des arguments et des éléments de preuve suffisants et convaincants à cet effet.

7.1194 Le Groupe spécial note qu'il a constaté que la Nouvelle-Zélande avait démontré que l'IRA ne constitue pas une évaluation des risques adéquate au titre de l'article 5:1 et 5:2 de l'Accord SPS et que par conséquent, les mesures de lutte contre le feu bactérien qui en résultaient étaient également incompatibles avec l'article 2:2 de l'Accord SPS. Le Groupe spécial est parvenu à cette constatation en partie sur la base des arguments de la Nouvelle-Zélande comparant le scénario d'importation et l'évaluation des risques figurant dans l'IRA avec l'importation de pommes mûres asymptomatiques.

7.1195 Le Groupe spécial note également que les experts considèrent que la Nouvelle-Zélande exporterait en Australie uniquement des pommes mûres asymptomatiques qui seraient en outre exemptes de déchets. M. Deckers décrit la norme Pipfruit New Zealand pour les fruits à l'exportation de la catégorie 1 comme "une méthode standard de détermination de la maturité et de la qualité des fruits".[2874] De même, M. Paulin confirme que la norme Pipfruit New Zealand pour les fruits à l'exportation de la catégorie 1 correspond à "une norme de qualité élevée" et que "[l]es spécifications concernant l'absence de dommage constituent un niveau de précision approprié pour garantir qu'il s'agit de "fruits asymptomatiques"".[2875] M. Latorre juge que "les prescriptions établies par Pipfruit New Zealand en ce qui concerne la maturité et l'absence de dommage sur les fruits sont acceptables".[2876] Il suggère également qu'à la lumière de la pièce présentée par la Nouvelle-Zélande il n'y a aucun risque que les pommes exportées depuis la Nouvelle-Zélande "ne soient pas toujours mûres, asymptomatiques et exemptes de déchets".[2877] De même, selon Mme Schrader:

> "En ce qui concerne les prescriptions en matière de maturité, l'inclusion de la coloration de base et de la teneur en éthylène telles qu'elles sont établies par Pipfruit New Zealand va au-delà des prescriptions imposées par le Streifindex. S'agissant de l'absence de dommage, la catégorie 1 telle qu'elle est définie dans la pièce NZ-93 est plus détaillée que, par exemple, les normes de qualité exigées par l'Union européenne, où la catégorie commerciale 1 correspond à une bonne qualité, de légers défauts dans

[2873] Rapport du Groupe spécial *Australie – Saumons*, paragraphe 8.126 (pas d'italique dans l'original).
[2874] Réponse de M. Deckers à la question n° 2 du Groupe spécial dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 20.
[2875] Réponse de M. Paulin à la question n° 2 du Groupe spécial dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 22.
[2876] Réponse de M. Latorre à la question n° 2 du Groupe spécial dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 21.
[2877] Réponse de M. Latorre à la question n° 3 du Groupe spécial dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 29.

> la forme et le développement, de légers défauts dans la coloration, uniquement des meurtrissures très légères, une fermeté suffisante."[2878]

7.1196 En outre, le Groupe spécial a constaté dans le contexte de l'article 5:1 et 5:2 de l'Accord SPS que le choix d'un intervalle de probabilité de 0 à 10^{-6} (zéro à 1 sur 1 million) et d'un point médian (si une distribution uniforme est utilisée) de 5 x 10^{-7} (0,5 sur 1 million) pour des événements ayant une probabilité "négligeable" de se produire (correspondant au descripteur qualitatif "l'événement ne se produirait presque certainement pas") n'était pas dûment justifié dans l'IRA et entraînait une surestimation de la probabilité de l'entrée, de l'établissement et de la dissémination du feu bactérien.[2879]

7.1197 L'Australie a un niveau de protection approprié qualitatif, défini comme "assurant un niveau élevé de protection visant à ramener le risque à un niveau très faible, mais pas à zéro".[2880] À la lumière des considérations qui précèdent, le Groupe spécial constate que la Nouvelle-Zélande a établi une présomption suffisamment convaincante, que l'Australie n'a pas réussi à réfuter, que la mesure de rechange relative au feu bactérien consistant à restreindre les importations de pommes de Nouvelle-Zélande aux pommes mûres asymptomatiques permettrait d'obtenir ce niveau de protection approprié. En conséquence, cette mesure de rechange satisfait à la deuxième condition du critère énoncé à l'article 5:6 dans le contexte du feu bactérien.

> Analyse de la deuxième condition du critère énoncé à l'article 5:6 pour le chancre européen

7.1198 Comme il est indiqué plus haut[2881], le Groupe spécial évaluera d'abord si la Nouvelle-Zélande a démontré que le calcul fait par l'Australie du risque de chancre européen résultant de l'importation de pommes de Nouvelle-Zélande était exagéré. Au titre de l'article 5:1, le Groupe spécial a déjà constaté que cela était le cas. En particulier:

a) En ce qui concerne l'étape 1 pour l'importation, le Groupe spécial a noté que la Nouvelle-Zélande n'avait pas mis en cause l'estimation faite dans l'IRA de la probabilité que *N. galligena* soit présente dans les vergers de provenance en Nouvelle-Zélande. Le Groupe spécial a signalé que la valeur donnée dans l'IRA à cette étape pour l'importation "[tenait] compte des variations des conditions climatiques sur l'ensemble du territoire néo-zélandais, et des renseignements indiquant que 95 pour cent environ de la production de pommes d'exportation de la Nouvelle-Zélande prov[enait] de vergers situés dans des régions où la maladie n'a[vait] jamais été signalée ou ne se produi[sait] que de façon sporadique pendant des saisons très humides".[2882]

b) En ce qui concerne l'étape 2 pour l'importation, le Groupe spécial a noté que l'estimation faite dans l'IRA de la probabilité que des fruits provenant d'un verger infecté ou infesté soient infectés ou infestés par *N. galligena* n'était pas suffisamment étayée par les preuves scientifiques sur lesquelles l'IRA s'était appuyé et n'était donc pas cohérente ni objective.[2883] Le Groupe spécial a également noté que l'IRA ne contenait pas de preuves scientifiques adéquates qui permettraient d'estimer la

[2878] Réponse de Mme Schrader à la question n° 2 du Groupe spécial dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 23.
[2879] Voir plus haut les paragraphes 7.484, 7.496 et 7.508.
[2880] IRA de l'Australie, partie A, page 3.
[2881] Voir plus haut le paragraphe 7.1143.
[2882] Voir plus haut les paragraphes 7.520 et 7.521. IRA de l'Australie, partie B, page 121.
[2883] Voir plus haut le paragraphe 7.545.

fréquence de l'infection et la latence dans le cas des pommes en Nouvelle-Zélande ou ailleurs. De plus, les études concernant l'infection des fruits citées dans l'IRA sont fondées sur des recherches menées dans des régions ou sur des périodes caractérisées par de fréquentes chutes de pluie estivales au moment de la récolte. En conséquence, le Groupe spécial a constaté que l'IRA ne tenait pas dûment compte de l'existence des conditions climatiques qui seraient nécessaires en Nouvelle-Zélande à la production et à la dissémination de l'inoculum, et à l'infection par l'inoculum.[2884]

c) En ce qui concerne l'étape 3 pour l'importation, le Groupe spécial a constaté que l'estimation faite dans l'IRA de la probabilité que des fruits intacts soient contaminés par *N. galligena* pendant la cueillette et le transport vers la station de conditionnement n'était pas suffisamment étayée par les preuves scientifiques sur lesquelles l'IRA s'était appuyé et, en conséquence, n'était pas cohérente ni objective.[2885] À cet égard, le Groupe spécial a pris note de l'opinion de M. Latorre selon laquelle l'analyse faite dans l'IRA surestimait le risque de dispersion de l'inoculum.[2886] Le Groupe spécial a souligné que l'IRA ne contenait pas de preuves scientifiques concernant la possibilité que des fruits porteurs d'une infection latente mais asymptomatiques puissent développer des pourritures et produire des spores de *N. galligena*, qui pourraient ensuite être transférées vers des fruits sains. Par ailleurs, le Groupe spécial a noté qu'il n'y avait dans l'IRA aucune indication de l'existence en Nouvelle-Zélande des conditions climatiques qui étaient nécessaires à la production et à la dissémination de l'inoculum, et à l'infection par l'inoculum de fruits intacts pendant la cueillette et le transport vers la station de conditionnement. L'examen effectué dans l'IRA ne tient pas compte du fait que les conidies sont de médiocres épiphytes. En outre, il n'y a aucune preuve scientifique dans l'IRA étayant l'idée que les périthèces joueraient un rôle dans la contamination des fruits intacts.[2887]

d) En ce qui concerne l'étape 4 pour l'importation, le Groupe spécial a conclu que l'estimation faite dans l'IRA de la probabilité que *N. galligena* survive aux procédures de traitement courantes dans la station de conditionnement n'était pas objectivement justifiable.[2888] L'IRA ne fournit aucune explication de son estimation selon laquelle il y aurait une probabilité minimale de 70 pour cent que *N. galligena* survive aux procédures de traitement courantes dans la station de conditionnement, la valeur la plus probable étant de 85 pour cent.[2889]

e) En ce qui concerne l'étape 5 pour l'importation, le Groupe spécial a constaté que l'estimation faite dans l'IRA de la probabilité que des fruits intacts soient contaminés par *N. galligena* pendant le traitement dans la station de conditionnement n'était pas suffisamment étayée par les preuves scientifiques sur lesquelles l'IRA s'était appuyé et, en conséquence, n'était pas cohérente ni objective. Il n'y a rien dans l'IRA qui étaye l'estimation de la probabilité à cette étape pour l'importation ni dans les preuves scientifiques citées dans l'IRA ni dans l'analyse faite dans l'IRA à cet égard.[2890]

f) En ce qui concerne l'étape 6 pour l'importation, le Groupe spécial a constaté que l'estimation faite dans l'IRA de la probabilité que *N. galligena* survive à la

[2884] Voir plus haut le paragraphe 7.544.
[2885] Voir plus haut le paragraphe 7.573.
[2886] Voir plus haut le paragraphe 7.562.
[2887] Voir plus haut le paragraphe 7.572.
[2888] Voir plus haut le paragraphe 7.594.
[2889] Voir plus haut le paragraphe 7.593.
[2890] Voir plus haut le paragraphe 7.606.

palettisation, à l'inspection de la qualité, à la conteneurisation et au transport vers l'Australie n'était pas suffisamment étayée par les preuves scientifiques sur lesquelles l'IRA s'était appuyé et, en conséquence, n'était pas cohérente ni objective.[2891] L'IRA reconnaît que certains fruits infectés qui n'ont pas été détectés lors du tri peuvent l'être au moment de l'inspection de la qualité. En outre, l'IRA ne tient pas compte des effets que les procédures ayant lieu à cette étape pourraient avoir sur l'infestation externe. Les preuves scientifiques citées dans l'IRA n'étayent pas l'estimation selon laquelle il y aurait une probabilité de 100 pour cent que *N. galligena* survive à la palettisation, à l'inspection de la qualité, à la conteneurisation et au transport vers l'Australie. La probabilité qu'une partie de la contamination en surface des fruits soit éliminée et que certaines des pommes porteuses d'infections latentes soient détectées au cours de cette étape peut être très faible, mais elle serait différente de zéro.[2892]

g) En ce qui concerne l'étape 7 pour l'importation, le Groupe spécial a constaté que l'estimation faite dans l'IRA de la probabilité que des fruits sains soient contaminés par *N. galligena* pendant la palettisation, l'inspection de la qualité, la conteneurisation et le transport n'était pas étayée par un raisonnement cohérent et objectif.[2893]

h) En ce qui concerne l'étape 8 pour l'importation, le Groupe spécial a noté que la Nouvelle-Zélande n'avait pas remis en question l'estimation faite dans l'IRA de la probabilité que *N. galligena* survive et subsiste avec le fruit après l'application à l'arrivée des procédures à la frontière minimales à 1 (100 pour cent).[2894] Dans ce contexte, le Groupe spécial a également noté que, selon l'IRA, "[l]es inspections de la documentation à l'arrivée ne détecteraient pas les symptômes de pourriture des fruits ni les infections latentes, et ceux-ci subsisteraient lorsque les fruits arrivent en Australie. Le score de probabilité concernant cette étape pour l'importation ne serait pas sensiblement réduit par une quelconque procédure normale à l'arrivée".[2895]

7.1199 À la lumière des conclusions du Groupe spécial concernant les estimations faites dans l'IRA de chacune des étapes pour l'importation, et de l'absence dans l'IRA de toute justification et preuve séparée concernant la probabilité globale estimée de l'importation, le Groupe spécial a constaté que l'estimation faite dans l'IRA de la *probabilité globale de l'importation* n'était pas étayée par les preuves scientifiques sur lesquelles l'IRA s'était appuyé et, en conséquence, n'était pas cohérente ni objective.[2896] Le Groupe spécial a estimé que si les estimations de l'une ou de plusieurs des probabilités individuelles étaient contestables, parce que ces estimations n'étaient ni étayées par des preuves scientifiques adéquates ni fondées sur un raisonnement cohérent et objectif, le chiffre global devenait nécessairement contestable. En outre, l'IRA ne tente pas de trouver une justification de la probabilité globale estimée de l'importation outre que l'agrégation arithmétique des différentes probabilités individuelles représentées par chaque étape pour l'importation.[2897] Le Groupe spécial a pris note de l'avis de M. Sgrillo selon lequel cette valeur de la probabilité globale pourrait être surestimée.[2898] Le Groupe spécial a également pris note de la déclaration de M. Latorre selon laquelle la valeur globale se situait hors de la fourchette qui pouvait être considérée comme légitime sur la

[2891] Voir plus haut le paragraphe 7.620.
[2892] Voir plus haut le paragraphe 7.619.
[2893] Voir plus haut le paragraphe 7.631.
[2894] Voir plus haut le paragraphe 7.637. Voir l'IRA de l'Australie, partie B, page 128.
[2895] Voir plus haut le paragraphe 7.636. Voir l'IRA de l'Australie, partie B, page 128.
[2896] Voir plus haut le paragraphe 7.649.
[2897] Voir plus haut le paragraphe 7.646.
[2898] *Ibid.* Voir aussi la réponse de M. Sgrillo à la question n° 84 du Groupe spécial dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 489.

base des connaissances générales concernant le chancre européen.[2899] M. Swinburne s'est dit du même avis, ajoutant qu'"étant donné toutes les incertitudes que comportent les calculs … ce résultat n'inspire pas confiance".[2900]

7.1200 Pour estimer la probabilité de l'entrée, de l'établissement et de la dissémination du chancre européen, l'IRA a tenu compte des facteurs suivants, en plus de la probabilité de l'importation: la "proximité", c'est-à-dire la proportion de points d'utilisation situés près de plantes hôtes sensibles au parasite dans chaque groupe d'exposition; la probabilité qu'une plante hôte sensible, dans le groupe d'exposition, soit exposée au parasite par le biais d'une pomme infestée/infectée jetée à proximité; la probabilité de l'établissement; et la probabilité de la dissémination.[2901]

7.1201 Concernant les valeurs de proximité, le Groupe spécial a constaté que la Nouvelle-Zélande n'avait pas établi *prima facie* que l'examen effectué dans l'IRA des points d'utilisation et des scores de proximité estimés pour la combinaison de chaque point d'utilisation aux groupes d'exposition n'était pas objectivement justifiable. Dans le même temps, le Groupe spécial a noté que l'IRA offrait peu d'explications et de preuves à l'appui de son raisonnement concernant l'estimation des différentes valeurs de proximité.[2902]

7.1202 Concernant l'exposition, le Groupe spécial a constaté que les conclusions de l'IRA sur cette valeur n'étaient pas fondées sur des preuves scientifiques adéquates et, en conséquence, n'étaient pas cohérentes ni objectives.[2903] Le Groupe spécial a constaté en ce qui concerne l'élimination des déchets, par exemple, que l'affirmation faite dans l'IRA selon laquelle les déchets ménagers constitueraient des "sources d'inoculum potentielles pour le transfert à des plantes hôtes sensibles" n'était pas étayée par des preuves. L'analyse de l'exposition faite dans l'IRA repose aussi sur des affirmations concernant la possibilité que des fruits porteurs d'une infection latente mais asymptomatiques puissent développer des pourritures et produire des spores de *N. galligena*, la momification des fruits, et la possibilité que les périthèces jouent un rôle dans la contamination de nouveaux hôtes, qui ne sont pas suffisamment étayées par les preuves scientifiques utilisées à cette fin. S'agissant de la survie et de la viabilité du champignon, les preuves n'étayent pas l'hypothèse apparemment avancée dans l'IRA selon laquelle l'inoculum pour les infections serait toujours présent. Pour ce qui est du mécanisme de transfert de *N. galligena*, le Groupe spécial a noté que l'IRA ne contenait aucune preuve scientifique établissant que le vent pouvait servir de mécanisme de dispersion des conidies en l'absence de pluie. Par ailleurs, le raisonnement fait dans l'IRA n'est pas cohérent ni objectif car il ne tient pas compte du fait que la dispersion des conidies par les éclaboussures de pluie serait très limitée et que pour qu'il y ait transfert, il faudrait aussi certaines conditions climatiques, qui sont peu susceptibles d'être présentes en Australie, en particulier pendant les périodes les plus critiques pour l'infection. Le Groupe spécial a constaté qu'il n'y avait aucune preuve dans l'IRA étayant la possibilité que des oiseaux ou des insectes puissent participer en tant que vecteurs au transfert de *N. galligena*. L'examen effectué dans l'IRA de la présence de points d'entrée ne tient pas compte du fait que les conidies sont de médiocres épiphytes et qu'elles ne survivront pas en tant que contaminant de surface. Concernant l'analyse de la dose d'inoculum, le Groupe spécial a relevé que l'IRA n'expliquait pas comment il tenait compte de la dose d'inoculum nécessaire à l'infection pour estimer la probabilité d'exposition à des plantes hôtes sensibles. De plus, l'IRA ne reconnaît pas de

[2899] Voir plus haut le paragraphe 7.647. Voir aussi la réponse de M. Latorre à la question n° 84 du Groupe spécial dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 486.

[2900] Voir plus haut le paragraphe 7.648. Réponse de M. Swinburne aux questions n° 84 et 85 du Groupe spécial dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 497.

[2901] Voir plus haut le paragraphe 7.650. Voir aussi l'IRA de l'Australie, partie B, page 129. Voir aussi l'IRA de l'Australie, partie B, page 17.

[2902] Voir plus haut le paragraphe 7.675.

[2903] Voir plus haut le paragraphe 7.717.

manière adéquate l'importance du nombre de spores, et d'autres facteurs tels que le cultivar hôte, en ce qui concerne la probabilité de déclenchement d'une infection. Enfin, le Groupe spécial a constaté que l'examen effectué dans l'IRA concernant les facteurs environnementaux ne tenait pas compte du fait que les conditions climatiques nécessaires à la production et dissémination de l'inoculum et l'infection par l'inoculum, pour ce qui est de la combinaison appropriée de températures froides et d'humectation, étaient peu susceptibles d'être présentes en Australie, en particulier en été et au début de l'automne, périodes les plus critiques pour l'infection.[2904]

7.1203 Le Groupe spécial a constaté que l'estimation faite dans l'IRA de la *probabilité globale de l'entrée, de l'établissement et de la dissémination du chancre européen* ne s'appuyait pas sur des preuves scientifiques suffisantes et, en conséquence, n'était pas cohérente ni objective.[2905] L'IRA tend à exagérer le risque, par exemple, en ne tenant pas compte du fait que la mycoflore épiphyte serait probablement petite et en décroissance, et que le nombre de pommes porteuses d'une infection latente diminuerait aussi dans le temps, en ne prenant pas en considération les conditions climatiques qui sont nécessaires a la production et dissémination de l'inoculum, et à l'infection par l'inoculum, et en supposant que l'inoculum pour l'infection et les sites d'infection seraient toujours présents. L'IRA met plutôt l'accent sur un certain nombre de facteurs et pose certaines hypothèses qui tendraient à accroître la probabilité de l'entrée, de l'établissement et de la dissémination, malgré l'absence de preuves scientifiques adéquates pour étayer ces facteurs voire en présence de preuves disponibles indiquant le contraire.[2906]

7.1204 Le Groupe spécial a également constaté que l'évaluation faite dans l'IRA des conséquences qui pourraient résulter de l'entrée, de l'établissement et de la dissémination du chancre européen en Australie ne s'appuyait pas sur des preuves scientifiques adéquates et, en conséquence, n'était pas cohérente ni objective.[2907]

7.1205 Concernant les vices de méthode relevés par la Nouvelle-Zélande, le Groupe spécial a constaté que le choix d'un intervalle de probabilité et d'un point médian pour des événements ayant une probabilité "négligeable" de se produire, ainsi que la combinaison de cet intervalle de probabilité à l'utilisation d'une distribution uniforme pour modéliser la probabilité de ces événements, n'étaient pas dûment justifiés dans l'IRA et entraînaient une surestimation de la probabilité de l'entrée, de l'établissement et de la dissémination[2908] du chancre européen.

7.1206 Le Groupe spécial a constaté qu'en ce qui concerne son analyse de la probabilité de l'entrée, de l'établissement et de la dissémination du chancre européen, l'IRA de l'Australie n'était pas une évaluation des risques adéquate au sens de l'article 5:1 et du paragraphe 4 de l'Annexe A de l'Accord SPS. Les vices constituent aussi un manquement dans l'IRA à l'obligation de tenir suffisamment compte de facteurs tels que les preuves scientifiques disponibles, les procédés et méthodes de production pertinents en Nouvelle-Zélande et en Australie, et la prévalence réelle du chancre européen, comme l'exige l'article 5:2 de l'Accord SPS. En conséquence, les mesures de l'Australie concernant le chancre européen contestées par la Nouvelle-Zélande sont incompatibles avec l'article 5:1 et 5:2 de l'Accord SPS et, par conséquent, également incompatibles avec l'article 2:2 de l'Accord SPS.[2909]

7.1207 À la lumière de ces constatations au titre de l'article 5:1 et 5:2 de l'Accord SPS, le Groupe spécial conclut qu'aux fins de son allégation au titre de l'article 5:6, la Nouvelle-Zélande a établi que

---

[2904] Voir plus haut le paragraphe 7.715.
[2905] Voir plus haut le paragraphe 7.749.
[2906] Voir plus haut le paragraphe 7.744.
[2907] Voir plus haut le paragraphe 7.777.
[2908] Voir plus haut les paragraphes 7.780 et 7.781.
[2909] Voir plus haut les paragraphes 7.778 et 7.779.

l'IRA de l'Australie surestimait le risque de chancre européen résultant des importations de pommes de Nouvelle-Zélande. Ainsi, la Nouvelle-Zélande a jeté un doute sur le point de savoir si le risque de chancre européen dépasserait le niveau de protection jugé approprié par l'Australie dans la mesure calculée dans l'IRA et justifierait des mesures de gestion du risque aussi strictes que celles qui ont été élaborées dans l'IRA. En outre, la Nouvelle-Zélande a jeté un doute sur le point de savoir si le risque non réduit de chancre européen dépasserait nécessairement le niveau de protection jugé approprié par l'Australie. En conséquence, il n'y a aucune raison de penser que la mesure de rechange moins stricte suggérée par la Nouvelle-Zélande ne permettrait pas d'obtenir le niveau de protection jugé approprié par l'Australie.

7.1208 Comme il est indiqué plus haut, le Groupe spécial va maintenant évaluer plus directement si, à supposer que des mesures de gestion du risque soient nécessaires, la Nouvelle-Zélande a établi une présomption, que l'Australie n'a pas réussi à réfuter, que sa mesure de rechange réduit suffisamment le risque de chancre européen et le ramène au niveau de protection jugé approprié par l'Australie ou en deçà.[2910]

7.1209 Comme dans le contexte du feu bactérien, l'IRA n'envisageait pas formellement la restriction des importations de pommes de Nouvelle-Zélande aux pommes mûres asymptomatiques comme une mesure potentielle de gestion du risque pour le chancre européen. En fait, le principal scénario de risque figurant dans l'IRA concerne "toute infection latente des fruits qui n'aurait pas été détectée au moment de la récolte ou pendant le traitement à la station de conditionnement".[2911] "La filière de risque qui suscite la plus grande préoccupation pour l'exportation en ce qui concerne le chancre européen est l'infection et l'infestation asymptomatiques des fruits qui ne peuvent être détectées par l'inspection. Dans des conditions adéquates, le champignon pourrait se développer et produire les spores qui transmettent la maladie."[2912]

7.1210 Concernant la probabilité que *N. galligena* soit présente dans les vergers de provenance en Nouvelle-Zélande (étape 1 pour l'importation), le Groupe spécial a pris note de la déclaration figurant dans l'IRA selon laquelle l'intervalle estimé pour cette étape pour l'importation tient compte des variations des conditions climatiques sur l'ensemble du territoire néo-zélandais, et des renseignements indiquant que 95 pour cent environ de la production de pommes d'exportation de la Nouvelle-Zélande provient de vergers situés dans des régions où la maladie n'a jamais été signalée ou ne se produit que de façon sporadique pendant des saisons très humides.[2913]

7.1211 Quant à la question de savoir s'il y a une probabilité que des fruits récoltés soient porteurs d'une infection/infestation latente par *N. galligena* (étape 2 pour l'importation), MM. Swinburne et Latorre expliquent qu'en principe il est possible que des fruits infectés de toutes variétés soient récoltés sans symptômes visibles.[2914] M. Latorre définit le cas des pommes mûres faisant l'objet d'une infection endophyte comme étant "une possibilité, plutôt qu'un véritable problème, qui doit être prouvée avant que l'on puisse admettre qu'il s'agit d'un mécanisme important de dissémination de *N. galligena* à grande distance".[2915] Dans le même temps, M. Latorre indique trois facteurs cumulatifs qui seraient indispensables pour que les pommes soient porteuses d'infections latentes:

[2910] Voir plus haut le paragraphe 7.1144.
[2911] IRA de l'Australie, partie B, page 118.
[2912] IRA de l'Australie, partie B, page 151.
[2913] Voir plus haut le paragraphe 7.520. IRA de l'Australie, partie B, page 121.
[2914] Réponses de MM. Swinburne et Latorre à la question n° 49 du Groupe spécial dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphes 310 à 314 et 306 à 309.
[2915] Réponse de M. Latorre à la question n° 49 du Groupe spécial dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 307.

> "Trois facteurs essentiels sont nécessaires à l'infection des pommes par le chancre européen: 1) des conditions climatiques propices; 2) la présence d'un hôte sensible; et 3) une concentration suffisante d'inoculum. La conjugaison de ces trois facteurs est nécessaire pour que l'infection des pommes se produise. Il a été démontré que des conditions humides étaient nécessaires à la production et à la libération d'inoculum. Des pluies fréquentes sont essentielles pour que les conidies et les ascospores soient disséminées, à partir des lésions produites par les chancres, vers les fruits, au sein des arbres infectés. En conséquence les fruits mûrs ne seraient porteurs d'une infection latente que dans des climats caractérisés par des étés frais et pluvieux."[2916]

7.1212 Les experts expliquent qu'il est très improbable que ces trois facteurs se présentent de façon simultanée en Nouvelle-Zélande. En ce qui concerne les conditions climatiques propices à l'infection des pommes par *Neonectria galligena* en Nouvelle-Zélande, l'IRA fait référence à une étude de Braithwaite:

> "Dans les hautes terres pluvieuses d'Auckland et du Waikato, où le chancre européen est présent et où les conditions climatiques sont plus propices à la production de spores du fait principalement que les hivers y sont plus humides (NIWA, 2004), les fruits pourraient être infectés pendant la période de récolte. Des fruits infectés tard dans la saison, et ne présentant pas de symptômes évidents de pourriture, pourraient être cueillis dans ces vergers.
>
> Dans un rapport présenté au MAFNZ, Braithwaite (1996) a reconnu la possibilité que le chancre européen puisse passer inaperçu pendant la récolte ou au début de l'entreposage et qu'il puisse donc être transmis aux fruits sous forme d'infections latentes."[2917]

7.1213 Toutefois, M. Swinburne et M. Latorre critiquent tous deux le fait que l'IRA s'appuie sur cette étude. Comme l'explique M. Swinburne:

> "Braithwaite (1996) contient une information non confirmée selon laquelle des fruits en voie de décomposition porteurs de [*Neonectria galligena*] ont été détectés en Nouvelle-Zélande, et il semble admis par les deux parties que cela se produit occasionnellement, encore que l'on ne sache absolument pas si ces événements ont été rapportés avant ou après la récolte. Braithwaite poursuit en avançant l'hypothèse que des fruits pourris peuvent transmettre l'infection, fondant son argument sur des observations faites en Europe concernant la formation d'ascospores sur des fruits momifiés. C'est un événement qui se produit très rarement et encore moins dans les climats de la Nouvelle-Zélande ou de l'Australie ... Pour ces raisons, on peut faire abstraction de cet aspect de l'ouvrage."[2918]

7.1214 M. Latorre convient que l'étude de Braithwaite ne constitue pas une base fiable pour conclure dans l'IRA que des infections latentes peuvent se produire dans les pommes mûres en Nouvelle-Zélande:

> "Braithwaite (1996) (pièce n° NZ-34) a publié un bref bilan des connaissances actuelles concernant le chancre européen, en se fondant sur des études du

[2916] Réponse de M. Latorre à la question n° 56 du Groupe spécial dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 351.

[2917] IRA de l'Australie, partie B, page 122.

[2918] Réponse de M. Swinburne aux questions n° 54 et 55 du Groupe spécial dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 349.

> développement de la maladie au Royaume-Uni et en Europe du Nord, sans analyser les conditions en Nouvelle-Zélande. Aucune donnée objective n'est indiquée dans ce document. En conséquence, je pense également que ce n'est pas une référence fiable et pertinente qui permettrait d'étayer l'hypothèse selon laquelle des infections latentes peuvent aussi se présenter dans des pommes mûres en Nouvelle-Zélande."[2919]

7.1215 M. Latorre ajoute qu'il convient d'être prudent avant de tenter de tirer des conclusions applicables en Nouvelle-Zélande des recherches menées en Europe et mentionnées dans l'IRA:

> "L'IRA de l'Australie fondait l'évaluation des risques sur les renseignements déjà publiés dans des études effectuées en Irlande du Nord (Swinburne, 1964, 1975, pièces NZ-11 et NZ-9, respectivement). Ces résultats ont été obtenus à partir de variétés de pommes assez différentes de celles qui sont produites de nos jours en Nouvelle-Zélande et dans des conditions environnementales qui paraissent être beaucoup plus propices à l'infection des fruits (en Irlande du Nord) que celles existant en Nouvelle-Zélande. Bien que cela n'invalide pas l'analyse en matière d'évaluation des risques, et n'exclue pas l'hypothèse selon laquelle des infections latentes peuvent se produire dans des fruits mûrs en Nouvelle-Zélande, il s'agit d'un facteur qui aurait dû être pris en compte dans l'IRA de l'Australie. L'infection latente des fruits mûrs ne devrait pas être remise en question, mais la probabilité que de nombreux cultivars de pommes produits dans des conditions environnementales différentes en Nouvelle-Zélande soient porteurs d'infections latentes présente le plus grand intérêt."[2920]

7.1216 De fait, M. Latorre est d'avis que les conditions météorologiques de la Nouvelle-Zélande sont défavorables au développement du chancre européen. "[I]l apparaît que les conditions estivales en Nouvelle-Zélande sont très défavorables au développement du chancre européen, et que l'infection des fruits serait un événement extrêmement rare. Par conséquent, la probabilité d'infection latente des pommes mûres serait extrêmement faible ou négligeable."[2921]

7.1217 M. Swinburne est d'accord. À son avis, il est important de prendre en compte, non seulement la pluviosité annuelle, mais également le régime des pluies, afin de déterminer s'il y a des périodes d'humectation des feuilles suffisamment longues:

> "La faiblesse essentielle de l'approche suivie dans l'IRA est qu'elle suppose que l'inoculum (spores) pour l'infection est toujours présent, et que tout ce qu'il faut, c'est une période adéquate (heures d'humectation des feuilles dans des limites de température données) pour que l'infection se produise. La principale faille de cet argument est l'hypothèse selon laquelle il est possible de comparer des régions sur la base de leur pluviosité annuelle, sans tenir compte du régime des pluies. Même dans des régions comme l'Irlande du Nord (Loughgall) où il pleut en toute saison, il fallait plus de cinq heures d'humectation des feuilles après quelques jours de temps sec pour que la libération des ascospores reprenne (Swinburne, 1971b). Dans les régions où il existe une saison sèche marquée, comme la Californie et les États du nord-ouest des États-Unis bordés par le Pacifique, la formation de spores ne commence même pas tant que la période pluvieuse n'a pas duré un certain temps (encore indéterminé à ce

[2919] Réponse de M. Latorre à la question n° 54 du Groupe spécial dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 344.
[2920] Réponse de M. Latorre à la question n° 55 du Groupe spécial dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 346.
[2921] Réponse de M. Latorre à la question n° 57 du Groupe spécial dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 358.

> jour) (Zeller, 1926, Wilson, 1966/8). Pour une telle région, des données ne concernant que de simples "périodes d'infection" surestimeraient beaucoup le risque d'établissement de la maladie."[2922]

7.1218 En ce qui concerne la présence d'un hôte sensible, M. Swinburne note que les fruits sont la proie d'infections si les arbres où ils se trouvent sont infectés. Il souligne à ce propos que l'IRA reconnaît que 95 pour cent des vergers néo-zélandais devraient être exempts de chancres:

> "[P]our qu'un fruit soit infecté, il est généralement nécessaire qu'il pousse sur un arbre qui est lui-même infecté …, de sorte que nous parlons de fruits dont l'infection provient de leur arbre mère, de l'arbre dont ils sont spécifiquement issus. Par conséquent, la probabilité que des fruits récoltés sur des arbres qui ne présentent pas de chancres soient porteurs d'une infection latente est exceptionnellement faible. Et, comme je crois le comprendre d'après les pièces qui ont été présentées, 95 pour cent des vergers néo-zélandais sont dans une large mesure exempts de chancre."[2923]

7.1219 M. Swinburne ajoute qu'"[é]tant donné que quelque 95 pour cent des vergers de Nouvelle-Zélande soit sont exempts de la maladie, soit présentent de très faibles niveaux d'infection, et qu'en outre le climat n'est pas bien adapté à l'infection estivale des fruits, il s'ensuit nécessairement que la probabilité d'apparition de pourritures après la récolte est vraiment très faible".[2924]

7.1220 De même, M. Latorre fait remarquer que "[d]es infections latentes peuvent se produire dans *une faible proportion* des fruits récoltés sur des arbres présentant des chancres, si des chutes de pluie estivales fréquentes se sont produites lors de la récolte". [I]l est extrêmement peu probable que des pommes provenant de vergers exempts de chancre européen soient porteuses d'infections latentes en l'absence de pluies estivales. Dans ces circonstances, le risque d'infection latente est proche de zéro (en pratique de zéro)".[2925]

7.1221 Pour ce qui est de la manière dont une pomme mûre asymptomatique deviendrait un véritable vecteur du chancre européen, M. Swinburne note qu'"il faut que le fruit produise des conidies pour devenir une unité de transmission de l'infection".[2926] M. Latorre est du même avis et explique que "les conidies ne se forment que dans des conditions très humides dans le verger, principalement dans les chancres et presque jamais, voire jamais du moins selon mon expérience, sur les fruits".[2927]

7.1222 M. Swinburne ajoute que le chancre européen nécessite un point d'entrée pour transmettre effectivement l'infection:

[2922] Réponse de M. Swinburne à la question n° 66 du Groupe spécial dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 399. Voir aussi les réponses de MM. Swinburne et Latorre dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphes 525 et 526.

[2923] Réponse de M. Swinburne dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 432.

[2924] Réponse de M. Swinburne aux questions n° 62 et 63 du Groupe spécial dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 388.

[2925] Réponse de M. Latorre à la Ligne directrice g) du Groupe spécial dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 2. Voir aussi la réponse de M. Latorre à la question n° 49 du Groupe spécial dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 306.

[2926] Réponse de M. Swinburne dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 419.

[2927] Réponse de M. Latorre dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 413.

> "Dans l'analyse concernant la bactérie *Erwinia* du feu bactérien, nous signalions qu'*Erwinia* n'est pas un organisme épiphyte, et que *Cylindrocarpon heteronema*, qui est la phase asexuée de *Nectria*, ne l'est pas non plus. Les conidies ont une existence relativement brève, en particulier sous un climat sec, et elles ne peuvent pas survivre sur la surface lisse d'une pomme. Il leur faut un point d'entrée pour transmettre l'infection. Les conidies qui contaminent simplement la surface des fruits à l'époque de la récolte ne joueront aucun rôle dans une infection latente future. Ces infections se seront déjà produites, comme nous l'indique le contexte européen, par la cuvette oculaire, la cuvette pédonculaire ou dans de très rares circonstances par les lenticelles ouvertes parce que sous des climats très humides, les lenticelles présentes sur la surface des fruits sont en fait ouvertes et permettent l'entrée des spores."[2928]

7.1223 M. Latorre partage l'opinion de M. Swinburne selon laquelle les conidies peuvent survivre uniquement pendant une courte période à la surface des pommes:

> "[S]elon mon expérience, les conidies ne peuvent pas se multiplier à la surface du fruit et elles peuvent uniquement survivre pendant une période peut-être très courte, en fonction des conditions météorologiques de l'environnement dans lequel elles se trouvent. ... Il n'existe aucune donnée montrant que les conidies peuvent réellement survivre pendant une longue période à l'extérieur de l'hôte, à la surface de l'hôte, dans ce cas sur le fruit, ni qu'elles peuvent se multiplier sur un fruit intact."[2929]

7.1224 Le Groupe spécial a déjà noté que le chancre européen ne survivrait pas comme contaminant de surface.[2930] Comme l'a expliqué M. Latorre, "[i]l n'y a aucun renseignement démontrant que les conidies ou les ascospores de *N. galligena* peuvent survivre de manière épiphyte (comme contaminant de surface) sur des pommes mûres".[2931] De même, la survie et la viabilité du champignon exigeraient des conditions climatique spécifiques. Concernant l'analyse faite dans l'IRA des étapes 2 et 3 pour l'importation, le Groupe spécial a noté que certaines conditions météorologiques étaient nécessaires à la production et dissémination de l'inoculum et à l'infection par l'inoculum.[2932] M. Latorre explique que "des conditions climatiques favorables sont indispensables pour la sporulation (production d'inoculum, principalement des conidies), la dissémination et la survie de l'inoculum".[2933]

7.1225 En outre, M. Swinburne explique que la présence de lésions ne permet pas de prédire que les fruits sont probablement infectés:

> "La suite d'événements décrite plus haut est applicable aux régions où les chancres du bois sont fréquents et où les conditions météorologiques favorisent la production de conidies pendant les mois d'été (à savoir, le Royaume-Uni et l'Irlande du Nord, en particulier). La seule présence de lésions pédonculaires ne permet pas de prédire que les fruits sont probablement infectés. Il est regrettable qu'il existe aussi peu de données sur les causes et l'ampleur de la pourriture des fruits en Nouvelle-Zélande, mais celles dont on dispose donnent à penser que les conditions météorologiques qui

---

[2928] Réponse de M. Swinburne dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 434.

[2929] Réponse de M. Latorre dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 435.

[2930] Voir, par exemple, plus haut les paragraphes 7.682, 7.702 et 7.715.

[2931] Réponse de M. Latorre à la question n° 49 du Groupe spécial dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 308.

[2932] Voir plus haut les paragraphes 7.531 à 7.534 et 7.564 à 7.566.

[2933] Réponse de M. Latorre à la question n° 66 du Groupe spécial dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 398.

> règnent en été ne sont pas favorables aux infections par *N. galligena* et que les prescriptions contestées semblent excessives (voir la question n° 72)."[2934]

7.1226 M. Swinburne souligne également qu'en Nouvelle-Zélande les pourritures des fruits imputables à *N. galligena* ne sont pas courantes:

> "Les renseignements limités disponibles dans [les deux premières communications écrites des parties] semblent indiquer que les pourritures des fruits cultivés en Nouvelle-Zélande imputables à *N. galligena* ne sont en aucune manière aussi courantes qu'en Europe, et (bien entendu) sont apparemment confinées dans des régions [de la Nouvelle-Zélande] où les chancres sont présents. Les données météorologiques présentées à l'annexe 2 de [la première communication écrite de la Nouvelle-Zélande] correspondraient à une faible incidence de l'infection des fruits et, sur la base des observations de Wilson (1966) en Californie, même la production de conidies à partir des chancres présents sur les pédoncules peut être peu fréquente pendant l'été. Il est peut-être significatif que dans ce qui a été décrit comme une épidémie de chancre dans la région d'Auckland, Brooke et Bailey (1965) n'ont trouvé que des pourritures des fruits sporadiques. Malheureusement, cet ouvrage n'indique pas si les pourritures ont été trouvées avant ou après la récolte."[2935]

7.1227 M. Swinburne insiste sur l'importance de conditions climatiques adéquates pour les pourritures des fruits. "Les deux parties semblent convenir que la fréquence de la décomposition des fruits est faible, compte tenu de la rareté des indications positives. Le fait que c'est le cas, même dans des régions où les chancres sont présents (par exemple, Auckland), doit être imputable à des conditions météorologiques défavorables, en particulier l'absence de pluie pendant les mois d'été."[2936]

7.1228 Le Groupe spécial a noté que l'IRA ne contenait pas de preuves scientifiques concernant la possibilité que des fruits porteurs d'une infection latente mais asymptomatiques puissent développer des pourritures et produire des spores de *Neonectria galligena* qui pourraient ensuite être transférées à des fruits intacts. Le Groupe spécial a conclu qu'il n'y avait aucune preuve scientifique dans l'IRA étayant l'idée que les périthèces joueraient un rôle dans la contamination des fruits intacts.[2937]

7.1229 M. Swinburne explique qu'en tout état de cause, la plupart des infections des fruits ne se produiraient pas au moment de la récolte:

> "Dans le contexte européen, on retrouve la majorité des infections des fruits dans la cuvette pédonculaire ou la cuvette oculaire, et de façon générale, cela signifie que le cœur a été infecté. Le moment auquel l'infection se produit [serait] étonnamment tôt lors du développement des fruits. Ce n'est pas au moment de la récolte, ce n'est pas dans la cuve de trempage. Le pourrissement du cœur se produit à un stade où la cuvette oculaire ou pédonculaire offre un point d'entrée aux conidies qui ruissellent le long de la surface de l'arbre et qui soit s'accumulent dans la cuvette pédonculaire soit la contournent et s'introduisent dans le calice. Je ne dispose pas de renseignements qui autoriseraient même à penser que l'infestation des pommes au moment de la

---

[2934] Réponse de M. Swinburne à la question n° 49 du Groupe spécial dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 314.

[2935] Réponse de M. Swinburne à la question n° 57 du Groupe spécial dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 361. Voir Wilson, "Development of European canker in a California apple district" (1966), dans la pièce NZ-64.

[2936] Réponse de M. Swinburne à la question n° 75 du Groupe spécial dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 438.

[2937] Voir, par exemple, plus haut le paragraphe 7.572.

> récolte, et j'insiste sur ce point, voire après la récolte, causerait un pourrissement sensible des fruits dans des conditions commerciales."[2938]

7.1230 M. Swinburne ajoute que le fait qu'une proportion élevée de pommes pourries par *Neonectria galligena* échapperait à l'attention des centres de recherche en Nouvelle-Zélande semblerait "extraordinaire, s'il [était] véridique" et que "[p]ar contre, la probabilité maximale arbitraire fixée dans l'IRA est trop élevée".[2939]

7.1231 En ce qui concerne la survie du chancre européen après l'entreposage frigorifique, M. Latorre fait remarquer que les preuves fournies dans l'IRA donnent à penser qu'en principe le champignon peut survivre même après l'entreposage frigorifique, mais uniquement à l'intérieur des pommes. "L'Australie dit que les procédures d'entreposage et de transport frigorifiques n'affecteraient pas la viabilité du champignon. Ce n'est peut-être vrai que pour le champignon qui se trouve à l'intérieur des fruits ... Autrement dit, le mycelium peut survivre dans des fruits porteurs d'une infection latente; la prolifération peut reprendre après l'entreposage frigorifique et en fin de compte, le champignon peut sporuler sur la surface des fruits momifiés."[2940]

7.1232 M. Latorre ajoute que "[d]e fréquentes chutes de pluie en été sont nécessaires à la production et dissémination de l'inoculum, et à l'infection par l'inoculum. Si les pluies estivales sont fréquentes, il serait raisonnable de supposer que certains des fruits infectés peuvent développer des symptômes dans l'arbre, et que d'autres fruits peuvent être porteurs d'infections latentes, développant des symptômes après avoir passé plusieurs semaines ou mois dans des entrepôts frigorifiques".[2941]

7.1233 M. Latorre et M. Swinburne expliquent tous deux qu'il n'y a aucune preuve indiquant que des périthèces se forment sur les fruits pourris. Comme l'explique M. Latorre:

> "Je ne dispose pas de renseignements indiquant que le chancre européen peut se développer à partir de fruits pourris. D'après mon expérience, la décomposition des fruits est très rare, elle ne se produit presque jamais dans nos conditions et nous l'observons parfois dans de très faibles proportions après plusieurs mois ou semaines d'entreposage frigorifique et jamais sous forme de la production de spores sur la surface du fruit. Si les fruits ne sporulent pas, il est impossible d'admettre que les spores peuvent se propager du moins facilement à des fruits intacts. Eh bien, je crois qu'il faut revoir l'observation concernant la présence de périthèces sur les fruits. Nous n'avons jamais vu de périthèces se former sur les fruits. Je n'ai pas connaissance d'un seul ouvrage sérieux qui puisse réellement démontrer que ces dernières années on a

[2938] Réponse de M. Swinburne dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 441.

[2939] Réponse de M. Swinburne à la question n° 75 du Groupe spécial dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 439. Voir aussi la réponse de M. Deckers à la question n° 75 du Groupe spécial dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 436.

[2940] Réponse de M. Latorre à la question n° 71 du Groupe spécial dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 413.

[2941] Réponse de M. Latorre à la question n° 57 du Groupe spécial dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 357. Voir aussi la réponse de M. Latorre à la question n° 66 du Groupe spécial dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 398.

> observé la formation de périthèces sur des variétés très sensibles, mais non sur les variétés de pommes existant de nos jours."[2942]

7.1234 Concernant la probabilité que *N. galligena* survive aux procédures de traitement courantes dans la station de conditionnement (étape 4 pour l'importation), les experts souscrivent en principe à l'affirmation faite dans l'IRA selon laquelle:

> "[A]ucun aspect des procédures à la station de conditionnement ne réduit le nombre de fruits porteurs d'une infection latente. Une fois que le champignon s'est introduit dans des fruits mûrs, les mesures normales de gestion après la récolte, y compris le brossage, le paraffinage, le tri et le classement, l'entreposage frigorifique et même les traitements fongicides, ne pourront pas stopper le champignon à l'intérieur des fruits. Seule une température froide pourrait retarder le développement des symptômes en réduisant le taux de prolifération fongique."[2943]

7.1235 En particulier, selon M. Latorre, l'entreposage frigorifique, par exemple, "retarderait le développement des symptômes en réduisant le taux de prolifération fongique", mais ne réduirait pas les infections.[2944] Dans le même temps, M. Latorre partage le point de vue de la Nouvelle-Zélande selon lequel l'utilisation de cuves de trempage puis le recours à un lavage à haut débit d'eau et sous forte pression seraient efficaces pour éliminer les contaminants externes.[2945] Cela est également noté dans l'IRA.[2946] Comme l'a dit l'expert, "[l]a probabilité que les inoculums contaminant la surface des fruits puissent survivre à cette procédure, en adhérant à la surface des fruits, est négligeable ou égale à zéro, et il ne faudrait pas en tenir compte dans l'analyse des risques".[2947]

7.1236 Néanmoins, MM. Latorre et Swinburne mettent en gardent contre le fait que l'IRA ne tient pas compte de l'effet des conditions d'entreposage et de la durée de l'entreposage. M. Swinburne explique que:

> "Il est courant que les pommes à couteau soient récoltées dans des cellules de stockage en vrac qui sont transportées vers des entrepôts (à atmosphère contrôlée) situés sur les lieux, où elles sont réfrigérées, et mises dans des entrepôts hermétiques dont les concentrations de CO_2 et O_2 sont ajustées. Aux intervalles prescrits par les stratégies de commercialisation, elles sont retirées de ces entrepôts et acheminées vers des stations de conditionnement spécialisées où sont effectuées les opérations de lavage, classement et conditionnement pour la vente au détail. La procédure peut

---

[2942] Réponse de M. Latorre dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 413. Voir aussi la réponse de M. Swinburne dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 461.

[2943] Réponse de M. Latorre à la question n° 79 du Groupe spécial dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 454. Voir aussi la réponse de M. Swinburne aux questions n° 77, 78 et 79 du Groupe spécial, paragraphe 459, et la réponse de M. Deckers à la question n° 79 du Groupe spécial dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 453.

[2944] Réponse de M. Latorre à la question n° 79 du Groupe spécial dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 454.

[2945] Réponse de M. Latorre à la question n° 79 du Groupe spécial dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 456. Voir aussi la réponse de M. Sgrillo à la question n° 80 du Groupe spécial dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 465.

[2946] IRA de l'Australie, partie B, page 125.

[2947] Réponse de M. Latorre à la question n° 79 du Groupe spécial dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 456. Voir aussi la réponse de M. Swinburne aux questions n° 77, 78 et 79 du Groupe spécial dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 459.

> s'étendre sur plusieurs mois, ce dont n'a pas tenu compte le modèle présenté dans l'IRA. Toute infection présente peut se transformer en pourriture pendant ce temps, ce qui dépendra fortement de la température de l'entrepôt et de l'environnement (Berrie *et al.*, 2007, appendice 1). Lors du classement, les pommes pourries seraient éliminées, de sorte que le nombre de fruits infectés diminuera avec le temps, et c'est pourquoi la déclaration selon laquelle "aucune des mesures prises à la station de conditionnement ne réduirait l'infection" est erronée car il faut aussi prendre en compte la période d'entreposage à atmosphère contrôlée."[2948]

7.1237 Selon M. Swinburne, "[l]es probabilités attribuées dans l'IRA à ces étapes sont toutes difficiles à concilier avec les observations précédentes, en particulier du fait qu'elles ne tiennent pas compte du facteur temps".[2949] Il conclut que "les conditions d'entreposage et la durée de la période de conservation seront des facteurs dans le développement ultérieur de toute infection dormante qui risque d'être présente (Berrie, Xu et Johnson 2007, dans l'appendice)".[2950] De même, M. Latorre note que "des symptômes risquent d'apparaître après plusieurs semaines d'entreposage frigorifique. Si beaucoup de fruits mûrs asymptomatiques sont conservés pendant plusieurs semaines dans des entrepôts frigorifiques en Nouvelle-Zélande, il serait possible d'éliminer les fruits infectés avant de les exporter vers l'Australie, ce qui abaisserait le risque d'entrée".[2951]

7.1238 De plus, MM. Latorre et Swinburne ne trouvent dans l'IRA aucune justification des valeurs de probabilité attribuées à l'étape 4 pour l'importation. M. Latorre dit qu'"[i]l n'y a rien dans la littérature scientifique qui étaye" les valeurs de probabilité estimées par l'IRA concernant l'étape 4 pour l'importation.[2952] Cette probabilité "se situe dans un intervalle qu'il est difficile de justifier, si cette hypothèse signifie que l'inoculum doit rester sur la surface des fruits. Il serait plutôt possible que l'inoculum soit présent à l'intérieur des fruits".[2953]

7.1239 En ce qui concerne la probabilité que le chancre européen entre sur le territoire australien, M. Latorre confirme que des conditions climatiques spécifiques et une prédominance d'arbres infectés sont des facteurs essentiels pour l'apparition d'infections par le chancre européen dans de nouvelles zones:

> "Des infections latentes peuvent se produire dans une faible proportion des fruits récoltés sur des arbres présentant des chancres, si des chutes de pluie estivales fréquentes se sont produites lors de la récolte. Les infections des fruits sont

---

[2948] Réponse de M. Swinburne aux questions n° 78, 80, 81, 82 et 83 du Groupe spécial dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 482. Voir aussi la réponse de M. Swinburne aux questions n° 77, 78 et 79 du Groupe spécial dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 459.

[2949] Réponse de M. Swinburne aux questions n° 77, 78 et 79 du Groupe spécial dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 460.

[2950] Réponse de M. Swinburne aux questions n° 77, 78 et 79 du Groupe spécial dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 459. Voir aussi la réponse de M. Deckers à la question n° 80 du Groupe spécial dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 461.

[2951] Réponse de M. Latorre à la question n° 79 du Groupe spécial dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 455. Voir aussi la réponse de M. Deckers à la question n° 79 du Groupe spécial dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 453.

[2952] Réponse de M. Latorre à la question n° 80 du Groupe spécial dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 462. Voir aussi la réponse de M. Sgrillo à la question n° 80 du Groupe spécial dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 467.

[2953] Réponse de M. Latorre à la question n° 80 du Groupe spécial dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 462.

> négligeables ou extrêmement faibles dans les régions où la récolte a lieu en période de sécheresse. Si les arbres présentant des chancres ne sont pas prédominants (zéro pour cent d'arbres infectés), je ne m'attendrais à observer aucune infection latente, même dans un régime de forte pluviosité estivale. En conséquence, le risque d'entrée varierait considérablement en fonction des conditions de climatiques ainsi que de la prévalence et de la sévérité de la maladie."[2954]

7.1240 M. Latorre explique que "les températures et les chutes de pluie sont relativement peu favorables à *N. galligena* en été et au début de l'automne en Australie, qui est peut-être la période la plus critique pour que l'infection se produise".[2955]

7.1241 De même, M. Swinburne note que même si une pomme néo-zélandaise était infectée, elle ne serait pas forcément en mesure de déclencher une nouvelle série d'infections par le chancre européen en Australie:

> "S'agissant de la production de conidies à partir d'une pomme pourrie par *Nectria* et jetée dans un verger australien et de la possibilité que cette pomme déclenche une nouvelle série d'infections dans une région où il n'y en a jamais eu, comme je l'ai dit, il n'y a aucun renseignement concernant la possibilité que cela se produise. Le point sur lequel je veux attirer l'attention est qu'il faut que le fruit produise des conidies pour devenir une unité de transmission de l'infection. Il peut être infecté, mais il n'est pas nécessairement infectieux et même s'il le devient, à supposer qu'il se trouve au sol et n'a pas été délibérément placé quelque part dans l'arbre, la dissémination des conidies, qui dépend de la dispersion par éclaboussures, va en fait se produire à l'intérieur d'une région très limitée; je ne veux pas trop insister sur cette possibilité particulière, mais il n'y a aucun renseignement qui nous indique que cela ne peut pas se produire et en tant que biologistes nous ne pourrons jamais dire que cela ne se produira jamais."[2956]

7.1242 Bien que M. Latorre accepte la conclusion de l'IRA concernant le développement du chancre européen en Australie, il note que les valeurs sur lesquelles l'IRA s'appuie n'ont pas été validées localement et semblent exagérées:

> "Les renseignements disponibles démontrant que des pommes mûres asymptomatiques (infectées ou porteuses d'une infection latente) peuvent facilement être le siège d'une sporulation dans l'environnement australien ne sont pas fournis. Sur la base des renseignements scientifiques publiés, l'Australie suppose que la prolifération fongique et les pourritures des fruits se manifestent de nouveau lorsque les fruits sont sortis des entrepôts frigorifiques, vendus aux consommateurs et conservés à la température ambiante. En conséquence, les fruits pourris jetés à proximité d'hôtes sensibles pourraient (mais pas forcément) constituer une source d'inoculum (principalement des conidies) pour des infections dans de nouvelles régions. Cette conclusion est acceptable, et des valeurs de probabilité ont été attribuées pour l'établissement et la dissémination en Australie (tableau 34, AUS-2BA page 144). Toutefois, la probabilité attribuée semble élevée et ces valeurs n'ont pas

[2954] Réponse de M. Latorre à la question n° 49 du Groupe spécial dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 306. Voir aussi la réponse de M. Latorre à la question n° 56 du Groupe spécial dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphes 351 et 352.

[2955] Réponse de M. Latorre à la question n° 66 du Groupe spécial dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 398.

[2956] Réponse de M. Swinburne dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 419.

été validées localement. Sur la base des renseignements généraux disponibles, je supposerais que la probabilité que ces événements se produisent est différente de zéro, mais quand même extrêmement faible."[2957]

7.1243 En outre, M. Swinburne se montre sceptique en ce qui concerne le risque qui se présente dans les emballages destinés à la vente au détail ou dans un environnement domestique:

"Comme cela a été analysé à la question n° 58, les fruits pourris incubés dans des conditions de forte humidité peuvent produire des conidies, mais il est extrêmement improbable qu'ils produisent des périthèces, et encore moins que des ascospores soient libérées. Il faut insister sur l'importance d'une forte humidité pour la production de conidies. La surface des fruits conservés dans des entrepôts frigorifiques est habituellement humide, les pourritures en pleine maturité produisent habituellement des conidies. Les fruits qui pourrissent par la suite une fois conditionnés pour la vente au détail ou dans un environnement domestique à une humidité relative de moins de 100 pour cent ne sont pas susceptibles de produire des conidies. Dans le cas improbable où une pomme expédiée de Nouvelle-Zélande vers l'Australie aurait pourri sous l'effet de *N. galligena*, la capacité de cette pomme d'agir comme vecteur de la maladie dépendrait du système de manutention utilisé à l'arrivée (voir la question n° 52)."[2958]

7.1244 À la question spécifique de savoir si le fait de restreindre les importations aux pommes mûres asymptomatiques permettrait d'obtenir le niveau de protection jugé approprié par l'Australie, M. Latorre répond que dans le cadre de la mesure de rechange de la Nouvelle-Zélande, les pommes peuvent être porteuses de *Neonectria galligena*; la probabilité que cela se produise est "proche de zéro, mais pas égale à zéro":

"La restriction des exportations aux "pommes mûres asymptomatiques" de Nouvelle-Zélande ne tiendrait pas compte du fait qu'une infection latente peut se produire sur une pomme mûre, principale question qui se pose en l'espèce. L'infection latente (fruits infectés mais asymptomatiques au moment de la récolte) peut être extrêmement rare en Nouvelle-Zélande, étant donné que les conditions météorologiques au moment de la récolte ne sont pas très favorables au chancre européen dans les zones de production de pommes néo-zélandaises, comme on l'a analysé précédemment. Toutefois, il faut admettre que la probabilité que cela se produise est proche de zéro, mais pas égale à zéro; tout au moins jusqu'à ce que des résultats objectifs apportent la preuve du contraire."[2959]

7.1245 De même, M. Swinburne note que la mesure de rechange de la Nouvelle-Zélande donnerait lieu à un niveau de transmission très faible:

"Étant donné que quelque 95 pour cent des vergers de Nouvelle-Zélande soit sont exempts de la maladie soit présentent de très faibles niveaux d'infection, et qu'en outre le climat n'est pas bien adapté à l'infection estivale des fruits, il s'ensuit nécessairement que la probabilité d'apparition de pourritures après la récolte est

[2957] Réponse de M. Latorre à la question n° 69 du Groupe spécial dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 407.
[2958] Réponse de M. Swinburne à la question n° 69 du Groupe spécial dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 408.
[2959] Réponse de M. Latorre à la question n° 63 du Groupe spécial dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 386.

> vraiment très faible. L'exclusion des exportations en provenance des 5 pour cent de vergers restants ramènerait le risque à un niveau insignifiant.
>
> L'insistance de l'Australie pour recevoir uniquement des fruits provenant de vergers inspectés et certifiés exempts de chancre éliminerait pratiquement tout risque de fruits infectés. En outre, étant donné qu'il n'y a aucune preuve étayant les préoccupations de l'Australie au sujet de la possibilité qu'une contamination croisée puisse se produire à la station de conditionnement au cours des opérations de classement, etc., aucune autre mesure ne serait nécessaire."[2960]

7.1246 Faisant référence à l'expérience d'autres pays exportateurs de pommes, M. Latorre fait remarquer que la conclusion de l'IRA selon laquelle des pommes asymptomatiques en provenance de Nouvelle-Zélande seraient porteuses d'infections latentes n'est pas étayée par des renseignements scientifiques:

> "L'[analyse du risque phytosanitaire], et en particulier le niveau de protection approprié, constitue l'aspect essentiel du présent différend en ce qui concerne le chancre européen. L'Australie considère [la probabilité de l'entrée, de l'établissement et de la dissémination comme étant] faible. Toutefois, le sentiment général est que [la probabilité de l'entrée, de l'établissement et de la dissémination] est extrêmement faible ou négligeable dans d'autres pays producteurs de pommes. Les données fournies par l'Australie à l'appui de sa conclusion semblent insuffisantes. Par exemple, *les données permettant de valider la probabilité de l'entrée de N. galligena par le biais de fruits asymptomatiques n'ont pas été fournies; de même, les données étayant la probabilité de l'établissement et de la dissémination n'ont pas été présentées*.
>
> L'expérience de longue date d'autres pays exportateurs où le chancre européen est présent (par exemple le Chili, les États-Unis) donne à penser que la probabilité que des fruits asymptomatiques porteurs d'une infection latente puissent introduire *N. galligena* dans une nouvelle région est négligeable (extrêmement rare), plutôt que faible. Cette probabilité augmenterait si les pommes étaient récoltées dans des vergers infectés situés dans des zones à forte pluviométrie estivale. En conséquence, le risque de dissémination de la maladie sur de longues distances par l'intermédiaire de fruits infectés (fruits porteurs d'une infection latente ou présentant des symptômes visibles de la maladie) devrait être considéré comme étant extrêmement faible ou négligeable tant que l'on ne dispose pas de preuves expérimentales suffisantes pour passer outre à cette conclusion."[2961]

7.1247 Lors de leur réunion avec le Groupe spécial, les experts ont exprimé plus de doutes concernant le point de savoir si la mesure de rechange de la Nouvelle-Zélande permettrait d'obtenir le niveau de protection jugé approprié par l'Australie. M. Swinburne a dit ce qui suit:

> "L'hypothèse sur laquelle repose cette mesure particulière est que les fruits qui subissent une infection pendant la période de végétation présenteront tous des symptômes de putréfaction lorsqu'ils arriveront à maturité et deviendront récoltables, ou auparavant, en raison des caractéristiques des variétés. Et la remarque qui a été faite dans certains des exposés était que le mécanisme de résistance, qui est actif dans

[2960] Réponse de M. Swinburne à la question n° 63 du Groupe spécial dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphes 388 et 389.

[2961] Réponse de M. Latorre à la question n° 51 du Groupe spécial dans la Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphes 323 et 324 (pas d'italique dans l'original).

> les pommes destinées à la cuisson, dans lesquelles le champignon est bloqué pendant un certain temps, n'est pas présent dans les variétés modernes de pommes à couteau. L'expérience européenne est différente. En Europe, et en particulier au Royaume-Uni, nous savons que les fruits appartenant à des variétés du type de celles que nous analysons ici, peuvent faire, et font effectivement, l'objet d'infections pendant la période de végétation; ces fruits sont récoltés au moment approprié, mais encore asymptomatiques, puis entreposés; et ce qui est important, c'est ce qui arrive à ces fruits pendant l'entreposage, parce que les conditions – l'atmosphère et la température – dans ces entrepôts sont cruciales pour le développement ultérieur de la pourriture, et ces fruits peuvent développer des pourritures quelques semaines et peut-être quelques mois après qu'ils ont été cueillis sous forme de fruits mûrs asymptomatiques. Il est donc faux de supposer que cette mesure particulière satisferait à la prescription."[2962]

7.1248 M. Latorre s'est dit d'accord: "Je souscris à ce que M. Swinburne a mentionné [*sic*]. Puisqu'il est impossible de différencier les fruits asymptomatiques de ceux qui sont porteurs d'une infection interne, je pense que cette mesure satisferait très difficilement à la prescription, à mon avis."[2963]

7.1249 Comme il est indiqué plus haut en ce qui concerne le feu bactérien[2964], ce que le Groupe spécial doit analyser, dans le contexte du deuxième élément de l'article 5:6 de l'Accord SPS, est la question de savoir si la Nouvelle-Zélande a établi une présomption, que l'Australie n'a pas réussi à réfuter, que les mesures de rechange permettraient d'obtenir le niveau de protection jugé approprié par l'Australie. Ainsi que l'a expliqué le Groupe spécial *Australie – Saumons*[2965], cette analyse juridique est différente de l'évaluation et de la certitude scientifiques pour lesquelles les experts scientifiques consultés par les groupes spéciaux pourraient avoir une préférence.

7.1250 Le Groupe spécial admet qu'il puisse être impossible de différencier les fruits asymptomatiques des fruits porteurs d'une infection latente. Toutefois, la distinction entre les fruits mûrs asymptomatiques et les fruits porteurs d'une infection latente n'est pas le problème essentiel en l'espèce. Le problème essentiel est la probabilité que des pommes de Nouvelle-Zélande parviennent à déclencher une infection par le chancre européen en Australie. Fait significatif, MM. Latorre et Swinburne disent clairement – et le Groupe spécial a constaté au titre de l'article 5:1 et 5:2 – que l'évaluation des risques figurant dans l'IRA est viciée sur divers points essentiels concernant la probabilité que des pommes de Nouvelle-Zélande faisant l'objet d'une infection latente puissent effectivement être porteuses de *Neonectria galligena.* En particulier, MM. Latorre et Swinburne expliquent qu'il serait tout d'abord très improbable que des pommes porteuses d'une infection latente apparaissent et soient récoltées en Nouvelle-Zélande. Ils sont également sceptiques en ce qui concerne la survie de *N. galligena* pendant une durée suffisante à la surface des pommes. En outre, ils mettent en doute la possibilité que des pommes de Nouvelle-Zélande porteuses d'une infection latente déclenchent une infection par le chancre européen en Australie.

7.1251 Comme il a également été noté dans le contexte du feu bactérien, les experts confirment que la Nouvelle-Zélande exporterait en Australie uniquement des pommes mûres asymptomatiques qui seraient en outre exemptes de déchets.[2966] De plus, le Groupe spécial a constaté au titre de l'article 5:1 et 5:2 de l'Accord SPS, que le choix d'un intervalle de probabilité et d'un point médian pour des

---

[2962] Réponse de M. Swinburne dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 426.

[2963] Réponse de M. Latorre dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 427.

[2964] Voir plus haut le paragraphe 7.1137.

[2965] Rapport du Groupe spécial *Australie – Saumons*, paragraphe 8.126 (pas d'italique dans l'original).

[2966] Voir plus haut le paragraphe 7.1195.

événements ayant une probabilité "négligeable" de se produire, ainsi que la combinaison de cet intervalle de probabilité à l'utilisation d'une distribution uniforme pour modéliser la probabilité de ces événements, n'étaient pas dûment justifiés dans l'IRA et entraînaient une surestimation de la probabilité de l'entrée, de l'établissement et de la dissémination du chancre européen.[2967]

7.1252 L'Australie a un niveau de protection approprié qualitatif, défini comme "assurant un niveau élevé de protection visant à ramener le risque à un niveau très faible, mais pas à zéro".[2968] À la lumière des considérations qui précèdent, le Groupe spécial constate que la Nouvelle-Zélande a établi une présomption suffisamment convaincante, que l'Australie n'a pas réussi à réfuter, que la mesure de rechange relative au chancre européen consistant à restreindre les importations de pommes de Nouvelle-Zélande aux pommes mûres asymptomatiques permettrait d'obtenir ce niveau de protection approprié. En conséquence, cette mesure de rechange satisfait également à la deuxième condition du critère énoncé à l'article 5:6 dans le contexte du chancre européen.

ii) Première condition: question de savoir si la mesure consistant à restreindre les importations aux pommes mûres asymptomatiques est raisonnablement applicable compte tenu de la faisabilité technique et économique

7.1253 La Nouvelle-Zélande allègue que la mesure consistant à restreindre les importations aux pommes qui sont mûres et asymptomatiques à la place des 12 mesures en cause pour le feu bactérien et le chancre européen est raisonnablement applicable compte tenu de la faisabilité technique et économique.[2969] La Nouvelle-Zélande explique que les "acheteurs internationaux de fruits" exigent que les pommes de Nouvelle-Zélande satisfassent à la norme minimale définie comme étant la norme Pipfruit New Zealand pour les fruits à l'exportation de la catégorie 1 en ce qui concerne la maturité des fruits. Cette norme exige que les pommes soient mûres et asymptomatiques[2970] et l'industrie néo-zélandaise des fruits à noyau a mis en place des mesures de contrôle de la qualité avant et après la récolte pour faire en sorte que les pommes devant être exportées satisfassent à la norme Pipfruit New Zealand pour les fruits à l'exportation de la catégorie 1 en ce qui concerne la maturité des fruits.[2971] Ainsi, la prescription voulant que les pommes soient mûres et asymptomatiques rend obligatoire la pratique actuelle de la Nouvelle-Zélande.[2972] La Nouvelle-Zélande cite les réponses des experts pour confirmer que la conformité avec ces normes garantirait que seules des pommes mûres asymptomatiques seront exportées vers l'Australie.[2973] La Nouvelle-Zélande fait également référence au différend *Japon – Pommes (article 21:5 – États-Unis*) dans lequel le Groupe spécial de la mise en conformité a constaté qu'une mesure de rechange exigeant que les pommes soient mûres et asymptomatiques était raisonnablement applicable compte tenu de la faisabilité technique et économique.[2974] La Nouvelle-Zélande fait observer que l'Australie ne conteste pas que la mesure de rechange concernant le feu bactérien et le chancre européen est raisonnablement applicable.[2975]

7.1254 L'Australie ne conteste pas directement que la mesure de rechange de la Nouvelle-Zélande est raisonnablement applicable compte tenu de la faisabilité technique et économique. Elle se réfère au différend *Japon – Pommes (article 21:5 – États-Unis*) et fait valoir qu'une mesure de rechange est raisonnablement applicable si elle peut être raisonnablement mise en œuvre "dans la pratique" compte

---

[2967] Voir plus haut les paragraphes 7.780, 7.781 et 7.1205.
[2968] IRA de l'Australie, partie A, page 3.
[2969] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.497. Voir aussi la deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.889.
[2970] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.492.
[2971] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.493.
[2972] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.495. Voir aussi la deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.888.
[2973] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.888.
[2974] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.496.
[2975] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.886.

tenu de la faisabilité technique et économique "dans le monde réel". L'Australie fait également observer que le risque d'une "application incorrecte" d'une mesure de rechange fait partie de sa faisabilité technique.[2976]

7.1255 Le Groupe spécial considère que la Nouvelle-Zélande a démontré que la prescription voulant que les pommes soient mûres et asymptomatiques faisait partie de sa pratique actuelle en matière de production et d'exportation de pommes. En fait, la prescription voulant que les pommes soient mûres et asymptomatiques fait partie de la norme Pipfruit New Zealand pour les fruits à l'exportation de la catégorie 1, que la Nouvelle-Zélande a présentée au Groupe spécial.[2977] En conséquence, la Nouvelle-Zélande a démontré qu'elle avait mis en place des mesures de contrôle de la qualité pour faire en sorte que la prescription imposant des pommes mûres asymptomatiques soit respectée.

7.1256 Comme il est indiqué plus haut, M. Deckers décrit la norme Pipfruit New Zealand pour les fruits à l'exportation de la catégorie 1 comme "une méthode standard de détermination de la maturité et de la qualité des fruits".[2978] De même, M. Paulin confirme que la norme Pipfruit New Zealand pour les fruits à l'exportation de la catégorie 1 correspond à "une norme de qualité élevée" et que "[l]es spécifications concernant l'absence de dommage constituent un niveau de précision approprié pour garantir qu'il s'agit de "fruits asymptomatiques"".[2979] M. Latorre juge que "les prescriptions établies par Pipfruit New Zealand en ce qui concerne la maturité et l'absence de dommage sur les fruits sont acceptables".[2980] Il confirme également qu'à la lumière de la pièce présentée par la Nouvelle-Zélande il n'y a aucun risque que les pommes exportées depuis la Nouvelle-Zélande "ne soient pas toujours mûres, asymptomatiques et exemptes de déchets".[2981] De même, selon Mme Schrader:

> "En ce qui concerne les prescriptions en matière de maturité, l'inclusion de la coloration de base et de la teneur en éthylène telles qu'elles sont établies par Pipfruit New Zealand va au-delà des prescriptions imposées par le Streifindex. S'agissant de l'absence de dommage, la catégorie 1 telle qu'elle est définie dans la pièce NZ-93 est plus détaillée que, par exemple, les normes de qualité exigées par l'Union européenne, où la catégorie commerciale 1 correspond à une bonne qualité, de légers défauts dans la forme et le développement, de légers défauts dans la coloration, uniquement des meurtrissures très légères, une fermeté suffisante."[2982]

7.1257 Le Groupe spécial partage l'avis de l'Australie selon lequel la question de savoir si une mesure de rechange est jugée raisonnablement applicable compte tenu de la faisabilité technique et économique doit être évaluée "dans le monde réel" comme l'a suggéré le Groupe spécial de la mise en conformité dans l'affaire *Japon – Pommes (article 21:5 – États-Unis*). Comme il a été dit dans le même différend, le "risque d'une application incorrecte" fait également partie de la faisabilité technique de la mesure de rechange.[2983] Néanmoins, l'Australie n'a pas expliqué comment ces deux

---

[2976] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 1077.

[2977] Pipfruit New Zealand Incorporated, "Best Practices Guidelines for Production, Harvest, Cool-chain and Packing of NZ pipfruit: Industry Quality Recommendations" (janvier 2005), dans la pièce NZ-93.

[2978] Voir plus haut le paragraphe 7.1195. Réponse de M. Deckers à la question n° 2 du Groupe spécial dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 20.

[2979] Voir plus haut le paragraphe 7.1195. Réponse de M. Paulin à la question n° 2 du Groupe spécial dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 22.

[2980] Voir plus haut le paragraphe 7.1195. Réponse de M. Latorre à la question n° 2 du Groupe spécial dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 21.

[2981] Voir plus haut le paragraphe 7.1195. Réponse de M. Latorre à la question n° 3 du Groupe spécial dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 29.

[2982] Voir plus haut le paragraphe 7.1195. Réponse de Mme Schrader à la question n° 2 du Groupe spécial dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 23.

[2983] Rapport du Groupe spécial *Japon – Pommes (article 21:5 – États-Unis*), paragraphe 8.171.

paramètres s'appliquaient dans le présent différend pour réfuter les allégations *prima facie* présentées par la Nouvelle-Zélande selon lesquelles il est satisfait à la première condition du critère énoncé à l'article 5:6 dans le contexte du feu bactérien et du chancre européen. En fait, l'Australie n'a même pas contesté les arguments spécifiques présentés par la Nouvelle-Zélande en ce qui concerne le feu bactérien et le chancre européen au titre de la première condition du critère énoncé à l'article 5:6.

7.1258 À la lumière de ses arguments susmentionnés et de ces réponses des experts, la Nouvelle-Zélande a établi *prima facie* qu'il était satisfait à la première condition du critère énoncé à l'article 5:6 dans le contexte du feu bactérien et du chancre européen, ce que l'Australie n'a pas réfuté.

iii) Troisième condition: question de savoir si la mesure consistant à restreindre les exportations aux pommes mûres asymptomatiques est sensiblement moins restrictive pour le commerce que les mesures actuelles de l'Australie concernant le feu bactérien et le chancre européen

7.1259 La Nouvelle-Zélande fait valoir que sa mesure de rechange serait sensiblement moins restrictive pour le commerce que les huit mesures mises en place pour le feu bactérien et qu'elle a déjà mis en place des procédures pour faire en sorte qu'elle exporte uniquement des pommes mûres asymptomatiques vers l'Australie. Les coûts additionnels de la mise en œuvre de la mesure de rechange se limiteraient à la simple validation de cette procédure.[2984] La mesure de rechange qui valide simplement, au moyen d'une vérification, les arrangements existants pour l'exportation de pommes est moins restrictive pour le commerce que des mesures imposant de multiples prescriptions nouvelles.[2985]

7.1260 La Nouvelle-Zélande allègue que les mesures contestées de l'Australie concernant le feu bactérien et le chancre européen introduisent un degré de risque élevé pour tout producteur de pommes néo-zélandais puisqu'une seule infection par le feu bactérien ou le chancre européen rendrait les pommes provenant de ce verger impropres à l'exportation.[2986] Cela n'arriverait pas dans le cadre de la mesure de rechange proposée par la Nouvelle-Zélande.[2987] Par ailleurs, les vergers sans aucun antécédent de feu bactérien et de chancre européen devraient quand même se conformer aux prescriptions existantes de l'Australie, tandis que la mesure de rechange de la Nouvelle-Zélande n'imposerait pas une telle mise en conformité.[2988] La réduction potentielle des coûts de la mesure de rechange favoriserait la compétitivité des producteurs de pommes néo-zélandais, contrairement aux prescriptions existantes de l'Australie qui imposent des coûts accrus de mise en conformité.[2989] La Nouvelle-Zélande soutient également que l'Australie ne conteste pas que la mesure de rechange est "sensiblement moins restrictive pour le commerce".[2990]

7.1261 L'Australie indique qu'un Membre de l'OMC n'a pas besoin d'adopter la mesure la moins restrictive pour le commerce.[2991] Lorsque l'on compare le caractère restrictif pour le commerce de la mesure existante et celui de la mesure de rechange, il ne suffit pas d'établir que la mesure de rechange est simplement moins restrictive pour le commerce; en fait, la mesure de rechange doit être sensiblement moins restrictive pour le commerce "sensible", signifiant "important, notable, conséquent".[2992] L'Australie comprend le rapport du Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques* comme signifiant qu'une évaluation des risques donnée peut être étayée par une série de mesures possibles et qu'il relève du pouvoir discrétionnaire

[2984] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.505.
[2985] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.506.
[2986] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.507.
[2987] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.508.
[2988] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.509.
[2989] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.510.
[2990] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.886.
[2991] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 1078.
[2992] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 1079.

d'un Membre de choisir une mesure assurant la meilleure protection compte tenu du niveau de protection qu'il juge approprié.[2993] En conséquence, l'Australie estime que le Groupe spécial doit respecter "le droit d'un Membre de choisir la mesure qu'il préfère, à moins qu'il n'y ait une autre mesure qui soit sensiblement moins restrictive pour le commerce".[2994]

7.1262 Des groupes spéciaux antérieurs ont évalué la troisième condition du critère énoncé à l'article 5:6 en examinant la différence concernant l'accès au marché dans le cadre des mesures en cause et de la (des) mesure(s) de rechange indiquée(s) par le plaignant. En particulier, des groupes spéciaux antérieurs ont analysé si, dans le cadre de la mesure de rechange, "l'accès au marché serait obtenu beaucoup plus facilement que dans le cadre du système actuel"[2995] et si "l'accroissement de l'accès au marché qui résulterait [de la] solution[] de rechange ... serait considérable".[2996] Au moins deux mesures concernant le feu bactérien (M4 et M5) et une mesure concernant le chancre européen (M13) ont un effet direct sur l'accès au marché, et donc le commerce, dans la mesure qu'elles comportent une suspension des échanges en cas de non-conformité.

7.1263 Une comparaison de la mesure de rechange de la Nouvelle-Zélande avec les 12 mesures contestées concernant le feu bactérien et le chancre européen confirme également que la première serait sensiblement moins restrictive pour le commerce. En fait, les mesures contestées de l'Australie concernant le feu bactérien ne sont pas seulement plus nombreuses, elles sont aussi plus strictes et il est plus coûteux de s'y conformer. Par contre, grâce à la norme pour les fruits à l'exportation de la catégorie 1 qu'elle applique, la Nouvelle-Zélande se conforme déjà à la prescription de rechange imposant de restreindre l'importation de pommes de Nouvelle-Zélande aux pommes mûres asymptomatiques.

7.1264 Le Groupe spécial partage l'avis de l'Australie selon lequel la troisième condition du critère énoncé à l'article 5:6 exige que le plaignant indique une mesure de rechange qui soit "*sensiblement* moins restrictive pour le commerce" que la mesure contestée. Cela est conforme au libellé de la note de bas de page 3 relative à l'article 5:6 de l'Accord SPS[2997] et cela concorde également avec la façon dont des groupes spéciaux antérieurs et l'Organe d'appel ont défini cette troisième condition.[2998] Néanmoins, l'Australie n'explique pas pourquoi la mesure de rechange de la Nouvelle-Zélande concernant le feu bactérien et le chancre européen serait simplement moins restrictive pour le commerce. Elle ne conteste pas non plus l'un quelconque des arguments spécifiques avancés par la Nouvelle-Zélande dans le contexte du feu bactérien et du chancre européen en ce qui concerne la troisième condition du critère énoncé à l'article 5:6.

7.1265 En conséquence, le Groupe spécial constate que la Nouvelle-Zélande a démontré qu'une mesure exigeant que les pommes importées de Nouvelle-Zélande soient mûres et asymptomatiques était sensiblement moins restrictive pour le commerce que les mesures contestées de l'Australie concernant le feu bactérien et le chancre européen.

[2993] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 1080.

[2994] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 1081.

[2995] Rapport du Groupe spécial *Japon – Produits agricoles II*, paragraphe 8.96.

[2996] Rapport du Groupe spécial *Australie – Saumons (article 21:5 – Canada)*, paragraphe 7.151.

[2997] La note de bas de page 3 relative à l'article 5:6 de l'Accord SPS dispose qu'"[a]ux fins du paragraphe 6 de l'article 5, une mesure n'est pas plus restrictive pour le commerce qu'il n'est requis à moins qu'il n'existe une autre mesure raisonnablement applicable compte tenu de la faisabilité technique et économique qui permette d'obtenir le niveau de protection sanitaire ou phytosanitaire approprié et soit *sensiblement* moins restrictive pour le commerce". (pas d'italique dans l'original)

[2998] Voir le rapport de l'Organe d'appel *Australie – Saumons*, paragraphes 186 et 194; le rapport du Groupe spécial *Japon – Produits agricoles II*, paragraphe 8.72; et le rapport de l'Organe d'appel *Japon – Produits agricoles II*, paragraphe 95.

c) Conclusion sur l'allégation de la Nouvelle-Zélande au titre de l'article 5:6 en ce qui concerne le feu bactérien et le chancre européen

7.1266 Le Groupe spécial a constaté que la Nouvelle-Zélande avait démontré que sa mesure de rechange pour le feu bactérien et le chancre européen satisfaisait aux trois conditions cumulatives du critère énoncé à l'article 5:6. En conséquence, le Groupe spécial constate que les mesures concernant le feu bactérien et le chancre européen contestées par la Nouvelle-Zélande (mesures 1 à 11 et 13) sont incompatibles avec l'article 5:6 de l'Accord SPS.

3. Mesure concernant l'ALCM

a) Mesure de rechange concernant l'ALCM indiquée par la Nouvelle-Zélande

7.1267 La Nouvelle-Zélande allègue que la mesure de l'Australie concernant l'ALCM indiquée dans la demande d'établissement d'un groupe spécial (mesure 14)[2999] est incompatible avec les obligations de l'Australie au titre de l'article 5:6 de l'Accord SPS[3000] parce que le fait d'exiger l'inspection d'un échantillon de 600 fruits sur chaque lot d'importation constitue une mesure de rechange satisfaisant à l'ensemble des trois conditions cumulatives du critère énoncé à l'article 5:6. "Une mesure unique aurait pu être imposée par l'Australie en ce qui concerne l'ALCM qui serait compatible avec les procédures d'inspection standard de l'AQIS pour la détection des organismes de quarantaine. Cette mesure unique est l'inspection d'un échantillon de 600 fruits sur chaque lot d'importation."[3001]

7.1268 L'Australie fait valoir que c'est la seule mesure de rechange indiquée par la Nouvelle-Zélande en ce qui concerne l'ALCM.[3002] La Nouvelle-Zélande, par contre, soutient qu'elle a également indiqué la prescription relative aux fruits prêts pour la vente au détail en tant qu'autre mesure de rechange concernant l'ALCM qui satisferait au triple critère énoncé à l'article 5:6.[3003]

7.1269 La Nouvelle-Zélande fait référence à la prescription relative aux fruits prêts pour la vente au détail en tant que mesure de rechange pour la première fois dans sa première communication écrite, mais uniquement dans le contexte du feu bactérien:

> "En ce qui concerne le feu bactérien, des mesures de rechange qui également seraient raisonnablement applicables, seraient moins restrictives pour le commerce et permettraient d'obtenir le niveau de protection jugé approprié par l'Australie consistent à restreindre les importations de pommes aux fruits qui ont été placés dans des entrepôts frigorifiques ou à limiter les importations aux pommes qui sont des "fruits conditionnés de façon à être prêts pour la vente au détail".[3004]

7.1270 Dans sa deuxième communication écrite, la Nouvelle-Zélande étend la pertinence de cette mesure de rechange à l'ALCM:

[2999] *Australie – Pommes*, Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande (WT/DS367/5), 7 décembre 2007, jointe en tant qu'annexe A-1 au présent rapport, page 3. Voir aussi la première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.83.

[3000] *Australie – Pommes*, Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande (WT/DS367/5), jointe en tant qu'annexe A-1 au présent rapport, 7 décembre 2007, page 3.

[3001] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.513. Voir aussi la première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.523; et la deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.896.

[3002] Réponse de l'Australie à la question n° 138 du Groupe spécial après la première réunion de fond.

[3003] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.894.

[3004] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.490.

> "Dans sa première communication écrite, la Nouvelle-Zélande a également indiqué diverses autres mesures de rechange pour le feu bactérien, le chancre européen et l'ALCM qui satisferaient aux prescriptions de l'article 5:6, mais qui seraient quand même plus restrictives pour le commerce qu'il n'est requis. Une mesure limitant les importations aux pommes qui sont des fruits conditionnés de façon à être prêts pour la vente au détail a été indiquée.[3005] En fait, comme il est indiqué plus haut en ce qui concerne l'article 5:1 et comme les experts l'ont confirmé, une telle mesure exclurait effectivement la filière principale pour l'ALCM indiquée dans l'IRA.[3006],[3007]

7.1271 Cet argument de la Nouvelle-Zélande fait référence entre autres choses à la prescription relative aux fruits prêts pour la vente au détail qu'elle a invoqué initialement uniquement en ce qui concerne le feu bactérien. Pour étendre la pertinence de cette mesure de rechange à l'ALCM, l'argument de la Nouvelle-Zélande fait référence aux deux réponses ci-après de M. Cross sur le point de savoir si l'importation de pommes conditionnées de façon à être prêtes pour la vente au détail pourrait être une mesure efficace contre l'ALCM:

> **"Question n° 105**
>
> *Veuillez présenter des observations sur le point de savoir si l'examen effectué dans l'IRA de l'Australie en ce qui concerne l'inadéquation d'un système d'inspection et de traitement fondé sur un échantillon de 600 fruits pour gérer le risque dans le cas de l'ALCM était objectif et crédible, s'appuyant sur des sources scientifiques respectées et compétentes. Cet examen est-il suffisamment étayé par les preuves scientifiques disponibles? (IRA, partie B, pages 188 à 190; paragraphes 1094 à 1096 de la première communication écrite de l'Australie; paragraphes 4.517 à 4.522 de la première communication écrite de la Nouvelle-Zélande)*
>
> M. Cross:
>
> L'adéquation de la taille d'échantillon de 600 fruits dépendra dans une très large mesure de la façon dont les fruits sont manutentionnés en Australie en particulier du nombre de fruits qui sont susceptibles d'être placés ou jetés à proximité d'un ou de pommiers. Comme je l'ai dit dans ma réponse à la question n° 98, deux scénarios de manutention des fruits très différents donneraient des risques d'entrée et d'établissement très différents et des tailles d'échantillon très différentes, seraient appropriées.
>
> Si les fruits à plus forte valeur ajoutée sont prêts pour la vente au détail dans des emballages ou des cartons conservés dans des entrepôts frigorifiques et redistribués aux marchés avec des ruptures minimes de la chaîne du froid et qu'il y a eu des pertes minimes entraînant le rejet de fruits à proximité de vergers, les risques potentiels dans ce scénario sont très faibles: [sic]. Il n'y aurait pratiquement aucune possibilité que des cécidomyies adultes émergent, s'accouplent, sortent de la station de conditionnement et atteignent un pommier sensible. Une taille d'échantillon de

---

[3005] *(note de bas de page de l'original)* Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.490.

[3006] *(note de bas de page de l'original)* Voir les paragraphes 2.251 à 2.257. Réponse de M. Cross aux questions du Groupe spécial, question n° 105, page 15. M. Cross confirme que "si les fruits arrivaient de Nouvelle-Zélande "prêts pour la vente au détail" ou "juste à temps", il semble très improbable que des fruits soient renvoyés aux grossistes des zones de production en vue d'un reconditionnement": réponse de M. Cross aux questions du Groupe spécial, question n° 122, page 22.

[3007] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.894.

600 fruits serait tout à fait adéquate pour donner un risque très minime découlant du rejet d'un petit nombre de fruits par les consommateurs, etc., dans les jardins ou près des vergers, etc.

Si les fruits arrivent dans des cellules de stockage en vrac aux fins de classement et de conditionnement avec un nombre plus important de fruits éliminés qui sont maintenus temporairement à température ambiante à l'extérieur avant d'être jetés éventuellement à proximité d'un verger de pommiers, les risques potentiels dans ce scénario sont beaucoup plus élevés.

…

Question n° 122

L'IRA de l'Australie constitue-t-il une évaluation objective et cohérente de la probabilité que les pommes de Nouvelle-Zélande soient reconditionnées aux stations de conditionnement des zones rurales à proximité immédiate des vergers, et des incidences que cela aurait, s'agissant d'évaluer les risques liés au feu bactérien, au chancre européen et à l'ALCM? Une telle évaluation a-t-elle été faite avec la rigueur méthodologique appropriée? (paragraphe 4.418 de la première communication écrite de la Nouvelle-Zélande; et réponse n° 99 de l'Australie)

M. Cross:

L'IRA de l'Australie constituait effectivement une évaluation objective et cohérente en ce qui concerne les "pommes exemptes de déchets soit emballées soit en vrac, triées et classées, en provenance de Nouvelle-Zélande" mais il apparaît qu'il n'envisageait pas le cas des fruits prêts pour la vente au détail. Il tenait compte de deux scénarios prévoyant des quantités différentes de fruits manutentionnés à la station de conditionnement du verger, 70-100 pour cent contre 0,1-5 pour cent. Il en est résulté de très grandes différences (33 fois) dans les estimations du nombre de pommes infestées manutentionnées aux points d'utilisation des grossistes des zones de production (tableaux 42 et 43) et, par conséquent, des estimations des probabilités partielles de l'entrée, de l'établissement et de la dissémination qui sont élevées pour les grossistes des zones de production (tableaux 44 et 45). Par contre, si les fruits arrivaient de Nouvelle-Zélande "prêts pour la vente au détail" ou "juste à temps", il semble très improbable que des fruits soient renvoyés aux grossistes des zones de production en vue d'un reconditionnement. L'évaluation faite dans l'IRA doit être recalculée en ce qui concerne ce scénario."[3008]

7.1272 Pour étendre la pertinence de la prescription relative aux fruits prêts pour la vente au détail concernant l'ALCM, la Nouvelle-Zélande fait également référence à une partie précédente de sa deuxième communication écrite.[3009] Dans cette partie précédente, la Nouvelle-Zélande fait valoir, dans le cadre de son allégation au titre de l'article 2:2, qu'en ce qui concerne l'ALCM, l'IRA de l'Australie n'a pas tenu compte du fait que les pommes de Nouvelle-Zélande seraient exportées prêtes pour la vente au détail.[3010]

[3008] Réponses de M. Cross aux questions n° 105 et 122 du Groupe spécial dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphes 629 à 631 et 692.

[3009] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.894, note de bas de page 1305.

[3010] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 2.251 à 2.257.

7.1273 Comme il a été noté plus haut, la Nouvelle-Zélande a indiqué dans sa première communication écrite la prescription relative aux fruits prêts pour la vente au détail en tant que mesure de rechange uniquement pour le feu bactérien, mais a immédiatement exclu la possibilité de considérer cela comme une mesure de rechange concernant le feu bactérien aux fins de son allégation au titre de l'article 5:6:

> "De telles mesures n'ont guère de justification, toutefois, car elles seraient fondées sur une hypothèse selon laquelle les pommes mûres asymptomatiques pourraient être un vecteur de transmission du feu bactérien. *Étant donné qu'une telle hypothèse n'a aucun fondement scientifique, la Nouvelle-Zélande se bornera à examiner la mesure de rechange consistant à restreindre les importations aux pommes mûres asymptomatiques*".[3011]

7.1274 De même, comme il est indiqué plus haut, dans sa deuxième communication écrite, la Nouvelle-Zélande fait valoir que la prescription relative aux fruits prêts pour la vente au détail ne serait pas compatible avec les articles 2:2 et 5:1 de l'Accord SPS:

> "Toutefois, étant donné que ces mesures de rechange additionnelles sont fondées sur l'hypothèse selon laquelle les pommes mûres asymptomatiques sont des vecteurs du feu bactérien et du chancre européen, elles sont quand même plus restrictives pour le commerce qu'il n'est requis et ne seraient pas compatibles avec les articles 2:2 et 5:1 de l'Accord SPS. Le fait que des mesures *moins* restrictives pour le commerce que les mesures en cause sont quand même *plus* restrictives pour le commerce qu'il n'est requis indique simplement la gravité de l'infraction en l'espèce."[3012]

7.1275 À la lumière de ces déclarations de la Nouvelle-Zélande, le Groupe spécial a constaté que la Nouvelle-Zélande n'avait pas indiqué d'une manière valable la prescription relative aux fruits prêts pour la vente au détail en tant que mesure de rechange concernant le feu bactérien dans le contexte de l'article 5:6.[3013] Étant donné l'absence de preuves et d'arguments présentés par la Nouvelle-Zélande au titre du triple critère énoncé à l'article 5:6, le Groupe spécial a également constaté que, même si la Nouvelle-Zélande avait dûment indiqué la prescription relative aux fruits prêts pour la vente au détail en tant que mesure de rechange concernant le feu bactérien, il n'aurait pas été approprié ni possible que le Groupe spécial analyse cette mesure de rechange au titre de l'article 5:6.[3014]

7.1276 La Nouvelle-Zélande tente d'étendre la pertinence de la prescription relative aux fruits prêts pour la vente au détail concernant l'ALCM, mais, comme le Groupe spécial l'a constaté, sans l'avoir indiqué d'une manière valable en premier lieu en tant que mesure de rechange dans le contexte du feu bactérien. En conséquence, il serait inapproprié que le Groupe spécial considère la simple référence faite dans la deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande comme ayant indiqué d'une manière valable cette prescription en tant que mesure de rechange dans le contexte de l'ALCM. Comme l'Australie le fait observer, la deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande présente de manière erronée la partie pertinente de la première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, qui indiquait la prescription relative aux fruits prêts pour la vente au détail uniquement en tant que mesure de rechange dans le contexte du feu bactérien et non de l'ALCM.

[3011] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.490 (pas d'italique dans l'original).

[3012] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 2.894 et 2.895. (italique dans l'original) Voir aussi la réponse de la Nouvelle-Zélande à la question n° 124 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond.

[3013] Voir plus haut le paragraphe 7.1115.

[3014] Voir plus haut les paragraphes 7.1118 et 7.1119.

7.1277 La question est donc de savoir si la tentative faite par la Nouvelle-Zélande dans sa deuxième communication écrite peut être considérée comme indiquant pour la première fois une nouvelle et deuxième mesure de rechange concernant l'ALCM. En principe, rien n'empêcherait la Nouvelle-Zélande de le faire. Selon l'Organe d'appel, "[n]i le Mémorandum d'accord ni la pratique suivie dans le cadre du GATT n'exige que les arguments concernant toutes les allégations relatives à la question soumise à l'ORD soient présentés dans la première communication écrite d'une partie plaignante au groupe spécial".[3015] De même, le Groupe spécial *Japon – Pommes* a constaté ce qui suit: "Il est ... bien établi que rien n'empêche un plaignant, par principe, de développer dans sa deuxième communication des arguments relatifs à une allégation qui entre dans le cadre du mandat du Groupe spécial, même s'il ne l'a pas fait dans sa première communication écrite."[3016]

7.1278 Dans sa deuxième communication écrite, la Nouvelle-Zélande ne fait pas simplement référence à l'argument qu'elle a présenté dans sa première communication écrite concernant la prescription relative aux fruits prêts pour la vente au détail constituant une mesure de rechange pour le feu bactérien, mais essaie d'étendre sa pertinence à l'ALCM en faisant également référence à une autre partie de cette même communication et à deux réponses de M. Cross sur la question des importations de pommes prêtes pour la vente au détail. Même si ces éléments d'information auxquels il est fait référence se rapportent à l'allégation de la Nouvelle-Zélande au titre de l'article 2:2, le Groupe spécial ne voit aucun problème à ce que la Nouvelle-Zélande les utilise également en ce qui concerne son allégation au titre de l'article 5:6 pour l'ALCM. Dans le même temps, la partie en question doit expliquer en quoi des arguments et éléments de preuve présentés dans le cadre d'une autre allégation auxquels il est fait référence sont pertinents pour l'allégation en question.

7.1279 Dans le contexte de l'article 5:6, la Nouvelle-Zélande fait explicitement référence à des arguments et des éléments de preuve qu'elle a présentés dans le cadre de son allégation au titre de l'article 2:2. Compte tenu du sujet traité dans ces arguments et éléments de preuve auxquels il est fait référence, la référence faite par la Nouvelle-Zélande au titre de l'article 5:6 pourrait être interprétée comme la présentation d'arguments et d'éléments de preuve sur la façon dont la prescription relative aux fruits prêts pour la vente au détail pourrait satisfaire au deuxième élément du triple critère énoncé à l'article 5:6, c'est-à-dire la question de savoir si elle permettrait d'obtenir le niveau de protection jugé approprié par l'Australie. Le problème, toutefois, est que ni ces éléments d'information auxquels il est fait référence ni aucun argument présenté par la Nouvelle-Zélande en l'espèce dans le contexte de l'ALCM ne se rapportent aux première et troisième conditions du critère énoncé à l'article 5:6. En essayant d'étendre la prescription relative aux fruits prêts pour la vente au détail à l'ALCM, la Nouvelle-Zélande allègue simplement qu'il est satisfait à ces deux conditions, sans présenter aucun argument spécifique sur la façon dont la prescription relative aux fruits prêts pour la vente au détail pourrait être raisonnablement applicable compte tenu de la faisabilité technique et économique ainsi que sensiblement moins restrictive pour le commerce que la mesure SPS contestée.

7.1280 Plus tard au cours de la procédure, la Nouvelle-Zélande a présenté des arguments en ce qui concerne la première condition du critère énoncé à l'article 5:6 pour la mesure relative aux fruits prêts pour la vente au détail, mais pas en ce qui concerne les deux autres conditions.[3017]

7.1281 Comme la Nouvelle-Zélande le reconnaît également, les trois conditions du critère énoncé à l'article 5:6 sont cumulatives.[3018] Par ailleurs, il incombe au plaignant de présenter des arguments et des éléments de preuve pour démontrer qu'il est satisfait à l'ensemble des trois éléments. Puisque, dans le contexte de l'ALCM, la Nouvelle-Zélande ne l'a pas fait en ce qui concerne le troisième

[3015] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Bananes III*, paragraphe 145.
[3016] Rapport du Groupe spécial *Japon – Pommes*, paragraphe 8.64.
[3017] Réponse de la Nouvelle-Zélande à la question n° 114 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphes 178 à 180.
[3018] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.487.

élément du critère énoncé à l'article 5:6 pour la prescription relative aux fruits prêts pour la vente au détail, le Groupe spécial s'abstient d'analyser cette prescription en tant que mesure de rechange pour l'ALCM dans le contexte de l'allégation de la Nouvelle-Zélande au titre de l'article 5:6.

7.1282 Comme l'Organe d'appel l'a dit dans l'affaire *Japon – Produits agricoles*, les groupes spéciaux "[ne peuvent] pas ... plaider la cause d'une partie plaignante".[3019] "[I]l incombait [au plaignant] de fournir un commencement de preuve qu'il y avait une mesure de remplacement qui réunissait l'ensemble des trois éléments de l'article 5:6 en vue de fournir un commencement de preuve d'incompatibilité avec l'article 5:6."[3020]

7.1283 En alléguant qu'une prescription relative aux fruits prêts pour la vente au détail satisfait aux premier et troisième éléments du critère énoncé à l'article 5:6 pour l'ALCM, la Nouvelle-Zélande a formulé une allégation au titre de l'article 5:6. Toutefois, en avançant des arguments pour cette mesure uniquement en ce qui concerne la première condition du critère énoncé à l'article 5:6, il n'est pas possible de constater que la Nouvelle-Zélande a établi *prima facie* le bien-fondé de cette allégation.

7.1284 À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial limitera son analyse au titre de l'article 5:6 pour l'ALCM à la seule mesure de rechange dûment indiquée et invoquée par la Nouvelle-Zélande dans ce contexte: l'inspection d'un échantillon de 600 fruits sur chaque lot d'importation.

b) Question de savoir si l'inspection d'un échantillon de 600 fruits sur chaque lot d'importation satisfait au triple critère énoncé à l'article 5:6

7.1285 Comme il est indiqué plus haut, le Groupe spécial évaluera tout d'abord si la Nouvelle-Zélande a établi *prima facie* que la mesure de rechange concernant l'ALCM suggérée par la Nouvelle-Zélande satisfait à la deuxième condition du critère énoncé à l'article 5:6. Ce n'est que si le Groupe spécial constate qu'il est satisfait à la deuxième condition qu'il évaluera ensuite la première et la troisième des trois conditions cumulatives énoncés à l'article 5:6.[3021]

i) Deuxième condition: question de savoir si l'inspection d'un échantillon de 600 fruits sur chaque lot d'importation permet d'obtenir le niveau de protection jugé approprié par l'Australie en ce qui concerne l'ALCM

Résumé des arguments des parties

7.1286 La Nouvelle-Zélande affirme que l'inspection d'un échantillon de 600 fruits sur chaque lot d'importation permettra d'obtenir le niveau de protection jugé approprié par l'Australie et satisfait donc à la deuxième condition du critère énoncé à l'article 5:6. Selon la Nouvelle-Zélande, l'imposition par l'Australie d'un échantillon de 3 000 unités et de la sensibilité additionnelle qu'il assure est sans fondement. L'évaluation faite dans l'IRA du risque que présente l'ALCM n'est pas valable parce qu'elle n'a pas tenu compte de la viabilité, d'aspects essentiels de la biologie de l'ALCM et des pratiques commerciales normales. Si l'IRA avait tenu compte de telles questions, la conclusion inévitable aurait été que le risque non réduit présenté par l'ALCM du fait de l'exportation de pommes en provenance de la Nouvelle-Zélande est négligeable. Cela correspondrait au niveau de protection jugé approprié par l'Australie.[3022]

[3019] Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Produits agricoles II*, paragraphe 129.
[3020] Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Produits agricoles II*, paragraphe 126.
[3021] Voir plus haut le paragraphe 7.1107.
[3022] Réponse de la Nouvelle-Zélande à la question n° 4 de l'Australie après la première réunion de fond, paragraphes 11 à 14. Voir aussi la réponse de la Nouvelle-Zélande à la question n° 139 du Groupe spécial après la première réunion de fond, paragraphe 293.

7.1287 La Nouvelle-Zélande soutient que même à supposer, pour les besoins de l'argumentation, que l'évaluation faite dans l'IRA du risque non réduit était valable, l'inspection d'un échantillon de 600 unités assurerait le niveau de protection jugé approprié par l'Australie parce qu'elle garantirait que le nombre de cocons viables entrant en Australie n'est pas suffisant pour que l'établissement ait lieu et le risque de transmission resterait négligeable.[3023] L'inspection standard par l'AQIS d'un échantillon de 600 fruits assurerait avec un niveau de confiance de 95 pour cent que pas plus de 0,5 pour cent (un sur 200) des fruits sont porteurs de cocons. Sur la base de cette hypothèse, il faudrait qu'au moins 4 000 fruits (20 pommes avec des cocons ÷ 0,005 (niveau d'infestation) = 4 000) soient déposés dans un lieu en même temps pour obtenir trois pommes abritant trois ALCM vivantes.[3024] Selon les données néo-zélandaises relatives à l'interception communiquées à l'Australie et figurant dans l'IRA, le niveau d'infestation effectif est beaucoup plus faible que celui qui est détecté avec un niveau de confiance de 95 pour cent sur un échantillon de 600 fruits, et il s'établit plus vraisemblablement à 0,13 pour cent, non à 0,5 pour cent, ce qui donne à penser qu'il faudrait que plus de 15 000 fruits soient déposés dans un lieu en même temps pour obtenir trois pommes abritant des ALCM vivantes (20 pommes avec des cocons ÷ 0,0013 (niveau d'infestation) = 15 384).[3025]

7.1288 La Nouvelle-Zélande fait valoir que les pommes exportées vers l'Australie seront prêtes pour la vente au détail et qu'il est donc peu probable qu'elles soient envoyées à des grossistes des zones de production. Comme les pommes seront envoyées directement aux centres urbains, la possibilité que de grandes quantités de pommes soient rejetées près de pommiers est minime.[3026] En tout état de cause, de grandes quantités de pommes ne seraient pas rejetées non couvertes près de pommiers sur le site d'un grossiste d'une zone de production. En Australie, où l'enlèvement des fruits rejetés dans les vergers est essentiel pour lutter contre la mouche des fruits, il serait contraire à une bonne pratique opérationnelle que les opérateurs de stations de conditionnement commerciales, voire les exploitants de vergers se trouvant à proximité, laissent des fruits rejetés non couverts et exposés aux parasites. Par ailleurs, les fruits jetés dans une décharge seraient presque certainement recouverts en quelques heures.[3027] Même si de grandes quantités de pommes étaient laissées non couvertes pendant une courte période, il est peu probable que l'émergence se produirait. L'ALCM n'émergera pas du fruit dès qu'il a été sorti des entrepôts frigorifiques. Elle doit d'abord rompre la diapause et achever la pupation, ce qui prend au moins de 13 à 18 jours. Ainsi, une ALCM ne pourrait pas émerger d'un cocon viable présent sur une pomme jetée pendant les quelques heures où celle-ci pourrait rester non couverte au rebut.[3028] La probabilité qu'un acheteur australien de pommes de Nouvelle-Zélande rejette au moins 4 000 (et encore moins 15 000) de ces pommes non couvertes dans un seul lieu à proximité de pommiers ayant de jeunes pousses est négligeable.[3029]

7.1289 Dans une communication ultérieure, la Nouvelle-Zélande présente des arguments similaires avec des chiffres légèrement plus élevés. Elle soutient que l'effet d'un échantillon de 600 unités serait que pas plus d'une sur environ 6 500 pommes de Nouvelle-Zélande entrant en Australie serait porteuse d'un cocon viable. Cela équivaut à un taux d'importation final pour les importations totales de 0,015 pour cent (autrement dit, 0,015 pour cent seulement des pommes de Nouvelle-Zélande entrant en Australie seraient porteuses de cocons viables). Sur la base d'un tel taux d'importation (même sans tenir compte de la longue période d'émergence des adultes) il faudrait qu'environ 19 000 pommes soient laissées en dehors des entrepôts frigorifiques, dans le même lieu en même

[3023] Réponse de la Nouvelle-Zélande à la question n° 4 de l'Australie après la première réunion de fond, paragraphes 12 à 14; réponse de la Nouvelle-Zélande à la question n° 139 du Groupe spécial après la première réunion de fond, paragraphe 293.
[3024] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.127.
[3025] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.128.
[3026] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.129.
[3027] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.130.
[3028] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.131.
[3029] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.132.

temps, dans un rayon de 30 à 50 mètres de pommiers ayant des jeunes feuilles partiellement dépliées, pour qu'il y ait une probabilité quelconque que des ALCM s'accouplent et déposent leurs œufs. Toutefois, la probabilité qu'une telle suite d'événements se produise est négligeable – c'est un événement qui ne se produirait presque certainement pas. Par conséquent, l'inspection de 600 fruits assurerait manifestement le niveau de protection jugé approprié par l'Australie.[3030]

7.1290 La Nouvelle-Zélande reconnaît que la possibilité qu'une inspection de 600 fruits permette d'obtenir le niveau de protection jugé approprié par l'Australie, a été examinée et rejetée dans l'IRA. Elle fait observer toutefois que les calculs effectués dans l'IRA concernant l'effet d'une inspection d'un échantillon de 600 unités étaient incorrects parce qu'ils ne prenaient pas en compte la viabilité des cocons, la biologie de l'ALCM et les pratiques commerciales normales.[3031] En outre, l'analyse faite dans l'IRA de la mesure appropriée pour l'ALCM est fondée de façon incorrecte sur le niveau d'infestation, et non sur la probabilité globale de l'entrée, de l'établissement et de la dissémination de l'ALCM.[3032] Comme M. Cross l'a confirmé, l'IRA n'aurait pas dû s'appuyer sur le niveau d'infestation, mais sur le risque global d'entrée, d'établissement et de dissémination, en tant qu'élément déterminant de la mesure appropriée pour l'ALCM. Le niveau d'infestation est pertinent uniquement en tant qu'aspect de cette évaluation du risque global. Si l'IRA avait été à juste titre axé sur le risque global d'entrée, d'établissement et de dissémination de l'ALCM – qui, comme il est indiqué plus haut en ce qui concerne l'article 5:1 est négligeable – il aurait été évident qu'un échantillon de 600 unités allait au-delà de ce qui était nécessaire pour assurer le niveau de protection jugé approprié par l'Australie.[3033]

7.1291 Selon la Nouvelle-Zélande, contrairement à ce que l'Australie allègue, M. Cross n'a pas exprimé l'opinion selon laquelle l'intensité de toute inspection devrait être déterminée par référence à des données plus fiables telles que la viabilité. En fait, il a confirmé la position de la Nouvelle-Zélande selon laquelle l'intensité de toute inspection (c'est-à-dire la taille d'échantillon appropriée) devrait être choisie sur la base d'un niveau de tolérance en matière d'infestation, déterminé sur la base du risque global et du niveau de protection approprié pertinent. En outre, la Nouvelle-Zélande fait valoir que M. Cross a confirmé dans ses réponses aussi bien écrites qu'orales que ce n'était pas l'approche utilisée dans l'IRA.[3034] Au lieu d'indiquer un niveau de tolérance, l'IRA utilisait simplement le niveau d'infestation en tant qu'élément déterminant pour arrêter ses mesures et retenait des mesures qui se traduiraient par la fumigation de presque chaque pomme, suivant en fait une approche du risque zéro.[3035] De l'avis de la Nouvelle-Zélande, M. Cross a confirmé que les mesures australiennes étaient destinées à détecter tous les cocons d'ALCM présents sur les pommes de Nouvelle-Zélande. L'IRA est explicite sur ce point. Il indique que la raison pour laquelle l'inspection de 600 unités n'a pas été jugée appropriée était qu'elle "permettrait que des lots soient acceptés sans traitement".[3036]

[3030] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.902. Voir aussi la réponse de la Nouvelle-Zélande à la question n° 4 de l'Australie après la première réunion de fond, paragraphe 13.

[3031] Réponse de la Nouvelle-Zélande à la question n° 4 de l'Australie après la première réunion de fond, paragraphe 14.

[3032] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.900.

[3033] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.901. Voir aussi la deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 2.896 à 2.902.

[3034] Réponse de la Nouvelle-Zélande à la question n° 126 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphes 209 et 210. Voir la réponse de M. Cross à la question n° 120 du Groupe spécial dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 686.

[3035] Réponse de la Nouvelle-Zélande à la question n° 126 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphes 209 et 210.

[3036] Observations de la Nouvelle-Zélande sur la réponse de l'Australie à la question n° 104 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphe 246.

7.1292 La Nouvelle-Zélande ajoute que, contrairement à ce que l'Australie allègue, la NIMP n° 31 confirme que pour choisir une taille d'échantillon appropriée, un niveau de tolérance en matière d'infestation devrait être indiqué pour déterminer ce que serait un risque inacceptable. De l'avis de la Nouvelle-Zélande, elle n'entérine pas une approche consistant à choisir des mesures destinées à détecter toute infestation présente. M. Sgrillo n'entérine pas non plus l'approche suivie dans l'IRA. La Nouvelle-Zélande allègue qu'au contraire, M. Sgrillo a confirmé uniquement qu'un taux d'inspection élevé était nécessaire pour détecter des niveaux d'infestation faibles.[3037] Bien que la Nouvelle-Zélande souscrive à cette déclaration, elle estime qu'il n'était *pas nécessaire* que l'Australie mette en place des mesures qui permettraient de détecter tous les cocons d'ALCM présents sur les pommes de Nouvelle-Zélande. Imposer une mesure dans un tel but revient à adopter une approche du risque zéro. Mais, comme l'Australie le reconnaît, le niveau de protection qu'elle juge approprié n'est pas le risque zéro. Par conséquent, de l'avis de la Nouvelle-Zélande, comme M. Cross l'a confirmé, l'Australie aurait dû uniquement mettre en place des mesures destinées à ramener le risque dans les limites du niveau de protection qu'elle juge approprié.[3038]

7.1293 L'Australie fait valoir que le niveau de protection qu'elle juge approprié n'est pas susceptible d'examen par un groupe spécial de l'OMC ou par l'Organe d'appel.[3039] L'application du critère d'examen approprié empêche un groupe spécial de procéder à un examen *de novo* de la question de savoir si une mesure de rechange particulière permettrait d'obtenir le niveau de protection jugé approprié par un Membre, dans les cas où l'efficacité de cette mesure a été préalablement évaluée dans le cadre d'une évaluation des risques.[3040] Si un groupe spécial a déterminé que l'évaluation des risques était "objectivement justifiable" (ou dans les cas où la validité d'une évaluation des risques particulière n'a pas été contestée), ce groupe spécial ne peut pas substituer son jugement sur ces questions relevant de l'article 5:6 à celui du responsable de l'évaluation des risques. Si un plaignant ne démontre pas l'existence de vices graves entachant ces aspects de l'analyse du responsable de l'évaluation des risques, le groupe spécial devrait accepter les constatations pertinentes de l'évaluation des risques dans le contexte d'une allégation au titre de l'article 5:6.[3041]

7.1294 L'Australie fait valoir qu'elle ne vise pas le risque zéro; le niveau de protection qu'elle juge approprié est "très faible". Les mesures doivent seulement être suffisantes pour faire baisser le risque afin d'obtenir le niveau de protection approprié. Dans le cas de l'ALCM, il peut y avoir une situation dans laquelle l'infestation des pommes de Nouvelle-Zélande par des ALCM viables est à un niveau si faible que le risque non réduit ne dépasserait plus le niveau de protection approprié; en pareil cas, des mesures SPS ne seraient pas nécessaires.[3042] L'Australie soutient qu'elle a établi ses mesures sur la base des constatations formulées dans l'IRA indiquant que le risque non réduit pour l'ALCM est "faible", et par conséquent dépasse le niveau de protection jugé approprié par l'Australie. L'équipe chargée de l'IRA a évalué la mesure de rechange proposée par la Nouvelle-Zélande, mais a constaté qu'un système d'inspection de 600 unités à lui seul ne réduirait pas les risques associés à l'ALCM de manière suffisante pour obtenir le niveau de protection jugé approprié par l'Australie. Étant donné que la Nouvelle-Zélande n'a pas démontré que le Rapport IRA final n'était pas valable, le Groupe

[3037] Réponse de M. Sgrillo dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 683.
[3038] Observations de la Nouvelle-Zélande sur la réponse de l'Australie à la question n° 104 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphe 249.
[3039] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 1075.
[3040] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 1098.
[3041] Deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphe 53.
[3042] Réponse de l'Australie à la question n° 104 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphe 468. Voir aussi la première communication écrite de l'Australie, paragraphes 1093 à 1097.

spécial devrait constater que la Nouvelle-Zélande n'a pas correctement formulé son allégation concernant l'ALCM au titre de l'article 5:6.[3043]

7.1295 L'Australie ajoute que sa mesure concernant l'ALCM n'était pas destinée à détecter la présence du parasite sur la majorité des échantillons de pommes de Nouvelle-Zélande. À cet égard, M. Cross n'a pas entièrement compris le raisonnement fait par l'équipe chargée de l'IRA pour constater qu'une inspection de 600 unités ne serait pas adéquate. L'équipe chargée de l'IRA tenu compte à la fois de son estimation selon laquelle le taux d'infestation non réduit pour l'ALCM serait de 4,1 pour cent (moyenne) du nombre proposé total de pommes importées de Nouvelle-Zélande chaque année et des données d'août 2005 communiquées par la Nouvelle-Zélande selon lesquelles le taux d'infestation des variétés de pommes de Nouvelle-Zélande exportées vers les États-Unis (selon les méthodes déployées) se situait entre 0,1 et 0,38 pour cent.[3044] L'équipe chargée de l'IRA a dans un premier temps examiné si une inspection de 600 unités permettrait de ramener le risque au niveau de protection jugé approprié par l'Australie et a constaté qu'une inspection de 600 unités était très efficace pour détecter des lots porteurs de parasites à un taux d'infestation de 4,1 pour cent. Toutefois, l'analyse de l'équipe chargée de l'IRA a conclu que si le taux d'infestation était aussi faible que les renseignements de la Nouvelle-Zélande laissaient entendre qu'il pouvait être (0,17 pour cent), un système d'inspection de 600 unités ne permettrait pas de détecter l'infestation dans une certaine proportion des lots. À ce taux, un système d'inspection de 600 unités permettrait que des lots soient acceptés sans traitement, ce qui donnerait un taux d'importation final de l'ALCM pour les importations totales d'environ 0,06 pour cent. Une fois intégré dans le modèle par l'équipe chargée de l'IRA, ce taux d'importation a donné lieu à une estimation du risque réduit qui dépassait le niveau de protection jugé approprié par l'Australie, indiquant que, du moins pour des niveaux d'infestation inférieurs à 0,5 pour cent, un système d'inspection/de traitement fondé sur un échantillon de 600 fruits ne serait pas adéquat pour gérer le risque dans le cas de l'ALCM. L'équipe chargée de l'IRA a constaté qu'à ces taux d'infestation, une inspection de 3 000 unités était nécessaire pour obtenir le niveau de protection jugé approprié par l'Australie. Tous ces chiffres reposent sur le niveau de confiance de 95 pour cent.[3045]

7.1296 L'Australie ajoute que la Nouvelle-Zélande a supposé que le niveau de risque non réduit pour l'ALCM déterminé dans le Rapport IRA final était faux, mais qu'elle n'a pas démontré que sa mesure de rechange pour l'ALCM permettrait d'obtenir le niveau de protection jugé approprié par l'Australie sur la base du niveau de risque calculé par l'équipe chargée de l'IRA.[3046]

7.1297 L'Australie partage l'avis de M. Cross selon lequel le choix d'une mesure de gestion des risques devrait avoir pour but de ramener le risque à un niveau qui permettrait d'obtenir le niveau de protection jugé approprié par le Membre importateur. Il y a un lien très étroit entre le niveau de protection approprié et l'intensité de l'échantillonnage aux fins d'inspection. Le but de la prescription en matière d'inspection imposée par l'Australie pour l'ALCM est de détecter les lots dans lesquels le nombre d'ALCM présentes est à un niveau qui entraîne un risque qui dépasserait le niveau de protection jugé approprié par l'Australie. En d'autres termes, le niveau de protection approprié est utilisé pour établir le niveau d'ALCM qui pourrait être toléré dans les lots de pommes importés mais permettrait quand même d'obtenir le niveau de protection jugé approprié par l'Australie. L'intensité de

[3043] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 1092. Voir aussi la première communication écrite de l'Australie, paragraphe 1098.

[3044] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 1093.

[3045] Réponse de l'Australie à la question n° 104 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphes 464 et 465. Voir aussi la première communication écrite de l'Australie, paragraphes 1093 à 1097.

[3046] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 1091. Voir aussi la première communication écrite de l'Australie, paragraphes 155 et 1089.

l'échantillonnage doit être fixée sur la base à la fois du niveau d'ALCM existant avant toute inspection et du niveau d'ALCM qui peut être toléré et qui persisterait encore après l'inspection.[3047]

7.1298 L'Australie fait observer que M. Sgrillo a confirmé que les trois facteurs importants ci-après étaient pertinents pour le choix d'un niveau d'inspection. Premièrement, le niveau d'infestation sous-jacent est le point de départ approprié pour déterminer le taux d'inspection requis. Deuxièmement, le taux d'inspection requis devrait en principe augmenter à mesure que le niveau d'infestation sous-jacent diminue. Troisièmement, un niveau de confiance de 95 pour cent est généralement utilisé par la communauté scientifique lorsqu'il s'agit de déterminer un taux d'inspection phytosanitaire approprié, même s'il n'y a aucune norme internationale admise à cet égard. Selon l'Australie, la NIMP n° 31 étaye également ses affirmations.[3048]

Analyse par le Groupe spécial

7.1299 Comme l'Australie le fait observer, l'inspection de 600 unités suggérée par la Nouvelle-Zélande a été examinée dans l'IRA et rejetée au motif qu'elle était inappropriée pour obtenir le niveau de protection jugé approprié par l'Australie.[3049] L'Australie fait valoir que cela devrait empêcher le Groupe spécial d'examiner la même mesure de rechange au titre de l'article 5:6 de l'Accord SPS, à moins que la Nouvelle-Zélande ne prouve que l'IRA ne constitue pas une évaluation des risques adéquate.

7.1300 En l'espèce, le Groupe spécial a déjà constaté que l'IRA de l'Australie n'était pas une évaluation des risques adéquate pour l'ALCM au sens de l'article 5:1 et de l'Annexe A 4) de l'Accord SPS.[3050] En conséquence, même en acceptant les arguments de l'Australie, il n'y a aucune raison que le Groupe spécial s'abstienne d'évaluer si l'inspection de 600 unités écartée dans l'IRA satisfait à la deuxième condition du critère énoncé à l'article 5:6.

7.1301 L'évaluation faite dans l'IRA des mesures de gestion des risques pour l'ALCM commençait par l'examen de la mesure de rechange consistant en une inspection de 600 unités suggérée par la Nouvelle-Zélande.[3051] Tout d'abord, l'IRA a conclu que cette mesure serait efficace dans certaines circonstances. "Avec un taux d'infestation de 4,1 pour cent, la cécidomyie des feuilles du pommier sera détectée dans pratiquement chaque lot de sorte que chaque lot sera soumis à une fumigation. Une inspection de 600 unités est très efficace pour détecter les lots porteurs de parasites à ce taux d'infestation. Cela combiné à la grande efficacité d'un traitement aboutit à un degré élevé de réduction des risques."[3052]

7.1302 Toutefois, l'IRA indiquait ensuite ce qui suit:

> "Manifestement à mesure que le taux d'infestation diminue, la probabilité qu'un système d'inspection de 600 unités permette de détecter la cécidomyie des feuilles du pommier dans un lot diminue. Par conséquent, certains lots peuvent ne pas être traités mais contenir quand même des cécidomyies des feuilles du pommier.

[3047] Réponse de l'Australie à la question n° 104 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphes 462 et 463.

[3048] Réponse de l'Australie à la question n° 104 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphe 466.

[3049] IRA de l'Australie, partie B, pages 188 à 192.

[3050] Voir plus haut le paragraphe 7.886.

[3051] L'analyse faite dans l'IRA de la "gestion des risques pour la cécidomyie des feuilles du pommier" indique d'emblée que "[l]'évaluation du risque réduit commence tout d'abord par un examen de l'effet d'une inspection de 600 unités et de toute mesure corrective prise du fait que cette inspection a permis de détecter des parasites de type quarantenaire". IRA de l'Australie, partie B, page 188.

[3052] IRA de l'Australie, partie B, page 190.

> ... Il a été constaté que le "pire cas" pour le nombre total de cécidomyies des feuilles du pommier qui entreraient en Australie sans être détectées si un système d'inspection/de traitement de 600 fruits était utilisé correspondait à un taux d'infestation des pommes d'environ 0,17 pour cent. Si le taux d'infestation était d'environ 0,17 pour cent, l'inspection suivie d'un traitement sur la base d'un échantillon de 600 fruits permettrait à des lots d'être acceptés sans traitement, ce qui donnerait un taux d'importation final pour les importations totales d'environ 0,06 pour cent. Une fois intégré dans le modèle, il est apparu que ce taux d'importation donnait lieu à une estimation du risque réduit qui dépassait le niveau de protection jugé approprié par l'Australie. Cela indique que, du moins pour certains niveaux d'infestation, un système d'inspection/de traitement fondé sur un échantillon de 600 fruits peut ne pas être adéquat pour gérer le risque dans le cas de la cécidomyie des feuilles du pommier."[3053]

7.1303 L'IRA a conclu qu'une inspection de 3 000 fruits était nécessaire à ce taux d'infestation correspondant du "pire cas":

> "Cette prévalence du "pire cas" prévue de 0,17 pour cent s'inscrit dans la fourchette des "données d'août 2005" (0,1 pour cent-0,38 pour cent) sur l'infestation communiquées par Pipfruit, New-Zealand (Pipfruit NZ, 2005). ... La relation entre les tailles d'échantillon et le nombre de cécidomyies des feuilles du pommier susceptibles d'être importées pour des taux d'infestation se situant entre 0,1 pour cent et 0,38 pour cent a été étudiée au moyen de techniques statistiques courantes ... Sur la base de cette analyse, il a été conclu qu'une taille d'échantillon de 3 000 par lot était nécessaire. Avec ces taux d'infestation et une taille d'échantillon de 3 000, le taux d'infestation du "pire cas" que pouvaient présenter les importations après inspection et traitement était de 0,005 pour cent.
>
> ...
>
> Sur la base de cette analyse, l'équipe chargée de l'IRA a conclu que si les taux d'infestation des fruits à l'exportation était de l'ordre de 0,1 pour cent à 0,38 pour cent, une inspection de 3 000 fruits serait efficace pour ce qui est de détecter la présence de cécidomyie des feuilles du pommier."[3054]

7.1304 L'IRA indiquait ensuite que l'équipe chargée de l'IRA n'était pas disposée à revenir à la prescription imposant l'inspection de 600 unités, en dépit des arguments de la Nouvelle-Zélande concernant la viabilité limitée des cocons:

> "La Nouvelle-Zélande a communiqué des données additionnelles (Rogers *et al.*, 2006) montrant que 36 à 42 pour cent des cocons de cécidomyie des feuilles du pommier présents sur des pommes étaient vides, et que près de 60 pour cent de tous les cocons contenaient des cécidomyies mortes. Toutefois, l'équipe chargée de l'IRA considère toujours que ce faible niveau d'infestation constitue quand même un risque, même si c'est un risque plus faible, et maintient qu'une inspection de 3 000 fruits est nécessaire."[3055]

[3053] IRA de l'Australie, partie B, page 190.
[3054] IRA de l'Australie, partie B, page 191.
[3055] IRA de l'Australie, partie B, page 192.

7.1305 L'IRA indiquait ensuite une mesure de gestion des risques de rechange par rapport à l'inspection de 3 000 unités, à savoir le traitement, par exemple la fumigation, de tous les lots à l'exportation:

> "Une solution de rechange par rapport à l'approche inspection/traitement peut être l'utilisation courante d'un traitement obligatoire tel que la fumigation de tous les lots d'exportation. Il peut s'agir d'une approche moins restrictive pour le commerce si la prévalence de la cécidomyie des feuilles du pommier est telle que la plupart ou la totalité des lots sont susceptibles d'être rejetés lors de l'inspection. Une partie prenante a suggéré que la fumigation devrait être obligatoire. Toutefois, l'équipe chargée de l'IRA a conclu qu'une inspection selon les indications données ci-dessus assortie d'un traitement uniquement en cas de découverte d'insectes vivants serait adéquate pour gérer le risque. Par conséquent, une prescription imposant une fumigation obligatoire n'était pas justifiée."[3056]

7.1306 À la suite de cette analyse, l'IRA définissait deux options en matière de gestion des risques:

> "1. Inspection d'un échantillon aléatoire de 3 000 fruits prélevé sur chaque lot. Application d'un traitement approprié (par exemple fumigation) ou rejet de tous lots dans lesquels la présence de cécidomyie des feuilles du pommier est détectée; ou
>
> 2. Application à tous les lots d'un traitement approprié pour éliminer la cécidomyie des feuilles du pommier."[3057]

7.1307 Il s'agit des mesures dont la Nouvelle-Zélande conteste en l'espèce la compatibilité avec l'article 5:6 dans le contexte de l'ALCM. Comme il est indiqué plus haut, le Groupe spécial a déjà constaté en ce qui concerne ces mesures que l'évaluation faite dans l'IRA de la probabilité de l'entrée, de l'établissement et de la dissémination de l'ALCM n'était pas établie sur la base d'une évaluation des risques adéquate.[3058] Le Groupe spécial a également constaté que divers vices entachant l'IRA constituaient un manquement à l'obligation de tenir suffisamment compte de facteurs tels que les preuves scientifiques disponibles, les procédés et méthodes de production pertinents en Nouvelle-Zélande et en Australie, la prévalence effective d'ALCM viables et les conditions environnementales pertinentes, comme l'exige l'article 5:2 de l'Accord SPS.[3059] En particulier:

a) Le Groupe spécial a constaté que le raisonnement fait dans l'IRA concernant la viabilité de l'ALCM n'était pas objectivement justifiable, parce que l'IRA ne tenait pas suffisamment compte des données sur l'occupation et la viabilité de l'ALCM dans les cocons et parce que l'IRA ne donnait aucune indication quant à la manière dont le jugement d'experts était exercé.[3060]

b) De même, le Groupe spécial a constaté que le raisonnement fait dans l'IRA concernant la viabilité de l'ALCM compte tenu de l'incidence possible du parasitisme de la guêpe *Platygaster demades*, n'était pas objectivement justifiable, parce que l'IRA ne prenait pas en considération l'incidence du parasitisme de *Platygaster demades* sur l'occupation et la viabilité des cocons dans ses estimations.[3061]

[3056] *Ibid.*
[3057] IRA de l'Australie, partie B, page 192. Voir aussi l'IRA de l'Australie, partie B, pages 319 à 322.
[3058] Voir plus haut les paragraphes 7.886 et 7.887.
[3059] *Ibid.*
[3060] Voir plus haut les paragraphes 7.800 à 7.806.
[3061] Voir plus haut les paragraphes 7.810 à 7.812.

c) Le Groupe spécial a également constaté que le raisonnement fait dans l'IRA concernant la probabilité du transfert de l'ALCM compte tenu de la longue période d'émergence de l'ALCM, n'était pas objectivement justifiable, parce que l'IRA ne tenait pas compte des chances réduites d'accouplement des ALCM en raison de la longue période d'émergence des ALCM adultes par rapport à leur courte durée de vie.[3062]

d) En outre, le Groupe spécial a constaté que le raisonnement fait dans l'IRA concernant la probabilité de l'établissement et de la dissémination de l'ALCM en Australie, compte tenu de l'existence des conditions climatiques nécessaires et de la répartition géographique de ces conditions, n'était pas objectivement justifiable.[3063]

e) Enfin, le Groupe spécial a constaté que le raisonnement fait dans l'IRA concernant le risque non réduit d'ALCM par le biais de l'importation de pommes de Nouvelle-Zélande en Australie, compte tenu du mode de commercialisation de ces pommes, n'était pas objectivement justifiable, parce que la question des différents modes de commercialisation possibles ne semblait avoir été examinée de manière adéquate ou prise en considération de façon transparente dans l'IRA et n'avait eu aucune incidence évidente sur les conclusions de l'IRA.[3064]

7.1308 Le Groupe spécial a constaté que la Nouvelle-Zélande n'avait pas établi *prima facie* que les vergers entourant les stations de conditionnement des grossistes ne seraient pas situés à une distance entrant dans le rayon de vol de l'ALCM.[3065] Néanmoins, le Groupe spécial a conclu que les vices mentionnés plus haut étaient suffisants pour susciter des doutes raisonnables au sujet de l'IRA en tant qu'évaluation des risques adéquate évaluant la probabilité de l'entrée, de l'établissement et de la dissémination de l'ALCM parce que l'IRA n'avait pas dûment pris en considération un certain nombre de facteurs qui pouvaient avoir une incidence majeure sur l'évaluation de ce risque particulier.[3066] En conséquence, le Groupe spécial a conclu que les prescriptions en matière d'inspection et de traitement énoncées dans l'IRA concernant l'ALCM applicables aux pommes de Nouvelle-Zélande étaient incompatibles avec l'article 5:1 et 5:2 de l'Accord SPS.[3067] Le Groupe spécial a également constaté que puisque les deux prescriptions de rechange pour l'ALCM n'étaient pas établies sur la base d'une évaluation des risques comme il est prévu à l'article 5:1 de l'Accord SPS, on pouvait présumer, de façon plus générale, qu'elles n'étaient pas fondées sur des principes scientifiques ou n'étaient pas maintenues avec des preuves scientifiques suffisantes au sens de l'article 2:2.[3068]

7.1309 Ces constatations au titre de l'article 2:2 remettent en question les deux prescriptions de rechange concernant l'ALCM principalement parce qu'elles sont établies sur la base d'une évaluation des risques viciée. Les constatations jettent également le doute sur la justification donnée dans l'IRA pour ne pas admettre que l'inspection de 600 unités initialement analysée permettrait d'obtenir le niveau de protection jugé approprié par l'Australie, mais imposer à la place les deux mesures de rechange concernant l'ALCM.

7.1310 Fait important, l'IRA justifie le rejet de la mesure de rechange constituée par l'inspection de 600 unités par le niveau d'infestation du "pire cas" plus faible provenant des données d'août 2005 communiquées par la Nouvelle-Zélande. La Nouvelle-Zélande, toutefois, fait valoir que l'analyse

[3062] Voir plus haut les paragraphes 7.840 et 7.841.
[3063] Voir plus haut le paragraphe 7.854.
[3064] Voir plus haut les paragraphes 7.866 et 7.867.
[3065] Voir plus haut le paragraphe 7.824.
[3066] Voir plus haut le paragraphe 7.871.
[3067] Voir plus haut le paragraphe 7.887.
[3068] *Ibid*.

faite dans l'IRA des importations de pommes de Nouvelle-Zélande aboutissant à un risque non réduit dépassant le niveau de protection jugé approprié par l'Australie n'est pas objective ni cohérente. Elle fait valoir également que, même si ce n'était pas le cas, l'inspection de 600 unités ramènerait le risque en deçà du niveau de protection jugé approprié par l'Australie – même au niveau d'infestation du "pire cas".

7.1311 Le Groupe spécial a constaté dans le contexte de l'article 5:1 et 5:2 de l'Accord SPS que l'évaluation des risques figurant dans l'IRA comportait plusieurs vices. Ces vices montrent que l'IRA n'a pas dûment pris en considération un certain nombre de facteurs qui pourraient avoir une incidence majeure sur l'évaluation du risque d'ALCM que présentent les pommes de Nouvelle-Zélande. En fait, ces vices suscitent des doutes raisonnables au sujet de l'IRA en tant qu'évaluation des risques adéquate évaluant la probabilité de l'entrée, de l'établissement et de la dissémination de l'ALCM en Australie.

7.1312 Sur la base des facteurs pour lesquels l'IRA de l'Australie présente les vices susmentionnés (viabilité des cocons, parasitisme, émergence des adultes, conditions climatiques et structures des échanges), la Nouvelle-Zélande démontre qu'avec le niveau d'infestation du "pire cas", plusieurs milliers de pommes (entre 15 000 et 19 000) importées de Nouvelle-Zélande devraient être déposées non couvertes pendant une période suffisamment longue pour qu'il y ait une éventuelle transmission de l'ALCM. La Nouvelle-Zélande fait valoir de manière convaincante que cette situation ne se produira probablement presque jamais.

7.1313 Le Groupe spécial rappelle qu'il a constaté que la Nouvelle-Zélande n'avait pas établi *prima facie* que les vergers entourant les stations de conditionnement des grossistes ne seraient pas situés à une distance entrant dans le rayon de vol de l'ALCM.[3069] Toutefois, la Nouvelle-Zélande fait référence aux pratiques des stations de conditionnement modernes de l'Australie qui feraient qu'il serait extrêmement improbable (à supposer déjà une forte incidence du dépôt de déchets) qu'un grand nombre de pommes déposées soient laissées non couvertes. Le Groupe spécial prend note également de la déclaration de M. Cross selon laquelle les ALCM restent normalement près du sol et qu'elles volent peu (en particulier dans des conditions venteuses). "Elles volent assez peu. Cette espèce particulière passe beaucoup de temps près du sol et ne s'envole dans l'arbre que pour déposer ses œufs dans les pousses en régime de vent assez faible. Ainsi, il semble peu probable qu'elle ait un très large rayon de dispersion."[3070]

7.1314 Le Groupe spécial note qu'à la réunion avec les experts, l'Australie a demandé à M. Sgrillo s'"[il] reconnaîtr[ait] que pour être sûr de détecter un parasite dans un envoi qui a de faibles niveaux d'infestation sous-jacente, un taux d'inspection plus élevé pourrait être nécessaire, par rapport à un envoi ayant un niveau d'infestation plus élevé ...".[3071] En réponse, M. Sgrillo explique que:

> "Généralement, en prenant la même taille de population, si l'infestation est plus élevée vous devez réduire l'échantillonnage, parce que – ... voyez-vous, s'il y a plus d'unités infestées dans la population, il faudra un nombre d'échantillons plus petit pour déceler cette infestation. Par contre, si vous avez un nombre très faible, un pourcentage d'infestation très faible, vous devez accroître la taille de l'échantillon pour la déceler."[3072]

[3069] Voir plus haut le paragraphe 7.824.

[3070] Réponse de M. Cross dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 586.

[3071] Question de l'Australie à M. Sgrillo dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 682.

[3072] Réponse de M. Sgrillo dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 683.

7.1315 M. Sgrillo confirme cela dans une autre de ses réponses à l'Australie: "D'après l'infestation, vous saurez de combien il faut la réduire pour atteindre le niveau de protection que vous jugez approprié. Vous saurez en outre quel doit être le degré de sensibilité de votre système d'inspection pour déceler une éventuelle infestation au-delà de ce niveau."[3073]

7.1316 Cette réponse a toutefois été donnée à une question que l'Australie a présentée en mentionnant une condition préalable importante:

> "M. Sgrillo. J'aimerais vous poser une question au sujet de la détermination d'un taux d'inspection approprié pour un envoi *dans des circonstances où il a été déterminé que le risque non réduit était supérieur au niveau de protection approprié et que des mesures de gestion des risques étaient donc nécessaires*. Reconnaîtriez-vous que le facteur pertinent pour déterminer le taux d'inspection approprié pour l'ALCM est le niveau d'infestation sous-jacent?"[3074]

7.1317 Il ressort de cette condition préalable que même l'Australie juge la question du taux d'infestation secondaire pour établir si, en ce qui concerne l'ALCM, le risque non réduit présenté par les pommes de Nouvelle-zélande (c'est-à-dire le risque découlant de l'importation de pommes sans imposer des mesures d'atténuation des risques) dépasserait le niveau de protection jugé approprié par l'Australie.

7.1318 L'Australie fait valoir que la NIMP n° 31 étaye son affirmation selon laquelle un taux d'infestation plus faible exige une taille d'échantillon plus élevée.[3075] La NIMP n° 31 indique que, comme dans le cas de l'IRA de l'Australie, l'inspection peut constituer un élément légitime et essentiel de la gestion des risques phytosanitaires:

> "[L'inspection] fournit les éléments statistiques de base et complète la NIMP n° 20 (*Directives pour un système phytosanitaire de réglementation des importations*) et la NIMP n° 23 (*Directives pour l'inspection*). L'inspection des envois de produits réglementés faisant l'objet d'échanges commerciaux constitue un élément essentiel de la gestion des risques phytosanitaires et c'est la procédure phytosanitaire la plus fréquemment employée de par le monde pour établir la présence ou non d'organismes nuisibles et/ou la conformité aux exigences phytosanitaires à l'importation."[3076]

7.1319 La NIMP n° 20, à laquelle il est fait référence dans la NIMP n° 31, indique que "[l]es inspections phytosanitaires ... doivent être techniquement justifiées"[3077], et explique qu'une analyse du risque phytosanitaire pourrait être la base de la justification technique d'une mesure de gestion des risques, comme l'inspection. "Une justification technique, telle que par l'ARP, est nécessaire pour déterminer si des organismes nuisibles doivent être réglementés et pour établir la sévérité des mesures phytosanitaires à adopter à leur égard (NIMP n° 11: *Analyse du risque phytosanitaire pour les organismes de quarantaine, incluant l'analyse des risques pour l'environnement et des organismes*

[3073] Réponse de M. Sgrillo dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 681.

[3074] Question de l'Australie à M. Sgrillo dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 680. (pas d'italique dans l'original)

[3075] Réponse de l'Australie à la question n° 104 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphe 466.

[3076] *Méthodes d'échantillonnage des envois*, 2008 (NIMP n° 31, FAO, Rome), document présenté en tant que pièce AUS-30, page 6.

[3077] *Directives pour un système phytosanitaire de réglementation des importations*, 2004 (NIMP n° 20, FAO, Rome), document présenté en tant que pièce AUS-170, page 246.

vivants modifiés, 2004; NIMP n° 21: *Analyse du risque phytosanitaire pour les organismes réglementés non de quarantaine*)".[3078]

7.1320 La NIMP n° 23, à laquelle il est également fait référence dans la NIMP n° 31, confirme que l'inspection en tant que mesure de gestion des risques est étroitement liée au risque phytosanitaire qui est traité. "[Une] inspection peut être nécessaire pour détecter des organismes réglementés spécifiés au niveau de confiance et au niveau souhaités en fonction du risque qui leur est associé (voir également NIMP n° 11: *Analyse du risque phytosanitaire pour les organismes de quarantaine, incluant l'analyse des risques pour l'environnement et les organismes vivants modifiés*, 2004, et NIMP n° 21: *Analyse du risque phytosanitaire pour les organismes réglementés non de quarantaine*)."[3079]

7.1321 Comme la Nouvelle-Zélande le fait valoir, la NIMP n° 31 confirme que pour choisir une taille d'échantillon appropriée il faudrait établir un niveau de tolérance en matière d'infestation afin de déterminer ce que serait un risque inacceptable.[3080] La NIMP n° 31 définit le "niveau de tolérance" comme étant "le pourcentage d'infestation d'un envoi dans sa totalité ou d'un lot à partir duquel des mesures phytosanitaires sont prises".[3081] Bien que la NIMP n° 31 dispose que "[l]a plupart des ONPV appliquent un niveau de tolérance zéro pour tous les organismes de quarantaine", elle dispose également ce qui suit:

> "Toutefois, une ONPV peut décider d'établir un niveau de tolérance pour un organisme de quarantaine sur la base d'une analyse du risque phytosanitaire (tel qu'expliqué dans la NIMP n° 11: *Analyse du risque phytosanitaire pour les organismes de quarantaine, incluant l'analyse des risques pour l'environnement et des organismes vivants modifiés*, section 3.4.1) et fixer ensuite des taux d'échantillonnage à partir du niveau décidé. Par exemple, les ONPV peuvent fixer un niveau de tolérance plus élevé que zéro parce que des organismes de quarantaine en petits nombres peuvent être acceptables si l'on considère que leurs possibilités d'établissement sont faibles ou si l'usage final prévu du produit (par exemple, fruits et légumes frais importés aux fins de transformation) limite l'éventualité que l'organisme pénètre dans les zones menacées."[3082]

7.1322 La NIMP n° 11, à laquelle il est fait référence dans les NIMP n° 20, 23 et 31, explique quant à elle que l'évaluation des risques suppose l'établissement d'un niveau de protection approprié et que des mesures de gestion des risques devraient être adoptées uniquement si ce niveau est dépassé:

> "On définit le risque global par l'examen des résultats des évaluations de la probabilité d'introduction et des conséquences économiques. Si le risque est jugé inacceptable, la première étape de la gestion du risque consiste à identifier les mesures phytosanitaires possibles qui permettront de réduire le risque jusqu'à un seuil acceptable ou en deçà. Si le risque est déjà acceptable ou doit être accepté parce qu'il ne peut être géré (comme c'est le cas avec la dissémination naturelle), les mesures ne sont pas justifiées. ...

[3078] *Directives pour un système phytosanitaire de réglementation des importations*, 2004 (NIMP n° 20, FAO, Rome), document présenté en tant que pièce AUS-170, page 245.

[3079] *Directives pour l'inspection*, 2005 (NIMP n° 23, FAO, Rome), page 287.

[3080] Observations de la Nouvelle-Zélande sur la réponse de l'Australie à la question n° 104 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphe 248.

[3081] *Méthodes d'échantillonnage des envois*, 2008 (NIMP n° 31, FAO, Rome), document présenté en tant que pièce AUS-30, page 8.

[3082] *Ibid*.

> Des mesures appropriées seront choisies en fonction de leur efficacité en matière de réduction de la probabilité d'introduction de l'organisme nuisible."[3083]

7.1323 En ayant à l'esprit ces éléments des NIMP pertinentes, le Groupe spécial note que M. Cross explique que la taille d'échantillon ne devrait pas être ajustée en fonction du niveau d'infestation mais du niveau de protection approprié et que sur ce dernier point le résultat de l'analyse du risque viciée faite dans l'IRA devrait être recalculé en tenant compte des facteurs qu'elle n'a pas dûment pris en considération.

> "L'estimation du risque non réduit présentée au tableau 49 de l'IRA de l'Australie, partie B, page 187, doit être recalculée pour deux scénarios d'importation différents:
>
> 1. Pommes mûres exemptes de déchets, soit emballées soit en vrac, triées et classées, en provenance de Nouvelle-Zélande
>
> 2. Fruits prêts pour la vente au détail qui ne seraient pas manutentionnés aux points d'utilisation sensibles
>
> Les données d'août 2005 concernant le taux d'infestation devraient être utilisées et la viabilité, le parasitisme et la période d'émergence des adultes par rapport à la longévité des adultes doivent être pris en compte dans le recalcul. L'inclusion ou l'exclusion de différents points d'utilisation pour les deux scénarios d'importation est capitale. Il faut prendre en considération le nombre de fruits qui sont susceptibles de se trouver ou d'être jetés dans le rayon d'un vol d'un hôte sensible aux points d'utilisation pertinents pour formuler les estimations du risque. On pourrait constater que les estimations du risque non réduit pour l'un de ces scénarios ou les deux tombent alors au-dessous du niveau de protection jugé approprié par l'Australie.
>
> Sinon, les tailles d'échantillon nécessaires pour atteindre le niveau de protection jugé approprié par l'Australie devraient alors être recalculées pour les fruits soumis à une fumigation et les fruits non soumis à une fumigation pour chacun des deux scénarios d'importation. *Il est à noter que la taille d'échantillon ne devrait pas être ajustée en fonction du taux d'infestation comme cela paraît être le cas dans l'analyse actuelle. Elle devrait être établie en vue d'atteindre le niveau de protection jugé approprié par l'Australie*.
>
> Tant que cela n'est pas fait, il est inapproprié de faire des observations sur la taille des échantillons et la nécessité ou non de prescrire un traitement par fumigation pour respecter le niveau de protection jugé approprié par l'Australie."[3084]

7.1324 M. Cross a confirmé cela à la réunion du Groupe spécial avec les parties et les experts au cours de laquelle il a expliqué que les facteurs dont l'IRA n'avait pas dûment tenu compte étaient fondamentaux pour établir la taille d'échantillon appropriée pour toute prescription en matière d'inspection:

> "[s]i un échantillon de 600 fruits montrait qu'il y a 95 pour cent de chances que 0,5 pour cent des fruits soient infestés, si la moitié de ces fruits sont non viables,

---

[3083] *Analyse du risque phytosanitaire pour les organismes de quarantaine, incluant l'analyse des risques pour l'environnement et des organismes vivants modifiés*, 2004 (NIMP n° 11, FAO), Rome, document présenté en tant que pièce NZ-124, page 133.

[3084] Réponse de M. Cross à la question n° 120 du Groupe spécial dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphes 684 à 687. (pas d'italique dans l'original)

> qu'une autre partie de 30 pour cent sont porteurs de parasites et que, en tout état de cause, il n'y a qu'une chance sur cinq que le mâle et la femelle s'accouplent et se rencontrent pendant leur durée de vie, ce niveau d'infestation effectif est réduit par un coefficient de 10, 20, 30, quels que soient les facteurs qui sont déterminés dans le cadre de cette évaluation des risques et cela doit ensuite être appliqué aux tailles d'échantillon qui sont nécessaires. Et je pense qu'il est difficile de préjuger quelles devraient être ces tailles d'échantillon. Il y a évidemment un facteur qui, à mon avis, ferait une assez grosse différence en ce qui concerne le risque, c'est la question du mode de commercialisation. Si les pommes étaient prêtes pour la vente au détail et conditionnées à cet effet dans des emballages plus petits qui n'étaient pas manutentionnés dans les sept installations de grossistes, cela réduirait considérablement le risque, peut-être même l'éliminerait complètement, mais tant que ce calcul n'a pas été refait, il est difficile de déterminer ce que devrait être la taille d'échantillon."[3085]

7.1325 En réponse à une question du Groupe spécial, M. Cross a également confirmé que les techniques statistiques standard étayaient le point de vue selon lequel un échantillon de 600 fruits permettrait d'être sûr à 95 pour cent que pas plus de 0,5 pour cent des fruits (1 sur 200) sont porteurs de cocons:

> "L'échantillon de 600 fruits permettrait d'être sûr à 95 pour cent que pas plus de 0,5 pour cent des fruits (1 sur 200) sont porteurs de cocons occupés, mais le taux d'infestation effectif serait réduit par un coefficient de 0,5 x 0,7 pour la viabilité et le parasitisme réduits et probablement par un autre coefficient de 0,1 – 0,5 pour la longue période d'émergence par rapport à la courte durée de vie, et de véritables taux d'infestation effectifs de 0,1 pour cent voire 0,05 pour cent seraient plus réalistes.
>
> Il convient de noter également que le taux d'infestation moyen des pommes de Nouvelle-Zélande par l'ALCM tel qu'il est indiqué par les données d'août 2005 est de 0,16 pour cent, soit trois fois moins que le taux de 0,5 pour cent à un niveau de confiance de 95 pour cent qui serait détecté par un échantillon de 600 fruits.
>
> Ainsi, environ 100, 500 ou > 1 000 fruits devraient être jetés pour des taux d'infestation de 0,5, 0,1 et 0,05 pour cent dans un lieu pour 5 pour cent de chance qu'au moins un mâle et une femelle émergent pour déclencher une infestation.
>
> Pour répondre donc à la dernière partie de la question, un taux d'infestation de 0,5 pour cent des cocons occupés aurait 5 pour cent de chance de déclencher une infestation si peut-être de 500 à 1 000 fruits étaient jetés dans un lieu entrant dans le rayon de vol d'une femelle par rapport à un hôte sensible."[3086]

7.1326 En réponse à la question suivante du Groupe spécial, M. Deckers a été sceptique quant à la nécessité de soumettre à une fumigation toutes les pommes de Nouvelle-Zélande pour lutter contre l'ALCM. "La nécessité de traiter tous les lots lorsqu'un échantillon de 600 pommes seulement est

[3085] Réponse de M. Cross dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 662.

[3086] Réponse de M. Cross à la question n° 104 du Groupe spécial dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphes 624 à 627.

inspecté est surprenante: pourquoi ne pas traiter les lots de pommes lorsqu'ils proviennent d'un verger infecté ou lorsque des ALCM ont été détectées."[3087]

7.1327 M. Cross a ajouté dans une de ses réponses écrites au Groupe spécial que "[l]es prescriptions imposant une inspection de 3 000 fruits ou la fumigation des fruits [étaient] clairement restrictives et des mesures de rechange conjuguées à une inspection de 600 fruits seraient préférables à condition qu'elles permettent d'atteindre le niveau de protection jugé approprié par l'Australie".[3088]

7.1328 À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial constate que la Nouvelle-Zélande a établi *prima facie* que – étant donné l'analyse du risque viciée figurant dans l'IRA de l'Australie – y compris la comparaison viciée entre la mesure de l'Australie concernant l'ALCM et la mesure de rechange indiquée par la Nouvelle-Zélande – une inspection de 600 unités permettrait d'obtenir le niveau de protection jugé approprié par l'Australie. La référence faite par l'Australie à la NIMP n° 31 et sa propre analyse viciée figurant dans l'IRA ne sont pas parvenues à réfuter ces éléments *prima facie*. Ainsi, la mesure de rechange concernant l'ALCM indiquée par la Nouvelle-Zélande satisfait à la deuxième condition énoncée à l'article 5:6 de l'Accord SPS.

7.1329 Le Groupe spécial note dans ce contexte que l'Australie a un niveau de protection approprié qualitatif, défini comme "assurant un niveau de protection élevé visant à ramener le risque à un niveau très faible, mais pas à zéro".[3089] En évaluant la deuxième condition du critère énoncé à l'article 5:6, le Groupe spécial a dû examiner si la Nouvelle-Zélande avait établi *prima facie* que sa mesure de rechange permettrait d'obtenir ce niveau de protection approprié qualitatif.

7.1330 En l'espèce, le Groupe spécial doit examiner l'IRA de l'Australie, et non procéder à sa propre évaluation des risques. Il note que l'IRA reconnaît, lorsqu'il décrit les mesures de gestion des risques concernant l'ALCM qu'"il peut être possible d'élaborer d'autres mesures de gestion des risques (par exemple, fondées peut-être sur une faible prévalence des parasites dans les vergers ou des lieux de production exempts de parasites), mais cela exigerait des renseignements plus détaillés sur la cécidomyie des feuilles du pommier que ceux qui sont actuellement disponibles".[3090]

7.1331 Le Groupe spécial arrive donc à sa constatation formulée plus haut en ce qui concerne la deuxième condition du critère énoncé à l'article 5:6 dans le contexte spécifique de l'IRA examiné en l'espèce. En d'autres termes, la constatation du Groupe spécial selon laquelle la Nouvelle-Zélande a établi une présomption (c'est-à-dire établi *prima facie*) que l'inspection de 600 unités permettrait d'atteindre le niveau de protection jugé approprié par l'Australie est une constatation juridique, et non scientifique. Si l'Australie procède à une évaluation des risques adéquate concernant les pommes de Nouvelle-Zélande, sous réserve d'une analyse objectivement justifiable elle peut conclure que le risque présenté par l'ALCM dépasse le niveau de protection qu'elle juge approprié. À la lumière d'une telle conclusion, l'Australie peut également imposer une mesure de gestion des risques qui est différente d'une inspection de 600 unités. Toute évaluation des risques future de ce type et adoption ultérieure de mesures de gestion des risques par l'Australie doit être conforme aux dispositions pertinentes de l'Accord SPS, en particulier les articles 2:2, 5:1, 5:2 et 5:6.

[3087] Réponse de M. Deckers à la question n° 105 du Groupe spécial dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 632.

[3088] Réponse de M. Cross à la question n° 120 du Groupe spécial dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 688.

[3089] IRA de l'Australie, partie A, page 3.

[3090] IRA de l'Australie, partie B, page 319.

ii) Première condition: question de savoir si l'inspection d'un échantillon de 600 fruits sur chaque lot d'importation est raisonnablement applicable compte tenu de la faisabilité technique et économique

7.1332 La Nouvelle-Zélande fait valoir que la mesure de rechange consistant à inspecter un échantillon de 600 fruits sur chaque lot d'importation satisferait à la première condition du critère énoncé à l'article 5:6, étant donné que cette mesure de rechange est raisonnablement applicable compte tenu de la faisabilité technique et économique.[3091] Selon la Nouvelle-Zélande, il s'agit de la procédure standard d'inspection phytosanitaire à l'exportation et à l'importation en vue de la détection d'organismes de quarantaine s'appliquant à tous les produits végétaux faisant actuellement l'objet d'échanges commerciaux entre l'Australie et la Nouvelle-Zélande, et elle est utilisée par de nombreux autres pays. Les procédures visant à la mettre en œuvre existent déjà.[3092] La Nouvelle-Zélande ajoute que l'Australie n'a pas contesté que cette mesure de rechange satisfaisait au premier élément du critère énoncé à l'article 5:6.[3093]

7.1333 L'Australie ne conteste pas cela ni n'avance d'arguments spécifiques dans ce contexte spécifique. Elle présente uniquement des arguments généraux en ce qui concerne la première condition du critère énoncé à l'article 5:6. Faisant référence au rapport du Groupe spécial de la mise en conformité *Japon – Pommes (article 21:5 – États-Unis)*, elle fait valoir que la faisabilité technique et économique d'une mesure de rechange proposée "dans le monde réel" est un élément fondamental pour déterminer si une telle mesure devrait être considérée comme "raisonnablement applicable".[3094]

7.1334 Le Groupe spécial partage l'avis de l'Australie selon lequel, comme le Groupe spécial de la mise en conformité susmentionné l'a déclaré, "lorsqu['il] examin[e] si une mesure de remplacement est raisonnablement applicable compte tenu de la faisabilité technique et économique, [l'organe juridictionnel] devr[ait] déterminer si cette mesure constituerait une option raisonnablement applicable compte tenu de la faisabilité technique et économique dans le monde réel".[3095]

7.1335 Le Groupe spécial considère que c'est exactement ce que la Nouvelle-Zélande a démontré en l'espèce. Comme la Nouvelle-Zélande le fait valoir, l'inspection de 600 fruits est déjà la procédure standard d'inspection sanitaire et phytosanitaire à l'exportation et à l'importation entre les parties, et les procédures visant à la mettre en œuvre existent déjà. La Nouvelle-Zélande soutient que l'inspection de 600 fruits est également appliquée par d'autres Membres de l'OMC. L'Australie ne conteste aucun de ces arguments de la Nouvelle-Zélande. En fait, l'IRA de l'Australie fait référence dans le contexte de l'ALCM à l'"inspection *standard* de 600 fruits" proposée par Pipfruit NZ.[3096] De même, dans le contexte des cochenilles, l'IRA fait référence à des "procédures *standard* d'échantillonnage de l'AQIS sur 600 unités (pour assurer avec un niveau de confiance de 95 pour cent la détection d'un niveau de défaut de 0,5 pour cent ou plus)"[3097] et "note[] que la prescription imposant l'inspection de 600 fruits est une prescription générale visant à faire face à une série de risques phytosanitaires, pas simplement celui que présentent les cochenilles".[3098]

7.1336 En conséquence, l'inspection de 600 fruits est une mesure de rechange qui est techniquement et économiquement faisable dans le monde réel, et donc raisonnablement applicable – non seulement en théorie mais dans la pratique. Par conséquent, le Groupe spécial constate que la mesure de

[3091] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, page 192. Voir aussi la première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.516.
[3092] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.515.
[3093] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.896.
[3094] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 1077.
[3095] Rapport du Groupe spécial *Japon – Pommes (article 21:5 – États-Unis*), paragraphe 8.171.
[3096] IRA de l'Australie, partie B, page 166, note de bas de page 32. (pas d'italique dans l'original)
[3097] IRA de l'Australie, partie B, page 289. (pas d'italique dans l'original)
[3098] IRA de l'Australie, partie B, page 290.

rechange que la Nouvelle-Zélande propose en l'espèce pour l'ALCM satisfait à la première condition du critère énoncé à l'article 5:6.

c) Troisième condition: question de savoir si l'inspection d'un échantillon de 600 unités sur chaque lot d'importation est sensiblement moins restrictive pour le commerce que les prescriptions actuelles de l'Australie concernant l'ALCM

i) Résumé des arguments des parties

7.1337 La Nouvelle-Zélande fait valoir que la mesure de rechange consistant à inspecter un échantillon de 600 fruits sur chaque lot d'importation satisferait à la troisième condition du critère énoncé à l'article 5:6. La mesure de rechange serait sensiblement moins restrictive pour le commerce que les deux prescriptions actuellement imposées par l'Australie, à savoir: i) l'inspection d'un échantillon de 3 000 fruits sur chaque lot, la détection du parasite donnant lieu à un traitement obligatoire ou à un refus d'exporter; ou ii) l'inspection d'un échantillon de 600 fruits sur chaque lot, combinée à un traitement obligatoire de tous les fruits.[3099] Les réponses des experts confirment que "[l]es prescriptions imposant une inspection de 3 000 fruits ou la fumigation des fruits sont *manifestement restrictives*[3100]".[3101] En réponse à l'argument de l'Australie selon lequel la mesure de rechange devrait être "sensiblement" moins restrictive pour le commerce que la mesure actuelle de l'Australie concernant l'ALCM, la Nouvelle-Zélande fait observer que la mesure de rechange respecte ce seuil.[3102]

7.1338 La Nouvelle-Zélande fait valoir en particulier qu'elle est déjà tenue d'effectuer l'inspection d'un échantillon de 600 fruits pour les pommes destinées à l'exportation afin de se conformer à d'autres prescriptions plus générales concernant les organismes de quarantaine énoncées dans l'IRA. Par conséquent, l'intégration de l'ALCM dans la même inspection de 600 fruits serait certainement une mesure qui prendrait moins de temps et serait moins coûteuse que l'échantillonnage de 3 000 fruits ou l'imposition d'un traitement obligatoire de tous les fruits en plus d'un échantillon de 600 fruits.[3103]

7.1339 En ce qui concerne la fumigation, la Nouvelle-Zélande fait observer que les deux prescriptions différentes de l'Australie aboutissent à la fumigation de presque tous les envois.[3104] Par ailleurs, la Nouvelle-Zélande reconnaît qu'à un taux d'infestation des cocons de 4,1 pour cent, une inspection de 600 unités permettrait de détecter des cocons d'ALCM dans la plupart des lots, ce qui signifierait que presque tous les lots seraient soumis à une fumigation. Mais, selon la Nouvelle-Zélande, cela n'est pas pertinent parce que le taux d'infestation par des cocons des pommes de Nouvelle-Zélande est sensiblement inférieur à 4,1 pour cent et que seuls les cocons viables sont un facteur de risque. Sur la base de taux d'infestation réels de 0,16 pour cent, et compte tenu du fait que 60 pour cent seulement des cocons sont occupés, la présence d'un cocon d'ALCM occupé ne devrait être détectée par l'inspection d'un échantillon de 600 unités que pour environ 44 pour cent des envois. À supposer que seule la détection de cocons occupés entraîne une fumigation, 56 pour cent des envois

[3099] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.514. Voir aussi la deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 2.884 et 2.896.

[3100] *(note de bas de page de l'original)* Réponse de M. Cross aux questions du Groupe spécial, question n° 120, page 22.

[3101] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.907. (italique dans l'original)

[3102] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.903.

[3103] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.520. Voir aussi la deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.904.

[3104] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.905. Voir aussi la réponse de la Nouvelle-Zélande à la question n° 141 du Groupe spécial après la première réunion de fond, paragraphe 296.

seraient acceptés sans fumigation. Cela est sensiblement moins restrictif pour le commerce qu'une mesure exigeant une inspection de 600 unités plus un traitement obligatoire, tant du point de vue des coûts de la fumigation que de l'incidence négative de la fumigation sur la qualité et, par conséquent, la compétitivité du produit.[3105] En fait, non seulement la fumigation est coûteuse, mais elle peut avoir une incidence négative sur la qualité des fruits. La fumigation peut causer un certain nombre de troubles pour les fruits, y compris une échaudure, des lésions internes et une coloration qui tous restreignent la négociabilité et par conséquent la compétitivité du produit.[3106]

7.1340 S'agissant de la suggestion de l'Australie selon laquelle l'échantillon de 3 000 unités pourrait être réduit par une opérationnalisation souple de la mesure, la Nouvelle-Zélande soutient que les pommes qu'elle exporte vers l'Australie seraient soumises à deux inspections: une inspection par le MAF en Nouvelle-Zélande avant l'exportation et une inspection par les fonctionnaires australiens en Australie. La prescription australienne imposant une inspection de 3 000 unités concerne l'inspection réalisée par les fonctionnaires australiens en Australie (ou en Nouvelle-Zélande, si elle se fait dans le cadre d'un programme de prédédouanement). Dans la pratique, avant de délivrer un certificat phytosanitaire, la Nouvelle-Zélande referait l'inspection obligatoire effectuée du côté australien et supporterait donc les coûts à la fois de l'échantillon de 3 000 unités en Nouvelle-Zélande et de l'échantillon en Australie. Cela serait nécessaire pour s'assurer que les lots ayant reçu l'aval du MAF ne sont pas rejetés par l'Australie. La proposition de l'Australie visant à combiner les inspections de 600 unités en Nouvelle-Zélande n'est donc pas appropriée, parce qu'elle ne correspondrait pas au même niveau de confiance/sensibilité que l'inspection de 3 000 unités effectuée par l'Australie.[3107] En fait, un échantillon de 600 fruits assurerait avec un niveau de confiance de 95 pour cent que moins de 0,5 pour cent des fruits sont infestés par l'ALCM. Un échantillon de 3 000 fruits, étant beaucoup plus important, assurerait avec un niveau de confiance de 95 pour cent que moins de 0,1 pour cent des fruits sont infestés.[3108]

7.1341 À un stade ultérieur de la procédure, la Nouvelle-Zélande fait valoir que l'Australie passe à côté de la question en suggérant l'opérationnalisation souple de l'inspection de 3 000 unités.[3109] De l'avis de la Nouvelle-Zélande, le problème essentiel que pose la proposition de l'Australie est qu'elle concerne non pas l'inspection réalisée par les fonctionnaires australiens en Australie mais l'inspection réalisée par les fonctionnaires néo-zélandais en Nouvelle-Zélande. Ce que l'Australie propose, c'est que, tandis que l'inspection continuerait de se faire sur un échantillon de 3 000, la Nouvelle-Zélande pourrait combiner les inspections individuelles de 600 unités sur son territoire pour atteindre le chiffre requis de 3 000.[3110] La Nouvelle-Zélande estime que cette mesure affectera les inspections effectuées par les fonctionnaires néo-zélandais puisque ces inspections ne correspondront pas aux niveaux de confiance/sensibilité appliqués par l'Australie.[3111]

7.1342 La Nouvelle-Zélande ajoute que ses pomiculteurs seraient dissuadés d'exporter vers l'Australie en raison de la mesure coûteuse, prenant beaucoup de temps et inutile appliquée par l'Australie en ce qui concerne l'ALCM. Selon la Nouvelle-Zélande, les facteurs de risque économique pour les pomiculteurs néo-zélandais indiqués en ce qui concerne le feu bactérien et le chancre européen s'appliquent également dans le cas de l'ALCM.[3112] Dans le contexte des arguments

[3105] Réponse de la Nouvelle-Zélande à la question n° 141 du Groupe spécial après la première réunion de fond, paragraphes 295 à 297. Voir aussi la deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 2.905 et 2.906.
[3106] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.906.
[3107] Réponse de la Nouvelle-Zélande à la question n° 139 du Groupe spécial après la première réunion de fond, paragraphes 291 et 292.
[3108] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.910.
[3109] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.908.
[3110] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.909.
[3111] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.910.
[3112] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.521.

concernant le feu bactérien et le chancre européen qu'elle a présentés au titre de la troisième condition du critère énoncé à l'article 5:6, la Nouvelle-Zélande soutient que la conformité avec les mesures contraignantes de l'Australie conjuguée au risque d'être exclu des exportations du fait d'une seule atteinte par le feu bactérien ou le chancre européen dans un verger crée un niveau de risque économique important pour les pomiculteurs néo-zélandais. Confrontés à ce risque, les pomiculteurs néo-zélandais préféreraient d'abord s'abstenir d'enregistrer leurs vergers en vue de l'exportation vers l'Australie et se tourneraient vers d'autres marchés d'exportation. Inversement, selon la mesure de rechange consistant à restreindre le commerce aux pommes mûres asymptomatiques, un verger ne serait pas disqualifié du fait de la découverte d'une seule atteinte de feu bactérien ou de chancre européen sur un arbre. Ainsi, les pomiculteurs néo-zélandais ne courraient pas le risque de perdre leur investissement.[3113]

7.1343 La Nouvelle-Zélande confirme l'argument de l'Australie selon laquelle les exportations de pommes néo-zélandaises vers les États-Unis sont déjà assujetties à des taux d'inspection beaucoup plus élevés (jusqu'à 20 000 pommes) que ceux qu'exige l'Australie. La Nouvelle-Zélande fait observer qu'en ce qui concerne les pommes néo-zélandaises, les tailles d'échantillon pour les États-Unis varient de 3 000 à 20 000 par envoi, selon le mode de commercialisation. Toutefois, comme il est dit dans la communication écrite des États-Unis en tant que tierce partie, ce régime d'échantillons est destiné à détecter le pyrale brun pâle de la pomme, et non l'ALCM.[3114]

7.1344 L'Australie admet que la mesure de rechange de la Nouvelle-Zélande peut être moins restrictive pour le commerce que la mesure actuelle de l'Australie concernant l'ALCM. Elle conteste toutefois que la mesure de rechange serait "sensiblement" moins restrictive pour le commerce.[3115] Selon l'Australie, il ne suffit pas qu'un plaignant indique une mesure de rechange qui est simplement moins restrictive pour le commerce que la mesure existante. Sur la base du libellé de la note de bas de page 3 relative à l'article 5:6 de l'Accord SPS, la mesure de rechange doit être "sensiblement moins restrictive pour le commerce" que la mesure existante pour que l'on puisse constater l'existence d'une violation de l'article 5:6. Ainsi, une mesure de rechange devrait être moins restrictive pour le commerce à un degré qui est important, notable ou conséquent.[3116]

7.1345 L'Australie fait observer que si le taux d'infestation des pommes de Nouvelle-Zélande est d'environ 4,1 pour cent, la mesure de rechange ne serait manifestement pas sensiblement moins restrictive pour le commerce que la mesure existante de l'Australie. Il a été constaté dans l'IRA qu'à un taux d'infestation de 4,1 pour cent une inspection de 600 unités permettrait de détecter l'ALCM dans presque chaque lot de sorte que presque chaque lot serait soumis à une fumigation, ce qui aboutirait en fait à une fumigation obligatoire. Une telle mesure ne serait alors guère moins restrictive pour le commerce que l'option actuelle de l'Australie consistant en une inspection de 600 unités accompagnée d'un traitement obligatoire.[3117] En réponse à l'argument de la Nouvelle-Zélande selon lequel les mesures retenues par l'Australie se traduiraient par la fumigation de presque chaque pomme, l'Australie fait observer qu'elle est en droit de fixer son propre niveau de protection approprié. En outre, l'IRA indique que certaines pommes de Nouvelle-Zélande ne seraient pas soumises à une

[3113] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 4.507 et 4.508.
[3114] Réponse de la Nouvelle-Zélande à la question n° 140 du Groupe spécial après la première réunion de fond, paragraphe 294.
[3115] Première communication écrite de l'Australie, paragraphes 1099 et 1100. Voir aussi la réponse de l'Australie à la question n° 138 du Groupe spécial après la première réunion de fond.
[3116] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 1079.
[3117] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 1101. Voir aussi la réponse de l'Australie à la question n° 141 du Groupe spécial après la première réunion de fond.

fumigation parce qu'une inspection de 3 000 unités permettrait encore que 0,005 pour cent des pommes de Nouvelle-Zélande entrent en Australie en étant porteuses d'ALCM viables.[3118]

7.1346 En réponse à l'argument de la Nouvelle-Zélande selon lequel une inspection de 300 unités serait effectuée par les fonctionnaires australiens en plus de l'inspection de 300 unités devant être effectuée par la Nouvelle-Zélande, l'Australie fait observer qu'elle exige uniquement qu'une seule inspection de 3 000 unités par envoi (plutôt que par verger) soit menée sous les auspices de la Nouvelle-Zélande.[3119] L'Australie ajoute qu'elle est souple quant à la façon dont la mesure que constitue l'inspection de 3 000 unités pourrait être opérationnalisée. Les stations de conditionnement de Nouvelle-Zélande procèdent généralement à une inspection phytosanitaire de 600 unités pour chaque lot de pomiculteur qui est réceptionné par une station de conditionnement. Plusieurs lots de pomiculteurs peuvent être réceptionnés au cours d'une journée ou traités dans le cadre d'une seule opération de conditionnement, et constituer ensuite un seul envoi. Les inspections de 600 unités par lot de pomiculteurs pourraient être agrégées pour constituer l'envoi unique en vue d'arriver à l'inspection requise de 3 000 unités. En fait, cela signifie que dans bien des cas il n'y aurait pas de prescription additionnelle par rapport à celles que les stations de conditionnement néo-zélandaises appliquent déjà et, par conséquent, les effets restrictifs pour le commerce seraient minimes.[3120]

7.1347 L'Australie fait observer que l'IRA définit "lot" comme étant "toutes les pommes conditionnées pour l'exportation vers l'Australie chaque jour par une station de conditionnement enregistrée". Par conséquent, un "lot" n'est pas une quantité fixe. Chaque lot serait inspecté sur la base d'un échantillon de 3 000 unités choisies de manière aléatoire sur l'ensemble du lot. Une unité correspond à un fruit. Lorsqu'un lot comprend des pommes provenant de plusieurs vergers ou blocs fournisseurs, l'échantillon pour l'inspection serait alors choisi proportionnellement dans tous les vergers/blocs. L'inspection de 3 000 unités serait effectuée par le MAFNZ, ou sous ses auspices. Les incidences en matière de coût dépendront des circonstances des différentes stations de conditionnement.[3121] En tout état de cause, l'inspection visuelle exigée par l'Australie pour l'ALCM n'est pas un examen destructeur – c'est-à-dire qu'il n'exige pas de couper les fruits ou de leur causer d'autres dommages. Par conséquent, tout fruit examiné resterait disponible pour l'exportation.[3122]

7.1348 L'Australie fait observer que la pratique des unités d'inspection multiples n'est pas inhabituelle pour le commerce entre l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Par exemple, en ce qui concerne les exportations de fruits frais depuis l'Australie, qui présentent le risque d'être un vecteur pour la mouche des fruits, la Nouvelle-Zélande exige que chaque lot de arboriculteurs compris dans un envoi fasse l'objet d'une inspection de 600 unités par un inspecteur délégué, puis d'une autre inspection de 600 unités de l'envoi par l'AQIS suivie d'un traitement obligatoire.

7.1349 Selon l'Australie, dans certaines circonstances, les exportations de pommes de Nouvelle-Zélande vers les États-Unis sont déjà assujetties à des taux d'inspection beaucoup plus élevés (jusqu'à 20 000 pommes) que celui qu'exige l'Australie.[3123] Même si la mesure des États-Unis vise le pyrale brun pâle de la pomme, cette mesure n'est pas indifférente pour l'ALCM. L'ALCM est pour la Californie un parasite quarantenaire pouvant donner lieu à une action, et si une ALCM est détectée pendant une telle inspection, une annotation à cet effet devrait être faite sur le certificat phytosanitaire qui devrait aussi porter la mention "non valable pour la Californie". En outre, les lots

[3118] Observations de l'Australie sur la réponse de la Nouvelle-Zélande aux questions du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphe 202.
[3119] Déclaration orale liminaire de l'Australie à la deuxième réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, paragraphe 106.
[3120] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 1102. Voir aussi la réponse de l'Australie à la question n° 139 du Groupe spécial après la première réunion de fond.
[3121] Réponse de l'Australie à la question n° 139 du Groupe spécial après la première réunion de fond.
[3122] *Ibid*.
[3123] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 1103.

inspectés et jugés exempts d'ALCM pendant les inspections effectuées par l'USDA avant le dédouanement peuvent entrer dans tous les États des États-Unis, y compris la Californie, sous réserve que leur statut en tant que lots exempts d'ALCM soit indiqué sur le formulaire pertinent.[3124]

ii) Analyse par le Groupe spécial

7.1350 Le Groupe spécial partage l'avis de l'Australie selon lequel la troisième condition du critère énoncé à l'article 5:6 exige que le plaignant indique une mesure de rechange qui soit "*sensiblement* moins restrictive pour le commerce" que la (les) mesure(s) contestée(s). Cela est conforme au libellé de la note de bas de page 3 relative à l'article 5:6 de l'Accord SPS[3125] et cela concorde également avec la façon dont des groupes spéciaux antérieurs et l'Organe d'appel ont défini cette troisième condition.[3126]

7.1351 Des groupes spéciaux antérieurs ont évalué la troisième condition du critère énoncé à l'article 5:6 en examinant la différence concernant l'accès au marché dans le cadre des mesures en cause et de la (des) mesure(s) de rechange indiquée(s) par le plaignant. En particulier, des groupes spéciaux antérieurs ont analysé si, dans le cadre de la mesure de rechange, "l'accès au marché serait obtenu beaucoup plus facilement que dans le cadre du système actuel"[3127] et si "l'accroissement de l'accès au marché qui résulterait [de la] solution[] de rechange ... serait considérable".[3128] Le présent Groupe spécial évaluera, à la lumière des arguments des parties, si cela est le cas en l'espèce.

7.1352 La mesure contestée de l'Australie concernant l'ALCM comporte deux prescriptions alternatives. En ce qui concerne l'intensité de l'inspection, seule la première prescription, l'inspection de 3 000 unités, différerait de la mesure de rechange consistant en une inspection de 600 unités proposée par la Nouvelle-Zélande. En fait, la taille de l'échantillon dans la première prescription de l'Australie (3 000) représente cinq fois la taille de l'échantillon dans la mesure de rechange proposée par la Nouvelle-Zélande (600). La deuxième prescription alternative de l'Australie comporte la même taille d'échantillon de 600 fruits que la mesure de rechange de l'Australie. Fait important, les deux prescriptions relevant de la mesure de l'Australie concernant l'ALCM sont des variantes.[3129] Selon l'IRA, "la Nouvelle-Zélande pourrait choisir l'une ou l'autre [des deux prescriptions alternatives]".[3130] En conséquence, dans le contexte de l'inspection, la mesure de rechange proposée par la Nouvelle-Zélande pourrait être moins – et à plus forte raison sensiblement moins – restrictive pour le commerce uniquement par comparaison avec la première prescription alternative de l'Australie et non la seconde.

7.1353 En principe, une inspection plus intensive est certainement plus coûteuse et prend plus de temps qu'une inspection alternative portant sur un échantillon cinq fois plus petit. Ces contraintes en matière de coût et de temps se manifesteraient du côté néo-zélandais, puisque, dans le cadre de l'IRA, le MAFNZ ou son organisme accrédité participerait à l'inspection prescrite de 3 000 unités.[3131] Bien

[3124] Réponse de l'Australie à la question n° 140 du Groupe spécial après la première réunion de fond.

[3125] La note de bas de page 3 relative à l'article 5:6 de l'Accord SPS dispose que "[a]ux fins du paragraphe 6 de l'article 5, une mesure n'est pas plus restrictive pour le commerce qu'il n'est requis à moins qu'il n'existe une autre mesure raisonnablement applicable compte tenu de la faisabilité technique et économique qui permette d'obtenir le niveau de protection sanitaire ou phytosanitaire approprié et soit *sensiblement* moins restrictive pour le commerce". (pas d'italique dans l'original)

[3126] Voir le rapport de l'Organe d'appel *Australie – Saumons*, paragraphes 186 et 194; le rapport du Groupe spécial *Japon – Produits agricoles II*, paragraphe 8.72; et le rapport de l'Organe d'appel *Japon – Produits agricoles II*, paragraphe 95.

[3127] Rapport du Groupe spécial *Japon – Produits agricoles II*, paragraphe 8.96.

[3128] Rapport du Groupe spécial *Australie – Saumons (article 21:5 – Canada)*, paragraphe 7.151.

[3129] IRA de l'Australie, partie B, page 192. Voir aussi l'IRA de l'Australie, partie B, pages 319 à 322.

[3130] IRA de l'Australie, partie B, page 319.

[3131] *Ibid*.

que la Nouvelle-Zélande n'indique pas exactement jusqu'à quel point une inspection de 3 000 unités pourrait être plus coûteuse ou prendre plus de temps qu'une inspection de 600 unités, le Groupe spécial note que la Nouvelle-Zélande propose une mesure de rechange comportant un échantillon cinq fois plus petit, dont il a été constaté qu'elle permettait d'atteindre le niveau de protection jugé approprié par l'Australie. Le Groupe spécial rappelle également la déclaration de M. Cross selon laquelle "[i]nspecter 3 000 fruits c'est beaucoup demander et cela constituerait, je pense, une véritable restriction aux échanges commerciaux possibles. Ce serait une opération très difficile, à mon avis – et coûteuse, si elle était faite pour chaque verger".[3132]

7.1354 De même, répondant au Groupe spécial M. Cross explique que "[l]es prescriptions imposant l'inspection de 3 000 fruits ou la fumigation des fruits sont manifestement restrictives et des mesures de rechange assorties d'une inspection de 600 fruits seraient préférables à condition qu'elles permettent d'atteindre le niveau de protection jugé approprié par l'Australie".[3133]

7.1355 Le Groupe spécial considère que les coûts plus élevés de la prescription de l'Australie imposant une inspection de 3 000 unités sont un peu atténués puisque, comme l'Australie le fait observer, l'inspection à l'œil nu pour détecter la présence d'ALCM n'est pas invasive. Les pommes inspectées ne seraient pas physiquement détruites et pourraient toujours être utilisées pour l'exportation. Cela réduirait mais n'éliminerait pas la différence en matière de caractère restrictif pour le commerce entre une inspection de 600 unités et une inspection de 3 000 unités.

7.1356 Enfin, toutes différences entre le caractère restrictif pour le commerce d'une inspection de 600 unités et celui d'une inspection de 3 000 unités ne constitueraient qu'une partie de la réponse à la question de savoir si la mesure de rechange proposée par la Nouvelle-Zélande serait sensiblement moins restrictive pour le commerce dans l'ensemble que la mesure concernant l'ALCM imposée par l'Australie. Comme il est indiqué plus haut, cette dernière comporte deux prescriptions alternatives, et la première de ces prescriptions diffère de la mesure de rechange proposée par la Nouvelle-Zélande uniquement pour ce qui est du taux d'échantillonnage pour l'inspection.

7.1357 Le Groupe spécial évalue donc maintenant si pour ce qui est de la fumigation la mesure de rechange proposée par la Nouvelle-Zélande serait sensiblement moins restrictive pour le commerce que la mesure de l'Australie concernant l'ALCM.

7.1358 À la lumière des renseignements communiqués par les Parties le Groupe spécial a des raisons de croire que la première prescription alternative prévue dans la mesure de l'Australie concernant l'ALCM, une inspection de 3 000 unités, entraînerait en fait la fumigation de tous les lots. La deuxième prescription alternative prévue dans la mesure de l'Australie concernant l'ALCM, quant à elle, prescrit explicitement la fumigation de tous les lots.

7.1359 La question de savoir si la mesure de rechange proposée par la Nouvelle-Zélande entraînerait un taux de fumigation plus faible des pommes de Nouvelle-Zélande dépend du taux d'infestation par l'ALCM des pommes de Nouvelle-Zélande. Les Parties conviennent qu'à un taux d'infestation de 4,1 pour cent, il n'y aurait pas de différence sensible dans les taux de fumigation puisque, à ce taux d'infestation, l'inspection de 600 unités permettrait de détecter la présence d'ALCM et entraînerait la fumigation de presque chaque lot. Dans le même temps, à un taux d'infestation de 0,16 pour cent et compte tenu du fait que 60 pour cent seulement des cocons sont occupés, selon la Nouvelle-Zélande, la présence d'un cocon d'ALCM occupé ne devrait être détectée, dans le cadre d'un échantillon de 600 unités, que pour environ 44 pour cent des envois. Ainsi, à supposer que seule la détection de

[3132] Réponse de M. Cross dans le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts, paragraphe 662.

[3133] Réponse de M. Cross à la question n° 120 du Groupe spécial dans la liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 683.

cocons occupés entraîne la fumigation, 56 pour cent des envois seraient acceptés sans fumigation à un taux d'infestation par l'ALCM de 0,16 pour cent.

7.1360 Le Groupe spécial note qu'il a déjà constaté que la conclusion de l'IRA selon laquelle les pommes de Nouvelle-Zélande avaient un taux d'infestation de 4,1 pour cent ne résultait pas d'une évaluation des risques cohérente et objective. Comme il est indiqué plus haut, la Nouvelle-Zélande a établi *prima facie* qu'un taux d'infestation plus proche de la fourchette figurant dans les données d'août 2005 serait plus réaliste étant donné les divers facteurs dont l'IRA n'avait pas dûment tenu compte.

7.1361 Si environ 44 pour cent seulement des lots étaient censés comporter un cocon occupé et devaient être soumis à une fumigation, les coûts de la fumigation dans le cadre de la mesure de rechange proposée par la Nouvelle-Zélande représenteraient environ la moitié des coûts de la fumigation obligatoire ou *de facto* de tous les lots dans le cadre de la mesure de l'Australie concernant l'ALCM. L'Australie ne conteste pas l'argument de la Nouvelle-Zélande selon lequel la fumigation est coûteuse. Ainsi, à un taux d'infestation d'environ 0,16 pour cent, les coûts de la fumigation dans le cadre de la mesure de rechange seraient sensiblement inférieurs aux coûts de la fumigation dans le cadre de l'une ou l'autre des prescriptions alternatives de la mesure de l'Australie concernant l'ALCM.

7.1362 Cette différence sensible dans les coûts de la fumigation entraînerait également une différence sensible dans le caractère restrictif pour le commerce. Une mesure SPS qui est sensiblement plus coûteuse pour le plaignant qu'une mesure de rechange réduirait certainement l'accès aux marchés ou le rendrait plus difficile.

7.1363 Le Groupe spécial note aussi que l'Australie ne conteste pas l'argument de la Nouvelle-Zélande selon lequel, à la différence de l'inspection, la fumigation a une incidence sur la qualité et la négociabilité des pommes. En d'autres termes, la fumigation affecte directement l'accès des pommes de Nouvelle-Zélande au marché australien. Par conséquent, une mesure dans le cadre de laquelle le taux de fumigation est deux fois moindre que dans le cadre d'une autre mesure serait sensiblement moins restrictive pour le commerce que cette autre mesure.

7.1364 À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial conclut que la Nouvelle-Zélande a démontré que la mesure de rechange consistant en une inspection de 600 unités de chaque lot d'importation serait sensiblement moins restrictive pour le commerce que la mesure actuelle de l'Australie concernant l'ALCM.

d) Conclusion sur l'allégation de la Nouvelle-Zélande au titre de l'article 5:6 en ce qui concerne l'ALCM

7.1365 La Nouvelle-Zélande a démontré que la mesure de rechange pour la mesure concernant l'ALCM (mesure 14) satisfaisait à l'ensemble des trois conditions cumulatives du critère énoncé à l'article 5:6. En conséquence, le Groupe spécial constate que la mesure 14 est incompatible avec l'article 5:6 de l'Accord SPS.

4. Mesures générales

a) Mesure de rechange indiquée par la Nouvelle-Zélande pour les mesures générales

7.1366 Dans le contexte de l'article 5:6 de l'Accord SPS, dans sa première communication écrite la Nouvelle-Zélande fait référence à la "vérification par les fonctionnaires de l'AQIS des systèmes néo-zélandais applicables à l'importation de pommes en Australie depuis la Nouvelle-Zélande"[3134] en

[3134] Première communication de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.525.

tant que mesure de rechange par rapport aux mesures "générales" (mesures 15 à 17) indiquées dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial de la manière suivante:

> "[15] La prescription voulant que les fonctionnaires du Service australien de quarantaine et d'inspection soient associés aux inspections des vergers pour détecter la présence de chancre européen et de feu bactérien, à la vérification directe des procédures des stations de conditionnement et à l'inspection et au traitement des fruits.
>
> [16] La prescription voulant que la Nouvelle-Zélande veille à ce que tous les vergers enregistrés pour l'exportation à destination de l'Australie opèrent suivant des pratiques commerciales standard.
>
> [17] La prescription voulant que les stations de conditionnement donnent des détails sur la configuration des installations."[3135]

7.1367 En réponse, l'Australie fait valoir que la Nouvelle-Zélande n'a pas indiqué de véritable mesure de rechange pour aucune de ces trois mesures générales.[3136] L'Australie soutient que, premièrement, la mesure de rechange alléguée de la Nouvelle-Zélande est identique à la prescription existante de l'Australie au titre de la mesure 15:

> "La prescription imposée par l'Australie en ce qui concerne les fonctionnaires de l'AQIS veut qu'ils procèdent uniquement à des vérifications des systèmes. La description faite par la Nouvelle-Zélande des vérifications potentielles des systèmes par l'AQIS concorde avec le point de vue de l'Australie sur sa prescription. Par conséquent, la Nouvelle-Zélande n'a pas indiqué une mesure "de rechange" parce qu'il s'agit en fait de la même prescription que celle que l'Australie impose."[3137]

7.1368 Deuxièmement, selon l'Australie, la mesure de rechange proposée par la Nouvelle-Zélande ne peut pas être une mesure de rechange pour les mesures 16 et 17. Même si la Nouvelle-Zélande fait valoir que l'Australie n'a pas exposé le fondement de l'imposition de ces deux mesures, elle n'a indiqué aucune mesure de rechange pour ces mesures. Par conséquent, la Nouvelle-Zélande n'a pas étayé son allégation au titre de l'article 5:6[3138]:

> "[La Nouvelle-Zélande] n'a pas démontré comment une quelconque mesure "de rechange" pourrait remplacer les deux autres prescriptions générales. En particulier, la prescription de l'Australie voulant que "le MAFNZ veille à ce que tous les vergers enregistrés pour l'exportation à destination de l'Australie opèrent suivant des pratiques commerciales standard", n'est pas liée à la préoccupation de la Nouvelle-Zélande concernant la "participation de l'AQIS" aux inspections, etc. La mesure telle qu'elle est contestée par la Nouvelle-Zélande [en tant que mesure 16] est:
>
> La prescription voulant que la Nouvelle-Zélande veille à ce que tous les vergers enregistrés pour l'exportation à destination de l'Australie opèrent suivant des pratiques commerciales standard.

[3135] *Australie – Pommes*, Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande (WT/DS367/5), 7 décembre 2007, jointe en tant qu'annexe A-1 au présent rapport, page 3.

[3136] Première communication écrite de l'Australie, paragraphes 1106 à 1112. Voir aussi la deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphe 737.

[3137] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 1107. Voir aussi la deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphe 737.

[3138] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 1112.

> Ainsi, la mesure en cause n'est pas une quelconque vérification par l'AQIS de cette prescription – en fait, la contestation vise la prescription de fond voulant que les vergers opèrent suivant des pratiques commerciales standard. Ainsi, une "mesure de rechange" par rapport à la prescription concernant la "participation de l'AQIS" n'est pas une mesure de rechange par rapport à la prescription relative aux pratiques commerciales standard."[3139]

7.1369 L'Australie ajoute que la Nouvelle-Zélande fait valoir à tort qu'il n'y pas dans l'IRA de justification des mesures 16 et 17:

> "La Nouvelle-Zélande a allégué que "l'Australie ne donn[ait] aucune justification" de sa prescription relative aux pratiques commerciales standard. Cela est manifestement incorrect car le Rapport IRA final indique clairement que l'équipe chargée de l'IRA a supposé que les exportateurs néo-zélandais opéreraient suivant des pratiques commerciales standard tout au long de son évaluation du risque non réduit associé à l'importation de pommes de Nouvelle-Zélande, et il fallait donc avoir l'assurance que tous les vergers enregistrés pour l'exportation à destination de l'Australie opéreraient suivant des pratiques commerciales standard.
>
> La Nouvelle-Zélande conteste également la justification de la prescription voulant que les stations de conditionnement donnent des détails sur la configuration des installations. Comme il est indiqué plus haut, un plan de base des stations de conditionnement est demandé afin que les fonctionnaires de l'AQIS puissent déterminer les zones de risque potentiel dans les stations de conditionnement en vue des vérifications requises des stations de conditionnement."[3140]

7.1370 En réponse, la Nouvelle-Zélande explique qu'elle voit des différences importantes entre la mesure 15 et la mesure de rechange, qu'elle a désignée dans sa première communication écrite comme "la vérification par les fonctionnaires de l'AQIS des systèmes néo-zélandais applicables à l'importation de pommes en Australie depuis la Nouvelle-Zélande".[3141] "La présentation par la Nouvelle-Zélande d'une vérification par l'AQIS est très différente de celle que fait l'Australie. Tandis que, comme il est indiqué plus haut, l'Australie a présenté la mesure de l'IRA exigeant "la participation de l'AQIS" comme étant "une vérification à 100 pour cent des équipes d'enquêteurs et des stations de conditionnement", la mesure de rechange proposée par la Nouvelle-Zélande comporterait la vérification uniquement d'un échantillon des systèmes néo-zélandais pertinents. Ce sont deux choses très différentes."[3142]

7.1371 Dans sa deuxième communication écrite, la Nouvelle-Zélande présente un peu autrement la mesure de rechange suggérée comme "une vérification par les fonctionnaires de l'AQIS d'un échantillon des systèmes néo-zélandais qui mettent en œuvre les prescriptions pertinentes"[3143], et confirme qu'elle propose cette mesure de rechange à la place de "l'ensemble des trois mesures générales".[3144] Selon la Nouvelle-Zélande:

[3139] Première communication écrite de l'Australie, paragraphes 1108 et 1109. (notes de bas de page omises)

[3140] Première communication écrite de l'Australie, paragraphes 1110 et 1111. (notes de bas de page omises)

[3141] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.525.

[3142] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.914. (note de bas de page omise)

[3143] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.916.

[3144] *Ibid.*

> "Pour ce qui est des systèmes néo-zélandais pertinents qui seraient vérifiés, conformément aux constatations du Groupe spécial *Japon – Pommes*, toute participation de l'AQIS devrait être liée uniquement aux prescriptions imposées par l'Australie qui sont justifiées d'un point de vue scientifique conformément à l'article 2:2. Étant donné qu'aucune des mesures australiennes en cause n'est justifiée d'un point de vue scientifique, la participation de l'AQIS devrait concerner uniquement les deux mesures de rechange moins restrictives pour le commerce applicables pour le feu bactérien, le chancre européen et l'ALCM (les prescriptions voulant que les pommes soient mûres et asymptomatiques et fassent l'objet d'une inspection sur un échantillon de 600 unités)."[3145]

7.1372 La Nouvelle-Zélande ajoute que "[p]ar conséquent, la mesure de rechange moins restrictive pour le commerce dans le cas des trois mesures générales serait une vérification par l'AQIS d'un échantillon: i) des systèmes néo-zélandais pertinents visant à faire en sorte que les pommes soient mûres et asymptomatiques et ii) des procédures d'inspection d'un échantillon de 600 unités".[3146]

7.1373 À la lumière de la réponse de la Nouvelle-Zélande aux arguments de l'Australie, le Groupe spécial considère que la Nouvelle-Zélande suggère la mesure de rechange suivante pour l'ensemble des trois mesures générales (mesures 15 à 17) dans le contexte de son allégation au titre de l'article 5:6: "une vérification par l'AQIS d'un échantillon: i) des systèmes néo-zélandais pertinents visant à faire en sorte que les pommes soient mûres et asymptomatiques et ii) des procédures d'inspection d'un échantillon de 600 unités".[3147]

7.1374 Comme la Nouvelle-Zélande l'explique, elle suggère cette mesure de rechange non seulement pour la mesure 15 mais aussi pour les mesures 16 et 17. En conséquence, le Groupe spécial va maintenant évaluer si cette mesure de rechange satisfait aux trois conditions cumulatives du critère énoncé à l'article 5:6 en ce qui concerne les mesures 15 à 17.

b) Question de savoir si une vérification par l'AQIS d'un échantillon: i) des systèmes pertinents visant à faire en sorte que les pommes soient mûres et asymptomatiques et ii) des procédures d'inspection d'un échantillon de 600 unités satisfait au triple critère énoncé à l'article 5:6

7.1375 Comme l'Organe d'appel l'a expliqué, pour remplir ce triple critère énoncé à l'article 5:6, le plaignant doit démontrer qu'une autre mesure, une mesure de rechange:

> "1) est raisonnablement applicable compte tenu de la faisabilité technique et économique;
>
> 2) permet d'obtenir le niveau de protection sanitaire ou phytosanitaire jugé approprié par le Membre; et
>
> 3) est sensiblement moins restrictive pour le commerce que la mesure SPS contestée."[3148]

7.1376 Comme il est indiqué plus haut, le Groupe spécial commence son analyse des mesures générales par la troisième condition du critère énoncé à l'article 5:6.[3149] Cette condition implique de

---

[3145] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.915. (note de bas de page omise)

[3146] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.915.

[3147] *Ibid.*

[3148] Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Saumons*, paragraphe 194; et rapport de l'Organe d'appel *Japon – Produits agricoles II*, paragraphe 95.

déterminer si la mesure de rechange indiquée par le plaignant est sensiblement moins restrictive pour le commerce que la ou les mesures contestées du défendeur. À la différence des deux premières conditions du critère énoncé à l'article 5:6, la troisième condition exige une comparaison directe entre la ou les mesures contestées et la ou les mesures de rechange.

7.1377 Les parties s'opposent sur le point de savoir si une telle comparaison est possible, du moins en ce qui concerne la mesure 15. La possibilité d'une telle comparaison est donc une question liminaire importante pour l'analyse par le Groupe spécial de la troisième condition du critère énoncé à l'article 5:6. Étant donné que les trois conditions de ce critère sont cumulatives, c'est également une question liminaire pour l'analyse par le Groupe spécial du triple critère énoncé à l'article 5:6 en tant que tel.

i) Résumé des arguments des parties

7.1378 La Nouvelle-Zélande fait valoir que sa mesure de rechange est moins restrictive pour le commerce que les mesures générales de l'Australie (mesures 15 à 17). Elle note que les mesures actuelles de l'Australie prendraient beaucoup de temps, exigeraient une main-d'œuvre abondante et seraient coûteuses. Par ailleurs, elles sont sans précédent et ne sont exigées en ce qui concerne aucune autre exportation depuis la Nouvelle-Zélande vers l'Australie.[3150]

7.1379 La Nouvelle-Zélande ne souscrit pas à la présentation par l'Australie de la mesure 15 comme étant une vérification des systèmes.[3151] Une vérification par l'AQIS des systèmes néo-zélandais ne concernerait qu'un échantillon de tous les aspects nécessaires du programme d'exportation. La NIMP n° 20 exige également "une sorte quelconque de processus d'échantillonnage" des systèmes pertinents.[3152] Inversement, la mesure 15 exige que l'AQIS procède à une vérification de toutes les équipes d'enquêteurs et de toutes les stations de conditionnement[3153], et aucune des explications de l'Australie ne semble indiquer une intensité d'inspection inférieure à 100 pour cent. En fait, l'Australie a confirmé qu'il serait nécessaire de contrôler chaque équipe d'enquêteurs au moins pendant la première année d'échanges commerciaux.[3154] La Nouvelle-Zélande ajoute qu'une participation de l'AQIS à 100 pour cent pour les pommes de Nouvelle-Zélande est sans précédent. Dans le cadre du régime australien applicable aux fruits à noyau, l'AQIS vérifiera un échantillon des systèmes mis en œuvre par chacun des opérateurs de l'échantillon.[3155]

7.1380 La Nouvelle-Zélande fait valoir que sa mesure de rechange impliquerait la vérification des systèmes pertinents néo-zélandais mettant en œuvre des prescriptions justifiées d'un point de vue scientifique[3156], qui est sensiblement moins restrictive pour le commerce qu'une mesure exigeant un contrôle de toutes les équipes d'enquêteurs et de toutes les stations de conditionnement.[3157] Ces

---

[3149] Voir plus haut le paragraphe 7.1108.

[3150] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.534. Voir aussi la deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.920.

[3151] Réponse de la Nouvelle-Zélande à la question n° 46 du Groupe spécial après la première réunion de fond, paragraphe 71. Voir aussi les observations de la Nouvelle-Zélande sur la réponse de l'Australie aux questions n° 105 et 106 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphe 250.

[3152] Observations de la Nouvelle-Zélande sur la réponse de l'Australie aux questions n° 105 et 106 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphe 252.

[3153] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.921.

[3154] Observations de la Nouvelle-Zélande sur la réponse de l'Australie aux questions n° 105 et 106 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphe 253.

[3155] Réponse de la Nouvelle-Zélande à la question n° 109 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphe 164. Observations de la Nouvelle-Zélande sur la réponse de l'Australie à la question n° 107 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphe 255.

[3156] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.915.

[3157] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.921.

vérifications des systèmes seraient moins fréquentes et moins gênantes car il s'agirait d'examiner et d'évaluer les pratiques phytosanitaires de la Nouvelle-Zélande uniquement de temps à autre. Selon la Nouvelle-Zélande, cela validerait les procédures existantes dont l'Australie n'a jamais suggéré qu'elles seraient inadéquates. La mesure de rechange entraînerait des coûts additionnels minimes et n'exigerait pas la création de systèmes nouveaux, coûteux et inutiles.[3158]

7.1381 La Nouvelle-Zélande allègue que la mesure 15 multiplierait par deux le nombre d'inspecteurs et ferait plus que doubler le coût des inspections des vergers et des stations de conditionnement. Elle devrait supporter les coûts horaires des inspecteurs de l'AQIS participant aux opérations, ainsi que leurs frais de déplacement et d'hébergement. Par exemple, les inspections des vergers dans le cadre de la mesure 15 imposent d'utiliser des échelles pour inspecter le sommet des arbres en vue de détecter la présence de chancre européen, ce qui est contraignant et prend beaucoup de temps. Les producteurs et exportateurs néo-zélandais assumeraient ces coûts élevés et injustifiables, qui seraient sensiblement restrictifs pour le commerce.[3159]

7.1382 La Nouvelle-Zélande fait observer que la mesure 16 exigerait que le NZMAF vérifie dans le cadre d'un programme de surveillance coûteux que l'industrie de la pomme opère conformément à des pratiques commerciales standard. L'Australie ne donne aucune justification pour la mesure 16, ni pour la mesure 17. Ces deux mesures ont pour effet de mettre en place une restriction commerciale au-delà de la frontière et sont injustifiées.[3160] En outre, la Nouvelle-Zélande s'appuie sur les réponses des experts pour étayer son point de vue selon lequel l'Australie n'indique aucun fondement scientifique pour la mesure 17.[3161]

7.1383 La Nouvelle-Zélande fait valoir que même si les modalités de la mesure 16, qui impose la conformité avec des pratiques commerciales standard, n'ont pas encore été mises au point, elle exigerait que le MAFNZ contrôle un échantillon de producteurs afin de vérifier qu'ils ont suivi les recommandations du Manuel de l'industrie sur la production intégrée de fruits. Selon la Nouvelle-Zélande, cet élément de vérification rend le processus restrictif pour le commerce. Il est injustifié d'un point de vue scientifique, il serait coûteux et prendrait beaucoup de temps, et il aurait des retombées en ce qui concerne la tenue de registres vérifiables des activités des producteurs en matière de surveillance et de lutte contre les parasites.[3162] En outre, l'Australie n'exige la même vérification dans le cadre d'aucune autre analyse de risque à l'importation, pour aucun autre fruit exporté vers l'Australie, y compris les fruits à noyau, les kiwis ou les avocats.[3163]

7.1384 La Nouvelle-Zélande ne souscrit pas à l'argument de l'Australie selon lequel la prescription relative aux pratiques commerciales standard figure également dans d'autres analyses de risque à l'importation australiennes. Les exemples cités par l'Australie ne comportent pas une prescription imposant à l'ONPV du pays exportateur de vérifier que les fruits ont été produits conformément à des pratiques commerciales standard. Par exemple, l'analyse de risque de l'Australie concernant les longanes et les litchis en provenance de Chine et de Thaïlande indique que tous les vergers d'exportation sont censés produire des longanes et des litchis commerciaux dans le cadre d'activités standard de culture, de récolte et de conditionnement, et l'analyse de risque à l'importation de l'Australie concernant les mangues indiennes prévoit que la pratique commerciale existante d'un bain fongicide après la récolte est une prescription fondamentale pour l'exportation vers l'Australie. Par

[3158] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.536.
[3159] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.535.
[3160] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.537.
[3161] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.279.
[3162] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.922.
[3163] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.923. Voir aussi la réponse de la Nouvelle-Zélande à la question n° 53 du Groupe spécial après la première réunion de fond, paragraphe 80.

contre, l'IRA concernant les pommes de Nouvelle-Zélande exige que le MAFNZ fasse en sorte que tous les vergers enregistrés pour l'exportation opèrent suivant des pratiques commerciales standard.[3164]

7.1385 La Nouvelle-Zélande conteste également le fait que l'Australie s'appuie sur l'hypothèse selon laquelle tous les vergers d'exportation néo-zélandais opéreraient suivant des pratiques commerciales standard.[3165] L'IRA ne donne aucune explication sur la façon dont des pratiques commerciales standard atténueraient le risque évalué.[3166] Une évaluation des risques ne devrait pas pouvoir se fonder sur des hypothèses injustifiées qui ne servent qu'à imposer des obligations aux pays exportateurs.[3167]

7.1386 L'Australie fait valoir que la Nouvelle-Zélande a admis que l'ensemble des mesures de l'Australie étaient établies sur la base de l'IRA, c'est-à-dire qu'il y avait un lien rationnel entre l'évaluation des risques et les mesures recommandées dans l'IRA. En conséquence, le Groupe spécial doit déterminer uniquement si les évaluations des risques de l'Australie concernant les trois parasites en cause sont objectivement justifiables et si les mesures sont plus restrictives pour le commerce qu'il n'est requis au sens de l'article 5:6. L'Australie avance que la justification des mesures générales découle de la justification technique des mesures spécifiques à un parasite.[3168]

7.1387 L'Australie soutient que dans le contexte du troisième élément du critère énoncé à l'article 5:6, il ne suffit pas que le plaignant démontre que la mesure de rechange est simplement moins restrictive pour le commerce. La mesure de rechange doit être sensiblement moins restrictive pour le commerce; "sensible" signifiant "important, notable, conséquent".[3169] Selon la façon dont l'Australie comprend le rapport du Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, une évaluation des risques donnée peut être étayée par un éventail de mesures possibles et le Membre a le pouvoir discrétionnaire de choisir une mesure assurant la meilleure protection compte tenu du niveau de protection qu'il juge approprié. En conséquence, le Groupe spécial doit respecter "le droit d'un Membre de choisir la mesure qu'il préfère, à moins qu'il n'y ait une autre mesure qui est sensiblement moins restrictive pour le commerce".[3170]

7.1388 L'Australie fait valoir que l'IRA ne définit pas le niveau de participation de l'AQIS prescrit par la mesure 15. La prescription n'exige pas la participation des autorités australiennes à toutes les inspections des vergers et opérations des stations de conditionnement. Pour les inspections des vergers, la vérification porterait sur 100 pour cent des équipes d'enquêteurs sur le terrain et l'intensité des vérifications serait ajustée dans le temps en fonction des résultats. Pendant la première année d'échanges commerciaux, toutes les stations de conditionnement pertinentes seraient vérifiées.[3171] L'Australie soutient que ces vérifications seront facilitées par la mesure 17.[3172] Cette dernière exige que les stations de conditionnement fournissent un plan de base donnant la configuration de leurs installations afin que les fonctionnaires de l'AQIS puissent déterminer les zones de risque potentiel en vue des vérifications requises des stations de conditionnement.[3173] L'Australie explique que l'AQIS a clarifié ces prescriptions à plusieurs reprises au cours de discussions bilatérales sur le mode opératoire

[3164] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.924.
[3165] Observations de la Nouvelle-Zélande sur la réponse de l'Australie à la question n° 113 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphe 266.
[3166] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.289.
[3167] Observations de la Nouvelle-Zélande sur la réponse de l'Australie à la question n° 113 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphe 266.
[3168] Réponse de l'Australie à la question n° 113 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphe 493.
[3169] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 1079.
[3170] Première communication écrite de l'Australie, paragraphes 1080 et 1081.
[3171] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 151.
[3172] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 152.
[3173] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 153.

normalisé en 2007 et au début de 2008.[3174] L'ampleur de la participation de l'AQIS aux inspections des fruits sera déterminée lorsque la Nouvelle-Zélande aura mis au point le mode opératoire normalisé et le programme de travail nécessaires pour opérationnaliser les prescriptions du Rapport IRA final. À ce stade et sur la base des intentions de la Nouvelle-Zélande, il peut y avoir un certain nombre d'options pour réduire au minimum les coûts et éviter les doubles emplois, comme le démontre l'expérience que l'Australie a faite d'inspections communes avec les autorités des États-Unis.[3175] Sur la base des renseignements communiqués par la Nouvelle-Zélande à une réunion avec les fonctionnaires australiens, l'Australie a proposé que l'AQIS procède à des contrôles et des vérifications des systèmes au cours de la première année d'échanges commerciaux.[3176]

7.1389 En ce qui concerne la mesure 16, l'Australie fait valoir que les données communiquées par la Nouvelle-Zélande au cours du processus IRA étaient établies sur la base, ou provenaient, de vergers et de stations de conditionnement qui suivent des pratiques commerciales standard comme le Manuel sur la production intégrée de fruits (PIF). Selon l'Australie, la Nouvelle-Zélande n'a communiqué aucune donnée concernant les vergers ou des stations de conditionnement qui ne suivent pas le Manuel PIF. Sur la base de ses réunions avec des fonctionnaires néo-zélandais et des communications de la Nouvelle-Zélande, l'Australie affirme que la demande d'accès de la Nouvelle-Zélande visait essentiellement des pommes traitées suivant des pratiques commerciales standard. Par conséquent, l'IRA n'a pas évalué le risque associé à d'autres types de production et les mesures prescrites dans l'IRA s'appliquent uniquement aux pommes produites suivant des pratiques commerciales normales.[3177] L'Australie ajoute qu'elle n'exige pas des opérations suivant des pratiques commerciales standard dans le cas des raisins de table en provenance du Chili, des longanes et des litchis en provenance de Chine et de Thaïlande et des mangues en provenance d'Inde.[3178]

ii) Analyse par le Groupe spécial

7.1390 Le Groupe spécial examine tout d'abord la question liminaire de savoir si la mesure de rechange proposée par la Nouvelle-Zélande peut être utilement comparée aux mesures générales, ou du moins à la mesure 15, aux fins de la troisième condition du critère énoncé à l'article 5:6.

7.1391 Dans son analyse antérieure des désaccords entre les parties au sujet de la mesure 15, le Groupe spécial a indiqué que, malgré ses efforts et ses questions, il n'avait jamais obtenu d'explication claire de ces procédures et de la façon dont elles fonctionneraient, et en particulier de la fréquence de la participation de l'AQIS.[3179] Le Groupe spécial n'a pas non plus été à même d'établir si la mesure 15 se rapportait uniquement à la partie de l'IRA intitulée "Prescription en matière de prédédouanement" ou si elle était également traitée dans la partie suivante de l'IRA intitulée "Vérification".[3180] Le Groupe spécial n'a pas non plus pu établir si la mesure 15 incluait des "vérifications des systèmes" au sens où les parties entendent cette expression; il a simplement noté que cette question était plus directement liée à l'allégation de la Nouvelle-Zélande au titre de l'article 5:6 de l'Accord SPS.[3181]

7.1392 En outre, le Groupe spécial a constaté que ces incertitudes concernant l'IRA dans le contexte de la mesure 15 étaient soulignées par la prescription de l'IRA voulant que les modalités du

[3174] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 154.
[3175] Réponse de l'Australie à la question n° 102 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphe 458.
[3176] Réponse de l'Australie à la question n° 105 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphe 471.
[3177] Réponse de l'Australie à la question n° 113 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphe 491.
[3178] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 968.
[3179] Voir plus haut le paragraphe 2.231.
[3180] Voir plus haut le paragraphe 2.215.
[3181] Voir plus haut le paragraphe 2.231.

prédédouanement soient traitées par les parties dans le manuel de conduite normalisé et le programme de travail, qui n'ont pas encore été adoptés.[3182]

7.1393 Bien que le Groupe spécial croie comprendre que la Nouvelle-Zélande n'est peut-être pas responsable de l'incertitude concernant la portée de la mesure 15, il incombe néanmoins à cette dernière en tant que plaignant de fournir des éléments *prima facie* concernant ces prescriptions. Compte tenu des incertitudes de l'IRA mentionnées ci-dessus en ce qui concerne la mesure 15 et en l'absence du manuel de conduite normalisé et du programme de travail, le Groupe spécial ne peut pas comparer utilement la mesure 15 avec la mesure de rechange de la Nouvelle-Zélande. En particulier, il ne peut pas évaluer si la mesure de rechange de la Nouvelle-Zélande est moins restrictive pour le commerce que la mesure 15, et à plus forte raison si elle est sensiblement moins restrictive pour le commerce.

7.1394 Le Groupe spécial poursuivra son analyse du troisième élément du critère énoncé à l'article 5:6 en examinant les mesures 16 et 17. Il évaluera si la mesure de rechange de la Nouvelle-Zélande est sensiblement moins restrictive pour le commerce que ces deux mesures.

7.1395 Le Groupe spécial partage l'avis de l'Australie selon lequel la troisième condition du critère énoncé à l'article 5:6 exige que le plaignant indique une mesure de rechange qui soit "*sensiblement* moins restrictive pour le commerce" que la mesure contestée. Cela est conforme au libellé de la note de bas de page 3 de l'article 5:6 de l'Accord SPS[3183] et correspond également à la façon dont des groupes spéciaux antérieurs et l'Organe d'appel ont défini cette troisième condition.[3184]

7.1396 Des groupes spéciaux antérieurs ont analysé la troisième condition du critère énoncé à l'article 5:6 en examinant la différence en ce qui concerne l'accès aux marchés dans le cadre des mesures en cause et de la mesure de rechange indiquée par le plaignant. En particulier, des groupes spéciaux antérieurs ont analysé si, dans le cadre de la mesure de rechange, "l'accès au marché serait obtenu beaucoup plus facilement que dans le cadre du système actuel"[3185] et si "l'accroissement de l'accès au marché qui résulterait [de la] solution[] … serait considérable".[3186]

7.1397 En ce qui concerne la mesure 16, la Nouvelle-Zélande conteste l'hypothèse formulée dans l'IRA selon laquelle tous les producteurs néo-zélandais désireux d'exporter vers l'Australie opéreraient suivant des pratiques commerciales standard. Toutefois, elle n'indique pas quelle proportion de producteurs néo-zélandais devrait s'adapter à des pratiques commerciales standard, ni quels seraient les coûts d'une telle adaptation. En fait, l'élément de la mesure 16 que la Nouvelle-Zélande conteste le plus vigoureusement n'est pas la conformité des producteurs avec des pratiques commerciales standard, mais la vérification par le MAFNZ de cette conformité. La Nouvelle-Zélande fait valoir que c'est cet élément de la vérification qui rend la mesure 16 restrictive pour le commerce parce qu'elle est injustifiée d'un point de vue scientifique, qu'elle serait coûteuse et prendrait beaucoup de temps et qu'elle aurait des retombées en ce qui concerne la tenue de registres vérifiables des activités des producteurs en matière de surveillance et de lutte contre les parasites. La Nouvelle-Zélande ajoute que l'Australie n'exige la même vérification dans le cadre d'aucune autre analyse de risque à

[3182] Voir plus haut le paragraphe 2.225.

[3183] La note de bas de page 3 relative à l'article 5:6 de l'Accord SPS dispose que "[a]ux fins du paragraphe 6 de l'article 5, une mesure n'est pas plus restrictive pour le commerce qu'il n'est requis à moins qu'il n'existe une autre mesure raisonnablement applicable compte tenu de la faisabilité technique et économique qui permette d'obtenir le niveau de protection sanitaire ou phytosanitaire approprié et soit *sensiblement* moins restrictive pour le commerce". (pas d'italique dans l'original)

[3184] Voir le rapport de l'Organe d'appel *Australie – Saumons*, paragraphes 186 et 194; le rapport du Groupe spécial *Japon – Produits agricoles II*, paragraphe 8.72; et le rapport de l'Organe d'appel *Japon – Produits agricoles II*, paragraphe 95.

[3185] Rapport du Groupe spécial *Japon – Produits agricoles II*, paragraphe 8.96.

[3186] Rapport du Groupe spécial *Australie – Saumons (article 21:5 – Canada)*, paragraphe 7.151.

l'importation pour aucun autre fruit exporté vers l'Australie, y compris les fruits à noyau, les kiwis ou les avocats.

7.1398 Le Groupe spécial ne peut accepter qu'une partie de ces arguments comme étant pertinents pour l'allégation de la Nouvelle-Zélande selon laquelle il est satisfait au troisième élément du critère énoncé à l'article 5:6 dans le contexte de la mesure 16. En effet, le point de savoir si la mesure 16 est justifiée d'un point de vue scientifique est distinct de son caractère restrictif pour le commerce allégué. La justification scientifique d'une mesure SPS n'est pas une question relevant de l'article 5:6 mais des articles 5:1, 5:2 et 2:2 de l'Accord SPS. Le Groupe spécial a déjà traité cette question pour la mesure 16 dans le contexte de l'allégation de la Nouvelle-Zélande au titre de ces trois dernières dispositions de l'Accord SPS. De même, la question de savoir si d'autres IRA comportent des prescriptions semblables en matière de vérification donne peu d'indications au sujet du caractère restrictif pour le commerce allégué de la mesure 16 et c'est une question qui relève de l'article 2:3, non de l'article 5:6 de l'Accord SPS.

7.1399 La Nouvelle-Zélande fait valoir que la vérification de la conformité des producteurs avec des pratiques commerciales standard serait coûteuse et prendrait beaucoup de temps et qu'elle aurait des retombées en ce qui concerne la tenue de registres vérifiables des activités des producteurs en matière de surveillance et de lutte contre les parasites. Le Groupe spécial ne conteste pas nécessairement cela. Toutefois, il considère que la Nouvelle-Zélande aurait dû présenter davantage d'arguments et d'éléments de preuve pour démontrer que sa mesure de rechange est moins – et à plus forte raison sensiblement moins – restrictive pour le commerce que la mesure 16. En particulier, la Nouvelle-Zélande aurait dû expliquer et démontrer comment, en étant moins coûteuse et en prenant moins de temps, sa mesure de rechange entraînerait un accroissement sensible de l'accès des pommes de Nouvelle-Zélande au marché australien par rapport à la mesure 16. En faisant simplement référence aux retombées et en affirmant que la mesure 16 est coûteuse et prend beaucoup de temps, la Nouvelle-Zélande n'a pas démontré que sa mesure de rechange entraînerait un accroissement sensible de l'accès des pommes de Nouvelle-Zélande au marché australien.

7.1400 Passant à la mesure 17, le Groupe spécial note que la Nouvelle-Zélande fait valoir uniquement que cette mesure est infondée et injustifiée d'un point de vue scientifique. Là encore, le Groupe spécial ne peut pas considérer ces arguments comme suffisants pour démontrer que la mesure de rechange de la Nouvelle-Zélande serait sensiblement moins restrictive pour le commerce que la mesure 17.

7.1401 À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial conclut que la Nouvelle-Zélande n'a pas démontré que sa mesure de rechange pour les trois mesures générales était sensiblement moins restrictive pour le commerce que les trois mesures générales (mesures 15 à 17) qu'elles soient prises individuellement ou conjointement. En conséquence, la Nouvelle-Zélande n'a pas établi *prima facie* que la mesure de rechange pour les trois mesures générales satisfaisait à la troisième condition du critère énoncé à l'article 5:6.

c) Conclusion sur l'allégation de la Nouvelle-Zélande au titre de l'article 5:6 en ce qui concerne les mesures générales

7.1402 La Nouvelle-Zélande n'a pas établi *prima facie* qu'il était satisfait à la troisième condition du critère énoncé à l'article 5:6 dans le contexte des mesures générales. Étant donné que les trois conditions de ce critère sont cumulatives, le Groupe spécial constate que la Nouvelle-Zélande n'a pas démontré que les mesures 15, 16 et 17 étaient incompatibles avec l'article 5:6 de l'Accord SPS.

5. Conclusions du Groupe spécial sur l'allégation de la Nouvelle-Zélande au titre de l'article 5:6

a) Conclusions du Groupe spécial au titre de l'article 5:6

7.1403 À la lumière de l'analyse présentée ci-dessus, le Groupe spécial conclut que la Nouvelle-Zélande a démontré que les mesures spécifiques à un parasite contestées (mesures 1 à 11, 13 et 14) étaient incompatibles avec l'article 5:6 de l'Accord SPS, mais elle n'a pas fait la même démonstration pour les trois mesures générales (mesures 15 à 17).

b) Arguments de la Nouvelle-Zélande liant son allégation au titre de l'article 5:6 à l'article 2:2 de l'Accord SPS

7.1404 Dans sa première communication, la Nouvelle-Zélande dit à la fin de ses arguments au titre de l'article 5:6 ce qui suit:

> "En outre, parce qu'elles sont plus restrictives pour le commerce qu'il n'est requis, les mesures sont également contraires à la prescription de l'article 2:2 voulant que les mesures ne soient "appliquée[s] que dans la mesure nécessaire pour protéger la santé et la vie des personnes et des animaux ou préserver les végétaux". L'Australie a donc, là encore, également agi d'une manière incompatible avec l'article 2:2."[3187]

7.1405 L'article 2:2 dispose que:

> "Les Membres feront en sorte qu'une mesure sanitaire ou phytosanitaire ne soit appliquée *que dans la mesure nécessaire pour protéger la santé et la vie des personnes et des animaux ou préserver les végétaux*, qu'elle soit fondée sur des principes scientifiques et qu'elle ne soit pas maintenue sans preuves scientifiques suffisantes, exception faite de ce qui est prévu au paragraphe 7 de l'article 5." (pas d'italique dans l'original)

7.1406 En réponse à la Nouvelle-Zélande, l'Australie fait valoir qu'en l'absence de tout argument de fond, il apparaît que la Nouvelle-Zélande a en fait abandonné toute allégation au titre de la première prescription de l'article 2:2, et que le Groupe spécial devrait s'abstenir d'examiner la question plus avant.[3188] L'Australie fait observer que la Nouvelle-Zélande a consacré un seul paragraphe de sa première communication écrite à étayer une quelconque allégation selon laquelle les mesures de l'Australie sont incompatibles avec la première prescription de l'article 2:2. L'argument de la Nouvelle-Zélande est un post-scriptum ajouté à ses arguments en rapport avec l'article 5:6, en particulier la troisième condition du critère énoncé à l'article 5:6.[3189]

7.1407 L'Australie fait observer que la Nouvelle-Zélande n'a présenté aucune explication ni aucun argument indiquant pourquoi une quelconque constatation au titre de l'article 5:6 de l'Accord SPS selon laquelle les mesures sont "plus restrictives pour le commerce qu'il n'est requis" devrait automatiquement aboutir à une certaine constatation au titre de l'article 2:2. L'Australie fait observer que les textes respectifs de l'article 2:2 et de l'article 5:6 ne mentionnent pas l'autre disposition. Des groupes spéciaux antérieurs ou l'Organe d'appel n'ont donné aucune indication sur cette question. Ils

[3187] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.528.
[3188] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 1115. Voir aussi la deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphe 160.
[3189] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 1114.

ont simplement exprimé l'opinion selon laquelle le premier élément de l'article 2:2 était un contexte pertinent pour interpréter l'obligation énoncée à l'article 5:6.[3190]

7.1408 L'Australie ajoute qu'en tout état de cause toute allégation en suspens de la Nouvelle-Zélande en ce qui concerne la première prescription de l'article 2:2 est manifestement tributaire de l'issue de ses allégations en ce qui concerne l'article 5:6. Étant donné que la Nouvelle-Zélande ne s'est pas acquittée de la charge de la preuve qui lui incombait en ce qui concerne l'article 5:6, elle n'a pas non plus fourni des éléments en ce qui concerne la première prescription de l'article 2:2.[3191]

7.1409 Le Groupe spécial a déjà constaté que les mesures en cause en l'espèce étaient incompatibles avec la clause de l'article 2:2 exigeant que les mesures SPS des Membres soient "fondée[s] sur des principes scientifiques et … ne soi[ent] pas maintenue[s] sans preuves scientifiques suffisantes".[3192] En conséquence, un règlement positif du différend n'exige pas que le Groupe spécial évalue si les mêmes mesures constituent également une violation de la première prescription de l'article 2:2.

7.1410 Le Groupe spécial ne juge donc pas nécessaire d'analyser cette allégation de la Nouvelle-Zélande au titre de l'article 2:2 liée à l'article 5:6 ni si la Nouvelle-Zélande a dûment exposé des arguments concernant cette allégation. Par conséquent, il n'a pas à entreprendre une analyse détaillée du lien entre la troisième condition du critère énoncé à l'article 5:6 et la première prescription de l'article 2:2 de l'Accord SPS.

G. ALLÉGATIONS DE LA NOUVELLE-ZÉLANDE AU TITRE DE L'ARTICLE 8 ET DE L'ANNEXE C 1) A) DE L'ACCORD SPS

1. Résumé des arguments des parties

7.1411 La Nouvelle-Zélande formule des allégations au titre de l'Annexe C 1) a) et de l'article 8 de l'Accord SPS[3193]: selon la Nouvelle-Zélande, la violation par l'Australie de l'Annexe C 1) a) entraîne nécessairement une violation de l'article 8, qui exige la conformité avec les dispositions de l'Annexe C.[3194] L'Australie exprime son désaccord, principalement en se demandant si ces allégations, en particulier les mesures auxquelles elles se rapportent, relèvent du mandat du Groupe spécial.[3195]

a) Arguments des parties sur le fond de l'Annexe C 1) a)

7.1412 En ce qui concerne l'Annexe C 1) a), la Nouvelle-Zélande présente une chronologie des questions concernant l'accès de ses pommes au marché australien depuis 1919.[3196] La Nouvelle-Zélande fait observer qu'en janvier 1999, elle a déposé sa quatrième demande visant à ce que l'Australie autorise l'importation de pommes de Nouvelle-Zélande.[3197] La Nouvelle-Zélande "ne formule aucune contestation au sujet du commencement du processus d'approbation".[3198] Elle conteste le fait que "les procédures d'approbation n'ont pas été achevées avant novembre 2006, les

[3190] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 1115.
[3191] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 1116.
[3192] Voir plus haut les paragraphes 7.510, 7.779, 7.887 et 7.905.
[3193] Communication de la Nouvelle-Zélande au Groupe spécial, 7 avril 2008, communication concernant la demande de décision préliminaire formulée par l'Australie, paragraphe 2.43.
[3194] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.563.
[3195] Deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphe 218.
[3196] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, annexe 1.
[3197] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.551.
[3198] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.553.

mesures étant formellement entérinées en mars 2007, plus de huit mois après le dépôt de la demande".[3199]

7.1413 La Nouvelle-Zélande fait valoir que, à la lumière du rapport du Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, la durée du processus d'approbation aboutissant à l'IRA constitue un retard injustifié au sens de l'Annexe C 1) a) de l'Accord SPS. Le retard n'était pas dû à des facteurs liés à des donnés scientifiques.[3200] L'Australie a déjà examiné les données scientifiques pertinentes dans le contexte des trois demandes antérieures d'admission des pommes formulées par la Nouvelle-Zélande.[3201] En outre, le différend *Japon – Pommes* avait porté sur les mesures phytosanitaires concernant le feu bactérien. En fait, le retard était dû à des modifications répétées du processus d'évaluation des risques et à un très lourd processus politique parallèle et interdépendant.[3202]

7.1414 La Nouvelle-Zélande ajoute qu'en avril 1999, l'Australie a informé les parties prenantes, y compris la Nouvelle-Zélande, qu'en raison de l'examen de trois demandes d'admission antérieures présentées par la Nouvelle-Zélande, l'analyse des risques ne devrait pas être complexe sur le plan technique et qu'il "[faudrait] environ 12 mois pour l'achever". En conséquence, la Nouvelle-Zélande espérait que le *projet* d'IRA serait divulgué en novembre 1999. Cela n'a finalement pas été le cas et l'IRA *final* a en définitive été publié au bout de 94 mois.[3203]

7.1415 La Nouvelle-Zélande fait référence à un examen indépendant des dispositifs australiens en matière de quarantaine et de biosécurité récemment engagé par le gouvernement australien.[3204] La Nouvelle-Zélande fait valoir qu'en principe le gouvernement australien approuve le résultat de cet examen.[3205] Cet examen indique que l'IRA concernant les pommes de Nouvelle-Zélande est un de ceux qui ont "beaucoup contribué à une prise de conscience au niveau international [concernant] le caractère restrictif pour le commerce, les retards déraisonnables et les données scientifiques douteuses".[3206] Le rapport conclut que "ces [IRA] comportaient peut-être des évaluations scientifiques complexes … [mais] le temps qu'il a fallu [pour achever ces IRA] est difficile à justifier".[3207] Le rapport indique que les modifications apportées en 2007 aux règles régissant les IRA prescrivent des délais beaucoup plus stricts: 30 mois pour un IRA élargi et 24 mois pour un IRA

[3199] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.551.
[3200] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.559.
[3201] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.561.
[3202] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 4.554 à 4.559. Voir aussi la déclaration orale finale de la Nouvelle-Zélande à la première réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, paragraphe 11; la réponse de la Nouvelle-Zélande à la question n° 146 du Groupe spécial après la première réunion de fond, paragraphes 299 à 306; et la déclaration orale finale de la Nouvelle-Zélande à la deuxième réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, paragraphe 12.
[3203] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.934.
[3204] One Biosecurity: A Working Partnership, The Independent Review of Australia's Quarantine and Biosecurity Arrangements, Report to the Australian Government, 30 septembre 2008. Voir la deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.935, note de bas de page 101.
[3205] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.935, note de bas de page 101.
[3206] One Biosecurity: A Working Partnership, The Independent Review of Australia's Quarantine and Biosecurity Arrangements, Report to the Australian Government, 30 septembre 2008, page 112. Voir la deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.935.
[3207] One Biosecurity: A Working Partnership, The Independent Review of Australia's Quarantine and Biosecurity Arrangements, Report to the Australian Government, 30 septembre 2008, page 100. Voir la deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.935.

standard.[3208] La Nouvelle-Zélande fait observer que l'IRA concernant les pommes de Nouvelle-Zélande a dépassé ces délais maximaux de plus de trois fois.[3209]

7.1416 En réponse, l'Australie rejette les arguments de fond présentés par la Nouvelle-Zélande au titre de l'Annexe C 1) a) et de l'article 8 de l'Accord SPS. Elle estime que les arguments de la Nouvelle-Zélande selon lesquels l'IRA est terni par un processus politique étroitement lié sont fallacieux et non étayés par des éléments de preuve.[3210] Un débat politique et public intense, des enquêtes parlementaires et des procédures judiciaires internes "ne sont pas des preuves d'une "politisation" mais plutôt du fonctionnement normal d'une démocratie saine".[3211] L'Accord SPS reconnaît le droit des Membres de l'OMC d'établir leurs mesures SPS sur la base de preuves scientifiques, et ce que l'Australie a fait en ce qui concerne les pommes de Nouvelle-Zélande.[3212]

7.1417 L'Australie donne une liste détaillée des étapes de son processus IRA pour combler les lacunes qu'elle perçoit dans la chronologie présentée par la Nouvelle-Zélande.[3213] Elle fait observer que le rapport indépendant auquel la Nouvelle-Zélande a fait référence reconnaissait que le temps qu'il fallait pour achever certains des IRA de l'Australie n'était pas exceptionnel.[3214]

b) Arguments des parties sur la question de savoir si les allégations de la Nouvelle-Zélande relèvent du mandat du Groupe spécial

7.1418 Un important sujet de discorde entre les parties au titre de l'Annexe C 1) a) et de l'article 8 est la question de savoir si le mandat du Groupe spécial couvre les allégations de la Nouvelle-Zélande et les mesures auxquelles ces allégations se rapportent.

i) Arguments des parties ayant abouti à la deuxième demande de décision préliminaire formulée par l'Australie

7.1419 Dans sa communication écrite sur la demande de décision préliminaire formulée par l'Australie au titre de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord, la Nouvelle-Zélande fait valoir que "l'IRA final dans son ensemble est incompatible avec les obligations de l'Australie au titre de l'*Accord SPS*. C'est l'essence de l'allégation de la Nouvelle-Zélande au titre de l'article 8 et de l'Annexe C 1) a)".[3215]

7.1420 En réponse, l'Australie fait observer que la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande n'indiquait pas "l'IRA dans son ensemble" comme une mesure en

[3208] One Biosecurity: A Working Partnership, The Independent Review of Australia's Quarantine and Biosecurity Arrangements, Report to the Australian Government, 30 septembre 2008, page 100. Voir la deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.937.
[3209] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.938.
[3210] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 1125.
[3211] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 28.
[3212] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 32.
[3213] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 1058 et annexe 1.
[3214] Réponse de l'Australie à la question n° 127 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphes 536 et 537.
[3215] Communication de la Nouvelle-Zélande au Groupe spécial, 7 avril 2008, communication concernant la demande de décision préliminaire formulée par l'Australie, paragraphe 2.9.

cause.[3216] En contestant l'IRA en lui-même et à lui seul en tant que mesure en cause, "la Nouvelle-Zélande a essayé ... d'introduire une nouvelle allégation dans le différend".[3217]

7.1421 Dans sa décision préliminaire concernant la première demande de décision préliminaire formulée par l'Australie, le Groupe spécial a constaté que "la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande n'indiqu[ait] pas avec suffisamment de précision d'autres mesures figurant dans le *Rapport FIRA* de l'Australie, hormis les 17 éléments spécifiques indiqués sous la forme de points".[3218]

7.1422 Après cette décision préliminaire, la Nouvelle-Zélande fait valoir dans sa première communication écrite que "le processus de l'Australie pour l'examen de la demande de la Nouvelle-Zélande concernant l'accès des pommes néo-zélandaises au marché australien a été retardé bien au-delà de tout délai raisonnable pour l'examen de la demande".[3219] À la lumière du rapport du Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, le retard injustifié dans ce "processus IRA" est visé par l'Annexe C 1) a) de l'Accord SPS.[3220]

7.1423 En réponse, dans sa première communication écrite, l'Australie fait valoir que le "processus IRA" n'est pas non plus une mesure en cause. Le processus IRA ne relève pas de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande[3221] parce qu'"aucune qualification possible des 17 mesures [indiquées sous la forme de points dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande] ne pourrait englober le *processus* IRA".[3222] Le processus IRA ne relève pas non plus du mandat du Groupe spécial tel qu'il a été clarifié par le Groupe spécial dans sa décision préliminaire.[3223] En effet, dans sa décision préliminaire, le Groupe spécial a effectivement rejeté l'argument de la Nouvelle-Zélande selon lequel l'incompatibilité de l'IRA final dans son ensemble était l'essence de l'allégation de la Nouvelle-Zélande au titre de l'article 8 et de l'Annexe C 1) a).[3224] L'Australie ajoute que la Nouvelle-Zélande n'a pas fait valoir que l'une quelconque des 17 mesures en cause faisait l'objet d'une allégation de retard injustifié. En tout état de cause, la Nouvelle-Zélande n'a pas établi que les 17 mesures étaient des procédures d'approbation au sens de l'Annexe C 1).[3225]

7.1424 Des jours avant la première réunion de fond du Groupe spécial, l'Australie a présenté une deuxième demande de décision préliminaire en avançant des arguments semblables. Elle demandait que le Groupe spécial décide que, à la lumière de la première décision préliminaire du Groupe spécial, l'allégation de retard injustifié formulée par la Nouvelle-Zélande en ce qui concerne le processus IRA était en dehors du champ du différend.[3226]

[3216] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 14 avril 2008, communication concernant la demande de décision préliminaire formulée par l'Australie, paragraphes 5 et 12.

[3217] Communication de l'Australie au Groupe spécial, 14 avril 2008, communication concernant la demande de décision préliminaire formulée par l'Australie, paragraphe 3.

[3218] *Australie – Pommes*, Communication du Président du Groupe spécial: décision préliminaire du Groupe spécial (WT/DS367/7), 23 juin 2008, jointe en tant qu'annexe A-2 au présent rapport, pages 4 et 5, paragraphe 13 b).

[3219] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.541.

[3220] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.546.

[3221] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 1122.

[3222] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 1119. (italique dans l'original) Voir aussi la déclaration orale liminaire de l'Australie à la première réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, paragraphe 60.

[3223] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 1122.

[3224] Première communication écrite de l'Australie, paragraphe 1120.

[3225] Première communication écrite de l'Australie, paragraphes 1123 et 1124.

[3226] Deuxième demande de décision préliminaire formulée par l'Australie, 22 août 2008.

7.1425 Après la première réunion de fond, au cours de laquelle il a entendu les arguments des parties et des tierces parties sur la deuxième demande de décision préliminaire formulée par l'Australie, le Groupe spécial a constaté que l'Australie n'avait pas exposé des raisons valables pour qu'il rende une deuxième décision préliminaire. Le Groupe spécial a informé les parties qu'il avait l'intention d'examiner l'allégation de la Nouvelle-Zélande concernant l'article 8 et l'Annexe C 1) a) dans son rapport final, en même temps que d'autres allégations de la Nouvelle-Zélande.[3227]

ii) Arguments complémentaires des parties

7.1426 Après cette communication du Groupe spécial, les parties ont poursuivi l'échange d'arguments suscité par la deuxième demande de décision préliminaire formulée par l'Australie. Ces arguments présentés par les parties portent en particulier sur le type de mesure visée par l'Annexe C 1) a) de l'Accord SPS et la question de savoir si la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande avait indiqué une telle mesure.

Nouvelle-Zélande

7.1427 La Nouvelle-Zélande fait valoir qu'"elle n'a jamais allégué que la mesure en cause était le "processus IRA"".[3228] La Nouvelle-Zélande n'a pas fait référence au processus IRA dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial[3229], et en outre on ne sait pas très bien comment le processus IRA pourrait être considéré comme une mesure en cause.[3230] Elle ne fait pas non plus valoir que le retard injustifié est la mesure en cause.[3231] En fait, "les mesures en cause dans le cadre de l'allégation formulée par la Nouvelle-Zélande au titre de l'Annexe C 1) a) et de l'article 8 sont les 17 mesures indiquées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande".[3232] La Nouvelle-Zélande soutient que "les 17 mesures … en cause … n'ont pas été élaborées et adoptées sans retard injustifié".[3233] En d'autres termes, les "mesures SPS résultant d'un processus retardé de manière injustifiée n'ont pas été imposées conformément à l'Accord SPS".[3234]

7.1428 La Nouvelle-Zélande fait référence au rapport de l'Organe d'appel *CE – Certaines questions douanières*[3235] et fait valoir que l'Australie "gomme la distinction entre les *allégations juridiques* et les *mesures en cause*".[3236] Elle fait référence au processus IRA parce que la procédure d'approbation doit

[3227] Réponse du Groupe spécial à la deuxième demande de décision préliminaire formulée par l'Australie, 8 septembre 2008.
[3228] Déclaration orale liminaire de la Nouvelle-Zélande à la première réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, paragraphe 125. Voir aussi la deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.928.
[3229] Déclaration orale liminaire de la Nouvelle-Zélande à la première réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, paragraphe 125.
[3230] Déclaration orale liminaire de la Nouvelle-Zélande à la première réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, paragraphe 131.
[3231] Réponse de la Nouvelle-Zélande à la question n° 143 du Groupe spécial après la première réunion de fond, paragraphe 298.
[3232] Déclaration orale liminaire de la Nouvelle-Zélande à la première réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, paragraphe 126. Voir aussi la deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.928.
[3233] Réponse de la Nouvelle-Zélande à la question n° 143 du Groupe spécial après la première réunion de fond, paragraphe 298.
[3234] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.928.
[3235] Déclaration orale liminaire de la Nouvelle-Zélande à la deuxième réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, paragraphe 112.
[3236] Déclaration orale liminaire de la Nouvelle-Zélande à la première réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, paragraphe 129. (italique dans l'original) Voir aussi la deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.930.

être engagée et achevée sans retard injustifié.[3237] Il y a un lien étroit entre le processus IRA et la mesure en cause parce que "[l]e processus IRA était le processus par lequel les mesures en cause étaient élaborées".[3238] Ainsi, le processus IRA est certainement pertinent pour l'allégation de la Nouvelle-Zélande, mais il n'est pas la mesure en cause.[3239] C'est la "procédure visant à vérifier et à assurer le respect des mesures SPS"[3240], qui fait l'"objet de l'obligation [au titre de l'Annexe C 1) a)], … non la mesure en cause".[3241]

7.1429 Selon la Nouvelle-Zélande, au sens littéral, les actions, omissions et décisions combinées de divers acteurs du système australien ont entraîné de manière cumulative un retard de huit ans. Mais il serait peu réaliste de s'attendre à ce que le plaignant indique ces causes multiples comme étant les mesures en cause dans une allégation au titre de l'Annexe C 1) a).[3242] Dans un sens plus large, la cause du retard est inextricablement liée au processus politique interdépendant. Toutefois, la politisation du processus IRA ne peut pas être considérée comme la mesure en cause.[3243] Comme le Groupe spécial l'a expliqué dans sa décision préliminaire, le plaignant n'a pas à présenter les arguments concernant l'allégation de retard injustifié dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial.[3244]

7.1430 La Nouvelle-Zélande soutient que l'Annexe C 1) a) devrait être lue dans le contexte des dispositions générales de l'Accord SPS, en particulier l'article 1:1 qui dispose que les mesures SPS seront "élaborées et appliquées" conformément aux dispositions de l'Accord. Par conséquent, l'obligation d'engager et d'achever les procédures d'approbation sans retard injustifié est une obligation qui se rapporte directement à l'"élaboration" des mesures SPS.[3245]

7.1431 La Nouvelle-Zélande ajoute que l'Australie se trompe quand elle croit que les "mesures en cause" au titre de l'Annexe C 1) doivent être les "procédures visant à vérifier et à assurer le respect des mesures SPS mentionnées "dans le texte introductif de l'Annexe C 1).[3246] En l'espèce, le processus IRA concernant les pommes de Nouvelle-Zélande est la procédure visant à vérifier et à assurer le respect des mesures SPS au sens de l'Annexe C 1).[3247] En fait, "[l]e processus IRA est une application spécifique des prescriptions en matière d'approbation plus générales de l'Australie concernant l'importation de fruits et de légumes frais ... [,] énoncées dans la Proclamation de 1998 relative à la quarantaine de l'Australie et le Manuel d'analyse de risques à l'importation de l'Australie".[3248] Les

[3237] Déclaration orale liminaire de la Nouvelle-Zélande à la première réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, paragraphe 129.
[3238] Réponse de la Nouvelle-Zélande à la question n° 143 du Groupe spécial après la première réunion de fond, paragraphe 298.
[3239] Déclaration orale liminaire de la Nouvelle-Zélande à la première réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, paragraphe 129.
[3240] Réponse de la Nouvelle-Zélande à la question n° 146 du Groupe spécial après la première réunion de fond, paragraphes 299 à 306.
[3241] Déclaration orale liminaire de la Nouvelle-Zélande à la deuxième réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, paragraphe 112. Voir aussi les observations de la Nouvelle-Zélande sur la réponse de l'Australie à la question n° 128 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphes 284 à 289.
[3242] Observations de la Nouvelle-Zélande sur la réponse de l'Australie à la question n° 128 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphes 284 à 289.
[3243] *Ibid.*
[3244] Déclaration orale liminaire de la Nouvelle-Zélande à la deuxième réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, paragraphe 114.
[3245] Déclaration orale liminaire de la Nouvelle-Zélande à la première réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, paragraphe 130.
[3246] Déclaration orale liminaire de la Nouvelle-Zélande à la première réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, paragraphe 126.
[3247] Déclaration orale liminaire de la Nouvelle-Zélande à la première réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, paragraphe 128.
[3248] *Ibid.*

"mesures sanitaires et phytosanitaires" mentionnées dans le texte introductif de l'Annexe C 1) sont le régime de l'Australie concernant l'approbation des fruits ou légumes frais.[3249] Ce n'est pas une mesure en cause et la Nouvelle-Zélande n'allègue pas que l'Annexe C 1) se rapporte à l'élaboration de cette mesure SPS.[3250]

7.1432 Selon la Nouvelle-Zélande, à la lumière du rapport du Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, les mesures en cause n'ont pas elles-mêmes à satisfaire au texte introductif de l'Annexe C 1). La législation générale des Communautés européennes en matière d'approbation concernant les OGM n'était pas une mesure en cause dans ce différend. La mesure en cause était le moratoire *de facto* sur les approbations, qui n'était pas en soi une procédure visant à vérifier et à assurer le respect des mesures SPS.[3251]

7.1433 La Nouvelle-Zélande fait observer que dans les cas où des mesures SPS ont été adoptées à la suite d'un processus d'approbation, le processus d'approbation lui-même a cessé d'exister.[3252] Le processus IRA n'est pas susceptible d'être contesté en l'espèce parce qu'il a cessé d'exister au moment où le Groupe spécial a été établi.[3253] Dans l'affaire *CE – Morceaux de poulet*, l'Organe d'appel a établi que "les mesures incluses dans le mandat d'un groupe spécial [devaient] être des mesures qui exist[aient] au moment de l'établissement du groupe spécial".[3254] Dans l'affaire *CE – Certaines questions douanières*, l'Organe d'appel a précisé qu'il y avait deux exceptions à cette règle, mais aucune d'elles ne s'applique en l'espèce. Les mesures en cause en l'espèce ne sont pas apparues après l'établissement du Groupe spécial et le présent différend ne concerne pas non plus des subventions dont le fondement législatif est venu à expiration mais dont les effets continuent de compromettre des avantages revenant au plaignant.[3255] Une interprétation de l'Annexe C 1) a) exigeant que le plaignant conteste des mesures qui ont cessé d'exister ne concorderait pas avec l'objectif du Mémorandum d'accord visant à arriver à une solution positive du différend.[3256]

Australie

7.1434 L'Australie considère que les arguments de la Nouvelle-Zélande constituent une tentative inadmissible de remédier au vice rédhibitoire entachant sa demande d'établissement d'un groupe spécial.[3257] Même à un stade avancé du différend, il y a encore une énorme confusion s'agissant de savoir quelles mesures la Nouvelle-Zélande conteste en ce qui concerne son allégation de retard

[3249] Réponse de la Nouvelle-Zélande à la question n° 146 du Groupe spécial après la première réunion de fond, paragraphes 299 à 306.
[3250] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.930.
[3251] Déclaration orale liminaire de la Nouvelle-Zélande à la première réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, paragraphe 127. Voir aussi la réponse de la Nouvelle-Zélande à la question n° 146 du Groupe spécial après la première réunion de fond, paragraphes 299 à 306; et la réponse de la Nouvelle-Zélande à la question n° 18 de l'Australie après la deuxième réunion de fond, paragraphes 43 à 47.
[3252] Déclaration orale liminaire de la Nouvelle-Zélande à la première réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, paragraphe 132.
[3253] Réponse de la Nouvelle-Zélande à la question n° 18 de l'Australie après la deuxième réunion de fond, paragraphes 43 à 47.
[3254] Déclaration orale liminaire de la Nouvelle-Zélande à la deuxième réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, paragraphe 115.
[3255] Réponse de la Nouvelle-Zélande à la question n° 17 de l'Australie après la deuxième réunion de fond, paragraphes 40 à 42.
[3256] Déclaration orale liminaire de la Nouvelle-Zélande à la première réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, paragraphe 133.
[3257] Intervention de l'Australie concernant la déclaration orale de la Nouvelle-Zélande en rapport avec l'article 8 et l'Annexe C 1) a), 2 septembre 2008, page 2. Voir aussi la réponse de l'Australie à la question n° 144 du Groupe spécial après la première réunion de fond; la deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphes 186 et 212; et la communication de l'Australie au Groupe spécial, 14 avril 2008, communication concernant la demande de décision préliminaire formulée par l'Australie, paragraphes 13 et 14.

injustifié.[3258] En fait, la Nouvelle-Zélande a constamment modifié son allégation de retard injustifié pour essayer de la faire entrer dans le cadre du mandat du Groupe spécial.[3259] À différents stades du différend, la Nouvelle-Zélande a allégué que la mesure en cause était le processus IRA ou les prescriptions générales en matière d'approbation de l'Australie concernant l'importation de fruits ou de légumes frais. La demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande ne fait toutefois référence ni au processus IRA ni aux prescriptions générales en matière d'approbation de l'Australie.[3260]

7.1435 L'Australie soutient que l'Annexe C 1) a) ne fait pas référence à l'"élaboration" des mesures SPS.[3261] Le recours de la Nouvelle-Zélande à l'article 1:1 de l'Accord SPS à cet égard est malvenu.[3262] Selon les règles coutumières d'interprétation, une analyse de l'Annexe C 1) a) devrait être axée sur le sens ordinaire des termes utilisés dans cette disposition dans leur contexte et à la lumière de l'objet et du but de l'Accord SPS.[3263] L'Annexe C 1) a) dispose que "ces procédures" doivent être "engagées et achevées sans retard injustifié". L'expression "ces procédures" doit être interprétée par référence au contexte immédiat, fourni par le texte introductif de l'Annexe C 1): "procédures visant à vérifier et à assurer le respect des mesures SPS". Si une procédure vise à vérifier et à assurer le respect d'une mesure, logiquement cette mesure doit déjà exister. Ainsi, une procédure relevant de l'Annexe C 1) a) doit viser à vérifier et à assurer le respect de mesures SPS préexistantes. Par conséquent, l'Annexe C 1) a) ne peut pas être une obligation qui se rapporte directement à l'élaboration des mesures SPS.[3264] Si, comme la Nouvelle-Zélande le fait valoir, le processus IRA est la procédure pertinente dans le contexte de l'Annexe C 1), et à supposer que les 17 prescriptions soient les "mesures SPS" mentionnées dans l'Annexe C 1) a), le processus IRA doit viser à vérifier et à assurer le respect des 17 mesures SPS en cause. Le processus IRA, toutefois, a eu lieu avant que les 17 mesures voient le jour.[3265] En fait, les 17 mesures indiquées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande ont été adoptées sur la base des recommandations figurant dans l'IRA, qui lui-même résultait du processus IRA.[3266]

7.1436 L'Australie admet que l'autre formulation de la Nouvelle-Zélande, selon laquelle le processus IRA (en tant que procédure pertinente) vise à vérifier et à faire respecter le système de quarantaine australien (en tant que mesure SPS pertinente), cadre peut-être mieux avec le sens ordinaire du texte de l'Annexe C 1). Le problème fondamental que cela pose toutefois est que, comme pour le processus IRA, le système de quarantaine australien n'est pas indiqué dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande.[3267] Ni le processus IRA ni le système de quarantaine australien ne figurent parmi les 17 mesures spécifiques en cause.

7.1437 Selon l'Australie, le recours par la Nouvelle-Zélande au rapport du Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques* est peu judicieux. Dans ce différend, l'Argentine et le Canada ont clairement indiqué l'objet de leur allégation de retard injustifié en faisant référence, dans leurs demandes d'établissement d'un groupe spécial, à la fois aux processus

[3258] Réponse de l'Australie à la question n° 144 du Groupe spécial après la première réunion de fond.
[3259] Deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphe 184.
[3260] Deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphes 214 à 216.
[3261] Réponse de l'Australie à la question n° 128 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphes 538 à 545.
[3262] Réponse de l'Australie à la question n° 144 du Groupe spécial après la première réunion de fond.
[3263] *Ibid.* Voir aussi la deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphe 187.
[3264] Réponse de l'Australie à la question n° 144 du Groupe spécial après la première réunion de fond. Voir aussi la deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphes 189 à 192.
[3265] Deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphe 196.
[3266] Deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphe 209.
[3267] Deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphe 197.

d'approbation des CE pertinents et au fait que les Communautés européennes n'avaient pas approuvé sans retard injustifié les demandes d'approbation de produits spécifiques.[3268]

7.1438 L'Australie ajoute qu'elle ne gomme pas la distinction entre les mesures et les allégations. Le processus IRA est manifestement la mesure que la Nouvelle-Zélande cherche à contester.[3269] Seul le processus IRA, et non les 17 prescriptions énumérées dans la demande d'établissement d'un gourpe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande, aurait pu causer une violation de l'Annexe C 1) a).[3270] En conséquence, la Nouvelle-Zélande aurait dû indiquer le "processus IRA" dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial comme la mesure en cause dans le contexte de son allégation de retard injustifié. Le processus IRA relève manifestement de la définition large des mesures faisant l'objet d'un règlement des différends dans le cadre de l'OMC: "tout acte ou omission imputable à un Membre de l'OMC[3271]".[3272] Dans l'affaire *CE – Certaines questions douanières*, l'Organe d'appel a exprimé l'avis suivant: "[l]a "mesure spécifique" à indiquer dans une demande d'établissement d'un groupe spécial est l'objet de la contestation, à savoir la mesure dont il est allégué qu'elle cause un manquement à une obligation énoncée dans un accord visé.? En d'autres termes, la mesure en cause est *ce qui* est contesté par le Membre plaignant.[3273]"[3274]

7.1439 De l'avis de l'Australie, étant donné que l'allégation de la Nouvelle-Zélande est que l'Australie n'a pas engagé et achevé le processus IRA sans retard injustifié, un argument à l'appui de cette allégation aurait été que le processus IRA a été retardé de manière injustifiée pour des raisons spécifiques. Toutefois, l'Australie n'a jamais laissé entendre que la Nouvelle-Zélande devait présenter un tel argument dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial.[3275]

7.1440 Pour l'Australie, le fait que le processus IRA avait cessé d'exister au moment où le Groupe spécial a été établi n'est pas un problème. La citation du rapport de l'Organe d'appel *CE – Morceaux de poulet* est introduite par les mots "en règle générale". Par ailleurs, l'affaire *CE – Morceaux de poulet* traitait de mesures apparues après la demande d'établissement d'un groupe spécial.[3276] En outre, dans l'affaire *CE – Certaines questions douanières*, l'Organe d'appel ne parlait pas d'exceptions à la règle selon laquelle une mesure en cause doit être indiquée dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, mais d'exceptions à la règle générale selon laquelle des mesures qui ont cessé d'exister ne peuvent pas être examinées dans une procédure de règlement des différends dans le cadre de l'OMC.[3277] Par ailleurs, l'Organe d'appel a mentionné "au moins deux exceptions", laissant entendre que la catégorie d'exceptions n'était pas fermée. En outre, l'Organe d'appel a approuvé la déclaration faite par le Groupe spécial dans ce différend selon laquelle "un groupe spécial peut aussi être habilité

[3268] Deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphe 206.

[3269] Observations de l'Australie sur les réponses de la Nouvelle-Zélande aux questions du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphe 225.

[3270] Réponse de l'Australie à la question n° 128 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphe 544.

[3271] (*note de bas de page de l'original*) Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, paragraphe 81.

[3272] Réponse de l'Australie à la question n° 128 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphes 538 à 545.

[3273] (*note de bas de page de l'original*) Rapport de l'Organe d'appel *CE – Certaines questions douanières*, paragraphe 130. (italique dans l'original)

[3274] Deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphe 199. Voir aussi la deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphe 201.

[3275] Observations de l'Australie sur les réponses de la Nouvelle-Zélande aux questions du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphe 226.

[3276] Réponse de l'Australie à la question n° 129 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphes 546 à 550.

[3277] Observations de l'Australie sur les réponses de la Nouvelle-Zélande aux questions du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphe 221.

à faire des constatations et des recommandations au sujet de mesures qui étaient arrivées à expiration[3278]".[3279]

7.1441 De même, l'Australie ne considère pas que le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Certains produits en provenance des CE* étaye les arguments de la Nouvelle-Zélande sur l'exclusion des procédures de règlement des différends dans le cadre de l'OMC des mesures qui ont cessé d'exister avant l'établissement d'un groupe spécial. Alors que dans ce différend l'Organe d'appel s'est abstenu de faire des recommandations conformément à l'article 19:1 du Mémorandum d'accord, il a néanmoins formulé des constatations bien que la mesure ait cessé d'exister. L'Organe d'appel a suivi une approche semblable dans l'affaire *États-Unis – Coton upland*.[3280]

7.1442 L'Australie fait valoir qu'en tout état de cause, rien n'empêchait la Nouvelle-Zélande de formuler une allégation de retard injustifié en rapport avec le processus IRA avant sa conclusion en novembre 2006.[3281] Si, en revanche, la Nouvelle-Zélande considérait qu'elle ne pouvait pas contester le processus IRA parce que ce processus était déjà venu à expiration, elle n'aurait pas dû formuler une allégation de retard injustifié au titre de l'article 8 et de l'Annexe C 1) a) en l'espèce.[3282]

2. Analyse par le Groupe spécial

7.1443 La première question, et la plus importante, en ce qui concerne les allégations de la Nouvelle-Zélande au titre de l'Annexe C 1) a) et de l'article 8 de l'Accord SPS est de savoir si ces allégations, en particulier les mesures auxquelles elles se rapportent, relèvent du mandat du Groupe spécial.

7.1444 Comme il est indiqué plus haut[3283], le mandat du Groupe spécial en l'espèce est le suivant:

> "Examiner, à la lumière des dispositions pertinentes des accords visés cités par la Nouvelle-Zélande dans le document WT/DS367/5, la question portée devant l'ORD par la Nouvelle-Zélande dans ce document; faire des constatations propres à aider l'ORD à formuler des recommandations ou à statuer sur la question, ainsi qu'il est prévu dans lesdits accords."[3284]

7.1445 En vertu de l'article 7 du Mémorandum d'accord, et conformément à la jurisprudence établie, le mandat d'un groupe spécial est généralement déterminé par la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le plaignant. Dans l'affaire *CE – Bananes III*, le Groupe spécial a expliqué ce qui suit: "[i]l est important que la demande d'établissement d'un groupe spécial soit suffisamment précise pour deux raisons: premièrement, elle constitue souvent la base du mandat du groupe spécial

---

[3278] *(note de bas de page de l'original)* Rapport du Groupe spécial *CE – Certaines questions douanières*, paragraphe 7.36; rapport de l'Organe d'appel *CE – Certaines questions douanières*, paragraphe 184. (pas de guillemets dans l'original)

[3279] Observations de l'Australie sur les réponses de la Nouvelle-Zélande aux questions du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphe 222.

[3280] Réponse de l'Australie à la question n° 129 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphes 546 à 550.

[3281] *Ibid.*

[3282] Observations de l'Australie sur les réponses de la Nouvelle-Zélande aux questions du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphe 227.

[3283] Voir plus haut le paragraphe 1.3.

[3284] *Australie – Pommes*, Constitution du Groupe spécial établi à la demande de la Nouvelle-Zélande: note du Secrétariat (WT/DS367/6), 13 mars 2008, page 1.

défini conformément à l'article 7 du Mémorandum d'accord; et, deuxièmement, elle informe la partie défenderesse et les tierces parties du fondement juridique de la plainte".[3285]

7.1446 La partie pertinente de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande dispose ce qui suit:

> "Le 27 mars 2007, le Directeur du Service de quarantaine zoosanitaire et phytosanitaire de l'Australie a arrêté une politique d'importation concernant les pommes en provenance de Nouvelle-Zélande: "L'importation de pommes peut être permise sous réserve des dispositions de la Loi de 1908 sur la quarantaine (*Quarantine Act 1908*), et de l'application des mesures phytosanitaires indiquées dans le *Rapport final d'analyse de risques à l'importation concernant les pommes en provenance de Nouvelle-Zélande* de novembre 2006".[3286]
>
> La Nouvelle-Zélande considère que les mesures indiquées et prescrites par l'Australie dans le *Rapport final d'analyse de risques à l'importation concernant les pommes en provenance de Nouvelle-Zélande* sont incompatibles avec les obligations de l'Australie au titre de l'*Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires* ("Accord SPS").
>
> En particulier, la Nouvelle-Zélande considère que les mesures ci-après, prises individuellement et conjointement, sont incompatibles avec les obligations de l'Australie au titre de l'Accord SPS:
>
> [liste sous la forme de points de 17 prescriptions spécifiques énoncées dans l'IRA]
>
> La Nouvelle-Zélande considère que les mesures susmentionnées sont incompatibles avec les obligations de l'Australie au titre [de l]'article[] ... 5:8 (en relation avec l'Annexe C) et l'Annexe C 1) a) de l'Accord SPS."[3287]

7.1447 Dans l'affaire *CE – Bananes III*, l'Organe d'appel a prescrit un examen attentif des demandes d'établissement d'un groupe spécial. "Étant donné que la demande d'établissement d'un groupe spécial n'est normalement pas examinée en détail par l'ORD, il incombe au groupe spécial de l'examiner très soigneusement pour s'assurer qu'elle est conforme aussi bien à la lettre qu'à l'esprit de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord."[3288]

7.1448 Dans l'affaire *États-Unis – Acier au carbone*, l'Organe d'appel a estimé que le libellé même des demandes d'établissement d'un groupe spécial était essentiel pour ce type d'analyse. "[L]e respect des prescriptions de l'article 6:2 doit être démontré par le texte de la demande d'établissement d'un groupe spécial. Il n'est pas possible de "remédier" aux lacunes de la demande d'établissement dans les communications présentées ultérieurement par les parties pendant la procédure du groupe spécial."[3289]

7.1449 Comme il est indiqué plus haut, à la demande de l'Australie, dans sa décision préliminaire, le Groupe spécial a clarifié son mandat en ce qui concerne les mesures en cause de la façon suivante:

[3285] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Bananes III*, paragraphe 142.

[3286] (*note de bas de page de l'original*) Note de politique de Biosecurity Australia 2007/07, datée du 27 mars 2007.

[3287] *Australie – Pommes*, Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande (WT/DS367/5), 7 décembre 2007, jointe en tant qu'annexe A-1 au présent rapport, pages 1 à 3.

[3288] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Bananes III*, paragraphe 142.

[3289] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier au carbone*, paragraphe 126.

"En regardant le texte de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande, le Groupe spécial constate qu'en ce qui concerne les 17 éléments indiqués par la Nouvelle-Zélande sous la forme de 17 points séparés, la demande indique de manière suffisamment précise les mesures spécifiques en cause en ce qui concerne ces 17 éléments, conformément à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord.

En revanche, compte tenu de la longueur et de la complexité du *Rapport FIRA* de l'Australie, le Groupe spécial constate que la référence générale faite dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande aux "mesures indiquées et prescrites par l'Australie dans le [*Rapport FIRA*]" ne satisfait pas à la prescription relative à la clarté suffisante dans l'indication des mesures spécifiques en cause qui est énoncée à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord. En conséquence, le Groupe spécial constate que son mandat se limite aux 17 mesures spécifiquement indiquées par la Nouvelle-Zélande dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial et ne couvre pas d'autres mesures qui figurent peut-être dans le *Rapport FIRA* de l'Australie mais qui n'ont pas été indiquées avec suffisamment de précision dans la demande d'établissement d'un groupe spécial."[3290]

7.1450 La décision préliminaire du Groupe spécial concluait ce qui suit:

"a) pour ce qui est des 17 éléments figurant dans le *Rapport final d'analyse de risques à l'importation concernant les pommes en provenance de Nouvelle-Zélande (Rapport FIRA)*, et indiqués sous la forme de points dans la demande d'établissement du présent Groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande, datée du 7 décembre 2007, les mesures spécifiques en cause ont été dûment indiquées;

b) la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande n'indique pas avec suffisamment de précision d'autres mesures figurant dans le *Rapport FIRA* de l'Australie, hormis les 17 éléments spécifiques indiqués sous la forme de points. En conséquence, aucune de ces autres mesures ne relève du mandat du présent Groupe spécial; et

c) la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande contient des renseignements relatifs au fondement juridique de la plainte suffisants pour énoncer clairement le problème en ce qui concerne les 17 éléments indiqués."[3291]

7.1451 Il ressort de la décision préliminaire que le Groupe spécial a en fait limité les mesures en cause en l'espèce aux 17 prescriptions spécifiques énoncées dans l'IRA et indiquées sous la forme de 17 points dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande. La décision préliminaire excluait explicitement du mandat du Groupe spécial toutes autres prescriptions énoncées dans l'IRA que la Nouvelle-Zélande n'avait pas indiquées sous la forme de 17 points. Par conséquent, l'Australie a raison de faire valoir que l'IRA dans son ensemble ne peut pas constituer une mesure en cause dans le présent différend.

[3290] *Australie – Pommes*, Communication du Président du Groupe spécial: décision préliminaire du Groupe spécial (WT/DS367/7), 23 juin 2008, jointe en tant qu'annexe A-2 au présent rapport, page 3, paragraphes 8 et 9.

[3291] *Australie – Pommes*, Communication du Président du Groupe spécial: décision préliminaire du Groupe spécial (WT/DS367/7), 23 juin 2008, jointe en tant qu'annexe A-2 au présent rapport, pages 4 et 5, paragraphe 13.

7.1452 En tout état de cause, même sans la clarification du mandat du Groupe spécial résultant de la décision préliminaire du Groupe spécial, l'IRA dans son ensemble ne relèverait pas du mandat du présent Groupe spécial. La demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande n'indique pas l'IRA dans son ensemble comme étant une mesure en cause dans le présent différend. Elle fait référence aux "mesures indiquées et prescrites par l'Australie dans [l'IRA]", et elle indique 17 prescriptions spécifiques. L'IRA est un document long et complexe qui indique un grand nombre de prescriptions en rapport avec beaucoup de parasites différents. Pour cette raison, le Groupe spécial a estimé dans sa décision préliminaire que la référence générale aux "mesures indiquées et prescrites par l'Australie dans [l'IRA]" n'était pas suffisamment précise pour indiquer les mesures en cause. Toutefois, même si cette partie de la demande d'établissement d'un groupe spécial restait dans le cadre du mandat du Groupe spécial, elle n'indique pas l'IRA lui-même en tant que mesure en cause et, en tant que tel, l'IRA pris dans son ensemble ne s'inscrirait pas dans le cadre du mandat du présent Groupe spécial.

7.1453 En conséquence, seules les prescriptions décrites sous la forme de 17 points dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande indiquent les mesures en cause avec suffisamment de précision. La question dont le Groupe spécial est saisi est alors de savoir si les 17 prescriptions spécifiques en cause peuvent constituer une violation de l'Annexe C 1) a) de l'Accord SPS ou, à titre subsidiaire, si la mesure dont on pourrait alléguer qu'elle constitue une infraction à l'Annexe C 1) a) est différente de ces 17 prescriptions spécifiques et n'est donc pas dûment indiquée dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande. Il faut pour cela regarder de plus près l'Annexe C 1) a).

7.1454 La partie pertinente de l'Annexe C 1) a) de l'Accord SPS dispose ce qui suit:

> "1. En ce qui concerne toutes procédures visant à vérifier et à assurer le respect des mesures sanitaires ou phytosanitaires, les Membres feront en sorte:
>
> a) que ces procédures soient engagées et achevées sans retard injustifié ..."

7.1455 Comme l'Australie le laisse entendre[3292], une lecture ordinaire de cette disposition – selon sa structure et son libellé, en particulier l'utilisation du mot "ces" – permet de la reformuler de la façon suivante: *les Membres feront en sorte que toute procédure visant à vérifier et à assurer le respect des mesures sanitaires et phytosanitaires soit engagée et achevée sans retard injustifié*.

7.1456 Toutes les obligations énoncées dans les Accords de l'OMC visés se rapportent à des mesures. En fait, seule une ou plusieurs mesures – c'est-à-dire un "acte ou omission imputable à un Membre de l'OMC"[3293] – peuvent être considérées comme constituant une violation d'une obligation énoncée dans un accord visé. Cela s'applique également à l'Annexe C 1) a) de l'Accord SPS.

7.1457 Pour faire entrer une mesure spécifique dans le champ d'une procédure de règlement des différends dans le cadre de l'OMC, le plaignant doit l'indiquer dans la demande d'établissement d'un groupe spécial. L'article 6:2 du Mémorandum d'accord dispose que "[l]a demande d'établissement d'un groupe spécial ... indiquera les mesures spécifiques en cause et contiendra un bref exposé du fondement juridique de la plainte, qui doit être suffisant pour énoncer clairement le problème".

[3292] Réponse de l'Australie à la question n° 144 du Groupe spécial après la première réunion de fond et deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphe 191.

[3293] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, paragraphe 81.

Comme l'Australie le fait observer[3294], dans l'affaire *CE – Certaines questions douanières*, l'Organe d'appel a exprimé au sujet de la première de ces prescriptions de l'article 6:2 l'avis suivant: "[l]a "mesure spécifique" à indiquer dans une demande d'établissement d'un groupe spécial est l'objet de la contestation, à savoir la mesure dont il est allégué qu'elle cause un manquement à une obligation énoncée dans un accord visé. En d'autres termes, la mesure en cause est *ce qui* est contesté par le Membre plaignant".[3295]

7.1458 L'Organe d'appel a poursuivi en différenciant l'autre prescription de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord de la manière suivante:

> "En revanche, le fondement juridique de la plainte, à savoir l'"allégation", concerne la disposition spécifique de l'accord visé qui énonce l'obligation à laquelle il est allégué qu'il y a eu manquement. Le bref exposé du fondement juridique de la plainte exigé par l'article 6:2 du Mémorandum d'accord vise à expliquer succinctement *comment* ou *pourquoi* la mesure en cause est considérée par le Membre plaignant comme contraire à l'obligation en question dans le cadre de l'OMC. Ce bref exposé doit être suffisant pour énoncer clairement le problème. Considérés ensemble, ces différents aspects d'une demande d'établissement d'un groupe spécial servent non seulement à définir la portée d'un différend, mais aussi à satisfaire aux prescriptions en matière de régularité de la procédure."[3296]

7.1459 S'agissant de la mesure spécifique que la Nouvelle-Zélande était censée indiquer dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, *qu'est-ce que* la Nouvelle-Zélande conteste au titre de l'Annexe C 1) a)? *Ce qui*, selon la Nouvelle-Zélande, cause une violation de l'Annexe C 1) a)? Selon les propres termes de la Nouvelle-Zélande, que "les 17 mesures ... en cause ... n'ont pas été adoptées sans retard injustifié".[3297] Autrement dit, la Nouvelle-Zélande conteste ce qu'elle considère comme l'élaboration et l'adoption retardées de manière injustifiable des 17 mesures SPS en cause. Pour couvrir cela, l'Annexe C 1) a) doit se rapporter à l'élaboration et à l'approbation des mesures SPS. Invoquant l'article 1:1 de l'Accord SPS, la Nouvelle-Zélande fait valoir que cela est le cas.[3298]

7.1460 Dans la partie de l'Accord SPS intitulée "Dispositions générales", l'article 1:1 dispose ce qui suit:

> "Le présent accord s'applique à toutes les mesures sanitaires et phytosanitaires qui peuvent, directement ou indirectement, affecter le commerce international. Ces mesures seront élaborées et appliquées conformément aux dispositions du présent accord."

7.1461 Sur la base de la deuxième phrase de l'article 1:1, indéniablement, l'Accord SPS établit des obligations concernant l'élaboration et l'application des mesures SPS qui peuvent affecter le commerce international. Sur la base de la même phrase, toutefois, l'Accord SPS couvre l'élaboration et l'application des mesures SPS "conformément [à ses] dispositions", c'est-à-dire uniquement dans la

---

[3294] Deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphe 199. Voir aussi la deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphe 201.

[3295] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Certaines questions douanières*, paragraphe 130. (italique dans l'original)

[3296] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Certaines questions douanières*, paragraphe 130. (italique dans l'original)

[3297] Réponse de la Nouvelle-Zélande à la question n° 143 du Groupe spécial après la première réunion de fond, paragraphe 298.

[3298] Déclaration orale liminaire de la Nouvelle-Zélande à la première réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, paragraphe 130.

mesure où les dispositions spécifiques de l'Accord se rapportent à l'élaboration ou à l'application des mesures SPS.

7.1462 Par conséquent, la question est de savoir si l'Annexe C 1) a) de l'Accord SPS peut être interprétée comme s'appliquant à l'élaboration des mesures SPS – en particulier l'élaboration des 17 mesures en cause en l'espèce. L'Australie exprime son désaccord, faisant valoir que l'Annexe C 1) a) s'applique aux "procédures visant à vérifier et à assurer le respect des mesures SPS", et que ces procédures ne peuvent nécessairement que suivre dans le temps les mesures SPS qu'elles visent à vérifier et dont elles visent à assurer le respect.[3299]

7.1463 Le Groupe spécial a une lecture plus nuancée de l'Annexe C 1) a) de l'Accord SPS à cet égard. Le texte de l'Annexe C 1) a) se rapporte aux "procédures visant à *vérifier et à assurer* le respect des mesures SPS", non à *élaborer* les mesures SPS (pas d'italique dans l'original). Toutefois, selon la définition donnée à l'Annexe A 1) de l'Accord SPS, les mesures SPS comprennent à la fois des prescriptions de fond et des procédures. Par conséquent, les "mesures SPS" auxquelles il est fait référence dans le libellé de l'Annexe C 1) a) peuvent consister en une prescription imposant de procéder à une évaluation des risques à l'importation avant d'autoriser l'importation de marchandises qui pourraient présenter des risques sanitaires ou phytosanitaires. Dans ce cas, l'évaluation effective des risques à l'importation réalisée pour une marchandise spécifique pourrait constituer la procédure visant à vérifier et à assurer le respect de cette "mesure SPS".

7.1464 En effet, dans l'affaire *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, le Groupe spécial a constaté ce qui suit:

> "[L]e terme "prescriptions" tel qu'il apparaît au deuxième paragraphe de l'Annexe A 1) n'est pas assorti de réserves et est donc applicable tant aux prescriptions qui sont d'application générale qu'aux prescriptions qui ont été imposées sur des produits spécifiques.[3300] À notre avis, l'application d'une "prescription" SPS d'application générale (par exemple une prescription en matière d'approbation préalable à la commercialisation pour les produits biotechnologiques) à un produit spécifique peut entraîner une "prescription" SPS différente visant un produit spécifique (par exemple une interdiction de la commercialisation d'un produit biotechnologique spécifique). En d'autres termes, il peut y avoir des cas où l'application d'une "prescription" SPS et, partant, d'une mesure SPS, peut donner lieu à une nouvelle prescription SPS et, partant, une nouvelle mesure SPS."[3301]

7.1465 En d'autres termes, si elle est retardée de manière injustifiée, une procédure d'approbation SPS comme le processus IRA pourrait constituer une infraction à l'Annexe C 1) a) de l'Accord SPS. Le Groupe spécial trouve des éléments étayant cette interprétation dans le contexte de l'Annexe C 1) a). Comme l'indique son titre, l'Annexe C s'applique aux "[p]rocédures de contrôle, d'inspection et d'homologation". De même, l'article 8 prescrit que les Membres se conforment à l'Annexe C "dans l'application des procédures de contrôle, d'inspection et d'homologation, y compris les systèmes nationaux d'homologation de l'usage d'additifs ou d'établissement de tolérances pour les contaminants dans les produits alimentaires, les boissons ou les aliments pour animaux". Dans l'affaire *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, le Groupe spécial a

---

[3299] Réponse de l'Australie à la question n° 144 du Groupe spécial après la première réunion de fond et deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphes 195 et 196.

[3300] *(note de bas de page de l'original)* Nous notons à cet égard que la note de bas de page relative à l'Annexe B 1) définit les "réglementations [SPS]" comme des "mesures [SPS] ... d'application générale". Il s'ensuit, *a contrario*, qu'il peut y avoir des mesures SPS qui ne sont pas d'application générale.

[3301] Rapport du Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, paragraphe 7.1336.

interprété le membre de phrase "procédures visant à vérifier et à assurer le respect des mesures [SPS]" figurant à l'Annexe C 1) a) comme s'appliquant aux procédures d'approbation, en interprétant la première clause de l'Annexe C 1) a) "comme étant essentiellement une obligation de bonne foi imposant aux Membres de mener leurs procédures d'approbation aussi rapidement que possible, compte tenu de la nécessité de vérifier et d'assurer le respect de leurs prescriptions SPS pertinentes".[3302]

7.1466 Constater que dans des circonstances spécifiques l'Annexe C 1) a) de l'Accord SPS pourrait s'appliquer à un processus d'approbation aboutissant à l'élaboration de mesures SPS de fond ne représente que la moitié de l'analyse que le Groupe spécial doit effectuer ici. L'autre moitié consiste à savoir si la Nouvelle-Zélande a mis cela en cause de manière appropriée dans le présent différend. La réponse à cette dernière question dépend du point de savoir si en l'espèce la Nouvelle-Zélande aurait dû indiquer dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial une mesure additionnelle séparée des 17 prescriptions spécifiques.

7.1467 Le Groupe spécial rappelle ce qu'a dit l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Certaines questions douanières*: "[l]a "mesure spécifique" à indiquer dans une demande d'établissement d'un groupe spécial est l'objet de la contestation, à savoir la mesure dont il est allégué qu'elle cause un manquement à une obligation énoncée dans un accord visé. En d'autres termes, la mesure en cause est *ce qui* est contesté par le Membre plaignant".[3303]

7.1468 Lisant cela et gardant présent à l'esprit le contexte spécifique du présent différend, il est clair que dans le cadre de son allégation au titre de l'Annexe C 1) a) la Nouvelle-Zélande ne conteste pas la teneur des 17 prescriptions en tant que telles. En fait, c'est la procédure ayant abouti à l'adoption de ces 17 prescriptions, et plus précisément le retard allégué dans cette procédure, qui de l'avis de la Nouvelle-Zélande constitue une violation de l'Annexe C 1) a). Ou, comme la Nouvelle-Zélande l'a dit, l'"élaboration" de ces 17 mesures.

7.1469 Comme il est indiqué plus haut, l'élaboration des 17 mesures, et en particulier tous retards allégués survenus, pourrait être visée par l'Annexe C 1) a) de l'Accord SPS. Pour ce qui est d'indiquer la mesure qui constitue une infraction à cette disposition, toutefois, les 17 prescriptions et leur élaboration sont des mesures séparées. En conséquence, dans le contexte de son allégation au titre de l'article 8 et de l'Annexe C 1) a), la Nouvelle-Zélande aurait dû faire davantage dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial que simplement indiquer les 17 prescriptions énoncées dans l'IRA.

7.1470 L'Annexe C 1) a) s'applique aux procédures. Cela ressort à la fois de l'alinéa a) ("ces procédures") et du texte introductif de l'Annexe C 1) ("procédures visant à vérifier et à assurer ..."). En outre, comme il est indiqué plus haut, l'Annexe C et l'article 8 s'appliquent également aux procédures, à savoir les "procédures de contrôle, d'inspection et d'homologation". Ces procédures pourraient être des mesures à part entière; elles peuvent même être considérées comme des mesures SPS. En effet, la définition des mesures SPS donnée à l'Annexe A 1) de l'Accord SPS dispose que "[l]es mesures sanitaires ou phytosanitaires comprennent toutes procédures pertinent[es], y compris, entre autres choses, ... les procédures d'essai, d'inspection, de certification et d'homologation, [et les] procédures d'échantillonnage". De même, la note de bas de page relative au titre de l'Annexe C dispose que "[l]es procédures de contrôle, d'inspection et d'homologation comprennent, entre autres, les procédures d'échantillonnage, d'essai et de certification". Comme le Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques* l'a dit, "la

[3302] Rapport du Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, paragraphe 7.1498.

[3303] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Certaines questions douanières*, paragraphe 130. (italique dans l'original)

première clause de l'Annexe C 1) établit les disciplines concernant l'"application" des mesures SPS, à savoir les procédures d'approbation".[3304]

7.1471 Comme le Groupe spécial l'a reconnu plus haut, chacune des 16 mesures en cause dans le présent différend pourrait aussi impliquer une procédure.[3305] La Nouvelle-Zélande, toutefois, ne fait pas valoir que ces procédures constituent une infraction à l'Annexe C 1) a) ou à l'article 8. En fait, la Nouvelle-Zélande conteste la façon dont les 17 prescriptions ont été élaborées.

7.1472 Il est tout à fait plausible qu'un processus d'approbation spécifique retardé de manière injustifiée soit jugé incompatible avec l'Annexe C 1) a) (et par conséquent l'article 8) de l'Accord SPS, même si ce processus n'aboutit pas à l'adoption de prescriptions SPS de fond. Dans une certaine mesure, c'est ce qui est arrivé dans le différend *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*. Comme l'Australie le fait observer[3306], le processus IRA n'était pas nécessairement censé aboutir à des prescriptions SPS de fond concernant les parasites en cause dans le présent différend, et il n'aurait pas été approprié que l'Australie mène son processus IRA en ayant à l'esprit des mesures préconçues. En conséquence, le Groupe spécial peut imaginer des situations dans lesquelles un processus d'approbation prend simplement trop de temps pour le plaignant, surtout si le plaignant est privé de la possibilité d'exporter les marchandises en question pendant cette période. Dans de telles circonstances, il serait inapproprié que le plaignant soit privé de la possibilité d'engager une procédure de règlement des différends à l'OMC simplement parce que le long processus d'approbation n'a pas abouti à des prescriptions SPS de fond. Une interprétation différente réduirait à néant la prescription procédurale énoncée dans la première clause de l'Annexe C 1) a) de l'Accord SPS.

7.1473 Dans sa décision préliminaire, le Groupe spécial a limité le présent différend aux 17 prescriptions spécifiques indiquées sous la forme de points dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande. Ensuite, dans une section précédente du présent rapport, le Groupe spécial a constaté que chacune des 16 prescriptions sur 17 qui restaient dans le champ du présent différend après que les parties s'étaient accordées pour dire que la mesure 12 n'était pas imposée par l'Australie, constituait une mesure SPS en soi.[3307] À la lumière du texte de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande, ces constatations se limitent nécessairement aux prescriptions en question telles qu'elles sont énoncées dans l'IRA. Les constatations ne concernent pas la question séparée de la procédure selon laquelle les prescriptions ont été élaborées dans le cadre du processus IRA.

7.1474 En conséquence, le Groupe spécial partage l'avis de l'Australie selon lequel la Nouvelle-Zélande n'a pas correctement indiqué la mesure en cause dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial dans le contexte de son allégation au titre de l'Annexe C 1) a) et de l'article 8. En fait, dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, la Nouvelle-Zélande a indiqué les 17 prescriptions de fond énoncées dans l'IRA. Elle n'a indiqué aucun aspect de *ce qui* exactement aurait pu causer l'infraction à l'Annexe C 1) a) (et par conséquent à l'article 8) et n'a pas non plus donné un bref exposé indiquant *pourquoi* et *comment* ces dispositions pourraient être enfreintes par les 17 prescriptions spécifiques en cause.

7.1475 Il est difficile de dire dans l'abstrait quel type de libellé précis il aurait été approprié que la Nouvelle-Zélande utilise. Le Groupe spécial voit plusieurs approches possibles, même si en l'absence de libellé spécifique il est difficile de dire avec certitude si en fin de compte elles satisferaient aux

[3304] Rapport du Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, paragraphe 7.1499.
[3305] Voir plus haut le paragraphe 7.163.
[3306] Deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphe 209.
[3307] Voir plus haut le paragraphe 7.172.

prescriptions de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord. En effet, le caractère suffisant d'une demande d'établissement d'un groupe spécial dans le contexte de l'article 6:2 exige une analyse au cas par cas "examin[ant] la demande d'établissement dans son ensemble, et compte tenu des circonstances entourant l'affaire".[3308] En tout état de cause, de manière générale, le Groupe spécial aurait pu imaginer que la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande suive l'une des différentes approches indiquées ci-après. La Nouvelle-Zélande aurait pu faire référence à l'élaboration des 17 mesures (le processus IRA) et aurait pu alléguer que ce processus constituait une violation de l'Annexe C 1) a) et de l'article 8 en raison de retards injustifiés. Ou la Nouvelle-Zélande aurait pu faire référence aux retards survenus dans le processus IRA, alléguant qu'ils constituaient une violation de l'Annexe C 1) a) et de l'article 8. Ou encore, pour reprendre les termes de l'Annexe C 1) a), la Nouvelle-Zélande aurait pu alléguer que des retards injustifiés dans l'achèvement du processus IRA constituaient une infraction à l'Annexe C 1) a) et à l'article 8. À titre subsidiaire, la Nouvelle-Zélande aurait pu indiquer des actes ou omissions spécifiques imputables à l'Australie qui avaient entraîné un retard injustifié dans le processus IRA, et alléguer que ces actes ou omissions constituaient une violation de l'Annexe C 1) a) et de l'article 8.

7.1476 La demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande n'offrait aucune de ces explications. Comme l'Australie le fait observer[3309], cela tranche nettement avec les demandes d'établissement d'un groupe spécial dans le différend *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques* qui faisaient explicitement référence aux instruments législatifs contenant le régime d'approbation général des CE et indiquaient comme étant les mesures en cause i) la suspension de l'examen, et le non-examen ou la non-approbation, de diverses demandes d'approbation de produits biotechnologiques agricoles; et ii) la suspension générale de ces examens ou des retards injustifiés dans la conclusion de ces examens dans le cadre du régime d'approbation général des CE.[3310]

7.1477 À la lumière de ce qui précède, l'allégation de la Nouvelle-Zélande au titre de l'Annexe C 1) a) et son allégation corollaire au titre de l'article 8 de l'Accord SPS ne relèvent pas du mandat du Groupe spécial dans le présent différend. Le Groupe spécial s'abstiendra donc d'évaluer la substance des allégations de la Nouvelle-Zélande au titre de ces dispositions.

7.1478 Avant de conclure son analyse au regard de ces dispositions, le Groupe spécial traitera la question de savoir si la Nouvelle-Zélande aurait pu contester le processus IRA, et les retards survenus dans ce processus, après l'achèvement du processus IRA, c'est-à-dire même si ce processus avait cessé d'exister avant l'établissement du Groupe spécial. Les deux parties ont soulevé cette question. Il est important de la traiter parce que l'examen par le Groupe spécial des arguments concernant l'Annexe C 1) a) et l'article 8 repose sur l'idée que cela aurait été possible – pour les raisons indiquées ci-après.

7.1479 La première clause de l'Annexe C 1) a) dispose que "ces procédures [sont] *engagées et achevées* sans retard injustifié" (pas d'italique dans l'original). Dans l'affaire *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, le Groupe spécial a attaché une importance égale aux deux termes "engagées" et "achevées" figurant dans ce membre de phrase:

[3308] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier au carbone*, paragraphe 127.

[3309] Deuxième communication écrite de l'Australie, paragraphe 206.

[3310] Voir *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis (WT/DS291/23), 8 août 2003; *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Canada (WT/DS292/17), 8 août 2003; *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine (WT/DS293/17), 8 août 2003.

> "Le verbe "engager" indique clairement que les Membres sont tenus de commencer, ou d'entamer, les procédures d'approbation après avoir reçu une demande d'approbation.[3311] Le verbe "achever" par ailleurs indique que les procédures d'approbation doivent non seulement être engagées, mais doivent aussi être terminées ou conclues.[3312] Ainsi, à notre avis, l'expression "engager et achever" couvre tous les stades des procédures d'approbation et devrait être considérée comme signifiant que, dès qu'une demande a été reçue, les procédures d'approbation doivent être entamées puis exécutées du début à la fin."[3313]

7.1480 L'Australie fait valoir[3314], et la Nouvelle-Zélande ne conteste pas, que le processus IRA aurait pu être contesté au titre de l'Annexe C 1) a) et de l'article 8 avant qu'il soit conclu. Le Groupe spécial partage cet avis en principe. Une mesure pertinente qui est en vigueur au moment de l'établissement d'un groupe spécial pourrait être contestée dans le cadre d'une procédure de règlement des différends à l'OMC. Comme l'affaire *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques* l'a montré, un processus d'approbation SPS en cours – même s'il est retardé, parce qu'il est suspendu – ne fait pas exception.

7.1481 Mais, comme le Groupe spécial dans le cadre du même différend l'a expliqué, l'Annexe C 1) a) s'applique à tous les stades d'un processus d'approbation, du début à la fin. En particulier, l'Annexe C 1) a) s'applique non seulement à l'"engag[ement]" mais aussi à l'"achèv[ement]" des processus d'approbation.

7.1482 Il tombe sous le sens que l'achèvement d'un processus d'approbation peut faire l'objet d'une contestation dans le cadre d'une procédure de règlement des différends à l'OMC une fois que l'achèvement a eu lieu. En fait, un plaignant potentiel pourrait déjà au cours d'un processus d'approbation avoir des indications donnant à penser que ce processus n'a pas été engagé sans retard injustifié. Toutefois, le tableau complet concernant le processus d'approbation qui n'a pas été achevé sans retard injustifié ne devient clair pour le plaignant qu'après que le processus d'approbation a été effectivement achevé.

7.1483 Ne pas permettre que l'achèvement d'un processus d'approbation soit contesté au titre de l'Annexe C 1) a) précisément parce que le processus a "cessé d'exister" au moment où il a été achevé reviendrait à donner une lecture qui exclut le terme "achever" de l'Annexe C 1) a). Par ailleurs, cela irait à l'encontre des objectifs fondamentaux du règlement des différends dans le cadre de l'OMC

[3311] *(note de bas de page de l'original)* Les sens que le dictionnaire donne du verbe "undertake" (engager) comprennent "[t]ake on (an obligation, duty, task, etc.); commit oneself to perform; begin (an undertaking, enterprise, etc.)" (assumer (une obligation, un devoir, une tâche, etc.); s'obliger à faire; commencer (une opération, une entreprise, etc.)). *New Shorter Oxford English Dictionary*, L. Brown (ed.) (Clarendon Press, 1993), volume II, page 3476. Les versions française et espagnole de la première clause de l'Annexe C 1) a) étayent également cette lecture. La version française utilise le verbe "engager", la version espagnole le verbe "iniciar". Nous notons également que l'Annexe C 1) b) exige que les Membres fassent en sorte, entre autres choses, que "lorsqu'il recevra une demande, l'organisme compétent examine dans les moindres délais si la documentation est complète et informe le requérant de manière précise et complète de toutes les lacunes". Ainsi, il est clair que les procédures d'approbation sont "engagées" dès réception d'une demande émanant d'un demandeur.

[3312] *(note de bas de page de l'original)* Les sens que le dictionnaire donne du verbe "complete" (achever) comprennent "[b]ring to an end, finish, conclude" (finir, terminer, conclure). *New Shorter Oxford English Dictionary*, L. Brown (ed.) (Clarendon Press, 1993), volume I, page 460. Les versions française et espagnole de la première clause de l'Annexe C 1) a) étayent également cette lecture. La version française utilise le verbe "achever", la version espagnole le verbe "ultimar".

[3313] Rapport du Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, paragraphe 7.1494.

[3314] Réponse de l'Australie à la question n° 129 après la deuxième réunion de fond, paragraphes 546 à 550.

selon le Mémorandum d'accord: la préservation des droits et des obligations résultant pour les Membres des accords visés[3315], et la résolution efficace des différends.[3316]

7.1484 Cela s'applique en particulier lorsqu'un plaignant potentiel envisage de contester non seulement le processus d'approbation mais aussi toutes prescriptions SPS de fond résultant de ce processus. Naturellement, un Membre pourrait engager deux procédures de règlement des différends: une contre le processus d'approbation au cours de ce processus et une autre contre les prescriptions SPS en résultant. Ou alors, un plaignant peut soulever ces questions dans le cadre d'une procédure unique. C'est le cas en particulier lorsque le plaignant a une préoccupation éventuellement plus urgente en ce qui concerne les prescriptions SPS résultant du processus d'approbation qu'en ce qui concerne le retard injustifié dans le processus d'approbation. Par définition, une telle procédure de règlement des différends ne peut être lancée que lorsque les prescriptions SPS résultantes sont en place et que le processus d'approbation aboutissant à ces prescriptions a déjà été achevé.

7.1485 Le Groupe spécial trouve dans la jurisprudence antérieure des éléments étayant la possibilité qu'un plaignant dépose une plainte unique. En général, une procédure de règlement des différends à l'OMC démarre avec le dépôt par le plaignant d'une demande de consultations. L'Organe d'appel a estimé dans l'affaire *États-Unis – Coton upland* que les consultations "[devaient] porter sur des "mesures affectant le fonctionnement de tout accord visé""[3317], c'est-à-dire des mesures "dont les effets, d'après les allégations, compromett[ent] les avantages résultant pour le Membre demandeur d'un accord visé"[3318] actuellement. L'Organe d'appel a explicitement constaté que "le fait qu'une mesure [était] ou non toujours en vigueur n'[était] pas déterminant pour le point de savoir si cette mesure affect[ait] actuellement le fonctionnement de tout accord visé".[3319]

7.1486 Suivant la même logique, un retard injustifié allégué dans une procédure d'approbation achevée qui pourrait continuer à compromettre des avantages revenant au plaignant au titre de l'Annexe C 1) a) de l'Accord SPS ne devrait pas être exclu d'une procédure de règlement des différends dans le cadre de l'OMC simplement parce que le processus a été achevé. Cela est tout particulièrement le cas lorsque le plaignant a été privé de la possibilité d'exporter les marchandises visées par le processus d'approbation pendant cette période, et que le plaignant continue de se sentir menacé de ne pas pouvoir entamer ses exportations en raison des prescriptions SPS résultant du processus d'approbation.

7.1487 Le Groupe spécial note que dans l'affaire *États-Unis – Coton upland* l'Organe d'appel a trouvé dans l'article 3:3 du Mémorandum d'accord des éléments contextuels à l'appui de ses arguments cités plus haut:

> "L'article 3:3 est centré non pas sur des mesures "existantes" ou des mesures qui sont "actuellement en vigueur", mais sur des "mesures prises" par un Membre, ce qui inclut des mesures prises par le passé. Nous faisons également observer que l'article 3:3 envisage que des différends surgissent lorsqu'un Membre "considère" que des avantages lui revenant se trouvent compromis par des mesures prises par un autre Membre. Du fait de l'utilisation du mot "considère", l'article 3:3 est centré sur ce que perçoit ou comprend un Membre lésé. Cela n'exclut pas la possibilité qu'un Membre

[3315] Voir l'article 3:2 du Mémorandum d'accord.
[3316] Voir l'article 21:1 du Mémorandum d'accord.
[3317] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 260.
[3318] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 263.
[3319] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 262.

> demandant des consultations ait des raisons de croire qu'une mesure compromet toujours des avantages même si son fondement législatif est venu à expiration."[3320]

7.1488 Le Groupe spécial est conscient de ce que dans l'affaire *CE – Morceaux de poulet* l'Organe d'appel a constaté en ce qui concerne les demandes d'établissement d'un groupe spécial que "[l]'expression "mesures spécifiques en cause" figurant à l'article 6:2 donn[ait] à penser qu'en règle générale, les mesures incluses dans le mandat d'un groupe spécial [devaient] être des mesures qui exist[aient] au moment de l'établissement du groupe spécial[3321]".[3322] Comme l'Australie le fait valoir[3323], toutefois, l'Organe d'appel a introduit sa déclaration par les mots "en règle générale", donnant à penser qu'il pourrait y avoir des exceptions à cette règle générale. Par la suite, dans l'affaire *CE – Certaines questions douanières*, l'Organe d'appel a interprété la déclaration qu'il avait faite dans l'affaire *CE – Morceaux de poulet* comme étant une "règle générale comport[ant] *au moins* deux exceptions".[3324] Cela non seulement confirmait qu'il y avait des exceptions à la règle générale mais impliquait que les exceptions n'étaient pas nécessairement limitées aux deux qui avaient été indiquées par l'Organe d'appel dans sa jurisprudence antérieure. En fait, dans le même paragraphe de son rapport sur l'affaire *CE – Certaines questions douanières*[3325], l'Organe d'appel a également confirmé la constatation suivante du Groupe spécial:

> "Nous considérons qu'un groupe spécial est habilité en règle générale à faire des constatations et des recommandations au sujet de mesures qui existaient au moment de son établissement, en supposant que ces mesures soient visées par la demande d'établissement d'un groupe spécial. Néanmoins, un groupe spécial peut aussi être habilité à faire des constatations et des recommandations au sujet de mesures qui étaient arrivées à expiration ou qui n'existaient pas encore au moment de son établissement, en supposant là encore que ces mesures soient visées par la demande. Plus précisément, nous considérons que dans la mesure où les mesures qui sont arrivées à expiration affectent le fonctionnement d'un accord visé au moment de l'établissement du groupe spécial, elles peuvent à bon droit faire l'objet de constatations et de recommandations de la part du groupe spécial, notamment si ces constatations et recommandations sont nécessaires pour arriver à une solution positive du différend.[3326]"[3327]

7.1489 En conséquence, le Groupe spécial conclut que dans le présent différend, en principe, la Nouvelle-Zélande aurait pu contester le processus IRA, et les retards injustifiés allégués dans ce processus, même si ce processus avait déjà été achevé au moment où le Groupe spécial a été établi.

[3320] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 264.

[3321] (*note de bas de page de l'original*) Ces mesures devraient aussi avoir fait l'objet de consultations avant l'établissement du Groupe spécial, même si l'Organe d'appel a estimé qu'il n'était pas nécessaire qu'il y ait une "*identité précise et exacte*" des mesures ayant fait l'objet des consultations et des mesures indiquées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial. (Rapport de l'Organe d'appel *Brésil – Aéronefs*, paragraphe 132) (italique dans l'original)

[3322] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Morceaux de poulet*, paragraphe 156.

[3323] Réponse de l'Australie à la question n° 129 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphes 546 à 550.

[3324] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Certaines questions douanières*, paragraphe 184 (pas d'italique dans l'original).

[3325] *Ibid.*

[3326] (*note de bas de page de l'original*) Voir le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 261; le rapport de l'Organe d'appel *Chili – Système de fourchettes de prix*, paragraphes 126 à 144; et le rapport de l'Organe d'appel *CE – Morceaux de poulet*, paragraphe 156.

[3327] Rapport du Groupe spécial *CE – Certaines questions douanières*, paragraphe 7.36.

7.1490 Toutefois, cela reste une simple possibilité en l'espèce. Comme il a été expliqué plus haut, étant donné que la Nouvelle-Zélande n'a pas en fait indiqué la mesure en cause dans le contexte de ses allégations au titre de l'Annexe C 1) a) et de l'article 8, ces mesures et les allégations auxquelles elles sont liées ne relèvent pas du présent différend. Comme l'Organe d'appel l'a noté dans l'affaire *République dominicaine – Importation et vente de cigarettes*, "[l]'Organe d'appel a constamment maintenu que, lorsqu'une demande d'établissement d'un groupe spécial n'indique pas des mesures particulières d'une manière adéquate ou ne spécifie pas une allégation particulière, alors ces mesures ou allégations ne feront pas partie de la question visée par le mandat du Groupe spécial".[3328]

VIII. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATION

8.1 Pour les raisons indiquées dans le présent rapport, le Groupe spécial a constaté ce qui suit:

a) il n'y a pas d'élément de preuve indiquant que le processus de sélection et de consultation des experts a été mené de façon inappropriée, que la régularité de la procédure au cours de la phase de consultation des experts de la présente procédure a été compromise, ou que les droits procéduraux de l'Australie ont été de quelque manière que ce soit affectés négativement à cet égard;

b) les 16 mesures en cause dans le présent différend, prises conjointement et individuellement, constituent des mesures SPS au sens de l'Annexe A 1) et sont visées par l'Accord SPS;

c) les mesures de l'Australie en cause concernant le feu bactérien, le chancre européen et l'ALCM, ainsi que les prescriptions indiquées par la Nouvelle-Zélande en tant que mesures "générales" qui sont liées à l'ensemble des trois parasites en cause dans le présent différend, sont incompatibles avec l'article 5:1 et 5:2 de l'Accord SPS et, par implication, ces prescriptions sont également incompatibles avec l'article 2:2 de l'Accord SPS;

d) la Nouvelle-Zélande n'a pas démontré que les mesures en cause dans le présent différend étaient incompatibles avec l'article 5:5 de l'Accord SPS et, par voie de conséquence, n'a pas non plus démontré que ces mesures étaient incompatibles avec l'article 2:3 de l'Accord SPS;

e) les mesures de l'Australie en cause concernant le feu bactérien, le chancre européen et l'ALCM sont incompatibles avec l'article 5:6 de l'Accord SPS; la Nouvelle-Zélande n'a pas démontré, toutefois, que les prescriptions indiquées par la Nouvelle-Zélande en tant que mesures "générales" qui étaient liées à l'ensemble des trois parasites en cause dans le présent différend, étaient incompatibles avec l'article 5:6 de l'Accord SPS; et

f) l'allégation de la Nouvelle-Zélande au titre de l'Annexe C 1) a) et son allégation corollaire au titre de l'article 8 de l'Accord SPS ne relèvent pas du mandat du Groupe spécial dans le présent différend.

8.2 En vertu de l'article 3:8 du Mémorandum d'accord, dans les cas où il y a infraction aux obligations souscrites au titre d'un accord visé, la mesure en cause est présumée annuler ou compromettre un avantage. Le Groupe spécial conclut que, dans la mesure où les mesures de l'Australie en cause concernant le feu bactérien, le chancre européen et l'ALCM, ainsi que les

[3328] Rapport de l'Organe d'appel *République dominicaine – Importation et vente de cigarettes*, paragraphe 120.

prescriptions indiquées par la Nouvelle-Zélande en tant que mesures "générales" qui sont liées à l'ensemble des trois parasites en cause dans le présent différend, sont incompatibles avec l'Accord SPS, elles ont annulé ou compromis des avantages résultant pour la Nouvelle-Zélande des Accords de l'OMC.

8.3 Le Groupe spécial recommande que l'Organe de règlement des différends demande à l'Australie de rendre les mesures incompatibles énumérées plus haut conformes à ses obligations au titre de l'Accord SPS.

ANNEXE A

TABLE DES MATIÈRES		Page
Annexe A-1	Demande d'établissement d'un groupe spécial (WT/DS367/5)	A-2
Annexe A-2	Communication du Président du Groupe spécial: Décision préliminaire du Groupe spécial (WT/DS367/7)	A-6
Annexe A-3	Procédures de travail du Groupe spécial, adoptées le 26 mars 2008	A-11
Annexe A-4	Procédures pour la première réunion de fond du Groupe spécial, adoptées le 4 août 2008	A-16
Annexe A-5	Procédures pour la réunion du Groupe spécial avec les experts et les parties et la deuxième réunion de fond du Groupe spécial, adoptées le 11 juin 2009	A-20

ANNEXE A-1

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/DS367/5
7 décembre 2007

(07-5456)

Original: anglais

AUSTRALIE – MESURES AFFECTANT L'IMPORTATION DE POMMES EN PROVENANCE DE NOUVELLE-ZÉLANDE

Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande

La communication ci-après, datée du 6 décembre 2007 et adressée par la délégation de la Nouvelle-Zélande au Président de l'Organe de règlement des différends, est distribuée conformément à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends.

Le 27 mars 2007, le Directeur du Service de quarantaine zoosanitaire et phytosanitaire de l'Australie a arrêté une politique d'importation concernant les pommes en provenance de Nouvelle-Zélande: "L'importation de pommes peut être permise sous réserve des dispositions de la Loi de 1908 sur la quarantaine (*Quarantine Act 1908*), et de l'application des mesures phytosanitaires indiquées dans le *Rapport final d'analyse de risques à l'importation concernant les pommes en provenance de Nouvelle-Zélande* de novembre 2006".[1]

La Nouvelle-Zélande considère que les mesures indiquées et prescrites par l'Australie dans le *Rapport final d'analyse de risques à l'importation concernant les pommes en provenance de Nouvelle-Zélande* sont incompatibles avec les obligations de l'Australie au titre de l'*Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires* ("Accord SPS").

En particulier, la Nouvelle-Zélande considère que les mesures ci-après, prises individuellement et conjointement, sont incompatibles avec les obligations de l'Australie au titre de l'Accord SPS:

Feu bactérien

- La prescription voulant que les pommes proviennent de zones exemptes de symptômes du feu bactérien.

- La prescription voulant que les vergers/blocs soient inspectés pour détecter la présence de symptômes du feu bactérien, y compris qu'ils soient inspectés avec une

[1] Note de politique de *Biosecurity Australia* 2007/07, datée du 27 mars 2007.

intensité permettant, avec un niveau de confiance de 95 pour cent, de détecter les symptômes visuels si 1 pour cent des arbres en sont porteurs, et que ces inspections aient lieu dans les quatre à sept semaines suivant la floraison.

- La prescription voulant que soit élaborée et approuvée une méthode d'inspection des vergers/blocs qui traite de questions comme la visibilité des symptômes dans la partie supérieure des arbres, le temps d'inspection nécessaire et le nombre d'arbres à inspecter pour atteindre le niveau d'efficacité, ainsi que la formation et la certification des inspecteurs.

- La prescription voulant qu'un verger/bloc fasse l'objet d'une suspension pour la saison au motif qu'il y a des éléments indiquant que les arbres ont été taillés ou que d'autres activités ont eu lieu avant l'inspection, qui pourraient constituer une tentative d'éliminer ou de cacher des symptômes du feu bactérien.

- La prescription voulant qu'un verger/bloc fasse l'objet d'une suspension pour la saison du fait de la détection de symptômes visuels du feu bactérien.

- La prescription voulant que les pommes soient soumises à un traitement de désinfection dans la station de conditionnement.

- La prescription voulant que tout l'équipement de calibrage et de conditionnement qui entre directement en contact avec les pommes soit nettoyé et désinfecté (à l'aide d'un désinfectant agréé) immédiatement avant chaque opération de conditionnement pour l'Australie.

- La prescription voulant que les stations de conditionnement enregistrées pour exporter des pommes ne traitent que les fruits provenant de vergers enregistrés.

Chancre européen

- La prescription voulant que les pommes proviennent de vergers/blocs d'exportation exemptes de chancre européen (lieux de production exempts de parasites).

- La prescription voulant que tous les arbres des vergers/blocs d'exportation soient inspectés pour détecter la présence de symptômes du chancre européen, y compris que les vergers/blocs situés dans des zones moins susceptibles de maladie soient inspectés pour déceler la présence de symptômes par arpentage de chaque rang et examen visuel de tous les arbres de part et d'autre du rang, et que les zones plus susceptibles de maladie soient inspectées suivant la même procédure combinée à une inspection des branches supérieures de chaque arbre à l'aide d'échelles (si nécessaire) et que ces inspections aient lieu après la chute des feuilles et avant la taille d'hiver.

- La prescription voulant que tout le nouveau matériel de reproduction soit soigneusement examiné et traité contre le chancre européen.

- La prescription voulant qu'un verger/bloc fasse l'objet d'une suspension pour la saison s'il y a des éléments montrant que la taille ou d'autres activités menées avant l'inspection pourraient constituer une tentative d'éliminer ou de cacher les symptômes de chancre européen.

- La prescription voulant que les exportations en provenance d'un verger/bloc fassent l'objet d'une suspension pour la saison au motif que la présence de chancre européen a été détectée et que la reprise soit soumise à éradication de la maladie, confirmée par inspection.

Cécidomyie des feuilles du pommier

- Les prescriptions applicables à l'inspection et au traitement pour cécidomyie des feuilles du pommier, y compris:

  la possibilité d'inspecter chaque lot en utilisant un échantillon aléatoire de 3 000 unités choisies sur l'ensemble du lot pour détecter la présence de cécidomyie des feuilles du pommier, de symptômes de maladies soumises à quarantaine, de parasites soumis à quarantaine, d'arthropodes, de déchets et de graines de plantes adventices, la détection de tout arthropode vivant soumis à quarantaine donnant lieu à un traitement approprié ou au refus d'exporter;

  la possibilité d'inspecter chaque lot en utilisant un échantillon aléatoire de 600 unités choisies sur l'ensemble du lot pour détecter la présence de symptômes de maladies soumises à quarantaine, de déchets et de graines de plantes adventices, avec traitement approprié obligatoire de tous les lots.

Généralités

- La prescription voulant que les fonctionnaires du Service australien de quarantaine et d'inspection soient associés aux inspections des vergers pour détecter la présence de chancre européen et de feu bactérien, à la vérification directe des procédures des stations de conditionnement et à l'inspection et au traitement des fruits.

- La prescription voulant que la Nouvelle-Zélande veille à ce que tous les vergers enregistrés pour l'exportation à destination de l'Australie opèrent suivant des pratiques commerciales standard.

- La prescription voulant que les stations de conditionnement donnent des détails sur la configuration des installations.

La Nouvelle-Zélande considère que les mesures susmentionnées sont incompatibles avec les obligations de l'Australie au titre des articles 2:2, 2:3 (les deux phrases), 5:1, 5:2, 5:5 (première phrase), 5:6 et 5:8 (en relation avec l'Annexe C) et l'Annexe C 1) a) de l'Accord SPS.

Le 31 août 2007, la Nouvelle-Zélande a demandé la tenue de consultations avec l'Australie au sujet des mesures susmentionnées conformément à l'article XXII de l'*Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994*, à l'article 4 du *Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends* ("Mémorandum d'accord") et à l'article 11 de l'Accord SPS. Conformément à l'article 4 du Mémorandum d'accord, la demande a été notifiée à l'Organe de règlement des différends ("ORD"), au Conseil du commerce des marchandises et au Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires. La demande a été distribuée aux Membres de l'Organisation mondiale du commerce le 4 septembre 2007 (WT/DS367/1). L'Australie a accepté la demande de la Nouvelle-Zélande et des consultations ont eu lieu le 4 octobre 2007 à Genève. Cependant, ces consultations n'ont pas permis de régler la question.

En conséquence, la Nouvelle-Zélande demande à l'ORD d'établir, conformément à l'article 6 du Mémorandum d'accord, un groupe spécial doté du mandat type énoncé à l'article 7:1 du Mémorandum d'accord.

Je vous saurais gré de bien vouloir inscrire ce point à l'ordre du jour de la prochaine réunion de l'ORD, le 17 décembre 2007, et distribuer la présente demande aux Membres.

ANNEXE A-2

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/DS367/7
23 juin 2008

(08-2984)

Original: anglais

AUSTRALIE – MESURES AFFECTANT L'IMPORTATION DE POMMES EN PROVENANCE DE NOUVELLE-ZÉLANDE

Communication du Président du Groupe spécial

Décision préliminaire du Groupe spécial

La communication ci-après, datée du 19 juin 2008 et adressée par le Président du Groupe spécial, est distribuée aux Membres pour information.

Le 13 mars 2008, l'Australie, qui est défendeur dans le différend susmentionné, a soulevé une question procédurale préliminaire concernant la compatibilité de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande (WT/DS367/5) avec l'article 6:2 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends.

Au cours des derniers mois, le Groupe spécial a reçu des communications écrites portant sur cette question préliminaire, de la part des deux parties ainsi que de deux tierces parties. Le 6 juin 2008, il a rendu la décision préliminaire ci-jointe concernant la question procédurale soulevée par l'Australie, se réservant le droit d'exposer plus en détail les raisons de sa décision préliminaire à un stade ultérieur de la procédure, ou de les inclure dans son rapport, selon qu'il sera approprié.

Après avoir consulté les parties au différend, le Groupe spécial a décidé d'informer l'Organe de règlement des différends de la teneur de sa décision préliminaire. Par conséquent, je vous saurais gré de bien vouloir distribuer la présente lettre et la décision préliminaire ci-jointe en tant que document WT/DS367 dans les trois langues officielles de l'OMC en même temps.

Il a été décidé de distribuer la décision préliminaire en tant que document distinct de la série WT/DS en raison des circonstances spécifiques de l'affaire dont est saisi ce Groupe spécial et compte tenu du résultat de la décision préliminaire. En conséquence, cette façon de procéder ne devrait pas être considérée comme établissant une pratique ni comme créant un précédent en ce qui concerne la distribution des décisions préliminaires dans tout autre différend.

DÉCISION PRÉLIMINAIRE DU GROUPE SPÉCIAL

6 juin 2008

I. INTRODUCTION

1. Le 13 mars 2008, l'Australie a déposé auprès du présent Groupe spécial une demande de décision procédurale préliminaire. Elle a affirmé que la demande d'établissement du présent Groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande, datée du 7 décembre 2007, était incompatible avec l'article 6:2 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends (Mémorandum d'accord), parce qu'elle n'indiquait pas les mesures spécifiques en cause ni ne contenait un bref exposé du fondement juridique de la plainte de la Nouvelle-Zélande qui était suffisant pour énoncer clairement le problème. L'Australie a demandé au Groupe spécial de constater que la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande ne satisfaisait pas aux prescriptions de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord, et par conséquent de s'abstenir d'examiner le fond des allégations formulées par la Nouvelle-Zélande dans le présent différend.[1]

2. Le Groupe spécial a examiné la demande préliminaire de l'Australie, ainsi que les arguments avancés ultérieurement par l'Australie et la Nouvelle-Zélande, et par le Chili et les Communautés européennes en tant que tierces parties au différend. Pour son examen de la demande de l'Australie, le Groupe spécial a étudié la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande dans son ensemble et telle qu'elle était libellée, ainsi que les circonstances concomitantes de la présente affaire. Il a évalué le caractère suffisant de cette demande d'établissement d'un groupe spécial à la lumière des termes employés à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord dans leur contexte et à la lumière de l'objet et du but de cette disposition.

3. Pour garantir la régularité de la procédure, et en particulier pour ménager aux parties et aux tierces parties suffisamment de temps pour préparer leurs premières communications écrites, le Groupe spécial a décidé de rendre une décision préliminaire rapide. Cela va dans le sens de la demande de l'Australie visant à ce que le Groupe spécial rende sa décision préliminaire avant les dates prévues pour le dépôt des premières communications écrites des parties.[2] Le Groupe spécial se réserve le droit d'exposer plus en détail les raisons de sa décision à un stade ultérieur de la procédure, ou de les inclure dans son rapport.

4. Le Groupe spécial commence par rappeler les prescriptions énoncées à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord. Ces prescriptions sont les suivantes:

> "La demande d'établissement d'un groupe spécial sera présentée par écrit. Elle précisera si des consultations ont eu lieu, indiquera les mesures spécifiques en cause et contiendra un bref exposé du fondement juridique de la plainte, qui doit être suffisant pour énoncer clairement le problème. Dans le cas où la partie requérante demande l'établissement d'un groupe spécial dont le mandat diffère du mandat type, sa demande écrite contiendra le texte du mandat spécial proposé."

5. Le Groupe spécial note que la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande satisfait clairement aux deux premières prescriptions énoncées à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord. En l'occurrence, la demande a été présentée par écrit et indique que "des consultations [entre les parties] ont eu lieu le 4 octobre 2007 à Genève … [mais elles] n'ont pas

[1] Lettre de l'Australie datée du 13 mars 2008.
[2] Lettre de l'Australie datée du 17 mars 2008.

permis de régler la question".[3] De fait, ni l'Australie ni les tierces parties n'ont soulevé de question concernant ces deux prescriptions particulières. Le Groupe spécial va maintenant examiner si la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande satisfait aux autres prescriptions de l'article 6:2.

II. INDICATION DES MESURES SPÉCIFIQUES EN CAUSE

6. Sur le point de savoir si la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande indique les mesures spécifiques en cause d'une manière compatible avec les prescriptions de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord, le Groupe spécial est parvenu aux conclusions énoncées ci-dessous.

7. Dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, la Nouvelle-Zélande a fait référence aux "mesures indiquées et prescrites par l'Australie dans le *Rapport final d'analyse de risques à l'importation concernant les pommes en provenance de Nouvelle-Zélande*" (*Rapport FIRA*) et, "en particulier", à une liste de 17 prescriptions énoncées dans le *Rapport FIRA* et indiquées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial sous la forme de points.

8. En regardant le texte de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande, le Groupe spécial constate qu'en ce qui concerne les 17 éléments indiqués par la Nouvelle-Zélande sous la forme de 17 points séparés, la demande indique de manière suffisamment précise les mesures spécifiques en cause en ce qui concerne ces 17 éléments, conformément à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord.

9. En revanche, compte tenu de la longueur et de la complexité du *Rapport FIRA* de l'Australie, le Groupe spécial constate que la référence générale faite dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande aux "mesures indiquées et prescrites par l'Australie dans le [*Rapport FIRA*]" ne satisfait pas à la prescription relative à la clarté suffisante dans l'indication des mesures spécifiques en cause qui est énoncée à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord. En conséquence, le Groupe spécial constate que son mandat se limite aux 17 mesures spécifiquement indiquées par la Nouvelle-Zélande dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial et ne couvre pas d'autres mesures qui figurent peut-être dans le *Rapport FIRA* de l'Australie mais qui n'ont pas été indiquées avec suffisamment de précision dans la demande d'établissement d'un groupe spécial.

III. EXPOSÉ DU FONDEMENT JURIDIQUE DE LA PLAINTE

10. Dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, la Nouvelle-Zélande a énuméré un certain nombre de dispositions des accords visés, auxquelles, d'après ce qu'elle allègue, les mesures adoptées par l'Australie contreviennent. Elle n'a pas établi de lien explicite et détaillé entre les mesures spécifiques contestées et les dispositions invoquées. Elle a uniquement dit, d'une manière générale, que "les mesures susmentionnées [étaient] incompatibles avec les obligations de l'Australie au titre [de neuf dispositions de l'Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires (Accord SPS)]".[4] Après avoir soigneusement examiné les termes employés dans la demande d'établissement d'un groupe spécial et la teneur spécifique des dispositions de l'Accord SPS qui sont citées, le Groupe spécial croit comprendre que la Nouvelle-Zélande a allégué que "chaque mesure … [indiquée] dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial [était] incompatible avec chacune des

[3] *Australie – Pommes*, demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande (WT/DS367/5), 7 décembre 2007, page 3.

[4] *Australie – Pommes*, demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande (WT/DS367/5), 7 décembre 2007, page 3.

[neuf] dispositions mentionnées [dans la demande d'établissement d'un groupe spécial]."[5] Selon le Groupe spécial, cela satisfait à la prescription voulant que la demande d'établissement d'un groupe spécial établisse un lien entre les diverses mesures contestées et les dispositions spécifiques invoquées.[6]

11. Le Groupe spécial examine maintenant la question de savoir si la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande contient un bref exposé du fondement juridique de la plainte qui est suffisant pour énoncer clairement le problème, comme l'exige l'article 6:2 du Mémorandum d'accord. Dans l'idéal, le Groupe spécial aurait préféré qu'il soit expliqué plus explicitement *en quoi* ou *pourquoi* la Nouvelle-Zélande considérait que les mesures en cause violaient les dispositions indiquées de l'Accord SPS. Toutefois, compte tenu des termes employés dans la demande d'établissement d'un groupe spécial et de la teneur spécifique des dispositions de l'Accord SPS qui y sont citées, le Groupe spécial conclut que la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande contient des renseignements suffisants pour informer convenablement la partie défenderesse et les autres Membres de l'OMC de la nature de la plainte[7] et pour permettre à la partie défenderesse de commencer à préparer sa défense.[8] Le Groupe spécial rappelle à cet égard que la partie plaignante n'a aucunement l'obligation de développer ses arguments dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial.[9] En outre, la conclusion du Groupe spécial en l'espèce est étayée par la pratique suivie par les Membres de l'OMC dans certaines demandes d'établissement d'un groupe spécial antérieures (y compris celle de la Nouvelle-Zélande et de l'Australie), ainsi que par des décisions comme celles qui ont été adoptées par le Groupe spécial dans l'affaire *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques.* Enfin, le Groupe spécial fait observer qu'il n'est pas convaincu par les arguments de l'Australie selon lesquels l'absence d'explication plus détaillée indiquant en quoi ou pourquoi la Nouvelle-Zélande considère que les 17 mesures en cause spécifiquement énumérées violent les dispositions invoquées a porté ou portera atteinte à la capacité de l'Australie de se défendre au cours de la procédure du Groupe spécial.

12. En conséquence, le Groupe spécial constate que la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande contient bien un bref exposé du fondement juridique de la plainte, qui est suffisant pour énoncer clairement le problème, comme l'exige l'article 6:2 du Mémorandum d'accord.

IV. CONCLUSION

13. À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial constate ce qui suit:

a) pour ce qui est des 17 éléments figurant dans le *Rapport final d'analyse de risques à l'importation concernant les pommes en provenance de Nouvelle-Zélande (Rapport FIRA)* et indiqués sous la forme de points dans la demande d'établissement du présent Groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande, datée du 7 décembre 2007, les mesures spécifiques en cause ont été dûment indiquées;

b) la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande n'indique pas avec suffisamment de précision d'autres mesures figurant dans le

[5] *Australie – Pommes*, communication écrite de la Nouvelle-Zélande concernant la demande de décision procédurale préliminaire présentée par l'Australie au sujet de la compatibilité de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande avec l'article 6:2 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends, 7 avril 2008, paragraphe 2.51.

[6] Voir le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*, paragraphe 162.

[7] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Bananes III*, paragraphe 142.

[8] Rapport de l'Organe d'appel *Thaïlande – Poutres en H*, paragraphe 88.

[9] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Bananes III*, paragraphe 143.

Rapport FIRA de l'Australie, hormis les 17 éléments spécifiques indiqués sous la forme de points. En conséquence, aucune de ces autres mesures ne relève du mandat du présent Groupe spécial; et

c) la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande contient des renseignements relatifs au fondement juridique de la plainte suffisants pour énoncer clairement le problème en ce qui concerne les 17 éléments indiqués.

14. À la lumière des constatations susmentionnées, le Groupe spécial autorisera la poursuite de la présente procédure pour ce qui est des 17 mesures spécifiquement indiquées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande et de l'incompatibilité alléguée de ces mesures avec les dispositions de l'Accord SPS qui y sont citées.

ANNEXE A-3

AUSTRALIE – MESURES AFFECTANT L'IMPORTATION DE POMMES EN PROVENANCE DE NOUVELLE-ZÉLANDE (WT/DS367)

Procédures de travail du Groupe spécial

1. Pour mener ses travaux, le Groupe spécial suivra les dispositions pertinentes du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends (Mémorandum d'accord). En outre, les procédures de travail ci-après seront d'application.

2. Le Groupe spécial communiquera aux parties[1] et aux tierces parties[2] le calendrier de ses travaux. Ce calendrier pourra être modifié par le Groupe spécial, selon qu'il sera approprié, après consultation des parties.

3. Le Groupe spécial procédera à ses délibérations internes en séance privée. Les parties, et les tierces parties intéressées, n'assisteront aux réunions que lorsque le Groupe spécial les y invitera. Celui-ci pourra ouvrir au public ses réunions de fond avec les parties, à la condition qu'il adopte des procédures appropriées après avoir consulté les parties.

4. Les délibérations du Groupe spécial et les documents qui lui auront été soumis resteront confidentiels. Aucune disposition du Mémorandum d'accord, ni des présentes procédures de travail, n'empêchera une partie ou une tierce partie de communiquer au public ses propres positions. Les Membres traiteront comme confidentiels les renseignements qui auront été communiqués par tout autre Membre au Groupe spécial et que ce Membre aura désignés comme tels. Comme prévu à l'article 18:2 du Mémorandum d'accord, dans les cas où une partie ou une tierce partie communiquera au Groupe spécial une version confidentielle de ses communications écrites, elle fournira aussi, si toute autre partie ou tierce partie le demande, un résumé non confidentiel des renseignements contenus dans ses communications qui peuvent être communiqués au public. Les résumés non confidentiels seront normalement communiqués au plus tard une semaine après que la communication écrite aura été présentée au Groupe spécial, à moins qu'un délai différent ne soit accordé par le Groupe spécial sur exposé de raisons valables.

5. Avant la réunion de fond du Groupe spécial avec les parties et conformément au calendrier approuvé par le Groupe spécial, les parties feront remettre au Groupe spécial des communications écrites, puis des réfutations écrites, dans lesquelles elles présenteront les faits de la cause et leurs arguments et contre-arguments respectifs. Les tierces parties pourront faire remettre au Groupe spécial des communications écrites après le dépôt des premières communications des parties et conformément au calendrier approuvé par le Groupe spécial.

6. À sa première réunion de fond avec les parties, le Groupe spécial demandera à la Nouvelle-Zélande de présenter son dossier en premier. Puis, pendant la même séance, l'Australie sera invitée à exposer ses vues. Les parties auront ensuite la possibilité de faire une déclaration finale, la Nouvelle-Zélande présentant la sienne en premier.

---

[1] Tout au long du présent document, le terme "partie" désigne soit la Nouvelle-Zélande, soit l'Australie, selon qu'il est approprié. Le terme "parties" désigne à la fois la Nouvelle-Zélande et l'Australie.

[2] Tout au long du document, l'expression "tierces parties" désigne le Chili, les Communautés européennes, les États-Unis, le Japon, le Pakistan et le Taipei chinois.

7. Les tierces parties seront invitées à présenter leurs vues au cours d'une séance distincte de la première réunion de fond du Groupe spécial réservée à cette fin. Les tierces parties pourront être présentes pendant toute cette séance.

8. Les réfutations formelles seront présentées lors d'une deuxième réunion de fond du Groupe spécial. À cette réunion, l'Australie aura le droit de prendre la parole avant la Nouvelle-Zélande. Les parties présenteront des réfutations écrites au Groupe spécial avant cette réunion et conformément au calendrier approuvé par le Groupe spécial.

9. Le Groupe spécial pourra à tout moment poser des questions aux parties et aux tierces parties et leur demander de donner des explications, soit au cours des réunions de fond, soit par écrit. Les réponses aux questions seront présentées par écrit au plus tard à la date fixée par le Groupe spécial. En outre, chaque partie pourra poser des questions à la partie adverse, ainsi qu'aux tierces parties. Les réponses des parties et des tierces parties aux questions, et les observations des parties sur les réponses de chacune d'entre elles aux questions ne seront pas annexées au rapport du Groupe spécial. Elles figureront dans la section "Constatations" du rapport du Groupe spécial, s'il y a lieu.

10. Chaque partie mettra à la disposition du Groupe spécial et de l'autre partie une version écrite de ses déclarations orales, de préférence à la fin de la réunion avec le Groupe spécial et, en tout état de cause, au plus tard le jour ouvrable suivant celui où elle aura fait ses déclarations. De même, toute tierce partie qui souhaite présenter ses vues mettra à la disposition du Groupe spécial, des parties et des autres tierces parties une version écrite de ses déclarations orales, de préférence à la fin de la réunion avec le Groupe spécial et, en tout état de cause, au plus tard le jour ouvrable suivant celui où elle aura fait ses déclarations. Les parties et les tierces parties fourniront au Groupe spécial et aux autres participants à la séance considérée une version écrite provisoire de leurs déclarations orales, avant que ces déclarations ne soient prononcées.

11. Afin de garantir une totale transparence, les parties seront présentes lors des exposés oraux. De plus, les communications écrites de chaque partie, y compris les réponses aux questions du Groupe spécial, seront mises à la disposition de l'autre partie. Les tierces parties recevront des copies des premières communications écrites et des réfutations des parties. Les parties présenteront au Groupe spécial tous les éléments de preuve factuels le plus tôt possible et au plus tard pendant la première réunion de fond, sauf en ce qui concerne les éléments de preuve nécessaires aux fins des réfutations ou des réponses aux questions. Des exceptions pourront être autorisées par le Groupe spécial sur exposé de raisons valables. Le cas échéant, l'autre partie se verra accorder un certain délai pour faire des observations, selon qu'il sera approprié.

12. Dans les sept (7) jours civils suivant la présentation d'une communication écrite ou d'une déclaration orale au Groupe spécial, chaque partie et tierce partie devra remettre à ce dernier un résumé analytique de sa communication ou de sa déclaration. Ces résumés analytiques serviront uniquement à aider le Groupe spécial à rédiger avec concision la section de son rapport consacrée aux éléments factuels et aux arguments, afin que ce rapport puisse être traduit et distribué aux Membres en temps voulu. Ils ne se substitueront en aucune manière aux communications des parties. Les résumés analytiques fournis par les partie ne compteront pas plus de dix (10) pages chacun. Ceux des tierces parties ne compteront pas plus de trois (3) pages. Le Groupe spécial pourra, à la lumière de faits nouveaux, autoriser les parties et les tierces parties à présenter des résumés plus longs.

13. Afin de faciliter la tenue du dossier du différend et d'assurer la plus grande clarté possible des communications, en particulier des références aux pièces qu'elles ont présentées, les parties numéroteront leurs pièces par ordre chronologique tout au long du différend. Par exemple, les pièces présentées par la Nouvelle-Zélande devraient être numérotées comme suit: NZ-1, NZ-2, etc. Si la dernière pièce correspondant à sa première communication est la pièce NZ-5, la première pièce

correspondant à sa communication suivante devrait être la pièce NZ-6. Les pièces présentées par l'Australie devraient être numérotées AUS-1, AUS-2, etc.

14. Après la remise du rapport intérimaire, les parties disposeront d'un délai de deux semaines pour demander par écrit le réexamen d'aspects précis du rapport intérimaire. Après réception de toute demande écrite de réexamen, et à moins qu'une partie ne demande au Groupe spécial de tenir une réunion de réexamen intérimaire avec les parties, chaque partie aura la possibilité, dans un délai d'une semaine, de présenter par écrit des observations sur la demande écrite de réexamen présentée par l'autre partie. Ces observations seront strictement limitées à des commentaires concernant cette demande.

15. Les parties et les tierces parties ont le droit de déterminer la composition de leur propre délégation. Les délégations pourront comprendre, en tant que représentants du gouvernement concerné, des avocats et conseillers privés. Les parties et les tierces parties seront responsables de tous les membres de leur délégation et veilleront à ce que tous les membres de leur délégation, ainsi que tout autre conseiller consulté par une partie ou une tierce partie, agissent en conformité avec les règles du Mémorandum d'accord et les procédures de travail du Groupe spécial, en particulier en ce qui concerne la confidentialité de la procédure. Chaque partie remettra au secrétaire du Groupe spécial et à l'autre partie une liste des participants à sa délégation pour 17 heures, heure de Genève, le jour ouvrable précédant toute réunion avec le Groupe spécial.

16. Toute demande de décision préliminaire du Groupe spécial (y compris les décisions sur les questions de compétence) sera présentée au plus tard dans la première communication écrite d'une partie. À moins que le Groupe spécial n'en décide autrement, si la Nouvelle-Zélande demande une telle décision, l'Australie présentera sa réponse à cette demande dans sa première communication écrite. De même, et à moins que le Groupe spécial n'en décide autrement, si l'Australie demande une telle décision, la Nouvelle-Zélande présentera sa réponse à cette demande dans sa réfutation. Des exceptions à cette procédure pourront être autorisées par le Groupe spécial sur exposé de raisons valables. Le Groupe spécial informera sans délai les parties de toute décision préliminaire qu'il pourra rendre au cours de la procédure. En outre, il pourra également décider d'en informer les tierces parties, si nécessaire.

17. Au cours de la procédure, le Groupe spécial déterminera s'il est nécessaire de demander l'avis d'experts. Le cas échéant, les procédures ci-après seront d'application:

a) Le Groupe spécial demandera l'avis d'experts agissant à titre individuel et d'organismes internationaux, selon qu'il sera approprié.

b) Le Groupe spécial demandera des noms d'experts au Secrétariat de la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV), ainsi qu'aux parties. Les parties ne prendront pas directement contact avec les experts proposés.

c) Le Groupe spécial communiquera aux parties une liste d'experts, y compris des renseignements tirés de leur curriculum vitae et des déclarations concernant d'éventuels conflits d'intérêts. Les parties auront la possibilité de faire des observations et de faire connaître les objections majeures qu'elles pourraient avoir à l'encontre de tel ou tel expert.

d) Le Groupe spécial choisira les experts en fonction de leurs qualifications et de la nécessité d'obtenir des avis scientifiques spécialisés. Le nombre d'experts que le Groupe spécial choisira sera fixé en fonction du nombre et du type de questions sur lesquelles un avis sera demandé, ainsi que des différents domaines dans lesquels chaque expert pourra donner un avis.

e) Le Groupe spécial informera les parties du choix qu'il aura fait parmi les experts. Les experts agiront à titre personnel et non en qualité de représentants d'une entité. Ils seront assujettis aux *Règles de conduite relatives au Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends* (WT/DSB/RC/1) définies par l'ORD.

f) Le Groupe spécial préparera des questions écrites pour les experts. Les parties auront la possibilité de faire des observations sur les questions proposées ou d'en suggérer d'autres, avant que le Groupe spécial n'arrête définitivement les questions à envoyer aux experts. Le Groupe spécial pourra communiquer aux experts, à titre confidentiel, des passages pertinents des communications des parties, y compris les pièces, ainsi que tout autre renseignement jugé nécessaire.

g) Les experts seront invités à fournir des réponses par écrit dans un délai déterminé par le Groupe spécial. Des copies de ces réponses seront fournies par le Groupe spécial aux parties. Les parties auront la possibilité de présenter par écrit des observations sur les réponses des experts.

h) Le Groupe spécial pourra prévoir de tenir une réunion avec les experts avant la deuxième réunion de fond avec les parties. Avant ladite réunion, le Groupe spécial veillera: i) à ce que les observations des parties sur les réponses des experts soient communiquées aux experts; et ii) à ce que chaque expert reçoive les réponses des autres experts aux questions du Groupe spécial. Pendant la réunion, les experts seront invités à présenter leurs réponses aux questions, à les compléter en tant que de besoin, et à répondre à des questions additionnelles du Groupe spécial et des parties. Le Groupe spécial pourra organiser des réunions additionnelles avec les experts s'il le juge approprié. Le Secrétariat établira un résumé des réponses écrites des experts aux questions, ainsi qu'un procès-verbal de la réunion avec les experts, qui seront inclus dans le rapport du Groupe spécial. La possibilité sera donnée aux experts de faire des observations sur ces projets de textes avant leur finalisation.

18. Les procédures suivantes s'appliqueront pour la signification des documents:

a) Chaque partie signifiera ses communications directement à l'autre partie. En outre, chaque partie signifiera sa première communication écrite aux tierces parties. Chaque tierce partie signifiera ses communications aux parties et aux autres tierces parties. Chaque partie et tierce partie confirmera par écrit, au moment où elle présentera la communication au Secrétariat, que des copies ont été dûment remises.

b) Les parties et les tierces parties fourniront leurs communications écrites au Groupe spécial, par l'intermédiaire du Secrétariat avant 17 heures, heure de Genève, aux dates fixées par le Groupe spécial.

c) Les parties et les tierces parties fourniront au Secrétariat sept (7) copies sur papier de toutes leurs communications, ainsi qu'une copie électronique sur CD-ROM, sur disquette ou en tant que pièce jointe d'un courriel, dans un format compatible avec les logiciels du Secrétariat. Les copies sur papier devront être déposées auprès du Greffier pour le règlement des différends, M. ***** *****(bureau 2150). Les copies électroniques devraient être envoyées par courrier électronique à M. ***** ***** (DSregistry@wto.org), à Mme ***** ***** (*****.*****@wto.org), à M. ***** ***** (*****.*****@wto.org), et à M. ***** ***** (*****.*****@wto.org).

d) Les parties et les tierces parties fourniront au Secrétariat des copies de leurs déclarations orales au plus tard à l'heure de fermeture des bureaux le lendemain du jour où elles les auront faites. Les réponses écrites aux questions seront présentées à la date qui sera fixée par le Groupe spécial.

e) Le Groupe spécial fournira aux parties une version électronique de la partie descriptive du projet de rapport, du rapport intérimaire et du rapport final, ainsi que d'autres documents, selon qu'il sera approprié. Lorsque le Groupe spécial fera remettre aux parties et aux tierces parties à la fois une version papier et une version électronique d'un document, la version papier constituera la version officielle aux fins du dossier du différend.

19. Les présentes procédures de travail pourront être modifiées par le Groupe spécial selon qu'il sera approprié, après consultation des parties.

ANNEXE A-4

**Australie – Mesures affectant l'importation de pommes
en provenance de Nouvelle-Zélande
(WT/DS367)**

Procédures pour la première réunion de fond du Groupe spécial

2 et 3 septembre 2008

I. AUDITIONS OUVERTES

1. Comme il est indiqué dans le calendrier du présent différend, le Groupe spécial tiendra sa première réunion de fond les mardi 2 et mercredi 3 septembre 2008. À la demande des parties et après consultation des parties[1] et des tierces parties[2] sur les options possibles, il a été décidé que la première réunion de fond prendrait la forme d'auditions ouvertes conformément aux procédures présentées ci-dessous.

2. Pour garantir le respect des règles de confidentialité, en particulier en ce qui concerne la pièce identifiée par la Nouvelle-Zélande comme étant de nature commerciale et confidentielle, aucun renseignement désigné comme confidentiel par une partie ou une tierce partie ne sera examiné au cours de ces auditions ouvertes. Le Groupe spécial se réserve le droit de convoquer, en cas de besoin, une séance confidentielle privée de la réunion de fond pour examiner les questions relatives à des renseignements confidentiels. Il se réserve aussi le droit de suspendre les auditions ouvertes à tout moment, de sa propre initiative ou à la demande de l'une des parties, s'il y a un risque de violation de la confidentialité ou de perturbation de la réunion. S'il suspend les auditions ouvertes pour une raison quelconque, le Groupe spécial pourra décider de reprendre la réunion en séance confidentielle privée.

3. Au cours des auditions ouvertes, le Groupe spécial demandera à la Nouvelle-Zélande et à l'Australie, dans cet ordre, de faire leurs déclarations liminaires respectives. Une fois qu'elles auront fait ces déclarations liminaires, les parties se verront offrir la possibilité de faire des observations sur leurs déclarations respectives et de poser des questions. Le Groupe spécial pourra également poser des questions aux parties. Au cours d'une séance distincte des auditions ouvertes, les tierces parties se verront offrir la possibilité de faire leurs propres déclarations, si elles le souhaitent.

4. Les délégués des Membres de l'OMC qui se sont inscrits et les autres personnes inscrites seront en mesure de suivre les auditions ouvertes au moyen d'une diffusion simultanée des travaux dans une salle séparée. S'il s'avérait que, pour des raisons de logistique, cette diffusion simultanée des travaux n'est ni réalisable, ni commode, les personnes inscrites pourront être invitées à suivre les auditions ouvertes depuis la galerie de la salle dans laquelle se tient la réunion.

5. Les travaux de la réunion de fond, y compris ceux de la séance confidentielle privée, pourront être enregistrés par le Secrétariat. Cet enregistrement sera destiné à l'usage exclusif du Groupe spécial et du personnel du Secrétariat de l'OMC qui l'assiste, et restera confidentiel.

[1] Tout au long du présent document, le terme "partie" désigne soit la Nouvelle-Zélande, soit l'Australie, selon qu'il est approprié. Le terme "parties" désigne à la fois la Nouvelle-Zélande et l'Australie.

[2] Tout au long du présent document, l'expression "tierces parties" désigne le Chili, les Communautés européennes, les États-Unis, le Japon, le Pakistan et le Taipei chinois.

II. SÉANCE AVEC LES TIERCES PARTIES

6. À moins que le Groupe spécial n'en décide autrement, la première réunion de fond reprendra le mercredi 3 septembre 2008 à 10 heures, au Centre William Rappard, pour une séance avec les tierces parties au cours de laquelle celles-ci se verront offrir la possibilité de faire une déclaration, si elles le souhaitent.

7. Une fois que les tierces parties auront fait leur déclaration, la Nouvelle-Zélande et l'Australie se verront offrir la possibilité de leur poser des questions ou de faire des observations sur leur déclaration. Le Groupe spécial pourra lui aussi poser des questions aux tierces parties.

III. SÉANCE CONFIDENTIELLE PRIVÉE

8. Après avoir entendu les déclarations des parties et des tierces parties, le Groupe spécial pourra décider de convoquer, en cas de besoin, une séance confidentielle privée de la réunion de fond.

9. Compte tenu de la nature des renseignements devant être examinés et de la teneur des déclarations faites par les parties et les tierces parties, le Groupe spécial décidera si les tierces parties seront invitées à participer à la séance confidentielle privée.

10. À la séance confidentielle privée, le Groupe spécial pourra inviter la Nouvelle-Zélande et l'Australie, ainsi que les tierces parties le cas échéant, à faire d'autres déclarations. Il pourra également poser des questions aux parties, ainsi qu'aux tierces parties le cas échéant.

IV. AUTRES RÈGLES

11. Après avoir consulté les parties, le Groupe spécial pourra modifier les procédures pour la première réunion de fond ou les compléter à l'aide de règles additionnelles, selon qu'il sera approprié.

ANNEXE 1 (ORDRE PROVISOIRE DES TRAVAUX)[1]

Mardi 2 septembre 2008

10 heures–13 heures	Déclarations des parties.
13 heures–15 heures	Pause.
15 heures–18 heures	Déclarations des parties (suite). Questions et réponses.

Mercredi 3 septembre 2008

10 heures–13 heures	Déclarations des tierces parties. Questions et réponses.
13 heures–15 heures	Pause.
15 heures–16 heures	Séance confidentielle privée (en cas de besoin).
16 heures–18 heures	Déclarations finales des parties.

[1] Cet ordre est donné à titre indicatif seulement et dépendra de l'évolution des travaux.

ANNEXE 2 (DATES IMPORTANTES)[1]

Mercredi 23 juillet: Le Groupe spécial envoie les procédures proposées pour la réunion de fond aux parties pour qu'elles fassent des observations.

Mardi 29 juillet: Les parties envoient au Groupe spécial leurs observations sur les procédures proposées pour la réunion de fond.

Mardi 5 août: Le Groupe spécial envoie aux parties et aux tierces parties les procédures approuvées pour la réunion de fond.

Jeudi 7 août: Les Membres sont informés que des auditions ouvertes vont avoir lieu dans le cadre de la réunion de fond.

Lundi 11 août: L'avis annonçant la tenue d'auditions ouvertes dans le cadre de la réunion de fond est publié sur le site web de l'OMC. Début des inscriptions.

Vendredi 29 août: Fin des inscriptions pour les personnes extérieures (autres que les délégués) qui souhaitent assister aux auditions ouvertes dans le cadre de la réunion de fond.

[1] Ces dates sont données à titre indicatif seulement et peuvent être modifiées à tout moment.

ANNEXE A-5

Australie – Mesures affectant l'importation de pommes en provenance de Nouvelle-Zélande (WT/DS367)

Procédures pour la réunion du Groupe spécial avec les experts et les parties et la deuxième réunion de fond du Groupe spécial

30 juin 2009 et 1er et 2 juillet 2009

Les présentes procédures s'appliqueront à la réunion du Groupe spécial avec les experts désignés et les parties[1], prévue le mardi 30 juin 2009, ainsi qu'à la deuxième réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, prévue les mercredi 1er et jeudi 2 juillet 2009. En cas de conflit, elles priment sur toute disposition contraire des Procédures de travail du Groupe spécial adoptées le 26 mars 2008.

I. RÉUNION DU GROUPE SPÉCIAL AVEC LES EXPERTS ET LES PARTIES (30 JUIN 2009 ET, EN CAS DE BESOIN, 1ER JUILLET)

1. Comme il est indiqué dans le calendrier du présent différend, le Groupe spécial tiendra une réunion avec les experts désignés le mardi 30 juin 2009. Il pourra décider de poursuivre la réunion dans la matinée du mercredi 1er juillet 2009, en cas de besoin et après avoir consulté les parties. À la demande des parties et après consultation de celles-ci sur les options possibles, il a été décidé que la réunion avec les experts désignés prendrait la forme d'une séance ouverte conformément aux procédures présentées ci-dessous. La réunion se tiendra en anglais seulement, sans interprétation simultanée.

2. Pour garantir le respect des règles de confidentialité, en particulier en ce qui concerne les pièces identifiées par l'une des parties comme étant confidentielles, aucun renseignement désigné comme confidentiel par une partie ne sera examiné au cours de cette séance ouverte. Le Groupe spécial se réserve le droit de convoquer, en cas de besoin, une séance confidentielle privée de la réunion avec les experts désignés pour examiner les questions relatives à des renseignements confidentiels. Il se réserve aussi le droit de suspendre la séance ouverte à tout moment, de sa propre initiative ou à la demande de l'une des parties, s'il y a un risque de violation de la confidentialité ou de perturbation de la réunion. S'il suspend la séance ouverte pour une raison quelconque, le Groupe spécial pourra décider de reprendre la réunion en séance confidentielle privée.

3. La réunion avec les experts a pour objet de permettre au Groupe spécial d'obtenir de plus amples éclaircissements sur certaines des questions factuelles pertinentes pour la présente affaire. En particulier, elle devrait permettre aux experts de développer et de clarifier les réponses écrites apportées aux questions posées par le Groupe spécial, et de réagir aux observations sur ces réponses faites par les parties, et au Groupe spécial et aux parties de poser des questions aux experts afin d'obtenir un développement ou un éclaircissement sur des questions pertinentes pour la présente affaire.

4. À cette réunion, le Groupe spécial présentera les experts. Ensuite, ceux-ci se verront offrir la possibilité de faire des observations brèves et générales sur leurs réponses, à la lumière des observations écrites des parties. Le Groupe spécial leur posera alors des questions et donnera la

[1] Tout au long du présent document, le terme "partie" désigne soit la Nouvelle-Zélande, soit l'Australie, selon qu'il est approprié. Le terme "parties" désigne à la fois la Nouvelle-Zélande et l'Australie.

possibilité à la Nouvelle-Zélande et à l'Australie d'en faire autant. Les parties poseront des questions factuelles directes et s'abstiendront de faire des déclarations et de poser des questions tendancieuses ou relevant de l'argutie aux experts. Ceux-ci devraient répondre uniquement aux questions pour lesquelles ils se sentent compétents. S'il y a lieu et après avoir entendu l'avis des parties, le Groupe spécial décidera s'il est approprié qu'une question soit posée aux experts. Les parties ne se poseront pas de questions l'une à l'autre, sauf si le Groupe spécial les y autorise. Au cours de la deuxième réunion de fond du Groupe spécial, elles auront tout loisir de développer leurs arguments respectifs, y compris, si elles le souhaitent, de développer des arguments à partir des réponses données par les experts.

5. La réunion portera principalement sur les données scientifiques sur lesquelles l'Australie s'est appuyée dans son IRA concernant le feu bactérien, le chancre européen et la cécidomyie des feuilles du pommier, ainsi que sur les techniques d'évaluation des risques utilisées par l'Australie dans son IRA. Le Groupe spécial entend faire porter le débat sur six domaines et organiser la discussion en conséquence. Ces domaines seront les suivants: a) termes généraux et définitions; b) techniques d'évaluation des risques; c) feu bactérien; d) chancre européen; e) cécidomyie des feuilles du pommier; et f) autres. Pour chacun de ces domaines, le Groupe spécial organisera le débat de manière à ce que les deux parties et lui-même aient la possibilité de poser des questions sur les différents points. Il donnera normalement à la Nouvelle-Zélande la possibilité de poser des questions aux experts en premier, puis ce sera au tour de l'Australie. Au cours du débat sur chaque question, le Groupe spécial pourra poser ses questions avant que les parties aient eu la possibilité de poser les leurs, après ou en même temps. Il pourra également donner la possibilité aux parties de poser de nouvelles questions ou des questions complémentaires. Une fois qu'il aura décidé qu'une question donnée a été suffisamment approfondie, il pourra inviter les experts à formuler des remarques finales sur cette question précise, s'ils le souhaitent. Tout au long de la réunion avec les experts, le Groupe spécial s'efforcera de faire en sorte que suffisamment de temps soit consacré à l'examen des différentes questions pertinentes. Afin d'atteindre cet objectif, il pourra décider à tout moment qu'il faut passer à une autre question. Les experts seront invités à répondre individuellement et s'abstiendront de se concerter pendant la réunion.

6. Les parties s'abstiendront de communiquer tout élément de preuve factuel nouveau au Groupe spécial au cours de la réunion avec les experts. Sur exposé de raisons valables, le Groupe spécial pourra, à titre exceptionnel, autoriser la présentation d'un nouvel élément de preuve au cours de la réunion avec les experts à la demande d'une partie et après avoir entendu l'autre partie, si ce nouvel élément de preuve est nécessaire pour pouvoir poser une question à un expert. Le Groupe spécial autorisera tout expert à présenter les documents d'information nécessaires pour réagir à une observation écrite faite par l'une des parties, ou pour répondre à une question posée par le Groupe spécial ou par l'une des parties.

7. Les personnes ayant un badge OMC valide et les personnes inscrites par l'intermédiaire du Secrétariat de l'OMC seront en mesure de suivre la séance ouverte de la réunion du Groupe spécial avec les experts au moyen d'une diffusion simultanée des travaux dans une salle séparée. S'il s'avérait que, pour des raisons de logistique, cette diffusion simultanée des travaux n'est ni réalisable, ni commode, les personnes intéressées pourront être invitées à suivre les auditions ouvertes depuis la galerie de la salle dans laquelle se tient la réunion.

8. Les travaux de la réunion du Groupe spécial avec les experts, y compris ceux de la séance confidentielle privée le cas échéant, seront enregistrés par le Secrétariat de l'OMC. Cet enregistrement sera destiné à l'usage exclusif du Groupe spécial et du personnel du Secrétariat de l'OMC qui l'assiste, et restera confidentiel. Aucun enregistrement sonore ou vidéo des travaux autre que celui réalisé par le Secrétariat de l'OMC ne sera autorisé.

9. Le Secrétariat de l'OMC établira un procès-verbal des travaux de la réunion du Groupe spécial avec les experts. À des fins de vérification de l'exactitude de ce procès-verbal, le Groupe spécial en enverra une copie aux experts et aux parties. Le procès-verbal des travaux de la réunion du Groupe spécial avec les experts et la compilation des réponses écrites des experts figureront dans le rapport du Groupe spécial. Celui-ci pourra les citer dans les parties pertinentes de son rapport. Cependant, ils n'y seront pas annexés dans leur intégralité. Par souci de transparence, le Groupe spécial demandera au Secrétariat de mettre le procès-verbal des travaux de sa réunion avec les experts et la compilation des réponses écrites des experts sur le site web de l'OMC, dans la partie consacrée au présent différend.

II. DEUXIÈME RÉUNION DE FOND DU GROUPE SPÉCIAL (1ER ET 2 JUILLET 2009)

A. AUDITIONS OUVERTES

10. Comme il est indiqué dans le calendrier du présent différend, le Groupe spécial tiendra sa deuxième réunion de fond avec les parties les mercredi 1er et jeudi 2 juillet 2009. À la demande des parties et après consultation de celles-ci sur les options possibles, il a été décidé que la première réunion de fond prendrait la forme d'auditions ouvertes conformément aux procédures présentées ci-dessous. La réunion se tiendra en anglais seulement, sans interprétation simultanée.

11. Pour garantir le respect des règles de confidentialité, en particulier en ce qui concerne les pièces identifiées par l'une quelconque des parties comme étant confidentielles, aucun renseignement désigné comme confidentiel par une partie ne sera examiné au cours de ces auditions ouvertes. Le Groupe spécial se réserve le droit de convoquer, en cas de besoin, une séance confidentielle privée de la réunion de fond pour examiner les questions relatives à des renseignements confidentiels. Il se réserve aussi le droit de suspendre les auditions ouvertes à tout moment, de sa propre initiative ou à la demande de l'une des parties, s'il y a un risque de violation de la confidentialité ou de perturbation de la réunion. S'il suspend les auditions ouvertes pour une raison quelconque, le Groupe spécial pourra décider de reprendre la réunion en séance confidentielle privée.

12. Au cours des auditions ouvertes, le Groupe spécial demandera à l'Australie et à la Nouvelle-Zélande, dans cet ordre, de faire leurs déclarations liminaires respectives. Une fois qu'elles auront fait ces déclarations liminaires, il leur donnera la possibilité de poser des questions et de faire des observations sur leurs déclarations respectives. Lorsque les parties auront fait leurs déclarations liminaires et tout au long de la réunion, le Groupe spécial pourra leur poser des questions. Afin de faciliter l'échange de vues et de renseignements, il est demandé à chaque partie d'apporter des réponses orales préliminaires aux questions posées par l'autre partie et par le Groupe spécial. À l'issue de la réunion, celui-ci demandera à la Nouvelle-Zélande et à l'Australie, dans cet ordre, de faire leurs déclarations finales respectives.

13. Les personnes ayant un badge OMC valide et les personnes inscrites par l'intermédiaire du Secrétariat de l'OMC seront en mesure de suivre les auditions ouvertes au moyen d'une diffusion simultanée des travaux dans une salle séparée. Si, pour des raisons de logistique, cette diffusion simultanée des travaux n'est ni réalisable, ni commode, les personnes intéressées pourront être invitées à suivre les auditions ouvertes depuis la galerie de la salle dans laquelle se tient la réunion.

14. Les travaux de la réunion de fond, y compris ceux de la séance confidentielle privée, pourront être enregistrés par le Secrétariat. Cet enregistrement sera destiné à l'usage exclusif du Groupe spécial et du personnel du Secrétariat de l'OMC qui l'assiste, et restera confidentiel. Aucun enregistrement sonore ou vidéo des travaux autre que celui réalisé par le Secrétariat de l'OMC ne sera autorisé. Il n'y aura pas de procès-verbal de la réunion de fond et seules les versions écrites des déclarations orales ainsi que les réponses écrites aux questions figureront dans le dossier.

B. SÉANCE CONFIDENTIELLE PRIVÉE

15. Après avoir entendu les déclarations des parties, le Groupe spécial pourra décider de convoquer, en cas de besoin, une séance confidentielle privée de la réunion de fond.

16. À cette séance confidentielle privée, le Groupe spécial pourra inviter les parties à faire de nouvelles déclarations. Il pourra également leur poser des questions.

III. AUTRES RÈGLES

17. Après avoir consulté les parties, le Groupe spécial pourra modifier les procédures pour la réunion de fond ou pour sa réunion avec les experts, ou les compléter à l'aide de règles additionnelles, selon qu'il sera approprié.

ANNEXE
(DATES IMPORTANTES À VENIR)[1]

Mercredi 3 juin: Le Groupe spécial envoie les procédures proposées pour la deuxième réunion de fond et pour sa réunion avec les experts aux parties pour qu'elles fassent des observations.

Mardi 9 juin: Les parties envoient au Groupe spécial leurs observations sur les procédures proposées pour la réunion de fond et pour la réunion avec les experts.

Pour le vendredi 12 juin: Le Groupe spécial envoie aux parties et aux experts les procédures approuvées pour la deuxième réunion de fond et pour sa réunion avec les experts.

Lundi 15 juin: Les Membres sont informés que des auditions ouvertes vont avoir lieu dans le cadre de la réunion de fond.

Pour le jeudi 18 juin: L'avis annonçant la tenue d'auditions ouvertes dans le cadre de la réunion de fond est publié sur le site web de l'OMC. Début des inscriptions.

Jeudi 25 juin: Fin des inscriptions pour les personnes extérieures (les personnes qui n'ont pas un badge OMC valide) qui souhaitent assister à la réunion de fond ou à la réunion du Groupe spécial avec les experts.

Jeudi 25 juin: Chaque partie donne au secrétaire du Groupe spécial et à l'autre partie la liste des membres de sa délégation.

Lundi 29 juin: Le secrétaire du Groupe spécial donne aux parties la liste des personnes inscrites par l'intermédiaire du Secrétariat de l'OMC.

Mardi 30 juin: Réunion du Groupe spécial avec les experts désignés et les parties.

Mercredi 1er et jeudi 2 juillet 2009: Deuxième réunion de fond du Groupe spécial avec les parties.

Pour le vendredi 10 juillet: Le Groupe spécial envoie des questions écrites aux parties. Les parties s'envoient leurs questions écrites respectives, avec copie au Groupe spécial.

Pour le vendredi 24 juillet: Les parties présentent leurs réponses aux questions.

Pour le vendredi 31 juillet: Les parties peuvent faire des observations sur leurs réponses respectives aux questions.

---

[1] Ces dates sont données à titre indicatif seulement et peuvent être modifiées à tout moment par le Groupe spécial, après consultation des parties.

ANNEXE B

TABLE DES MATIÈRES		Page
Annexe B-1	Liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial	B-2
Annexe B-2	Procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts scientifiques	B-2

ANNEXE B-1

La liste des réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial (document WT/DS367/11) sera disponible uniquement sous forme électronique sur le site Web de l'OMC.

ANNEXE B-2

Le procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts scientifiques (document WT/DS367/12) sera disponible uniquement sous forme électronique sur le site Web de l'OMC.